Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 12 juin 2018 à 18 h 30

Bureau d'arrondissement 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1800, rue Bercy (40.02)
- 87, rue Ontario Ouest (40.04)
- 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger (40.15)
- 1800, avenue McGill Collège (40.17)
- 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest (40.20)

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 1379, rue Ontario Est (40.03)
- 320, rue Notre-Dame Est (40.06)

10.04 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 juin 2018

10.05 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237026

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237034

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 mai 2018

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237033

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237035

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 30 mai 2018

10.10 Procès-verbal
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237039

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018

10.11 Correspondance / Dépôt de documents
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237040

Prendre acte du dépôt du certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu les 28, 29, 30, 31 mai et le 1er juin 2018 relatif au projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1180173004

Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Y des femmes de Montréal pour le projet de camp de jour et accorder une contribution totale de 3 500 $
District(s) : Peter-McGill

20.02 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1175907004

Modifier la résolution CA17 240569, afin de prolonger la convention avec Missions Exeko jusqu'au 15 octobre 2018 et accorder une contribution supplémentaire de 8 285 $ pour un montant total de 23 285 $

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185179005

Approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud et accorder une contribution totale de 25 000 $ pour l'aménagement de la Place du marché

20.04 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1180173003

Autoriser une dépense de 1 873,52 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie

20.05 Entente

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1165179009

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation du toit vert aménagé sur le toit du chalet du parc Walter-Stewart

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1180173005

Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet « Élève-Athlète » et accorder une contribution totale de 1 857 $

District(s) : Saint-Jacques

20.07 Appel d'offres sur invitation

CA *Direction des travaux publics* - 1186937005

Accorder un contrat de 71 000 $, à Cww Réhabilitation (Clean Water Works Inc.) pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600 mm x 900 mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-17-005 - 1 soumissionnaire)

District(s) : Saint-Jacques

20.08 Contrat de construction

CA *Direction des travaux publics* - 1186143001

Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires)

District(s) : Sainte-Marie

20.09 Autres affaires contractuelles
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673009

Approuver la convention avec la Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG) dans le cadre du « Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018, volet II » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

20.10 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1180619005

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 17 890 $

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185377002

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible revenu et accorder une contribution annuelle de 11 500 $, pour une contribution totale de 23 000 $

District(s) : Sainte-Marie

20.12 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318020

Autoriser une affectation de surplus de 30 000 $, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet Cyclo Citoyen et édicter l'ordonnance nécessaire

District(s) : Peter-McGill

20.13 Contrat de construction
CA *Direction des travaux publics* - 1184657004

Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa (4042077 Canada inc.) pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318017

Autoriser une affectation de surplus de 27 500 $ et approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec Habiter Ville-Marie pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie

20.15 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180318019

Approuver la convention avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 34 575 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018

District(s) : Saint-Jacques

20.16 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1185377003

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme « Accessibilité aux loisirs » visant à permettre l'accès au camp de jour pour les familles à faible revenu et accorder une contribution de 500 $

District(s) : Saint-Jacques

20.17 Contrat de services professionnels

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673017

Accorder un contrat de service professionnel de 37 146,70 $ avec Portrait sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises

20.18 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1183405003

Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2018, dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal et accorder des contributions totalisant 56 290 $

20.19 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184105007

Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2018, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution de 14 210 $

District(s) : Saint-Jacques

20.20 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184105006

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme « camp de jour » et accorder une contribution annuelle de 5 000 $, pour une contribution totale de 10 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.21 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1156255030

Modifier la résolution CA15 240511 et approuver la convention modifiée avec la CDU du Faubourg Saint-Laurent afin d'ajuster le montant de la contribution accordée à sa contribution réelle de 63 700 $

District(s) : Saint-Jacques

20.22 Contrat de services professionnels

CA *Direction d'arrondissement* - 1182840002

Accorder un contrat de 24 49,58 $ au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) afin de coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre et autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184951006

Approuver la convention, avec la Société canadienne de la Croix-Rouge, pour les années 2018 à 2021 et un renouvellement subséquent de trois ans, en cas de sinistre dans l'arrondissement de Ville-Marie, accorder, à même le budget de fonctionnement une contribution de 6 241,90 $, pour l'année 2018-2019 et s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-2020 et 2020-2021

30.02 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CA *Direction des travaux publics* - 1180141004

Autoriser une affectation du surplus de 1 800 000 $, à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019, afin de soutenir la réalisation des projets de piétonnisation pour les années 2019 et 2021

30.03 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1184657005

Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

30.04 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1184951005

Déléguer, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, à la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve la responsabilité de la gestion des réservations des plages horaires désignées des terrains sportifs extérieurs de l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'au 31 décembre 2020

30.05 Reddition de comptes

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237037

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2018

30.06 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185384001

Prendre acte du rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie et du dépôt de la liste des contrats de plus de 25 000 $

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1187209007

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 3e partie, B)

40.02 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255007

Accorder une dérogation mineure relativement à l'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant du bâtiment situé au 1800, rue Bercy

District(s) : Sainte-Marie

40.03 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255008

Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels, relativement à la demande de l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est

District(s) : Sainte-Marie

40.04 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183332003

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), l'implantation d'un équipement mécanique sur la façade Est du bâtiment portant le numéro 87, rue Ontario Ouest

District(s) : Saint-Jacques

40.05 Urbanisme - Autre sujet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180394008

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

District(s) : Sainte-Marie

40.06 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869009

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment situé au 320, rue Notre-Dame Est

District(s) : Saint-Jacques

40.07 Urbanisme - Usage conditionnel

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1164869003

Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), quant à l'usage « résidence de tourisme » pour l'appartement no. 3109 situé au 1288, avenue des Canadiens-de-Montréal

District(s) : Saint-Jacques

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1183332001

Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.09 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180867003

Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.10 Règlement - Urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1184869006

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » - Adoption

40.11 Règlement - Emprunt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1187128002

Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie - Adoption

40.12 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186255004

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186399004

Adopter une résolution autorisant la démolition d'un bâtiment vacant et la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur le lot 3 361 087 actuellement au 2395-2397, rue Bercy , et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

District(s) : Sainte-Marie

40.14 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1174869012

Adopter une résolution autorisant l'occupation à des fins d'hôtel pour les bâtiments situés aux 1567 et 1571-1575, rue Saint-André, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180607002

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant l'aménagement d'un des quais de chargement avec une profondeur moindre que prescrite, pour un bâtiment projeté au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

District(s) : Saint-Jacques

40.16 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1186493003

Édicter une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la période estival 2018

40.17 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180607003

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant un revêtement de couleur brune pour une partie des toitures du bâtiment situé au 1800, avenue McGill Collège

District(s) : Peter-McGill

40.18 Urbanisme - Autre sujet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1180394007

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement

District(s) : Sainte-Marie

40.19 Règlement - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1186673015

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

40.20 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187303002

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur, ne comprenant pas de quais de chargement et comprenant un débarcadère hors-rue dans un secteur non autorisé, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest

District(s) : Saint-Jacques

40.21 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1187176001

Confirmer, relativement à la demande d'autorisation de démolition du bâtiment portant les numéros 2175 à 2177, rue Montgomery, la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 27 mars 2018

District(s) : Sainte-Marie

40.22 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1181204001

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 5e partie C)

District(s) : Sainte-Marie

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185237038

Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 30 novembre 2018

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2018/06/12
18:30

Dossier # : 1185237026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public - prolongation et Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour (juin)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public (juin)

Signé par Sandy PINNA **Le** 2018-05-01 14:50

Signataire : Sandy PINNA

Analyste de dossiers
Ville-Marie , Direction des travaux publics

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public - prolongation et Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour (juin)

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d’articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-27

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237034

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 mai 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité consultatif d'urbanisme du 10 mai 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-24 16:25

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237034

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 mai 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité consultatif d'urbanisme du 10 mai 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-14

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

10 mai 2018
9 h 00

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, Présidente
M. Richard Ryan, Vice-président

Mme Claudia Atomei, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
Mme Marie-Ève Gravel, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Camille Pelletier - stagiaire

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
Mme Sophie Cournoyer, conseillère en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Monique Gascon, architecte
Mme Anne-Rose Gorroz, conseillère en aménagement
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
M. Francis Lefebvre, architecte
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9 h 02.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 12 avril 2018 est déposé et remis aux membres.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001410806	2395-2397, rue Bercy	Favorable avec conditions
4.2.2	3001403485	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable avec conditions, suggestions et commentaire
4.2.3	3001418980	1125, rue Ontario Est 2021, rue Amherst	Favorable avec conditions et commentaires

4.3 Modifications réglementaires
Aucun dossier

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001419908	700, rue Saint-Antoine Est	Favorable
4.4.2	3001407087	1800, avenue McGill Collège	Favorable
4.4.3	3001419217	1800, rue Bercy	Favorable avec suggestion

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001400610	320, rue Notre-Dame Est	Favorable avec suggestion

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001414111	369, rue Ontario Est	Favorable
4.6.2	3001399765	3015, chemin Picquet	Favorable
4.6.3	3001402208	229, rue Notre-Dame Ouest	Favorable
4.6.4	3001402326	1205, avenue Papineau	Favorable avec conditions
4.6.5	3001409284	502, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec condition et commentaire
4.6.6	3001410854	373, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.7	3001414160	2129, avenue Gascon	Favorable
4.6.8	3001185800	1245, rue Saint-André	Favorable
4.6.9	3001412908	1913, rue Dufresne	Favorable avec condition
4.6.10	3001412006	2045, rue Bishop	Favorable
4.6.11	3001417219	276, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.12	3001416533	2045, rue Stanley	Favorable avec commentaire
4.6.13	3001417993	1832-1834, rue Poupart	Favorable avec condition
4.6.14	3001380445	1559, avenue du Docteur-Penfield	Favorable avec conditions
4.6.15	3001406692	75, rue Ontario Est	Favorable
4.6.16	3001412272	3120, chemin Saint-Sulpice	Favorable avec conditions
4.6.17	3001415191	2251, avenue De Lorimier	Favorable avec conditions
4.6.18	3001317023	1168, rue Saint-Mathieu	Favorable avec conditions
4.6.19	3001409706	2090, rue de la Montagne	Favorable
4.6.20	3001386885	730, rue Wellington	Favorable avec condition
4.6.21	3001418629	1800, avenue Papineau	Favorable
4.6.22	3001399787	150, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.23	3001379628	2436, rue Sainte-Catherine Est	Favorable

4.6.24	3001405606	187, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec condition
4.6.25	3001404511	1387, rue Logan	Favorable avec condition
4.6.26	3001417062	69, rue de la Gauchetière Ouest	Favorable avec condition
4.6.27	3001413726	262, rue Saint-Paul Est	Favorable avec conditions
4.6.28	3001415327	1101, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec condition
4.6.29	3001412386	2000, rue Mansfield	Favorable
4.6.30	3001414273	3461, rue McTavish	Favorable
4.6.31	3001406997	1255, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.32	3001404975	800, boulevard de Maisonneuve Est	Favorable avec conditions
4.6.33	3001412209	3460, rue Simpson	Favorable
4.6.34	3001371915	250B, rue Saint-Paul Est	Favorable
4.6.35	3001416282	2255, boulevard René-Lévesque Ouest 1180 et 1200, rue Sussex	Favorable avec conditions
4.6.36	3001407031	2330-2340, rue Tupper	Favorable avec conditions et suggestion
4.6.37	3001410806	2395-2397, rue Bercy	Favorable avec conditions
4.6.38	3001412742 3001412746 3001416575	1, place Ville-Marie	Favorable
4.6.39	3001413295	3422, rue Stanley	Défavorable
4.6.40	3001405222	1545, avenue du Docteur-Penfield	Favorable
4.6.41	s.o	99999, boulevard Saint-Laurent	Favorable avec conditions
4.6.42	3001400546	1550, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec conditions
4.6.43	s.o	99999, rue Saint-Marc	Favorable avec conditions
4.6.44	s.o	1945, rue Fullum	Favorable
4.6.45	s.o	1428, avenue Overdale	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.46	3001419446	1194, chemin Remembrance	Favorable

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001403485	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable avec conditions, suggestions et commentaire

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 juin 2018 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 juin 2018.

6. Varia
Un point d'information a été ajouté pour la planification d'une rencontre permettant la discussion sur les rôles et les attentes envers les membres du Comité et sur le cadre réglementaire.

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 12 h 19.

Sophie Mauzerolle 24-05-2019 — Marie-Ève Gravel 2018-05-18

Sophie Mauzerolle, Présidente — date — Marie-Ève Gravel, Secrétaire — date

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001410806
4.2.1 et 4.6.37

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2395-2397, rue Bercy

Responsables : Sophie Cournoyer et Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser par la procédure des projets particuliers la démolition d'un bâtiment résidentiel et commercial vacant de deux étages et la construction d'un nouvel immeuble abritant un poste de ventilation mécanique. La proposition déroge à la hauteur minimale (article 9), à la superficie végétalisée à l'avant de la propriété (article 129), aux usages prescrits ne prévoyant aucun usage pour le métro (article 134), à l'alignement de construction (pouvant être approuvé conformément au Titre VIII) et à la présence d'équipements mécaniques apparents sur une façade (article 369.1).

Le projet prévoit l'occupation de l'ensemble du bâtiment projeté, son tréfonds et le tréfonds d'une partie de la rue Bercy et d'une partie de la ruelle située au nord du terrain aux fins de l'usage « poste de ventilation mécanique » (poste souterrain rejoignant en sous-sol le tunnel du métro).

Le lot accueille un bâtiment résidentiel et commercial de 2 étages, actuellement vacant, en plus d'un bâtiment secondaire en fond de lot dérogatoire pour lequel un certificat d'autorisation de démolition a été délivré en février 2018. L'édifice existant a été construit en 1910, mais aurait été partiellement rebâti suite aux dommages considérables subis lors de graves incendies survenus en 1961 et 1963. L'état de la construction semble relativement bon. Dans l'ensemble, l'intérêt patrimonial et l'intégrité du bâtiment existant sont faibles.

Le bâtiment projeté d'un étage est implanté en contiguïté avec les limites latérales du terrain et en retrait de l'alignement dominant soit à 9,1 m de la rue. Cette implantation est en partie guidée par la présence du tunnel du métro en tréfonds en partie arrière du terrain et également par le fait que si la façade avait été alignée sur le bâti environnant, la cour arrière aurait été inutilement de grande dimension. Par conséquent, une implantation permettant l'aménagement d'une placette accessible au public en cour avant a été privilégié. En cour arrière, une aire de stationnement accessoire au poste de ventilation, accessible par la ruelle adjacente, y est aménagée et sera recouverte d'un revêtement de sol en pavés.

On retrouvera sur l'espace public en cour avant, des arbres et d'arbustes, l'intégration de deux bancs et un recouvrement de sol en pavé de brique. Les surfaces minérales et végétales se partagent l'occupation du sol de façon à peu près égale. L'aménagement de cette placette sera revu en révision de projet à une séance ultérieure.

Le volume du poste de ventilation serait de la même hauteur que celle du bâtiment contigu; sa façade loge la porte d'issue du puits, et est ponctuée de fausses ouvertures et de persiennes permettant une animation contemporaine, ce qui permet de minimiser la perceptibilité de la fonction du bâtiment. Le projet prévoit une fenestration de verre opaque et un revêtement de brique avec des insertions de béton fini au jet de sable. Des portes d'accès doubles en acier inoxydable permettant l'accès de l'équipement au puits sont aménagées sur le mur arrière du bâtiment. Le mur latéral accueille des persiennes et est animé par un jeu de briques contemporain qui est repris sur le mur latéral du bâtiment contigu. Celui-ci doit être revêtu pour en assurer la pérennité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La demande satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier.

Considérant que : La volumétrie et l'implantation atypique découlent de la fonction du bâtiment et répondent aux impératifs techniques en tréfonds.

Considérant que : L'implantation retenue permet l'aménagement d'une placette et répond ainsi à un besoin d'augmentation des espaces verts dans cette portion de l'arrondissement à dominante résidentielle.

Considérant que : Le système de ventilation respectera les normes applicables du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie ainsi que ceux du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les espaces extérieurs privés situés à l'arrière du bâtiment doivent être clôturés et aménagés de végétaux plantés en pleine terre ou d'un revêtement de sol en pavés perméables.**
- **La placette située à l'avant devrait également être partiellement clôturée pour protéger les plantations et permettre de développer un sentiment d'appartenance.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour les espaces extérieurs accessible au public lors du dépôt de la demande de permis de construction et soumettre ce projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :**
  - **Le mobilier proposé doit être durable, assurer la convivialité de la placette et le confort des usagers.**
  - **Les installations collectives doivent être sécuritaires, éclairées et accessibles universellement.**
  - **La sélection arboricole doit contribuer à l'amélioration du confort des usagers et être compatible avec les activités de la placette.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001403485
4.2.2 et 4.9.1

Objet : **PROJET PARTICULIER ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**

Endroit : 99999, rue Île Sainte-Hélène

Responsables : Étienne Longtin et Thomas Fontaine

Description : La demande vise à autoriser l'installation de trois enseignes affichant un message lumineux animé ou lumineux variable aux abords de la station Jean-Drapeau dans le cadre d'une stratégie d'ensemble d'affichage pour le secteur du legs du 375^{e} anniversaire de Montréal de la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD) sur l'île Sainte-Hélène du parc Jean-Drapeau. L'emplacement est situé dans le site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène.

Ainsi, deux enseignes de type « 1 », objets métalliques facettés d'une largeur maximale de 2,6 m et d'une hauteur maximale de 4,6 m, servant de panneaux d'information lumineux à affichage variable pour la clientèle sur la face principale (environ 10,5 m²) avec borne interactive sur une face secondaire (environ 1,7 m²). Celles-ci sont positionnées de part et d'autre des accès à la station de métro, en bordure du talus du Complexe aquatique de l'île Sainte-Hélène pour dégager les vues.

De plus, une enseigne de type « 2 », objet métallique facetté d'une largeur maximale de 1,1 m et d'une hauteur maximale de 2,4 m, servant de borne interactive supplémentaire pour la clientèle (environ 1,8 m²) est implantée le long de l'allée Calder, dans l'alcôve du pavillon d'accueil. Ces enseignes visent à remplacer la démultiplication d'enseignes qui se trouvaient sur le site visé avant le début des travaux en permettant l'affichage et la consultation des diverses activités du parc à ces seuls endroits. Le projet d'affichage définitif pour les enseignes de type « 1 » et « 2 » sera soumis en révision de projet à une séance ultérieure du comité.

Par ailleurs, la stratégie d'ensemble d'affichage comprend également la réinstallation d'une douzaine d'enseignes de signalisation publique (enseignes directionnelles) d'une hauteur maximale de 4 à 4,4 m déjà existantes au sein du parc Jean-Drapeau, identifiées comme types « 4 » et « 5 ». Pour signaler les fonctions et commodités des divers pavillons, trois objets métalliques sculpturaux et huit pictogrammes en saillie des façades, d'une hauteur maximale de 2,1 m, sont proposés en plus de l'installation de trois enseignes constituées d'un symbole gouvernemental (logo de la SPJD) d'une hauteur de 2 à 3 m de hauteur, identifiés comme enseignes de type « 3 ».

Des bannières événementielles de type « oriflammes » de 3 à 5 m de hauteur (2,3 à 2,6 m²) seraient installées sur le mobilier urbain précédemment approuvé, au nombre de 26 culminant à une hauteur

maximale de 7,3 m (2,3 m²) le long de l'allée Calder pour les enseignes de type « 6 » et au nombre de 13 culminant à une hauteur maximale de 8 m (2,6 m²) au pourtour de l'amphithéâtre pour les enseignes de type « 7 ».

Finalement, huit enseignes de type « 8 », d'un modèle découlant standard de la Ville de Montréal de 2,2 m de hauteur (0,2 m²), comporterait des inscriptions historiques relatives aux œuvres d'art public et aux divers bâtiments subsistants d'Expo 67.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent tendent à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du *Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Île-Sainte-Hélène (07-036).*

Considérant que : La proposition d'implantation de signalisation et d'affichage pourrait davantage respecter le caractère des lieux réaménagés en y apportant certains ajustements respectant la qualité paysagère anticipée de ce nouveau secteur du site patrimonial, tout en répondant aux besoins des usagers du parc.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire le format des enseignes de type « 1 » afin de le rendre plus compatible à l'échelle humaine auquel il devrait s'adresser, en cohérence avec l'approche paysagère du lieu, et à cette fin, par exemple, en tendant à se rapprocher du format de l'enseigne de type « 2 ».**
- **Renoncer à l'ensemble des enseignes de type « 6 » afin de limiter la surenchère visuelle le long de l'allée Calder.**

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur de :

- **Prévoir l'ajout d'une enseigne de type « 8 » aux abords de la place des Nations pour compléter l'identification des témoins matériels d'Expo 67 de cette portion de l'île Sainte-Hélène.**
- **Envisager la modification de l'emplacement des enseignes de type « 3 » afin d'installer la marque de commerce de la SPJD ailleurs que sur la porte d'entrée du pavillon d'accueil pour en assurer une meilleure lisibilité.**
- **Considérer la possibilité de renoncer à l'installation des enseignes de type « 7 » aux abords de l'amphithéâtre naturel puisqu'elles n'apportent pas une plus-value importante à la qualité paysagère de ce secteur du site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène.**
- **Évaluer le développement d'applications mobiles pour la diffusion des informations pour la clientèle et les usagers du parc en appui, voire en remplacement, de l'implantation des enseignes de type « 1 » projetées.**

De plus, le comité déplore l'absence de plan directeur à jour pour le parc Jean-Drapeau, dans lequel aurait dû s'inscrire l'ensemble des diverses interventions liées au réaménagement de la partie ouest de l'île Sainte-Hélène, afin de permettre de s'assurer de l'adéquation et de la cohérence avec la vision stratégique du parc, incluant les dimensions patrimoniales, les activités planifiées ou la stratégie d'affichage globale sur les îles.

Finalement, les membres souhaitent revoir la version révisée de la proposition à une séance ultérieure du comité.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001418980
4.2.3

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1125, rue Ontario Est et 2021, rue Amherst

Responsables : Anne-Rose Gorroz et Thomas Fontaine

Description : Une demande vise la modification du projet particulier afin de fermer et d'aménager l'espace sous la marquise donnant sur la rue Wolfe, sur le bâtiment du Marché Saint-Jacques, pour aménager un quai de chargement pour une épicerie au rez-de-chaussée.

Le bâtiment du Marché Saint-Jacques est identifié comme un immeuble significatif à la réglementation d'urbanisme.

La forme en L du quai de chargement est dictée par des besoins fonctionnels avec accès des camions de livraison à des heures déterminées, à partir de la rue du square Amherst. Le traitement architectural est composé de panneaux de verre thermos transparents déposés sur une paroi d'acier lisse de même couleur que la marquise qui assurent le contrôle climatique des espaces intérieurs du quai. La perception intérieure/extérieure est préservée et la façade en maçonnerie du bâtiment est visible. Un grillage en acier léger est placé sous le plancher du quai pour éviter l'accumulation de déchets. Les fenêtres existantes seront obstruées par des panneaux d'acier blanc amovibles, afin de préserver la lecture rythmique d'origine. Du côté sud, les boutiques sont enveloppées d'un mur rideau transparent avec panneaux d'acier au sol. Un système d'éclairage mural vers le haut et vers le bas dans le quai et les boutiques permettra la perception de la continuité de la marquise intérieure/extérieure.

Un compacteur à déchets est installé côté nord, et sera visible seulement en partie derrière le panneau d'acier. Il sera scellé, avec levées aux 2-3 semaines.

Afin de commémorer l'histoire du lieu, trois supports recto verso (1,15 m x 1,30 m) de signalisation pour documentation visuelle (textes et images), sont prévus. Ceux-ci seront éclairés la nuit et placés sur l'axe de circulation piétonne côté Ontario. Un code de design et un graphisme seront définis afin d'assurer l'unité visuelle des trois supports. À l'intérieur, dans les halls d'entrée Ontario et Amherst, un contenu historique permanent sélectionné par un historien-recherchiste du Centre d'histoire de Montréal est proposé.

Pour la signalisation, il est prévu que le nom historique du bâtiment soit inscrit aux deux entrées Amherst-Ontario, sur la marquise, par des lettres d'une hauteur maximale de 50 cm. La signalisation des petits commerces individuels se fera par des enseignes perpendiculaires à la façade (25 cm

x 40 cm ou 40 cm x 40 cm). Les enseignes de l'épicerie seront présentées à une séance ultérieure.

Les livraisons prévues seront majoritairement réalisées par des camions de 25 pieds et moins, et minoritairement par des camions 42 pieds (aucun camion de 53 pieds). Près de 36 à 48 livraisons par semaine de 8h à 16h sont prévues. Les manœuvres se feront à partir de la rue du square Amherst et non par la rue Wolfe. Des mesures de mitigation sont prévues notamment ; avertisseurs de recul, moteurs éteints lors du déchargement, installation de panneaux pour interdiction de stationnement des véhicules (7 cases) du côté de la rue du Square Amherst le jour.

L'espace autour du bâtiment (environ 1500 mètres carrés) est conçu comme un socle, un tapis dur mettant en valeur le bâtiment. Il est constitué de béton coulé anthracite ou gris avec traits de scie ou jet de sable, reprenant la rythmique du bâtiment, et de pavés de béton. Des bancs sans dossier sont installés et des graminées en rangées sont plantées sous les arbres existants, des supports à vélo sont prévus et des jardinières sur roulettes encadrent les terrasses des espaces commerciaux sur Amherst.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA13 240502) a été adopté le 11 septembre 2013, autorisant l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques avec un étage au toit en recul, à des fins résidentielles.

Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA16 240380) a été adopté le 6 juillet 2016, modifiant le précédent règlement et permettant la construction de verrières venant fermer les marquises existantes, du côté des rues Amherst et Wolfe.

Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA17 240492) a été adopté le 12 septembre 2017 CA17 240492, refusant l'agrandissement du bâtiment du Marché Saint-Jacques et de démolir le mur extérieur du bâtiment d'intérêt, niveau rez-de-chaussée, côté Wolfe.

Considérant que : La présente proposition permet de compléter plusieurs aspects relatifs à la commémoration, l'aménagement paysager et la signalisation du lieu, attendus depuis 2013 (projet d'agrandissement au toit).

Considérant qu' : Une épicerie de proximité sur le site viendra combler un grand besoin de la population du secteur, qui s'alimente assez loin actuellement. De plus, le projet assurera l'occupation et l'animation du rez-de-chaussée du bâtiment du Marché, autant du côté Wolfe que du côté Amherst.

Considérant que : L'installation d'un compacteur à déchets scellé permettra d'assainir la rue Wolfe.

Considérant que : L'aménagement d'un quai de chargement du côté de la rue Wolfe pourrait occasionner des impacts, notamment sonores, sur les résidents du secteur dus aux opérations et manœuvres de camionnage ainsi que la circulation.

Considérant que : L'agrandissement pourrait miser sur une architecture plus transparente plus légère et plus ouverte afin d'une part, assurer que l'intégrité des murs d'origine du bâtiment du Marché Saint-Jacques soit protégée et en cas d'intervention, que le projet soit soumis à une révision architecturale en titre VIII et d'autre part assurer la sécurité et une meilleure animation sur la rue Wolfe.

Considérant que : L'aménagement paysager très minéral permettra de mettre en valeur le bâtiment et de proposer une place publique large et appropriable pour les résidants du quartier.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Une lettre d'engagement fera partie de la résolution relativement au nombre et dimensions des camions, aux types de manœuvres permises, aux mesures de mitigation (avertisseurs de recul, extinction des moteurs à l'arrêt), et au type de compacteur à déchets et sa fréquence de levée.**
- **Les enseignes futures de l'épicerie doivent être soumises à la révision en titre VIII.**
- **Les lettres composant le nom historique « Marché Saint-Jacques » sur la marquise, au-dessus des deux entrées sur Amherst et Ontario, ne doivent pas avoir plus de 50 cm de haut.**
- **Prévoir un grillage amovible sous le quai de chargement, afin d'assurer l'accès pour le nettoyage.**
- **L'intégrité du bâtiment d'origine avec ses murs en maçonnerie doit être protégée pendant les travaux, mais également dans le futur.**
- **Prévoir davantage de transparence, d'ouverture, de légèreté et de réversibilité, y compris pour le bloc central actuellement opaque et ne mettant pas en valeur le bâtiment.**
- **Éliminer les trois supports extérieurs de commémoration, qui bloquent les vues, sont trop statiques et ne mettent pas en valeur le bâtiment et les remplacer par une intervention créative mettant en relief de façon dynamique l'héritage agro alimentaire et le passé politique, sportif et communautaire du bâtiment.**

Les membres du comité consultatif d'urbanisme expriment cependant une forte inquiétude quant à l'impact sonore sur les résidants voisins du quai de chargement.

Les membres se préoccupent également de l'impact du projet sur l'intégrité du bâtiment d'origine après les travaux d'agrandissement, qui visent à répondre aux exigences particulières d'un locateur.

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient que les travaux puissent être l'occasion de mieux arrimer le domaine public au domaine privé. Ils interpellent donc les autorités compétentes à réfléchir à la sécurité des usagers et à favoriser l'ajout de végétation sur les trottoirs et saillies publiques.

Il est à noter que M. Antonin Labossière, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001419908
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	700, rue Saint-Antoine Est
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	La demande vise l'aménagement d'un quai de chargement, qui ne respecte pas la longueur minimale prescrite, dans le cadre d'un projet d'un complexe multifonctionnel comportant des usages de types résidentiel et commercial (hôtel, bureau et commerce de détail). Le projet prévoit deux aires de chargement par la rue du Glacis, sous la rue Notre-Dame, dont l'un deux a une longueur de 10,10 m à 11 m, ce qui est inférieure à la longueur minimale exigée de 16 m.
Élément particulier :	À la séance du 11 mai 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'agrandissement en surhauteur. À la séance du 12 avril 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la révision architecturale.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'agrandissement de l'aire de chargement est impossible, car la profondeur du bâtiment à cet emplacement est de 17 m. Cela compromettrait l'architecture et le fonctionnement du projet.
Considérant que :	La voie d'accès (rue du Glacis), qui connecte les aires de chargement au réseau viaire, comprend une servitude de passage (lot 3677 245) permettant ainsi l'accès en tout temps aux aires de livraison.
Considérant que :	La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
Considérant que :	Dans ces conditions, le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001407087
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1800, avenue McGill Collège
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	La demande vise la réfection des bassins de toiture sur un bâtiment comportant plusieurs retraits par rapport à la rue, ce qui crée 33 toits distincts à sept étages différents, en plus du toit principal au sommet de la tour. Actuellement, les revêtements de ces toits sont des membranes d'étanchéité bi-couches de couleur brune. Le toit principal est de couleur verte. Le projet de réfection des bassins de toiture comporte le re-surfaçage des membranes d'étanchéité sur la plupart des bassins avec installation d'une membrane élastomère granulée de couleur brune, pour éviter l'éblouissement, lorsque les occupants ont une vue directe sur ces toitures. En effet, une toiture hautement réfléchissante ou de couleur blanche ou pâle pourrait entraîner des inconforts et inconvénients dus à l'éblouissement et au rayonnement, lorsque cette toiture est située à proximité d'espaces locatifs occupés. On note que la Loi sur la Santé et la sécurité du Travail aurait préséance sur le règlement d'urbanisme. Une couverture en membrane de couleur blanche est prévue sur tous les autres bassins ne constituant pas un risque pour les occupants. En conséquence, 64% de la superficie totale des toitures seront tout de même de couleur blanche contribuant à diminuer les îlots de chaleur urbains.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Il est impossible pour les requérants de se conformer à la réglementation sans nuire à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique des occupants.
Considérant que :	L'aménagement d'un toit végétalisé est impossible, car la structure existante ne permet pas l'ajout de poids.
Considérant que :	Le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant.
Considérant que :	La dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001419217
4.4.3

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1800, rue Bercy

Responsable : Gabrielle Leclerc-André (présenté par Étienne Longtin)

Description : La demande vise la reconstruction d'une piscine et l'aménagement d'une aire de jeux d'eau qui dérogent à l'occupation en cour avant de la propriété située au 1800, rue Bercy. Le demandeur bénéficie actuellement d'un droit acquis pour la piscine qui a été construite en 1972.

Les Tours Frontenac occupent le lot transversal situé entre les rues du Havre et Bercy, au sud de la rue Ontario. Le bâtiment construit en 1972 est composé de trois tours de 14 à 16 étages qui sont orientées dans l'axe du nord géographique, présentant ainsi une implantation atypique par rapport au front bâti traditionnel. Ce retrait d'alignement laisse place à de grandes cours avant aménagées, offrant des équipements récréatifs et une piscine aux locataires des 784 logements.

Avec le changement de normes d'Hydro-Québec en termes de voltages, le demandeur doit effectuer des travaux pour l'aménagement d'une nouvelle salle mécanique en sous-sol qui accueillera un dévolteur. L'acheminement de l'électricité depuis la rue Bercy se fera en souterrain et passera à proximité de la piscine extérieure actuelle construite en 1972, qui devra ainsi être démolie. La piscine, qui à l'époque de sa construction a obtenu un permis, fait actuellement l'objet d'un droit acquis par rapport à son occupation en cour avant. Sa démolition engendrerait donc la perte de ce statut. Le demandeur souhaite toutefois reconstruire la piscine tout juste à côté de l'emplacement initial, afin de continuer à offrir ce service à ses 1 200 locataires. La nouvelle piscine sera de plus petite dimension et décalée vers le nord-ouest de façon à dégager l'aire de la chambre mécanique qui sera construite en souterrain. Une distance d'environ une trentaine de mètres la séparera du domaine public. Afin d'accommoder les ménages avec enfants, une aire de jeux d'eau sera aussi aménagée dans l'emplacement de la piscine à démolir.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : L'implantation du bâtiment fait en sorte que le site ne possède que des cours avant et aucune autre cour.

Considérant que : Le respect du Règlement d'urbanisme ne permet pas l'aménagement d'une piscine et d'un équipement récréatif conforme et qu'il cause ainsi un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : La piscine actuelle bénéficiant d'un droit acquis doit être démolie pour des travaux de mise à niveau pour l'approvisionnement en électricité de l'immeuble.

Considérant que : La piscine et les jeux d'eau seraient très peu visibles de la voie publique, compte tenu de leur retrait d'une trentaine de mètres.

Considérant que : L'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur d'évaluer la possibilité d'augmenter le verdissement de ses cours, notamment sur la terrasse minéralisée adjacente à la piscine (dalle de toit du stationnement).

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001400610
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	320, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à permettre l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et sous-sol comme déjà autorisé aux étages, par la procédure des usages conditionnels. Le site se trouve en bordure de la rue Notre-Dame compris dans le site patrimonial déclaré de Montréal. La maison William-Maitland, aussi connue sous le nom de maison Beaujeu a été construite en 1796 suite à la démolition de la vieille maison en pierre d'un étage, construite par la famille Ramezay. À l'époque, la maison compte deux étages et est entourée d'un grand terrain donnant sur la rue Notre-Dame sur lequel un vaste jardin y est aménagé, qui est considéré comme l'un des plus beaux jardins privés intra-muros. Une demande de permis de transformation afin d'agrandir le bâtiment existant à tous les niveaux ainsi que d'ajouter un 4^{e} et 5^{e} étage pour aménager un hôtel de 28 chambres a été enregistrée le 18 août 2015. Depuis le dépôt de cette demande de permis, la propriété a été vendue et le projet a été modifié. Le projet actuel consiste dans une première phase à aménager trois logements locatifs afin d'occuper la totalité du bâtiment dont un logement projeté au rez-de-chaussée et sous-sol, un second au deuxième et finalement un troisième logement au dernier étage. Des travaux à l'extérieur sont prévus, principalement l'aménagement d'une terrasse commune à l'arrière. Dans une phase ultérieure, l'agrandissement prévu initialement pour le projet hôtelier serait remplacé par un projet résidentiel.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'architecture du bâtiment se prête davantage à un usage résidentiel qu'à un usage commercial de par son rez-de-chaussée élevé par rapport à la rue, son alignement de construction en retrait des bâtiments voisins, et sa petite fenestration.
Considérant qu' :	À l'origine, le bâtiment a été construit comme résidence privée.
Considérant que :	Le bâtiment se trouve sur un tronçon de la rue Notre-Dame, où l'activité commerciale est plutôt faible comparativement au secteur plus à l'ouest de cette même rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité ont exprimé le souhait que la cour avant soit davantage végétalisée lors de la demande du permis de transformation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001414111
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	369, rue Ontario Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'installation de trois enseignes lumineuses à la façade d'un bâtiment de quatre étages récemment construit. Les trois enseignes d'un diamètre de 76 cm chacune sont installées en saillie, au bandeau au-dessus des vitrines commerciales.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 510 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	Les enseignes sont implantées adéquatement, au bandeau au-dessus des vitrines commerciales.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001399765
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	3015, chemin Picquet
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le réaménagement de la cour arrière d'un bâtiment résidentiel de deux étages datant de 1929 selon les registres de la ville. Une terrasse en bois est démolie et remplacée par une nouvelle surface de dalles en pierres St-Marc, alors que des murs de soutènement en pierre sont reconstruits. Un bassin existant sur la propriété est conservé et réparé, de même qu'un mur de soutènement de pierre grise.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a déjà autorisé ces travaux.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 99, 103 et 110 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'aménagement proposé prévoit la réparation du bassin et de murs de soutènement qui pourraient être d'origine, et présente des surfaces végétalisées d'une superficie importante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001402208
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	229, rue Notre-Dame Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'autorisation d'une enseigne à la façade d'un édifice datant de 1930, selon l'inventaire patrimonial du Vieux-Montréal. Une enseigne à potence non lumineuse de 0,75 mètre par 0,45 mètre portant l'inscription « Boho Lab » est proposée sur un des pilastres de pierre de la façade, à une hauteur de 3 mètres.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 514 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'enseigne est implantée harmonieusement à la composition du bâtiment, à proximité de l'entrée du commerce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001402326
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	1205, avenue Papineau
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un agrandissement au bâtiment afin d'abriter un plénum du système de ventilation. L'agrandissement, haut d'environ 4 mètres présente une façade de bloc de béton architectural Techo-Bloc « Griffintown » de couleur grise encadrant une persienne métallique. Ce mur camoufle deux appentis surmontés de toits à pente double.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux critères énoncés aux articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux répondant à des besoins de nature fonctionnelle sont visibles depuis la voie publique.
Considérant que :	Le bloc de béton architectural proposé s'ajoute à la palette des matériaux déjà présents à proximité immédiate sur le bâtiment
Considérant que :	L'agrandissement pourrait être plus compatible à la matérialité et aux caractéristiques architecturales du bâtiment agrandi.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un matériau plus compatible à ceux déjà présents sur le bâtiment dans l'environnement immédiat de l'agrandissement.**
- **Prévoir un retour de la maçonnerie à la façade sud de l'agrandissement, afin de rendre l'impression d'un volume pour ce dernier.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001409284
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	502, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne lumineuse à la façade d'un bâtiment de 11 étages datant de 1921 selon les registres de la ville. La nouvelle enseigne à plat mesure 5,5 mètres par 1,3 mètre et présente l'inscription « Archambault Musique ». Elle est installée au-dessus d'un des accès au commerce, à côté d'une enseigne à plat existante présentant un message similaire. Une enseigne en saillie de grandes dimensions est déjà existante à l'intersection des rues Sainte-Catherine et Labelle.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est implantée adéquatement à proximité d'une des entrées du commerce.
Considérant que :	Elle présente par contre un message et un format répétant celui de l'enseigne déjà présente à proximité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Plutôt prévoir une enseigne en saillie d'un format réduit s'adressant principalement aux piétons sur Sainte-Catherine, localisée à proximité d'une entrée.**

Par ailleurs, les membres du comité ont tenu à exprimer leur fort attachement à l'enseigne en saillie existante, au coin des rues Sainte-Catherine et Berri, étant un élément d'intérêt important dans le paysage urbain.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001410854
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	373, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le remplacement de la vitrine commerciale d'un bâtiment de trois étages datant de 1950 selon les registres de la ville. La nouvelle vitrine présente des sections fixes, jouxtées de portes d'accès aux extrémités. Quatre des fenêtres fixes existantes sont remplacées par un modèle présentant une section ouvrante à auvent à leur base.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.18 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux ont un impact plutôt neutre sur l'apparence du bâtiment, en conservant la transparence du niveau rez-de-chaussée, et restent compatibles à son architecture.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001414160
4.6.7

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRANSFORMATION**
Endroit :	2129, avenue Gascon
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le remplacement de la porte d'accès d'une résidence d'un seul étage datant de 1945 selon le registre de la ville. La nouvelle porte de couleur blanche présente trois fenêtres de forme carrée, surmontée d'une imposte.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 127.9 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux restent compatibles à l'architecture du bâtiment. Ce modèle de porte avec trois sections vitrées fut effectivement populaire au milieu du XXe siècle, et a potentiellement pu être le modèle d'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001185800
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1245, rue Saint-André
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise à faire autoriser des travaux déjà entamés, qui consistent à construire un nouvel escalier extérieur desservant une porte de sortie du mur latéral est. Un escalier existant et la clôture de bois qui le dissimulait ont été démolis. Le nouvel escalier proposé sera en béton brut avec un garde-corps en acier galvanisé. Les travaux comprennent également le démantèlement du parement de brique et du mur de fondation en pierre grise et leur remplacement par de nouvelles briques en argile rouge et un mur de fondation en béton.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le nouvel escalier proposé et son garde-corps présentent une conception strictement fonctionnelle qui, combinée à leur position éloignée de la voie publique, aura un impact négligeable sur le cadre bâti environnant.
Considérant que :	Les travaux de maçonnerie proposés reproduisent les caractéristiques architecturales existantes ou leur sont compatibles.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Eve Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412908
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1913, rue Dufresne
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise une partie des travaux déjà réalisés. Une ouverture de porte au rez-de-chaussée a été remplacée par une fenêtre fixe avec imposte et allège en métal, l'ensemble étant de couleur noire comme les autres portes et fenêtres installées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'imposte de la nouvelle fenêtre ne s'aligne pas avec celle de la porte adjacente.
Considérant que :	L'ouverture de porte d'origine est conservée.
Considérant que :	Les proportions du vitrage de la fenêtre sont différentes de celles de la porte adjacente.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Harmoniser les proportions par rapport à la porte adjacente, en alignant l'imposte et en prévoyant une fenêtre du même format.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412006
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2045, rue Bishop
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne annonçant un établissement de restauration. L'enseigne sera posée à plat sur la façade au-dessus de l'entrée, et est composée de lettres et d'un logo lumineux, en relief sur un boîtier non lumineux ancré au parement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne s'intégrera sobrement à l'architecture du bâtiment.
Considérant qu' :	Étant éclairée de l'intérieur, l'enseigne contribuera à l'ambiance visuelle de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001417219
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	276, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise l'installation de deux enseignes annonçant un établissement de restauration. L'enseigne principale, posée à plat et centrée sur le mur au-dessus du rez-de-chaussée, sera composée de lettres et d'un logo lumineux, en relief sur un panneau non lumineux ancré au parement. La deuxième enseigne sera de type potence, à boîtier opaque portant du lettrage et un logo translucides éclairés de l'intérieur, et sera installée à une hauteur supérieure à celle de l'enseigne principale, à l'extrémité gauche de la façade.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les enseignes s'intégreront harmonieusement à l'architecture épurée du bâtiment.
Considérant que :	Étant éclairée de l'intérieur, l'enseigne contribuera à l'ambiance visuelle de la rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001416533
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2045, rue Stanley
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne annonçant le nom d'un occupant d'un immeuble. L'enseigne proposée sera composée de lettres détachées et d'un logo en acrylique ancrés dans le parement de béton existant, et sera installée sur la façade latérale donnant vers le sud, au niveau des fenêtres du 2e étage.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne s'intégrera harmonieusement à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	La source lumineuse existante sur la façade permettant l'éclairage de l'enseigne, celle-ci s'intégrera harmonieusement au caractère et à l'ambiance de la rue et du secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité souhaiteraient tout de même que le percement soit réalisé dans les joints, afin d'éviter d'endommager le revêtement de béton.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001417993
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1832-1834, rue Poupart
Responsable :	Monique Gascon
Description :	La demande vise le remplacement d'une porte coulissante au balcon du 2e étage d'un bâtiment construit vers 1900 selon les registres de la Ville. La nouvelle porte proposée sera coulissante et identique à l'existante.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'ouverture existante sera conservée.
Considérant que :	Le bâtiment a perdu une part importante de ses composantes d'origine.
Considérant que :	L'apparence de la nouvelle porte proposée ne reproduirait pas celle de la porte d'origine présumée, qui était probablement en bois avec vitrage aux deux tiers de la hauteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Installer un modèle de porte coulissante comportant un cadrage plus large.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001380445
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1559, avenue du docteur-Penfield
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'agrandissement du bâtiment en vue d'aménager 17 logements. Le bâtiment visé par la demande de permis a été construit en 1910 selon les dessins des architectes McVicar et Heriot pour Herbert B Walker, apparenté à la famille Marler, qui joua un rôle central à Montréal à l'époque du Golden Square Mile. Au cours des années 1970, la propriété est tombée en disgrâce, puis a été convertie, pendant une vingtaine d'années, en une maison de chambres. Elle fut acquise en 2005 par son propriétaire actuel, qui lui a redonné son rôle de résidence unifamiliale, mais qui s'apprête à y aménager des logements. Il est proposé de démolir la partie arrière, qui est plus basse, et d'agrandir l'immeuble pour qu'il occupe le maximum autorisé de 60% de la superficie du terrain. Un garage en sous-sol occuperait presque la totalité de l'espace situé sous la cour arrière; pour y accéder, il faudra démolir la partie basse d'un oriel situé sur la cour latérale. Une mezzanine serait ajoutée par-dessus le toit du dernier étage. L'ensemble des interventions serait peu visible depuis la voie publique, en ce qui concerne la mezzanine, les interventions en cour arrière et celles en cour latérale, et la nouvelle vocation de conciergerie pourrait permettre de financer les restaurations nécessaires à l'enveloppe conservée.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104,105 et 127.13 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition pourrait permettre de remettre en valeur la façade de l'avenue du Docteur-Penfield, qui n'a pas varié d'un iota au cours du dernier siècle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Fournir une étude de la condition des parements de maçonnerie et de l'escalier d'accès existants indiquant les correctifs à apporter.**
- **Inclure les correctifs en question aux travaux.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour la cour arrière.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001406692
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	75, rue Ontario Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement d'une des fenêtres hautes du rez-de-chaussée par une persienne, sur la caserne no 5 qui a été construite en 1963-64 selon les dessins du Service des Immeubles de la Ville de Montréal. Il s'agit d'une amélioration au système d'extraction des gaz d'échappement des véhicules d'urgence, actionné lorsque ceux-ci doivent démarrer et demeurer inactifs un certain temps à l'intérieur du garage, et que la Ville est en voie d'installer à l'intérieur de chacune de ses casernes, suite au dépistage d'une insuffisance par la CNSST.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La proposition n'aura que peu d'impact sur l'apparence actuelle de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412272
4.6.16

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3120, chemin Saint-Sulpice
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à autoriser des travaux d'aménagement paysager en cour avant et arrière de la propriété. L'immeuble visé par la demande a été construit en 2001-2002 dans le cadre du développement du projet portant le nom de la « Ferme des Noyers », d'après le nom de la propriété qui constituait le verger/potager des Messieurs de Saint-Sulpice au XIXe siècle. Le terrain à construire était en 1998 devenu un site boisé, et le Règlement adopté pour encadrer la requalification du site prévoyait, en dehors des zones affectées par la construction, la conservation d'un maximum des arbres existants et le maintien des pentes naturelles du lieu, ce qui n'a pas été réalisé. Le projet prévoit la réduction des surfaces minérales en cour avant comme en cour arrière, et l'ajout de plus de 30 m² de plantations. À l'avant, l'allée menant au garage serait réduite en largeur, et, à l'arrière, la terrasse en bois serait rétrécie, et la piscine partiellement comblée à cet effet. La terrasse est située à l'extrémité sud de la cour, et elle est installée de façon inusitée au-dessus d'une partie plus basse du terrain située à la base de trois arbres conservés à l'époque de la construction. Le mur de soutènement actuel serait reconstruit en béton coulé parce qu'il n'aurait pas été réalisé selon les règles de l'art, et il serait assis sur des pieux vissés, ce qui permettrait de ne pas endommager les racines des arbres en question.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition augmentera la proportion végétale de l'aménagement paysager.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Conserver les arbres existants.**
- **Conserver une clôture ou un garde-corps à l'endroit du dénivelé avec la cour voisine.**
- **Augmenter le dégagement entre les troncs des arbres et le plancher de la terrasse.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001415191
4.6.17

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2251, avenue De Lorimier

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres, portes, balcons et escalier en façade.

Le bâtiment à l'étude a été construit autour de 1885 et a connu plusieurs transformations au cours de sa vie mouvementée. On y relève au moins trois configurations différentes pour l'escalier extérieur, trois sortes différentes de fenêtres, et le rez-de-chaussée y a été transformé en espace commercial sans que le large percement opéré pour la vitrine soit suffisamment supporté. Comme ce secteur argileux a de plus été victime de la sécheresse des années 2000, la capacité portante du sol y a varié et le propriétaire a dû démanteler en urgence le revêtement de pierre en 2016.

Celui-ci a été entreposé et l'entrepreneur n'attend que l'occasion de commencer à le remonter, dès que la fenestration aura été remplacée. Le demandeur propose d'installer des fenêtres à guillotine en trois parties, ce qui, en l'absence de documents illustrant précisément l'état d'origine, constituerait une option plausible et recevable. Il propose également l'installation de portes en acier isolé avec un carreau vitré de 1,2 m de hauteur, qui remettraient en place les impostes disparues au cours des années 1980.

D'autre part, le requérant projette également de réunir les deux balcons du 2^{e} étage et de remplacer l'escalier par un modèle droit avec des marches d'angle au sommet, qui serait implanté à l'extrémité nord du balcon plutôt qu'au centre comme c'est le cas actuellement. Le modèle d'origine est vraisemblablement un escalier droit descendant perpendiculairement à la rue, tel qu'on peut en voir plusieurs de l'autre côté de la rue. Toutefois ce modèle a été abandonné il y a fort longtemps, et ne constitue plus la référence. On propose également la reconstruction des balcons des étages à une profondeur de 1,8 m, ce qui n'est pas non plus tel qu'à l'origine.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition en général constituerait une amélioration sur les conditions existantes, qui ont été maintes fois modifiées depuis l'origine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Réduire la profondeur des balcons à un maximum de 1,5 m.**
- **Réduire la largeur des balcons du 2e et 3e étage pour qu'ils soient alignés sur la porte du rez-de-chaussée et centrer la position du nouvel escalier par rapport au balcon du 2e étage.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001317023
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1168, rue Saint-Mathieu
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'aménagement de deux grandes terrasses à l'avant et à l'arrière de la construction hors toit déjà autorisée par un précédent permis émis en 2016, ainsi qu'une troisième terrasse sur le toit de l'appentis en question, à laquelle on accéderait par un escalier extérieur en spirale situé à l'arrière. Les garde-corps proposés seraient en bois ou en aluminium, au niveau de l'escalier comme pour les terrasses, il n'y qu'un retrait de 1,8 m par rapport à la façade avant, et il n'y aurait pas de retrait à la face arrière de l'appentis, car en fait la toiture aménagée embarque par-dessus un espace extérieur protégé situé à l'arrière de celui-ci.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 21.6 et 23 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition constituerait un précédent en ce sens qu'elle autoriserait une occupation hors toit sur 2 niveaux superposés.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Renoncer à l'aménagement du niveau supérieur.**
- **Respecter, pour le garde-corps de la terrasse avant, un retrait équivalent au double de la hauteur par rapport à la façade avant.**
- **Installer des garde-corps en métal soudé.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001409706
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2090, rue de la Montagne
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'enseignes pour le commerce « Judith & Charles », sur un immeuble en grès rouge d'Écosse qui n'a manifestement pas été conçu pour un usage commercial. Celui-ci faisait partie des « Terraces » qui ont constitué l'habitat privilégié de la petite bourgeoisie anglophone sur le territoire montréalais au XIXe siècle. Le demandeur envisage de répéter le schéma d'affichage du commerce qui occupait le local en 2011, soit une enseigne assez discrète sur un élément d'aluminium existant au sommet de chacune des 3 vitrines du rez-de-chaussée qui investissent l'oriel d'origine, et une enseigne sur auvent au-dessus de la porte d'entrée du local. Chacune des enseignes comporterait la même inscription « Judith & Charles » en blanc sur fond noir, d'une hauteur maximale de 11 cm (15 cm sur l'auvent).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition recycle un concept discret qui s'insère harmonieusement à une façade conçue pour un usage résidentiel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001386885
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	730, rue Wellington
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne sur socle à l'avant de la cour centrale qui sépare l'immeuble d'origine et l'agrandissement réalisé en 2017, face à la rue Wellington. Il y a aussi, en sus des enseignes installées sur la tour à une hauteur de 29 m, une enseigne en lettres lumineuses située au sommet de l'immeuble d'origine, à une hauteur approximative de 14 m, et qui fait face à la nouvelle tour, en retrait d'environ 8 m de la rue. De plus, deux bannières sont installées sur Wellington, une sur le bâtiment ancien et l'autre sur son agrandissement. Dans le secteur visé, les enseignes sont limitées à 2 m² par commerce par rue; or le demandeur occupe le bâtiment complet.
Élément particulier :	À la séance du 15 mars 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable pour deux enseignes de nom d'immeuble.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 519 du *Règlement d'urbanisme 01-282,* dont l'alinéa 3° mentionne que *: les dimensions et le nombre des enseignes doivent correspondre au minimum nécessaire pour identifier l'immeuble.*
Considérant que :	L'affichage proposé est de bonne qualité et ne nuit pas à la perception des qualités de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **N'installer qu'une seule enseigne dans la cour centrale face à la rue Wellington; si le choix est fait d'installer l'enseigne sur socle, renoncer à l'enseigne située au sommet de la partie ancienne du bâtiment.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001418629
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICATS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET D'INSTALLATION DE CLÔTURE**
Endroit :	1800, avenue Papineau
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à réaliser de multiples interventions mineures à l'école Garneau, construite en 1916 selon les dessins d'un consortium mené par l'architecte J-Omer Marchand, connu pour de nombreuses réalisations publiques, parmi lesquelles on compte la Cour municipale et le bain Généreux. Les travaux visent la reconstruction des trois escaliers d'accès (se rapprochant des conditions d'origine) ainsi que d'une rampe, tous en béton datant des années 1970, la décontamination du sol d'une partie de la cour et le réaménagement de celle-ci, et le remplacement d'une partie de la clôture sur Papineau par une clôture de 2,5 m de hauteur. Le tout serait doublé de travaux d'étanchéisation de la portion des fondations mise à nu par l'excavation. La cour serait réaménagée avec un mélange de terrains sportifs en surface caoutchouteuse et de paysagement plus naturel autour des arbres matures conservés devant la façade Papineau de l'école. La nouvelle clôture serait en maille de chaîne de 2,5 m tel qu'on s'y attend d'une cour d'école, ce qui s'écarte des indications du Règlement sur les clôtures, qui privilégie le fer forgé ou la maçonnerie.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 102 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition fait preuve d'un souci esthétique et civique tout autant que pédagogique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001399787
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	150, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le remplacement des vitrines existantes d'un local donnant sur l'entrée principale du Complexe Desjardins. Le Complexe Desjardins a été érigé entre 1974 et 1976 selon les dessins d'un consortium présidé par l'agence La Haye, Ouellet, architectes et urbanistes. Son rayonnement a connu des hauts et des bas au cours des 20 dernières années, mais il profite actuellement d'une reprise des investissements en synergie avec le phénomène du Quartier des Spectacles. Le nouveau mur rideau sera installé à l'intérieur de l'ouverture existante en respectant les divisions existantes, mais la configuration des portes sera légèrement différente, et une partie de la nouvelle installation sera constituée d'une cloison vitrée coulissante permettant l'ouverture sur la nouvelle terrasse à la belle saison.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 102 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de la proposition sera négligeable.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001379628
4.6.23

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 2436, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise le remplacement d'un garde-corps en bois au rez-de-chaussée par un garde-corps en acier ouvré similaire au modèle existant sur les balcons des étages.

L'édifice visé par la demande de permis a été construit en 1969 selon des dessins anonymes. On peut y voir que l'autorité compétente avait identifié un problème de conception faisant que le balcon du rez-de-chaussée du côté est ne pouvait pas être identique à ceux des étages supérieurs, dû à l'emplacement de la porte extérieure de l'escalier d'issue. À l'époque, on avait jugé qu'il valait mieux éliminer les balcons du rez-de-chaussée pour régulariser la composition, plutôt que de modifier la forme de l'ouverture.

Toutefois, le constructeur n'a pas suivi les indications de la Ville, et a installé des balcons au rez-de-chaussée tel que prévu. Au fil des ans, lors d'un remplacement de portes et fenêtres, toujours dans l'esprit de régularité, une porte patio a été installée dans l'ouverture du rez-de-chaussée, créant ainsi une situation potentiellement dangereuse, puisque cette dernière ouvre sur le trottoir qui est à 1,3 m en contrebas. Vers 2014, le propriétaire a décidé de corriger la situation en installant une juliette en bâtonnets de bois traité, dont la facture ne s'harmonise pas avec le garde-corps d'origine, ce qui fait tache sur la brique blanche.

Un nouveau propriétaire a donc décidé de s'attaquer au problème, et propose le remplacement du garde-corps.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 102 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'impact de la proposition sera positif.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001405606
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	187, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise à faire autoriser des travaux déjà réalisés, qui consistent à l'installation de deux auvents sur un bâtiment construit à l'origine pour la Banque canadienne de commerce en 1927. Le rez-de-chaussée devait être divisé en quatre locaux commerciaux et l'étage était aménagé indépendamment en salles de classes. Actuellement, le locataire qui a repris les lieux désire également une occupation indépendante du rez-de-chaussée; ce serait un hôtel, qui est à l'origine de la demande de permis. Un auvent rouge a, par contre, été installé sur toute la largeur de l'édifice en façade Sainte-Catherine, au bas de l'entablement sur lequel sont accrochées les enseignes des commerces du rez-de-chaussée, ce qui donne l'impression que l'établissement hôtelier occupe également le rez-de-chaussée. Un deuxième auvent plus volumineux, est installé à l'emplacement de la porte d'accès à l'étage, avec une inscription, dont le texte, mentionnant en lettres dorées « Hôtel Le Deville » et surmonté d'un « D » majuscule en script stylisé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	L'affichage proposé véhicule l'image d'un commerce qui occuperait l'entièreté du rez-de-chaussée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Retirer les auvents au-dessous de l'entablement, dans les zones où il y a déjà des enseignes annonçant les commerces existants au rez-de-chaussée.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001404511
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1387, rue Logan
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise le percement d'une nouvelle porte en façade, la réfection des façades ainsi que le remplacement de quatre portes. Suite à ces travaux, deux studios à vocation résidentielle remplaceront un local commercial au rez-de-chaussée. La nouvelle porte proposée, localisée sur la rue Plessis, remplacera une fenêtre existante. Le modèle de porte choisi pour les cinq nouvelles portes comporte un vitrage de 0,95 m en partie haute et un vitrage de 0,64 m en partie basse. La brique sera remplacée par la brique « Royal Burgundy » de la compagnie Sioux City Brick en format modulaire métrique. Le détail d'origine de jonction de la brique au coin tronqué sera reproduit. Les allèges et linteaux en bois seront remplacés par des éléments en pierre calcaire. Dans l'alcôve de coin, l'imposte au-dessus de la porte sera réintroduite et le même parement de brique sera installé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de l'ajout d'une porte sur l'architecture du bâtiment est faible.
Considérant que :	Les travaux de réfection de façade visent à restituer la forme et l'apparence d'origine de l'immeuble.
Considérant que :	Les travaux de réfection de façade permettront d'enrichir le cadre bâti des rues Plessis et Logan.
Considérant que :	Le modèle de porte proposé pour les 5 ouvertures ne reprend pas la forme et l'apparence de celui d'origine

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer un modèle de porte avec un vitrage d'une hauteur de 1,2 m et un caisson en partie basse.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001417062
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	69, rue de la Gauchetière Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement du parement de bloc de béton architectural du rez-de-chaussée par un parement de brique d'argile. Suite à des problèmes d'infiltration d'eau, le parement du rez-de-chaussée et d'une portion de l'étage doit être démantelé. Le demandeur propose d'utiliser la même brique (dans des tons de rouge et de jaune) qu'on retrouve sur les autres parties du bâtiment et souhaite ajouter une allège de béton sous la fenêtre de l'étage.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Bien que la brique proposée ne reprenne pas l'apparence d'origine, elle s'inscrit dans la continuité de celle déjà en place sur le bâtiment. Ces travaux auront un impact positif sur l'apparence du bâtiment.
Considérant que :	Un jeu d'appareillage de brique est présent sur la portion Ouest de la façade entre les fenêtres des 2 étages et il devrait être repris sur la portion Est de la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Reproduire le jeu d'appareillage de brique présent sur la portion Ouest de la façade.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001413726
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	262, rue Saint-Paul Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de trois enseignes sur auvent et d'une enseigne en saillie au rez-de-chaussée du bâtiment. Les enseignes sur auvent, mesurant 1,71 m, 1,57 m et 1,73 m par 1,1 m, sont constituées de toile bleue rayée sur laquelle on retrouve l'inscription « Boutique Mary's Popcorn Shop » en lettrage blanc. Leur projection est de 0,61 m et elles sont localisées au-dessus de l'entrée du commerce et de ses deux fenêtres. L'enseigne en saillie, mesurant 0,42 m x 0,89 m, est constituée d'une suspension noire et d'un panneau bleu sur lequel on retrouve l'inscription « Boutique Mary's Popcorn Shop » en acrylique blanc. Elle est située à 3 m du sol et deux ampoules de type col de cygne l'éclairent.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 514 et 515 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant qu' :	Une seule enseigne à plat ou en saillie devrait annoncer le commerce et qu'une enseigne supplémentaire sur vitrage pourrait être proposée.
Considérant qu' :	Une enseigne sur auvent devrait servir à identifier l'entrée d'un commerce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Éliminer trois des quatre enseignes.**
- **Proposer, si requis, une enseigne sur vitrage de petite taille.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001415327
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1101, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsables :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes derrière le vitrage et de trois enseignes en saillie au rez-de-chaussée du bâtiment. Les deux enseignes sur vitrage, localisées dans des impostes surmontant la vitrine commerciale, mesurent 0,58 m par 2,7 m. Le logo de l'entreprise ainsi que des lettres vertes et détachées formant l'inscription « Desjardins » sont fixés sur un cadre métallique gris. Une enseigne en saillie, mesurant 0,92 m x 1,01 m, est constituée d'un boîtier noir sur lequel on retrouve six petits logos rétro-éclairés servants à identifier l'entrée de la salle des guichets automatiques. Elle est située à 2,74 m du sol sur la rue Peel. Finalement, deux bannières, mesurant 0,76 m x 2,12 m et situées au niveau de l'étage supérieur, sont proposées. Elles sont composées de toile verte sur laquelle on retrouve l'inscription « Desjardins » et logo de l'entreprise.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les deux enseignes sous vitrage proposées s'intègrent harmonieusement à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée est adéquatement dimensionnée et localisée sur la rue Peel.
Considérant que :	Les bannières proposées au 2^{e} étage sur les façades Sainte-Catherine et Peel ne s'adressent pas aux piétons et occultent des caractéristiques architecturales du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer deux enseignes à bannières ou en saillie à l'étage du commerce devant être identifié.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412386
4.6.29

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2000, rue Mansfield
Responsables :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation de deux terrasses au toit sur l'édifice à bureaux construit en 1982. Les deux terrasses proposées sont localisées au 5e étage de l'édifice. Leurs garde-corps en verre sont érigés derrière le parapet de béton existant, soit à environ 0,62 m de la façade.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection de l'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Bien que la partie supérieure des garde-corps en verre sera perceptible, l'utilisation du verre la rendra très peu visible.
Considérant que :	L'impact de l'intervention sur l'architecture du bâtiment est faible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001414273
4.6.30

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3461, rue McTavish
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'un équipement mécanique au toit de la Redpath Library, un pavillon de l'université McGill construit en 1896. La nouvelle unité de ventilation, haute de 2,7 mètres, est installée à 7 mètres de recul de la façade du la Redpath Library. Afin de rendre l'accès sécuritaire à cet équipement en période hivernale, des arrêts de neige, tel qu'on retrouve ailleurs sur le bâtiment, seront ajoutés. Finalement, une persienne de ventilation sera ajoutée sur la façade McTavish au niveau du rez-de-chaussée afin de ventiler une salle électrique.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de l'intervention sur l'architecture du bâtiment est faible.
Considérant que :	L'équipement proposé sera peu visible depuis la voie publique.
Considérant que :	La persienne proposée, en contrebas du niveau du trottoir, est localisée dans une fenêtre déjà partiellement obturée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001406997
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1255, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise la modification d'une persienne de ventilation sur l'édicule de la station de métro Beaudry. Ces travaux s'inscrivent dans un projet de réfection complet de la station et des membranes d'étanchéité la recouvrant. La persienne agrandie recouvrira deux espaces verticaux qui sont situés de part et d'autre de la persienne actuelle. Ces deux espaces, accessibles aux passants plus téméraires, causent des problèmes de sécurité. Également, les demandeurs proposent de remplacer le pavé de béton autour de la verrière de l'édicule, par un pavé de béton entrecoupé par de fines bandes de gazon (50mm de largeur) ainsi que d'ajouter une enseigne en saillie au coin sud-ouest de l'édicule afin de faciliter le repérage de la station.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.1 du *règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact de la modification de la persienne de ventilation sur l'architecture du bâtiment est faible.
Considérant que :	Le pavé perméable favorisera le verdissement et la perméabilité de la cour avant de l'édicule.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001404975
4.6.32

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	800, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement d'une porte par un panneau de verre fixe afin d'aménager une clinique médicale au rez-de-chaussée de la Place Dupuis. L'accès au commerce au coin nord-ouest du 800 serait donc condamné. Également, un mobilier fixe est prévu derrière le nouveau panneau de verre.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Une porte animant le domaine public est obturée, il faudrait s'assurer de conserver la transparence et la relation avec la rue de ce secteur du rez-de-chaussée.
Considérant que :	Le simple remplacement de la porte par un panneau de verre fixe ne restitue par la forme et l'apparence d'origine de cette vitrine commerciale et qu'un travail de composition architecturale devrait être réalisé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Proposer un grand panneau vitré tel que ceux qu'on retrouve plus au Sud sur l'immeuble.**
- **Éviter d'installer du mobilier fixe directement derrière les vitrines du commerce afin de maintenir la relation avec la rue.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412209
4.6.33

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3460, rue Simpson
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise le remplacement d'un garde-corps en fer forgé par un garde-corps en verre et structure d'aluminium. Le garde-corps proposé reprend la forme et l'apparence de ceux que d'autres copropriétaires ont installés. De plus, le balcon est situé sur une façade peu visible du bâtiment.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans l'aire de protection de la maison Charles-G.-Greenshields.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est faible et que ce garde-corps est peu visible de la voie publique

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001371915
4.6.34

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	250B, rue Saint-Paul Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise l'installation d'une enseigne sur vitrage et d'une enseigne en saillie au rez-de-chaussée du bâtiment. L'enseigne sur vitrage, localisée dans la partie supérieure de la vitrine, mesure 0,2 m par 1,8 m. Des lettres dorées et détachées forment l'inscription « CACAO 70 ». L'enseigne en saillie, mesurant 0,61 m x 0,81 m, est constituée d'une suspension grise, d'un panneau gris sur lequel on retrouve l'inscription « CACAO 70 » en acrylique doré ainsi qu'un panneau circulaire sur lequel on retrouve le logo du commerce. Elle est située à 3,3 m du sol et 2 ampoules de type col de cygne l'éclairent.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 514 et 515 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne sur vitrage proposée s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001416282
4.6.35

Objet : **RÉVISION DE PROJET – TOUR 4 ET TOUR 5**

Endroit : 2255, boulevard René-Lévesque Ouest et 1180 et 1200, rue du Sussex

Responsables : Catherine Beaulieu et Bruno Collin

Description : La demande vise la construction de la troisième et dernière phase du projet *Square Children's* (Devimco), délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex.

La troisième phase comprend la construction de la tour 4 ainsi que la révision de la tour 5, suite aux mesures de mitigation proposées dans les conclusions de l'étude éolienne en bassin hydraulique réalisée par Lasalle | NHC en février 2018.

La tour 4 destinée à accueillir 239 unités résidentielles en location compte 26 étages ainsi que son accès en bordure du boulevard René-Lévesque. Contrairement aux plans adoptés dans le Règlement 16-082, l'alignement de la tour en bordure du parc Henri-Dunant est désormais parallèle au basilaire permettant ainsi un meilleur encadrement du parc en plus d'assurer une meilleure intégration à l'ensemble du projet. Un accès privé à l'extérieur pour tous les occupants ainsi que des coursives côté cour et des loggias sur les façades côté rue sont des caractéristiques similaires des tours 4 et 5. Disposées une face à l'autre avec une matérialité identique, ces tours sont une réflexion d'elles même.

Les changements apportés à la tour 5 depuis le CCU du 5 octobre consistent à réduire le volume d'un étage, soit 24 étages et ajouter une marquise à l'entrée du Centre Peter McGill, côté parc, tel que proposé comme mesures de mitigation dans l'étude éolienne. Cette marquise aura un rôle de brise-vent contribuant ainsi à un meilleur confort pour les piétons.

Le choix des matériaux pour la tour 4 est conséquent avec le concept du projet puisque la matérialité retenue correspond à celle de la tour 5. L'usage de la tôle galvanisée prépeinte blanche, l'usage de verre sérigraphié blanc pour certains garde-corps et l'utilisation de panneaux de béton préfabriqué de couleur anthracite sont également retenus afin de créer un contraste, et de souligner la verticalité des tours.

À priori, en matière d'impacts microclimatiques, les critères sont respectés. La marquise proposée à l'entrée du Centre Peter McGill en bordure du parc Henri-Dunant permettra de réduire les impacts des rabattements provoqués par les vents du secteur NNE.

Le concept d'aménagement paysager englobe la totalité du site et ne répond pas aux critères prévus au Règlement 16-082 relatifs à la sécurité

et au confort des piétons. L'intégration des bas reliefs localisés sur la promenade menant au Centre Peter McGill seront regroupés en paires et déposés sur un socle de granit protégés par un recouvrement de métal. À la demande des membres du comité consultatif d'urbanisme, un éclairage adéquat est prévu.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 octobre 2017 le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la réalisation de la Tour 5.

Considérant que : Le projet tend à respecter les conditions et les critères d'aménagement, d'architecture et de design prévus au Règlement 16-082, autorisé par le conseil d'arrondissement le 12 juin 2017.

Considérant que : La troisième et dernière phase du projet Square Children's, s'intègre et s'harmonise adéquatement aux phases précédentes ainsi qu'à son contexte immédiat.

Considérant que : Le nombre d'usagers qui transigeront sur le site sera considérable, la cohabitation doit être réfléchie ; la priorisation de la sécurité et du bien-être des usagers doivent primer.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Mieux distinguer les chaussées prévues pour la circulation véhiculaire et les espaces pour piétons, afin d'éviter les conflits entre les usagers.**
- **Privilégier les éléments végétaux pour l'aménagement paysager des espaces libres et des aires de détentes extérieures.**
- **Revoir la nouvelle proposition pour l'aménagement paysager à une séance ultérieure du comité.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001407031
4.6.36

Objet : **RÉVISION DE PROJET – TOUR 1**

Endroit : 2330-2340, rue Tupper

Responsables : Catherine Beaulieu, Bruno Collin et Louis Routhier

Description : La demande vise la construction de la tour 1 pour le site délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex. La tour 1 se situe sur la partie du lot appartenant au même propriétaire que l'ancienne résidence des infirmières et de la tour 6 projetée pour l'aménagement de logement social (Bâtimo Inc.).

La programmation de la tour 1 prévoit un rez-de-chaussée commercial, 322 logements pour une résidence de personnes âgées (2e au 30e étage) ainsi que 21 logements en copropriété aux derniers niveaux (31e au 38e étage).

Le projet répond aux critères d'intégration urbaine et s'inscrit dans le plan d'ensemble du redéveloppement de l'îlot. Le découpage de la tour en quatre volumes. Le basilaire est une continuité du basilaire de la tour 2 et 3, la partie qui surplombe en porte à faux le territoire de Westmount correspond à la hauteur des bâtiments bordant l'avenue Atwater et la hauteur de la tour respecte les paramètres au Règlement 16-082.

Le concept d'aménagement paysager englobe la totalité du site et tend à répond aux critères prévus au Règlement 16-082 relatifs à la sécurité et au confort des piétons. Le nombre d'usagers qui transigeront sur le site sera considérable, la cohabitation doit être réfléchie ; la priorisation de la sécurité et du bien-être des usagers doivent primer. Les résultats des analyses de l'étude d'impact de circulation réalisée par GBI Service d'ingénierie démontrent que moyennant des accès bien aménagés ainsi que des interventions au niveau du minutage des feux de circulation aux intersections de l'avenue Atwater avec la rue Tupper et le boulevard René-Lévesque, des conditions futures de circulation comparables à la situation actuelle sont anticipées dans le secteur.

Concernant l'apparence extérieure, la tour présente quatre façades de verre dans des tons de gris sur lesquelles on retrouve deux brèches, traitées avec un revêtement métallique de couleur cuivre, découpant les volumes. Une brèche verticale est située sur la façade Tupper du 3e étage jusqu'au 30e étage. Une brèche horizontale est quant à elle située aux 31e et 32e étages et est perceptible sur les quatre faces de la tour. Cette interruption permet de créer un lien avec les deux tours voisines et détache la partie supérieure du bâtiment, afin qu'elle devienne son couronnement et permet l'aménagement d'une terrasse commune du côté de la rue Tupper. On retrouve aussi un bloc en projection couvrant l'entrée du côté de la façade Atwater. Il s'étend du 4e au 9e étage et sa sous-face

est traitée dans le même matériau que les brèches.

Le basilaire de la tour est quant à lui traité en continuité du basilaire autorisé pour les deux autres tours qui prendront place sur la rue Tupper. Bien qu'il soit traité en verre plutôt qu'en maçonnerie, les niveaux et modules de mur-rideau proposés s'intègrent harmonieusement à l'ensemble.

Sur les façades Atwater, Tupper et Sud, les balcons sont traités en loggias et sont très discrets. Sur la façade est, donnant à l'intérieur du développement, on retrouve un grand nombre de balcons en saillie de 1,5 m du 4^{e} étage au 30^{e} étage. Sur la portion supérieure de cette façade, on retrouve des balcons en projection de 1,5 m, mais ils sont joints à des loggias afin de créer de plus grands espaces extérieurs pour les unités de type condominiums. Le bloc en surplomb sur la façade Atwater ne comporte pas de balcon, mais une terrasse commune sur sa toiture.

Les équipements mécaniques au toit seront dissimulés par un parapet de verre en continuité avec l'enveloppe de la partie supérieure de la tour.

Le concept d'aménagement paysager englobe la totalité du site et ne répond pas aux critères prévus au Règlement 16-082 relatifs à la sécurité et au confort des piétons.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet tend à respecter les conditions et les critères d'aménagement, d'architecture et de design prévus au Règlement 16-082, autorisé par le conseil d'arrondissement le 12 juin 2017.

Considérant que : À l'exception des balcons côtés est dans la partie supérieure de la tour, le projet s'intègre adéquatement à l'ensemble du complexe.

Considérant que : Le nombre d'usagers qui transigeront sur le site sera considérable, la cohabitation doit être réfléchie ; la priorisation de la sécurité et du bien-être des usagers doivent primer.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Traiter les balcons de la façade est en loggias pour la portion supérieure à 92 m afin de diminuer leur visibilité.**
- **Mieux distinguer les chaussées prévues pour la circulation véhiculaire et les espaces pour piétons, afin d'éviter les conflits entre les usagers.**
- **Privilégier les éléments végétaux pour l'aménagement paysager des espaces libres et des aires de détentes extérieures.**
- **Revoir la nouvelle proposition pour l'aménagement paysager à une séance ultérieure du comité.**

Par ailleurs, les membres du comité ont émis la suggestion de revoir les accès de l'ensemble du bâtiment, afin d'améliorer la cohabitation des usagers.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001412742, 3001412746 et 3001416575
4.6.38

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 1, place Ville-Marie

Responsable : Thomas Fontaine

Description : La demande vise diverses interventions proposées au complexe de la place Ville-Marie. Le projet est entrepris dans le cadre du repositionnement de la tour iconique du centre-ville entrepris depuis quelques années et incluant le nouvel observatoire complété en 2016.

L'intervention principale vise le réaménagement de l'interface avec l'avenue McGill Collège, un projet qui fut présenté dans sa version préliminaire au comité en janvier 2017. L'entrée au stationnement souterrain, actuellement au centre de l'axe, est relocalisée de part et d'autre d'un escalier monumental incluant une rampe d'accès universelle. Les accès à la galerie marchande souterraine jouxtent l'escalier, et sont surmontés de nouvelles terrasses. Des ouvertures sont pratiquées aux murs latéraux donnant sur l'esplanade.

À la façade de la rue Cathcart, une porte d'accès vitrée à trois panneaux est aménagée dans une des alcôves.

À l'extrémité sud-ouest de l'esplanade, à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue Mansfield, six contremarches sont ajoutées, en continuité des marches prévues le long du boulevard René-Lévesque.

Aux quatre quadrants de la tour du 1, place Ville-Marie, des portes vitrées à deux panneaux sont ajoutées à la sortie des escaliers d'issue. À la façade ouest du quadrant A, ouvrant sur l'esplanade, un ensemble de neuf portes à battant vitrées sont proposées.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127, 127.8, 127.23, 624 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : La proposition de mise en valeur de l'axe McGill College, qui fut d'ailleurs également une intention des concepteurs originaux, pourrait permettre un impact largement positif pour le projet.

Considérant que : Les portes d'issues et les portes à battant vitrées respectent la matérialité des ouvertures sous les quadrants de la tour. Ces dernières favoriseront d'ailleurs une meilleure animation de l'esplanade.

Considérant que : La nouvelle section d'emmarchement au sud-ouest de l'esplanade y favorise un meilleur accès et s'inscrit en continuité des aménagements proposés le long du boulevard René-Lévesque.

Considérant que : La nouvelle ouverture à la façade de la rue Cathcart favorise une meilleure animation de la voie publique

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001413295
4.6.39

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3422, rue Stanley
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la démolition d'un escalier extérieur d'une résidence faisant partie de la *Tamworth Terrace* un ensemble de 6 bâtiments datant de 1900 et identifiés comme présentant un intérêt patrimonial exceptionnel à l'étude d'évaluation du patrimoine urbain de l'arrondissement de Ville-Marie de 2005. L'escalier, qui ne semble pas d'origine, serait complètement démoli, afin de permettre un accès de plain-pied au niveau du trottoir. L'ancienne porte d'accès serait conservée, mais ouvrirait désormais sur un nouveau balcon ceint d'un garde-corps en acier peint. Des six bâtiments formant la Tamworth Terrace, quatre ont conservé un escalier d'accès.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'escalier d'accès extérieur est une caractéristique architecturale de cet ensemble d'une valeur patrimoniale exceptionnelle.
Considérant que :	Sa démolition amoindrit le caractère d'ensemble des *Tamworth Terrace*.
Considérant que :	Les interventions affectant le bâtiment devraient viser à maintenir et mettre en valeur ses caractéristiques architecturales, et sauvegarder son caractère unique et distinctif.
Considérant que :	La proposition de balcon banalise l'apparence du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001405222
4.6.40

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICATS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	1545, avenue du Docteur-Pendfield
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise le réaménagement de la cour avant d'un bâtiment de 12 étages datant de 1963, selon les registres de la ville. Les clôtures et murets existants, qui datent du début des années 2000, sont démolis et remplacés par des bollards lumineux. Des murets/bancs sont prévus le long de la limite avant de la propriété, alors que deux zones de plantation sont proposées aux extrémités est et ouest de la cour avant.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Les unités de stationnement sont autorisées par la décision CE951243 du 27 mars 1995.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103 et 110 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'aménagement proposé prévoit une interface davantage ouverte sur le domaine public, qui semble être l'intention du concepteur du bâtiment, l'architecte Peter Dickinson, aux plans d'origine datant de 1961.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
À venir
4.6.41

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 99999, boulevard Saint-Laurent

Responsable : Charlotte Horny

Description :

Une demande vise la construction de la phase 2 du projet Laurent & Clark. Ce projet de complexe immobilier mixte a été autorisé en 2015 par projet particulier. Le projet comprend près de 340 unités de logement, environ 1000 m² d'espace commercial au rez-de-chaussée et 200 places de stationnement. Un permis de construction a été délivré en juillet 2017 pour la phase I du projet.

Le site visé par le projet particulier comprend l'ensemble de l'îlot situé entre la rue Ontario, le boulevard Saint-Laurent, le boulevard de Maisonneuve et la rue Clark, soit le bâtiment du Loft des arts (sur Ontario) et un terrain vacant. La phase 1, dont la construction débute cet été, est au centre de l'îlot et la phase 2 se situe en tête d'îlot, côté Maisonneuve. Le site de la phase 2 comprend un poste de redressement de la STM (soit une composante du système d'alimentation électrique du métro) à l'alignement sur la rue Clark, et le tunnel du métro (ligne verte) passe sous la tête d'îlot.

Cette deuxième phase comprend une tour de 26 étages (environ 190 logements) et un espace commercial au rez-de-chaussée (coin Clark et Maisonneuve). L'entrée de l'immeuble se situe sur De Maisonneuve, près du coin Saint-Laurent.

Un étage a été ajouté à la tour, passant de 25 à 26 étages. Le maximum autorisé (80m) est respecté. Par ailleurs, la profondeur de la tour a été augmentée afin d'agrandir la superficie de plancher. Il en résulte que la distance entre les tours des phases 1 et 2 a été réduite de 3,4 m.

En raison de la présence du tunnel du métro, l'alignement de la façade à la ligne de lot sur Maisonneuve n'est pas possible. L'implantation se fait donc à 10 m du domaine public. L'espace créé par ce retrait est considéré comme un espace semi-public. Le volume en surhauteur s'inscrit en porte-à-faux par rapport à la façade du basilaire (avancée d'environ 2 m), à partir du 5e étage. Au rez-de-chaussée, le lobby résidentiel est en retrait de 3 m par rapport à la façade du reste du basilaire et l'entrée, en retrait de 5,4 m. Quatre colonnes poursuivent l'alignement du basilaire.

Le revêtement du volume en surhauteur est constitué d'un mur-fenêtre avec meneaux de couleur gris-noir, divisé horizontalement par une bande de panneaux tympan en aluminium gris-noir à chaque niveau de plancher. Les façades sont également marquées par une division verticale de colonnes de panneaux-tympan en verre gris et en aluminium gris-noir. Le

jeu des divisions verticales diffère selon les façades. Ce même revêtement se poursuit sur la façade nord de la tour, qui sera en partie visible depuis le boulevard Saint-Laurent. Une section de cette façade, qui correspond aux parties techniques (escaliers, ventilation, etc.), est traitée avec un revêtement métallique gris-noir et comprend une colonne de persiennes de la même couleur.

Dans la tour, des balcons sont intégrés en loggias à l'extrémité nord des façades Saint-Laurent (six premiers étages) et Clark (sur 18 étages), avec un garde-corps en verre. Le soffite du volume en porte-à-faux aura un revêtement métallique jaune. Les sorties de ventilation (persiennes en aluminium gris-noir) sont intégrées dans les panneaux tympan. On les retrouve côté Maisonneuve et Saint-Laurent, alors que la façade Clark n'en comprend aucune.

Le basilaire s'inscrit en continuité avec celui de la phase 1. Côté Clark et Maisonneuve, la façade de blocs de béton architecturaux de couleur blanc (aux niveaux 2 et 3) et le mur rideau du rez-de-chaussée sont prolongés jusqu'au coin Saint-Laurent. Les fenêtres sont en aluminium (meneaux gris-noir). Un garde-corps en verre surplombe le basilaire au coin de Maisonneuve et Clark. Sur la façade Saint-Laurent, la maçonnerie du basilaire de la phase 1 composée de pierre naturelle (type Saint-Marc) est également prolongée sur la phase 2. Une section, près de l'angle, marque une rupture dans le basilaire avec un mur-fenêtre.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA15 240597) a été adopté le 10 novembre 2015, autorisant l'occupation et la construction d'un bâtiment mixte.

Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA05 240544) a été adopté le 7 juillet 2015, autorisant la modification de la résolution CA04 241143.

Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA04 241143) a été adopté le 7 décembre 2004, autorisant l'occupation et la construction d'un bâtiment mixte.

Considérant que : Les critères établis dans la résolution de projet particulier, de même que les critères de surhauteur, du Titre VIII et de l'unité de paysage Boulevard Saint-Laurent sont pris en compte et respectés.

Considérant que : La section de la façade nord en revêtement métallique gris-noir, qui intègre les persiennes, sera visible depuis Saint-Laurent.

Considérant que : Le traitement des balcons qui diffère de la proposition du projet particulier, respecte néanmoins le critère du projet particulier visant l'unité et l'homogénéité de l'ensemble, en ce qui a trait aux matériaux et aux ouvertures, et le critère de surhauteur et de l'unité de paysage Boulevard Saint-Laurent visant l'intégration des balcons au volume principal en minimisant les saillies.

Considérant que : Le traitement commun du basilaire entre les deux phases contribue à l'unité du projet.

Considérant qu' : Il pourrait être pertinent de raffiner le traitement du poste de redressement de la STM, qui aura une grande visibilité, malgré les contraintes imposées

par la STM qui limitent les possibilités d'intégration.

Considérant que : L'aménagement de l'espace semi-public n'est pas précisé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Revoir l'intégration du poste de redressement dans le basilaire, en prenant en considération l'alignement avec la tour ou en proposant un traitement distinct.**
- **Assurer une composition plus intéressante de la façade côté nord, notamment en intégrant mieux les persiennes de ventilation.**
- **Préciser les intentions concernant l'espace semi-public sur Maisonneuve.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001400546
4.6.42

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1550, rue Sainte-Catherine Est

Responsables : Olivier Légaré et Bruno Collin

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment de 9 étages résidentiel, communautaire et commercial, sur le site du Complexe Bourbon. Le projet comprend également deux étages de stationnement souterrains pour un total d'environ 72 cases.

Le site du projet occupe l'îlot compris entre les rues Sainte-Catherine, Alexandre-DeSève, Gareau et Champlain, dans l'extrémité est du village Gai. Le parc Charles-S.-Campbell s'étend immédiatement au sud du site. L'emplacement était auparavant occupé par le bâtiment du Complexe Le Bourbon, un ensemble bâti à caractère festivalier qui a marqué le village Gai durant plus d'une décennie et qui était inoccupé depuis 2014.

Le bâtiment proposé comprend plusieurs accès aux locaux commerciaux traversant le rez-de-chaussée sur la rue Sainte-Catherine, alors que les accès aux logements et aux bureaux sont situés du côté de la rue Gareau. Un café terrasse sur la rue Alexandre-DeSève et dans la portion ouest de la rue Gareau sera aménagé dans l'interface non construite du projet. La localisation du café-terrasse joue un rôle dans l'animation du secteur. Sa présence, du côté de la rue Gareau engendrera un achalandage dans l'interface avec le parc et l'accès aux appartements. Il est également proposé d'installer un revêtement de pavés aux couleurs pâles sur le site du projet afin d'améliorer la relation avec le parc. L'accès véhiculaire pour le stationnement est situé sur la rue Champlain.

Sur la rue Sainte-Catherine, l'édifice projeté comporte un retrait d'alignement de 1,20 m pour le rez-de-chaussée et pour les deux derniers étages. On retrouve les mêmes retraits d'alignement sur la façade de la rue Alexandre-DeSève. Pour ce qui est de la matérialité, on note une prédominance de brique blanche vernissée, ainsi qu'un revêtement métallique de couleur anthracite, sauf pour les deux derniers étages, qui sont plutôt de couleur cuivrée.

La façade de la rue Gareau présente un caractère plus résidentiel, notamment en raison de la présence de nombreux balcons en saillie, parfois en coursive. La localisation des ascenseurs de ce côté du bâtiment est en avant-corps, ce qui permet d'introduire un élément vertical marquant l'entrée des résidences. Cette subdivision verticale est accentuée par la matérialité de l'enveloppe, dominée par des matériaux de couleurs anthracite du côté ouest et par la brique blanche vernissée du côté de la rue Champlain.

La résolution adoptée, en octobre 2017, par le conseil d'arrondissement pour le projet particulier, introduisait l'obligation de réserver le second étage du projet à l'usage « activité communautaire et socioculturelle ». Dans la première version, le second étage comprenait une salle d'entraînement qui n'est plus autorisée puisqu'un tel équipement est considéré comme complémentaire à l'habitation dérogeant ainsi à la nouvelle disposition. Afin de remplir cette condition, il est proposé de transférer cet équipement sur le toit ce qui entraîne une différence de hauteur de 3 mètres avec la première version.

La nouvelle proposition prévoit un nombre accru de balcons ayant front sur la rue Sainte-Catherine, permettant de dissimuler et intégrer les équipements mécaniques de ventilation des logements en plus de répondre à une demande du marché. Par contre, contrairement à ceux de la première version, les nouveaux balcons ne sont pas intégrés en loggia et risquent d'avoir un impact négatif sur l'unité d'ensemble de la façade Sainte-Catherine.

L'ensemble des équipements mécaniques du toit sont intégrés dans une même structure et les matériaux proposés sont non seulement de grande qualité, mais leur répartition correspond à la hiérarchie de la trame urbaine.

Élément particulier : À la séance du 15 septembre 2016, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la réalisation du projet.

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA17 240434) a été adopté le 4 octobre 2017, autorisant la construction d'un bâtiment commercial.

Considérant que : Dans l'ensemble, le projet répond aux critères de l'unité de paysage et du projet particulier tels que la qualité des matériaux et le respect de la hiérarchie de la trame urbaine.

Considérant que : La hauteur de la version proposée dans le cadre de la résolution du projet particulier constitue une condition d'autorisation de celui-ci.

Considérant que : Les critères du projet particulier et de l'unité de paysage prévoient que la présence des balcons sur la façade de la rue Sainte-Catherine doit être fortement diminuée.

Considérant que : Le projet permet de rétablir la continuité commerciale de la rue Sainte-Catherine et permet d'animer le domaine public adjacent.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Diminuer la hauteur du bâtiment afin de respecter la hauteur établie par la résolution du projet particulier.**
- **Retirer les balcons situés à l'angle de la rue Champlain et ayant front sur la rue Sainte-Catherine.**
- **S'assurer qu'aucun balcon ayant front sur la rue Sainte-Catherine ne projette au-delà de 50 cm.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
À venir
4.6.43

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 99999, rue Saint-Marc

Responsables : Olivier Légaré et Louis Routhier

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de cinq étages (15 m) sur la rue Saint-Marc, au sud du boulevard de Maisonneuve (lot : 1 605 637).

Le site du projet est occupé par le stationnement extérieur du bâtiment voisin : ce stationnement comprend 18 places. Les bâtiments voisins présentent respectivement des hauteurs de 5 et 15 étages : le premier a été construit en 1910 alors que le second, date de 1968. Au niveau réglementaire, la hauteur maximale autorisée en mètres est de 14 m et le nombre d'étages maximal est de 3. En ce qui concerne la densité, le coefficient d'occupation du sol (COS) maximal autorisé est de 3.

Il est proposé de construire un bâtiment résidentiel de 5 étages dont le COS respecte le maximum autorisé. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 15 mètres et comprendra 18 logements visant une clientèle étudiante : 5 places de stationnement et 20 emplacements pour vélos sont prévus. L'accès aux logements se fera par l'entrée principale ayant front sur la rue Saint-Marc et l'accès aux stationnements se fera par la ruelle à l'arrière.

Pour ce qui est des matériaux, le projet prévoit deux teintes de pierre, blanc et carbone, pour les quatre étages inférieurs et un revêtement en acier corten pour le dernier étage. La fenestration proposée comprend du verre clair encadré par un revêtement métallique anthracite.

L'implantation proposée reprend l'alignement sans retrait propre au bâti le plus ancien du secteur et le rez-de-chaussée a été rehaussé à une hauteur d'un mètre qui correspond mieux aux caractéristiques du secteur. De plus, les matériaux proposés, reprennent la maçonnerie fortement présente dans ce tronçon de la rue Saint-Marc et permettent de faire un rappel du parcellaire dans la composition de la façade : le jeu de couleur de la maçonnerie vise ainsi à fragmenter la façade.

Également, l'acier corten permettra à la fois d'animer la façade et de compléter le couronnement en proposant une interprétation contemporaine des fausses mansardes.

Élément particulier : À la séance du 15 juin 2017, dans le cadre d'un avis préliminaire, le CCU a émis un avis défavorable à la réalisation d'une version du projet dérogeant à la densité maximale.

À la séance du 15 février 2018, le CCU a émis un avis favorable à la présente version du projet respectant la densité maximale.

Remarque importante : Un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA15 240375) a été adopté le 8 mai 2018, autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel.

Considérant que : Dans l'ensemble, le projet répond aux critères de l'unité de paysage et du projet particulier tels que la qualité des matériaux et le respect de la hiérarchie de la trame urbaine.

Considérant que : La fausse mansarde contemporaine doit être retravaillée au niveau des angles du bâtiment.

Considérant que : En regard de la localisation du bâtiment proposé, de sa desserte en transport en commun et des infrastructures de transport actif, il est intéressant de proposer un nombre accru d'emplacement pour vélos.

Considérant que : Le projet permet de rétablir la continuité commerciale de la rue Sainte-Catherine et permet d'animer le domaine public adjacent.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Retravailler les coins de la fausse mansarde afin d'assurer leur intégration avec le tissu urbain environnant. Par exemple, l'acier Corten pourrait être prolongé sur le mur latéral ou la maçonnerie de pierre pourrait reprendre un détail traditionnel de coupe-feu.**
- **Identifier une stratégie de gestion des eaux de pluie afin que l'acier Corten ne tache pas la maçonnerie des façades.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
À venir
4.6.44

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	1945, rue Fullum
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise l'agrandissement en cour latérale, du théâtre Espace Libre qui occupe depuis 1981 l'ancienne caserne de pompier no 19, construite autour de 1900, sous la direction de l'architecte Joseph Venne. Après une première rénovation maison, le bâtiment a fait l'objet d'une transformation/agrandissement en 2002 sous la direction des architectes Lapointe et Magne, pour laquelle les concepteurs ont reçu de nombreux prix, dont le Prix d'excellence de l'OAQ. L'agrandissement en cour latérale permettrait un agrandissement du vestibule d'entrée, dont les dimensions sont actuellement insuffisantes, ce qui crée de longues files d'attente extérieures sur une rue résidentielle lors de l'ouverture des portes. Il est également proposé d'agrandir l'espace au niveau mezzanine et d'aménager une terrasse privée sur le toit dudit agrandissement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition reprend le rythme et la matérialité de l'agrandissement précédent.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Il est à noter que M. Louis Stabile, ayant déclaré un intérêt personnel, ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001420246
4.6.45

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1428, avenue Overdale
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise la conversion du bâtiment pour aménager des logements. Le bâtiment industriel visé par la demande a été construit comme garage automobile en 1928, et a servi depuis d'épicerie Steinberg, d'entrepôt pour la maison Ogilvy, et en dernier de laboratoires pour l'université Concordia. Le demandeur propose de percer le centre de l'immeuble pour insérer un gros puits de lumière, et d'insérer près de 86 studios, neuf appartements de 3½ et quatre maisonnettes. Les façades actuelles seraient démantelées, tout en conservant la structure de béton, et elles seraient reconstruites en un mélange de brique d'argile rouge et de mur rideau, qui ressemblerait passablement à l'existant, mais avec une fenestration plus généreuse. Un appentis au toit serait érigé en prolongement d'une des cages d'escalier existantes, et une terrasse aménagée au toit, le tout en respectant les retraits stipulés au Règlement d'urbanisme.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104 et 127.15 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition améliorera l'apparence de l'immeuble sans toutefois s'éloigner de son style originel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Maximiser l'éclairage naturel à l'intérieur du puits de lumière collectif.**
- **Réaliser un aménagement intéressant intégrant des éléments végétaux au plancher du puits de lumière collectif.**
- **Présenter de nouveau le projet à une prochaine séance du Comité.**

Par ailleurs, les membres du comité ont émis le souhait qu'un certain nombre de logements de plus grandes dimensions soient envisagée, afin d'y inclure des logements pour les familles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Eve Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001419446
4.6.46

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER**
Endroit :	1194, chemin Remembrance
Responsables :	Francis Lefebvre
Description :	La demande vise le réaménagement des alentours du belvédère Kondiaronk, qui est flanqué actuellement de deux bosquets d'érables de Norvège qui ont comme désavantage de toujours davantage bloquer la vue, d'une part, et d'autre part, de constituer une des souches de peuplement de cette espèce qui est envahissante et menace le renouvellement des plantations indigènes. Ces arbres ont été mis en terre à la fin des années 1950, moment où la plantation de cette espèce a atteint son apogée. La Ville propose donc d'abattre 51 arbres, parmi lesquels 50 Acer Platanoides, et de les remplacer par 268 arbres et arbustes variés, mais faisant partie des plantes d'origine, dont le mélange devrait, à terme, contribuer à l'aspect flamboyant de la montagne en automne. On prévoit également certains travaux de nivellement, qui auraient également pour effet de nuire à la repropagation de l'espèce qu'on désire annihiler, l'aménagement de ruisseaux secs pour diriger les eaux de pluie, et le remplacement de certaines sections de l'escalier qui mène au chalet à partir du chemin Olmsted.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) doit autoriser ces travaux, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 110 et 127 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition souhaite améliorer la diversité des plantations sur le Mont-Royal, et mettre en valeur le belvédère Kondiaronk.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Antonin Labossière, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.2.3, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☑ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 10 mai 2022

Antonin Labossière

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Louis Stabile, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 4.6.44, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

☑ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;

☑ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;

☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;

☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;

☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 10 mai 2018

Signature du membre

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ

Je soussigné, Camille Pelletier, affirme solennellement que je m'engage à respecter les règles de régie interne dont le comité consultatif d'urbanisme (CCU) s'est doté, notamment les dispositions concernant la confidentialité à l'égard de toutes données, toutes informations ou tous renseignements portés à ma connaissance ainsi que la teneur des discussions de la séance du 10 mai 2018 de ce comité.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé,

Camille Pelletier

CAMILLE PELLETIER

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT devant moi à Montréal, ce 09e jour de mai 2018.

Me Domenico Zambito (252227-6)
Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237033

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-24 16:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237033

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-14

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mardi 8 mai 2018 à 18 h 30

3510, chemin de la Côte-des-Neiges, salle L'Ermitage

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseiller du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
Mme Dominique Archambault, directrice de la Culture des Sports des Loisirs et du développement social
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
Mme Martine Dubuc, commandante du poste 12 du Service de police
M. Simon Durocher, inspecteur du poste 22 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 82, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 1670-1672, rue Saint-Denis : Aucune intervention
- 1501, rue De Bleury (Balmoral) : Aucune intervention
- 2525, rue de Rouen : Aucune intervention

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 2202, rue Bercy : Intervention de monsieur Querry
- 3501, rue Peel : Aucune intervention
- 2525, rue de Rouen : Aucune intervention
- 3410, rue Peel : Intervention de monsieur Querry

10.04 - CA18 240222

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 8 mai 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Thomas Etchecopar
- Place du marché Frontenac – Plan de déplacement local

Monsieur Lucien Landry
- Devoir de mémoire

Monsieur Bernard Sanchez
- Gouvernance de Ville-Marie

Monsieur Gaétan Auger
- Projet Résonance

Monsieur André Querry
-Projet Bourbon

CA18 240223

Période de questions du public - prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil (CA-24-001) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Richard Ryan

De prolonger la période de questions du public de 30 minutes, soit jusqu'à 19 h 50.

Adoptée à l'unanimité.

10.05
1185237019

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Jerry Bull
- Clôture pour jardin communautaire Versailles

Madame Melissa Caro
- AirBNB

Monsieur Éric Michaud
- Consultation sur les résidences de tourisme

Monsieur Christophe Malaterre
- Niveau et fréquence du bruit

Madame Catherine Provost
- Sécurité sur Victor Hugo

M. Patrick Chenel
- AirBNB

Monsieur Domenico Albanese
- Accessibilité universelle
- Un parc dans Peter McGill

M. Gabriel Di Pasqua
- Stimuler l'économie locale
- Communauté anglophone

CA18 240224

Période de questions du public - prolongation

Attendu qu'à 19 h 50, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Anne-Marie Sigouin

De prolonger la période de questions du public afin que soient entendues les personnes restantes sur la liste.

Adoptée à l'unanimité.

10.05
1185237019

Nom du demandeur et objet de la question

Madame Thérèse Bouchez
- Piscine au brome dans Peter-McGill

Monsieur Yves Chartrand
- Sécurité des piétons et cyclistes dans Sainte-Marie

Madame Claire Adamson
- Taxe sur les voitures

Monsieur Jacques Larin
- Remerciements à la mairesse
- Affichage des menus

M. Robert Hajaly
- Création d'un petit parc
- Jardin Domtar

M. Alfa Diakité
- Quartier des spectacles

Madame Alexandra Grenier
- Sécurité sur Victor Hugo

Monsieur Christian Murphy
- Projet STM
- Stations Bixi sur trottoir

Madame Caroline Delaney
- Stationnement de Montréal

- Jardin Domtar

Madame Boucher
- Subventions rénovations

10.06 - Période de questions des membres du conseil

- Aucune question

CA18 240225

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité

CA18 240226

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 avril 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.07
1185237025

CA18 240227

Adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 10 avril 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 10 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.08
1185237029

CA18 240228

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 1er mai 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 1er mai 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.09
1185237030

CA18 240229

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 1er mai 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition du 1er mai 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.10
1185237031

CA18 240230

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240231

Modifier la résolution CA17 240448 afin d'approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal et François Xavier Gaudreault modifient la date du début et de la fin du bail, soit du 1er août 2018 et se terminant le 31 juillet 2027, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de bail, d'approuver la convention de modification de sous-bail par lequel la Ville de Montréal et l'organisme le Centre Récréatif Poupart inc., modifient la date du début et de la fin du bail soit du 1er août 2018 et se terminant le 31 juillet 2027 le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de sous-bail et d'autoriser la dépense additionnelle de 122 536,91 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement payables à François Xavier Gaudreault

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240448 adoptée à sa séance du 12 septembre 2017 le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de François Xavier Gaudreault à compter du 1er mars 2018, un local d'une superficie de 4 798,07 pi² situé au sous-sol, au rez-de-chaussée et au 2e étage de l'immeuble situé au 2421, rue la Fontaine, pour une durée de 9 ans, à des fins communautaires, pour un loyer total de 752 027,66 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail et le projet de sous-bail par lequel la Ville de Montréal sous-loue, à titre gratuit, à l'organisme le Centre Récréatif Poupart inc., à compter du 1er mars 2018, un local d'une superficie de 4 798,07 pi² situé au sous-sol, au rez-de-chaussée et au 2e étage de l'immeuble situé au 2421, rue la Fontaine, pour une durée de 9 ans, à des fins communautaires le tout selon les termes et conditions prévus au projet de sous-bail;

Attendu que le coût des améliorations locatives s'avère supérieur au montant prévu à la résolution CA17 240448 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal et François Xavier Gaudreault modifient la date du début et de la fin du bail soit : à compter du 1er août 2018 et se terminant le 31 juillet 2027, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification bail;

D'approuver la convention de modification de sous-bail par lequel la Ville de Montréal et l'organisme le Centre Récréatif Poupart inc. modifient la date du début et de la fin du bail soit : à compter du 1er août 2018 et se terminant le 31 juillet 2027, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification de sous-bail;

D'autoriser une dépense additionnelle de 122 536,91 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement payables à François Xavier Gaudreault;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01
1174069013

CA18 240232

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour un projet d'information et de sensibilisation afin de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec le Comité logement Ville-Marie pour un projet d'information et de sensibilisation afin de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02
1185179004

CA18 240233

Approuver la convention, se terminant le 25 septembre 2018, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour la réalisation de différents projets, en conformité avec les paramètres de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole et accorder une contribution de 40 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 25 septembre 2018, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour la réalisation de différents projets, en conformité avec les paramètres de la stratégie de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 40 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03
1175179009

CA18 240234

Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour un projet en sécurité urbaine et accorder une contribution totale de 23 712 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent pour la réalisation du Projet sur la sécurité dans les milieux de vie;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 23 712 $;

D'imputer cette dépense totale conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04
1183405002

CA18 240235

Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets de murales PAM 2018, volet 2 pour la saison 2018 et accorder une contribution totale de 73 932 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver les conventions avec MU, Festival Montréal en arts, Société écocitoyenne de Montréal (SèM) pour la réalisation de projets de murales pour l'année 2018;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 52 500 $ au MU;
- 16 197 $ à la Société Écocitoyenne de Montréal (SèM);
- 5 235 $ au Festival Montréal en Arts;

D'imputer cette dépense totale de 73 932 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1186890015

CA18 240236

Approuver la convention et accorder un contrat de 223 511,40 $ à WSP Canada inc. pour la fourniture des services professionnels pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 223 511,40 $ (appel d'offres public VMP-18-012 - 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 223 511,40 $ pour la fourniture des services professionnels en ingénierie, pour la surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie – (appel d'offres public VMP-18-012 - 2 soumissionnaires);

D'approuver la convention avec WSP Canada inc.;

D'accorder, à cette fin, un contrat à WSP Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix total de 223 511,40 $, taxes incluses, conformément aux conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06
1184657003

CA18 240237

Accorder un contrat de 1 205 634,32 $ à Paysagiste Promovert inc. pour effectuer les travaux d'aménagement du parc Saint-Jacques et autoriser une dépense maximale de 1 355 134,32 $ (appel d'offres public VMP-18-005 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 1 355 134,32 $ pour l'aménagement du parc Saint-Jacques (appel d'offres public VMP-18-005 – 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Paysagiste Promovert inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 1 205 634,32 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07
1186164002

CA18 240238

Approuver, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé, la convention avec Art souterrain pour la réalisation de Vitrine sur l'Art et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 28 000 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Art souterrain pour la réalisation de Vitrine sur l'Art dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 28 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08
1180318015

CA18 240239

Approuver les conventions avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement pour des activités se déroulant en 2018-2019 et accorder une contribution totale de 442 215,20 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver les conventions, pour des activités se déroulant en 2018-2019, avec quatre organismes en itinérance dans le cadre du programme de financement consolidé en itinérance de la Ville de Montréal et du fonds de soutien financier en développement social de l'arrondissement;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 106 726 $ à l'Accueil Bonneau inc.;
- 21 525,52 $ à Action-Réinsertion (Sac à dos);
- 115 966 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal;
- 197 997,68 $ à la Société de développement social;

D'imputer cette dépense totale 442 215,20 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09
1185179003

CA18 240240

Approuver la convention, pour une durée de 5 mois, avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage et accorder une contribution de 64 224,00 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec Spectre de rue inc. pour l'accompagnement du projet des toilettes urbaines lors de la période de rodage soit les 5 premiers mois de la mise en service;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 64 224 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10
1180225001

CA18 240241

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 20.11 à 20.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240242

Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2021, avec le Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux-Montréal pour la location de ses plateaux sportifs, autoriser une dépense maximale de 100 892,29 $ pour l'année 2018, prévoir les sommes requises au budget pour les années 2019, 2020, 2021 et autoriser une dépense maximale de 605 353,72 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 30 juin 2021, avec le Collège d'enseignement général et professionnel du Vieux Montréal pour la location de ses plateaux sportifs, pour une dépense maximale de 605 353,72 $;

D'autoriser, à cette fin, pour l'année 2018, à même le budget de fonctionnement, une dépense maximale de 100 892,29 $;

De prévoir un montant de 201 784,57 $ pour les années 2019, 2020 et un montant de 100 892,28 $ pour l'année 2021;

D'imputer cette dépense totale de 605 353,72 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11
1184951002

CA18 240243

Approuver, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018, la convention avec la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC), se terminant le 31 décembre 2018, pour la réalisation de l'événement MTL en Arts et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 25 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture (SPDAC) pour la réalisation de l'évènement MTL en Arts;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12
1180318013

CA18 240244

Adopter une résolution ayant pour effet de retirer du domaine public et fermer comme parc local un terrain, connu et désigné comme une partie du lot 6 070 709 du cadastre du Québec, situé du côté est de la rue de la Visitation et au sud de la rue Larivière, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De fermer et de retirer du domaine public une partie du lot 6 070 709 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé du côté est de la rue de la Visitation et au sud de la rue Larivière.

Adoptée à l'unanimité.

20.13
1186037004

CA18 240245

Approuver un projet d'acte par lequel 9350-3530 Québec inc., 9350-3423 Québec inc., 9350-3480 Québec inc. et Société en commandite 2300 Tupper Tour 3 cèdent à la Ville de Montréal une servitude d'aménagement d'un parc à des fins publiques, dont l'assiette volumétrique d'une superficie au sol de 543,8 m² est située du côté ouest de la rue du Sussex, au sud de la rue Tupper, dans l'arrondissement de Ville-Marie, laquelle affecte une partie des lots 6 022 781 et le lot 6 022 784 du cadastre du Québec, et ce, sans contrepartie financière

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver un projet d'acte par lequel 9350-3530 Québec inc., 9350-3423 Québec inc., 9350-3480 Québec inc. et Société en commandite 2300 Tupper Tour 3 créent en faveur de la Ville de Montréal une servitude réelle et perpétuelle d'aménagement à des fins publiques, dont l'assiette, contenant une superficie au sol de 543,8 m², est située du côté ouest de la rue du Sussex, au nord de la rue Tupper, dans l'arrondissement de Ville-Marie et affecte, à titre de fonds servant, une partie des lots 6 022 781 et 6 022 784 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout sans contrepartie monétaire et selon les termes et conditions stipulés au projet d'acte;

Ladite servitude devant être consentie par tout propriétaire en titre du fonds servant au moment de la signature du projet d'acte.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.14
1171368008

CA18 240246

Approuver la convention avec la Société de développement commercial Destination centre-ville pour la réalisation de la promotion commerciale « La Ste-Catherine célèbre » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 50 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial Destination centre-ville pour la réalisation de la promotion commerciale « La Sainte-Catherine célèbre les Arts de la rue » du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 50 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15
1180318012

CA18 240247

Modifier la résolution CA17 240250 afin d'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité représentant une contribution additionnelle totale de 49 140 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240250 adoptée à sa séance du 9 mai 2017, approuvé les conventions intervenues avec trois organismes conformément au cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local;

Attendu que la contribution de la ville qui est accordée dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité (entente administrative Ville-MTESS) est reconduite uniquement pour l'année 2018-2019 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier la résolution CA17 240250 et d'approuver les projets de convention, se terminant le 31 mars 2019, intervenus avec ces trois organismes;

D'accorder une contribution additionnelle individuelle de 16 380 $ pour trois organismes pour la période 2018-2019, dans le cadre du Fonds québécois des initiatives sociales des Alliances pour la solidarité, pour une contribution additionnelle totale de 49 140 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16
1175179004

CA18 240248

Approuver la convention avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la réalisation de son Plan d'action 2018, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial, et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 180 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial Quartier latin pour la réalisation de son Plan d'action 2018, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 180 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.17 1180318010

CA18 240249

Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 206 500 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 3 300 $ à l'Atelier Celadon;
- 5 000 $ aux Casteliers;
- 13 000 $ à l'Écomusée du fier monde;
- 27 000 $ aux Escales improbables de Montréal (Les) (Volet I et II);
- 23 000 $ à Espace libre (Volet I et II);
- 9 500 $ à la Fondation métropolis bleu;
- 7 500 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal;
- 10 000 $ au MU;
- 10 000 $ au Musée du Château Ramezay;
- 9 000 $ à l'Orchestre Métropolitain;
- 5 000 $ aux Productions Funambules Médias (Les);
- 6 000 $ au Regroupement des musiciens du Métro de Montréal (RMMM);
- 5 000 $ à La Ruée;
- 10 000 $ à la Société de musique contemporaine du Québec;
- 5 000 $ au Sentier Urbain;
- 9 000 $ au Studio de musique ancienne de Montréal (SMAM);
- 8 200 $ au Théâtre de la botte trouée;
- 23 000 $ aux Voies culturelles des Faubourgs (Volet I et II);
- 18 000 $ à Les 7 doigts de la main;

D'imputer cette dépense totale de 206 500 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.18
1186673004

CA18 240250

Résilier le contrat signé entre la Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie et B3 inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour les aménagements transitoires du secteur Champs-de-Mars (appel d'offres sur invitation VMI 17-020 - 1 soumissionnaire), après avoir acquitté les honoraires pour les services rendus en date du 8 mai 2018, au montant de 25 045,75 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240642 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, approuvé la convention et accordé un contrat de services professionnels de 94 209, 37 $ à B3 inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour les aménagements transitoires du secteur Champs-de-Mars (appel d'offres sur invitation VMI-17-020 - 1 soumissionnaire);

Attendu qu'un appel d'offres pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour les aménagements transitoires du secteur Champs-de-Mars a été lancé antérieurement, et dont l'ouverture des soumissions a eu lieu le 9 novembre 2017;

Attendu que les prix obtenus ont été supérieurs à ceux du budget prévu pour ce projet :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De résilier le contrat accordé à B3 inc. pour l'élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour les aménagements transitoires du secteur Champs-de-Mars;

De se prévaloir des articles 11 et 12 des clauses administratives générales du cahier des charges;

D'acquitter les honoraires pour les services rendus en date du 8 mai 2018, au montant de 25 045, 75 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19
1176164005

CA18 240251

Accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 200 $ au Théâtre Le Clou

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 200 $ au Théâtre Le Clou;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.20

1186673013

CA18 240252

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 20.21 à 20.30.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240253

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible ou modeste revenu et accorder une contribution totale de 13 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour un projet de camp de jour estival et l'accessibilité des tarifs d'inscription aux familles à faible ou modeste revenu;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 13 000 $ dans le cadre du programme camp de jour;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.21
1180173002

CA18 240254

Approuver le contrat de services, se terminant au plus tard le 30 avril 2019, avec les YMCA du Québec - Centre communautaire et sportif YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs et autoriser une dépense maximale de 69 600 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver le contrat de services, se terminant au plus tard le 30 avril 2019, avec le YMCA Guy-Favreau pour la location de ses plateaux sportifs, pour un montant de 69 600 $;

D'autoriser, à cette fin, pour l'année 2018, à même le budget de fonctionnement, une dépense maximale de 46 400 $;

De prévoir un montant de 23 200 $ pour l'année 2019;

D'imputer cette dépense totale de 69 600 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.22
1184951003

CA18 240255

Accorder un contrat de 445 057,73 $ à Les Terrassements Multi-Paysages inc. pour effectuer les travaux de réaménagement du parc Miville-Couture et autoriser une dépense maximale de 495 557,73 $ (appel d'offres public VMP 18-009 - 06 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 495 557,73 $ pour le réaménagement du parc Miville-Couture (appel d'offres public VMP-18-009 – 6 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Les Terrassements Multi-Paysages inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 445 057,73 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.23
1187763001

CA18 240256

Approuver la convention avec la Direction Chrétienne inc. (Innovation Jeunes), se terminant le 30 août 2018, pour la mise en place de la programmation de Quartier en mouvement et accorder une contribution de 20 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 30 août 2018, avec l'organisme Direction Chrétienne (Innovation Jeunes);

D'accorder, à cette fin, une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.24
1185907001

CA18 240257

Ratifier une dépense additionnelle de 19 461,25 $, afin de majorer la dépense à 320 250,15 $ dans le cadre du contrat accordé à S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette) pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA18 240102, adoptée à sa séance du 13 mars 2018, ratifié une dépense additionnelle de 67 649,49 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017 2018 pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement auprès de S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette);

Attendu que les heures estimées au présent contrat sont insuffisantes aux besoins de l'arrondissement :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense additionnelle de 19 461,25 $, taxes incluses, pour la location de 3 Tracteurs/Chargeurs avec opérateurs, entretien et accessoires pour les opérations de déneigement pour la saison hivernale 2017 2018, dans le cadre du contrat accordé à S. Boudrias Horticole inc. et de 9055-0344 Québec inc. (D. Choquette), majorant ainsi le montant total du contrat à 320 250,15 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.25
1175382006

CA18 240258

Ratifier une dépense additionnelle de 5 752,42 $, afin de majorer la dépense à 144 492,71 $ dans le cadre du contrat accordé à M.J. Contach enr. pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240013 adoptée à sa séance du 14 février 2017, accordé un contrat au prix unitaire de 69 $/h à M. J. Contach enr. pour les services de deux remorqueuses avec chauffeurs pour les opérations de déneigement des saisons hivernales 2016 2017 et 2017-2018;

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240102 adoptée à sa séance du 13 mars 2018, ratifié une dépense additionnelle de 29 261 09 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de M.J. Contach enr;

Attendu que des services supplémentaires ont été nécessaires en raison de facteurs météorologiques particuliers :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense additionnelle de 5 752,42 $ auprès de M.J. Contach enr. pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de deux remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.26
1167203012

CA18 240259

Ratifier une dépense additionnelle de 5 267,92 $, afin de majorer la dépense à 323 593,89 $ dans le cadre du contrat accordé à Lukyluc auto inc. pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240455 adoptée à sa séance du 12 septembre 2017 accordé un contrat au prix unitaire de 129,98 $/h à Lukyluc auto inc. et un contrat de 135 $/h à Remorquage Centre-Ville pour la location de 4 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement de la saison 2017-2018 et autoriser une dépense maximale de 241 419,91 $ (appel d'offres public 17-16202 - 5 soumissionnaires);

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA18 240104 adoptée à sa séance du 13 mars 2018, ratifié une dépense additionnelle de 76 906,06 $, taxes incluses, pour la saison hivernale 2017 2018 pour la location de remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement auprès de Lukyluc auto inc. et de Remorquage Centre-Ville;

Attendu que les heures estimées aux contrats s'avèrent insuffisantes :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense additionnelle de 5 267,92 $ auprès de Lukyluc auto inc. pour la saison hivernale 2017-2018 pour la location de 3 remorqueuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour le déplacement d'appareils lors des opérations de déneigement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.27
1175382003

CA18 240260

Approuver la convention avec La Virée des ateliers dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018 pour la tenue de l'évènement « La Virée des ateliers 2018 » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 30 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec La Virée des Ateliers pour l'événement « La Virée des Ateliers 2018 »;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution hors programme de 30 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.28
1180318014

CA18 240261

Approuver la convention avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal-Quartier historique pour la réalisation de son Plan d'action 2018, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial, et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 175 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de son plan d'action 2018, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 175 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.29
1180318011

CA18 240262

Autoriser une affectation de 820 000 $ des surplus de l'arrondissement, accorder un contrat de 2 548 882,50 $ à Groupe ABF inc. pour la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 2 688 882,50 $ (appel d'offres public VMP-18-010 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 2 688 882,50 $ pour la réalisation des travaux de reconstruction de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-18-010 - 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à Groupe ABF inc., plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 2 548 882,50 $, taxes incluses;

D'affecter un montant de 820 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.30 1184657002

CA18 240263

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 20.31 à 20.38.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240264

Approuver les conventions, se terminant le 26 octobre 2018, avec les Éco-quartiers de Sainte-Marie, de Saint-Jacques et de Peter McGill pour le projet de carrées d'arbre et de « Mange-Trottoir » dans Ville-Marie et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution totale de 24 774,75 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la convention, se terminant le 26 octobre 2018, avec les éco-quartiers de Saint-Jacques, de Sainte-Marie et de Peter-McGill dans le cadre des projets « carrés d'arbres » et de « Mange-Trottoir » dans l'arrondissement de Ville Marie;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 12 387,25 $ à l'Association sportive et communautaire du centre sud - Éco-quartier Saint-Jacques;
- 10 653,25 $ à la Société écocitoyenne de Montréal - Éco-quartier Sainte-Marie;
- 1734,25 $ à la Société pour l'action, l'éducation, la sensibilisation environnementale – SEASAM Éco-quartier Peter-McGill;

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution totale de 24 774, 75 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.31
1185876005

CA18 240265

Accorder un contrat de 32 337,87 $, pour l'année 2018, à Lavage de vitres de l'Est pour le lavage des vitres des différents édifices municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 32 337,87 $ (appel d'offres sur invitation 18- 16471 -A52 - 1 soumissionnaire)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense maximale de 32 337,87 $ pour le lavage des vitres des différents édifices municipaux dans l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018 (appel d'offres sur invitation 18-16471 - A52 - 1 soumissionnaire);

D'accorder, à cette fin, un contrat de 32 337,87 $, à Lavage de vitres de l'Est ltée, plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 32 337,87 $, taxes incluses, conformément au conditions de sa soumission;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.32
1186890010

CA18 240266

Modifier la résolution CA17 240241 et approuver les conventions modifiées avec Corpuscule Danse et Conscience urbaine afin de leur permettre de tenir leurs événements durant la saison estivale 2018, selon les mêmes conditions prévues en 2017

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA17 240241 adoptée à sa séance du 9 mai 2017 approuvé les conventions avec 25 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2017 et accordé, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 204 500 $;

Attendu que des projets ont dû être reportés, pour des raisons de logistique, au cours de la saison estivale 2018 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier la résolution CA17 240241 et d'approuver la convention modifiée avec Corpuscule Danse et Conscience urbaine, afin de leur permettre de tenir leurs événements durant la saison estivale 2018, selon les mêmes conditions prévues qu'en 2017;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.33
1172624006

CA18 240267

Modifier la résolution CA17 240095 et approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Vieux-Montréal - Quartier historique afin de diminuer la contribution accordée de 15 000 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240095 adoptée à sa séance du 14 mars 2017, autorisé une affectation de surplus, approuvé la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Société de développement commercial Vieux-Montréal - Quartier historique dans le cadre du volet « Soutien financier aux initiatives des organismes » du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 et accordé une contribution de 150 000 $ pour l'année 2017;

Attendu que pour des raisons d'ordre technique, la SDC a n'a pas été en mesure de réaliser le projet de commercialisation artérielle no. 3 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier la résolution CA17 240095 et d'approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Vieux-Montréal – Quartier historique concernant les clauses financières afin de réduire la contribution accordée de 15 000 $ pour une contribution totale de 135 000 $;

D'imputer conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.34 1171455001

CA18 240268

Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver le projet de convention d'usufruit par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville un usufruit sur des espaces situés aux 1er et 2e étages d'un bâtiment à être construit au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie approximative de 5 793 m², aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 565 869 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention d'usufruit en vigueur;

D'autoriser le secrétaire d'arrondissement à signer ledit projet de convention;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.35 1187979001

CA18 240269

Autoriser une dépense additionnelle de 140 125,21 $ afin de majorer la dépense à 2 059 010,25 $ dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Ventec inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II dans l'arrondissement de Ville-Marie

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA17 240538 adoptée à sa séance du 4 octobre 2017 autorisé une affectation de surplus temporaire de 1 531 843,16 $, accordé un contrat de 1 918 885,04 $ à Les entreprises Ventec inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II dans l'arrondissement de Ville-Marie et autorisé une dépense maximale de 2 006 107,08 $ (appel d'offres public VMP-17-038 - 4 soumissionnaires);

Attendu qu'en cour de projet, des ajustements furent requis:

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense additionnelle de 140 125,21 $ dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Ventec inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II dans l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi le montant total du contrat à 2 059 010,25 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.36 1170093008

CA18 240270

Autoriser une dépense de 309 540,04 $ pour le réaménagement paysager et des travaux d'éclairage du parc Messier dans le cadre des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Messier entre la rue Hochelaga et la rue Sherbrooke

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser une dépense de 309 540,04 $ pour le réaménagement paysager et des travaux d'éclairage du parc Messier, dans le cadre du projet de reconstruction de conduite d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Messier entre la rue Hochelage et la rue Sherbrooke, de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.37 1186140001

CA18 240271

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 17 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 5 000 $ au Y des femmes de Montréal;
- 500 $ au Jardin communautaire des 50 citoyens;
- 4 500 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ au Regroupement des jeunes chambres du commerce du Québec;
- 2 000 $ à Oxy-Jeunes inc.;
- 2 000 $ à Organisation Radio-Dodo;
- 1 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal;
- 500 $ au Festival de Films Féministes de Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 17 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.38 1180619004

CA18 240272

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 30.01 à 30.07.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240273

Autoriser un affectation de surplus et accorder une contribution maximale de 25 000 $ à Théâtre Espace Libre pour compenser les frais relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre des travaux prévus en 2019 pour le maintien des actifs

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder une contribution maximale de 25 000 $ à Théatre Espace Libre pour compenser les frais relatifs à l'occupation temporaire du domaine public dans le cadre des travaux prévus en 2019 pour le maintien des actifs;

D'affecter un montant total de 25 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1180141003

CA18 240274

Autoriser l'affectation du surplus libre de l'arrondissement de 1 500 000 $, (500 000 $ par an à compter de 2019), afin de soutenir la réalisation des actions identifiées dans le plan local de développement durable 2017-2020 et dans le plan local de déplacement

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'affecter une somme de 1 500 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement afin de financer les différentes actions identifiées dans le plan local de développement durable 2017-2020 et le plan local de déplacement de Ville-Marie;

D'intégrer ce montant au budget de fonctionnement à raison de 500 000 $ par année à compter de 2019;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1180141002

CA18 240275

Prendre acte du dépôt de l'évolution budgétaire au 31 mars 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prendre acte du dépôt de l'évolution budgétaire au 31 mars 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1185158001

CA18 240276

Approuver la répartition du surplus de gestion 2017 de l'arrondissement de Ville-Marie établie à 13 584 900 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017 de la Ville de Montréal et autoriser la fermeture du compte de surplus affecté aux immobilisations

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la répartition des surplus de gestion 2017 de l'arrondissement de Ville-Marie, établie à 13 584 900 $, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2017 de la Ville de Montréal;

D'approuver la fermeture du compte de surplus affecté aux immobilisations ainsi que le transfert du solde au compte de surplus affecté - autres fins.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1187128001

CA18 240277

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.05

1185237028

CA18 240278

Déposer la reddition de compte pour les dépenses au budget de fonctionnement relatives à la fourniture de biens non durables de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, électricité et téléphonie, signalisation, relation du travail et expertises médicales), à des commandes ou services prévus dans les ententes-cadres de la Ville, à la facturation immobilière, aux travaux d'éclairage et marquage de l'arrondissement RPP et les réparations effectuées par la CSE, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA16 240634 adoptée à sa séance du 13 décembre 2016, Autorisé préalablement une somme de 13 350 200 $ pour les dépenses au budget de fonctionnement relatives à la fourniture de biens non durables de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, électricité et téléphonie, signalisation, relation du travail et expertises médicales), à des commandes ou services prévus dans les ententes-cadres de la Ville, à la facturation immobilière, aux travaux d'éclairage et marquage de l'arrondissement RPP et les réparations effectuées par la CSE, selon les budgets prévus à cet effet, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017;

Attendu qu'en cours d'année, des changements ont été nécessaires par rapport au budget initial:

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De déposer la reddition de compte pour les dépenses au budget de fonctionnement relatives à la fourniture de biens non durables de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, électricité et téléphonie, signalisation, relation du travail et expertises médicales), à des commandes ou services prévus dans les ententes-cadres de la Ville, à la facturation immobilière, aux travaux d'éclairage et marquage de l'arrondissement RPP et les réparations effectuées par la CSE, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Adoptée à l'unanimité.

30.06
1165384003

CA18 240279

Autoriser une affection de 500 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'affecter une somme de 500 000 $ en provenance du fonds de stationnement pour l'achat et l'installation de supports à vélo à installer à divers endroits sur le territoire de l'arrondissement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.071187128003

CA18 240280

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 40.01 à 40.04 et 40.06 à 40.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240281

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment résidentiel dérogeant à la hauteur en mètres et en étages pour le bâtiment à construire au 99999, rue Saint-Marc, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Appartements Saint-Marc – Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de résolution a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 10 avril 2018 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

1) D'accorder, pour le terrain occupant le lot numéro 1 605 637, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment à l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) d'aménager et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés 1 à 10, réalisés par Coursol-Miron architectes, annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 27 février 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie et les retraits d'alignements doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) la demande de permis de construction ou de transformation de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au Règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i) le traitement des façades latérales, incluant le niveau de la fausse mansarde, doit assurer l'unité d'ensemble du bâtiment;

ii) les matériaux de revêtement doivent être de grande qualité;

iii) l'aménagement de l'aire de stationnement doit assurer la sécurité de tous ses utilisateurs, notamment celle des cyclistes et être conçu de manière à éviter tout conflit entre les différents moyens de transport;

3) De fixer un délai de 36 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.
40.01
1187303004

CA18 240282

Adopter une résolution modifiant la résolution CA11 240756 concernant l'implantation d'un complexe immobilier sur l'îlot délimité par le boulevard Robert-Bourassa et les rues Saint-Jacques, Gauvin et Notre-Dame, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Adoption

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier le projet de résolution par l'ajout, à la suite de l'article 3), de l'article suivant :

« 4) De modifier le troisième paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement des mots « la première phase de construction du complexe immobilier identifié aux plans mentionnés précédemment; » par les mots « l'achèvement de la structure du basilaire de la première phase de construction identifiée aux plans mentionnés précédemment; » » :

D'adopter la résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit ;

1) De modifier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), le premier paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement du sous-paragraphe « c » par les sous-paragraphes suivants :

a) d'ériger par phases deux complexes immobiliers distincts reliés par un passage souterrain et une place publique conformément aux plans numérotés 1 à 11, intitulés *700 - 800, Saint-Jacques* et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 30 mars 2018;

b) de déroger au paragraphe 1 de l'article 11.1 du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M. c. O-1);

2) De modifier le deuxième paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement du sous-paragraphe « a » par le sous-paragraphe suivant :

a) respecter substantiellement l'implantation et la volumétrie montrées aux plans mentionnés précédemment pour le basilaire;

3) De modifier le deuxième paragraphe de la résolution CA11 240756 par l'ajout des conditions suivantes :

a) une place publique doit être aménagée entre les deux complexes immobiliers tels qu'illustrés aux plans mentionnés au sous-paragraphe « a » du paragraphe précédent. Cette place publique doit s'étendre de la rue Saint-Jacques à la rue Notre-Dame et présenter une largeur d'au moins 40 mètres;

b) la demande de permis de construction de la tour de bureaux doit être accompagnée d'une servitude d'accès public pour la place publique projetée, ainsi que d'un plan détaillé de son aménagement paysager;

c) les constructions doivent tendre à respecter les paramètres d'implantation, de volumétrie et de traitement architectural montrés aux plans mentionnés précédemment et favoriser des conditions de confort pour la place publique projetée (vent et ensoleillement);

4) De modifier le troisième paragraphe de la résolution CA11 240756 par le remplacement des mots « la première phase de construction du complexe immobilier identifié aux plans mentionnés précédemment; » par les mots « l'achèvement de la structure du basilaire de la première phase de construction identifiée aux plans mentionnés précédemment; »

5) De soumettre les demandes de permis de construction et de transformation de ce projet à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, ainsi qu'à la résolution CA11 240756, les critères additionnels suivants s'appliquent :

a) l'aménagement de la place publique projetée vise à privilégier :
- une surface végétalisée avec, notamment, la plantation d'arbres à grand déploiement, avec une profondeur de sol arable d'au moins 2 mètres;
- un décorum de prestige pouvant contribuer à la mise en valeur du bâti riverain tout en offrant des espaces de détente pour les usagers;
- une gestion intégrée et performante de gestion des eaux pluviales;
- la préservation in situ des vestiges archéologiques, sous réserve des mesures requises en cas de contamination du sol;

b) le traitement architectural des bâtiments vise à privilégier :
- une volumétrie qui contribue à minimiser les impacts éoliens au sol et à maximiser l'ensoleillement, particulièrement sur la place publique projetée;
- un pourcentage d'ouverture d'au plus 60 % pour le basilaire du 700, rue Saint-Jacques;
- une proportion dominante de pierre grise pour le revêtement du basilaire du 700, rue Saint-Jacques;
- un éclairage nocturne discret;
- un affichage intégré au concept architectural;
- un verre transparent, sous réserve des objectifs de performance énergétique;
- l'aménagement de toits verts;
- une fragmentation du traitement des tours de façon à minimiser leur masse et à accentuer leur expression verticale;
- une intégration de la façade historique montrée aux plans mentionnés précédemment qui est respectueuse du caractère architectural d'origine de ce bâtiment;

c) l'implantation des bâtiments vise à privilégier :
- un alignement sur rue du côté des rues Saint-Jacques et Notre-Dame;
- des accès piétonniers sur le boulevard Robert-Bourassa, les rues Saint-Jacques et Notre-Dame et sur la place publique projetée;
- l'aménagement d'accès véhiculaires (stationnements et quais de chargement) respectueux du caractère piétonnier des trottoirs bordant le site;

6) De fixer la prise d'effet de la présente résolution au dépôt d'une demande de permis de construction complète pour l'un ou l'autre des complexes immobiliers projetés, à défaut de quoi, elle demeure nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
1180867002
pp 377

CA18 240283

Adopter une résolution modifiant la résolution CA15 240528 ayant autorisé la transformation et l'agrandissement du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, et autorisant la démolition partielle du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – Adoption

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

1) De modifier la résolution CA15 240528, adoptée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 13 octobre 2015, en permettant la démolition partielle (76%) du bâtiment situé au 430, rue Sherbrooke Est conformément aux plans numérotés 7, 9, 11 et 13 à 16, réalisés par Microclimat et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 12 mars 2018 :

2) D'assortir cette autorisation à la condition de déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 387 500 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de restauration de la façade d'origine soient terminés.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.03
1184869005
pp 378

CA18 240284

Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier le projet de résolution par la suppression du paragraphe c) de l'article 2);

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit ;

1) D'accorder pour les immeubles situés dans le territoire d'application définit en annexe A et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation:

a) de déroger notamment aux articles 5 et 10 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation de la phase II de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans les quadrilatères compris entre le boulevard de Maisonneuve, la rue Berri, le boulevard Dorchester, les rues Saint-Denis, Sainte-Catherine et Sanguinet (Règlement 7489), relativement aux aménagements paysagers et aux usages autorisés.

b) de déroger notamment à l'article 4 et aux plans en annexes portant la numérotation A-100 et A-101 du Règlement portant approbation d'un projet de construction et d'occupation d'un bâtiment à des fins universitaires sur un emplacement situé du côté est de la rue Sanguinet entre les rues Christin et Sainte-Catherine Est, et autorisant la démolition des bâtiments situés aux 1225 à 1237 rue Sanguinet (Règlement 96-017), relativement aux aménagements paysagers autorisés.

c) de déroger notamment aux articles 134, 170, 369.1, 382, 565 et 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement aux usages prescrits, à l'apparence d'un équipement mécanique ou son installation en cour avant, aux enseignes temporaires et à la prohibition d'aménager une aire de stationnement extérieure pour aménager le site Christin délimité en annexe A (lot 2 161 942).

d) d'aménager le site Christin de manière substantiellement conforme au plan en annexe B, réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie.

e) d'occuper les immeubles du territoire Abords du clocher Saint-Jacques et Parvis sud, selon les dispositions en vigueur du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) l'implantation, la hauteur minimum et la composition architecturale doit être substantiellement conforme au plan en annexe B;

b) les bornes de recharge électrique devront être dans les tons de gris;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

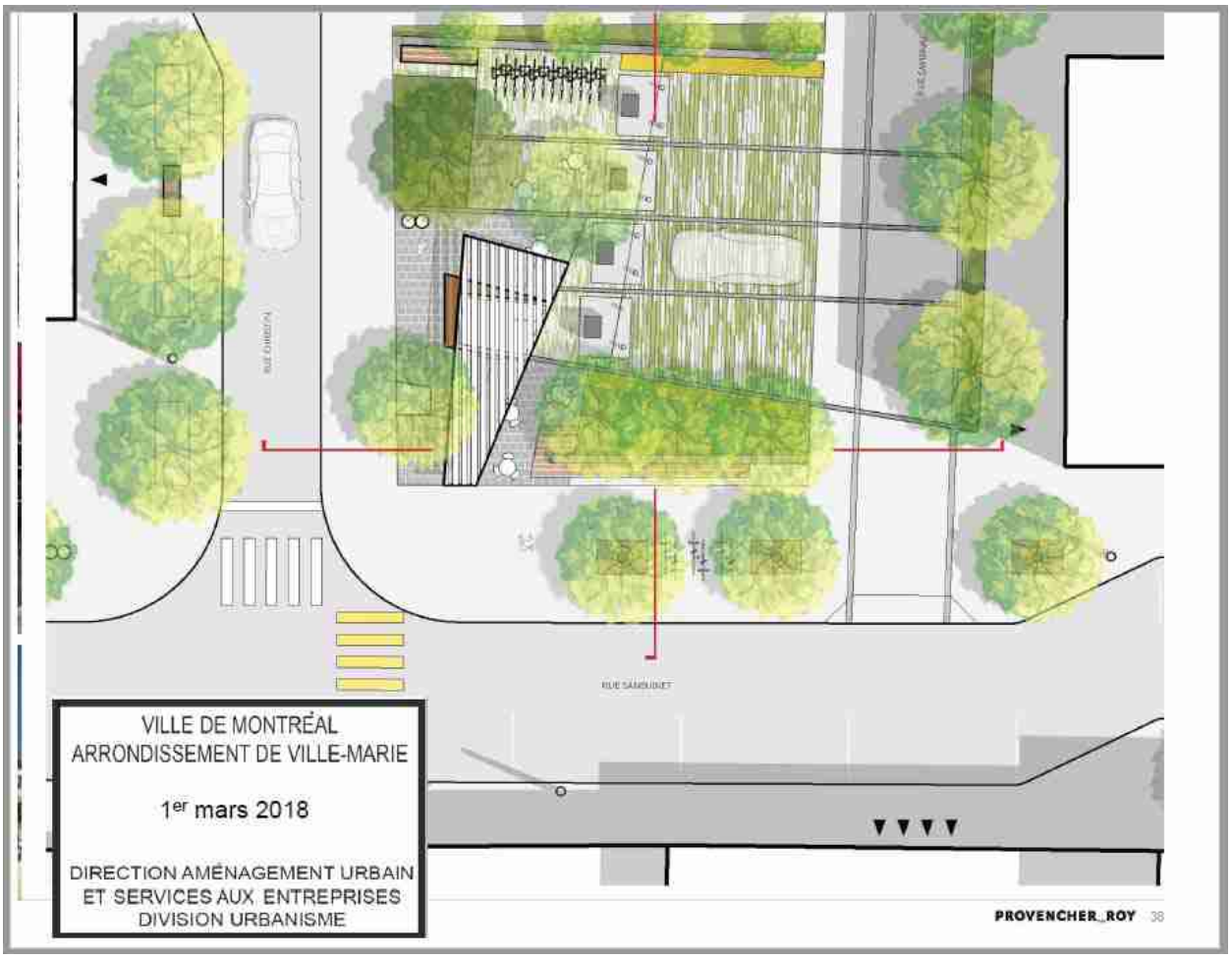
ANNEXE A

Territoire d'application



ANNEXE B

Plan réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain.



Adoptée à l'unanimité.

40.04
1183332001
pp 379

CA18 240285

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ,c.A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quand à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le second projet de Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme ».

Adoptée à l'unanimité.

40.05
1184869006
CA-24-282.114

CA18 240286

Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, l'autorisation :

   a) de déroger au Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié);
   b) de transformer le Musée d'art contemporain de Montréal conformément aux plans numérotés 1 à 18, réalisé par Saucier + Perrotte / GLCRM architectes en consortium et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 24 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.06
1180867003
pp 380

CA18 240287

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation relativement aux dimensions de la voie d'accès et de l'unité de chargement à fournir pour le bâtiment situé au 1501, rue De Bleury (Balmoral)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 1501, rue De Bleury, une dérogation permettant la possibilité de ne pas respecter la hauteur libre minimale pour la voie d'accès et l'unité de chargement, et ce, en dérogation aux articles 578 et 595 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1184869007

CA18 240288

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'aménagement d'un escalier d'issue extérieur qui empiète dans la marge arrière du bâtiment situé au 1670-1672, rue Saint-Denis

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 1670-1672, rue Saint-Denis, une dérogation permettant l'aménagement d'un escalier d'issue extérieur qui empiète dans la marge arrière, et ce, en dérogation de l'article 370 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1186255006

CA18 240289

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 40 km/h sur le chemin Remembrance, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et la voie Camillien-Houde, ainsi qu'une réduction de la limite de vitesse à 40 km/h sur la voie Camillien-Houde, entre le chemin Remembrance et l'avenue du Mont-Royal

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 210 visant la réduction de la limite de vitesse prescrite à 40 km/h sur le chemin Remembrance, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et la voie Camillien-Houde, ainsi qu'une réduction de la limite de vitesse à 40 km/h sur la voie Camillien-Houde, entre le chemin Remembrance et l'avenue du Mont-Royal.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.09 1185353002

CA18 240290

Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du règlement autorisant un emprunt de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière et pour lequel ce dossier décisionnel en fait la présentation.

Adoptée à l'unanimité.

40.10
1187128002
CA-24-284

CA18 240291

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 40.11 à 40.20.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240292

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « gîte touristique » à tous les étages du bâtiment situé au 2202, rue Bercy

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « gîte touristique » à tous les étages du bâtiment situé au 2202, rue Bercy, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 150 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1187400003

CA18 240293

Édicter une ordonnance permettant d'installer et de maintenir, à des fins sociocommunautaires, une enseigne publicitaire temporaire de type « bannière » sur le bâtiment situé aux 1050-1094, rue Berri, à l'occasion d'une campagne de financement de l'organisme « La rue des femmes »

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282, o. 203 permettant d'installer et de maintenir, à des fins sociocommunautaires, une enseigne publicitaire temporaire de type « bannière » sur le bâtiment situé aux 1050-1094, rue Berri, à l'occasion d'une campagne de financement de l'organisme « La rue des Femmes », et ce, jusqu'au 12 mai 2020, aux conditions prévues.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1180394004

CA18 240294

Édicter une ordonnance autorisant la tenue des événements au parc Jean-Drapeau pour la période estivale 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance c. B-3, o. 569 permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du parc Jean-Drapeau, selon les horaires des événements identifiés pour l'année 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.13 1182931002

CA18 240295

Autoriser la fermeture de la rue Peel, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard René-Lévesque Ouest et de la rue du Square Dorchester, entre les rues Peel et Metcalfe du 4 juin 2018 au 11 juin 2018 pour l'événement promotionnel « La Place du Grand Prix du Canada » et édicter les ordonnances nécessaires à sa tenue

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser l'occupation de la rue Peel, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard René-Lévesque Ouest et de la rue du Square Dorchester, entre les rues Peel et Metcalfe du 4 au 11 juin 2018;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 570 permettant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores sur la rue Metcalfe, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard René-Lévesque Ouest et sur la rue du Square Dorchester, entre les rues Peel et Metcalfe, du 4 au 11 juin 2018, de 9 h à 3 h;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., C-4.1 article 4), l'ordonnance C-4.1, o. 295 permettant de prohiber la circulation automobile sur la rue Metcalfe, entre la rue Sainte-Catherine Ouest et le boulevard René-Lévesque Ouest et sur la rue du Square Dorchester, entre les rues Peel et Metcalfe, du 4 au 11 juin 2018, de 9 h à 3 h.

Adoptée à l'unanimité.

40.14 1180318009

CA18 240296

Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 1863, boulevard René-Lévesque Ouest, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), l'ordonnance 5984, o. 136 exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 1863, boulevard René-Lévesque Ouest, de l'obligation de fournir les deux unités de stationnement qu'exige le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

De prendre acte de son engagement à verser 10 000 $ au fonds de compensation pour le stationnement;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.
Adoptée à l'unanimité.

40.15 1180394006

CA18 240297

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 3501, rue Peel

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « bureau » à tous les étages du bâtiment situé au 3501, rue Peel, et ce, conformément à l'article 151 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.16 1187400004

CA18 240298

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation aux règles d'insertion du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282) pour le site localisé au 2525, rue de Rouen

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment projeté au 2525, rue de Rouen, des dérogations permettant de ne pas respecter une règle d'insertion afin de construire un bâtiment de trois étages au lieu de deux étages et de ne fournir aucune unité de stationnement intérieure au lieu des deux unités exigées, et ce, notamment en dérogation à l'article 26 et au paragraphe 1° de l'article 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.17 1187400007

CA18 240299

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 4e partie C)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 571 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 204 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 521 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 123 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 117 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.18 1187803004

CA18 240300

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1) une ordonnance désignant les sites où il est permis aux détenteurs de permis d'artisan de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre artisanale sur le domaine public pour l'année 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), l'ordonnance E-7.1, o. 56 désignant les sites où il est permis aux détenteurs de permis d'artisan de réaliser, d'exposer et de vendre une œuvre picturale ou graphique sur le domaine public pour l'année 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.19 1186673012

CA18 240301

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 4e partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2018, 4e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 572 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 522 permettant la vente de marchandises, de nourriture, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites et les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 Art. 560), l'ordonnance 01-282, o. 205 permettant l'installation d'enseignes publicitaires selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12, o. 124 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.20 1186673014

CA18 240302

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 40.21 et 40.22.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240303

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, un nombre de logements supérieur au nombre maximal prescrit, pour le site localisé au 2525, rue de Rouen

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un nombre de logements supérieur au nombre maximal prescrit pour le bâtiment projeté au 2525, rue de Rouen, et ce, conformément au paragraphe 2° de l'article 136 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.21 1187400008

CA18 240304

Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, relativement à la demande de l'usage « résidence de tourisme » pour les unités 402, 403, 404 au 4e étage du bâtiment situé au 3410, rue Peel

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « résidence de tourisme » pour les unités 402, 403, 404 au 4e étage du bâtiment situé au 3410, rue Peel.

Adoptée à l'unanimité.

40.22 1176255013

CA18 240305

Réunion, pour étude et adoption d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De réunir pour études et adoption les points 50.01 et 50.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA18 240306

Approuver la nomination de M. Guy Charbonneau à titre de Directeur - Coordination grands projets (emploi 106500) au sein de la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie (520000), et ce, rétroactivement au 20 avril 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la nomination de M. Guy Charbonneau au poste de Directeur - Coordination grands projets (106500) au sein de la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie (520000), et ce, rétroactivement au 20 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

50.01 1183536001

CA18 240307

Approuver la nomination intérimaire de M. Alain Dufresne au poste de Directeur des travaux publics (29601) de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, rétroactivement au 20 avril 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'approuver la nomination intérimaire de M. Alain Dufresne au poste de Directeur des travaux publics (29601) de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, rétroactivement au 20 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

50.02 1183536002

CA18 240308

Renouveler les mandats de messieurs Christian Ducharme et Antonin Labossière, à titre de membres du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 2 ans soit du 11 mai 2018 au 10 mai 2020

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De renouveler, en vertu du Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003), les mandats de messieurs Christian Ducharme et Antonin Labossière, à titre de membres du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 2 ans, soit du 11 mai 2018 au 10 mai 2020.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1180394003

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 juin 2018 à 18 h 30, à la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 21 h 11.

70.01

_____

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

_____

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA18 240 XXX
lors de la séance du conseil tenu le 12 juin 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237035

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 30 mai 2018

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 30 mai 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-31 16:07

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237035

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 30 mai 2018

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 30 mai 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-14

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

30 mai 2018
18 h

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseillère de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme

Monsieur Bruno Collin, chef d'équipe et conseiller en aménagement

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru le 12 mai 2018 dans le journal *Le Devoir*.

Elle déclare l'assemblée ouverte à 18 h 04.

6 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 1400, rue Saint-Urbain – PPCMOI - pp 380 (dossier 1180867003)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 8 mai 2018, le premier projet de résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, et ce, en dérogation au *Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié)*

La présidente d'assemblée indique que monsieur Bruno Collin, chef d'équipe et conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Personne n'ayant manifesté d'intérêt pour cette présentation, la présidente d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 18 h 05.

2018/05/31

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

Sophie Mauzerolle 31/05/2018

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 11:36

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement tenue le jeudi 31 mai 2018 à 11 h 45 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseiller du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Dufort, directeur général adjoint
Mme Corinne Andrieu, directrice d'arrondissement adjointe et directrice des Services administratifs et du Greffe
Mme Dominique Archambault, directrice de la Culture des Sports des Loisirs et du développement social
M. Marc Labelle, directeur de l'Aménagement urbain et des Services aux entreprises
Mme Isabelle Rougier, chef de division des Communications et des Relations avec les citoyens
M. Alain Dufresne, Directeur des travaux publics

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 11 h 45. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 10, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

CA18 240309

Adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 31 mai 2018.

Adoptée à l'unanimité.

10.02

10.03 - Période de questions du public

Aucune question

10.04 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question

CA18 240310

Accorder un contrat de 63 814,61 $ à DXP Postexperts (9248-5523 Québec inc.) pour l'impression des bulletins été et automne 2018 et le calendrier d'activités estivales pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 63 814,61 $ (appel d'offres sur invitation VMI-18-006 - 3 soumissionnaires)

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'autoriser une dépense maximale de 63 814,61 $ pour l'impression des bulletins été et automne 2018 de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres sur invitation VMI-18-006 - 3 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à DXP Postexperts, plus bas soumissionnaire conforme, soit au prix total de 63 814,61 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01
1182840001

CA18 240311

Édicter une ordonnance interdisant la circulation de transit pour les véhicules particuliers sur le chemin Remembrance et une ordonnance permettant le marquage sur cette chaussée

Attendu que l'objet et la portée de ces ordonnances sont détaillés aux ordonnances et au sommaire décisionnel;

Attendu que le paragraphe 4° de l'article 2 de l'ordonnance C-4.1, o. 211 est modifié par le remplacement des mots « cortège funèbre » par les mots « véhicules de visiteurs accédant au cimetière Mont-Royal » :

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'édicter, en vertu du paragraphe 8° de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 211 interdisant la circulation de véhicule routier dans une section du chemin Remembrance;

D'édicter, en vertu du paragraphe 1° de l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), l'ordonnance P-12.2, o. 125 permettant le marquage d'une section de la chaussée du chemin Remembrance.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
1185914004

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 juin 2018 à 18 h 30, à la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 11 h 50.

70.01

Valérie Plante
Mairesse

Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA18 240 XXX
lors de la séance du conseil tenu le 12 juin 2018.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.11

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu les 28, 29, 30 et le 31 mai et le 1er juin 2018 relatif au projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

De prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu les 28, 29, 30 et le31 mai et le 1er juin 2018 relatif au projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 14:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu les 28, 29, 30 et le 31 mai et le 1er juin 2018 relatif au projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt de certificat du secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu les 28, 29, 30 et le31 mai et le 1er juin 2018 relatif au projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à êtreconstruit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dansl'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centrecommunautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE D'ARRONDISSEMENT

JOURNÉES D'ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABILES À VOTER LES 28, 29, 30 et 31 mai 2018 et le 1er juin 2018

RÉSOLUTION CA18 240268

Résolution approuvant le projet de convention d'usufruit par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville un usufruit sur des espaces situés aux 1er et 2e étages d'un bâtiment à être construit au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, d'une superficie approximative de 5 793 m², aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 565 869 $, incluant les taxes

---

Je soussigné, Domenico Zambito, secrétaire de l'arrondissement de Ville-Marie, certifie que:

A) Le nombre de personnes habiles à voter est de : **58 296**;

B) Le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de : **5 841**;

C) Le nombre de demandes faites est de **0**;

D) La résolution est réputée approuvée par les personnes habiles à voter;

E) Un scrutin référendaire ne doit pas être tenu.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé à Montréal,
ce 1er jour de juin 2018

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Y des femmes de Montréal pour le projet de camp de jour et accorder une contribution totale de 3 500 $

D'approuver la convention se terminant le 1er décembre 2018 avec le Y des femmes de Montréal pour un projet de camp de jour estival;

D'accorder une contribution totale de 3 500 $ dans le cadre du programme camp de jour;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-28 15:42

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Y des femmes de Montréal pour le projet de camp de jour et accorder une contribution totale de 3 500 $

CONTENU

CONTEXTE

Le Y des femmes a pour mission d'œuvrer à bâtir un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles. Cet organisme bénéficie depuis 2015 d'une contribution de l'arrondissement de Ville-Marie pour la mise en place d'activités de sports et de loisirs pour les enfants de 6 à 12 ans dans le secteur de Peter-McGill. L'offre d'activités se fait dans les plages horaires après l'école et à certaines périodes de la saison estivale. 35 enfants étaient inscrits au camp de la semaine de relâche de l'organisme en 2018. La contribution au programme camp de jour de l'arrondissement viendra bonifier d'un montant de 3 500 $ la somme attribuée à l'organisme pour les activités estivales et permettra ainsi à l'organisme d'offrir un service de type camp de jour durant la saison estivale aux familles du district de Peter-McGill.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240435 (115340004) 9 septembre 2015 : Autoriser une affectation de surplus pour le financement des années 2016 à 2018, approuver la convention, se terminant le 31 août 2018, avec le Y des femmes de Montréal pour divers programmes et accorder une contribution totale de 150 000 $, dont 125 000 $ financés à même les surplus

DESCRIPTION

Le projet déposé par le Y des femmes dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie permettra d'offrir des activités de nature diverse à 30 enfants, 5 jours par semaine, durant 6 semaines, soit du 2 juillet au 10 août 2018. Le tarif d'inscription demandé par l'organisme demeure accessible, soit 50 $ par semaine et correspond à la capacité de payer des familles participantes. Le camp offrira des sorties de groupe chaque semaine et des ateliers divers en art, sport, cuisine, cirque et théâtre. Les enfants inscrits proviennent très majoritairement du district de Peter-McGill.

JUSTIFICATION

Contribution financière de l'arrondissement au programme camp de jour offert par le Y des femmes à l'été 2018 au bénéfice des familles du secteur de Peter-McGill.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un camp de jour accessible est offert aux familles du secteur de Peter-McGill à l'été 2018.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités prévues au plan d'action de l'organisme feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-05-22
Roxanne DUFOUR Agente de développement		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	514 868-4163	**Tél :**	514 872-1769

Télécop. : 514 868-4160 **Télécop. :** 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180173004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Y des femmes de Montréal pour le projet de camp de jour et accorder une contribution totale de 3 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180173004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-25

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement.

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Y des femmes de Montréal**, personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa place d'affaires au 1355, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H3G 1T3, agissant et représentée par madame Mélanie Thivierge, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration tenue le 24 janvier 2018

N° d'inscription TPS : 119045250RT0001
N° d'inscription TVQ : 1006243564TQ001
N° d'organisme de charité : 119045250RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de favoriser le mieux-être des filles, des femmes et de leurs familles.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme Camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Camp de jour.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.6 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables,

les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.11 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de trois mille cinq-cents dollars (3 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement d'un montant maximal de trois mille cent cinquante dollars (3 150 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de trois cent cinquante dollars (350 $), au plus tard le 1er décembre 2018;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un

avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au

Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et

aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 1er décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1355, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H3G 1T3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Mélanie Thivierge, présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

Y des femmes de Montréal

Par : _____
Mélanie Thivierge, présidente-directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____2018 (Résolution_____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2018 ☐ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Été découverte

Nom de l'organisme

Y des femmes de Montréal

Ville-Marie Montréal

1180173004

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER
Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (Y des femmes de Montréal)

N° d'enregistrement (NEQ) : 1144152510 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 23/02/75

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Mélanie Thivierge Titre : Présidente et directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1355 Local : Rue : boul. René-Lévesque ouest

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H3G 1T3

Téléphone : 512-866-9941 Poste n° :

Courriel : info@ydesfemmesmtl.org Site Web : www.ydesfemmesmtl.org

TPS : 11904 5250 RT0001 TVQ : 1006243564 TQ0001 # Charité : 119045250RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Depuis 1875, le Y des femmes de Montréal est un acteur important du paysage communautaire montréalais. Sa mission de « bâtir ensemble un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles » s'actualise à travers quatre grandes familles d'action, soit les services jeunesse/ familles, les services résidentiels, les services d'employabilité, et les services à la collectivité.

Description du projet (synthèse) :

Le projet vise à offrir à 3 groupes d'enfants âgés de 6 à 12 ans un camp de jour estival mixte d'une durée de 6 semaines. Il s'agit, presque exclusivement, des enfants qui habitent dans le quartier. Sous le chapeau du grand thème de la découverte : de soi, de l'art, le sport, la nature, le quartier, etc., les activités aident au développement optimal des enfants. Selon la convention avec la Ville, certaines activités estivales étaient offertes 4 jours/semaine pour les enfants fréquentant les programmes para-scolaires. Celle-ci n'est pas une formule très convenable pour les parents. Aussi, des 4 postes demandés à Service Canada pour Été découverte et Splash d'été, seulement 2 ont été octroyés et ce que pour 30h/s. Comme le camp Été découverte a des listes d'attente, nous avons décidé d'éliminer Splash, sauf pour les enfants déjà inscrits, ajouter un poste d'animation et accepter les enfants en liste d'attente. Les animatrices du camp sont rémunérées à un taux supérieur à celui offert par Service Canada et les frais d'inscription sont bas, donc tous les frais de fonctionnement de l'activité ne sont pas couverts par le financement disponible.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Permettre aux enfants de mieux se connaître, d'explorer leurs talents, notamment artistiques et sportifs et de découvrir leur environnement.	Offrir des ateliers de tout ordre (cuisine, cirque, arts, sciences et technologies, nature et écologie, sports, etc.) et des sorties de groupe.
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Permettre aux enfants qui proviennent de familles récemment immigrées de découvrir les installations récréotouristiques de la Ville	Proposer des sorties de groupe chaque semaine.
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Favoriser la socialisation et permettre aux jeunes de développer leurs connaissances, leurs habiletés sociales et leur estime de soi dans un cadre ludique et éducatif.	Proposer des activités diversifiées et propices au développement optimal des jeunes (jeux coopératifs, activités multidisciplinaires, sorties et ateliers d'intervention de groupe).

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquer quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Arts	10-15	Y des femmes et lieu pour une sortie	30	6	4-10
Sports	10-15	Y des femmes, [illegible] et autre lieu pour une sortie	30	6	4-10
Cuisine	10	Y des femmes et lieu pour une sortie	30	6	2-10
Cirque et théâtre	5	Y des femmes et Quartier des spectacles	30	6	5

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Participation au Festival Montréal Complètement Cirque
Visite à la maison de la culture Frontenac
Activité sur le Mont-Royal avec Les Amis de la montagne
Collaboration avec Éco-quartier

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine	6	3
Terrain sportif	6	6
Gymnase	6	6

Section 3: Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada	11115	☐	☒	
	Précisez Service Canada				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	3500	☐	☒	
	Autres (Précisez) Entente Ville-MOBS	1998	☐	☒	
	(A) Total des subventions	16613			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Frais d'inscription	7500	☐	☒	
	Contribution financière Arr. VM	2000	☒	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	9500			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		26113			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	2 animatrices	35h x 17,99$ + 13,5% x 9 s.	12864	
	1 animatrice	35h x 15,05$ + 13,5% x 9 s.	5381	2760
	Coordination	2h x 24,67$ + 13,5% x 9 s	526	
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		18771	2760
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Matériel d'animation, collations pour les enfants, sorties		1500	750
	Locaux		3242	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		4742	750
	MAXIMUM 10% (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.			2600	
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		2600	0
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			26113	3500

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

PLAN D'ACTION

Nom de l'organisme : Y des femmes de Montréal

Pour la période du 22/06/2018 au 30/08/2018

PROGRAMME
Camp de jour

Été découverte : Camp de jour de 6 semaines offrant des activités variées aux enfants de 6 à 12 ans. Les enfants seront séparés en trois groupes selon leur âge

OBJECTIFS DU PROGRAMME
• Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques; • Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal; • Faciliter l'intégration sociale de chaque jeune en favorisant l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide • Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camp de jour.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
Continuer à offrir des activités aux enfants du quartier selon des modalités convenables pour les parents	6 semaines de camp selon un horaire qui répond aux besoins des parents	Une trentaine d'enfants auront accès à une expérience enrichissante, stimulante et amusante
Offrir un lieu sécuritaire qui facilite le développement des enfants selon le groupe d'âge et favorise l'entraide et l'esprit de groupe	Maximum de 10 enfants par animatrice, 3 animatrices en plus du soutien de l'équipe permanent et ressources externes spécialisées	Activités qui facilitent le développement optimal des enfants
Maintien d'une tarification accessible aux moyens des parents	Coût de 50$/semaine (réduction pour les parents qui ne peuvent pas défrayer le coût)	Toutes les familles peuvent avoir accès aux activités pour les enfants
Offrir des activités qui vont au-delà du loisir et qui favorisent les rapports égalitaires entre les jeunes et leur conscience sociale	Programmation riche et stimulante qui suscite des réflexions	Développement d'une pensée plus critique chez les enfants qui participent

Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement et les installations récréotouristiques du quartier et de la ville	Sorties de découverte	Meilleure connaissance des installations récréatives – Sentiment accru d'appartenance

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Installations et terrains sportifs au besoin selon la disponibilité						

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

N° de dossier : 1180173004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Y des femmes de Montréal	119744

Financement : Autre

Précision : Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

Imputation : 306125-07189-61900-016491-002581

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		3 500,00 $						**3 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2018		01	décembre	2018

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 25 mai 2018 11:50:11

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention se terminant le 1er décembre 2018 avec le Y des femmes de Montréal pour un projet de camp de jour estival;

D'accorder une contribution totale de 3 500 $ dans le cadre du programme camp de jour."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 3 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		3 500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 3 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 552756

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-25**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.02

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240569, afin de prolonger la convention avec Missions Exeko jusqu'au 15 octobre 2018 et accorder une contribution supplémentaire de 8 285 $ pour un montant total de 23 285 $

Modifier la résolution CA17 240569 afin d'autoriser une prolongation de la convention jusqu'au 15 octobre 2018 avec Missions Exeko;
D'approuver les modifications à la convention concernant les clause monétaires et la durée de la convention;

D'accorder à cette fin une contribution supplémentaire de 8 285 $, ce qui porte le total à 23 285 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-28 15:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 22 novembre 2017	Résolution: CA17 240569

Approuver la convention, se terminant au 15 juin 2018, avec Missions Exeko et accorder une contribution de 15 000 $ pour le projet « idAction », un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Robert Beaudry

D'approuver la convention, se terminant le 15 juin 2018, avec Missions Exeko pour la réalisation du projet « idAction », un projet d'activités philosophiques dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1175907004

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 24 novembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA17 240569, afin de prolonger la convention avec Missions Exeko jusqu'au 15 octobre 2018 et accorder une contribution supplémentaire de 8 285 $ pour un montant total de 23 285 $

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Modifier la résolution **CA17 240569** afin de prolonger la durée de la convention pour l'organisme Missions Exeko jusqu'au 15 octobre 2018 et augmenter de 8 285 $ la contribution octroyée à l'organisme pour réaliser son projet.

La résolution CA17 240569, adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 22 novembre 2017, approuvait la convention avec Missions Exeko pour une partie de la réalisation du projet idAction, un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance. La convention se terminait au 15 juin 2018.

IdAction étant un projet original, qui répond entre autres à un besoin de cohabitation, particulièrement dans l'ouest de l'arrondissement, il est intéressant que cette activité puisse se continuer pendant la saison estivale 2018. Cet addenda permet donc la continuité des actions jusqu'à la saison froide.

Afin de prolonger leur activité jusqu'au 15 octobre 2018, l'organisme recevra une contribution supplémentaire de 8 285 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie GAUTHIER
Conseiller(ere) en developpement communautaire

514 868-4211
Tél :
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 15 juin 2018, avec Missions Exeko et accorder une contribution de 15 000 $ pour le projet « idAction », un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance

D'approuver la convention se terminant le 15 juin 2018 avec Missions Exeko pour la réalisation du projet «idAction», un projet d'activités philosophiques dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance.
D'accorder à cette fin une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-11-09 15:58

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175907004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 15 juin 2018, avec Missions Exeko et accorder une contribution de 15 000 $ pour le projet « idAction », un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance

CONTENU

CONTEXTE

La population en situation d'itinérance, très présente dans l'arrondissement de Ville-Marie, a peu d'accès à activités d'art, de création et de réflexion, particulièrement sur le domaine public. Missions Exeko est un organisme qui a fait ses preuves en ce sens pour favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation ou à risque d'exclusion. En plus d'utiliser l'art et la réflexion, ils se spécialisent aussi dans la création d'activités permettant de favoriser le dialogue entre personnes de différents horizons. Dans le passé, l'arrondissement a eu l'occasion de travailler avec eux. Par leurs nombreux projets rassembleurs, ils réussissent à créer des espaces de rencontre et de saine cohabitation sur le domaine public, notamment dans le secteur du square Cabot et dans les ressources fréquentées par une population itinérante.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240601 Approuver la convention avec Missions Exeko dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2016, volet II Projets structurants, pour la réalisation du projet Métissages urbains et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

DESCRIPTION

Le projet se divise en deux volets. Le premier volet consiste en des tournées avec la caravane d'IdAction mobile dans les endroits publics où il y a une forte présente de personnes itinérantes et des besoins de cohabitation. Ces tournées se dérouleront durant toute la durée du projet, à raison d'une à trois sorties par semaine, dont au moins un tiers de ces sorties seront consacrées au square Cabot. À bord de la caravane de médiation, on retrouve une bibliothèque, du matériel d'art et d'écriture, des livres et lunettes comme prétextes à l'ouverture d'un dialogue avec les participants. Le deuxième volet consiste en cinq visites de trois heures chacune dans les ressources fréquentées par les populations visées et se déroulent sous forme d'ateliers qui seront orientés vers la littératie critique et l'écriture.

JUSTIFICATION

Le projet d'idAction contribue à augmenter la cohésion sociale et à favoriser une appropriation positive de l'espace public. Il offre des opportunités significatives pour les populations marginalisées de s'exprimer tout en déployant leur potentiel créatif et réflexif. Le projet ciblera les personnes en situation d'itinérance, parmi lesquelles se trouvent des nouveaux arrivants, des autochtones et des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Ce projet contribue au renforcement du tissu social, à la diminution des incivilités et à l'augmentation des compétences des populations vulnérables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.
L'arrondissement de Ville-Marie contribuera à la hauteur de 11 280 $ et le Service de la diversité et des sports à la hauteur de 3 720 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les activités réalisées par Missions Exeko contribuent à l'atteinte des objectifs de l'action 9 « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » inscrits dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permettra de lutter contre l'exclusion sociale. Il offrira des opportunités de développer l'esprit critique et de renforcer la participation citoyenne des populations les plus marginalisées, en plus de favoriser une certaine sécurisation de l'espace public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation. L'organisme s'engage à fournir le rapport final à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Minouche ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diana VELA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jocelyne LEBRUN, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Jocelyne LEBRUN, 8 novembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-11-07
Geneviève LEDOUX Assistante intervention loisirs	Josée POIRIER Chef de division
Tél : 514-872-8862 **Télécop. :** 514-868-4160	**Tél :** 514 872-1769 **Télécop. :** 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2017-11-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Modifier la résolution CA17 240569, afin de prolonger la convention avec Missions Exeko jusqu'au 15 octobre 2018 et accorder une contribution supplémentaire de 8 285 $ pour un montant total de 23 285 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175907004_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-25

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 15 juin 2018, avec Missions Exeko et accorder une contribution de 15 000 $ pour le projet « idAction », un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds - GDD 1175907004.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diana VELA
Preposée au budget
Tél : 514- 868-3203

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-09

Hong-Van TRAN
Conseillère budgetaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1175907004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant au 15 juin 2018, avec Missions Exeko et accorder une contribution de 15 000 $ pour le projet « idAction », un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1175907004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats

Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-08

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-4567
Division :



Addenda convention Missions Exeko 1175907004.pdf



Convention 2017 - Missions Exeko.pdf



Formulaire de demande de soutien financier – IdAction .pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MISSIONS EXEKO**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5445 rue de Gaspé, local 405, Montréal Québec, H2T 3B2, agissant et représentée par Tiffanie Guffroy, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : N/A
N° d'inscription T.V.Q. : N/A
N° d'inscription d'organisme de charité : 809793052RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme favorise l'inclusion sociale des personnes en situation d'itinérance grâce à l'art et la philosophie à travers ses projets novateurs et rassembleurs qui se déroulent sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du Projet, ce terme étant défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9

de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de QUINZE MILLE DOLLARS (15 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de TREIZE MILLE CINQ CENT DOLLARS (13 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de MILLE CINQ CENT DOLLARS (1 500 $), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final comportant les informations demandées par le Directeur et qui doit être remis au plus tard le 15 juillet 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 juin 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 5445 rue de Gaspé, local 405, Montréal Québec, H2T 3B2 et tout avis doit être adressé à l'attention de Tiffanie Guffroy. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 de Maisonneuve Est, 17ème étage Montréal, H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

MISSIONS EXEKO

Par : _____
Tiffanie Guffroy, Chargée de partenariat

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le __e jour de _____ 2017. (Résolution _____)

.
.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Voir
Formulaire de demande de soutien financier – de l'organisme Missions Exeko

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Soutien financier en développement social

Année : 2017

Pour le projet idAction Mobile

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Exeko

N° d'enregistrement : 123456789RR0001 Date d'incorporation : 07/17/2008

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Tiffanie Guffroy Titre : Chargée de partenariat

Adresse de l'organisme

N° civique : 5445 Local : 405 Rue : Avenue de Gaspé

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2T 3B2

Téléphone : 514-528-9706 Poste n° 104 Télécopieur :

TPS : TVQ : # Charité : 809793052RR0001

Courriel : tiffanie.guffroy@exeko.org Site Web : www.exeko.org

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Exeko est un organisme d'innovation sociale, basé à Montréal depuis 2006. Nous utilisons la créativité – l'art et la philosophie –pour l'inclusion sociale des personnes en situation ou à risque d'exclusion. Notre approche reconnaît avant tout le potentiel de chacun à réfléchir, analyser, agir, créer et être partie prenante de la société.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 01/01/2018 et le 15/06/2018)

Date prévue de début du projet : 01/01/2018

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) :

Date prévue de la fin du projet : 15/06/2018

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 15/07/2018

Description du projet

La réalité de l'exclusion n'est plus à démontrer, à Montréal comme dans le reste du Canada: itinérance, déficience intellectuelle, santé mentale, diversité identitaire (immigration, communautés autochtones, etc.), sont autant de sources de discrimination. Les services offerts sont surtout orientés autour d'une réponse aux besoins de premiers recours: santé, logement, nourriture, habillement, soutien psycho-social, emploi, etc. Face à ce constat, nous proposons avec succès depuis 2006 des solutions concertées qui mettent l'individu en situation (ou à risque) d'exclusion au coeur de la démarche, qui favorisent la participation citoyenne et l'inclusion, et qui créent des espaces de rencontre, de concertation et de cohabitation harmonieuse dans l'espace urbain montréalais, autant de conditions essentielles au bien-être individuel et collectif.
Né en 2012, idAction Mobile est une initiative innovante prenant la forme d'une caravane de médiation, philosophique et culturelle, qui sillonne les rues montréalaises 4 fois par semaine durant 4h et transporte à son bord une bibliothèque, du matériel d'art et d'écriture, des livres et lunettes comme prétextes à l'ouverture d'un dialogue. Le projet, service direct et complémentaire aux services d'intervention sociale, a permis de rejoindre depuis 5 ans un grand nombre de personnes en situation d'itinérance ou de grande précarité (plus de 1000 participant.e.s par an), dont une forte population autochtone. IdAction Mobile est devenu un espace d'échanges égalitaires qui favorise le développement du potentiel créatif et réflexif des participant.e.s en vue de prévenir et combattre leur exclusion. Il s'agit aussi d'un service mobile de consultation citoyenne visant à amplifier la voix de chacun.e, et qui offre un accès privilégié de proximité à des outils concrets tels que livres, revues, matériel d'art, lunettes de vue, kits d'écriture, etc. Ces outils officient comme prétextes à la création d'un dialogue favorisant l'exercice de la pensée, le partage d'opinion.

IdAction Mobile s'est révélé au fil des années un incubateur de projets efficace: c'est en son sein, et sur le territoire d'idAction Mobile, qu'ont vu le jour Métissages Urbains (programme de résidences artistiques de création collective), Biblio-Libre (accessibilité littéraire), IncluVision (accessibilité au savoir et à la culture par l'accessibilité à la vue). De plus, plusieurs consultations (dont certaines commandées par la Ville de Montréal) ont été réalisées à bord: leur approche créative, humaine, personnalisée et avant tout orientée sur le potentiel réflexif tant collectif qu'individuel a permis la formulation de propositions concrètes face à des enjeux de société majeurs. Par sa présence tant de jour que de soir, y compris dans les endroits les plus isolés de l'arrondissement - notamment dans l'ouest - ou sur des événements culturels et communautaires du territoire, idAction Mobile a été plébiscité par de nombreux.ses citoyen.n.es, partenaires communautaires et institutionnels: le projet contribue au renforcement du tissu social, à la diminution des incivilités, à l'augmentation de la capacitation des populations vulnérables. Le support de l'arrondissement nous permettrait de maintenir le projet sur les routes en finançant une trentaine de sorties. Ces sorties se répartiront sur la durée du projet, à raison de 1 à 3 sorties par semaine, en fonction des besoins et de la température (potentiellement plus de sorties avec le retour du printemps). Au moins un tiers de ces sorties seront consacrées au square Cabot, qui nous apparaît comme un lieu crucial dans lequel assurer une présence régulière.

Le projet propose également des escales plus longues auprès de partenaires communautaires, prenant la forme de courts cycles d'ateliers. Ces ateliers, inspirés du programme idAction, visent au développement de l'esprit critique et au renforcement de la participation citoyenne des populations les plus marginalisées. Ils peuvent également être orientés vers la littératie critique et l'écriture, en s'inspirant des contenus développés via Biblio-Libre, ou vers la pratique artistique, via notre programme Métissages Urbains. Le soutien de Ville-Marie permettrait d'asseoir une quinzaine d'heures de médiation suivant ce format escale, auprès de partenaires communautaires dont les usage.re.s expérimentent une marginalisation accrue.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectif de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
1. Contribuer à la mise en place de projets novateurs permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation d'itinérance grâce à l'art et la philosophie.	La van, équipée de livres et de matériel artistique, sillonnera les rues au cours de 30 sorties et 5 escales.
2. Soutenir les efforts pour intégrer les clientèles particulières suivantes : familles / personnes avec problématiques en santé mentale / communautés culturelles, immigrants ou nouveaux arrivants / personne en situation de pauvreté ou d'exclusion	Le projet ciblera les personnes en situation d'itinérance, parmi lesquelles se trouvent des nouveaux arrivants, des autochtones, des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, etc.	Pour rejoindre ces différentes populations, notre van se rendra spécifiquement dans des lieux connus pour les accueillir. Citons le Square Cabot pour les autochtones, qui représentera un tiers des sorties.
3. S'assurer d'une programmation variée pour répondre au développement global des citoyens.	Réflexion, création et action collective	Vaste base de contenus thématiques.

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activités/ services	Durée	Dates prévues	Nombre de participants
30	sorties de la caravane	4 heures par sortie	01/01/18-15/06/18	300 (10 par sortie)
5	escales de médiation	3 heures par escale	01/01/18-04/04/18	25
Répartition des activité				

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Renforcement identitaire et confiance en soi	Fiches de suivi + commentaires et citations
Cohabitation et sécurité dans l'espace public	Fiches de suivi + commentaires et citations
Sensibilisation à l'expression et la participation citoyennes	Fiches de suivi + commentaires et citations
Développement de l'esprit critique et autres compétences	Fiches de suivi + commentaires et citations

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (intervenant, animateur, responsable du projet)	Tâche effectuée	Formation demandée et expérience recherchée
Chargée de projet	Conception et conduite du projet	BAC en sciences humaines/sociales
Direction générale	Gestion des finances et budgets	BAC en gestion
Coordinatrice des opérations	Soutien logistique à l'équipe-projet	BAC en sciences humaines/sociales
Médiateur.e.s	Animation des sorties et des escales	BAC en arts ou sciences humaines

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Chez Doris	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Accueil Bonneau	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Maison du Père	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Centre d'Amitié Autochtone de Montréal	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Projets Autochtones du Québec	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Dans la Rue	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants

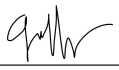
Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Exeko
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien en développement social**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature : 
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Tiffanie Guffroy, chargée des partenariats — 05/17/2018
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel à la Division sports, loisirs et développement social à l'une des adresses suivantes:

Annie Gauthier,
conseillère en développement communautaire pour les organismes du secteur Ouest (entre Berri et Atwater)
agauthier@ville.montreal.qc.ca

Martin Crépeau,
conseiller en développement communautaire pour les organismes du secteur Est (entre l'Espérance et Berri)
martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	15000	☐	☐	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	15000			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		15000			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Direction générale	50h, 32$h	1760	1760
	Charge projet terrai	70h, 25$h	1925	1925
	Coordination terrain	88h, 20$h	1936	1936
	Médiation	240h, 22,5$h	5400	5400
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		11021	11021
MAXIMUM 20 %				
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	Matériel sorties van	50$ par sortie, x 30	1500	1500
	Matériel ateliers	25$ par atelier, x 5	125	125
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		1625	1625
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.	Impressions et		854	854
	outils de comm			
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		854	854
MAXIMUM 10 %				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais admin Gen		1500	1500
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		1500	1500
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			15000	15000

N° de dossier : 1175907004

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite pour : ☑ REQ

☑ PGC

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Missions Exeko	152668

Financement : Sources multiples

Source 1 Budget de fonctionnement

Source 2 Financement corporatif

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2017	2018	2019	2020	2021	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		11 280,00 $						**11 280,00 $**
Montant-Source 2		3 720,00 $						**3 720,00 $**
Total	**0,00 $**	**15 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**15 000,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175907004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  D'approuver la convention se terminant le 15 juin 2018 avec Missions Exeko pour la réalisation du projet «idAction», un projet d'activités philosophiques dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance.

  D'accorder à cette fin une contribution de 15 000 $ dont 3720 $ provient d'un financement corporatif ;

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 11 280,00 $

	Années antérieures	2017
Montant		11 280,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 11 280,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 523672

Le financement du central sera mentionné dans une intervention distincte.

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Date: **2017-11-08**

Certification de fonds

Budget de fonctionnement

Numéro de GDD: 1175907004
Numéro d'engagement de GDD: QV5907004

Informations budgétaires et comptables:

Imputation	2017
2101.0010000.101177.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier/ Programme communautaire en prévention / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes	3 720.00 $
Total	**3 720.00 $**

ADDENDUM

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et Missions Exeko, approuvée par la résolution CA17 240569.

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **MISSIONS EXEKO**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5445 rue de Gaspé, local 405, Montréal (Québec), H2T 3B2, agissant et représentée par Tiffanie Guffroy, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : 809793052
N° d'inscription TVQ : 1214429132
Numéro d'organisme de charité : 809793053RR0001

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement a approuvé une convention se terminant le 15 juin 2018 et accordé une contribution totale de 15 000 $ pour une partie du projet IdAction, un projet d'art, de création et de réflexion dans l'espace public s'adressant à la population en situation d'itinérance et favorisant la cohabitation;

ATTENDU QUE l'arrondissement souhaite que Missions Exeko prolonge le projet jusqu'au 15 octobre 2018;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA17 250569, du 22 novembre 2017 :

1.1 Prolonger jusqu'au 15 octobre 2018 la réalisation du plan d'action du projet de l'organisme :

Cette prolongation permettra la poursuite du projet favorisant la cohabitation dans l'espace public.

1.2 Modifier les articles 5.1 et 5.2 afin d'augmenter la contribution à verser et déterminer les versements

Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de HUIT MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT CINQ DOLLARS **(8 285 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de SEPT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE SEPT DOLLARS **(7 457 $)**, dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de HUIT CENT VINGT HUIT DOLLARS **(828 $)**, dans les trente (30) jours de la remise du rapport final comportant les informations demandées par le Directeur et qui doit être remis au plus tard le 15 novembre 2018;

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par :_____
Domenico Zambito,
secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

MISSIONS EXEKO

Par :_____
Tiffanie Guffroy
Chargée de partenariat

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel Addenda **1175907004**; elle a été approuvée par la résolution CA _____ adoptée le _____.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175907004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Missions Exeko	152668

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

No 306125-05803-61900-016491-002580

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		8 285,00 $						**8 285,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	juin	2018	Date de fin :	15	octobre	2018

Formulaire complété par : Annie Gauthier

Prénom, nom

Date et heure système : 22 mai 2018 16:26:37

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Soutien financier en développement social

Année : 2017

Pour le projet idAction Mobile

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Exeko

N° d'enregistrement : 123456789RR0001 Date d'incorporation : 07/17/2008

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Tiffanie Guffroy Titre : Chargée de partenariat

Adresse de l'organisme

N° civique : 5445 Local : 405 Rue : Avenue de Gaspé

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2T 3B2

Téléphone : 514-528-9706 Poste n° 104 Télécopieur :

TPS : 809793052 TVQ : 1214429132 # Charité : 809793052RR0001

Courriel : tiffanie.guffroy@exeko.org Site Web : www.exeko.org

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Exeko est un organisme d'innovation sociale, basé à Montréal depuis 2006. Nous utilisons la créativité – l'art et la philosophie –pour l'inclusion sociale des personnes en situation ou à risque d'exclusion. Notre approche reconnaît avant tout le potentiel de chacun à réfléchir, analyser, agir, créer et être partie prenante de la société.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 15/06/2018 et le 15/10/2018)

Date prévue de début du projet : 15/06/2018

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) :

Date prévue de la fin du projet : 15/10/2018

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 15/11/2018

Description du projet

La réalité de l'exclusion n'est plus à démontrer, à Montréal comme dans le reste du Canada: itinérance, déficience intellectuelle, santé mentale, diversité identitaire (immigration, communautés autochtones, etc.), sont autant de sources de discrimination. Les services offerts sont surtout orientés autour d'une réponse aux besoins de premiers recours: santé, logement, nourriture, habillement, soutien psycho-social, emploi, etc. Face à ce constat, nous proposons avec succès depuis 2006 des solutions concertées qui mettent l'individu en situation (ou à risque) d'exclusion au coeur de la démarche, qui favorisent la participation citoyenne et l'inclusion, et qui créent des espaces de rencontre, de concertation et de cohabitation harmonieuse dans l'espace urbain montréalais, autant de conditions essentielles au bien-être individuel et collectif.

Né en 2012, idAction Mobile est une initiative innovante prenant la forme d'une caravane de médiation, philosophique et culturelle, qui sillonne les rues montréalaises 4 à 5 fois par semaine durant 4h et transporte à son bord une bibliothèque, du matériel d'art et d'écriture, des livres et lunettes comme prétextes à l'ouverture d'un dialogue. Le projet, service direct et complémentaire aux services d'intervention sociale, a permis de rejoindre depuis 5 ans un grand nombre de personnes en situation d'itinérance ou de grande précarité (plus de 1000 participant.e.s par an), dont une forte population autochtone. IdAction Mobile est devenu un espace d'échanges égalitaires qui favorise le développement du potentiel créatif et réflexif des participant.e.s en vue de prévenir et combattre leur exclusion. Il s'agit aussi d'un service mobile de consultation citoyenne visant à amplifier la voix de chacun.e, et qui offre un accès privilégié de proximité à des outils concrets tels que livres, revues, matériel d'art, lunettes de vue, kits d'écriture, etc. Ces outils officient comme prétextes à la création d'un dialogue favorisant l'exercice de la pensée, le partage d'opinion.

IdAction Mobile s'est révélé au fil des années un incubateur de projets efficace: c'est en son sein, et sur le territoire d'idAction Mobile, qu'ont vu le jour Métissages Urbains (programme de résidences artistiques de création collective), Biblio-Libre (accessibilité littéraire), IncluVision (accessibilité au savoir et à la culture par l'accessibilité à la vue). De plus, plusieurs consultations (dont certaines commandées par la Ville de Montréal) ont été réalisées à bord: leur approche créative, humaine, personnalisée et avant tout orientée sur le potentiel réflexif tant collectif qu'individuel a permis la formulation de propositions concrètes face à des enjeux de société majeurs. Par sa présence tant de jour que de soir, y compris dans les endroits les plus isolés de l'arrondissement - notamment dans l'ouest - ou sur des événements culturels et communautaires du territoire, idAction Mobile a été plébiscité par de nombreux.ses citoyen.n.es, partenaires communautaires et institutionnels: le projet contribue au renforcement du tissu social, à la diminution des incivilités, à l'augmentation de la capacitation des populations vulnérables. Le support de l'arrondissement nous permettrait de maintenir le projet sur les routes en finançant une trentaine de sorties.

Le projet propose également des escales plus longues auprès de partenaires communautaires, prenant la forme de courts cycles d'ateliers. Ces ateliers, inspirés du programme idAction, visent au développement de l'esprit critique et au renforcement de la participation citoyenne des populations les plus marginalisées. Plus de 200 ateliers sur des thématiques variées abordés par une panoplie de techniques créatives et expérientielles composent sa base. Ils peuvent également être orientés vers la littératie critique et l'écriture, en s'inspirant des contenus développés via Biblio-Libre, ou vers la pratique artistique, via notre programme Métissages Urbains. Le soutien de Ville-Marie permettrait d'asseoir une quinzaine d'heures de médiation suivant ce format escale, auprès de partenaires communautaires dont les usage.re.s expérimentent une marginalisation accrue.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectif de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
1. Contribuer à la mise en place de projets novateurs permettant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	Favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation d'itinérance grâce à l'art et la philosophie.	La van, équipée de livres et de matériel artistique, sillonnera les rues au cours de 16 sorties et 3 escales.
2. Soutenir les efforts pour intégrer les clientèles particulières suivantes : familles / personnes avec problématiques en santé mentale / communautés culturelles, immigrants ou nouveaux arrivants / personne en situation de pauvreté ou d'exclusion	Le projet ciblera les personnes en situation d'itinérance, parmi lesquelles se trouvent des nouveaux arrivants, des autochtones, des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale, etc.	Pour rejoindre ces différentes populations, notre van se rendra spécifiquement dans des lieux connus pour les accueillir. Citons par exemple le Square Cabot pour les autochtones.
3. S'assurer d'une programmation variée pour répondre au développement global des citoyens.	Réflexion, création et action collective	Vaste base de contenus thématiques,

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activités/ services	Durée	Dates prévues	Nombre de participants
16	sorties de la caravane	4 heures par sortie	15/06/18-15/10/18	160 (10 par sortie)
3	escales de médiation	3 heures par escale	01/01/18-04/02/18	15-20
Répartition des activité				

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Renforcement identitaire et confiance en soi	Fiches de suivi + commentaires et citations
Cohabitation et sécurité dans l'espace public	Fiches de suivi + commentaires et citations
Sensibilisation à l'expression et la participation citoyennes	Fiches de suivi + commentaires et citations
Développement de l'esprit critique et autres compétences	Fiches de suivi + commentaires et citations

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (intervenant, animateur, responsable du projet)	Tâche effectuée	Formation demandée et expérience recherchée
Chargée de projet	Conception et conduite du projet	BAC en sciences humaines/sociales
Direction générale	Gestion des finances et budgets	BAC en gestion
Coordinatrice des opérations	Soutien logistique à l'équipe-projet	BAC en sciences humaines/sociales
Médiateur.e.s	Animation des sorties et des escales	BAC en arts ou sciences humaines

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Chez Doris	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Accueil Bonneau	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Maison du Père	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Centre d'Amitié Autochtone de Montréal	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Projets Autochtones du Québec	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants
Dans la Rue	Accueil des escales. Aide au recrutement des participants

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Exeko
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien en développement social**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Tiffanie Guffroy, chargée des partenariats — 05/17/2018
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel à la Division sports, loisirs et développement social à l'une des adresses suivantes:

Annie Gauthier,
conseillère en développement communautaire pour les organismes du secteur Ouest (entre Berri et Atwater)
agauthier@ville.montreal.qc.ca

Martin Crépeau,
conseiller en développement communautaire pour les organismes du secteur Est (entre l'Espérance et Berri)
martin.crepeau@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	8285	☐	☐	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	8285			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP		☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		8285			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Direction générale	20h, 30$h	650	650
	Charge projet	80h, 22$h	1900	1900
	Médiation	165h, 22,5$h	3715	3715
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		6265	6265
MAXIMUM 20 %				
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	Matériel sorties van	50$ par sortie, x 16	800	800
	Matériel ateliers	30$ par atelier, x 3	90	90
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		890	890
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.	Impressions et		300	300
	outils de comm			
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		300	300
MAXIMUM 10 %				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Frais admin Gen		830	830
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		830	830
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			8285	8285

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1175907004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Modifier la résolution CA17 240569 afin d'autoriser une prolongation de la convention jusqu'au 15 octobre 2018 avec Missions Exeko;

D'approuver les modifications à la convention concernant les clauses monétaires et la durée de la convention;

D'accorder à cette fin une contribution supplémentaire de 8 285 $, ce qui porte le total à 23 285 $."

Le montant de la contribution supplémentaire est assumé à 100 % par l'arrondissement de Ville-Marie.

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 8 285,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	15 000,00 $	8 285,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 8 285,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 552754

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-23**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185179005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 août 2018 avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud et accorder une contribution totale de 25 000 $ pour l'aménagement de la Place du marché

D'approuver la convention se terminant le 31 août 2018 avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud pour l'aménagement de la Place du marché;
D'accorder une contribution totale de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:10

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1185179005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 août 2018 avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud et accorder une contribution totale de 25 000 $ pour l'aménagement de la Place du marché

CONTENU

CONTEXTE

Le Carrefour alimentaire Centre-Sud (CACS) collabore aux opérations du Marché solidaire Frontenac (MSF), le marché public situé sur le parvis de la station de métro du même nom. Le MSF assure l'animation d'une programmation culturelle pendant la saison estivale. Dans le cadre de la planification quinquennale de la CDC Centre-Sud et du développement du projet *Quartier nourricier* et du Forum citoyen 2017 organisé par la Société écocitoyenne de Montréal (SEM), les citoyens du secteur ont adressé le souhait de voir se créer un nouvel espace citoyen aménagé sur le site du marché public. En réponse à cette demande, le CACS et la SEM se sont associés pour soumettre le projet *Place du marché* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240014 en date du 14 février 2017 : Approuver la convention, pour les années 2017 et 2018, avec le Marché solidaire Frontenac pour la réalisation de marchés saisonniers et accorder une contribution annuelle de 28 400 $ pour un montant total de 56 800 $.

DESCRIPTION

Le projet vise à réaménager, entre les mois de juin et de novembre, l'esplanade du Marché solidaire Frontenac afin de le verdir et de créer un nouvel espace de rencontres et d'activités citoyennes (conférences, ateliers expositions, spectacles, etc.) Les citoyens seront également appelés à s'approprier et à animer cette place publique. Les aménagements réalisés seront en place au minimum pour les trois prochaines années.
Le projet d'aménagement sera validé par la Direction des travaux publics, la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises et la Division de la culture. Certains ajustements pourraient être demandés, le cas échéant, pour assurer la conformité des usages et des fonctionnalités sur le domaine public et la cohabitation harmonieuse avec les installations de la bibliothèque et de la Maison de la culture Frontenac.

JUSTIFICATION

Le projet contribue à créer un lieu dynamique inclusif et diversifié favorisant la rencontre et le vivre-ensemble et soutenant une saine cohabitation de l'espace public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense est imputée, conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet *Place du marché* contribuera à l'atteinte d'une des priorités inscrites dans MONTRÉAL DURABLE 2016-2020 et visant à "assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuite de la revitalisation du secteur, amorcée par le réaménagement de la rue Ontario.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité prévues à la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier qui sont proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

- Pour 2018, la Place du marché sera aménagée de juillet à novembre.
- Pour 2019 et 2020, la Place du marché sera aménagée de juin à novembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 18 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 514 868-4180
Télécop. : 514 868-5810

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-18

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185179005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 août 2018 avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud et accorder une contribution totale de 25 000 $ pour l'aménagement de la Place du marché

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185179005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe



convention Place du marché 2018_1185179005.doc

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD	367320

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Provenance budgétaire # 2438-0010000-306101-01819-66501
À imputer au budget 306125-05803-61900-016491 (fonds de soutien en développement social)

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		25 000,00 $						**25 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
		juin	2018		31	août	2018

Formulaire complété par : Martin Crépeau
Prénom, nom

Date et heure système : 29 mai 2018 11:17:32



LA PLACE DU MARCHÉ

par le comité-citoyen Place du marché

LE COMITÉ-CITOYEN PLACE DU MARCHÉ

Introduction

Le concept de la Place du Marché tourne autour du réaménagement de la place actuelle occupée par le Marché Solidaire Frontenac sur le terrain de la station de métro du même nom et le terrain appartenant à la ville dans le but d'en faire une place citoyenne offrant des activités diversifiées et complémentaires à celles du marché.

Les résident.e.s de tous les âges du quartier et les utilisateurs de ce lieu de transit important qu'est la station de métro Frontenac pourront y trouver leur compte de multiples façons.



Le projet

Le présent projet est issu à la base, d'une volonté citoyenne et a été initié par le Carrefour alimentaire Centre-Sud. La Société écocitoyenne de Montréal s'est jointe à la démarche suite, notamment, à son Forum citoyen 2017, où la proposition fut retenue comme projet prioritaire par les citoyen.nes. présent.e.s. Il s'inscrit également dans la démarche de quartier initiée par la Corporation de Développement Communautaire du Centre-Sud où a notamment été formulée l'idée d'une place citoyenne.

Le projet La Place du Marché se veut un complément souhaité et harmonieux du réaménagement récent de la rue Ontario. Il est un élément bonificateur dans le processus de la revitalisation du quartier Sainte-Marie et de la venue de milliers de nouveaux résident.e.s au cours des prochaines décennies dont de nombreuses familles.

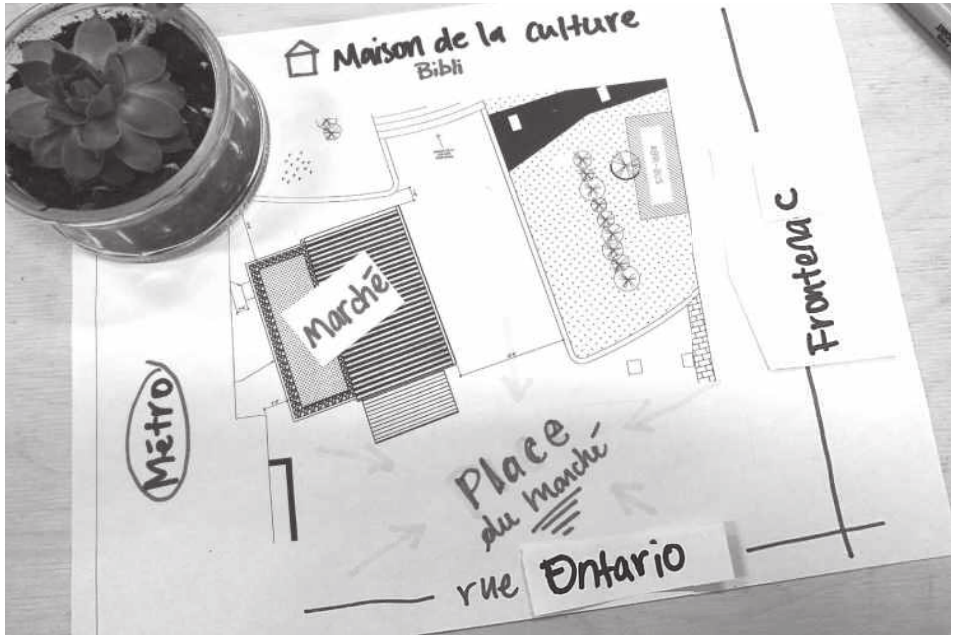




L'aménagement

Le réaménagement des lieux vise à créer dans cet endroit de transit un coin de détente, de rencontre, d'échange et d'activités citoyennes dans un espace où le verdissement joue un rôle important. Ultimement, la Place du Marché permettra de créer un lien harmonieux et un circuit entre la station de métro, le marché et la maison de la culture /bibliothèque.

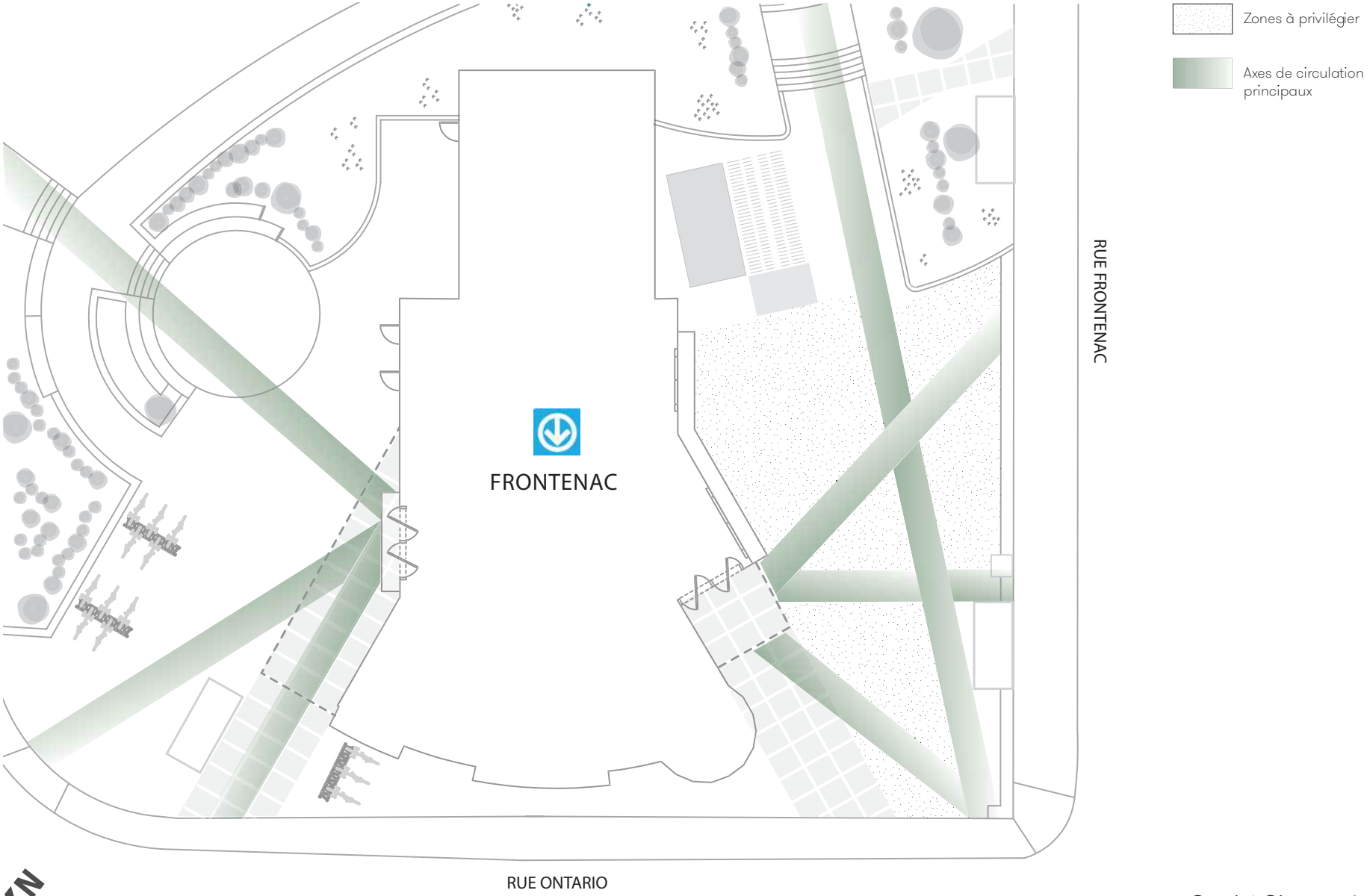
Il serait heureux que l'aménagement de la Place du Marché entraîne un ralentissement de la circulation sur les rues Frontenac et Ontario et un accès plus sécuritaire pour les piétons aux abords du Métro Frontenac, du Centre Malépart et de la Place Frontenac.



Les activités

Les activités prévues (conférences, ateliers, expositions, spectacles etc.) seront inspirées dans un premier temps des thématiques de l'alimentation et de l'environnement et pourront également s'étendre à d'autres préoccupations citoyennes. Nous espérons pouvoir compter sur la collaboration de divers partenaires (citoyens, communautaires, publics, institutionnels, etc.) dans l'appropriation et l'animation de cette place publique.

ANALYSE DE SITE



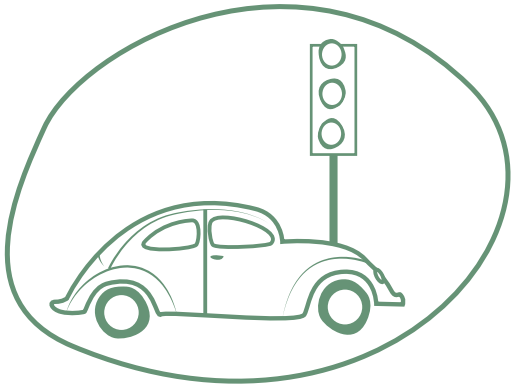
Comité Citoyen - Avril 2018

LES BESOINS



Le verdissement

L'environnement du marché Frontenac est très minéral, il est donc important d'y apporter de la végétation pour créer un circuit entre le métro et le marché.



La sécurité

La Place du Marché est située en bordure de routes passantes (Ontario & Frontenac). Son mobilier doit donc faire écran à la rue pour plus de sécurité.

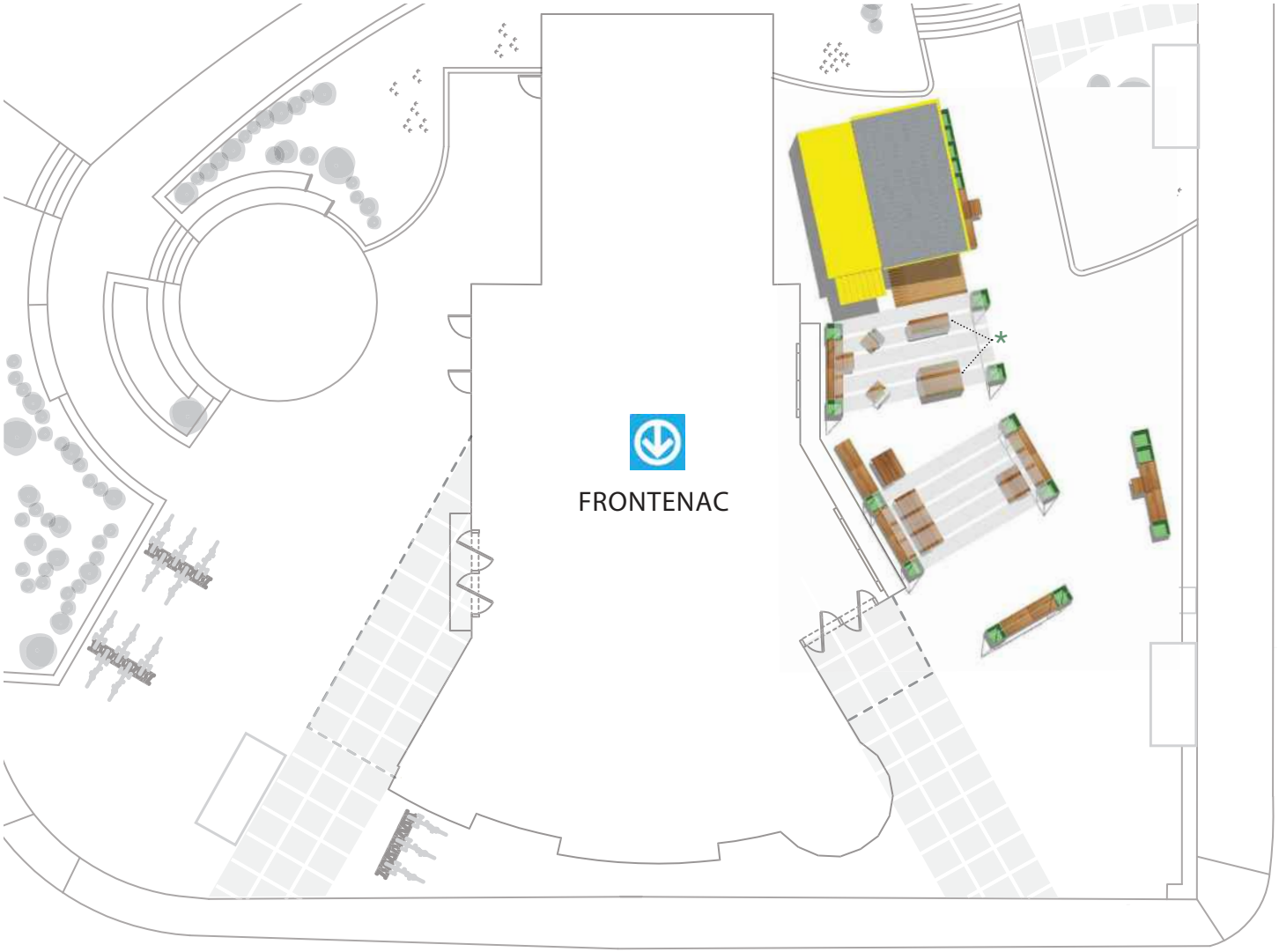


L'ombrage

Le site est très ensoleillé durant l'été, il est nécessaire de penser l'ombrage autant pour les usagers que pour les étals de légumes.

PLAN D'IMPLANTATION

Aménagement de la Place durant les jours du Marché Frontenac



ombrière

module d'assise

bacs à jardinage

table d'appoint / chaise

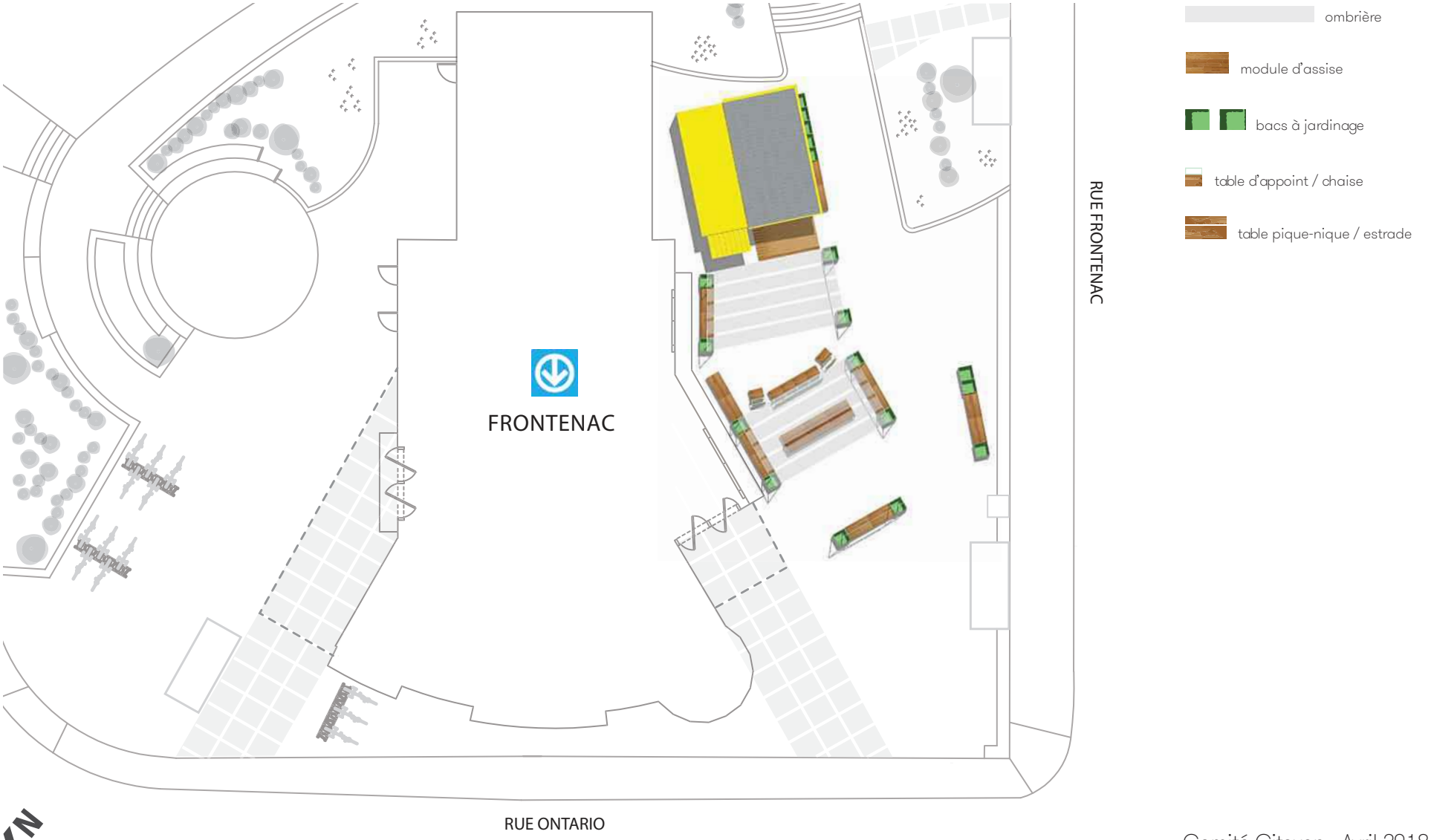
table pique-nique / estrade

* étals existants
(propriété du Marché Frontenac)

Comité Citoyen - Avril 2018

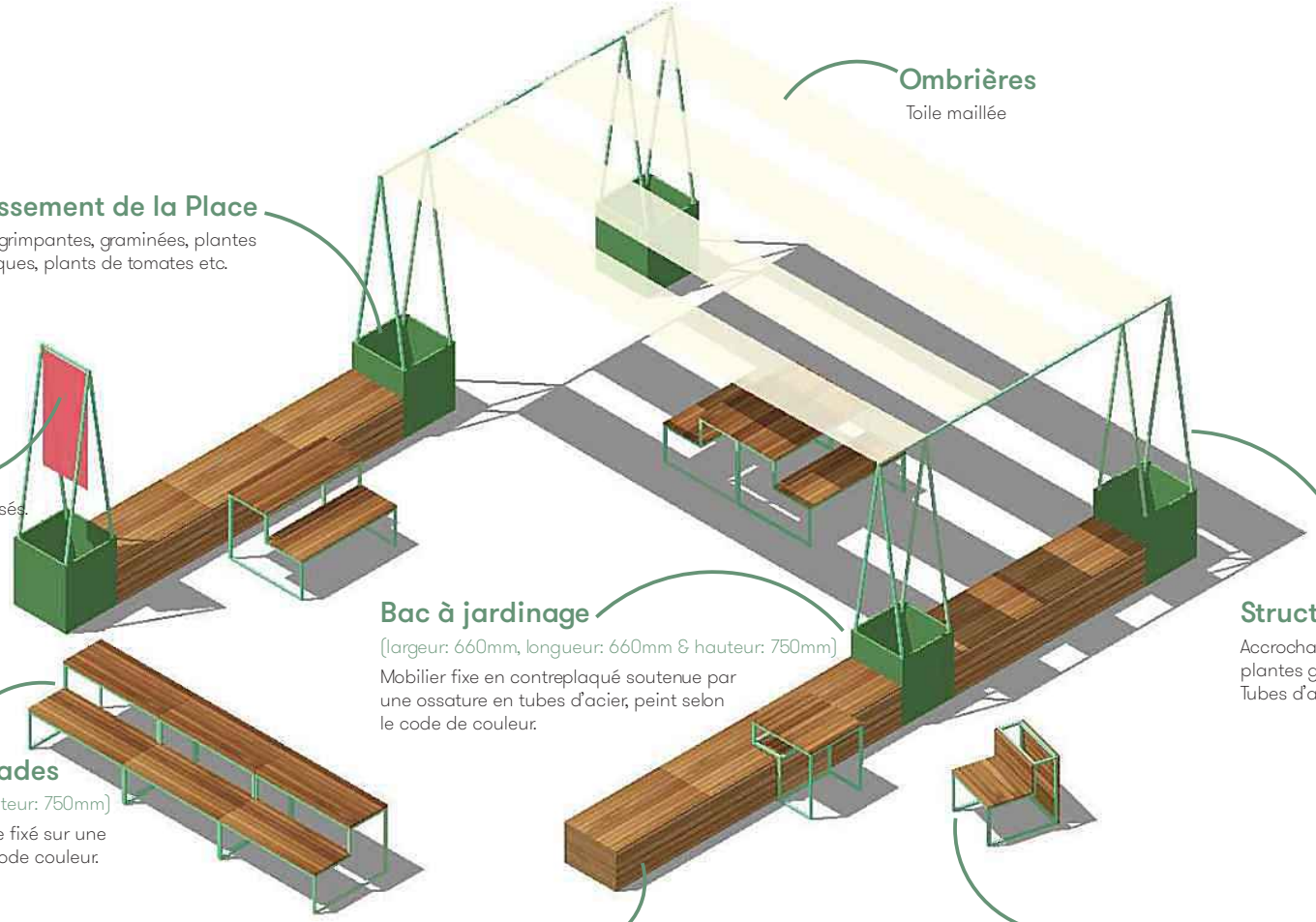
PLAN D'IMPLANTATION

Aménagement de la Place lors des animations



Comité Citoyen - Avril 2018

MOBILIER - FLEXIBILITÉ DES MODULES & USAGES



Ombrières
Toile maillée

C: 68 M: 23 Y: 82 K: 06

C: 47 M: 00 Y: 52 K: 00

C: 08 M: 20 Y: 100 K: 00

Verdissement de la Place
Plantes grimpantes, graminées, plantes aromatiques, plants de tomates etc.

Surface d'affichage
Bannières ou panneaux d'affichage sécurisés.

Bac à jardinage
(largeur: 660mm, longueur: 660mm & hauteur: 750mm)

Mobilier fixe en contreplaqué soutenue par une ossature en tubes d'acier, peint selon le code de couleur.

Structure
Accrochage pour toile, affichage, plantes grimpantes, signalétique. Tubes d'aciers.

Tables à pique-nique / Estrades
(largeur: 935mm, longueur: 1220mm & hauteur: 750mm)

Mobilier amovible, habillage de cèdre rouge fixé sur une ossature en tubes d'acier peinte selon le code couleur.

Module d'assises
(largeur: 660mm, longueur: 1220mm & hauteur: 450mm)

Assises fragmentées en modules pour faciliter le transport et le stockage. Habillage de la structure en cèdre rouge soutenue par une ossature en tubes d'acier.

Table d'appoint / Chaise
(largeur: 660mm, longueur: 750mm & hauteur: 750mm)

Mobilier amovible, habillage de cèdre rouge fixé sur une ossature en tubes d'acier peinte selon le code couleur.

Comité Citoyen - Avril 2018



Comité Citoyen - Mars 2018



Comité Citoyen - Mars 2018

Conclusion

Le comité citoyen de la Place du Marché croit réellement que la réalisation de ce projet est une initiative qui s'inscrit tout à fait dans l'optique de faire des quartiers montréalais, des milieux de vie conviviaux. La Place du Marché apportera, définitivement, une contribution importante en ce sens pour le quartier Sainte-Marie.

Le contenu de cette présentation constitue une première proposition, qui pourra bien évidemment être ajustée en fonction des commentaires, des autorisations et ultimement du financement obtenu. À cet effet d'autres démarches ont été amorcées afin d'amasser des fonds pour l'aménagement et l'animation de la Place du Marché.

Une fois que la proposition sera acceptée, le comité citoyen ira à la rencontre de la population du quartier afin de les informer de la démarche en cours mais également pour consulter et sonder sur les détails des aménagements à venir ainsi que sur l'animation de cet espace.

LES ACTEURS

Projet à l'initiative du :

Le comité citoyen de la Place du Marché

Avec la participation de :

SÉM Société écocitoyenne de Montréal

Carrefour ALIMENTAIRE centre-sud

Conception réalisée par :

NOUVEAU STUDIO

Montréal, 21 mai 2018

Porteur de projet
Carrefour Alimentaire Centre-Sud
2349, rue de Rouen #100
Montréal, Qc, H2K 1L8
T. 514 525 6611
C. f.gauthier@carrefouralimentaire.org

Conception de l'aménagement
Nouveau Studio
5446, rue Chapleau, local 204
Montréal, H2G 2E4
T. 514 703 2028 / 514 779 2946
C. info@nouveaustudio.ca

Montage financier pour l' aménagement & l'animation de la *Place du Marché*

COÛTS *D'AMÉNAGEMENT (avant taxes)*

1 - Honoraires	**3 200,00 $**
Conception et Plans & devis	
Entreprise : Nouveau Studio	
2 - Fabrication mobilier - Ébénisterie	**9 740,00 $**
Matériaux et main-d'œuvre	
Entreprise : Nouveau Studio	
3 - Fabrication mobilier - Acier	**15 360,00 $**
Matériaux et main-d'œuvre	
Entreprise : Sous-traitant à confirmer	
4 - Livraison & installation du mobilier sur site	**500,00 $**
Entreprise : Nouveau Studio	
Sous-total avant taxes:	28 800,00 $
TPS	*1 440,00 $*
TVQ	*2 872,80 $*
Sous-total incluant les taxes:	**33 112,80 $**
5 – Animation	**5 000,00 $**
Matériel, équipements, cachet artiste, frais d'impression et de communication, etc.	
Comité-citoyen, Carrefour alimentaire Centre-Sud, Société écocitoyenne de Montréal	
Total incluant les taxes	**38 112,80 $**

Sources de financement

Instances	Portion financée	État de la demande	Montant demandé
Arrondissement de Ville-Marie	Aménagement	*À confirmer*	25 000,00 $
Énergir	Animation & aménagement	*À confirmer*	10 000,00 $
PSAB Sainte-Marie/Saint-Jacques	Animation & aménagement	*À confirmer*	1 000,00 $
PSAB Hochelaga-Maisonneuve	Animation & aménagement	*Confirmé*	500,00 $
			36 500,00 $

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, agissant et représentée par Jean-Philippe Vermette, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité : 890292188RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'ORGANISME œuvre à améliorer la sécurité alimentaire des citoyens en favorisant l'accès à des fruits et légumes frais et locaux à prix abordable.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. Les aménagements réalisés à la Place du marché devront être utilisées minimalement pour les trois prochaines années;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable,

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit

versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (25 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT-DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS (22 500$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS (2 500 $), au plus tard trente jours après le dépôt du rapport final prévu le 31 août 2018.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2349 rue de Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8 et tout avis doit être adressé à l'attention de la direction générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CARREFOUR ALIMENTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
Jean-Philippe Vermette, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Voir Pièce jointe : Présentation finale du marché

Le projet d'aménagement devra être validé par la Direction des travaux publics, la Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises et la Division de la culture.

Certains ajustements pourraient être demandés, le cas échéant, pour assurer la conformité des usages et des fonctionnalités sur le domaine public et la cohabitation harmonieuse avec les installations de la bibliothèque et de la maison de la culture Frontenac.

Pour 2018, la Place du marché sera aménagée de juillet à novembre et pour les deux années subséquentes, elle le sera de juin à novembre. Les activités seront réalisées en concomitance avec celles du Marché solidaire Frontenac.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

[ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185179005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention se terminant le 31 août 2018 avec le Carrefour alimentaire Centre-Sud pour l'aménagement de la Place du marché;

D'accorder une contribution totale de 25 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		25 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306101	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 551957
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-29**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 873,52 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement Ville-Marie

Autoriser une dépense à différents organismes sous forme de session de formation aux animateurs des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie d'un montant de 1 873,52 $;
D'imputer cette dépense totale conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-25 08:50

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180173003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 1 873,52 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Les organismes qui bénéficieront de formations offrent des camps de jour durant la saison estivale aux enfants de 3 à 15 ans de l'arrondissement de Ville-Marie. Les organismes ont été sollicités via la table locale des camps de jours de l'arrondissement de Ville-Marie, afin de connaître les besoins en formation pour leur personnel d'animation en vue de l'été à venir. En regroupant les différents centres pour offrir les formations, l'arrondissement est en mesure de réaliser des économies d'échelles tout en s'assurant de la qualité et de la pertinence des formations offertes pour les plus petits organismes qui n'ont chacun que quelques animateurs à former.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Les 6 organismes suivants souhaitent que leur personnel puisse suivre une ou des formations offertes par l'arrondissement, soit le Y des femmes, le Centre communautaire et culturel Sainte-Catherine d'Alexandrie, le Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal, l'Association les Chemins du soleil, le Centre récréatif Poupart et le Camp Cosmos. Les formations seront offertes principalement durant la fin de semaine du 15, 16 et 17 juin 2018 par les formateurs remue-méninges en lien avec l'Association des camps du Québec. Les formations sont conformes aux critères des l'Association des camps du Québec et porteront sur l'animation et les mesures de sécurité pour assurer un encadrement efficace en camps de jour, les règles de sécurité à suivre en déplacement ainsi que la prévention de l'intimidation.

JUSTIFICATION

Assurer une animation diversifiée, de qualité et un encadrement sécuritaire dans les camps de jour pour les organismes de plus petites tailles de l'arrondissement de Ville-Marie. Formations conformes aux exigences de l'Association des camps du Québec.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les montants de formation d'une valeur de 1 873,52 $ seront payés à même le budget de fonctionnement de la Division des sports, des loisirs et du développement social sur présentation de facture par le fournisseur concerné.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S'assurer de la qualité et de la diversité des animations et d'un encadrement sécuritaire dans les camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie au bénéfice des enfants de 3 à 15 ans de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les formations ont été sélectionnées après concertation avec les différents organismes proposant des camps de jour. L'invitation aux animateurs des camps de jour bénéficiant d'une convention de contribution sera effectuée via la table des camps de jour de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les formations seront offertes principalement les 15, 16 et 17 juin 2018.
Une évaluation sera effectuée par le personnel de l'arrondissement et les bénéficiaires des formations.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-05-17

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180173003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser une dépense de 1 873,52 $ pour la formation des animateurs de camps de jour de l'arrondissement Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180173003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-22

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173003

Nature du dossier : Autre

Précision: Paiement de factures pour formations animateurs camps de jour

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Formations Remue-méninges (ACQ)	132057

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Imputation : 306125-07103-56590 - Formations Remue-méninges (ACQ) : 1 873,52 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 873,52 $						**1 873,52 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	04	juin	2018	Date de fin :	30	juillet	2018

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 15 mai 2018 10:55:19

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Autoriser une dépense à différents organismes sous forme de session de formation aux animateurs des camps de jour de l'arrondissement de Ville-Marie d'un montant de 1 873,52 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 1 873,52 $

	Années antérieures	2018
Montant		1 873,52 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 1 710,77 $

	Années antérieures	2018
Montant		1 710,77 $

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 1 710,77 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07103	54501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM80173003

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-22**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.05

2018/06/12 18:30

(1)

Dossier # : 1165179009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation du toit vert aménagé sur le toit du chalet du parc Walter-Stewart

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2021 avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation du toit vert aménagé sur le toit du chalet du parc Walter-Stewart.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-28 15:26

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 novembre 2016	Résolution: CA16 240526

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située sur le lot 1 425 280

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située sur le lot 1 425 280.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1165179009

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 novembre 2016

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1165179009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation du toit vert aménagé sur le toit du chalet du parc Walter-Stewart

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du réaménagement du parc Walter-Stewart, un nouveau chalet de parc sera construit, sous la supervision du Bureau de projets du centre-ville. Dans le cadre de ces travaux, les organismes communautaires responsables d'opérer la serre communautaire construite dans le même parc ont demandé à ce que le toit de ce futur chalet soit un toit vert permettant la culture de plantes potagères. L'arrondissement et le Bureau de projet du centre-ville ont accepté cette demande. Le Bureau de projet du centre-ville financera les travaux structuraux permettant l'installation du toit vert et les organismes financeront l'aménagement de ce toit vert en lui-même.
Le présent addenda vise à intégrer une nouvelle convention encadrant la gestion et l'utilisation du toit vert aménagé au chalet du parc Walter-Stewart. Les diverses activités d'agriculture urbaine réalisées par ces partenaires contribuent à lutter contre l'insécurité alimentaire des citoyens du Centre-Sud et sont connues sous le vocable de *Quartier nourricier* (http://www.quartiernourricier.com/).

L'addenda n'a aucun impact financier.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José PIERRE, Ville-Marie
Patrick CHALOUHI, Ville-Marie

Lecture :

José PIERRE, 10 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

514 868-4180
Tél :
Télécop. : 514 868-5810

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1165179009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située sur le lot 1 425 280

D'approuver la convention se terminant le 31 décembre 2021 avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située de la serre sur le lot no 1 425 280.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2016-10-26 10:31

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1165179009**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2021, avec la Corporation de développement Centre-Sud et Sentier urbain pour la gestion et l'utilisation de la serre communautaire située sur le lot 1 425 280

CONTENU

CONTEXTE

L'augmentation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès à une saine alimentation sont des priorités d'action identifiées par le milieu communautaire du quartier Centre-Sud. Un financement a été obtenu via une entente intervenue entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal 2025)* pour permettre la construction d'une serre communautaire. L'arrondissement a accepté l'installation de la serre sur le lot no 1 425 280. L'arrondissement conserve la propriété de l'installation et en confie la gestion à la CDC Centre-Sud. Sentier urbain sera responsable des opérations quotidiennes de la serre. La convention présente les obligations et engagements des parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 240119 en date du 9 février 2016 : Accorder un contrat de 1 250 596,53 $ à Les Entreprises C.Dubois inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement d'un jardin et d'une serre communautaire, d'un terrain de balle, d'une piste cyclable et travaux d'éclairage dans le cadre du projet de réaménagement du terrain April, formé du lot 1 425 280, subdivision 002 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 1 304 970,23 $ (appel d'offres public VMP-15-024 – 13 soumissionnaires).
CM15 0801 en date du 16 juin 2015 : Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 416 600 $, comprenant le versement de 361 600 $ à la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal, faisant aussi affaires sous CDC Centre-Sud, soit 278 340 $ en 2015, 58 660 $ en 2016 et 24 600 $ en 2017, et le virement de 55 000 $ en 2015, au Programme triennal d'immobilisations (PTI) de l'arrondissement de Ville-Marie pour réaliser le projet « Quartier nourricier », dans le

secteur de la Revitalisation urbaine intégrée (RUi) de Sainte-Marie, dans le cadre de l'Entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec pour soutenir le développement de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

La serre sera en fonction de mars à décembre. La coordination et la gestion de la serre seront assurées par la CDC Centre-Sud en collaboration avec un comité de partenaires. Sentier urbain supervisera le plateau de travail de jeunes en réinsertion, veillera au bon fonctionnement des opérations et assurera l'entretien intérieur et extérieur de la serre.

JUSTIFICATION

Projet qui s'inscrit plus largement dans la volonté de l'arrondissement de contribuer au soutien à la sécurité alimentaire et la saine alimentation, dont les engagements sont présentés dans la *Stratégie alimentaire de Ville-Marie* .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune contribution financière prévue.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet proposé appuie deux actions du *Plan Montréal durable 2016-2020;* l'Action 15 "Soutenir l'accès à une saine alimentation et à l'agriculture urbaine" (plan d'action des organisations partenaires) et l'action 12 "Intégrer l'agriculture urbaine et les saines habitudes de vie à l'ADN des quartiers" (plan d'action de l'Administration municipale).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Production maraîchère et ornementale distribuée/vendue aux résidents et organismes du secteur;

- Plateau de travail pour des jeunes en réinsertion professionnelle;
- Ateliers sur l'agriculture urbaine offerts au public;
- Promotion de l'agriculture urbaine sous diverses formes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Annexe C de la convention stipule que le mandataire doit mettre en évidence la participation de l'arrondissement dans ses documents promotionnels en lien avec le projet. Les communications tiendront également compte des obligations découlant du protocole d'entente de 175 M$ avec le gouvernement du Québec.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Selon la programmation prévue à l'Annexe B de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

José PIERRE, Ville-Marie
Louis-François MONET, Ville-Marie

Lecture :

José PIERRE, 21 octobre 2016

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2016-09-07
Martin CRÉPEAU Conseiller en développement communautaire		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	514 868-4180	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :	514 868-5810	**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2016-10-24



Convention addenda CDC CS_Sentier urbain Utilisation toit vert.doc



Convention CDC CS_Sentier urbain Utilisation serre.doc

CONVENTION

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL** (**ARRONDISSEMENT de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE « L'ARRONDISSEMENT »

ET: **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD,** personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187, rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____ 2016.

N° d'inscription TPS : 14128 3135 RT0001
N° d'inscription TVQ : 10178 8769 DQ0001

CI-APRÈS APPELÉE « LE MANDATAIRE »

ET: **SENTIER URBAIN,** personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le _____ 2016.

N° d'inscription TPS : NA
N° d'inscription TVQ : NA

CI-APRÈS APPELÉ « L'ORGANISME »

ATTENDU QUE l'augmentation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de l'accès à une saine alimentation sont identifiées comme des priorités d'action du quartier Centre-Sud;

ATTENDU QUE que la *Stratégie alimentaire de Ville-Marie* vise à soutenir des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la saine alimentation;

ATTENDU QUE le **MANDATAIRE** a reçu un financement via la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal*, octroyé en vertu du Protocole d'entente intervenu entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (le « ministre des Affaires municipales ») le 4 juillet 2012 (le « Protocole ») pour la construction d'une serre communautaire;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie a autorisé la construction de la serre sur le lot no 1 425 280, et qu'il en demeure propriétaire, de même que du mobilier et de l'aménagement intérieur payés par le financement de la stratégie de développement *Imaginer-Réaliser Montréal*;

ATTENDU QUE le **MANDATAIRE** gère les fonds reçus, coordonne et représente le comité de partenaires du projet de la serre communautaire constitué du Carrefour alimentaire Centre-Sud, de Sentier urbain et de la Société écocitoyenne de Montréal;

ATTENDU QUE le **MANDATAIRE** a confié à l'**ORGANISME** le mandat d'opérationnaliser les programmes d'insertion professionnelle et éducatif prévus dans le cadre du projet et qu'il en assura le suivi avec lui;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ATTENDU QUE l'**ORGANISME** a reçu une commandite de Gaz Métro pour le soutenir dans ce mandat du projet et qu'il s'engage à investir la somme totale des SOIXANTE-CINQ MILLE dollars (65 000$) reçus dans le développement des programmes d'insertion professionnelle et éducatif prévus dans le cadre du projet et dans l'entretien de la **SERRE**.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au **MANDATAIRE** et à l'**ORGANSIME**;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités entourant le prêt de la serre communautaire au **MANDATAIRE**. Elle encadre la gestion et l'utilisation de l**'INSTALLATION** et définit les responsabilités imparties au **MANDATAIRE,** à l'**ORGANISME** et à l'**ARRONDISSEMENT**.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Activité** » : tel que définie à l'annexe B

2.2 « **Arrondissement** » : arrondissement de Ville-Marie

2.3 « **Comité des partenaires** » les organismes impliqués au sein du projet de Quartier nourricier que sont le Carrefour alimentaire Centre-Sud (Marché Solidaire Frontenac et Rencontre Cuisine), la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Sentier urbain et la Société écocitoyenne de Montréal;

2.4 « **Directeur** » le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Serre** »/ « **Installation** » la serre communautaire construite sur le lot no 1 425 280, de même que l'espace à l'intérieur de la clôture la ceinturant;

2.6 « **Annexe A** » : plan de la zone du lot où est construite la serre communautaire;

2.7 « **Annexe B** » : la planification des activités et des projets pouvant être réalisés;

2.8 « **Annexe C** » : les paramètres établis par l'**ARRONDISSEMENT** de Ville-Marie en matière de communication (publicité/visibilité).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des annexes qui serait inconciliable avec celui-ci.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant sa date de signature par les deux (2) parties, la présente convention entre en vigueur le 1er novembre 2016 et se termine, sous réserve des autres dispositions de la présente convention, le 31 décembre 2021.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

En considération des obligations de l'**ARRONDISSEMENT**, le **MANDATAIRE** s'engage, sans contrepartie financière, à :

5.1 Gestion financière et administration

5.1.1 Le **MANDATAIRE** assumera l'organisation, la gestion et le financement complet de l'Activité;

5.1.2 Le **MANDATAIRE** assumera les frais d'énergie inhérent à l'opération de la **SERRE** comprenant notamment l'électricité;

5.1.3 Le **MANDATAIRE** s'engage, au cours de la présente convention, à constituer un fonds de réserve de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $), représentant une contribution annuelle de CINQ MILLE dollars (5 000 $) pour l'entretien et les réparations de la **SERRE**;

5.1.4 Le **MANDATAIRE** est responsable d'effectuer ou de faire effectuer par l'**ORGANISME** l'entretien intérieur et extérieur de la **SERRE**. Ceci se définit comme étant les travaux de réparation, de remplacement, réfection d'éléments ou système visant la fonctionnalité du bâtiment, dans le but de préserver l'usage.

5.1.5 Le **MANDATAIRE** est responsable d'effectuer ou de faire effectuer la gestion et l'entretien de la compostière attenante à la **SERRE** et en encadra l'utilisation de manière à éviter les problèmes d'odeur et de vermine.

5.1.6 Le **MANDATAIRE** sera responsable de l'entretien, réparation, rénovation, remplacement des composantes de la **SERRE**, tels que la toile, les systèmes de chauffage, climatisation, systèmes électrique, mécanique, plomberie, etc., résultant de bris ou d'usure dû à l'utilisation par l'**ORGANISME**. Le **MANDATAIRE** ne peut modifier, remplacer ou réparer ces composantes, sans préalablement avoir obtenu le consentement de l'**ARRONDISSEMENT**.

5.1.7 Si les réparations, remplacements et rénovations ne sont pas effectuées dans un délai raisonnablement convenu entre les parties, l'**ARRONDISSEMENT** se réserve le droit de réclamer au **MANDATAIRE** les sommes déboursées pour la réparation de tels dommages, ainsi qu'une somme additionnelle équivalent à dix pour cent (10 %) de ce montant afin de couvrir ses frais administratifs;

5.2 Aménagement

5.2.1 Le **MANDATAIRE** n'effectuera aucune modification, transformation ou addition à la **SERRE** ou à l'extérieur de l'installation, sans avoir au préalable soumis pour approbation, les plans et devis exacts et détaillés des travaux projetés et obtenu l'autorisation du **DIRECTEUR**.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

5.3 Programmation d'activités

5.3.1 Le **MANDATAIRE** offrira une programmation annuelle d'activités (Annexe B) pour chacun des volets suivants : production maraîchère et ornementale, formations et ateliers sur l'agriculture urbaine, transformation alimentaire et à les promouvoir auprès du public;

5.3.2 Le **MANDATAIRE** pourra créer des partenariats et des collaborations avec divers organismes pour réaliser sa programmation annuelle, après avoir obtenu le consentement de l'**ARRONDISSEMENT**;

5.4 Cohabitation

Le **MANDATAIRE** favorisera de bonnes relations avec les jardiniers du Jardin Saint-Eusèbe et les résidents riverains.

5.5 Règlementation

Le **MANDATAIRE** se conformera aux lois, normes, règlements et ordonnances applicables encadrant la réalisation de l'**ACTIVITÉ** et se conformera aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le **DIRECTEUR**, afin d'assurer notamment la sécurité du public.

5.6 Communication, commandites et subventions

5.6.1 Le **MANDATAIRE** mettra en évidence, le cas échéant, la participation de l'**ARRONDISSEMENT** dans tous les programmes, publications et annonces relatives à la tenue des activités comme stipulé dans l'Annexe C « Paramètres établis par l'**ARRONDISSEMENT** de Ville-Marie en matière de communication (publicité / visibilité) »;

5.6.2 Le **MANDATAIRE** devra soumettre pour approbation au **DIRECTEUR** tout projet de commandite ou subvention impliquant un tiers qui donne une visibilité au parc Walter-Stewart et à la **SERRE**;

5.6.3 Aucune signalisation commerciale ne devra être employée autour de la **SERRE** sans autorisation préalable de l'**ARRONDISSEMENT**. S'il désire s'identifier à l'extérieur du bâtiment, le **MANDATAIRE** devra fournir, au préalable, une maquette / enseigne de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite.

5.7 Gestion financière et administration

5.7.1 Le **MANDATAIRE** s'engage à chercher, pour assurer la pérennité de la serre, du financement extérieur aux seuls revenus provenant de l'exploitation de la **SERRE**.

5.7.2 Chaque année, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la fin de son exercice financier, le **MANDATAIRE** remet au **DIRECTEUR** son rapport annuel, accompagné des documents suivants :

- son inscription au Registraire des entreprises du Québec à titre d'organisme à but non lucratif;
- son rapport financier vérifié.

5.7.3 Le **MANDATAIRE** remettra au **DIRECTEUR** le 1er décembre de chaque année un bilan de l'ACTIVITÉ, de même que la planification des activités pour l'année à venir.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

5.8 Assurances et indemnisation

5.8.1 Le **MANDATAIRE** s'engage à souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle l'**ARRONDISSEMENT** est désigné coassuré. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'**ARRONDISSEMENT** un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à l'**ARRONDISSEMENT**;

5.8.2 Le **MANDATAIRE** remettra, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.8.1 et remettre chaque année au **DIRECTEUR**, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.8.3 Le **MANDATAIRE** prend fait et cause pour l'**ARRONDISSEMENT** dans toutes réclamations ou poursuites contre lui pour dommages, de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre lui et de toutes sommes qu'il aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.8.4 Le **MANDATAIRE** devra indemniser l'**ARRONDISSEMENT** pour tout dommage à sa propriété causé par ses employés, agents ou représentants et survenant pendant le temps d'occupation de cette dernière en vertu de la présente entente, sauf pour les dommages causés par l'usage normal de ladite propriété;

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des obligations de l'**ARRONDISSEMENT**, l'**ORGANISME** s'engage, sans contrepartie financière, à :

6.1 Opération de la SERRE

6.1.1 L**'ORGANISME** utilisera l'espace de la **SERRE** uniquement pour des fins de production maraîchère ou ornementale, de formation et d'animation. Seul le matériel en lien direct avec les activités de la **SERRE** pourra y être entreposé;

6.1.2 L'**ORGANISME** et le **MANDATAIRE** seront responsables d'effectuer l'entretien de l'aménagement intérieur et extérieur de la **SERRE**. Ceci se définit comme étant les travaux de réparation, de remplacement, réfection d'éléments ou système visant la fonctionnalité du bâtiment, dans le but de préserver l'usage.

6.1.3 L'**ORGANISME** sera responsable du déneigement de l'**INSTALLATION** et de ses abords selon les pratiques en vigueur, à l'intérieur de la clôture ceinturant la SERRE;.

6.1.4 L'**ORGANISME** sera responsable de la gestion des résidus domestiques dangereux de la **SERRE** et de disposer les matières résiduelles par la collecte de l'**ARRONDISSEMENT** mise à sa disposition. Il devra également assurer la propreté du site et de ses abords immédiats;

6.1.5 L'**ORGANISME** sera tenu responsable, par le **MANDATAIRE**, de tous dommages qu'il pourra causer à la SERRE résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux pendant toute la durée de la convention;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

6.1.6. L'**ORGANISME** permettra à l'**ARRONDISSEMENT** ou à ses ayants droit d'avoir accès en tout temps à la **SERRE** et aux espaces verts adjacents, sans exception, pour tout motif que le **DIRECTEUR** jugera utile, le tout sans indemnité pour l'**ORGANISME.**

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

En considération des obligations de l'**ORGANISME**, l'**ARRONDISSEMENT** s'engage, sans contrepartie financière à :

7.1 Installation de la SERRE

L'**ARRONDISSEMENT** fournira une **SERRE**, dûment reliée au réseau électrique et d'aqueduc. Sous réserve de la température extérieure et celle maintenue à l'intérieur de la **SERRE**, l'eau pourrait être coupée annuellement entre les mois de décembre et de mars.

7.2 Entretien

L'**ARRONDISSEMENT** mettra à la disposition de l'organisme un système de collecte des matières résiduelles;

7.3 Programmation, production et opération de la SERRE

7.31 L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à ce que le **DIRECTEUR** examine la planification annuelle de l'**ACTIVITÉ** ou toute modification de celle-ci, et qu'il remette ses commentaires ou son approbation dans un délai raisonnable;

7.3.2 L'**ARRONDISSEMENT** pourra autoriser l'**ORGANISME** à utiliser temporairement des espaces à l'extérieur de la clôture ceinturant la **SERRE**, si l'usage est lié aux activités ou événements relevant de la programmation annuelle. Des approbations écrites du **DIRECTEUR** doivent toutefois être obtenues au préalable à cette fin;

7.3.3 L'**ARRONDISSEMENT** pourra autoriser, par usage conditionnel, la vente directe sur le lieu de production des produits maraîchers et ornementaux cultivés à la serre. L'**ORGANISME** devra, au préalable, obtenir les autorisations du **DIRECTEUR** à cet effet.

7.3.4 L'**ARRONDISSEMENT** défrayera les coûts d'alimentation en gaz naturel de la serre pendant la durée de la présente convention.

ARTICLE 8
DÉFAUT

Aux fins de la présente convention, le **MANDATAIRE** est en défaut :

8.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations ou que l'**ORGANISME** refuge ou néglige d'exécuter les siennes (articles 5 et 6) dans les quinze (15) jours d'un avis du **DIRECTEUR** l'enjoignant de s'exécuter;

8.2 si l'évaluation l'annuelle des activités (annexe B) révèle un écart non récupérable entre le projet et le produit livré;

8.3 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le **MANDATAIRE** pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

8.4 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.5 Dans les cas mentionnés aux articles 8.1 à 8.3, l'**ARRONDISSEMENT** peut, à son entière discrétion, résilier la convention sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages causés par le défaut du **MANDATAIRE**;

8.6 Dans les cas mentionnés à l'article 8.4, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 8.5 s'applique en faisant les adaptations nécessaires;

8.7 Le **MANDATAIRE** convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville ou l'**ARRONDISSEMENT** en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Malgré l'article 4, l'**ARRONDISSEMENT** peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé au **MANDATAIRE,** mettre fin à la présente convention;

9.2 Malgré l'article 4, le **MANDATAIRE** peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'**ARRONDISSEMENT**, mettre fin à la présente convention.;

9.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résililation en vertu du présent article.

ARTICLE 10
INCESSIBILITÉ

Le **MANDATAIRE** ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention, sans l'approbation de l'**ARRONDISSEMENT**. En cas de désistement du **MANDATAIRE**, l'**ARRONDISSEMENT** aura le choix de son successeur.

ARTICLE 11
DÉCLARATION DE GARANTIE

11.1 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** déclarent et garantit qu'ils ont le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;

11.2 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** reconnaissent que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu des présentes constituent des considérations essentielles sans lesquelles l'**ARRONDISSEMENT** n'aurait pas conclu la présente convention et n'aurait pas investi dans l'aménagement de la **SERRE**.

ARTICLE 12
DÉONTOLOGIE

12.1 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** doivent, dans la réalisation de leurs activités, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à l'**ARRONDISSEMENT** ou à des tiers;

12.2 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** devront prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et devra se conformer aux directives émises par le **DIRECTEUR** à cet égard;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ARTICLE 13
RENOUVELLEMENT

13.1 Le **DIRECTEUR** fera parvenir au **MANDATAIRE** un avis écrit de son intention de recommander ou non le renouvellement de cette convention aux autorités compétentes au moins 3 mois avant la fin de cette convention ou de son renouvellement;

13.2 Le **MANDATAIRE** fera parvenir au **DIRECTEUR** un avis écrit de son intention de recommander ou non le renouvellement de cette convention aux autorités compétentes au moins 3 mois avant la fin de cette convention ou de son renouvellement.

ARTICLE 14
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit l'être par écrit, aux adresses suivantes par messager, par huissier ou par courrier recommandé, auquel cas l'avis sera réputé reçu dans les trois (3) jours de son envoi :

VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement de Ville-Marie
Dominique Archambault, directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8

LE MANDATAIRE

Corporation de développement communautaire Centre-Sud
François Bergeron, directeur général,
2187, rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9

L'ORGANISME

Sentier ubain
Pierre Dénommé, directeur général
1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 14 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

15.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

15.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.4 Relations des parties

L'**ORGANISME** n'est pas le mandataire de l'**ARRONDISSEMENT** et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

15.5 Ayants droit et représentants légaux

La présente convention lie les ayants droit et les représentants légaux des parties. Il est toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

15.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2016

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2016

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

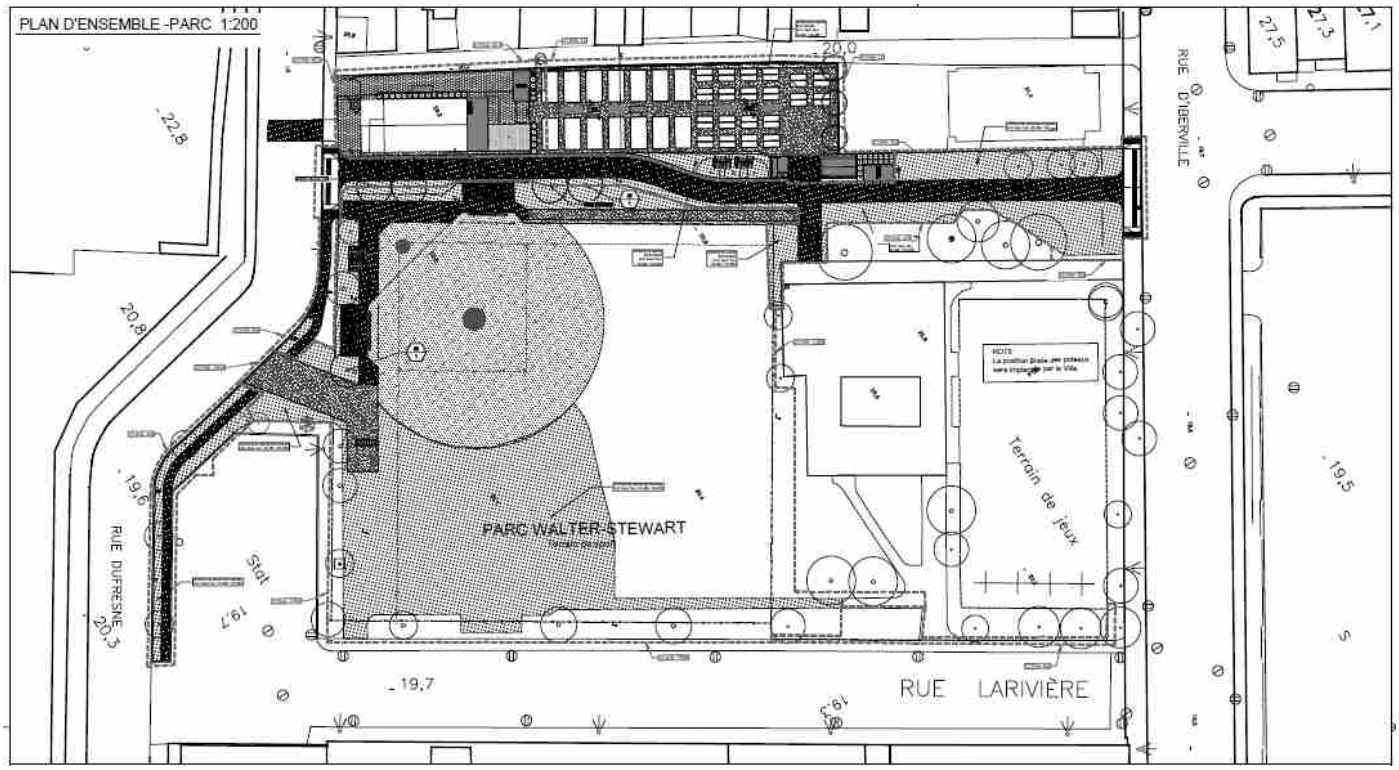
SENTIER URBAIN

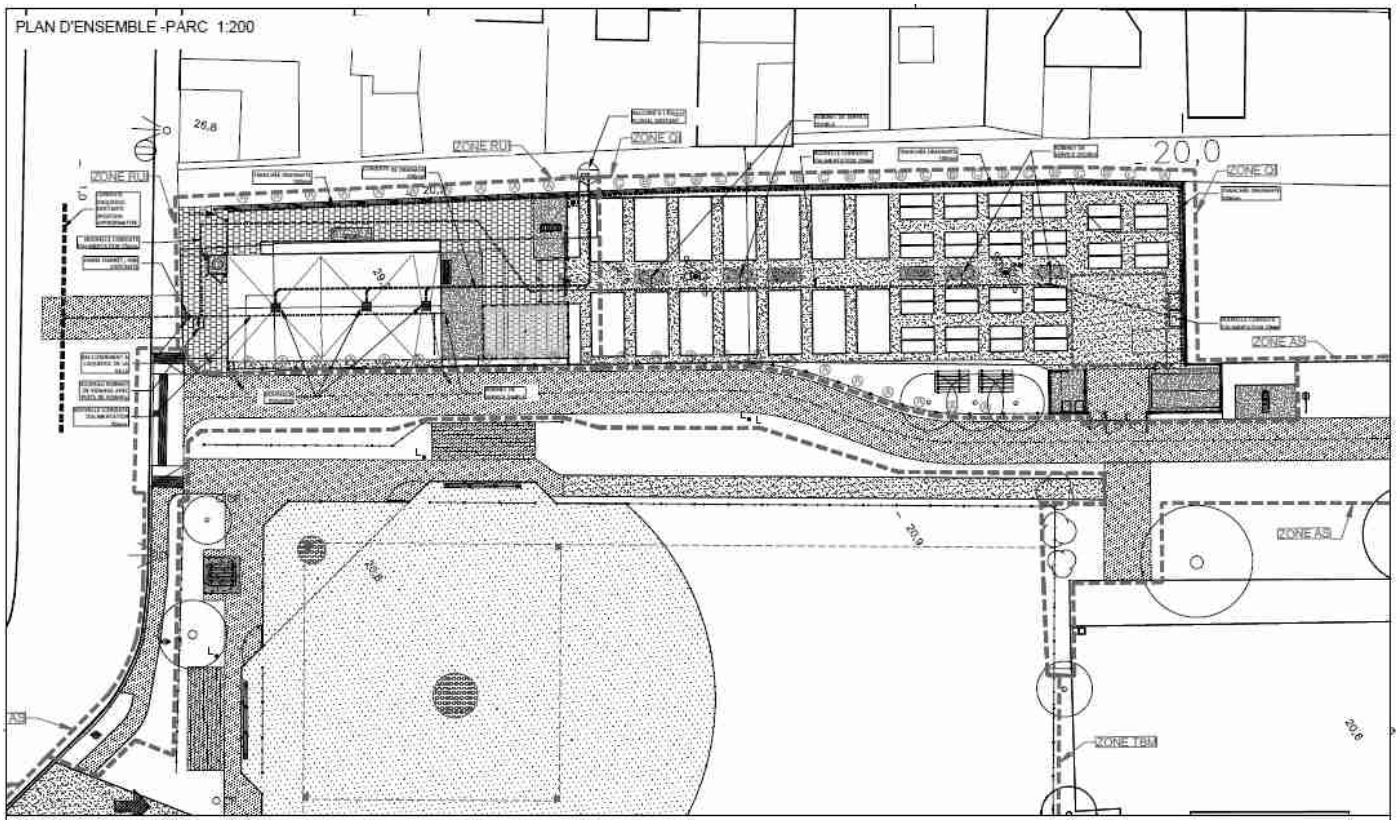
Par : _____
Pierre Dénommé, directeur

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1165179009**; elle a été approuvée par la résolution CA _____ adoptée le _____.

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

ANNEXE A
Plan de la zone du lot où est construite la serre communautaire





Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

ANNEXE B

Planification des activités et des projets pouvant être réalisés à la serre

Insertion socioprofessionnelle :

De mars à novembre 2017 :

- Mise en place du plateau de travail pour 5 jeunes marginalisées
- Travaux de production de semis, de plante potagères, comestibles, de fruits et légumes

Programme éducatif :

Ce volet vise le transfert de connaissance à l'ensemble de la population quant à l'agriculture en milieu urbain et sur la saine alimentation par la mise en valeur des installations, d'initiatives et d'outils pédagogiques diversifiés. Un minimum de 6 ateliers sera offert annuellement.

Avril :	Agriculture urbaine 101 (et contenants)
Mai :	L'importance du sol
	Lombricompostage
Juin :	Transplantation et semis directs
Juillet :	Hôtel à insectes
Août :	À déterminer
Septembre :	À déterminer

Événements publics :

Un minimum de 2 événements publics sera organisé annuellement. À cette occasion, des ventes de semis/plantes, des dégustations et des ateliers en agriculture urbaine, pourraient être tenus.

- Mai ou juin : Fête d'ouverture des jardins
- Fin septembre : Fête des récoltes

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

CONVENTION

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL** (**ARRONDISSEMENT de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE « L'ARRONDISSEMENT »

ET: **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD,** personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 2187, rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9, agissant et représentée aux présentes par François Bergeron, directeur, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 10 novembre 2016.

N° d'inscription TPS : 14128 3135 RT0001
N° d'inscription TVQ : 10178 8769 DQ0001

CI-APRÈS APPELÉE « LE MANDATAIRE »

ET: **SENTIER URBAIN,** personne morale légalement constituée, ayant une place d'affaires au 1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7, agissant et représentée aux présentes par Pierre Dénommé, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 octobre 2016.

N° d'inscription TPS : NA
N° d'inscription TVQ : NA

CI-APRÈS APPELÉ « L'ORGANISME »

ATTENDU QU'UN nouveau chalet de parc sera construit au parc Walter-Stewart par l'arrondissement et le Bureau de projets du centre-ville;

ATTENDU QUE le **MANDATAIRE**, l'**ORGANISME** et leurs partenaires du Quartier nourricier ont demandé à ce que le toit de ce nouveau chalet soit un toit vert permettant l'agriculture urbaine;

ATTENDU QUE le Bureau de projet financera les travaux structuraux permettant l'installation du toit vert et que le **MANDATAIRE**, l'**ORGANISME** et leurs partenaires du Quartier nourricier financeront l'aménagement du **TOIT VERT**;

ATTENDU QUE les activités d'agriculture urbaine qui seront réalisées sur le toit du chalet sont intégrées au Quartier nourricier visant à soutenir des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la saine alimentation des citoyens du territoire;

ATTENDU QUE L'**ARRONDISSEMENT**, LE **MANDATAIRE** ET L'**ORGANISME** ont déjà signé une convention établissant les modalités entourant le prêt, la gestion et l'utilisation de la serre communautaire pour le Quartier nourricier;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au **MANDATAIRE** et à l'**ORGANSIME**;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

La présente convention établit les modalités entourant le prêt du **TOIT VERT** situé sur le chalet du parc Walter-Stewart au **MANDATAIRE**. Elle encadre la gestion et l'utilisation de l'**INSTALLATION** et définit les responsabilités imparties au **MANDATAIRE,** à l'**ORGANISME** et à l'**ARRONDISSEMENT**.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Activité** » : tel que définie à l'annexe B

2.2 « **Arrondissement** » : arrondissement de Ville-Marie

2.3 « **Comité des partenaires** » les organismes impliqués au sein du projet de Quartier nourricier que sont le Carrefour alimentaire Centre-Sud (Marché Solidaire Frontenac et Rencontre Cuisine), la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, Sentier urbain et la Société écocitoyenne de Montréal;

2.4 « **Directeur** » le Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.5 « **Toit vert** »/ « **Installation** » le toit vert construit sur le toit du chalet du parc Walter-Stewart;

2.6 « **Annexe A** » : Procédures de sécurité entourant l'accès au **TOIT VERT**;

2.7 **« Annexe B** » : la planification des activités pouvant être réalisées sur le **TOIT VERT**;

2.8 « **Annexe C** » : les paramètres établis par l'**ARRONDISSEMENT** de Ville-Marie en matière de communication (publicité/visibilité).

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition des annexes qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant sa date de signature par les deux (2) parties, la présente convention entre en vigueur le 12 juin 2018 et se termine, sous réserve des autres dispositions de la présente convention, le 31 décembre 2021.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

En considération des obligations de l'**ARRONDISSEMENT**, le **MANDATAIRE** s'engage, sans contrepartie financière, à :

5.1 Gestion financière et administration

5.1.1 Le **MANDATAIRE** assumera l'organisation, la gestion et le financement complet de l'Activité;

5.1.2 Le **MANDATAIRE** est responsable d'effectuer ou de faire effectuer par l'**ORGANISME** l'entretien, réparation, rénovation, remplacement des éléments structurants du **TOIT VERT** résultant de bris ou d'usure dû à l'utilisation par l'**ORGANISME**. Ceci inclut également les travaux de réparation, de remplacement ou de réfection d'éléments dans le but de préserver l'usage du **TOIT VERT**. Le **MANDATAIRE** ne peut modifier, remplacer ou réparer ces composantes, sans préalablement avoir obtenu le consentement de l'**ARRONDISSEMENT**.

5.1.3 Si les réparations, remplacements et rénovations ne sont pas effectués dans un délai raisonnablement convenu entre les parties, l'**ARRONDISSEMENT** se réserve le droit de réclamer au **MANDATAIRE** les sommes déboursées pour la réparation de tels dommages, ainsi qu'une somme additionnelle équivalant à dix pour cent (10 %) de ce montant afin de couvrir ses frais administratifs;

5.2 Aménagement

5.2.1 Le **MANDATAIRE** n'effectuera aucune modification, transformation ou addition au **TOIT VERT** ou à l'extérieur de l'installation, sans avoir au préalable soumis pour approbation, les plans et devis exacts et détaillés des travaux projetés et obtenu l'autorisation du **DIRECTEUR**.

5.3 5.3 Programmation d'activités

5.3.1 Le **MANDATAIRE** réalisera une production annuelle de plantes potagères sur le **TOIT VERT**;

5.3.2 Le **MANDATAIRE** pourra créer des partenariats et des collaborations avec divers organismes pour réaliser sa programmation annuelle, après avoir obtenu le consentement de l'**ARRONDISSEMENT**;

5.4 Cohabitation

Le **MANDATAIRE** favorisera de bonnes relations avec les jardiniers du Jardin Saint-Eusèbe et les résidents riverains, les usagers du parc et du chalet.

5.5 Règlementation

Le **MANDATAIRE** se conformera aux lois, normes, règlements et ordonnances applicables encadrant la réalisation de l'**ACTIVITÉ** et se conformera aux exigences des différents services et instances publics concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le **DIRECTEUR**, afin d'assurer notamment la sécurité du public.

5.6 Communication, commandites et subventions

5.6.1 Le **MANDATAIRE** mettra en évidence, le cas échéant, la participation de l'**ARRONDISSEMENT** dans tous les programmes, publications et annonces relatives à la tenue des activités comme

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

stipulé dans l'Annexe C « Paramètres établis par l'**ARRONDISSEMENT** de Ville-Marie en matière de communication (publicité / visibilité) »;

5.6.2 Le **MANDATAIRE** devra soumettre pour approbation au **DIRECTEUR** tout projet de commandite ou subvention impliquant un tiers qui donne une visibilité au parc Walter-Stewart et au **TOIT VERT**;

5.6.3 Aucune signalisation commerciale ne devra être employée autour du **TOIT VERT** sans autorisation préalable de l'**ARRONDISSEMENT**. S'il désire s'identifier à l'extérieur du bâtiment, le **MANDATAIRE** devra fournir, au préalable, une maquette / enseigne de telle identification afin d'obtenir l'approbation écrite.

5.7 Gestion financière et administration

5.7.1 Le **MANDATAIRE** s'engage à chercher, pour assurer la pérennité du **TOIT VERT**, du financement extérieur aux seuls revenus provenant de l'exploitation de la **SERRE et** du **TOIT VERT**.

5.7.2 Chaque année, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la fin de son exercice financier, le **MANDATAIRE** remet au **DIRECTEUR** son rapport annuel, accompagné des documents suivants :

- son inscription au Registraire des entreprises du Québec à titre d'organisme à but non lucratif;
- son rapport financier vérifié.

5.7.3 Le **MANDATAIRE** remettra au **DIRECTEUR** le 1er décembre de chaque année un bilan de l'ACTIVITÉ, de même que la planification des activités pour l'année à venir.

5.8 Assurances et indemnisation

5.8.1 Le **MANDATAIRE** s'engage à souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins trois millions de dollars (3 000 000,00 $) par accident ou événement et dans laquelle l'**ARRONDISSEMENT** est désigné coassuré. De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à l'**ARRONDISSEMENT** un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à l'**ARRONDISSEMENT**;

5.8.2 Le **MANDATAIRE** remettra, à la signature de la présente convention, un certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.8.1 et remettre chaque année au **DIRECTEUR**, le certificat de renouvellement de la police au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.8.3 Le **MANDATAIRE** prend fait et cause pour l'**ARRONDISSEMENT** dans toutes réclamations ou poursuites contre lui pour dommages, de quelque nature que ce soit, résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre lui et de toutes sommes qu'il aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.8.4 Le **MANDATAIRE** devra indemniser l'**ARRONDISSEMENT** pour tout dommage à sa propriété causé par ses employés, agents ou représentants et survenant pendant le temps d'occupation de cette dernière en vertu de la présente entente, sauf pour les dommages causés par l'usage normal de ladite propriété;

ARTICLE 6

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des obligations de l'**ARRONDISSEMENT**, l'**ORGANISME** s'engage, sans contrepartie financière, à :

6.1 Opération du TOIT VERT

6.1.1 L**'ORGANISME** utilisera l'espace du **TOIT VERT** uniquement pour des fins de production maraîchère.

6.1.2 Seuls les représentants et usagers du comité des partenaires du Quartier nourricier pourront accéder au **TOIT VERT**. En tout temps, l'accès public sera interdit et la porte devra être verrouillée à tout moment. La clé ne pourra être dupliquée sans autorisation de l'arrondissement;

6.1.3 Lorsque les représentants et usagers du comité des partenaires du Quartier nourricier accéderont au **TOIT VERT**, l'organisme devra veiller à l'application et aux respects des procédures de sécurité telle que précisées l'annexe 1 de la présence convention;

6.1.4 Les outils et le matériel de production devront être entreposés dans les espaces prévus à cette fin sur le toit. Aucun matériel ne pourra être disposé dans la cage d'escalier et sur le palier. En tout temps les accès devront être dégagés;

6.1.5 Les déchets organiques produits par les activités sur le **TOIT VERT** devront être traités dans la compostière attenante à la serre communautaire.

6.1.6 L'**ORGANISME** sera responsable de la gestion des résidus domestiques dangereux du **TOIT VERT** et de disposer les matières résiduelles par la collecte de l'**ARRONDISSEMENT** mise à sa disposition. Il devra également assurer la propreté du site et de ses abords immédiats;

6.1.7 L'**ORGANISME** et le **MANDATAIRE** respecteront les spécifications techniques fournies par le fournisseur du **TOIT VERT** et l'arrondissement (par exemple, déneigement, arrosage et consommation en eau, quantité de terre à disposer sur le toit ou tout autre sujet du même ordre) pour assurer l'entretien et l'utilisation de l'installation, de même que le bon fonctionnement de l'activité;

6.1.8 L'**ORGANISME** sera tenu responsable, par le **MANDATAIRE**, de tous dommages qu'il pourra causer au **TOIT VERT** résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux pendant toute la durée de la convention;

6.1.9 L'**ORGANISME** permettra à l'**ARRONDISSEMENT** ou à ses ayants droit d'avoir accès en tout temps au **TOIT VERT** et aux espaces adjacents, sans exception, pour tout motif que le **DIRECTEUR** jugera utile, le tout sans indemnité pour l'**ORGANISME.**

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

En considération des obligations de l'**ORGANISME**, l'**ARRONDISSEMENT** s'engage, sans contrepartie financière à :

7.1 Installation du TOIT VERT

L'**ARRONDISSEMENT** fournira un **TOIT VERT**, dûment relié au réseau électrique et d'aqueduc. Sous réserve de la température extérieure, l'eau pourrait être coupée annuellement entre les mois de décembre et de mars.

7.2 Entretien

L'**ARRONDISSEMENT** mettra à la disposition de l'organisme un système de collecte des matières résiduelles;

7.3 Production et opération du TOIT VERT

7.31 L'**ARRONDISSEMENT** s'engage à ce que le **DIRECTEUR** examine la planification annuelle de l'**ACTIVITÉ** ou toute modification de celle-ci, et qu'il remette ses commentaires ou son approbation dans un délai raisonnable;

7.3.2 L'**ARRONDISSEMENT** pourra autoriser l'**ORGANISME** à utiliser temporairement des espaces près du chalet de parc si l'usage est lié aux activités ou événements relevant de la programmation annuelle. Des approbations écrites du **DIRECTEUR** doivent toutefois être obtenues au préalable à cette fin;

7.3.3 L'**ARRONDISSEMENT** pourra autoriser, par usage conditionnel, la vente directe sur le lieu de production des produits maraîchers et ornementaux cultivés sur le **TOIT VERT**. L'**ORGANISME** devra, au préalable, obtenir les autorisations du **DIRECTEUR** à cet effet.

ARTICLE 8
DÉFAUT

Aux fins de la présente convention, le **MANDATAIRE** est en défaut :

8.1 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations ou que l'**ORGANISME** refuge ou néglige d'exécuter les siennes (articles 5 et 6) dans les quinze (15) jours d'un avis du **DIRECTEUR** l'enjoignant de s'exécuter;

8.2 si l'évaluation l'annuelle des activités (annexe B) révèle un écart non récupérable entre le projet et le produit livré;

8.3 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le **MANDATAIRE** pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

8.4 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

8.5 Dans les cas mentionnés aux articles 8.1 à 8.3, l'**ARRONDISSEMENT** peut, à son entière discrétion, résilier la convention sans préjudice quant à ses autres droits et recours pour les dommages causés par le défaut du **MANDATAIRE**;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

8.6 Dans les cas mentionnés à l'article 8.4, la convention est résiliée de plein droit dès la survenance de tel événement et l'article 8.5 s'applique en faisant les adaptations nécessaires;

8.7 Le **MANDATAIRE** convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville ou l'**ARRONDISSEMENT** en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

9.1 Malgré l'article 4, l'**ARRONDISSEMENT** peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé au **MANDATAIRE,** mettre fin à la présente convention;

9.2 Malgré l'article 4, le **MANDATAIRE** peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé par courrier recommandé à l'**ARRONDISSEMENT**, mettre fin à la présente convention.;

9.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article.

ARTICLE 10
INCESSIBILITÉ

Le **MANDATAIRE** ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention, sans l'approbation de l'**ARRONDISSEMENT**. En cas de désistement du **MANDATAIRE**, l'**ARRONDISSEMENT** aura le choix de son successeur.

ARTICLE 11
DÉCLARATION DE GARANTIE

11.1 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** déclarent et garantissent qu'ils ont le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;

11.2 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** reconnaissent que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu des présentes constituent des considérations essentielles sans lesquelles l'**ARRONDISSEMENT** n'aurait pas conclu la présente convention et n'aurait pas investi dans l'aménagement du **TOIT VERT**.

ARTICLE 12
DÉONTOLOGIE

12.1 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** doivent, dans la réalisation de leurs activités, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à l'**ARRONDISSEMENT** ou à des tiers;

12.2 Le **MANDATAIRE** et l'**ORGANISME** devront prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et devront se conformer aux directives émises par le **DIRECTEUR** à cet égard;

ARTICLE 13
RENOUVELLEMENT

13.1 Le **DIRECTEUR** fera parvenir au **MANDATAIRE** un avis écrit de son intention de recommander ou non le renouvellement de cette convention aux autorités compétentes au moins 3 mois avant la fin de cette convention ou de son renouvellement;

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

13.2 Le **MANDATAIRE** fera parvenir au **DIRECTEUR** un avis écrit de son intention de recommander ou non le renouvellement de cette convention aux autorités compétentes au moins 3 mois avant la fin de cette convention ou de son renouvellement.

ARTICLE 14
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit l'être par écrit, aux adresses suivantes par messager, par huissier ou par courrier recommandé, auquel cas l'avis sera réputé reçu dans les trois (3) jours de son envoi :

VILLE DE MONTRÉAL

Arrondissement de Ville-Marie
Dominique Archambault, directrice
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8

LE MANDATAIRE

Corporation de développement communautaire Centre-Sud
François Bergeron, directeur,
2187, rue Larivière, Montréal, Québec H2K 3S9

L'ORGANISME

Sentier urbain
Pierre Dénommé, directeur général
1710, rue Beaudry, Montréal, Québec H2L 3E7

ARTICLE 15
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 14 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

15.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

15.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

15.4 Relations des parties

L'**ORGANISME** n'est pas le mandataire de l'**ARRONDISSEMENT** et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

15.5 Ayants droit et représentants légaux

La présente convention lie les ayants droit et les représentants légaux des parties. Il est toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

15.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE CENTRE-SUD

Par : _____
François Bergeron, directeur

SENTIER URBAIN

Par : _____
Pierre Dénommé, directeur général

Cette convention a été soumise au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1165179009**; elle a été approuvée par la résolution CA _____ adoptée le _____.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

ANNEXE A

Procédures de sécurité entourant l'accès au toit vert du chalet du parc Walter-Stewart

- Toute personne accédant au toit vert doit être, en tout temps, reliée au bâtiment par un mécanisme sécuritaire prédéterminé (harnais ou un autre).
- Éviter de réaliser des tâches à risque lorsqu'une personne est seule sur le site (par exemple, transport de sacs de sable dans l'escalier ou sur le toit ou monter dans une échelle ou un escabeau, etc.)
- Lorsqu'une personne est seule sur le site, elle doit verrouiller la porte du chalet en tout temps.
- Lorsqu'une personne est seule sur le site, elle doit s'assurer d'avoir un téléphone portable sur elle.
- Il est recommandé que l'ORGANISME développe une politique interne pour assurer la sécurité de son personnel, lorsqu'une personne est seule sur le site (notamment, aviser son responsable à son arrivée et à son départ ou dans un délai prédéterminé).

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

ANNEXE B

Planification des activités et des projets pouvant être réalisés au toit vert

- Production annuelle de plantes potagères pour permettre l'atteinte des objectifs du Quartier nourricier.

Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes		
VILLE	MANDATAIRE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes		
VILLE	**MANDATAIRE**	**ORGANISME**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180173005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet Élève-Athlète et accorder une contribution totale de 1 857 $

D'approuver la convention se terminant le 1er décembre 2018 avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet Élève-Athlète;

D'accorder une contribution totale de 1 857 $ dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-28 15:40

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180173005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet Élève-Athlète et accorder une contribution totale de 1 857 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie contribue financièrement auprès de certains organismes à but non lucratif qui interviennent sur le territoire de l'arrondissement et qui proposent aux citoyens de Ville-Marie une programmation variée d'activités de sports et de loisirs. L'arrondissement s'associe avec le Service des Loisirs St-Jacques de Montréal en financement, en ressources et en expertises afin de soutenir l'ensemble de sa programmation d'activités.
De par sa programmation d'activités de sports et de loisirs, le Service des loisirs St-Jacques de Montréal vise le renforcement positif et la valorisation de chacun afin de promouvoir les saines habitudes de vie et l'inclusion sociale. La contribution de l'arrondissement à la mission de l'organisme lui permet d'offrir une programmation répondant aux besoins de la population du secteur. L'organisme bonifie également son offre par des financements extérieurs qui lui permettent de développer des projets pour les besoins particuliers de ce milieu. Le programme Élève-Athlète vient d'un besoin exprimé par les jeunes pour se joindre à des équipes sportives, afin d'augmenter leur niveau de jeu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le projet Élève-Athlète vise à outiller les adolescents qui en expriment le désir, afin qu'ils puissent intégrer un club et une équipe sportive structurés. Des intervenants ayant vu le potentiel de plusieurs de ces jeunes et réalisant qu'ils avaient acquis ces compétences par eux-mêmes ont offert des entraînements plus structurés dans les plateaux sportifs du Cégep du Vieux-Montréal au printemps 2018. Afin de pouvoir intégrer une équipe sportive, les jeunes doivent acquérir de la discipline, investir des efforts et aussi travailler au niveau de leur comportement. Le projet Élève-Athlète vise à faire le pont entre les jeunes issus de milieux plus défavorisés et les équipes sportives. Des bourses ont été remises aux jeunes méritant de 8 à 17 ans afin puissent débourser les frais d'inscriptions dans des équipes de niveau élite. Les intervenants suivront la progression des jeunes au sein de ces formations afin de s'assurer que l'intégration se passe bien. Le projet présenté dans le cadre du présent dossier vise à maintenir l'intérêt durant l'été pour les jeunes qui ont participé au projet ce printemps et qui poursuivront en septembre. À cet effet, ils bénéficieront de 2

entraînements par semaines donnés par des entraîneurs professionnels sur le terrain sportif du parc Toussaint-Louverture.

JUSTIFICATION

La contribution financière de l'arrondissement permet d'offrir deux entraînements sportifs par semaine à des adolescents participant au projet Élève-Athlète durant la saison estivale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien de la motivation des jeunes du projet Élève-Athlète durant la saison estivale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les intervenants communiqueront le projet estival aux familles des jeunes inscrits et plus largement à l'ensemble des familles résidant aux Habitations Jeanne-Mance. Les organismes du milieu sont invités à référer des jeunes susceptibles de bénéficier de ce projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en partenariat avec l'organisme;
Réalisation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées par la DSLDS

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roxanne DUFOUR
Agente de développement

Tél : 514 868-4163
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-25

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180173005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 1er décembre 2018, avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet Élève-Athlète et accorder une contribution totale de 1 857 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180173005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement.

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Le Service des loisirs St-Jacques de Montréal,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 142, rue Ontario Est, app. 2, Montréal (Québec), H2X 1H1, agissant et représentée par madame Valérie Koporek, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 19 octobre 2017.

N° d'inscription TPS : 867380495RT0001
N° d'inscription TVQ : 1008115661DQ0001
N° d'organisme de charité : 867380495RR002

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme se veut un milieu de vie ayant pour mission d'offrir à une clientèle de jeunes 6 à 20 ans de l'arrondissement une programmation d'activités culturelles, sportives et de loisirs

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.6 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la

disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.11 « **Session** » : session d'hiver : de janvier à avril; la session printemps-été : de avril à mai; et la session d'automne : de septembre à décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de mille huit cent cinquante-sept dollars (1 857 $), incluant

toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement d'un montant maximal de mille six cent soixante-douze dollars (1 672 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de cent quatre-vingt-cinq dollars (185 $), au plus tard le 1er décembre 2018;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.1.4 fournir une déclaration attestant qu'une vérification des antécédents judiciaires du personnel, des entraîneurs ou des bénévoles œuvrant tout particulièrement auprès des clientèles vulnérables (enfants, aînés, personnes souffrant d'une déficience, etc.) a été effectuée.

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

Faire état de la participation de l'Unité administrative de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité décrites à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection minimale de **(deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, la police d'assurance ou le certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable le Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers vérifiés de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des Règlements généraux de l'Organisme;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 1er décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9 et 5.10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par

l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers ou le salaire de tout employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 142, rue Ontario Est, app. 2 Montréal (Québec) H2X 1H1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTRÉAL

Par : _____
Valérie Koporek, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le _____2018 (Résolution_____).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

Année : 2017

Pour le projet : Élève-Athlète

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Service des Loisirs St-Jacques

N° d'enregistrement : 1143971712 Date d'incorporation : 12/03/1968

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Valérie Koporek Titre : Directrice générale

Adresse de l'organisme

N° civique : 142 Local : 2 Rue : Ontario E

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2X 1H1

Téléphone : 514-872-8021 Poste n° Télécopieur :

TPS : 867380495Rt0001 TVQ : 1008115661DQ0001 #Charité : 867380495RR0002

Courriel : loisirsstjacques@gmail.com Site Web : www.loisirs-stjacques.org

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Loisirs Saint-Jacques (LSJ) est un organisme de bienfaisance qui contribue aux développement physique, psychologique et social des jeunes de 6-20 ans des habitations Jeanne-Mance et du faubourg St-Laurent par le biais d'une programmation sportive et culturelle régulière riche et diversifiée.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 26 juin 2018 et le 17 aout 2018)

Date prévue de début du projet : 26 juin 2018

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) :

Date prévue de la fin du projet : 17 aout 2018

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 17 septembre 2018

Description du projet

Élève-Athlète est un programme qui s'inscrit comme levier pour le développement et l'épanouissement des jeunes désirant évoluer au sein d'un club sportif et comme levier de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce programme a fait ses preuves dans le cadre d'un projet pilote où tous les partenaires ont participé à titre bénévole afin de prouver la viabilité et la faisabilité d'un tel projet en milieu défavorisé. La clientèle est âgée entre 8 et 17 ans issus de familles démunies qui ne peuvent pas intégrer des clubs sportifs. Tous ces jeunes n'ont pas ou peu accès à des ressources leur permettant de mettre en œuvre tous leurs potentiels. Élève-Athlète est un programme complet qui vise à briser les inégalités de classes sociales en permettant aux jeunes s'inspirer de leaders, de modèles et d'avoir un impact positif sur leur environnement. Les jeunes qui participent au programme sont des jeunes motivés et inspirants, capables d'acquérir une grande discipline, extrêmement doués et talentueux et dont le souhait est d'adhérer à un club sportif professionnel.

PROGRAMMATION D'ÉTÉ

UN PROGRAMME DE RACCOMPAGNEMENT
Le Service des Loisirs St-Jacques s'est donné comme objectif de valoriser le rôle des jeunes issus des quartiers défavorisés dans leur communauté par le sport. C'est par le nouveau programme Élève-Athlète que onze jeunes ayant été remarquables par leur engagement à travers l'année vont intégrer un club sportif pour l'année 2018-2019. Pour sa première année, le programme Élève-Athlète permettra à 11 jeunes issus de famille à faible revenu d'intégrer des clubs sportifs

Plusieurs de ces jeunes auront la chance d'intégrer un club sportif pour la première fois de leur vie de cet été. Pour faciliter leur intégration dans leur nouveau milieu sportif nous désirons offrir un service d'accompagnement en parallèle avec leur saison en club afin d'assurer un suivi régulier de nos jeunes ainsi que d'échanger avec ces derniers en vue d'identifier leurs besoins.

Un accompagnement hors temps scolaire, qui associerait des objectifs sportifs et éducatifs, les aideront à rester motivé et de se fixer des objectifs plus faciles atteindre à court terme. Essentiel pour ceux pour l'année suscite un sentiment d'échec. Le besoin d'être valorisé autrement devient alors indispensable. C'est la raison pour laquelle une prolongation des séances d'entrainements sera incontournable afin de s'assurer que l'ensemble des jeunes ont un suivi spécialisé.

Ce programme d'accompagnement spécialisé offrira un éventail d'entrainements individuels et personnalisés qui permettront aux jeunes de bénéficier d'un développement complet. Deux entraineurs assureront l'encadrement de ces jeunes et leur permettre d'acquérir des nouvelles compétences qui leurs seront très utiles dans leur nouvelle équipe.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectifs de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
Accroître la participation et l'engagement des clientèles prioritaires à la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs.	Conscientiser les jeunes sur le rôle qu'ils ont à jouer dans la mise en œuvre de leurs objectifs académiques et sportifs.	-Poursuivre les initiatives entrepris durant l'hiver, soit les entraînements -Vivre des expériences positives avec des professionnels
a) Mise en place ou consolidation d'activités ou d'événements novateurs en matière de sports et de loisirs	Mise en place du programme Élève athlète	-Mise en place de tournois amicaux inter-centres ou avec le milieu
b) Optimisation de l'utilisation des terrains et des plateaux sportifs.	Utilisation du terrain du parc TL	Offrir une pratique sportive structurée
c) Acquisition ou renouvellement d'équipements sportifs et de loisirs.	Collaboration avec le milieu	Développer des ententes avec le milie

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activtiés/ services	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants
8	entraînements/ tourn	32h	26 juin au 17 aout	30

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Découvrir les potentiels des jeunes	Assiduité et engagement auprès du coach
Respect des coequipers et des règles du sport et advers	Faire un suivi auprès des jeunes athlète avec le club
Sensibiliser les parents des jeunes sur leur performence	Créer des lien entre les parents les entraineurs
Souligner l'engagement des jeunes	Suivi du jeune et fête de reconnaissance

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (animateur, moniteur, autre)	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée
Entraineur 1	évalue les aptitudes physique et moti	Professionnel sportif de haut niveau
Entraîneur-adjoint	planifie et assure suivis pour jeunes	Professionnel sportif & communicateu

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Passion soccer	Uniforme complet des athlètes
Fondation Bon départ pour l'enfance	Équipements (cône,ballons, sifflets, etc.)
ASCCS + CDS + CRP + CJCM	Susceptibles de référer des jeunes au programme

Engagement de l'organisme

Note : l'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Service des Loisirs St-Jacques
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature :
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Valérie Koporek — 05/18/2018
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le _____ numérisés et envoyés par courriel auprès de la DSLDS à l'adresse courriel suivante dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	Gouvernement du Canada		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	1857	☐	☒	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (Précisez)	1500	☒	☐	
	(A) Total des subventions	3357			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP	0	☐	☐	0
			☐	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	0			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		3357			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	entraineur prof	8x2hx2x30x1.16	1114	1114
	entraineur adjoint	8x2x2x20x1.16	743	743
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		1857	1857
MAXIMUM 20 %				
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	équipement sportif		1250	0
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		1250	0
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.				
	Graphisme impres		250	0
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		250	0
MAXIMUM 10 %				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		0	0
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			3221	1857

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Installation	Adresse	Espace prêté	Période	Jours	Heures
Plateaux sportifs Cégep du Vieux Montréal	225, rue Ontario Est	Palestre	De juin à août 2018	Mardi Vendredi	10h à 12h 13h à 15h
Chalet du parc Toussaint-Louverture	137, boul. de Maisonneuve Est	Salles côté Est et Ouest	Juin à août 2018	Temps plein	
Terrain sportif parc Toussaint-Louverture	Boul. de Maisonneuve Est	Terrain	Juin à août 2018	Lundi au vendredi de 8h à 16h	

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Le Service des loisirs St-Jacques de Montréal	119744

Financement : Autre

Précision : Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs - Imputation : 306125-07189-61900-016491-002581

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		1 857,00 $						**1 857,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 5

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2018		01	décembre	2018

Formulaire complété par : Roxanne, Dufour

Prénom, nom

Date et heure système : 25 mai 2018 11:50:11

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180173005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention se terminant le 1er décembre 2018 avec le Service des loisirs St-Jacques de Montréal pour le projet Élève-Athlète;

D'accorder une contribution totale de 1 857 $ dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 1 857,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		1 857,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 1 857,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 552837

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-25**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 71 000 $, à CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.) pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600 mm x 900 mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-17-005 - 1 soumissionnaire)

D'autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres sur invitation VMI-18-005 - 1 soumissionnaire);
D'accorder, à cette fin, un contrat de 71 000,00 $, à CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 71 000,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 16:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186937005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 71 000 $, à CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.) pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600 mm x 900 mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-17-005 - 1 soumissionnaire)

CONTENU

CONTEXTE

Cette conduite d'égout est en brique et elle est en place depuis 1870. Pour prolonger son espérance de vie d'une cinquantaine d'années sans avoir à excaver pour changer la conduite, ce qui engendrerait une fermeture complète de la rue saint-Dominique pour plusieurs semaines, nous souhaitons réhabiliter la conduite en insérant une gaine structurale à l'intérieur de la conduite existante.
Adjacent à cette conduite se trouve un immense lot (terrain) qui sera développé dans les prochains mois. Avec l'expérience que nous avons acquis durant les dernières années, nous savons que lorsqu'un développement majeur se produit à côté d'une vieille conduite en briques, il arrive régulièrement que celle-ci s'effondre avec la vibration causé par les travaux en profondeur, ce que nous éviterons en réhabilitant la conduite.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

L'appel d'offres sur invitation numéro VMI-18-005
L'objectif de l'appel d'offres est de retenir les services d'un entrepreneur qui réhabilitera la conduite d'égout en insérant une chemise structurale à l'intérieur de la conduite existante.

JUSTIFICATION

Sur un nombre de trois (3) invitations, un (1) entrepreneur a déposé une soumission. L'analyse relève que l'unique soumissionnaire a déposé un prix de 11 020.42$ plus élevé que la dernière estimation, soit une différence d'environ 18%.

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Taxes	Total

1. Clean Waters Works Inc. (CWW Réhabilitation)	61 752.56 $	9 247.45 $	71 000.00 $
2.			
3.			
Dernière estimation réalisée	52 167.50 $	7 812.09 $	59 979.58 $
Coût moyen des soumissions conformes			
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)			
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			11 020.42 $
(la plus basse conforme – estimation)			
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			18.4%
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			
(la deuxième plus basse – la plus basse)			
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant 71 000,00$ taxes incluses est alloué pour réaliser ces travaux de réhabilitation, incluant un montant de 5 613.87$ avant les taxes pour des travaux contingents si nécessaire.
Ce montant sera entièrement assumée par l'arrondissement et cette dépense sera imputée conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La technique de réhabilitation par chemisage structurale permet de prolonger l'espérance de vie d'une conduite d'environ cinquante ans en générant pratiquement aucun déchet, ainsi qu'une infime quantité de gaz à effet de serre comparativement à un remplacement par excavation traditionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La rue sera partiellement entravé pour la durée des travaux, les travaux devraient durée une journée uniquement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les propriétaires et occupants des bâtiments connectés sur ce tronçon seront informé de la procédure à suivre quelques jours avant la date prévue des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux sont prévus d'ici le mois de septembre, suite à l'approbation par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan LABONTÉ
ingenieur(e)

Tél : 514 872-8392
Télécop. : 514 872-1899

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2018-05-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186937005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 71 000 $, à CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.) pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600 mm x 900 mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ (appel d'offres sur invitation VMI-17-005 - 1 soumissionnaire)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1186937005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal
Direction des travaux publics
Division de la voirie

Bordereau des prix
Soumission : VMI-18-005
Version du : 2018-05-03

Résumé du bordereau de soumission

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Description	Montant	TPS 5%	TVQ 9.5%	Total
Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout sur la: **rue Saint-Dominique dans l'arrondissement de Ville-Marie.:** • **Entre le regard 5 093 256 et le regard 5 093 218**	$61,752.56	$3,087.63	$6,159.82	$71,000.00

N° d'inscription de la TPS: 884964800RT0001

N°. d'inscription de la TVQ: 1213955574TQ0001

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
$61,752.56	$3,087.63	$6,159.82	$71,000.00

Identification du soumissionnaire:

Nom en caractères d'imprimerie	Téléphone	Télécopieur
CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.)	514-738-2666	514-738-9762
Titre	**Adresse courriel**	
Nicolas Brennan, Estimateur	nbrennan@cwwcanada.com	llefebvre@cwwcanada.com
		14 Mai 2018
		Signature et date

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION	QAUNTITÉ ESTIMÉE	UNITÉ	PRIX (UNITAIRE / FORFAITAIRE)	MONTANT $
1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (NETTOYAGE, INSPECTION (V1), ALÉSAGE ET ROBOTIQUE)				
CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE	$100.00	$7,500.00
2. INSPECTION TÉLÉVISÉE APRÈS TRAVAUX PRÉPARATOIRES (V2), INCLUANT CAMION DE NETTOYAGE (EN TANDEM) ET NETTOYAGE AU PRÉALABLE				
CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE	$10.00	$750.00
3. CHEMISAGE DE CONDUITE				
CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE	$600.00	$45,000.00
4. REMISE EN SERVICE DE BRANCHEMENT	4	UNITÉ	$100.00	$400.00
5. INSPECTION TELEVISÉ APRES TRAVAUX DE CHEMISAGE (V3) INCLUANT CAMION DE NETTOYAGE EN TANDEM ET NETTOYAGE AU PRÉALABLE				
CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE	$10.00	$750.00
6. SIGNALISATION SÉCURITAIRE POUR EXÉCUTER LES TRAVAUX	1	GLOBAL	$1,738.69	$1,738.69
7. TRAVAUX CONTIGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU MONTANT TOTAL SANS TAXES)		GLOBAL		$5,613.87

SOUS TOTAL AVANT TRAVAUX CONTINGENTS (A)	$56,138.69
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU MONTANT DU SOUS-TOTAL (A)) (B)	$5,613.87
SOUS-TOTAL AVANT TAXES (A) + (B)	$61,752.56
T.P.S. (5%)	$3,087.63
T.V.Q. (9,975%)	$6,159.82
TOTAL TAXES INCLUSES	$71,000.00

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉTAILS SUPLÉMENTAIRES

Nature des travaux : Le présent contrat consiste à fournir la main-d'œuvre, matériaux, et l'équipement pour les travaux pour la réhabilitation du tronçon d'égout par gainage structural, tel que spécifiés dans Le cahier des charges – Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal, documents ayant servi à l'appel d'offres public no 333706 de la ville de Montréal.

Échéancier des travaux : Les travaux du présent contrat devront être réalisés avant le mois d'octobre 2018.

DATE : 14 Mai 2018

SIGNATURE : _____

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

RÉALISATION DES TRAVAUX DE FAÇON SÉCURITAIRE

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER, DE FAÇON SÉCURITAIRE, LES TRAVAUX DE RÉPARATION SANS TRANCHÉE DE L'ÉGOUT SUR LA :

- **Rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est.**

EN CONSÉQUENCE, IL DOIT PRENDRE TOUTES LES PRÉCAUTIONS DE SÉCURITÉ POUR SES EMPLOYÉS EN RESPECTANT SCRUPULEUSEMENT LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

1. **LA LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL (LSST) (L.R.Q., C.S-2.1) POUR PROTÉGER LA SANTÉ ET ASSURER LA SÉCURITÉ DE SES EMPLOYÉS ET DU PUBLIC.**
2. **S'ASSURER QUE SES EMPLOYÉS PORTENT TOUS LES MOYENS DE PROTECTION INDIVIDUELLE REQUIS DANS UN CHANTIER (CASQUE, BRASSARD, BOTTES EN ACIER, ETC.)**
3. **PROCÉDER À LA DÉTECTION DES GAZ EXPLOSIFS EN UTILISANT UN EXPLOSIMÈTRE DE MARQUE RECONNUE AVANT LE DÉBUT ET DURANT CHAQUE PÉRIODE QUOTIDIENNE DE TRAVAIL. CETTE DÉTECTION DOIT SE FAIRE DANS TOUS LES REGARDS D'ÉGOUTS, PUISARDS, ETC . CONCERNÉS PAR LES TRAVAUX.**
4. **S'ASSURER QUE SES EMPLOYÉS AIENT SUIVI LA FORMATION DE L'ESPACE CLOS ET PARTICULIÈREMENT À L'INTÉRIEUR DES CONDUITES D'ÉGOUTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL.**

DATE : 14 Mai 2018

SIGNATURE :

SCEAU DE LA COMPAGNIE :

LISTE DE RAPPEL

Liste des documents qui doivent être inclus avec la formule de soumission par l'entrepreneur

Titre de la soumission:

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

☒

- **La formule de soumission incluant le bordereau de prix dûment complété** [X]
- **Licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)** [X]
- **Preuve d'assurance responsabilité civile** [X]

Je, **Soussigné**(e) représentant dûment autorisé du soumissionnaire, certifie que tous les documents ci-haut mentionnés sont joints dans la formule de soumission, dûment signés. Toute omission des documents requis peut entraîner le rejet de la soumission.

14 Mai 2018
Date


Signature

CERTIFICATE OF LIABILITY INSURANCE

This certificate does not amend, extend or alter the coverage afforded by the policies below.

1. CERTIFICATE HOLDER - NAME AND MAILING ADDRESS	2. INSURED'S FULL NAME AND MAILING ADDRESS
TO WHOM IT MAY CONCERN	Clean Water Works Inc. 1800 Bantree Street Ottawa, Ontario KIB 5L6

3. DESCRIPTION OF OPERATIONS/LOCATIONS/AUTOMOBILES/SPECIAL ITEMS TO WHICH THIS CERTIFICATE APPLIES (but only with respect to the operations of the Named Insured)

All Operations of the Named Insured

4. COVERAGES

This is to certify that the policies of insurance listed below have been issued to the insured named above for the policy period indicated notwithstanding any requirements, terms or conditions of any contract or other document with respect to which this certificate may be issued or may pertain. The insurance afforded by the policies described herein is subject to all the terms, exclusions and conditions of such policies. **LIMITS SHOWN MAY HAVE BEEN REDUCED BY PAID CLAIMS**

TYPE OF INSURANCE	INSURANCE COMPANY AND POLICY NUMBER	EFFECTIVE DATE YYYY/MM/DD	EXPIRY DATE YYYY/MM/DD	LIMITS OF LIABILITY (Canadian dollars unless indicated otherwise)		
				COVERAGE	DED.	AMOUNT OF INSURANCE
COMMERCIAL GENERAL LIABILITY ☐ Claims Made OR ☒ Occurrence ☒ Products and/or completed operations ☐ Employer's Liability ☒ Cross Liability ☐ Waiver of Subrogation ☒ Tenants Legal Liability ☐ Pollution Liability Extension ☐ ☐	Intact Insurance 501377736	2017/10/31	2018/10/31	Commercial General Liability Bodily Injury and Property Damage Liability - - General Aggregate		5,000,000
				- Each Occurrence		5,000,000
				Products and Completed Operations Aggregate		5,000,000
				☐ Personal Injury Liability ☒ Personal and Advertising Injury Liability		5,000,000
				Medical Payments		25,000
				Tenants Legal Liability		1,000,000
				Pollution Liability Extension		
☒ Non-Owned Automobiles	501377736 Intact	2017/10/31	2018/10/31	Non-Owned Automobile		5,000,000
☐ Hired Automobiles				Hired Automobiles		
AUTOMOBILE LIABILITY ☐ Described Automobiles ☒ All Owned Automobiles ☒ Leased Automobiles ** ** All Automobiles leased in excess of 30 days where the insured is required to provide Insurance	Intact Insurance 711408812	2017/10/31	2018/10/31	Bodily Injury and Property Damage Combined		5,000,000
				Bodily Injury (Per Person)		
				Bodily Injury (Per Accident)		
				Property Damage		
EXCESS LIABILITY ☒ Umbrella Form ☐ Excess over Auto & Liab.	Intact Insurance 501377736	2017/10/31	2018/10/31	Each Occurrence		5,000,000
				Aggregate		
OTHER LIABILITY (SPECIFY) ☒ Professional Liability ☐ Errors & Omissions ☐ ☐	GROUPASSUR INC./Lloyds 210850	2018/3/26	2019/3/26			1,000,000

5. CANCELLATION

Should any of the above described policies be cancelled before the expiration date thereof, the issuing company will endeavor to mail 0 days written notice to the certificate holder named above, but failure to mail such notice shall impose no obligation or liability of any kind upon the company, its agents or representatives.

6. BROKERAGE/AGENCY FULL NAME AND MAILING ADDRESS	7. ADDITIONAL INSURED NAME AND MAILING ADDRESS (Commercial general Liability - but only with respect to the operations of the Named Insured)
Bradley's Insurance 1456 Stittsville Main Street P.O. Box 1234 Stittsville, Ontario K2S 1B3 BROKER CLIENT ID: CLEAWA	

8. CERTIFICATE AUTHORIZATION

Issuer	Bradley's Insurance	Contact Number(s)	
Authorized Representative	ROSEMARY FITZGERALD	Type Phone No (613) 836-2473	Type No
		Type Fax No (613) 831-1672	Type No ( ) -
Signature of Authorized Representative	x Rosemary Fitzgerald 2018 | 5 | 2	Date 2018 | 5 | 2	EMail Address vlester@bradleysinsurance.com

© 2016, Centre for Study of Insurance Operations, All rights reserved

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8354-8156-48 **Numéro de validation : 1-740782825**

ÉMISE LE : 2013-08-22

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 22 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Clean Waters Works Inc.
1800 BANTREE STREET
OTTAWA ON
Canada K1B 5L6

CWW RÉHABILITATION

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

Entrepreneur en routes et canalisation (1.4) limitée à la réhabilitation de conduites, incluant le remplacement de regards, de puisards et de sections

RÉPONDANTS

0 répondant(s) autorisé(s).

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.4 Routes et canalisation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

6.2 Travaux de bois et plastique

9 Travaux de finition

3 sous-catégorie(s) autorisée(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

localisées de conduites.

RÉPONDANTS (Suite)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8354-8156-48 **Numéro de validation : 1-740782825**

ÉMISE LE : 2013-08-22

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 22 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Clean Waters Works Inc.
1800 BANTREE STREET
OTTAWA ON
Canada K1B 5L6

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

localisées de conduites.

RÉPONDANTS (Suite)

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8354-8156-48 — **Numéro de validation : 1-740782825**

ÉMISE LE : 2013-08-22

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 22 août

TITULAIRE DE LA LICENCE

Clean Waters Works Inc.
1800 BANTREE STREET
OTTAWA ON
Canada K1B 5L6

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186937005

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	CWW RÉHABILITATION (CLEAN WATER WORK INC.)	238410

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		71 000,00 $						**71 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		juillet	2018	Date de fin :		décembre	2018

Formulaire complété par : Jonathan Labonté

Prénom, nom

Date et heure système : 29 mai 2018 14:59:25

Résumé du bordereau de soumission

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Description	Montant	TPS 5%	TVQ 9.5%	Total
Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout sur la: **rue Saint-Dominique dans l'arrondissement de Ville-Marie.:** • **Entre le regard 5 093 256 et le regard 5 093 218**				

N° d'inscription de la TPS:	**Total avant taxes**	**Total TPS**	**Total TVQ**	**Total taxes incl.**
N°. d'inscription de la TVQ:				

Identification du soumissionnaire:

Nom en caractères d'imprimerie	**Téléphone**	**Télécopieur**
Titre	**Adresse courriel**	
	Signature et date	

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

	DESCRIPTION	QAUNTITÉ ESTIMÉE	UNITÉ	PRIX (UNITAIRE / FORFAITAIRE)	MONTANT $
1.	TRAVAUX PRÉPARATOIRES (NETTOYAGE, INSPECTION (V1), ALÉSAGE ET ROBOTIQUE)				
	CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE		
2.	INSPECTION TÉLÉVISÉE APRÈS TRAVAUX PRÉPARATOIRES (V2), INCLUANT CAMION DE NETTOYAGE (EN TANDEM) ET NETTOYAGE AU PRÉALABLE				
	CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE		
3.	CHEMISAGE DE CONDUITE				
	CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE		
4.	REMISE EN SERVICE DE BRANCHEMENT	4	UNITÉ		
5.	INSPECTION TELEVISÉ APRES TRAVAUX DE CHEMISAGE (V3) INCLUANT CAMION DE NETTOYAGE EN TANDEM ET NETTOYAGE AU PRÉALABLE				
	CONDUITE 600 x 900mm (1870)	75	MÈTRE		
6.	SIGNALISATION SÉCURITAIRE POUR EXÉCUTER LES TRAVAUX	1	GLOBAL		
7.	TRAVAUX CONTIGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU MONTANT TOTAL SANS TAXES)		GLOBAL		

SOUS TOTAL AVANT TRAVAUX CONTINGENTS (A)	
TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10% DU MONTANT DU SOUS-TOTAL (A)) (B)	
SOUS-TOTAL AVANT TAXES (A) + (B)	
T.P.S. (5%)	
T.V.Q. (9,975%)	
TOTAL TAXES INCLUSES	

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉTAILS SUPLÉMENTAIRES

Nature des travaux : Le présent contrat consiste à fournir la main-d'œuvre, matériaux, et l'équipement pour les travaux pour la réhabilitation du tronçon d'égout par gainage structural, tel que spécifiés dans Le cahier des charges – Travaux de réhabilitation de conduites d'égout par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal, documents ayant servi à l'appel d'offres public no 333706 de la ville de Montréal.

Échéancier des travaux : Les travaux du présent contrat devront être réalisés avant le mois d'octobre 2018.

DATE : _____

SIGNATURE : _____

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

RÉALISATION DES TRAVAUX DE FAÇON SÉCURITAIRE

LE SOUMISSIONNAIRE S'ENGAGE À EXÉCUTER, DE FAÇON SÉCURITAIRE, LES TRAVAUX DE RÉPARATION SANS TRANCHÉE DE L'ÉGOUT SUR LA :

- **Rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est.**

EN CONSÉQUENCE, IL DOIT PRENDRE TOUTES LES PRÉCAUTIONS DE SÉCURITÉ POUR SES EMPLOYÉS EN RESPECTANT SCRUPULEUSEMENT LES DISPOSITIONS SUIVANTES :

1. **LA LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL (LSST) (L.R.Q., C.S-2.1) POUR PROTÉGER LA SANTÉ ET ASSURER LA SÉCURITÉ DE SES EMPLOYÉS ET DU PUBLIC.**

2. **S'ASSURER QUE SES EMPLOYÉS PORTENT TOUS LES MOYENS DE PROTECTION INDIVIDUELLE REQUIS DANS UN CHANTIER (CASQUE, BRASSARD, BOTTES EN ACIER, ETC.)**

3. **PROCÉDER À LA DÉTECTION DES GAZ EXPLOSIFS EN UTILISANT UN EXPLOSIMÈTRE DE MARQUE RECONNUE AVANT LE DÉBUT ET DURANT CHAQUE PÉRIODE QUOTIDIENNE DE TRAVAIL. CETTE DÉTECTION DOIT SE FAIRE DANS TOUS LES REGARDS D'ÉGOUTS, PUISARDS, ETC . CONCERNÉS PAR LES TRAVAUX.**

4. **S'ASSURER QUE SES EMPLOYÉS AIENT SUIVI LA FORMATION DE L'ESPACE CLOS ET PARTICULIÈREMENT À L'INTÉRIEUR DES CONDUITES D'ÉGOUTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL.**

DATE : _____

SIGNATURE : _____

SCEAU DE LA COMPAGNIE :

LISTE DE RAPPEL

Liste des documents qui doivent être inclus avec la formule de soumission par l'entrepreneur

Titre de la soumission:

Travaux de réhabilitation sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870): rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière Est dans l'arrondissement de Ville-Marie.

☒

- **La formule de soumission incluant le bordereau de prix dûment complété** ☐
- **Licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)** ☐
- **Preuve d'assurance responsabilité civile** ☐

Je, **Soussigné**(e) représentant dûment autorisé du soumissionnaire, certifie que tous les documents ci-haut mentionnés sont joints dans la formule de soumission, dûment signés. Toute omission des documents requis peut entraîner le rejet de la soumission.

_____ _____

Date **Signature**


st
boulevard René-Lévesque Est
5093256
#60-68
75m - 24" x 36" (1870)
rue Saint-Dominique
rue Saint-Dominique
#1101
5093218
#1073
#1064-70

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186937005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 71 000,00 $ pour des travaux de réhabilitation (chemisage structural) sans tranchée de la conduite d'égout de 600mm x 900mm (1870), rue Saint-Dominique entre le boulevard René-Lévesque Est et la rue de la Gauchetière dans l'arrondissement de Ville Marie (appel d'offres sur invitation VMI-18-005 - 1 soumissionnaire);

Accorder, à cette fin, un contrat de 71 000,00 $, à CWW RÉHABILITATION (Clean Water Works Inc.), plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 71 000,00 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 71 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		71 000,00 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 64 832,46 $

	Années antérieures	2018
Montant		64 832,46 $

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 64 832,46 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2130	0010000	306141	04161	54507	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion n° VM86937005.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-05-29**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ pour l'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant (appel d'offres publique VMP-18-013 – 3 soumissionnaires);
D'accorder à cette fin, le contrat à Salvex inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 284 563,13 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges;

D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-31 16:04

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186143001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier décisionnel est à l'effet d'octroyer un contrat pour l'installation d'une clôture ornementale dans le parc du Pied-du-Courant (anciennement parc Bellerive), le long de la rue Notre-Dame Est. Plusieurs groupes citoyens ont exprimé le désir que l'arrondissement sécurise les lieux en proposant de délimiter le parc de ce boulevard très passant, à l'aide d'une clôture. Cette initiative permettra d'attirer les résidents, les aîné.es et les familles avec leurs enfants dans un site plus adapté. Cette demande des citoyens est cohérent avec l'approche de l'arrondissement quant à l'appropriation collective des espaces publics. Ce parc connaît déjà un achalandage important lors d'événements tel que l'International des Feux Loto-Québec, fêtes citoyennes, etc. L'installation de cette clôture au parc du Pied-du-Courant augmentera significativement le sentiment de sécurité des utilisateurs.
Le parc du Pied-du-Courant offre une très belle vue sur le fleuve Saint-Laurent, le port de Montréal, l'île Saint-Hélène et le pont Jacques-Cartier. Il a été cédé à la Ville en 1893 par la compagnie du Canadien Pacifique, en échange du terrain qui a accueilli plus tard la gare Viger. Ce parc est situé au sud de la rue Notre-Dame Est, entre les rues Fullum à l'ouest, et D'Iberville, à l'est.

Ce premier volet d'une série de plusieurs travaux à venir, s'inscrivent dans l'esprit de rénovation et d'amélioration générale d'un parc de quartier dont les aménagements datent de plusieurs décennies.

La Division des Parcs et de l'horticulture a procédé au lancement d'un appel d'offres public le 10 mai 2018 et l'ouverture des soumissions a eu lieu le 28 mai 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM18 0551 du 23 avril 2018 - Renommer « parc du Pied-du-Courant » le parc Bellerive situé dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Les travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à l'installation d'une clôture ornementale en acier peint en noir ancrée dans des cylindres de béton coulé, ainsi qu'à la

mise en place de portes simples, doubles et de barrières coulissantes sur rails. De plus, des réparations des surfaces asphaltées et gazonnées seront nécessaires afin de remettre celles -ci en bon état.

Une réhabilitation environnementale sera effectuée et les sols excavés devront être gérés en tenant compte de leur taux de contamination. (Voir fascicules 2-120 et 2-220).

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP-18-013 visant les travaux d'aménagement précités, au total cinq (5) représentants d'entreprise se sont procurés les documents via le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et trois (3) entreprises ont déposé une soumission, à savoir:

Firmes soumissionnaires	Prix avant taxes	Taxes	Contingences (10%) Taxes incluses	Total (TTC)
Salvex Inc.	225 000,00 $	33 693,75 $	25 869,38 $	284 563,13 $
Gestion S Forget Inc	260 300,00 $	38 979,93 $	29 927,99 $	329 207,92 $
Dernière estimation réalisée	239 989,23 $	35 938,39 $	27 592,77 $	275 927,62 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)* Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse)) x 100*				306 885,52 $ 7,84 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)* Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse)) x 100*				44 644,79 $ 15,69 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation)) x 100*				8 635,51 $ 3,13 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse)) x 100*				44 644,79 $ 15,69 %

Le plus bas soumissionnaire, Les entreprises Ventec inc. n'a pas été retenu car l'entreprise fait partie de La liste des firmes à rendement insatisfaisant. En effet, les arrondissements de Verdun et Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce ont tous les deux déposé des dossiers de mauvais rendement de Les entreprises Ventec inc. au comité exécutif, le 18 avril dernier. Cette compagnie est ainsi inscrite sur la liste de firmes à rendement insatisfaisant pour une période de deux (2) ans à compter de la date de la résolution du comité exécutif.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que Salvex Inc. (le deuxième plus bas soumissionnaire conforme) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun

des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la PGC ont été faites le 29 mai 2018.

Ce contrat n'étant pas visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Le montant de la soumission reçue comprend les contingences et les taxes applicables en vigueur pour 2018.

Nous recommandons d'autoriser des crédits de 17 200,00 $ (taxes incluses) pour les frais incidents suivants:

Disposition des sols: 7 000 $
Surveillance environnementale: 7 000 $
Frais de laboratoire et autres frais technique: 2 000 $
Panneau de chantier: 750 $
Enseigne de parc: 450 $

La dépense totale à autoriser est de 301 763,13 $ (taxes incluses).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir interventions financières jointes au présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Plusieurs gestes verts ont été considérés lors de la conception et préparation des plans et devis du projet, et que l'Entrepreneur adjudicataire devra respecter afin de mieux préserver l'environnement, dont:
a. Éviter la transmission de lumière à l'extérieur du site en utilisant un éclairage diffus ou voilé qui ne créera ni éblouissement ni éclairage direct sur les propriétés voisines, les rues et le ciel nocturne.
b. Un contrôle des sédiments et d'évacuation de ceux-ci hors du site doit être assuré par l'Entrepreneur, afin de ne pas envoyer des débris ni sédiments dans les égouts de la Ville;
c. L'Entrepreneur doit exercer un contrôle sur la pollution atmosphérique par des poussières ou particules;
d. Gestion des déchets de construction et détournement des sites d'enfouissement des débris provenant de la construction et de la démolition, dans la mesure où cela serait possible;
e. L'Entrepreneur doit utiliser des produits et matériaux de construction d'extraction et de fabrication régionale, afin de favoriser ainsi l'économie locale et réduire les impacts environnementaux causés par leur transport;
f. Favoriser l'utilisation de matériaux avec contenu recyclé et /ou récupéré.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus de créer un lieu sécuritaire, à proximité de riverains ayant de jeunes familles, ce projet permettra d'améliorer la qualité de vie générale du milieu et favorisera les échanges sociaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat: Juin 2018
Réalisation des travaux: Été 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, incluant les clauses de prévention de la collusion et de la fraude.
Par ailleurs, les clauses en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges de l'appel d'offres public.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Nathalie N HÉBERT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée POIRIER, Ville-Marie

Lecture :

Josée POIRIER, 30 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vincent LEMAY
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-4518
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-30

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2018-05-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186143001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 284 563,13 $ à Salvex inc. pour effectuer les travaux d'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant et autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ (appel d'offres public VMP-18-013 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1186143001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-31

Corinne ANDRIEU
Directrice des Services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

CAHIER DES CHARGES

Parc du Pied-du-Courant
Installation d'une clôture ornementale

Appel d'offres public nº VMP-18-013

Vincent Lemay, architecte paysagiste
Chargé de projet

10 mai 2018

Révision N°	Date	Description	Préparé par :

Montréal

Division des parcs et de l'horticulture Direction des travaux publics Adresse 800 boulevard de Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2L 4L8	**AVIS D'APPEL D'OFFRES**	Appel d'offres public Nº VMP-18-013 Exécution de travaux VMP-18-013_parc du Pied-du-Courant_Cahier des Charges

Division des parcs et de l'horticulture

Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant 11 h, à la date ci-dessous, à la Direction du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie :	Travaux
Appel d'offres :	VMP-18-013
Descriptif :	Parc du Pied-du-Courant – Installation d'une clôture ornementale
Date d'ouverture :	Le 28 mai 2018
Dépôt de garantie :	10 % de la valeur de la soumission
Renseignements :	Pour toute question s'adresser à : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca
Documents :	Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 mai 2018 sur le SEAO.
Visite supervisée des lieux :	☒ N/A. ou ☐ Oui, obligatoire :

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du cahier des charges.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de l'Arrondissement de Ville-Marie, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 10 mai 2018

Vincent Lemay, architecte paysagiste
Chargé de projets
Service ou arrondissement

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

Montréal

Division des parcs et de l'horticulture Direction des travaux publics Adresse 800 boulevard de Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2L 4L8	**AVIS DE DÉSISTEMENT**	Appel d'offres public Nº VMP-18-013 Exécution de travaux VMP-18-013_parc du Pied-du-Courant_Cahier des Charges

Numéro d'appel d'offres : VMP-18-013

Titre de l'appel d'offres : Parc du Pied-du-Courant – Installation d'une clôture ornementale

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible à l'adresse suivante courriel:

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges • Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de soumission et d'octroi • Les délais de la soumission sont insuffisants. • La période de soumission ne convient pas au fournisseur. • Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service • Le fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance • Produit ou service non offert. • Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison • Délais de livraison hors d'atteinte. • Les fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes • Le carnet des commandes du fournisseur est complet présentement.		
Garanties • Garantie de soumission ou d'exécution trop élevée. • Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de l'entreprise)

(Signature du représentant de l'entreprise)

(Date)

Table des matières

PAGE

AVIS D'APPELS D'OFFRES ii

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL iii

AVIS DE DÉSISTEMENT iv

NOMBRE TOTAL DE PAGES

SECTION I – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES 16

SECTION II – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES 120

SECTION III – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES 16

SECTION IV – FORMULAIRE DE SOUMISSION 4

SECTION V – DOCUMENTS NORMALISÉS 128

SECTION VI – ANNEXES 110

1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission 1
2. Gabarit d'étiquette de retour 1
3. Cahier des dessins standards 1

SECTION VII – DEVIS TECHNIQUE 24

SECTION VIII – CAHIER DES PLANS en pièces détachées 2

Plan no. ..... Description

	Page frontispice
CED	Conditions existantes et de démolition
1001	Surfaces et description des travaux

SECTION I
INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

1. Définitions 3

2. Conditions relatives à la préparation de la Soumission 3

2.1 Obtention du Cahier des charges 3
2.2 Frais de Soumission 3
2.3 Examen du Cahier des charges et visites des lieux 3
2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres 4
2.5 Présentation de la Soumission 5
2.6 Signature de la Soumission 6
2.7 Envoi et réception des Soumissions 6
2.8 Avis de désistement 6
2.9 Documents de garantie à fournir avec la Soumission 6
2.10 Remise des garanties 8
2.11 Conditions d'admissibilité 8
2.12 Politique de gestion contractuelle 10
2.13 Participation à l'élaboration des documents d'Appel d'offres 10

3. Conditions relatives à la Soumission 11

3.1 Acceptation des Soumissions 11
3.2 Soumission présentée par un consortium 11
3.3 Évaluation de l'Adjudicataire et aptitude à soumissionner 12
3.4 Renseignements et documents supplémentaires 12
3.5 Retrait ou modification des Soumissions 12
3.6 Propriété des documents 12
3.7 Absence de Contrat 13
3.8 Prix unitaires et forfaitaires 13
3.9 Contrat à prix forfaitaire 14

4. Condition de conformité des Soumissions 15

4.1 Clauses de rejet automatique 15

5. Durée de validité des Soumissions 16

6. Analyse des Soumissions 16

7. Confidentialité des Soumissions 16

1. Définitions

Veuillez vous référer à l'article 1 du cahier des clauses administratives générales (CCAG).

2. Conditions relatives à la préparation de la Soumission

2.1 Obtention du Cahier des charges

Le Soumissionnaire doit se procurer le Cahier des charges sur le SEAO, en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents. À défaut pour un Soumissionnaire de s'être procuré lui-même le Cahier des charges via le SEAO, sa Soumission est rejetée. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Soumissionnaire figurant sur la Soumission doit être le même que celui fourni pour se procurer le Cahier des charges sur le SEAO.

2.2 Frais de Soumission

2.2.1 Le Soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour l'obtention du Cahier des charges, la préparation et la présentation de sa Soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Responsable de l'Appel d'offres, sous réserve de l'article 2.2.2.

2.2.2 Lorsque la décision de ne pas donner suite à un Appel d'offres public est prise postérieurement à l'ouverture des Soumissions ou dans le cas où un système de pondération et d'évaluation des offres est prévu, postérieurement à l'évaluation des offres, le Soumissionnaire qui aurait été déclaré l'Adjudicataire reçoit, à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées :

a) pour une Soumission dont le montant est ≥ 500 000 $ et < 1 000 000 $: un montant de 2 000 $;

b) pour une Soumission dont le montant est ≥ 1 000 000 $: un montant de 5 000 $.

2.2.3 Si la cause d'annulation découle d'une infraction liée à l'application de la politique de gestion contractuelle ou si le processus d'octroi de contrat est annulé par le bureau de l'inspecteur général conformément à la charte de la Ville, aucun dédommagement ne sera accordé.

2.3 Examen du Cahier des charges et visites des lieux

2.3.1 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage dans le Contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le Soumissionnaire doit notamment :

a) étudier soigneusement le Cahier des charges ainsi que tout autre écrit ou toute Norme auxquels la Ville réfère dans ce dernier;

b) vérifier les lieux accessibles au public où les travaux doivent être exécutés ou, lorsque ces lieux ne sont pas accessibles au public, prendre rendez-vous auprès du Responsable de l'Appel d'offres pour les vérifier;

c) faire un examen complet de la nature et de l'état des lieux où les travaux doivent être exécutés et à proximité de ceux-ci, notamment des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans;

d) recueillir et vérifier tous les éléments et renseignements pertinents à l'exécution des travaux, notamment auprès des entreprises propriétaires des Réseaux techniques urbains (RTU);

e) évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux.

2.3.2 Tous les renseignements fournis relativement aux structures et aux Réseaux techniques urbains (RTU) existants le sont à titre d'information seulement à des fins de soumission et non de construction. Leur position est approximative.

2.3.3 Le Soumissionnaire doit inclure aux articles appropriés de la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission tous les coûts liés aux Réseaux techniques urbains (RTU) et occasionnés par leur présence.

2.3.4 Le Soumissionnaire doit, de plus, signaler à la Ville sans délai toute erreur, omission ou inexactitude dans le Cahier des charges, qu'il décèle ou qu'il aurait dû déceler, compte tenu de son expérience ou de son expertise.

2.3.5 Visite supervisée des lieux

Le statut de la visite indiquée d'un X dans l'encadré s'applique au présent Appel d'offres.

☒ Aucune visite supervisée des lieux par la Ville n'est prévue pour cet Appel d'offres.

☐ La visite supervisée des lieux est obligatoire sous peine de rejet de la Soumission. Le Soumissionnaire doit prendre rendez-vous selon les modalités suivantes :

- Dates des visites :
- Horaire : 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 00;
- Date limite pour prendre rendez-vous : au plus tard 48 heures avant la date de début des visites;
- Prendre rendez-vous aux coordonnées suivantes :

vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca.

Le Soumissionnaire doit avoir pris connaissance du Cahier des charges avant la visite. La personne qui fait visiter le Soumissionnaire n'est en aucun cas autorisée à répondre aux questions afin d'expliquer la portée des travaux ou les contraintes relatives au projet. Toute question doit être posée selon les modalités prévues à la section 2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres.

2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres

2.4.1.1 S'il y a lieu d'expliquer ou de modifier l'Appel d'offres, la Ville émettra un Addenda, en français.

2.4.1.2 En déposant une soumission, son signataire atteste avoir reçu tous les Addendas publiés par la Ville sur le système SEAO.

2.4.1.3 Aucun renseignement relatif à l'Appel d'offres n'est opposable à la Ville, à moins d'avoir été fourni au moyen d'un Addenda.

2.4.1.4 Toute question concernant le Cahier des charges susceptible d'avoir une incidence sur le prix des soumissions doit être soumise par écrit à l'adresse courriel indiquée à l'article 2.4.5 ci-dessous, au moins 10 Jours calendrier avant l'ouverture des Soumissions.

2.4.2 Les Soumissionnaires sont priés de noter que toutes les questions (techniques, administratives ou de toute autre nature) concernant le Cahier des charges doivent être soumises par écrit, selon les délais prévus, au Responsable de l'Appel d'offres à l'adresse courriel suivante :

- Nom du Responsable de l'Appel d'offres :

  Domenico Zambito

- Adresse courriel :

  vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

2.4.3 Toute question ou communication concernant le comportement du Responsable de l'Appel d'offres ou l'intégrité du processus d'octroi du Contrat doit être adressée au bureau de l'inspecteur général ou au contrôleur général de la Ville.

2.5 Présentation de la Soumission

Le Soumissionnaire doit présenter sa Soumission, sous pli cacheté, comme suit :

2.5.1 La Soumission doit être complétée sur les formulaires de la Ville et contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville.

2.5.2 La Soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et, le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

2.5.3 Soumissions avec Contrat à prix unitaires

Le Soumissionnaire doit compléter chaque élément de la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission, étant entendu que si le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire, la Ville peut le reconstituer conformément à l'article 3.8.2.1.1. Si le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire et qu'il est impossible de le reconstituer, sa Soumission est automatiquement déclarée non conforme, sans possibilité de remédier au défaut.

2.5.3.1.1 Toute rature faite sur le Formulaire de soumission doit être paraphée par le signataire de la Soumission.

2.5.4 Les exemplaires de la Soumission requis sont les suivants :

2.5.4.1 Un (1) exemplaire papier réputé être l'original, non relié;

2.5.4.2 Deux (2) copies papier de l'original, non reliées, portant la mention « copie »;

2.5.4.2.1 Une (1) copie électronique non verrouillée des originaux papier en format PDF et une (1) copie de la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission en format Excel, le tout déposé sur CD-ROM ou sur une clé USB et placé dans l'enveloppe de soumission.

La clé USB ou le CD-ROM doit être clairement identifié(e) au nom du Soumissionnaire avec le N° de l'Appel d'offres (SEAO). En cas de

divergence entre le document papier et le document électronique, le document papier a préséance.

2.5.5 Au moment de compléter le Formulaire de soumission, le Soumissionnaire :

- dont l'entreprise est constituée au Québec,
- dont l'entreprise n'est pas constituée au Québec, mais y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise,
- qui a son domicile au Québec,

doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ).

2.5.6 Le Soumissionnaire doit indiquer dans sa Soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le Contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le Soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

2.6 Signature de la Soumission

Le Formulaire de soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission.

2.7 Envoi et réception des Soumissions

Quel que soit le mode d'expédition que le Soumissionnaire choisit d'adopter, toute Soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement sous pli cacheté, au lieu désigné, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis public. L'horodateur qui se trouve dans le lieu désigné fait foi de la date et de l'heure de réception de la Soumission.

Le Soumissionnaire doit utiliser l'étiquette de la Ville, disponible en annexe du présent Cahier des charges, et l'apposer sur son enveloppe de retour.

2.8 Avis de désistement

Afin de permettre à la Ville de connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter une Soumission après avoir commandé le Cahier des charges via le SEAO, celle-ci doit remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

L'entreprise qui retire sa Soumission sans en présenter une autre au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour la réception des Soumissions doit également remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

2.9 Documents de garantie à fournir avec la Soumission

2.9.1 Garantie de soumission

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission une garantie de soumission qui doit être d'un montant équivalant à au moins 10 % du montant total de la Soumission, incluant les taxes et les Contingences.

2.9.1.1 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes et les contingences est inférieur à 500 000 $:

La garantie doit être fournie suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes :

a) par un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la ville de Montréal;

b) par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec;

c) par une lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande nonobstant tout litige, conforme à l'annexe C du CCAG et émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

2.9.1.2 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes et les Contingences est supérieur ou égal à 500 000 $:

La garantie doit être fournie par un cautionnement de soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

2.9.1.3 Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire :

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission l'annexe H *Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire* du CCAG, complétée et dûment signée par la compagnie d'assurances avec laquelle il souhaite faire affaire. Pour être valide, la lettre doit couvrir la même durée de validité que la Soumission, et la compagnie d'assurances doit détenir un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec (article 3.1.2 du CCAG).

2.9.2 Défaut

2.9.2.1 Après l'ouverture des Soumissions et avant l'octroi du Contrat, le Soumissionnaire est réputé en défaut :

a) s'il modifie ou retire sa Soumission; ou

b) s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir les documents, les renseignements requis dans le Cahier des charges ou les précisions demandées par le Responsable de l'Appel d'offres.

2.9.2.2 Dans les cas mentionnés à l'article 2.9.2.1, le Responsable de l'Appel d'offres précise à la caution, le cas échéant, la nature du défaut reproché au Soumissionnaire.

2.9.2.3 Le Soumissionnaire réputé en défaut au sens de l'article 2.9.2.1 est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre Soumissionnaire, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans le cautionnement de soumission.

2.10 Remise des garanties

2.10.1 Après l'octroi du Contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de soumission seront remises sans intérêt aux Soumissionnaires dont les Soumissions n'auront pas été retenues.

2.10.2 Si la garantie d'exécution de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'un chèque visé, la Ville l'encaissera après l'octroi du Contrat. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.3. Paiements : décompte final.

2.11 Conditions d'admissibilité

Le Soumissionnaire doit rencontrer toutes les exigences d'admissibilité suivantes afin que sa Soumission soit recevable.

2.11.1 Autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers

La situation marquée d'un X dans l'encadré s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

☐ Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et a pour objet des travaux de construction :

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission.

Toute entreprise partie à un sous-Contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

OU

☐ Contrat visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de son autorisation à sa Soumission.

Toute entreprise partie à un sous-Contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres pour des travaux de même nature et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

Toute entreprise partie à un sous-Contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux ou à un sous-Contrat de services reliés à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout qui comporte une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et qui est rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (décret 795-2014).

OU

☐ Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet :

a) l'approvisionnement en enrobés bitumineux;

b) des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout.

Conformément au décret 795-2014 du 10 septembre 2014, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission.

Toute entreprise partie à un sous-Contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou à un sous-Contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

2.11.2 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Le Soumissionnaire inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (ci-après nommé RENA) ne peut présenter une Soumission.

Lorsque le Soumissionnaire qui, dans le cadre de l'exécution du Contrat avec la Ville, conclut un sous-contrat rattaché directement au Contrat avec un Sous-traitant inscrit au RENA, la Ville se réserve le droit d'invoquer le défaut de celui-ci.

2.11.3 Licence de la Régie du bâtiment du Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date d'ouverture des Soumissions, une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fins de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de cette licence à sa Soumission.

2.11.4 Attestation de Revenu Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date de dépôt de sa Soumission, une attestation valide délivrée par Revenu Québec avant la date limite fixée pour le dépôt des Soumissions, selon laquelle il a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour permettre une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de cette attestation à sa Soumission.

Si l'adjudication du Contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du contrat.

Tout soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec ou qui n'y exerce aucune activité ou qui n'y exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une telle attestation, remplir et signer l'annexe D *Absence d'établissement au Québec* et la présenter avec sa Soumission lorsqu'un accord de libéralisation des marchés conclu par le gouvernement du Québec est applicable.

2.12 Politique de gestion contractuelle

En déposant une Soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle (jointe à l'annexe E du CCAG) adoptée par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes et souscrit à tous les engagements qui y sont prévus.

Le soumissionnaire doit prendre note de la modification de la politique de gestion contractuelle suivante :

« En vertu d'une sentence arbitrales, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers le membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires »

2.13 Participation à l'élaboration des documents d'Appel d'offres

2.13.1 En déposant une Soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

a) ni le Soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du

Soumissionnaire dans les 6 mois précédant l'Appel d'offres, un de ses Sous-traitants ou consultants,

b) ni une entreprise qui lui est liée ou un de ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les 6 mois précédant l'Appel d'offres, un de ses Sous-traitants ou consultants, n'ont accompagné la Ville dans l'élaboration du présent Appel d'offres.

2.13.2 Malgré l'article 3.1.2 et sous réserve de l'article 2.13.4, si l'une ou l'autre des personnes mentionnées à l'article 2.13.1 a accompagné la Ville dans l'élaboration de l'Appel d'offres, dans le délai y étant prévu, la Soumission est déclarée non-conforme et rejetée.

2.13.3 Pour plus de précisions, le fait, pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent Cahier des charges constitue un accompagnement dans l'élaboration du présent Appel d'offres.

2.13.4 Cependant, ne constitue pas un accompagnement prohibé le fait, pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent Cahier des charges, mais explicitement mis à la disposition de tout Soumissionnaire éventuel.

2.13.5 La Ville peut résilier le Contrat conclu avec l'Adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci que son affirmation solennelle à titre de Soumissionnaire était inexacte ou bien qu'il ne respecte pas les engagements prévus à l'article 2.13.1 (un accompagnement prohibé). Dans une telle éventualité, l'Adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la Soumission qu'il a présentée et le montant du Contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le Contrat, y compris tous les dommages résultant d'une telle résiliation.

3. Conditions relatives à la Soumission

3.1 Acceptation des Soumissions

3.1.1 La Ville n'est tenue d'accepter aucune Soumission.

3.1.2 À moins d'un défaut mentionné à l'article 4.1, la Ville peut, s'il est de son intérêt, passer outre à tout vice ou défaut mineur que peut contenir la Soumission et permettre, à sa discrétion, à tout Soumissionnaire de corriger sa Soumission dans la mesure où cette correction n'affecte pas le prix de sa Soumission, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.8.2.1.1.

3.1.3 La Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet d'une Soumission.

3.1.4 Le Soumissionnaire doit remédier à tel défaut et doit corriger à la satisfaction de la Ville dans un délai de cinq (5) Jours ouvrables d'une telle demande ou dans tout autre délai indiqué par la Ville, à défaut de quoi la Soumission peut être jugée non conforme et rejetée. Ces corrections ne peuvent modifier le prix de la Soumission.

3.1.5 Le Soumissionnaire ne peut tirer avantage du fait qu'il n'a pas respecté une exigence des documents contractuels ou qu'il a négligé d'apporter, à la satisfaction de la Ville, une correction demandée pour se retirer ou se démettre de sa Soumission.

3.2 Soumission présentée par un consortium

La formation de consortium est interdite.

3.3 Évaluation de l'Adjudicataire et aptitude à soumissionner

3.3.1 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute Soumission d'un Entrepreneur ou d'un Fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

Si une telle évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard de l'Entrepreneur ou de l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du Contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le Contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le Contrat dans le cas où l'identité d'un Sous-traitant de l'Entrepreneur lui est communiquée après l'adjudication du Contrat et que ce Sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-Contrat.

La liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant est rendue publique sur le site Internet de la Ville. Cette liste comprend également les entrepreneurs.

3.4 Renseignements et documents supplémentaires

3.4.1 Le Responsable de l'Appel d'offres peut, après l'ouverture des Soumissions, requérir du Soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite Soumission. Il peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le Formulaire de soumission, lequel prévaut en tout temps.

3.4.2 Le Soumissionnaire doit fournir, à la demande du Responsable de l'Appel d'offres, les renseignements et documents supplémentaires concernant sa Soumission.

3.4.3 Le Soumissionnaire qui fait défaut de fournir les renseignements ou documents requis par le Responsable de l'Appel d'offres est réputé en défaut, tel que précisé à l'article 2.9.2.1.b) « Défaut ».

3.5 Retrait ou modification des Soumissions

3.5.1 Le Soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa Soumission :

3.5.1.1 Après la date fixée pour l'ouverture des Soumissions et pour toute la durée de validité de la Soumission.

3.5.1.2 À compter du jour où sa Soumission est approuvée par l'Autorité compétente.

3.5.2 Après l'ouverture des Soumissions, le Responsable de l'Appel d'offres peut demander au Soumissionnaire de prolonger, par écrit, la durée de validité de sa Soumission. Si ce dernier accepte, il doit, au besoin, fournir à la Ville tous les documents requis en vertu du Cahier des charges avec la bonne durée de validité.

3.6 Propriété des documents

3.6.1 La Soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite Soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au Soumissionnaire.

3.6.2 Le Cahier des charges ne devra pas être utilisé à d'autres fins que celles visées par l'Appel d'offres ni être publié, reproduit ou copié, en tout ou en partie.

3.6.3 Quiconque se procure un exemplaire du Cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ce document à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la Soumission.

3.7 Absence de Contrat

3.7.1 Le Soumissionnaire reconnaît que sa Soumission ne constitue pas un Contrat, mais une simple proposition, formulée à la suite d'un Appel d'offres, qu'il soumet à la considération de la Ville.

3.7.2 Le Soumissionnaire reconnaît également qu'une Soumission ne lie pas la Ville, tant et aussi longtemps que le Contrat n'a pas été accordé par l'Autorité compétente.

3.8 Prix unitaires et forfaitaires

3.8.1 Prix

Sous réserve de la reconstitution d'un prix unitaire ou de la correction des erreurs d'écriture ou de calcul pour un prix unitaire, les prix soumis, unitaires ou forfaitaires, sont fixes, à moins d'indication contraire dans le Cahier des charges.

Ils comprennent ou couvrent, notamment la fourniture des Matériaux, du matériel, des menus objets et de la main-d'œuvre, l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation, au parachèvement et, le cas échéant, à l'entretien de l'Ouvrage, ainsi que toutes les autres dépenses inhérentes et nécessaires à la fourniture des biens, à l'exécution des travaux et à l'accomplissement des obligations visées par le Contrat.

Les prix unitaires ou forfaitaires comprennent également les frais de douanes et les taxes, autres que celles sur les produits et services (TPS) et sur la taxe de vente du Québec (TVQ) qui doivent être indiquées séparément.

Les frais généraux et les profits doivent être indiqués séparément aux items prévus à cet effet à la section C, Bordereau de soumission du Formulaire des soumissions.

Les éléments à inclure au Bordereau et la répartition des frais généraux sont décrits au cahier des clauses administratives spéciales.

3.8.2 Prix unitaires

Les prix unitaires visent l'exécution d'un travail défini ou la fourniture d'un bien déterminé. Le prix unitaire pour un élément particulier est fixe et invariable, mais le prix total peut varier suivant la quantité requise de cet élément.

3.8.2.1 Quantités

Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un travail à prix unitaire ou fournit un bien, il n'a droit qu'au paiement des quantités de travaux réellement exécutés et de biens réellement fournis.

Les quantités indiquées à la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission ne sont que des quantités estimées aux fins de l'évaluation des Soumissions. Les quantités réelles pourront être supérieures ou inférieures à celles indiquées dans la section C), Bordereau de prix du Formulaire de soumission.

3.8.2.1.1 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul et reconstitution d'un prix unitaire

En tout état de cause, la Ville peut corriger une erreur d'écriture ou une erreur de calcul et effectuer les ajustements qui en découlent. La Ville peut également, lorsque le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire pour un élément de la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission, le reconstituer en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. En cas d'erreur de calcul, le prix unitaire prévaut.

Si la correction d'une erreur de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Responsable de l'Appel d'offres en avise par écrit les Soumissionnaires concernés.

3.8.3 Prix forfaitaires

3.8.3.1 Les prix forfaitaires visent l'exécution ou la fourniture d'un ensemble de travaux ou de biens. Ils sont fixes et invariables bien que l'Ouvrage ou les biens à fournir prévus au Cahier de charges aient exigé plus de travail ou aient coûté plus cher qu'il n'avait été prévu par le Soumissionnaire.

3.8.3.2 Quantités

Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un ensemble de travaux à prix forfaitaire ou fournit un ensemble de biens, il n'a droit qu'au paiement prévu pour cet ensemble de travaux ou de biens, à moins que le Directeur ne signe, au préalable, un ordre de changement.

3.9 Contrat à prix forfaitaire

3.9.1 Prix indiqué au Formulaire de soumission

Le prix forfaitaire inscrit à la section A) *Sommaire* du Formulaire de soumission a préséance en tout temps et sert à déterminer la plus basse Soumission conforme. Si la Ville constate une erreur de calcul ou si la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission ne correspond pas au prix forfaitaire soumis, aucune correction ne sera permise et le prix indiqué à la section A) *Sommaire* du Formulaire de soumission prévaudra.

3.9.2 Section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission

Les travaux et la ventilation des prix inscrits dans la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission sont à titre indicatif seulement. Le Soumissionnaire doit prévoir, dans la détermination de son prix forfaitaire, le coût de l'ensemble des travaux requis pour l'exécution du Contrat. Les coûts reliés à ces travaux ou à un élément non identifié ou omis par la Ville dans la section C) *Bordereau de soumission* du Formulaire de soumission doivent être inclus dans le prix de sa Soumission.

3.9.3 Ventilation complète du prix de la Soumission

Le Responsable de l'Appel d'offres peut exiger du Soumissionnaire ayant déposé la plus basse Soumission conforme de lui fournir par écrit et sur demande par fichier électronique éditable avant l'adjudication du Contrat une ventilation complète et détaillée du prix de sa Soumission suivant une répartition que la Ville a elle-même établie.

Le total des montants indiqués à cette ventilation doit être égal au prix forfaitaire inscrit à la section A) *Sommaire* du Formulaire de soumission.

4. Condition de conformité des Soumissions

4.1 Clauses de rejet automatique

Toute Soumission ne satisfaisant pas à l'une ou à l'autre des conditions ci-dessous décrites sera jugée non conforme et sera automatiquement rejetée :

a) Le Soumissionnaire doit s'être procuré lui-même et pour lui-même les documents d'appel d'offres via le SEAO;

b) Le Soumissionnaire doit avoir participé à une visite des lieux supervisée lorsque celle-ci est obligatoire;

c) Le contenu du Formulaire de soumission doit respecter les critères énoncés à l'article 2.5.1;

d) Le Formulaire de soumission doit être signé;

e) La garantie de soumission doit être jointe à la soumission;

f) La soumission doit avoir été reçue à l'endroit prévu et avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions;

g) Toute autre condition de conformité indiquée dans le Cahier des charges et pour laquelle il est indiqué que le non-respect entraîne le rejet automatique de la soumission.

5. Durée de validité des Soumissions

À compter de la date d'ouverture des Soumissions, toute Soumission est valide pour une durée de :

☐ 60 jours

☒ 90 jours

☐ 120 jours

6. Analyse des Soumissions

a) La Ville procède à l'examen des Soumissions reçues en vérifiant l'admissibilité des Soumissionnaires et la conformité de leur Soumission;

b) En cas d'égalité des résultats de l'Appel d'offres, le Contrat est adjugé à la suite d'un tirage au sort.

7. Confidentialité des Soumissions

a) Seuls les renseignements consignés la section A) *Sommaire* du Formulaire de soumission seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des Soumissions.

b) En conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), la Ville pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au greffier de la Ville de Montréal, lorsque le contrat est accordé par le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération, et aux secrétaires d'arrondissement lorsque le contrat est accordé par un conseil d'arrondissement, certaines informations relatives à cet Appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

SECTION II
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

Section à NE PAS retourner

Montréal

Cahier des clauses administratives générales

Exécution de travaux

Révision 2016-09-30

AVIS

Le présent cahier doit être utilisé dans son intégralité. L'Entrepreneur doit tenir compte du fait que certaines clauses du présent cahier peuvent être complétées, modifiées ou annulées par d'autres documents du Cahier des charges. Une lecture diligente de tous les documents du Cahier des charges est nécessaire. Tout changement apporté au contenu du présent cahier est précisé dans un document distinct, soit dans les instructions aux Soumissionnaires, soit dans le cahier des clauses administratives spéciales.

L'utilisateur ou l'utilisatrice est invité à faire part de toute suggestion ou de tout commentaire concernant l'application des clauses du présent cahier en remplissant l'Annexe A *Commentaires et propositions de modifications* du CCAG et des IAS et en l'envoyant à comiterevision@ville.montreal.qc.ca. Tous les formulaires reçus seront étudiés afin que le comité de rédaction et de révision puisse apporter annuellement les modifications nécessaires au présent cahier, le cas échéant.

AVANT-PROPOS

Le présent document a été revu et approuvé par le comité de rédaction et de révision formé des membres suivants :

France Beaulieu, SPO	Monya Ostiguy, DI, SIVT
Yvan Péloquin, DI, SIVT	Martin Boulianne, DI, SIVT
Dan Ionita Constantin, DI, SIVT	Biagio Zilembo, SGPI
André Lemieux, DEEU, SE	Jean-François Nadon, SGPVMR
Amar Sadoun, ing, arr. R.D.P./P.A.T.	Sophie Laberge, arr. Outremont
Dominic Vachon, DT, SIVT	Sébastien Deshaies, DGP, SIVT

La collaboration ou la participation des personnes ou associations suivantes est également à souligner :

Robert Millette, DEP, SE	Richard Vézina, RCGT
Béchir Bouzaidi, DI, SIVT	Alain Fiset, arr. Outremont
Sonia Thompson, arr. Verdun	Louis Auger, DEP, SE
Georges Del Rio, DEEU, SE	
Le Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal	
Association Québécoise des entrepreneurs en Infrastructure (AQEI)	
Association de la construction du Québec (ACQ)	
Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTQ)	
Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	
Association canadienne de caution (ACC)	

Table des matières

1.1 Addenda 7
1.2 Adjudicataire 7
1.3 Appel d'offres 7
1.4 Autorité compétente 7
1.5 Autorité des marchés financiers (AMF) 7
1.6 Bordereau de soumission 7
1.7 B.S.D.Q. 7
1.8 Cahier des charges 7
1.9 Chantier 8
1.10 Chemin critique 8
1.11 Consortium 8
1.12 Contingences 8
1.13 Contrat 8
1.14 Directeur 8
1.15 Échéancier 8
1.16 Entrepreneur 8
1.17 Formulaire de soumission 9
1.18 Fournisseur 9
1.19 Inspection 9
1.20 Jour ouvrable 9
1.21 Jour calendrier 9
1.22 Matériaux 9
1.23 Matériel 9
1.24 Normes 9
1.25 Ouvrage 9
1.26 Politique de gestion contractuelle (PGC) 9
1.27 Professionnel désigné 10
1.28 Réseaux techniques urbains (RTU) 10

1.29 Responsable de l'Appel d'offres 10
1.30 SEAO 10
1.31 Soumission 10
1.32 Soumissionnaire 10
1.33 Sous-contrat visé 10
1.34 Sous-traitant 10
1.35 Ville 11
1.36 Visa 11
2. Garantie d'exécution et garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services 11
2.1 Conditions générales 11
2.1.1 Conditions relatives à la garantie d'exécution et la garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services 11
2.1.2 Défaut 12
2.2 Autres conditions 13
3. Assurances 13
3.1 Conditions générales 13
3.1.1 Généralités 13
3.1.2 Assurance — responsabilité civile 13
3.1.3 Assurance responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires 14
3.1.4 Assurance chantier tous risques 14
3.1.5 Défaut 14
4. Dispositions contractuelles 15
4.1 Généralités 15
4.1.1 Lieu de formation du Contrat 15
4.1.2 Représentant de l'Entrepreneur 15
4.1.3 Interprétation des documents 15
4.2 Applications et exemptions 17
4.2.1 Lois 17
4.2.2 Licence d'entrepreneur 17
4.2.3 Permis, certificats et autorisation d'occupation du domaine public 17
4.2.4 Taxes 17
4.2.5 Exemptions, subventions et rabais 18
4.2.6 Brevets et droits d'auteur 18
4.3 Responsabilité de l'Entrepreneur 19

4.3.1 Exécution du Contrat 19
4.3.2 Cession 19
4.3.3 Sous-traitance 20
4.3.4 Recours et responsabilités 21
4.3.5 Loi sur la santé et la sécurité du travail 21
4.3.6 Explosifs 23
4.3.7 Protection 23
4.3.8 Archéologie 25
4.3.9 Mesures d'urgence 25
4.3.10 Comptabilité et contrôle 25
4.3.11 Réclamations, hypothèques légales, compensation et retenues 25
4.4 Processus d'évaluation du rendement des fournisseurs 26
4.4.1 Généralités 26
4.4.2 Définitions 27
4.4.3 Grille d'évaluation 27
4.4.4 Avis de redressement 27
4.4.5 Transmission d'une évaluation de rendement insatisfaisant 28
4.5 Défaut – résiliation 28
4.5.1 Défaut de l'Entrepreneur 28
4.5.2 Résiliation 29
5. Travaux 30
5.1 Exécution 30
5.1.1 Autorité du Directeur 30
5.1.2 Exécution des travaux 30
5.1.3 Alignements et niveaux 31
5.1.4 Documents et échantillons à soumettre pour approbation 31
5.1.5 Plans annotés (anciennement tel que construit ou TQC) 35
5.1.6 Plans de localisation des infrastructures 35
5.1.7 Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire 37
5.1.8 Délai de réalisation des travaux 38
5.1.9 Modification apportée aux délais 38
5.1.10 Instruction de chantier 40
5.1.11 Gestion des changements 40
5.1.12 Procédure de règlement des différends 44
5.1.13 Suspension des travaux 45

5.1.14 Défaut et pénalités 46
5.1.15 Travaux simultanés 48
5.1.16 Maintien de la circulation 49
5.1.17 Travaux non conformes 49
5.1.18 Fermeture d'eau 49
5.1.19 Travaux durant la période de dégel 49
5.2 Main-d'œuvre et salaire 50
5.2.1 Heures supplémentaires de travail 50
5.2.2 Changement du coût de la main-d'œuvre 50
5.3 Matériaux 50
5.3.1 Matériaux spécifiés 50
5.3.2 Demande d'équivalence 51
5.3.3 Contrôle qualitatif 52
5.4 Matériaux contaminés 52
5.5 Environnement, sécurité, protection et propreté 53
5.5.1 Sécurité, protection et environnement 53
5.5.2 Évacuation et disposition des objets, matières, produits et autres 54
5.5.3 Système d'information des matières dangereuses utilisées au travail 55
5.5.4 Protection de la couche d'ozone 55
5.5.5 Affiches 56
5.5.6 Propreté 56
5.5.7 Nettoyage final 56
5.5.8 Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne 57
5.5.9 Propreté sur le site et les rues avoisinantes 57
5.6 Paiements, réceptions et garanties 58
5.6.1 Demandes de paiement : décomptes progressifs 58
5.6.2 Réception provisoire des travaux et prise de possession 59
5.6.3 Réception provisoire partielle 60
5.6.4 Prise de possession anticipée des lieux 61
5.6.5 Paiements : décompte final 61
5.6.6 Période de garantie 62
5.6.7 Entretien durant la période de garantie 62
5.6.8 Réception définitive des travaux 63

Annexe A Commentaires et propositions de modifications du CCAG et des IAS

Annexe B Cautionnement de soumission et lettre d'engagement

Annexe C Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle

Annexe D Formulaire d'absence d'établissement au Québec

Annexe E Politique de gestion contractuelle

Annexe F Cautionnement d'exécution

Annexe G Cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services

Annexe H Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

Annexe I Certificat d'assurance responsabilité civile

Annexe J Certificat d'assurances tous risques — chantier

Annexe K Ordre de changement

Annexe L Liste des coordonnées des arrondissements pour effectuer les demandes d'autorisation d'occupation du domaine public

Annexe M Quittance partielle et renonciation à l'hypothèque légale

Annexe N Quittance finale

Annexe O Déclaration solennelle des décomptes progressifs

1. Définitions

Dans le présent document, lorsque les termes ci-dessous comportent une majuscule, ils ont le sens suivant :

1.1 Addenda

Document émis par la Ville et transmis via le SEAO modifiant le Cahier des charges avant l'ouverture des Soumissions.

1.2 Adjudicataire

Soumissionnaire auquel le Contrat a été octroyé.

1.3 Appel d'offres

Processus tenu par la Ville pour manifester son intention de faire exécuter des travaux et pour recevoir des offres quant à l'exécution de ces travaux.

1.4 Autorité compétente

Instance municipale qui a le pouvoir d'octroyer ou de résilier le Contrat selon les compétences et les seuils autorisés en vertu de la charte et des règlements de la Ville de Montréal, tels que : le comité exécutif, le conseil municipal, le conseil d'agglomération ou les conseils d'arrondissements.

1.5 Autorité des marchés financiers (AMF)

Autorité des marchés financiers ou toute autre autorité la remplaçant.

1.6 Bordereau de soumission

Section C) du Formulaire de soumission, incluant le Bordereau de prix dans le cas d'un Contrat à prix unitaires, ou le Bordereau détaillé des travaux dans le cas d'un Contrat à prix forfaitaires.

1.7 B.S.D.Q.

Bureau des soumissions déposées du Québec. Organisme privé dont la mission est de recevoir et d'acheminer des Soumissions d'entrepreneurs spécialisés dans l'industrie de la construction au Québec.

1.8 Cahier des charges

Ensemble des documents de l'Appel d'offres fournis par la Ville, soit :

- les Addendas;
- les instructions aux soumissionnaires;
- le Formulaire de soumission;
- les plans et devis spécifiques à l'Appel d'offres;

- le cahier des clauses administratives spéciales;
- le cahier des clauses administratives générales;
- les devis techniques spéciaux;
- les devis techniques normalisés;
- les plans et dessins normalisés.

1.9 Chantier

Emplacement où sont exécutés les travaux, ainsi que les lieux utilisés à proximité du Chantier pour les installations temporaires ou pour le dépôt de Matériaux ou de Matériel.

1.10 Chemin critique

Suite d'activités faisant partie intégrante de l'échéancier des travaux s'échelonnant du début à la fin du Contrat. La somme de la durée de toutes les activités faisant partie du Chemin critique doit respecter le délai de réalisation du Contrat prévu à l'article 5.1.8.

1.11 Consortium

Regroupement d'entreprises, de personnes ou de sociétés liées par une entente, qui présente une soumission en vue d'obtenir un contrat et pour lequel chacune des entreprises, des personnes ou des sociétés demeure responsable des obligations découlant du contrat.

1.12 Contingences

Situation qui survient dans le cadre de l'exécution d'un contrat, qui requiert une modification qui constitue un accessoire au contrat et n'en change pas la nature, que le Directeur autorise l'Entrepreneur à exécuter ou à fournir en signant une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.

1.13 Contrat

Le Cahier des charges, la Soumission et la résolution de la Ville acceptant la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme ou, selon le cas, la lettre du fonctionnaire autorisé à accepter cette Soumission.

1.14 Directeur

Directeur du service de la Ville concerné par l'Appel d'offres ou son représentant désigné.

1.15 Échéancier

Échéancier d'exécution des travaux élaboré selon le modèle de Gantt ou tout autre modèle indiqué dans le cahier des clauses administratives spéciales, le cas échéant.

1.16 Entrepreneur

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue à titre d'Adjudicataire pour réaliser le Contrat.

1.17 Formulaire de soumission

Ensemble de documents à remettre au dépôt de la Soumission, qui inclut, sans s'y limiter, les sections suivantes :

A) Sommaire;

B) Résumé du Bordereau de soumission;

C) Bordereau de soumission.

1.18 Fournisseur

Personne physique, société ou personne morale, ainsi que ses représentants, ses successeurs ou ses ayants droit, retenue pour fournir des Matériaux ou du Matériel.

1.19 Inspection

Activité de surveillance visant à assurer la conformité des Matériaux et des travaux par rapport aux Normes et au Cahier des charges et qui s'exerce au moyen d'observations visuelles méthodiques ou de méthodes reconnues des éléments d'un ouvrage chez l'Entrepreneur, ses Sous-traitants ou ses Fournisseurs, ou encore au Chantier.

1.20 Jour ouvrable

Jour autre qu'un samedi, un dimanche, un jour férié ou un jour de vacances annuelles prévu dans les décrets de l'industrie de la construction.

1.21 Jour calendrier

Tous les jours de la semaine, incluant le samedi et le dimanche, ainsi que les jours fériés.

1.22 Matériaux

Tout ce qui, pour exécuter l'Ouvrage, y est incorporé ou doit l'être.

1.23 Matériel

Outils, outillage, instruments, appareils, machinerie et véhicules nécessaires à l'exécution des travaux et qui ne sont pas incorporés à l'Ouvrage.

1.24 Normes

Ensemble des règles établies par un organisme compétent concernant la fabrication d'un objet ou l'utilisation d'un procédé.

1.25 Ouvrage

Ensemble des travaux que l'Entrepreneur doit réaliser aux termes du Contrat.

1.26 Politique de gestion contractuelle (PGC)

Cadre de gestion de la Ville appliqué à tous les Contrats.

1.27 Professionnel désigné

Personne morale, société ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, œuvrant en architecture, en architecture du paysage ou en ingénierie, qui est mandatée par la Ville pour concevoir l'Ouvrage en tout ou en partie, ou en assurer la surveillance des travaux.

1.28 Réseaux techniques urbains (RTU)

Ensemble des réseaux souterrains ou aériens de télécommunication et d'énergie – réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage urbain.

1.29 Responsable de l'Appel d'offres

Personne qui est désignée et autorisée à répondre aux questions pendant la période de soumission, et ce, jusqu'à l'octroi du Contrat.

1.30 SEAO

Système électronique d'appel d'offres.

1.31 Soumission

Ensemble des renseignements et des documents présentés par un Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d'offres en vue de l'obtention du Contrat.

1.32 Soumissionnaire

Personne physique ou morale, ou société, qui complète, signe et dépose une Soumission.

1.33 Sous-contrat visé

Tout sous-contrat, rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ pour :

- des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- des services reliés à un contrat de travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'égout ou d'aqueduc;
- de la fourniture d'enrobés bitumineux;
- ainsi que pour tout sous-contrat rattaché directement ou indirectement au contrat visé par le présent appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 $ s'il s'agit d'un sous-contrat de services ou dont le montant est égal ou supérieur à 5 000 000 $ s'il s'agit d'un contrat de travaux de construction.

1.34 Sous-traitant

Une personne morale, société, coopérative ou personne physique qui exploite une entreprise individuelle, qui fournit des matériaux ou exécute des services ou des travaux

directement ou indirectement pour le compte et selon les directives de l'Entrepreneur en vertu d'une entente.

1.35 Ville

Ville de Montréal.

1.36 Visa

Sceau portant la signature du Directeur ou des Professionnels désignés, apposé sur les documents soumis par l'Entrepreneur pour attester qu'il a pris connaissance et examiné ces documents, mais qui constitue uniquement une acceptation de principe au regard de leur conformité générale au Cahier des charges.

2. Garantie d'exécution et garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services

2.1 Conditions générales

2.1.1 Conditions relatives à la garantie d'exécution et la garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services

2.1.1.1 Pour les Contrats dont le total de la Soumission incluant les taxes et les Contingences est inférieur à 500 000 $:

a) Lorsque la garantie est fournie sous forme de chèque visé :

i) le chèque doit être fait à l'ordre de la Ville et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaires au Québec, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat accordé, incluant les taxes et les Contingences.

ii) la Ville encaissera le chèque après l'octroi du Contrat. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues aux articles 5.6.2.11 et 5.6.5.2.

iii) en tout temps, après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur peut également remplacer la garantie donnée sous forme de chèque visé par un cautionnement d'exécution de Contrat et un cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services conformes au paragraphe 2.1.1.1.c.

b) Lorsque la garantie est fournie sous forme de lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle:

La lettre doit être payable à première demande nonobstant tout litige, conforme à l'Annexe C du CCAG et émise par une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal, pour une somme équivalant à 10 % de la valeur du montant du Contrat accordé, incluant les taxes et les Contingences.

c) Lorsque la garantie est fournie sous forme de cautionnement :

i) L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services sous la forme de cautionnement.

ii) L'Entrepreneur doit fournir lesdits cautionnements, qui doivent être conformes aux Annexes F et G du CCAG dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant à 50 % du montant total du Contrat accordé, incluant les taxes et les Contingences.

iii) Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaire au Canada et avoir un établissement au Québec.

2.1.1.2 Pour les Contrats dont le total de la Soumission incluant les taxes et les Contingences est égal ou supérieur à 500 000 $:

2.1.1.2.1 Les garanties doivent être fournies sous forme de cautionnement :

a) L'Entrepreneur doit fournir la garantie d'exécution du Contrat et la garantie pour les obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services sous la forme de cautionnement.

b) L'Entrepreneur doit fournir lesdits cautionnements, qui doivent être conformes aux Annexes F et G du CCAG, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant l'adjudication du Contrat. Chacun de ces cautionnements doit protéger la Ville pour une somme équivalant au moins à 50 % du montant total du Contrat accordé, incluant les taxes et les Contingences.

c) Les cautionnements doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenir une autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaires au Canada et avoir un établissement au Québec.

2.1.1.3 Toute dépense occasionnée du fait de l'utilisation de ces garanties est à la charge de l'Entrepreneur.

2.1.2 Défaut

2.1.2.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les cautionnements et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

2.1.2.2 Dans le cas mentionné à l'article 2.1.2.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la

caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur ou la caution n'obtempèrent pas à cet ordre, le Directeur peut recommander à l'Autorité compétente de résilier le Contrat.

2.1.2.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis. Toutefois, si la résiliation découle du défaut de la caution de fournir les cautionnements requis en violation des lettres d'engagement à cet effet fournis avec la Soumission de l'Entrepreneur, la caution est solidairement responsable avec l'Entrepreneur de tous les dommages subis par la Ville.

2.2 Autres conditions

Les conditions particulières liées aux garanties sont contenues dans les formulaires présentés en annexe.

3. Assurances

3.1 Conditions générales

3.1.1 Généralités

3.1.1.1 Les contrats d'assurances doivent être émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1). Elle doit être dûment autorisée à faire affaires au Canada et avoir un établissement au Québec.

3.1.1.2 Lorsque des garanties et limites additionnelles sont demandées au-delà des limites minimales prévues aux articles 3.1.2.1 et 3.1.3.1, elles sont précisées aux cahiers des clauses administratives spéciales, le cas échéant.

3.1.1.3 Si l'Adjudicataire ne peut fournir ou maintenir en vigueur les contrats d'assurances selon les modalités prescrites, la Ville se réserve le droit :

3.1.1.3.1 De résilier le présent Contrat en tout temps, ou;

3.1.1.3.2 De constater son défaut, d'en aviser la caution et faire les travaux à leurs frais. Dans un tel cas, l'Entrepreneur et la caution sont solidairement responsables de tous les frais encourus par la Ville pour faire ces activités et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu les exécuter à un coût inférieur.

3.1.1.4 Le contrat d'assurances de responsabilité civile, de responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires (FPQ no 6), de chantier tous risques doivent être en vigueur à compter de la date du début des travaux jusqu'à la réception définitive des travaux.

3.1.2 Assurance — responsabilité civile

3.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux une copie du certificat d'assurance de responsabilité civile pour la Ville d'une limite minimale de deux millions de

dollars (2 000 000 $) pour chaque sinistre ou événement. Le contrat d'assurance doit offrir des garanties au moins équivalentes à celles offertes par le formulaire BAC 2100 du Bureau d'assurance du Canada.

3.1.2.2 La Ville de Montréal doit être désignée comme assurée additionnelle du contrat d'assurance, à l'exclusion de toute autre personne, et l'Entrepreneur doit fournir le certificat d'assurance responsabilité civile de la Ville de Montréal sur le formulaire prévu à cet effet à l'Annexe I dûment signée par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

3.1.3 Assurance responsabilité civile automobile formule des non-propriétaires

3.1.3.1 Le certificat d'assurance fourni par l'Entrepreneur à l'article 3.1.2 doit inclure une garantie d'assurance automobile (formule des non-propriétaires, FPQ n^{o} 6) d'une limite minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $).

3.1.4 Assurance chantier tous risques

3.1.4.1 Lorsque requis dans le cahier des clauses administratives spéciales, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, au plus tard quinze (15) Jours calendrier avant le début des travaux, une copie du certificat d'assurance chantier tous risques formule étendue au montant de la valeur du Contrat incluant les taxes et les Contingences.

3.1.4.2 L'Adjudicataire doit fournir un certificat d'assurance sur le formulaire prévu à cet effet à l'Annexe J dûment signé par le représentant autorisé de l'assureur. Aucune modification au libellé du texte ne peut être apportée au formulaire fourni par la Ville.

La Ville de Montréal, les Sous-traitants de l'Entrepreneur et le Professionnel désigné doivent être nommés comme assurés à ce contrat d'assurance.

3.1.5 Défaut

3.1.5.1 Après l'octroi du Contrat, l'Entrepreneur est réputé en défaut s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir, dans les délais prévus, les contrats d'assurances et les autres documents et renseignements requis dans le Cahier des charges.

3.1.5.2 Dans le cas mentionné à l'article 3.1.5.1, le Directeur avise l'Entrepreneur du défaut reproché et lui donne l'ordre d'y remédier immédiatement, ainsi qu'à la caution, le cas échéant. Si, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, l'Entrepreneur ou la caution n'obtempèrent pas à cet ordre, le Directeur peut recommander à l'Autorité compétente de résilier le Contrat.

3.1.5.3 L'Entrepreneur dont le Contrat est résilié est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre entrepreneur, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans les cautionnements fournis. Toutefois, si la résiliation découle du défaut de la caution de fournir les cautionnements requis en violation des lettres d'engagement à cet effet fournis avec la Soumission de l'Entrepreneur, la caution est solidairement responsable avec l'Entrepreneur de tous les dommages subis par la Ville.

4. Dispositions contractuelles

4.1 Généralités

4.1.1 Lieu de formation du Contrat

4.1.1.1 Le Contrat est formé à Montréal à la date où il est dûment approuvé par l'Autorité compétente et régi par les lois du Québec. En conséquence, toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal. À cet égard, l'Entrepreneur est réputé avoir reçu confirmation de l'octroi du Contrat, à Montréal, à la date où l'Autorité compétente l'a approuvé.

4.1.2 Représentant de l'Entrepreneur

4.1.2.1 L'Entrepreneur doit fournir à la Ville le nom et l'adresse complète d'un représentant dûment autorisé. L'Entrepreneur devra informer la Ville par avis transmis par courrier recommandé ou par courriel avec accusé de réception de tout changement d'identité ou d'adresse du représentant ainsi désigné.

4.1.2.2 L'Entrepreneur doit être représenté par une personne compétente et ayant la capacité de diriger les opérations durant les travaux. Le Directeur peut exiger le remplacement du représentant s'il le juge nécessaire. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le représentant de l'Entrepreneur et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur de ses obligations.

4.1.2.3 Situation d'urgence : pour faire face à toute situation d'urgence, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur à la réunion de démarrage, le nom et le numéro de téléphone de la personne responsable du Chantier, laquelle doit être joignable en tout temps (24 heures sur 24).

4.1.3 Interprétation des documents

4.1.3.1 En cas de contradiction ou de difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les appels d'offres reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout :

1) les Addendas;
2) les instructions aux soumissionnaires;
3) le Formulaire de soumission;
4) le cahier des clauses administratives spéciales;
5) le cahier des clauses administratives générales;
6) les plans spécifiques de l'Appel d'offres;
7) les devis techniques spéciaux;
8) les devis techniques normalisés;
9) les plans et dessins normalisés;
10) la Soumission de l'Adjudicataire

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

1) les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
2) les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
3) les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
4) à moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoient le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
5) à moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

4.1.3.2 En cas de contradiction ou difficulté d'interprétation, l'ordre de préséance des documents constituant le Contrat est le suivant pour les appels d'offres reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation de bâtiments ou de parcs :

1) les Addendas;
2) les instructions aux soumissionnaires;
3) le Formulaire de soumission;
4) les devis techniques spéciaux;
5) les devis techniques normalisés;
6) les plans spécifiques à l'Appel d'offres;
7) le cahier des clauses administratives spéciales;
8) le cahier des clauses administratives générales;
9) les plans et dessins normalisés;
10) la Soumission de l'Adjudicataire

De plus, l'ordre de préséance suivant s'applique selon les dispositions ci-dessous :

1) les dimensions cotées sur les plans prévalent sur les dimensions mesurées à l'échelle;
2) les dessins de détails ont préséance sur les dessins normalisés;
3) les plans de détails prévalent sur les plans d'ensemble;
4) à moins d'indication contraire, les Normes auxquelles renvoient le Cahier des charges sont celles en vigueur au moment de l'ouverture des Soumissions et elles en font partie intégrante;
5) à moins d'indication contraire, le document récent prévaut sur le document ancien.

4.2 Applications et exemptions

4.2.1 Lois

4.2.1.1 L'Entrepreneur doit respecter les lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des autorités, fédérale, provinciale ou municipale s'appliquant au Contrat qui lui a été accordé, notamment en matière de santé et de sécurité au travail.

4.2.2 Licence d'entrepreneur

4.2.2.1 Pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur doit détenir une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (chapitre B-1.1) et du *Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un contrat public* (chapitre R-20, r. 14), à défaut de quoi, l'Entrepreneur s'expose aux sanctions prévues à la loi. Il doit transmettre au Directeur la preuve de son renouvellement, le cas échéant.

4.2.3 Permis, certificats et autorisation d'occupation du domaine public

4.2.3.1 L'Entrepreneur doit, sans frais, se pourvoir de tous les permis et certificats exigibles, et respecter et faire respecter les exigences rattachées à ces permis, autorisations et certificats. Les permis (autorisations) doivent être demandés en temps opportun, de façon à respecter les délais prévus, sauf le permis de construction qui est sous la responsabilité du Directeur.

4.2.3.2 L'Entrepreneur ou, selon le cas, l'un ou l'autre de ses Sous-traitants, doit obtenir l'autorisation d'occupation du domaine public avant de débuter les travaux.

4.2.3.3 L'Entrepreneur doit remplir une demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur le formulaire prévu à cet effet en contactant l'arrondissement concerné selon les coordonnées disponibles à l'Annexe L du CCAG. L'Entrepreneur doit respecter et faire respecter par ses Sous-traitants les conditions d'occupation du domaine public accordées dans l'autorisation d'occupation du domaine public.

4.2.3.4 L'Entrepreneur doit fournir une autorisation à un Sous-traitant qui fait une demande d'autorisation d'occupation du domaine public. Lorsque l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée au Sous-traitant, l'Entrepreneur doit en faire parvenir une copie au Directeur.

4.2.3.5 Si l'Entrepreneur ou un Sous-traitant contrevient à une condition d'un permis ou d'une autorisation, le Directeur émet un avis de défaut conformément à la procédure précisée à l'article 5.1.14.2. L'Entrepreneur est responsable du paiement des pénalités imposées en vertu de l'article 5.1.14.2.

4.2.3.6 Toutes les activités relatives à l'exécution d'un Contrat doivent se dérouler à l'intérieur des limites du Chantier, à moins qu'une permission écrite du propriétaire du terrain, et subséquemment du Directeur soit obtenue pour l'occupation des espaces environnants.

4.2.4 Taxes

4.2.4.1 Si les taux ou les modalités d'application ou d'imposition de la TPS ou de la TVQ sont modifiés par toute loi, tout règlement ou tout décret du gouvernement, après l'ouverture des Soumissions, ces nouveaux taux ou modalités d'application et d'imposition seront applicables au Contrat.

4.2.4.2 L'Entrepreneur doit indiquer ses numéros d'enregistrement de TPS et TVQ sur tout décompte progressif ou toute autre facturation transmise dans le cadre du Contrat.

4.2.5 Exemptions, subventions et rabais

4.2.5.1 Lorsque la Ville a droit à des exemptions, subventions ou remboursements, ou peut bénéficier de prêts ou de formules de partage des coûts, l'Entrepreneur doit fournir à la Ville, sans frais et sur demande, tous les renseignements et données nécessaires à ces fins.

4.2.5.2 Si l'Entrepreneur doit présenter une telle demande au bénéfice de la Ville, il doit la déposer en temps utile auprès des Autorités compétentes et remettre à la Ville le montant ainsi obtenu. À moins que le Cahier des charges ne prévoie d'autres dispositions quant à la rémunération liée à la présentation d'une telle demande, la Ville, suivant une entente avec l'Entrepreneur, paie à ce dernier les frais d'administration qu'il a engagés pour compiler et fournir les renseignements et données, et présenter une demande aux Autorités compétentes.

4.2.5.3 Le cas échéant, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute perte qu'elle peut subir directement ou indirectement par suite du défaut de l'Entrepreneur de remplir ses obligations, telles que précisées aux articles 4.2.5.1 et 4.2.5.2.

4.2.6 Brevets et droits d'auteur

4.2.6.1 L'Entrepreneur garantit qu'il détient la propriété de tous les brevets, droits d'auteurs marques de commerce, dessins industriels, secrets industriels ou savoir-faire et les droits moraux (ci-après : la propriété intellectuelle) ou détient une licence à l'égard de cette propriété intellectuelle, lui permettant d'exécuter le Contrat. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur garantit que la propriété intellectuelle dont il se sert pour exécuter le Contrat n'enfreint pas les droits de tierces parties ou qu'il détient à l'égard de tous les Matériaux et le Matériel qu'il fournit ainsi que les procédés qu'il décide d'utiliser pour exécuter le Contrat ne contreviennent à aucun brevet ni à aucune licence.

4.2.6.2 L'Entrepreneur garantit et tient la Ville indemne de toute intervention, poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la propriété intellectuelle et des droits précédemment mentionnés, y inclus des interventions judiciaires et administratives, poursuites, contestation ou réclamation, incluant la violation de propriété intellectuelle et s'engage à prendre entièrement charge et à indemniser la Ville contre toute responsabilité, perte, réclamation, coût, amende, procédure de toute nature et de tout jugement rendu contre la Ville, en capital, intérêts et frais, y compris les frais judiciaires et extra-judiciaires. Au besoin, et notamment dans le cadre d'une défense ou d'un règlement d'un tel coût, responsabilité, perte, réclamation, amende ou poursuite, l'Entrepreneur doit obtenir, pour la Ville, le droit de continuer d'utiliser le bien ou le procédé visé, ou, à défaut, le remplacer ou le modifier entièrement à ses frais pour qu'il n'y ait plus violation de ladite propriété intellectuelle.

4.2.6.3 L'Entrepreneur accorde à la Ville tous les droits et licences requis pour faire réparer, comme bon lui semble, l'Ouvrage ainsi que tout le Matériel et tous les Matériaux ou objets employés dans le cours de l'exécution des travaux, le tout, sans limite territoriale ni limite de temps, et à cet effet, l'Entrepreneur renonce à ses droits moraux.

4.2.6.4 L'Entrepreneur cède également à la Ville tous les droits d'auteur se rapportant aux rapports, études, plans et autres documents réalisés dans le cadre du

présent contrat et pour lesquels il détient la propriété intellectuelle ou est l'usager autorisé, le tout sans limite de territoire ni de temps.

4.3 Responsabilité de l'Entrepreneur

4.3.1 Exécution du Contrat

4.3.1.1 L'Entrepreneur a la responsabilité complète de l'exécution de l'ensemble des travaux et assume à leur égard une obligation de résultat. Il doit les diriger et les surveiller efficacement et en toute sécurité.

4.3.1.2 L'Entrepreneur doit permettre aux responsables des Réseaux techniques urbains de réaliser certains travaux dont notamment le nivellement de leurs regards ou des modifications à leurs installations.

4.3.1.3 L'Entrepreneur est seul responsable des moyens, méthodes, techniques, séquences et procédés d'exécution des travaux de son Contrat, ainsi que de la coordination de tous les travaux, incluant ceux des autres entrepreneurs qui pourraient être présents dans les limites du Chantier et en tenant compte des exigences contractuelles.

4.3.1.4 L'Entrepreneur doit prévoir les frais associés à cette coordination aux articles appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

4.3.1.5 L'exécution du Contrat comprend aussi la fourniture de tous les autres Matériaux et de tout autre Matériel ainsi que l'exécution de tous les autres travaux et de tous les autres Ouvrages qui sont nécessaires à la réalisation du Contrat, à moins qu'ils ne soient expressément exclus dans le Cahier des charges.

4.3.2 Cession

4.3.2.1 L'Entrepreneur ne peut faire cession du Contrat sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur et l'approbation de l'Autorité compétente.

4.3.2.2 Une telle cession ne doit pas entraîner de délais ni de coûts additionnels pour la Ville et ne peut être accordée, à moins que l'Entrepreneur respecte intégralement les conditions suivantes :

- Présentation d'un autre entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, possède les qualifications requises, qui accepte de compléter le Contrat accordé aux prix et aux conditions qui y sont mentionnés et qui assume, sans réserve, la responsabilité des travaux déjà exécutés;
- Fourniture de tous les cautionnements, garanties et contrats d'assurance requis par le nouvel Entrepreneur;
- Fourniture de toutes les quittances requises des réclamants, tel que Sous-traitants, Fournisseurs, etc.
- Paiement, par chèque visé, de la plus élevée des sommes suivantes :
  - 5 000,00 $ à titre de frais de gestion;
  - 1 % de la valeur du Contrat, excluant les montants prévus pour les Contingences et pour les taxes applicables à la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et à la taxe de vente du Québec (TVQ);

- Signature d'une quittance finale en faveur de la Ville relativement au Contrat accordé.

4.3.3 Sous-traitance

4.3.3.1 Si l'Entrepreneur a recours à des Sous-traitants, il doit :

- S'assurer que pendant toute la durée du Contrat, le Sous-traitant détienne une licence valide, avec la ou les sous-catégories appropriées, émise par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et ne comportant pas de restriction aux fins de l'obtention d'un Contrat public en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (chapitre B-1.1) et du *Règlement sur les restrictions aux licences d'entrepreneur aux fins d'un Contrat public* (chapitre R-20, r. 14).
- Aviser le Directeur aussitôt qu'il est informé qu'un de ses Sous-traitants détient une licence restreinte afin qu'il puisse évaluer la possibilité de présenter une demande de dérogation à la RBQ afin d'être autorisé à poursuivre l'exécution d'un Contrat de construction en cours avec une entreprise détenant une licence restreinte. Si la Ville décide de présenter une demande de dérogation, elle devra le faire dans les vingt (20) Jours calendrier suivant l'inscription de la restriction. À défaut, il ne sera plus possible de demander une dérogation à la RBQ et le Sous-traitant ne pourra plus exécuter le Contrat.
- Soumettre au Directeur, lors de la réunion de démarrage une liste complète et détaillée précisant le nom des Sous-traitants, les travaux qu'ils doivent exécuter ou les biens qu'ils doivent fournir et aviser le Directeur sans délai de toute modification apportée à cette liste pendant la durée du Contrat. Il doit mettre à jour et transmettre ces informations au plus tard dix (10) Jours ouvrables avant le début des travaux visés pour chaque Sous-traitant. Il doit joindre à cette liste et à tout avis de modification de cette liste, le cas échéant, une photocopie de la licence délivrée par la Régie du bâtiment du Québec pour chaque Sous-traitant; et en temps opportun, une copie du renouvellement de toute licence venant à expiration avant la fin du Contrat. Le Directeur se réserve le droit de refuser l'accès à un Sous-traitant qui ne figure pas sur la liste transmise par l'Entrepreneur ou à l'égard duquel les informations requises n'ont pas été fournies au moment opportun.
- Transmettre au Directeur, pour chaque Sous-contrat visé : le nom et l'adresse du Sous-traitant, le montant et la date de conclusion du sous-Contrat ainsi qu'une copie de l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers détenue par le Sous-traitant. Par la suite, pendant toute la durée du Contrat, l'Entrepreneur devra, avant que ne débute l'exécution de tout autre Sous-contrat visé, fournir au Directeur, une liste amendée de ses Sous-traitants, comportant les renseignements énumérés ci-haut.
- Fournir en tout temps, à la demande du Directeur, tout renseignement ou documents supplémentaires concernant ces Sous-traitants.

- Assumer l'entière coordination des travaux qu'exécutent les Sous-traitants et la responsabilité de leurs actes ou omissions.
- Communiquer le contenu du Contrat aux Sous-traitants concernés, faire respecter par ces derniers toutes les dispositions du Contrat qui les concernent et leur remettre, le cas échéant, une copie du cautionnement des obligations de l'Entrepreneur pour gages, biens et services.

4.3.3.2 La ville se réserve le droit de refuser l'accès à un Sous-traitant qui ne figure pas sur la liste transmise par l'Entrepreneur ou dont les informations requises n'ont pas été fournies au moment opportun.

4.3.3.3 Le Directeur peut, en tout temps, exiger le remplacement d'un Sous-traitant qui n'exécute pas les travaux conformément aux exigences du Contrat ou pour tout autre motif raisonnable. Un tel remplacement ne peut avoir pour effet de créer un lien contractuel entre la Ville et le Sous-traitant et ne peut en aucun cas augmenter les obligations de la Ville aux termes du Contrat ni relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

4.3.3.4 La modification de la liste des Sous-traitants pour quelque raison que ce soit n'a pas pour effet de modifier le Contrat, ni de créer de lien contractuel entre la Ville et les Sous-traitants, ni de relever l'Entrepreneur des obligations découlant du Contrat.

4.3.4 Recours et responsabilités

4.3.4.1 L'Entrepreneur est seul responsable des dommages causés à la Ville et aux tiers, à compter de la date qui est fixée dans l'ordre de débuter les travaux, et ce, jusqu'à la réception définitive des travaux.

4.3.4.2 Il doit prendre fait et cause pour la Ville dans toute procédure découlant de l'exécution du Contrat, la tenir indemne de toute réclamation de quelque nature que ce soit et de tout jugement final rendu contre elle et acquitter tout règlement intervenu, en capital, en intérêts et en frais, et tout autre accessoire s'y rattachant.

4.3.4.3 L'Entrepreneur doit tenir la Ville indemne et à couvert de toute réclamation, demande ou perte, de tous frais ou dommages et de toute action, poursuite ou procédure de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, Fournisseurs, Sous-traitants et Sous-traitants de ces derniers, dans l'exécution des travaux faisant l'objet du Contrat. Aux fins du présent article, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

4.3.5 Loi sur la santé et la sécurité du travail

4.3.5.1 L'Entrepreneur doit :

a) Assumer les obligations dévolues au maître d'œuvre :

i) En vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et des règlements en découlant;

ii) Notamment, auprès de tout autre entrepreneur, organisme ou services municipal ou paramunicipal autorisé par la Ville à effectuer des travaux sur le Chantier.

b) Éliminer à la source les dangers concernant la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs et de toutes personnes présentes dans les limites du Chantier.

c) Élaborer un programme de prévention propre au Chantier, le cas échéant et le transmettre aux personnes et aux unités désignées par la Loi sur la santé et la sécurité du travail et les règlements adoptés en application de cette loi. L'Entrepreneur doit également transmettre à la Ville une copie de son programme de prévention, au plus tard dix (10) Jours calendrier avant de débuter les travaux. À défaut, le Directeur peut, sans préavis et sans frais, suspendre les travaux de l'Entrepreneur jusqu'à ce qu'il se conforme à cette exigence, sans modifier le prix du Contrat ni le délai de réalisation des travaux.

d) Fournir au Directeur, avant le début des travaux, une copie de l'Avis d'ouverture d'un Chantier de construction et de tout autre document exigé par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) ainsi que l'avis de fermeture à la fin de ses travaux.

e) S'engager à respecter et à faire respecter par ses employés, mandataires, Sous-traitants, employés ou représentant des Réseaux techniques urbains (RTU) et toute personne ayant accès au Chantier, les dispositions du programme de prévention ainsi que toute loi ou règlement relatif à la santé et à la sécurité du travail. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur doit notamment respecter les dispositions de la Loi sur la santé et la sécurité du travail et des règlements en découlant.

4.3.5.2 Dans les huit (8) Jours calendrier qui suivent un accident, l'Entrepreneur doit faire parvenir au Directeur une copie de l'avis d'accident qu'il a transmis à la CNESST. Il doit en outre fournir tous les autres renseignements et documents demandés par le Directeur concernant cet accident.

4.3.5.3 L'Entrepreneur doit fournir, dans les quinze (15) Jours calendrier suivant la réception d'une demande du Directeur, tout document attestant qu'il s'est conformé à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (RLRQ, c. S-2.1) et qu'il est en règle avec la CNESST relativement à ses obligations contractuelles.

4.3.5.4 Avant de débuter les travaux et à la réception provisoire des travaux, l'Entrepreneur doit remettre au Directeur ou à son représentant désigné un certificat de la CNESST attestant qu'il s'est conformé aux dispositions de la loi.

4.3.5.5 L'Entrepreneur doit remettre au Directeur une copie de tout document reçu de la CNESST ou transmis par l'Entrepreneur à celle-ci.

4.3.5.6 L'Entrepreneur est responsable de tout arrêt éventuel du Chantier résultant d'une ordonnance d'un inspecteur de la CNESST. Il doit rembourser à la Ville toute amende que celle-ci se verrait imposée et résultant du manquement de l'Entrepreneur de se conformer aux prescriptions de la loi.

4.3.5.7 L'Entrepreneur doit souscrire un contrat d'assurance patronale couvrant tout employé non protégé par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

4.3.6 Explosifs

4.3.6.1 L'Entrepreneur doit respecter toute loi, tout règlement et toute directive du Directeur relatifs à l'achat, au transport, à l'entreposage et à l'utilisation des explosifs et s'assurer qu'ils sont respectés.

4.3.6.2 Sur demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui fournir tout renseignement requis concernant les explosifs.

4.3.7 Protection

4.3.7.1 Ouvrages, immeubles, biens, personnes, lieux et environnement

L'Entrepreneur doit :

4.3.7.1.1 Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de toute personne et de tout bien meuble ou immeuble, propriété, qui se trouvent sur le chantier ou à l'extérieur et pouvant être affecté par l'exécution des travaux.

4.3.7.1.2 Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.

4.3.7.1.3 S'assurer de ne pas surcharger ou permettre de surcharger aucune partie de l'Ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité de l'Ouvrage.

4.3.7.1.4 À la fin des travaux, réparer à la satisfaction du Directeur tous les dommages et dégâts qu'il a causés sur le site des travaux ainsi qu'à la propriété publique ou privée touchée par ses travaux ou le remisage du Matériel, l'entreposage ou l'approvisionnement de Matériaux.

4.3.7.1.5 Protéger les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement ou autres sur l'emplacement des travaux. Toutefois, la Ville répare ou remplace, aux frais de l'Entrepreneur, les arbres, les arbustes, le gazon et les plantes d'ornement qu'il a endommagé, à moins que le Directeur n'exige de l'Entrepreneur qu'il procède lui-même aux réparations ou remplacements nécessaires.

4.3.7.1.6 Prendre toutes les précautions nécessaires pour assurer la protection du mobilier urbain à l'intérieur des limites de son Chantier. Il sera tenu responsable de tout dommage causé à ces biens par l'exécution de ses travaux.

4.3.7.1.7 Protéger contre tout dommage les monuments, les bâtiments à caractère patrimonial et les sites historiques ou archéologiques qui se trouveraient dans l'emprise du chantier ou dans son voisinage ou encore dans toute autre aire utilisée par l'Entrepreneur pour ses travaux.

4.3.7.1.8 Prendre toutes les précautions nécessaires pour la protection de l'environnement, des rues, parcs, terrains et bâtiments avoisinants ainsi que des installations des services publics et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute forme de dommages ou pollution.

4.3.7.1.9 Dans tous les cas, aviser immédiatement le Directeur des dommages qu'il a causés.

4.3.7.2 Infrastructures souterraines

4.3.7.2.1 Avant d'entreprendre les travaux d'excavation, il appartient à l'Entrepreneur de recueillir auprès des tiers concernés tous les

renseignements concernant l'état et la position exacte des installations sous leur responsabilité ou gestion, tant en plan qu'en élévation. L'Entrepreneur doit obligatoirement faire localiser sur place la position des RTU. Les éléments de tels réseaux nuisant à la construction des Ouvrages projetés (chambres, conduites, massifs de conduits, etc.) doivent être protégés ou supportés par l'Entrepreneur selon les exigences et à la satisfaction des responsables de ces Réseaux techniques urbains et du Directeur. L'Entrepreneur doit soumettre les plans de support requis, signés et scellés par un ingénieur.

4.3.7.2.2 L'Entrepreneur doit, à ses frais, protéger tous les ouvrages, installations ou structures existantes ou remplacer, le cas échéant, ceux qu'il a endommagés.

4.3.7.2.3 À moins d'indication contraire au Cahier des charges, les travaux de déplacement, de détournement ou de support permanent (dans le cas où les massifs ne sont pas supportables) des Réseaux techniques urbains requis pour l'exécution du Contrat sont exécutés par les organismes concernés ou par leur entrepreneur, et les coûts sont assumés par ceux-ci.

4.3.7.2.4 L'Entrepreneur doit assurer la coordination de ces travaux et en tenir compte dans son échéancier.

4.3.7.3 Travaux près d'un oléoduc

Lorsque des travaux doivent être effectués près d'un oléoduc (pipe-line), ils doivent être exécutés selon les exigences du *Règlement de l'Office national de l'énergie sur le croisement de pipe-lines*.

Avant de débuter les travaux, l'Entrepreneur doit aviser par écrit, avec copie au Directeur, la compagnie propriétaire de l'oléoduc, au moins dix (10) Jours ouvrables avant d'effectuer des travaux près de cette conduite. L'Entrepreneur doit s'assurer qu'un représentant de cette compagnie est présent sur les lieux lors des travaux d'excavation près de la conduite d'oléoduc.

Aucun travail d'excavation ou de construction n'est permis sans la présence d'un représentant et l'autorisation écrite de la compagnie propriétaire de l'oléoduc. L'autorisation obtenue doit être affichée sur le Chantier.

4.3.7.4 Repères géodésiques

Avant de débuter les travaux, l'Entrepreneur doit valider avec le Directeur si une visite des lieux est requise pour identifier les repères géodésiques situés dans les limites ou à proximité du Chantier, et déterminer ceux qui doivent être protégés, enlevés ou déplacés.

L'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour bien protéger les repères identifiés comme tels.

Dans tous les cas où, du fait de l'exécution de travaux, ces repères sont endommagés, l'Entrepreneur doit en aviser immédiatement le Directeur et, le cas échéant, les réparer ou les remplacer à ses frais selon les *« Instructions relatives à la matérialisation de repères »* du Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MER) du Québec.

4.3.8 Archéologie

Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur est susceptible de dégager des objets ou des ouvrages en maçonnerie, en bois ou en autres Matériaux, ayant un intérêt artistique, archéologique, historique ou autre. L'Entrepreneur doit immédiatement aviser le Directeur d'une telle découverte et interrompre tout travail qui pourrait endommager ou détruire les objets et les ouvrages ainsi dégagés jusqu'à ce qu'il ait obtenu l'autorisation formelle du Directeur de reprendre le travail. L'objet d'une telle découverte, quel qu'il soit, est la propriété exclusive de la Ville.

4.3.9 Mesures d'urgence

Si, au cours de l'exécution des travaux et jusqu'à l'expiration du délai de garantie, il survient des situations découlant d'un geste ou d'une omission de l'Entrepreneur qui, de l'avis du Directeur, nécessitent des mesures d'urgence pour la protection du public, des ouvrages et des structures environnantes, et que l'Entrepreneur ne peut y remédier ou refuse de le faire, le Directeur peut prendre les mesures nécessaires pour y remédier. Les dépenses ainsi occasionnées sont à la charge de l'Entrepreneur et pourront être déduites de toute somme qui lui est due.

4.3.10 Comptabilité et contrôle

4.3.10.1 Principes comptables

L'Entrepreneur doit comptabiliser distinctement le coût des biens, services ou travaux conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus.

4.3.10.2 Période de conservation

L'Entrepreneur conserve tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa Soumission pendant trois (3) ans après la fin du Contrat. Sur demande écrite de la Ville, la période de conservation peut être prolongée pour une période additionnelle de trois (3) ans.

4.3.10.3 Droit de vérification

Sur demande écrite, pendant la durée du Contrat et pour la période de conservation prévue après la réception définitive, l'Entrepreneur met à la disposition de la Ville tous les livres, registres et documents mentionnés au paragraphe précédent que la Ville pourrait requérir pour vérifier que l'Entrepreneur a exécuté le Contrat conformément aux exigences prescrites. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

De plus, sur demande écrite, l'Entrepreneur s'engage à ce que tous les Sous-traitants mettent à la disposition de la Ville tous les livres, registres comptables pertinents au Contrat et documents relatifs au Contrat. La Ville peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

4.3.11 Réclamations, hypothèques légales, compensation et retenues

4.3.11.1 Lorsqu'il y a contre l'Entrepreneur ou un Sous-traitant une réclamation ou une créance qui peut entraîner une responsabilité financière pour la Ville ou

constituer une charge sur des immeubles lui appartenant, cette dernière peut retenir les sommes ainsi réclamées jusqu'à l'obtention des quittances appropriées, notamment pour se tenir indemne en capital, en intérêts et en frais d'une telle réclamation ou créance. La Ville n'est pas tenue d'établir la validité de la réclamation ou de la créance.

4.3.11.2 Pour obtenir le paiement des sommes retenues par la Ville pour acquitter la réclamation ou la créance d'un tiers, la Ville peut exiger de l'Entrepreneur qu'il lui fournisse la preuve que ce tiers a été payé ou a renoncé à toute réclamation contre elle.

4.3.11.3 Les droits prévus à l'article 4.3.11.1 sont au bénéfice exclusif de la Ville, qui pourra, à sa seule discrétion, les exercer ou non. L'article 4.3.11.1 ne peut en aucun cas être interprété comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou aux Sous-traitants de l'Entrepreneur, ou Fournisseurs de Matériaux ou à toute autre personne.

4.3.11.4 Dans le cas où une réclamation ou une créance est établie après que tous les paiements dus par la Ville à l'Entrepreneur ont été effectués, l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toutes les sommes en capital, intérêts et frais, que la Ville a été obligée de débourser par suite du défaut de l'Entrepreneur, afin de payer cette réclamation ou créance et radier, le cas échéant, toute charge publiée sur un immeuble appartenant à la Ville en lien avec le présent Contrat.

4.3.11.5 L'Entrepreneur qui veut obtenir le paiement des sommes que la Ville a retenues pour acquitter la réclamation d'un Sous-traitant ou d'un Fournisseur à la suite d'une dénonciation de sous-Contrat doit fournir à la Ville une quittance ou une renonciation à l'hypothèque légale de la part du Sous-traitant ou du Fournisseur. La Ville n'est pas tenue d'établir que le sous-Contrat dénoncé est soumis à une telle hypothèque légale.

4.3.11.6 Si l'Entrepreneur doit des sommes d'argent à la Ville, pour quelque cause que ce soit, la Ville peut retenir et opérer compensation entre ces sommes et toute somme due à l'Entrepreneur, y compris sur toute somme retenue à titre de garantie, et lui demander de déposer toute somme requise afin de constituer une provision suffisante lui permettant d'être éventuellement indemnisée de tout règlement ou de tout jugement, en capital, en intérêts et en frais. La Ville paie, à compter de la date du jugement final ou du règlement, le cas échéant, sur l'excédent de toute somme ainsi retenue ou déposée, un intérêt annuel simple correspondant à la moyenne des taux préférentiels obtenus par la Ville au 1er janvier de chaque année.

4.4 Processus d'évaluation du rendement des fournisseurs

4.4.1 Généralités

Le gouvernement du Québec adoptait en décembre 2012 le projet de loi no 8 intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale, par lequel il a notamment modifié l'article 573 de la Loi sur les cités et villes, en y insérant le paragraphe 2.0.1 qui permet aux municipalités de refuser, à certaines conditions, toute Soumission, d'un entrepreneur ou d'un fournisseur qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant. Cette disposition est entrée en vigueur par décret gouvernemental le 26 juin 2013.

Conséquemment, un suivi rigoureux et documenté sera effectué au cours du présent Contrat. Par la suite, le rendement de l'Entrepreneur sera évalué sur un ensemble de critères prédéfinis regroupés par thèmes. La grille de thèmes,

incluant la pondération est décrite à l'article 4.4.3 et la grille détaillée d'évaluation avec les critères sous-tendus des thèmes, est fournie dans le cahier des clauses administratives spéciales.

4.4.2 Définitions

4.4.2.1 **Évaluation de rendement** : Rapport basé sur une grille de critères préétablis propre au Contrat permettant de rendre compte du niveau de satisfaction de la Ville quant à la performance de l'Entrepreneur à qui la Ville a octroyé le Contrat.

4.4.2.2 **Évaluation de rendement insatisfaisant** : Rapport établissant une note inférieure à 70 % pour l'évaluation du rendement de l'Entrepreneur.

4.4.3 Grille d'évaluation

L'Entrepreneur est évalué sur les thèmes suivants et la pondération suivante:

- Santé et sécurité (10 %)
- Aspecte de la conformité technique (25 %)
- Respect des délais, des échéanciers et des aspects financiers (25 %)
- Fourniture et utilisation des ressources (10 %)
- Organisation et gestion (20 %)
- Communication et documentation (10 %)

4.4.4 Avis de redressement

L'Entrepreneur est avisé que la Ville tiendra compte, en vue de l'évaluation de rendement du présent Contrat, de tout avis de redressement qu'elle émettra dans le cadre et au fur et à mesure de l'exécution du présent Contrat.

Un avis de redressement peut s'imposer soit après un avertissement préalable à l'égard d'une situation, soit à l'occasion d'une faute grave ou d'une faute lourde de l'Entrepreneur, notamment lorsqu'il s'agit du défaut de l'Entrepreneur de respecter une obligation du Contrat ou de toute autre situation pouvant affecter la qualité d'exécution des travaux, le respect du délai de réalisation des travaux ou la collaboration requise de l'Entrepreneur et de son personnel dans le cadre de l'exécution du Contrat, le tout sous réserve de l'application de l'article « Résiliation du contrat ».

Un avis de redressement de la Ville est signé par un gestionnaire et transmis au dirigeant de l'Entrepreneur par tout moyen de communication comportant une preuve de transmission. Lorsque l'Entrepreneur reçoit un avis de redressement de la Ville, il doit, sans délai y donner les suites appropriées de manière à régler la situation ou le défaut dénoncé à la satisfaction de la Ville et, si requis, en soumettant avec diligence un plan et un échéancier de redressement pour commentaires de la Ville. Le défaut de donner suite correctement à un avis de redressement peut entraîner l'application des mesures prévues à l'article 4.5.1.2 Défaut de l'Entrepreneur.

4.4.5 Transmission d'une évaluation de rendement insatisfaisant

Si le rendement de l'Entrepreneur s'avère non satisfaisant, un rapport de cette évaluation lui sera transmis au plus tard soixante (60) Jours calendrier après la fin du contrat. À la suite de la réception du rapport, l'Entrepreneur disposera d'une période de trente (30) Jours calendrier pour faire parvenir ses commentaires à la personne désignée responsable de l'évaluation. À la suite de la réception de ces commentaires, et si la personne désignée maintient les conclusions, elle pourra faire entériner l'évaluation de rendement insatisfaisant par le comité exécutif de la Ville dans un délai de soixante (60) Jours calendrier.

4.5 Défaut – résiliation

4.5.1 Défaut de l'Entrepreneur

4.5.1.1 Le Directeur avise l'Entrepreneur, avec copie à la caution, du défaut et, le cas échéant, du délai imparti pour y remédier, si l'Entrepreneur fait défaut de respecter ses obligations contractuelles et, notamment, s'il :

- ne commence pas les travaux à la date indiquée par le Directeur dans l'ordre de débuter les travaux;
- ne remplace pas les Matériaux refusés ou ne corrige pas les travaux déficients;
- fait exécuter des travaux par un Sous-traitant ne détenant pas la licence appropriée;
- enfreint les lois, décrets, arrêtés en conseil et règlements, ou les directives du Directeur;
- poursuit les travaux sans la célérité et la diligence requises;
- commet un acte de faillite ou devient insolvable;
- suspend ses travaux sans l'autorisation écrite du Directeur;
- abandonne les travaux;
- conclut un contrat avec un Sous-traitant pour un Sous-contrat visé alors que ce Sous-traitant n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers;
- omet, à l'égard d'un Sous-contrat visé, de fournir au Directeur, dans le délai requis, les informations et documents exigés en vertu de l'article 4.3.3.1

4.5.1.2 Si l'Entrepreneur ne remédie pas au défaut dans le délai imparti, la Ville peut soit résilier le Contrat, soit demander à la caution de compléter les travaux, et cette dernière doit alors, dans les dix (10) Jours ouvrables suivants, confirmer par écrit son intention de compléter les travaux ou, selon le cas, de payer les sommes prévues par la garantie d'exécution.

4.5.1.3 Si la caution confirme son intention de compléter les travaux, elle doit prendre les dispositions requises avant l'expiration des dix (10) Jours ouvrables qui suivent. L'entrepreneur retenu par la caution pour exécuter le Contrat en remplacement de l'Entrepreneur initial doit remplir toutes les conditions prévues au Cahier des charges, notamment quant aux compétences et à l'expérience

requises, et la Ville se réserve le droit de refuser tout entrepreneur proposé par la caution qui ne satisferait pas à ces conditions.

4.5.1.4 Si la caution n'agit pas dans le délai ci-dessus mentionné, la Ville peut faire exécuter les travaux et remplir toutes les autres obligations prévues au Contrat aux frais de l'Entrepreneur et de la caution.

4.5.1.5 Lorsque la Ville prend possession du Chantier :

a) le Directeur détermine la valeur des travaux exécutés, des Matériaux, du Matériel et des installations se trouvant sur le Chantier, et en dresse un inventaire et un état détaillé, dont elle remet copie à l'Entrepreneur et à la caution;

b) sous réserve de son droit d'opérer compensation, la Ville suspend le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'Entrepreneur et, au fur et à mesure de l'exécution des travaux prévus au Contrat, effectue les décomptes :

- si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont supérieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, ce dernier et la caution, le cas échéant, doivent rembourser à la Ville l'écart entre ces sommes dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande à cet effet;

- si les dépenses, dommages et frais engagés par la Ville pour compléter le Contrat sont inférieurs aux sommes payables à l'Entrepreneur, la Ville paie à l'Entrepreneur les sommes qui lui sont dues et qu'elle aura retenues, sans intérêt.

4.5.1.6 Cette prise de possession du Chantier n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur ou la caution d'une obligation quelconque en vertu du Contrat ou de la loi. En conséquence, l'Entrepreneur et la caution sont solidairement responsables de toutes les dépenses engagées par la Ville pour remplir les obligations prévues au Contrat et sont réputés avoir renoncé à invoquer le fait qu'ils auraient pu remplir ces obligations à un coût inférieur.

4.5.2 Résiliation

4.5.2.1 Si la Ville résilie le Contrat en raison du défaut de l'Entrepreneur, les dispositions de l'article 4.5.1.2 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.

4.5.2.2 La Ville peut aussi, en tout temps et à sa discrétion, résilier le Contrat malgré le fait que l'Entrepreneur ne soit pas en défaut. Si elle se prévaut de ce droit, elle avise l'Entrepreneur et la caution par écrit :

- La Ville paie à l'Entrepreneur, sur présentation des pièces justificatives, le coût des travaux réalisés avant la réception de l'avis de résiliation, selon le prix indiqué à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission. L'Entrepreneur doit remettre à la Ville tous les biens ainsi payés, dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur à cet effet.

- Elle paie également à l'Entrepreneur, à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier, incluant notamment tout dommage pour perte de gains ou profits et frais d'administration, un montant équivalant au pourcentage du solde

contractuel, tel qu'il est déterminé ci-dessous. Aux fins de l'application du présent paragraphe, le solde contractuel constitue la différence entre, d'une part, le prix total du Contrat, excluant les taxes (TPS et TVQ) et les Contingences et, d'autre part, le coût des travaux réalisés tel qu'il est défini au paragraphe précédent. Les sommes payées en vertu du présent paragraphe incluent les taxes applicables.

Pourcentage payable sur le solde contractuel :

- sur la première tranche de 0 $ à 1 000 000,00 $: 6 %;
- de 1 000 000,01 $ à 5 000 000,00 $: 5 %;
- de 5 000 000,01 $ à 10 000 000,00 $: 4 %;
- sur l'excédent de 10 000 000,00 $: 3 %.

4.5.2.3 Nonobstant l'article 2129 du Code civil du Québec, les sommes payables en vertu de l'article 4.5.2.2 constituent les seules sommes payables à l'Entrepreneur.

5. Travaux

5.1 Exécution

5.1.1 Autorité du Directeur

Le Directeur a toute autorité pour gérer le Contrat et s'assurer que toutes les obligations de l'Entrepreneur prévues au Contrat sont respectées. À cet effet, il peut notamment :

5.1.1.1 refuser tous Matériel, Matériaux, procédés ou travaux non conformes au Cahier des charges et ordonner, suivant le cas, leur démolition, réfection ou remplacement; les travaux ainsi exécutés sont aux frais de l'Entrepreneur.

5.1.1.2 ordonner, en tout temps, l'exécution des travaux en dehors des heures régulières de travail, selon les dispositions de l'article 5.2.1.

5.1.1.3 se rendre, en tout temps, au Chantier ainsi que sur tous les lieux qui ont trait aux travaux, tels que les ateliers, magasins, usines et autres; l'Entrepreneur doit, tant lui-même que ses Sous-traitants et Fournisseurs, lui en faciliter l'accès pendant les heures normales de travail.

5.1.1.4 décider de toutes questions relatives aux quantités et à la valeur des travaux. L'Entrepreneur qui désire contester une telle décision doit le faire conformément aux dispositions de l'article 5.1.12.

5.1.2 Exécution des travaux

5.1.2.1 L'exécution des travaux doit être conforme au Cahier des charges ainsi qu'aux directives émises par le Directeur.

5.1.2.2 L'Entrepreneur est tenu de fournir tout ce qui est usuel et nécessaire au parachèvement des travaux afin qu'ils soient conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

5.1.2.3 L'Entrepreneur est seul responsable du coût des travaux, Matériaux, procédés ou Matériel non conformes qu'il est tenu de reprendre ou de remplacer.

5.1.2.4 L'Entrepreneur est tenu de fournir au Directeur toute information utile relative à l'exécution des travaux dont il a la responsabilité, ainsi qu'aux Matériaux et au temps nécessaires à cette fin.

5.1.2.5 L'Entrepreneur est tenu de maintenir une copie à jour des plans « tels que construits » au jour le jour, sur lesquels apparaissent les modifications, qu'il doit remettre à la Ville avant la réception provisoire des travaux.

5.1.2.6 Usage des bornes d'incendie

5.1.2.6.1 L'Entrepreneur doit détenir une autorisation pour l'utilisation d'une borne incendie. Il doit respecter les dispositions du règlement 13-023 sur l'usage des bornes d'incendie (*Règlement sur l'usage de l'eau potable* de la Communauté Métropolitaine de Montréal – 20 juin 2013, section IX ou de tout autre règlement le remplaçant).

5.1.2.6.2 Dans sa demande, l'Entrepreneur doit spécifier le nombre de bornes d'incendie qu'il a l'intention d'utiliser ainsi que l'emplacement de chacune. Au début des travaux, l'Entrepreneur doit remettre une copie de l'autorisation d'utilisation temporaire — bornes d'incendie au Directeur ou au Professionnel désigné.

5.1.2.6.3 L'installation d'une vanne de contrôle de débit est requise en tout temps. L'installation d'un compteur d'eau peut être requise dans certains arrondissements et dans le cas où une grande consommation d'eau est prévue. Dans un tel cas, les frais sont à la charge de l'Entrepreneur.

5.1.2.6.4 Si l'Entrepreneur désire prendre l'eau dont il a besoin et se brancher sur des conduites d'eau existantes précisées dans les limites du Contrat, il devra obtenir au préalable une autorisation écrite du Directeur.

5.1.2.6.5 Le permis peut être résilié en tout temps.

5.1.3 Alignements et niveaux

5.1.3.1 L'Entrepreneur doit lui-même, à ses frais, établir les alignements et les niveaux de l'Ouvrage projeté, l'implanter en plaçant des repères sur le Chantier et fournir au Directeur tous les moyens nécessaires et possibles pour vérifier le tracé et le profil de l'Ouvrage qu'il a établi. De même, il doit conserver les repères d'implantation jusqu'à ce que l'Ouvrage soit entièrement achevé à la satisfaction du Directeur.

5.1.3.2 Le Directeur se réserve le droit de vérifier, en tout temps, les alignements et les niveaux de l'Ouvrage.

5.1.3.3 Si l'Entrepreneur, au cours de l'exécution de ses travaux, constate une anomalie dans les repères d'implantation qu'il a fournis, il doit en aviser immédiatement le Directeur.

5.1.3.4 Tous les Ouvrages doivent être réalisés de telle sorte que, à leur achèvement, les alignements et les niveaux montrés sur les plans originaux ou sur ceux modifiés par la suite sur l'ordre du Directeur soient parfaitement respectés.

5.1.3.5 À moins d'indication contraire dans le cahier des clauses administratives spéciales, la liste des points (coordonnées géodésiques XYZ) de l'Ouvrage projeté doit être fournie par l'Entrepreneur.

5.1.4 Documents et échantillons à soumettre pour approbation

5.1.4.1 Modalités administratives

5.1.4.1.1 L'Entrepreneur doit soumettre un Registre des dessins d'ateliers, fiches techniques et échantillons requis pour l'exécution de son Contrat pour approbation dans les dix (10) Jours ouvrables suivant l'ordre de débuter les travaux ou à la première réunion de chantier.

5.1.4.1.2 Ce registre doit être mis à jour minimalement toutes les deux semaines ou avant chaque réunion de chantier.

5.1.4.1.3 Il doit contenir minimalement l'information suivante : la section du devis, le nom du fichier informatique qui contient le dessin, la fiche technique, la date à laquelle les dessins, fiches ou échantillons sont soumis au Directeur ou au Professionnel désigné et la date visée par le Directeur ou le Professionnel désigné.

5.1.4.1.4 L'Entrepreneur ne peut pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents ou d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé. Les travaux entrepris sans que les documents et échantillons définitifs exigés n'aient été visés par le Directeur ou le Professionnel désigné peuvent être refusés. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'Entrepreneur

5.1.4.1.5 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).

5.1.4.1.6 L'Entrepreneur doit signer chaque dessin qu'il soumet pour Visa au Directeur, et ce, même si le dessin est signé par le fabricant ou le Sous-traitant. La signature de l'Entrepreneur atteste l'exactitude des dimensions et leur conformité générale au Cahier des charges et à sa méthode de travail.

5.1.4.1.7 L'Entrepreneur doit prendre et vérifier les dimensions sur place, afin que ses ouvrages s'ajustent parfaitement aux ouvrages adjacents.

5.1.4.1.8 L'Entrepreneur doit estampiller, signer, dater et identifier, en rapport avec le projet particulier, les documents et les, échantillons sinon ceux-ci seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.

5.1.4.1.9 L'Entrepreneur doit aviser le Directeur, au moment du dépôt des documents, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.

5.1.4.1.10 Le fait que les documents soumis et échantillons soient examinés par le Directeur ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de réaliser les Ouvrages et de soumettre des pièces complètes et exactes aux exigences des documents contractuels.

5.1.4.1.11 L'Entrepreneur n'agissant pas avec diligence sera le seul responsable du retard et des frais supplémentaires occasionné par la transmission tardive des documents complets.

5.1.4.1.12 L'Entrepreneur doit conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.

5.1.4.2 Dessins d'ateliers et fiches techniques

5.1.4.2.1 Les dessins d'atelier ou d'usine désignent les dessins de conception d'ingénierie ou d'architecture, à être scellés par un ingénieur ou un architecte selon le cas, membre de l'Ordre des ingénieurs du

Québec (OIQ) ou de l'Ordre des architectes, que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.

5.1.4.2.2 Les fiches techniques désignent les documents de produits manufacturés tel que des illustrations, dépliants, graphiques de rendement, extraits de catalogue et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.

5.1.4.2.3 L'Entrepreneur doit soumettre une (1) copie électronique des dessins d'atelier et fiche techniques prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences du Directeur.

5.1.4.2.4 Si aucun dessin d'atelier ou fiche technique n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre une (1) copie électronique de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Directeur.

5.1.4.2.5 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le Directeur ne sont pas sensées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, l'Entrepreneur doit cependant, en aviser le Directeur par écrit avant d'entreprendre les travaux.

5.1.4.2.6 Le Directeur ou le Professionnel désigné dispose de 10 jours ouvrables pour vérifier, commenter et apposer son sceau chaque lot de documents soumis. L'Entrepreneur doit tenir compte de ce délai dans l'élaboration de l'Échéancier des travaux. Ce délai n'est applicable qu'à compter du moment où les dessins sont complets et respectent les exigences de l'article 5.1.4.6.

5.1.4.2.7 L'Entrepreneur doit apporter aux dessins d'atelier les changements qui sont demandés par le Directeur en conformité avec les exigences des documents contractuels.

5.1.4.2.8 Les dessins d'atelier et fiches techniques doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux.

5.1.4.2.9 L'Entrepreneur doit remettre au Directeur une copie originale papier et une version électronique des documents à viser. Les documents soumis doivent être accompagnés d'une fiche ou lettre contenant les renseignements suivants :

a) la date;

b) la désignation et le numéro du projet;

c) le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;

d) la désignation de chaque dessin, fiche technique ainsi que le nombre soumis.

5.1.4.2.10 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :

a) la désignation du dessin ou fiche technique

b) la date de préparation et les dates de révision;

c) la numérotation et le numéro du projet;

d) le nom et l'adresse des personnes suivantes :

i) le sous-traitant;

ii) le fournisseur;

iii) le fabricant.

e) L'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;

i) Les détails pertinents sur les documents doivent être indiqués pour les portions de travaux concernées :

ii) les matériaux et les détails de fabrication;

iii) les détails avec les dimensions concernant le montage ou le réglage;

iv) les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;

v) les caractéristiques de performance;

vi) les normes de référence;

vii) le poids;

viii) les schémas de câblage indiquant les bornes terminales, le câblage interne de chaque appareil de même que les interconnexions entre les différents appareils;

ix) les schémas unifilaires et les schémas de principe;

x) les liens avec les ouvrages adjacents;

xi) les dégagements nécessaires au fonctionnement, à l'entretien et au remplacement des appareils.

5.1.4.2.11 L'Entrepreneur doit supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.

5.1.4.2.12 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le Directeur et qu'aucune erreur ou omission n'a été décelée ou que seules des corrections mineures ont été apportées, les imprimés sont retournés, et les travaux de fabrication et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de fabrication et d'installation puissent être entrepris.

5.1.4.2.13 L'examen des dessins d'atelier par le Directeur vise uniquement à vérifier la conformité au concept général des données indiquées sur ces derniers.

5.1.4.2.14 Cet examen ne signifie pas que la Ville de Montréal approuve le contenu détaillé présenté dans les dessins d'atelier, responsabilité qui incombe à l'Entrepreneur qui les soumet, et ne dégage pas non plus ce dernier de l'obligation de transmettre des dessins d'atelier complets et exacts, et de se conformer à toutes les exigences des travaux et des documents contractuels. l

5.1.4.3 Échantillons

5.1.4.3.1 L'entrepreneur doit soumettre la quantité d'échantillons de produits tel que mentionnés dans les devis spécifiques au fins d'examen, et selon les prescriptions des sections techniques des devis. Il doit étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévues.

5.1.4.3.2 Expédier les échantillons port payé au bureau du Directeur.

5.1.4.3.3 Aviser le Directeur des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences des documents contractuels.

5.1.4.3.4 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.

5.1.4.3.5 Les modifications apportées aux échantillons par le Directeur ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, l'Entrepreneur doit en aviser le Directeur par écrit avant d'entreprendre les travaux.

5.1.4.3.6 Apporter aux échantillons les modifications qui peuvent être demandées par le Directeur tout en respectant les exigences des documents contractuels.

5.1.4.3.7 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

5.1.5 Plans annotés (anciennement tel que construit ou TQC)

5.1.5.1 L'Entrepreneur doit maintenir une copie à jour des plans annotés de toutes les disciplines, sur lesquels apparaissent les modifications réalisés au cours de l'exécution des travaux par lui ou ses sous-traitants.

5.1.5.2 Les plans doivent être annotés clairement en rouge de toutes les modifications acceptées qui sont survenues durant les travaux.

5.1.5.3 L'Entrepreneur doit remettre à la Ville avant la réception provisoire des travaux, deux (2) copies couleur papier et numérisées (PDF) de chaque plan annoté portant la mention «annoté», signé et daté de la journée de l'émission du plan.

5.1.6 Plans de localisation des infrastructures

5.1.6.1 Pour tous les Ouvrages comportant de la construction, reconstruction des conduites d'eau et d'égout, ainsi que les projets comportant de la construction de réseau électrique, l'Entrepreneur doit fournir un plan de localisation des infrastructures souterraines pour l'élaboration des plans d'inventaire ou finaux (TQC).

L'Entrepreneur devra fournir au plus tard trente (30) Jours calendrier suivants la réception provisoire des travaux, le plan de localisation géo référencée XYZ, pour la rue concernée par les travaux, des infrastructures existantes et nouvellement installées. Ce plan doit être préparé et minuté par un arpenteur-géomètre membre de l'ordre des arpenteurs-géomètres du Québec. Les relevés effectués pour produire le plan de localisation ne constituent pas le mesurage officiel aux fins de paiement des quantités.

Afin de permettre à la Ville de produire les plans finaux, l'Entrepreneur devra s'assurer que l'arpenteur-géomètre ou un membre de son équipe

puisse avoir accès au fur et à mesure des travaux aux infrastructures du projet avant que celles-ci ne soient enfouies.

À défaut de recevoir ledit plan de localisation préparé par un arpenteur-géomètre, la Ville de Montréal ne pourra procéder à la réception définitive des travaux et l'Entrepreneur ne pourra obtenir la retenue de garantie tel que prévu à l'article 5.6.3 Paiement décompte final.

Ce plan doit inclure :

a) les éléments suivants :

1. Conduites d'eau, d'égout, massifs, regards, puisards, vannes, chambres de vannes, les types de raccords (bouchon, coude, croix, prise d'eau, réducteur, té, etc.) ou toutes les infrastructures souterraines faisant l'objet du présent Contrat et de celles déjà existantes devenues visibles suivant la réalisation de la tranchée.
2. Les valves d'entrée d'eau, les bornes d'incendie, les branchements de services (égout et aqueduc), branchements des entrées de gicleurs (siamoises), etc.
3. Les Réseaux techniques urbains (RTU), tels que, mais sans limitation, les conduits et/ou massifs de la CSEM, d'Hydro-Québec, de Bell, de gaz ou tous autres éléments qui seront déblayés et apparents dans la tranchée.
4. Toutes les infrastructures en surface faisant l'objet du présent Contrat et celles ayant fait l'objet d'une relocalisation à la suite des travaux réalisés :
    a. Le centre et les cours d'eau de la chaussée aux 20 mètres
    b. Le dos, le bord des trottoirs et les entrées charretières
    c. les bordures
    d. les pistes cyclables
    e. les lampadaires et feux de circulation

b) Selon les spécifications suivantes :

1. Réseau géodésique NAD83scrs (à moins d'avis contraire)
2. Intégrer, lorsqu'existant, les stations de travail identifiées par la Division géomatique pour ce projet
3. Utiliser pour le levé, la liste des codes fournie par la Ville de Montréal
4. Prendre suffisamment de points, en s'inspirant du Guide pour la préparation des Plans Finaux préparé par la Division Géomatique, afin de déterminer les dimensions et l'orientation des infrastructures.

Les documents papiers et électroniques suivants doivent être transmis par l'arpenteur-géomètre à l'ingénieur de la Division géomatique chargé de la production des plans finaux :

1. Fichier en format « PDF » du plan de localisation minuté et signé par l'arpenteur-géomètre.

2. Fichier Autocad ou Microstation du plan de localisation incluant une couche des points de levés terrain.
3. Liste de coordonnées XYZ du levé effectué.
4. Croquis et notes terrain du levé.
5. Photos des installations enfouies sous terre.

5.1.7 Échéancier d'exécution des travaux et planification hebdomadaire

5.1.7.1 Échéancier d'exécution des travaux

Aux fins de cet article, le terme échéancier équivaut à l'Échéancier d'exécution des travaux.

a) Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit lui soumettre l'Échéancier respectant les délais contractuels à des fins d'approbation. Le Directeur peut demander des précisions et modifications à l'Échéancier pour s'assurer du respect des obligations contractuelles de l'Entrepreneur. Lorsque l'Échéancier respecte les modalités du Contrat, le Directeur approuve l'Échéancier, qui devient l'Échéancier de référence.

b) L'approbation de l'Échéancier par le Directeur ne dégage en rien l'Entrepreneur de son obligation d'exécuter les travaux dans les délais prescrits.

c) L'Échéancier doit tenir compte de tous les congés statutaires de l'industrie de la construction pour la durée du Contrat.

d) L'Échéancier de l'Entrepreneur doit inclure entre autres :

i. l'ordre chronologique dans lequel l'Entrepreneur propose d'exécuter tous les travaux du Contrat, en tenant compte de toutes les restrictions imposées dans le Cahier des charges et notamment du maintien de la circulation et de la signalisation routière;

ii. la subdivision des travaux afin de favoriser une meilleure planification du projet pour permettre lors de la mise à jour de l'Échéancier de montrer l'avancement de chacune des tâches réalisées en temps réel;

iii. un diagramme de Gantt qui indique les dates de début et de fin de chacune des activités (tâches) prévues pour exécuter les travaux, avec leur interdépendance (prédécesseurs et successeurs) et le Chemin critique des travaux. Cet Échéancier doit être élaboré sur un logiciel tel que Microsoft Project ou l'équivalent. Le fichier électronique permettant la validation complète des liens indiqués dans l'Échéancier doit être transmis lors de l'approbation et à chaque mise à jour;

iv. l'Entrepreneur doit tenir compte de l'ensemble des activités pour réaliser l'ensemble des travaux prévues au Contrat dans son Échéancier, incluant notamment l'approbation des dessins d'ateliers ainsi que les délais de fabrication et de livraison des divers Matériaux et équipements requis au Contrat;

i. Au cours de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit soumettre mensuellement pour approbation un Échéancier révisé mis à jour en fonction de l'avancement des travaux. Cette mise à jour doit inclure notamment les informations suffisantes pour chaque activité (tâche) : le début initial, le début planifié, le début réel, la durée initiale, la durée planifiée et la durée réelle ainsi que le pourcentage d'avancement de chaque activité (tâche) pour analyser la planification révisée et toutes les actions correctives proposées par l'Entrepreneur afin de valider qu'elles sont adéquates pour assurer le respect de l'Échéancier.

ii. L'Échéancier de référence ne peut être modifié par l'Entrepreneur sans l'autorisation écrite du Directeur. Après son acceptation, l'Entrepreneur doit en tout temps se conformer à son déroulement, à moins qu'une entente n'intervienne entre le Directeur et l'Entrepreneur pour le modifier.

5.1.7.2 Planification hebdomadaire des travaux

En plus de l'Échéancier, l'Entrepreneur doit, et ce, de façon hebdomadaire, fournir un programme détaillé indiquant les activités ou tâches qu'il entend réaliser au Chantier au cours des trois semaines suivantes et il doit mettre à jour cette planification chaque semaine en illustrant ce qui a été exécuté en fonction de la planification présentée la semaine précédente. Ce suivi hebdomadaire doit être remis au Directeur deux (2) Jours ouvrables avant la réunion de chantier hebdomadaire.

5.1.8 Délai de réalisation des travaux

5.1.8.1 Le délai de réalisation des travaux est celui indiqué au cahier des clauses administratives spéciales et constitue l'essence même du Contrat. Ce délai se calcule à compter de la date d'autorisation de débuter les travaux jusqu'à la réception provisoire de l'ensemble des travaux prévus au Contrat. L'Entrepreneur ne doit pas débuter les travaux avant d'en avoir reçu l'autorisation écrite.

5.1.9 Modification apportée aux délais

5.1.9.1 Avis écrit

Si l'Entrepreneur juge qu'un événement non prévu à son Contrat ou une situation hors de son contrôle provoquera un retard significatif dans l'achèvement des travaux faisant l'objet du Contrat, il est tenu d'informer par écrit le Directeur de la nature, de la cause et des conséquences prévues, dans les dix (10) Jours ouvrables qui suivent le commencement de cet événement ou la découverte de cette situation.

5.1.9.2 Défaut de l'Entrepreneur

Le défaut de l'Entrepreneur d'informer le Directeur conformément au paragraphe qui précède constitue une renonciation définitive de sa part à invoquer un tel événement ou une telle situation, et aucune prolongation du délai de réalisation des travaux ne lui sera accordée.

5.1.9.3 Prolongation du délai

Lorsque l'Entrepreneur réclame une prolongation du délai de réalisation, il doit démontrer l'impact sur le Chemin critique de l'Échéancier de référence. Un retard dans l'exercice d'une activité faisant partie du Chemin critique entraîne une prolongation du délai de réalisation du Contrat, seulement lorsqu'il n'est pas possible de modifier le déroulement des activités ou modifier l'ordre de celles-ci

L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur ou au Professionnel désigné une proposition d'ordonnancement de ces travaux pour diminuer l'impact sur l'Échéancier du projet.

Lorsque le Directeur considère que ledit événement ou ladite situation justifie une prolongation du délai de réalisation des travaux, elle en avise l'Entrepreneur et lui indique le nombre de jours de prolongation par l'émission d'un ordre de changement.

5.1.9.4 Conditions météorologiques

En aucun cas, des conditions météorologiques défavorables, sous réserve de l'article 5.1.9.5 ou lorsqu'il s'agit d'une situation de force majeure, des événements causés par le fait de l'Entrepreneur ou d'une personne sous son autorité, ne pourront être considérés comme une cause de retard échappant au contrôle de l'Entrepreneur ou non prévisible par celui-ci.

5.1.9.5 Délais occasionnés par des intempéries lors de travaux de pavage

Dans le présent article, on entend par chantier de jour un chantier où l'on travaille entre 7 h et 19 h d'une même journée et par chantier de nuit un chantier où l'on travaille entre 19 h et 7 h le lendemain. Si, au cours de travaux de pose d'enrobés bitumineux, des intempéries empêchent la réalisation des travaux, le délai peut être prolongé de la façon suivante :

5.1.9.5.1 Pour les travaux de jour :

a) un jour de travail, si les travaux sont interrompus entre 7 h et 10 h, et qu'ils ne reprennent pas au cours de la journée;

b) un demi-jour de travail si les travaux sont interrompus entre 10 h et 16 h, et qu'ils ne reprennent pas au cours de la journée;

c) si les travaux sont interrompus après 16 h, aucun délai supplémentaire n'est accordé.

5.1.9.5.2 Pour les travaux de nuit :

a) une nuit de travail, si les travaux sont interrompus entre 19 h et 22 h, et qu'ils ne reprennent pas au cours de la nuit;

b) une demi-nuit de travail, si les travaux sont interrompus entre 22 h et 4 h, et qu'ils ne reprennent pas au cours de la nuit;

c) si les travaux sont interrompus après 4 h, aucun délai supplémentaire n'est accordé.

5.1.9.5.3 Si les travaux reprennent au cours d'une même période de travail (jour ou nuit), mais qu'ils ont été interrompus pour une durée supérieure à trois (3) heures consécutives, une demi-période (jour ou nuit) de travail peut être reportée. L'Entrepreneur doit remettre au Directeur une demande écrite afin de se voir accorder ces périodes, en y précisant l'heure de l'arrêt des travaux.

5.1.10 Instruction de chantier

Le Directeur ou le Professionnel désigné peut émettre toute instruction de chantier à l'égard d'une des situations suivantes :

a) apporter une précision au Contrat et ainsi faciliter la réalisation des travaux par l'Entrepreneur;

b) s'assurer que l'exécution des travaux respecte les exigences du Cahier des charges;

c) intervenir lors d'une situation urgente mettant en cause la sécurité des biens ou des personnes;

d) toute autre situation découlant de l'exécution du Contrat.

Une instruction de chantier ne constitue pas un changement au Contrat.

L'Entrepreneur doit donner suite à cette instruction de chantier et exécuter les instructions demandées avec diligence, au moment approprié, en tenant compte de l'avancement des travaux.

5.1.11 Gestion des changements

5.1.11.1 Modifications aux travaux

Le Directeur peut, en tout temps, modifier les travaux et les conditions d'exécution du Contrat. Ces modifications n'ont pas pour effet d'annuler le Contrat; l'Entrepreneur ne peut s'en prévaloir comme cause de résiliation et doit s'y conformer.

Dans tous les cas, les modifications aux travaux sont signifiées à l'Entrepreneur par le Directeur ou le Professionnel désigné au moyen d'une « demande de changement », qui peut être exécutoire ou non selon la situation. Lorsque les parties ont convenu d'un prix pour la modification demandée, le changement est formalisé au moyen d'un « ordre de changement » stipulant le montant payable à l'Entrepreneur, ainsi qu'un délai d'exécution supplémentaire s'il y a lieu.

L'Entrepreneur ne peut apporter de modifications aux travaux à moins d'avoir reçu une demande de changement exécutoire ou un ordre de changement.

Lorsque l'Entrepreneur juge qu'une compensation doit lui être accordée en raison d'une situation imprévue ou des conditions de Chantier substantiellement différentes du Cahier des charges qui, de son opinion, engendre des travaux ou la fourniture de Matériaux additionnels non inclus à son Contrat, il doit en aviser par écrit le Directeur avant d'entreprendre lesdits travaux. Le Directeur se réserve alors un délai raisonnable pour décider de la marche à suivre pour la poursuite des travaux, et en avise l'Entrepreneur par écrit.

5.1.11.2 Demande de changement

Le Directeur peut apporter des changements aux travaux au moyen d'une demande de changement. Toute demande de changement émise par le Directeur oblige l'Entrepreneur à soumettre un prix ou un crédit détaillé dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de ladite demande, à moins qu'un délai différent ne soit spécifié dans celle-ci. La demande de changement est produite sur le formulaire prescrit à l'Annexe K « Gestion des changements ». La valeur du changement est déterminée selon les modalités de l'article 5.1.11.4.

Dans le cas de négociation sur le prix des demandes de changements, l'Entrepreneur doit resoumettre un prix dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant la demande du Directeur ou le Professionnel désigné.

L'Entrepreneur doit collaborer avec le Directeur ou le Professionnel désigné pour identifier les mesures permettant, entre autres, une exécution optimale du changement en fonction du Chemin critique des activités de son Échéancier d'exécution, et dans le respect du délai de réalisation fixé par le Directeur.

Si l'Entrepreneur juge qu'un délai additionnel doit lui être accordé en raison d'une demande de changement, il doit faire la démonstration de l'impact sur l'Échéancier global des travaux en fournissant toutes les pièces justificatives, et en aviser le Directeur par écrit dans le délai de réponse prescrit au présent article. Ceci n'a cependant pas pour effet d'empêcher la mise en œuvre de la demande de changement.

Après réception du prix proposé par l'Entrepreneur, le Directeur doit, dans un délai raisonnable, faire connaître sa position à l'égard de la proposition de l'Entrepreneur, et émet un ordre de changement le cas échéant.

Lorsque la demande de changement est exécutoire, le Directeur ou le Professionnel désigné le signifie à l'Entrepreneur par le biais du formulaire prescrit, et ce dernier doit s'y conformer et procéder aux travaux avec diligence et célérité.

5.1.11.3 Ordre de changement

Le Directeur peut apporter des changements aux travaux au moyen d'un ordre de changement. L'ordre de changement est produit sur le formulaire de l'Annexe K « Gestion des changements ».

L'Entrepreneur doit immédiatement exécuter l'ordre de changement lorsqu'il est émis et approuvé par le Directeur. L'Entrepreneur est tenu de s'y conformer et exécuter les travaux décrits de façon exécutoire, à l'intérieur du délai de réalisation fixé par le Directeur, et selon le prix établi.

À noter qu'aucun paiement ne sera émis pour tout travail exécuté par l'Entrepreneur, non prévu au Cahier des charges et qui n'aura pas fait l'objet d'un ordre de changement, à moins qu'il ne s'agisse d'une situation décrite à l'article 5.1.10 c).

L'ordre de changement doit préciser, à chaque fois, si les modifications approuvées par le Directeur et acceptées par l'Entrepreneur entraînent une modification à l'Échéancier des travaux.

Lorsque les deux parties ne s'entendent pas sur le délai, l'Entrepreneur le signifie sur le formulaire de l'ordre de changement, et doit soumettre au Directeur dans les dix (10) Jours ouvrables la démonstration de l'impact sur son Échéancier global. Le Directeur se réserve ce même délai pour faire connaître sa position à l'égard de cette demande.

À défaut de soumettre la justification du délai dans le délai prescrit, l'ordre de changement est réputé n'entraîner aucun impact sur le délai d'exécution des travaux.

Pour être inclus à une demande de paiement, l'ordre de changement doit être signé par les deux (2) parties, et l'Entrepreneur doit avoir transmis au Directeur toutes les pièces exigibles relatives à cet ordre de changement. Celui-ci sera payable selon l'avancement des travaux.

Dans le cas d'un différend relatif à l'établissement des coûts des travaux, la Ville s'engage à payer un montant qu'elle estime juste pour le changement, ce qui, le cas échéant, ne constitue pas une renonciation de la part de l'Entrepreneur à faire valoir ses droits, et n'a pas pour effet d'empêcher le processus de règlement des différends.

5.1.11.4 Établissement de la valeur d'un changement

Les montants prévus pour des Contingences dans le cahier des charges servent à défrayer le coût des travaux pour lesquels les quantités à réaliser dépassent celles prévues dans le Cahier des charges ainsi que les coûts des travaux qui ne sont pas couverts par d'autres items de la Soumission et qui sont ordonnés par écrit par le Directeur. Ces derniers constituent des Ouvrages dont la nature n'est pas déterminée de façon précise dans le bordereau de soumission ou dans le cahier des charges au moment de l'Appel d'offres. La Ville ne donne aucune garantie que des Contingences seront requises, mais se réserve le droit d'en commander l'exécution.

Chaque fois qu'il est nécessaire, en vertu du Contrat, d'établir des prix, soit pour des quantités ou parties de travaux additionnels ordonnés par le Directeur, ou pour des quantités ou parties de travaux soustraits, inachevés ou refusés du Contrat, la valeur des travaux est établie conformément à l'une des règles a) b) ou c) ci-après; chaque règle prévaut sur la suivante dans l'ordre d'énumération.

a) Par l'application des prix unitaires fournis par l'Entrepreneur dans la formule de soumission.

b) Par l'application des prix unitaires déterminés dans le répertoire des prix unitaires de la Ville

c) Selon un prix unitaire ou forfaitaire ventilé acceptable aux deux parties, en tenant comptes des majorations pour administration et profits aux alinéas iv) et v) de l'article 5.1.11.4. d).

d) Toutefois, le Directeur se réserve le droit, dans tous les cas, de payer les travaux ou parties de travaux concernés par ces modifications, selon le principe des « dépenses contrôlées ». La valeur de ces travaux est alors calculée comme suit :

   i. les salaires des contremaîtres et de la main-d'œuvre dédiée directement à l'exécution desdits travaux supplémentaires selon les taux de salaire indiqués au décret de l'industrie de la construction, plus les frais accessoires connexes imposés par les lois et décrets;

   ii. le prix de revient des Matériaux incorporés à l'Ouvrage en raison des travaux supplémentaires ou nécessaires à leur exécution, sans les taxes applicables;

   iii. les appareils et l'outillage nécessaires et acceptés par le Directeur, exception faite des outils habituels des artisans, selon les taux de location du marché local;

   iv. une majoration de 15 % est ajoutée au total des montants des alinéas i), ii) et iii) pour couvrir les frais généraux et les profits. Les frais généraux comprennent les frais de bureau de l'entreprise, incluant notamment l'estimation et la direction de projet, le personnel de soutien, les assurances, etc., les frais de chantier, incluant notamment le chargé de projet, le surintendant, le commis, le petit Matériel, la roulotte de chantier et les fournitures diverses, etc.;

   v. lorsque les travaux sont exécutés par un Sous-traitant, la majoration de 15 % des montants des alinéas i), ii) et iii) est accordée au Sous-traitant, et une majoration additionnelle de 10 % à l'Entrepreneur est ajoutée sur le total des montants. Une seule majoration de 15 % est acceptée, et ce même si le sous-traitant fait appel à un autre sous-traitant;

À la fin de chaque jour où des travaux additionnels ont été exécutés et dont la rémunération est prévue en dépenses contrôlées, l'Entrepreneur doit faire un état en triplicata indiquant en détail les travaux exécutés, les noms des ouvriers avec leur classification quant à leur emploi, les heures de travail, le taux des gages, la quantité et le coût des Matériaux incorporés dans lesdits travaux ainsi que le genre et les heures d'utilisation de l'outillage. L'Entrepreneur doit signer l'état journalier des travaux supplémentaires et le transmettre au Directeur. La réception par le Directeur de l'état journalier ne constitue pas une acceptation des quantités et des montants qui y sont inscrits.

Aux fins d'approbation de ces états journaliers, le Directeur se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier chez l'Entrepreneur et, le cas échéant, chez le Sous-Traitant la véracité des informations fournies et d'exiger toute pièce justificative qu'il juge nécessaire.

Si un changement aux travaux a pour résultat net une diminution du prix du Contrat, le montant du crédit doit être le coût net, sans majoration ni déduction pour frais généraux et profits.

5.1.12 Procédure de règlement des différends

5.1.12.1 Obligations relatives aux avis

L'Entrepreneur peut se prévaloir de la procédure de règlement des différends dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

5.1.12.1.1 Lorsqu'il est en désaccord avec le délai fixé pour exécuter les travaux dans le cadre d'un ordre de changement;

5.1.12.1.2 Lorsqu'il existe un désaccord sur la valeur d'un ordre de changement;

5.1.12.1.3 Lorsqu'il est en désaccord avec une directive ou une décision de la Ville relative à l'exécution ou à l'interprétation de son Contrat;

5.1.12.1.4 Lorsqu'il a l'intention de faire valoir une demande de compensation supplémentaire.

L'Entrepreneur a l'obligation de poursuivre les travaux malgré tout désaccord avec la Ville. La poursuite des travaux ne constitue pas une renonciation de sa part à faire valoir ses droits selon la procédure prévue à la présente clause.

Dans tous les cas, l'Entrepreneur doit transmettre dès que possible, mais au plus tard cinq (5) Jours ouvrables suivant l'événement, un avis écrit dans lequel il doit préciser la nature de sa demande et les raisons qui la justifient. Si cet avis n'est pas transmis dans le délai prescrit ou si l'avis ne donne pas suffisamment d'information pour permettre à la Ville d'en faire l'évaluation, il est convenu que l'Entrepreneur ne pourra présenter de demande de compensation relative à cet événement.

5.1.12.2 L'Entrepreneur doit transmettre à la Ville le détail de sa demande dès que possible ou au plus tard soixante (60) Jours calendrier suivant la date de fin des travaux relatifs à l'avis écrit. À l'expiration de ce délai, à moins qu'il en ait été convenu autrement avec le Directeur, il est convenu que l'Entrepreneur ne pourra présenter de demande de compensation relative à cet avis. La Ville fera connaître sa position à l'égard de ladite demande dans un délai maximum de soixante (60) Jours calendrier, à moins qu'il en ait été convenu autrement.

5.1.12.3 Processus de médiation

Lorsqu'un différend d'une valeur totale de plus de 100 000 $ subsiste à la suite de l'exécution par les parties des «Obligations relatives aux avis», prévues à la rubrique précédente, la Ville ou l'Entrepreneur peut, par l'envoi d'un avis écrit à l'autre partie, à l'intérieur d'un délai de dix (10) Jours ouvrables après la dernière décision rendue par la Ville, proposer la médiation.

Le médiateur est choisi d'un commun accord par la Ville et l'Entrepreneur. Il est chargé d'aider les parties à cerner leurs différends, à identifier leurs positions et leurs intérêts et explorer des solutions mutuellement satisfaisantes pour résoudre leurs différends.

Les parties, de concert avec le médiateur, définissent les règles applicables à la médiation et sa durée, précisent leurs engagements, attentes et besoins ainsi que le rôle et les devoirs du médiateur.

Les parties conviennent d'échanger tous les renseignements sur lesquels elles ont l'intention de s'appuyer dans toute présentation orale ou écrite au cours de la médiation. Cet échange devra être complet au plus tard quinze (15) Jours ouvrables avant la date fixée pour la médiation.

Les honoraires et les frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation, tels que le coût de location des lieux de la médiation, le cas échéant, doivent être partagés en parts égales entre parties.

Les représentants de chaque partie doivent être dûment mandatés pour procéder à la médiation.

Tous les participants à la médiation devront signer un engagement de confidentialité avant la séance de médiation.

Tous les renseignements et documents échangés au cours de cette médiation devront être considérés comme des renseignements communiqués « sous toutes réserves » aux fins de négociation en vue d'une entente et devront être considérés comme des renseignements à caractère confidentiel par les parties et leurs représentants, à moins que la loi ne le prévoie autrement. Toutefois, une preuve qui est autrement admissible ou qui peut être communiquée ne saurait être rendue inadmissible ou non communicable dû au fait qu'elle a été utilisée pendant la médiation.

L'entente intervenue avec le médiateur doit prévoir également que ce dernier ne représentera aucune des parties et ne témoignera au nom d'aucunes des parties au cours de toute procédure légale ultérieure entre les parties, y compris celle visée à l'article « Conservation des droits et recours » ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés. Il est également convenu que les notes personnelles rédigées par le médiateur relativement à cette médiation sont confidentielles et ne peuvent être utilisées au cours de toute procédure ultérieure entre les parties ou au cours de laquelle leurs intérêts sont opposés.

À toute étape du processus, une partie peut décider de se retirer de celui-ci, à charge par elle d'assumer sa part des honoraires et des frais du médiateur ainsi que tous les frais relatifs à la médiation.

À défaut d'une entente entre la Ville et l'Entrepreneur au terme de la médiation, les parties conservent tous leurs droits et recours.

5.1.13 Suspension des travaux

5.1.13.1 Le Directeur peut suspendre les travaux, en totalité ou en partie, en tout temps avant ou après le commencement de leur exécution.

5.1.13.2 Toute suspension est notifiée explicitement à l'Entrepreneur par écrit, et la notification en précise l'étendue, la date d'application et la durée, si elle est connue. En l'absence d'une telle notification, aucune circonstance ou situation pouvant se présenter pendant la durée du Contrat ne peut être considérée comme une suspension.

5.1.13.3 À la réception de cette notification, l'Entrepreneur doit :

a) arrêter les travaux à la date et dans les limites indiquées;

b) suspendre, sauf instruction contraire du Directeur, tous les Contrats avec les Sous-traitants et toutes les commandes de Matériaux et de Matériel, à la seule exception, s'il y a lieu, de ce qui est nécessaire pour terminer la partie des travaux exclue du champ de la suspension;

c) poursuivre la partie des travaux qui n'est pas comprise dans la suspension;

d) prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour conserver en bon état ses installations et son Matériel pour la durée de la suspension;

e) prendre toutes les mesures jugées nécessaires par le Directeur pour conserver en bon état, pour la durée de la suspension, les Ouvrages exécutés et les Matériaux déjà livrés sur le Chantier.

5.1.13.4 Pendant la durée de la suspension, ni l'Entrepreneur ni ses Sous-traitants ne doivent retirer du Chantier, sans le consentement du Directeur, une partie d'Ouvrage, un matériau, une installation ou un Matériel qui s'y trouvent.

5.1.13.5 Sous réserve de l'article 5.1.13.8, la Ville paiera à l'Entrepreneur des frais raisonnables de démobilisation et de remobilisation si requis, et les frais occasionnés par cette suspension. L'Entrepreneur doit fournir toutes les pièces justificatives pour démontrer les frais engagés ainsi que l'impact sur le Chemin critique de l'Échéancier.

5.1.13.6 Pendant la suspension :

5.1.13.6.1 lorsqu'il a été convenu avec le Directeur que l'Entrepreneur demeure mobilisé sur le Chantier, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver lesdits travaux de la dégradation et des dommages, prévenir tout accident et, le cas échéant, faire réparer tous les dommages survenus durant cette suspension;

5.1.13.6.2 lorsqu'il a été convenu que l'Entrepreneur se démobilise, le paragraphe précédent ne s'applique pas.

5.1.13.7 L'Entrepreneur ne peut fonder aucune réclamation du fait de cette suspension, si la suspension est imputable à la faute, à la négligence ou à l'inefficacité de l'Entrepreneur dans l'exécution de son Contrat.

5.1.13.8 Aucune somme n'est payable à l'Entrepreneur si la suspension est imputable à l'Entrepreneur ou à l'un de ses Sous-traitants.

5.1.13.9 L'arrêt des travaux durant la période hivernale ne peut être assimilé à une suspension des travaux si cet arrêt était prévu dans le Cahier des charges

5.1.14 Défaut et pénalités

5.1.14.1 Mise à jour de l'Échéancier d'exécution des travaux

Si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour par l'Entrepreneur n'est pas fourni à la première réunion de chantier du mois ou à la remise du décompte progressif mensuel, la Ville peut retenir un montant correspondant à 0,5 % du montant de la demande de paiement produite au cours de ce mois, et ce, tant que l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour et conforme n'a pas été remis à la Ville. Cette retenue peut s'appliquer également si le Directeur juge les documents

incomplets, non représentatifs de la situation existante ou non réalistes par rapport aux prévisions.

De plus, si l'Échéancier d'exécution des travaux mis à jour n'est toujours pas fourni à la première réunion de chantier du mois suivant ou à la remise du décompte progressif suivant, la Ville pourra conserver, à titre de pénalité, un montant non remboursable correspondant à 0,5 % du montant de cette demande de paiement, auquel cas la Ville transmettra à l'Entrepreneur un avis de pénalité.

Les retenues et les pénalités décrites au présent article sont cumulatives, puisqu'elles peuvent s'appliquer à chaque demande de paiement lorsque l'Entrepreneur ne remet pas la mise à jour de son Échéancier d'exécution des travaux soit à la première réunion de chantier du mois, soit avant le délai de grâce accordé jusqu'au mois suivant.

5.1.14.2 Autorisation d'occupation du domaine public

5.1.14.2.1 La durée et les autres conditions imposées dans toute autorisation d'occupation du domaine public visent à limiter les inconvénients que peut causer l'obstruction du domaine public. L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter la durée et les conditions d'occupation du domaine public et, le cas échéant, les faire respecter par ses Sous-traitants.

5.1.14.2.2 Si le Directeur constate que l'Entrepreneur ou l'un de ses Sous-traitants est en défaut de respecter les conditions de l'autorisation d'occupation du domaine public ou de toute autre autorisation ou permis, ou qu'il a omis d'obtenir au préalable une telle autorisation, il émet un avis de défaut à l'Entrepreneur en précisant le montant de la pénalité, dans les deux (2) Jours ouvrables suivant le jour où le défaut a été constaté.

5.1.14.2.3 L'Entrepreneur peut, dans les deux (2) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis de défaut, contester celui-ci par écrit en précisant les motifs de sa contestation, à défaut de quoi l'Entrepreneur est réputé avoir acquiescé à l'avis de défaut et accepter que le montant de la pénalité soit déduit de tout montant dû ou qui le sera.

5.1.14.2.4 Dans le cas où le Directeur a reçu la contestation de l'Entrepreneur dans le délai mentionné à l'article 5.1.14.2.3 ci-dessus, il informe l'Entrepreneur s'il maintient ou non la pénalité. La décision du Directeur à cet égard est finale et sans appel.

5.1.14.2.5 Lorsque l'Entrepreneur ou l'un de ses Sous-traitants contrevient à l'une des conditions d'occupation du domaine public, le Directeur peut, en suivant la procédure mentionnée aux articles 5.1.14.2, 5.1.14.2.3 et 5.1.14.2.4, exiger et percevoir de l'Entrepreneur une pénalité quotidienne de 600,00 $ pour le premier défaut, de 1 500,00 $ pour le deuxième défaut et de 3 000,00 $ pour tout autre défaut. Les pénalités sont prélevées à même les sommes dues à l'Entrepreneur.

5.1.14.2.6 Constitue un défaut le fait d'occuper le domaine public sans autorisation ou le fait de ne pas respecter les conditions d'occupation du domaine public du permis. Ce défaut peut entraîner l'imposition, à l'Entrepreneur, des pénalités mentionnées à l'article 5.1.14.2.5.

5.1.14.3 Retard dans l'exécution des travaux

a) Le délai stipulé au Cahier des charges pour l'exécution des travaux est de l'essence même du Contrat et le simple retard dans l'exécution des obligations de l'Entrepreneur peut entraîner l'imposition, par le Directeur, d'une pénalité.

b) Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat accordé, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et le montant des Contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 200 $ par jour de retard.

5.1.14.4 Retard dans la correction des déficiences :

À la suite de l'émission du certificat de réception provisoire totale des travaux, un délai maximal de trente (30) Jours calendrier sera alloué pour corriger les déficiences, à moins qu'un délai différent ne soit établi au préalable avec le Directeur. L'Entrepreneur doit soumettre pour approbation, dans les cinq (5) Jours ouvrables suivant le rapport d'inspection, un Échéancier des travaux à corriger ou à compléter. Si l'Échéancier n'est pas respecté, une pénalité de 1 000 $ par jour de retard sera appliquée.

5.1.14.5 Conclusion d'un Sous-contrat visé alors que le Sous-traitant ne détient pas l'autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

Aucune somme ne sera payée par la Ville à l'Entrepreneur relativement à des travaux effectués, des services rendus ou des biens fournis par un Sous-traitant d'un Sous-contrat visé si ce dernier n'est pas pourvu d'une autorisation de l'Autorité des marchés financiers lors de la conclusion du Sous-contrat visé ou si, en cours d'exécution de tel Sous-contrat visé, l'autorisation du Sous-traitant est révoquée.

5.1.15 Travaux simultanés

5.1.15.1 Dans le cas où la Ville ou une compagnie des Réseaux techniques urbains, ou un entrepreneur mandaté par une compagnie des Réseaux techniques urbains, font exécuter des travaux en même temps que ceux de l'Adjudicataire et que cette éventualité a été annoncée dans le Cahier des charges, ce dernier doit :

- accorder toute la collaboration nécessaire à l'exécution de ces autres travaux;
- exécuter ses travaux de manière à ne pas nuire aux autres travaux réalisés sur le Chantier ou à proximité.

5.1.15.2 Si l'exécution de ces autres travaux indiqués dans le Cahier des charges entraîne des modifications à l'Échéancier des travaux ou cause des retards à l'Entrepreneur, la Ville ajustera l'Échéancier des travaux en conséquence, le cas échéant.

5.1.15.3 Cependant, si ces travaux concurrents n'ont pas été indiqués dans le Cahier des charges ou sont substantiellement modifiés, l'Entrepreneur doit en aviser immédiatement le Directeur et, conformément à l'article 5.1.11, convenir avec lui par un ordre de changement des dispositions à prendre et des frais afférents.

5.1.16 Maintien de la circulation

5.1.16.1 L'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin que le Matériel, les Matériaux, les installations et les travaux n'entravent ni la circulation, ni l'exploitation des services d'utilité publique, ni les services de réseaux techniques urbains.

5.1.16.2 L'Entrepreneur doit se conformer aux devis techniques (normalisés et spéciaux) de gestion et de maintien de la circulation des travaux relativement à l'utilisation des voies de circulation, à leur fermeture temporaire et à l'organisation des détours. Il doit soumettre, en temps opportun et selon les délais prescrits, les planches de signalisation et obtenir les approbations avant de débuter la mobilisation sur le Chantier.

5.1.16.3 L'Entrepreneur doit établir des voies de circulation provisoires et installer des Ouvrages (glissières, barricades, clôtures, etc.) pour la protection du public aux endroits requis.

5.1.16.4 L'Entrepreneur ne peut réclamer aucun dédommagement à la Ville pour les retards, délais ou frais supplémentaires qu'il doit assumer pour s'être conformé aux obligations découlant du maintien de la circulation.

5.1.17 Travaux non conformes

5.1.17.1 Si, pendant les travaux et jusqu'à leur réception définitive et sous réserve de ce qui est prévu à l'article 5.1.17.2, le Directeur déclare que certaines parties des travaux ne sont pas conformes aux exigences du Contrat, l'Entrepreneur doit les démolir et les refaire à ses frais.

5.1.17.2 Si le Directeur ne juge pas opportun de faire démolir ces travaux, il peut ordonner qu'ils soient laissés en place et réclamer à l'Entrepreneur un montant calculé selon les modalités indiquées dans le Cahier des charges ou, à défaut, déduire des sommes qui lui sont dues, un montant équivalant à la valeur des dommages ainsi causés à la Ville.

5.1.18 Fermeture d'eau

Lorsqu'un projet nécessite une fermeture d'eau, l'Entrepreneur doit tenir compte de ce qui suit :

L'Entrepreneur doit aviser au préalable le Directeur de la date et de l'heure exacte de l'interruption de l'alimentation en eau au moyen du formulaire d'interruption temporaire de l'alimentation en eau. Il doit obtenir son autorisation avant d'effectuer la coupure.

L'Entrepreneur doit distribuer des « affichettes de portes » intitulées « Interruption temporaire de l'alimentation en eau » dans un délai minimum de 48 heures avant la fermeture d'eau. L'Entrepreneur doit indiquer sur chacune de ces « affichettes de portes » la date ainsi que les heures de début et de fin prévues pour l'interruption de l'alimentation en eau.

Les formulaires d'interruption temporaire de l'alimentation en eau et les « affichettes de portes » sont fournis par la Ville.

5.1.19 Travaux durant la période de dégel

L'Entrepreneur doit inclure dans ses prix les coûts de transport et tous les autres frais liés à la diminution des charges durant la période de dégel décrétée par le

gouvernement du Québec lorsque l'Échéancier des travaux le prévoit ou le requiert.

5.2 Main-d'œuvre et salaire

5.2.1 Heures supplémentaires de travail

Lorsqu'il est spécifié au Cahier des charges que des travaux doivent être réalisés le soir, la nuit, le samedi ou le dimanche, les frais associés à ces travaux, exécutés en dehors des heures normales de travail, doivent être inclus dans le prix des items appropriés à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

5.2.2 Changement du coût de la main-d'œuvre

5.2.2.1 La Ville paie à l'Entrepreneur toute augmentation du coût de la main-d'œuvre découlant d'un décret, d'une loi ou d'un arrêté en conseil survenu après l'ouverture des Soumissions, tandis que l'Entrepreneur doit rembourser à la Ville toute diminution.

5.2.2.2 En application des dispositions de l'article 5.2.2.1 :

- l'Entrepreneur doit produire sa réclamation au plus tard 30 Jours calendrier après avoir transmis le décompte final. L'Entrepreneur doit détailler sa réclamation dans la forme et la teneur que lui indique le Directeur. L'Entrepreneur doit permettre au Directeur de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants et lui fournir tous les documents nécessaires aux fins de cette vérification;
- la Ville doit, au plus tard 30 Jours calendrier après le paiement du décompte final, prévenir l'Entrepreneur de son intention de déposer une réclamation. L'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande, tous les renseignements et données nécessaires et lui permettre de vérifier ses livres et ceux de ses Sous-traitants.

5.3 Matériaux

5.3.1 Matériaux spécifiés

5.3.1.1 Les Matériaux utilisés doivent être neufs et conformes au Cahier des charges.

5.3.1.2 Les Matériaux livrés sur le Chantier ne peuvent être enlevés sans la permission du Directeur.

5.3.1.3 Augmentation du coût des Matériaux

Lorsque l'exécution des travaux est reportée à une année subséquente à la demande du Directeur, la Ville peut accepter de défrayer l'augmentation du coût des Matériaux seulement si l'Entrepreneur fournit toutes les pièces justificatives à cet effet.

Cependant, si, dans le Cahier des charges, l'exécution des travaux est prévue sur plusieurs années, la Ville ne paie pas de montant additionnel pour l'augmentation du coût des Matériaux.

5.3.1.4 Ajustement du prix du bitume

Lorsqu'une Soumission comporte un prix pour la fourniture et la pose d'un enrobé bitumineux dans le cas d'une couche de surface, d'une couche de base ou d'une couche de correction, ainsi que pour la réparation du cours d'eau, un montant d'ajustement du prix du bitume (excluant le transport) est établi à la hausse ou à la baisse à la préparation du décompte progressif, selon la fluctuation du prix de référence du bitume.

Les prix de référence sont ceux affichés par Bitume Québec pour le mois où se fait l'ouverture de la Soumission par rapport au prix applicable pour le mois où les travaux de pose de revêtement bitumineux sont réalisés. Les prix sont disponibles sur le site de Bitume-Québec à l'adresse suivante : www.bitumequebec.ca.

Les modalités de paiement détaillées sont expliquées dans le devis technique normalisé des chaussées.

5.3.1.5 Si le Cahier des charges prévoit la fourniture par la Ville de certains équipements et Matériaux, l'Entrepreneur doit faire l'Inspection de ces équipements ou de ces Matériaux au moment de leur livraison et aviser immédiatement le Directeur des défectuosités.

5.3.1.6 L'Entrepreneur est responsable du maintien en bon état et de l'entreposage des équipements et Matériaux fournis par la Ville pendant la durée du Contrat, le cas échéant.

5.3.2 Demande d'équivalence

5.3.2.1 Les marques de commerce spécifiées dans le Cahier des charges sont considérées comme représentant la qualité des Matériaux requise.

5.3.2.2 Si l'Entrepreneur désire substituer des Matériaux à ceux spécifiés dans les documents, il en supporte tous les frais, incluant les honoraires professionnels découlant de cette analyse, et doit en demander l'autorisation au Directeur en lui transmettant une demande à cet effet un minimum de trente (30) Jours calendrier avant la date prévue des travaux qui concernent cette demande, en y incluant notamment les informations suivantes :

- Les raisons de la demande d'équivalence;
- Les prix des Matériaux tels que spécifiés dans le Cahier des charges et de ceux proposés en équivalence;
- Les caractéristiques, spécifications techniques et autres renseignements utiles décrivant les Matériaux offerts;
- Tous les résultats d'essais de résistance ou de comportement exigés par le Directeur et exécutés par un laboratoire reconnu;
- Tout autre renseignement, essai ou rapport requis par le Directeur;

Les principaux éléments qui serviront à établir la comparaison pour établir cette équivalence sont le type de construction, l'esthétique, le rendement, la capacité, les dimensions, le nombre de joints pour les conduites d'aqueducs, le poids, l'encombrement, les tolérances, la disponibilité des pièces de rechange, les problèmes d'entretien, les délais de livraison et l'existence de Matériaux semblables en service et éprouvés.

5.3.2.3 Le Directeur a toute l'autorité nécessaire pour approuver ou rejeter une demande d'équivalence en tenant compte, notamment, du fait :

- que les produits proposés peuvent représenter un intérêt économique autant au niveau des coûts de fourniture et d'installation qu'aux coûts de fonctionnement et d'entretien;
- de l'impact de la date de livraison des produits spécifiés au cahier des charges ou sur ceux proposés en équivalence sur le délai d'exécution des travaux.

5.3.2.4 Si le prix des Matériaux substitués est inférieur à celui des Matériaux spécifiés dans le Cahier des charges, l'Entrepreneur doit accorder à la Ville un crédit équivalant à 50 % de la différence entre le coût des Matériaux spécifiés et celui des Matériaux substitués.

5.3.2.5 La Ville n'est pas responsable des délais éventuels causés directement ou indirectement par ces substitutions et aucun ordre de changement à cet effet ne peut entraîner une modification à l'Échéancier des travaux.

L'Entrepreneur doit aussi prendre en compte le fait que l'approbation de telles équivalences peut entraîner certains délais et il ne peut faire aucune réclamation à la Ville pour ce motif.

5.3.2.6 Si la substitution est approuvée, l'Entrepreneur doit exécuter les travaux supplémentaires que cette substitution peut entraîner et faire les changements requis sans frais supplémentaires pour la Ville.

5.3.3 Contrôle qualitatif

5.3.3.1 L'Entrepreneur doit fournir, à ses frais, les échantillons demandés par le Directeur aux fins d'essai et d'approbation des Matériaux utilisés.

5.3.3.2 Si les essais démontrent que les échantillons sont conformes, leur coût est assumé par la Ville.

5.3.3.3 Cependant, si les essais démontrent que les échantillons ne sont pas conformes, l'Entrepreneur doit non seulement fournir des échantillons de remplacement, mais également assumer le coût de tous les essais exécutés par la Ville.

5.3.3.4 Lorsque le Directeur désire contrôler en usine la qualité des Matériaux, l'Entrepreneur et ses Sous-traitants doivent, sans frais pour la Ville, fournir les locaux, la main-d'œuvre et l'appareillage nécessaires, afin d'assister le Directeur.

5.4 Matériaux contaminés

Dans le cas où l'Entrepreneur rencontre au cours de ses travaux des Matériaux jugés contaminés et que cela n'était pas prévu au Cahier des charges, il doit en aviser le Directeur immédiatement.

Ce dernier pourra exiger de l'Entrepreneur qu'il interrompe lesdits travaux et qu'il fasse analyser les Matériaux concernés, notamment les sols, les revêtements muraux ou de plafonds, l'isolation, la peinture par un laboratoire reconnu et approuvé par la Ville. Une fois les résultats et recommandations obtenus, l'Entrepreneur doit les remettre sans délai au Directeur. Les dépenses engagées seront remboursées selon les termes mentionnés à l'article 5.1.11.

5.5 Environnement, sécurité, protection et propreté

5.5.1 Sécurité, protection et environnement

5.5.1.1 L'Entrepreneur est seul responsable de la sécurité sur le Chantier et de la protection adéquate du personnel, du public, des Matériaux, du Matériel et de l'Ouvrage jusqu'à la réception provisoire totale des travaux.

5.5.1.2 À ces fins, l'Entrepreneur doit notamment fournir :

- les clôtures, les barrières, les affiches et le gardiennage;
- le chauffage, l'éclairage et la ventilation.

5.5.1.3 L'Entrepreneur est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution. L'Entrepreneur doit prévoir pour la durée des travaux la mise en place des mesures requises en cas d'urgence, tel un déversement accidentel de polluant.

5.5.1.4 L'utilisation ou la prise de possession, par la Ville, d'une partie des travaux et des Ouvrages avant la réception provisoire totale des travaux ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité en matière de sécurité et de protection.

5.5.1.5 Les clôtures temporaires

- Lorsque l'Entrepreneur est tenu d'ériger des clôtures temporaires pour délimiter le périmètre de son Chantier, il doit les fournir, les installer et les entretenirpendant toute la durée du Contrat. Il doit fournir, pour approbation, les plans de localisation et de détail de ces clôtures avant leur installation. Aucun autre travail relatif au Contrat ne doit se faire avant que ces clôtures soient complètement érigées.
- Lorsque des excavations sont effectuées, elles doivent être délimitées et protégées par des mesures qui respectent le code de sécurité sur les Chantiers de construction. Lorsque requis, l'Entrepreneur doit clôturer le périmètre de l'excavation. Il doit maintenir cette clôture en bon état et ne l'enlever que lorsque le remplissage de l'excavation est complété.

5.5.1.6 Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux générées par les activités du Chantier (infiltration, ruissellement accumulé dans les excavations, accumulation dans les aires d'entreposage, etc.), lorsqu'elles sont pompées vers le réseau d'égout, doivent l'être dans le réseau sanitaire ou combiné, mais jamais vers le réseau pluvial. Les regards ou puisards où s'effectuent les rejets d'eaux doivent être validés en ce sens par un représentant de la Ville et les sédiments doivent être retirés (géotextile, décantation, etc.).

L'Entrepreneur doit en tout temps :

a) canaliser l'excès d'eau occasionné par les travaux de façon à ne pas nuire au public;

b) mettre en place une méthode adéquate pour capter les sédiments avant de les envoyer dans le réseau de la Ville;

c) ne pas envoyer l'excès d'eau sur les autres propriétés en périphérie.

5.5.1.7 Nettoyage des bétonnières

Lorsque des travaux de bétonnage sont requis, l'Entrepreneur doit prévoir une méthode permettant de capter les sédiments lors du nettoyage des bétonnières afin de respecter le règlement de la communauté sur les rejets à l'égout.

5.5.1.8 Gestion du bruit

L'Entrepreneur doit respecter la réglementation de l'arrondissement ou de la ville liée concernée en respectant les heures autorisées pour effectuer des travaux.

Le Matériel utilisé sur le Chantier ne doit pas émettre de bruits susceptibles de causer une gêne excessive. À cet effet, il doit être muni, s'il y a lieu, de dispositifs particuliers en bon état de fonctionnement et de nature à assurer son insonorisation.

Lorsque l'utilisation du Matériel cause des inconvénients aux personnes, à la propriété ou à l'environnement, le Directeur peut notamment exiger :

a) que des moteurs électriques soient utilisés dans toute la mesure du possible;

b) que l'échappement des moteurs soit pourvu d'un silencieux;

c) que le bruit des compresseurs ou outils pneumatiques, pompes et autres soit atténué au moyen de capots ou d'abris insonorisés;

d) la réorganisation générale du Chantier.

5.5.1.9 Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne

Pour tous les Contrats de construction et de reconstruction d'infrastructures souterraines, les Soumissionnaires doivent inclure à l'item approprié à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, tous les coûts requis pour le nettoyage des puisards, des regards, des chambres de vanne et des boîtes de vanne.

L'Entrepreneur doit procéder à la fin des travaux au nettoyage complet de tous les puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne qui sont situés dans les limites des travaux, que ce nettoyage soit imputable aux travaux en cours, à des travaux antérieurs ou à toute autre cause.

5.5.1.10 Contrôle de la poussière

L'Entrepreneur doit respecter le Règlement 90 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur les rejets dans l'atmosphère.

Il doit appliquer des techniques de travail limitant le soulèvement de la poussière en utilisant des produits acceptés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). L'utilisation de produits polluants, tels que le sel, l'huile, le calcium, etc., est interdite.

5.5.2 Évacuation et disposition des objets, matières, produits et autres

À moins d'indication contraire, tous les objets, matières, produits et autres provenant de travaux d'excavation ou de démolition appartiennent à la Ville. En conséquence, l'Entrepreneur doit :

- si le Directeur les déclare utiles, les transporter et les placer convenablement à l'endroit qu'il désigne sur le site ou à un autre endroit spécifié au cahier des clauses administratives spéciales;
- si le Directeur les déclare inutiles, en disposer à ses frais.

5.5.3 Système d'information des matières dangereuses utilisées au travail

Dans le cadre de l'application de la loi fédérale sur le Système d'information des matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), l'Entrepreneur est tenu de fournir, lors de la soumission des dessins d'ateliers pour approbation, les fiches signalétiques relatives aux produits spécifiés au Cahier des charges ou aux produits soumis en équivalence, lorsque les produits sont soumis à cette réglementation.

Il doit coordonner toutes les mesures préventives et fournir l'environnement et les protections individuelles appropriées pour les travailleurs lors de la manipulation ou de l'application de ces produits afin de respecter les spécifications des fiches signalétiques. Les fiches signalétiques doivent accompagner les produits lors de leur livraison.

Le défaut de respecter les spécifications desdites fiches signalétiques conformément aux obligations prévues par la loi peut entraîner l'arrêt des travaux.

À la réunion de démarrage, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur le nom et les coordonnées de la personne responsable du dossier SIMDUT dans son entreprise.

5.5.4 Protection de la couche d'ozone

Conformément à ses orientations en matière de protection de l'environnement, la Ville de Montréal adhère à l'effort mondial pour préserver la couche d'ozone de l'atmosphère terrestre.

Dans cette perspective, la Ville ne permettra pas l'utilisation de tout produit ayant pour objet des biens contenant l'un des chlorofluorocarbures (CFC), des halons, des composés ou l'une des substances ci-après mentionnées, ou fabriquées avec l'une de ces substances, s'il existe un produit de substitution pour ces biens :

- CFC-11, CFC-12, CFC-13, CFC-111, CFC-112, CFC-113, CFC-114, CFC-115, CFC-211, CFC-212, CFC-213, CFC 214, CFC-215, CFC-216, CFC-217;
- Halon 1211, Halon 1301 et Halon 2402;
- Méthylchloroforme (1, 1, 1 – trichloroéthane);
- Tétrachlorure de carbone.

Si les biens qu'il offre à la Ville contiennent l'une ou l'autre des substances mentionnées ci-dessus et qu'il n'existe aucun produit de substitution, le Soumissionnaire doit en informer la Ville.

5.5.5 Affiches

Sur le site des travaux, l'Entrepreneur ne doit ni poser ni tolérer, ni enseigne, d'annonce ou d'affiche autre que celles autorisées ou exigées par la loi, les règlements, le Contrat, les protocoles d'ententes des organismes subventionnaires, ou celles autorisées par le Directeur.

5.5.6 Propreté

5.5.6.1 Propreté du chantier

5.5.6.1.1 Procéder régulièrement au nettoyage du Chantier. Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux de rebut à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs.

5.5.6.1.2 Éliminer et évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement.

5.5.6.1.3 Les rues, les aires de circulation et de stationnement doivent être entretenues pour qu'il n'y ait pas d'émission de particules dans l'atmosphère ou d'entraînement sur la voie publique de matières susceptibles d'en produire. L'Entrepreneur doit nettoyer sans délai les rues, les aires de circulation et celles de stationnement, et toutes les autres propriétés salies à l'occasion de ses travaux. À défaut de le faire, la Ville procède au nettoyage aux frais de l'Entrepreneur. Contrôle de la poussière.

5.5.6.1.4 Respecter le Règlement 90 de la Communauté métropolitaine de Montréal sur les rejets dans l'atmosphère. Appliquer des techniques de travail limitant le soulèvement de la poussière en utilisant des produits acceptés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). L'utilisation de produits polluants, tels que le sel, l'huile, le calcium, etc., est interdite.

5.5.6.1.5 Garder les voies d'accès aux bâtiments exemptes de glace et de neige.

5.5.6.1.6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.

5.5.6.1.7 Prévoir, sur le chantier, des conteneurs pour l'évacuation des débris et des matériaux de rebut.

5.5.6.1.8 Éliminer les débris et les matériaux de rebut.

5.5.6.1.9 Dans les bâtiments, nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et garder ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant les travaux en question.

5.5.6.1.10 Éliminer les anciens ballasts contenant du BPC et les lampes contenant des produits dangereux tels que le mercure selon la règlementation en vigueur.

5.5.7 Nettoyage final

5.5.7.1 Avant les inspections provisoire et finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériels de construction.

5.5.7.2 Enlever les débris et matériaux de rebut, et laisser les lieux propres.

5.5.7.3 Nettoyer et polir les vitrages, les miroirs, les pièces de quincaillerie, les carrelages muraux, les surfaces chromées ou émaillées, les surfaces de stratifié, les éléments en acier ainsi que les appareils mécaniques et électriques. Remplacer tout vitrage, toute lentille ou globe brisés, égratignés ou endommagés.

5.5.7.4 Enlever la poussière, les taches et les marques relevées sur les éléments intérieurs tels murs, planchers, le mobilier, les appareils mécaniques et électriques.

5.5.7.5 Nettoyer les réflecteurs, les diffuseurs et les autres surfaces d'éclairage.

5.5.7.6 Balayer et nettoyer les trottoirs et les autres surfaces extérieures; balayer ou ratisser le reste du terrain.

5.5.7.7 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.

5.5.7.8 Nettoyer et retoucher les surfaces peintes en atelier qui ont été égratignées ou endommagées en cours de transport et d'installation; utiliser une peinture de type et de couleur identiques à la peinture d'origine.

5.5.7.9 Utiliser uniquement les produits de nettoyage recommandés par le fabricant de la surface à nettoyer, et les employer selon les recommandations du fabricant des produits en question.

5.5.8 Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne

5.5.8.1 Pour tous les Contrats de construction et de reconstruction d'infrastructures souterraines, les Soumissionnaires doivent inclure à l'item approprié à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission, tous les coûts requis pour le nettoyage des puisards, des regards, des chambres de vanne et des boîtes de vanne.

5.5.8.2 L'Entrepreneur doit procéder à la fin des travaux au nettoyage complet de tous les puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne qui sont situés dans les limites des travaux, que ce nettoyage soit imputable aux travaux en cours, à des travaux antérieurs ou à toute autre cause.

5.5.9 Propreté sur le site et les rues avoisinantes

L'Entrepreneur doit maintenir le Chantier en bon état de propreté et respecter les directives du Directeur à cet effet.

Les rues, les aires de circulation et de stationnement doivent être entretenues pour qu'il n'y ait pas d'émission de particules dans l'atmosphère ou d'entraînement sur la voie publique de matières susceptibles d'en produire. L'Entrepreneur doit nettoyer sans délai les rues, les aires de circulation et celles de stationnement, et toutes les autres propriétés salies à l'occasion de ses travaux. À défaut de le faire, la Ville procède au nettoyage aux frais de l'Entrepreneur.

Il doit notamment :

- évacuer le Matériel et les Matériaux d'une façon ordonnée et sécuritaire;
- enlever le Matériel, les Matériaux et les structures temporaires qui ne sont plus requis;
- déposer, au fur et à mesure, les déchets, les débris et les surplus de Matériaux dans un endroit approprié et les enlever quotidiennement;

- procéder régulièrement au nettoyage du Chantier.

5.6 Paiements, réceptions et garanties

5.6.1 Demandes de paiement : décomptes progressifs

5.6.1.1 Ventilation des coûts de construction

Dans le cadre d'un Contrat à prix forfaitaire, l'Entrepreneur doit fournir au Directeur, sur demande de celui-ci, une ventilation complète et détaillée du prix de sa Soumission. Cette ventilation doit être effectuée suivant une répartition que le Directeur ou son Professionnel désigné ont établie et le total des montants indiqués à cette ventilation doit être égal au prix total du Contrat. L'Entrepreneur doit fournir cette ventilation avant que ne débute l'exécution des travaux. Aucun paiement des travaux ne pourra être effectué par la Ville tant que l'Entrepreneur ne lui aura pas fourni une telle ventilation conforme.

5.6.1.2 L'Entrepreneur doit produire mensuellement des demandes de paiement au fur et à mesure de l'avancement des travaux, dans la forme prescrite par le Directeur. Ces demandes de paiement doivent préciser la valeur des travaux exécutés et des Matériaux incorporés à l'Ouvrage à la date de la demande de paiement au prorata de l'avancement des travaux selon la ventilation détaillée des coûts du prix du Contrat en précisant la quantité et la valeur des travaux exécutés depuis le début du Contrat.

5.6.1.3 Le Directeur ou le Professionnel désigné vérifie cette demande en y apportant les corrections appropriées, le cas échéant. Le Directeur ou le Professionnel désigné peut notamment corriger le pourcentage d'avancement des travaux pour tenir compte de l'avancement réel des travaux. Cette demande de paiement ainsi vérifiée constitue le décompte progressif que le Directeur recommande pour paiement, déduction faite des retenues, des réclamations et des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur et d'une retenue de 10 % de la valeur des travaux exécutés gardée par la Ville jusqu'au décompte final comme garantie de la bonne exécution des travaux.

5.6.1.4 À la suite de la vérification par le Directeur ou le Professionnel désigné, ce dernier transmet à l'Entrepreneur, dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de la demande, une copie de sa recommandation de paiement à l'Entrepreneur.

5.6.1.5 L'Entrepreneur doit soumettre une facture du même montant que la recommandation de paiement transmise par le Directeur ou le Professionnel désigné dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de cette recommandation de paiement. Cette facture doit être accompagnée d'une déclaration solennelle remplie sur le formulaire prévu à cet effet à l'Annexe O.

5.6.1.6 La Ville effectue le paiement des demandes de paiement de l'Entrepreneur dans les trente (30) Jours calendrier qui suivent la date de signature de la recommandation de paiement par le Directeur pour autant que les quittances exigées aient été remises.

5.6.1.7 La Ville ne paie aucun intérêt sur les retenues.

5.6.1.8 Aucun paiement ne constitue une acceptation des travaux.

5.6.1.9 La Ville se réserve le droit de procéder à toute vérification des demandes de paiement déjà acquittées.

5.6.1.10 Les modalités de paiement décrites ci-dessus s'appliquent aussi aux Contingences ordonnées et acceptées par le Directeur.

5.6.1.11 Lors de la recommandation pour paiement, le Directeur peut notamment déduire du paiement, toute pénalité imposée à l'Adjudicataire et toute somme que la Ville a le droit de retenir ou de réclamer en vertu du Contrat ou de la loi.

5.6.1.12 Lorsque le Directeur veut s'assurer qu'une dette quelconque existant en vertu de l'exécution du Contrat a été payée, et notamment lorsqu'un Contrat de travaux ou de fourniture est dénoncé à la Ville, le Directeur peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte, à compter du deuxième décompte ou lorsque le premier paiement a été effectué et pour les décomptes subséquents et aussi avant la remise de la retenue de garantie, un reçu ou une quittance de ses Sous-traitants et des Fournisseurs sur le formulaire de l'Annexe M ou N selon le cas, établissant que la dette concernée a été payée.

5.6.1.13 Le Directeur peut exiger que l'Entrepreneur présente, avec chaque décompte progressif, y compris le décompte final et le décompte définitif et aussi avant la remise de la retenue de garantie, une lettre ou tout autre document établissant que toutes les lois, tous les décrets et toutes les ordonnances ont été observés, et que toutes les cotisations et tous les prélèvements exigibles en vertu des lois, des décrets et des ordonnances ont été payés.

5.6.1.14 Aucun paiement à l'Adjudicataire n'est effectué tant que ce dernier n'a pas fourni au Directeur les documents de garantie ainsi que les attestations d'assurance exigées en vertu du Cahier des charges.

5.6.1.15 L'article 5.6.1.12 est au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Il ne peut en aucun cas être interprété comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.

5.6.2 Réception provisoire des travaux et prise de possession

5.6.2.1 La réception provisoire des travaux ne peut être entreprise que lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :

- la valeur estimée des travaux correctifs à compléter, à exécuter ou à corriger est inférieure à 0.5 % du prix du Contrat accordé, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente du Québec (TVQ) et les Contingences.
- les travaux à parachever ne peuvent l'être en raison de conditions indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et ne représentent pas un danger pour l'occupant;
- les travaux à corriger et les travaux à parachever, y compris ceux différés, n'empêchent pas l'ouvrage d'être prêt en tout point pour l'usage auquel il est destiné;
- les manuels d'instructions, les plans annotés et les plans de localisation des infrastructures en relation avec l'article 5.1.5 et 5.1.6 de même que les garanties écrites en relation avec les exigences des documents contractuels;
- la formation a été dispensée et la mise en service effectuée.

5.6.2.2 Lorsque l'Entrepreneur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.2.1 sont remplies, il en avise par écrit le Directeur.

5.6.2.3 Dans les dix (10) Jours ouvrables suivant la réception de cet avis, le Directeur doit confirmer à l'Entrepreneur, par écrit et au moins trois (3) Jours ouvrables à l'avance, qu'il est disposé à inspecter les travaux en sa présence et convenir d'une date pour l'Inspection.

5.6.2.4 Cependant, si l'Entrepreneur ne se rend pas disponible dans un délai raisonnable, le Directeur peut procéder à l'Inspection des travaux sans sa présence.

5.6.2.5 La liste des documents exigibles à la réception provisoire des travaux conformément au Cahier des charges est préparée par le Directeur ou le Professionnel désigné et remise à l'Entrepreneur, lequel doit les fournir avant la réception provisoire.

5.6.2.6 Le Directeur ou le Professionnel désigné procède, après avis à l'Entrepreneur, à une inspection complète des travaux. Advenant que cette inspection ne permette pas une réception provisoire des travaux en raison du fait que les conditions a) à d) ci-dessus mentionnées sont clairement non rencontrées, les déboursés encourus par la Ville pour toute nouvelle inspection des travaux en vue d'une réception provisoire seront aux frais de l'Entrepreneur. La Ville opérera compensation des déboursés à même tout montant dû à l'Entrepreneur après avis à ce dernier.

5.6.2.7 Une liste indiquant les déficiences à corriger et les travaux à parachever ainsi que le délai pour ce faire est dressée par le Directeur ou le Professionnel désigné, contresignée par l'Entrepreneur et jointe, le cas échéant, au certificat de réception provisoire des travaux.

5.6.2.8 S'il y a des travaux à parachever, y compris ceux différés, ils seront soumis ultérieurement aux procédures de réception provisoire et une retenue équivalente à la valeur de ces travaux majorée de 20 % sera alors effectuée.

5.6.2.9 Le Directeur reçoit provisoirement les travaux visés par le Contrat à la date expressément mentionnée sur le certificat de réception provisoire. La prise d'effet à la date précitée n'a lieu qu'une fois que le Directeur a signé le certificat.

5.6.2.10 Si le Directeur estime que les conditions mentionnées à l'article 5.6.2.1 sont remplies, il émet un certificat de réception provisoire totale des travaux. Dans ce cas, la date de la réception provisoire des Ouvrages est celle de l'Inspection sur le Chantier qui est mentionnée dans le certificat.

5.6.2.11 Seule la réception provisoire totale de tous les travaux entraîne, le cas échéant, l'arrêt du calcul des pénalités pour retard (cf. article 5.1.14.3) et la libération de 5% de la somme retenue à titre de garantie de bonne exécution.

5.6.3 Réception provisoire partielle

Le Directeur peut aussi décider de prendre possession d'une partie des travaux. Dans ce cas, il doit en aviser l'Entrepreneur et procéder à la réception provisoire partielle des travaux. Si ces travaux sont acceptables, il rédige un rapport d'inspection et émet un certificat de réception provisoire partielle de cette partie des travaux.

Le début de la période de garantie relative à la partie des travaux ayant fait l'objet de la réception provisoire partielle sera établi à compter de la réception provisoire de cette partie des travaux, selon les termes de l'article 5.6.6.1

5.6.4 Prise de possession anticipée des lieux

Malgré l'article « Réception provisoire des travaux et prise de possession », lorsque le Contrat de l'Entrepreneur est partiellement achevé, la Ville peut, à condition que l'Entrepreneur y consente par écrit et qu'il assure le libre accès en toute sécurité aux parties de l'Ouvrage mises en service, prendre possession d'une ou de plusieurs parties achevées.

L'accord de l'Entrepreneur ne peut être refusé que pour des motifs sérieux. Les dispositions relatives à la réception provisoire s'appliquent. Une entente écrite doit être conclue entre le Directeur et l'Entrepreneur au moins trente (30) Jours calendrier avant la prise de possession.

5.6.5 Paiements : décompte final

5.6.5.1 À la suite de la réception provisoire totale des travaux, l'Entrepreneur produit, dans un délai de trente (30) Jours calendrier, une facture accompagnée d'un rapport final précisant la quantité et la valeur des travaux exécutés depuis le début du Contrat.

5.6.5.2 Le Directeur vérifie ce rapport en y apportant les corrections appropriées, le cas échéant. Ce rapport ainsi vérifié constitue le décompte final que le Directeur recommande pour paiement, déduction faite des acomptes déjà versés à l'Entrepreneur, des sommes que la Ville peut ou doit retenir en vertu de la loi et des prescriptions du Contrat et d'une retenue de :

- 5 000 $ pour les projets de 50 k$ ≤ 100 k$;
- 10 000 $ pour les projets de 100 k$ ≤ 1 M$;
- 1 % des travaux exécutés pour les projets de 1 M$ ≤ 10 M$;
- 100 000 $ pour les projets de plus de 10 M$.

Ce montant est conservé par la Ville à titre de garantie d'entretien des travaux et des Ouvrages jusqu'à leur réception définitive.

5.6.5.3 Par la suite, le Directeur fait parvenir à l'Entrepreneur une proposition de règlement final, ce dernier devant en confirmer l'acceptation par écrit.

Dès la réception de cette lettre, le Directeur procédera au paiement du décompte final en soustrayant les retenues applicables.

5.6.5.4 L'Entrepreneur doit fournir, avec le décompte final, toutes les pièces justificatives originales pour chaque item payé selon un prix unitaire associé à une quantité réalisée au Chantier, notamment les billets de pesée ou de livraison. Chacun des billets originaux amassés au Chantier doit être paraphé par le Directeur ou le Professionnel désigné.

5.6.5.5 Ce décompte final doit être accompagné d'une déclaration conforme aux dispositions de la *Loi sur la preuve au Canada* attestant que toutes les sommes dues pour la main-d'œuvre et à tous les Sous-traitants ont été payées pour le montant qui a déjà été versé à l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit aussi fournir un certificat de la CNESST ainsi qu'un certificat de la Commission de la construction du Québec attestant qu'il a versé toutes les contributions exigées par la loi, ainsi que les documents appropriés garantissant la Ville contre toutes réclamations pendantes contre lui.

5.6.5.6 L'article 5.6.5.5 est au bénéfice exclusif de la Ville et le Directeur peut s'en prévaloir ou non à sa seule discrétion. Elle ne peut en aucun cas être

interprétée comme constituant une stipulation pour autrui ou comme offrant une protection quelconque aux créanciers ou Sous-traitants de l'Entrepreneur ou à toute autre personne.

5.6.5.7 Sous réserve de ce qui est prévu à l'article 5.2.2, l'acceptation par l'Entrepreneur du décompte final ou l'encaissement du chèque en découlant constitue une reconnaissance par ce dernier qu'il n'a aucune réclamation contre la Ville résultant de ce Contrat et occasionnée par celui-ci.

5.6.6 Période de garantie

5.6.6.1 À moins d'indication contraire dans le Contrat, l'Entrepreneur doit maintenir en bon état et garantir le bon fonctionnement de l'Ouvrage pendant une période de 12 mois à compter de la réception provisoire des travaux concernés. Cette garantie d'entretien est supplémentaire à celle prévue à l'article 2118 du *Code civil du Québec*.

5.6.6.2 Pendant cette période de garantie d'entretien contractuelle, l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux exigés par le Directeur à cet effet. S'il néglige ou refuse d'exécuter ces travaux dans le délai imparti, le Directeur les fait exécuter aux frais de l'Entrepreneur et, le cas échéant, de la caution.

5.6.7 Entretien durant la période de garantie

L'Entrepreneur est tenu de maintenir les Ouvrages en bon état durant la période de garantie et faire toutes les réparations et tous les travaux que le Directeur peut exiger.

Pour les travaux de remplacement d'égouts, une Inspection télévisée doit être effectuée sur les conduites, dans les soixante (60) Jours calendrier qui précèdent la réception définitive des travaux, et le rapport de l'Inspection télévisée doit parvenir à la Ville au plus tard trente (30) Jours calendrier avant la réception définitive des travaux.

Si des déficiences sur les Ouvrages sont observées lors de cette Inspection, l'Entrepreneur doit les corriger ou les démolir et les refaire, à ses frais, à la demande et à la satisfaction du Directeur.

L'Entrepreneur doit soumettre au Directeur pour approbation la méthode de travail qu'il désire utiliser pour corriger les anomalies ou refaire les Ouvrages déficients.

Lorsque tous les travaux correctifs ont été exécutés par l'Entrepreneur, une nouvelle Inspection télévisée doit être réalisée pour constater l'état des Ouvrages. Si les Ouvrages ne sont toujours pas entièrement conformes aux plans et devis, de nouvelles corrections doivent être effectuées par l'Entrepreneur ainsi que de nouvelles Inspections télévisées, le tout aux frais de l'Entrepreneur.

Pour les chaussées et trottoirs, les réparations permanentes doivent être exécutées entre le 1er mai et le 15 octobre de l'année où expire la période de garantie, et l'Entrepreneur doit fournir au moins une année complète de garantie sur les réparations, quelle que soit la date à laquelle celles-ci ont été faites.

Si les réparations ne sont pas satisfaisantes, l'Entrepreneur doit procéder à une nouvelle réparation à la satisfaction du Directeur.

Les réparations doivent être effectuées avec les mêmes Matériaux que ceux utilisés lors de la construction initiale, c'est-à-dire qu'une chaussée de ruelle à revêtement en béton doit être réparée avec du béton et une chaussée à revêtement bitumineux, avec du mélange bitumineux, sauf que les joints et les fissures dans les revêtements bitumineux doivent être réparés conformément aux spécifications du cahier des clauses administratives spéciales intitulées « Scellement de fissures des chaussées bitumineuses ».

Pour la reconstruction d'un joint, d'un raccordement ou pour toutes autres réparations majeures, l'Entrepreneur doit procéder au sciage du pavage, du trottoir, d'une ruelle ou de tous les endroits désignés par le Directeur.

Dans le cas des chaussées, en plus des réparations rendues nécessaires pour cause de malfaçon, de vice caché ou d'autres motifs, l'Entrepreneur doit sceller et réparer toutes les fissures, tant longitudinales que transversales, dues à la construction ou à un phénomène naturel.

Avant de sceller une fissure, cette dernière doit être propre et vidée de toute terre, poussière ou autres matières. Dans le cas d'une réparation urgente, la Ville se réserve le droit d'exécuter elle-même immédiatement les réparations aux frais de l'Entrepreneur.

Dans le cas des trottoirs, lorsqu'il y a malfaçon, vice caché ou autres défauts, l'Entrepreneur doit démolir le trottoir et le reconstruire dans les limites indiquées par le Directeur.

Si l'Entrepreneur refuse ou néglige de faire les réparations urgentes dans les 48 heures suivant la notification par écrit du Directeur ou de faire les réparations permanentes avant l'expiration de la période de garantie, le Directeur peut faire exécuter lesdites réparations par la Ville ou par un autre entrepreneur, et les dépenses qui en résulteront seront prélevées sur le montant de garantie.

5.6.8 Réception définitive des travaux

5.6.8.1 À l'expiration de la période de garantie contractuelle, si le Directeur estime que l'Entrepreneur a maintenu les Ouvrages en bon état d'entretien et de fonctionnement, et si la Ville n'est sujette à aucune réclamation découlant du Contrat, il émet un certificat de réception définitive confirmant que la Ville reçoit définitivement les travaux, accompagné d'un décompte définitif, au besoin.

5.6.8.2 Seule la réception définitive confirme l'acceptation finale des travaux. Par conséquent, aucun acte ou geste de la Ville, comme la surveillance, l'Inspection, l'approbation des Matériaux et des travaux ou des paiements antérieurs à la réception définitive des travaux, ne peut dégager l'Entrepreneur de sa responsabilité.

5.6.8.3 Après la réception définitive, la Ville rembourse à l'Entrepreneur la retenue prévue à l'article 5.6.5.2, le cas échéant.

Annexes

Annexe A

Commentaires et propositions de modifications du CCAG et des IAS

Montréal

ANNEXE A

COMMENTAIRES ET PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS DU CCAG ET DES IAS

Ce formulaire est à l'usage de tout employé de la Ville de Montréal ou de toute autre organisation souhaitant faire parvenir un commentaire ou une proposition de modification au cahier des clauses administratives générales (CCAG) ou aux instructions aux soumissionnaires (IAS). Le présent formulaire doit être rempli et transmis à l'adresse courriel comiterevision@ville.montreal.qc.ca. Les membres du comité de révision étudieront toutes les propositions reçues. Celles retenues amèneront des modifications aux CCAG et aux IAS qui seront révisés périodiquement.

Note 1 : tous les champs possédant un astérisque (*) sont des champs obligatoires.
Note 2 : un formulaire par proposition de modification est requis.
Note 3 : si l'espace texte est insuffisant, veuillez compléter sur l'espace alloué à la 2e page.

1. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	
Nom et titre*:	
Organisation* :	
Adresse courriel * :	
Téléphone :	( ) - **Date :**

2. IDENTIFICATION DU DOCUMENT NORMALISÉ VISÉ *		
Nom du document	**Page #**	**/ Section # / article #**
☐ Instructions aux soumissionnaires (IAS)		/ /
- Titre de la section:		
☐ Cahier des clauses administratives générales (CCAG)		/ /
· Titre de la section:		

3. TEXTE EXISTANT

4. PROPOSITION DE NOUVEAU TEXTE OU COMMENTAIRE*

5. JUSTIFICATION ET IMPACT(S) POSITIF(S) POUR LA VILLE DE MONTRÉAL*

6. AUTORISATIONS (section réservée à la ville de Montréal)	
Nom, titre :	
Direction :	
	Le , 20
Signature	Date

Montréal

COMPLÉMENT (veuillez indiquer à quelle section vous vous référez)

Annexe B

Cautionnement de soumission et lettre d’engagement

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

_____ ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le _____ 20 _____ , par
(date)

_____ ,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

_____ , ayant un établissement au
(# NEQ)

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

_____
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

La **Caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les **90** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences ; et
- Un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Le **Soumissionnaire** intervient au présent cautionnement pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à _____ ,
(ville)

le _____ 20
(date)

_____ , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

_____ , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

_____ , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____ , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Annexe C

Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle

ANNEXE C
LETTRE DE GARANTIE BANCAIRE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE

GARANTIE DE SOUMISSION

(numéro de référence de la garantie)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SEAO)

Bénéficiaire :	La Ville de Montréal
Adresse :	275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6
Nom du soumissionnaire :	
Adresse du soumissionnaire :	
Description de l'appel d'offres :	

_____ ,
(nom de l'institution financière et succursale)

ici représentée par : _____ ,
(nom du représentant)

dûment autorisé(e), garantit de façon irrévocable le paiement des sommes qui vous seront dues par le soumissionnaire ci-dessus mentionné advenant le défaut de ce dernier de fournir :

- les certificats d'assurances, au plus tard quinze (15) jours calendriers avant le début des travaux
- autres documents requis selon les modalités prévues au cahier des charges.

La seule condition pour que la présente garantie soit réalisable est le défaut de produire les assurances et autres documents requis selon les termes du cahier des charges.

Après réception d'une demande écrite de paiement, dans laquelle la date d'ouverture des soumissions devra être mentionnée, _____ ,
(nom de l'institution financière)

s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas l'engagement total de _____ , en vertu des présentes,
(nom de l'institution financière)

ne devra dépasser dix pour cent (10%) du montant de la soumission.

La présente garantie demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions (incluant toute prolongation du délai initial de validité convenue entre le bénéficiaire et le soumissionnaire).

Toute demande de paiement, en vertu de la présente garantie, devra parvenir à

_____ , au plus tard quinze (15)
(nom de l'institution financière)

Jours ouvrables après l'expiration du délai de validité des soumissions.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'institution financière par le bénéficiaire.

_____ ,
(nom de l'institution financière et succursale)

_____ ,
(Adresse)

Par : _____ ,
(signature du représentant autorisé)

_____ ,
(nom du représentant autorisé)

Annexe D

Formulaire d’absence d’établissement au Québec

ANNEXE D
FORMULAIRE D'ABSENCE D'ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

Titre de l'appel d'offres :
Numéro d'appel d'offres :

Tout soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec, où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifiée à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le présent formulaire et le produire avec sa soumission.

Tout soumissionnaire ayant un établissement au Québec doit, en lieu et place du présent formulaire, transmettre à la Ville de Montréal (ci-après « la Ville »), avec sa soumission, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommé « Attestation de Revenu Québec ».

Je soussigné(e)

_____

(Nom et titre de la personne autorisée à signer)

En présentant à la Ville la soumission ci-jointe (ci-après appelée la « soumission »), atteste que les déclarations ci-après sont complètes et exactes.

Au nom de :

_____

(Nom de l'entreprise soumissionnaire)

(Ci-après appelée le « soumissionnaire »)

Je déclare ce qui suit :

1. Le soumissionnaire n'a pas d'établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales du bureau.
2. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration.
3. Je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer cette déclaration et à présenter, en son nom, la soumission.
4. Je reconnais que le soumissionnaire sera inadmissible à présenter une soumission en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec.

Et j'ai signé, _____ Date : _____

Annexe E

Politique de gestion contractuelle

ANNEXE E

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Telle qu'adoptée par le conseil municipal, à sa séance du 23 août 2016, et par le conseil d'agglomération, à son assemblée du 25 août 2016

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19;

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ c. T-11.011;

2° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville de Montréal;

3° « participation à l'élaboration des documents d'appel d'offres » : toute action en vertu de laquelle une personne prépare ou produit, à la demande de la Ville, un document ou une partie de celui-ci devant servir à rédiger les documents d'appels d'offres ou à y être intégrés;

4° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat par l'instance décisionnelle municipale compétente ou par un fonctionnaire en vertu d'un règlement de délégation;

5° « personne liée » : lorsqu'il s'agit d'une personne morale, un de ses administrateurs ou un de ses dirigeants de même que la personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de la personne morale et, lorsqu'il s'agit d'une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés ou un de ses dirigeants;

6° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

7° « politique » : la présente politique de gestion contractuelle;

8° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. La politique a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ c. C-19.

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Cette politique s'applique à tous les contrats municipaux et les démarches en lien avec ceux-ci. Elle doit être reflétée, en faisant les adaptations nécessaires, dans tous ces contrats, peu importe leur valeur, pour en assurer le respect.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a avec un des soumissionnaires ou une personne qui est liée à ce dernier.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. Au moment du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire fait état, par écrit, de tous ses liens personnels ou d'affaires avec les personnes ou firmes indiquées aux documents d'appel d'offres comme ayant participé à l'élaboration des documents dudit appel d'offres.

En déposant sa soumission, son signataire affirme solennellement que les renseignements fournis pour répondre aux exigences du premier alinéa sont complets et exacts.

6. En déposant une soumission, son signataire affirme solennellement, que le soumissionnaire n'a pas embauché à quelque fin que ce soit, directement ou indirectement, une personne qui a participé à l'élaboration des documents de cet appel d'offres.

7. Le soumissionnaire ne peut, directement ou indirectement, embaucher une personne qui a participé à l'élaboration des documents de l'appel d'offres en cause dans les douze (12) mois suivant le début de période de soumissions pour cet appel d'offres.

8. L'adjudicataire d'un contrat doit, pendant la durée du contrat, informer la Ville, par écrit, de l'apparition de tout lien d'affaires entre les personnes ayant participé à l'élaboration de l'appel d'offres et lui-même, le tout dans les cinq (5) jours de l'apparition de ce lien.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION I
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

9. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

10. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION II
LOBBYISME

11. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, la personne qui contracte avec la Ville doit lui affirmer solennellement par écrit, le cas échéant, que ses

communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

12. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

13. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

14. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

15. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Le secrétaire, les membres du comité (de sélection ou technique) et les consultants doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe à la présente politique.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

16. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

17. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission, ou d'un contrat de gré à gré, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manœuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte illégal de même nature susceptible de compromettre l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou de la gestion du contrat qui en résulte.

En déposant une soumission ou en concluant un contrat de gré à gré avec la Ville, son signataire affirme solennellement que le soumissionnaire ou le cocontractant de gré à gré n'a pas contrevenu, directement ou indirectement, au premier alinéa.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

18. Le cocontractant de la Ville doit faire affaire avec des sous-contractants qui respectent la présente politique tout au long de l'exécution du contrat, en faisant les adaptations nécessaires.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, à la présente politique, il doit en informer la Ville immédiatement.

19. Le cocontractant de la Ville ne peut faire affaire avec un sous-contractant écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat gré à gré avec la Ville.

SECTION VI
PRATIQUES ADMINISTRATIVES

SOUS-SECTION I
MODIFICATIONS AU CONTRAT

20. Une modification à un contrat doit être documentée et approuvée par les instances compétentes. Si telle modification s'appuie sur une exception prévue à la loi, celle-ci doit être précisée.

21. Les travaux payables à même les contingences doivent être documentés et approuvés par le directeur de l'unité d'affaires concernée ou son représentant désigné.

22. Tout dépassement des crédits autorisés aux fins du contrat doit être documenté et faire l'objet d'une nouvelle décision par les instances compétentes.

SOUS-SECTION II
INFORMATION ET OBTENTION DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

23. Les soumissionnaires doivent se procurer eux-mêmes les documents d'appel d'offres au bureau désigné ou dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO), en acquittant les frais exigés, le cas échéant. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents.

24. Afin de préserver la confidentialité du nombre et de l'identité des soumissionnaires, les rencontres d'information et les visites des lieux s'effectuent sur une base individuelle et sur rendez-vous.

SOUS-SECTION III
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

25. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal*, les personnes visées par cet article doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par la présente politique. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général et ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS À LA POLITIQUE

26. Tout membre d'un conseil ou employé de la Ville qui contrevient sciemment à la politique est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes*.

27. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 9, 10, 25 avant l'octroi du contrat permet à la ville, à sa seule discrétion, de rejeter la soumission.

28. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17 emporte le rejet de la soumission;

29. La découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5, 6, 12 ou 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 7, 8, 9, 10, 11, 17 ou 25 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat, sans préjudice de ses autres droits et recours.

30. Le non-respect des articles 18 ou 19 pendant l'exécution du contrat en cause permet à la Ville, à sa seule discrétion, de résilier ce contrat sans préjudice de ses autres droits et recours ou d'exiger de son cocontractant qu'il remplace le sous-contractant concerné.

31. Le soumissionnaire, dont la soumission a été rejetée conformément aux articles 27 ou 28, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 5 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 9 ou 12;

2° trois (3) années à partir du rejet de la soumission qui résulte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années à partir du rejet de la soumission qui résulte de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

32. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 29, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant :

1° une (1) année de la découverte qu'un renseignement contenu aux affirmations solennelles effectuées en vertu des articles 5 ou 11 est incomplet ou inexact ou du non-respect des articles 8, 9 ou 12;

2° trois (3) années de la découverte du non-respect de l'article 10;

3° cinq (5) années de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 est incomplet ou inexact ou du non-respect du premier alinéa de l'article 17;

33. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié, conformément à l'article 29 en raison des articles 6 ou 7, peut, à la seule discrétion de la Ville, se voir écarter de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années à compter de la découverte qu'un renseignement contenu à l'affirmation solennelle effectuée en vertu de l'article 6 est incomplet ou inexact ou du non-respect de l'article 7.

34. Le cocontractant dont le contrat a été résilié ou aurait pu être résilié conformément à l'article 30, en raison d'une violation du 2e alinéa de l'article 18 ou de l'article 19, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant trois (3) années de la découverte de cette violation.

35. La personne liée à un soumissionnaire ou à un autre cocontractant de la Ville, qui a posé un geste contraire à la présente politique qui a emporté ou aurait pu emporter le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat, se voit écarté de tout appel d'offres ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pour la même période que celle prévue pour le soumissionnaire ou le cocontractant à la présente politique, sous réserve de l'exception prévue à la fin de l'article précédent.

L'exclusion du premier alinéa s'applique également durant la même période :

1° aux personnes morales où la personne liée visée est administratrice, dirigeante ou détentrice d'actions du capital-actions qui lui confère au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale;

2° aux sociétés en nom collectif, en commandite ou en participation où la personne liée visée est associée ou dirigeante.

36. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles, lorsqu'elle est la seule en mesure de :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics conclu par le Gouvernement du Québec;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

37. Malgré les exclusions d'appel d'offres prévues aux articles 31 à 35 et 39, la Ville peut conclure un contrat avec une personne visée par ces articles :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquelles ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE IV
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

38. Toute personne inscrite au registre des personnes écartées de tout appel d'offres en vertu de l'application de la politique en vigueur avant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération) demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction qui s'applique eu égard à l'infraction commise.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

39. Le fait qu'une personne :

- ait été déclarée coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenue responsable, par une décision finale d'un tribunal, à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat;
- ait admis avoir participé à un tel acte;
- ait soudoyé un employé d'un organisme public, un élu ou un membre du personnel de cabinet;

sur le territoire du Québec dans les cinq (5) années précédant le 23 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil municipal) ou le 25 août 2016 (en ce qui a trait à l'exercice des compétences relevant du conseil d'agglomération), permet à la Ville, à sa seule discrétion, d'écarter cette personne, de même qu'une personne qui lui est liée, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant cinq (5) ans à compter de l'un ou de l'autre de ces événements.

Le premier alinéa ne trouve pas application si la personne possède son autorisation de l'Autorité des marchés financiers.

La commission d'un acte contraire à la présente politique pendant cette même période de cinq (5) années, dans le contexte d'un appel d'offres lancé par la Ville, d'un contrat ou d'un sous-contrat, permet à cette dernière, à sa seule discrétion, d'écarter le soumissionnaire, de même qu'une personne visée à l'article 35, de tout appel d'offres, de tout sous-contrat ou de la possibilité de conclure un contrat de gré à gré avec la Ville pendant la même période que celle prévue aux articles 31 à 35 à l'égard de tel acte.

40. La présente politique s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, notamment ceux en cours au moment de son adoption.

41. L’application de la présente politique est sous la responsabilité du directeur général de la Ville de Montréal.

573.3.1.2. Toute municipalité doit adopter une politique de gestion contractuelle.

Une telle politique est applicable à tout contrat, y compris un contrat qui n'est pas visé à l'un des paragraphes du premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 573 ou à l'article 573.3.0.2.

La politique doit notamment prévoir:

1° des mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission;

2° des mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres;

3° des mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes (chapitre T-11.011, r. 2) adopté en vertu de cette loi;

4° des mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption;

5° des mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts;

6° des mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte;

7° des mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat.

Toute municipalité doit rendre sa politique accessible en tout temps en la publiant sur le site Internet où elle publie la mention et l'hyperlien visés au deuxième alinéa de l'article 477.6.

Le greffier doit, au plus tard le 30^{e} jour suivant celui de l'adoption de la politique ou de toute résolution qui la modifie, en transmettre une copie certifiée conforme au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

L'article 573.3.4 s'applique uniquement, en ce qui concerne le non-respect d'une mesure prévue dans la politique, dans le cas d'un contrat dont le processus d'attribution a commencé après la date à compter de laquelle la mesure est prévue dans la politique.

573.3.4. Peut être tenu personnellement responsable envers la municipalité de toute perte ou préjudice subi par elle et déclaré inhabile à exercer, pendant deux ans, la fonction de membre du conseil de toute municipalité, celle de membre de tout organisme municipal au sens de l'article 307 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) ou celle de fonctionnaire ou d'employé d'une municipalité ou d'un tel organisme, le membre du conseil qui, sciemment, ne respecte pas l'interdiction prévue au paragraphe 3.1 de l'article 573 ou qui, sciemment, par son vote ou autrement, autorise ou effectue l'adjudication ou la passation d'un contrat sans respecter les règles ou les mesures, selon le cas, prévues aux articles précédents de la présente sous-section, dans l'un ou l'autre des règlements pris en vertu des articles 573.3.0.1 et 573.3.1.1 ou dans la politique adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2.

La responsabilité prévue au premier alinéa est solidaire et elle s'applique également à un fonctionnaire ou employé de la municipalité et à toute personne qui, sciemment, est partie à l'acte illégal.

La poursuite en déclaration d'inhabilité s'exerce conformément au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 529 et aux articles 532 à 535 du Code de procédure civile (chapitre C-25.01) et celle en réparation de perte ou de préjudice, par action ordinaire. Tout contribuable peut exercer ces recours.

L'inhabilité peut également être déclarée au moyen de l'action en déclaration d'inhabilité prévue par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Disposition de la *Charte de la Ville de Montréal* citée dans la Politique de gestion contractuelle

57.1.9. Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinents à la réalisation de son mandat, de la ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'une personne mentionnée au cinquième alinéa ou de tout représentant de celle-ci. Il peut en prendre toute copie.

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au premier alinéa. Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

L'inspecteur général peut en outre utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

L'inspecteur général peut déterminer les modalités raisonnables selon lesquelles les documents ou les renseignements mentionnés au premier alinéa lui sont transmis.

La personne visée au premier alinéa est l'une des suivantes:

1° une personne morale qui satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes:

a) elle fait partie du périmètre comptable défini dans les états financiers de la ville;

b) la ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;

c) la ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;

2° une personne qui est en relation contractuelle avec la ville ou avec une personne morale visée au paragraphe 1º;

3° un sous-contractant de la personne visée au paragraphe 2º relativement au contrat principal visé à ce paragraphe.

L'inspecteur général doit, sur demande, s'identifier et exhiber au propriétaire ou à l'occupant des lieux visités en application du deuxième alinéa ou à toute autre personne se trouvant sur ces lieux, un certificat attestant sa qualité et signé par le greffier de la ville.

Engagement solennel

Service de l'approvisionnement
9515, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec) H2M 1Z4

Mandat : Appel d'offres 16-XXXX (TITRE)

Nous, soussigné(e)s, nous engageons, en notre qualité de membres du présent comité de sélection, à agir fidèlement et conformément au mandat qui nous a été confié, sans partialité, faveur ou considération, selon l'éthique. De plus, nous ne révélerons et ne ferons connaître, sans y être tenu(e)s, quoi que ce soit dont nous aurions eu connaissance dans l'exercice de nos fonctions, sauf aux membres du présent comité de sélection et à son secrétaire.

De plus, advenant le cas où l'un de nous apprendrait qu'une personne associée de l'un des fournisseurs ou actionnaire ou encore membre du conseil d'administration de l'un d'eux lui est apparentée ou entretient avec lui des liens personnels proches, il en avertirait sans délai le secrétaire du comité de sélection.

Signature des membres du comité de sélection

Nom (lettres moulées)	Provenance (sigle)	Signature
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	

Signature du secrétaire du comité de sélection

Signé à _____, le _____

_____

Annexe F

Cautionnement d’exécution

ANNEXE F

CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

_____ ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),

après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la "**Ville**")

et

_____ ,
(nom de l'adjudicataire)

ici représenté par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée l'"**Entrepreneur**")

ayant une place d'affaires au

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

pour

_____
(description du contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**, le _____ 20 _____ , s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur** envers la **Ville**, à exécuter le Contrat, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de 50 %.du montant total du Contrat incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des changements au contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le contrat.

L'**Entrepreneur** sera seul responsable d'aviser la **Caution** des changements au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affectera toutefois pas la validité du présent cautionnement.

En cas de défaut de Entrepreneur, la **Caution** devra, dans les quinze (15) jours calendrier suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la **Ville**, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du Contrat, à défaut de quoi la **Ville** pourra faire compléter l'exécution de ce Contrat aux frais de la **Caution** et de l'**Entrepreneur**.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée, dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de la réception provisoire, sauf pour les travaux devant être exécutés après cette réception pour assurer la pleine exécution du Contrat, auquel cas la procédure devra être intentée dans l'année qui suit la date de la fin des travaux.

En foi de quoi**,** la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à le _____ 20____

_____ , _____

(Nom du représentant dûment autorisé de **l'Entrepreneur**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du **témoin** de **l'Entrepreneur**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Annexe G

Cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services

Montréal

ANNEXE G

CAUTIONNEMENT DES OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR POUR GAGES, MATÉRIAUX ET SERVICES

(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

_____ ,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**"),

après avoir pris connaissance du Contrat intervenu entre :

VILLE DE MONTRÉAL
(ci-après appelée la "**Ville**")

et

_____ ,
(nom de l'Entrepreneur)

ici représenté par

_____ , dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée l'"**Entrepreneur**")

ayant un établissement au

_____ ,
(No, rue, ville, code postal)

pour

_____ ,
(description du Contrat)

lequel Contrat a été adjugé par la **Ville** à l'**Entrepreneur**, le _____20_____ , s'oblige solidairement avec l'**Entrepreneur**, à payer directement aux **Réclamants** ci-après énumérés les sommes qui leur sont dues pour la main-d'œuvre, les matériaux et les services qu'ils ont fournis ou préparés pour l'exécution du Contrat et pour les obligations incombant à l'entrepreneur en vertu de la loi, la **Caution** ne pouvant toutefois être appelée à débourser plus de 50 % du montant total du Contrat incluant les taxes et les contingences.

"**Réclamant**" désigne :

1. l'ouvrier ;

2. le Fournisseur de matériaux, d'équipements ou d'autres biens qui doivent être incorporés à l'ouvrage ou qui sont nécessaires à son exécution en vertu du contrat;

3. le Fournisseur de machinerie ou d'outillage employés pour exécuter le contrat, jusqu'à concurrence du prix usuel de location de ceux-ci;

4. le Fournisseur de toute forme d'énergie, d'eau, d'explosifs ou d'autres services nécessaires à l'exécution du contrat;

5. le Sous-traitant

6. l'ingénieur et l'architecte dont les services ont été retenus par l'**Entrepreneur**;

7. la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (C.N.E.S.S.T.).

La **Caution** consent à ce que la **Ville** et l'**Entrepreneur** puissent en tout temps apporter des changements au Contrat et à ce que la **Ville** accorde tout délai nécessaire pour exécuter le Contrat.

L'**Entrepreneur** sera seul responsable d'aviser la **Caution** des changements au Contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10 %) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affectera toutefois pas la validité du présent cautionnement.

Pour le paiement de sa créance, un **Réclamant** doit s'adresser à la **Caution**, par écrit, et en aviser l'**Entrepreneur** et la **Ville** dans les 120 jours suivant la date à laquelle il a terminé ses travaux ou fourni les derniers biens ou services. Aucune procédure judiciaire ne peut être intentée avant l'expiration des 30 jours suivant l'avis à la **Caution**. Ces délais ne sont pas opposables à la C.N. E.S.S.T.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant, instituée par un **Réclamant,** doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal, dans l'année qui suit la date de production de la créance du **Réclamant** auprès de la **Caution**.

En foi de quoi, la **Caution** et l'**Entrepreneur**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à _____ ,
(ville)

le _____ 20 _____

_____ , _____

(Nom du représentant dûment autorisé de **l'Entrepreneure**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du **témoin** de **l'Entrepreneur**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du représentant dûment autorisé de la **Caution**) (Signature)

_____ , _____

(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Annexe H

Lettre d’intention d’assurer un soumissionnaire

Montréal

ANNEXE H

Date :
Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

ASSUREUR:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

COURTIER:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

Numéro d'appel d'offres :
Titre de l'appel d'offres :

Nous désirons confirmer par la présente que nous _____ ,
(nom du courtier)

sommes en mesure de fournir à notre client, _____ ,
(nom de l'entrepreneur)

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances, du cahier des clauses administratives générales, et les spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serions en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100	Tous dommages confondus
Dommage corporel et matériel sur base d'événement	Millions $ / sinistre
Montant global risque produits après travaux (PAT)	Millions $ / période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N^{o} 6)	Millions $ / sinistre
Montant global général (autre que le risque PAT)	Millions $ / période d'assurances
Umbrella	Millions $ / période d'assurance

Assurance chantier tous risques

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier tous risques, formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour une période de jours calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir l'expression de nos cordiales salutations.

Par : _____

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

_____

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

Annexe I

Certificat d’assurance responsabilité civile

Montréal

ANNEXE I

CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE

Numéro d'appel d'offres :

ASSUREUR:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

COURTIER:	
Adresse postale :	
Téléphone :	**Courriel :**

ASSURÉ:	
Adresse postale :	
Téléphone :	**Courriel :**

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE À :

TITULAIRE : VILLE DE MONTRÉAL, ainsi que ses employés et les membres de son conseil d'agglomération, de son conseil municipal, de son comité exécutif et de ses conseils d'arrondissement. A l'adresse du greffe de la Ville de Montréal :
275, rue Notre Dame Est, Montréal, H2Y 1C6

que les contrats d'assurances désignés ci-dessous sont actuellement en vigueur et que les garanties de ces contrats d'assurance sont étendues au TITULAIRE, ajouté à titre d'assuré additionnel, mais uniquement en ce qui concerne la localisation des travaux, la portée des travaux ainsi que la durée des travaux du projet décrit ci-après :

DESCRIPTION DU PROJET (localisation, portée des travaux et durée prévue des travaux) **:**

TABLEAU DES ASSURANCES			
Nature et étendue du ou des contrats d'assurances	No du contrat	Expiration (J/M/A)	Montants de garantie ($)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100			Tous dommages confondus
Dommage corporel et matériel sur base d'événement			_____Millions $ / sinistre
Montant global risque produits après travaux (PAT)			_____Millions $ / période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non propriétaires (F.P.Q. N^{o} 6)			_____Millions$ / sinistre
Montant global général (autre que le risque PAT)			_____Millions $ / période d'assurances
Umbrella			_____Millions $ / période d'assurance

Les garanties ci-dessus sont notamment assujetties aux conditions suivantes :

Responsabilité civile générale des entreprises :

Le formulaire BAC 2100 est celui en vigueur à la date de prise d'effet du contrat ou, le cas échéant, à la date du dernier renouvellement précédant immédiatement la survenance des dommages faisant l'objet du sinistre. Il comporte des clauses de limitation des montants de garantie qui ont pour effet de réduire les montants disponibles lorsque des sinistres surviennent durant la période d'assurance.

Est notamment exclue la responsabilité découlant de la prestation ou du défaut de prestation de services professionnels, dont l'établissement ou l'approbation de cartes, de plans, de dessins d'atelier ou autres, de relevés, de rapports, d'expertise, d'études, de directives de chantier, de modifications, de cahiers des charges ou de devis.

La franchise stipulée au contrat, le cas échéant, ne s'applique pas au titulaire, ni à ses employés, ni aux membres de son Conseil d'agglomération, Conseil Municipal, de son Comité Exécutif et de ses conseils d'arrondissement.

Avis d'annulation ou de réduction :

Sauf en ce qui a trait à la réduction des montants des garanties par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier du titulaire, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction, suspension ou résiliation de ces garanties, lequel doit être accompagné d'une copie du certificat visé.

Toutes les autres clauses des contrats demeurent inchangées.

Ce certificat prend effet à compter du début des travaux, en l'occurrence le

_____ 20 _____ à 0 h 01 heure normale, à l'adresse de l'assuré désigné.

Émis le : _____
(année/mois/jour)

Par : _____
(signature du représentant autorisé de l'assureur)

_____
(nom du représentant)

_____
(titre du représentant)

Annexe J

Certificat d’assurances tous risques — chantier

ANNEXE J
CERTIFICAT D'ASSURANCE CHANTIER TOUS RISQUES

ASSUREUR:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

COURTIER:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

ASSURÉ:	
Adresse postale :	
Téléphone :	Courriel :

1. Le présent certificat s'applique au numéro d'appel d'offres : _____

Description des travaux :

---

2. L'assuré est _____ ,
(Nom de l'Entrepreneur)

ainsi que la Ville de Montréal, les Sous-traitants et les Fournisseurs de matériaux et d'équipements qui effectuent un travail de construction ou d'installation sur le chantier.

3. Dans les limites de la durée du contrat d'assurance, la garantie consentie par ce contrat d'assurances sera maintenue en vigueur pendant toute la durée des travaux prévue au contrat y compris ceux dont la liste est jointe au certificat de réception provisoire, même si la Ville a pris possession des travaux et/ou si ledit ouvrage devient occupé en entier ou en partie avant telle réception, l'assureur se réservant le droit d'ajuster la prime à compter de la date de l'occupation. En cas d'une telle occupation avant cette réception, la garantie de ce contrat d'assurances pourra être révisée après entente avec la Ville, et ce, dans la mesure où la Ville pourra bénéficier d'une autre protection d'assurance pour couvrir cette partie de l'ouvrage.

4. En cas de sinistre, dès que l'assureur aura fait les constatations nécessaires en vue de l'évaluation de la perte, il en avisera par écrit l'Entrepreneur et prendra entente avec lui afin que celui-ci puisse commencer les réparations.

5. En cas de dommages à des matériaux, poutres, colonnes, murs ou membrures destinés à porter des charges comme parties de l'ossature de l'ouvrage, aucun ne pourra être réutilisé ou

réparé sans l'assentiment écrit des professionnels de la Ville, soit à titre d'employés, soit à titre de conseillers.

6. Tout acte ou omission de la part d'un des co-assurés désignés dans ce contrat qui n'aura pas été porté à la connaissance de l'autre co-assuré, n'aliénera ni ne préjudiciera les droits et les intérêts de l'autre co-assuré du dit contrat d'assurances.

7. En cas de sinistre, les frais encourus par la Ville et, le cas échéant, par le propriétaire en paiement de services professionnels et autres frais relatifs au sinistre seront inclus dans la réclamation finale de l'assuré et payables par l'assureur.

8. Cette assurance inclut notamment les garanties portant sur les inondations et les tremblements de terre.

9. Le certificat d'assurances ne pourra être annulée, résiliée ou la garantie réduite sans qu'un préavis de trente (30) jours ne soit donné par courrier recommandé à la Ville. À cet égard, la présente clause a priorité en cas de contradiction avec les dispositions incluses dans une attestation d'assurance.

10. Tout avis, certificat ou correspondance de l'assureur à la Ville devra être clairement identifié et adressé à:

Nom du représentant désigné de la Ville (ou Directeur) : _____

Nom du service concerné : _____

Adresse :

Attaché et faisant partie du contrat d'assurance _____

Émis par : _____ _____
(Nom de l'assureur) (Signature du représentant autorisé)

Date : _____ _____
(Nom du signataire en caractères d'imprimerie)

***L'Entrepreneur doit faire compléter et signer ce document par l'assureur et l'annexer au certificat d'assurance chantier tous risques.**

Annexe K

Ordre de changement

Montréal

ANNEXE K : Formulaire 2

Ordre de changement

Article 5.1.11.3 C.C.A.G. : L'entrepreneur est tenu de se conformer à l'ordre de changement et d'exécuter les travaux décrits de façon exécutoire, à l'intérieur du délai de réalisation fixé, et selon le prix établi.	Numéro	Rév.	Année	Mois	Jour
	OC-1234	1	17	06	15
	Numéro de projet/contrat		Numéro A/O ou soumission		
	1234		1234		

Description

Nom et adresse de l'entrepreneur:	**Projet:**
abcd	abcd

Titre du contrat: abcd

Description des travaux:

Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser.
Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.

Documents soumis par l'entrepreneur:

Numéro de référence entrepreneur : aaa

1) Conséquences sur l'échéancier des travaux:

(cocher une case seulement)

☐ : Aucune

☐ : Prolongation du délai contractuel de : _____ jours additionnels (calendrier)

Nouvelle date de fin des travaux : _____ (aaaa-mm-jj)

Commentaire:

Entrepreneur (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	Nom de la firme
Représentant désigné (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	

2) Conséquences sur le coût des travaux:

(cocher une case seulement)

☐ : Aucune ☐ : Diminution ☐ : Augmentation

Coût des travaux (sans taxes): _____ : Inclus frais généraux et profits

Commentaire:

Entrepreneur (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	
Professionnel désigné (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	Nom de la firme
Représentant désigné (Lettres moulées)	Signature	(aaaa-mm-jj)	

Montréal

ANNEXE K : Formulaire 1

Demande de changement

Type de demandes:	Note: les travaux d'une demande exécutoire doivent être réalisés immédiatement	Numéro de la demande	Rév.	Année	Mois	Jour
☐ Exécutoire ☐ Non exécutoire		DC - 1234	01	17	06	15
		Numéro de projet/contrat	Numéro A/O ou soumission			
		1234	1234			

Discipline: ☐ : architecture ☐ : structure ☐ : mécanique ☐ : autres ☐ : aménagement ☐ : civil ☐ : électricité

Description

Nom et adresse de l'entrepreneur:	**Projet:**
abcd	abcd

Titre du contrat: abcd

Description des travaux:

Décrire, de façon technique, les travaux impliqués dans ce changement au contrat (le quoi ?), afin d'informer l'entrepreneur des travaux à réaliser.
Note: justification et contexte ne sont pas requis ici.

Documents annexés:

1) Établissement de la valeur du changement:

☐ : Prix unitaire du formulaire de soumission
☐ : Prix unitaire (répertoire Ville)
☐ : Prix unitaire ou forfaitaire négocié
☐ : Dépenses contrôlées

Dépense maximale autorisée : _____ (pour demande exécutoire seulement)

2) L'entrepreneur doit répondre à cette demande de changement dans un délai de:

(cocher une case seulement)

☐ 10 jours ouvrables
☐ _____ jours

Note: l'entrepreneur doit soumettre sa proposition de coût en indiquant s'il y a un délai additionnel par rapport au délai de réalisation des travaux.

Professionnel désigné (Lettres moulées)	Signature	Date (aaaa-mm-jj)	Nom de la firme

Représentant désigné (Lettres moulées)	Signature	Date (aaaa-mm-jj)

Annexe L

Liste des coordonnées des arrondissements pour effectuer les demandes d'autorisation d'occupation du domaine public

ANNEXE L

LISTE DES COORDONNÉES PAR ARRONDISSEMENT, POUR LA TRANSMISSION DES DEMANDES D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Arrondissement	Télécopieur	Adresse courriel
Ahuntsic - Cartierville	514 872-7038	permisentrave_ac@ville.montreal.qc.ca
Anjou	514 493-5144	travaux.publics@ville.montreal.qc.ca
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	514 872-0918	permisentravescdnndg@ville.montreal.qc.ca
Lachine	514 780-7709	permislachine@ville.montreal.qc.ca
Lasalle	514 367-6601	dause_lasalle@ville.montreal.qc.ca
L'Île-Bizard	514 620-7741	À venir
Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	514 872-7645	mhm_entraves@ville.montreal.qc.ca
Montréal-Nord	514 328-4287	À venir
Outremont	514 495-7443	permisentrave_out@ville.montreal.qc.ca
Pierrefonds - Roxboro	514 624-1298	ingenierie.pfdsrox@ville.montreal.qc.ca
Plateau Mont-Royal	514 868-4688	entraves.plateau@ville.montreal.qc.ca
Pointe aux-Trembles - Rivière des Prairies	514 868-4287	circulation_rdp-pat@ville.montreal.qc.ca
Rosemont	514 868-3915	potdp_rpp@ville.montreal.qc.ca
Saint-Laurent	514 855-5939	saint-laurent@ville.montreal.qc.ca
Saint-Léonard	514 328-8565	À venir
Sud-Ouest	514 872-6661	circulation-sud-ouest@ville.montreal.qc.ca
Verdun	514 765-7007	verdun-ing@ville.montreal.qc.ca
Ville-Marie	514 872-7348	circulation_ville-marie@ville.montreal.qc.ca
Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	514 872-3287	circulation_vsp@ville.montreal.qc.ca

Annexe M

Quittance partielle et renonciation à l'hypothèque légale

Montréal

ANNEXE M

QUITTANCE PARTIELLE ET RENONCIATION À L'HYPOTHÈQUE LÉGALE

Projet :	
Sous-traitants ou fournisseurs :	
Entrepreneur (adjudicataire) :	
Travaux jusqu'au :	
Décompte numéro :	
Description des travaux (spécialités) :	
Montant total du contrat initial* :	
Montant total du contrat* :	

**Incluant toutes les taxes et les ordres de changement*

Relativement au contrat mentionné en titre, nous reconnaissons avoir reçu ce jour de :

_____

(Adjudicataire)

la somme (incluant toutes les taxes), d'un montant de : _____ $.

Nous reconnaissons également que le montant cumulatif reçu jusqu'à ce jour se chiffre à :

_____ $, (incluant toutes les taxes).

Ce montant représente la valeur des travaux exécutés et/ou matériaux fournis par nous jusqu'au :

_____ à l'exception de la retenue contractuelle qui se chiffre à :

(dernier jour du décompte précédent)

_____ $, (incluant toutes les taxes).

En conséquence, nous exonérons de façon expresse :

_____ ,

(Adjudicataire)

la **Ville de Montréal**, leurs dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit pour toute réclamation, demande ou poursuite, que ce soit relié directement ou indirectement au contrat mentionné en titre, et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour.

Enfin, nous renonçons à toute hypothèque légale sur le ou les immeuble(s) faisant l'objet du contrat mentionné en titre, et nous nous engageons à faire radier à nos frais et sans délai, tout hypothèque légale prise par tout créancier en raison des travaux exécutés et/ou matériaux fournis faisant l'objet du contrat et grevant, le cas échéant le ou les immeubles susdit(s), et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour.

Et nous avons signé _____ à :

Ce jour du mois de 20

Signature du signataire autorisé	Signature du témoin
Nom et titre en lettres moulées	Nom en lettres moulées

Annexe N

Quittance finale

Montréal

ANNEXE N

QUITTANCE FINALE ET RENONCIATION À L'HYPOTHÈQUE LÉGALE

Projet :	
Sous-traitants ou fournisseurs :	
Entrepreneur (adjudicataire) :	
Travaux jusqu'au :	
Décompte numéro :	
Description des travaux (spécialités) :	
Montant total du contrat initial* :	
Montant total du contrat* :	

**Incluant toutes les taxes et les ordres de changement*

Relativement au contrat mentionné en titre, nous reconnaissons avoir reçu ce jour de :

_____

(Adjudicataire)

la somme (incluant toutes les taxes), d'un montant de : _____ $.

Nous reconnaissons également que le montant cumulatif reçu jusqu'à ce jour se chiffre à :

_____ $, (incluant toutes les taxes).

Ce montant représente la valeur des travaux exécutés et/ou matériaux fournis par nous jusqu'au :

_____ à l'exception de la retenue contractuelle qui se chiffre à :

_____ $, (incluant toutes les taxes).

En conséquence, nous exonérons de façon expresse :

_____ ,

(Adjudicataire)

la **Ville de Montréal**, leurs dirigeants, administrateurs, employés, préposés, mandataires et ayants droit pour toute réclamation, demande ou poursuite, que ce soit relié directement ou indirectement au contrat mentionné en titre, et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour, qui équivaut au montant total de notre contrat dans le cadre de cet appel d'offres.

Enfin, nous renonçons à toute hypothèque légale sur le ou les immeuble(s) faisant l'objet du contrat mentionné en titre, et nous nous engageons à faire radier à nos frais et sans délai, tout hypothèque légale prise par tout créancier en raison des travaux exécutés et/ou matériaux fournis faisant l'objet du contrat et grevant, le cas échéant le ou les immeubles susdit(s), et ce, jusqu'à concurrence du montant cumulatif reçu à ce jour, qui équivaut au montant total de notre contrat dans le cadre de cet appel d'offres.

Et nous avons signé à : _____

Ce jour du mois de 20

Signature du signataire autorisé	Signature du témoin
Nom et titre en lettres moulées	Nom en lettres moulées

Annexe O

Déclaration solennelle des décomptes progressifs

ANNEXE O

DÉCLARATION SOLENNELLE DES DÉCOMPTES PROGRESSIFS

Concernant la distribution du paiement par l'entrepreneur

L'entrepreneur doit produire la présente déclaration lorsque cela est requis à titre de condition préalable à :

- ☐ l'obtention du deuxième paiement d'acompte ou de tout paiement d'acompte subséquent ;
- ☐ la libération de la retenue.

La dernière demande de paiement, pour laquelle le déclarant a reçu paiement porte le numéro et est datée du jour du mois de l'an 20 .

Contrat

Titre du contrat (emplacement et description de l'ouvrage selon les documents contractuels) :

Numéro d'appel d'offres :

Date du contrat : (AAAA-MM-JJ)

Nom du donneur d'ouvrage :	*Nom de l'entrepreneur :*

Déclarant

Nom du déclarant :	*Poste ou titre (de l'emploi occupé auprès de l'entrepreneur)*

Déclaration

Je déclare solennellement que je suis le propriétaire de l'entreprise, un associé de l'entreprise ou une personne autorisée à signer au nom de l'entreprise agissant comme l'entrepreneur dans le contrat ci-dessus mentionné et que j'ai, à ce titre, le pouvoir de lier l'entreprise, que je suis personnellement informé que tous les frais pour la main-d'œuvre, les contrats de sous-traitance, les produits, les services, la machinerie et le matériel de construction qui ont été encourus directement par l'entrepreneur pour la réalisation de l'ouvrage stipulé au contrat, et dont le donneur de l'ouvrage pourrait être tenu responsable, ont été entièrement acquittés comme l'exige le contrat, y compris le dernier paiement d'acompte ci-dessus mentionné, à l'exception toutefois :

1) Des montants de retenue dûment réservés ;
2) Des paiements différés d'un commun accord ou
3) Des montants retenus en raison d'un différend légitime dont la partie ou les parties à qui le paiement est retenu sont informées.

Je fais solennellement cette déclaration en la croyant sincèrement vraie et en sachant qu'elle a la même force que si elle était faite sous serment.

Déclaré devant moi à ,

Le jour de l'an 20

(Signature du déclarant)	(Signature du commissaire à l'assermentation, notaire, juge de paix, etc.)
Nom et titre en lettres moulées	Nom en lettres moulées


Montréal

SECTION III
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES 1
1. DESCRIPTION DU PROJET 2
2. DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX 2
3. DATE PROBABLE DE DÉBUT DES TRAVAUX 2
4. FORMULAIRE DE SOUMISSION 3
5. REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR ET RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR 4
6. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS 4
7. GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE 4
8. DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION 4
9. ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX 5
10. ARPENTAGE 5
11. ORGANISATION DU CHANTIER 6
12. CLAUSES ADMINISTRATIVES NORMALISÉES 8

1. DESCRIPTION DU PROJET

Les travaux consistent notamment, mais sans s'y limiter, à l'installation d'une clôture ornementale en acier peint en noir ancrée dans des cylindres de béton coulé, ainsi qu'à la mise en place de portes simples, doubles et de barrières coulissantes sur rails. De plus, des réparations des surfaces asphaltées et gazonnées seront nécessaires afin de remettre celles-ci en bon état.

Une réhabilitation environnementale sera effectuée et les sols excavés devront être gérés en tenant compte de leur taux de contamination. (Voir fascicules 2-120 et 2-220).

2. DÉLAI DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le Soumissionnaire reconnait que les travaux requis en vertu du Cahier des charges doivent être terminés dans un délai de **30 jours** de calendriers, selon la définition incluse à l'article 1 des Clauses administratives générales, à compter de la date de l'autorisation de débuter les travaux et qu'il doit établir le prix de sa soumission en conséquence.

3. DATE PROBABLE DE DÉBUT DES TRAVAUX

Les travaux du présent appel d'offres sont prévus débuter au cours du mois de juin 2018.

L'autorisation de débuter les travaux sera donnée à l'Entrepreneur dans les 15 jours calendrier suivants l'octroi du contrat par l'autorité compétente ou 30 jours calendrier avant le début des travaux.

4. FORMULAIRE DE SOUMISSION

Les assurances et les cautionnements ainsi que les frais généraux (incluant l'administration et profits) indiqués au bordereau de soumission, doivent être calculés selon la description des articles 3.1 et 3.2 ci-dessous, tel que mentionné à l'article 3.8.1 Prix, des Instructions aux soumissionnaires.

Le total de ces deux items ne peut excéder quinze pour cent (15%) du total de la soumission. Si l'Entrepreneur prévoit que les frais liés à ces deux items dépassent le maximum imposé de quinze pour cent (15%), il doit le prévoir dans sa soumission en répartissant ces frais de façon proportionnée à chacun des items à la section C) Bordereau de soumission du Formulaire de soumission.

3.1 Assurances et cautionnement

Cet item du bordereau de soumission sera payable sur réception des certificats d'assurances et des garanties d'exécution et des obligations de l'Entrepreneur pour gages, matériaux et services, les garanties doivent être fournies selon les modalités prévues au Cahier des charges.

Le paiement sera effectué sur présentation d'un décompte progressif accompagné d'une facture du courtier d'assurances des frais liés à l'appel d'offres pour les frais de cautionnement et d'assurances. Pour les assurances responsabilités civiles, un pourcentage de la prime annuelle en fonction du carnet de commandes de l'Entrepreneur sera accepté.

Lorsque les garanties sont fournies sous forme de chèque visé ou de lettre de garantie irrévocable, les frais reliés à ces items doivent être inclus au bordereau à l'item Assurances et cautionnements.

3.2 Frais généraux incluant l'administration et profits

Les frais généraux doivent inclure tous les frais d'organisation de Chantier et les installations temporaires, dont notamment les roulottes de chantier, le ou les bureau(x) de chantier avec l'ameublement et les appareils de bureautique requis, les enseignes de chantier, les toilettes temporaires, le chauffage, l'éclairage et la distribution temporaire d'électricité, la ventilation temporaire, etc. incluant les frais d'électricité, de carburants ou de gaz, la disposition des déchets de chantier, le déneigement, la gestion des eaux (pompage, etc.), les protections, les clôtures temporaires, les échafauds, les grues à tour, les monte-charges temporaires, les appareils de levage, les percements et réparations, la mobilisation des équipements, la signalisation (lorsqu'il n'y a pas d'item spécifique de prévu au bordereau). Le surintendant, l'agent de prévention, lorsque requis, et les commis font partie des frais généraux. Les frais reliés aux contremaitres ou chefs d'équipes assignés à la supervision d'équipes sur le chantier doivent être inclus à chacun des prix unitaires appropriés de la section C) Bordereau de Soumission du Formulaire de Soumission, et non aux frais généraux.

Les frais d'administration doivent inclure les frais de bureau de l'Entrepreneur incluant l'estimation, la direction de projet, le responsable du projet (ou chargé de projet), les frais de financement et les honoraires professionnels, lorsque requis. L'Entrepreneur doit également inclure son profit à cet item. Les frais

généraux seront payables à chaque décompte progressif, proportionnellement au montant facturé.

5. REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR ET RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'information suivante doit être ajoutée à l'article 4.1.2 des Clauses administratives générales :
« 4.1.2.4 Le représentant de l'Entrepreneur doit être présent au chantier en tout temps lors de la tenue de travaux, incluant ceux de ces sous-traitants. »

L'information suivante doit être ajoutée à l'article 4.3.1 des Clauses administratives générales :
« 4.3.1.6 L'Entrepreneur est responsable de la qualité de tous les ouvrages réalisés au chantier. La présence au chantier du Directeur ne dégage en rien l'Entrepreneur de cette responsabilité. L'entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement le Directeur s'il note des problématiques au niveau des plans et devis et les conditions de chantier. »

6. INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

Pour tous les projets, l'ordre de préséance des documents est toujours tel qu'indiqué à l'article 4.1.3.2 des Clauses administratives générales.

7. GRILLE D'ÉVALUATION DE L'ADJUDICATAIRE

En complément de l'article 4.4 des Clauses administratives générales, l'évaluation de l'Adjudicataire sera effectuée selon la grille détaillée disponible à la section VI Annexes**, Annexe 8**.

8. DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION

L'article 5.1.4 des Clauses administratives générales est complété par ce qui suit :
L'Entrepreneur doit soumettre le Registre des documents techniques dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'octroi du contrat.

	Preuve d'achat Bon de commande	Dessins d'atelier Plan d'implantation	Fiches techniques	Formules	Échantillons	Essais de laboratoire
2-451 Clôture ornementale en acier	X	X	X		X	

	Preuve d'achat Bon de commande	Dessins d'atelier Plan d'implantation	Fiches techniques	Formules	Échantillons	Essais de laboratoire
2-484 Terre de culture mélange no 1	X				X	
2-485 Gazon en plaques	X					
2-513 Enrobé bitumineux	X			X		X
3-310 Formules de mélange de béton	X			X		X

9. ÉCHÉANCIER D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

L'article 5.1.7 des Clauses administratives générales est complété par ce qui suit :
L'Entrepreneur doit soumettre l'échéancier dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'octroi du contrat.

L'échéancier doit clairement identifier, pour chaque activité, les moments critiques (commandes, délais de livraison, etc.) et/ou les diverses étapes de réalisation, le nombre et la composition des équipes de travail ainsi que la machinerie requise pour son exécution.

Le programme détaillé doit séparer chaque tâche à réaliser. Par exemple dans le cas d'un projet avec trottoirs, des dalles et des bordures de béton. L'entrepreneur doit inscrire séparément ces tâches dans son échéancier et non pas seulement « béton ». De plus nous désirons également savoir, par exemple, les dalles de quels secteurs seront coulées quelle journée.

L'article 5.1.7.2 des Clauses administratives générales est modifié par ce qui suit :
« L'échéancier hebdomadaire doit être remis au Directeur à tous les vendredi matins. »

L'article 5.1.13.9 des Clauses administratives générales est modifié par ce qui suit :
« L'arrêt des travaux durant la période hivernal ne peut être assimilé à une suspension des travaux. »

L'entrepreneur doit respecter les heures de travail tel que prescrites dans les règlements de l'arrondissement dans lequel les travaux sont réalisés. En cas de non-respect, les provisions inscrites à l'article 5.1.14.2.5 des Clauses administratives générales s'appliquent.

10. ARPENTAGE

Les plans d'aménagement du projet seront remis à l'Entrepreneur adjudicataire en format AutoCAD ou Microstation. Les plans seront géo-référencés pour pouvoir s'intégrer adéquatement à la situation existante du site et les points de repères requis seront inclus. L'Entrepreneur doit être en mesure de maîtriser parfaitement le logiciel AutoCAD ou Microstation ainsi que celui ou ceux requis pour l'implantation des ouvrages et travaux sur le site.

Tous les ouvrages devront être implantés à la station totale.

11. ORGANISATION DU CHANTIER

L'article 1.9 des Clauses administratives générales est modifié par ce qui suit :
« Emplacement où sont exécutés les travaux, circonscrit par les limites de chantier indiquées aux plans. »

L'article 5.5.6.1.3 des Clauses administratives est modifié par ce qui suit :
« … À défaut de le faire, les provisions inscrites à l'article 5.1.14.2.5 des Clauses administratives générales s'appliquent. »

11.1 Stationnement et circulation des véhicules

Le stationnement et la circulation dans le parc de tous les véhicules privés sont strictement interdits. Ces véhicules doivent circuler et se stationner sur rue, aux endroits permis, tel qu'indiqué par l'affichage en vigueur.

Seuls les véhicules de compagnie décrits ci-après peuvent circuler et se stationner dans les sentiers ou chemins. Ces véhicules doivent:

- être immatriculés « F » **et** ;
- être muni d'une enseigne permanente d'identification de la compagnie **et** ;
- contenir des outils et/ou de la marchandise utiles au chantier.

Le stationnement des véhicules sur le gazon et sous la ramure des arbres est **interdit** en tout temps.

Toutes les infractions seront répertoriées par véhicules et par événement. Pour chacun, séparément, une retenue monétaire de 500 $ sera appliquée. L'Entrepreneur devra également, le cas échéant, procéder à la remise en état des lieux selon les exigences du Directeur.

L'Entrepreneur doit planifier ses déplacements de manière à favoriser la circulation de la machinerie sur les sentiers existants. Lorsque les déplacements sur le sol naturel sont requis, l'Entrepreneur doit s'assurer d'utiliser l'accès le plus direct vers la zone de travail et d'éviter de circuler sous la ramure des arbres.

11.2 Bureau de chantier

Non requis

11.3 Équipement et machinerie

Non requis

11.4 Toilettes

L'Entrepreneur doit fournir une toilette chimique de chantier en location avec un lavabo, cadenas et barrure pour l'usage de son personnel, du surveillant et du laboratoire. L'entretien devra être inclus dans le contrat de location.
L'Entrepreneur distribuera les copies des clés pour le cadenas nécessaires à son personnel et au surveillant.
Le toilette doit être installée et tous les équipements fonctionnels pour le début des travaux, soit à la date indiquée dans l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux.
Les soumissionnaires doivent tenir compte de ce qui précède et fixer leur prix global au bordereau à l'article prévu à cet effet.

11.5 Accès au chantier

L'Entrepreneur doit utiliser les accès indiqués aux plans et mettre en place les ouvrages de protection du sol pour les chemins d'accès temporaire et les zones d'entreposage indiqués aux plans selon les spécifications ci-dessous. Aucun entreposage en dehors des aires indiquées aux plans n'est permis.

Les zones d'entreposage seront déterminées par le Directeur au début des travaux sur le site.

Toutes les mesures mentionnées au présent article doivent être mises en place avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit procéder à leur retrait avant la réception provisoire des travaux ou sur approbation du Directeur.

11.6 Clôtures temporaires

En plus des clôtures requises par l'article 4.3.5 des Clauses administratives générales, l'Entrepreneur doit mettre en place des clôtures de chantier de type « Oméga » de 1,85m de hauteur ou équivalent approuvé.

L'Entrepreneur doit prévoir une barrière d'accès à chaque extrémité du chantier. Chacune des barrières d'accès doit comprendre un cadenas possédant la même clé d'accès. Cinq copies de clés doivent être remises au Directeur dès la mise en place des clôtures.

Toutes les mesures mentionnées au présent article doivent être mises en place avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit procéder à leur retrait avant la réception provisoire des travaux ou sur approbation du Directeur.

11.6.1 <u>Habillage des clôture temporaires</u>

Dès le début des travaux, l'entrepreneur doit installer deux (2) affiches couleur de chantier fourni par la Ville.
L'affiche devra être installée à l'emplacement désigné par le Directeur et démantelé à la fin des travaux par l'entrepreneur.

11.7 Protection des ouvrages

L'Entrepreneur doit s'assurer que tous les puits (et autres éléments identifiés au plan) qui sont dans la zone d'excavation et aussi dans la zone des travaux ne seront pas endommagés pendant les travaux. Les puits identifiés comme

tels doivent être protégés pendant toute la durée des travaux. Dans le cas d'un bris, l'Entrepreneur doit assumer les coûts de réparation des puits endommagés.

12. CLAUSES ADMINISTRATIVES NORMALISÉES

Toutes les références aux clauses administratives normalisées du Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal, sont abolies, peu importe le document dans lequel elles se trouvent.

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-013

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
10	**5**	**2017**	**28**	**5**	**2018**	

Parc du Pied-du-Courant - Installation d'une clôture ornementale

Description et sommaire de soumission	Montant
Installation d'un clôture ornementale et de barrières en acier galvanisé. Réparation de surfaces gazonnées et en asphalte.	
Montant total avant taxes :	_____ $
Taxe sur les produits et services 5 % :	_____ $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	_____ $
Montant total :	_____ **$**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : _____

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): _____

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

_____

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :		
	Télécopieur :		
	Courriel :		
Signature:	Jour	Mois	Année

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VMP-18-013

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Parc du Pied-du-Courant - Installation d'une clôture ornementale

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.

N°. d'inscription de la TPS: _____

N°. d'inscription de la TVQ: _____

Identification du soumissionnaire:

_____ Nom en caractères d'imprimerie

_____ Téléphone

_____ Télécopieur

_____ Titre

_____ Adresse courriel

_____ Signature et date

Section C - Bordereau de soumission

Ville-Marie Montréal

Projet : **Parc du Pied-du-Courant**
Installation d'une clôture ornementale

Soumission : **VMP-18-013**

Bordereau à prix forfaitaire

Fasc.	Description	Quantité	Unité	x	Prix	.=	Montant
CCAS	**Cahier des clauses administratives spéciales**						
	Frais généraux	1	global	x	$	=	$
	Assurances et cautionnement	1	global	x	$	=	$
	Implantation à la station totale	1	global	x	$	=	$
	Total du CCAS						$
33-93-55	**Protection des végétaux**						
	Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire	1	global	x	$	=	$
	Total du 33-93-55						$
2-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Surface en terre/gazon à décaper	1	global	x	$	=	$
	Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-115						$
2-120	**Réhabilitation environnementale**						
	Ségrégation, mise en pile temporaire des matériaux,chargement et transport des matériaux excavés vers les sites d'élimination (gestion partielle des matériaux excavés)						
	Sols A-B	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols B-C	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC organique	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC inorganique	100	t.m.	x	$	=	$
	Matières résiduelles	100	t.m.	x	$	=	$
	Ségrégation, mise en pile temporaires des matériaux, chargement, transport et élimination des matériaux (Gestion complète des matériaux excavés)						
	Sols > RESC	100	t.m.	x	$	=	$
	Débris de construction ou de démolition	100	t.m.	x	$	=	$
	Allocation additionnelle pour la gestion des sols contaminés	1	allocation	x	$		
	Total du 2-120						$
2-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Le terrassement et la mise en forme générale	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-220						$
2-451	**Clôture en métal (transport et installation incluant sonotubes)**						
	Clôture préfabriquée en métal modèle Iron Eagle Silver III, galvalume Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière simple de 48" Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière double de 12' Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$

	Barrière coulissante de 30' Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Total du 2-451						$

2-484 **Apport de terre de culture**

Fourniture et installation de terre de culture mélange no. 1 pour gazon en plaques (135 mm épais. Min.)	1	global	x	$	=	$
Total du 2-484						$

2-485 **Gazonnement**

Gazon en plaques	1	global	x	$	=	$
Total du 2-485						$

2-513 **Pavage en asphalte**

Pavage en asphalte de type 1 pour réparation de sentier sur fondation existante à niveler	1	global	x	$	=	$
Total du 2-511						$

AUTRES TRAVAUX conformément à l'article 1.2.1.4 des clauses administratives normalisées

	$
	$
Total AUTRES TRAVAUX	$

Note: Les quantités indiqués au bordereau sont à titre indicatif. Seules les quantités réelles seront payées à l'entrepreneur pour ces items.

PRIX UNITAIRE TOTAL: (Montant à reporter à la page 1 en lettres et en chiffres)	**$**
Contingences (10% du prix unitaire total)	$
FORMANT UN SOUS-TOTAL APPROXIMATIF DE	$
T.P.S. 5%	$
T.V.Q. 9,975%	$
TOTAL APPROXIMATIF DU CONTRAT (TTC)	$

SECTION V
DOCUMENTS NORMALISÉS

Section à NE PAS retourner

Tous les documents de cette section identifiés requis, sont disponibles sur SEAO via le porte-documents intitulé « Documents normalisés ».

	Requis	
	Oui	**Non**
2-115 Démolition, enlèvement et récupération	**X**	
2-120 Réhabilitation environnementale	**X**	
2-220 Terrassement, excavation et remblayage	**X**	
2-451 Clôture en métal	**X**	
2-484 Apport de terre de culture	**X**	
2-485 Gazonnement	**X**	
2-513 Pavages en asphalte	**X**	
9-910 Teinture et peinture	**X**	

SECTION VI
ANNEXES

1. Liste de rappel des documents à joindre à la soumission

Section à NE PAS retourner

LISTE DE RAPPEL

Liste de rappel des documents à joindre à la soumission par le soumissionnaire

(Ne pas retourner ce document dans la soumission)

Titre de l'appel d'offres : Parc du Pied-du-Courant – Installation d'une clôture ornementale

Numéro de l'appel d'offres : VMP-18-013

Date d'ouverture des soumissions : Le 28 mai 2018 à 11 hrs

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES DOCUMENTS À JOINDRE À LA SOUMISSION	REQUIS	LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
2.5.1	L'entièreté du Formulaire de soumission (section IV)	X	☐
2.11.1	Autorisation de contracter de l'AMF	☐	☐
2.11.4	Attestation Revenu Québec (si établissement au Québec); OU Formulaire Absence d'établissement au Québec (Annexe D du CCAG)	X	☐
2.11.3	Licence d'entrepreneur de la RBQ	X	☐
2.9.1	Garantie de soumission d'au moins 10 % du montant total de la soumission (taxes et contingences incluses) Si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes et les contingences) : **1.** Chèque visé ; **2.** Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG); **3.** Lettre de garantie bancaire (Annexe C du CCAG). Si le total de la soumission est supérieur ou égal à 500 000 $ (incluant les taxes et les contingences) : • Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG).	X	☐
2.9.1.3	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H du CCAG)	X	☐
	Autres documents requis :		
		☐	☐
		☐	☐
		☐	☐

RAPPEL DES EXIGENCES GÉNÉRALES

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES		LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
	EXIGENCES GÉNÉRALES	**REQUIS**	
2.1	S'être procuré les documents d'appel d'offres via le SEAO.	**X**	☐
2.7	Déposer physiquement la soumission à l'endroit prévu et avant la date et l'heure fixée pour l'ouverture des soumissions, tel qu'indiqué dans l'avis d'appel d'offres.	**X**	☐
2.5.5	Déposer le nombre exact d'exemplaires de la soumission.	**X**	☐
2.5.1	La Soumission doit être complétée sur les formulaires de la Ville et contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville.	**X**	☐
2.6	Le Formulaire de soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission	**X**	☐
2.5.4	Toute rature faite sur le « Formulaire de soumission » doit être paraphée par le signataire de la soumission, le cas échéant.	**X**	☐
2.5.3	S'assurer que dans la soumission, chaque élément du bordereau de soumission (section IV-C) est complété, qu'aucun prix unitaire n'a été omis.	**X**	☐
2.5.6	Pour tout soumissionnaire ayant un établissement permanent au Québec, s'assurer d'inscrire dans le formulaire de soumission, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ) et dans le SEAO	**X**	☐
2.3.5	Avoir participé à la visite des lieux supervisée par la Ville lorsque celle-ci est obligatoire.	**X**	☐
2.11.2	Ne pas se trouver sur le Registre des fournisseurs non admissibles à soumissionner en vertu de la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.	**X**	☐
3.2	Ne pas avoir formé de consortium pour le dépôt de la soumission.	**X**	☐

2. GABARIT D'ÉTIQUETTE DE RETOUR

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

Nom et adresse du soumissionnaire

Titre de l'appel d'offres :	Parc du Pied-du-Courant – Installation d'une clôture ornementale
Date et heure d'ouverture :	Le 28 mai 2017 à 11 hrs
N^{o} d'appel d'offres :	**VMP-18-013**
N^{o} SEAO :	

Cette soumission, pour être validement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville ou tout autre représentant désigné, à l'adresse ci-dessous mentionnée, avant l'heure et la date d'ouverture des soumissions. Cette soumission sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville ou un représentant désigné.

Monsieur Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est
17^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

3. Grille d'évaluation du fournisseur

ÉVALUATION DU RENDEMENT DES FOURNISSEURS

En complément de l'article 4.4.3 « Grille d'évaluation » du CCAG, voici la grille détaillée d'évaluation avec les critères sous-tendus des thèmes.

Grille d'évaluation	Pondération
Santé et sécurité Efficacité avec laquelle les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail (dans les documents contractuels, dans les lois et règlements et dans tout autre document pertinent) ont été gérées et appliquées, notamment le respect des règles et normes de santé et sécurité, le suivi des correctifs à apporter et leur mise en place, la sécurité aux abords du chantier et la signalisation.	**10 %**
Aspect de la conformité technique Évaluation de la qualité des travaux exécutés. Tout au long de l'exécution des travaux et à leur acceptation provisoire, la qualité des matériaux et de l'équipement doit satisfaire les exigences techniques prescrites aux documents d'appel d'offres. L'évaluation se fera également sur le respect des plans et devis, normes, lois et règlements en vigueur et sur la performance à la mise en service.	**30 %**
Respect des délais, échéanciers et aspects financiers Évaluation du respect du délai d'exécution des travaux en prenant en considération la date réelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale (ou modifiée) et en tenant compte des conditions indépendantes de la volonté de l'entrepreneur. L'évaluation se fera également sur le suivi des échéanciers à court terme, la négociation des ordres de changement et la fréquence de mise à jour de l'échéancier global.	**30 %**
Fourniture et utilisation des ressources Évaluation du personnel de l'entrepreneur (chargé de projet, surintendant et personnel de chantier) en termes de disponibilité, compétence et expérience. L'évaluation se fera également sur la fourniture des équipements adéquats et suffisants pour le chantier.	**10 %**
Organisation et gestion Évaluation de la façon dont le projet décrit dans les documents contractuels a été géré, notamment l'ordonnancement des travaux, la coordination des sous-traitants, l'encadrement des employés, l'assurance qualité en chantier, la mise en place d'actions correctives au besoin et la propreté des lieux tout au long du projet et à la fin des travaux.	**10 %**
Communication et documentation Évaluation de la façon dont l'entrepreneur fournit la documentation de qualité en temps opportun (qualité et exactitude des décomptes et des factures, des plans « tel que construit », etc.). L'évaluation se fera également sur la coopération et la collaboration de l'entrepreneur avec les différentes parties prenantes impliquées dans le projet, notamment la participation aux réunions de chantier, la communication avec les compagnies d'utilité publique, arrondissements, etc.).	**10%**

4. CAHIER DES DESSINS STANDARDS

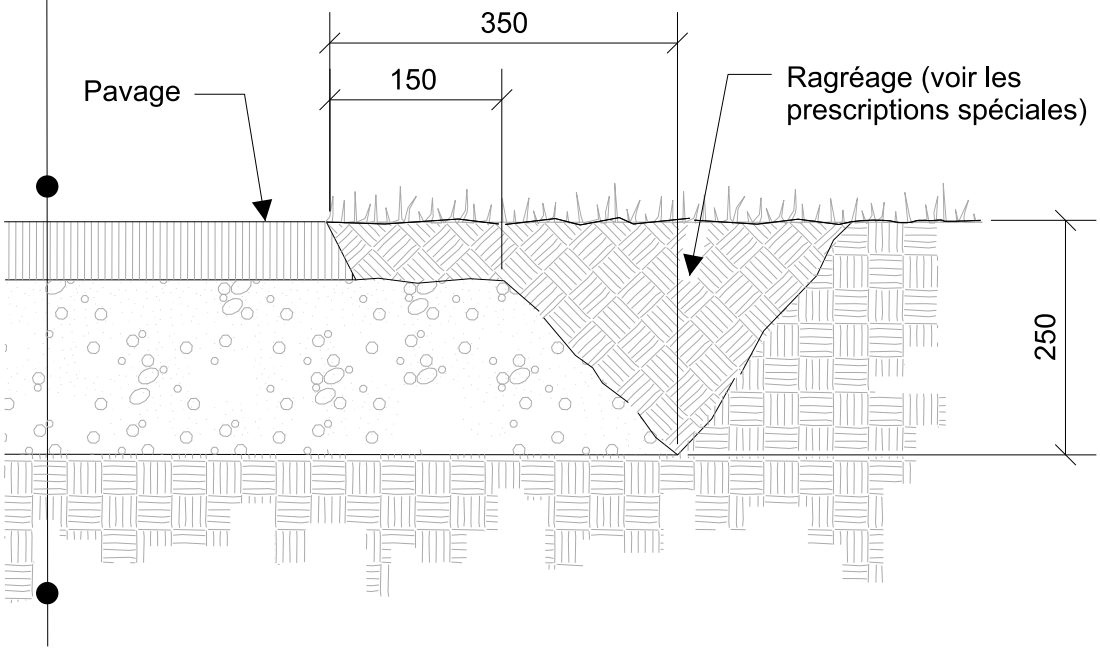
Page

DESSIN STANDARD

No : 2-513-101

COUPE TYPE

- 50 mm compacté du mélange bitumineux de type (EB-10 C, 2 A, 2, PG 58-28)
- 200 mm de pierre concassée VM-2 (fasc. 2-220 art. 2.4 .)
- Sol ou remblais compacté



PAVAGE TYPE 1 : sentier et surface piétonne

Échelle : Aucune

Date : 2004/04/20

Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie

Montréal

SECTION VII
DEVIS TECHNIQUES

Section à NE PAS retourner

Tableau des clauses techniques spéciales

Numéro fascicule	Titre des fascicules	Spéciale	Détail construction	Dessin standard	Annexe
32 93 55	Protection des végétaux	**1 à 5**			
2-115	Démolition, enlèvement et récupération	**1 à 1**			
2-120	Réhabilitation environnementale	**1 à 5**			
2-220	Terrassement, excavation et remblayage	**1 à 3**			
2-451	Clôtures en métal	**1 à 3**			
2-484	Apport de terre de culture	**1 à 4**			
2-485	Gazonnement	**1 à 2**			
2-513	Pavages en asphalte	**1 à 1**		**X**	

Abréviations : .....

Normalisée	Clause technique normalisée (Prescriptions normalisées)
Spéciale	Clause technique spéciale (Prescriptions spéciales)
*	Fascicule dont les prescriptions normalisées sont modifiées par les prescriptions spéciales.
**	Dessins standards modifiés par dessins en annexe.

Notes :

1- Pour un fascicule donné il peut y avoir des références à d'autres fascicules qui ne sont pas indiqués sur cette grille.

2- Les fascicules spéciaux indiqués dans la colonne des prescriptions spéciales et portant une numérotation à 5 chiffres continus font référence au Devis Directeur National (DDN).

3- Pour les prescriptions normalisées de la Division des laboratoires des fascicules qui ne sont pas joints en annexe, l'Entrepreneur est tenu de se procurer la version la plus à jour sur le site suivant : www.labomontreal.info

PROTECTION DES VÉGÉTAUX — 32 93 55

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser, conformément aux documents, les ouvrages requis par le présent fascicule et indiqués aux plans**.** De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants :

- **Ouvrages de protection des troncs et du système racinaire**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- Précoupe des racines, si requis

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

Il n'existe pas de prescriptions normalisées pour ce fascicule. Les articles qui suivent font office de prescriptions normalisées.

4.2.1 Définitions:

Arbre : Ce terme inclut les parties aériennes (tronc, cime, branches, feuilles), les racines, le sol (terre, sable, pierre, roc) autour des racines de même que les propriétés physiques (texture, porosité, densité, topographie) et chimiques (composition, acidité, etc.) qui caractérisent ce sol.

Zone de protection optimale des arbres : Aire circulaire de protection, propre à une espèce d'arbre selon son âge, son diamètre et sa tolérance relative aux travaux d'aménagement et de construction[1]. Cette zone est déterminée par le représentant de la Ville et figure.

Zone de protection des arbres : Portion de la zone de protection optimale clôturée résultant de la prise en considération des contraintes du chantier et des ouvrages permanents à construire.[1] Aucune intervention n'est faite dans cette zone. Cette zone est déterminée par le représentant de la Ville.

Zone arboricole d'atténuation: Portion de la zone de protection optimale dans laquelle des mesures d'atténuation sont déterminées selon les travaux à y effectuer.[1] Cette zone est déterminée par le représentant de la Ville.

4.2.2 Protection des arbres et approbation par un représentant de la Ville :

À moins d'une mention spécifique dans les prescriptions spéciales ou sur les plans, tous les arbres sont à conserver et à protéger. Lors d'une rencontre sur le site entre l'entrepreneur et le représentant de la Ville, les zones de protection, les zones arboricoles d'atténuation et les mesures de protection seront validées.

[1] Conformément à la norme NQ 0605-100/2001-09-21 du Bureau de Normalisation du Québec

Vingt-quatre (24) heures ouvrables avant le début des travaux de démolition et d'excavation l'entrepreneur devra faire approuver l'installation des mesures de protection des troncs et du sol. Il devra par la suite s'assurer que ces mesures de protection soient maintenues en place pendant toute la durée des travaux, tant par son équipe que par celles de ses sous-traitants.

4.2.3 Protection du sol dans la zone arboricole d'atténuation :

a. Mise en œuvre de l'ouvrage de protection :

Les surfaces qui nécessitent une protection de sol particulière sont : les aires d'entreposage temporaire ainsi que les chemins d'accès des travailleurs, de l'équipement et de la machinerie localisés dans la zone arboricole d'atténuation.

Dans le but de réduire au maximum la pression au sol causée par la circulation régulière et, par le fait même, l'asphyxie du système racinaire des arbres à préserver, la surface de ces zones devra être recouverte d'un géotextile de type Texel Géo-9 (ou l'équivalent approuvé conforme aux normes définies par le fabricant de ce produit) posé directement sur le sol et recouvert d'une couche minimale de 300 mm de copeaux de bois. Lors de la construction de cet ouvrage, aucune circulation de machinerie n'est autorisée à l'extérieur de l'emprise désignée.

Les zones devront être préparées le plus adéquatement possible afin de rendre la surface homogène. Toutes les tiges et souches d'arbres doivent être coupées le plus près du sol. Les branchages, pierres et autres résidus pouvant perforer le géotextile doivent être enlevés avant la pose de ce dernier.

Ceux-ci devront être enlevés et emportés hors du site. Aucun décapage du sol en place ne devra être effectué. Aucun équipement ne devra circuler sur le sol à cette étape des travaux. Le géotextile doit être tendu afin d'éviter des plis. Aucun équipement ne devra circuler sur ce dernier. Un chevauchement de 500 mm est requis entre les lisières du géotextile. Lors du déversement des copeaux de bois, les camions devront rouler à reculons de façon à ne pas circuler sur le géotextile. Le déversement et l'étalement ne devront pas se faire en débordement du géotextile.

Les surfaces de protection devront être maintenues en bonne condition de roulement durant toute la durée du contrat, à moins d'une mention spécifique sur les plans.

b. Retrait de l'ouvrage de protection:

L'enlèvement des copeaux de bois devra se faire de façon à éviter toute compaction, tout décapage ou tout grattage des horizons de sol naturel sous-jacent.

Tous les copeaux de bois devront être retirés du site. Si nécessaire, l'entrepreneur devra procéder au nettoyage final manuellement afin de ne laisser sur place aucun résidu.

Lors du retrait de l'ouvrage de protection, le représentant de la Ville déterminera s'il est nécessaire de remettre en état les surfaces gazonnées. Le cas échéant, les travaux se feront de la façon suivante : Au fur et à mesure du retrait de l'ouvrage de protection, scarifier le sol en surface jusqu'à une profondeur maximale de 50 mm (peigner); porter attention aux racines traçantes ou de surface afin de ne pas les arracher ni les blesser; retirer manuellement tout débris.

4.2.4 Entretien :

a. Fertilisation

Si des arbres subissent des impacts jugés importants par le représentant de la Ville lors des travaux, ce dernier pourra recommander une micro-injection de fertilisant de type Mauget ou équivalent approuvé, afin d'aider l'arbre à surmonter le stress subi.

La micro-injection, si requise, devra se faire au cours des mois de mai ou juin selon la dose prescrite par le représentant de la Ville.

La micro-injection devra se faire près de la base du tronc, à une profondeur d'environ 5 à 10 mm sous l'écorce. Les trous de micro-injection devront avoir le même diamètre que celui de la paille d'injection fixée à la fiole de fertilisant.

b. Produits

Fertilisant sous forme de fiole micro-injectable dans le tronc du fabricant J.J. Mauget Co., ou équivalent approuvé et qui doit être conforme à la formulation qui suit :

.1 Nom commercial : Mauget Stemix® Nutrient, ou équivalent approuvé

.2 Formulation :
- Azote totale (N) : 0,7%
- 0,3% sous forme de nitrate
- 0,4% sous forme d'ammonium
- Acide phosphorique disponible (P_2O_5) : 1,0%
- Potassium soluble (K_2O) : 0,9%
- Cuivre (Cu) : 0,1%
- Fer (Fe) : 0,4%
- Manganèse (Mn) : 0,1%
- Zinc (Zn) : 0,4%
- Ingrédients inertes : 96,4%

c. Arrosage

L'entrepreneur devra prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'arrosage des arbres à préserver durant la période des travaux de construction.

Tous les arbres à préserver qui sont situés à l'intérieur de l'aire de chantier devront être arrosés aux 7 à 10 jours durant la période comprise entre le 1er mai et le 30 octobre, en période de sécheresse ou de canicule.

L'arrosage devra être effectué sur une période minimale de 30 minutes par arbre au moyen d'un système appliquant l'eau par fines gouttelettes.

L'arrosage devra être effectué de façon à ne pas provoquer d'érosion du sol naturel près de l'arbre.

La source d'approvisionnement en eau ainsi que l'équipement à utiliser pour l'arrosage proprement dit sont de la responsabilité de l'entrepreneur.

4.2.5 En cas de dommages aux arbres:

L'entrepreneur doit aviser immédiatement le directeur des dommages qu'il a causés à un arbre et du danger qui a été créé par la tenue des travaux; il doit, à ses frais, remettre en bon état ou remplacer les éléments endommagés suivant les instructions du directeur et à la satisfaction de celui-ci et des propriétaires touchés par les travaux.

Si un ou des arbres sont abîmés et dont l'apparence est détériorée de façon majeure, une retenue calculée selon la méthode de la SIAQ (Société Internationale d'Arboriculture du Québec) sera gardée sur les paiements.

4.2.6 Empiètement non autorisé à l'intérieur du périmètre de protection :

À chaque fois qu'il y aura empiétement, incluant le dépôt de matériaux dans les zones à protéger et à conserver, le représentant de la Ville exigera la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires pour remédier à la situation, aux frais de l'entrepreneur.

4.2.7 Déversement non autorisé sur les aires à protéger :

À chaque fois qu'il y aura déversement de terre, béton, neige, eau de pompage, de substances nocives, de fondants ou de produits chimiques quelconques (liquide ou solide) près d'arbres à préserver, le représentant de la Ville exigera la mise en œuvre des mesures correctrices nécessaires pour remédier à la situation, aux frais de l'entrepreneur.

4.3 Exigences et particularités des travaux

4.3.1 Ouvrages de protection des troncs contre les blessures :

Les troncs des arbres situés à l'intérieur de l'aire de chantier doivent être recouverts, sur toute leur circonférence, par des pièces de bois (madriers 2'' × 4'') sur une hauteur de 1800 mm depuis le sol. L'entrepreneur doit disposer, entre les pièces de bois et le tronc, des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassée approuvée par le représentant de la Ville. Les pièces de bois devront être fixées solidement en au moins deux endroits au moyen de ceintures métalliques ou de broches.

4.3.2 Ouvrages de protection du système racinaire :

a. Précoupe des racines :

L'entrepreneur doit procéder à une précoupe des racines tel qu'indiqué au **plan CED**, si requis.

L'entrepreneur doit dégager la ligne de coupe racinaires soigneusement de la fibre de cèdre existant ainsi que couper le feutre en place aux endroits indiqué au **plan CED**, si requis. Une fois la ligne de coupe dégagée, l'entrepreneur doit avoir l'approbation du chargé de projet avant de procéder à la coupe des racines.

Une essoucheuse ou une scie à béton doit être employée pour couper les racines directement dans le sol naturel. L'appareil utilisé doit permettre de couper proprement les racines à une profondeur minimale de 500 mm.

Si des racines de plus de 50 mm de diamètre sont rencontrées à une profondeur de plus de 50 mm, elles devront être dégagées délicatement et coupées au moyen d'un outil bien affûté (sécateur, scie à chaîne).

b. Humidification des racines exposées :

Les parties du système racinaire exposées suite aux travaux, devront être maintenues humides afin d'en éviter la dessiccation.

DÉMOLITION, ENLÈVEMENT ET RÉCUPÉRATION 2-115

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser, conformément aux documents, les ouvrages requis par le présent fascicule et indiqués aux plan**s.** De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants :

- **Surfaces en terre/gazon/gravier à décaper**
- **Surfaces en asphalte, fondation à conserver**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- le remblayage des dépressions causées directement par la démolition et l'enlèvement, conformément aux fascicules **2-120** et **2-220** et suivant les exigences particulières des surfaces projetées.
- le transport hors site des matériaux non réutilisables ;
- le ragréage avec les surfaces existantes adjacentes ;
- la réfection des surfaces, lorsque requise.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

Aucune modification.

4.3 Exigences et particularités des travaux

1. Surfaces en terre/gazon/gravier à décaper

L'entrepreneur doit décaper les surfaces de gazon, de terre et de gravier tel qu'indiqué au **plan CED**. Ce travail inclut, sans toutefois s'y limiter, à décaper, enlever et transporter hors site les matériaux inutilisables. Une attention particulière devra être portée autour des arbres. Toutes les mesures nécessaires devront être prises de manière à protéger et ne pas abimer les racines des arbres.

2. Surface en asphalte, fondation à conserver

L'entrepreneur doit décaper les surfaces en asphalte tel qu'indiqué au **plan CE.** Ce travail inclut, sans toutefois s'y limiter, à décaper l'asphalte incluant, enlever et transporter hors site les matériaux inutilisables, tout en conservant les fondations de pierres concassées.

RÉHABILITATION ENVIRONNEMENTALE — 2-120

5.1. Étendue des travaux

Pour le présent contrat, l'Entrepreneur doit réaliser les travaux de gestion de tous (sans exception) les sols (et/ou matériaux) d'excavation conformément au présent devis et aux plans du cahier des charges. Bien que l'emprise des travaux d'excavation n'ait pas fait l'objet d'une caractérisation environnementale préliminaire, les ouvrages du présent contrat seront minimalement les suivants :

- Ségrégation des sols et des autres matériaux d'excavation et de démolition, incluant notamment pierre concassée, enrobé, béton ou matériaux recyclés;
- Mise en pile des matériaux excavés aux fins d'analyses chimiques par la Ville et rechargement ultérieur;
- Gestion des sols A-B
- Gestion des sols B-C
- Gestion des sols C-RESC organique
- Gestion des sols C-RESC inorganique
- Gestion des matières résiduelles
- Gestion des sols >RESC
- Gestion des débris de construction ou de démolition.

Ces travaux doivent être réalisés et payés selon les exigences décrites au « Devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale - avril 2017 » disponible dans les documents normalisés du cahier des charges et selon celles du présent devis.

Bien que la gestion des sols et matériaux excavés du présent contrat n'est pas une réhabilitation environnementale au sens de la Loi sur la qualité de l'environnement, les articles traitant de la gestion des sols contaminés et des matériaux excavés du « Devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale - avril 2017 » sont applicables, notamment les articles suivants : 1.2; 1.3; 1.5; 2.1; 2.3; 2.5.1; 2.6 et 3.1 à 3.7.

5.2. Modifications et ajouts au « Devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale – avril 2017»

5.2.1 Modification de l'article 3.4 « Gestion des matériaux excavés »

Le deuxième paragraphe de l'article 3.4 est remplacé par celui-ci :

L'Entrepreneur doit fournir à la Ville, avant la réunion de démarrage des travaux, la liste des lieux d'élimination ou de traitement où les matériaux seront acheminés, ainsi qu'une preuve que les lieux sélectionnés sont autorisés à recevoir les matériaux, conformément à la règlementation en vigueur. Il doit également fournir les copies des certificats d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement de chacun des lieux d'élimination ou de traitement sélectionnés transmis par le responsable du site, pour les quantités indiquées au bordereau et pour la période d'acheminement prévue, ainsi que pour tous les autres sols et matériaux d'excavation du présent contrat. De plus, l'Entrepreneur doit fournir les coordonnées du ou des intermédiaires (courtiers) avec qui il fait affaire pour la gestion des matériaux.

Le quatrième paragraphe de l'article 3.4 est complété par ceux-ci :

Une copie du certificat d'autorisation du lieu de traitement ou d'enfouissement de sol, du LET ou du LEDCD doit être soumise, pour approbation, à la Ville.

Une liste des LET ou des LEDCD autorisés est disponible sur le site internet du ministère de l'Environnement à l'emplacement suivant :

http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/doc-demande-acces/

L'article 4.2.3 Gestion des matériaux excavés est remplacé par l'article suivant :

4.2.3 Gestion des matériaux excavés

4.2.3.1 Gestion complète des matériaux excavés

Cette activité comprend la gestion des matériaux suivants :
- sols >RESC
- débris de construction ou de démolition;

Cette activité est mesurée et payée à la tonne métrique de matériaux gérés hors site conformément aux lois, règlements, politiques et directives en vigueur. Le prix unitaire doit comprendre, entre autres, le chargement directement à partir de l'excavation ou à partir de l'aire d'entreposage temporaire, le transport et l'élimination du matériau, ainsi que tous les autres travaux connexes.

4.2.3.2 Transport des matériaux excavés

Cette activité comprend la gestion partielle des matériaux suivants :

- sols A-B chez Recyclage Notre-Dame

Adresse du site d'élimination et de traitement :
9000 Marien, Montréal-Est, H1B 0A6

- sols B-C avec odeur chez Englobe Corporation

Adresse du site d'élimination et de traitement :
8365 Broadway Nord, Montréal-Est, H1B 5X7

- sols B-C sans odeur chez Englobe Corporation

Adresse du site d'élimination et de traitement :
3779 chemin des 40 Arpents, Terrebonne, J6V 9T6

-sols C-RESC organique chez Solution Eau Air Sol (division de Englobe Corporation)

Adresse du site d'élimination et de traitement :
8365 Broadway Nord, Montréal-Est, H1B 5X7

-sols C-RESC inorganique chez Northex Environnement inc.

Adresse du site d'élimination et de traitement :
699 Montée de la Pomme d'Or, Contrecoeur, J0L 1C0

- Matières résiduelles chez Recyclage Notre-Dame

Adresse du site d'élimination et de traitement :
9000 Marien, Montréal-Est, H1B 0A6

Cette activité est mesurée et payée à la tonne métrique de matériaux gérés hors site conformément aux lois, règlements, politiques et directives en vigueur. Le prix unitaire doit comprendre, entre autres, le chargement directement à partir de l'excavation ou à partir de l'aire d'entreposage temporaire, le transport ainsi que tous les autres travaux connexes. Les frais d'élimination ou de traitement des sols seront assumés directement par la Ville.

5.3. Exigences et particularités des travaux de gestion des sols et matériaux excavés

5.3.1 Données existantes

L'arrondissement de Ville-Marie projette d'installer une clôture ornementale dans le parc du Pied-du-Courant, le long de la rue Notre-Dame Est, afin de sécurisé celui-ci.

Dans le présent contrat, il n'y a pas de rapport de caractérisation environnementale préliminaire pour les matériaux à excaver.

5.3.2 Excavation et gestion des sols (et/ou matériaux) excavés

Les sols devront être ségrégués des autres matériaux, particulièrement de la pierre concassée au fur et à mesure de leur excavation pour être mis en pile directement dans l'emprise des travaux ou à l'endroit désigné par la Ville si l'emprise des travaux ne le permet pas. Les sols seront entreposés pour un minimum de 48 heures pour permettre l'échantillonnage et les analyses chimiques par la Ville ou son consultant, avant que l'Entrepreneur puisse en disposer selon les résultats d'analyses transmis par la Ville.

Dépendamment des résultats d'analyses chimiques, l'Entrepreneur pourrait avoir à excaver des sols B-C, des sols >C, des sols ≥RESC, des matières résiduelles dangereuses ou non dangereuses en sus des sols A-B et des débris de construction lors des travaux. Ces sols (et/ou ces matériaux) doivent être gérés conformément aux lois et règlements en vigueur. Chacun des chargements de matériaux transportés hors site doit faire l'objet d'un contrôle par la Ville de Montréal, notamment par l'émission de billets de transport ou de billets de pesée signés par le représentant de la Ville ainsi que par l'Entrepreneur.

Lors des travaux, l'Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de ne pas mélanger les matériaux et les sols avec des matériaux ou des sols de nature différente, particulièrement après leur mise en pile et leur analyse.

5.3.3 Entreposage temporaire

L'article suivant complète l'article 3.3 du « devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale » :

L'entreposage temporaire à d'autres fins que l'échantillonnage et l'analyse chimique doit être approuvé préalablement par la Ville, en particulier pour le tri, le tamisage et la ségrégation ailleurs que dans l'emprise des travaux. Dans ce cas, l'Entrepreneur est responsable d'informer le ministère de l'Environnement de l'entreposage réalisé et de respecter les exigences réglementaires du Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés, en particulier pour la durée et les conditions d'entreposage.

5.3.4 Surveillance environnementale

Les paragraphes suivants remplacent l'article 3.11 « surveillance des travaux » du « devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale » :

Les travaux de gestion des sols excavés seront suivis par un consultant spécialisé en environnement mandaté par la Ville et l'Entrepreneur doit collaborer afin de lui permettre la réalisation de son mandat.

Le consultant en surveillance environnementale doit faire la vérification des sites d'élimination des sols contaminés fournis par l'Entrepreneur adjudicataire du contrat lors de la réunion de démarrage.

Pendant les travaux, le consultant en surveillance environnementale fera le suivi des sols excavés, leur mise en pile, leur échantillonnage et leur analyse. L'Entrepreneur ne devra en aucun cas déplacer ou modifier les piles de sols échantillonnés avant qu'ils ne soient prêts à être disposés conformément aux résultats d'analyses.

Le consultant en surveillance environnementale est responsable du suivi, de la comptabilisation des camions de sols contaminés et de la gestion des billets de pesée. En outre, il doit préparer des rapports journaliers et hebdomadaires de compilation des volumes de sols éliminés selon le chainage prévu à la soumission. À la fin des travaux, il devra préparer le rapport final de surveillance environnementale qui sera annexé à l'attestation de conformité de l'ingénieur.

5.4. Méthode de paiement

5.4.1 «Excavation»

Le soumissionnaire doit prendre note que, contrairement à l'article 4.2.1 intitulé «Excavation» du « devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale », le coût de cette activité doit être inclus dans les prix unitaires des différents items du bordereau de soumission.

5.4.2 Entreposage temporaire

Dans le cas d'un entreposage temporaire demandé par l'Entrepreneur pour ségrégation, tri ou tamisage, l'article 4.2.2 du devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale est remplacé par celui-ci :

Les activités d'entreposage temporaire, de tri, de ségrégation ou de tamisage, de rechargement et de transport supplémentaire ne sont pas payables dans le cas où ces activités sont liées aux exigences des sites d'élimination. Dans le cas de l'entreposage temporaire aux fins d'analyses chimiques, cet entreposage temporaire doit être inclus dans les prix unitaires de soumission pour tous les sols tel que mentionné à la section précédente.

5.4.3 Gestion des sols

Dans le cas où les résultats d'analyse des sols entreposés sont supérieurs au critère A, l'Entrepreneur doit faire la gestion de ces sols selon les exigences décrites au « Devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale – avril 2017 » ainsi que selon celles du présent devis. Ces ouvrages seront payés à la tonne métrique. Le paiement se fera lors des décomptes progressifs, sur présentation des billets de pesée, émis par les lieux d'élimination autorisés selon les exigences décrites au « devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale ». Ces billets devront être signés par le représentant de la Ville. Aucune quantité ne pourra être payée à l'Entrepreneur sans avoir été compilée sur un billet de pesée

TERRASSEMENT, EXCAVATION ET REMBLAYAGE — 2-220

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser, conformément aux documents, les ouvrages requis par le présent fascicule et indiqués aux plans. De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants :

- **Le terrassement et la mise en forme générale**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- Les travaux préliminaires;
- L'apport du matériau de remblai;
- Le transport hors du site des matériaux non réutilisables.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

.1 Terrassement :

Le terrassement consiste à amener le sol au niveau des lits de fondation avec la densité nécessaire afin de permettre la construction des aménagements décrits aux plans.

.2 Terre d'emprunt :

Terre naturelle provenant de travaux d'excavation et dont on a enlevé les débris, déchets organiques et les pierres de plus de 300 mm de grosseur. La proportion de pierre ne doit pas être supérieure à 50 % en volume.

.3 Remblayage (modification de l'article 3.12) :

Afin de réaliser les travaux de remblayage, faire l'apport et la mise en place du matériau de remblai nécessaire tel que défini ci-après pour le type de surface correspondante à celle projetée :

.1 Pour combler les vides laissés par les excavations des cylindres de béton coulé

Faire l'apport de la pierre concassée prémélangée de type VM-2 classe A en quantité suffisante afin de combler les vides laissés par ces excavations, jusqu'à la fondation de l'élément à construire. La pierre concassée doit être mise en place sur un sol ferme. Densifier la pierre à 95 % (échelle Proctor modifiée) en couches successives d'au plus 200 mm.

4.3 Exigences et particularités des travaux

.1 Le terrassement et la en mise en forme générale

Méthode de travail

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit soumettre pour approbation sa méthode de travail afin d'assurer le drainage des eaux de surface pendant ses opérations de terrassement. L'entrepreneur est responsable d'éviter les accumulations d'eau sur le fond de forme, sans quoi il devra, à ses frais, porter hors site les sols devenus impropres parce que saturés d'eau et les remplacer par un sol compactable préalablement accepté par le représentant de la Ville. Les matériaux excavés doivent être enlevés et transportés hors du site.

Terrassement et excavation à proximité des arbres existants

Le passage de la machinerie lourde à proximité des arbres existants est interdit. Une voie d'accès pour le chantier sera définie à l'amorce de la construction et devra être respectée tout au long des travaux. La voie d'accès devra être, à priori, soumise à l'approbation du directeur.

L'entrepreneur doit considérer que les travaux d'excavation du contrat sont parfois requis par rapport à une étroite proximité du système radiculaire d'arbres de grands calibres. Afin d'éviter de provoquer des dommages et/ou la mort précoce des arbres, **il est exigé de procéder à l'exécution des excavations avec un soin attentif et une grande vigilance afin d'éviter de couper et/ou d'abîmer les racines de plus de 100 mm de diamètre.**

.2 Matériaux d'excavation :

Se référer au **fascicule 2-120** des prescriptions spéciales et normalisées et au **fascicule 2-220** des prescriptions normalisées.

.3 Matériaux d'excavation contaminés

Afin d'être en règle avec les lois gouvernementales sur la décontamination des sols, l'entrepreneur adjudicataire du contrat qui effectue ou fait effectuer des travaux de terrassement, doit aviser le représentant de la Ville dès qu'il soupçonne la présence de matières contaminées. Le cas échéant, le représentant de la Ville pourra exiger de l'entrepreneur d'interrompre les dits travaux afin que la Ville puisse faire analyser les matériaux composant le sol par laboratoire reconnu et mandaté par la Ville. L'entrepreneur est tenu de collaborer à cette opération. Dès les résultats et recommandations obtenus du consultant en environnement également mandaté par la Ville, l'entrepreneur devra se conformer aux directives émises afin d'assurer une gestion adéquate des sols contaminés.

L'entrepreneur est responsable de gérer les sols en conformité avec les indications du **fascicule 2-120** (Réhabilitation environnementale).

Les matériaux qui ne pourront être réutilisés sur les lieux des travaux devront être portés hors du site vers un lieu autorisé par les lois et normes environnementales en vigueur.

L'entrepreneur ne pourra recommencer les travaux que suivant les directives et autorisations du représentant de la Ville et de son consultant en environnement. La Ville payera à l'entrepreneur les sommes réellement dues selon les items inscrits au bordereau des prix unitaires à la section **2-120** (Réhabilitation environnementale) et selon les termes des prescriptions normalisées du fascicule **2-120.**

Aucune réclamation pour ARRÊT des TRAVAUX ne sera acceptée.

.4 Apport de matériaux de remblai :

Pour atteindre les points de niveaux proposés aux plans, des matériaux de remblai provenant de sources extérieures au site peuvent être importés, si requis. L'entrepreneur doit fournir à la Ville de Montréal, en début de mandat, les sources d'emprunt qu'il compte utiliser, si requis et les rapports de caractérisation géotechnique et environnementale relatifs à chaque source.

.5 Circulation avec la machinerie :

Remettre à l'architecte paysagiste le cheminement critique et la méthode des travaux préconisés.

Selon les secteurs, les sols en place sont de natures variées et peuvent être déformables. L'entrepreneur doit prendre les précautions nécessaires pour éviter de déstabiliser l'infrastructure et les sols en place. Au fur et à mesure que le terrain est excavé selon les niveaux requis, l'entrepreneur doit procéder à la mise en place des fondations granulaires en prenant toujours bien soin de ne pas déstabiliser les infrastructures.

.6 Découverte archéologique

Au cours de l'exécution des travaux d'excavation, l'entrepreneur est susceptible de dégager fortuitement des objets, artefacts et écofacts, ouvrages en maçonnerie, en bois et autres matériaux, ayant un intérêt archéologique. Si une telle découverte est faite lors de travaux, l'Entrepreneur doit sans délai en informer le Directeur qui prendra les mesures nécessaires pour assurer la protection de ces ressources. Si nécessaire, les travaux seront arrêtés et l'équipe de travail pourra être relocalisée le temps que les relevés archéologiques soient réalisés.

Afin d'assurer la protection des ressources archéologiques sur le domaine municipal et de prévenir la destruction ou l'altération des vestiges ainsi rencontrés, des recherches archéologiques (inventaire archéologique par forage et/ou sondage, fouille archéologique, supervision des excavations, etc.) peuvent être exécutés.

CLÔTURES EN MÉTAL

2-451

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser, conformément aux documents, les ouvrages requis par le présent fascicule et indiqués **aux plans**. De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants :

Fourniture, transport et installation des équipements manufacturés

- **Clôture ornementale en acier galvanisé peinte de couleur noir (standard) *Iron Eagle Industries inc.*, modèle *Silver Eagle III* ou équivalent approuvé de 1200 mm (1219 mm) de haut**
- **Barrières simples (4) de clôture en acier galvanisé peinte de couleur noir (standard) *Iron Eagle Industries inc.*, modèle *Silver Eagle III* ou équivalent approuvé : 1200 mm (1219 mm) de hauteur et ouverture de 48''**
- **Barrières doubles (2) de clôture en acier galvanisé peinte de couleur noir (standard) *Iron Eagle Industries inc.*, modèle *Silver Eagle III* ou équivalent approuvé : 1200 mm (1219 mm) de hauteur et ouverture de 12'**
- **Barrières coulissantes sur rail double (2) de clôture en acier galvanisé peinte de couleur noir (standard) *Iron Eagle Industries inc.*, modèle *Silver Eagle III* ou équivalent approuvé : 1200 mm (1219 mm) de hauteur et ouverture de 30'**
- **Cylindres d'ancrage de béton**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- Les dessins d'atelier ;
- La construction en usine des éléments mentionnés ci-haut ;
- L'installation de ces éléments par le fabricant ;
- Les retouches de peinture si nécessaire, conformément au fascicule **9-910** des prescriptions normalisées ;
- Les excavations et le remblayage nécessaires conformément aux prescriptions du présent fascicule et des fascicules **2-120** et **2-220** ;
- Le bétonnage des bases conformément au fascicule **3-310** ;
- Le ragréage avec les surfaces adjacentes ;
- Le transport hors du site des matériaux non réutilisables.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

Aucune modification.

4.3 Exigences et particularités des travaux

1. Équipement à fournir et à installer

.1 Clôture, barrières avec loquets et barrières coulissantes :

La clôture, les barrières simples et doubles et les barrières coulissantes en métal requises pour ce projet sont les suivantes :

Clôture : Modèle « Silver Eagle III », de la compagnie Iron Eagle Industries inc. ou équivalent approuvé par l'architecte paysagiste;
Hauteur : 1 200 mm (1219 mm), peinture : noir (standard);
Longueur des traverses : 2,5 m (2.432 m) linéaire;
Poteau : selon les spécifications du fabricant;
Chapeau : «Pyramid» – lors de l'installation, appliquer du loctite sur chaque vis du chapeau;
Anneau décoratif : fixé à l'aide de vis – lors de l'installation, appliquer du loctite sur chaque vis de l'anneau;
Utiliser des écrous indévissables anti-vandale et des rondelles;

Barrières simples (4) : Largeur 48'', modèle « Silver Eagle III » : de la compagnie Iron Eagle Industries ou équivalent approuvé par l'architecte paysagiste, hauteur : 1 200mm, peinture : noir (standard)

Barrières doubles (2) : Largeur 12', modèle « Silver Eagle III » : de la compagnie Iron Eagle Industries inc. ou équivalent approuvé par l'architecte paysagiste, hauteur : 1 200mm, peinture : noir (standard)

Barrières coulissantes doubles (2) : Largeur 30', modèle « Silver Eagle III » : de la compagnie Iron Eagle Industries inc. ou équivalent approuvé par l'architecte paysagiste, hauteur : 1 200mm, peinture : noir (standard)

4.4 Généralités

Tel qu'illustré aux **plans**, l'entrepreneur doit fournir et mettre en place la clôture et les différentes barrières en acier galvanisé de couleur noir (standard) d'une hauteur de 1200 mm (1219 mm).

Pour ce faire, l'entrepreneur doit se référer aux spécifications du fabricant, aux dessins d'atelier et aux exigences suivantes :

a) Choix du sous-entrepreneur

Le sous-entrepreneur engagé pour réaliser les ouvrages de fabrication des sections de clôture et les barrières en acier doit posséder une expertise reconnue dans ce domaine et avoir réaliser des ouvrages du même type que celui spécifié au présent fascicule. Il doit être reconnu comme spécialiste selon la norme CSA W47.1.

L'entrepreneur doit se conformer aux procédures décrites aux clauses administratives générales et spéciales, relativement à l'approbation de son sous-entrepreneur.

b) Boulonnage lors de l'assemblage sur place

Toutes les pièces d'assemblage, les boulons, les écrous et les rondelles doivent être en **acier galvanisé à chaud**. Les pièces doivent être conformes à norme ASTM A325M.

c) Soudures lors de l'assemblage sur place

L'entrepreneur devra enduire les soudures d'un composé de zinc pour galvanisation à froid de type « Galvicon » ou équivalent approuvé.

d) Dessins d'atelier et de fabrication

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit fournir des dessins d'atelier de la clôture, des barrières simples et doubles ainsi que les barrières coulissantes pour approbation par le directeur. Indiquer le nombre de sections et leurs dimensions, détailler une section type et tenir compte de la pente du sol fini : les poteaux doivent être verticaux et les sections de niveau (en escalier si nécessaire). L'espace entre le sol et les sections ne doit pas excéder 100 mm et ne doit pas être inférieur à 50 mm. Les dessins doivent aussi indiquer l'emplacement exact des poteaux et des barrières simples et doubles et des barrières coulissantes ainsi que les dimensions ces barrières.

Les dessins d'atelier doivent être réalisés en considérant le design, l'implantation et les niveaux de la clôture.

e) Peinture de la clôture ornementale

La peinture de retouche et de correctif doit être de qualité supérieure de couleur noir standard de la compagnie *Iron Eagle Industries inc.*, appliquée au moyen d'un fusil. L'acier galvanisé doit être sablé légèrement et nettoyé avant l'application du traitement prévu (1-GP-121M). Fournir un échantillon fait en atelier, pour analyse et approbation avant les travaux.

f) Cylindre d'ancrages pour les poteaux de la clôture

L'excavation, le chargement et le transport pour les bases est incluse dans l'item clôtures, et clôture-treillis. Les poteaux doivent être encastrés dans le béton à une profondeur min. de 764mm. Les bases de béton doivent être construites conformément aux exigences du **fascicule 3-310**.

L'entrepreneur doit mettre en place les cylindres d'ancrage de béton coulé, et les ancrages conformément aux spécifications du fabricant. L'entrepreneur doit utiliser du béton d'une résistance de 32 MPa à 28 jours.

Les niveaux des cylindres d'ancrage doivent être **100 mm** sous les niveaux finis des surfaces gazonnées. Dimensions : **Ø300 mm x 1400 mm**

g) Montage

Installer les clôtures de métal au moyen de poteaux carrés conformément aux spécifications du fabricant. Les poteaux doivent être encastrés dans le béton à une profondeur de 764 mm. À moins d'indications contraires, monter les ouvrages métalliques d'équerre, d'aplomb, de niveau, alignés et ajustés avec précisions.

Lorsque le terrain présente un dénivelé l'entrepreneur doit ajuster l'élévation de la clôture en escalier d'une manière régulière.

Dans le cas d'un dénivelé de plus de 100 mm par sections de clôture, les sections devront être plus courtes de manière à respecter le 100 mm maximum entre le sol et les sections de clôture.

h) Implantation des sections de clôture

Les sections de clôture devront être implantées au centre des cylindres béton, et selon les spécifications du fabricant.

i) Loquet

L'entrepreneur doit fournir un dessin d'atelier et faire approuver par la Ville un système de loquet adéquat en acier galvanisé peint avec la même peinture que la clôture.

APPORT DE TERRE DE CULTURE — 2-484

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit, tel qu'identifié aux plans et conformément aux documents, fournir et effectuer la mise en place de toute la terre de culture requise pour :

- **Gazon en plaques**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- Les excavations et le remblayage nécessaires conformément aux prescriptions du présent fascicule et des fascicules 2-120 et 2-220 ;
- La préparation des lits de plantations pour vivaces, arbustes et couvre-sol ;
- Le transport hors du site des matériaux inutilisables.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

.1 Matériaux :

Terre franche :

Terre arable (terre cultivable) ni trop riche en argile, ni trop pauvre en sable dont la teneur en matières organiques se situe entre 4 % et 5 % pour les terres franches sablonneuses et entre 2 % et 3 % pour les terres argileuses. La terre doit être exempte de terre de sous-sol, racines, mottes de gazon, mauvaises herbes, matières toxiques, cailloux et autres corps étrangers.

Terre noire :

Terre constituée de produits en décomposition, assez souple et homogène, exempte de résidus colloïdaux, de bois, de soufre et de fer et ayant une teneur maximale en eau de 15 %. La grosseur des particules déchiquetées doit être inférieure à 6 mm.

Sable grossier :

Sable naturel seulement et dont la granulométrie doit se situer entre les limites spécifiées au tableau suivant. Pas plus de 45 % des particules ne doivent être retenues entre deux (2) tamis consécutifs de ce tableau. La granulométrie doit être déterminée selon la méthode d'essai CAN/CSA-A23.2-2A.

DIMENSION DU TAMIS	MASSE TOTALE PASSANT LE TAMIS EN %
10 mm	100
5 mm	95 à 100
2,5 mm	80 à 100
1,25 mm	50 à 90
630 µm	25 à 65
315 µm	10 à 35
160 µm	2 à 10

Constituants organiques (fumier et/ou compost) :

Les constituants organiques doivent être issus d'un processus biologique assurant la décomposition des sous-produits d'origine végétale et/ou d'origine animale (excluant le fumier de volaille) en un produit organique stable, riche en composés humiques. Le matériau sera homogène, aura l'apparence d'un terreau et ne dégagera aucune odeur fétide.

.2 Mélange de terre de culture fabriquée et tamisée (proportions volumétriques) :

.1 Mélange n° 1 (pour gazon, ensemencement et fosses d'arbres) :

. Une partie de terre noire
. Une partie de sable grossier
. Deux parties de terre franche

.2 Exigences granulométriques :

Le mélange no2 de terre de culture doit respecter le fuseau granulométrique indiqué au tableau suivant, effectué selon la norme BNQ 2501 025 modifiée pour les sols mixtes (organiques et inorganiques).

DIMENSION DU TAMIS	MASSE TOTALE PASSANT LE TAMIS EN %
10 mm	100
5 mm	98 à 100
1,25 mm	90 à 97
630 µm	80 à 95
315 µm	50 à 85
160 µm	35 à 65
80 µm	15 à 35

.3 Matière organique :

La vérification de la matière organique présente dans le mélange sera faite par oxydation, selon la méthode «Walkley/Black».

.4 Éléments chimiques :

Les différentes composantes chimiques du mélange de terre de culture doivent se situer dans les proportions favorisant la croissance normale des végétaux.

.3 Caractéristiques du mélange n° 1 (pour gazon):

- Matière organique entre 4 % et 7 %
- pH entre 6 et 7
- Capacité d'échange cationique (C.E.C.) entre 10 et 20 MEQ/100g.
- Capacité de rétention d'eau : Maximum 20 %

.4 Fournisseur :

Les mélanges de terre de culture et sol structural doivent provenir d'un fournisseur préalablement accrédité par le laboratoire de la Ville.

.5 Livraison :

Tout chargement livré sur le site des travaux doit être accompagné d'un bordereau de livraison indiquant la provenance, le type de mélange, la quantité, la date et le lieu de livraison.

Remettre au représentant de la Ville une copie de chaque bordereau de livraison.

.6 Échantillonnage / Acceptation finale :

L'entrepreneur devra fournir à la Ville, dans les quinze (15) jours suivants la date d'octroi du contrat, des échantillons du fournisseur, identifiés :

- **Terre de culture mélange no1**
- Nom du fournisseur
- Nom du projet : Parc du Pied-du-Courant – Installation d'une clôture ornementale

La Ville de Montréal se réserve également le droit de valider la nature des produits livrés sur le chantier avec celle des échantillons de référence soumis avant la réalisation.

L'acceptation finale des mélanges de terres de culture se fera sur le matériau mis en place sur le site des travaux, après que la Ville aura effectué les analyses de contrôle. Tout mélange de terre présentant la présence de digitaire, de chiendent ou autre trace d'herbe nuisible sera refusé et devra être porté hors site aux frais de l'entrepreneur.

.7 Récupération de terre de culture :

La récupération de terre déjà en place sur le site des travaux, en vue de l'utilisation dans les mélanges prescrits, n'est pas acceptée par la Ville. La fabrication du mélange de terre de culture sur ledit site est également refusée.

4.3 Exigences et particularités des travaux

.1 Préparation du gazonnement (en plaques)

Le mélange de terre de culture (mélange no 1) doit être mis en place dans les surfaces de gazon en plaques identifiées aux **plans** et aux endroits nécessaires lors des travaux, si requis, par couches successives et compactées de **150 mm maximum**.

GAZONNEMENT 2-485

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser, conformément aux documents, les ouvrages de gazonnement requis par le présent fascicule et indiqués aux **plans**. De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants:

- **Gazon en plaques**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- Les excavations et le remblayage nécessaires conformément aux prescriptions du présent fascicule et des fascicules **2-120** et **2-220** ;
- La mise en place de la terre de culture conformément au fascicule **2-484** ;
- Le transport ;
- Le transport hors du site des matériaux non réutilisables ;
- Le ragréage avec les surfaces adjacentes.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

Aucune modification.

4.3 Exigences et particularités des travaux

.1 Type de gazon en plaques

Le mélange de gazon commandé doit être celui de type «Pâturin du Kentucky Bleu» de la Gazonnière Bastien ou équivalent approuvé par l'architecte paysagiste. Le gazon doit être bien adapté à notre climat, aux conditions difficiles du Québec et une grande résistance au piétinement.

.2 Livraison et mise en place

a) Gazon en plaques

Lors de leur mise en place, les plaques de gazon doivent être manipulées délicatement afin de minimiser leur déformation. L'entrepreneur doit prendre soin de bien refermer les joints entre les plaques lors de la mise en place. Une fois le gazon mis en place, un rouleau doit compacter la surface dans le but d'assurer une bonne liaison entre le gazon et la terre de culture. Le rouleau doit être choisi attentivement afin de ne pas endommager la nouvelle surface.

Pour les pentes excédant 8%, planter un piquet aux quatre coins de la plaque de gazon et deux au centre, de part et d'autre. S'assurer de la stabilité de la plaque de gazon.

L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de ne pas endommager les surfaces gazonnées existantes à conserver à l'extérieur des limites de chantier. Si toutefois des dommages étaient causés aux surfaces gazonnées existantes, l'entrepreneur sera tenu responsable des dommages et devra effectuer les réparations de gazon à ses frais.

.3 Arrosage

Gazon en plaques

Immédiatement après sa mise en place, le gazon doit être arrosé copieusement. En tout temps, lors de l'application du gazon et durant la période d'établissement des racines (approximativement 14 jours), l'entrepreneur doit conserver le gazon humide et ne doit pas permettre au gazon de s'assécher.

Une fois que le système radiculaire du gazon est bien établi, l'entrepreneur doit maintenir un arrosage normal et assurer l'entretien du gazon jusqu'à son acceptation (voir les articles 3.3 et 3.4 du fascicule normalisé).

.4 Coupe de gazon

Après la pose du gazon, l'entrepreneur doit effectuer un minimum de quatre (3) coupes.

PAVAGES EN ASPHALTE — 2-513

PARTIE 4 : ÉTENDUE DES TRAVAUX

4.1 Ouvrages

L'entrepreneur doit réaliser les travaux, conformément aux documents, aux ouvrages requis par le présent fascicule, aux indications aux **plans** et au **détail standard 2-513-101**. De façon non limitative, les ouvrages sont les suivants :

- **Pavage en asphalte de type 1 sur fondation existante à niveler et à compacter**

Sauf si modifié à l'article 4.3 ci-après, chacun des ouvrages doit comprendre les obligations définies aux CCAG (cahier des clauses administratives générales) et CCAS (cahier des clauses administratives spéciales), incluant les travaux connexes suivants :

- les excavations et le remblayage nécessaires conformément aux prescriptions du présent fascicule et des fascicules **2-120** et **2-220** ;
- le transport hors du site des matériaux inutilisables ;
- le ragréage avec les surfaces adjacentes.

4.2 Modifications aux prescriptions normalisées

Le fascicule normalisé a été modifié et une copie est jointe au cahier annexe du présent cahier des charges. Les prescriptions modifiées sont en vigueur pour le présent contrat. De plus, le bitume utilisé doit être conforme au devis technique normalisé **4VM-10** (Enrobés à chaud – Septembre 2017) de la Ville de Montréal.

4.3 Exigences et particularités des travaux

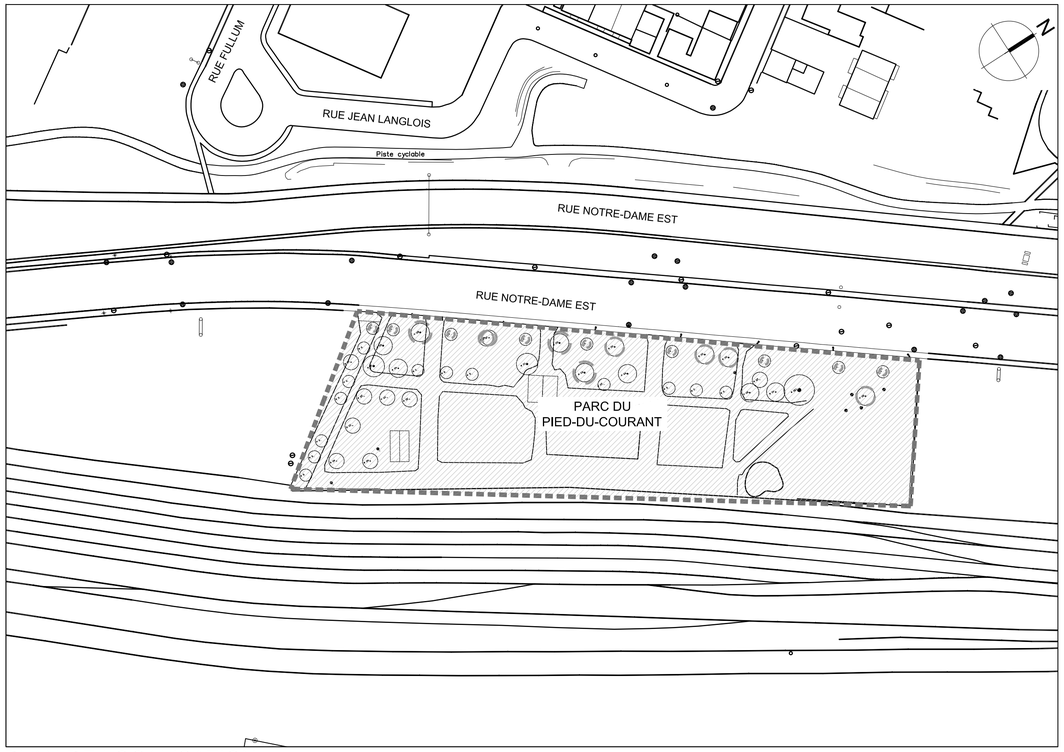
L'entrepreneur doit choisir un fournisseur accrédité par le laboratoire de la Ville de Montréal. Lorsqu'il effectue sa commande, l'entrepreneur doit mentionner au fabricant qu'il doit émettre des bons de livraison spécifiant "Ville de Montréal" ainsi que le numéro de la présente soumission.

1. Pavage en asphalte de type 1 sur fondation existante à niveler et compacter

   Tel qu'indiqué aux **plans**, l'entrepreneur doit mettre en place le bitume sur la fondation existante nivelée et compactée, et ce, conformément aux indications du **détail standard 2-513-101.**

PARC DU PIED-DU-COURANT
Installation d'une clôture ornementale

SOUMISSION No. VMP-18-013
INDEX No. 0383



PLAN DE LOCALISATION ÉCHELLE 1:1000

Ville-Marie
Montréal
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

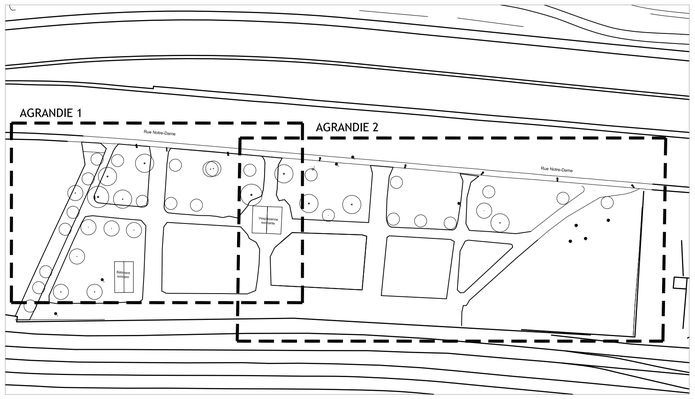
DESCRIPTION DES PLANS

1 CED - CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION
2 1001 - SURFACES ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

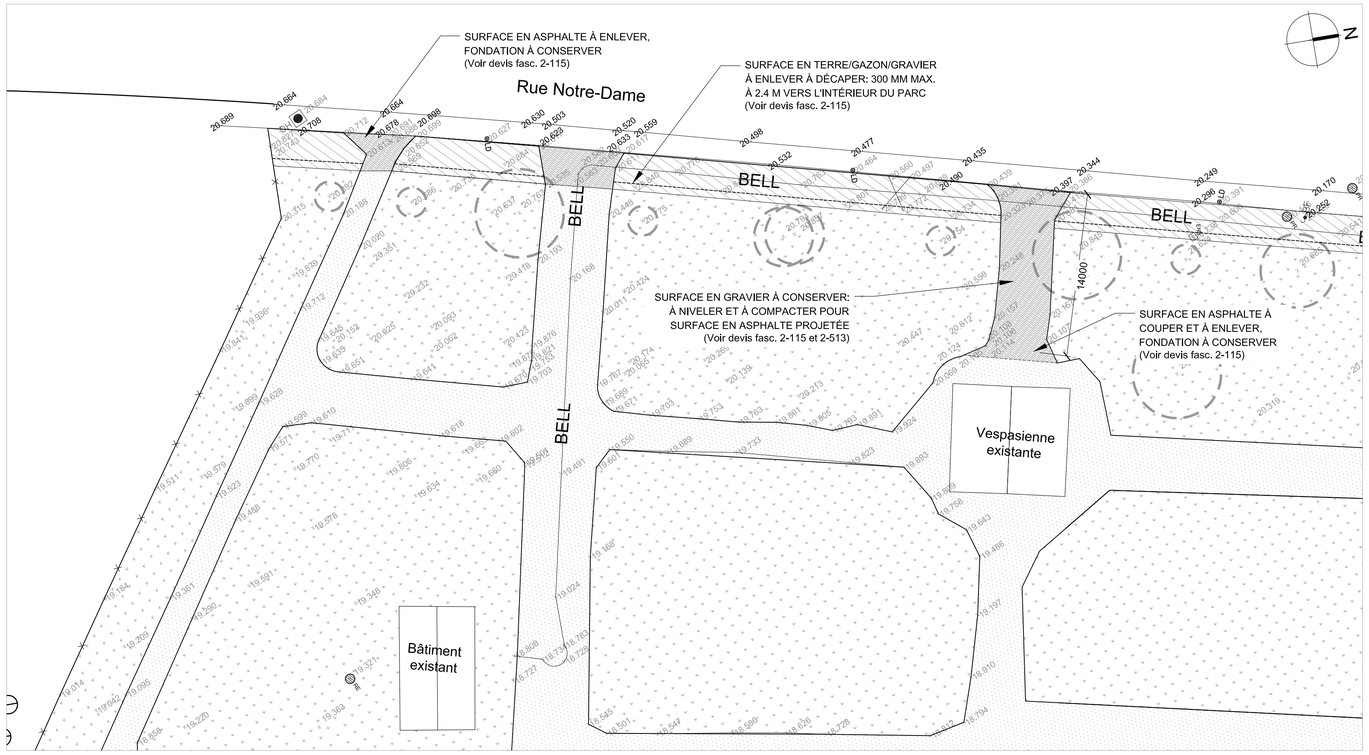
PARC DU PIED-DU-COURANT - ÉMIS POUR SOUMISSION : 10 mai 2018

NOTES:

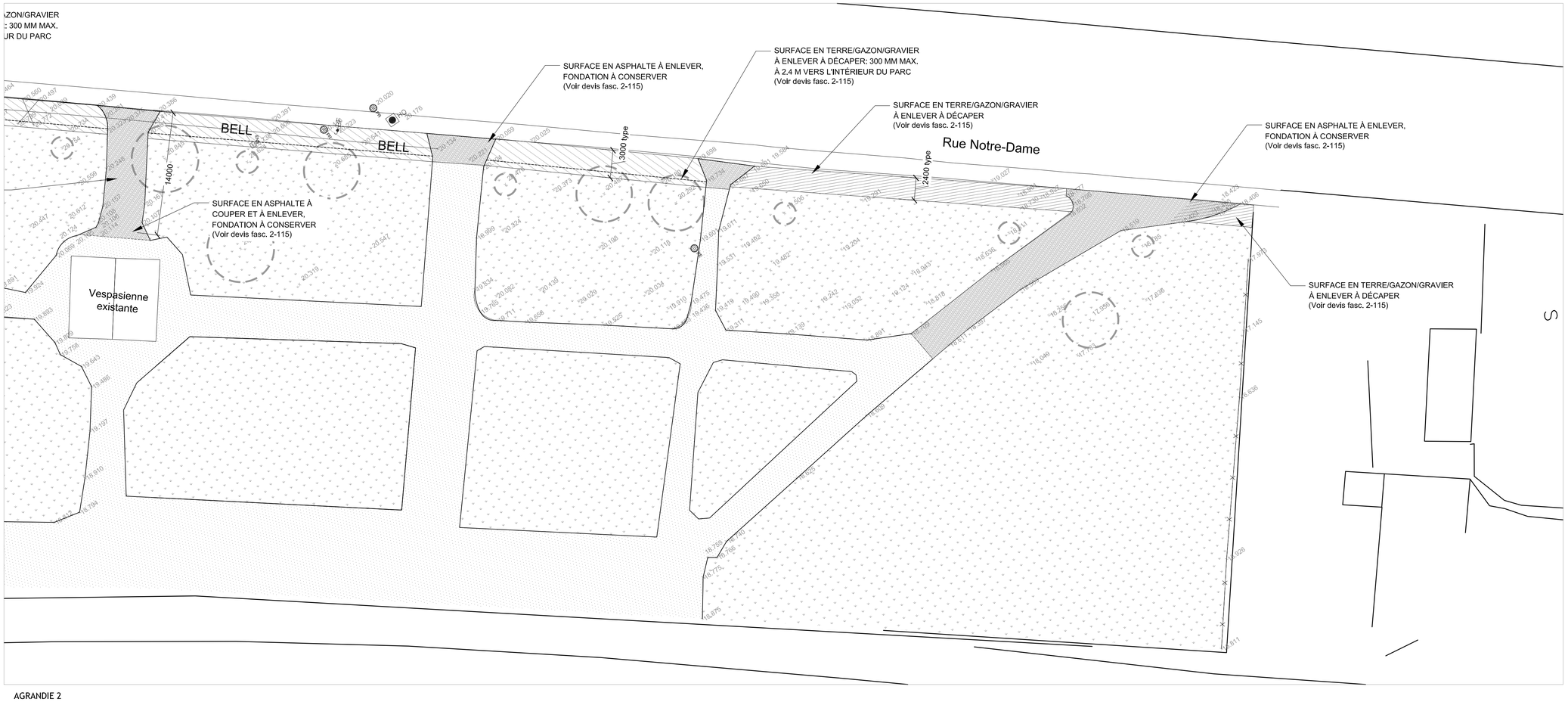
- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET IMCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- TOUS LES ÉLÉMENTS QUI SONT INDIQUÉS À DÉMOLIR OU ENLEVER, DOIVENT ÊTRE ENLEVÉS DE FAÇON COMPLÈTE ET ÉVACUÉS HORS-SITE CONFORMÉMENT AUX INDICATIONS DU FASICULE 2-115;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE RERÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE RÉFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT.



PLAN GLOBAL
ÉCHELLE : 1:1000



AGRANDIE 1
ÉCHELLE : 1:250



AGRANDIE 2
ÉCHELLE : 1:250

Fichier:

No de

LÉGENDE:

EXISTANT

- CONDUITS SOUTERRAINS (CESM)
- CONDUITS SOUTERRAINS (BELL)
- CONDUITS SOUTERRAINS (HYDRO-QUÉBEC)
- REGARD / PUISARD
- CLÔTURE À MAILLES DE CHAÎNES
- ARBRES EXISTANTS À CONSERVER
- LAMPADAIRE
- NIVEAU / ÉLÉVATION (X 20.213)
- CORBEILLES À CONCERVER (CP)
- LIMITE DES TRAVAUX
- SURFACE DE GAZON À CONSERVER
- SURFACE ASPHALTE À CONSERVER

PROJETÉ

- PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES ARBRES À CONSERVER (Voir devis fasc. 01-575)
- SURFACE DE GAZON EN PLAQUES À DÉCAPER (Voir devis fasc. 02-115)
- SURFACE, TROTTOIR DE BÉTON À ENLEVER (Voir devis fasc. 2-115)

No	Titre	Date	Par
	ÉMIS POUR SOUMISSION	2018-05-10	VL

Révisions

B.M.

Coordonnées: (NAD83)

Échelle: 1:200

Date: mai 2018

Dessin: A. Aubin et V. Lemay

Responsable du projet: Vincent Lemay

Approbation: José Pierre, Chef de division

Nom du projet:

Parc du Pied-du-Courant

Installation d'une clôture ornementale

No de contrat: VMP-18-013

Titre du plan:

Conditions existantes et démolition

Direction des travaux publics
Division des parcs
et de l'horticulture

Ville-Marie
Montréal

No du plan: CED

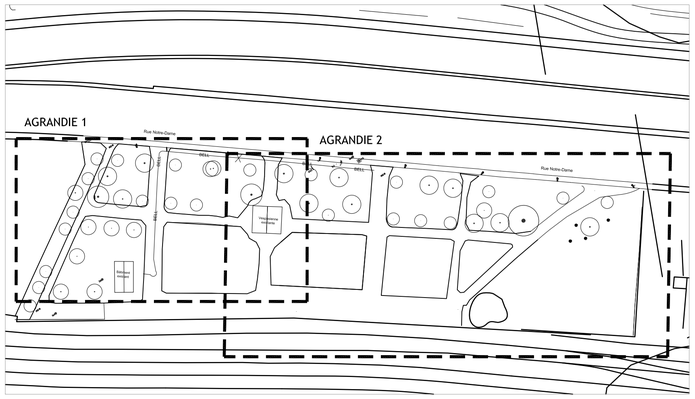
No de l'index: 0383

No 1/2

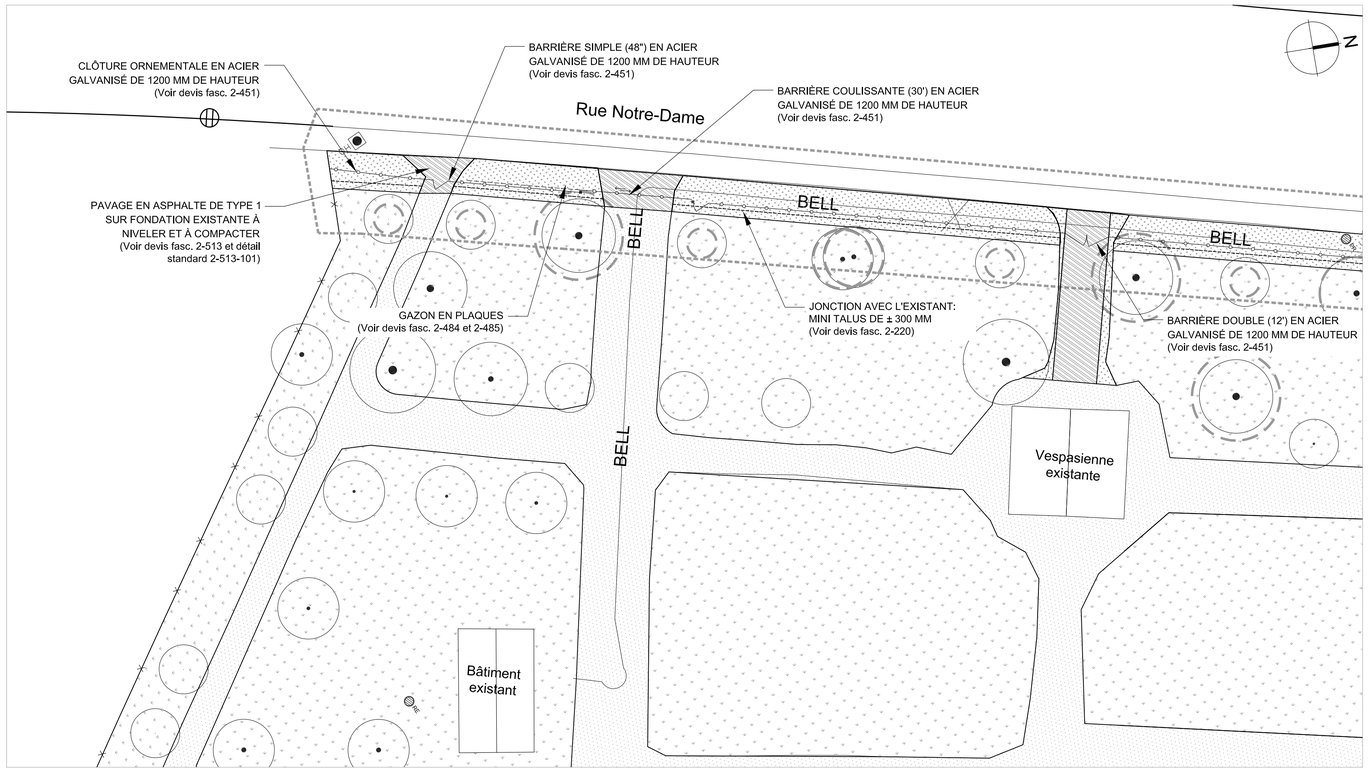
2201246

NOTES:

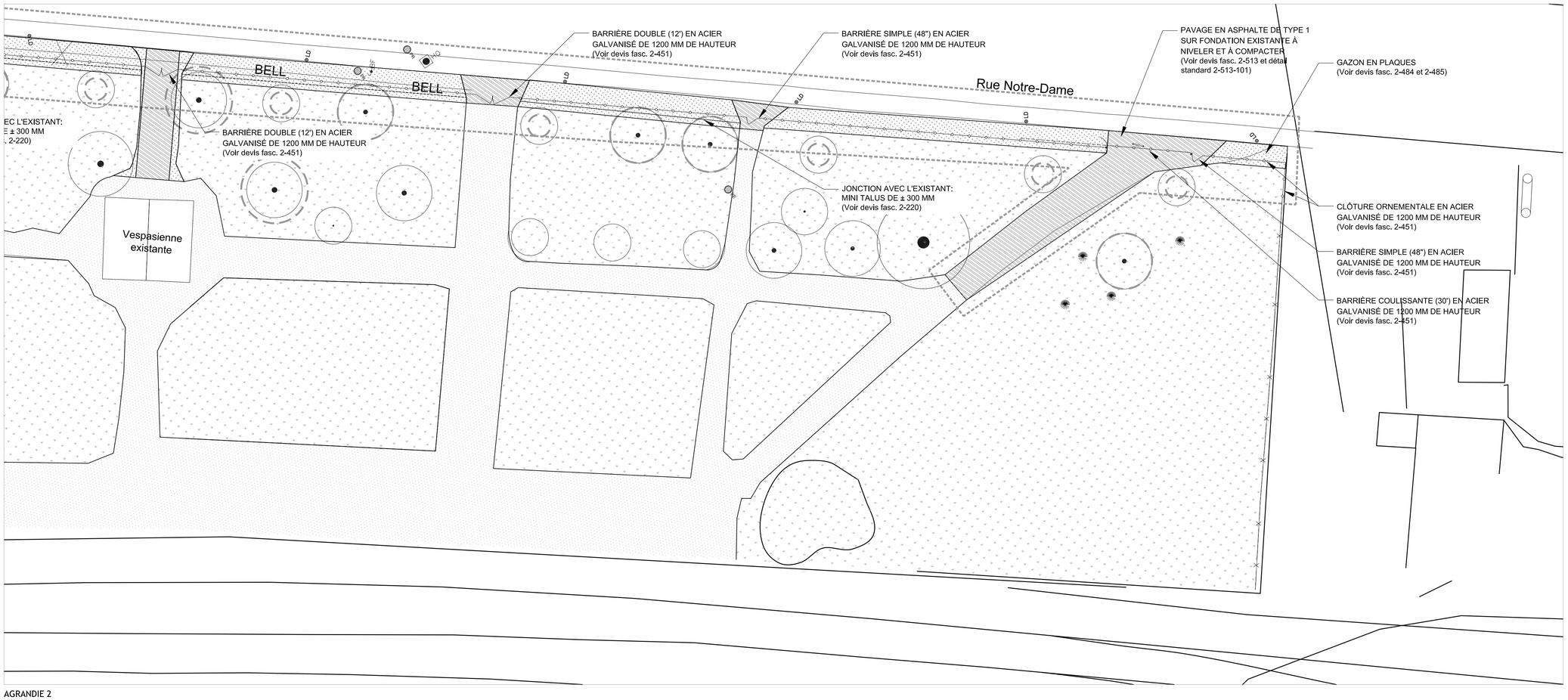
- L'ENTREPRENEUR DOIT VÉRIFIER TOUTES LES INFORMATIONS PROPOSÉES AUX PLANS ET LES COMPARER AVEC LES CONDITIONS ACTUELLES DU SITE. AVISER IMMÉDIATEMENT LE DIRECTEUR DE TOUTES DIFFÉRENCES ET INCOMPATIBILITÉS IDENTIFIÉS POUR QUE CELUI-CI FASSE LES CORRECTIONS NÉCESSAIRES;
- LA CIRCULATION DE VÉHICULES LOURDS SE FERA UNIQUEMENT À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DES TRAVAUX AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES RACINES NI DE COMPACTER LE SOL;
- LES UTILITÉS PUBLIQUES IDENTIFIÉES ET LES CONDUITS ÉLECTRIQUES SUR LES PLANS SONT DONNÉES À TITRE D'INFORMATION. L'ENTREPRENEUR DOIT EFFECTUER LES DÉMARCHES REQUISES AFIN DE LES LOCALISER. EN CAS DE BRIS, IL EST ENTIÈREMENT RESPONSABLE DES DOMMAGES CAUSÉS AUX UTILITÉS PUBLIQUES ET DOIT DÉBOURSER LES MONTANTS NÉCESSAIRES À LA REMISE EN ÉTAT DE CELLES-CI;
- AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE APPROUVER L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES PAR LE DIRECTEUR. LE DIRECTEUR PEUT OPÉRER DES CHANGEMENTS AUX PLANS AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX S'IL LE JUGE NÉCESSAIRE;
- L'IMPLANTATION DE TOUS LES OUVRAGES DOIT ÊTRE FAIT À L'AIDE D'UNE STATION TOTALE. AU DÉBUT DES TRAVAUX, LE SURVEILLANT FOURNIT À L'ENTREPRENEUR LE FICHIER *AUTOCAD* CONTENANT LES DONNÉES EN COORDONNÉES GÉODÉSIQUES POUR L'IMPLANTATION DES TRAVAUX.
- LA CLÔTURE DESSINÉE SUR LES PLANS N'EST QU'UNE REPRÉSENTATION GRAPHIQUE, CETTE REPRÉSENTATION NE RÉFLÈTE PAS LA RÉALITÉ. L'EMPLACEMENT DES POTEAUX SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT;
- POUR LES NIVEAUX EXISTANTS SE RÉFÉRER AU PLAN CED.



PLAN GLOBAL
ÉCHELLE : 1:1000



AGRANDIE 1
ÉCHELLE : 1:250



AGRANDIE 2
ÉCHELLE : 1:250

Fichier:

No de

LÉGENDE:

EXISTANT

- CONDUITS SOUTERRAINS (CESM)
- CONDUITS SOUTERRAINS (BELL)
- CONDUITS SOUTERRAINS (HYDRO-QUÉBEC)
- REGARD / PUISARD
- CLÔTURE À MAILLES DE CHAÎNES
- ARBRES EXISTANTS À CONSERVER
- LAMPADAIRE
- NIVEAU / ÉLÉVATION
- CORBEILLES À CONCERVER
- LIMITE DES TRAVAUX
- SURFACE DE GAZON À CONSERVER
- SURFACE ASPHALTE À CONSERVER

PROJETÉ

- CLÔTURE ORNEMENTALE ET BARRIÈRES EN ACIER GALVANISÉ DE 1200 MM DE HAUTEUR (Voir devis fasc. 2-451)
- PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES ARBRES À CONSERVER (Voir devis fasc. 32 93 55)
- SURFACE DE GAZON EN PLAQUES (Voir devis fasc. 02-484 et 2-485)
- SURFACE EN ASPHALTE (Voir devis fasc. 2-513 et détail standard 2-513-101)

	ÉMIS POUR SOUMISSION	2018-05-10	VL

No	Titre	Date	Par
	Révisions		

B.M.

Coordonnées: (NAD83)

Échelle: 1:200

Date: mai 2018

Dessin: A. Aubin et V. Lemay

Responsable du projet: Vincent Lemay

Approbation: José Pierre — Chef de division

Nom du projet:

PARC DU PIED-DU-COURANT

Installation d'une clôture ornementale

No de contrat: VMP-18-013

Titre du plan:

SURFACES ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

Direction des travaux publics
Division des parcs
et de l'horticulture

Ville-Marie
Montréal

No du plan: 1001

No de l'index: 0383

No 2/2

221246

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
Division des parcs et de l'horticulture

Appel d'offres public
n^{o} VMP-18-013

ADDENDA # 1

Appel d'offres VMP-18-013

Parc du Pied-du-Courant
Installation d'une clôture ornementale

Le présent addenda fait partie des documents contractuels.

Bordereau de soumission – Section C du cahier de charges

Un item du bordereau de soumission a été modifié à la section 2-120.

Bordereau de soumission – Section C (fichier électronique)

Un item du bordereau de soumission a été modifié à la section 2-120.

Veuillez remplacer les bordereaux par ceux-ci-joints.

25 mai 2018

Section C - Bordereau de soumission

Ville-Marie Montréal

Projet : **Parc du Pied-du-Courant**
Installation d'une clôture ornementale

Soumission : **VMP-18-013**

Bordereau à prix forfaitaire

Fasc.	Description	Quantité	Unité	x	Prix	.=	Montant
CCAS	**Cahier des clauses administratives spéciales**						
	Frais généraux	1	global	x	$	=	$
	Assurances et cautionnement	1	global	x	$	=	$
	Implantation à la station totale	1	global	x	$	=	$
	Total du CCAS						$
33-93-55	**Protection des végétaux**						
	Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire	1	global	x	$	=	$
	Total du 33-93-55						$
2-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Surface en terre/gazon à décaper	1	global	x	$	=	$
	Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-115						$
2-120	**Réhabilitation environnementale**						
	Ségrégation, mise en pile temporaire des matériaux,chargement et transport des matériaux excavés vers les sites d'élimination (gestion partielle des matériaux excavés)						
	Sols A-B	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols B-C	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC organique	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC inorganique	100	t.m.	x	$	=	$
	Matières résiduelles	100	t.m.	x	$	=	$
	Ségrégation, mise en pile temporaires des matériaux, chargement, transport et élimination des matériaux (Gestion complète des matériaux excavés)						
	Sols > RESC	100	t.m.	x	$	=	$
	Débris de construction ou de démolition	100	t.m.	x	$	=	$
Addenda 1	Allocation additionnelle pour la gestion des sols contaminés	1	allocation	x	**5 000 $**		$
	Total du 2-120						$
2-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Le terrassement et la mise en forme générale	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-220						$
2-451	**Clôture en métal (transport et installation incluant sonotubes)**						
	Clôture préfabriquée en métal modèle Iron Eagle Silver III, galvalume Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière simple de 48" Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière double de 12' Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$

Section C - Bordereau de soumission

Ville-Marie Montréal

Projet : **Parc du Pied-du-Courant**
Installation d'une clôture ornementale

Soumission : **VMP-18-013**

Bordereau à prix forfaitaire

Fasc.	Description	Quantité	Unité	x	Prix	.=	Montant
CCAS	**Cahier des clauses administratives spéciales**						
	Frais généraux	1	global	x	$	=	$
	Assurances et cautionnement	1	global	x	$	=	$
	Implantation à la station totale	1	global	x	$	=	$
	Total du CCAS						$
33-93-55	**Protection des végétaux**						
	Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire	1	global	x	$	=	$
	Total du 33-93-55						$
2-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Surface en terre/gazon à décaper	1	global	x	$	=	$
	Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-115						$
2-120	**Réhabilitation environnementale**						
	Ségrégation, mise en pile temporaire des matériaux,chargement et transport des matériaux excavés vers les sites d'élimination (gestion partielle des matériaux excavés)						
	Sols A-B	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols B-C	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC organique	100	t.m.	x	$	=	$
	Sols C-RESC inorganique	100	t.m.	x	$	=	$
	Matières résiduelles	100	t.m.	x	$	=	$
	Ségrégation, mise en pile temporaires des matériaux, chargement, transport et élimination des matériaux (Gestion complète des matériaux excavés)						
	Sols > RESC	100	t.m.	x	$	=	$
	Débris de construction ou de démolition	100	t.m.	x	$	=	$
Addenda 1	Allocation additionnelle pour la gestion des sols contaminés	1	allocation	x	**5 000 $**		$
	Total du 2-120						$
2-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Le terrassement et la mise en forme générale	1	global	x	$	=	$
	Total du 2-220						$
2-451	**Clôture en métal (transport et installation incluant sonotubes)**						
	Clôture préfabriquée en métal modèle Iron Eagle Silver III, galvalume Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière simple de 48" Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$
	Barrière double de 12' Hauteur: 1220 mm	1	global		$	=	$

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

: VMP-18-013
: 1163917
: En attente des résultats d'ouverture
: Installation d'une clôture ornementale, Parc du Pied-du-Courant pour l'arrondissement de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Clôture Spec II Inc 65 rue de Montgolfier Boucherville, QC, J4B 8C4 http://www.spec2.ca	Monsieur Daniel Miousse Téléphone : 450 449-7732 Télécopieur : 450 449-5626	**Commande : (1444058)** 2018-05-15 14 h 18 **Transmission :** 2018-05-15 14 h 18	2946738 - Addenda 1 (devis) 2018-05-25 14 h 10 - Courriel 2946739 - Addenda 1 (bordereau) 2018-05-25 14 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Gestion S.Forget inc 104, de la Pointe-Langlois, suite B Laval, QC, H7L3M5	Monsieur Stéphane Forget Téléphone : 450 736-0510 Télécopieur : 579 641-1474	**Commande : (1443122)** 2018-05-14 11 h 04 **Transmission :** 2018-05-14 11 h 43	2946738 - Addenda 1 (devis) 2018-05-25 14 h 10 - Courriel 2946739 - Addenda 1 (bordereau) 2018-05-25 14 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
INTER-PROJET (9099 3593 Québec Inc.) 3530, rue de l'Énergie Jonquière, QC, G7X 9H3 http://www.interprojet.ca	Monsieur MARC GAGNÉ Téléphone : 418 542-8280 Télécopieur : 418 695-2839	**Commande : (1442724)** 2018-05-12 5 h 22 **Transmission :** 2018-05-12 5 h 22	2946738 - Addenda 1 (devis) 2018-05-25 14 h 10 - Courriel 2946739 - Addenda 1 (bordereau) 2018-05-25 14 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1441951)** 2018-05-10 14 h 26 **Transmission :** 2018-05-10 16 h 23	2946738 - Addenda 1 (devis) 2018-05-25 14 h 11 - Télécopie 2946739 - Addenda 1 (bordereau) 2018-05-25 14 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Salvex Inc.. 2450 Montée St-François Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur Joe D. Salvo Téléphone : 450 664-4335 Télécopieur : 450 664-1132	**Commande : (1444442)** 2018-05-16 9 h 53 **Transmission :** 2018-05-16 11 h 18	2946738 - Addenda 1 (devis) 2018-05-25 14 h 10 - Télécopie 2946739 - Addenda 1 (bordereau) 2018-05-25 14 h 10 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-013

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement de Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
10	5	2017	28	5	2018	

Parc du Pied-du-Courant - Installation d'une clôture ornementale

Description et sommaire de soumission	Montant
Installation d'un clôture ornementale et de barrières en acier galvanisé. Réparation de surfaces gazonnées et en asphalte.	
Montant total avant taxes :	247,500.00 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	12,375.00 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	24,688.13 $
Montant total :	**284,563.13 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 114 336 8356

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): **SALVEX INC.**

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2450 Montée Saint-François, Laval, Qc, H7E 4P2

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : (450) 664-4335		
JOE D. SALVO, VICE-PRÉSIDENT	Télécopieur : (450) 664-1132		
	Courriel :		
Signature: Joe D. Salvo	Jour: 28	Mois: 5	Année: 2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux

N° : VMP-18-013

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Parc du Pied-du-Courant - Installation d'une clôture ornementale

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9.975%	Total

N°. d'inscription de la TPS: 123507345 RT0001

N°. d'inscription de la TVQ: 1009492697 TQ0001

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
247,500.00 $	12,375.00 $	24,688.13 $	284,563.13 $

Identification du soumissionnaire:

Joe D. Salvo
Nom en caractères d'im primerie

(450) 664-4335
Téléphone

(450) 664-1132
Télécopieur

Vice-président
Titre

info@salvex.ca
Adresse courriel

Joe D. Salvo 28 mai 2018
Signature et date

Section C - Bordereau de soumission

Ville-Marie
Montréal

Projet :	**Parc du Pied-du-Courant** **Installation d'une clôture ornementale**
Soumission :	**VMP-18-013**

Bordereau à prix forfaitaire

Fasc.	Description	Quantité	Unité	x	Prix	=	Montant
CCAS	**Cahier des clauses administratives spéciales**						
	Frais généraux	1	global	x	14,000.00 $	=	14,000.00 $
	Assurances et cautionnement	1	global	x	3,000.00 $	=	3,000.00 $
	Implantation à la station totale	1	global	x	3,000.00 $	=	3,000.00 $
	Total du CCAS						20,000.00 $
33-93-55	**Protection des végétaux**						
	Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire	1	global	x	5,000.00 $	=	5,000.00 $
	Total du 33-93-55						5,000.00 $
2-115	**Démolition, enlèvement et récupération**						
	Surface en terre/gazon à décaper	1	global	x	5,000.00 $	=	5,000.00 $
	Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation	1	global	x	5,000.00 $	=	5,000.00 $
	Total du 2-115						10,000.00 $
2-120	**Réhabilitation environnementale**						
	Ségrégation, mise en pile temporaire des matériaux,chargement et transport des matériaux excavés vers les sites d'élimination (gestion partielle des matériaux excavés)						
	Sols A-B	100	t.m.	x	65.00 $	=	6,500.00 $
	Sols B-C	100	t.m.	x	65.00 $	=	6,500.00 $
	Sols C-RESC organique	100	t.m.	x	70.00 $	=	7,000.00 $
	Sols C-RESC inorganique	100	t.m.	x	80.00 $	=	8,000.00 $
	Matières résiduelles	100	t.m.	x	65.00 $	=	6,500.00 $
	Ségrégation, mise en pile temporaires des matériaux, chargement, transport et élimination des matériaux (Gestion complète des matériaux excavés)						
	Sols > RESC	100	t.m.	x	175.00 $	=	17500
	Débris de construction ou de démolition	100	t.m.	x	175.00 $	=	17500
Addenda 1	Allocation additionnelle pour la gestion des sols contaminés	1	allocation	x	5,000.00 $		5,000.00 $
	Total du 2-120						74,500.00 $
2-220	**Terrassement, excavation et remblayage**						
	Le terrassement et la mise en forme générale	1	global	x	15,000.00 $	=	15,000.00 $
	Total du 2-220						15,000.00 $
2-451	**Clôture en métal (transport et installation incluant sonotubes)**						
	Clôture préfabriquée en métal modèle Iron Eagle Silver III, galvalume Hauteur: 1220 mm	1	global		64,000.00 $	=	64,000.00 $
	Barrière simple de 48" Hauteur: 1220 mm	1	global		3,000.00 $	=	3,000.00 $
	Barrière double de 12' Hauteur: 1220 mm	1	global		3,500.00 $	=	3,500.00 $

	Barrière coulissante de 30' Hauteur: 1220 mm	1	global		10,000.00 $	=	10,000.00 $
	Total du 2-451						80,500.00 $
2-484	**Apport de terre de culture**						
	Fourniture et installation de terre de culture mélange no. 1 pour gazon en plaques (135 mm épais. Min.)	1	global	x	5,000.00 $	=	5,000.00 $
	Total du 2-484						5,000.00 $
2-485	**Gazonnement**						
	Gazon en plaques	1	global	x	5,000.00 $	=	5,000.00 $
	Total du 2-485						5,000.00 $
2-513	**Pavage en asphalte**						
	Pavage en asphalte de type 1 pour réparation de sentier sur fondation existante à niveler	1	global	x	10,000.00 $	=	10,000.00 $
	Total du 2-511						10,000.00 $

AUTRES TRAVAUX conformément à l'article 1.2.1.4 des clauses administratives normalisées

	0.00 $
	0.00 $
Total AUTRES TRAVAUX	0.00 $

Note: Les quantités indiqués au bordereau sont à titre indicatif. Seules les quantités réelles seront payées à l'entrepreneur pour ces items.

PRIX UNITAIRE TOTAL: (Montant à reporter à la page 1 en lettres et en chiffres)	**225,000.00 $**
Contingences (10% du prix unitaire total)	**22,500.00 $**
FORMANT UN SOUS-TOTAL APPROXIMATIF DE	**247,500.00 $**
T.P.S. 5%	**12,375.00 $**
T.V.Q. 9,975%	**24,688.13 $**
TOTAL APPROXIMATIF DU CONTRAT (TTC)	**284,563.13 $**

RÉSOLUTION DE COMPAGNIE

EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL d'une assemblée du conseil d'administration de

SALVEX INC.

tenue au bureau de la compagnie, à son siège social sis au 2450, Montée Saint-François à Laval le 2 avril 2018

IL EST PROPOSÉ, SECONDÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ QUE:

M. Joe D. Salvo, vice-président
et
Mme Maria Salvo, secrétaire

soient et sont par la présente résolution, chacun autorisé à faire et à signer séparément pour et au nom de la compagnie, toutes soumissions au maître de l'ouvrage, ainsi qu'à signer tous contrats en conséquence requis par le maître de l'ouvrage, ainsi qu'à signer toutes modifications ou extensions, tous changements ou autres documents qui pourraient être nécessaires.

ADOPTÉ

Extrait véritable et certifié,
ce 2 avril 2018

Secrétaire

ATTESTATION

Je, soussigné, atteste que MARIA SALVO qui a certifié cet extrait est bien le secrétaire de la compagnie et que la résolution ci-dessus a été légalement adoptée à cette assemblée régulièrement tenue au bureau de direction de la compagnie.

Président

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

7610058-18-026	VMP-18-013
(numéro de cautionnement)	*(numéro d'appel d'offres Ville)*
24 MAI 2018	**1163917**
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

2020, BOULEVARD ROBERT-BOURASSA, BUREAU 100, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3A 2A5,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

CHANTAL AGAGNIER, MANDATAIRE, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 28 mai 2018, par
(date)

SALVEX INC.,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1143368356, ayant un établissement au
(# NEQ)

2450, MONTÉE ST-FRANÇOIS, LAVAL (QUÉBEC) H7E 4P2,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Joe D. Salvo, Vice-président, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

APPEL D'OFFRES VMP-18-013 - PARC DU PIED-DU-COURANT - INSTALLATION D'UNE CLÔTURE ORNEMENTALE, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la **Ville**, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

La **Caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les **90** jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences ; et
- Un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Le **Soumissionnaire** intervient au présent cautionnement pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à **LAVAL**,
(ville)

le **24 MAI 2018**,
(date)

SALVEX INC.

Joe D. Salvo, Vice-président , _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**) (Signature)

Anna Rizzuto , _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**) (Signature)

INTACT COMPAGNIE D'ASSURANCE

CHANTAL AGAGNIER, MANDATAIRE , _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**) (Signature)

DAPHNÉ PAPINEAU , _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**) (Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Montréal

ANNEXE H

Date : 24 mai 2018

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

ASSUREUR:	Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances		
Adresse postale :	2000, Avenue McGill Collège, bureau 800, Montréal Qc H3A 3H3		
Téléphone :	514-847-8000	Courriel :	

COURTIER:	MP2B inc.		
Adresse postale :	1600, boulevard St-Martin est, bureau 110, Laval Qc H7G 4R8		
Téléphone :	450-668-5555	Courriel :	

ASSURÉ:	Salvex inc.		
Adresse postale :	2450, Montée St-François, Laval Qc H7E 4P2		
Téléphone :	450-664-4335	Courriel :	

Numéro d'appel d'offres : VMP-17-018
Titre de l'appel d'offres : Parc du Pied-du-Courant - Installation d'une clôture ornementale

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous MP2B inc. (nom du courtier),
sommes en mesure de fournir à notre client, Salvex inc. (nom de l'entrepreneur),
toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances, du cahier des clauses administratives générales, et les spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serions en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100	2 000 000$ Tous dommages confondus
Dommage corporel et matériel sur base d'événement	2 Millions $ / sinistre
Montant global risque produits après travaux (PAT)	2 Millions $ / période d'assurance
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 Millions $ / sinistre
Montant global général (autre que le risque PAT)	6 Millions $ / période d'assurances
Umbrella	8 Millions $ / période d'assurance

Montréal

Assurance chantier tous risques

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier tous risques, formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe **J**, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour une période de | 90 | jours calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir l'expression de nos cordiales salutations.

Par : Sophie-Jade Laurin

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

Sophie-Jade Laurin

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

SALVEX INC.
2450, MONTEE SAINT-FRANCOIS
LAVAL (QUEBEC) H7E 4P2

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143368356

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 907160-FTKK-0458238
Date et heure de délivrance de l'attestation : 27 février 2018 à 13 h 23 min 33 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 mai 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

Régie du bâtiment Québec

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 2749-3055-96 — **Numéro de validation : 953650**

ÉMISE LE : 1990-05-23
DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 29 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Salvex Inc.
2450 Montée St-François
Laval QC
Canada H7E 4P2

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Carmela Melina Rizzuto

Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.5, Gestion de projets et de chantiers 1.6, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité 1.5, Gestion de la sécurité 1.6, Gestion de la sécurité 1.4

Domenico Salvo

Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

- 1.2 Petits bâtiments
- 1.3 Bâtiments de tout genre
- 1.4 Routes et canalisation
- 1.5 Structures d'ouvrages de génie civil
- 1.6 Ouvrages de génie civil immergés

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

- 2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
- 2.4 Systèmes d'assainissement autonome
- 10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
- 15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

- 2.5 Excavation et terrassement
- 2.7 Travaux d'emplacement
- 3.2 Petits ouvrages de béton
- 4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 2749-3055-96 — **Numéro de validation : 953650**

ÉMISE LE : 1990-05-23

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 29 mai

TITULAIRE DE LA LICENCE

Salvex Inc.
2450 Montée St-François
Laval QC
Canada H7E 4P2

MESSAGE (Suite)

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la RBQ au 1 800 361-0761 ou 514 873-0976.

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR (Suite)

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

6.2 Travaux de bois et plastique
9 Travaux de finition
11.2 Équipements et produits spéciaux
13.5 Installations spéciales ou préfabriquées

17 sous-catégorie(s) autorisée(s).

RÉPONDANTS (Suite)

Giuseppe Salvo

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers, Gestion de la sécurité, Gestion de la sécurité 1.4

Maria Salvo

Administration

4 répondant(s) autorisé(s).

Régie du bâtiment du Québec

Président — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Installation d'une clôture ornementale

Parc du Pied-du-Courant

VMP-18-013

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 28 mai 2018, à 11 heures, au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 10 mai 2018 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, en présence de madame Sandy Pinna, analyste de dossiers, de monsieur Vincent Lemay, architecte paysagiste.

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Les entreprises Ventec inc.	272 548, 24 $
Salvex inc.	284 563, 13 $
Gestion S Forget inc.	329 207, 92 $

B.A.M.
VILLE-MARIE
2018 MAI 28 A 11: 01

2018-05-28
Josée Kenny date
Analyste de dossiers

2018-05-28
Sandy Pinna date
Analyste de dossiers

2018/05/28
Vincent Lemay date
Architecte paysagiste

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186143001

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Salvex inc.	120099

Financement : PTI

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		301 763,13 $						**301 763,13 $**

☑ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	26	juin	2018	Date de fin :	25	juillet	2018

Formulaire complété par : Vincent Lemay
Prénom, nom

Date et heure système : 30 mai 2018 13:46:29

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-18-013**
Titre d'AO :	**Installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant**
Date d'ouverture :	**18-avr**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	oui
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	272 548, 24
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	oui
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	284 563, 13
Dernière estimation :	275 927,62 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-1,23%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	4,41%
Nombre de soumissions déposées :	3

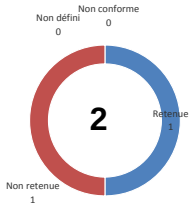
Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les entreprises Ventec inc.	272 548,24 $	Conforme	NON RETENU	L'entreprise est sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal
2	SALVEX INC.	284 563, 13 $	Conforme	CONFORME	
3	Gestion S Forget Inc	329 207, 92 $	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Sbai Yassine	2018-05-29
Vérifiée par :	**Vincent Lemay**	2018-05-30



Plus bas soumissionnaire :

118975 - SALVEX INC.

225 000,00 $

Deuxième plus bas soumisionnaire :

GESTION S FORGET - GESTION S FORGET

260 300,00 $ **14%**

Réf. :	VMP-18-013 / Salvex	VMP-18-013 / Gestion S Forget
Date :	2018-05-28	2018-05-28
Fournisseur :	118975 - SALVEX INC.	GESTION S FORGET - GESTION S FORGET
Statut :	Retenue	Non retenue
Montant :	225 000,00 $	260 300,00 $

	DERNIER BUDGET APPROUVÉ			Moyenne des soumissions
C - Travaux de construction	**249 454,70 $**	**225 000,00 $**		**15 000,00 $**
01-CCAS Cahier des clauses administratives spéciales	31 700,00 $	20 000,00 $	24 150,00 $	22 075,00 $
1-CCAS.010 Frais généraux (global)	23 200,00 $	14 000,00 $	17 025,00 $	15 512,50 $
1-CCAS.020 Assurances et cautionnement (global)	6 000,00 $	3 000,00 $	4 000,00 $	3 500,00 $
1-CCAS.030 Implantation à la station totale (global)	2 500,00 $	3 000,00 $	3 125,00 $	3 062,50 $
02-115 - Démolition, enlèvement et récupération	11 960,00 $	10 000,00 $	51 168,00 $	30 584,00 $
02-115-010 - Surface en asphalte à enlever, incluant la fondation [m.ca.]	2 160,00 $	5 000,00 $	29 322,00 $	17 161,00 $
02-115-020 - Surface en terre/gazon à décaper [m.ca.]	9 800,00 $	5 000,00 $	21 846,00 $	13 423,00 $
02-120 - Réhabilitation environnmentale	41 500,00 $	74 500,00 $	27 200,00 $	50 850,00 $
02-120-010 - Ségrégation, mise en pile temporaire des matériaux,chargement et transp	20 500,00 $	34 500,00 $	7 000,00 $	20 750,00 $
02-120-010-01 - Sols A-B [t.m.]	4 000,00 $	6 500,00 $	1 000,00 $	3 750,00 $
02-120-010-02 - Sols B-C [t.m.]	4 000,00 $	6 500,00 $	1 000,00 $	3 750,00 $
02-120-010-03 - Sols C-RESC organique [t.m.]	4 000,00 $	7 000,00 $	1 500,00 $	4 250,00 $
02-120-010-04 - Sols C-RESC inorganique [t.m.]	4 500,00 $	8 000,00 $	1 500,00 $	4 750,00 $
02-120-010-05 - Matières résiduelles [t.m.]	4 000,00 $	6 500,00 $	2 000,00 $	4 250,00 $
02-120-020 - Ségrégation, mise en pile temporaires des matériaux, chargement, transp	21 000,00 $	40 000,00 $	20 200,00 $	30 100,00 $
02-120-020-01 - Sols > RESC	13 000,00 $	17 500,00 $	2 500,00 $	10 000,00 $
02-120-020-02 - Débris de construction ou de démolition	3 000,00 $	17 500,00 $	12 700,00 $	15 100,00 $
02-120-020-03 - Allocation additionnelle pour la gestion des sols contaminés [allocati	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $	5 000,00 $
02-220 - Terrassement, excavation et remblayage	2 031,00 $	15 000,00 $	41 200,00 $	28 100,00 $
02-220-010 - Le terrassement et la mise en forme générale [m.ca.]	2 031,00 $	15 000,00 $	41 200,00 $	28 100,00 $
02-451 - Ouvrage de type ornemental	82 760,00 $	80 500,00 $	61 100,00 $	70 800,00 $
02-451-010 - Clôture préfabriquée en métal modèle Iron Eagle Silver III, galvalume Hau	34 760,00 $	64 000,00 $	46 900,00 $	55 450,00 $
02-451-020 - Barrière simple de 48"" Hauteur: 1220 mm" [unités]	6 000,00 $	3 000,00 $	2 200,00 $	2 600,00 $
02-451-030 - Barrière double de 12' Hauteur: 1220 mm" [unités]	6 000,00 $	3 500,00 $	3 000,00 $	3 250,00 $
02-451-040 - Barrière coulissante de 30' Hauteur: 1220 mm" [unités]	36 000,00 $	10 000,00 $	9 000,00 $	9 500,00 $
02-484 - Apport de terre de culture	15 120,00 $	5 000,00 $	5 780,00 $	5 390,00 $
02-484-010 - Fourniture et installation de terre de culture mélange no. 1 pour gazon en	15 120,00 $	5 000,00 $	5 780,00 $	5 390,00 $
02-485 - Gazonnement	3 456,00 $	5 000,00 $	7 500,00 $	6 250,00 $
02-485-010 - Gazon en plaques [m.ca.]	3 456,00 $	5 000,00 $	7 500,00 $	6 250,00 $
02-513 - Pavages en asphalte	36 750,00 $	10 000,00 $	20 315,00 $	15 157,50 $
02-513-010 - Pavage en asphalte de type 1 pour réparation de sentier sur fondation exi	36 750,00 $	10 000,00 $	20 315,00 $	15 157,50 $
33-93-55 - Protection des végétaux	1 500,00 $	5 000,00 $	21 887,00 $	13 443,50 $
33-93-55-010 Ouvrage de protection des troncs et du système racinaire [global]	1 500,00 $	5 000,00 $	21 887,00 $	13 443,50 $

	Coût total	**225 000,00 $**	**260 300,00 $**
5,00%	Taxes T.P.S.	11 250,00 $	13 015,00 $
9,975%	Taxes T.V.Q.	22 443,75 $	25 964,93 $
	Sous-total	**258 693,75 $**	**299 279,93 $**
	Contigences (incluant les taxes) 10%	25 869,38 $	29 927,99 $
	Grand total	**284 563,13 $**	**329 207,92 $**

ANALYSE DES SOUMISSIONS AVANT TAXES	
Nombre de soumissionaires	**2**
Montant de la plus basse soumission	**225 000,00 $**
Montant de la plus haute soumission	**260 300,00 $**
Dernièr budget approuvé	**266 654,70 $**
Coût moyen des soumissions conformes reçues	242 650,00 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	7%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	35 300,00 $

Écart entre la plus basse conforme et le budget (%):	16%
Écart entre la plus basse conforme et le budget ($):	-41 654,70 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%):	14%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($):	35 300,00 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186143001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation:

  "D'autoriser une dépense maximale de 301 763,13 $ pour l'installation d'une clôture ornementale au parc du Pied-du-Courant (appel d'offres publique VMP-18-013 – 3 soumissionnaires);

  D'accorder à cette fin, le contrat à Salvex inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 284 563,13 $, taxes incluses, conformément aux plans et au cahier des charges."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Imputation

Projet: 34220

Sous-projet: 1834220200 Parc du Pied-du-Courant- Aménagement

2018	2019	2020	Total
276,0			276,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
301 763,13 $	275 549,96 $	284 563,13 $	259 844,07 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:
  l'engagement de gestion numéro VM86143001 au montant de 275 549,96 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 275 549,96 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet:	Sous-projet:	Dépenses (taxes incluses):	Crédits (Net ristourne):
34220	1834220200	301 763,13 $	275 549,96 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3818280	801550	07165	57201	000000	0000	173830	000000	15010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Nathalie Hébert

Conseillère en gestion des ressources financières

514 868-4567

Date: **2018-05-30**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186673009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG) dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018, volet II, et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

D'approuver la convention avec la Société pour Pomouvoir les Arts Giganstesques (SPAG) dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contributions totalisant 15 000 $

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-31 16:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186673009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG) dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018, volet II, et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) a initié, depuis 2009, la réalisation d'une série de neuf murales en mosaïque qui longent la rue Ontario, dans le district de Sainte-Marie. Ces oeuvres rendent hommage à des personnalités qui ont marqué le visage culturel de Montréal et s'inscrivent dans une stratégie de prévention de graffitis, de revitalisation et d'embellissement urbains. Le présent projet s'inscrit en continuité avec cette démarche.
L'arrondissement de Ville-Marie a mis en place en 2003 un programme de soutien financier pour soutenir les initiatives, les projets et les événements culturels des organismes culturels sans but lucratif qui concourent au développement culturel de l'arrondissement. Ce programme s'articule depuis 2008 en deux volets : Interventions dans l'espace public (Volet I) et Soutien à des projets structurants (Volet II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673004 / CA18 240249 adopté le 8 mai 2018 : Approuver les conventions avec 19 organismes dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions totalisant 206 500 $.
1172624016 / CA17 240335 adopté le 14 juin 2017 : Approuver la convention avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels 2017 et accorder une contribution de 20 000 $.

DESCRIPTION

La Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) présente un projet pour réaliser une dixième mosaïque en hommage à l'artiste Diane Dufresne, ambassadrice de la chanson francophone qui a marqué le milieu culturel québécois. Cette mosaïque serait réalisée sur le mur de la caserne de pompiers 19, située au 2000, rue De Lorimier (près de l'intersection avec la rue Ontario) de juin 2018 à septembre 2018 par le muraliste Laurent Gascon.
La contribution est conditionnelle au dépôt de la lettre d'autorisation du propriétaire de l'immeuble visé.

JUSTIFICATION

L'organisme a déposé une demande de soutien dans le cadre du *Programme d 'art mural* géré par le central; toutefois, sa demande a été refusée. L'arrondissement de Ville-Marie a déjà soutenu financièrement l'organisme dans la dans la réalisation de plusieurs murales et prendrait en charge le financement du projet qui risque, autrement, de ne pas se réaliser.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau ci-bas illustre le montant du soutien financier accordé à cet organisme cette année a lors des années antérieures :

					SOUTIEN ACCORDÉ LES ANTÉRIEURES				
NOM DE L'ORGANISME	**TITRE DU PROJET**	**VOLET**	**AIDE RECOMMANDÉE**	**VALEUR DU SOUTIEN TECHNIQUE** (si applicable)	**2017**	**2016**	**2015**	**2014**	**2013**
Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)	Murale en hommage à l'artiste Diane Dufresne	**II**	15 000 $	300 $	20 000 $	0$	5 000 $	5 000 $	5 000 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet augmentera l'offre de service culturel, renforcera le caractère culturel de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, en plus d'améliorer la qualité de vie des résidants et des travailleurs culturels du quartier. Le projet contribuera également à la redynamisation urbaine du secteur en laissant un leg à la communauté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'organisme doit mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette participation financière sera remise à l'organisme selon les modalités de décaissement prévues dans le protocole d'entente signé par les parties et joints en annexe. Habituellement 80% de la somme est remis à la signature de la convention et 20 % à la réception du bilan final.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses aux cahiers des charges et aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de projets

Tél : 514 878-4925
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-30

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver la convention avec la Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG) dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018, volet II, et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 15 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186673009.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-31

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Programme de soutien financier aux initiatives culturelles

☐ Volet 1 ☑ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : 1984

Adresse du siège social 2915 Ontario est Code postal : H2K1X7

Téléphone : 514-523-3265 Télécopieur :

Site Internet : www.bainmathieu.ca

Nom du mandataire désigné : René Jacques Titre : Président Directeur Général

Téléphone (bureau) : 514-523-3265 Cellulaire : 514-947-3263

Adresse courriel : direction@bainmathieu.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

La Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.) est un organisme à but non lucratif dont la mission est le soutient des créateurs toutes disciplines confondues.

Propriétaire du Bain Mathieu, reconnu pour ses salles d'événements multifonctionnelles dans l'arrondissement Ville-Marie, la S.P.A.G. met à disposition aux artistes de son collectif; soutien technique, espaces de travail et résidences d'artistes.

Le Muraliste Laurent Gascon est un de nos artistes phare.

En neuf années, il a réalisé neuf murales (mosaïque) animant et enjolivant ainsi la partie est de la rue Ontario par la mise en valeur de célébrités du monde du théâtre, du spectacle et de la chanson (voir dossier de l'artiste en pièce jointe+document d'information sur notre organisme).

Information sur le projet

Titre du projet : Murale en hommage à Mme Diane Dufrenes

Date(s) de réalisation : du 04/06/18 au 01/09/18

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : 2000 avenue de Lorimier, Montréal, H2K 1V7 (caserne 19, la façade sur la rue ontario e

Discipline :

- [x] exposition extérieure
- [ ] arts médiatiques
- [x] arts visuels
- [ ] cinéma et vidéo
- [ ] théâtre
- [ ] arts multidisciplinaires
- [ ] musique
- [ ] danse
- [ ] arts du cirque
- [ ] autre (spécifiez):

Budget global du projet : 27 500 $

Montant du soutien financier demandé : 20 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

2018 sera pour nous du Bain Mathieu, l'année de notre 20ème anniversaire.
Afin de marquer d'une pierre blanche, cette année de festivités, et dans le but d'augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à leur Ville, nous avons choisis de rendre hommage à une grande artiste de chez-nous.

Diane Dufresne la Diva, reconnue et adulée dans l'ensemble du monde francophone, est avant tout une enfant du quartier Hochelaga-Maisonneuve.
En immortalisant son visage légendaire, le muraliste Laurent Gascon viendra ajouter une nouvelle murale à la suite des neuf autres déjà réalisées au fil des ans afin de faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble du quartier et enrichir le patrimoine artistique public.
Cette année particulièrement, le nom de Mme Dufresne a fait presque l'unanimité auprès de la mobilisation citoyenne.
L'ensemble de nos partenaires sont la pour en témoigner.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Voir annexe visibilité du projet

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [ ] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Société pour promouvoir les arts gigantesques (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : René Jacques Président Directeur Général

Date : 27/04/18

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Société pour promouvoir les arts gigantesques (SPAG)

Nom du projet : Murale en hommage à Mme Diane Dufresne

Date de réalisation : Du 04/06/18 au 01/09/18

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	20 000		
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites			
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS	20 000		

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets	20 000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel	1 500		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	1 250		
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)	3 250		
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	26 000		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	1 500		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux			
Autre (précisez)			
TOTAL ADMINISTRATION	1 500		
TOTAL DES DÉPENSES	27 500		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	aucun		

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La réalisation d'une telle œuvre murale à l'effigie d'une enfant du quartier apportera un peu de vernis à ce secteur de la ville qui en a tant besoins et ne fera que renforcer un sentiment de fierté dans la population.

Nous savons pour être présent dans le milieu, qu'il y a une demande claire pour célébrer Diane Dufresne.

Vous trouverez en annexe plusieurs lettres d'appuis venant d'associations du quartier.

Embellir le paysage urbain : Cette série de portraits colorés qui orne les murs du quartier est là pour garder vivante la mémoire de ces personnages, qui, chacun à leur façon, ont marqué et influencé tout un peuple.

Il va de sois que cette série de portraits qui émaillent les murs de la rue Ontario depuis 2008 ne font qu'embellir le paysage urbain.

Soutenir et mettre en valeur la création artistique : C'est là le noyau dur de notre mission. Depuis 2008 le muraliste Laurent Gascon bénéficie de notre support dans la création et la réalisation de portraits de célébrités issues du milieu afin de garder vivant leur mémoire.

Prévenir le vandalisme : Sur une période de dix années, nous n'avons pas été confrontés à ce genre de problèmes. La murale n'étant pas accessible facilement mais nous croyons qu'il s'agit d'une marque de respect vis à vis l'amour que le public voue à ces personnages de légendes.

Favoriser une plus grande mobilisation des citoyens, entreprises et organismes dans l'amélioration de leur milieu de vie : Réunir les associations, organisations et organismes du milieu autour de l'idée de célébrer et de rendre hommage à des héros et héroïnes qui ont vu le jour dans le quartier. Cette année particulièrement, le nom de Mme Dufresne a fait presque l'unanimité auprès de la mobilisation citoyenne.

Faciliter l'accès à l'art dans l'ensemble des quartiers montréalais : voir un artiste à l'œuvre au cœur du quartier et que l'artiste soit accessible et disponible pour parler de son art est une porte pour faciliter l'accès à l'art. Avec le temps, la réputation de la Galerie de portraits de la rue Ontario grandit, touche et influence d'autres quartiers de la ville.

Augmenter les sentiments de fierté et d'appartenance à la Ville : L'omniprésence de ces personnages qui ont grandi dans le quartier et que par leur talent, leur ténacité et leur action respective, ils soient devenus des légendes, développe chez les gens un sentiment de fierté.

Enrichir le patrimoine artistique public : Un des objectifs de notre projet de musée à ciel ouvert né en 2008, était et demeure toujours d'enrichir le patrimoine artistique public.

CALENDRIER DE RÉALISATION

ACTIVITÉS	DÉBUT	FIN
Arrivée de l'artiste.	01/06/18	30/09/18
Préparation patron, agrandissement et marquage au mur.	04/06/18	16/06/18
Achat des matériaux et installation des échafaudages.	10/06/18	12/06/18
Début de la réalisation de la murale.	18/06/18	
Fin de la réalisation de la murale	01/09/18	
Conférence de presse (date à déterminer avec le cabinet du maire de l'arrondissement et de la mairesse de la Ville).		

**Adresse de la murale : 2000 avenue de Lorimier, Montréal, H2K 1V7

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186673009

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SOCIÉTÉ POUR PROMOUVOIR LES ARTS GIGANTESQUES (SPAG)	117532

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		15 000,00 $						**15 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :	31	mai	2018	Date de fin :	31	mai	2018
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : JUSTINE KANDOLO

Prénom, nom

Date et heure système : 31 mai 2018 08:16:29

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **ORGANISME**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 2915, rue Ontario est agissant et représentée par René Jacques, Président Directeur Général, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 25 avril 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1145977584
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet Murale en hommage à l'artiste Diane Dufresne.

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles, volet II – Projet structurant;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux initiatives culturelles;*

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Initiales : _____

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), devant être affectée exclusivement à la Murale en hommage à l'artiste Diane Dufresne, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $)**,** soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties; conditionnel au dépôt de la lettre d'autorisation du propriétaire de l'immeuble visé;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipuler à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille dollars (3 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Initiales : _____

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

Initiales : _____

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Maryse Bouchard
Chef de division
Division de la culture et des bibliothèques
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Monsieur René Jacques
Président Directeur Général
Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques (SPAG)
2915, rue Ontario est
Montréal (QC) H2K 1X7

Initiales : _____

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

Initiales : _____

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1186673009**; il a été approuvé par la résolution **_____** adoptée le **12 juin 2018**.

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Initiales : _____

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET ET BUDGET

Initiales : _____

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

REVENUS	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS			
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités			
Commandites (précisez)			
Commandites en biens et services (précisez)			
Dons (précisez)			
Campagne de financement (précisez)			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES			
TOTAL DES REVENUS			

Initiales : _____

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

DÉPENSES	PRÉVU	RÉÉL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux			
Honoraires professionnels			
Main-d'œuvre technique			
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)			
Matériel			
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances			
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION			
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse			
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage			
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression			
Placements média (journaux, internet, télé, radio)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo			
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez)			
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ			
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux			
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi			
Frais de déplacement et de représentation			

Initiales : _____

Location de bureaux			
Autre			
TOTAL ADMINISTRATION			
TOTAL DES DÉPENSES			
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES			

Initiales : _____

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1186673009

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention avec la Société pour Pomouvoir les Arts Giganstesques (SPAG) dans le cadre du Programme de soutien financier aux initiatives culturelles 2018 et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution totalisant 15 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		15 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 553697

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-31**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.23

2018/06/12
18:30

(2)

Dossier # : 1180619005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 17 890 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 1 300 $ à Coalition des familles LGBT;
- 2 400 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 1 000 $ au Comité Ha Ja Ca;
- 200 $ au Centre international d'art contemporain de Montréal (CIAC)
- 500 $ au Jardin communautaire Centre-Sud;
- 1 590 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ au Coup de Pouce Centre-Sud inc;
- 3 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM);
- 2 400 $ à Innovation Jeunes;
- 1 000 $ à l'Association des Amis du parc Médéric-Martin;
- 1 000 $ à CIBL-FM 101.5;
- 2 000 $ au Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide.

D'imputer cette dépense totale de 17 890 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-08 09:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180619005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 17 890 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants.

À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 300 $	Madame Mona Greenbaum Coalition des familles LGBT 201-3155, rue Hochelaga Montréal (QC) H1W 1G4 Téléphone : 514-878-7600 * Célébration du 20e anniversaire de l'organisme en septembre 2018	Saint-Jacques
2 400 $	Madame Annie Lalonde Association Les Chemins du Soleil 1155, rue Alexandre DeSève Montréal (QC) H2L 2T7 Téléphone : 514-528-9991 * Activités estivales jeunesse 2018 pour les jeunes de 6 à 19 ans	Saint-Jacques

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District

1 000 $	Monsieur Sylvain Labrecque Comité HA JA CA 104-1900, avenue Papineau Montréal (QC) H2K 4J1 Téléphone : 514-903-6798 * Activités estivales pour les locataires demeurant dans l'immeuble administré par OMHM, principalement seules et âgés.	Sainte-Marie
200 $	Monsieur Claude Gosselin Centre international d'art contemporain de Montréal (CIAC) C.P. 42105 BP Roy Montréal (QC) H2W 2T3 Téléphone : 514-288-0811 * Activités 2018-2017 qui permettra d'avoir un rayonnement des arts visuels à Montréal	Hors territoire
500 $	Monsieur Serge Côté Jardin communautaire Centre-Sud 2-2041, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C8 Téléphone : 514-524-7906 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie
1 590 $	Madame Juliana Mendonça Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8207, #2 * Achat de programmes informatiques dans le cadre de deux projets liés à cette demande: Persévérance scolaire et JEUNE COOP - en faveur de l'entrepreneuriat social	Saint-Jacques
1 500 $	Madame Gisèle Caron Au Coup de Pouce Centre-Sud inc. 2338, rue Ontario Est Montréal (QC) H2K 1W1 Téléphone : 514-521-0779 * Fête nationale du Québec 2018	Sainte-Marie
3 000 $	Madame Roxanne L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM) 2187, rue Larivière Montréal (QC) H2K 3T3 Téléphone : 514-523-9220 * Assemblée citoyenne ambulante jumelée à la fête de quartier du GISM, de septembre 2018	Sainte-Marie
2 400 $	Madame Jenna Smith Innovation Jeunes	Peter-McGill

	1647, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (QC) H3H 1L9 Téléphone : 514-843-3996 * Création de la patrouille PIERCE qui interviendra sur le terrain du 1440 Pierce	

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 $	Monsieur Laurent McCutcheon Association des Amis du parc Médéric-Martin 2297, avenue Gascon Montréal (QC) H2K 2W4 Téléphone : 514-522-7614 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie
1 000 $	Madame Jeanne Doré CIBL-FM 101.5 201-2, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2X 1K4 Téléphone : 514-526-2581 * Suite à une restructuration, remise en place des ressources nécessaires pour la suite des actions de l'organisme	Saint-Jacques
2 000 $	Monsieur Vincent Morel Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide 1188, rue de Champlain Montréal (QC) H2L 3R8 Téléphone : 514-526-1699 * Organisation de la 7e édition de la fête de quartier du Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide, le 15 août 2018	Saint-Jacques

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 200 $
- Sainte-Marie: 7 000 $
- Saint-Jacques: 8 290 $
- Peter-McGill: 2 400 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

Tél : 514-872-9052
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180619005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 17 890 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180619005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-07

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

N° de dossier : 1180619005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 12

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Coalition des familles LGBT	492256
2.	Association Les Chemins du Soleil	133186
3.	Comité Ha Ja Ca	288148
4.	Centre international d'art contemporain de Montréal (CIAC)	120863
5.	Jardin communautaire Centre-Sud	175563
6.	Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal	119744
7.	Au Coup de Pouce Centre-Sud inc	134124
8.	Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM)	153522
9.	Innovation Jeunes	134548
10.	Association des Amis du parc Médéric-Martin	162274
11.	CIBL-FM 101.5	118508
12.	Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide	172305

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		17 890,00 $						**17 890,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 0

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	12	juin	2018	Date de fin :	12	juin	2018

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 06 juin 2018 13:17:55

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 12 JUIN 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Mona Greenbaum Coalition des familles LGBT 201-3155, rue Hochelaga Montréal (QC) H1W 1G4 Téléphone : 514-878-7600	Célébration du 20e anniversaire de l'organisme en septembre 2018.	Saint-Jacques
Madame Annie Lalonde Association Les Chemins du Soleil 1155, rue Alexandre DeSève Montréal (QC) H2L 2T7 Téléphone : 514-528-9991	Offrir des activités estivales jeunesse 2018 pour les jeunes de 6 à 19 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.	Saint-Jacques
Monsieur Sylvain Labrecque Comité HA JA CA 104-1900, avenue Papineau Montréal (QC) H2K 4J1 Téléphone : 514-903-6798	Organisation de quelques activités estivales pour les locataires demeurant dans l'immeuble administré par OMHM, principalement seules et âgés.	Sainte-Marie
Monsieur Claude Gosselin Centre international d'art contemporain de Montréal (CIAC) C.P. 42105 BP Roy Montréal (QC) H2W 2T3 Téléphone : 514-288-0811	Activités 2018-2017 de l'organisme qui permettra d'avoir un rayonnement des arts visuels à Montréal (Trois projets majeurs : Skawennati / Papiers peints d'artistes / Site internet du CIAC) http://www.ciac.ca/fr	Hors territoire Siège social : 3651 ave Laval Montréal H2X 3E1
Monsieur Serge Côté Jardin communautaire Centre-Sud 2-2041, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C8 Téléphone : 514-524-7906 jardin.comm.centresud@gmail.com	Fonctionnement de l'organisme.	Sainte-Marie
Madame Juliana Mendonça Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8207, #2	Achat de programmes informatiques (logiciel Antidote pour 9 ordinateurs et Internet illimité au Chalet du parc Toussaint-Louverture dans le cadre de deux projets liés à cette demande : Persévérance scolaire et JEUNE COOP – en faveur de l'entrepreneuriat social)	Saint-Jacques

SUIVI DES DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER ADRESSÉES AUX ÉLUS – CA DU 12 JUIN 2018

Organisme demandeur	Projet	District
Madame Gisèle Caron Au Coup de Pouce Centre-Sud inc. 2338, rue Ontario Est Montréal (QC) H2K 1W1 Téléphone : 514-521-0779	Demande de financement pour la Fête nationale du Québec 2018.	Sainte-Marie
Madame Roxanne L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal 2187, rue Larivière Montréal (QC) H2K 3T3 Téléphone : 514-523-9220	Fiduciaire du GISM : Organisation d'une assemblée citoyenne ambulante jumelée à la fête de quartier du GISM, qui aura lieu en septembre 2018.	Sainte-Marie
Madame Jenna Smith Innovation Jeunes 1647, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (QC) H3H 1L9 Téléphone : 514-843-3996	Création de la patrouille PIERCE qui assurera toute l'année, l'entretien sur le terrain du 1440 Pierce (ramassage des déchets sur la rue et sur le terrain; nettoyage des bacs d'agriculture urbaine, interface avec les policiers, réparation des tags et interface avec l'arrondissement)	Peter-McGill
Monsieur Laurent McCutcheon Association des Amis du parc Médéric-Martin 2297, avenue Gascon Montréal (QC) H2K 2W4 Téléphone : 514-522-7614	Aide financière demandée pour soutenir l'organisme dans le cadre des activités offertes aux citoyens.	Sainte-Marie
Madame Jeanne Doré CIBL-FM 101.5 201-2, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2X 1K4 Téléphone : 514-526-2581	Suite à une restructuration importante et à l'adoption d'un plan de relance, le 19 mars 2018, une aide financière est demandée pour assurer la remise en place des ressources nécessaires pour la suite de leurs actions.	Saint-Jacques
Monsieur Vincent Morel Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide 1188, rue de Champlain Montréal (QC) H2L 3R8 Téléphone : 514-526-1699	Organisation de la 7e édition de la fête de quartier du Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide et son comité de quartier, le 15 août 2018.	Saint-Jacques

Début du message transféré :

Expéditeur: "Jenna Smith" <jsmith@direction.ca>
Date: 16 mai 2018 à 23:34:29 UTC+3
Destinataire: cathy.wong@ville.montreal.qc.ca, njeanlouis@ville.montreal.qc.ca
Objet: Demande d'octroi pour Innovation Jeunes

Bonjour Mme Wong,
Tel que discuté, voici une demande pour nous aider à résoudre les problèmes sur la rue Pierce. Si vous avez des questions, n'hésitez pas!
Jenna Smith
Directrice - Innovation Jeunes
Nous avons une nouvelle entrée! New entrance!
1647 Ste-Catherine O., 1ere étage
Montréal, Que., H3H1L9
Metro Guy Concordia
tel.: 514 843-3996
www.innovationjeunes.com

INNOVATION JEUNES

Mercredi 16 mai 2018

Madame Cathy Wong
Conseillère de la Ville
Présidente du conseil de la Ville
Ville-Marie et Peter-McGill
Bureau de l'arrondissement
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal Québec H2L 4L8

Objet : Demande de financement pour Innovation Jeunes

Madame Wong,

Je suis heureuse de pouvoir vous soumettre une demande de soutien pour le centre Innovation Jeunes.

Le centre Innovation Jeunes a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent le centre-ville dans le but de leur donner des possibilités d'intégration harmonieuse à la vie sociale, scolaire et familiale.

Depuis plus de 4 ans, nous développons des espaces verts dans le quartier de Peter-McGill afin de permettre aux résidents un plus grand accès aux jardins urbains. Tout cela en offrant également aux jeunes de l'expérience professionnelle en tant que stagiaires en agriculture urbaine. Cette initiative, soutenue en partie par la Ville de Montréal, a eu un grand succès. L'an dernier nous avons jardiné plus de 4600 pieds carrés d'espace dans le quartier et nous avons fourni de la récolte à plus 25 familles.

Parmi nos terrains se trouvent un jardin au 1440 rue Pierce et des bacs d'agriculture urbaine sur la rue Pierce, en face de nos locaux. Les problématiques sur la rue Pierce sont nombreuses, et ce, depuis quelques années : sécurité, hygiène, « tagging », vidanges dans les bacs et les jardins, seringues et destruction des plantes. Malgré de nombreux efforts, à chaque printemps, et au cours de l'hiver, les problèmes persistent.

Lorsque nous assurons une présence continue sur la rue Pierce, en été, nous avons des réussites : un jardin embelli, propre et bien maintenu, et une diminution dans les problèmes de sécurité urbaine. Mais nous avons besoin de votre aide afin d'assurer une vigilance pour la rue Pierce au cours de l'année longue.

Nous proposons la création d'une « Patrouille Pierce », constituée de jeunes. Ces jeunes seront formés, supervisés et accompagnés par l'équipe d'Innovation Jeunes et par une entreprise privée qui fera la formation en nettoyage et sécurité urbaine.

À partir de juillet 2018, la Patrouille Pierce assurera, à l'année longue et à raison d'une fois par semaine :

- Ramassage des déchets sur la rue Pierce et sur le terrain du 1440 Pierce,
- Nettoyage des bacs d'agriculture urbaine.
- Avertissement et appels aux policiers en cas de problèmes de sécurité.
- Réparation des tags.
- Appels à la Ville de Montréal pour signaler les problèmes.

Nous sommes de l'avis que cette initiative offrira une expérience hors pair aux jeunes, qui se verront initiés aux enjeux de la vie urbaine et à l'engagement communautaire. Également, la Patrouille Pierce offrira une solution préventive à nos problèmes, et contribuera au sentiment bien-être sur notre rue et dans notre communauté.

Ci-joint, vous trouverez un budget détaillé pour le projet. Nous demandons une contribution totale de 5000$.

Veuillez agréer, Madame Wong, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jenna Smith
Directrice

1410, rue Pierce, bur.160, QC H3H 2K2
TÉL.: 514 843-3996; INNOVATION@DIRECTION.CA ; WWW.INNOVATIONJEUNES.CA

Budget : Patrouille Pierce

Nettoyage de Pierce et du 1440 rue Pierce:	1000 $
Formation en sécurité urbaine	500 $
Coûts pour jeunes stagiaires de la patrouille (165$ x 12 mois)	1980 $
Équipement (gants, sacs, outils)	420 $
Supervision	1100 $
TOTAL	5000 $

Montréal, jeudi le 21 mai 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement
Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Objet : Demande d'aide financière

Madame Plante,

Nous sommes, comme vous le savez sans doute, un petit jardin communautaire situé coin des rues Alexandre-DeSève et Lafontaine. Notre projet a des racines profondes dans le quartier puisque le jardin existe depuis 1975.

En tant que trésorier du **Jardin communautaire Centre-Sud,** je vous écris aujourd'hui au nom des membres de notre jardin, car nous sommes présentement à la recherche de fonds afin d'effectuer de menus travaux dans notre jardin, d'acheter des outils de jardinage et, si notre portefeuille le permet, d'organiser des activités.

Nous espérons pouvoir compter sur votre générosité en envoyant un chèque à l'ordre :
Jardin communautaire Centre-Sud.

Veuillez recevoir, Madame, nos cordiales salutations!

Serge Côté

Jardin communautaire Centre-Sud
a/s de Serge Côté, trésorier
2-2041, rue de la Visitation
Montréal (Québec)
H2L 3C8

REÇU LE
28 MAI 2018

Montréal

RE: Projets Sociaux: persévérance scolaire et l'entrepreneuriat

Robert BEAUDRY A : Juliana Mendonça 2018-05-18 09:20
Envoyé par : Mélanie FAUCHER
Cc : Ginette OUIMET, Robert BEAUDRY

Madame,

Au nom de Monsieur Beaudry, nous accusons réception de votre demande de soutien financier.

Soyez assurée qu'elle sera portée à son attention et nous communiquerons avec vous dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'accepter nos cordiales salutations.

Mélanie Faucher
Adjointe/
Robert Beaudry
Conseiller de la ville - District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
Développement économique et commercial
Relations gouvernementales

Hôtel de ville
275, rue Notre-Dame Est, bureau 2.114
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Tél.: 514-872-1116
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca

Juliana Mendonça *Bonjour M. Robert Beaudry et Mme. Mélanie Fauc... 2018-05-17 14:27:28

De : Juliana Mendonça <chargedeprojetsisj@gmail.com>
A : robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca
Cc : valerie koperek <loisirsstjacques@gmail.com>
Date : 2018-05-17 14:27

Objet : Projets Sociaux: persévérance scolaire et l'entrepreneuriat

Bonjour M. Robert Beaudry et Mme. Mélanie Faucher,

L'organisme Le Service de Loisirs St-Jacque fondé en 1968 dont la mission est de prévenir le décrochage scolaire, la violence et l'isolement du quartier Centre-Sud de Montréal en offrant des activités sportives, culturelles, sociales, éducatives et scientifiques a des besoins à surmonter pour deux projets sociaux.

Alors, les projets liés à la demande sont:

1) Persévérance scolaire : aide aux devoir d'une heure tous les jours, du lundi au vendredi pour environs le groupe de 6 à 12 ans et le groupe des adolescents de 13 à 17 ans (environs 25 jeunes). Le Collège Frontière est notre partenaire, le Cégep du Vieux Montréal ainsi que la Fondation Dollar d'argent qui nous a donné des ordinateurs portables pour que les jeunes puissent utiliser pendant l'aide aux devoirs.

2) JEUNE COOP - en faveur de l'entrepreneuriat social : le projet vise à développer le savoir-vivre en communauté et inciter les jeunes à percevoir leur potentiel en tant qu'agents de transformation sociale. Le projet comprend une formation de 12 cours de deux heures chacun plus de conférences et d'activités à développer en groupe (plan d'affaire). Les jeunes seront suivis chaque semaine de septembre à décembre 2018. A la fin du programme, un concours sera organisé pour récompenser le meilleur projet développé par les adolescents de manière collaborative.

Les objectives visés sont :

a. Encourager les jeunes à croire en eux-mêmes et être un acteur de changement social à travers l'entreprenariat social;

b. Développer chez les jeunes des compétences personnelles (motivation, pensée critique etc), interpersonnelles (communication, leadership, esprit d'équipe, empathie) et systémique (vision globale et stratégique);

c. Cultiver des interactions avec le milieu communautaire et un réseau de contact.

Remarque: les partenaires sont la Corporation d'habitations Jeanne-Mance et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (guides pédagogiques).

Demande :

*Le logiciel Antidote pour 9 ordinateurs (9 licences), 5 pour les jeunes (programmes : persévérance scolaire et Jeune Coop – en faveur de l'entrepreneuriat social) et 4 pour l'équipe de travail des Loisirs St-Jacques. Le logiciel est considéré comme un véritable

outil pédagogique et il comprend un correcteur avancé, des dictionnaires multiples avec recherche pulssante et des guides linguistiques clairs et détaillés. Nous croyons que cet outil sera très important pour perfectionner la langue française dans un milieu très multiculturelle.

Prix : 130 $ (pour 3 licences) x 3 = 390 $.

*Internet illimité aux Chalet du parc Toussaint-Louverture où les adolescents font les activités éducatifs et scientifiques.

Prix : entre 80 à 100 dollars par mois, selon le plan à choisir – avec fidélité ou sens fidélité. Ex : de 24 mois à 36 mois) : 1200$ par un an (entreprise Vidéotron).

*** Valeur totale : 1590 $.**

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à notre demande !

J'attends votre réponse dès que possible.

Cordialement,

Juliana M. B. Mendonça
Chargée de Projet
Loisirs St-Jacques
142 Ontario E, app.2
Montréal, Qc H2X 1H1
514-872-8207#2
www.loisirs-stjacques.org

ASSOCIATION DES AMIS DU PARC MÉDÉRIC-MARTIN

Montréal, le 3 mai 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse de l'Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de ville, quartier Ste-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Objet : Demande d'aide financière de l'association pour l'année 2018

Madame Plante,
Madame Mauzerolle,

L'Association des amis du parc Médéric-Martin sollicite à nouveau votre aide pour soutenir ses activités. Au cours des dernières années, une aide a été allouée à notre association qui compte 350 membres enregistrés, 300 amis Facebook et un site Internet.

Nous avons tenu notre assemblée générale annuelle, complété notre programmation 2018 en collaboration avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement Ville-Marie. Aussi, nous tiendrons une foire printanière et une fête de l'Halloween.

Notre parc est de plus en plus fréquenté et sécuritaire. Les travaux de réfection, la tenue d'activités, et la surveillance de l'association ont grandement contribué à ce succès.

Recevez nos salutations les meilleures.

Laurent McCutcheon

Laurent McCutcheon
Président de l'association
2297, Ave Gascon
Montréal
H2K 2W4

514-522-7614
514-793-7614

Association
Les Chemins du Soleil

Montréal, le 14 mai 2018

Monsieur Félix Gravel
Directeur de cabinet du Maire
800 boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (QC) H2L 4L8

Objet : Demande d'aide financière – Activités estivales jeunesse 2018

Madame Plante,
Monsieur Beaudry,
Madame Mauzerolle,
Madame Wong,

L'Association Les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie de Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Camp de jour pour les enfants

Du 25 juin au 10 août 2018, nous offrirons un camp de jour destiné aux enfants de 7 à 12 ans issus de l'arrondissement Ville-Marie et réservé aux familles dont la situation socioéconomique est précaire. Soulignons que ce camp est l'un des moins chers à Montréal : 15 $ par semaine pour une programmation de qualité à temps plein (du lundi au vendredi de 9 h à 16 h) incluant les sorties, le transport et au moins une collation par jour. Toutefois, nous sommes à même de constater que certains parents peinent même à assumer ces frais ce qui nous amène à être flexibles au niveau des versements ne souhaitant pénaliser aucun jeune. Notons aussi que, dans le but de mieux répondre aux besoins des familles, l'horaire se prolongera de 30 minutes par rapport aux années antérieures alors que les activités du camp se terminaient à 15 h 30.

Ainsi, nous permettrons, chaque semaine, à 22 enfants de vivre une expérience enrichissante où sports, grands jeux, activités aquatiques, ateliers culinaires, artistiques et scientifiques seront à l'honneur. À cette riche programmation s'ajoutera une grande sortie par semaine dont, entre autres, les glissades d'eau, Voiles en voiles, La Ronde ainsi que de plus petites sorties dans le quartier et sur l'île de Montréal (ex. : sentier urbain, la Maison des enfants, ateliers à la bibliothèque, etc.). Nous profiterons donc des vacances scolaires pour faire vivre aux jeunes des réussites en leur donnant accès aux sports, aux loisirs et à la culture dans un environnement sécuritaire (ratio de 1 animateur pour 7 enfants) où les saines habitudes de vie sont mises de l'avant. À ce sujet, notre camp participe aux programmes « Tremplin santé » et « Un camp zéro déchet ».

REÇUE
18 MAI 2018

Activités estivales pour les adolescents

Parallèlement aux activités offertes aux enfants durant l'été, nous poursuivrons notre travail auprès de notre clientèle adolescente en proposant à ces derniers de pratiquer divers sports et activités de loisirs en soirée (5 soirs/semaine), et ce, tout à fait gratuitement. Notre approche, basée sur les besoins et les intérêts des jeunes, semble garante de succès comme en témoigne le taux de fréquentations qui augmente en flèche d'été en été de même qu'au cours de la période scolaire. À titre d'exemple, le taux de fréquentations moyen des adolescents au cours de la période estivale de 2015 était de moins de 10 jeunes par soir et est passé à 30 jeunes par soir l'été dernier. Depuis janvier 2018, la participation des adolescents à nos activités régulières, soit en période scolaire, a atteint des sommets : jusqu'à plus de 100 jeunes le vendredi soir. Tant et si bien que nous avons dû refuser l'accès à certains à quelques reprises afin d'assurer la sécurité des participants et de conserver le rapport privilégié que nous avons avec ces jeunes.

Il va s'en dire que l'augmentation accrue des derniers mois laisse présager que la saison estivale sera occupée aux ados! D'autant que l'Association Les Chemins du Soleil semble être le seul organisme du quartier pouvant accueillir les adolescents gratuitement pour la pratique de sports en soirée cet été.

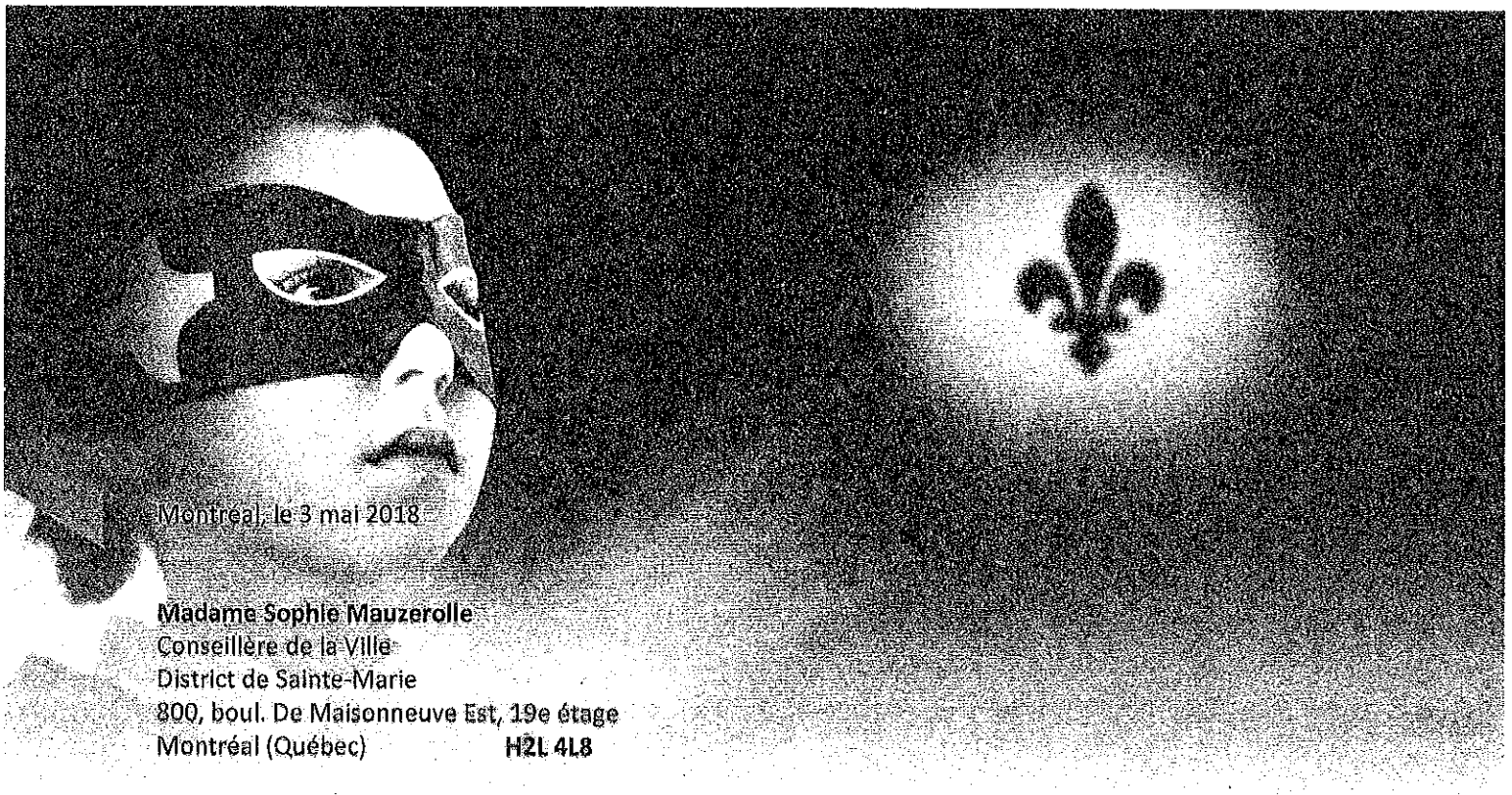
Votre implication

Souhaitant faire vivre un été inoubliable tant aux enfants qu'aux adolescents du quartier, nous sollicitons de votre part **un appui financier au montant de 5000$.** Montant qui servirait principalement à défrayer une partie des coûts liés au camp de jour dont le budget global atteint plus de 25 000 $ – *bien que nous recevions un maximum de 2300 $ en frais d'inscriptions ainsi que le soutien financier d'Emploi Été Canada pour un des trois postes d'animateurs (3 290 $) et de l'arrondissement (5000 $), l'Association les Chemins du Soleil devra débourser la balance des coûts pour l'édition 2018 de son camp estival, soit plus de 14 500 $.* En second lieu, le montant octroyé nous aiderait à bonifier la programmation destinée aux adolescents en faisant l'ajout de sorties et d'activités spéciales (ex. : glissades d'eau, sortie plein air en journée, nuit blanche aux Chemins du Soleil, etc.).

Bref, nos activités estivales permettront à une trentaine d'enfants et à quelque 300 adolescents différents de bouger et de s'amuser cet été et nous souhaitons en assurer la qualité et ainsi répondre à leurs besoins.

En espérant une réponse favorable de votre part, nous vous prions d'accepter, chers élus, nos plus sincères salutations.

Annie Lalonde
Coordonnatrice Association Les Chemins du Soleil
514-528-9991
coordination@lescheminsdusoleil.org



Montréal, le 3 mai 2018

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
District de Sainte-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) **H2L 4L8**

OBJET : Demande de financement pour la Fête nationale du Québec 2018

Madame Mauzerolle,

Depuis maintenant 12 ans, Au Coup de pouce Centre-Sud inc. organise la Fête nationale du quartier Ste-Marie et mobilise plus de 16 bénévoles, en plus d'attirer plus de 400 personnes. Comme vous le savez, l'organisation de ces célébrations de notre fierté nationale nécessite des investissements importants, tant financiers, que matériels et humains.

Cette année, la programmation de notre événement comprendra Patsy Gallant (sous embargo) Jean-Paul Daoust (sous embargo) Atna Knock et à l'animation Catherine De Sève, actrice et comédienne. Notre équipe s'affaire présentement à l'organisation de ces activités qui, nous le souhaitons, sera à la hauteur des attentes des participants! C'est pourquoi nous avons besoin de votre aide.

Afin de poursuivre la tradition et de faire de l'édition 2018 une réussite, nous sollicitons aujourd'hui votre appui dans le cadre du Programme de support à l'action bénévole pour une contribution que nous espérons être de 1500 $. Si vous avez besoin d'information supplémentaire, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 514 521.0779.

Dans l'attente d'une réponse favorable de votre part, recevez, Madame Mauzerolle, l'expression de notre solidarité.

Gisèle Caron
Directeure

PJ : programmation, plan de visibilité, budget

Comité de la Fête nationale à Montréal, mandataire
Au Coup de pouce Centre-Sud inc.
2338, rue Ontario Est Montréal (Québec) H2K 1W1 Téléphone : 514 521.0779 Télécopieur : 514 521.5769

Au Coup de Pouce Centre-Sud inc.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES Fête de quartier 2018

Les cellules en bleu sont À VALIDER

REVENUS	
SUBVENTIONS	
Comité de la fête nationale	3 500
AUTOFINANCEMENT	
Mairesse de Montréal et de Ville-Marie	2 500
Conseillère de ville et du district Ville-Mari	1 500
Députée provinciale	1 000
Députée provinciale HOMA	200
Députée fédérale	200
Caisse Desjardins Solidaire	350
Caisse Desjardins du Quartier-Latin	1 700
Partenaires locaux	300
Commerçants locaux	250
VENTE D'ALCOOL	
125 bières à 4 $	800
PARTENAIRES LOCAUX	
Société écocitoyenne	16 heures
Quinkabuz	18 heures
Citoyens 12	92 heures
TOTAL	12 300

DÉPENSES	
SPECTACLE	**ACDP**
Maître de cérémonie	500,00
Artiste à confirmer	2825,00
Atna Njock	1800,00
Système de son	1950,00
Technicien	700,00
Scène & chapiteau	1000,00
Droits SOCAN	90,00
Salle (en cas de pluie)	0,00
Bar woman (en cas de pluie)	200,00
ANIMATION Pavoisement	90,00
Maquilleuses (2 x 250$)	500,00
Fresque / murale - Hassane Hamraoui + matéri	450,00
LUNCH & BOISSON	
Salade, croustilles, légume trempettes	560,00
Eau, breuvages, Jus d'hibiscus	
Achat d'alcool pour la vente (20 caisses x 24 bièr	400,00
PERMIS, AVIS & ASSURANCES	
Permis vente d'alcool (intérieur + extérieur)	90,00
Impression info / avis de fermeture de rue	0,00
Assurances	
Sécurité	600,00
Publicité	845,00
TOTAL	12300,00

Par Gisèle Caron, 30 avril 2018

PROGRAMME
Samedi 23 juin 2018

Célébrons nos Héros, nos Héroïnes!
Fête nationale de Ste-Marie

Endroit à déterminer
En cas de pluie : (à confirmer)

23 juin 13 h 00 Accueil-Animation de foule
13 h 00 **Mot de bienvenue** : (MC : Catherine de Sève, comédienne Auberge du chien noir, entre autres)
13 h 02 Défilé de Vélos, planches à roulettes, poussettes
Nos super Héros-Héroïnes en action
13 h 15 **Pavoisement du drapeau MC**
Hommage au drapeau et discours patriotique
13 h 25 **Présentation des dignitaires**
Brèves présentations
(à confirmer et sous embargo)
13 h 30 **Musique** Atna Njock (Zekuhl) (musique du monde, Jazz)
Et l'Ensemble Mruta Mersti
14 h 30 **Musique** Patsy Galland (musique pop)
15 h 55 **Dévoilement** des créations collectives
- écriture collective (le poète Jean-Paul Daoust (à confirmer)
- œuvre collective (Hassane Amraoui)

15h 59 **Remerciement des collaborateurs et partenaires financiers** et mot de la fin (Catherine De Sève , Gisèle Caron et Isabelle Champagne pour le comité organisateur)

Maquillage, écrivain public et Œuvre collective : 13h00 à 16h00

Jeunes de la maison de jeunes Quinkabuz
animation auprès des enfants: 13h00 à 16h00

Plan de visibilité

Fête nationale dans Ste-Marie 2018

Célébrons nos Héros, nos Héroïnes de quartier!

Au Coup de pouce Centre-Sud inc.

23 juin 2018 (13h À 16h)

Endroit à déterminer

QUOI	RÉSEAU
75 affiches	Distribution auprès des partenaires, commerçants de la rue Ontario (quartier Sainte-Marie)
Promotion Télévisuelle	Télé communautaire Frontenac: Télé MTV (à confirmer)
Réseau sociaux (Facebook, Twitter, etc)	Des organismes partenaires (Concertation locale et groupes partenaires soit 35 groupes et leurs membres plus ou moins 750 personnes)
Promotion	Sur le site et sur les publications du Comité de la fête nationale et une publicité dans 2 journaux (Journal de Montréal et le journal Métro)
1000 tracs	Distributions 10 jours avant l'évènement aux bouches de métro Papineau et Frontenac
Affiches endroits du site	Tous les partenaires financiers seront visibles (à la condition d'avoir une réponse à la mi-mai 2018)
Kiosque	Possibilité d'être présent et de distribuer de l'information la journée même (le 23 juin 2018)
Pavoisement du site	Visibilité des affiches officielles qui seront installées toute la journée et ceintureront le parc
Information lors de l'évènement	La maître de cérémonie fera en fin de la journée le remerciement de tous les partenaires impliqués et des institutions qui financeront la fête

Le bouche à oreille des familles et des citoyens qui verront l'implication et l'engagement social de l'entreprise dans la communauté de Sainte-Marie

De : Vincent Morel <direction@pasdelarue.org>
A : "robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca" <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-06-01 10:09
Objet : Fête de quartier parc Campbell - Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide

Bonjour Robert,

Voici la demande de soutien pour la tenue de la fête de quartier au parc Campbell – édition 2018

Merci de faire suivre aux personnes concernées,

Bonne journée

Vincent MOREL

Vincent Morel
Directeur général
[illegible]
Montréal (Québec) H2H 1K1
T 514 526 [illegible]
Cell 514 [illegible]
T 514 526 1411
pasdelarue.org

pas de la rue

Aidons les 55+
DEPUIS 20 ANS

Demande de soutien - fête de quartier 2018 - Mairesse de Montréal_CORREC..._.pdf

Aidons les 55+

Centre communautaire SAINTE-BRIGIDE

Montréal, le 30 mai 2018

Objet : Demande de soutien pour la tenue d'une fête de quartier au parc Campbell

Madame la mairesse,

Par la présente, le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide et son Comité de quartier, rassemblant différents acteurs communautaires, culturels et citoyens du milieu autour d'un projet de fête de quartier, joignent leur voix et sollicitent votre précieux soutien. Avec votre appui, nous pourrons poursuivre cette véritable tradition et assurer la tenue de ce bel événement rassembleur dans le secteur Centre-Sud pour une 7e édition.

Après le succès qu'a connu l'événement de l'année dernière (près de 1 000 citoyens de tous horizons y ont participé), les organismes communautaires et les citoyens impliqués souhaitent réitérer l'événement en organisant, toujours sous l'égide du Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide de Kildare, la 7e édition de cette fête de quartier. Réunissant des familles, des personnes âgées ou des personnes en situation de grande précarité, cet événement permet véritablement de tisser des liens solides entre différents citoyens de votre arrondissement.

Dans un parc complètement revitalisé, nous visons à favoriser un meilleur tissu social entre citoyens de divers horizons, tout en permettant un meilleur maillage et une saine cohabitation entre les acteurs sociocommunautaires et culturels, les commerçants et les résidents.

Il va sans dire que l'organisation d'un tel événement nécessite des moyens, et c'est pourquoi nous sollicitons votre soutien à hauteur de 2 000 $ pour l'organisation de cet activité unique. Nous souhaiterions également que vous puissiez vous adresser aux citoyens lors de la fête qui se tiendra cette année le mardi 14 août 2018. Votre précieux appui est important et nous permettra d'organiser une fête à la hauteur des attentes des citoyens de votre arrondissement.

Vous remerciant pour votre temps, nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations les plus distinguées,

Vincent MOREL
Pour le CCCSB
Directeur général
Le PAS de la rue
514-526-1699

C E N T R E
INTERNATIONAL
D ' A R T
CONTEMPORAIN
DE MONTRÉAL

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT
Claude Gosselin, C.M.
Commissaire – art contemporain

VICE-PRESIDENT
Raymond Grenier
Grenier-Gagnon Étude-Notaires

TRESORIER
Tommaso Marcantonio
Partenaire principal
Courtier immobilier agréé
MFCI Capital

SECRETAIRE
Poste vacant

ADMINISTRATEURS

Isabelle Demers
Présidente
Idmrs-Stratégie d'affaires

Nick Tedeschi
Vice-président
SAJO inc.

Sophie Dynbort
Directrice du Marketing
et de la Collection
Duncan Ross Associés



Michel Daigneault
De l'autre côté de l'abstraction #13
2008
22 x 30 cm
encadré
valeur 1800$

Enregistrements :
Canada : 10089 0920 RR0001
Québec : QCA 0235-0532

Le 1er avril 2018

Chère Madame Plante,

Cher ami ET chère amie du CIAC,

Je me permets de vous contacter pour vous présenter les activités du CIAC MTL au cours de 2018-2019 (voir au verso). Comme à l'habitude, nous nous assurons de rendre nos activités accessibles à la participation au public, quelles que soient ses ressources financières. Nos tarifs d'accès à la culture sont parmi les plus bas à Montréal, quand ce n'est pas gratuit.

C'est grâce à l'appui financier de personnes généreuses que nous pouvons ainsi atteindre nos objectifs de diffusion auprès du plus grand nombre de gens. Nos activités éducatives sont très appréciées par le milieu scolaire et par un large public.

Au cours de l'année 2018-2019, le CIAC-MTL lance trois projets majeurs :

Une expo bilan du travail de Skawennati
Artiste des nouvelles technologies originaire de Kahnawà:ke

Papiers peints d'artistes
Des installations dans des lieux inusités

Le site internet du CIAC : WWW.CIAC.CA
Documentation, Archives, Projets pour le grand public et les chercheurs en art

En nous aidant financièrement, vous participerez à la réalisation de projets pour le rayonnement des arts visuels à Montréal. **Un reçu pour fins fiscales sera émis** pour tout don de 25$ et plus. Une contribution de 100$ fait de vous un/une **associé/e du CIAC** et vous donne droit à des avantages. Pour toute tranche de 100$, vous recevrez un billet pour le tirage d'une œuvre de Michel DAIGNEAULT d'une valeur de 1 800 $.

Dans l'espoir de vous comptez parmi nous, les membres du conseil d'administration vous remercient très chaleureusement.

Claude Gosselin, C.M.
Directeur général et artistique

C.P. 42105 BP Roy, Montréal, Québec, Canada H2W 2T3
Téléphone : (514) 288 0811 • www.ciac.ca • info@ciac.ca

REÇU LE
2 MAI 2018

C E N T R E
INTERNATIONAL
D ' A R T
CONTEMPORAIN
DE MONTRÉAL

Programmation 2018 0 2019

Exposition : Skawennati

Skawennati, originaire du territoire mohawk de Kahnawà:ke, vit et travaille à Montréal. Elle réalise des œuvres portant sur l'histoire, l'avenir et les mutations sociales et individuelles. Ses projets novateurs en art médiatique ont été présentés au Canada dans le cadre d'expositions majeures telles que *Now? NOW!*, à la Biennial of the Americas, à Denver, aux U.S.A. ; et *Looking Forward (L'Avenir)* à la Biennale de Montréal 2014. Elle a reçu le Best New Media Award du festival imagineNative en 2009, ainsi qu'un Contemporary Art Fellowship du Eiteljorg Museum en 2011. Ses œuvres figurent dans de nombreuses collections publiques et privées.



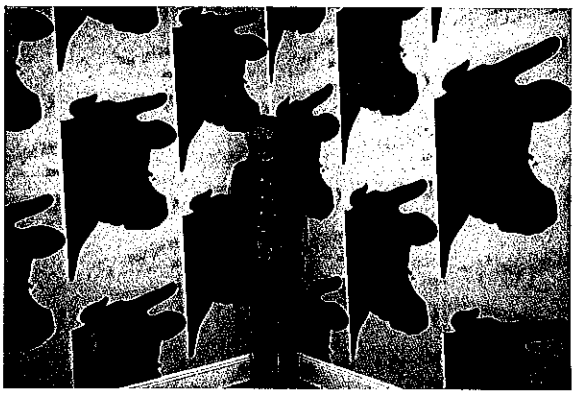
Skawennati
Five Roses : TimeTraveller™, 2013
Machinimagraphe, impression jet d'encre, édition de 3.
86cm x 152cm (33.75" x 60")
Représentée par la Galerie Ellepant, Montréal

Skawennati est détentrice d'un baccalauréat en beaux-arts de l'Université Concordia, ou elle est codirectrice d'Aboriginal Territories in Cyberspace (AbTeC), un réseau d'artistes et de chercheurs dont le mandat est d'explorer et de créer des environnements virtuels autochtones. Les ateliers Skins d'AbTeC, qui portent sur les pratiques narratives et médiatiques expérimentales autochtones, visent à soutenir les jeunes autochtones afin qu'ils et elles occupent la place qui leur revient. En 2015, AbTeC a mis sur pied le projet IIF (Initiative for Indigenous Futures).

Exposition : Papiers peints d'artistes

Le CIAC entend produire une exposition de papiers peints conçus par des artistes d'ici et d'ailleurs.

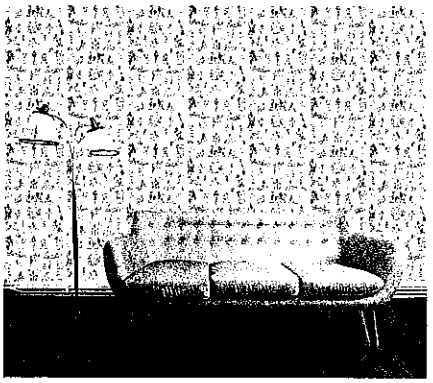
Le papier peint, médium à vocation décorative, séduit depuis le XVIe siècle un large public. Son apogée se manifeste au XVIIIe et XIXe siècles alors que sa production passe de l'artisanat à l'industrie. Il est grandement utilisé au Japon, au Royaume-Uni et en France. Il aura aussi été très visible chez nous.



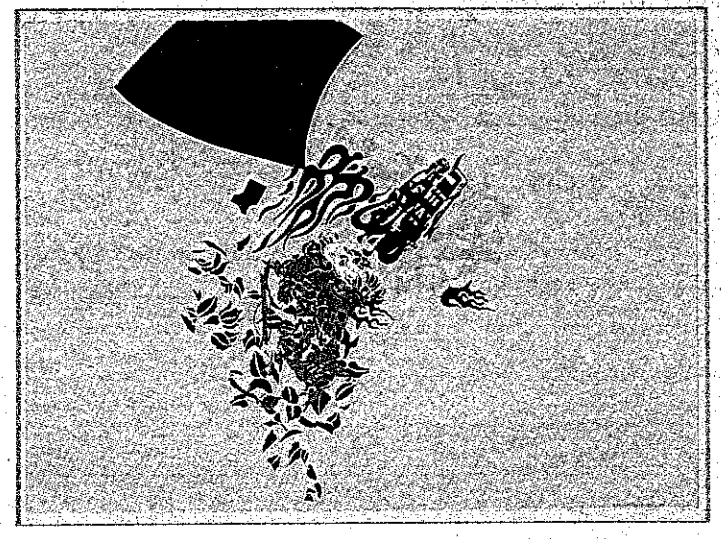
Andy Warhol
Cow Wallpaper, 1966
Sérigraphie en deux tons

Repris par de nombreux artistes, des années 1960 à aujourd'hui, le papier peint semble toujours être une source d'inspiration. Que ce soit pour Andy Warhol ou Kent Monkman, le papier peint, comme support artistique, a été générateur de réflexion et de créativité. Vous serez surpris de découvrir les images que nous proposerons les artistes.

N'hésitez pas à vous associer à ces événements en appuyant notre campagne de financement.



Kent Monkman
Miss Chief's Wallflowers, 2017
Papier peint adhésif en vinyle



Michel Daigneault
De l'autre côté de l'abstraction #13, 2008
22 x 30 cm
1800 $ encadré

Michel Daigneault vit et travaille à Montréal et Toronto où il enseigne à York University. Son travail a été largement présenté au Canada et aux États-Unis, de même qu'en France et en Corée du Sud et fait partie de nombreuses collections muséales et corporatives, notamment le Musée des beaux-arts du Canada, le Musée d'art contemporain de Montréal, la Collection Prêt d'œuvres d'art du Musée national des beaux-arts du Québec, le Musée des beaux-arts de Montréal, la Caisse de dépôt et de placement du Québec, la Banque d'œuvres d'art du Canada, le Ministère des Affaires étrangères du Canada

Son œuvre a été présenté lors de l'exposition collective *La question de l'abstraction* au Musée d'art contemporain de Montréal de 2012 à 2014.

Rappelons-nous que le CIAC a exposé son travail lors des Cent jours d'art contemporain de Montréal en 1990.

Il me fait plaisir d'appuyer financièrement le CIAC

LE CIAC - CENTRE INTERNATIONAL D'ART CONTEMPORAIN DE MONTRÉAL

CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2018-2019

OBNL : nos d'enregistrement : Canada : 10089 0920 RR0001 Québec : QCA 0235-0532

Reçu fiscal au montant du don MONTANT : 50$ ☐ 100$ ☐ 150$ ☐ 200$ ☐ AUTRE ☐

Pour chaque don de 100$ vous avez droit à un billet pour le tirage d'une oeuvre d'art.

Don en ligne : www.ciac.ca/fr/don-en-argent-fr

Paiement par chèque, à l'ordre de : CIAC-MTL

Paiement par carte de credit : VISA ☐ MASTERCARD ☐ No. _____ ÉCHÉANCE _____

PRÉNOM : _____ NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ CODE POSTAL : _____ COURRIEL : _____

SIGNATURE : _____ DATE : _____

Je veux que mon don demeure confidential : ☐ Reçu au nom de : _____

C.P. 42105 BP Roy, Montréal, Québec, Canada H2W 2T3 • Téléphone : 514 288 0811 • www.ciac.ca • claude.gosselin@ciac.ca

CIBL 101.5

2 rue Sainte-Catherine Est, suite 201
Montréal, Qc, H2X 1K4

Le 29 mai 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la Mairesse,

Au cours de la dernière année, CIBL, la radio communautaire francophone de Montréal, a dû traverser, à l'aube de ses 40 ans, une période de restructuration importante étant donné entre autres le contexte particulier d'une crise financière ressentie par l'ensemble du milieu médiatique québécois, en manque de revenus provenant de la publicité.

Les membres de CIBL ont adopté un Plan de relance à leur assemblée générale du 19 mars dernier. Ce plan vise à concrétiser la vision d'avenir de CIBL, afin qu'elle puisse remplir sa mission de façon pérenne. Au cours des prochains jours, CIBL doit s'assurer d'une présence en ondes d'une vingtaine d'heures par semaine. Des artisans sont déjà en train de préparer cette programmation estivale. D'ici à la fin juin, nous devrons également avoir réfléchi à notre programmation annuelle qui débutera en septembre.

Nous avons besoin de votre aide pour assurer la remise en place des ressources nécessaires pour la suite de nos actions. Notre vous demandons, à titre de mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie où est implantée CIBL, une aide financière de cinq mille dollars (5 000 $). Cette somme contribuera à la mise en place du plan d'action de CIBL, principalement orienté vers une recherche de financement privé, notamment par le biais de commandites, de partenariats financiers et de publicités. La communauté de CIBL, membres, auditeurs et partenaires, sera aussi mis à contribution pour le financement de notre station communautaire.

Nous pouvons maintenant compter sur un Conseil d'administration dont la composition témoigne de la place qu'occupe CIBL sur le territoire montréalais. Provenant de multiples horizons, les membres de ce C.A. consacrent bénévolement de nombreuses heures par

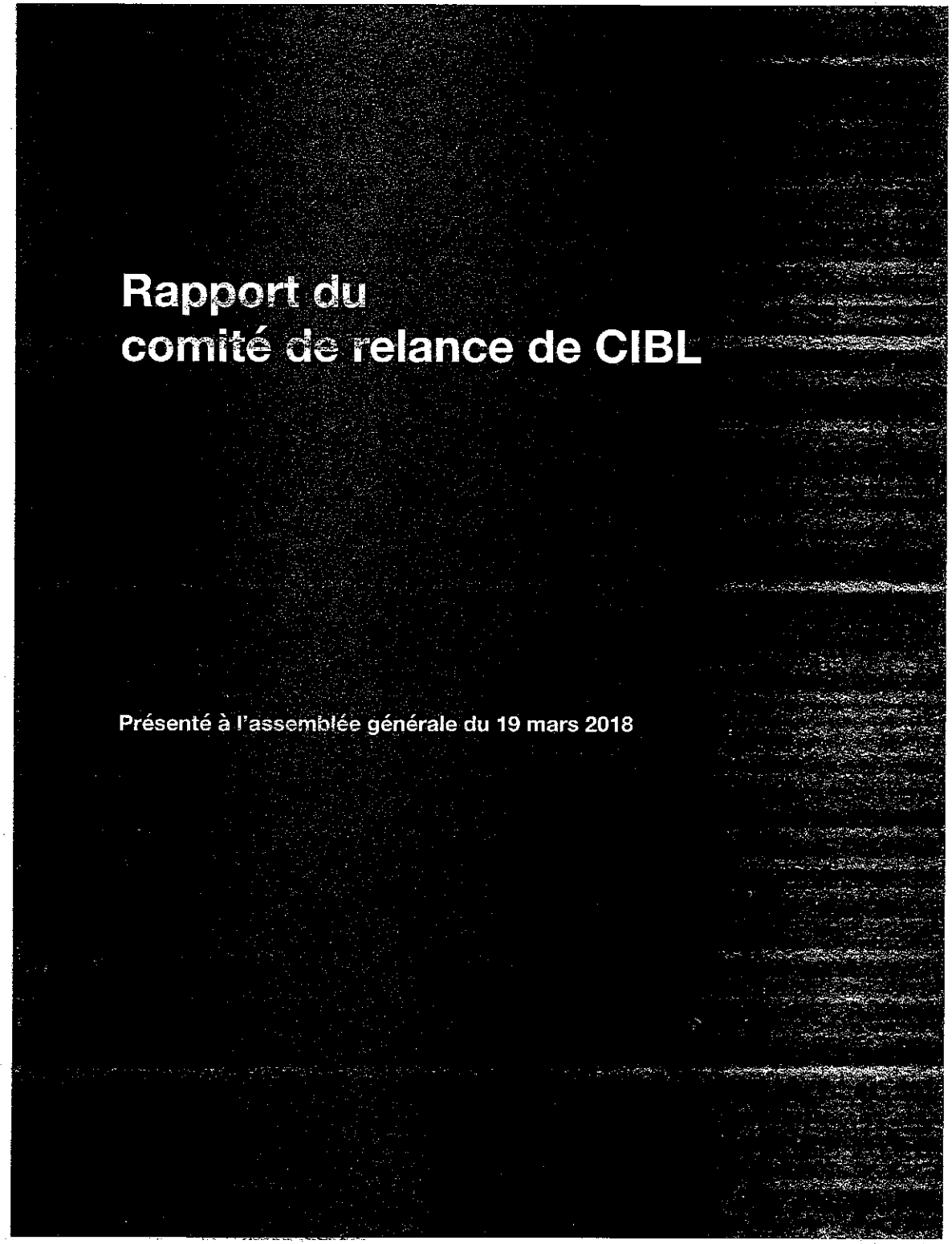
CIBL
101.5

2 rue Sainte-Catherine Est, suite 201
Montréal, Qc, H2X 1K4

semaine à la relance de cette radio qui fait figure d'institution sur l'Île. Nous souhaitons faire de nouveau de CIBL l'agrégateur de talent qu'elle a toujours été, et plusieurs démarches de partenariats médias, de création de contenu et d'évènements bénéfices sont déjà en cours. De pouvoir compter sur votre aide d'urgence contribuerait à donner à tous les membres l'impulsion nécessaire au nouveau départ tant attendu de CIBL.

Dans l'attente de vos nouvelles, veuillez recevoir, Madame la Mairesse, l'expression de nos salutations distinguées.

Jeanne Doré
Présidente
Conseil d'administration


Rapport du
comité de relance de CIBL
Présenté à l'assemblée générale du 19 mars 2018

« La richesse de CIBL,
ce sont les gens. »

- Jacques K. Primeau
Coprésident du comité de relance

Les membres du comité de relance

Charles Benoit
Consultant et auparavant président TV et radio, Bell Media, Québec

Nathalie Benoit
Directrice de la promotion institutionnelle, UQAM

Jean-Philippe Cipriani
Directeur des contenus numériques, L'actualité

Léa Clermont-Dion
Doctorante en science politique, auteure et documentariste

Thierry Holdrinet
Président du conseil d'administration de CIBL et consultant en communication

Sladgy Jean-Baptiste
Animatrice et réalisatrice, bénévole à CIBL

Stéphane Mailhiot
Administrateur de CIBL et vice-président, stratégie de Havas Montréal

Violaine Ouellette
Administratrice de CIBL et directrice générale adjointe de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec

Julien Poirier-Malo
Animateur et journaliste

Jacques K. Primeau
Producteur, agent d'artiste, président du conseil d'administration du Quartier des spectacles

Monique Simard
Jusqu'à récemment présidente et chef de la direction de la Société de développement des entreprises culturelles

Chloé Sondervorst
Réalisatrice à ICI Radio-Canada Première

Alexandre Taillefer
Associé principal de XPND Capital

Table des matières

Introduction
Les membres du comité de relance 3
Résumé du plan de relance 5

Plan de relance
Contexte et mandat 13

1.0 Identité 14
- Historique
- Nature
- Mission
- Vision
- Valeurs
- Positionnement
- Analyse stratégique
- Partis pris
- Aspiration

2.0 Piliers stratégiques 18
- Définition des piliers
- Objectifs à atteindre sur un an
- Objectifs à atteindre sur 3 ans

3.0 Plan opérationnel 23
- Projections
  - Financement communautaire
  - Financement privé
  - Financement public
- Ressources humaines
- Programmation

4.0 Plan d'action à court terme 27
- Définition des piliers
- Objectifs à atteindre sur un an
- Objectifs à atteindre sur 3 ans

Résumé

Résumé du plan de relance

1.0 Identité et positionnement

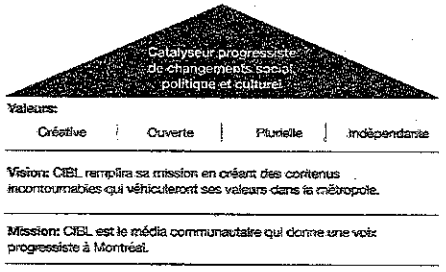
1.1 Mission
CIBL est le média communautaire qui donne une voix progressiste à Montréal.

1.2 Vision
CIBL remplira sa mission en créant des contenus incontournables qui véhiculeront ses valeurs dans la métropole.

1.3 Valeurs

- **Créative**
- **Ouverte**
- **Plurielle**
- **Indépendante**

1.4 Énoncé de positionnement
Catalyseur progressiste de changement social, politique et culturel.

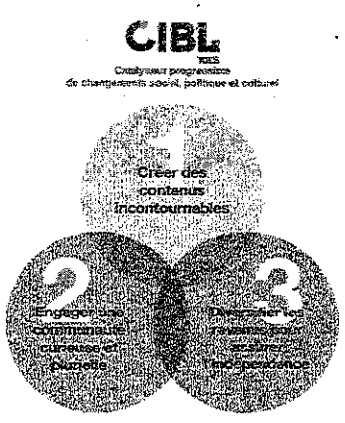


2.0 Piliers stratégiques

1. **Créer des contenus incontournables**
   Aspiration : produire des contenus originaux, distinctifs, progressistes, rigoureux et pertinents et si incontournables dans le paysage média communautaire montréalais qu'ils contribueront à **faire de CIBL un média impossible à ignorer.**

2. **Engager une communauté curieuse et plurielle**
   Aspiration : être le média montréalais le plus ouvert qui offre la plus grande pluralité de voix (diversité culturelle et sociale, de sexes et d'âges, tant dans sa communauté qu'en ondes). Cette voix distincte assurera sa pertinence et fera de **CIBL une radio connectée au visage moderne de Montréal.**

3. **Diversifier les revenus pour assurer l'indépendance.**
   Aspiration: construire une indépendance financière permettant à CIBL de faire ses choix, d'explorer et d'être le vivier de talents qu'elle a toujours été. Avec un financement communautaire, public et privé, multipliant les partenariats et les sources de revenus, CIBL sera **une voix forte complètement indépendante.**



Résumé du plan de relance

2.1 Créer des contenus incontournables (résumé)

Objectifs à atteindre sur un an	Objectifs à atteindre sur trois ans
• Développer une programmation cohérente et pertinente, clairement alignée sur les pôles identitaires de CIBL : ◦ progressiste et vecteur de transformation sociale ◦ culturel et promoteur d'artistes émergents ◦ audacieux et incubateur de talents • Jeter les bases d'une salle de presse axée sur l'information locale et hyperlocale • Proposer des contenus avec une durée de vie et une exportabilité plus grande. Tisser des partenariats pour exporter ces contenus.	• Fixer un seuil minimum de programmation dédiée à l'information locale et hyperlocale (25%) • Augmenter la notoriété de CIBL grâce à des contenus pertinents exportés sur plusieurs plateformes et repris par d'autres médias et influenceurs • Présenter des émissions de vulgarisation des savoirs, notamment en partenariat avec le milieu de l'éducation • Devenir la référence pour découvrir la musique et les groupes émergents de Montréal • Offrir des contenus qui reflètent la diversité montréalaise • Mettre sur pied une émission phare pour l'ensemble des radios communautaires québécoises et du Canada francophone

2.2 Engager une communauté curieuse et plurielle (résumé)

Objectifs à atteindre sur un an	Objectifs à atteindre sur trois ans
• Rétablir les liens avec l'ensemble de la communauté : ◦ Membres bénévoles ◦ Auditeurs.trices ◦ Milieu communautaire ◦ Milieu artistique en général ◦ Quartier des spectacles ◦ Ville de Montréal et arrondissements ◦ Partenaires médias ◦ Entreprises, organismes, syndicats, institutions et gouvernements • S'assurer d'une diversité en ondes et dans les instances participatives	• Mettre en place un plan pour la parité et la diversité en ondes • Doubler le nombre de membres et fixer un objectif de diversité dans le membership • Mettre en place un plan d'engagement numérique sur les plateformes sociales et en ligne • Réaffirmer la présence de CIBL dans le Quartier de spectacles, notamment avec l'utilisation du 2-22

Résumé du plan de relance

2.3 Diversifier les revenus pour assurer l'indépendance (résumé)

Objectifs à atteindre sur un an

Financement communautaire
- Tenir un grand événement à l'occasion du radiothon de la relance, en collaboration avec une plateforme de sociofinancement (par ex. La ruche)
- Émettre des obligations communautaires de CIBL (investissement de la part de la communauté)
- Augmenter la part du sociofinancement dans l'élaboration des nouveaux projets.
- Revenir à un membership d'au moins 25 $

Financement privé
- Mettre en place un programme de grands partenaires (don en échange de visibilité)
- Offrir des commandites d'émission à des annonceurs désirant s'associer à un contenu spécifique.
- Ajouter la production de contenus/baladodiffusions à l'offre de CIBL
- Relancer les ventes de publicités locales (notamment avec le retour d'une ressource dédiée)
- Arrimer la vente publicitaire avec le contenu local (vente auprès des arrondissements)
- Étendre la vente publicitaire aux formats numériques.

Financement public
- Fédéral : obtenir du financement du Fonds canadien des radios communautaires et du programme pour les fêtes nationales
- Provincial : compléter des partenariats financiers privés associés à des contenus particuliers
- Municipal : vendre de la création de contenus à la Ville de Montréal

Objectifs à atteindre sur trois ans

Financement communautaire
- Créer un financement participatif récurrent et automatique
- Augmenter la part du financement participatif à 20%.
- Créer un réseau d'alliés de CIBL prêts à investir dans sa mission, notamment par les obligations communautaires

Financement privé
- Élargir le programme de grands partenaires et conclure des ententes à long terme pour assurer une continuité
- Maintenir les partenariats financiers dans les créneaux qui ont généré des émissions de qualité et développer de nouveaux partenariats
- Augmenter les revenus de vente de contenus/ baladodiffusions

Financement public
- Fédéral : encourager le soutien des médias communautaires et indépendants, notamment pour la transition numérique
- Provincial : accentuer les partenariats de contenus
- Municipal : établir un partenariat solide et long terme avec la Ville de Montréal

Résumé du plan de relance (suite)

3.0 Plan opérationnel - objectifs et cibles (court terme) :

Projections de revenus sur 3 ans	2019-2019	2019-2020	2020-2021
Financement communauté			
Radiothon	35 000 $	40 000 $	45 000 $
Membership	5 000 $	8 000 $	10 000 $
Sous-total	*40 000 $*	*48 000 $*	*55 000 $*
Financement privé			
Commandites grands partenaires	30 000 $	30 000 $	30 000 $
Commandites émission	80 000 $	99 000 $	100 000 $
Création de contenu	65 000 $	70 000 $	70 000 $
Location studio/équipements	5 000 $	10 000 $	10 000 $
Sous-total	*180 000 $*	*209 000 $*	*210 000 $*
Financement public	69 500 $	87 500 $	97 500 $
Total des revenus	*289 500 $*	*345 500 $*	*367 500 $*
Frais associés aux projets	(190 450) $	(194 259) $	(198 144) $
Excédents	99 050 $	151 241 $	169 356 $
Encaissement d'obligations communautaires	20 000 $	20 000 $	20 000 $

3.1.1 Financement communautaire

3.1.1.1 Le retour du Radiothon
3.1.1.2 Augmentation de la cotisation de membre (membership)
3.1.1.3 Utilisation des obligations communautaires

> **Une radio communautaire doit être soutenue par sa communauté.**

3.1.2 Financement privé

3.1.2.1 Commandite de grands partenaires

3.1.2.2 Commandite d'émissions

3.1.2.3 Création de contenus

3.1.2.4 Location d'équipements

> **Face à la diminution systémique des ventes publicitaires, CIBL doit diversifier son offre de visibilité en adoptant des formes de partenariats variés.**

3.1.3 Financement public

CIBL a besoin du soutien des différents paliers de gouvernement.

En plus des subventions de fonctionnement et du financement par projet, CIBL devra s'intéresser aux sommes que le gouvernement désire investir dans le soutien de la numérisation des médias.

*Note sur la publicité : les chiffres projetés ne tiennent pas compte des ventes de publicité déjà prévues. Le comité suggère notamment de redoubler les efforts de vente publicitaire locale. Une attention devrait être portée sur les différents arrondissements de la métropole.

Résumé du plan de relance (suite)

3.2 - Ressources humaines

Le comité de relance est conscient des besoins humains qu'entraînent ses différentes recommandations et suggestions. C'est pourquoi il désire réitérer l'importance de mettre sur pied, le plus rapidement possible, une équipe capable de mettre en œuvre le plan en question. Le plan sera orchestré par une nouvelle direction générale et devra mettre la capacité de vente au cœur de son équipe renouvelée.

Avec les bonnes ressources en place, le comité de relance propose de mettre en place une politique de gestion des ressources humaines.

Projection des ressources humaines nécessaires à la réalisation du plan de relance

Printemps 2018	Été 2018 (juin)	Rentrée 2018
Direction générale Vendeur	*Conditionnel à l'obtention de la subvention* - Responsable des programmes - Deux animateurs	*En fonction des projets* Animateur Recherchiste Technicien Sous-traitance : graphisme, pigistes

3.3 - Programmation

Le comité de relance propose une consultation plus régulière du comité de programmation. Les nouveaux modes de financement de CIBL et son intérêt pour le public dépendent de la qualité de sa programmation et de la qualité de ses contenus. C'est par ce qu'elle met en ondes et en ligne que CIBL remplira sa mission dans le respect de ses valeurs.

Printemps 2018	Été 2018 (juin)	Rentrée 2018
Programmation de transition visant à livrer, autant que possible, les cibles de contenu du CRTC (19h / sem. de contenu oral)	Programmation de transition, dans le respect des cibles du CRTC. Quelques émissions bénévoles ou de partenariat.	Relance d'une programmation régulière
Relance du comité de programmation	Radiothon	Projets spéciaux commandités
Renouvellement des listes de lecture		Partenariats avec le milieu universitaire

Résumé du plan de relance (suite)

4.0 Plan d'action à court terme

4.1 Actions immédiates

4.1.1 Ajustements et adoption du plan de relance par le conseil d'administration renouvelé

4.1.2 Communication du nouveau c.a. et des grandes lignes du plan à la communauté élargie de CIBL par le CIBLien.

4.2 Actions 30 jours

4.2.1 Financement d'une directrice ou d'un directeur général

4.2.2 Définition du profil de DG recherché et affichage

4.2.3 Création par le c.a. du comité de sélection

4.2.4 Confirmation de la date de relance (événement Radiation)

4.2.5 Rencontre du comité de programmation et création d'un plan d'action de programmation transitoire

4.2.6 Mise à profit des membres du comité de relance pour trouver les grands partenaires

4.2.7 Création du comité de l'événement de relance - Radiothon

4.3 Actions 60 jours (d'ici juin)

4.3.1 Constitution de l'équipe de vente

4.3.2 Vente confirmée de trois émissions commanditées pour assurer la viabilité du plan à court terme

4.3.3 Exploration des possibilités de partenariat avec le milieu de l'éducation

4.3.4 Création d'une campagne de promotion pour marquer la relance

4.3.5 Uniformisation de l'écosystème numérique et social de CIBL

4.3.6 Création d'un comité Radiothon

4.4 Actions 100 jours (d'ici septembre)

4.4.1 Relance d'une programmation complète

4.4.2 Mise en place de mécanismes de suivi des objectifs par le conseil d'administration

4.4.3 Clarification des mécanismes de contrôle pour l'ensemble des instances de la gouvernance de CIBL

4.4.4 Révision des règlements généraux dans le but d'une adoption à l'AGA 2018.

Plan de relance

Contexte et mandat

Contexte

Depuis quelques années, les revenus de CIBL, comme ceux de plusieurs médias, sont en décroissance. Le manque à gagner publicitaire n'a pas été compensé par de nouvelles sources de revenus. La station a rationalisé ses dépenses au point de limiter sa capacité de gestion et la dette s'est accumulée. Le 5 janvier 2018, pour éviter d'accroître cette dette et face à l'inquiétude de ne plus être en mesure de payer ses employés, le conseil d'administration de CIBL a dû mettre à pied ces derniers. Le c.a. a rapidement créé un comité de relance pour l'aider dans sa réflexion sur l'avenir de la station. Celui-ci a été mandaté pour proposer de nouvelles avenues afin de permettre à CIBL de remplir sa mission et de demeurer fidèle à sa vision, tout en assurant la pérennité de son financement.

Le travail du comité de relance a été réalisé en concertation avec des groupes de travail citoyens mis en place par la communauté de CIBL. Les représentants de ces groupes consacrés au financement, aux communications, à la programmation et à la gouvernance ont contribué à construire la réflexion du comité de relance. Ce document est donc le fruit d'un travail collectif.

Mandat

L'objectif du plan de relance est de permettre à CIBL de concrétiser sa vision d'avenir et de remplir sa mission de façon durable. CIBL doit en effet définir un nouveau plan stratégique et le modèle d'affaires associé afin de rendre viables les activités de la station à long terme.

En ce qui concerne la programmation, CIBL souhaite remettre la production communautaire, la prise de parole citoyenne et l'information locale au cœur des ondes et sur le web en s'assurant que celles-ci reflètent la diversité montréalaise et offrent des contenus incontournables, qui inspirent et nourrissent la communauté.

Pour multiplier ses impacts et augmenter sa valeur, CIBL compte aussi tisser des partenariats, tant pour exporter ses contenus sur d'autres plateformes que pour bénéficier de contenus produits avec ses partenaires. La relance de CIBL passera notamment par un resserrement des liens avec l'UQAM, pour appuyer les mandats d'information locale, de débat public, de formation de la relève en journalisme et de démocratisation du savoir.

Pour atteindre ces objectifs, CIBL entend diversifier ses sources de revenus en s'appuyant sur trois piliers : le privé, la communauté et le public. En matière de financement privé, CIBL mettra à profit son expertise et les talents de ses artisans pour générer des revenus par l'entremise de la création de contenus numériques (baladodiffusions) destinés à des clients corporatifs et institutionnels. Elle misera également sur des partenariats financiers (commandites) pour la production d'une partie de ses émissions et projets. La station verra aussi à augmenter les ventes de publicités locales en étant créative dans son approche.

Avec son contenu incontournable, au service de sa communauté locale, curieuse et plurielle, et forte de son indépendance financière, CIBL réaffirmera la pertinence des médias communautaires au Québec.

1.0 Identité

Historique
Nature
Mission
Vision
Valeurs
Positionnement
Analyse stratégique
Partis pris
Aspiration

1.0 Identité et positionnement

Historique

Forte de près de 40 ans d'histoire, la radio de CIBL a permis à des milliers de citoyens, d'artistes, de militants communautaires et autres voix marginales de s'exprimer sur les ondes FM et de contribuer à la vie démocratique et culturelle de Montréal. Espace de liberté et d'expérimentation, ce média citoyen a aussi fait émerger nombre de talents reconnus aujourd'hui parmi les plus grands communicateurs, artistes et personnalités engagés au sein de la société québécoise. Participante dans toutes les sphères de la société, carrefour des générations, des classes sociales et des champs d'intérêt, CIBL joue un rôle essentiel dans la vitalité de Montréal.

CIBL a vu le jour en 1980, bien ancrée dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. Elle y est demeurée jusqu'en 2011 pour ensuite s'installer en plein coeur du nouveau Quartier des spectacles, au centre-ville. La suite de son histoire reste à écrire.

Nature

CIBL est un organisme à but non lucratif regroupant près de 500 membres. Son conseil d'administration est élu par l'assemblée générale et est composé de 13 représentants de la communauté de CIBL et de Montréal dont les expertises sont complémentaires.

Mission Vision Valeurs et Positionnement

CIBL est le média communautaire qui donne une voix progressiste à Montréal. À la fois intelligente et accessible, rigoureuse et audacieuse, CIBL offre une information de proximité, faite par et pour la communauté, qui éclaire les débats d'aujourd'hui et suscite les actions de demain. Elle met en lumière les découvertes culturelles et favorise la création sous toutes ses formes. Elle affiche fièrement ses valeurs. CIBL est créative, ouverte, plurielle et indépendante.



Valeurs:

Créative | Ouverte | Plurielle | Indépendante

Vision: CIBL remplira sa mission en créant des contenus incontournables qui véhiculeront ses valeurs dans la métropole.

Mission: CIBL est le média communautaire qui donne une voix progressiste à Montréal.

1.0 Identité et positionnement

Analyse stratégique (FFMO)

Forces
- Riche histoire et la cote d'amour de CIBL
- engagement, talent et passion de ses membres présents et passés
- grand capital de sympathie dans la communauté montréalaise
- la culture sous toutes ses formes, émergente
- au coeur du Quartier des spectacles
- formation et apprentissage
- expérimentation, laboratoire, liberté
- Capacité de production audio
- une voix différente : contenus et communicateurs.trices qu'on n'entend pas ailleurs
- qualité des studios/équipements
- membre d'un réseau québécois, canadien et mondial

Faiblesses
- stratégie de revenus déficiente
- pas d'identité claire pour le public externe
- manque de notoriété hors de sa communauté
- qualité variable des contenus, manque de cohérence et programmation musicale peu à l'avant-garde
- sous-exploitation de sa localisation stratégique (2-22)
- retard important sur le plan numérique
- puissance limitée de l'antenne
- fragilisée par les quatre dernières années : problèmes de gestion, démobilisation de la communauté, attention exagérée aux cotes d'écoute
- précarité financière et ressources limitées
- Conseil d'administration fragilisé
- confiance des membres minée

Opportunités
- grande mobilisation des membres, plusieurs partenaires bien positionnés prêts à s'investir, momentum pour trouver des partenaires financiers et aides gouvernementales
- les gouvernements soutiennent les virages numériques
- besoin grandissant d'information locale et hyperlocale
- rapprochement potentiel avec l'UQAM
- le numérique permet d'étendre la diffusion des contenus, d'expérimenter d'autres types de création et de développer d'autres formes de financement
- proximité avec l'activité culturelle du Quartier
- la ligne éditoriale de CIBL se distingue des grands médias
- les entreprises recherchent des producteurs de contenus

Menaces
- marché publicitaire à la baisse au profit des géants du web
- réticence de certains partenaires financiers en raison des problèmes de CIBL ces dernières années
- démobilisation de la communauté si des perspectives d'avenir ne sont pas apportées à court terme
- compétition pour les subventions et l'aide (plusieurs médias sont en difficulté)

Les partis pris du comité de relance

CIBL doit miser sur ses forces

1. sa nature citoyenne
2. sa communauté
3. sa ligne éditoriale progressiste et culturelle
4. son caractère expérimental et de lieu d'apprentissage
5. sa localisation au coeur du Quartier des spectacles
6. ses équipements et son expertise en production audio

CIBL doit évoluer pour remplir sa mission de façon durable

1. diversifier ses sources de revenus
2. rendre sa programmation plus pertinente et cohérente
3. rejoindre son auditoire dans l'espace numérique
4. être un point de repère pour les arts et la culture émergente
5. embrasser son rôle d'incubateur de talents et de lieu de création
6. devenir une référence en information locale et hyperlocale
7. rayonner en dehors des ondes

1.0 Identité et positionnement

Aspiration

À l'aube de son 40e anniversaire, CIBL réaffirme son rôle dans un univers médiatique en mutation en s'appuyant sur ses principes fondateurs :

- En tant que radio communautaire et entreprise collective en milieu urbain, elle doit maximiser la participation de la collectivité à ses opérations et à sa programmation.
- En tant que média du 21e siècle, elle doit se donner les moyens de rencontrer son auditoire sur la bande FM comme dans l'espace numérique.
- En tant qu'OBNL, elle est appelée à renouveler son modèle de financement pour assurer à la fois sa viabilité et le respect de sa mission.
- En tant qu'espace ouvert et collaboratif, et puisque la créativité est dans son ADN, elle sera un catalyseur de changement et d'innovation pour tout l'écosystème de la radiophonie communautaire, des entreprises d'économie sociale et de la société civile dont elle fait partie.
- En tant que média indépendant ancré dans la communauté montréalaise, elle sera une référence en information locale et hyperlocale de qualité, dans les champs des affaires publiques, de la culture et de tous les enjeux sociaux.

Devenir le catalyseur progressiste de changements social, politique et culturel

49/68

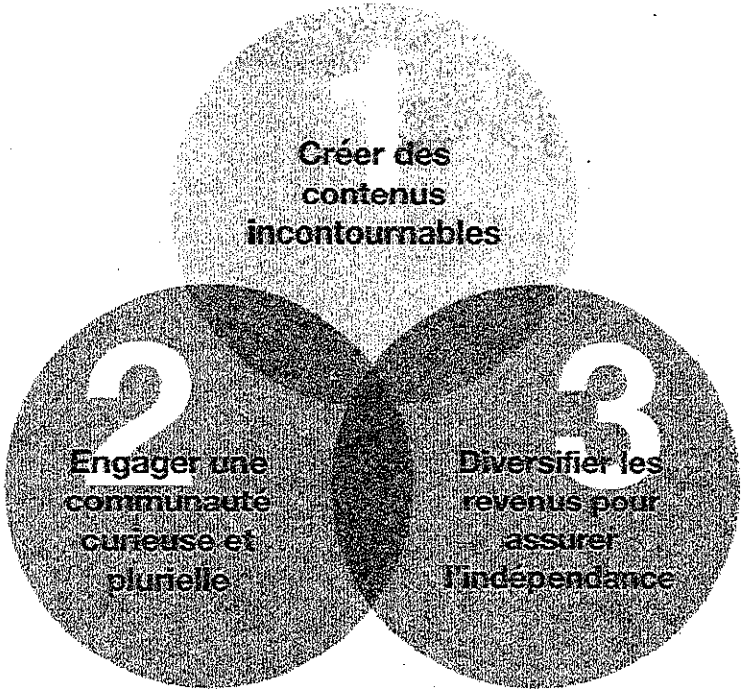
2.0 Piliers stratégiques

- Définition des piliers
- Objectifs à atteindre sur 1 an
- Objectifs à atteindre sur 3 ans

2.0 Piliers stratégiques

CIBL 101,5

Catalyseur progressiste
de changements social, politique et culturel



2.0 Piliers stratégiques

Pilier no 1

CRÉER DES CONTENUS INCONTOURNABLES

Le contenu, c'est la raison d'être d'un média.

Aspiration : CIBL va produire des contenus originaux, distinctifs, progressistes, rigoureux et pertinents dans leur localité. Ces contenus seront si incontournables dans le paysage média communautaire montréalais qu'ils feront de CIBL un média impossible à ignorer.

Objectifs à atteindre sur un an

- Rétablir la participation communautaire et citoyenne au cœur de la production de contenus
- Développer une programmation cohérente et pertinente, clairement alignée sur les pôles identitaires de CIBL :
  - progressiste et vecteur de transformation sociale
  - culturel et promoteur d'artistes émergents
  - audacieux et incubateur de talents
- Mettre à profit le comité de programmation de CIBL avec des mandats clairs
- Jeter les bases d'une salle de presse axée sur l'information locale et hyperlocale
- Établir un partenariat avec l'UQAM pour soutenir la production de contenus et la formation de la relève en journalisme
- Proposer des contenus avec une durée de vie et une exportabilité plus grande. Tisser des partenariats pour exporter ces contenus.

Objectifs à atteindre sur trois ans

- Fixer un seuil minimum de programmation dédiée à l'information locale et hyperlocale (25%)
- Augmenter la notoriété de CIBL grâce à des contenus pertinents exportés sur plusieurs plateformes et repris par d'autres médias et influenceurs
- Présenter des émissions de vulgarisation des savoirs, notamment en partenariat avec le milieu de l'éducation
- Devenir la référence pour découvrir la musique et les groupes émergents de Montréal
- Offrir des contenus qui reflètent la diversité montréalaise
- Mettre sur pied une émission phare pour l'ensemble des radios communautaires québécoises et du Canada francophone
- Offrir des contenus qui couvrent une grande diversité de sujets qui s'inscrivent dans l'identité de CIBL (environnement, enjeux sociaux, technologies, nouveaux courants et mutations, droit, arts et culture émergente ou de niche, entrepreneuriat collectif, Premières Nations, communautés culturelles, immigration, etc.)
- Devenir un producteur de *podcasts* pour les organisations et institutions

2.0 Piliers stratégiques

Pilier no 2

ENGAGER UNE COMMUNAUTÉ LOCALE CURIEUSE ET PLURIELLE

Avant toute chose, CIBL est une radio communautaire. Elle est là pour servir sa communauté et donner une voix à ceux qui ne se retrouvent pas dans les médias traditionnels. Elle remplit sa mission quand elle offre une voix distincte, plurielle et entendue par l'auditoire montréalais.

Aspiration : CIBL sera le média montréalais le plus ouvert qui offre la plus grande voix (diversité culturelle et sociale, de sexes et d'âges), tant dans sa communauté qu'en ondes. Cette voix distincte assurera sa pertinence et fera de CIBL une radio connectée au visage moderne de Montréal.

Objectifs à atteindre sur un an

- Rétablir les liens avec l'ensemble de la communauté :
  - Membres bénévoles
  - Auditeurs.trices
  - Milieu communautaire
  - Milieu artistique en général
  - Quartier des spectacles et ses membres en particulier
  - Ville de Montréal et arrondissements
  - Partenaires médias
  - Entreprises, organismes, syndicats, institutions et gouvernements
- S'assurer d'une diversité en ondes et dans les instances participatives
- Être proactif pour établir des partenariats avec les différentes communautés culturelles

Objectifs à atteindre sur trois ans

- Mettre en place un plan pour la parité et la diversité en ondes
- Mettre en place un plan pour la parité et la diversité sur le conseil d'administration
- Doubler le nombre de membres et fixer un objectif de diversité dans le membership
- Mettre en place d'un plan d'engagement numérique sur les plateformes sociales et en ligne
- Réaffirmer la présence de CIBL dans le Quartier de spectacles, notamment avec l'utilisation du 2-22

2.0 Piliers stratégiques

Pilier no 3

DIVERSIFIER LES REVENUS POUR ASSURER L'INDÉPENDANCE

Le financement, c'est ce qui permet à CIBL d'assurer sa mission. Un financement plus varié et moins dépendant de grandes sources de revenus met CIBL à l'abri de crise majeure.

Aspiration : CIBL profitera d'une indépendance financière lui permettant de faire ses choix, d'explorer et d'être le vivier de talents qu'elle a toujours été. Avec un financement communautaire, public et privé, multipliant les partenariats et les sources de revenus, CIBL sera une voix forte complètement indépendante.

Objectifs à atteindre sur un an

Financement privé :
- Mettre en place un programme de grands partenaires (don en échange de visibilité)
- Établir des partenariats financiers avec des entreprises ou institutions qui souhaitent s'associer à des contenus particuliers
- Créer une coopérative de production de contenus/ baladodiffusions
- Vendre des contenus aux institutions ou entreprises
- Relancer les ventes de publicités locales avec un représentant attitré et :
- miser davantage sur la vente auprès des arrondissements/intégrer les publicités à l'intérieur des émission/adapter l'offre aux différentes plateformes/ créer des événements/concours dans les quartiers pour créer des liens avec les commerçants et leurs clients
- Offrir nos studios en location

Financement communautaire :
- Tenir un grand événement de sociofinancement à l'occasion du radiothon de la relance, en collaboration avec La Ruche
- Émettre des obligations communautaires de CIBL (investissement de la part de la communauté)
- Utiliser la plateforme de La Ruche pour mettre en place une stratégie de sociofinancement sur mesure
- Revenir à un membership d'au moins 25 $

Financement public :
- Fédéral : obtenir du financement du Fonds canadien des radios communautaires et du programme pour les fêtes nationales
- Provincial : compléter des partenariats financiers privés associés à des contenus particuliers
- Municipal : vendre de la création de contenus à la Ville de Montréal

Objectifs à atteindre sur trois ans

Financement privé :
- Élargir le programme de grands partenaires et conclure des ententes à long terme pour assurer une continuité
- Maintenir les partenariats financiers dans les créneaux qui ont généré des émissions de qualité et développer de nouveaux partenariats
- Poursuivre les ventes de publicités locales
- Augmenter les revenus de vente de contenus/ podcasts

Financement communautaire :
- Créer une base de financement participatif récurrent et automatique
- Faire du financement participatif par projet
- Créer un réseau d'alliés de CIBL prêts à investir dans la mission de CIBL, notamment par les obligations communautaires

Financement public :
- Fédéral : faire des représentations et propositions en vue des prochains budgets pour aller chercher du soutien comme média communautaire indépendant et pour la transition numérique
- Provincial : accentuer les partenariats de contenus
- Municipal : établir un partenariat solide et long terme avec la Ville de Montréal

3.0 Plan opérationnel

Projections
- Financement communautaire
- Financement privé
- Financement public

Ressources humaines

Programmation

3.0 Plan opérationnel

Contexte

Dans le cadre de ses travaux, le comité de relance veut non seulement donner une direction stratégique pour la survie de l'organisation, mais veut démontrer que le modèle qu'il suggère est viable et permettra à CIBL de réaliser sa mission de façon durable.

Dans ce contexte, le plan comprend une approche opérationnelle avec des objectifs et des cibles ainsi que des recommandations pour les ressources humaines, la programmation, les infrastructures techniques et les liens avec la communauté.

Le comité est conscient de sa nature consultative et du fait que les points de la section 3.0 - Plan opérationnel - demeurent de la prérogative du conseil d'administration et de sa direction générale.

3.1 Projections

Projections de revenus sur 3 ans	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Financement communauté			
Radiothon	35 000 $	40 000 $	45 000 $
Membership	5 000 $	8 000 $	10 000 $
Sous-total	*40 000 $*	*48 000 $*	*55 000 $*
Financement privé			
Commandites grands partenaires	35 000 $	30 000 $	30 000 $
Commandites d'émission	80 000 $	90 000 $	100 000 $
Création de contenu	65 000 $	70 000 $	70 000 $
Location studio/équipements	5 000 $	10 000 $	15 000 $
Sous-total	*180 000 $*	*200 000 $*	*215 000 $*
Financement public	69 500 $	97 500 $	97 500 $
Total des revenus	*289 500 $*	*345 500 $*	*367 500 $*
Frais associés aux projets	(190 450) $	(194 259) $	(198 144) $
Excédents	99 050 $	151 241 $	169 356 $
Encaissement d'obligations communautaires	29 800 $	29 800 $	29 050 $

Note
Les projections suivantes prennent en compte une capacité renouvelée de générer des revenus du secteur privé. Les chiffres proposés pourront devenir des cibles de revenus pour orienter les efforts de la direction de CIBL.

Il est à noter que les projections visent à assurer la pérennité de l'organisation et l'assainissement de sa dette. Cependant, il appartiendra à la direction d'établir la meilleure allocation des nouvelles ressources financières mises à sa disposition.

3.0 Plan opérationnel

3.1.1 Financement communautaire

Une radio communautaire doit être soutenue par sa communauté. Les mécanismes sont de plus en plus nombreux dans l'économie participative et il est temps que CIBL convertisse sa cote d'amour en ressources nécessaires à accomplir sa mission.

Pour assurer le financement communautaire, le comité de relance propose :

3.1.1.1 Le retour du Radiothon
En plus d'assurer un financement intéressant, le Radiothon est une occasion de mobilisation pour la communauté CIBL et une occasion de réitérer sa présence et son importance dans les autres médias.

3.1.1.2 L'augmentation de la cotisation des membres (membership)
Que ce soit en cotisations directes, en invitation aux dons sur les plateformes ou en rendant les contenus numériques payants, la communauté doit pouvoir formaliser son soutien de façon plus simple et plus fréquente.

3.1.2 Financement privé

Face à l'importante diminution de l'enveloppe publicitaire - ressentie par de très nombreux médias québécois - CIBL doit diversifier son approche de vente et s'ouvrir à des modèles ayant fait leurs preuves dans l'industrie.

3.1.2.1 Commandite de grands partenaires
Le contexte est là pour sensibiliser de grandes entreprises à l'importance des médias indépendants. CIBL est dans une position propice sur le marché montréalais pour porter cette sensibilisation et tirer profit de la volonté de grandes marques québécoises de faire connaître leur soutien.

3.1.2.2 Commandite d'émissions
CIBL traite de nombreux sujets délaissés par les médias traditionnels de masse.

Plusieurs marques trouveront intéressant de s'associer à des contenus indépendants de qualité, dédiés à des sujets qui les touchent. Par exemple, il y a de la place dans le paysage radiophonique montréalais pour une émission dédiée à l'économie sociale. Ce contenu pourrait très bien être commandité par un annonceur sensible au sujet.

3.1.2.3 Création de contenu
CIBL possède une expertise créative et technique qui lui permet d'offrir ses services comme créateur, producteur, technicien ou conseiller dans la création de contenu de marque.

3.1.2.4 Location d'équipements
CIBL - et sa localisation avantageuse - peut s'inspirer de l'économie du partage et offrir ses équipements en location.

3.1.3 Financement public

CIBL a besoin du soutien des différents paliers de gouvernement.

En plus des subventions de fonctionnement et du financement par projet, CIBL devra s'intéresser aux sommes que le gouvernement désire investir dans le soutien de la numérisation des médias. Le comité recommande de conserver une approche proactive quant aux représentations auprès des différentes instances pour ne perdre aucune occasion d'obtenir de l'aide.

3.0 Plan opérationnel

3.2 Ressources humaines

La force de CIBL, ce sont les gens : les bénévoles, les artisans et les employés. Avec la reprise des activités, les besoins de ressources devront être comblés.

Avec les bonnes ressources, le comité de relance propose de mettre en place une politique de gestion des ressources humaines.

CIBL doit redevenir la pépinière de talents qui a fait sa force

Projection des ressources humaines nécessaires à la réalisation du plan de relance

Printemps 2018	Été 2018 (juin)	Rentrée 2018
Direction générale Vendeur	*Conditionnel à l'obtention de la subvention* - Responsable des programmes - Deux animateurs	*En fonction des projets* Animateur *Recherchiste* Technicien Sous-traitance : graphisme, pigistes

Le masculin est utilisé pour alléger le texte.

3.3 Programmation

Le comité de relance propose une consultation plus régulière du comité de programmation. Les nouveaux modes de financement de CIBL et son intérêt pour le public dépendent de la qualité de sa programmation et de la qualité de ses contenus. C'est par ce qu'elle met en ondes et en ligne que CIBL remplira sa mission dans le respect de ses valeurs.

Printemps 2018	Été 2018 (juin)	Rentrée 2018
Programmation de transition visant à livrer, autant que possible, les cibles de contenu du CRTC (19h / sem. de contenu oral)	Programmation de transition, dans le respect des cibles du CRTC. Quelques émissions bénévoles ou de partenariat.	Relance d'une programmation régulière
Relance du comité de programmation	Radiothon	Projets spéciaux commandités
Renouvellement des listes de lecture		Partenariats avec le milieu universitaire

4.0 Plan d'action à court terme

Actions immédiates
Actions 30 jours
Actions 60 jours (d'ici juin)
Actions 100 jours (d'ici septembre)

4.0 Recommandation d'actions à court terme

4.1 Actions immédiates

4.1.1 Ajustements et adoption du plan de relance par le conseil d'administration renouvelé

4.1.2 Communication du nouveau c.a. et des grandes lignes du plan à la communauté élargie de CIBL par le CIBLien

4.2 Actions 30 jours

4.2.1 Financement d'une directrice générale ou d'un directeur général

4.2.2 Définition du profil de DG recherché et affichage

4.2.3 Création par le c.a. du comité de sélection

4.2.4 Confirmation de la date de relance (événement Radiothon)

4.2.5 Rencontre du comité de programmation et création d'un plan d'action de programmation transitoire

4.2.6 Mise à profit du comité de relance pour trouver les grands partenaires

4.2.7 Création du comité de l'événement de relance - Radiothon

4.3 Actions 60 jours (d'ici juin)

4.3.1 Constitution de l'équipe de vente

4.3.2 Vente confirmée de trois émissions commanditées pour assurer la viabilité du plan à court terme

4.3.3 Exploration des possibilités de partenariat avec le milieu de l'éducation

4.3.4 Création d'une campagne de promotion pour marquer la relance

4.3.5 Uniformisation de l'écosystème numérique et social de CIBL

4.3.6 Création d'un comité du c.a. pour l'évaluation de la direction générale

4.4 Actions 100 jours (d'ici septembre)

4.4.1 Relance d'une programmation complète

4.4.2 Mise en place de mécanismes de suivi des objectifs par le conseil d'administration

4.4.3 Clarification des mécanismes de contrôle pour l'ensemble des instances de la gouvernance de CIBL

4.4.4 Révision des règlements généraux dans le but d'une adoption à l'AGA 2018.

89/68

« CIBL est une radio communautaire, c'est à nous tous de la rendre forte et vivante »

- Comité de relance

Montréal, 6 mars 2018

M Robert Beaudry
Conseiller de ville du district Saint-Jacques

Objet : Demande de partenariat

Monsieur le conseiller,

C'est avec grand plaisir que la Coalition des familles LGBT vous invite à son 20e anniversaire.

Comme vous le savez, la Coalition des familles LGBT milite depuis 1998 pour la reconnaissance légale et sociale des familles avec parents lesbiens, gais, bisexuels et trans (LGBT) en collaborant avec les organismes gouvernementaux et les médias. Nous travaillons dans le but de favoriser la visibilité de nos familles et d'améliorer les connaissances du public face aux réalités des familles LGBT. Nous sommes le plus grand groupe de défense des droits des familles LGBT au Canada.

Notre organisme a pour principale tâche de former les intervenant.e.s qui travaillent avec les jeunes et les familles. Depuis 2009, avec l'appui du gouvernement du Québec, la Coalition des familles LGBT a réalisé plus de 600 formations, rejoignant plus de 20 000 intervenant.e.s dans 16 régions du Québec afin de les sensibiliser à la nécessité d'intervenir contre et de prévenir l'homophobie, la transphobie et l'hétérosexisme.

La Coalition a plus de 1600 membres-familles partout au Québec, avec une grande concentration de ces familles à Montréal, où se trouve également notre siège social.

Nous avons rencontré Mme Cathy Wong le 5 mars pour explorer la possibilité d'une implication de la Ville de Montréal comme partenaire dans la célébration de notre 20e anniversaire en septembre 2018. Cette célébration soulignera les accomplissements de notre organisme à travers les années pour la défense des droits et l'éducation populaire sur les enjeux LGBT. L'événement aura lieu à l'Agora Hydro-Québec (Hexagram-UQAM, Pavillon des Sciences biologiques (SB), 1Y4, 141 Avenue du Président-Kennedy, Montréal, Québec H2X 3X8) qui est dans votre arrondissement.

Avec la location de l'espace, les spectacles, le technicien de son, le traiteur et le vin, ainsi que la publicité, cet événement nous coutera autour de 20,000$. Étant donné notre budget restreint, nous aurons besoin de votre aide financière.

Nous aimerions aussi voir avec vous la possibilité d'avoir votre présence avec nous dans la célébration de notre 20e anniversaire. Cet événement important aura lieu à Montréal le 29 septembre 2018 à partir de 16h. Nous saisissons l'occasion pour vous lancer une invitation bien à l'avance, étant conscient.e.s de l'horaire bien rempli d'un conseiller municipal.

Veuillez agréer, Monsieur Beaudry, nos salutations distinguées.

--

Mona Greenbaum
Directrice générale
Coalition des familles LGBT
3155, rue Hochelaga, bureau 201
Montréal, QC, H1W 1G4

514-878-7600
info@famillesLGBT.org
www.famillesLGBT.org



----- Transféré par Cathy WONG/MONTREAL le 2018-03-06 12:39 -----

De : Coalition des familles LGBT <info@famillesLGBT.org>
A : <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Date : 2018-03-06 12:05
Objet : Objet : Demande de partenariat

Montréal, 6 mars 2018

Mme Cathy Wong
Présidente du conseil de la Ville
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de partenariat

Madame la Présidente du conseil de la Ville,

Suite à notre rencontre, nous aimerions réitérer avec vous la possibilité d'une implication de la Ville de Montréal comme partenaire dans la célébration de notre 20e anniversaire en septembre 2018. Cette célébration soulignera les accomplissements de notre organisme à travers les années pour la défense des droits et l'éducation populaire sur les enjeux LGBT. L'événement aura lieu à l'Agora Hydro-Québec (Hexagram-UQAM, Pavillon des Sciences biologiques (SB), 1Y4, 141 Avenue du Président-Kennedy, Montréal, Québec H2X 3X8) qui est dans votre arrondissement.

Avec la location de l'espace, les spectacles, le technicien de son, le traiteur et le vin, ainsi que la publicité, cet événement nous coutera autour de 20,000$. Étant donné notre budget restreint nous aurons besoin de votre aide financière.

Nous aimerions aussi voir avec vous la possibilité d'avoir votre présence avec nous à la célébration. Cet événement important aura lieu à Montréal le 29 septembre 2018 à partir de 16h. Nous saisissons l'occasion pour vous lancer une invitation bien à l'avance, étant conscient.e.s de l'horaire bien rempli d'une conseillère municipale.

Veuillez agréer, Madame la Présidente du conseil, nos salutations distinguées.

M. Gall

--
Mona Greenbaum
Directrice générale

Le 1er mai 2018

Madame Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement Ville-Marie
Mairesse de Montréal
800 boul. de Maisonneuve, 19e étage
Montréal, (Québec)
H2L 4L8

Chère, madame,

Le comité HaJaCa est une association de locataires de l'O.M.H.M enregistré au Registre des entreprises et qui tente à améllorer les droits et la qualité de vie de ses locataires. L'immeuble contient 24 logements. Il s'agit d'un immeuble familles et personnes seules et quelques personnes âgées.

Notre conseil d'administration aimerait vous solliciter financièrement pour un montant de $1800.00 afin de pouvoir organiser quelques activités pour les locataires, tel, qu'activité aux pommes, zoo de Granby, cabane à sucre, et quelque activités extérieures durant la période estivale, comme B.B.Q activité de jonglerie, cirque. Lors d'activités extérieures, nous invitons nos voisins

Nous tentons le plus possible de solliciter nos députés afin de renforcer le lien entre les locataires et le voisinage. Cela permet d'améliorer leur qualité de vie, cela permet aussi, d'améliorer l'appartenance à leur milieu de vie et surtout de pouvoir se rencontrer dans un contexte différent et de socialiser

Votre contribution serait fort appréciée. Nous soulignerons votre contribution auprès de mos locataires et voisins, lors de ces activités.

Veuillez agréer, madame, mes salutations les plus distinguées.

Sylvain Labrecque,
Représentant Comité HA JA CA
Administrateur O.M.H.M
1900, avenue Papineau, app. 104
Montréal (Québec)
H2k 4j1
514-903-6798 courriel : ajc1900papineau@hotmail.com

REÇU LE
16 MAI 2018

Élues, Conseil municipal
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Montréal, le 10 mai 2018

Objet : Demande de soutien financier pour le fonctionnement et activités du GISM

Mesdames et Messieurs,

Le Groupe d'Intervention Sainte-Marie (GISM) est une table de concertation locale et informelle, existant depuis plus d'une quinzaine d'années à l'initiative de l'arrondissement de Ville-Marie. Le GISM regroupe une majorité de résidents, plusieurs OBNL actifs dans Sainte-Marie et quelques institutions (SPVM, CSDM, Arrondissement) ainsi que les élus locaux ou leurs représentants. Le groupe se rencontre en moyenne huit fois par année, au centre Jean-Claude Malépart, et il organise depuis plusieurs années une fête annuelle dans le Centre-Sud. Cette année, le GISM compte organiser une Assemblée citoyenne ambulante jumelée à la fête de quartier en septembre.

L'an dernier, plus de 300 participants ont profité d'une grande fête de quartier mise sur pied par le GISM grâce au soutien financier de votre part. Vous trouverez en annexe le détail des dépenses, permis par le soutien fiduciaire offert par la Société écocitoyenne de Montréal (SEM). Nous tenons donc, au nom de tous les participants, à vous remercier chaleureusement pour cet apport financier qui a grandement profité au quartier qui nous est cher.

Nous revenons vers vous cette année car nous voulons poursuivre nos activités, que l'on juge essentielles au développent du sentiment d'appartenance locale, d'autant plus que le nombre de participants augmente et le GISM accroît son impact dans la vie communautaire. De plus, nous souhaitons en 2018 faire un évènement de plus grande envergure que les années précédentes.

En ce sens nous souhaitons pouvoir compter sur un soutien de 4000$ de votre part et ainsi faire rayonner Sainte-Marie et le Centre-Sud au-delà de nos frontières!

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Représentant le GISM

GISM.VM@GMAIL.COM

Bilan financier et prévisions budgétaires GISM
ANNÉE 2017

Appui élus municipaux – 4000$

DÉPENSES

coordination et organisation fête annuelle	1000
mise en scène et conception artistique fête annuelle	1074.92
animation tipi Le drapeau de la famille	300
frais d'impressions divers fête annuelle	144.49
frais d'impressions réguliers	65.26
salade Le drapeau de la famille fête annuelle	200
gâteau fête annuelle	175
maïs, beurre, sel	206.94
matériel et fournitures animation fête annuelle	105.02
soutien administratif réunions mensuelles 2017	800
TOTAL	**4071.63**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180619005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 300 $ à Coalition des familles LGBT;
- 2 400 $ à l'Association Les Chemins du Soleil;
- 1 000 $ au Comité Ha Ja Ca;
- 200 $ au Centre international d'art contemporain de Montréal (CIAC)
- 500 $ au Jardin communautaire Centre-Sud;
- 1 590 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 500 $ au Coup de Pouce Centre-Sud inc;
- 3 000 $ à la Société écocitoyenne de Montréal (fiduciaire du GISM);
- 2 400 $ à Innovation Jeunes;
- 1 000 $ à l'Association des Amis du parc Médéric-Martin;
- 1 000 $ à CIBL-FM 101.5;
- 2 000 $ au Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 17 890,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		17 890,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 17 890,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no VM80619005

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-06-07**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible revenu et accorder une contribution annuelle de 11 500 $, pour une contribution totale de 23 000 $

D'approuver la convention se terminant le 30 septembre 2019 avec le Centre Récréatif Poupart pour un projet de camp de jour estival et l'accessibilité des tarifs d'inscription aux familles à faible revenu;

D'accorder une contribution totale de 23 000,00 $ dans le cadre du programme camp de jour;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 15:25

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible revenu et accorder une contribution annuelle de 11 500 $, pour une contribution totale de 23 000 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie contribue financièrement auprès de certains organismes à but non lucratif qui interviennent sur le territoire de l'arrondissement et qui proposent aux citoyens de Ville-Marie une programmation variée d'activités de sports et de loisirs. L'arrondissement s'associe avec le Centre Récréatif Poupart en financement, en ressources et en expertises afin de soutenir l'ensemble de sa programmation d'activités.
De par sa programmation d'activités de sports et de loisirs, le Centre Récréatif Poupart vise le renforcement positif et la valorisation de chacun afin de promouvoir les saines habitudes de vie et l'inclusion sociale. La contribution de l'arrondissement de Ville-Marie vise d'une part la mise en place d'activités de sports et loisirs et d'autres part à soutenir l'organisme dans sa reconnaissance par la population du secteur de sa vocation comme milieu de vie. L'organisme s'efforce effectivement de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de ce milieu distinct dans sa programmation camp de jour. Le présent dossier vise l'octroi d'une contribution totale de 23 000,00 $ dans le cadre du programme camp de jour de l'arrondissement de Ville-Marie dont 500 $ par année pour l'accessibilité pour les familles à faible revenu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Cet organisme oeuvre dans l'un des quadrilatères les plus défavorisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie. Il partage la mission de la Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) en offrant principalement des activités pour les enfants âgés de 6 à 12 ans et de 13 à 17 ans qui viennent y pratiquer des sports encadrés, des activités de loisir culturel et y font des sorties extérieures. Ils sont accompagnés par des animateurs qualifiés et dévoués. Durant l'été, l'organisme offre des activités de type camp de jour accessible aux résidents du district de Sainte-Marie. Déjà abordables, les coûts d'inscription à ce service sont réduits pour les familles à faible revenu. L'organisme reçoit en moyenne 45 enfants par semaine en camp de jour.

JUSTIFICATION

La contribution financière permet à l'organisme de réaliser une offre de service en camp de jour à prix modique. Le Centre Récréatif Poupart offre l'opportunité à des jeunes de participer à des activités structurées et diversifiées à quelques pas de leur domicile durant la saison estivale. L'organisme travaille actuellement en vue du dépôt de sa demande de reconnaissance par l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Programmation adaptée à la réalité de ce milieu de vie, notamment par son approche inclusive où les activités offertes tiennent compte de la réalité multiculturelle de ce secteur. Offre une programmation d'activités variées et stimulantes durant la saison estivale et ce avec des animateurs qualifiés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En plus de figurer sur le site Internet de l'arrondissement de Ville-Marie, les activités du Centre Récréatif Poupart sont diffusées également par le biais du Répertoire des activités de loisirs de l'arrondissement. L'organisme produit également ses propres feuillets promotionnels et met sa programmation en ligne sur son site Internet et via Facebook.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en collaboration avec l'organisme;
Réalisation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées par la DSLDS

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 5148684160

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185377002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible revenu et accorder une contribution annuelle de 11 500 $, pour une contribution totale de 23 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185377002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185377002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre Récréatif Poupart inc.	119427

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		11 500,00 $	11 500,00 $					**23 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 15

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juin	2018		30	septembre	2019

Formulaire complété par : Isabelle, Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 01 June 2018 15:41:41

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement.

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1552, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3J5, agissant et représentée par Madame Marie-Josée Lacasse, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en Annexe A.

N° d'inscription TPS: 89365026RP0001
N° d'inscription TVQ: 1006274443RS0001
No d'inscription d'organisme de charité: 141291633 RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme se veut un milieu de vie ayant pour mission d'offrir à la population du quartier une programmation d'activités culturelles, sportives et de loisirs.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Camp de jour;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 « **Annexe 5** » :	la Reddition de compte
2.6 «**Responsable**» :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.8 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.11 « **Session** » : session d'hiver : de janvier à avril; la session printemps-été : de avril à mai; et la session d'automne : de septembre à décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de **onze mille cinq cent dollars (11 500,00 $) pour le projet 2018 et de onze mille cinq cent dollars (11 500,00 $) pour le projet 2019** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.
Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable, au plus tard le **30 septembre 2018**, un bilan du plan d'action du projet ainsi que le bilan financier pour le projet 2018 et au plus tard le **30 septembre 2019** pour le projet 2019;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.1.5 fournir une déclaration attestant qu'une vérification des antécédents judiciaires du personnel, des entraîneurs ou des bénévoles œuvrant tout

particulièrement auprès des clientèles vulnérables (enfants, aînés, personnes souffrant d'une déficience, etc.) a été effectuée.

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

Faire état de la participation de l'Unité administrative de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité décrites à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection minimale de **(deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, la police d'assurance ou le certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **30 septembre 2018 pour le projet 2018 et le 30 septembre 2019 pour le projet 2019.**

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable le Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers vérifiés de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des Règlements généraux de l'Organisme;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de

dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou

avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers ou le salaire de tout employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne

forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au1552, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART

Par : _____
Marie-Josée Lacasse, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le __12 juin___2018 (Résolution_____).

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART

Montréal le 2 Novembre 2017

RESOLUTION

Extrait du procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration du CENTRE RECREATIF POUPART INC tenue à Montréal le 18 Octobre 2017.

Numéro de la résolution : no.18-10-2017-1

Résolution pour: 1- Fond de soutien aux organismes en sports et loisirs 2- Soutien financier: Programme activites physiques et de loisirs 3- Soutien financier: Camp de jour

SUR PROPOSITION de Claudia Marcoux, administratrice. APPUYÉE par Mariette Perron, administratrice. Il est RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil d'administration d'autoriser Marie-Josée Lacasse, Directrice Générale, à déposer les demandes de soutien financier suivants: "Fond de soutien aux organismes en sports et loisirs", "Soutien financier: Programme activités physiques et de loisirs" et "Soutien financier: Camp de jour" pour l'année 2017-2018; et à signer au nom du CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC toute convention avec l'Arrondissement Ville-Marie.

Michèle Laramée, Secrétaire

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2018 ☒ Année 2019 Année 2020

Projet (nom du projet)

Les amis du parc

Nom de l'organisme

Centre récréatif Poupart

Ville-Marie Montréal

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER
Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Centre récréatif Poupart Inc

N° d'enregistrement (NEQ) : 1143183706 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 19 mars 1979

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Marie-Josée Lacasse Titre : Directrice générale

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1552 Local : Rue : Dufresne

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : h2k 3j5

Téléphone : 514-524-7543 Poste n° :

Courriel : crpoupart@hotmail.com Site Web : www.crpoupart.qc.ca

TPS : TVQ : 893650267RP0001 # Charité : 141291633rr0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le Centre a pour mission d'offrir à la population du quartier la possibilité de s'impliquer et de participer à tous les niveaux d'organisation des opérations du centre comme à tous les niveaux d'intervention dans le quartier. Offrir une programmation couvrant le secteur d'activités que sont: le loisir, le sport, les arts, la culture, l'animation, les activités parascolaires et l'entraide, il veut ainsi permettre l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée et un moyen d'améliorer collectivement les conditions de vie dans le quartier.

Description du projet (synthèse) :

Le projet vise à offrir aux jeunes agés de 5 à 12 ans du quartier Centre-Sud des activités de camp de jour (durée 8 semaines) pendant la periode estivale. Et ce, 5 jours par semaine du lundi au vendredi de 9h à 16h pour 40 à 50 enfants (2 groupes de 20 environ). Le personnel: 4 à 6 animateurs, 2 à 4 aide-animateurs et 1 coordonnateur. Ces activités de camp de jour sont à faible coût et accessibles pour les parents. Lors des journées d'animation de camp, sont offerts des activités variées et de qualité de nature communautaire, culturelle, sportive, physique et de loisir. Ces activités permettent aux participants de vivre des exprérience enrichissantes dans un cadre sécuritaire, de favoriser leur développement personnel, l'apprentissage et tout en développant de saines habitudes de vies. Durant les heures de camp, le personnel du camp de jour assure une prise en charge complète de la clientèle. Est offert aussi un service de garde

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Offrir aux jeunes, des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration d'activités variées àa la fois physiques, sportives,	- Assurer une programmation variée pour répondre aux différents besoins de la clientèle - Offrir une expérience
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	- Participer aux activités organisées par l'arrondissement et la ville de montréal - Participer à des activités dans les installations
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Faciliter l'intégration sociale de chaque jeune en favorisant l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide.	- Maintenir une tarification accessible - Offrir un horaire qui répond aux besoins de la population - Accorder la priorité aux résidants de l'arrondissement

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (Indiquer quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Animation camp	1	CRP	20	8	35
Animation camp	1	CRP	20	8	35

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour rejoindre l'ensemble des citoyens de l'arrondisse
Publier dans le bulletin d'arrondissement et sur loisir en ligne la programmation du camp de jour
Inviter verbalement, par téléphone, via infolettre courriel ou en remettant des signets d'informat
Publiciser via affichage physique, affichage par les réseaux sociaux, infolettres, via la programm
Participer aux activités et événements dans le quartier organisées soit en concertation, par l'Ar
Concertation avec les organismes et les institutions du milieu, implication ou participation dans

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Gymnase École Champlain	8	35
Piscine- pateaugeoires et piscines extérieures	8	15

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Préciser la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada	15,745.04 $	☐	☒	
	Préciser emploi été canada				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Préciser				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	11,000.00	☐	☒	
	Autres (Préciser) Palim-Acces	4,488.58 $	☐	☒	
	(A) Total des subventions	32,233.62			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc			☐	☐	
	Contribution CRP pour compenser	24,761.35 $	☐	☒	
	Contribution CRP-revenu autonome	7145.00 $	☐	☒	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	31,906.35			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		64,139.97			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex. : animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Animateur	4 x animEECx 8semx 40hx	30,559.70	1,726.83
	Coordonnateur	coordo 1 27,5h x 23 sem x	20,321.37	8,162.85
	Accompagnateur	1x 34,5h x 8 sem x11,15+1	4,488.58	0
	Animateur opération/service	7.5hx11 semx138 +20,285%	1,290.32	1,110.32
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		56,659.97	11,000.00
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	sortie / matériel d'activité		5000	
	imprimerie		200	
	formation		250	
	transport		1000	
	honoraire professeur spécialisé		480	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		6,930.00	0
MAXIMUM 10% (FRAIS D'ADMINISTRATION)				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	frais d'administration		550	
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		550	0
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			64,139.97	11,000.00

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Centre récréatif Poupart Inc

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Marie-Josée Lacasse, Directrice Générale | 08/11/2017

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention | date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le _____ .

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

PLAN D'ACTION

Nom de l'organisme : CENTRE RECREATIF POUPART
Pour la période du 22/06/2018 au 30/08/2018

PROGRAMME
Camp de jour

OBJECTIFS DU PROGRAMME
Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques; Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal; Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camp de jour.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
Offrir en période estivale un camp de jour accessible aux familles d'enfants âgés entre 5 et 12 ans du territoire	Maintenir une tarification accessible et un horaire adapté; Proposer un camp de jour à faibles coûts à tous les participants et offrir un horaire qui répond aux besoins de la population Offrir une réduction sur le prix d'inscription si une famille à plusieurs enfants; ou si la famille est reconnue/identifiée comme étant sous le seuil de la pauvreté ou en situation socio-économique précaire Offrir des ententes de paiement ou d'échanges de services afin d'inclure toute la population Offrir un service de garde au coût abordable et à un horaire adapté Accorder les places disponibles du camp en priorité aux résidants de l'arrondissement Accueillir et intégrer des participants ayant une limitation fonctionnelle selon l'accessibilité physique et les ressources humaines et financières disponibles Evaluer les besoins de chaque famille et prioriser les familles dont les ressources financières sont plus faibles ou en considérant certains facteurs et indicateurs (indice de défavorisation matérielle et social)	Accueillir quotidiennement 35 enfants âgés entre 5 et 12 ans Programmation du lundi au vendredi entre 9h et 16h Rejoindre 40 à 50 jeunes différents durant les 8 semaines de camp Appliquer un tarif abordable de 50$ par semaine par enfant incluant 2 collations par jour, un chandail de camp et une grande sortie par semaine ou appliquer un tarif avantageux pour toute l'été au coût de 325$/ enfant (+/-40$/ semaine) Offrir des réductions importantes ou des gratuités sur le coût du camp à au moins 1/3 des enfants dont les familles sont identifiées ayant un faible revenu et/ou des besoins particuliers Au moins la moitié des familles ont reçu du soutien financier Plus de la moitié des places sont comblées par des résidents du quartier et de l'arrondissement (voir liste de code postal) Fournir les ressources nécessaires au besoin afin d'intégrer tous les participants. (Ex: engager un

	(Ex: Des familles habitants les HLM du quartier; Enfant qui n'a pas de nourriture ou peu pour la période du diner régulièrement; valider et collaborer avec les institutions: écoles, CLSC et autres organismes du quartier pour établir les priorités; ou encore demander aux familles de fournir une preuve de revenu et de résidence lors de l'inscription.)	accompagnateur, mettre en place des bénévoles ou des aide-animateurs supplémentaires.)
Proposer des activités physiques et de loisirs variés qui permettent aux participants de vivre des expériences enrichissantes et de développer de saines habitude de vie dans un cadre sécuritaire	Offre un encadrement sécuritaire et de qualité (Ex: Vérifier les sites fréquentés de façon systématique avant chaque visite sur ces lieux; Appliquer un code de sécurité dans les déplacements; Avoir des procédures de mesures d'urgence et un plan d'évacuation.) Réalisation d'activités récréatives variées, mais qui favorisent l'apprentissage et le développement personnel des participants Faire la promotion et la valorisation de l'activité physique, de la saine alimentation, saine habitudes de vie et d'éveil à la conscience sociale Amener les enfants à développer et à mettre en application les principales mesures d'hygiène	Tous les animateurs possèdent une formation d'animation de 17h à 24h Ratio d'un animateur pour 10-15 enfants Tous les employés embauchés dans le cadre du projet camp de jour ont leurs antécédents judiciaires vérifiés Réaliser au moins 2 activités ou ateliers de sensibilisation, prévention ou à volet éducatif (Ex: sur l'alimentation ou recyclage) sont réalisées durant l'été Réaliser au moins 2 ateliers de cuisine où les règles d'hygiène sont présentées durant l'été Une variété d'activités physiques ou sportives sont à l'horaire quotidien (pour une durée de 30 à 60 minutes, selon l'âge des participants) Les déplacements dans le cadre des activités sont majoritairement actifs, tels que la marche 30 minutes sont prévues à l'horaire pour les repas Des affiches sur le recyclage, compostage, lavage de main, comportements acceptés sont affichées

		dans le local
Favoriser l'intégration sociale de chaque jeunes par le développement d'esprit d'équipe, de partage, d'entraide tout en répondant au besoin de divertissement, de plaisir, de développement personnelle et de socialisation	Favoriser l'implication sociale et la responsabilisation des membres dans les diverses activités et tâches quotidienne de l'organisme (ex. : Préparer des collations, responsable de ranger les tables après une activité et/ou responsable du matériel…) Offrir un camp de jour aux activités variées qui est aussi un milieu de vie où chaque jeune partage l'espace, cohabite et doit respecter le code de vie Les enfants sont encouragés à s'exprimer et s'auto-évaluer en fin de journée en groupe (bilan de la participation)	Offrir au moins 1 atelier créatif, culturel, artistique, sportif, ou scientifique chaque semaine Lors de la collation (1 à 2 x par jour) un moment de rassemblement quotidien de tous les groupes Tous les jeunes participants se sont impliqués dans au moins une des activités suivantes pendant l'été (Ex: l'entretien de la cour d'école et de l'arrosage des plantes du sentier urbain de l'école Champlain; Participe aux tâches ménagères etc) Offrir un minimum de 30 minutes de jeux libres, récréatifs ou de détentes quotidiennement Permettre aux jeunes de choisir une activité qu'ils souhaitent réaliser 1x par semaine Offrir des jeux coopératifs, grands jeux ou journées thématiques 1x par semaine Au moins un aide-animateur adolescent s'est impliqué durant l'été Au moins 2 parents bénévoles se sont impliqués lors des sorties
Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal;	Participer à des activités dans les installations récréotouristiques de Montréal Amener les enfants à découvrir de nouveaux espaces publics et les différents lieux récréotouristiques de la Ville de Montréal	Visiter les piscines intérieures, extérieures, pataugeoires et les jeux d'eau de l'Arrondissement de Ville-Marie ou de le Ville de Montréal 2 à 3 fois par semaine Intégrer dans la programmation au moins 1 des événements ou des activités de l'Arrondissement

	Participer aux activités d'animation en période estivale organisées par l'arrondissement de Ville-Marie et/ou la Ville de Montréal	et/ ou un des projets mis de l'avant par celui-ci. (Ex: visite de sentier urbain) Proposer des activités dans au moins 5 parcs de l'île de Montréal. 1 sortie par semaine minimum dans une des installations récrétouristiques de la ville. (Ex: plage jean doré, Biodôme, grande bibliothèque, maison de la culture, musée) Utilisation du gymnase de l'école Champlain 3 x par semaine
Offrir des activités de loisirs aux adolescents pendant la période estivale	Offrir des activités et un horaire adaptés pour les adolescents pendant toute l'année Adopter l'approche « par et pour » les jeunes	Rejoindre au moins 10 à 20 jeunes agés entre 12 et 17 ans pendant la période estivale Programmation de 15h / semaine minimum pendant 8 semaines Un comité de jeunes est mis sur place pour décider la plupart des activités à réaliser durant l'été Participer aux Jeux de la rue
Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques;	Offrir un camp de jour multidisciplinaire Offrir des activités variées et de qualité de type: communautaire, culturelle, sportive, physique, scientifique, de détente et de loisir et qui répondent aux différents besoins de la population Offrir une expérience stimulante, enrichissante et amusante adaptée aux différents groupes d'âge Prévoir une programmation plan B pour les jours de pluie	Réaliser au moins 1 activité de chaque secteur durant l'été: communautaire, culturelle, artistique, sportive, scientifique, loisir. Réaliser au moins 1x par semaine une activité de chaque secteur durant l'été (communautaire, culturelle, artistique, sportive, scientifique, loisir) Rejoindre une quarantaine d'enfants de l'arrondissement Ville-Marie afin de leur permettre de découvrir de nouvelles activités sportives, récréatives, culturelles et scientifiques

	Réaliser les activités du camp dans différents lieux de Montréal (ex: vieux port, Esplanade du parc Olympique, Parc Jean-Drapeau) Prévoir des activités aquatiques dans différentes piscines extérieures et intérieures Planifier, chaque semaine des sorties à Montréal	durant l'été
Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camp de jour	Participer aux regroupement de table de camp de jour de l'Arrondissement Etre membre actif, impliqué et partenaire de la table 6-12 et de la table jeunesse du quartier Être un organisme local agréé DAFA Être membre de la Fédération québécoise des Centres communautaires de Loisirs (FQCCL) Participer à différents programmes destinés aux camps de jour et réaliser leurs activités dans le cadre du camp de jour. (Ex. : « Tremplin santé » et « Un camp zéro déchet ») Commencer à intégrer les balises du cadre de référence de l'ACQ au sein de l'organisation du camp de jour Promouvoir les saines habitudes de vie par le biais d'activités et d'ateliers de sensibilisation grâce aux programmes: "Tremplin santé" et "Un camp zéro déchet", Ecoquartier et Sentiers urbains.	Réaliser au moins une activité « Tremplin santé » et/ou « camp zéro déchet » Participer à 2 ou 3 rencontres par année avec la table de camp de jour de l'arrondissement Participer à au moins 5 réunions de chaque table annuellement

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Installation	Adresse	Période
Deuxième étage - Bâtiment du Bain Quintal	1552 rue Dufresne	annuel
Gymnase de l'école Champlain	2226 rue Logan	De juin à août 2018 Selon les disponibilités
Piscine du Bain Quintal	1550 Rue Dufresne	
Aréna	1696 rue Montcalm	

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme :
Centre Récréatif Poupart

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2018	au plus tard le 30 septembre, suivant la remise du bilan final
2018	**11 500,00 $**	10 000,00 $	1 150,00 $

		1er versement	2e versement
		Mai 2019	au plus tard le 30 septembre, suivant la remise du bilan final
2019	**11 500,00 $**	10 000,00 $	1 150,00 $

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME CAMP DE JOUR

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Une fois	Le 30 septembre 2018
Plan d'action	Une fois	Lors du dépôt de la demande
Rapport d'inscription *(incluant les codes postaux)*	Mensuelle	Les 30 juillet et 30 août 2018
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Les 30 juillet et 30 août 2018
Rapport d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185377002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention se terminant le 30 septembre 2019 avec le Centre Récréatif Poupart pour un projet de camp de jour estival et l'accessibilité des tarifs d'inscription aux familles à faible revenu;

D'accorder une contribution totale de 23 000,00 $ dans le cadre du programme camp de jour."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 23 000,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		11 500,00 $	11 500,00 $					**23 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 23 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 553869
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-06-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180318020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 30 000 $ et approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Un vélo une ville afin de la réalisation du projet Cyclo Citoyen

D'approuver la convention à intervenir avec *Un vélo une ville* pour la réalisation du projet CycloCitoyen, accorder une contribution de 30 000 $ pour la période du 15 juin au 31 décembre 2018 et édicter l'ordonnance qui permettra sa réalisation ;
D'autoriser une affectation de surplus au montant de 30 000 $ au financement de cette dépense ;

D'imputer ce soutien financier en conformité aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 13:03

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180318020**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 30 000 $ et approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Un vélo une ville afin de la réalisation du projet Cyclo Citoyen

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 2013, l'organisme de bienfaisance *Un vélo une ville* a une double mission qu'il accomplit entre autres via un service de transport par triporteur offert gratuitement aux ainés de quelques villes au Québec. Ces triporteurs sont opérés par de jeunes étudiants, ce qui permet à *Un vélo une ville* de contribuer à la fois à la lutte à l'isolement des ainés et à la persévérance scolaire.
En 2017, l'organisme a reçu, de l'arrondissement de Ville-Marie, un soutien financier de 30 000 $ pour étendre son concept de triporteurs et desservir la clientèle touristique du Vieux-Montréal à l'aide de 2 triporteurs opérés par des étudiants formés en tourisme. Le projet pilote de 2017, appelé «Micro-franchises solidaires CycloCitoyen - Arrondissement Ville-Marie », mettait à la disposition de la clientèle touristique et des bureaux du Vieux-Montréal, des vélos triporteurs ayant un coque rigide rappelant la forme d'un oeuf et leur offrait des tours guidés ou un service de courriel.

À la lumière des résultats obtenus l'an dernier, *Un vélo une ville* souhaite poursuivre l'expérience CycloCitoyen sous forme de projet pilote et propose de limiter ses services à la visite touristique mais de se relocaliser à la Place D'Armes et d'ajouter un troisième triporteur à sa flotte en service. Fort d'un appui de commanditaires privés de renom, *Un vélo une ville* demande une contribution financière de 30 000 $, représentant 16,4% du budget d'opération estimée pour la saison 2018. Le présent dossier vise à consentir ce soutien financier de 30 000 $ au projet CycloCitoyen, de l'autoriser à offrir ses services et à opérer une billetterie sur le domaine public, à adopter l'ordonnance requise et approuver le projet de convention à intervenir, conformément aux dispositions du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé .*

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240171 - 11 avril 2017 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec Un vélo une ville pour le projet « CycloCitoyen - arrondissement de Ville-Marie » et accorder une contribution de 30 000 $ pour l'année 2017.

DESCRIPTION

Le projet CycloCitoyen a pour objectif de proposer aux visiteurs du Vieux-Montréal un mode de transport alternatif qui se veut écologique, flexible, familial et ludique, pour apprécier sa valeur historique et patrimoniale. CycloCitoyen est un service de visites guidées offert via la présence de trois triporteurs ayant une forme et une signature attrayantes, axés sur l'humain et la convivialité.
Lieu du projet : Le Vieux-Montréal

Durée : 10 semaines (du 18 juin au 26 août 2018)

Service rendu :

- En opération 60h/sem, 7 jours sur 7, disponible de 10h00 à 18h00. 2 opérateurs par triporteur se diviseront l'horaire de travail, soit 30 heures chacun.
- L'équipe recevra une formation portant sur les lieux historiques et sites patrimoniaux du Vieux-Montréal et sur l'histoire de Ville-Marie. Ls formation est assurée par Mme Louise Pelletier, directrice de l'École de Design de l'UQÀM.

Gestion

- Un gestionnaire de projet, assisté de 2 superviseurs verra à la bonne marche des opérations. 8 emplois saisonniers seront ainsi créés.
- L'emplacement retenu à titre de point de vente et d'information du service et d'embarcadère est la Place d'Armes. Un kiosque, monté et démonté quotidiennement, y sera aménagé
- Les 3 triporteurs CycloCitoyen seront entreposés pour la nuit dans le stationnement du Palais des congrès.
- La tarification sera de 45$ pour un tour guidé de 45 minutes.

Promotion et vente :

- Stratégie de promotion et de communication grand public étalée sur 15 semaines en collaboration avec Québecor Média comprenant un volet web sur plusieurs plateformes
- Présence sur la plate-forme « Espace membres » de Tourisme Montréal affichera les tarifs et créera un lien vers la plate-forme de réservation et de gestion de ventes en ligne FareHarbor. Mise en ligne : 15 juin 2018
- Les terminaux de paiement sans fil INGÉNICO seront utilisés pour le paiement sur place par cartes de crédit ou Interac.

JUSTIFICATION

CycloCitoyen est un projet d'économie sociale qui bénéficie d'un soutien financier et logistique d'une quinzaine de partenaires prestigieux, dont des entreprises, des organismes du milieu culturel et d'autres du milieu touristique; la contribution demandée à l'arrondissement de Ville-Marie n'atteint pas 20 % du budget estimé d'opération.
Son créateur et gestionnaire, *Un vélo une ville* est une organisation qui donne une bonne crédibilité au projet. Fondé en 2013, accrédité en 2015 à titre d'organisme de bienfaisance, *Un vélo une ville* est présidé par monsieur Bernard Landry, ancien Premier ministre du Québec. À terme, *Un vélo une ville* souhaite que son projet de triporteurs touristiques se développe en service de transport urbain structuré, reconnu et opérant selon le modèle de la micro franchise solidaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le soutien financier est prévu se faire en deux versements. Un premier, de 24 000 $, représentant 80 % du soutien total dès la signature de la convention et un deuxième, représentant 20 % du soutien accordé, soit 6 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre du projet faisant l'objet d'un soutien financier. Un volet important étant déjà convenu, le projet prévoit l'habillage des 3 triporteurs CycloCitoyen avec la mention « Avec le soutien de » accompagnée du logo de Ville-Marie;

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acheminement du projet de convention au promoteur dès l'approbation du conseil pour signature et versement de la première tranche du soutien accordé afin de permettre au projet de respecter son échéancier.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-06-04

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Marc LABELLE
Directeur

Tél : 514 872-2698
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318020

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 30 000 $ et approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec Un vélo une ville afin de la réalisation du projet Cyclo Citoyen

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318020.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe et responsable des services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318020

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Un vélo une ville	335828

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		30 000,00 $						**30 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 7

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	juin	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 04 juin 2018 14:11:21

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **UN VÉLO UNE VILLE,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 1, complexe Desjardins, 16e Sud, bureau 024, Case postale 7, succursale Desjardins, Montréal, Québec, H5B 1B2 agissant et représentée par monsieur Richard Turgeon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme ;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour le projet pilote « CycloCitoyen » (ci-après appelé le « Projet ») ;

ATTENDU que la demande a été produite à l'aide du formulaire prévu au *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé* et que l'Arrondissement la considérant admissible, accepte de soutenir financièrement le « Projet » ;

ATTENDU que *le* « Projet » *est* présenté à **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du projet « CycloCitoyen Arrondissement de Ville-Marie ».

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions émises par la division Circulation, Occupation du domaine public de l'arrondissement de Ville-Marie et par le service de police de la Ville de Montréal;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles, pour lesquelles la contribution financière est accordée, présentées à l'**Annexe D**;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de vingt-quatre mille dollars (24 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.11 de la présente convention;
- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement une déclaration confirmant avoir complété le financement total requis à la réalisation du Projet et détaillant les sources de revenus et les montants obtenus.

6.1.2 le deuxième versement correspondant à **20 %** de la contribution, soit un montant de six mille dollars (6 000 $) après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Marc Labelle, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Richard Turgeon
Directeur général
Un vélo une ville
1, complexe Desjardins, 16e Sud, bureau 024
Case postale 7, succursale Desjardins
Montréal, (Québec) H5B 1B2

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____

UN VÉLO UNE VILLE

Par : _____
Richard Turgeon, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1180318020 cette convention a été approuvée par la résolution _____ du conseil, lors de la séance du 12 juin 2018.

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

1. **Titre ou nom du projet** : CycloCitoyen
2. **Lieu de l'événement** : Vieux-Montréal
3. **Dates** de l'événement ou période de réalisation du projet : du 18 juin 2018 au 26 août 2018
4. **Budget estimé** du projet (**excluant** les commandites et les échanges de services) : 183,000$
5. **Soutien financier demandé** : 30,000$

Sommaire du projet présenté :

Le projet CycloCitoyen a pour objectif de célébrer l'historique passé de Ville- Marie et son présent, en proposant aux visiteurs un mode de transport alternatif qui se veut écologique, flexible, familial et ludique, pour apprécier sa valeur historique et patrimoniale. Un service de visites guidées en triporteur axé sur l'humain et la convivialité.

Trois (3) triporteurs habillés aux couleurs des commanditaires et de Ville-Marie assureront la promotion de l'arrondissement de Ville-Marie comme un lieu d'expérience urbaine et attrayante, en faisant découvrir à ses visiteurs ses joyaux à prix concurrentiel.

Le point d'embarquement se situera à la Place D'Armes.

Un projet d'économie sociale alliant les secteurs public et privé, faisant intervenir une quinzaine d'entreprises et intervenants du milieu culturel et touristique montréalais. Le projet permettra à l'organisme de créer une nouvelle activité offrant à termes un fort potentiel de création d'emplois.

Service rendu :

- Le service sera en opération 60h/sem, 7 jours sur 7, disponible de 10h00 à 18h00. 2 opérateurs par triporteur se diviseront l'horaire de travail, soit 30 heures chacun.
- L'équipe d'opérateurs recevra une formation préalable des lieux historiques et sites patrimoniaux et sur l'histoire de Ville-Marie.
- Un gestionnaire de projet assisté de 2 superviseurs verra à la bonne marche des opérations.
- 8 emplois saisonniers seront ainsi créés.
- Les 3 triporteurs seront entreposés pour la nuit dans le stationnement du Palais des congrès.
- La tarification sera de 45$ pour un tour guidé de 45 minutes.

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN

(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE D

DÉPENSES ADMISSIBLES PRIORISÉES FAISANT L'OBJET DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Les dépenses directement liées au projet qui sont admissibles :

- Les coûts de main-d'œuvre (salaires) engagés par l'organisme pour la réalisation du projet, ce qui exclut les coûts de main-d'œuvre affectée au fonctionnement de l'organisme (employés permanents);

Dans le cadre du projet présenté par Un vélo une ville, la contribution financière de l'arrondissement de 30 000 $ portera sur le remboursement d'une partie des coûts admissibles à savoir une partie des dépenses salariales liées à la mise en œuvre du projet.

LE PROJET CYCLOCITOYEN



Cœur historique de Montréal Ville-Marie y demeure encore une force motrice qui bâtit son présent et dessine son avenir. Le projet CycloCitoyen a pour objectif de célébrer l'historique passé de Ville-Marie et son présent plein de lieux parlants, en proposant aux visiteurs du Vieux-Montréal un mode de transport alternatif qui se veut écologique, flexible, familial et ludique, pour apprécier sa valeur historique et patrimoniale exceptionnelle.

Un service de visites guidées en triporteur axé sur l'humain et la convivialité, respectueux de l'environnement et peu encombrant pour sillonner les rues étroites et les ruelles historiques du Vieux-Montréal, qui permettra dès cet été la création de 12 emplois dans Ville-Marie ciblant tout particulièrement les étudiants du niveau collégial et universitaire inscrits en techniques de tourisme, gestion touristique et animation culturelle.

4 Triporteurs en opération sur 15 semaines, 60 h/sem, 7 jours sur 7.

12 emplois créés à l'été 2018 dans Ville-Marie.

Plus de 700 balades exécutées touchant plus de 1000 personnes.

Potentiel de création de plus de 30 emplois dans Ville-Marie d'ici 2021

Encadrement média de 140 000$.

24 000 impressions publicitaires généées quotidiennement.

850,000 personnes rejointes.

Investissement de plus de 340,000$ en majeure partie financé par le privé.

L'économie sociale au service de la communauté

Un projet d'économie sociale inspirant et rassembleur alliant les secteurs public et privé, faisant intervenir une quinzaine d'entreprises et intervenants du milieu culturel et touristique montréalais. Une opportunité unique de promouvoir de manière créative et percutante les vertus de l'économie sociale, tout en stimulant la vitalité économique de l'arrondissement de Ville-Marie.

Un projet citoyen des plus porteurs économiquement et des plus structurantes socialement, à vocation d'accueil et d'ouverture à l'autre, s'inscrivant dans l'initiative « Montréal ville sanctuaire », offrant le potentiel de créer, d'ici 2021, une trentaine d'emplois dans l'arrondissement de Ville-Marie ciblant tout particulièrement les nouveaux arrivants.

Un projet de mobilité durable remarquable et des plus remarqués

Quatre (4) triporteurs habillés aux couleurs de Ville-Marie qui ne passeront pas inaperçus, assurant la promotion de l'arrondissement de Ville-Marie comme un lieu d'expérience urbaine unique et attrayante, en faisant feront découvrir à ses visiteurs ses joyaux patrimoniaux, architecturaux, artistiques et historiques, et ce, à prix très concurrentiels. Un projet qui fera l'objet d'une forte attention autant du grand public, assurant à Ville-Marie et à la Métropole un rayonnement de premier plan grâce à une stratégie de promotion et de communication des plus mobilisatrices. Un encadrement promotionnel de 140,000$ faisant intervenir le Journal de Montréal, le Journal 24H et Canoe.ca, réalisé en collaboration avec notre partenaire Québecor Média, lequel comprendra par ailleurs une visibilité sur les sites internet cyclocitoyen.com, geocitoyen.ca et unvelouneville.org, ainsi que sur les réseaux sociaux Facebook, Instagram et Twitter.

Plus de 850 000 personnes seront ainsi rejointes, lesquelles seront exposées à plus de 17 000 impressions publicitaires sur une période de 15 semaines. Sans compter la valeur publicitaire des quatre (4) triporteurs en fonction arborant les couleurs des commanditaires et de l'arrondissement, que nous pouvons estimer à 7 300 impressions publicitaires générées quotidiennement par chacun des quatre (4) triporteurs en fonction.

Ainsi, fort du succès qu'a connu le projet pilote CycloCitoyen de l'an dernier et la notoriété alors acquise par le projet, nous estimons que plus de 700 balades récréotouristiques seront exécutées cette année, touchant plus d'un millier de personnes.

Considérations budgétaires

Outre sa grande valeur sur le plan de la notoriété de Ville-Marie et de Montréal comme ville d'accueil et de créativité en matière de développement durable, nous considérons qu'il est de première importance de réaliser ce projet, compte tenu que celui permettra à l'organisme de créer une nouvelle activité de bienfaisance ciblant tout particulièrement les nouveaux arrivants, dans le cadre de « Montréal ville sanctuaire ». Une nouvelle activité de bienfaisance de l'organisme offrant à termes un fort potentiel de création d'emplois dans Ville-Marie.

Une participation financière de 80,000$ sur un budget d'opération total de 343,595$ est demandée à l'arrondissement de Ville-Marie pour rendre possible la réalisation du projet CycloCitoyen. Pour sa part, la participation financière de l'organisme au projet sera de près de 90,000$.

Ce qui permet à l'organisme d'envisager un tel investissement dans ce projet, sont les donations en argent que nous avons reçues de certains partenaires et que nous avons décidé d'appliquer à ce projet.

À cet égard les donations en espèces des partenaires suivants seront appliquées au projet CycloCitoyen :

- Groupe Québecor : 20,000$,
- Fondation Luc Maurice : 30,000$,
- Fondation Carmand Normand : 12,000$,
- Caisse de dépôt et placement du Québec : 10,000$

Ces donations en espèces totalisant 72,000$ allouées directement au projet réduisent ainsi à 18,000$ le risque financier de l'organisme en regard de la réalisation de ce projet. Un montant que nous estimons être en mesure de récupérer à même la participation accrue de commanditaires ou autres revenus d'opération inhérents au projet.



CycloCitoyen

Ville-Marie
Montréal

CA-24-085, o. xx	**Ordonnance relative au service de triporteurs dans le Vieux-Montréal**

Vu le 2e alinéa de l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 12 juin 2017, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À titre de projet pilote, il est permis à l'organisme Un vélo une ville d'exploiter un service de visite touristique par triporteur cyclable sur le domaine public et d'occuper le coin sud-est (St-Sulpice-St-Jacques) de la Place d'Armes.

2. L'autorisation visée à l'article 1 est valable du 18 juin au 26 août 2018.

3. Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie peut mettre fin en tout temps cette autorisation.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (1180318020) *a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2018, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318020

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Approuver la convention à intervenir avec Un vélo une ville pour la réalisation du projet CycloCitoyen et accorder une contribution de 30 000 $ pour la période du 15 juin au 31 décembre 2018;

Autoriser une affectation de surplus au montant de 30 000 $ au financement de cette dépense."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 30 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		30 000,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 30 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 30 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306105	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour ce dossier sont réservés par VM80318020.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-06-04**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184657004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa - 4042077 Canada inc. pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 5 177 339, 49 $ pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et la construction de saillies (Appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à De Sousa - 4042077 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 4 877 339, 49 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 12:02

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184657004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa - 4042077 Canada inc. pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux du présent dossier font partie du programme de réfection routière pour l'année 2018 de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie et du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT)- Direction des Transports - Division de la gestion des actifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1452 - 20 décembre 2016 - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans des rues du réseau artériel administratif de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal
GDD 1174657001 - CA17 240105 - 14 mars 2017 - D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2017.

GDD 1184657001 - CA18 240110 adoptée le 15 mars 2018 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4) ,au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018 .

GDD 1174657004- CA17 240 484 adoptée le 15 septembre 2017 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux pour la construction de deux saillies sur l'avenue Des Pins

DESCRIPTION

Ce projet se compose de quatre programmes:
PRR local 2018 : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là ou requis ;
PCPR local 2018: travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là ou requis ;
PRR artériel 2018 : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là ou requis, travaux de construction de saillies ;
PRR arrondissement : travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là ou requis, travaux de reconstruction de ruelles.

Ce projet permettra d'améliorer le réseau routier des rues locales , rues artérielles et ruelles de l'arrondissement de Ville-Marie et d'assurer son maintien à un niveau acceptable pour les années ultérieures.

La liste des rues se trouve en pièce-jointe.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public VMP-18-014 pour les travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie a été lancé le 10 mai 2018 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres).
L'ouverture des soumissions a eu lieu le 28 mai 2017 à 11 heures.

Sept (7) entreprises se sont procuré les documents de soumission et six (6) entreprises ont dé des soumissions. L'autre preneurs des cahiers des charges n'ont pas déposer de soumission il e une firme de génie conseil.

Voici la liste des soumissionnaires ainsi que les montants de leurs soumissions :

Résultat de soumission	(Taxes incluses)		
Soumissionnaire	Sous total	Contingences (10%)	Total
Construction Bau-Val inc.	5 859 090,91 $	585 909,09 $	6 445 000,0
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	5 445 587,01 $	544 558,69 $	5 990 145,7
Demix construction	4 962 431,43 $	496 243,15 $	5 458 674,5
De Sousa	4 433 944,99 $	443 394,50 $	4 877 339,4
Pavages Métropolitain	5 311 254,53 $	531 125,45 $	5 842 379,9
Viatek	6 961 605,75 $	696 160,58 $	7 657 766,3
Estimation des professionnels à l'interne	4 983 524,55 $	498 352,46 $	5 481 877,01
Coût moyen des soumissions reçues			6 045 217,68
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			24%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			2 780 426,83
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			57%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation de l'arrondissement ($)			-604 537,51
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation de l'arrondissement (%)			-11%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme ($)			581 335,09
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse conforme (%)			12%

Toutes les soumissions reçues sont conformes aux documents d'appels d'offres.

Suite à l'analyse des documents des soumissionnaires, le plus bas soumissionnaire conforme es Sousa - 4042077 Canada inc. avec un montant de 4 877 339,49 $.

L'écart entre l'estimation faite à l'interne par les professionnels de la Division de la voirie et le p bas soumissionnaire conforme est de moins 11%, ce qui est acceptable.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 29 mai 2018. Ces valid
requises ont montré que

- De Sousa - 4042077 Canada inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ;
- De Sousa - 4042077 Canada inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises admissibles aux contrats publics (RENA) ;
- De Sousa - 4042077 Canada inc. a une autorisation de contracter de l'Autorité des marcl financiers(AMF) valide ;
- De Sousa - 4042077 Canada inc. et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionna ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu Politique de gestion contractuelle.

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à De Sousa - 4042077 Canada inc., au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 4 877 339,49 $ (incluant les contingences et les taxe pour le contrôle qualitatif des travaux (120 000$ taxes incluses) ainsi qu'une provision pour le La dépense totale de 5 177 339.49 $ taxes, contingences et incidences incluses ce qui représer provinciale.

La répartition par programme se trouve dans le tableau suivant :

Programme	Trottoirs	Pavage	Sous total	Contingences	TPS
PRR LOCAL 2018	$ 298 567,30	$ 470 890,78	$ 769 458,08	$ 76 945,81	$ 42 320,19
PCPR LOCAL 2018	$ 47 914,80	$ 155 078,20	$ 202 993,00	$ 20 299,30	$ 11 164,61
PRR ARTÉRIEL 2018	$ 1 198 311,29	$ 1 180 318,36	$ 2 378 629,65	$ 237 862,97	$ 130 824,63
PRR ARRRONDISSEMENT	$ 113 988,20	$ 329 139,15	$ 443 127,35	$ 44 312,73	$ 24 372,00
SAILLIE DES PINS	$ 62 234,62	$ -	$ 62 234,62	$ 6 223,46	$ 3 422,90
Total					

Le PRR local 2018, le PCPR local 2018, le PRR Artériel 2018 et la saillies des Pins seront assume L'Arrondissement de Ville-Marie assumera les montants pour le PRR Arrondissement et la répar

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas accordé pour le CA du mois de juin, une partie des travaux risque ne pas être complétée en 2018 et le financement provenant du Service des Infrastructures, de la voirie et des transports risque de ne plus être disponible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une stratégie de communication pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier préliminaire est le suivant :
Début travaux du contrat Juillet 2018
Fin des travaux du contrat Novembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévision de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Danièle HANDFIELD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Jean CARRIER, 31 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rosie FATA
Ingénieure

Tél : 514 868-5188
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2018-05-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184657004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa - 4042077 Canada inc. pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1184657004 - SIVT.xlsGDD 1184657004-Info compt corpo centre-ville.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle HANDFIELD
Préposé au budget

Co-auteure : Mélanie Beaudoin (Téléphone : 514-872-1054)
Tél : 514-872-9547

Co- auteure
Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Maria BARDINA
Conseiller(ère) budgétaire

Tél : 514 872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184657004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat de 4 877 339,49 $ à De Sousa - 4042077 Canada inc. pour les travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie ainsi que la construction de saillies et autoriser une dépense de 5 177 339,49 $ (appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1184657004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-30

Nathalie N HÉBERT
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-4567
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie **Direction des travaux publics** 1455, rue Bercy, 2e étage Montréal, Québec, H2K 2V1		

Cahier des charges

Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Appel d'offres public nº VMP-18-014

Rosie Fata, ing. OIQ#143872
Chargée de projet, Ville de Montréal

Le 9 mai 2018

Révision N°	Date	Description	Préparé par :
00	2018-05-09	Pour soumission	Rosie Fata, ing.

23022018

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie **Direction des travaux publics** 1455, rue Bercy, 2e étage Montréal, Québec, H2K 2V1	**AVIS D'APPEL D'OFFRES**	Appel d'offres public Nº VMP-18-014 Exécution de travaux

Arrondissement de Ville-Marie

Direction des travaux publics

Des Soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant 11 H 00, à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, H2L4L8, pour :

Catégorie :	Travaux
Appel d'offres :	VMP-18-014
Descriptif :	**Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie**
Date d'ouverture :	28 mai 2018
Dépôt de garantie :	10 % de la valeur de la Soumission
Renseignements :	Pour toute question, s'adresser à : Vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca
Documents :	Les documents relatifs à cet Appel d'offres seront disponibles à compter 10 mai 2018 sur le SEAO.
Visite supervisée des lieux :	☒ N/A. ou ☐ Oui, obligatoire :

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de Soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO. Chaque Soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du Cahier des charges.

Les Soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de l'Arrondissement de Ville-Marie, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des Soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les Soumissionnaires.

Montréal, le 10 mai 2018

Le secrétaire d'arrondissement
Me Domenico Zambito
Arrondissement de Ville-Marie

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Le mandat du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la Ville de Montréal ou une personne morale qui lui est liée, de façon à prévenir les manquements à l'intégrité et de favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière d'octroi et d'exécution des contrats.

Faites une différence en signalant au Bureau de l'inspecteur général une irrégularité en matière contractuelle ou un manquement à l'éthique.

Par formulaire en ligne
www.bigmtl.ca/signalement-denonciation/formulaire-de-denonciation/

Par courriel
big@bigmtl.ca

Par téléphone
514 280-2800

Par télécopieur
514 280-2877

Par la poste ou en personne
1550, rue Metcalfe
Bureau 1200, 12e étage
Montréal (Québec) H3A 1X6

Visitez le site web pour plus d'informations
www.bigmtl.ca/

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie **Direction des travaux publics** 1455, rue Bercy, 2e étage Montréal, Québec, H2K 2V1	**AVIS DE DÉSISTEMENT**	Appel d'offres public Nº VMP-18-014 Exécution de travaux

Numéro d'Appel d'offres : VMP-18-014

Titre de l'Appel d'offres : **Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie**

Si vous ne prévoyez pas répondre à cet Appel d'offres, nous apprécierions connaître les motifs de votre désistement. À cette fin, veuillez remplir le présent formulaire, le signer et le retourner le plus tôt possible à l'adresse suivante courriel:

Vm-appeldoffres@Ville.montreal.qc.ca

Motifs de désistement	✓	Commentaires
Cahier des charges • Le devis technique est trop spécialisé.		
Délai de Soumission et d'octroi • Les délais de la Soumission sont insuffisants. • La période de Soumission ne convient pas au Fournisseur. • Longs délais d'octroi de la part de la Ville.		
Produit ou service • Le Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance • Produit ou service non offert. • Spécifications demandées non rencontrées.		
Délai de livraison • Délais de livraison hors d'atteinte. • Les fournisseurs ne peuvent pas nous garantir la livraison au moment voulu.		
Carnet de commandes • Le carnet des commandes du Fournisseur est complet présentement.		
Garanties • Garantie de Soumission ou d'exécution trop élevée. • Difficulté à obtenir la garantie requise.		
Autres		

(Nom de l'entreprise)

(Signature du représentant de l'entreprise) **(Date)**

Table des matières

PAGE

AVIS D'APPELS D'OFFRES ii

BUREAU DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL iii

AVIS DE DÉSISTEMENT iv

NOMBRE TOTAL DE PAGES

SECTION I – INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES 18

SECTION II – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES (122 PAGES)

SECTION III – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES 12

SECTION IV – FORMULAIRE DE SOUMISSION 7

SECTION V – DOCUMENTS NORMALISÉS 1030

SECTION VI – ANNEXES 9

1. Liste de rappel des documents à joindre à la Soumission
2. Liste d'appareils du soumissionnaire
3. Gabarit d'étiquette de retour

SECTION VII – DEVIS TECHNIQUES 98

SECTION I
INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

1. Définitions 3

2. Conditions relatives à la préparation de la Soumission 3

2.1 Obtention du Cahier des charges 3
2.2 Frais de Soumission 3
2.3 Examen du Cahier des charges et visites des lieux 3
2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres 5
2.5 Présentation de la Soumission 5
2.6 Signature de la Soumission 6
2.7 Envoi et réception des Soumissions 7
2.8 Avis de désistement 7
2.9 Documents de garantie à fournir avec la Soumission 7
2.10 Remise des garanties 8
2.11 Conditions d'admissibilité 9
2.12 Politique de gestion contractuelle 11
2.13 Participation à l'élaboration des documents d'Appel d'offres 11

3. Conditions relatives à la Soumission 12

3.1 Acceptation des Soumissions 12
3.2 Soumission présentée par un consortium 13
3.3 Évaluation de l'Adjudicataire et aptitude à Soumissionner 13
3.4 Renseignements et documents supplémentaires 13
3.5 Retrait ou modification des Soumissions 14
3.6 Propriété des documents 14
3.7 Absence de Contrat 14
3.8 Prix unitaires et forfaitaires 14
3.9 Contrat à prix forfaitaire 16
3.10 Formation obligatoire 16

4. Condition de conformité des Soumissions 17

4.1 Clauses de rejet automatique 17

5. Durée de validité des Soumissions 17

6. Analyse des Soumissions 17

7. Confidentialité des Soumissions 18

1. Définitions

Veuillez vous référer à l'article 1 du cahier des clauses administratives générales (CCAG).

2. Conditions relatives à la préparation de la Soumission

2.1 Obtention du Cahier des charges

Le Soumissionnaire doit se procurer le Cahier des charges sur le SEAO, en acquittant les frais exigés, s'il en est. Personne d'autre n'est autorisé à agir au nom ou pour le compte de la Ville pour délivrer ces documents. À défaut pour un Soumissionnaire de s'être procuré lui-même le Cahier des charges via le SEAO, sa Soumission est rejetée. Le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Soumissionnaire figurant sur la Soumission doit être le même que celui fourni pour se procurer le Cahier des charges sur le SEAO.

2.2 Frais de Soumission

2.2.1 Le Soumissionnaire n'a droit à aucun dédommagement pour les frais encourus pour l'obtention du Cahier des charges, la préparation et la présentation de sa Soumission ou pour la fourniture de renseignements ou de documents complémentaires demandés par le Responsable de l'Appel d'offres, sous réserve de l'article 2.2.2.

2.2.2 Lorsque la décision de ne pas donner suite à un Appel d'offres public est prise postérieurement à l'ouverture des Soumissions ou dans le cas où un système de pondération et d'évaluation des offres est prévu, postérieurement à l'évaluation des offres, le Soumissionnaire qui aurait été déclaré l'Adjudicataire reçoit, à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées :

a) pour une Soumission dont le montant est ≥ 500 000 $ et < 1 000 000 $: un montant de 2 000 $ (non taxable) ;

b) pour une Soumission dont le montant est ≥ 1 000 000 $: un montant de 5 000 $ (non taxable).

2.2.3 Si la cause d'annulation découle d'une infraction liée à l'application de la politique de gestion contractuelle ou si le processus d'octroi de contrat est annulé par le bureau de l'inspecteur général conformément à la charte de la Ville, aucun dédommagement ne sera accordé.

2.3 Examen du Cahier des charges et visites des lieux

2.3.1 Afin d'établir l'étendue des obligations auxquelles il s'engage dans le Contrat et des risques inhérents aux travaux qu'il doit exécuter, le Soumissionnaire doit notamment :

a) étudier soigneusement le Cahier des charges ainsi que tout autre écrit ou toute Norme auxquels la Ville réfère dans ce dernier;

b) vérifier les lieux accessibles au public où les travaux doivent être exécutés ou, lorsque ces lieux ne sont pas accessibles au public, prendre rendez-vous auprès du Responsable de l'Appel d'offres pour les vérifier;

c) faire un examen complet de la nature et de l'état des lieux où les travaux doivent être exécutés et à proximité de ceux-ci, notamment des bâtiments, des constructions et des ouvrages souterrains accessibles et indiqués sur les plans;

d) recueillir et vérifier tous les éléments et renseignements pertinents à l'exécution des travaux, notamment auprès des entreprises propriétaires des Réseaux techniques urbains (RTU);

e) évaluer les conditions générales de travail, d'entreposage et d'accès aux lieux.

2.3.2 Tous les renseignements fournis relativement aux structures et aux Réseaux techniques urbains (RTU) existants le sont à titre d'information seulement à des fins de Soumission et non de construction. Leur position est approximative.

2.3.3 Le Soumissionnaire doit inclure aux articles appropriés de la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission tous les coûts liés aux Réseaux techniques urbains (RTU) et occasionnés par leur présence.

2.3.4 Le Soumissionnaire doit, de plus, signaler à la Ville sans délai toute erreur, omission ou inexactitude dans le Cahier des charges, qu'il décèle ou qu'il aurait dû déceler, compte tenu de son expérience ou de son expertise.

2.3.5 Visite supervisée des lieux

Le statut de la visite indiquée d'un X dans l'encadré s'applique au présent Appel d'offres.

☒ Aucune visite supervisée des lieux par la Ville n'est prévue pour cet Appel d'offres.

☐ La visite supervisée des lieux est obligatoire sous peine de rejet de la Soumission. Le Soumissionnaire doit prendre rendez-vous selon les modalités suivantes :

- Dates des visites : au inclusivement;
- Horaire : ;
- Date limite pour prendre rendez-vous : ;
- Prendre rendez-vous aux coordonnées suivantes : .

Le Soumissionnaire doit avoir pris connaissance du Cahier des charges avant la visite. La personne qui fait visiter le Soumissionnaire n'est en aucun cas autorisée à répondre aux questions afin d'expliquer la portée des travaux ou les contraintes relatives au projet. Toute question doit être posée selon les modalités prévues à la section 2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres.

2.4 Modifications et communications relatives à l'Appel d'offres

2.4.1 S'il y a lieu d'expliquer ou de modifier l'Appel d'offres, la Ville émettra un Addenda, en français.

2.4.2 En déposant une Soumission, son signataire atteste avoir reçu tous les Addendas publiés par la Ville sur le système SEAO.

2.4.3 Aucun renseignement relatif à l'Appel d'offres n'est opposable à la Ville, à moins d'avoir été fourni au moyen d'un Addenda.

2.4.4 Toute question concernant le Cahier des charges susceptible d'avoir une incidence sur le prix des Soumissions doit être soumise par écrit à l'adresse courriel indiquée à l'article 2.4.5 ci-dessous, au moins 10 Jours calendrier avant l'ouverture des Soumissions.

2.4.5 Les Soumissionnaires sont priés de noter que toutes les questions (techniques, administratives ou de toute autre nature) concernant le Cahier des charges doivent être soumises par écrit, selon les délais prévus, au Responsable de l'Appel d'offres à l'adresse courriel suivante :

- Nom du Responsable de l'Appel d'offres :

  Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

- Adresse courriel :

  Vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

2.4.6 Toute question ou communication concernant le comportement du Responsable de l'Appel d'offres ou l'intégrité du processus d'octroi du Contrat doit être adressée au bureau de l'inspecteur général ou au contrôleur général de la Ville.

2.5 Présentation de la Soumission

Le Soumissionnaire doit présenter sa Soumission, sous pli cacheté, comme suit :

2.5.1 La Soumission doit être complétée sur le Formulaire de Soumission de la Ville.

2.5.2 La Soumission doit contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville. La Soumission ne doit contenir aucune autre condition que celles stipulées par la Ville et, le cas échéant, toute telle condition sera réputée non écrite.

2.5.3 Soumissions avec Contrat à prix unitaires

Le Soumissionnaire doit compléter chaque élément de la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission, étant entendu que si le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire, la Ville peut le reconstituer conformément à l'article 3.8.2.1.1. Si le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire et qu'il est impossible de

le reconstituer, sa Soumission est automatiquement déclarée non conforme, sans possibilité de remédier au défaut.

2.5.4 Toute rature faite sur le Formulaire de Soumission doit être paraphée par le signataire de la Soumission.

2.5.5 Les exemplaires de la Soumission requis sont les suivants :

2.5.5.1 Un (1) exemplaire papier réputé être l'original, non relié;

2.5.5.2 Deux (2) copies papier de l'original, non reliées, portant la mention « copie »;

2.5.5.3 Une (1) copie électronique non verrouillée des originaux papier en format PDF et une (1) copie de la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission en format Excel, le tout déposé sur CD-ROM ou sur une clé USB et placé dans l'enveloppe de Soumission.

La clé USB ou le CD-ROM doit être clairement identifié(e) au nom du Soumissionnaire avec le N° de l'Appel d'offres (SEAO). En cas de divergence entre le document papier et le document électronique, le document papier réputé être l'original a préséance.

2.5.6 Au moment de compléter le Formulaire de Soumission, le Soumissionnaire :

- dont l'entreprise est constituée au Québec,
- dont l'entreprise n'est pas constituée au Québec, mais y exerce une activité, incluant l'exploitation d'une entreprise,
- qui a son domicile au Québec,

doit y inscrire le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) ainsi que le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ).

2.5.7 Le Soumissionnaire doit indiquer dans sa Soumission l'adresse de l'établissement où tous les avis et procédures en rapport avec le Contrat pourront lui être adressés, livrés ou signifiés. En l'absence de cette indication, le Soumissionnaire élit domicile au Greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

2.5.8 Tous les sous-traitants assujettis au Bureau des Soumissions déposées du Québec (B.S.D.Q.) doivent prendre note que leur Soumission doit être accessible par la Ville lors de son dépôt au B.S.D.Q..

2.6 Signature de la Soumission

Le Formulaire de Soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de Soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission.

2.7 Envoi et réception des Soumissions

Quel que soit le mode d'expédition que le Soumissionnaire choisit d'adopter, toute Soumission doit, pour être validement reçue, se trouver physiquement sous pli cacheté, au lieu désigné, à la date et à l'heure indiquées dans l'avis public. L'horodateur qui se trouve dans le lieu désigné fait foi de la date et de l'heure de réception de la Soumission.

Le Soumissionnaire doit utiliser l'étiquette de la Ville, disponible en annexe du présent Cahier des charges, et l'apposer sur son enveloppe de retour.

2.8 Avis de désistement

Afin de permettre à la Ville de connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter une Soumission après avoir commandé le Cahier des charges via le SEAO, celle-ci doit remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

L'entreprise qui retire sa Soumission sans en présenter une autre au plus tard à la date et à l'heure limites fixées pour la réception des Soumissions doit également remplir et signer l'avis de désistement joint au Cahier des charges et le retourner à la Ville.

2.9 Documents de garantie à fournir avec la Soumission

2.9.1 Garantie de Soumission

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission une garantie de Soumission qui doit être d'un montant équivalant à au moins 10 % du montant total de la Soumission, incluant les taxes et les Contingences.

2.9.1.1 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes et les Contingences est inférieur à 500 000 $:

La garantie doit être fournie suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes :

a) par un chèque visé fait à l'ordre de la Ville de Montréal et tiré sur une institution financière autorisée à faire affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal;

b) par un cautionnement de Soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec;

c) par une lettre de garantie bancaire irrévocable, inconditionnelle et payable à première demande nonobstant tout litige, conforme à l'annexe C du CCAG et émise par une institution financière faisant affaire au Québec et encaissable dans la Ville de Montréal.

2.9.1.2 Pour les Appels d'offres dont le total de la Soumission incluant les taxes et les Contingences est supérieur ou égal à 500 000 $:

La garantie doit être fournie par un cautionnement de Soumission qui inclut une lettre d'engagement à émettre un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour gages, matériaux et services tel que prescrit à l'annexe B du CCAG et valide pour la durée de validité de la Soumission et émis par une compagnie d'assurances détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

2.9.1.3 Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire :

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission l'annexe H *Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire* du CCAG, complétée et dûment signée par la compagnie d'assurances avec laquelle il souhaite faire affaire. Pour être valide, la lettre doit couvrir la même durée de validité que la Soumission, et la compagnie d'assurances doit détenir un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1) dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec (article 3.1.2 du CCAG).

2.9.2 Défaut

2.9.2.1 Après l'ouverture des Soumissions et avant l'octroi du Contrat, le Soumissionnaire est réputé en défaut :

a) s'il modifie ou retire sa Soumission; ou

b) s'il refuse, néglige ou est incapable de fournir les documents, les renseignements requis dans le Cahier des charges ou les précisions demandées par le Responsable de l'Appel d'offres.

2.9.2.2 Dans les cas mentionnés à l'article 2.9.2.1, le Responsable de l'Appel d'offres précise à la caution, le cas échéant, la nature du défaut reproché au Soumissionnaire.

2.9.2.3 Le Soumissionnaire réputé en défaut au sens de l'article 2.9.2.1 est responsable envers la Ville de la différence entre le montant de sa Soumission et le montant du Contrat accordé à tout autre Soumissionnaire, y compris tous les dommages consécutifs à son défaut, tandis que la responsabilité financière de la caution est limitée au montant mentionné dans le cautionnement de Soumission.

2.10 Remise des garanties

2.10.1 Après l'octroi du Contrat, à l'exception de celles fournies sous forme de cautionnement, les garanties de Soumission seront remises sans intérêt aux Soumissionnaires dont les Soumissions n'auront pas été retenues.

2.10.2 Si la garantie d'exécution de l'Adjudicataire est fournie sous la forme d'un chèque visé, la Ville l'encaissera après l'octroi du Contrat. Le remboursement de la garantie s'effectuera selon les modalités prévues à l'article 5.6.3. Paiements : décompte final.

2.11 Conditions d'admissibilité

Le Soumissionnaire doit se conformer à toutes les exigences d'admissibilité suivantes afin que sa Soumission soit recevable.

2.11.1 Autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers

La situation marquée d'un X dans l'encadré s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

☐ L'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers n'est pas requise.

OU

☐ Contrat visé par le décret 796-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 octobre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et a pour objet des travaux de construction :

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés financiers confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue et acceptée au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

Toute entreprise partie à un sous-Contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

OU

☒ Contrat visé par le décret 1049-2013 du 23 octobre 2013 (entré en vigueur le 23 octobre 2013)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet des travaux de construction, de reconstruction, de démolition, de réparation ou de rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés financiers confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue et acceptée au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres pour des travaux de même nature et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

Toute entreprise partie à un sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux ou à un sous-contrat de services reliés à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout qui comporte une dépense égale ou supérieure à 25 000 $ et qui est rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (décret 795-2014).

OU

☐ Contrat visé par le décret 795-2014 du 10 septembre 2014 (entré en vigueur le 24 septembre 2014)

Si le Contrat visé par le présent Appel d'offres comporte une dépense égale ou supérieure à 100 000 $ et a pour objet :

a) l'approvisionnement en enrobés bitumineux;

b) des services reliés à la construction, la reconstruction, la démolition, la réparation ou la rénovation en matière de voirie, aqueduc ou égout.

Conformément au décret 795-2014 du 10 septembre 2014, le chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

Le Soumissionnaire doit, à la date de dépôt de sa Soumission, détenir une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Cependant, pour faciliter une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de son autorisation à sa Soumission ou joindre l'accusé de réception de l'Autorité des marchés financiers confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue et acceptée au moins 90 jours avant la fin de l'échéance.

Toute entreprise partie à un sous-contrat de services relié à la construction, à la reconstruction, à la démolition, à la réparation ou à la rénovation en matière de voirie, d'aqueduc ou d'égout ou à un sous-contrat d'approvisionnement en enrobés bitumineux, rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'offres et dont le montant est égal ou supérieur à 25 000 $ doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers.

2.11.2 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Le Soumissionnaire inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (ci-après nommé RENA) ne peut présenter une Soumission.

Lorsque le Soumissionnaire qui, dans le cadre de l'exécution du Contrat avec la Ville, conclut un sous-contrat rattaché directement au Contrat avec un Sous-traitant inscrit au RENA, la Ville se réserve le droit d'invoquer le défaut de celui-ci.

2.11.3 Licence de la Régie du bâtiment du Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date d'ouverture des Soumissions, une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fins de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de cette licence à sa Soumission.

2.11.4 Attestation de Revenu Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date de dépôt de sa Soumission, une attestation valide délivrée par Revenu Québec avant la date limite fixée pour le dépôt des Soumissions, selon laquelle il a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour permettre une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de cette attestation à sa Soumission.

Si l'adjudication du Contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du Contrat.

Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec ou qui n'y exerce aucune activité ou qui n'y exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une telle attestation, remplir et signer l'annexe D *Absence d'établissement au Québec* et la présenter avec sa Soumission lorsqu'un accord de libéralisation des marchés conclu par le gouvernement du Québec est applicable.

2.12 Politique de gestion contractuelle

En déposant une Soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle (jointe à l'annexe E du CCAG) adoptée par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes et souscrit à tous les engagements qui y sont prévus.

Le Soumissionnaire doit prendre note que :

"En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires)."

2.13 Participation à l'élaboration des documents d'Appel d'offres

2.13.1 En déposant une Soumission, son signataire affirme solennellement qu'à sa connaissance personnelle et après une vérification sérieuse,

1. ni le Soumissionnaire, un de ses administrateurs ou un de ses actionnaires possédant au moins 10 % des actions votantes dans le cas d'une corporation ou, dans le cas d'une société, un associé, ou une personne qui était à l'emploi du Soumissionnaire dans les 6 mois précédant l'Appel d'offres, un de ses Sous-traitants ou consultants,

2. ni une entreprise qui lui est liée ou un de ses administrateurs, ou une personne qui était à l'emploi de l'entreprise liée dans les 6 mois précédant l'Appel d'offres, un de ses Sous-traitants ou consultants, n'ont accompagné la Ville dans l'élaboration du présent Appel d'offres.

2.13.2 Malgré l'article 3.1.2 et sous réserve de l'article 2.13.4, si l'une ou l'autre des personnes mentionnées à l'article 2.13.1 a accompagné la Ville dans l'élaboration de l'Appel d'offres, dans le délai y étant prévu, la Soumission est déclarée non-conforme et rejetée.

2.13.3 Pour plus de précisions, le fait, pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent Cahier des charges constitue un accompagnement dans l'élaboration du présent Appel d'offres.

2.13.4 Cependant, ne constitue pas un accompagnement prohibé le fait, pour toute personne, d'avoir préparé ou produit, pour la Ville, un document ou une partie de celui-ci ayant servi à rédiger le présent Cahier des charges, mais explicitement mis à la disposition de tout Soumissionnaire éventuel.

2.13.5 La Ville peut résilier le Contrat conclu avec l'Adjudicataire s'il est découvert pendant l'exécution de celui-ci que son affirmation solennelle à titre de Soumissionnaire était inexacte ou bien qu'il ne respecte pas les engagements prévus à l'article 2.13.1 (un accompagnement prohibé). Dans une telle éventualité, l'Adjudicataire est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de la Soumission qu'il a présentée et le montant du Contrat que la Ville a conclu avec une autre personne pour compléter le Contrat, y compris tous les dommages résultant d'une telle résiliation.

3. Conditions relatives à la Soumission

3.1 Acceptation des Soumissions

3.1.1 La Ville n'est tenue d'accepter aucune Soumission.

3.1.2 À moins d'un défaut mentionné à l'article 4.1, la Ville peut, s'il est de son intérêt, passer outre à tout vice ou défaut mineur que peut contenir la Soumission et permettre, à sa discrétion, à tout Soumissionnaire de corriger sa Soumission dans la mesure où cette correction n'affecte pas le prix de sa Soumission, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 3.8.2.1.1.

3.1.3 La Ville n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet d'une Soumission.

3.1.4 Le Soumissionnaire doit remédier à tel défaut et doit corriger à la satisfaction de la Ville dans un délai de cinq (5) Jours ouvrables d'une telle demande ou dans tout autre délai indiqué par la Ville, à défaut de quoi la Soumission peut être jugée non conforme et rejetée. Ces corrections ne peuvent modifier le prix de la Soumission.

3.1.5 Le Soumissionnaire ne peut tirer avantage du fait qu'il n'a pas respecté une exigence des documents contractuels ou qu'il a négligé d'apporter, à la satisfaction de la Ville, une correction demandée pour se retirer ou se démettre de sa Soumission.

3.2 Soumission présentée par un consortium

La formation de consortium est interdite.

3.3 Évaluation de l'Adjudicataire et aptitude à Soumissionner

3.3.1 La Ville se réserve la possibilité de refuser toute Soumission d'un Entrepreneur ou d'un Fournisseur, qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant de la part de la Ville ou dont l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, a fait l'objet d'une telle évaluation durant la même période.

Si une telle évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard de l'Entrepreneur ou de l'un de ses Sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du Contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le Contrat.

La Ville se réserve également le droit, à sa seule discrétion, de résilier le Contrat dans le cas où l'identité d'un Sous-traitant de l'Entrepreneur lui est communiquée après l'adjudication du Contrat et que ce Sous-traitant a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville au cours des deux (2) années précédant la date de son sous-contrat.

La liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant est rendue publique sur le site Internet de la Ville. Cette liste comprend également les entrepreneurs.

3.4 Renseignements et documents supplémentaires

3.4.1 Le Responsable de l'Appel d'offres peut, après l'ouverture des Soumissions, requérir du Soumissionnaire tout document lui permettant de vérifier l'identité de ce dernier ainsi que toute information supplémentaire lui permettant d'évaluer ladite Soumission. Il peut aussi demander des informations additionnelles sur les prix soumis pour permettre la bonne compréhension de l'offre. Toutefois, ces informations ne modifient en rien le Formulaire de Soumission, lequel prévaut en tout temps.

3.4.2 Le Soumissionnaire doit fournir, à la demande du Responsable de l'Appel d'offres, les renseignements et documents supplémentaires concernant sa Soumission.

3.4.3 Le Soumissionnaire qui fait défaut de fournir les renseignements ou documents requis par le Responsable de l'Appel d'offres est réputé en défaut, tel que précisé à l'article 2.9.2.1.b) « Défaut ».

3.5 Retrait ou modification des Soumissions

3.5.1 Le Soumissionnaire ne peut ni modifier ni retirer sa Soumission :

3.5.1.1 Après la date fixée pour l'ouverture des Soumissions et pour toute la durée de validité de la Soumission.

3.5.1.2 À compter du jour où sa Soumission est approuvée par l'Autorité compétente.

3.5.2 Après l'ouverture des Soumissions, le Responsable de l'Appel d'offres peut demander au Soumissionnaire de prolonger, par écrit, la durée de validité de sa Soumission. Si ce dernier accepte, il doit, au besoin, fournir à la Ville tous les documents requis en vertu du Cahier des charges avec la bonne durée de validité.

3.6 Propriété des documents

3.6.1 La Soumission ainsi que les documents qui accompagnent ladite Soumission demeurent la propriété exclusive de la Ville et ne seront pas retournés au Soumissionnaire.

3.6.2 Le Cahier des charges ne devra pas être utilisé à d'autres fins que celles visées par l'Appel d'offres ni être publié, reproduit ou copié, en tout ou en partie.

3.6.3 Quiconque se procure un exemplaire du Cahier des charges s'engage à ne pas divulguer, de quelque façon que ce soit, en tout ou en partie, le contenu de ce document à quiconque n'est pas directement concerné par la préparation et la rédaction de la Soumission.

3.7 Absence de Contrat

3.7.1 Le Soumissionnaire reconnaît que sa Soumission ne constitue pas un Contrat, mais une simple proposition, formulée à la suite d'un Appel d'offres, qu'il soumet à la considération de la Ville.

3.7.2 Le Soumissionnaire reconnaît également qu'une Soumission ne lie pas la Ville, tant et aussi longtemps que le Contrat n'a pas été accordé par l'Autorité compétente.

3.8 Prix unitaires et forfaitaires

3.8.1 Prix

Sous réserve de la reconstitution d'un prix unitaire ou de la correction des erreurs d'écriture ou de calcul pour un prix unitaire, les prix soumis, unitaires ou forfaitaires, sont fixes, à moins d'indication contraire dans le Cahier des charges.

Ils comprennent ou couvrent, notamment la fourniture des Matériaux, du matériel, des menus objets et de la main-d'œuvre, l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation, au parachèvement et, le cas échéant, à l'entretien de l'Ouvrage, ainsi que toutes les autres dépenses inhérentes et nécessaires à la fourniture des biens, à l'exécution des travaux et à l'accomplissement des obligations visées par le Contrat.

Les prix unitaires ou forfaitaires comprennent également les frais de douanes et les taxes, autres que celles sur les produits et services (TPS) et sur la taxe de vente du Québec (TVQ) qui doivent être indiquées séparément.

3.8.2 Prix unitaires

Les prix unitaires visent l'exécution d'un travail défini ou la fourniture d'un bien déterminé. Le prix unitaire pour un élément particulier est fixe et invariable, mais le prix total peut varier suivant la quantité requise de cet élément.

3.8.2.1 Quantités

Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un travail à prix unitaire ou fournit un bien, il n'a droit qu'au paiement des quantités de travaux réellement exécutés et de biens réellement fournis.

Les quantités indiquées à la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission ne sont que des quantités estimées aux fins de l'évaluation des Soumissions. Les quantités réelles pourront être supérieures ou inférieures à celles indiquées dans la section C), Bordereau de prix du Formulaire de Soumission.

3.8.2.1.1 Correction d'une erreur d'écriture ou de calcul et reconstitution d'un prix unitaire

En tout état de cause, la Ville peut corriger une erreur d'écriture ou une erreur de calcul et effectuer les ajustements qui en découlent. La Ville peut également, lorsque le Soumissionnaire omet d'indiquer un prix unitaire pour un élément de la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission, le reconstituer en divisant le prix total présenté par la quantité indiquée par la Ville. En cas d'erreur de calcul, le prix unitaire prévaut.

Si la correction d'une erreur de calcul a pour effet de changer l'ordre des Soumissionnaires, le Responsable de l'Appel d'offres en avise par écrit les Soumissionnaires concernés.

3.8.3 Prix forfaitaires

3.8.3.1 Les prix forfaitaires visent l'exécution ou la fourniture d'un ensemble de travaux ou de biens. Ils sont fixes et invariables bien que l'Ouvrage ou les biens à fournir prévus au Cahier de charges aient exigé plus de travail ou aient coûté plus cher qu'il n'avait été prévu par le Soumissionnaire.

3.8.3.2 Quantités

Lorsque l'Entrepreneur, conformément au Contrat, exécute un ensemble de travaux à prix forfaitaire ou fournit un ensemble de biens, il n'a droit qu'au paiement prévu pour cet ensemble de travaux ou de biens, à moins que le Directeur ne signe, au préalable, un ordre de changement.

3.9 Contrat à prix forfaitaire

3.9.1 Prix indiqué au Formulaire de Soumission

Le prix forfaitaire inscrit à la section A) *Sommaire* du Formulaire de Soumission a préséance en tout temps et sert à déterminer la plus basse Soumission conforme. Si la Ville constate une erreur de calcul ou si la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission ne correspond pas au prix forfaitaire soumis, aucune correction ne sera permise et le prix indiqué à la section A) *Sommaire* du Formulaire de Soumission prévaudra.

3.9.2 Section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission

Les travaux et la ventilation des prix inscrits dans la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission sont à titre indicatif seulement. Le Soumissionnaire doit prévoir, dans la détermination de son prix forfaitaire, le coût de l'ensemble des travaux requis pour l'exécution du Contrat. Les coûts reliés à ces travaux ou à un élément non identifié ou omis par la Ville dans la section C) *Bordereau de Soumission* du Formulaire de Soumission doivent être inclus dans le prix de sa Soumission.

3.9.3 Ventilation complète du prix de la Soumission

Le Responsable de l'Appel d'offres peut exiger du Soumissionnaire ayant déposé la plus basse Soumission conforme de lui fournir par écrit et sur demande par fichier électronique éditable avant l'adjudication du Contrat une ventilation complète et détaillée du prix de sa Soumission suivant une répartition que la Ville a elle-même établie.

Le total des montants indiqués à cette ventilation doit être égal au prix forfaitaire inscrit à la section A) *Sommaire* du Formulaire de Soumission.

3.10 Formation obligatoire

La situation marquée d'un X dans l'encadré s'applique au Contrat découlant du présent Appel d'offres.

☒ Contrat visé par la formation : « Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales » de l'Association québécoise des transports (AQTR).

La Ville de Montréal a élaboré, en collaboration avec l'AQTR et d'autres municipalités, une formation spécifique aux travaux d'infrastructures municipales. Le titre de la formation est : « Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales ». Cette formation est dispensée par l'AQTR. Consultez le site Internet de l'AQTR pour les modalités d'inscription à la formation.

Cette formation sera obligatoire pour les contremaîtres et chargés de projets des entrepreneurs œuvrant sur les Chantiers municipaux d'infrastructures souterraines, et ce, dès le 1er mars 2018. À partir du 1er janvier 2018, l'Adjudicataire d'un Contrat de travaux d'infrastructures municipales devra fournir les certifications de formation en « Gestion de la mise en œuvre des travaux d'infrastructures municipales » de ses surintendants et chargés de projet affectés aux travaux de ce Contrat, et ce, avant la réunion de démarrage des travaux.

La certification s'applique aux personnes et non aux entreprises.

4. Condition de conformité des Soumissions

4.1 Clauses de rejet automatique

Toute Soumission ne satisfaisant pas à l'une ou à l'autre des conditions ci-dessous décrites sera jugée non conforme et sera automatiquement rejetée :

a) Le Soumissionnaire doit s'être procuré lui-même et pour lui-même les documents d'Appel d'offres via le SEAO;

b) Le Soumissionnaire doit avoir participé à une visite des lieux supervisée lorsque celle-ci est obligatoire;

c) La Soumission doit être complétée sur le Formulaire de Soumission de la Ville;

d) Le Formulaire de Soumission doit être signé;

e) La garantie de Soumission doit être jointe à la Soumission, selon les modalités prévues à l'article 2.9;

f) La Soumission doit avoir été reçue à l'endroit prévu et avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des Soumissions;

g) Toute autre condition de conformité indiquée dans le Cahier des charges et pour laquelle il est indiqué que le non-respect entraîne le rejet automatique de la Soumission.

5. Durée de validité des Soumissions

À compter de la date d'ouverture des Soumissions, toute Soumission est valide pour une durée de :

☐ 60 jours

☒ 90 jours

☐ 120 jours

6. Analyse des Soumissions

a) La Ville procède à l'examen des Soumissions reçues en vérifiant l'admissibilité des Soumissionnaires et la conformité de leur Soumission;

b) En cas d'égalité des résultats de l'Appel d'offres, le Contrat est adjugé à la suite d'un tirage au sort.

7. Confidentialité des Soumissions

a) Seuls les renseignements consignés la section A) *Sommaire* du Formulaire de Soumission seront rendus publics, sans restrictions, lors de l'ouverture des Soumissions.

b) En conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1), la Ville pourrait être appelée à communiquer, sur demande adressée au greffier de la Ville de Montréal, lorsque le Contrat est accordé par le comité exécutif, le conseil municipal ou le conseil d'agglomération, et aux secrétaires d'arrondissement lorsque le Contrat est accordé par un conseil d'arrondissement, certaines informations relatives à cet Appel d'offres, et ce, en conformité avec la procédure établie par cette loi.

SECTION II
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES
(Disponible dans les documents normalisés de la section V)

Section à NE PAS retourner

SECTION III
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES SPÉCIALES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

1. **Nature et description des travaux** 3
2. **Délai de réalisation des travaux** 4
3. **Date probable de début des travaux** 4
4. **Échéancier des travaux** 4
5. **Horaire de travail** 5
6. **Assurances** 5
7. **Mode de paiement des clauses administratives générales du CCAG** 6
8. **Grille détaillée des critères pour l'évaluation du rendement des fournisseurs** 6
9. **Ajustement du prix du bitume** 7
10. **Collecte des ordures et matières recyclables** 10
11. **Récupération des équipements municipaux** 10
12. **Attestation de l'ingénieur pour travaux à moins de 3 m des voies de circulation** 10
13. **Article du bordereau de Soumission** 11
14. **Condition d'hiver** 11
15. **Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne** 11
16. **Enregistrement vidéo de l'état des lieux** 12

1. Nature et description des travaux

Le contrat consiste à réalise les travaux de planage de chaussée, de pose d'enrobé bitumineux, de reconstruction de trottoirs là où requis, de construction de saillies et de reconstruction d'une ruelle.

Les travaux comprennent sans s'y limiter, là où requis :

- le planage de la couche d'asphalte;
- la pose de revêtement bitumineux;
- la reconstruction de la chaussée (ruelles);
- la reconstruction de sections de trottoirs et bordures;
- la construction de saillies de trottoirs avec fosses de plantation;
- la construction de nouveaux puisards et la désaffectation des puisards existants;
- le marquage de traverses en thermoplastique;
- le remplacement et le nivellement de têtes de puisards, cadre de regards d'égout, de chambre de vanne ou de boîtes de vannes;
- la réparation ou le remplacement de puisards, de regards d'égout ou de chambre de vanne et autres accessoires;
- le nivellement (rehaussement ou abaissement) des cadres et couvercles de la CSEM.

Les quantités prévues pour ce lot sont d'environ 29 000 mètres carrés de chaussée pour le planage et revêtement bitumineux, 350 mètres carrés de ruelles a reconstruire, 2700 mètre carrés de trottoirs à reconstruire et 2800 mètre carrés de saillies à reconstruire, ces quantités sont approximatives et pourront être ajustées à la hausse ou à la baisse après l'ouverture des soumissions, certaines rues pouvant même être retranchées au complet et remplacer par d'autres.

L'ensemble de ces travaux étant réalisés par tronçon de rue et la nature des travaux peut varier selon le tronçon. Avant le début des travaux, l'entrepreneur devra soumettre au Directeur pour approbation son cheminement d'exécution des travaux, qu'il devra avoir coordonné avec la Division de la circulation et du transport.

La liste des rues se trouve à l'annexe V-1 du Devis Voirie.

L'entrepreneur devra tenir compte dans l'établissement de ses prix unitaires, des petites quantités requises pour chaque intervention ponctuelle, de la petite, moyenne et grande distance séparant chacune de ces interventions, de la très forte circulation sur ces intersections et tronçons de rues, de l'obligation de maintenir la circulation au cours des travaux ainsi que de fournir toute la signalisation requise et d'obtenir tous les permis requis.

L'entrepreneur devra avoir à sa disposition un nombre d'appareils suffisant pour exécuter son contrat dans les délais prescrits.

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission la liste et la description des appareils dont ils disposent pour les travaux, sur les formulaires « Liste d'appareil » qui se retrouvent dans la section IV – Formulaire de soumission.

Dans le cas de bris d'un de ses appareils, l'entrepreneur est avisé qu'il devra prendre toutes les dispositions nécessaires, incluant la location des appareils requis, pour ne pas interrompre les travaux.

Pour chaque intersection ou tronçon de rue, l'entrepreneur devra procéder au planage du revêtement bitumineux. Il devra aussi remplacer ou niveler les cadres de regards, cadres de chambres de vanne, tête de puisards, boîtes de vanne etc., identifiés sur les plans ou demandés par le Directeur, scier le pavage linéairement et verticalement à l'épaisseur requise sur tout le pourtour de la zone planée de l'intersection, procéder aux préparations des surfaces de contact, aux réparations ponctuelles de la surface, tel que requis par le directeur tenant compte des conditions existantes et à la pose des nouveaux revêtements bitumineux spécifiés aux bordereaux de soumission.

Étant donné que beaucoup de rues sont construites avec un revêtement mixte, l'entrepreneur doit prendre en considération que les surfaces à planer peuvent être constituées de béton de ciment. Aussi, à certains endroits, il y a présence de pavés sous la chaussée d'enrobé bitumineux.

S'il y a de la circulation au cours de la période comprise entre le sciage du pourtour et la pose de la surface de roulement, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions requises pour protéger la paroi ainsi sciée.

2. Délai de réalisation des travaux

Le Soumissionnaire reconnaît que les travaux requis en vertu du Cahier des charges doivent être terminés dans un délai de **cent-vingt jours** de calendrier (incluant les congés fériés et les vacances de la construction) à compter de la date de l'autorisation à débuter les travaux et qu'il doit établir le prix de sa soumission en conséquence.

3. Date probable de début des travaux

Les travaux débuteront à la mi-juin 2018.

4. Échéancier des travaux

Les travaux doivent s'exécuter sans interruption et avec diligence pour les parachever en conformité avec le plan de cheminement des travaux à compter de la date de l'ordre écrit du Directeur de commencer les travaux, et ce, à l'entière satisfaction de la Ville.

5. Horaire de travail

5.1 Travaux dans la voie publique

L'Entrepreneur doit respecter les exigences présentées au devis de circulation.

6. Assurances

En complément et comme décrit à l'article 3.1.2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer une police d'assurance de responsabilité civile de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie A Entretien routier	☒	2 millions $ par sinistre
	☒	5 millions $ par période d'assurance
Catégorie B Réaménagement, construction et reconstruction	☐	5 millions $ par sinistre
	☐	10 millions $ par période d'assurance
Catégorie C Égout et conduite d'eau, travaux à proximité de voies ferrées, de voies rapides, sur la propriété de la société des Ponts Jacques-Cartier et Champlain, structure routière, etc.	☐	10 millions $ par sinistre
	☐	10 millions $ par période d'assurance
Catégorie D Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	☐	15 millions $ par sinistre
	☐	15 millions $ par période d'assurance

En complément et comme décrit à l'article 3.1.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG), l'Entrepreneur doit se procurer une police d'assurance de responsabilité civile automobile des non-propriétaires de :

TYPE DE TRAVAUX		MONTANT DE GARANTIE
Catégorie 1 Entretien routier, réaménagement et reconstruction	☒	2 millions $ par sinistre
Catégorie 2 Égout, conduite d'eau et structure routière	☐	10 millions $ par sinistre
Catégorie 3 Structure routière au-dessus d'un cours d'eau	☐	15 millions $ par sinistre

7. Mode de paiement des clauses administratives générales du CCAG

À moins d'indication contraire dans le cahier des clauses administratives spéciales, l'Entrepreneur doit prendre note que tous les coûts engendrés par les clauses du cahier des clauses administratives générales (CCAG) doivent être répartis dans les différents prix unitaires du bordereau de soumission.

8. Grille détaillée des critères pour l'évaluation du rendement des fournisseurs

En complément de l'article 4.4.3 « Grille d'évaluation » du cahier des clauses administrative générales (CCAG) voici la grille détaillée d'évaluation avec les critères sous-tendus des thèmes.

Thèmes et critères	Pondération
Aspect de la conformité technique Évaluation de la qualité des travaux exécutés. Tout au long de l'exécution des travaux et à leur acceptation provisoire, la qualité des matériaux et de l'équipement doit satisfaire les exigences techniques prescrites aux documents d'Appel d'offres. L'évaluation se fera également sur le respect des plans et devis, normes, lois et règlements en vigueur et sur la performance à la mise en service.	**30 %**
Respect des délais, Échéanciers et aspects financiers Évaluation du respect du délai d'exécution des travaux en prenant en considération la date réelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale (ou modifiée) et en tenant compte des conditions indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur. L'évaluation se fera également sur le suivi des Échéancierss à court terme, la négociation des ordres de changement et la fréquence de mise à jour de l'Échéancier global.	**30 %**
Fourniture et utilisation des ressources Évaluation du personnel de l'Entrepreneur (chargé de projet, surintendant et personnel de Chantier) en termes de disponibilité, compétence et expérience. L'évaluation se fera également sur la fourniture des équipements adéquats et suffisants pour le Chantier.	**10 %**
Organisation et gestion Évaluation de la façon dont le projet décrit dans les documents contractuels a été géré, notamment l'ordonnancement des travaux, la coordination des sous-traitants, l'encadrement des employés, l'assurance qualité en Chantier, la mise en place d'actions correctives au besoin et la propreté des lieux tout au long du projet et à la fin des travaux.	**10 %**
Communication et documentation Évaluation de la façon dont l'Entrepreneur fournit la documentation de qualité en temps opportun (qualité et exactitude des décomptes et des factures, plans « tel que construit », etc.). L'évaluation se fera également sur la coopération et la collaboration de l'Entrepreneur avec les différentes parties prenantes impliquées dans le projet (participation aux réunions de Chantier, communication avec les compagnies d'utilité publique, arrondissements, etc.).	**10%**
Santé et sécurité Efficacité avec laquelle les dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail (dans les documents contractuels, dans les règlements provinciaux ou dans tout autre document) ont été gérées et appliquées (notamment le suivi des correctifs à apporter et leur mise en place, la sécurité aux abords du Chantier, la signalisation).	**10 %**

9. Ajustement du prix du bitume

L'article 5.3.1.4 « Ajustement du prix du bitume » du cahier des clauses administratives générales est remplacé par celui-ci :

Lorsqu'une soumission comporte un prix pour la fourniture et la pose d'un enrobé bitumineux dont la quantité est égale ou supérieure à 250 tonnes par type d'enrobé bitumineux, un montant d'ajustement du prix du bitume (excluant le transport) est établi à la hausse ou à la baisse lors de la préparation d'un décompte progressif, selon la fluctuation du prix du bitume de référence.

Les prix de référence seront ceux affichés par Bitume Québec pour le mois où se fait l'ouverture de la soumission et pour le mois où les travaux de pose de revêtement bitumineux seront réalisés. Les prix sont disponibles sur le site de BITUME-QUÉBEC à l'adresse suivante : www.bitumequebec.ca

Le prix de référence utilisé pour le calcul de l'ajustement est le prix minimal du bitume de classe de performance PG 58-28, PG 58-34 ou PG 64-34. Le prix de référence utilisé pour les bitumes T, THRD ou HRD est celui de leur classe de performance ou de celle du bitume de référence, sans tenir compte du suffixe.

Le tableau suivant indique le prix de référence retenu pour le calcul de l'ajustement, selon la classe de performance du bitume utilisé lors des travaux.

Classe de performance du bitume utilisé	Prix de référence retenu pour le calcul de l'ajustement
PG 52-34	PG 58-28
PG 58-28	
PG 64-28	
PG 52-40	PG 58-34
PG 58-34	
PG 58-40	PG 64-34
PG 64-34	
PG 70-28	
PG 70-34	
PG 76-28	

Source CCDG (2016) art. 13.3.5.

Pour tous les autres cas, le prix de référence retenu pour le calcul de l'ajustement est celui de la classe de performance PG 58-34.

Si le prix du bitume, n'est pas disponible pour le mois d'ouverture de la soumission et/ou de la pose de l'enrobé, le prix de référence de la période précédente est utilisé pour les fins de calcul de l'ajustement.

Le tableau suivant (1) indique les types d'enrobé bitumineux généralement utilisés par la Ville de Montréal, les classes de performance du bitume correspondant, le pourcentage en bitume pour chaque type d'enrobé bitumineux et la densité de celui-ci permettant de convertir la superficie réalisée au chantier en tonnes de revêtement bitumineux.

Si le prix soumis est à la tonne, la conversion n'est pas nécessaire.

1) Tableau à consulter à la page suivante :

ENROBÉ	PG	% DE BITUME	DENSITÉ *
Grave Bitume	58-28	3.90	2.422
GB-20	58-28 58-34 64-28 64-34 70-28	4.39	2.380
ESG-14	58-28 58-34 64-28 64-34 70-28	4.92	2.361
ESG-10	58-28 58-34 64-28 64-34 70-28 76-28	5.29	2.350
EG-10	58-28 64-28	4.53	2.367
EC-10	58-28 58-34 64-28 64-34 70-28	5.46	2.345
ESG-5	58-28 58-34 64-28 70-28	5.96	2.336
EC-5	58-28 58-34 64-28 70-28	5.73	2.324

**densité pour une valeur de compacité de 93% pour les couches de surface et pour les couches de base.*

Pour chaque classe de performance de bitume, un montant d'ajustement est calculé à chaque mois lorsqu'il y a pose d'enrobé bitumineux et qu'une variation supérieure à 5% est enregistrée par rapport au prix de référence du bitume applicable au moment de l'appel d'offres.

Le montant d'ajustement est calculé de la façon suivante :

1- si PRt > 1,05 Pro, la Ville verse à l'entrepreneur une compensation comparable à la hausse du prix du bitume de référence qui excède 105%. Cette compensation est calculée de la façon suivante :

MA= (PRt – 1,05Pro) x (quantité de bitume utilisée durant le mois)

2- si PRt < 0,95 Pro, la Ville retient de l'entrepreneur un montant comparable à la baisse du prix du bitume de référence qui est inférieur à 95%. Cette retenue est calculée de la façon suivante :

MA= (0,95 Pro – PRt) x (quantité de bitume utilisée durant le mois)

MA= montant d'ajustement du prix du bitume ($)
Pro= Prix de référence du bitume au moment de l'ouverture des soumissions ($/t)
PRt= Prix de référence du bitume du mois pendant lequel les travaux sont exécutés ($/t)

Dans les deux cas, la quantité de bitume utilisée est déterminée à partir du pourcentage de bitume fixé dans le tableau précédent.

10. Collecte des ordures et matières recyclables

L'Entrepreneur est responsable d'assurer la collecte des ordures et matières recyclables pendant toute la durée des travaux, et ce, à ses frais. Il devra déplacer à ses frais les ordures et les matières recyclables à une intersection où l'accès se fera facilement par les camions de collectes.

11. Récupération des équipements municipaux

Lors des travaux d'excavation, l'Entrepreneur aura, entre autres, à enlever des regards, puisards, vannes et bornes-fontaines. Si l'arrondissement désire récupérer certaines pièces, l'Entrepreneur devra les mettre de côté, et les transporter à ses frais au garage municipal de l'arrondissement. Autrement, l'Entrepreneur doit en disposer à ses frais selon les clauses du devis.

12. Attestation de l'ingénieur pour travaux à moins de 3 m des voies de circulation

Lorsqu'une voie de circulation se trouve à moins de 3 mètres du sommet des parois de la tranchée d'excavation, l'Entrepreneur doit fournir une attestation préparée, signée et scellée par un ingénieur qualifié dans le domaine d'expertise requis. Il doit assurer que le choix de la méthode d'excavation et du type d'étançonnement est approprié (en fonction du type de sols et de la profondeur de l'excavation), et sécuritaire pour les ouvriers qui doivent travailler dans la tranchée ou au bord de celle-ci, ainsi que pour la circulation routière sur les voies de circulations adjacentes.

13. Article du bordereau de Soumission

Le Soumissionnaire doit prendre note que les articles du bordereau de Soumission sont présentés selon la nomenclature et exemple suivant :

ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE - CROQUIS M.V. 209 2-6, 12.03 (9) CR. M.V. 248

- ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE : nom de l'item
- CROQUIS M.V. 209 : numéro du croquis normalisé se retrouvant dans le volume 6
- 2-6 : numéro du fascicule
- 12.03 (9) : articles du fascicule
- CR. M.V. 248 : numéro du croquis normalisé se retrouvant dans le volume 6

Prendre note que les différents fascicules se retrouvent dans les volumes 2 et 4 du cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal selon la répartition suivante :

- Volume 2 (fascicule 1-4) ;
- Volume 4 (fascicules 2-5;2-6;2-7;2-8 et 2-9).

Les croquis normalisés se retrouvent dans le volume 6 du cahier des prescriptions normalisées de la Ville de Montréal.

14. Condition d'hiver

Les soumissionnaires doivent fixer leurs prix unitaires en tenant compte qu'une partie des travaux du présent contrat pourrait être réalisée pendant la saison hivernale. Les soumissionnaires doivent donc inclure dans leurs prix unitaires tous les coûts relatifs aux conditions d'hiver décrites aux cahiers des prescriptions normalisées, et aucune réclamation ne pourra être présentée à la Ville relativement à ce sujet.

15. Nettoyage des puisards, regards, chambres de vanne et boîtes de vanne

L'Entrepreneur devra procéder au nettoyage des puisards, des regards d'égout, des chambres de vannes et des boîtes de vannes à la fin des travaux. Les frais reliés au nettoyage doivent être répartis sur l'ensemble des prix soumis et l'entrepreneur devra fournir une preuve de nettoyage au Directeur.

16. Enregistrement vidéo de l'état des lieux

Avant le début des travaux, l'Entrepreneur doit confier à un spécialiste le soin de procéder à un enregistrement sur DVD du site des travaux, des rues et des terrains adjacents.

Cet enregistrement doit comprendre tous les édifices, structures, arbres, clôtures, état des lieux ainsi que tout élément susceptible de devenir objet de réclamation en dommage, principalement les aménagements devant les résidences. Une attention particulière doit être apportée aux entrées charretières, aux murets et aux aménagements paysagers existants susceptibles d'être endommagés par les travaux.

Aucun travail d'excavation ne sera autorisé avant la remise de deux (2) copies (CD ou DVD) de l'enregistrement vidéo au Directeur.

L'Entrepreneur conservera l'original pour son usage personnel. Les frais reliés à la réalisation de l'enregistrement vidéo doivent être répartis sur l'ensemble des prix soumis.

SECTION IV
FORMULAIRES DE SOUMISSION

Documents à retourner

SECTION V
DOCUMENTS NORMALISÉS

Section à NE PAS retourner

Tous les documents de cette section identifiés « requis », sont disponibles sur SEAO via le porte-documents intitulé « Documents normalisés ».

	Requis	
	Oui	**Non**
Cahier des clauses administratives générales (CCAG) (122 pages)	x	
Volume 2 Matériaux et matériel (Fascicules 1-4) (septembre 2016) (67 pages)	x	
Travaux de chaussée, trottoirs et bordures & Travaux d'égouts, d'aqueduc (Volume 4 ─ fascicules 2-5, 2-6, 2-7, 2-8 et 2-9) (juillet 2013) (366 pages)	x	
Volume 4 – Addenda no. 1 (septembre 2016) (16 pages)	x	
Cahier des prescriptions normalisées- Éclairage et signalisation lumineuse (Volume 5) (avril 2008) (186 pages)		x
Cahier des prescriptions normalisées- Répertoire des dessins normalisés (Volume 6) (avril 2008) (176 pages)	x	
Volume 6 –Addenda no. 1 (septembre 2016) (3 pages)	x	
Volume 6 –Addenda no. 2 (rév. 1) (février 2018) (3 pages)	x	
Cahier des charges normalisées - Fraisage à chaud (mai 2007) (27 pages)		x
Cahier des charges normalisées - Planage de chaussées bitumineuses (janvier 2007) (26 pages)	x	
Cahier des charges normalisées - Pulvérisation et stabilisation (janvier 2008) (30 pages)		x
Cahier des charges normalisées - Rapiéçage mécanique et revêtement mince (février 2007) (26 pages)		x
Remplissage de nids-de-poule par mélange projeté (septembre 2008) (24 pages)		x
Cahier des charges normalisées - Remplissage de nids-de-poule par enrobés bitumineux (septembre 2008) (23 pages)		x
Cahier des charges normalisées - Scellement de fissures (juin 2008) (30 pages)		x
Cahier des charges normalisées - Sciage rotatif (avril 2008) (22 pages)		x
3VM-10 Béton normal – Résistance à la compression de moins de 50 MPa (juillet 2017) (17 pages)	x	
3VM-20 Béton normal – Résistance à la compression de 50 MPa ou plus (juillet 2017) (19 pages)		x
3VM-30 Béton compacté au rouleau (juillet 2017) (23 pages)		x
3VM-40 Béton projeté par voie sèche (juillet 2017) (17 pages)		x
3VM-50 Béton projeté par voie humide (juillet 2017) (18 pages)		x
3VM-60 Béton autoplaçant (août 2009) (29 pages)		x
4VM-10 Enrobés à chaud (septembre 2017) (26 pages)	x	
6VM-9 Matériaux granulaires fondation, assise et remblais (novembre 2006) (16 pages)	x	
6M-VM-10 Procédure d'essai pour estimer le degré de compacité d'un remblai granulaire (mai 2006) (6 pages)	x	
6VM-20 Matériaux recyclés pour travaux routiers (août 2008) (8 pages)		x
6VM-30 Remblai sans retrait (août 2017) (9 pages)	x	
6VM-40 Remblayage de tranchées de rues avec matériaux d'excavation ou d'emprunt (juin 2010) (16 pages)		x
7VM-10 Pavé et dalle (février 2018) (18 pages)	x	
7VM-20 Caractéristiques et installation des bordures de granit (juin 2017) (30 pages)		x
7VM-30 Mise en œuvre par collage sur dalle en béton des pavés et des dalles en pierre naturelle sur lit de pose en mortier (mai 2017) (15 pages)		x

	Requis	
	Oui	**Non**
Devis technique normalisé – 02-120 – réhabilitation environnementale (avril 2017) (22 pages)	**x**	
Guide Plan de localisation des infrastructures pour l'élaboration des plans d'inventaires et finaux (TQC) (septembre 2017) (34 pages)	**x**	
Devis « Maintien de la circulation, de la signalisation temporaire et de la gestion des impacts » (juillet 2014) (41 pages)	**x**	
Répertoire des prix unitaires des travaux de la Ville de Montréal (avril 2017) (46 pages)	**x**	
Documents légaux – Formulaires exécutables – Annexe B « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement » (3 pages)	**x**	
Documents légaux – Formulaires exécutables – Annexe C « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle (2 pages)	**x**	
Documents légaux – Formulaires exécutables – Annexe D « Formulaire d'absence d'établissement au Québec » (1 page)	**x**	
Documents légaux – Formulaires exécutables – Annexe H « Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire » (2 pages)	**x**	
Liste des fournisseurs (mars 2017) (7 pages)	**x**	
Devis pour un réseau d'alimentation temporaire en eau potable (juin 2017) (18 pages)		**x**
Directive concernant les travaux effectués sur les conduites secondaires du réseau de distribution d'eau potable (mars 2015) (42 pages)		**x**
Directive concernant les interventions effectuées sur les conduites principales du réseau de distribution d'eau potable (juillet 2017) (31 pages)		**x**
Devis administratif et technique général, régissant la construction du réseau de conduits souterrains et les réfections de surfaces – CSEM (édition 2010) (343 pages)		**x**
Formulaire exécutable « Liste d'appareil » (Contrat planage/revêtement seulement) (2 pages)	**x**	

SECTION VI
ANNEXES

1. Liste de rappel des documents à joindre à la Soumission

Section à NE PAS retourner

LISTE DE RAPPEL

Liste de rappel des documents à joindre à la Soumission par le Soumissionnaire

(Ne pas retourner ce document avec la Soumission)

Titre de l'Appel d'offres : Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Numéro de l'Appel d'offres : VMP-18-014

Date d'ouverture des Soumissions : Le à

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES DOCUMENTS À JOINDRE À LA SOUMISSION	REQUIS	LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
2.5.1	L'entièreté du Formulaire de soumission (section IV)	☒	☐
2.11.1	Autorisation de contracter de l'AMF	☒	☐
2.11.4	Attestation Revenu Québec (si établissement au Québec); OU Formulaire Absence d'établissement au Québec (Annexe D du CCAG)	☒	☐
2.11.3	Licence d'Entrepreneur de la RBQ	☒	☐
2.9.1	Garantie de soumission d'au moins 10 % du montant total de la Soumission (taxes et Contingences incluses) Si le total de la Soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes et les Contingences) : 1. Chèque visé ; 2. Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG); 3. Lettre de garantie bancaire (Annexe C du CCAG). Si le total de la Soumission est supérieur ou égal à 500 000 $ (incluant les taxes et les Contingences) : 1. Cautionnement de soumission (Annexe B du CCAG).	☒	☐
2.9.1.3	Lettre d'intention d'assurer un Soumissionnaire (Annexe H du CCAG)	☒	☐
	Autres documents requis :		
	Liste d'appareils (Contrats planage-revêtement seulement)	☒	☐
	Le formulaire A-5 dûment complété et signé disponible en annexe du devis administratif et technique général régissant la construction du réseau de conduits souterrains et les réfections de surfaces, édition 2010 de la CSEM (Contrats avec CSEM seulement)	☐	☐
	Formulaire "Expérience du Soumissionaire" (Contrats où requis seulement)	☐	☐

	Lettre officielle signée confirmant le sous-traitant autorisé et accrédité par Bell Canada et les annexes 1, 2, 3 et 4 du cahier Bell dûment complétées et signées (Contrats avec Bell seulement)	☐	☐

RAPPEL DES EXIGENCES GÉNÉRALES

RÉF. IAS	EXIGENCES DE L'APPEL D'OFFRES EXIGENCES GÉNÉRALES	REQUIS	LISTE DE CONTRÔLE (à compléter par le Soumissionnaire)
2.1	S'être procuré les documents d'Appel d'offres via le SEAO.	☒	☐
2.7	Déposer physiquement la Soumission à l'endroit prévu et avant la date et l'heure fixée pour l'ouverture des Soumissions, comme indiqué dans l'avis d'Appel d'offres.	☒	☐
2.5.5	Déposer le nombre exact d'exemplaires de la Soumission.	☒	☐
2.5.1	La Soumission doit être complétée sur les formulaires de la Ville et contenir toutes les informations demandées par la Ville, présentées selon les exigences de la Ville.	☒	☐
2.6	Le Formulaire de soumission doit être dûment signé. Le signataire du Formulaire de soumission est réputé être dûment autorisé à signer la Soumission	☒	☐
2.5.4	Toute rature faite sur le « Formulaire de soumission » doit être paraphée par le signataire de la Soumission, le cas échéant.	☒	☐
2.5.3	S'assurer que dans la Soumission, chaque élément du bordereau de soumission (section IV-C) est complété, qu'aucun prix unitaire n'a été omis.	☒	☐
2.5.6	Pour tout Soumissionnaire ayant un établissement permanent au Québec, s'assurer d'inscrire dans le formulaire de soumission, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et le nom de l'entreprise, tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec (REQ) et dans le SEAO	☒	☐
2.3.5	Avoir participé à la visite des lieux supervisée par la Ville lorsque celle-ci est obligatoire.	☐	☐
2.11.2	Ne pas se trouver sur le Registre des fournisseurs non admissibles à soumissionner en vertu de la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.	☒	☐
3.2	Ne pas avoir formé de consortium pour le dépôt de la Soumission.	☒	☐

3. LISTE D'APPAREILS

ANNEXE

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
1455, rue Bercy, 2e étage
Montréal, Québec, H2K 2V1

LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE

Soumission no.	Période	Type d'appareil
VMP-18-014		**Fraiseuse Routière (Planeuse)**

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.	**N'écrivez pas dans cet espace**
Raison sociale du soumissionnaire	

Signature de la personne autorisée	**Date**	**Vérifié par:**	**Date**

ANNEXE

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Direction des travaux publics
1455, rue Bercy, 2e étage
Montréal, Québec, H2K 2V1

LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE

Soumission no.	Période	Type d'appareil
VMP-18-014		**Mini-fraiseuse Routière**

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.

N'écrivez pas dans cet espace

Raison sociale du soumissionnaire

Signature de la personne autorisée	**Date**	**Vérifié par:**	**Date**

11012017

2. GABARIT D'ÉTIQUETTE DE RETOUR

ATTENTION : VEUILLEZ UTILISER LE GABARIT SUIVANT POUR IDENTIFIER VOTRE ENVELOPPE DE RETOUR

Nom et adresse du Soumissionnaire

Titre de l'Appel d'offres :	**Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie**
Date et heure d'ouverture :	Le 28 mai 2018 à 11H00 à
N^{o} d'Appel d'offres :	VMP-18-014
N^{o} SEAO :	

Cette Soumission, pour être validement reçue, doit se trouver physiquement entre les mains du greffier de la Ville ou tout autre représentant désigné, à l'adresse ci-dessous mentionnée, avant l'heure et la date d'ouverture des Soumissions. Cette Soumission sera ouverte immédiatement après par le greffier de la Ville ou un représentant désigné.

Au secrétaire d'arrondissement
800, boulevard Maisonneuve Est
17^{e} étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

SECTION VII
DEVIS TECHNIQUES

Section à NE PAS retourner

Table des matières

Cahier V - Voirie ..... **46 pages**

Cahier C - Circulation ..... **50 pages**

Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455 Bercy, 2e étage
Montréal (Québec) H2K 2V1

ADDENDA no. 1

Soumission : VMP-18-014

Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

1) Ajout de plans

Des plans ont été ajoutés à l'appel d'offres afin d'apporté plus de précision quant aux travaux à réaliser.

C-52-18-YR001 à C-52-18-YR013

2) Modifications au Devis circulation

Des modifications ont été apportées au devis de circulation, pour inclure les critères quant aux saillies de trottoirs sur les rues Rouen, Hochelaga et Fullum. Remplacer le devis circulation par celui ci-joint,

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte 13 plans de format A1 et le devis de circulation révisé de cinquante-quatre (54) pages incluant celle-ci.

FIN DE L'ADDENDA

Le 16 mai 2018

Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455 Bercy, 2e étage
Montréal (Québec) H2K 2V1

ADDENDA no. 2

Soumission : VMP-18-014

Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

1) Différence entre le bordereau de prix et les plans

Veuillez SVP indiquer vos prix en fonction des items sur le bordereau et non pas des informations inscrites sur les plans.

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte une page.

FIN DE L'ADDENDA

Le 24 mai 2018

Direction des travaux publics
Division de la voirie
1455 Bercy, 2e étage
Montréal (Québec) H2K 2V1

ADDENDA no. 3

Soumission : VMP-18-014

Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

1) Page a remplacer

Veuillez SVP remplacer la page 16 de 57 du cahier des charges par celle-ci.

Le présent addenda fait partie intégrante des documents de soumission et comporte deux (2) pages incluant celle-ci..

FIN DE L'ADDENDA

Le 24 mai 2018

2.11.2 Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

Le Soumissionnaire inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (ci-après nommé RENA) ne peut présenter une Soumission.

Lorsque le Soumissionnaire qui, dans le cadre de l'exécution du Contrat avec la Ville, conclut un sous-contrat rattaché directement au Contrat avec un Sous-traitant inscrit au RENA, la Ville se réserve le droit d'invoquer le défaut de celui-ci.

2.11.3 Licence de la Régie du bâtiment du Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date d'ouverture des Soumissions, une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fins de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour faciliter une telle vérification par la Ville, il joint une copie de cette licence à sa Soumission.

2.11.4 Attestation de Revenu Québec

Le Soumissionnaire doit détenir, à la date de dépôt de sa Soumission, une attestation valide délivrée par Revenu Québec avant la date limite fixée pour le dépôt des Soumissions, selon laquelle il a produit les déclarations et rapports requis par les lois fiscales et il n'a pas de compte payable en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu, faute de quoi sa Soumission sera automatiquement rejetée. Pour permettre une telle vérification par la Ville, il doit joindre une copie de cette attestation à sa Soumission.

Si l'adjudication du Contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la Soumission du plus bas Soumissionnaire conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du Contrat.

Tout Soumissionnaire n'ayant pas un établissement au Québec ou qui n'y exerce aucune activité ou qui n'y exploite pas une entreprise doit, en lieu et place d'une telle attestation, remplir et signer l'annexe D *Absence d'établissement au Québec* et la présenter avec sa Soumission lorsqu'un accord de libéralisation des marchés conclu par le gouvernement du Québec est applicable.

2.12 Politique de gestion contractuelle

En déposant une Soumission, son signataire fait toutes les affirmations solennelles contenues à la Politique de gestion contractuelle (jointe à l'annexe E du CCAG) adoptée par la Ville en vertu de la Loi sur les cités et villes et souscrit à tous les engagements qui y sont prévus.

Le Soumissionnaire doit prendre note que :

"En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires)."

APPEL D'OFFRES PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

Des soumissions sont demandées et devront être reçues **avant 11 h** à la date ci-dessous, au comptoir Accès Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal H2L 4L8, pour :

Appel d'offres : **VMP-18-014 -** Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'ouverture : **28 mai 2018**

Dépôt de garantie : Cautionnement de 10 %.

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 mai 2018 par le biais du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en communiquant avec des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site internet www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Renseignements : **vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca**

Pour être considérée, toute soumission doit être présentée sur les formulaires préparés à cette fin par l'arrondissement de Ville-Marie et placée dans une enveloppe cachetée portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

L'arrondissement de Ville-Marie ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 10 mai 2018

Le Secrétaire d'arrondissement
Me Domenico Zambito

Ville-Marie
Montréal

Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

VMP-18-014

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 28 mai 2018, à 11 heures, au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 10 mai 2018 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Rosie Fata, ingénieure, par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, en présence de madame Sandy Pinna, analyste de dossiers.

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
De Sousa - 4042077 Canada inc.	4 877 339,49 $
Demix construction, Une division de groupe CRH Canada inc.	5 458 674,58 $
Pavages Métropolitain inc.	5 842 379,98 $
Les entrepreneurs Bucaro inc.	5 990 693,70 $
Construction Bau-Val inc.	6 445 000,00 $
Construction Viatek inc.	7 657 766,33 $

B.A.M.
VILLE-MARIE
2018 MAI 28 | A 11: 00

2018-05-28
Josée Kenny — date
Analyste de dossiers

2018-05-28
Sandy Pinna — date
Analyste de dossiers

2018/05/28
Rosie Fata — date
Ingénieure

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-014

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Accès Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11h00
10	5	2018	28	5	2018	

Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Description et sommaire de soumission	Montant
Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie	
Montant total avant taxes :	4 242 086,97 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	212 104,35 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	423 148,18 $
Montant total :	**4 877 339,49 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160862596

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): De Sousa - 4042077 Canada Inc.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

3872 Boulevard Leman, Laval (Qc) H7E 1A1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	450-663-3000	
JUDIKAËL BARON, ADJOINT DIRECTEUR	Télécopieur :	450-663-2000	
	Courriel :	info@adesousa.com	
Signature:	Jour	Mois	Année
	25	5	2018

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-18-014

Section B - Résumé du bordereau de soumission

Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Description	# Sous-projet	# Simon	Montant	TPS 5%	TVQ 9,975%	Total
Travaux de réfection routière sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie			4 242 086,97 $	212 104,35 $	423 148,18 $	4 877 339,49 $

N°. d'inscription de la TPS: 865245450

N°. d'inscription de la TVQ: 1201526881

Total avant taxes	Total TPS	Total TVQ	Total taxes incl.
4 242 086,97 $	212 104,35 $	423 148,18 $	4 877 339,49 $

Identification du soumissionnaire:

Judikaël Baron
Nom en caractères d'imprimerie

450-663-3000
Téléphone

450-663-2000
Télécopieur

Adjoint directeur
Titre

info@adesousa.com
Adresse courriel

25-mai-18
Signature et date

66/97

Section C - Bordereau de soumission

Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

BORDEREAU DES PRIX

SOUMISSION: VMP-18-014

Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
	PLANAGE/REVÊTEMENT				
1	PLANAGE DE CHAUSSEES D'ASPHALTE	29685	M CA	7,5 $	222 637,50
	RÉPARATION DE LA FONDATION EN BÉTON				
2	TYPE 1	483	M CA	296,8 $	143 354,40
3	TYPE 2	483	M CA	220,2 $	106 356,60
4	VENTRE DE BŒUF: FOURNITURE ET POSE-MATERIAUX RECYCLES-TYPE MR1-VM OU MR2-VM 500 MM EPAIS	500	M CA	63,5 $	31 750,00
5	PREPARATION DES SURFACES DE CONTACT (EMULSION DE BITUME) 2-5, 8.17 (6.03)	53610	M CA	1,5 $	80 415,00
6	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE CORRECTION AU TAUX DE 60 KG/M CA - EC-10,2B,2,PG64-28 - POSE MECANIQUEMENT -25 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	1456	TONNE	182,2 $	265 283,20
7	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE SURFACE AU TAUX DE 140 KG/M CA - ESG-10,2A,2,PG70-28 60 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	3773	TONNE	153,3 $	578 400,90
	RECONSTRUCTION DE RUELLE				
8	PREPARATION DU LIT, 2-5, 8.01 (2.01)	340	M CA	139 $	47 260,00
9	GEOTEXTILE TYPE GÉO-9	340	M CA	4,4 $	1 496,00
10	FONDATION INFERIEURE - MATERIAUX RECYCLES-TYPE MR1-VM OU MR2-VM 500 MM EPAIS	340	M CA	34,2 $	11 628,00
11	FONDATION SUPERIEURE - COUSSIN DE PIERRE - MG-20 200 MM EPAIS	340	M CA	17,6 $	5 984,00
12	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE BASE AU TAUX DE 140 KG/M CA - ESG-14,2B,2,PG64-28 - POSE MECANIQUEMENT -60 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	48	TONNE	164,2 $	7 881,60
13	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE SURFACE AU TAUX DE 96 KG/M CA - ESG-10,2A,2,PG70-28 40 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	21	TONNE	213,9 $	4 491,90
14	PREPARATION DES SURFACES DE CONTACT (EMULSION DE BITUME) 2-5,8.17(6.03)	340	M CA	1,5 $	510,00
	TRAVAUX CORRÉLATIFS DANS LA RUE				
15	COUVERCLE ET CADRE DE CHAMBRE DE VANNE A REMPLACER PAR CONVENTIONNELS 2-9, 6.15	15	UNITÉ	2184,1 $	32 761,50
16	COUVERCLE ET CADRE DE REGARD A REMPLACER PAR DES CONVENTIONNELS 2-8, 6.21-B (5.08)	31	UNITÉ	2159,7 $	66 950,70
17	REGARD D'EGOUT ET/OU CHAMBRE DE VANNE A REPARER 2-8, 6.23	3	M-LIN	300,1 $	900,30

Montant à reporter à la page 4

Sous-total 1 608 061,60 $

Section C - Bordereau de soumission

Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

BORDEREAU DES PRIX

SOUMISSION: VMP-18-014

Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf		Montant
	Montant reporté de la page 3	Sous-total				1 608 061,60 $
18	NIVELLEMENT DE COUVERCLE ET CADRE DE REGARD OU DE CHAMBRE DE VANNE EXISTANTS DE TYPE AJUSTABLE OU CONVENTIONNEL 2-8, 6.22 (CR. M.V. 207)	55	UNITÉ	359	$	19 745,00
19	TETE DE BOITE DE VANNE CONVENTIONNELLES OU AJUSTABLES A NIVELER DANS LA RUE 2-9, 6.18	26	UNITÉ	359	$	9 334,00
20	GRILLE DE PUISARD DE RUE - MODÈLE ANTI-VÉLO 2-8, 6.39 (5.08) (CR. M.V. 221-H)	12	UNITÉ	440,9	$	5 290,80
21	TÊTE DE PUISARDS DE RUE A REMPLACER PAR CONVENTIONNELS 2-8, 6.38 (5.08)	19	UNITÉ	1447,3	$	27 498,70
22	PUISARD A RÉPARER 2-8, 6.13	3	M-LIN	300,1	$	900,30
23	TETE DE PUISARD AJUSTABLE OU CONVENTIONNEL A NIVELER 2-8, 6.12 (CR. M.V. 208)	62	UNITÉ	359	$	22 258,00
24	PUISARD À DESAFFECTER (Voir article #23 CAHIER V)	47	UNITÉ	1054,5	$	49 561,50
25	NOUVEAU PUISARD DE RUE DE TYPE CONVENTIONNEL 2-8, 6.08 (3,08 5.04) CR. M.V. 221,221-H	49	UNITÉ	3623,2	$	177 536,80
	RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ASSOCIÉS À UN PAVAGE					
	TROTTOIR MONOLITHE EN BETON CROQUIS M.V. 245					
26	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.01 (3.01 A 3.08)	5538	M CA	45,00 $	$	249 210,00
27	FONDATION EN PIERRE 2-6, 12.02 (5.01 A 5.03)	5538	M CA	30,00 $	$	166 140,00
28	REVETEMENT EN BETON 2-6, 12.04 (6.01 A 6.07)	5538	M CA	154,60 $	$	856 174,80
	TROTTOIR BOULEVARD EN BETON CROQUIS M.V. 245					
29	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.01 (3.01 A 3.08)	30	M CA	45,00 $	$	1 350,00
30	FONDATION EN PIERRE 2-6, 12.02 (5.01 A 5.03)	30	M CA	30,00 $	$	900,00
31	REVETEMENT EN BETON 2-6, 12.04 (6.01 A 6.07)	30	M CA	154,60 $	$	4 638,00

Montant à reporter à la page 5 — Sous-total — 3 198 599,50 $

Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant
	Montant reporté de la page 4	Sous-total			3 198 599,50 $
32	ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE - CROQUIS M.V. 209 2-6, 12.03 (9) CR. M.V. 248	1527	M CA	30,00 $	$ 45 810,00
33	PLAQUES PODOTACTILES POUR RPH (Voir article 13, CAHIER V)	49	UNITÉ	675,30 $	$ 33 089,70
34	BORDURE EN BÉTON (CR. M.V. 285) 2-7, 11.01 (1.02, 2.02)	5	M-LIN	300,10 $	$ 1 500,50
35	EMPLACEMENT FOSSE D'ARBRES (C.R. M.V. 245)	76	UNITÉ	750,3	$ 57 022,80
36	EMPLACEMENT D'ARBRE TYPE B (AVEC FOSSE AGRANDIE 10m³) (VOIR ART. 31 CAHIER V)	7	UNITÉ	750,30 $	$ 5 252,10
	RACCORDEMENT EN ARRIERE TROTTOIR				
37	NIVELLEMENT DES PAVES DE BETON OU DE GRANITE EXISTANTS 2-6, 8.06	144	M CA	150,10 $	$ 21 614,40
38	PLATE-BANDE A REVETEMENT BITUMINEUX 2-6, 12.08 (11.04)	282	M CA	75,00 $	$ 21 150,00
39	NIVELLEMENT DES ESPACES EN TERRE 2-6, 12.07 (11.19)	260	M CA	12,00 $	$ 3 120,00
40	GAZONNEMENT 2-6, 12.17	199	M CA	12,00 $	$ 2 388,00
41	MARCHE EN BETON 2-6, 12.11 (11.16) CR. M.V. 257	4	M-LIN	187,60 $	$ 750,40
	RÉPARATION DE COURS D'EAU				
42	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.12 (11.17-A)	719	M CA	30,00 $	$ 21 570,00
43	COUSSIN DE PIERRE 2-5, 8.07 (4.02) 150 MM EPAIS.	719	M CA	30,00 $	$ 21 570,00
44	FONDATION EN BETON 2-6, 12.13 (11.17-B)	719	M CA	45,00 $	$ 32 355,00
45	REVETEMENT BITUMINEUX - ESG-14,3B,2,PG58-28 90 MM EPAIS-2-5, 8.14	719	M CA	112,50 $	$ 80 887,50
	Montant à reporter à la page 6	Sous-total			3 546 679,90 $

Section C - Bordereau de soumission

Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

BORDEREAU DES PRIX

SOUMISSION: VMP-18-014

Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf		Montant
	Montant reporté de la page 5	Sous-total				3 546 679,90 $
	TRAVAUX CORRELATIFS DANS TROTTOIR					
46	TÊTE DE PUISARD DE TROTTOIR 2-8, 6.37 (5.08)	1	UNITÉ	1 125,50 $	$	1 125,50
47	TÊTE DE PUISARD DE TROTTOIR À NIVELER 2-8, 6.12 CR. M.V. 208	4	UNITÉ	1 125,50 $	$	4 502,00
48	PUISARD À RÉPARER 2-8, 6.13	2	M-LIN	450,20 $	$	900,40
49	TETE DE BOITE DE VANNE A REMPLACER AVEC EXCAVATION ET REMPLISSAGE 2-9, 6.31	6	UNITÉ	750,30 $	$	4 501,80
50	NIVELLEMENT DE TETE DE BOITE DE VANNE DANS LE TROTTOIR 2-9, 6.18	3	UNITÉ	300,10 $	$	900,30
52	BOITE DE SERVICE D'EAU À REMPLACE AVEC EXCAVATION ET REMPLISSAGE 2-9, 6.31	4	UNITE	7 503,10 $	$	30 012,40
53	REMPLACEMENT D'ARRET DE DISTRIBUTION D'EAU 2-9, 6.29	4	UNITÉ	7 503,10 $	$	30 012,40
54	COUVERCLE ET CADRE DE REGARD A NIVELER 2-8, 6.22 (5.07, 6.23) CR. M.V. 207	27	UNITÉ	300,10 $	$	8 102,70
55	MANCHON POUR SIGNALISATION ECRITE 2-6, 12.38 CR. M.V. 245-D	30	UNITÉ	150,10 $	$	4 503,00
56	MARQUAGE EN THERMOPLASTIQUE POUR TRAVERSES PIÉTONS (Voir art. 48 CAHIER V)	246	M CA	363,40 $	$	89 396,40
57	MAINTIEN DE LA CIRCULATION ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CAHIER C)	1	GLOBAL	135 805,90 $	$	135 805,90
58	TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10 % DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)	1	GLOBAL	385 644,27 $	$	385 644,27
		Total du projet avant taxes :				4 242 086,97 $

Signature

ANNEXE

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports Direction des infrastructures Division de la conception des travaux 801, rue Brennan, 7e étage Montréal (Québec) H3C 0G4	**LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE**

Soumission no.	Période	Type d'appareil
VMP-18-014	2018	**Fraiseuse Routière (Planeuse)**

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité
2017	Wirtgen	W220	36000			

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur
05220236		V52454C-8	2.2m

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐
GEBT Inc.	Joliette		

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.	**N'écrivez pas dans cet espace**
Raison sociale du soumissionnaire GEBT/ACI inc.	

Signature de la personne autorisée	Date	Vérifié par:	Date
	25/05/18		

Charles-André Pagé, Directeur-estimation

11112016

ANNEXE

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

LISTE D'APPAREILS DU SOUMISSIONNAIRE

Soumission no.	Période	Type d'appareil
VMP-18-014	2018	**Mini-Fraiseuse Routière**

Année	Marque	Modèle	Poids (kg)	P.T.C. (kg)	Puissance	Capacité
2013	Wirtgen	W100	15000			

No. Série du véhicule	No. Série du moteur	Immatriculation	Largeur
1210.0033		V6335Y-8	1m

Nom du propriétaire	Endroit de remisage	Contrat de location Inclus ☐	Promesse d'achat Incluse ☐
GEBT Inc.	Joliette		

N'écrivez pas dans cet espace

Les véhicules inscrits ci-dessus seront mis à notre disposition et seront utilisés pour les travaux relatifs à la présente soumission.

N'écrivez pas dans cet espace

Raison sociale du soumissionnaire
GEBT/ACI inc.

Signature de la personne autorisée	Date	Vérifié par:	Date
	25/05/18		

Charles-André Pagé, Directeur-estimation

11112016

Montréal

ANNEXE B

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET LETTRE D'ENGAGEMENT

9042-210	VMP-18-014
(numéro de cautionnement)	(numéro d'appel d'offres Ville)
18 MAI 2018	1163902
(Date d'émission)	(numéro SÉAO)

LES PARTIES :

L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC.,
(nom de la compagnie d'assurances)

ayant un établissement dans la province de Québec situé au

625, RUE JACQUES-PARIZEAU, CASE POSTALE 17050, QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 0E1,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

DAPHNÉ PAPINEAU, MANDATAIRE, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelée la "**Caution**")

après avoir pris connaissance du Cahier des charges et d'une soumission écrite devant être présentée à la

VILLE DE MONTRÉAL,

(ci-après appelée la "**Ville**")

le 28 mai 2018, par
(date)

4042077 CANADA INC. F.A.S.R.S. AMÉNAGEMENT DE SOUSA,
(nom de l'entreprise soumissionnaire)

1160862596, ayant un établissement au
(# NEQ)

3872, BOULEVARD LEMAN, LAVAL (QUÉBEC) H7E 1A1,
(No, rue, ville, code postal)

ici représentée par

Judikaël Baron, adjoint directeur, dûment autorisé(e),
(nom et titre du représentant)

(ci-après appelé le "**Soumissionnaire**")

dûment autorisé(e), pour

N° VMP-18-014 - TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE DE DIFFÉRENTES RUES DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
(description du contrat)

se porte caution du **Soumissionnaire**, envers la Ville, aux conditions énoncées aux sections « Cautionnement de soumission » et « Lettre d'engagement » ci-dessous.

Montréal

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

La **Caution** s'oblige, en cas de retrait de la soumission par le **Soumissionnaire** ou en cas de refus ou de défaut du **Soumissionnaire,** pour quelque raison que ce soit, de fournir, dans les délais requis, tout document ou renseignement demandé par la **Ville** en vertu du Cahier des charges, y compris les polices d'assurance, le cautionnement d'exécution et le cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services, à payer à la **Ville** la différence en argent entre le montant de la soumission présentée par le **Soumissionnaire** et le montant du contrat que la **Ville** conclura avec une autre personne pour l'exécution du contrat. Si ce dernier montant est supérieur au premier, sa responsabilité est limitée à dix pour cent (10 %) du total de la soumission incluant les taxes et les contingences.

La **Caution** ne peut retirer son cautionnement de soumission pendant les 90 jours qui suivent la date de l'ouverture des soumissions ou à compter du jour où l'autorité compétente octroie le contrat à l'Adjudicataire.

La **Caution** renonce aux bénéfices de discussion.

Le présent cautionnement est régi par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans les 12 mois de la date des présentes, dans le district judiciaire de Montréal.

LETTRE D'ENGAGEMENT

À la suite à l'octroi du contrat, la **Caution** s'engage envers la **Ville** à accorder au **Soumissionnaire** les cautionnements suivants, dans les 15 jours calendrier suivant l'adjudication du contrat :

- Un cautionnement d'exécution (Annexe F) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences ; et
- Un cautionnement des obligations pour gages, matériaux et services (Annexe G) pour une somme équivalente à 50 % du montant total du contrat accordé, incluant les taxes et les contingences.

En cas de défaut de la **Caution,** de fournir les cautionnements ci-dessus, la **Caution** sera solidairement responsable avec l'**Adjudicataire** de tous les dommages subis par la Ville.

Le **Soumissionnaire** intervient au présent cautionnement pour y consentir et à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

Montréal

En foi de quoi, la **Caution** et le **Soumissionnaire**, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé à QUÉBEC,
(ville)

le 18 MAI 2018,
(date)

4042077 CANADA INC. F.A.S.R.S. AMÉNAGEMENT DE SOUSA

BARON Jean-Marie, _____
(Nom du représentant autorisé du **Soumissionnaire**)

_____
(Signature)

Lise Lachapelle, _____
(Nom du **témoin** du **Soumissionnaire**)

_____
(Signature)

L'UNIQUE ASSURANCES GÉNÉRALES INC.

DAPHNÉ PAPINEAU, MANDATAIRE, _____
(Nom du représentant autorisé de la **Caution**)

_____
(Signature)

MANON LEMAIRE, _____
(Nom du **témoin** de la **Caution**)

_____
(Signature)

Sceau de la **Caution** :
(facultatif)

Montréal

ANNEXE H

Date : 17 mai 2018

Objet : Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire

COURTIER:	GPL assurance inc.	
Adresse postale :	3131, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 600, Laval (Québec) H7T 2Z5	
Téléphone :	450-978-4446	Courriel :

ASSUREUR 1 :	CNA - Continental Casualty Company	
Adresse postale :	1800, avenue McGill Collège, bureau 520, Montréal (Québec) H3A 3J6	
Téléphone :		Courriel :

ASSUREUR 2 : **(si applicable)**	N/A	
Adresse postale :		
Téléphone :		Courriel :

ASSUREUR 3 : **(si applicable)**	N/A	
Adresse postale :		
Téléphone :		Courriel :

ASSURÉ:	4042077 Canada Inc.	
Adresse postale :	3872, boulevard Leman, Laval (Québec) H7L 1A1	
Téléphone :	450-663-3000	Courriel : info@adesousa.com

Numéro d'appel d'offres : VMP-18-014
Titre de l'appel d'offres : Travaux de réfection routière sur différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

---

Nous désirons confirmer par la présente que nous GPL assurance inc. (nom du courtier),

sommes en mesure de fournir à notre client, 4042077 Canada inc. (nom de l'entrepreneur),

toutes les assurances qui seront nécessaires en rapport avec le projet mentionné en rubrique.

En conformité avec la section 3.0 relative aux assurances du cahier des clauses administratives générales et des spécifications du cahier des clauses administratives spéciales, nous serons en mesure de mettre en place les garanties suivantes pour notre client :

Montréal

A) Assurance Responsabilité civile

Nature et étendue du ou des contrats d'assurance	Montants de garantie ($)		
	ASSUREUR 1	ASSUREUR 2 (si applicable)	ASSUREUR 3 (si applicable)
Responsabilité civile générale des entreprises Garantie de portée au moins équivalente à celle énoncée à la Garantie A - Dommages corporels, dommages matériels ou privation de jouissance - du texte standard recommandé par le Bureau d'assurance du Canada en vertu de son formulaire No 2100. Dommage corporel et matériel sur base d'événement.	5 M $ / sinistre		
Montant global risque produits après travaux (PAT)	5 M $ / période		
Responsabilité civile automobile Formule des non-propriétaires (F.P.Q. N° 6)	2 M $ / sinistre		
Montant global général (autre que le risque PAT)	5 M $ / période		
Umbrella (si applicable)	N/A M $ / sinistre N/A M $ / période	N/A M $ / sinistre N/A M $ / période	
Responsabilité civile excédentaire (si applicable)	N/A M $ / sinistre N/A M $ / période	N/A M $ / sinistre N/A M $ / période	N/A M $ / sinistre N/A M $ / période

B) Assurance chantier tous risques

Lorsque requis au cahier des clauses administratives spéciales, nous sommes en mesure de fournir une assurance chantier tous risques, formule étendue au montant de la valeur du contrat incluant les taxes et les contingences, tel que décrit et selon les termes de l'annexe J, incluse au cahier des charges.

Notre engagement à assurer le client ci-haut mentionné, est valide pour la durée de la validité de la soumission indiquée au cahier des charges et ce, à compter de la date d'ouverture des soumissions de l'appel d'offres, en autant que ce dernier soit toujours notre client.

Par : Pierre-Luc Du Sault

(Nom du représentant autorisé du courtier d'assurances)

GPL assurance inc.

(Signature du représentant du courtier d'assurances)

Régie du bâtiment Québec

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

RÉPONDANTS

Judikael Baron

Gestion de la sécurité 1.4, Gestion de projets et de chantiers 1.4

Wilson De Sousa

Administration, Exécution de travaux de construction, Gestion de la sécurité, Gestion de projets et de chantiers 1.4, Gestion de projets et de chantiers

--------- 2 répondant(s) autorisé(s). ---------

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8327-9463-41 Numéro de validation : 1-838965224

ÉMISE LE : 2013-02-26

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 26 février

TITULAIRE DE LA LICENCE

4042077 Canada Inc.
3872 boulevard Leman
Laval QC
Canada H7E 1A1

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

Catégorie entrepreneur général (annexe I)

1.2 Petits bâtiments
1.3 Bâtiments de tout genre
1.4 Routes et canalisation

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe II)

2.2 Ouvrages de captage d'eau non forés
2.4 Systèmes d'assainissement autonome
10 Systèmes de chauffage localisé à combustible solide
15.7 Ventilation résidentielle

Catégorie entrepreneur spécialisé (annexe III)

2.5 Excavation et terrassement
2.7 Travaux d'emplacement
3.2 Petits ouvrages de béton
4.2 Travaux de maçonnerie non structurale marbre et céramique

78/97

MESSAGE

La validité de cette licence doit être vérifiée au Registre des détenteurs de licence situé sur le site Internet www.rbq.gouv.qc.ca ou auprès de la R.B.Q au 1800 361-0761 ou 514 873-0976.

LICENCE D'ENTREPRENEUR

Numéro de licence : 8327-9463-41 **Numéro de validation : 1-838965224**

ÉMISE LE : 2013-02-26

DATE D'ÉCHÉANCE ANNUELLE DE PAIEMENT : 26 février

TITULAIRE DE LA LICENCE

4042077 Canada Inc.
3872 boulevard Leman
Laval QC
Canada H7E 1A1

Voir section Autre(s) nom(s)

CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE L'ENTREPRENEUR

La présente atteste que le titulaire est autorisé à soumissionner, organiser, coordonner, exécuter et faire exécuter les travaux de construction inclus dans les catégories et sous-catégories mentionnées ci-dessous.

5.2	Ouvrages métalliques
6.2	Travaux de bois et plastique
7	Isolation étanchéité couvertures et revêtement extérieur
8	Portes et fenêtres
9	Travaux de finition
11.2	Équipements et produits spéciaux
12	Armoires et comptoirs usinés
13.5	Installations spéciales ou préfabriquées
17.2	Intercommunication téléphonie et surveillance

------- 20 sous-catégorie(s) autorisée(s). -------

AUTRE(S) NOM(S)

AMÉNAGEMENT DE SOUSA

Régie du bâtiment du Québec

Président

Secrétaire

79/97

REVENU QUÉBEC

LEW-700
2017-11

Attestation de Revenu Québec

Cette attestation est délivrée à la personne suivante :

4042077 CANADA INC.
3872, BOUL. LEMAN
LAVAL (QUEBEC) H7E 1A1

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160862596

Elle atteste que la personne dont le nom figure ci-dessus répond, à la date de délivrance, aux conditions suivantes :

- Elle a produit les déclarations et les rapports exigés en vertu des lois fiscales québécoises.
- Elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit du ministre du Revenu du Québec en vertu de ces lois fiscales ou, si elle a un compte en souffrance, elle se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :
  - le recouvrement de ses dettes a été légalement suspendu;
  - des dispositions ont été convenues avec elle pour assurer le paiement de ses dettes, et elle n'est pas en défaut à cet égard.

Cette attestation est délivrée sous réserve des droits du ministre du Revenu, qui peut notamment procéder à toute vérification, à toute inspection, à tout examen ou à toute enquête. Le ministre peut aussi établir toute détermination, toute imposition et toute cotisation. Enfin, il peut rendre toute décision et recouvrer tout montant relativement à la personne dont le nom figure ci-dessus.

Numéro de l'attestation : 801182-HWBT-0469638
Date et heure de délivrance de l'attestation : 9 avril 2018 à 13 h 15 min 58 s
Date de fin de la période de validité de l'attestation : 31 juillet 2018

Certaines personnes pourraient être assujetties, selon certaines lois, aux obligations relatives à l'attestation de Revenu Québec, notamment l'obligation de vérifier l'authenticité de cette attestation. Pour plus d'information concernant les contrats visés par l'attestation de Revenu Québec, consultez notre site Internet au **www.revenuquebec.ca**.

GPL assurance inc.
3131, boul. St-Martin Ouest, #600
Laval, Québec H7T 2Z5
Tél: (450) 978-4446 / (800) 315-4450

ATTESTATION D'ASSURANCE : 2017-R1

Annule et remplace 2017R

LA PRÉSENTE ATTESTATION NE MODIFIE, N'ÉTEND OU N'ALTÈRE D'AUCUNE MANIÈRE LA GARANTIE ÉTABLIE DANS LES POLICES ÉNUMÉRÉES CI-APRÈS. ELLE N'EN REPRÉSENTE QUE LE RÉSUMÉ À TITRE D'INFORMATION SANS CONFÉRER DE DROIT AU DÉTENTEUR; ELLE EST ÉTABLIE ÉTANT ENTENDU QUE LES DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES SONT RÉGIS PAR LE OU LES CONTRATS ORIGINAUX MODIFIÉS PAR AVENANT LE CAS ÉCHÉANT. LES LIMITES INDIQUÉES PEUVENT AVOIR ÉTÉ RÉDUITES PAR LE RÈGLEMENT DE SINISTRES.

Le présent certificat est émis à:

À QUI DE DROIT

Nom et adresse de l'Assuré:

4042077 CANADA INC. FASLRS AMÉNAGEMENT DE SOUSA
3872 boulevard Leman
Laval (Québec) H7L 1A1

Genre d'assurance	Assureur	No de police	Date d'échéance	Garanties	Limites de responsabilité - $ CAD
Assurance responsabilité civile générale	Compagnie d'assurance Continental Casualty	MPR2351995	19 octobre 2018	Responsabilité civile pour les dommages corporels, dommages matériels et préjudice personnel, assujettie aux conditions, limitations et exclusions de la police	5 000 000$ Par événement 5 000 000$ Préjudice imputable à la publicité et préjudice personnel 5 000 000$ Produits et travaux complétés - limite globale 5 000 000$ Limite globale annuelle
Assurance automobile	Compagnie d'assurance Continental Casualty	CAF2351996	19 octobre 2018	Chapitre A – Responsabilité civile Dommages matériels ou dommages corporels causés à d'autres personnes	2 000 000$

Description des opérations et autres commentaires

ACTIVITÉ DE L'ASSURÉ : Entrepreneur en aménagement paysager, pavage et déneigement
Toutes activités usuelles aux opérations de l'assuré

GPL ASSURANCE INC.

Fait à Laval le 9 avril 2018
Préparé par : lf

Signé par : Pierre-Luc Du Sault
Courtier en assurance de dommages

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 26 mai 2017

4042077 CANADA INC.
A/S MONSIEUR WILSON DE SOUSA
1865, BOUL FORTIN, BUREAU C
LAVAL (QC) H7S 1P1

N° de décision : 2017-CPSM-1032624
N° de client : 3000324211

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous AMÉNAGEMENT DE SOUSA, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 4042077 CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **22 juillet 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

DE SOUSA
ASPHALTE · PAVÉ-UNI

3872 Boulevard Leman, Laval, Québec H7E 1A1
Tél. : (450) 663-3000 • Fax. : (450) 663-2000 • www.adesousa.com
RBQ : 8327-9463-41

Le 17 mai 2018

RÉSOLUTION POUR AUTORISER LA SIGNATURE DE LA SOUMISSION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée des administrateurs de la compagnie Aménagement De Sousa / 4042077 Canada Inc, tenue à Laval le 17 mai 2018, à laquelle il y avait quorum.

Il est PROPOSÉ, APPUYÉ ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ QUE, Judikaël Baron, adjoint directeur, soit autorisé(e), pour et au nom de la compagnie Aménagement De Sousa Inc / 4042077 Canada Inc. à présenter et à signer la lettre d'intention du Projet : Travaux de réfection routière sur différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie (VMP-18-014).

Il est autorisé à fournir tous les documents nécessaires à cette fin.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME.

SIGNATURE AUTORISÉE

Ce 17 mai 2018

N° de dossier : 1184657004

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	De Sousa - 4042077 Canada inc.	xxxxx

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 PTI

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

La première sources est pour le PTI Arrondissement incluant taxes, contingences et frais incidents.
La deuxième source est pour le PTI SIVTincluant taxes, contingences et frais incidents.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		593 434,24 $						**593 434,24 $**
Montant-Source 2		4 583 905,25 $						**4 583 905,25 $**
Total	**0,00 $**	**5 177 339,49 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**5 177 339,49 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
		juin	2018			novembre	2018

Formulaire complété par : Rosie Fata

Prénom, nom

Date et heure système : 30 mai 2018 10:42:37

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

: VMP-18-014
: 1163902
: En attente des résultats d'ouverture
: Travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1441964)** 2018-05-10 14 h 39 **Transmission :** 2018-05-10 14 h 39	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 17 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819	**Commande : (1442861)** 2018-05-14 8 h 33 **Transmission :** 2018-05-14 8 h 48	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 15 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	**Commande : (1443703)** 2018-05-15 9 h 14 **Transmission :** 2018-05-15 9 h 14	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 15 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1443330)** 2018-05-14 14 h 02 **Transmission :** 2018-05-14 14 h 02	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 14 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1443511)** 2018-05-14 16 h 45 **Transmission :** 2018-05-14 16 h 45	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 16 h 16 - Messagerie 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 16 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 06 - Télécopie 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	**Commande : (1442243)** 2018-05-11 8 h 55 **Transmission :** 2018-05-11 8 h 55	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 14 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1442990)** 2018-05-14 9 h 48 **Transmission :** 2018-05-14 9 h 48	2941570 - Addenda 1 (devis) 2018-05-16 13 h 52 - Courriel 2941571 - Addenda 1 (plan) 2018-05-16 16 h 15 - Messagerie 2945766 - Addenda 2 2018-05-24 12 h 05 - Courriel 2945961 - Addenda 3 2018-05-24 14 h 57 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

Analyse des soumissions VMP-18-014

Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Bau-val		Bucaro		Demix		De Sousa		Pavages Métropolitain		Viatek	
				Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
	PLANAGE/REVÊTEMENT														
1	PLANAGE DE CHAUSSEES D'ASPHALTE	29685	M CA	11,00 $	326 535,00 $	12,50 $	371 062,50 $	8,25 $	244 901,25 $	7,50 $	222 637,50 $	11,82 $	350 876,70 $	11,50 $	341 377,50 $
	RÉPARATION DE LA FONDATION EN BÉTON														
2	TYPE 1	483	M CA	197,00 $	95 151,00 $	98,00 $	47 334,00 $	165,00 $	79 695,00 $	296,80 $	143 354,40 $	160,00 $	77 280,00 $	250,00 $	120 750,00 $
3	TYPE 2	483	M CA	60,00 $	28 980,00 $	30,00 $	14 490,00 $	65,00 $	31 395,00 $	220,20 $	106 356,60 $	98,10 $	47 382,30 $	75,00 $	36 225,00 $
4	VENTRE DE BŒUF: FOURNITURE ET POSE-MATERIAUX RECYCLES-TYPE MR1-VM OU MR2-VM 500 MM EPAIS	500	M CA	64,00 $	32 000,00 $	75,00 $	37 500,00 $	47,00 $	23 500,00 $	63,50 $	31 750,00 $	60,00 $	30 000,00 $	50,00 $	25 000,00 $
5	PREPARATION DES SURFACES DE CONTACT (EMULSION DE BITUME) 2-5, 8.17 (6.03)	53610	M CA	0,35 $	18 763,50 $	0,85 $	45 568,50 $	0,40 $	21 444,00 $	1,50 $	80 415,00 $	0,69 $	36 990,90 $	0,80 $	42 888,00 $
6	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE CORRECTION AU TAUX DE 60 KG/M CA - EC-10,2B,2,PG64-28 - POSE MECANIQUEMENT -25 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	1456	TONNE	208,00 $	302 848,00 $	135,00 $	196 560,00 $	182,80 $	266 156,80 $	182,20 $	265 283,20 $	145,06 $	211 207,36 $	180,00 $	262 080,00 $
7	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE SURFACE AU TAUX DE 140 KG/M CA - ESG-10,2A,2,PG70-28 60 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	3773	TONNE	165,00 $	622 545,00 $	138,53 $	522 673,69 $	166,80 $	629 336,40 $	153,30 $	578 400,90 $	143,30 $	540 670,90 $	160,00 $	603 680,00 $
	RECONSTRUCTION DE RUELLE														
8	PREPARATION DU LIT, 2-5, 8.01 (2.01)	340	M CA	46,00 $	15 640,00 $	60,00 $	20 400,00 $	48,30 $	16 422,00 $	139,00 $	47 260,00 $	90,09 $	30 630,60 $	60,00 $	20 400,00 $
9	GEOTEXTILE TYPE GÉO-9	340	M CA	3,00 $	1 020,00 $	4,00 $	1 360,00 $	2,50 $	850,00 $	4,40 $	1 496,00 $	3,29 $	1 118,60 $	5,00 $	1 700,00 $
10	FONDATION INFERIEURE - MATERIAUX RECYCLES- TYPE MR1-VM OU MR2-VM 500 MM EPAIS	340	M CA	29,00 $	9 860,00 $	37,50 $	12 750,00 $	23,60 $	8 024,00 $	34,20 $	11 628,00 $	26,17 $	8 897,80 $	30,00 $	10 200,00 $
11	FONDATION SUPERIEURE - COUSSIN DE PIERRE - MG-20 200 MM EPAIS	340	M CA	7,00 $	2 380,00 $	35,00 $	11 900,00 $	13,90 $	4 726,00 $	17,60 $	5 984,00 $	19,46 $	6 616,40 $	16,00 $	5 440,00 $
12	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE BASE AU TAUX DE 140 KG/M CA - ESG-14,2B,2,PG64-28 - POSE MECANIQUEMENT -60 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	48	TONNE	222,00 $	10 656,00 $	165,00 $	7 920,00 $	207,70 $	9 969,60 $	164,20 $	7 881,60 $	230,47 $	11 062,56 $	200,00 $	9 600,00 $
13	FOURNITURE ET POSE D'UN REVETEMENT BITUMINEUX - COUCHE DE SURFACE AU TAUX DE 96 KG/M CA - ESG-10,2A,2,PG70-28 40 MM EPAIS 2-5, 8.14 (6.04)	21	TONNE	223,00 $	4 683,00 $	175,00 $	3 675,00 $	211,30 $	4 437,30 $	213,90 $	4 491,90 $	225,72 $	4 740,12 $	200,00 $	4 200,00 $
14	PREPARATION DES SURFACES DE CONTACT (EMULSION DE BITUME) 2-5,8.17(6.03)	340	M CA	0,35 $	119,00 $	2,00 $	680,00 $	0,40 $	136,00 $	1,50 $	510,00 $	0,35 $	119,00 $	2,00 $	680,00 $
	TRAVAUX CORRÉLATIFS DANS LA RUE														
15	COUVERCLE ET CADRE DE CHAMBRE DE VANNE A REMPLACER PAR CONVENTIONNELS 2-9, 6.15	15	UNITÉ	2 138,00 $	32 070,00 $	3 150,00 $	47 250,00 $	1 910,00 $	28 650,00 $	2 184,10 $	32 761,50 $	2 230,49 $	33 457,35 $	2 650,00 $	39 750,00 $
16	COUVERCLE ET CADRE DE REGARD A REMPLACER PAR DES CONVENTIONNELS 2-8, 6.21-B (5.08)	31	UNITÉ	2 138,00 $	66 278,00 $	3 150,00 $	97 650,00 $	1 799,00 $	55 769,00 $	2 159,70 $	66 950,70 $	2 137,38 $	66 258,78 $	2 650,00 $	82 150,00 $
17	REGARD D'EGOUT ET/OU CHAMBRE DE VANNE A REPARER 2-8, 6.23	3	M-LIN	400,00 $	1 200,00 $	850,00 $	2 550,00 $	700,00 $	2 100,00 $	300,10 $	900,30 $	450,00 $	1 350,00 $	1 000,00 $	3 000,00 $
18	NIVELLEMENT DE COUVERCLE ET CADRE DE REGARD OU DE CHAMBRE DE VANNE EXISTANTS DE TYPE AJUSTABLE OU CONVENTIONNEL 2-8, 6.22 (CR. M.V. 207)	55	UNITÉ	1 272,00 $	69 960,00 $	385,00 $	21 175,00 $	1 339,00 $	73 645,00 $	359,00 $	19 745,00 $	40,00 $	2 200,00 $	1 500,00 $	82 500,00 $
19	TETE DE BOITE DE VANNE CONVENTIONNELLES OU AJUSTABLES A NIVELER DANS LA RUE 2-9, 6.18	26	UNITÉ	1 452,00 $	37 752,00 $	750,00 $	19 500,00 $	271,00 $	7 046,00 $	359,00 $	9 334,00 $	40,00 $	1 040,00 $	1 000,00 $	26 000,00 $
20	GRILLE DE PUISARD DE RUE - MODÈLE ANTI-VÉLO 2-8, 6.39 (5.08) (CR. M.V. 221-H)	12	UNITÉ	274,00 $	3 288,00 $	350,00 $	4 200,00 $	243,00 $	2 916,00 $	440,90 $	5 290,80 $	278,23 $	3 338,76 $	350,00 $	4 200,00 $
21	TÊTE DE PUISARDS DE RUE A REMPLACER PAR CONVENTIONNELS 2-8, 6.38 (5.08)	19	UNITÉ	1 715,00 $	32 585,00 $	2 900,00 $	55 100,00 $	1 542,00 $	29 298,00 $	1 447,30 $	27 498,70 $	1 705,58 $	32 406,02 $	1 970,00 $	37 430,00 $
22	PUISARD A RÉPARER 2-8, 6.13	3	M-LIN	400,00 $	1 200,00 $	800,00 $	2 400,00 $	600,00 $	1 800,00 $	300,10 $	900,30 $	450,00 $	1 350,00 $	800,00 $	2 400,00 $
23	TETE DE PUISARD AJUSTABLE OU CONVENTIONNEL A NIVELER 2-8, 6.12 (CR. M.V. 208)	62	UNITÉ	1 272,00 $	78 864,00 $	350,00 $	21 700,00 $	1 097,00 $	68 014,00 $	359,00 $	22 258,00 $	40,00 $	2 480,00 $	1 070,00 $	66 340,00 $
24	PUISARD À DESAFFECTER (Voir article #23 CAHIER V)	47	UNITÉ	2 089,00 $	98 183,00 $	3 200,00 $	150 400,00 $	6 543,00 $	307 521,00 $	1 054,50 $	49 561,50 $	3 581,13 $	168 313,11 $	10 000,00 $	470 000,00 $
25	NOUVEAU PUISARD DE RUE DE TYPE CONVENTIONNEL 2-8, 6.08 (3,08 5.04) CR. M.V. 221,221-H	49	UNITÉ	12 847,00 $	629 503,00 $	14 850,00 $	727 650,00 $	10 355,00 $	507 395,00 $	3 623,20 $	177 536,80 $	12 627,69 $	618 756,81 $	15 000,00 $	735 000,00 $

Montréal

Analyse des soumissions VMP-18-014

Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

Nom du soumissionnaire				Bau-val		Bucaro		Demix		De Sousa		Pavages Métropolitain		Viatek	
Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
	RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ASSOCIÉS À UN PAVAGE														
	TROTTOIR MONOLITHE EN BETON CROQUIS M.V. 245														
26	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.01 (3.01 A 3.08)	5538	M CA	77,00 $	426 426,00 $	61,00 $	337 818,00 $	32,80 $	181 646,40 $	45,00 $	249 210,00 $	71,62 $	396 631,56 $	78,00 $	431 964,00 $
27	FONDATION EN PIERRE 2-6, 12.02 (5.01 A 5.03)	5538	M CA	75,00 $	415 350,00 $	61,00 $	337 818,00 $	27,30 $	151 187,40 $	30,00 $	166 140,00 $	71,62 $	396 631,56 $	78,00 $	431 964,00 $
28	REVETEMENT EN BETON 2-6, 12.04 (6.01 A 6.07)	5538	M CA	75,00 $	415 350,00 $	61,00 $	337 818,00 $	107,80 $	596 996,40 $	154,60 $	856 174,80 $	71,62 $	396 631,56 $	78,00 $	431 964,00 $
	TROTTOIR BOULEVARD EN BETON CROQUIS M.V. 245														
29	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.01 (3.01 A 3.08)	30	M CA	60,00 $	1 800,00 $	61,00 $	1 830,00 $	54,70 $	1 641,00 $	45,00 $	1 350,00 $	60,00 $	1 800,00 $	78,00 $	2 340,00 $
30	FONDATION EN PIERRE 2-6, 12.02 (5.01 A 5.03)	30	M CA	60,00 $	1 800,00 $	61,00 $	1 830,00 $	54,70 $	1 641,00 $	30,00 $	900,00 $	60,00 $	1 800,00 $	78,00 $	2 340,00 $
31	REVETEMENT EN BETON 2-6, 12.04 (6.01 A 6.07)	30	M CA	60,00 $	1 800,00 $	61,00 $	1 830,00 $	54,70 $	1 641,00 $	154,60 $	4 638,00 $	60,00 $	1 800,00 $	78,00 $	2 340,00 $
32	ACIER D'ARMATURE - TREILLIS METALLIQUE - CROQUIS M.V. 209 2-6, 12.03 (9) CR. M.V. 248	1527	M CA	40,00 $	61 080,00 $	32,50 $	49 627,50 $	20,00 $	30 540,00 $	30,00 $	45 810,00 $	40,00 $	61 080,00 $	40,00 $	61 080,00 $
33	PLAQUES PODOTACTILES POUR RPH (Voir article 13, CAHIER V)	49	UNITÉ	180,00 $	8 820,00 $	425,00 $	20 825,00 $	495,00 $	24 255,00 $	675,30 $	33 089,70 $	180,00 $	8 820,00 $	585,00 $	28 665,00 $
34	BORDURE EN BÉTON (CR. M.V. 285) 2-7, 11.01 (1.02, 2.02)	5	M-LIN	150,00 $	750,00 $	200,00 $	1 000,00 $	136,70 $	683,50 $	300,10 $	1 500,50 $	150,00 $	750,00 $	195,00 $	975,00 $
35	EMPLACEMENT FOSSE D'ARBRES (C.R. M.V. 245)	76	UNITÉ	4 300,00 $	326 800,00 $	7 620,00 $	579 120,00 $	3 300,00 $	250 800,00 $	750,30 $	57 022,80 $	5 132,94 $	390 103,44 $	5 600,00 $	425 600,00 $
36	EMPLACEMENT D'ARBRE TYPE B (AVEC FOSSE AGRANDIE 10m³) (VOIR ART. 31 CAHIER V)	7	UNITÉ	5 300,00 $	37 100,00 $	7 670,00 $	53 690,00 $	4 125,00 $	28 875,00 $	750,30 $	5 252,10 $	6 326,65 $	44 286,55 $	6 600,00 $	46 200,00 $
	RACCORDEMENT EN ARRIERE TROTTOIR														
37	NIVELLEMENT DES PAVES DE BETON OU DE GRANITE EXISTANTS 2-6, 8.06	144	M CA	95,00 $	13 680,00 $	185,00 $	26 640,00 $	105,00 $	15 120,00 $	150,10 $	21 614,40 $	90,00 $	12 960,00 $	130,00 $	18 720,00 $
38	PLATE-BANDE A REVETEMENT BITUMINEUX 2-6, 12.08 (11.04)	282	M CA	95,00 $	26 790,00 $	65,00 $	18 330,00 $	70,00 $	19 740,00 $	75,00 $	21 150,00 $	95,00 $	26 790,00 $	95,00 $	26 790,00 $
39	NIVELLEMENT DES ESPACES EN TERRE 2-6, 12.07 (11.19)	260	M CA	15,00 $	3 900,00 $	15,00 $	3 900,00 $	8,00 $	2 080,00 $	12,00 $	3 120,00 $	10,00 $	2 600,00 $	13,00 $	3 380,00 $
40	GAZONNEMENT 2-6, 12.17	199	M CA	15,00 $	2 985,00 $	18,00 $	3 582,00 $	8,00 $	1 592,00 $	12,00 $	2 388,00 $	16,00 $	3 184,00 $	13,00 $	2 587,00 $
41	MARCHE EN BETON 2-6, 12.11 (11.16) CR. M.V. 257	4	M-LIN	180,00 $	720,00 $	200,00 $	800,00 $	250,00 $	1 000,00 $	187,60 $	750,40 $	180,00 $	720,00 $	230,00 $	920,00 $
	RÉPARATION DE COURS D'EAU														
42	PREPARATION DU LIT 2-6, 12.12 (11.17-A)	719	M CA	45,00 $	32 355,00 $	48,00 $	34 512,00 $	10,00 $	7 190,00 $	30,00 $	21 570,00 $	45,00 $	32 355,00 $	58,00 $	41 702,00 $
43	COUSSIN DE PIERRE 2-5, 8.07 (4.02) 150 MM EPAIS.	719	M CA	25,00 $	17 975,00 $	32,00 $	23 008,00 $	10,00 $	7 190,00 $	30,00 $	21 570,00 $	25,00 $	17 975,00 $	32,00 $	23 008,00 $
44	FONDATION EN BETON 2-6, 12.13 (11.17-B)	719	M CA	75,00 $	53 925,00 $	75,00 $	53 925,00 $	30,00 $	21 570,00 $	45,00 $	32 355,00 $	75,00 $	53 925,00 $	97,00 $	69 743,00 $
45	REVETEMENT BITUMINEUX - ESG-14,3B,2,PG58-28 90 MM EPAIS-2-5, 8.14	719	M CA	70,00 $	50 330,00 $	49,50 $	35 590,50 $	60,00 $	43 140,00 $	112,50 $	80 887,50 $	70,00 $	50 330,00 $	91,00 $	65 429,00 $
	TRAVAUX CORRELATIFS DANS TROTTOIR														
46	TÊTE DE PUISARD DE TROTTOIR 2-8, 6.37 (5.08)	1	UNITÉ	650,00 $	650,00 $	1 200,00 $	1 200,00 $	820,00 $	820,00 $	1 125,50 $	1 125,50 $	650,00 $	650,00 $	975,00 $	975,00 $
47	TÊTE DE PUISARD DE TROTTOIR À NIVELER 2-8, 6.12 CR. M.V. 208	4	UNITÉ	650,00 $	2 600,00 $	450,00 $	1 800,00 $	492,00 $	1 968,00 $	1 125,50 $	4 502,00 $	650,00 $	2 600,00 $	845,00 $	3 380,00 $
48	PUISARD À RÉPARER 2-8, 6.13	2	M-LIN	800,00 $	1 600,00 $	875,00 $	1 750,00 $	600,00 $	1 200,00 $	450,20 $	900,40 $	800,00 $	1 600,00 $	800,00 $	1 600,00 $
49	TETE DE BOITE DE VANNE A REMPLACER AVEC EXCAVATION ET REMPLISSAGE 2-9, 6.31	6	UNITÉ	1 000,00 $	6 000,00 $	900,00 $	5 400,00 $	602,00 $	3 612,00 $	750,30 $	4 501,80 $	1 000,00 $	6 000,00 $	1 000,00 $	6 000,00 $
50	NIVELLEMENT DE TETE DE BOITE DE VANNE DANS LE TROTTOIR 2-9, 6.18	3	UNITÉ	700,00 $	2 100,00 $	300,00 $	900,00 $	219,00 $	657,00 $	300,10 $	900,30 $	700,00 $	2 100,00 $	700,00 $	2 100,00 $
52	BOITE DE SERVICE D'EAU À REMPLACE AVEC EXCAVATION ET REMPLISSAGE 2-9, 6.31	4	UNITE	1 200,00 $	4 800,00 $	1 800,00 $	7 200,00 $	1 641,00 $	6 564,00 $	7 503,10 $	30 012,40 $	1 200,00 $	4 800,00 $	1 500,00 $	6 000,00 $

Montréal

Analyse des soumissions VMP-18-014

Arrondissement de Ville-Marie
Division des travaux publics

Nom du soumissionnaire				Bau-val		Bucaro		Demix		De Sousa		Pavages Métropolitain		Viatek	
Seq	Description	Quantité Probable	Unité	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant	Prix Unit/Forf	Montant
53	REMPLACEMENT D'ARRET DE DISTRIBUTION D'EAU 2-9, 6.29	4	UNITÉ	1 200,00 $	4 800,00 $	1 200,00 $	4 800,00 $	1 805,00 $	7 220,00 $	7 503,10 $	30 012,40 $	1 200,00 $	4 800,00 $	1 650,00 $	6 600,00 $
54	COUVERCLE ET CADRE DE REGARD A NIVELER 2-8, 6.22 (5.07, 6.23) CR. M.V. 207	27	UNITÉ	2 000,00 $	54 000,00 $	400,00 $	10 800,00 $	547,00 $	14 769,00 $	300,10 $	8 102,70 $	900,00 $	24 300,00 $	1 500,00 $	40 500,00 $
55	MANCHON POUR SIGNALISATION ECRITE 2-6, 12.38 CR. M.V. 245-D	30	UNITÉ	150,00 $	4 500,00 $	100,00 $	3 000,00 $	137,00 $	4 110,00 $	150,10 $	4 503,00 $	150,00 $	4 500,00 $	195,00 $	5 850,00 $
56	MARQUAGE EN THERMOPLASTIQUE POUR TRAVERSES PIÉTONS (Voir art. 48 CAHIER V)	246	M CA	260,00 $	63 960,00 $	55,00 $	13 530,00 $	250,00 $	61 500,00 $	363,40 $	89 396,40 $	289,09 $	71 116,14 $	330,00 $	81 180,00 $
57	MAINTIEN DE LA CIRCULATION ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (CAHIER C)	1	GLOBAL	529 159,98 $	529 159,98 $	319 000,00 $	319 000,00 $	400 000,00 $	400 000,00 $	135 805,90 $	135 805,90 $	307 302,56 $	307 302,56 $	750 000,00 $	750 000,00 $
58	TRAVAUX CONTINGENTS (L'ENTREPRENEUR DOIT INSCRIRE 10 % DU MONTANT TOTAL DU SOUS-PROJET AVANT TAXES)	1	GLOBAL	509 596,95 $	509 596,95 $	473 632,26 $	473 632,26 $	431 609,61 $	431 609,61 $	385 644,27 $	385 644,27 $	461 948,64 $	461 948,64 $	605 488,65 $	605 488,65 $
	Sous-total				$ 5 605 566,43		$ 5 209 954,95		$ 4 747 705,66		$ 4 242 086,97		$ 5 081 435,08		$ 6 660 375,15
	TPS				$ 280 278,32		$ 260 497,75		$ 237 385,28		$ 212 104,35		$ 254 071,75		$ 333 018,76
	TVQ				$ 559 155,25		$ 519 693,01		$ 473 583,64		$ 423 148,18		$ 506 873,15		$ 664 372,42
	TOTAL				$ 6 445 000,00		$ 5 990 145,70		$ 5 458 674,58		$ 4 877 339,49		$ 5 842 379,98		$ 7 657 766,33

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-18-014**
Titre d'AO :	**Travaux de réfection routière sur diverses rue de l'arrondissement de Ville-Marie**
Date d'ouverture :	**le 28 mai 2018**
Heure d'ouverture :	**11H**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	De Sousa - 4042077 Canada inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	4 877 339,49 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Démix Construction
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	5 458 674,58 $
Dernière estimation :	5 481 877,01 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-11%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	-11%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	De Sousa - 4042077 Canada inc.	4 877 339,49 $	Conforme	CONFORME	
2	Démix Construction	5 458 674,58 $	Défaut mineur	CONFORME	
3	Pavages Métropolitain inc.	5 842 379,98 $	Conforme	CONFORME	
4	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	5 990 145,70 $	Conforme	CONFORME	
5	Construction Bau-val inc.	6 445 000,00 $	Conforme	CONFORME	
6	Construction Viatek inc.	7 657 766,33 $	Conforme	CONFORME	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Rfata Date : 2018/05/29

Vérifiée par : Date :

Montréal

Liste des projets 2018

Arrondissement de Ville-Marie

	Limites du projet			Géométrie (m)		Intervention
	Rue	De	A	Long.	Larg.	
PRR Local 2018	Evans,rue	Saint-Urbain	Clark	95	7,4	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Roulier	Saint-André	Extrémité ouest	106	var.	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Saint-Christophe	De Maisonneuve	La Fayette	167	8	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Saint-Christophe	La Fayette	Ontario	196	8	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	De Rouen	Iberville	Frontenac	66,00	12,10	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Dorion	Ontario	Lalonde	115,6	7,9	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Dorion	Lalonde	Malo	74,3	8	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
PCPR Local 2018	Saint-André	Viger	De La Gauchetière	100	6,3	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Donnacona	Frontenac	Du Havre	47,25	4,60	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	De Bullion	Viger	René-Lévesque	245	6,5	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
PRR Artériel 2018	De Rouen	Gascon	Bercy	65,0	12,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	De Rouen	Bercy	Hogan	74,0	12,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	De Rouen	Hogan	Montgomery	72,0	12,0	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	De Rouen	Montgomery	Wurtele	71,0	11,8	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	De Rouen	Wurtele	Florian	71,6	12,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	De Rouen	Florian	Lespérance	74,0	12,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	De Rouen	Lespérance	Limite Est de l'arrondissement	48,0	12,0	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	De Rouen	Frontenac	du Havre	50,0	12,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Fullum	Ontario	Coupal	52,7	14,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Fullum	Coupal	Coupal	14,8	14,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Fullum	Coupal	Lalonde	46,8	13,9	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Fullum	Lalonde	Magnan	53,0	14,1	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Fullum	Magnan	La Fontaine	61,4	14,0	Planage-revêtement + trottoirs là où requis + 2 saillies
	Hochelaga	Fullum	Sheppard	83	10,9	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Hochelaga	Sheppard	Chapleau	76,0	11,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Hochelaga	Chapleau	Iberville	76,0	11,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Hochelaga	Gascon	Bercy	60,0	17,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	Hochelaga	Bercy	Hogan	72	17,3	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
	Hochelaga	Hogan	Montgomery	73,0	17,5	Planage-revêtement + trottoirs là où requis+ 8 saillies
PRR arrond.2018	ruelle sud de Sherbrooke	Des Érables	Parthenais			Reconstruction de la chaussée
	Saint-André	Sainte-Catherine	René-Lévesque	190	6,2	Planage-revêtement + trottoirs là où requis
	Robillard	Saint-André	Extrémité	51	6,4	Planage-revêtement + trottoirs là où requis

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184657004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 5 177 339, 49 $ pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie et la construction de saillies (Appel d'offres public VMP-18-014 - 6 soumissionnaires);

Accorder, à cette fin, un contrat à De Sousa - 4042077 Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, au prix de sa soumission, soit au prix total de 4 877 339, 49 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges."

La portion du contrat assumée par l'arrondissement de Ville-Marie s'élève à 593 434,24 $, incluant taxes, contingences et incidences. Ce qui correspond à un montant net de 541 884,56 $. Le financement de cette portion du contrat se décompose comme suit : 67% corporatif et 33% arrondissement.

L'autre portion du contrat s'élevant à 4 583 905,25 $, incluant taxes, contingences et incidences, sera assumée par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT).

- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Direction des services administratifs selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.
- Une intervention du ***Service des finances*** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737010 - Corpo.

2018	2019	2020	Total
363,1			363,1

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737000 - Arrondissement

2018	2019	2020	Total
178,8			178,8

Imputation

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737130 Corpo-Réfection routière et const. saillies VMP-18-014

2018	2019	2020	Total
342,9			342,9

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737135 PRR 2018 Corpo-Réfection routière et const. saillies Incidences VMP-18-014

2018	2019	2020	Total
20,2			20,2

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737140 PRR 2018 Arrond.-Réfection routière et const. saillies VMP-18-014

2018	2019	2020	Total
168,9			168,9

Projet: 55737 Programme de réfection routière

Sous-projet: 1855737145 PRR 2018 Arrond-Réfection routière et const. saillies Incidences VMP-18-014

2018	2019	2020	Total
9,9			9,9

Information comptable (Montants en dollars)

Provenance des crédits : Compétence Corpo. Crédits: 363 062,66 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	802600	01909	57201	000000	0000	112522	000000	98001	00000

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 178 821,90 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3812182	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation

Projet: 55737 Sous-projet: 1855737130 Dépenses (taxes incluses): 375 490,94 $ Crédits (Net ristourne): 342 873,28 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	801550	03103	57201	000000	0000	173968	000000	17030	00000

Projet: 55737 Sous-projet: 1855737135 Dépenses (taxes incluses): 22 110,00 $ Crédits (Net ristourne): 20 189,38 $ Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6101	7713025	801550	03103	54301	000000	0000	173969	000000	17030	00000

Projet: 55737 Sous-projet: 1855737140 Dépenses (taxes incluses): 184 943,30 $ Crédits (Net ristourne): 168 877,88 $ Contrat

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3812182	801550	03103	57201	000000	0000	173970	000000	17030	00000

Projet: 55737 Sous-projet: 1855737145 Dépenses (taxes incluses): 10 890,00 $ Crédits (Net ristourne): 9 944,02 $ Incidences

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3812182	801550	03103	54301	000000	0000	173971	000000	17030	00000

- Les virements de crédits seront effectués suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-05-30**

NO GDD : 1184657004

Taux 2018: 1.0951303727

No d'engagement CC84657004

Provenance

Programme de réfection du réseau routier local		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-073	6101.7717073.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	1 033 152.87 $	943 406.28 $	943 409 $

Programme complémentaire de planage-revêtement - Local		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-008	6101.7717008.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	271 730.33 $	248 126.01 $	248 128.00 $

Pogramme de réfection d'artères		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 17-046	6101.7717046.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	3 194 312.39 $	2 916 832.99 $	2 916 835.00 $

Programme de réaménagement géométrique du réseau artériel		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-013	6101.7718013.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	84 709.68 $	77 351.23 $	77 353.00 $

Total provenance	**4 583 905.27 $**	**4 185 716.51 $**	**4 185 725.00 $**

Imputation

Travaux de planage et pavage de rues et reconstruction de trottoirs là où requis - De Souza		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - Chaussée	6101.7717046.802701.03103.57201.000000.0000.170965.000000.17025.00000	595 547.34 $	543 814.10 $	543 815 $
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7717046.802701.03107.57201.000000.0000.173992.000000.17030.00000	377 605.53 $	344 804.18 $	344 805 $
Incidences - professionnelles	6101.7717046.802701.03103.54301.000000.0000.173993.000000.17025.00000	24 000.00 $	21 915.20 $	21 916 $
Incidences - techniques	6101.7717046.802701.03103.54590.000000.0000173994.000000.17025.00000	36 000.00 $	32 872.80 $	32 873 $

Total:	**1 033 152.87 $**	**943 406.28 $**	**943 409.00 $**

Travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis - De Souza		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - Chaussée	6101.7717008.802701.03103.57201.000000.0000.173988.000000.17025.00000	196 131.28 $	179 094.00 $	179 094 $
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7717008.802701.03107.57201.000000.0000.173989.000000.17030.00000	60 599.05 $	55 335.01 $	55 336 $
Incidences - professionnelles	6101.7717008.802701.03103.54301.000000.0000.173990.000000.17025.00000	6 000.00 $	5 478.80 $	5 479 $
Incidences techniques	6101.7717008.802701.03103.54590.000000.0000.173991.000000.17025.00000	9 000.00 $	8 218.20 $	8 219 $

Total :	**271 730.33 $**	**248 126.01 $**	**248 128 $**

Travaux de planage, pavage et reconstruction de trottoirs là où requis - De Souza		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - Chaussée	6101.7717046.802701.03103.57201.000000.0000.173995.000000.17025.00000	1 492 778.14 $	1 363 105.41 $	1 363 106 $
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7717046.802701.03107.57201.000000.0000173996.000000.17030.00000	1 515 534.25 $	1 383 884.78 $	1 383 885 $
Incidences - professionnelles	6101.7717046.802701.03107.54301.000000.0000.173997.000000.17030.00000	74 400.00 $	67 937.12 $	67 938 $
Incidences techniques	6101.7717046.802701.03107.54590.000000.0000.173998.000000.17030.00000	111 600.00 $	101 905.68 $	101 906 $

Total :	**3 194 312.39 $**	**2 916 832.99 $**	**2 916 835 $**

Saillies des Pins - De sousa		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat et contingences - Trottoirs	6101.7718013.802701.03107.57201.000000.0000.174009.000000.17030.00000	78 709.68 $	71 872.43 $	71 873 $
Incidences - professionnelles	6101.7718013.802701.03107.54301.000000.0000.174010.000000.17030.00000	2 400.00 $	2 191.52 $	2 192 $
Incidences techniques	6101.7718013.802701.03107.54590.000000.0000.174011.000000.17030.00000	3 600.00 $	3 287.28 $	3 288 $

Total :	**84 709.68 $**	**77 351.23 $**	**77 353 $**

Total imputation	**4 583 905.27 $**	**4 185 716.51 $**	**4 185 725.00 $**

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Demandeur : Jean-François Rondou Téléphone : 514-868-3837
Service/Arrondissement :

Période : Année : 2016 **-16** Description de l'écriture :

Virement de crédits demandé en vertu de : ◉ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
○ L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS (PTI)

NO GDD : 1184657004

Taux taxes 2018: 1,0951303727

No d'engagement 2018 : CC84657004

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) pour la portion des dépenses associée à l'arrondissement (secteur centre-ville) au système SIMON comme suit:

Provenance

13-025 Réfection routière, reconstruction de rues et collectrices principales réseau routier local

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 13-025	6101.7713025.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	397 600,94 $	363 062,66 $	363 063 $

Imputation

Surveillance des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement

		Dépenses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat, contingentes	6101.7713025.801550.03103.57201.000000.0000.173968.000000.17030.00000	375 490,94 $	342 873,28 $	342 874 $
	6101.7713025.801550.03103.54301.000000.0000.173969.000000.17030.00000	22 110,00 $	20 189,38 $	20 190 $
Total :		397 600,94 $	363 062,66 $	363 064 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180318017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 27 500 $ et approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec Habiter Ville-Marie pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie

D'approuver la convention à intervenir avec la Table de concertation Habiter Ville-Marie et prenant fin le 31 mars 2019 pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie ;
D'autoriser une affectation de surplus au montant de 27 500 $ au financement de cette dépense ;

D'imputer ce soutien financier en conformité aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 15:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180318017**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 27 500 $ et approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec Habiter Ville-Marie pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Habiter Ville-Marie est une table de concertation dont le Comité logement Ville-Marie assure la coordination avec l'appui du CSSS Jeanne-Mance. Habiter Ville-Marie oeuvre sur le territoire de l'arrondissement avec différentes instances de concertation, dont, notamment la Table de développement social Centre-Sud, une table de concertation intersectorielle et multi-réseaux,
En 2011, Habiter Ville-Marie a réalisé un Plan de développement du logement social et communautaire pour l'arrondissement de Ville-Marie, document qui a contribué à la la planification stratégique de l'arrondissement en matière de logement social. Selon l'organisme, les besoins, les enjeux, l'offre actuelle et le potentiel de développement en matière d'habitation, et plus particulièrement en matière de logement social requièrent une mise à jour.

Afin de poursuivre sa mission, qui est « susciter, appuyer et promouvoir le développement du logement social et communautaire dans l'arrondissement Ville-Marie, en priorisant la réponse aux besoins des populations locales et l'amélioration de la qualité de vie dans une perspective de développement durable », Habiter Ville-Marie souhaite réaliser une mise à jour du portrait et ainsi proposer à l'arrondissement des avenues de planification et de développement tangibles et compatibles avec ses orientations.

La présente a pour objet d'autoriser le soutien financier hors programme de 27 500 $ sous recommandation de la DAUSE de l'arrondissement et d'approuver le projet de convention à intervenir avec La Table de concertation en logement *Habiter Ville-Marie* . Ce projet de convention, joint en annexe, comprend les modalités de versement et les obligations auxquelles l'organisme devra se soumettre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240232 - 8 mai 2018 - Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec le Comité logement Ville-Marie et accorder une contribution de 20 000 $ pour un projet d'information et de sensibilisation afin de favoriser l'accès au logement pour les familles à faible ou modeste revenu ;
CA18 240170 - 10 avril 2018 - Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 mars 2019, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du

Fonds québécois d'initiatives sociales, au titre des alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2013-2018) et accorder des contributions totalisant 225 611 $

DESCRIPTION

Le projet déposé par la Table de concertation en logement *Habiter Ville-Marie* prévoit, en contrepartie d'une contribution financière de 27 500 $ de l'arrondissement, réaliser la mise à jour du Plan de développement du logement social et communautaire à partir du dépôt successif des livrables suivants selon un échéancier approuvé par la DAUSE.
· Coordination et fonctionnement de la table de concertation Habiter Ville-Marie
· Inventaire du logement social existant septembre 2018
· Portrait statistique de la population et portrait du territoire octobre 2018
· Constats et enjeux décembre 2018
· Potentiel de développement avec cartes thématiques mars 2019

JUSTIFICATION

La contribution et l'expérience du Comité logement Ville-Marie comme de la Table de concertation en logement *Habiter Ville-Marie* sont reconnues depuis de nombreuses années par l'arrondissement et le milieu. De même, parce que la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises reconnaît que la proposition de *Habiter Ville-Marie* est susceptible de contribuer à mettre à jour l'état du logement en général, et particulièrement, celui du logement social sur soin territoire, il est recommandé d'accorder le soutien financier demandé hors programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s./o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le soutien financier demandé, l'organisme ne serait pas en mesure de produire un état à jour du logement dans Ville-Marie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité de l'arrondissement fait partie intégrante de la convention à intervenir avec l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément aux pratiques en cours, un premier versement de 80 % du soutien financier est prévu dès la ratification de la convention entre les deux parties.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-06-04
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Marc LABELLE Directeur	
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-2698 **Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 27 500 $ et approuver la convention, se terminant le 31 mars 2019, avec Habiter Ville-Marie pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe et responsable des services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Comité logement Ville-Marie
1710, rue Beaudry, local 2.6
Montréal (Québec) H2L 3E7
Tél.: 514.521.5992
info@clvm.org

Habiter Ville-Marie

Montréal, 31 mai 2018

M. Marc Labelle, Directeur
Direction de l'aménagement urbain et du service aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie

Objet : Demande de soutien financier

Projet : Concertation autour d'une stratégie de développement du logement social – Habiter Ville-Marie

Le Comité logement Ville-Marie sollicite, à titre de fiduciaire d'Habiter Ville-Marie, dont il assure la coordination, un soutien financier de 27 500 $[1] auprès de votre direction afin de produire un certain nombre de livrables visant à contribuer à la définition des orientations de l'Arrondissement de Ville-Marie en matière d'aménagement et de développement urbain, et plus particulièrement en matière de logement social.

Territoire visé

Arrondissement de Ville-Marie

Objectif général

Contribuer à la définition des orientations de l'Arrondissement de Ville-Marie en matière d'aménagement et de développement urbain, et plus particulièrement en matière de logement social, dans le cadre des travaux et de la production d'une stratégie de développement du logement social pour le territoire de l'arrondissement par la table de concertation Habiter Ville-Marie[2].

[1] Voir budget global en annexe

[2] La mission d'Habiter Ville-Marie est de « susciter, appuyer et promouvoir le développement du logement social et communautaire dans l'arrondissement Ville-Marie, en priorisant la réponse aux besoins des populations locales et l'amélioration de la qualité de vie dans une perspective de développement durable. » Voir la liste des membres en annexe.

Objectifs spécifiques

1- *Coordonner la table de concertation Habiter Ville-Marie et en assurer le bon fonctionnement*

Livrables :
- Organisation et tenue de 7 assemblées régulières des membres de la table
- Organisation et tenue de 2 assemblées spéciales sur le plan de développement
- Organisation et tenue de comités de travail de la table, au besoin[3]
- Organisation et tenue de deux rencontres avec des représentants de la DAUSE ainsi que de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal

Budget : 4 000 $

2- *Documenter et analyser les besoins, les enjeux, l'offre actuelle et le potentiel de développement en matière d'habitation, et plus particulièrement en matière de logement social, dans l'arrondissement de Ville-Marie*

Livrables :
- Portrait statistique de la population
- Portrait du territoire, des services et des infrastructures
- Inventaire du logement social existant
- Constats et enjeux présents sur le territoire
- Potentiel de développement (avec trois cartes thématiques)[4]

Budget : 14 750 $[5]

3- *Promouvoir le développement du logement social et de milieux de vie complets dans le cadre de consultations publiques*

Livrables :
- Analyse, production et présentation de mémoires dans le cadre de consultations publiques sur des objets ayant trait à la mission de la table

Budget : 3 000 $

[3] On estime à 6 le nombre potentiel de rencontres de comités de travail au cours de l'année.

[4] L'ensemble de ces livrables est accompagné de supports cartographiques.

[5] Portrait statistique : 1 500 $; Portrait du territoire, des services et des infrastructures : 4 000 $; Inventaire des logements sociaux existants : 4 000 $; Constats et enjeux : 3 000 $; Potentiel de développement : 2 250 $

4- Assurer la représentation de la table de concertation auprès de différentes instances

Livrables : • Participation à 8 rencontres d'instances où notre table est représentée[6]

Budget :	1 750 $
Autres frais :	3 000 $[7]
Budget total :	**27 500 $**

Échéancier de réalisation des activités et de production des livrables

Les activités de coordination et de représentation de la table, de même que de promotion du logement social, sont prévues pour la période comprise entre le mois d'août 2018 et le mois de juillet 2019.

La production des livrables reliés à la documentation et à l'analyse des besoins, des enjeux, de l'offre actuelle ainsi que du potentiel de développement en matière d'habitation, et plus particulièrement en matière de logement social, s'échelonnera quant à elle du mois de juin 2018 au mois de mars 2019.

Plus spécifiquement, voici l'échéancier de livraison des différents livrables reliés à cet objectif :

Inventaire du logement social existant	Septembre 2018
Portrait statistique populationnel et portrait du territoire	Octobre 2018
Constats et enjeux	Décembre 2018
Potentiel de développement avec cartes thématiques	Mars 2019

[6] Parmi les instances où notre table était présente au cours de la dernière année, on compte notamment le Comité de mise en œuvre du PPU du Quartier latin, le comité de concertation de la Nouvelle Maison de Radio-Canada, la Table de développement social Centre-Sud, le Quatuor Quartier latin ainsi qu'un comité ad hoc de discussion sur le redéveloppement du site de l'Hôpital de Montréal pour enfants.

[7] Frais d'impression : 1 500 $; frais de gestion : 1 250 $; frais administratifs : 1 250 $.

Valeur ajoutée du projet

Notre projet permettra notamment de documenter, enrichir et rassembler l'information disponible sur les besoins de la population en matière de logement et de milieu de vie, l'offre de logement social existante et le potentiel de développement de celui-ci dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il permettra aussi de soulever certains enjeux propres au territoire de l'arrondissement et de proposer la mise en place de leviers permettant à l'Arrondissement de favoriser, de façon générale, l'accès au logement pour les ménages à faible ou modeste revenu ainsi que, de façon plus spécifique, la production de logement social adapté à la diversité des besoins de la population du territoire, et notamment à ceux des familles.

Notre projet permettra aussi de faire bénéficier l'Arrondissement de l'expertise d'un ensemble d'organismes qui travaillent directement, sur le terrain, avec la population concernée, à la protection et au développement de projets permettant, encore une fois, de répondre à une diversité de besoins.

Contribution aux politiques municipales

Ce projet permettra par ailleurs de contribuer au déploiement des plans d'action, politiques ou stratégie municipales ou régionales suivantes :

- *Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD*) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

- *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2015-2020* de la CMM

- *Plan d'urbanisme* et autres outils de planification (tels que les programmes particuliers d'urbanisme) de la Ville de Montréal

- *Politique de développement social* de la Ville de Montréal

- *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* de la Ville de Montréal

- *Plan d'action montréalais en itinérance 2018-2020* de la Ville de Montréal

- *Plan d'action pour l'amélioration de la salubrité des logements* de la Ville de Montréal

- *Stratégie centre-ville* de la Ville de Montréal

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande, veuillez accepter, M. Labelle, l'expression de nos plus cordiales salutations.

Éric Michaud

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318017

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Comité logement Ville-Marie de Montréal	133317

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 000,00 $	5 500,00 $					**27 500,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 9

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	15	juin	2018		31	mars	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 04 juin 2018 13:55:46

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, agissant et représentée par Éric Michaud, coordonnateur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 106-956-758-RT
N° d'inscription T.V.Q. : 100-63625-71

N° d'inscription d'organisme de charité : 10695-6758 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre à promouvoir le développement du logement social et communautaire dans l'arrondissement Ville-Marie ;

ATTENDU QUE l'Organisme est responsable de la coordination de la **Table de concertation Habiter Ville-Marie**

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite un soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention ;

ATTENDU QUE l'arrondissement de Ville-Marie accepte de contribuer à l'Organisme dans la réalisation de son Projet en y contribuant financièrement ;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** ») ;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur de la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal,

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT SEPT MILLE CINQ CENT DOLLARS (27 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT DEUX MILLE DOLLARS (22 000 $) dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente Convention,

- un second versement au montant de CINQ MILLE CINQ CENT DOLLARS (5 500 $), dans les meilleurs délais suivant le dépôt du rapport final.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

L'Organisme fait élection de domicile aux 1710 rue Beaudry, local 2.6, Montréal Québec, H2L 3E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du coordonnateur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

COMITÉ LOGEMENT

Par : _____
Éric Michaud, coordonnateur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Le projet consiste à Contribuer à la définition des orientations de l'Arrondissement de Ville-Marie en matière d'aménagement et de développement urbain, et plus particulièrement en matière de logement social, dans le cadre des travaux de la table de concertation Habiter Ville-Marie.

La contribution de l'arrondissement permettra plus spécifiquement de :

1- *Coordonner la table de concertation Habiter Ville-Marie et en assurer le bon fonctionnement*

Livrables :
- Organisation et tenue de 7 assemblées régulières des membres de la table
- Organisation et tenue de 2 assemblées spéciales sur le plan de développement
- Organisation et tenue de comités de travail de la table, au besoin
- Organisation et tenue de deux rencontres avec des représentants de la DAUSE ainsi que de la Direction de l'habitation de la Ville de Montréal

2- *Documenter et analyser les besoins, les enjeux, l'offre actuelle et le potentiel de développement en matière d'habitation, et plus particulièrement en matière de logement social, dans l'arrondissement de Ville-Marie*

Livrables :
- Portrait statistique de la population
- Portrait du territoire, des services et des infrastructures
- Inventaire du logement social existant
- Constats et enjeux présents sur le territoire
- Potentiel de développement (avec trois cartes thématiques)

3- *Promouvoir le développement du logement social et de milieux de vie complets dans le cadre de consultations publiques*

Livrables :
- Analyse, production et présentation de mémoires dans le cadre de consultations publiques sur des objets ayant trait à la mission de la table

4- *Assurer la représentation de la table de concertation auprès de différentes instances*

Livrables :
- Participation à 8 rencontres d'instances où notre table est représentée

Plus spécifiquement, voici l'échéancier de livraison des différents livrables reliés à cet objectif :

Inventaire du logement social existant	septembre 2018
Portrait statistique populationnel et portrait du territoire	octobre 2018
Constats et enjeux	décembre 2018
Potentiel de développement avec cartes thématiques	mars 2019

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

[ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(Contribution financière ou de service)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes concernés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180318017

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation :

"Approuver la convention à intervenir avec la Table de concertation Habiter Ville-Marie et prenant fin le 31 mars 2019 pour la réalisation d'une étude du potentiel de développement du logement social sur le territoire de Ville-Marie;

Autoriser une affectation de surplus au montant de 27 500 $ au financement de cette dépense."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 27 500,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 000,00 $	5 500,00 $					**27 500,00 $**

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 27 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 27 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0012000	306105	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour ce dossier sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM80318017.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-06-04**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180318019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 34 575 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018

D'approuver la convention à intervenir avec la Société des arts technologiques (SAT) en soutien à son projet d'animation de la place de la Paix, conformément aux modalités du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014 - 2017 prolongé* duquel il répond aux critères.
D'accorder à cette fin une contribution de 34 575 $ à la Société des arts technologiques, correspondant à 35% des coûts du projet ;

D'affecter un montant de 34 575 $ à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement pour financer cette dépense ;

D'imputer ce soutien financier en conformité aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180318019**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 34 575 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018

CONTENU

CONTEXTE

Soucieux de poursuivre la mise en place des conditions de dynamisation économique de son territoire, l'arrondissement de Ville-Marie a, le 12 décembre 2017, prolongé le volet « Soutien aux initiatives des organismes » de son Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014 - 2017 pour l'année 2018. Le soutien financier accordé permet aux obnl admissibles, aux regroupements de commerçants et aux Société de développement commercial (SDC) de développer des projets propices à stimuler l'achalandage des lieux et ainsi contribuer à l'activité économique locale. Un soutien est accordé dans la mesure où le projet soumis s'inscrit dans un des quatre grands axes du programme, tels la mise en valeur l'image et de l'identité du secteur, l'animation des lieux, le démarchage commercial et le développement de l'expérience urbaine.
La Société des Arts technologiques (SAT) est une organisation qui se qualifie au programme de soutien financier économique de l'arrondissement par son statut d'obnl constitué en vertu de la Loi sur les compagnies du Québec, chapitre 3. La SAT a soumis une demande pour reconduire en 2018 son programme d'animation de la place de la Paix, qu'elle a débuté en 2006. Cette demande respectant les conditions énoncées au Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé, la présente vise à autoriser l'octroi d'un soutien financier de 34 575 $, représentant 35 % des coûts de l'activité et d'approuver les modalités du soutien consenti inscrites au projet de convention en pièce jointe.

Cette onzième édition de l'animation du parc duquel la SAT est le voisin immédiat a pour objectif de favoriser la cohabitation entre les populations transitoires ou marginalisées et les résidents, les commerçants, les travailleurs, les touristes du secteur et de contribuer à la revitalisation de cet espace public, lesquels objectifs ont été atteints au fil des années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240672 - 12 décembre 2017 - Autoriser la prolongation du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 », volet « Soutien aux initiatives des organismes », pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;
CA17 240158 - 11 avril 2017 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention

avec la Société des Arts technologiques pour l'animation à la Place de la Paix 2017, dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 et accorder une contribution maximale de 30 450 $;

CA16 240169 - 12 avril 2016 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Société des arts technologiques dans le cadre de l'animation de la place de la Paix 2016 et accorder une contribution maximale de 73 000 $;

CA15 240150 - 14 avril 2015 - Autoriser une affectation de surplus, approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2015, avec la Société des Arts Technologiques et la Société de promotion et de diffusion des arts et de la culture, et accorder une contribution totale de 50 000 $ pour la réalisation de leurs événements ;

CA14 240148 - 8 avril 2014 - Approuver les conventions avec la Société des arts technologiques et la Société d'investissement Sainte-Marie dans le cadre d'un soutien financier hors programme, une contribution totale de 35 000 $.

DESCRIPTION

En continuité avec les résultats des années antérieures, la SAT propose d'animer la place de la Paix durant 10 mardis entre le 3 juillet et le 4 septembre. La programmation comprend essentiellement deux grandes activités, la projection de films et des événements de skateboard qui se tiennent avant chacune des projections cinématographiques.
La SAT ajoute par contre de nouvelles dimensions à son volet cinématographique. D'une part, elle compte accroître la diversité et la qualité des films projetés en puisant à même les nominations de plusieurs festivals de films et ajoute un volet technologique innovateur appelé « téléprésence » pour partager les projections en simultané avec d'autres villes de la province et attirer davantage les cinéphiles. LA SAT prévoit intégrer quatre de ces événements en téléprésence où, via une collaboration avec des partenaires de Scènes ouvertes, des festivals de différentes régions du Québec pourront programmer une soirée de projection et inviter le public de cette région à se joindre en téléprésence au public réuni à la place de la Paix.

Avant ces projections, l'activité de skateboard est maintenue, parce qu'elle procure une animation ludique au public attiré par les projections cinématographiques, à même d'apprécier les prouesses des adeptes de cette discipline. Cette activité faisant l'objet d'une promotion auprès de la communauté des « skaters », la SAT estime que ses soirées skateboard font graduellement de la place de la Paix une destination reconnue.

JUSTIFICATION

La SAT organise depuis 2006 des événements à la place de la Paix, un lieu public qui a connu de longues périodes difficiles. Pour la saison 2018, la SAT propose de reconduire la programmation basée sur ses deux activités majeures, les projections cinématographiques en plein air et le « skate ». La SAT propose ainsi de poursuivre les objectifs des années antérieures dans le but de créer une habitude hebdomadaire pour le public et les résidents du quartier, apaiser la cohabitation des diverses clientèles qui fréquentent le lieu et contribuer à la redynamisation du milieu en espérant contribuer aussi à sa vitalité économique.
L'arrondissement de Ville-Marie souscrit à cette proposition tout en estimant que la majeure partie des objectifs sont pratiquement atteints et en constatant que le quartier, grâce notamment à la contribution de la Société des arts technologiques, a connu des transformations très positives

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que spécifié au projet de convention joint, le soutien financier à accorder se ferait en deux versements. Un premier, de 27 660 $, représentant 80 % du soutien total dès la signature de la convention et un deuxième, s'élevant à 6 915 $ et représentant 20 % du soutien accordé, sera versé en guise de paiement final à la réception du bilan du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement dans le cadre du projet faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Acheminement de la convention au promoteur dès l'approbation du conseil pour signature et versement de la première tranche du soutien accordé en concordance avec les modalités inscrites au projet de convention apparaissant en pièce jointe.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-06-01
Denis COLLERETTE	Marc LABELLE	

Commissaire - développement économique	Directeur
Tél : 514-872-5603	**Tél :** 514 872-2698
Télécop. :	**Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180318019

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Approuver la convention avec la Société des Arts technologiques dans le cadre du « Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2014-2017 prolongé » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 34 575 $ pour la période du 1er mai au 31 décembre 2018

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180318019.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.16

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme « Accessibilité aux loisirs visant à permettre l'accès au camp de jour pour les familles à faible revenu » et accorder une contribution de 500 $

D'approuver la convention se terminant le 30 septembre 2018 avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme Accessibilité aux loisirs visant à permettre l'accès au camp de jour pour les enfants en provenance de familles à faible revenu;

D'accorder une contribution de 500 $ dans le cadre du programme Accessibilité aux loisirs;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:33

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme « Accessibilité aux loisirs visant à permettre l'accès au camp de jour pour les familles à faible revenu » et accorder une contribution de 500 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie contribue financièrement auprès de certains organismes à but non lucratif qui interviennent sur le territoire de l'arrondissement et qui proposent aux citoyens de Ville-Marie une programmation variée d'activités de sports et de loisirs. L'arrondissement s'associe avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie en financement, en ressources et en expertises afin de soutenir l'ensemble de sa programmation d'activités.
De par sa programmation d'activités de sports et de loisirs, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie vise le renforcement positif et la valorisation de chacun afin de promouvoir les saines habitudes de vie et l'inclusion sociale. La contribution de l'arrondissement de Ville-Marie vise d'une part la mise en place d'activités de sports et loisirs et d'autres part à soutenir l'organisme dans sa reconnaissance par la population du secteur de sa vocation comme milieu de vie. L'organisme s'efforce effectivement de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de ce milieu distinct dans sa programmation camp de jour. Le présent dossier vise l'octroi d'une contribution de 500 $ dans le cadre du programme Accessibilité aux loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie visant à permettre une diminution des tarifs d'inscription au camp de jour pour les familles à faible revenu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1175377003 : Approuver la convention avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, pour l'année 2018, pour divers programmes et accorder une contribution totale de 96 816 $

DESCRIPTION

Cet organisme oeuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie dont plus particulièrement dans le district de Saint-Jacques. Il partage la mission de la Division des sports, des loisirs et du développement social (DSLDS) en offrant principalement des activités pour les enfants âgés de 6 à 12 ans qui viennent y pratiquer des sports encadrés, des activités de loisir culturel et y font des sorties extérieures. Ils sont accompagnés par

des animateurs qualifiés et dévoués. Durant l'été, l'organisme offre des activités de type camp de jour accessible aux résidents du secteur. L'organisme reçoit en moyenne 45 enfants par semaine en camp de jour. Dans le cadre du programme Accessibilité aux loisirs, l'arrondissement de Ville-Marie octroie un montant de 500 $ visant directement une diminution des tarifs d'inscription pour les familles à faible revenu.

JUSTIFICATION

La contribution financière permet à l'organisme de réduire considérablement les frais d'inscription au camp de jour pour les familles démunies. Le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie offre l'opportunité à des jeunes de participer à des activités structurées et diversifiées à quelques pas de leur domicile durant la saison estivale. L'organisme travaille actuellement à déposer sa demande de reconnaissance par l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières inscrites au dossier décisionnel. Les versements se feront conformément aux politiques prescrites à la convention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Programmation adaptée à la réalité de ce milieu de vie, notamment par son approche inclusive où les activités offertes tiennent compte de la réalité multiculturelle de ce secteur. Offre une programmation d'activités variées et stimulantes durant la saison estivale et ce avec des animateurs qualifiés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En plus de figurer sur le site Internet de l'arrondissement de Ville-Marie, les activités du Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie sont diffusées également par le biais du Répertoire des activités de loisirs de l'arrondissement. L'organisme produit également ses propres feuillets promotionnels et met sa programmation en ligne sur son site Internet et via Facebook.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention par l'agente de développement en collaboration avec l'organisme;
Réalisation de l'offre de service;
Visites d'observation réalisées par la DSLDS.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 5148684160

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-29

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1185377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2018, avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme « Accessibilité aux loisirs visant à permettre l'accès au camp de jour pour les familles à faible revenu » et accorder une contribution de 500 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1185377003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

N° de dossier : 1185377003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	119746

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		500.00 $						**500.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

Date de début :	01	juin	2018	Date de fin :	30	septembre	2018
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Isabelle, Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 04 June 2018 15:58:38

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une place d'affaires au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement.

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE ET DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1 700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, agissant et représentée par Monsieur Donald Gaumont, directeur général dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint en **Annexe A**.

N° d'inscription TPS : 138898036
N° d'inscription TVQ : 1006097568
N° d'organisme de charité : 091713856

Ci-après appelé l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un milieu de vie ouvert à tous, sans discrimination, ayant pour mission d'offrir à la population du quartier une programmation d'activités culturelles, sportives et de loisirs dans un objectif global d'amélioration de la qualité de vie collective.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme Camp de jour et Accessibilité aux loisirs;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Annexe 5** » : la Reddition de compte

2.6 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période

déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.11 « **Session** » : session d'hiver : de janvier à avril; la session printemps-été : de avril à mai; et la session d'automne : de septembre à décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de **cinq cent dollars (500,00 $)** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 transmettre au Responsable, au plus tard le **30 septembre 2018**, un bilan du plan d'action du projet ainsi que le bilan financier pour le projet 2018;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.1.5 fournir une déclaration attestant qu'une vérification des antécédents judiciaires du personnel, des entraîneurs ou des bénévoles œuvrant tout particulièrement auprès des clientèles vulnérables (enfants, aînés, personnes souffrant d'une déficience, etc.) a été effectuée.

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

Faire état de la participation de l'Unité administrative de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité décrites à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection minimale de **(deux millions de dollars (2 000 000,00 $)** pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, la police d'assurance ou le certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que

le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le **30 septembre 2018** pour le projet**;**

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable le Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers vérifiés de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des Règlements généraux de l'Organisme;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf

quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en

aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers ou le salaire de tout employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.
L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1 700, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE

Par : _____
Donald Gaumont, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le __12 juin___2018 (Résolution_____).

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

1700 rue amherst
Montréal, Qc
H2L 3L5
514-524-6626
www.cclsca.qc.ca

IL EST RÉSOLU :

Que Donald Gaumont, directeur général, soit autorisé à effectuer toutes démarches et signer, au nom du Centre communautaires de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie (CCLSCA), toutes ententes, documents, demandes ou requêtes relatives à l'obtention de subventions gouvernementales, de dons philanthropique ou de participation commanditées dans le but d'assurer le fonctionnement ou d'augmenter l'accessibilité et la diversité des services communautaires et de loisirs du CCLSCA.

En conséquence, les administrateurs de la société adoptent à l'unanimité par signature la résolution mentionnée ci-dessus :

Considérant que tous les administrateurs du Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie qui ont le droit de voter sur cette résolution, elle est adoptée et entre en vigueur en date du douzième jour du mois de juin 2017 (2017/06/12). L'original de cette résolution est conservé au registre des procès-verbaux de la société et en fait partie intégrante.

Copie certifiée conforme
Donnée à Montréal
Ce 22 février 2018

Philippe Carrière
Secrétaire

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2018 ☐ Année 2019 ☐ Année 2020

Projet (nom du projet)

Camp de jour été 2018

Nom de l'organisme

Centre communautaire de loisir Sainte-Catherine d'Alexandrie

SOUTIEN FINANCIER
Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Centre communautaire de loisir Sainte-Catherine d'Alexandrie

N°d'enregistrement (NEQ) : 1144368041 Date d'incorporation (jj/mm/aa) :

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Oscar-Olivier Rojas Titre : Coordonnateur jeunesse

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1700 Local : Rue : Amherst

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2L 3L5

Téléphone : 514-524-6626 Poste n° :

Courriel : jeunesse@ccisca.qc.ca Site Web : ccisca.qc.ca

TPS : N/A TVQ : N/A #Charité : 138898036RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Le Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie est un milieu de vie ouvert à tous, sans discrimination, où le loisir communautaire représente l'outil privilégié pour agir dans les domaines de l'éducation, de la prévention sociale et de la promotion de la santé, de l'action communautaire, dans une approche favorisant la prise en charge par le participant et dans un objectif global d'amélioration de la qualité de vie collective et de développement intégral de la personne.

Description du projet (synthèse) :

Le camp de jour sera offert pour une période de 9 semaines ,afin d'accommoder les parents tout au long de l'été. Les jeunes seront accueillis de 9h à 16h. Ils auront la chance d'explorer plusieurs spécialités : les sciences, les sports et , une nouveauté cette été, l'agriculture urbaine. Aussi ils participeront à plusieurs sorties leur permettant de connaître Montréal et ses alentours.

Un service de garde est également mis en place de 8h à 9h et de 16h à 18h.

Pour terminer, les enfants auront la chance de vivre toutes ces expériences à même des thématiques stimulantes et éducatives.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	Offrir 3 spécialités différentes et intéressantes dans le but de favoriser de saines habitudes de vie.	Programmation sport et science sont de retour. De plus, nous avons établi un partenariat avec Sentier Urbain afin d'ouvrir une nouvelle spécialité nommé "agriculture urbaine".
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	Permettre aux jeunes d'explorer leur quartier et visiter au moins une (1) installation récréotouristique par semaine.	Nous intégrerons plusieurs activités qui encourageront les jeunes de visité Ville-Marie (chasse au trésor, rally-photo, atelier avec Sentier Urbain, ...). Nous privilégions aussi des visites d'installations situées à l'intérieur de l'Île de Montréal.
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	Offrir aux jeunes avec des limitations fonctionnelles ainsi qu'aux familles ayant une défavorisation sociale et économique, une expérience de camp de jour de qualité.	Nous avons créer une entente avec le CIUSSS ainsi que le centre de Dominique Savio afin d'offrir le camp à moindre coût. Nous voulons aussi doubler notre nombre d'accompagnateurs.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquer quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Sport d'équipe	4	Gymnase, parc extérieur	40 par semaine	8 - 9	10 - 14
Jardinage	2	Potager de l'école Garneau	20	2	4
Expériences scientifiques	5	Locaux du CCLSCA	30 par semaine	8 - 9	10
Arts Martiaux	2	Salle Saint-Timothée	40 par semaine	8 - 9	4 - 6

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
2 bénévoles pour chaque fêtes familials
Activités bihebdomadaires de yoga au parc Raymond Blais
Activité Bingo matinal
Activité Dînons Ensemble au parc Robert-Prévost
Activité Art en plein air sur le parvis du CCLSCA
Fête de l'été (blitz d'envoi de la programmation estivale)

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Gymnase de l'école Marguerite-Bourgeois	8	20
Aréna Camillien Houde	4	20
Piscine intérieur ASCCS	4	20
Terrain de soccer école Pierre-Dupuy	4	20
Potager de l'école Garneau	2	10

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Préciser la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	Gouvernement du Canada	54825$	☐	☒	
	Précisez : Emploi été Canada				
	Gouvernement du Québec	0$	☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	10900$	☐	☒	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	65725			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc.	Contribution du CCLSCA	8000$	☐	☒	
	Frais d'inscription	22400$	☐	☒	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	30400			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		96125			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Co-coordonnateurs	630H x 17$/H + 16,347 %	12451$	0$
	Chef Animateur	280H x 15$/H + 16,347 %	4887$	0$
	Animateurs	2000H x 12,50$/H + 16,347%	29067$	0$
	Accompagnateurs	560H x 15$/H + 16,347 %	9773$	0$
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		56208	0
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Sorties		4900$	
	Transports		1894$	
	Équipements et matériel		2450$	
	Soutien aux familles défavorisées		8400$	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITES		17644	0
	MAXIMUM 10% (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.				
	Frais d'administration		7385$	
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		7385	0
(G) TOTAL DES DEPENSES (D+E+F)			81237	0

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Donald Gaumont, directeur général — 19/04/18

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le 26/04/18 :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Installation	Adresse	Période
Locaux	1 700 rue Amherst	annuel
Gymnase de l'école Marguerite-Bourgeois	2070 Rue Plessis	De juin à août 2018
Aréna	1696 rue Montcalm	Selon les disponibilités

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi -rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Nom de l'organisme :
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention en 2018	au plus tard le 30 septembre, suivant la remise du bilan final
2018	**500,00 $**	500,00 $	-

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME CAMP DE JOUR

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Une fois	Le 30 septembre 2018
Plan d'action	Une fois	Lors du dépôt de la demande
Rapport d'inscription *(incluant les codes postaux)*	Mensuelle	Les 30 juillet et 30 août 2018
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Les 30 juillet et 30 août 2018
Rapport d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1185377003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention se terminant le 30 septembre 2018 avec le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie pour le programme Accessibilité aux loisirs visant à permettre l'accès au camp de jour pour les enfants en provenance de familles à faible revenu;

D'accorder une contribution de 500 $ dans le cadre du programme Accessibilité aux loisirs."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		500,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 553932

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-06-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.17

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186673017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service professionnel de 37 146,70 $ avec Portrait Sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises

D'approuver un contrat de service professionnel au montant de 37 146.70 $ (taxes incluses) avec l'organisme Portrait Sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:34

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673017**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service professionnel de 37 146,70 $ avec Portrait Sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises

CONTENU

CONTEXTE

Afin de répondre au souhait de la Ville de Montréal de requalifier le secteur Champs-de-Mars, le gouvernement du Québec a entrepris des travaux pour le recouvrement d'une partie de l'autoroute Ville-Marie afin de permettre l'aménagement de la place des Montréalaises, une nouvelle place publique aux abords de la station de métro Champs-de-Mars. Ces travaux sont un legs du gouvernement du Québec pour souligner le 375e anniversaire de Montréal.
Dans le but d'animer la nouvelle place des Montréalaises d'ici la mise en œuvre du concours international d'architecture du paysage pluridisciplinaire prévue pour 2022, l'arrondissement de Ville-Marie propose un projet d'aménagement d'exposition temporaire visant à développer l'identité du lieu et à favoriser son appropriation par le public qui y circule.

L'exposition consiste en une vingtaine de photos présentées sur des structures autoportantes (recto-verso) qui aura pour thème les grandes Montréalaises, dont les réalisations ont contribué, et contribuent encore, à l'essor identitaire, social, culturel et économique de Montréal.

Le projet d'exposition proposé pour la nouvelle place des Montréalaises se veut distinctif, inédit et inspirant. Ainsi, le choix des personnalités présentées se détache de la perspective historique afin de se positionner dans un cadre davantage actuel.

Les thématiques abordées dans le cadre de l'exposition dressent un portrait représentatif mais non-exhaustif des champs d'activités à travers lesquels des Montréalaises se sont distinguées. Les personnalités sont présentées selon les catégories suivantes (noms temporaires) :

· Créatives
· Engagées
· Précurseures
· Savantes

Le Conseil des Montréalaises, le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil interculturel ont

été impliqués dans la constitution de la liste des personnalités proposées et le choix de la vingtaine de femmes retenues. Celles-ci sont représentatives de la diversité montréalaise, tant sur le plan professionnel, social, générationnel qu'ethnoculturel.

La durée prévue de l'exposition est de deux ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le présent projet consiste à réaliser un balado-documentaire qui accompagnera et complétera l'exposition photo sur les grandes Montréalaises. Le projet suivra la formule sonore, dynamique, immersive et déjà éprouvée qui a été développée par Portrait sonore : le promeneur, en marchant dans la place des Montréalaises découvre 20 Montréalaises dont les réalisations ont contribué, et contribuent toujours, à l'essor identitaire, social, culturel et économique de Montréal.
Ce projet s'inscrit dans une volonté de sensibiliser les Montréalais aux rôles des femmes dans notre société. Il a aussi pour objectif d'ancrer les gens dans le secteur Champs-de-Mars, un lieu en pleine mutation. Donner une voix à chacune des 20 femmes qui seront représentées dans l'exposition de photos extérieures crée un lien plus personnel entre elles et les visiteurs et permet de mieux comprendre les défis qu'elles ont relevés.

À travers ces 20 vies seront débattus, entre autres, les enjeux actuels de notre monde, et plus particulièrement ceux de la société québécoise et montréalaise, les rêves de ces femmes, les moyens qu'elles se sont donnés pour les réaliser, et des perspectives d'avenir. C'est en les écoutant parler que ces portraits tracent des parcours de femmes.

La durée totale de ce balado-documentaire variera entre 1 h 30 et 1 h 50 (soit environ 3 à 5 minutes par portrait). Il accompagnera l'exposition photo pendant deux ans. Chaque capsule sera composée d'un collage d'extraits d'entrevues, de textures sonores en lien avec la biographie du personnage, et de musique originale inspirée du projet. Le projet intégrera le témoignage des 20 grandes Montréalaises ainsi que ceux de personnes clés de leur entourage.

JUSTIFICATION

Bonifier le projet d'exposition en y ajoutant un volet vivant et animé qui mettra en valeur l'apport des femmes sélectionnées à la vie montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le financement complet du projet provient du budget de fonctionnement du Service de la mise en valeur du territoire, direction de l'urbanisme, division des projets urbains. Cette dépense est de compétence ville-centre.
Les informations comptables se trouvent dans l'intervention du Service des finances - Direction du conseil et du soutien financier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Marquer, par cette exposition, le caractère et la signature de cette nouvelle place : la place des Montréalaises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une inauguration officielle sera tenue au début de l'automne 2018.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'exposition sera installée en juillet prochain et le balado-documentaire devrait être complété fin septembre.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Paule TANGUAY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie CAREAU, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Lucie CAREAU, 31 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-30

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1186673017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat de service professionnel de 37 146,70 $ avec Portrait Sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1186673017 informations budgétaires.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Paule TANGUAY
Préposée au budget
Division du conseil et du soutien financier - point de service Développement
Services des finances
Tél : 514 872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-3238
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1186673017

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Accorder un contrat de service professionnel de 37 146,70 $ avec Portrait Sonore pour la réalisation d'un balado-documentaire accompagnant l'exposition sur les grandes Montréalaises à la place des Montréalaises

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1186673017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-31

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.18

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1183405003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2018, dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal et accorder des contributions totalisant 56 290 $

D'approuver les cinq conventions avec quatre organismes différents dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal pour des activités se déroulant jusqu'au 31 décembre 2018;
D'accorder une contribution totale de 56 290 $ ainsi répartie :

- Centre récréatif Poupart (24 000 $)
- CPE du Carrefour (12 500 $)
- Innovation Jeunes (les deux conventions totalisant 13 136 $)
- Y des femmes de Montréal (6 654 $)

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 15:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183405003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2018, dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal et accorder des contributions totalisant 56 290 $

CONTENU

CONTEXTE

En lançant la politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence", en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0-17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Pour y parvenir, tous les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole.
En février 2017, la Ville a lancé le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. Depuis son adoption, un ensemble de mesures locales et régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2018, la Ville accorde une enveloppe budgétaire de 2,1 M $ aux 19 arrondissements afin de soutenir la réalisation de projets locaux favorables aux enfants de 0 à 17 ans et leurs familles.

Dans Ville-Marie, il a été privilégié que les projets financés répondent à la priorité de soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants. L'arrondissement, responsable de coordonner la mise en oeuvre des projets sur son territoire, a choisi en collaboration avec les trois tables de quartier de soutenir exclusivement des projets issus des concertations locales impliquant les acteurs agissant auprès des enfants et des familles sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0166 du 20 février 2017: Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant "Naître, grandir et s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence"

CM16 0785 du 20 juin 2016: Adopter la Politique de l'enfant "Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence"

DESCRIPTION

Cinq projets, sous la responsabilité de quatre organismes mandataires, réalisés en concertation avec plusieurs autres organismes, sont recommandés. Ces projets visent à développer de nouvelles initiatives ou bonifier/intensifier celles qui sont déjà en cours.
Organisme mandataire: **Centre récréatif Poupart**
Projet: **Ligue de basketball du Centre-Sud**
Montant: **24 000 $**
Développer une ligue de basketball récréative pour les jeunes dans les catégories 8-12 ans et 12-17 ans dans l'arrondissement de Ville-Marie. Créer 8 équipes de 12 jeunes (garçons et filles) pour un total de 96 jeunes. Les 8 équipes participeront à chaque semaine à une pratique et une partie. 6 camps d'entraînement en début de session seront offerts afin de diviser les groupes.

Organisme mandataire: **CPE du Carrefour**
Projet : **Des services de proximité pour les familles: pour les tout-petits et leurs parents au Centre de notre quartier**
Montant: **12 500 $**
Offrir des activités de proximité pour les enfants 0-5 ans et leurs parents dans le quartier St -Jacques, soit dans les installations du Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie et ses environs (ex: Parc Robert-Prévost). Divers organismes du quartier seront porteurs des activités ciblées par la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs.

Organisme mandataire: **Centre Innovation Jeunes**
Projet: **Potluck à Peter McGill**
Montant: **7 345 $**
Promouvoir la saine alimentation auprès de jeunes de 12 à 17 ans du quartier Peter McGill par le biais d'ateliers culinaires, de groupes de cuisines communautaires et de popotes roulantes. Les activités seront réalisées par trois organismes du quartier: Innovation jeunes, Carrefour Jeunesse Emploi Montréal Centre-Ville et Zone jeunesse du YMCA Centre-Ville.

Organisme mandataire: **Centre Innovation Jeunes**
Projet: **Programmation pour les enfants du quartier (garderies en milieu familial)**
Montant: **5 791 $**
Offrir davantage d'activités à la bibliothèque pour les enfants du quartier fréquentant les garderies en milieu familial, soit les vendredis matins de 10h00 à 12h00. La première partie, une heure du conte sera suivie d'une activité spécifique animée par un artiste/spécialiste: musicothérapie, art-thérapie, etc.

Organisme mandataire: **Y des femmes de Montréal**
Projet: **Tous ensemble!**
Montant: **6 654 $**
Développer des activités parent-enfant pour les 6-12 ans, en complémentarité avec les programmes du Y des femmes et des autres organismes du quartier. Explorer le quartier et faire des activités conjointes (ateliers d'artisanat, cuisine, etc.) avec des organismes tel: Innovation Jeunes, Éco-Quartier, Amis de la Montagne.

JUSTIFICATION

Les projets recommandés s'inscrivent dans les orientations de la Politique de l'enfant et respectent les priorités d'intervention de l'arrondissement et des tables de quartier. Tous les projets ont été déterminés en concertation par les tables sectorielles en enfance de l'arrondissement (0 à 18 ans) pour ensuite être entérinées par les trois tables de quartier en développement social.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, une somme de 56 290 $, est prévu au budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) dans le cadre du plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation de ces projets s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2010: "Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation de ces 5 projets permettra de concrétiser les engagements de la Ville et de développer le "réflexe enfants" en amenant les acteurs du milieu à intensifier leurs actions en concertation et à adapter ces actions aux multiples visages et réalités des enfants de la l'arrondissement Ville-Marie. Les actions prévues dans ces projets reflètent les préoccupations municipales en matière de services à l'enfance et contribueront à créer un mouvement montréalais en faveur de l'enfance. L'arrondissement entend assumer pleinement son leadership en matière d'enfance en effectuant le suivi des la réalisation des projets retenus. Ces projets auront pour résultat de multiplier les réseaux, les apprentissages et la volonté d'agir au profit des enfants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de visibilité de la Ville de Montréal, à l'annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des projets selon les échéanciers convenus dans les conventions. Chacun des projets fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement. Les organismes s'engagent à fournir leurs rapports finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Tommy KULCZYK, Service de la diversité sociale et des sports
Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et des sports

Lecture :

Tommy KULCZYK, 31 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-05-25
Annie GAUTHIER		Josée POIRIER	
Conseillère en développement communautaire		Chef de division	
Tél :	868-4211	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :	868-4160	**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1183405003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2018, dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal et accorder des contributions totalisant 56 290 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certification de fonds - GDD1183405003.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposé(e) au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Alpha OKAKESEMA
conseiller budgetaire

Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1183405003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions avec différents organismes, se terminant le 31 décembre 2018, dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal et accorder des contributions totalisant 56 290 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1183405003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe



Convention - Centre récréatif Poupart inc.pdf 

Convention - CPE du Carrefour.pdf 

Convention 1 Innovation jeunes.pdf 

Convention 2 Innovation jeunes.pdf 

Convention - Y des femmes.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1183405003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1552 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3J5, agissant et représentée par Marie-Josée Lacasse, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 89365026RP0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006274443RS0010
N° d'inscription d'organisme de charité : 141291633RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une programmation pour les enfants du quartier couvrant les secteurs d'activités tels que le loisir, le sport, les arts, la culture, l'animation et l'entraide, permettant ainsi l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désoeuvrée;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Non applicable;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-quatre mille dollars (24 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt et un mille six cents dollars (21 600 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de deux mille quatre cents dollars (2 400 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.2.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscale.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1552 rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3J5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.

Par : _____
Marie-Josée Lacasse, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de _____ 2018 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'organisme

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- Écrire à **cabinet.de.la.mairesse@ville.montreal.qc.ca** ou **maire@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Échéancier inclus dans la demande de soutien financier

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1183405003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CPE DU CARREFOUR,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 2355 Provençale, Montréal, Québec, H2K 4P9, agissant et représentée par André Rémillard, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : n/a
N° d'inscription T.V.Q. : n/a
N° d'inscription d'organisme de charité : 107414385RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme est un membre important de la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs, un regroupement à but non lucratif d'organismes famille-petite enfance, d'organismes communautaires, de CPE et d'institutions œuvrant sur le territoire des Faubourgs et responsable de mettre en œuvre le Projet défini à l'article 2;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Non applicable;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille cinq cents dollars (12 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de onze mille deux cent cinquante dollars (11 250 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de mille deux cent cinquante dollars (1 250 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.2.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscale.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 14 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 2355 Provençale, Montréal, Québec, H2K 4P9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CPE DU CARREFOUR

Par : _____
André Rémillard, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de _____ 2018. (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'organisme

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- Écrire à **cabinet.de.la.mairesse@ville.montreal.qc.ca** ou **maire@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Échéancier inclus dans la demande de soutien financier

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1183405003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : n/a
N° d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent au centre ville afin d'accroître les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Non applicable;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les

sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le

Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de sept mille trois cent quarante-cinq dollars (7 345 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de six mille six cent dix dollars (6 610 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de sept cent trente-cinq dollars (735 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.2.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscale.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES)

Par : _____
Jenna Smith, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de _____ 2018 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'organisme

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- Écrire à **cabinet.de.la.mairesse@ville.montreal.qc.ca** ou **maire@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Échéancier inclus dans la demande de soutien financier

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1183405003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, agissant et représentée par Jenna Smith, directrice, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : n/a
N° d'inscription d'organisme de charité : 130326424RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou transitent au centre ville afin d'accroître les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Non applicable;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière

reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors

d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de (cinq mille sept cent quatre-vingt-onze) dollars (5 791 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq mille deux cent douze dollars (5 212 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq cent soixante-dix-neuf dollars (579 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.2.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscale.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1647 rue Ste-Catherine Ouest, bureau 150, Montréal, Québec, H3H1L9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

DIRECTION CHRÉTIENNE (CENTRE INNOVATION JEUNES)

Par : _____
Jenna Smith, directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de _____ 2018 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'organisme

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- Écrire à **cabinet.de.la.mairesse@ville.montreal.qc.ca** ou **maire@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Échéancier inclus dans la demande de soutien financier

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1183405003

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie, situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL (Y DES FEMMES)**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1355 René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3, agissant et représentée par Mélanie Thivierge, Présidente-directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

No d'inscription TPS : 119045250RT0001
No d'inscription TVQ : 1006243564TQ001
No d'organisme de charité : 119045250RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de « bâtir ensemble un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles », qui s'actualise à travers quatre grandes familles d'action, soit les services jeunesse/ familles, les services résidentiels, les services d'employabilité, et les services à la collectivité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » : Non applicable

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel ainsi que les rapports d'activités, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1) conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle de la Ville est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le

Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de six mille six cent cinquante-quatre dollars (6 654 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq mille neuf cent quatre-vingt-neuf dollars (5989 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six cent soixante-cinq dollars (665 $), après l'approbation par le Responsable du rapport final comportant les informations demandées par ce dernier et qui doit être remis dans les trente (30) jours de la Date de terminaison.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.2.1 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscale.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile aux 1355 René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, H3G 1T3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

ASSOCIATION CHRÉTIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL (Y DES FEMMES),

Par : _____
Mélanie Thivierge, Présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de _____ 2018 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier de l'organisme

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

1.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au Projet;
- mentionner la contribution financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- lors d'une mention du soutien offert par la Ville, le libellé sera le suivant :

Fier partenaire de la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal.

- Apposer le logo de la Ville et l'hyperlien vers le site Internet de la Ville (**ville.montreal.qc.ca/enfants**) sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les fonds de scènes utilisés lors de conférences de presse, les bannières et panneaux promotionnels, les affiches, les dépliants, les publicités, les sites Internet, les infolettres et les communiqués de presse.

1.2. Relations publiques et médias :

- Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville, des opérations de communication, du scénario, des allocutions, du contenu des communiqués et des avis médias concernant le Projet.

1.3. Normes graphiques et linguistiques :

- respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logo de la Ville en consultant : **ville.montreal.qc.ca/logo**;
- écrire à **visibilite@ville.montreal.qc.ca** afin de faire valider la bonne utilisation du logo de la Ville dans les épreuves des outils devant être produits;
- respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ., c. C-11).

1.4. Publicité et promotion :

- convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet ou tout autre support média.

1.5. Événements publics

- inviter la Ville à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet;

- Écrire à **cabinet.de.la.mairesse@ville.montreal.qc.ca** ou **maire@ville.montreal.qc.ca** pour obtenir un Mot de la mairesse afin de l'intégrer à la promotion de l'événement (programme, brochure) ou pour inviter la mairesse

1.6. Bilan de visibilité :

- remettre à la Ville un bilan de la visibilité accordée, dont un exemplaire numérique de chaque outil de communication développé pour la publicité et l'information publique relatives aux activités du Projet;
- un bref descriptif ou une présentation du programme, de l'événement ou du Projet (30-50 mots) incluant les dates de l'événement, les principales clientèles rejointes ainsi que le rayonnement et/ou la fréquentation globale;
- une revue de presse incluant les mentions, textes, logos à la radio, télévision, journaux imprimés et électroniques;
- une image des mentions ou logos sur les dépliants ou affiches imprimées et électroniques. Un bref descriptif ou une présentation du programme.

ANNEXE 3
ÉCHÉANCIER DU PROJET

Échéancier inclus dans la demande de soutien financier

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2018

Nom de l'organisme : Centre récréatif Poupart Inc

Titre du projet : Ligue de basketball du Centre-Sud

Réservé à l'administration	
Date de début du projet :	Montant demandé :
Date de fin du projet :	Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Centre récréatif Poupart Inc	
Adresse : 1552 rue Dufresne	
Ville : Montréal	Code Postal : H2K 3J5
Numéro d'inscription TPS : 89365026RP0001	Numéro d'inscription TVQ : 1006274443RS0010
Numéro de charité : 141291633RR0001	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : Sainte-Marie (VMA)	
Circonscription électorale du Québec : Sainte-Marie–Saint-Jacques	
Circonscription électorale fédérale : Laurier–Sainte-Marie	
Responsable de l'organisme : Marie-Josée Lacasse	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-524-7543	Télécopieur : 514-524-7543
Courriel : crpoupart@gmail.com	Site Web : www.crpoupart.qc.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Le Centre a pour mission d'offrir à la population du quartier la possibilité de s'impliquer et de participer à tous les niveaux d'organisation des opérations du centre, comme à tous les niveaux d'intervention dans le quartier. Offrant une programmation couvrant les secteurs d'activités que sont : le loisir, les sports, les arts, la culture, l'animation, les activités parascolaires et l'entraide, il veut ainsi permettre l'offre d'un véritable milieu de vie à une population désœuvrée autant que d'offrir des moyens d'améliorer collectivement les conditions de vie dans le quartier.

Le loisir offert est multiples et varié voici quelques exemples : animation, jeux libres, milieu de vie, camp de jour, activités pour les ados, aide aux devoirs, informatique, cuisine, danse, spectacle, basketball, Zumba, collation, fêtes, halte-garderie, activités parascolaires, cirque, vie associative et jeux variés (vidéo, ordinateur, coopératif, de table, collectif), camp de la semaine de relâche.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Ligue de basketball du Centre-Sud
Personne responsable du projet : Marie-Josée Lacasse
Fonction : Directrice générale
Téléphone : 514-524-7543 Télécopieur : 514-524-7543
Courriel : crpoupart@gmail.com
☒ Nouvelle initiative ☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Le basketball est de plus en plus populaire auprès des jeunes du quartier Centre-Sud depuis les 4 dernières années. Et comme aucune ligue récréative de cette discipline pour les jeunes n'était présente dans l'Arrondissement de Ville-Marie de Montréal, les organismes jeunesse du quartier membres de 2 tables de concertation (Table de concertation jeunesse du Centre-Sud et Table 6-12 ans) ont décidé de se regrouper autour d'un projet collectif en créant un comité et en mettant en œuvre des actions pour répondre à ce besoin et ce, dans le but d'agir sur le développement d'un milieu de vie plus favorable et d'améliorer la qualité de vie des jeunes du quartier. Ce projet s'adresse aux jeunes (filles et garçons) âgés de 8 à 17 ans du quartier Centre-Sud issus d'un milieu socio-économique défavorisé marqué par les ruptures ainsi que par le manque d'accompagnement et de modèles positifs, les jeunes du secteur voient leurs conditions de vie amener à de multiples facteurs de risque de décrochage scolaire, de délinquance et surtout d'exclusion sociale et en font une population vulnérable. (Pour la suite voir informations supplémentaires)

Résumé synthèse du projet

Le projet est de développer une ligue de basketball récréative et amicale pour les jeunes dans les catégories 8-12 ans et pour les 12-17 ans dans l'Arrondissement de Ville-Marie. En 2018, la ligue compte créer 8 équipes (4 équipes 8-12 ans et 4 équipes 12-17 ans) de 12 jeunes (mixte) pour un total 96 jeunes en tout. Une partie et une pratique de basketball d'une durée d'une heure seront organisées pour les 8 équipes une fois par semaine dans les gymnases d'écoles ou d'organismes du quartier couvrant les secteurs autant de l'Est et de l'Ouest et ce, pour la session d'automne 2018. En plus d'offrir 6 camps d'entraînement en début de session afin de diviser les groupes. Toutes les activités de basketball seront gratuites et le matériel sera fourni afin de favoriser l'inclusion sociale et que ces activités soient accessibles à tous. L'objectif du projet de ligue de basketball est d'offrir sur une base régulière une activité sportive de qualité et d'utiliser le loisir comme outil d'interventions pour soutenir les familles dans la promotion de la santé, du bien-être et du développement des jeunes et pour ainsi changer leur trajectoire de vie. Avec ce projet, nous intervenons directement sur les déterminants suivants afin d'augmenter la qualité de vie des jeunes : sur leurs conditions de vie et leurs statuts socioéconomiques ainsi que sur leurs habitudes de vie et autres comportements liés à la santé et au bien-être. En offrant une ligue à la fois pour les enfants de 8 à 12 ans et pour les adolescents, nous offrons un continuum dans l'optique de grandir, s'épanouir et de passer de l'enfance et l'adolescence tout en maintenant la pratique d'une activité sportive. (Pour la suite voir informations supplémentaires)

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

1. Accroître la participation et l'engagement des jeunes à la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs
2. Favoriser l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs en rendant accessibles les activités, le matériel, les ressources et les installations
3. Promouvoir l'éducation à la santé et au bien-être par l'offre d'activités physiques et sportives auprès d'une clientèle vulnérable

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
Le projet cible rejoindre un groupe à risque : une clientèle jeunesse vulnérable issu d'un milieu socio-économique défavorisée. Marquée par les ruptures ainsi que par le manque d'accompagnement et de modèles positifs, les jeunes du secteur voient leurs conditions de vie amener à de multiples facteurs de risque de décrochage scolaire, de délinquance et surtout d'exclusion sociale et en font une population vulnérable. Avec ce projet collectif, 96 jeunes âgés de 8 à 17 ans filles et garçon seront rejoints. Le principal mode de recrutement se fera via les organismes jeunesses du quartier et les écoles. Les organismes et partenaires seront invités à inscrire, référer ou participer avec des jeunes issus de leur milieu aux activités de la ligue. Des affiches promotionnelles seront distribuées dans les écoles. Les partenaires participent au recrutement soit en laissant l'organisme responsable présenter les activités de la ligue et du projet aux jeunes pour fins de recrutement ou encore, les partenaires réfèrent des jeunes à l'organisme responsable. De la promotion sera effectué massivement et tôt avant le début de la session d'automne donc dès l'été 2018 afin de faire connaitre davantage la ligue avant que les inscriptions et activités débutent en septembre 2018. Les réseaux sociaux seront utilisés et des affiches seront distribuées, affichées, mises en ligne et utilisées comme outil de promotion.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ville-Marie
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Centre-Sud /Ste-Marie /St-Jacques

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)	
X	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant la période estivale
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Automne 2018 : 6 séances de camp d'entraînement et de repêchage de 2h pour créer, diviser et équilibrer les équipes sur 3 semaines. 2 camps par semaine pendant 3 semaines. 3 camps d'entraînement pour former 4 équipes de 12 joueurs de 12-17 ans (filles et garçons) et 3 camps d'entraînement pour former 4 équipes de 12 joueurs de 8-12 ans (filles et garçons)	2h	6
2. Automne 2018 : 36 parties de basketball avec entraineur et arbitre de 1h sur 9 semaines (selon le calendrier des parties de la ligue de septembre à décembre 2018). 9 parties dans la session par équipe x 8 équipes. 18 parties catégorie 8-12 ans et 18 parties catégorie 12-17 ans. 4 parties par semaine x 9 semaines	1h	36
3. Automne 2018 : 72 pratiques de basketball avec entraîneurs de 1h sur 9 semaines (selon le calendrier des pratiques de la ligue de septembre à décembre 2018). 9 pratiques par équipe dans la session x 8 équipes. 36 pratiques catégorie 8-12 ans et 36 pratiques catégorie 12-17 ans. 8 pratiques par semaine x 9 semaines	1h	72
4. Formation de 3h de 4 jeunes adolescents comme arbitre et/ou marqueur	3h	1

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
L'activité de basketball a été integré à la programmation hebdomadaire des saisons automne-hiver des différents centres/organisme et partenaires impliqués sur la majeure partie du territoire	Documents de Programmation à l'appui Rapport de fréquentation Les jeunes ont participé de façon régulière à l'activité. ; Les fréquentations sont abondantes et l'activité populaire	Rapport d'inscription Le nombre de jeunes ciblés a été rejoint. 96 jeunes se sont inscrits
Avoir rendu disponible et accessible les ressources sportives requises hebdomadairement et en avoir fait le partage entre les partenaires au besoin	Au moins 4 organismes se sont impliqués dans le projet	Les gymnases des centres communautaires, écoles et plateau sportif de l'arrondissement ont été ouvert minimum 4h par semaine aux familles du quartier; l'achat d'équipements requis a été fait
Avoir déterminé un programme d'activités permettant la pratique d'activités physiques mettant à contribution le développement de la condition physique des jeunes	Sondage de satisfaction et évaluation interne auprès des participants	Avoir offert l'activité de basketball gratuitement 4h par semaine pendant une session de 12 semaines

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2018 Arrondissement	CRP	Projet Trip (MVF)		
A – Personnel lié au projet	**Session automne 2018**	**Session hiver 2019**	**Session automne 2018 et hiver 2019**		
Titre : Chargé de projet 20 $ Taux hor. **x** 25 Heures/semaine **+** 71.79 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 20 Semaines **=**	11435.70 $ $	2607.34$	1509.51 $	$	$
Titre : Coachs et assistant coach 15$/12 $ Taux hor. **x** 22 /15.5 Heures/semaine **+** 0 /25 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 12 Semaines **=**	3960.00 $ 2552.44 $	1800.00 480.30 $	1500.00 $	$	$
Titre : Arbitres 20 $ Taux hor. **x** 4 Heures/semaine **+** 0 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 12 Semaines **=**	960.00 $ $	400.00 $	400.00 $	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**18908.14 $**	**5287.64 $**	**3409.51 $**	**$**	**$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location (camisoles)	2880 $	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation (ballons/bannieres/formation arbitre/dossard)	1060 $	$	290.49 $	$	$
Photocopies, publicité et logos	500 $	$	$	$	$
Déplacement	200 $	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**4640.00 $**	**0 $**	**290.49 $**	**$**	**$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	451.86 $ $	2000.00 $	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**451.86 $**	**2000.00 $**	**0.00 $**	**$**	**$**
Total des contributions	**24000.00 $**	**7287.64 $**	**3700.00 $**	**$**	**$**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Ass. Chemins de soleil : 1155 rue Alexandre de Sève, 514-528-9991 Loisirs St-Jacques : 200 Rue Ontario Est, 514-872-8207 Centre Jean-Claude-Malépart: 2633 Rue Ontario, 514-521-6884	Membre du comité ligue de basket, expertise et soutien, coréalisation, partage des ressources (prêt de local ou matériel), contribution financière, recrutement, participent aux activités, promotion, planification, coordination, logistique, évaluation
Arrondissement de Ville-Marie : 800 blv de Maisonneuve Est	Bailleur de fond, promotion, expertise, soutien, partage des ressources (pret de local et matériel). Les fonds permettront l'achat de matériel (ballons, chandails, trophée, médailles, bannière), à l'arbitrage, le salaire des entraîneurs, du chargé de projet et autres animateurs qui accompagnent et encadre les jeunes lors des parties et des entraînements.
CDC, Table de concertation jeunesse du Centre-Sud et table de concertation 6-12 ans: Projet Trip: 2000 Rue Parthenais, 514-596-5711	Expertise, soutien Fiduciaire MVF, expertise et soutien
Centre récréatif Poupart: 1552 Rue Dufresne, 514-524-7543 Ste-Catherine d'Alexandrie : 1700 rue Amherst, 514-524-6626 La Relance: 2200 Rue Parthenais, 514-525-1508 Cric: 1851 Rue Dufresne, 514-525-2778	Fiduciaire, signataire, gestion de la ligue et du projet, membre du comité ligue de basket, réalisation, prêt de local Participe aux activités, recrutement Coréalisation, recrutement

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 20
Date de début du projet 2018-08-12 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 2018-10-31
Date de fin de projet 2018-12-31
Date de remise du rapport final 2019-01-31 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations supplémentaires

Contexte : En 2016, le levier et soutien financier de 4500$ du programme « Milieu de vie favorable jeunesse» de la Direction de la santé publique et de la Table de concertation jeunesse du Centre-Sud a permis que le projet : Ligue de basketball Centre-Sud (ou LBCS) pour les adolescents (12-17 ans) voit le jour. Le projet se poursuit depuis grâce à l'implication de plusieurs acteurs locaux (principalement 5 organismes : Loisirs St-Jacques, Chemin du soleil, Centre Jean-Claude Malépart, projet TRIP et le Centre récréatif Poupart et le soutien de l'Arrondissement de Ville-Marie) qui ont contribué au développement, à la logistique, à la planification et à l'organisation de cette ligue. Ce projet a aussitôt inspiré certains membres de la table 6-12 ans, puisqu'en 2017, 2 organismes (Centre récréatif Poupart et le Centre Jean-Claude Malépart) ont ajusté leurs programmations respectives afin de faire place à plus d'activités de basketball pour les enfants âgés de 8 à 12 ans et de leur organiser des joutes inter-organismes une fois par 2 semaine sur 2 sessions. Les objectifs de ces 2 projets ont été atteints à chaque année depuis leur création en rejoignant plus de 48 jeunes adolescents et 24 jeunes de 8- 12 ans. Le projet qui est déposé agira comme tremplin afin de bonifier des initiatives déjà en cours et ayant des résultats structurants et probants.

Résumé synthèse du projet: Les objectifs sont aussi de : développer et promouvoir la pratique d'activité sportive via une ligue de basketball dans le quartier est un moyen de rassembler plus de 80 jeunes régulièrement et ainsi prévenir l'itinérance de ces jeunes dans les rues. Les jeunes sont mis en contact les uns avec les autres afin de socialiser sous la supervision d'intervenants, en plus de découvrir le quartier et ses différentes ressources, ce qui favorise l'intégration sociale. C'est aussi un moyen de créer un environnement social positif dans lequel les jeunes développent un sentiment d'appartenance face à leur quartier. C'est aussi une opportunité de développer de nouveaux apprentissages chez les jeunes ce qui favorise l'estime de soi et la coopération. Et le tout, en développant et intégrant de saines habitudes de vie chez les jeunes. Les habitudes de vies et ces choix sont largement influencés par les conditions socioéconomiques, les normes et les environnements sociaux, l'organisation des services et l'environnement global, donc intégrer une activité sportive régulière et gratuite permet d'améliorer les conditions de vies, de créer de nouvelles habitudes de vies et de rendre accessible le loisir dans un désir de lutter contre l'exclusion social et faire échec à la pauvreté.

Budget: Dans la section de contribution de l'organisme du CRP apparait les frais liés à la session d'hiver 2019 qu'il y aura. Le financement politique de l'enfant sera utilisé pour la session d'automne seulement. Tandis que les frais lié à la session d'hiver seront assumés par la contribution des organismes participants ainsi que le financement dans le cadre de milieu de vie favorable jeunesse de la TCJCS. A titre indicatif, bien que la session d'hiver 2019 ne fasse pas partie du projet politique de l'enfant voici les activités qui seront maintenus lors de cette session et qui complétera les activités de la ligue pour l'année scolaire 2018-2019 (Session d'hiver de 10 semaines).
- Hiver 2019 : 36 parties de basketball avec entraineur et arbitre de 1h sur 9 semaines (selon le calendrier des parties de la ligue de janvier à mars 2019). 9 parties dans la session par équipe x 8 équipes. 18 parties catégorie 8-12 ans et 18 parties catégorie 12-17 ans. 4 parties par semaine x 9 semaines
- Hiver 2019 : 72 pratiques de basketball avec entraîneur de 1h sur 9 semaines (selon le calendrier des pratiques de la ligue de janvier à mars 2019). 9 pratiques par équipe dans la session x 8 équipes. 36 pratiques catégorie 8-12 ans et 36 pratiques catégorie 12-17 ans. 8 pratiques par semaine x 9 semaines.
- Hiver 2019 : 1 tournoi de fin de saison pour chaque catégorie (8-12 ans et 12-17 ans). 2 demi-finales et 2 finales de 1h sur 1 semaine (à la fin de la saison mars 2019 selon le calendrier de la ligue).

Objectifs : Développement de l'estime de soi et de compétences personnelles et sociales ; Création d'un environnement favorable à l'amélioration de la qualité et de l'hygiène de vie et au mieux-être des jeunes et des familles de milieu défavorisé dans le quartier ; Favoriser le développement des enfants et des adolescents et de saines habitudes de vies chez eux en les incitant à pratiquer une activité de sports sur une base régulière ; Créer des activités encadrées qui tient compte de l'implication d'adultes (les animateurs qualifiés, les parents ou tuteurs, des intervenants du milieu) dont leur présence et support agit comme celle de modèle positif et répond à un besoin d'identification positive ; Faire participer les jeunes à des événements rassembleur ; Soutenir et accompagner les familles dans le développement de leur plein potentiel

Activités prévues : Des pratiques de basketball avec entraîneur de 1h seront aussi données hebdomadairement dans les organismes participants pendant l'année scolaire 2018/2019 (le nb d'entraînement peut varier d'un organisme à l'autre)

Contribution des partenaires : Et d'autres centres/organismes sont intéressés par la ligue (pourparlers en cours)

Infos supplémentaires :

Nous intervenons dans différents lieux : dans les locaux et gymnases d'organismes communautaires de loisir jeunesse participants, d'école du quartier et dans les espaces de la ville. Principaux gymnases : du cégep du vieux Montréal, de l'école Champlain, Centre Jean-Claude Malépart et à l'école secondaire Pierre-Dupuy (à confirmer)

Sans l'aide et soutien de tous les acteurs ce projet n'aurait pas pu être possible. Que ce soit pour l'organisation et le déroulement des événements, le prêt de matériel, le prêt de locaux, affichage, recrutement etc.

Des ateliers de basketball pour les enfants âgés de 6-7 ans seront offerts dans certains organismes. Certains ateliers de basketball supplémentaires à ceux de la ligue sont aussi réalisés dans quelques écoles du quartier.

Le projet de ligue servira d'exemple pour l'implantation d'un nouveau projet de ligue de basketball inter-arrondissement (à suivre).

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Marie-Josée Lacasse	Fonction : Directrice générale
Date : 2018-05-07	Signature 

Montréal

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2018

Nom de l'organisme : Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs

Titre du projet : Des services de proximité pour les familles : pour les tout-petits et leurs parents au Centre de notre quartier

Réservé à l'administration	
Date de début du projet : Date de fin du projet :	Montant demandé : Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Identification du regroupement / de la concertation mandataire du projet

Nom légal du regroupement : Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs	
Adresse : 2015 Fullum	
Ville : Montréal	Code Postal : H2K 3N5
Responsables (Conseil d'Administration ou Comité de Coordination) : Comité de coordination : Valérie Larouche (MAP), Nathalie Ré (CPE du Carrefour), Kathy Letellier (Relance), Sophie Aubin (centre de pédiatrie sociale Centre-Sud) et Cassandra Letarte (Poussons-Poussette). En soutien : Louise Bourque(CIUSSS Centre-Sud de-l'île-de-Montréal) et Salia Couture-Dumais (Coordonnatrice de la Table)	
Téléphone : 514-244-4933	Télécopieur :
Courriel : projet_table05@hotmail.com	Site Web :
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité :	

Section 1 – Identification de l'organisme fiduciaire

Nom légal de votre organisme : CPE du Carrefour	
Adresse : 2355 Provençale	
Ville : Montréal	Code Postal : H2k 4p9
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 107414385RR0001	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : Ste-Marie et St-Jacques * : *les membres de Table de concertation sont répartis dans ces deux districts.	
Circonscription électorale du Québec : Ste-Marie-St-Jacques	
Circonscription électorale fédérale : Laurier-Ste-Marie	
Responsable de l'organisme : André Rémillard	
Fonction : Directeur général	
Téléphone : 514-526-8444 poste 325	Télécopieur :
Courriel : aremillard@cpeducarrefour.qc.ca	Site Web :
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de la concertation/du regroupement (Activités régulières offertes par l'organisme)

Mission

La Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs est un regroupement d'organismes famille-petite enfance, d'organismes communautaires, à but non lucratif, de CPE et d'institutions œuvrant sur le territoire des Faubourgs. Elle vise à promouvoir les intérêts, les droits et la cause des familles avec jeunes enfants ainsi que les organismes dont la mission s'adresse à ces dernières.

Objectifs

- Développer la concertation entre les organismes communautaires et institutionnels qui œuvrent auprès des familles ayant de jeunes enfants et favoriser la complémentarité dans l'action.
- Être un lieu de partage et de diffusion d'information sur les réalités des familles.
- Assurer la défense des intérêts et des droits des familles.
- Créer des lieux de débats et d'analyse sur des questions touchant et impliquant directement les familles.
- Soutenir ses membres dans la réalisation d'activités et de projets visant le mieux-être des familles avec jeunes enfants.

Apprentissages lors de la mise en œuvre du plan d'action 2014-2017 :

Durant le dernier plan Triennal 2014-2017: la démarche écosystémique, ainsi que la mise en œuvre de ses actions collectives ont permis aux membres de travailler de manière plus intensives et avec plus de complémentarité, pour ainsi répondre davantage aux besoins des enfants et des familles du quartier. La présence d'une coordination a permis d'intensifier le rayonnement des actions collectives et individuelles des différents partenaires de la Table 0-5 ans et cela, au-delà de la Table 0-5 ans. Un arrimage plus grand avec le plan global du quartier, la Table 6-12 ans et le comité saines habitudes de vie a permis de faire converger les efforts de chacun pour le mieux-être? des familles et des enfants du quartier.

Depuis janvier 2016, un comité de parents de la Table a également été constitué par l'agente de milieu. Ce comité se réunit sur une base mensuelle. Une dizaine de parent y participent sur une base régulière. Les parents ont été consultés et ont ainsi participé aux décisions de la Table relativement à l'offre d'activités et de services, notamment pour les actions ÉLÉ, pour la mise en œuvre du plan 2014-2016 et pour le Forum social du Centre-Sud. Cette voix a également été impliquée dans le processus de notre planification pour notre nouveau plan d'action 2017-2020.

Nouveau plan d'action 2017-2020 :

Dans le contexte actuel visant à pérenniser ses actions collectives ainsi que les retombées de ces actions pour les familles du Centre-Sud, la Table de concertation 0-5 ans des Faubourgs a décidé de se donner une vision globale et d'intégrer à son nouveau plan d'action 2017-2020 les projets financés par le programme SIPPE, les actions d'éveil à la lecture et à l'écriture (ÉLÉ) ainsi que les actions collectives soutenues jusqu'à présent par Avenir d'enfants. L'objectif étant que ce nouveau plan d'action soit celui des partenaires de la Table, non pas celui d'un bailleur de fond. Pour les partenaires, il est important que leur plan triennal reflète et réponde, de manière collective, à leurs enjeux et cela peu importe les bailleurs de fonds actuels ou futurs. L'objectif est de poursuivre le rayonnement de cette mobilisation de la petite enfance dans notre quartier auprès de tous les partenaires du quartier : communautaires, scolaires, CIUSSS, CPE, Arrondissement, concertations, commerçants, etc. ainsi que de poursuivre le travail de collaboration entre les partenaires pour répondre aux besoins des familles: se connaître, se reconnaître et se développer de manière complémentaire dans l'ensemble du territoire. Pour y arriver, les membres de la Table travaillent en comité pour répondre à différentes priorités qui sont ciblées par ceux-ci.

Vous trouverez en annexe : une copie du plan d'action de la Table.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet :	Des services de proximité pour les familles : pour les tout-petits et leurs parents au Centre de notre quartier
Personne responsable du projet : Salia Couture-Dumais	
Fonction :	Coordonnatrice Table 0-5 ans
Téléphone :	514-244-4933 Télécopieur :
Courriel :	projet_table05@hotmail.com
X Nouvelle initiative	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet

Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Nous savons que l'offre de services 0-5 ans n'est pas répartie également dans notre quartier et que la mobilité des familles vers les ressources reste un enjeu important. Bien que la démographie des familles dans le secteur St-Jacques soit moins importante que dans Ste-Marie, il demeure important pour les membres de la Table d'offrir des services aux familles de ce secteur dans le but de soutenir et d'accompagner celles-ci dans le développement du plein potentiel de leurs enfants. Dans ce secteur, Il a été observé dans l'EQDEM* de 2012 que le taux d'enfants vulnérables dans au moins un domaine de son développement est de plus 38%, ce qui est largement supérieur au secteur Ste-Marie qui est autour de 17%. Il est dons impératif de rendre accessible aux familles de ce secteur une offre de services variée et plus soutenue pouvant répondre à leurs besoins.

Dans les dernières années, nous avons mis en place différentes actions/initiatives pour rejoindre les familles dans toutes les parties de notre quartier, notamment au Centre et à l'Ouest, dans Faubourg St-Laurent. Quelques exemples: travail de l'agente de milieu sur l'ensemble du territoire, augmentation du financement des ateliers de stimulation près des Habitations Jeanne-Mance, implantation du parc d'hiver en collaboration avec l'Association sportive Centre-Sud. Ce projet que nous déposons vise donc à poursuivre dans ce sens en intensifiant l'offre de services pour les familles dans la partie St-Jacques.

Parallèlement à cela, les porteurs des différentes actions de la Table 0-5 ans ont pu développer des activités variées et complémentaires qui sont collées aux besoins des familles du quartier. Par contre, la majoritairement de celles-ci sont réalisées dans le secteur Ste-Marie du quartier.

La Table a développé de nouvelles collaborations dans le secteur St-Jacques avec l' Association sportive Centre-Sud, le Centre Ste-Catherine d'Alexandrie, le CPE la Sourithèque devenu membre associé), la Table Faubourg St-Laurent... Ces nouveaux partenariats font que nous avons des collaborateurs qui peuvent nous soutenir pour augmenter/expérimenter l'offre des services 0-5 ans dans le Centre du quartier et assurer une plus grande pérennisation de cette nouvelle offre de services.

Lors de notre dernière planification, nous avons défini collectivement des priorités et des actions y répondant, que nous voulons développer jusqu'en 2020. Nous avons également joint l'ensemble des enveloppes financières : AE, SIPPE, RRM et RUI pour augmenter l'impact de nos actions collectives. Il est donc important de renforcer/bonifier les actions actuelles lorsque nous avons de nouvelles possibilités de financement pour poursuivre nos efforts dans le même sens et de ne pas trop saupoudrer nos efforts et énergies... Finalement, les nouveaux leviers, comme la Politique de l'enfant, peuvent nous permettre de répondre davantage aux besoins des familles, à un nombre plus important de familles ou offrir des activités dans des lieux où nous sommes moins présents. Ce projet s'inscrit donc dans ce contexte.

Résumé synthèse du projet

Offrir des activités de proximité pour les enfants 0-5 ans et leurs parents dans la partie centrale du quartier, dans les installations du Centre Ste-Catherine d'Alexandrie et dans les environs, dans le but de mieux desservir les familles de ce secteur, en particulier celles qui sont en situation de vulnérabilité économique et sociale et pour qui la mobilité est un enjeu important. Il est important de noter que nous ne voulons pas créer de nouvelles actions mais bien de reproduire certaines actions collectives de notre plan d'action, celles déjà mis en place dans le secteur Ste-Marie tout en étant à l'écoute des spécificités locales. L'expérimentation pourrait se faire durant l'été et l'automne 2018. Par la suite, une réflexion sera faite pour faire le bilan et voir quelles actions pourraient être poursuivies ou intensifiées dans ce secteur et quels organismes pourront poursuivre celles-ci. Le déploiement de cette offre de services se fera en complémentarité avec ce qu'il se fait déjà dans le secteur et une attention particulière sera faite pour intégrer les parents dans le choix des thématiques et les horaires des nouvelles activités.

Voici les actions/activités que nous avons décidé d'offrir pour les enfants 0-5 ans et leur parent pour la période été-automne 2018 dans le secteur St-Jacques.

Pour l'été 2018 : Parc Robert Prévost

Dans le but de faire connaître notre nouvelle offre de services et d'offrir aux familles des moments pour se rencontrer, pour briser l'isolement durant la période estivale, moment de l'année où la majorité des organismes sont fermés ou diminuent leurs activités, nous allons offrir l'activité : *4 à 6 en famille dans le parc.* Il s'agit notamment d'animations auprès des parents et de leurs enfants pour les informer sur les activités à faire dans les parcs. Cette activité est réalisée par l'agente de milieu de la Table depuis maintenant 2 ans, durant la période estivale, dans plusieurs parcs de l'Arrondissement. Cette action a pris plusieurs formes : activités libres, animations par des adolescentEs du quartier, etc. Pour le parc Robert Prévost, nous voulons offrir aux familles une rencontre par semaine avec de l'animation sur : *ce que nous pouvons faire comme activités dans le parc avec nos tout-petits*. Le choix de l'horaire, soit le mardi, est en complément avec l'offre de service en animation offerte dans les parcs par l'Arrondissement aux citoyenNEs du quartier. Nous allons également utiliser le guide « Bouger avec son petit monstre » qui a été réalisé par le Comité Saines habitudes de vie de notre quartier durant les dernières années. L'objectif de cette action est d'offrir aux familles un moment pour briser leur isolement, leur faire découvrir de nouvelles activités à faire dans les parcs et de permettre à des adolescentEs du quartier d'acquérir de l'expérience tout en créant des liens intergénérationnels positifs. Cette formule a déjà été expérimentée dans d'autres parcs dans le quartier et elle avait été une belle réussite, nous voulons la reproduire. Le parc qui a été choisi se trouve près du Centre Ste-Catherine d'Alexandrie où se tiendront les activités offertes aux familles pour l'automne, nous voulons donc créer une habitude chez les familles de fréquenter ce secteur.

Pour l'automne 2018 : Au Centre Ste-Catherine d'Alexandrie

Activité	description	Pour qui	Porteurs de l'activité
Parc intérieur : *Bouger en famille*	Espace ouvert pour les parents et leurs enfants: accès à du matériel de psychomotricité	Enfants et parents de 0-5 ans	Table 0-5 ans : agente de milieu
Ateliers ParentÈSE A noter qu'un service de garde est offert	Ateliers pour outiller les parents sur leurs habiletés parentales	Parents d'enfants 0- 5 ans	La Relance jeunes et familles
Samedi en famille	activités parents-enfants la fin de semaine : Multi-âges, ouvert et diversifié	Parents et enfants 0-5 ans, la fratrie 5 à 12 ans est acceptée	Poussons-Poussettes
Ateliers parents-enfants : art-thérapie	Développer et outiller les parents pour accompagner leurs enfants dans l'expression et la gestion de leurs émotions	Parent et enfant de 2 à 4 ans	Centre de Pédiatrie sociale Centre-Sud
Atelier d'éveil à la lecture et l'écriture, musical	Activités parent-enfant pour découvrir le livre, l'écrit et la musique auprès des familles	Parent et enfant de 0 à 5 ans	Comité ÉLÉ : voir dans partenaires pour la composition

L'offre de service est préliminaire, certains partenariats restent à confirmer, il est également possible que de nouvelles activités soient ajoutées à celle-ci

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
1-Augmenter l'offre de services offerte aux enfants 0-5 ans et leurs parents dans le secteur St-Jacques, tant dans le nombre d'activités que dans la variété pour soutenir le développement du plein potentiel des enfants 0-5 ans. 2-Rejoindre un plus grand nombre de familles ayant des enfants 0-5ans dans le quartier, en particulier celles vivant en contexte de vulnérabilité économique et sociale et qui ne fréquentent pas les ressources du milieu afin de les diriger vers les ressources répondant à leurs besoins. 3-Développer la collaboration entre les porteurs des projets, organismes qui ont une offre 0-5 ans et les partenaires du secteur St-Jacques pour consolider l'offre de services dans ce secteur et pérenniser celle-ci.

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
-Parents ayant des enfants 0-5 ans vivant dans le quartier, en particulier ceux vivant dans le secteur St-Jacques, ne fréquentant peu/pas les ressources du quartier. Cible : 100 parents -Enfants 0-5 ans vivant dans le quartier, en particulier ceux vivant dans le secteur St-Jacques, qui ne fréquentant peu/pas les ressources du quartier. Cible 100 enfants de 0-5 ans. Bien que les activités soient ouvertes à toutes les familles, une attention particulière pour rejoindre celles vivant en contexte de vulnérabilité économique et d'isolement social sera faite. Mode de recrutement : -L'agente de milieu de la Table qui a le rôle d'informer, rejoindre et mobiliser les familles du secteur sera au centre de la diffusion de cette nouvelle offre de services. Notons qu'une infolettre est présentement envoyée mensuellement aux familles du quartier pour les informer sur les services. Celle-ci rejoint plus de 300 familles. -Les membres de la Table 0-5 ans, tant les organismes, que le CIUSSS, les CPE... feront également la diffusion de ces nouvelles activités comme il est fait pour toutes les actions de la Table 0-5 ans. -Une promotion par chaque porteur de projet sera également faite de manière plus large dans le quartier par des affiches ou dépliants mis dans différents endroits : CLSC,CPE, Centres de loisirs, etc.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ville-Marie
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	St-Jacques

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)	
X	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant la période estivale
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. 4 à 6 en famille dans le parc : animation auprès des parents-enfants sur les activités à faire dans les parcs	2h	8, un soir semaine, cet été
2. Parc intérieur : espace ouvert avec du matériel de psychomotricité	3h	8, une fois semaine de mi-septembre à mi-décembre 2018
3. Ateliers ParentÈSE : pour outiller les parents	3h/atelier	3 ateliers de septembre à décembre 2018
4. Samedi en famille : activités familiales	4h/atelier	6 samedis de septembre à décembre 2018
5. Atelier parent-enfant : art-thérapie	3h/atelier	6 ateliers entre septembre et décembre 2018
6. Ateliers ludiques sur l'éveil à lecture et l'écriture ou musical	2h/atelier	3 ateliers durant l'automne entre septembre et décembre 2018

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	**Quantitatifs**
1. Des ateliers/activités bonifiant l'offre de services dans le secteur St-Jacques et répondant aux besoins des familles du secteur sont réalisées.	Suivi régulier de la complémentarité de ces activités par rapport à ce qui s'offre dans le secteur Sondage de satisfaction après chaque activité	Prise de présences lors des activités Atteinte des cibles de participation soit 100 parents et 100 enfants pour l'ensemble de l'offre de service
2. Les familles du secteur St-Jacques connaissent les ressources du secteur et du quartier et ont un accès plus grand à une offre de services pour les enfants 0-5 ans et leur parent, en particulier les familles vivant en contexte de vulnérabilité.	Sondage auprès des familles sur la connaissance et la fréquentation des aux activités des organisations	
3. La collaboration entre les porteurs des actions/activités, membres de la Table 0-5 et les partenaires du secteur St-Jacques est plus grande :	Bilan sur le travail de collaboration et les suites à entreprendre	nombre de rencontres de travail Nombre de transfert d'expertise, planification des suites des activités, calendrier de l'offre de services qui démontre la complémentarité, nombre de prêts de locaux…

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2018 Arrondissement	Avenir d'enfants	RRM	Partenaires du projet	
A – Personnel lié au projet					
Titre : action :4 à 6 dans le parc : 2 animateurs/trices : 30$X2X8 fois Agente de milieu : promo + présence, logistique 21$x4h+avantX8	480 $ $	786.24 $	$	$	1266.24 $
Titre : action : 4 à 6 dans le parc : coordonnatrice et gestion des adolescentEs 25$x12h	300$				300
Titre : action : Parentèse : 2 animatrices : une pour les parents et une au service de garde 21$/h * 7,00h * 3 ateliers) 441 $ (15$/h * 3,50h * 3 ateliers) 158 $ Avantages sociaux 146$	745 $ $	$	$	$	745 $
Titre : action Parentèse : coordonnatrice/transfert expertise 25$X16h	200$			200$	400$
Titre : action samedi en famille : animatrice 6h X 20$X6 : 720$	720 $ $	$	$	$	720 $
Titre : action samedi en famille : coordonnatrice/transfert expertise, préparation ateliers 22$X22HX6 ateliers	1452$			1452$	2904$
Titre : action art-thérapie : art-thérapeute 8hx25$+avant : 38$.X6 : 1428$	1428$				1428$
Titre : action art-thérapie : coordonnatrice/transfert expertise 25$x24h	300$			300$	600$
Titre : action : atelier ÉLÉ : animatrice 300$ pour 3 ateliers Préparation/promotion : coordonnatrice du comité ÉLÉ : 30hx 25$:750$ Partenaires, co-animation etc. :organismes+ bibliothèque : 40hX25$:	300$		750$	1000$	2050$
Titre : action : parc intérieur : conseillère pour achat du matériel de psychomotricité et installation/utilisation Éducatrice du Cpe la Sourithèque : 40H X 25$:				1000$	1000$
Titre : action : parc intérieur : agente de milieu : animation/preparation 21$x10h+avantX8		1965.6$			1965.60$
Titre : coordonnatrice de la mise en place du projet : assurer la réalisation/lien partenaires, promotions, etc. 25.50$X5h+avant X 24 semaines :		3580.20$			3580.20$
SOUS-TOTAL SECTION A	**5925$**	**6332.04$**	**750 $**	**3952$**	**16959.04$**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**

Section 7- Soutien financier du projet

SOUS-TOTAL SECTION A	**5925 $**	**6332.04$**	**750 $**	3952 **$**	**16959.04 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**Max 20%**				
Équipement : achat matériel de motricité : voir dans la section 10 pour plus de détails	2000 $	500 $	$	1000 $	3500 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation, collations pour les parents	2632$	$	1000 $	$	3632 $
Photocopies, publicité	198 $	200 $	$	$	398 $
Déplacement	745 $	$	$	$	745 $
Locaux, conciergerie ou surveillance : prêt Centre Ste-Catherine + samedi au CPE la Sourithèque	$	$	$	1000 $	1000 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**5575$**	**700 $**	**1000 $**	**2000 $**	**9275 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1000 $ $	1000 $	$	500 $	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**1000 $**	**1000$**	**0$**	**500 $**	**2500 $**
Total des contributions	**12500 $**	**8032.04$**	**1750 $**	**6452 $**	**28734.04 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie Donald Gaumont, directeur general : 514-524-6626	Prêts de locaux et de matériel. Soutien logistique pour la mise en place des activités, promotion
CPE La Sourithèque Martine Désilet, directrice : 514-524-4222	Prêts de locaux et matériel.
Les porteurs de projets et membres de la Table 0-5 ans : Centre de pédiatrie sociale Centre-Sud, La Relance, Poussons-Poussette et l'agente de milieu de la Table 0-5 ans	Transfert d'expertise, soutien, promotion du projet
Chez Émilie : à confirmer Isabelle Noyon :514- 526-9652	Soutien auprès des adolescentEs qui animent le projet 4 à 6 en famille dans le parc.
Comité ÉLÉ Johanne Rigali : responsable du comité Composition du comité : CPE Ki-Ri, La Relance, CIUSSS, Bibliothèque Frontenac, Bibliothèque Père-Ambroise, Collège Frontière, CPE du Carrefour, CSDM, bibliothèque scolaire, CPE Sourithèque, CPE Fleur de Macadam, Association des familles Centre-Sud	Transfert d'expertise, soutien pour implanter du matériel ÉLÉ, animations complémentaires

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 24 semaines	
Date de début du projet 2018-07-02 au 2018-12-14 (format : AAAA-MM-JJ)	
Date de remise du rapport d'étape 30 septembre 2018	
Date de fin de projet 14 décembre 2018	
Date de remise du rapport final 14 janvier 2018 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)	

Section 10 – Informations supplémentaires

Le plan d'action 2017-2020 se trouve en annexe

Matériels de psychomotricité : détails :

Puisque nous offrons une offre de service nouvelle dans le secteur St-Jacques en particulier au centre Ste-Catherine-D'Alexendrie, nous devons nous assurer de faire l'acquisition de matériels adaptés pour les enfants âgées de 0-5 ans. Pour bien définir le matériel nécessaire et s'assurer de la conformité de celui-ci, nous travaillons avec la directrice du Cpe de la Sourithèque qui vient d'installer une salle de motricité dans leur installation. Le Cpe va nous prêter une ressource humaine pour nous guider dans ce processus : évaluer les besoins selon le local, choix du matériel de base et les incontournables pour répondre aux différents besoins des enfants selon l'âge. Il faut noter que le matériel restera disponible pour les familles car celui-ci sera au Centre Ste-Catherine d'Alexendrie, ce qui assure la pérennisation de son utilisation par les citoyens car celui-ci sera utilisé dans différentes activités offertes par le centre et ses partenaires pendant et après le projet.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : ANDRE REMILLARD	Fonction : Directeur général CPE DU CARREFOUR.
Date : 4 mai 2018	Signature

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2018

Nom de l'organisme : Centre Innovation Jeunes

Titre du projet : Potluck à Peter-McGill

Réservé à l'administration	
Date de début du projet :	Montant demandé :
Date de fin du projet :	Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande
☐ Lettres patentes de votre organisme (charte) ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation) ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers) ☐ Une résolution résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet ☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Centre Innovation Jeunes (Direction Chrétienne Inc.)	
Adresse : 1647 Ste-Catherine Ouest, bur.150	
Ville : Montréal	Code Postal : H3H1L9
Numéro d'inscription TPS : 130326424RT0001	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 130326424RR0001	
Arrondissement : Ville Marie	
District électoral de Montréal : Peter-McGill	
Circonscription électorale du Québec : Westmount St-Louis	
Circonscription électorale fédérale : Ville-Marie/Le Sud-Ouest/Île des Soeurs	
Responsable de l'organisme : Jenna Smith	
Fonction : Directrice	
Téléphone : 514 843-3996	Télécopieur :
Courriel : jsmith@direction.ca	Site Web : www.innovationjeunes.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif? non	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre ville afin d'ouvrir les possibilités d'intégration harmonieuse à vie sociale, scolaire et familiale. Le centre offre des services et activités reliés à l'autonomie alimentaire, au raccrochage scolaire et au développement communautaire. Ceci inclut cuisines communautaires pour familles, le programme d'obtention du diplôme d'études secondaire (Connections), de l'intervention familiale, une bibliothèque pour enfants, le festival Quartier en Mouvement et de l'agriculture urbaine.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet :	
Personne responsable du projet : Jenna Smith	
Fonction : Directrice d'Innovation Jeunes	
Téléphone : 514 843-3996	Télécopieur :
Courriel : jsmith@direction.ca	
☐X Nouvelle initiative	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Sécurité alimentaire

La **sécurité alimentaire** est un enjeu de taille dans Peter-McGill car, bien que n'étant pas un désert alimentaire, il se caractérise par un grand nombre de supermarchés, épiceries et dépanneurs de qualité générale assez mauvaise: c'est ce qu'on appelle alors un "marais alimentaire". Alors oui, si l'on parle d'alimentation, il y a bien du choix dans le quartier mais si l'on parle d'alimentation saine, l'offre est extrêmement restreinte et devient très peu accessible (autant en terme financier que de proximité) pour les résident-e-s.

Cette préoccupation a pris de l'ampleur depuis ces dernières années et c'est, entre autres, ce qui a donné lieu à la création d'un comité en sécurité alimentaire, au sein du regroupement Familles centre-ville (le comité en petite-enfance de la Table Interaction du quartier Peter-McGill) en 2016. Le Dispensaire diététique de Montréal, en charge du comité, a élaboré un portrait du système alimentaire dans Peter-McGill ainsi qu'un bottin à l'attention des résident-e-s et des intervenant-e-s du quartier. Cette année, la Table prend le relais du comité pour l'élargir à la population de Peter-McGill dans son intégralité, et non plus uniquement aux familles avec enfants en bas âge, puisqu'en effet, l'enjeu touche toutes les catégories de population.

Parce que la saine alimentation n'est pas qu'une question d'accessibilité mais aussi de sensibilisation et d'éducation, il est essentiel d'en introduire les bases à la population et ce, dès le plus jeune âge. Alors que *Familles centre-ville* propose des projets pour s'adresser directement aux enfants de 0 à 12 ans, nous proposons, à travers cette demande, et en tant que membres du Comité action jeunesse, un projet en 3 volets s'adressant directement aux jeunes de 12 à 17 ans en ciblant ceux vivant en situation de **pauvreté et/ou d'exclusion**.

Facteurs de pauvreté et/ou d'exclusion

La population du quartier souffre de manière générale d'importantes **inégalités socio-économiques**, avec un revenu médian de 33 604$ par ménage en 2015, soit près de 10 000$ de moins que dans l'ensemble de l'arrondissement. En contrepartie, les coûts mensuels moyens d'habitation des ménages sont plus élevés que dans l'ensemble de l'arrondissement.

Aussi, une grande partie de la population de Peter-McGill est issue de **l'immigration** (39% de la population) et beaucoup des jeunes de 12 à 17 ans en font partie. Il est à noter que ce nombre est susceptible d'augmenter très prochainement puisque la résidence du YMCA centre-ville a récemment ouvert un troisième établissement pour recevoir des réfugiés et certains organismes du quartier, dont la Zone Jeunesse du YMCA centre-ville, reçoivent beaucoup de nouveaux arrivants adolescents. L'enjeu **d'exclusion** est très présent chez ces jeunes car leurs parents ne trouvent pas nécessairement d'emploi dès leur arrivée mais aussi parce qu'ils ont de la difficulté à s'adapter à la langue et/ou à la culture. Et cette notion de culture est très étroitement liée avec celle de sécurité alimentaire puisque les personnes issues de l'immigration peuvent se sentir perdues dans un système alimentaire très différent du leur.

Persévérance scolaire

Enfin, les jeunes font face à de multiples problématiques en ce qui a trait à la **persévérance scolaire.** Bien qu'il y ait eu une certaine amélioration dans les taux de diplomation au secondaire dans les dernières années, il reste toujours beaucoup de travail à faire. Certains facteurs jouent sur la motivation à l'école, tels que l'intimidation, les relations de couples problématiques, la consommation de drogue et d'alcool, les milieux familiaux offrant peu de soutien, les problèmes de santé physique et mentale, etc. Le quartier Peter-McGill, avec sa grande diversité, fait face à des enjeux particuliers, notamment le taux très élevé de jeunes issus d'une immigration récente, qui peuvent vivre des difficultés (adaptation au système scolaire québécois, relations avec les parents, etc.).

De façon générale, la composition et l'aménagement du quartier Peter McGill, centre-ville d'une métropole, ajoute à la complexité de répondre adéquatement et rapidement aux besoins des jeunes. Les jeunes qui y vivent peuvent ressentir de l'isolement puisque leur besoin de socialiser ne trouve que très peu de lieux pour s'actualiser.

Résumé synthèse du projet
Le projet vise en premier lieu à promouvoir la saine alimentation auprès des jeunes de 12 à 17 ans du quartier Peter-McGill en se concentrant sur deux axes d'intervention: la saine alimentation comme outil de dialogue interculturel et comme moyen d'engagement communautaire. Il vise également à adresser la question de la persévérance scolaire avec ces jeunes, en utilisant les activités alimentaires comme prétexte pour susciter la conversation. Trois organismes jeunesse du quartier (Zone Jeunesse du YMCA Centre-Ville, Innovation Jeunes et Carrefour Jeunesse Emploi Montréal Centre-Ville) prendront chacun un volet, respectivement. Les activités incluent des ateliers culinaires, des groupes de cuisines communautaires, des popotes roulantes et des ateliers sur divers sujets qui ont un impact sur la persévérance scolaire des jeunes.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
● Permettre à 50 jeunes d'accéder à des ateliers de saine alimentation visant à contribuer à l'augmentation de la persévérance scolaire, à l'engagement communautaire et au dialogue interculturel. ● Permettre à ces jeunes de rencontrer d'autres jeunes de leur âge et du même quartier ● Permettre aux jeunes de connaître d'autres organismes que celui qu'ils fréquentent et pouvant leur être utile

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
La population ciblée sont les les jeunes de 12 à 17 ans qui résident ou qui fréquentent régulièrement le quartier Peter-McGill parce qu'ils étudient ou utilisent les services dans les établissements locaux. Les jeunes seront rejoints ou recrutés par les moyens suivants: présence d'une intervenante du CJE Montréal Centre-Ville dans des écoles secondaires environnantes (Collège de Montréal, École FACE, Westmount High School), clientèle régulière de la Zone Jeunesse du YMCA Centre-Ville, et groupe de cuisine communautaire d'adolescents au centre Innovation Jeunes.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ville Marie
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Peter-McGill

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

	Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)
X	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant la période estivale
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence

1.Ateliers de cuisines culturelles (offerts par la Zone Jeunesse YMCA centre ville)	3h / atelier	1 atelier / mois
2.Donnez au Suivant - popote roulante par les jeunes pour la population itinérante (offerte par Innovation Jeunes)	1h30/atelier	10 ateliers en 6 mois.
3. Ateliers et activités sur des sujets qui ont un impact sur la persévérance scolaire (gestion du temps, gestion du stress, intimidation, sexualité et relations de couples, visites de mentor, etc.). Les activités dérouleront dans le cadre des ateliers offerts par Innovation Jeunes et Zone Jeunesse du YMCA, mentionnés.	3h/atelier	1 atelier/mois

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs	**Quantitatifs**
1. Les jeunes apprennent à cuisiner des recettes de différents pays et en apprennent davantage sur les autres cultures. Tout en apprenant à adopter des saines habitudes de vie les jeunes auront des conversations interculturelles pour favoriser l'intégration et briser les stéréotypes et la discrimination. Ce volet est une suite du projet de Cuisine Culturelle initié avec le financement du Programme Montréal Interculturel 2017 de la Ville de Montréal et sera élaboré en complément au projet Découvertes Culturelles poursuivi avec le financement du PMI 2018	Les jeunes font preuve d'ouverture d'esprit et de respect (moyen: observations des intervenants) Chaque atelier est accompagné par une conversation interculturelle.	Nombre d'ateliers offerts (sur l'objectif de 6 ateliers en 6 mois) Nombre de participants (sur l'objectif d'au moins 10 jeunes par atelier) Diversité quantitative de recettes cuisinées.
2.Les jeunes s'engagent dans leur communauté tout en apprenant des recettes de saine alimentation, en cuisinant des soupes et des plats qui seront livrés, par les jeunes, aux membres de The Open Door ou de Chez Doris. Les jeunes feront preuve lors de ces ateliers d'autonomie en exécutant les tâches.	Observations des animateurs/intervenants. Conversations avec les jeunes sur les enjeux des itinérants, accès à l'alimentation, etc. Assiduité des jeunes pour la livraison des plats.	Nombre de jeunes participants. Nombre de plats cuisinés.
3.Les jeunes ont acquis des connaissances et des compétences leur permettant de persévérer dans leur parcours scolaire. Ils sont capables de se projeter dans l'avenir et commencent à avoir une idée de leur projet professionnel.	Sondages effectués auprès des jeunes après chaque activité.	Présence de l'intervenante à toutes les activités données par les partenaires

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2018 Arrondissement	CJE Montréal Centre-Ville	Zone jeunesse	Innovation Jeunes	
A – Personnel lié au projet					
Titre : Intervenante jeunesse CJE 20.56$ Taux hor. **x** 3.5 h /semaine **+** 6.58$ Av. sociaux/sem. **x** 26 sem **=**	1714.45 $	327.55 $	$	$	2042$
Titre : Intervenant(e) jeunesse YMCA 14.82 $ Taux hor. **x** 3.5 h/semaine **+** 1.26% Av. sociaux/sem. **x** 26 sem **=**	1699.26 $	$	$	$	1699.26$
Titre : Intervenante Innovation Jeunes $19 Taux hor. **x** 3.5 h/semaine + 1.14% Av. sociaux/sem. **x** 26 sem **=**	1971.06 $	$	$	$	1971.06 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**5384.77 $**	**327.55 $**	**$**	**$**	**5712.32 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	750 $	$	$	100 $	850 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	550 $	$	$	$	550$
Photocopies, publicité	60 $	$	$	$	60 $
Déplacement	$	80 $	50 $	$	130 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	154 $	250 $	404 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**1360.00 $**	**80 $**	**204 $**	**350 $**	**1994 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	600 $		$	100 $	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**600 $**	**$**	**$**	**100 $**	**700 $**
Total des contributions	**7344.77 $**	**407.55 $**	**204 $**	**450 $**	**8406.32**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Innovation Jeunes 1647 Ste-Catherine Ouest, Montréal 514.843.3996	*Recrutement de jeunes *Promotion des activités *Organisation et animation d'ateliers
Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville 666 Sherbrooke Ouest #2101, Montréal 514.875.9770	*Recrutement de jeunes *Promotion des activités *Organisation et animation d'ateliers
Zone Jeunesse YMCA Centre-Ville 1440 Stanley, Montréal 514.849.8393 ext.1747	*Recrutement de jeunes *Promotion des activités *Organisation et animation d'ateliers
Organismes membres du Comité Action Jeunesse de la Table Interaction Peter-McGill (Projet LOVE, L'Astérisk, Y des Femmes, Cybercap et Association Récréative Milton-Park, entre autres)	*Recrutement de jeunes *Promotion des activités

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 26
Date de début du projet 2018-07-01 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 2018-10-01
Date de fin de projet 2018-12-31
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet) 2019-01-31

Section 10 – Informations supplémentaires

Sous le thème rassembleur de la saine alimentation, le projet vise plusieurs objectifs chez les jeunes: l'acquisition de saines habitudes alimentaires, la stimulation de l'engagement communautaire, la création de ponts entre les différentes communautés culturelles qui composent le quartier et la persévérance scolaire.

Les 3 organismes qui porteront les activités sont solidement implantés dans le quartier et rejoignent une grande variété de jeunes susceptibles de bénéficier du projet. De plus, dans le cadre du projet, les jeunes seront amenés à participer aux activités organisées par d'autres organismes que celui qu'ils fréquentent déjà. Cela créera une synergie intéressante entre les participants, tout en leur faisant connaître les services qui s'offrent à eux sur le territoire. Dans un territoire morcelé comme celui de Peter McGill, où le réseau communautaire est parfois moins facilement perceptible par les jeunes, il s'agit d'un bénéfice important du projet.

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Jenna Smith	Fonction : Directrice
Date : 1er mai 2018	Signature Jenna L. Smith

Montréal

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2018

Nom de l'organisme : Innovation Jeunes

Titre du projet : Programmation pour les enfants du quartier (garderies en milieu familial)

Réservé à l'administration	
Date de début du projet :	Montant demandé :
Date de fin du projet :	Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☐ Une résolution résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet

☐ Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

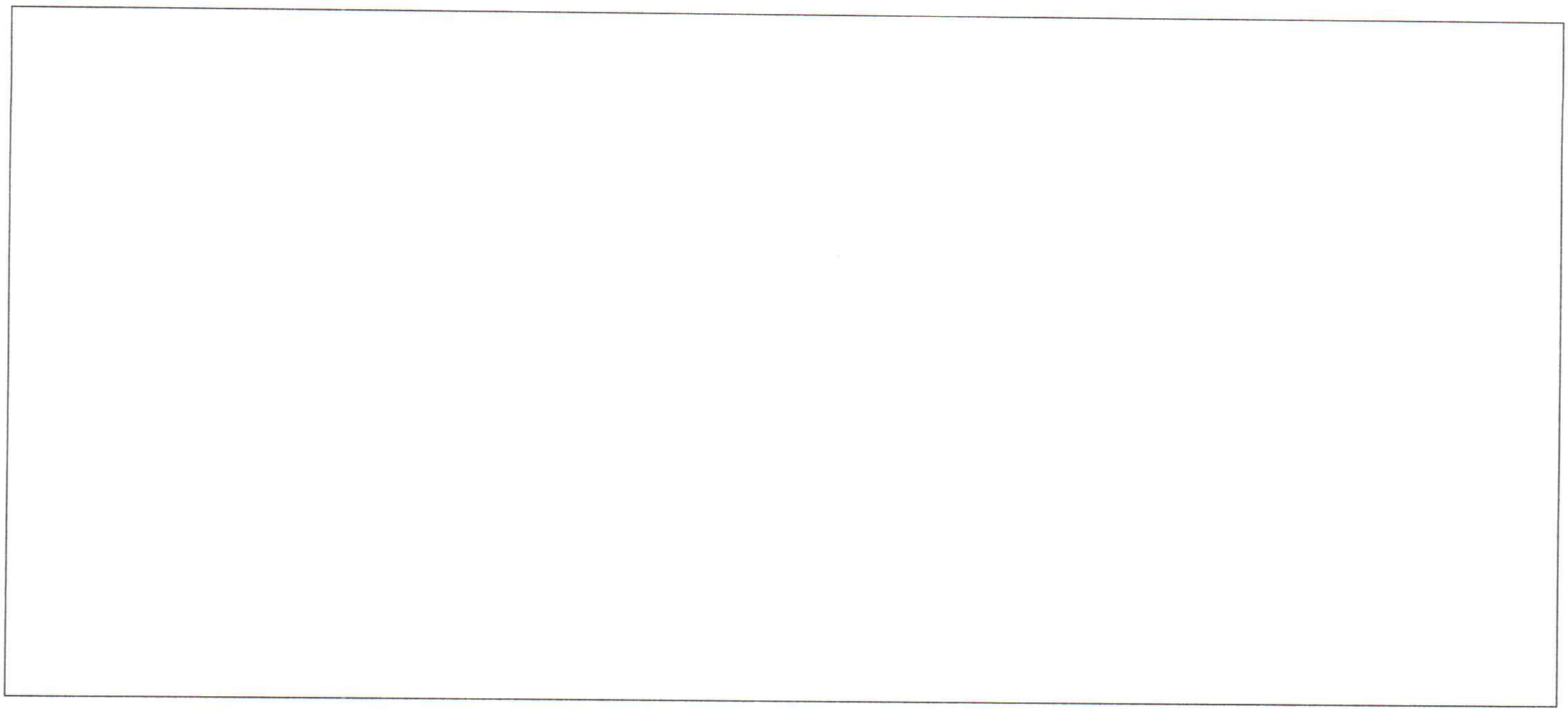
Nom légal de votre organisme : Innovation Jeunes sous Direction Chrétienne Inc.	
Adresse : 1647, rue St-Catherine O	
Ville : Montréal	Code Postal : H3H 1L9
Numéro d'inscription TPS : 13032 6424 RT0001	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 13032 6424 RR0001	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : Peter-McGill	
Circonscription électorale du Québec : Westmount-St-Louis	
Circonscription électorale fédérale : Ville-Marie/Le Sud-Ouest/Île des Sœurs	
Responsable de l'organisme : Jenna Smith	
Fonction : Directrice	
Téléphone : 514-843-3996	Télécopieur :
Courriel : jsmith@direction.ca	Site Web : www.innovationjeunes.com
Votre organisme est-il à but non lucratif ? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui résident ou fréquentent le centre-ville afin de favoriser leur intégration harmonieuse à la vie scolaire, familiale et sociale. Le centre vise à favoriser la réussite scolaire, le développement communautaire, l'expression par des moyens artistiques, le bien-être physique et l'autonomie alimentaire des jeunes et des familles, ainsi que le développement de relations harmonieuses dans la vie des adolescents.

En plus de son programme Connections venant en aide aux jeunes adultes de 16 à 22 ans qui ont l'objectif de terminer leurs études secondaires. Innovation Jeunes offre des cuisines collectives aux résidents du quartier chaque deux semaines. La bibliothèque des enfants d'Innovation Jeunes offre quant à elle, une panoplie d'activités pour les 0-17 ans et leur famille.

Pour ce qui est des activités de la bibliothèque, nous offrons entre autres un club de science, une soirée jeux pour les enfants de 10 ans et plus, une heure de conte tous les samedis matins, des ateliers d'arts textiles, ainsi que des ateliers de pâtisserie pour enfants.



Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Programmation pour les enfants du quartier (garderies en milieu familial)	
Personne responsable du projet : Jeyruska Baravetto	
Fonction : Agente de mobilisation enfance et jeunesse	
Téléphone : 514-843-3996	Télécopieur :
Courriel : jbaravetto@direction.ca	
☐ Nouvelle initiative	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Depuis la fermeture de la branche Vega de la Bibliothèque des jeunes de Montréal, Innovation Jeunes a repris le mandat de continuer d'offrir une bibliothèque au quartier. Le besoin du quartier est le manque d'activités en littérature et alphabétisme. De plus, les familles du centre-ville ont peu d'espaces et d'occasions pour rencontrer des familles. Il était donc nécessaire de créer des opportunités qui visent à faciliter les liens entre les enfants et les parents, dans le souhait que des amitiés puissent se créer entre les familles, tout en offrant des services aux parents et créer une atmosphère de communauté pour tous.

Étant donné qu'il y a déjà des activités offertes à la bibliothèque les samedis matins, nous estimons que cette nouvelle action aura un plus grand impact sur le bien-être des enfants et des parents car elle rejoindra de nouvelles familles ainsi que des enfants qui accèdent moins aux services du quartier.

Résumé synthèse du projet

Depuis plusieurs années, nous travaillons à rejoindre les familles isolées. Nous avons finalement réussi à prendre contact avec plusieurs garderies en milieu familial (quatre garderies sur un potentiel de 12). Cette réussite est un « deux en un », car nous pouvons maintenant rejoindre non seulement des garderies, mais aussi des enfants du quartier puisque ce sont des garderies en milieu familial. De plus, nous avons un lien avec des parents du quartier, car l'éducatrice principale réside dans Peter-McGill.

Les activités en question se dérouleront les vendredis matins de 10h à midi, chaque deux semaines, un artiste ou spécialiste sera invité pour animer une activité spécifique: yoga, musicothérapeute, etc. Concrètement, les enfants commenceront en participant à l'heure du conte, ensuite nous poursuivrons l'activité avec un bricolage et pour finir nous prendrons la collation tous ensembles. Les autres vendredis, les activités seront non dirigés, sans spécialistes/artistes invités mais tous les matériaux nécessaire pour du bricolage ou pour de la lecture sera à la disposition des enfants du quartier et les garderies seront invités à venir participé.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
Plusieurs des garderies en question n'ont pas accès à beaucoup d'activités, car leur structure n'est pas comme un CPE. Nous aimerions donc offrir des activités à la bibliothèque, pensées spécialement pour les garderies. L'objectif est de permettre aux enfants des garderies en milieu familial de pouvoir côtoyer d'autres enfants du quartier. De plus, les éducatrices des enfants pourront créer des liens entre elles et être davantage connectées à leur communauté. Cette programmation sera aussi la porte d'entrée pour que les familles participent à d'autres activités du quartier. Ce contact nous permettra de partager de l'information sur les différents services et ressources du quartier ainsi que sur les activités à venir. Finalement, nous inclurons des organismes du quartier, tels que Éco Quartier Peter-McGill, le Y des Femmes de Montréal et le Dispensaire Diététique de Montréal. Notre partenaire de projet récurrent sera Toi, Moi et la Mère Oie, qui participeront à l'animation des ateliers une fois par mois en adaptant leur programme pour des enfants un peu plus âgés. La programmation offrira la possibilité aux partenaires de venir animer une activité et promouvoir leurs services. En amont, nous aimerions pouvoir permettre aux enfants des activités auxquelles ils n'ont pas accès régulièrement, dû aux coûts principalement. Ces activités seront une valeur ajoutée au développement de l'enfant car nous voulons engager des professionnels en musicothérapie, en yoga, en art thérapie que pour ne nommer que quelques exemples.

Population directement ciblées par le projet Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement
La population ciblée par le projet sont des enfants de 0-5 ans ainsi que leurs familles. Par le fait même, nous ciblons les éducatrices de garderies en milieu familial ainsi que les intervenants du quartier. Nous parvenons à avoir un contact avec eux par le lien que nous avons établi avec plusieurs garderies en milieu familial du quartier. Malgré que la programmation vise particulièrement les enfants qui fréquentent les services de gardes en milieu familiale, elle sera également ouverte aux enfants du quartier. La bibliothèque peut accueillir une vingtaine d'enfants à la fois. Finalement, un calendrier spécifique a été conçu pour les activités afin de les présenter aux garderies en milieu familial du quartier, bien que celles-ci soient déjà affichées dans le calendrier de la bibliothèque. De plus, les activités seront publicisées dans l'infolettre de Familles Centre-Ville, dans les réseaux sociaux d'Innovation Jeunes ainsi que ceux de nos partenaires.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ville-Marie
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	District Peter-McGill

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

	Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)
x	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant la période estivale
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

7

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Bricolages différents à chaque activité sous des thèmes touchant l'environnement, les animaux, l'amitié, la communauté, etc.	1 h	hebdomadaire
2. « Le temps du conte »: série de livres et chansons choisis en lien avec la thématique du bricolage, afin d'exposer les enfants à la littérature.	30 minutes	bimensuel
3. Temps de la collation avec les autres enfants du quartier.	30 minutes	hebdomadaire

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. Les enfants jouent avec d'autres enfants du quartier	Les enfants créer de nouvelles amitiés avec les enfants des autres garderies	Au moins 10 enfants jouent ensemble et partage les jouets, livres et autres.
2. Les éducatrices se rencontrent et tissent des liens	Les éducatrices discutent ensemble pendant que les enfants participent aux activités	Au moins quatre éducatrices se sont échangé leurs coordonnées
3. Les enfants et éducatrices rencontrent les ressources du quartier	Les enfants et adultes participant vont à la rencontre des organismes et s'intéresse à leur service en posant des questions.	Au moins trois organismes du quartier participent à la programmation en offrant des ateliers ou activités aux enfants

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2018 Arrondissement	Innovation Jeunes			
A – Personnel lié au projet					
Titre : agente de mobilisation enfance et jeunesse et coordinatrice de la bibliothèque à Innovation Jeunes $ Taux hor. **19$** Heures/mois: 10 heures par mois x 5 mois (950$) $ Avantages. sociaux/sem. **106,40** Semaines **= 1056,4**	950 $ 106,40 $	1056.40 $	$	$	$
Titre : Coordinatrice du développement communautaire $ Taux hor. **22$** Heures/mois: 2 heures par mois x 5 mois (220$) $ Avantages. sociaux/sem. **x** 24,64 Semaines **= 244.64**	220 $ 24.64 $	$	$	$	$
Titre : animatrice à Toi, Moi, et la Mère l'Oie $ Taux hor: **17$** Heures/mois: 3 heures par mois x 4 mois (204$) $ Avantages. sociaux/sem. **x12.24** 4 mois **= 216.24**	204 $ 12,24 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**1,306 $**	**1056.4 $**	**$**	**$**	**2362.4 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation Artistes/spécialistes invités:1,000$ Matériaux bricolage:1,000$ Livres et jouets pour enfants: 500$ Collation: 300$	2,800$	200 $	$		$

Photocopies, publicité Graphisme: 300$ Photocopies/impression: 200$	500$	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance 240$/mois pour locaux 40$/mois pour conciergerie	760$	640 $	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	25 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**4,085 $**	**840 $**	**$**	**$**	**4925 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	400 $	180 $	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$ 400**	**180 $**	**$**	**$**	**580 $**
Total des contributions	**5,791 $**	**2076.4 $**	**$**	**$**	**7867.4 $**

Section 7- Soutien financier du projet

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Éco Quartier Peter-McGill	Participation à l'animation des activités, ainsi qu'à la collecte de matériel recyclé pour les bricolages.
Familles Centre-ville	Participation de l'agente de milieu au recrutement des garderies, l'organisation des activités et lecture de contes pour les enfants.
Toi, Moi et la Mère l'Oie	Participation à l'animation des activités, par l'incorporation de contes et chansons éducatives.
Y des femmes	Participation à l'animation des activités
Dispensaire Diététique de Montréal	Participation à l'animation des activités

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines): semaines
Date de début du projet: 2018-09-01
Date de remise du rapport d'étape :
Date de fin de projet: 2018-31-12
Date de remise du rapport final: 30 janvier 2019 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations supplémentaires

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Jeyruska Baravetto	Fonction : agente de mobilisation enfance et jeunesse et coordinatrice de la bibliothèque à Innovation Jeunes
Date : 7 mai 2018	Signature

Politique de l'enfant

Naître, grandir, s'épanouir à Montréal: de l'enfance à l'adolescence

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

ÉDITION 2018

Nom de l'organisme : Y des femmes de Montréal

Titre du projet : Tous ensemble!

Réservé à l'administration

Date de début du projet : juillet 2018
Date de fin du projet : décembre 2018

Montant demandé :
Montant accordé :

Date de dépôt de la demande :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire. Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- [x] Lettres patentes de votre organisme (charte)
- [x] La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- [x] Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- [x] Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- [x] Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- [x] Une résolution du Conseil d'administration autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et désignant son représentant responsable du projet et l'engagement à faire vérifier les antécédents judiciaires pour toute personne œuvrant auprès des enfants pour l'OBNL et ses partenaires impliqués dans le projet
- [x] Copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels, et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée
- [ ] Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Section 1 – Identification de l'organisme

Nom légal de votre organisme : Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (Y des femmes de Montréal)	
Adresse : 1355, boul. René-Lévesque Ouest	
Ville : Montréal	Code Postal : H3G 1T3
Numéro d'inscription TPS : 11904 5250 RT0001	Numéro d'inscription TVQ : 1006243564 TQ0001
Numéro de charité : 119045250RR0001	
Arrondissement : Ville Marie	
District électoral de Montréal : Ville Marie	
Circonscription électorale du Québec : Westmount St. Louis	
Circonscription électorale fédérale : Ville Marie- Sud-ouest -île des Sœurs	
Responsable de l'organisme : Mélanie Thivierge	
Fonction : Présidente et Directrice générale	
Téléphone : 514-866-9941 poste 512	Télécopieur : 514-866-4866
Courriel : mthivierge@ydesfemmesmtl.org	Site Web : www.ydesfemmesmtl.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Depuis 1875, le Y des femmes de Montréal est un acteur important du paysage communautaire montréalais. Sa mission de « bâtir ensemble un avenir meilleur pour les filles, les femmes et leurs familles » s'actualise à travers quatre grandes familles d'action, soit les services jeunesse/ familles, les services résidentiels, les services d'employabilité, et les services à la collectivité. Le Y des femmes de Montréal offre nombreux programmes destinés aux enfants, aux jeunes et aux familles. Notamment des ateliers dans les écoles primaires et secondaires de Montréal visant à prévenir les violences et faire la promotion des rapports égalitaires entre les hommes et les femmes ; des activités parascolaires pour les enfants du quartier ; une halte-garderie et des programmes pour renforcer les compétences parentales et les liens parent-enfant pour les 0-5 ans. Également, nous développons des outils destinés aux personnes qui œuvrent auprès des enfants et des jeunes (enseignant-e-s; intervenant-e-s scolaires) ainsi que pour les parents. Nous réalisons également des projets de mobilisation autour de certaines problématiques affectant l'enfance et la jeunesse afin d'encourager des changements systémiques. Pour les familles dans une autre étape de la vie, nous offrons un soutien aux proches aidantes d'ainé-e-s. En plus, nous opérons une maison de deuxième étape pour les femmes ainsi que des appartements avec soutien communautaire ; des programmes de développement de l'employabilité et de l'entrepreneuriat ainsi que de préparation aux études ; une clinique d'information juridique ainsi qu'un centre de bénévolat qui gère un nombre limité d'activités physiques douces.

Section 2 – Présentation du projet

Titre du projet : Tous ensemble!	
Personne responsable du projet : Lilia Goldfarb	
Fonction : Directrice de programmes	
Téléphone : 514-866-9941 poste 295	Télécopieur : 514-866-4866
Courriel : lgoldfarb@ydesfemmesmtl.org	
X☐ Nouvelle initiative	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique, constatée dans le milieu, qui justifie la pertinence de l'intervention

Le quartier Peter McGill compte une forte proportion de familles récemment immigrées (42% selon le portrait territorial de Centraide) et très peu d'infrastructures communautaires et d'équipements publics. Ces familles sont aussi très isolées et demeurent dans des petits logements comparativement à la taille de leurs familles, ce qui limite les espaces de jeu. Suite à l'étude de besoins réalisée par l'arrondissement en 2013, l'organisme s'est mobilisé afin de répondre aux besoins des familles et a développé plusieurs services particulièrement pour les familles avec des enfants entre 0-5 ans. Le Y des femmes de Montréal offre un certain nombre d'activités pour les enfants 6-12 ans, mais aucune pour encourager les liens parent-enfant pour ce groupe d'âge.

Résumé synthèse du projet

En complémentarité avec les programmes de notre organisme pour les 6-12 ans ainsi que des programmes offerts par d'autres organismes du quartier, nous voulons développer des activités parent-enfant pour ce groupe d'âge. Les activités proposées seront greffées aux activités existantes. Par exemple, le Club du samedi offre une après-midi d'activités pour les enfants et nous croyons qu'il serait intéressant d'ajouter des activités parent-enfant pour explorer le quartier et faire des activités conjointes avec des organismes comme Innovation jeunes, Éco-quartier, les Amis de la Montagne. Nous voulons également explorer certains thèmes comme la nutrition (cuisiner ensemble) ou les ateliers artistiques de l'organisme PAAL qui offrent des histoires de différentes parties du monde et la fabrication d'objets artisanaux comme moyens d'ouvrir le dialogue entre les communautés et favoriser l'intégration interculturelle.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

- Encourager les liens parents-enfants pour les 6-12 ans par des activités conjointes
- Attirer des nouvelles familles aux activités de l'arrondissement
- Permettre aux familles de tisser des liens entre eux et à mieux connaitre le quartier et ses organisations
- Favoriser l'intégration interculturelle et l'harmonie sociale
- Développer les compétences parentales par l'apprentissage d'autres moyens d'être en relation avec ses enfants

Population directement ciblées par le projet
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement

La population ciblée par le projet est celle qui fréquente nos programmes destinés aux enfants 6-12 ans du quartier. Il s'agit des groupes mixtes d'enfants de 6 à 12 ans et leurs parents. L'été dernier, 29 enfants ont participé au camp de jour pour les 6-10, 49 enfants étaient enregistrés pour le programme après l'école et 47 au Club du samedi. Un certain chevauchement existe entre les différents groupes. Nous visons 15-20 familles pour le projet, mais une certaine variation est possible. Les familles seront recrutées directement dans notre bassin de familles, mais un dépliant d'information sera distribué par l'entremise des médias sociaux et de nos partenaires du quartier afin d'encourager la participation de nouvelles familles car un des objectifs du projet est d'attirer la participation des familles qui ne sont pas encore engagées dans les activités du quartier.

Section 3 - Lieu de déroulement du projet

Arrondissement(s)	
Précisez l'arrondissement visé :	Ville Marie
Précisez le ou les quartiers d'intervention :	Peter McGill

Section 4 – Priorités d'intervention du projet

Priorités d'interventions inscrites dans le cadre de référence (pages 4)	
X	Soutien et accompagnement des familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants
	Animation de l'espace public durant la période estivale
	Aménagement d'espaces publics accessibles et sécuritaires

Section 5- Activité(s) prévue(s) et/ou services offerts

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Activités (détaillées en bas) parents-enfants pour les 6-12 ans de l'arrondissement	6 mois	1/semaine l'été, aux 2-3 semaines à l'automne
2. Sorties d'exploration : activités avec d'autres organismes (Innovation jeunes, Éco-quartier, les Amis de la Montagne)	6 mois	Aux 2-3 semaines
3. Sorties d'exploration : festivals / parcs et autres pendant l'été	6 mois	Aux 2-3 semaines
4. Ateliers d'artisanat, contes, cuisine ou autres (à l'interne)	6 mois	Aux 2-3 semaines

Section 6- Résultats attendus

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs	Quantitatifs
1. Intérêt des familles à participer	Nombre de participant-e-s	Sondage de satisfaction
2. Activités réalisées	Nombre d'activités	Cahier de bord/ évaluation
3. Nouvelles familles rejointes	Nombre de familles	Sondage de satisfaction

Section 7- Soutien financier du projet

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Politique de l'enfant - 2018 Arrondissement	Arr. Ville-Marie	Serv. Canada	Y des femmes	
A – Personnel lié au projet					
Titre : Agentes de projet 19,72 $ Taux hor + 2,66$ av.soc. **x** 2 H/sem x 3 pers. **+**	3491 $	4207 $	7627 $	$	15325 $
Titre : Animatrices spécialisées (honoraires) $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$ 1500 $	$	$	$	1500 $
Titre : Coordination / supervision $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$ $	$	$	2000 $	2000 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**4991 $**	**4207 $**	**7627 $**	2000 **$**	**18825 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	500 $	200 $	$	$	700 $
Photocopies, publicité	300 $	$	$	$	300 $
Déplacement	260 $	$	$	$	260 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	600 $	$	600 $	1200 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**1 060 $**	**800 $**	**$**	**600 $**	**2460 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$ 600$	$	$	300 $	900 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**600 $**	**$**	**$**	**300 $**	**900 $**
Total des contributions	**6651 $**	**5007 $**	**7627 $**	**2900 $**	**22185 $**

Section 8 – Contribution des partenaires associés au projet (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Innovation jeunes 1647 rue Ste Catherine	Recrutement, activités conjointes
Éco-quartier Peter McGill 1240 St. Marc	Recrutement, activités conjointes
Les Amis de la Montagne 1260, rue Remembrance	Recrutement, activités conjointes
PAAL info@paalmtl.org	Animation d'activités créatives

Section 9 - Échéancier

Durée du projet (nombre de semaines) 26 semaines
Date de début du projet : 2018-07-02 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 2018-09-15
Date de fin de projet 2018-12-31
Date de remise du rapport final 2019-01-30 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Section 10 – Informations supplémentaires

Signature de la personne autorisée par l'organisme

Nom : Mélanie Thivierge	Fonction : Présidente et directrice générale
Date : 25 avril 2018	Signature

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183405003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 4

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre récréatif Poupart	119427
2.	CPE du Carrefour	140723
3.	Centre Innovation jeunes	134548
4.	Y des femmes de Montréal	129114

Financement : Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Centre récréatif Poupart: 24 000 $, CPE du Carrefour: 12 500 $, Centre Innovation Jeunes (total de 13 136 $ pour les deux conventions, Y des femmes de Montréal: 6 654 $.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		56 290,00 $						**56 290,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	01	juillet	2018		31	décembre	2018

Formulaire complété par : Annie Gauthier

Prénom, nom

Date et heure système : 25 mai 2018 15:35:23

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1183405003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver les cinq conventions avec quatre organismes différents dans le cadre du Plan d'action 2018 de la Politique de l'enfant de Montréal pour des activités se déroulant jusqu'au 31 décembre 2018;

D'accorder une contribution totale de 56 290 $ ainsi répartie :

- Centre récréatif Poupart (24 000 $)
- CPE du Carrefour (12 500 $)
- Innovation Jeunes (les deux conventions totalisant 13 136 $)
- Y des femmes de Montréal (6 654 $)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 56 290,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		56 290,00 $

Informations comptables:

Cette dépense sera entièrement financée par le budget du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS), tel que spécifié dans l'intervention du Service des finances, donc aucun impact sur le budget de Ville-Marie.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-28**

NO GDD : 1183405003

Budget DE FONCTIONNEMENT

No d'engagement de gestion QV83405003

L'engagement de gestion a été pris dans le compte ci-dessous

Provenance budgétaire

Imputation budétaire	Libellé textuel	Montant
2101.0010000.101444.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montràl / Budget régulier / Politique de l'enfant / Développement social / Contribution à d'autres organismes / Autres organismes	56 290,00 $
TOTAL		**56 290,00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.19

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2018, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution financière de 14 210 $

D'approuver la convention avec S.A.T. Société des arts technologies dans le cadre du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 14 210 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 10:52

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184105007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2018, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution financière de 14 210 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis onze ans, la SAT développe une programmation riche et diversifiée à la place de la Paix, en vue d'animer l'espace public et contribuer à promouvoir la cohabitation pacifique entre les résidents, la population transitoire, les personnes à risque, les commerçants, les travailleurs et les touristes. L'arrondissement a reçu une demande de soutien financier de la S.A.T. Société des arts technologiques, pour la réalisation d'activités de skateboard à place de la Paix. Le présent dossier vise à approuver la convention avec l'organisme et accorder une contribution de 14 210 $ pour la tenue d'activités de skateboard pour l'été 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240243 (1174105003) : Approuver la convention avec la Société des arts technologiques (S.A.T.), se terminant le 31 août 2017, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution financière de 14 415 $
CA16 240632 (1166145031) : Approuver la création du « Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs » et affecter un montant total de 1 000 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021

DESCRIPTION

En 2017, suite au financement octroyé par l'arrondissement, neuf événements de "skatejam" ont eu lieu avant la projection de film. Le dynamisme qu'apportent les événements de skateboard, a permis de remarquer que le public des films arrive davantage tôt aux projections.
En 2018, les événements hebdomadaires de skateboard auront lieu tous les mardis de 18h jusqu'au début de la projection à 21h entre le 3 juillet et le 4 septembre. Un DJ, différent chaque semaine, assure l'ambiance musicale et des hotdogs sont proposés aux jeunes et aux curieux qui se déplacent pour l'occasion.
Pour l'organisation de ce volet de la programmation, la SAT travaille en collaboration avec l'Association de skateboard de Montréal (ASM) depuis 2015 dont le mandat est d'encourager le skateboard et la mise en place d'espaces dédiés à la pratique.
Par la signature de cette convention, l'arrondissement accorde une contribution financière à

l'organisme de 14 210 $ pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix.

JUSTIFICATION

On remarque que les effets bénéfiques du projet de skateboard à la place de la Paix et l'organisation d'événements officiels vont bien au-delà de l'amélioration de la situation dans le parc. Cette programmation d'activités sportives permet de contribuer à l'amélioration du sentiment d'appartenance et de sécurité dans le quartier tout en favorisant le dialogue et en suscitant l'interaction communautaire, de contrer l'isolement social et contribuer à améliorer lune meilleure cohabitation. Le projet de légalisation du skateboard à la place de la Paix est devenu une référence par son caractère inusité et ses résultats exceptionnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 14 210 $ sera versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution soutiendra la mise en oeuvre d'un projet structurant contribuant à l'amélioration de la qualité de vie et de la cohabitation dans l'espace public.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le soutien financier ainsi que la collaboration de l'arrondissement seront indiqués dans les différents outils de communication de l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention
Versement de la contribution financière;
Rapport des activités par l'organisme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-05-24
Linda GOULET Agente de développement	Josée POIRIER Chef de division
Tél : 514 868-4182 **Télécop. :**	**Tél :** 514 872-1769 **Télécop. :** 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184105007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention avec la Société des arts technologiques, se terminant le 30 novembre 2018, pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix, et accorder une contribution financière de 14 210 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184105007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Convention : SAT_convention_2018.doc

Annexe 1 : 561_VM_formulaire_FDS_Sports_Loisirs_2017.pdf

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	S.A.T. Société des arts technologiques	121974

Financement : Autre

Précision : Fond de soutien financier aux organismes en sports et loisirs

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget : 306125-07189-61900-002581

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		14 210,00 $						**14 210,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	avril	2018	Date de fin :	30	novembre	2018

Formulaire complété par : Linda Goulet
Prénom, nom

Date et heure système : 24 mai 2018 16:24:35

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **S.A.T SOCIÉTÉ DES ARTS TECHNOLOGIQUES**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1201, boulevard Saint-Laurent, agissant et représentée par Ghyslain Boileau, directeur administratif, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : 139 479 745
No d'inscription TVQ : 101 723 5130

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'être un centre transdisciplinaire de création, de recherche, de production, de formation et de diffusion voué au développement et à la diffusion de la culture numérique.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.5 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.7 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.11 « **Session** » : période du 3 juillet au 4 septembre 2018;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie;

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de quatorze mille deux cent dix dollars (14 210 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

4.1.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements comme suit:

- un premier versement d'un montant maximal de douze mille sept cent quatre-vingt-neuf dollars (12 789 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

- un deuxième versement d'un montant maximal de mille quatre cent vingt et un dollars (1 421 $), au plus tard le 31 décembre 2018 sur réception du rapport final;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 31 décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 novembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1201, boulevard Saint-Laurent, Montréal (Québec), H2X 2S6 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur administratif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la

Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve est, 17ième étage, Montréal (Québec), H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire
d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

S.A.T. Société des arts technologiques

Par : _____
Ghyslain Boileau, directeur administratif

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de ……. 2018 (Résolution ……..).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Formulaire de demande de soutien financier
Fond de soutien aux organismes en sports et loisirs

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- **INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME**

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Place de la Paix	boulevard Saint-Laurent à l'ouest, la rue Saint-Dominique à l'est, la place du Marché au nord et la rue Juliette-Béliveau au sud.	Place de la paix	3 juillet 2018	4 septembre 2018	Mardi	De 18h à 21h environ

ANNEXE 3

Ville-Marie Montréal

Objectifs et Modalités d'utilisation

du logo de Ville-Marie

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents collaborateurs

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).



10

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

- programme final du Projet;
- expliquer brièvement les activités réalisées avec la contribution de la Ville;
- les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;
- portrait de la clientèle rejointe;
- les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;
- si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;
- une revue de presse;
- les points forts du Projet;
- les difficultés rencontrées;

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

Année : 2017

Pour le projet Animation de la place de la Paix

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Société des arts technologiques

N° d'enregistrement : 1140728099 Date d'incorporation : 07/06/1994

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Jolyanne Mathieu Titre : Chargée de projet

Adresse de l'organisme

N° civique : 1201 Local : Rue : boulevard Saint-Laurent

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2X 2S6

Téléphone : 514.975.2095 Poste n° Télécopieur :

TPS : 139 479 745 TVQ : 1017235130 # Charité :

Courriel : jmathieu@sat.qc.ca Site Web : sat.qc.ca

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

Fondée en 1996, la Société des arts technologiques [SAT] est une organisation à but non lucratif reconnue internationalement pour son rôle actif et précurseur dans le développement de technologies immersives, de la réalité virtuelle et l'utilisation créative des réseaux à très haut débit. Avec sa triple mission de centre d'artistes, de recherche et de formation en art numérique, la SAT a été créée pour soutenir une nouvelle génération de créateurs/chercheurs à l'ère du numérique. Rencontres d'intelligences, de curiosités, de savoirs et de talents multiples, la Société des arts technologiques est un laboratoire créatif vivant aux expériences éclatées où le tangible côtoie l'improbable.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 1er avril 2018 et le 31 décembre 2018)

Date prévue de début du projet : 1er avril 2018

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) : _____

Date prévue de la fin du projet : 30 novembre 2018

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 30 décembre 2018

Description du projet

Voir document en annexe pour une description complète du projet.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectifs de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
Accroître la participation et l'engagement des clientèles prioritaires à la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs.	Augmenter la fierté des jeunes qui pratiquent le skateboard.	Valoriser le skateboard en démontrant au public que ce sport est une activité sportive qui inclut des prouesses physiques et demande de
a) Mise en place ou consolidation d'activités ou d'événements novateurs en matière de sports et de loisirs	Inviter les jeunes à pratiquer leur sport et les inciter à s'enseigner des mouvements complexes.	Créer un événement hebdomadaire dédié au skateboard pour les inciter à se réunir à la place de la Paix.
b) Optimisation de l'utilisation des terrains et des plateaux sportifs.	Inciter les jeunes à faire du skateboard	Promouvoir les événements de skateb
c) Acquisition ou renouvellement d'équipements sportifs et de loisirs.		

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activtiés/ services	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants
10	Skatejam	3 heures par activités	Tous les mardis de 18	Entre 40 et 100 partici

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Que le skateboard apporte un dynamisme qui améliore la	Au fil des ans, on constate rapidement quand les passants
Que les jeunes choisissent de venir à la place de la Paix n	Présence des skateboarder tous les jours de la semaine
Amélioration des relations entre les skateboarders et les a	Que les skateboarders respectent les règlements municip
Que les jeunes fasse des skatejam leur événement incont	Un nombre de participants croissant à chaque semaine

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (animateur, moniteur, autre)	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée
Direction de projet	Suivis auprès des subventionneurs	Gestion de projet
Coordonnatrice de la programmation	Logistique des événements	Bac en expérience appropriée
Coordonnateur des événements de sk	Logisitique des événements de skateb	Reconnu par le milieu du skateboard
Coordonnateur des communications		Bac en communication
Graphiste	Graphisme	Bac en design graphique

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Spectre de rue	Jeune en réinsertion qui fait l'entretien du parc lors des év
Association de skateboard de Montréal	Coordonne les activités de skateboard + Promotion
Arrondissement VM - Développement économique	Finance 35% de la programmation
Quartier des spectacles	Finance 65%du cinéma urbain + aide à la promotion de la
Entreprises de skateboard variées	Remise de prix si organisation de

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné _____
Nom de l'organisme

☐ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☐ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

_____ _____
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☐ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☐ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☐ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel auprès de la DSLDS à l'adresse courriel suivante dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	(Sport) 14 210	☐	☒	
	Arrondissement	(Dev) 34 575	☐	☒	
	Autres (Précisez)	(QDS) 50 000	☒	☐	
	(A) Total des subventions	98.785			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP		☐	☐	
		24 038	☒	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	24.038			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		122.823			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordo skate	224h x 25$/h	5600	5600
	Comm sk8	80h x 25$/h	2720	2720
	Autres salaires		65680	
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		74000	8320
MAXIMUM 20 %				
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	BBQ et blé d'inde		500	500
	Équipement (inkind		24038	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		24538	500
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.	Impressions		3000	3000
	Graphisme		1000	1000
	Autres		7400	
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		11400	4000
MAXIMUM 10 %				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Admin skate		1923	1390
	Admin autres		10962	
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		12885	1390
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)			103885	14210

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention avec S.A.T. Société des arts technologies dans le cadre du Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs pour la réalisation d'événements de skateboard à la place de la Paix;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 14 210 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 14 210,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		14 210,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 14 210,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 553025

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-28**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.20

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184105006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme camp de jour et accorder une contribution annuelle de 5 000 $, pour une contribution totale de 10 000$

D'approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme camp de jour ;
D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 5 000 $ pour une contribution totale de 10 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 10:51

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184105006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme camp de jour et accorder une contribution annuelle de 5 000 $, pour une contribution totale de 10 000$

CONTENU

CONTEXTE

Soucieux d'offrir un service de qualité à ses citoyens, l'arrondissement de Ville-Marie soutient des organismes à but non lucratif (OBNL) intervenant en activités sportives et de loisir et en développement social, afin de leur offrir une programmation variée d'activités adaptées à tous les goûts et à tous les âges. En ce sens, l'Association Les Chemins du Soleil offre un camp de jour estival à une vingtaine de jeunes de 6 à 12 ans, comprenant des activités de sports et de loisirs, diversifiées et de qualité.
Le présent dossier vise à approuver la convention et octroyer une contribution financière de 5 000$ pour les années 2018 et 2019 à l'organisme. De ce montant, 1 000 $ est prévu pour assurer l'accessibilité à un faible coût ou gratuitement aux jeunes provenant de familles ayant un faible revenu familial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240646 (1174105007) : Approuver la convention, pour les années 2018, 2019 et 2020, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme jeunesse et accorder une contribution annuelle de 74 570 $, pour une contribution totale de 223 710 $;
CA17 240453 (1174105005) : Approuver la convention avec l'Association Les Chemins du Soleil, se terminant le 15 juin 2018, pour le programme d'activités physiques et de loisirs et accorder une contribution financière de 12 800 $;
CA14 240700 (1145887003) : Approuver la convention, pour les années 2015, 2016 et 2017, avec l'Association Les Chemins du Soleil Inc. pour les programmes Camp de jour et Génération jeunesse et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 78 570 $, pour un montant total de 235 710 $.

DESCRIPTION

Le camp de jour estival de l'Association les Chemins du Soleil qui se tiendra au parc des Vétérans, vise à offrir aux enfants âgés entre 6 et 12 ans de l'arrondissement de Ville-Marie une programmation d'activités physiques et de loisirs variée et divertissante, et ce, à un très faible coût. Par son approche "par et pour" les jeunes, ce camp offre un milieu de vie où se retrouver, se divertir, échanger, découvrir et explorer en toute sécurité. De plus, il initie les enfants à un mode de vie sain et facilite l'intégration de chacun par le biais de

nombreuses sorties, activités sportives, physiques, récréatives, culturelles et scientifiques répondant à leurs besoins à leurs intérêts.
Les objectifs spécifiques de ce camp sont de rejoindre les jeunes issus de familles rencontrant des difficultés socio-économiques et résidant dans l'arrondissement de Ville-Marie; d'offrir une programmation diversifiée favorisant le développement de saines habitudes de vie et permettant aux enfants de s'épanouir et de s'amuser à travers la découverte d'activités sportives, physiques, récréatives, culturelles et scientifiques; de proposer un camp de jour adapté aux besoins des enfants et facilitant l'intégration personnelle et sociale de chacun; d'offrir aux jeunes un encadrement et un environnement adapté et sécuritaire; et de permettre aux enfants de découvrir et de s'approprier les espaces offerts sur l'Île de Montréal et augmenter leur sentiment d'appartenance au quartier.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie, reconnaît que l'organisme est un lieu significatif dans le district Saint-Jacques et qui, par son offre d'activités, dynamise le milieu de vie et améliore la qualité de vie des jeunes résidents du secteur. La participation des enfants aux activités du camp de jour constitue, pour eux, un levier de développement individuel et social important.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 5 000 $ (2018-2019) devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur le développement social et physique ainsi que sur la santé et les saines habitudes de vie des jeunes de 6 à 12 ans inscrits au camp de jour.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur son site internet et sur sa page Facebook. De plus, l'organisme est inscrit dans le répertoire des activités de sports, de loisir et de plaisir de l'arrondissement ainsi sur le site Loisirs en ligne.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention ;
Réalisation et évaluation de l'offre de service ;
Visites d'observation réalisées en collaboration avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 868-4182
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184105006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme camp de jour et accorder une contribution annuelle de 5 000 $, pour une contribution totale de 10 000$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184105006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Convention : CDS_2018-2020_camp_jour_convention.doc
Annexe 1 :

1) V3 budget modifié 593_VM_soutienfinancier_formulaire_campdejour_v5 (1).pdf

Plan d'action : 2) Plan d'action - camps de jour 2018.doc

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association Les chemins du soleil inc.	133186

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Budget : 306125 05803 61900 016491

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		5 000,00 $	5 000,00 $					**10 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 15

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	juin	2018	Date de fin :	31	août	2019

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 24 mai 2018 15:00:26

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38,) dont l'adresse principale est le 1155, rue Alexandre-de-Sève, Montréal, Québec, H2L 2T7, agissant et représentée par monsieur Daniel Lauzon, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS : N/A
No d'inscription TVQ : N/A
No d'organisme de charité : 106729890 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme camp de jour pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme camp de jour**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 « **Annexe 5** » :	modèle à utiliser pour la Reddition de compte;
2.6 «**Responsable**» :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.7 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre

à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session été : du 01 juin au 31 août;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de dix mille (10 000 $), incluant toutes les taxes applicables,

le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 ASSURANCES

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux million de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 septembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre le 23 juin et le 31 août de chaque année.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au

Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 STATUT D'OBSERVATEUR

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 septembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le

Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1155, rue Alexandre, Montréal, Québec, H2L 2T7 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL INC.

Par : _____
Daniel Lauzon
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 2018 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Demandes de soutien financier

Programme Camp de jour

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autoriation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Chalet Parc des Vétérans	1655, Papineau	Salle commune 0055-E0 2 casiers de rangement Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune	annuel	annuel	annuel	annuel

ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



- Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : **Association Les Chemins du soleil**

Tableau des versements Années 2018 et 2019					
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**		
		À la signature de la convention	**Sur réception du rapport final**		
2018	**5 000,00 $**	4 500,00 $	500,00 $		
2019	**5 000,00 $**	4 500,00 $	500,00 $		

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME JEUNESSE

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation hebdomadaire à venir	Hebdomadaire	Selon la fréquence entendue
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Annuelle	Le 30 septembre
Rapport d'enquête de satisfaction	Annuelle	À inclure dans le bilan
Rapport d'inscription (incluant les codes postaux)	Annuelle	30 septembre
Rapport de fréquentation	Mensuelle	30 septembre
Rapport d'incident ou d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

DIRECTION DE LA CULTURE, DES SPORTS, DES LOISIRS ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

SOUTIEN FINANCIER

Programme Camp de jour

Formulaire de demande de soutien financier

☒ Année 2018 ☒ Année 2019 ☒ Année 2020

Projet (nom du projet)

Camp de jour de l'Association les Chemins du Soleil

Nom de l'organisme

Association Les Chemins du Soleil

Ville-Marie Montréal

SOUTIEN FINANCIER
Programme Camp de jour

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Association Les Chemins du Soleil

N° d'enregistrement (NEQ) : 1143918911 Date d'incorporation (jj/mm/aa) : 25/11/83

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Daniel Lauzon Titre : Directeur général

Coordonnées de l'organisme

N° civique : 1155 Local : Rue : Alexandre-DeSève

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2L 2T7

Téléphone : 514 528-9991 Poste n°

Courriel : daniel.lauzon@lescheminsdusoleil.org Site Web : lescheminsdusoleil.org

TPS : TVQ : # Charité : 106729890RR0001

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

L'Association les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie à Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Description du projet (synthèse) :

Le camp de jour estival de l'Association les Chemins du Soleil vise à offrir aux enfants âgés entre 6 et 12 ans de l'arrondissement Ville-Marie une programmation d'activités physiques et de loisirs variée et divertissante, et ce, à un très faible coût (ex.: 15$/sem en 2017 incluant sorties et collations).
Par son approche "par et pour" les jeunes, ce camp offre un milieu de vie (petit ratio 8 jeunes pour 1 animateur maximum) où se retrouver, se divertir, échanger, découvrir et explorer en toute sécurité. De plus, il initie les enfants à un mode de vie sain et facilite l'intégration de chacun par le biais de nombreuses sorties, activités sportives, physiques, récréatives, culturelles et scientifiques répondant à leurs besoins à leurs intérêts.

Objectifs spécifiques:
1) Rejoindre les jeunes issus de familles rencontrant des difficultés socio-économiques et résidant dans l'arrondissement Ville-Marie;
2) Offrir une programmation diversifiée favorisant le développement de saines habitudes de vie et permettant aux enfants de s'épanouir et de s'amuser à travers la découverte d'activités sportives, physiques, récréatives, culturelles et scientifiques;
3) Proposer un camp adapté aux besoins des enfants et facilitant l'intégration personnelle et sociale de chacun;
4) Offrir aux jeunes un encadrement et un environnement adapté et sécuritaire;
5) Permettre aux enfants de découvrir et de s'approprier les espaces offerts sur l'Île de Montréal et augmenter leur sentiment d'appartenance au quartier.

Section 2 : Description du projet et des objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectif général du programme : Soutenir les camps de jour offrant des activités destinées aux jeunes de 6 à 12 ans durant la saison estivale.

Quels sont vos objectifs et vos actions en lien avec :

Résultats visés par le programme	Objectifs de l'organisme dans le cadre de ce programme	Actions de l'organisme pour atteindre les objectifs
1. L'offre d'activités de nature diverse auprès des jeunes	- Permettre aux enfants de s'épanouir, de vivre de petits succès, de découvrir et de développer de nouvelles compétences/intérêts par le biais d'activités physiques et de loisirs. - Adopter un mode de vie sain par le sport, les activités physiques et les ateliers de cuisine. - Développer des valeurs de coopération à travers le jeu. - Développer la motricité fine et globale de l'enfant.	- Concevoir un calendrier hebdomadaire proposant des activités variées: sports et jeux physiques quotidiennement, piscine, ateliers manuels, artistiques et scientifiques, cuisine, jeux coop, grands jeux et journées thématiques. - Bonifier la programmation en offrant, chaque semaine, de grandes et de petites sorties culturelles et/ou sportives sur l'île de MTL ou à l'extérieur. - Se tenir informé des nouvelles tendances en matière de camp de jour en étant un organisme agréé DAFA et en participant aux programmes "Tremplin santé" et "Un camp zéro déchet".
2. La découverte des installations récréotouristiques de la Ville de Montréal	- Faire connaître aux enfants et à leur famille les espaces publics et installations du quartier afin qu'ils les utilisent. - Leur faire connaître les sorties pouvant être réalisées à Montréal ainsi que les attraits récréotouristiques qui s'y trouvent. - Consolider les liens entre les différents organismes du quartier (activités inter-organismes sur l'île de Montréal).	-Offrir le camp de jour estival au chalet du parc des Vétérans. - Utiliser les espaces publics et les installations disponibles dans l'arrondissement Ville-Marie pour la pratique de nos activités (différents parcs et piscines publiques, centres sportifs, etc.) - Proposer des sorties et des activités spéciales sur l'île de Montréal (ex: biodôme, La Ronde, ateliers Sentier urbain, Maison jaune, aréna, bibliothèques, etc.) - Travailler en concertation avec les instance du milieu: table des camps de jour, table 6-12 et activités interorganismes.
3. L'intégration sociale de chaque jeune (Exemples : l'esprit d'équipe, le partage et l'entraide, etc.)	- Créer des liens d'amitié, vivre ensemble des expériences positives et valorisantes. - Se sentir valorisé peu importe sa culture, sa situation socio-économique ou ses besoins particuliers. - Développer de nouvelles habiletés personnelles et sociales par le biais d'activités physiques et de loisirs. - Assurer une intervention adaptée aux besoins de chaque jeunes en étant à leur écoute. - Offrir un camp de type "milieu de vie".	- Valoriser l'approche "par et pour" en invitant les enfants à participer aux choix d'activités. Ex.: plages horaires destinées aux choix des jeunes et au jeu libre. - Maintenir un petit ratio jeunes/animateur (8 jeunes par animateur maximum). - Responsabiliser les jeunes dans différentes tâches liées au camp. Ex.: responsable du temps, responsable des collations, vaisselle et rangement, Parrainage entre les plus jeunes et les plus vieux, etc. - Tenir des réunions d'équipe chaque semaine.

2.2 Activités offertes

Catégories d'activités (indiquez quelques exemples)	Nombre d'activités	Lieu(x) d'activité(s)	Nombre de participants total visé	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Sports, jeux phyisiques, piscine	variable: quotidien	Parcs MTL, Chemins du Soleil	40 (dont 22 par jour)	7	Minimum 7 (1h par jour)
Jeux coop et grand jeux	variable: quotidien	P. des vétérans, Chemins du Soleil	40 (dont 22 par jour)	7	entre 3 et 6
Ateliers: cuisine, arts, science	2 à 3/semaine	P. des vétérans, Chemin du Soleil	40 (dont 22 par jour)	7	entre 2 et 6
Sorties et activités spéciales	2 fois semaine	Varie selon la sortie (Mtl et extérieur)	40 (dont 22 par jour)	7	entre 2 et 9

3 - Rayonnement dans l'arrondissement

Nommer des actions qui seront déployées afin de favoriser la participation de la clientèle dans le cadre des activités municipales, des activités des regroupements communautaires ou autres.

Actions déployées
Promotion à l'intérieur des outils de publications de l'arrondissement (ex.: loisirs en ligne, bulletin...)
Promotion du programme sur le site Internet et le site Facebook général de l'Association les Chemins du Soleil et auprès de nos participants
Promotion auprès des écoles, CLSC et organismes du quartier dont le CRIC (distribution de dépliants)
Promotion lors des inscriptions au Magasin Partage de la rentrée scolaire
Promotion auprès des tables de concertation (6-12, camps de jour et TCJCS)
Promotion lors d'événements jeunesse du quartier (ex.: Squat ton parc)

4 - Ressources locatives (locaux, gymnases, terrains sportifs, piscines, aréna, etc.)

Déterminer vos besoins en termes de ressources locatives pour la réalisation du projet.

En fonction des disponibilités et selon un ordre de priorité déterminé par l'arrondissement.

Ressources	Nombre de semaines	Nombre d'heures par semaine
Piscine Baldwin (2 à 3 fois/semaine)	7	4 à 6
Aréna Camilien Houde (1 à 2 fois dans l'été)	1 à 2	2 à 4
Chalet du parc des Vétérans	9 (1 sem avant/après camp)	40

Section 3 : Prévisions financières du Plan d'action | Projet

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	Revenus prévus	Confirmé	Anticipé	Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)
Subventions	**Gouvernement du Canada**	3157$	☐	☒	
	Précisez Emploi Été Canada				
	Gouvernement du Québec		☐	☐	
	Précisez				
	Programme: Soutien financier demandé à l'arrondissement	4 000$	☐	☒	
	Autres (Précisez) Accessibilité loisir	1000	☐	☒	
	(A) Total des subventions	8157			0
Revenus autonomes Ex. : Frais d'inscription, dons, commandites, contribution de l'organisme, etc	Inscription: 15$ X 22jeunes X 7 sem	2310	☐	☒	
	Chemins du Soleil	16964	☒	☐	
			☐	☐	
			☐	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	19274			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (G)		27431			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses prévues	Répartition du soutien financier demandé à l'arrondissement *
Salaires et avantages sociaux Ex.: animateurs, entraineurs, coordonnateurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordonnateur	15h/sem X 19,66$ X12 +19%	4 211	1000
	3 animateurs	35h/sem X 15$ X 9 +18% /ch	16 727	3000
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		20938	4000
Frais d'activités Ex. : Équipements, matériel, transport, communication, publicité, etc.	Frais de sortie et activités spéciales		1400	1000
	Frais transport en commun et location autobus pour sorties		950	
	Matériel d'activités		500	
	Chandails de camp et promotion		500	
	Collations		650	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'ACTIVITÉS		4000	1000
	MAXIMUM 10 % (FRAIS D'ADMINISTRATION)			
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	Téléphonie et Internet		100	
	Assurances		500	
	Papeterie		200	
	Comptabilité		1193	
	Conciergerie		500	
	(F) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		2493	0
(G) TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F)			27431	5000

* Le total de cette colonne doit correspondre au total du soutien financier demandé.

Engagement de l'organisme

Nous soussigné Association Les Chemins du Soleil

Nom de l'organisme

- Après avoir pris connaissance du **Programme de soutien financier – Programme Camp de jour**, nous certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement de notre demande de soutien financier.
- Nous certifions avoir pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et nous nous engageons à respecter les règles qui sont établies.
- Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du Projet.

Signature : _____

Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Daniel Lauzon, directeur général | 10/04/18

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention | date (jj/mm/aa)

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

☒ Programmation (dates d'activités et d'inscriptions, groupe d'âge, ratio d'encadrement, horaire, durée et tarif).

2. Document à remettre 15 jours avant le début des activités

☒ Remettre une copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le _____ :

Dans une enveloppe directement à l'attention de : DSLDS – Demande de soutien financier – **Programme Camp de jour**
800 boul. de Maisonneuve Est, 18e étage,
Montréal, QC H2L 4L8

OU

Numérisés et envoyés par courriel à l'adresse courriel : dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet ;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

PLAN D'ACTION

Nom de l'organisme : Association Les Chemins du Soleil
Pour la période du 22/06/2018 au 30/08/2018

PROGRAMME
Camp de jour

OBJECTIFS DU PROGRAMME
• Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans des activités de loisirs propices à la découverte et à l'exploration des activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques; • Permettre aux jeunes de découvrir leur environnement ainsi que les diverses installations récréotouristiques de la Ville de Montréal; • Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camp de jour.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ORGANISME EN LIEN AVEC LE PROGRAMME	MOYENS	RÉSULTATS ATTENDUS
Permettre aux enfants âgés entre 6 et 12 ans, dont la situation socio-économique des familles est précaire, de découvrir et d'explorer de nombreuses activités physiques, sportives et de loisirs durant l'été.	• Proposer un camp de jour à faibles coûts à tous les participants. ○ *Tarif de 15$ par semaine incluant sorties, transports et au moins une collation par jour (tarif été 2018).* • Prioriser les familles dont la situation socio-économique est précaire en collaborant avec les intervenants des écoles, du CLSC et des organismes du quartier et en faisant la promotion du camp auprès : ○ Des enfants qui fréquentent Les Chemins du Soleil (programme 6-12, camp de jour de la relâche et de l'été précédent); ○ Des familles qui bénéficient du Magasin-Partage du Centre-Sud; ○ Des familles habitant les HLM du quartier. • Demander aux familles de fournir une preuve de revenu et de résidence lors de l'inscription.	• Accueillir, chaque semaine, 22 enfants âgés entre 6 et 12 ans et résidant majoritairement dans l'arrondissement Ville-Marie. • Desservir 35 à 40 jeunes différents durant les 7 semaines de camp. • Rendre accessible un camp de jour estival de qualité à une vingtaine de familles dont la situation socio-économique est précaire. *(Note : le nombre de familles desservies varie selon le nombre d'enfants qui les composent et le nombre de semaines de fréquentation au camp.)*
Amener les enfants à adopter un mode de vie sain tout en développant de nouvelles compétences et de nouveaux intérêts par le biais d'activités physiques, sportives, récréatives, culturelles et scientifiques diversifiées.	• Concevoir un calendrier hebdomadaire proposant des activités physiques et/ou sportives quotidiennes. • Proposer des activités manuelles, artistiques et scientifiques ainsi que des ateliers de cuisine faisant découvrir de nouveaux aliments bons pour la santé. • Voir à planifier des jeux coop, grands jeux et journées thématiques. • Bonifier la programmation en offrant de grandes et de petites sorties culturelles,	• Un minimum de 60 minutes d'activités physiques et/ou sportives est pratiqué chaque jour. • Proposer au moins 2 sorties à la piscine par semaine. • Offrir au moins 1 atelier manuel, artistique ou scientifique chaque semaine. • Réaliser au moins 4 ateliers de cuisine durant l'été. • Offrir 1 grande sortie chaque semaine en

	récréatives et/ou sportives sur l'île de Montréal et à l'extérieur de l'île. • Prévoir une programmation dynamique alternative pour les jours de pluie. • Promouvoir les saines habitudes de vie par le biais d'activités et d'ateliers de sensibilisation grâce aux programmes *Tremplin santé* et *Un camp zéro déchet.* • Promouvoir les habitudes liées à une bonne hygiène de vie (crème solaire, hydratation, importance de se laver les mains, etc.)	plus de petites sorties sur l'île de Montréal, des invités spéciaux et des grands jeux. • Réaliser au moins 2 activités ou ateliers de sensibilisation. • Amener les enfants à développer et à mettre en application les principales mesures d'hygiène, et ce, au quotidien.
Favoriser le développement d'habiletés personnelles et sociales à travers la programmation du camp de jour.	• Maintenir un petit ratio jeunes/intervenant. • Valoriser l'approche « par et pour » les jeunes : o Proposer des plages horaires destinées aux « choix des jeunes » (les enfants soumettent leurs idées et votent pour l'activité qui sera réalisée); o Prévoir, chaque jour, des périodes de jeux libres et mettre à la disposition des enfants du matériel sportif, récréatif et artistique en vue de bonifier celles-ci; o Responsabiliser les enfants dans les tâches quotidiennes (ex. : responsable des collations, rangement des locaux et du matériel, jumelages entre les plus jeunes et les plus vieux, animation d'activités, etc.). • Encourager les enfants à s'exprimer librement lors de rassemblements de groupe afin qu'ils soumettent leurs idées, évaluent les activités et la participation du groupe (autoévaluation de groupe), etc. • Remettre des certificats à la fin de la semaine soulignant l'implication, la participation ou l'attitude positive des enfants.	• 1 animateur pour 8 enfants maximum (généralement moins). • Proposer au moins 1 plage horaire « choix des jeunes » chaque semaine. • Offrir de 30 à 45 minutes de jeux libres quotidiennement. • Prévoir 2 rassemblements de groupe par jour en vue d'amener les jeunes à participer à la vie démocratique du camp. • Remettre 3 à 4 certificats à des jeunes différents chaque semaine (chaque enfant en reçoit au moins un au cours de l'été). • Développer assurance, estime de soi et autonomie au cours de l'été.

Permettre aux enfants de découvrir, d'explorer et de s'approprier les espaces offerts sur l'île de Montréal et ainsi augmenter leur sentiment d'appartenance au quartier.	• Réaliser les activités du camp dans différents parcs de l'île de Montréal (ex. : chasse au trésor, basketball, jeux d'eau, etc.) • Prévoir des activités aquatiques dans différentes piscines extérieures et intérieures. *Ex. : piscine Baldwin, Association sportive, Centre Jean-Claude Malépart, Cégep du Vieux-Montréal, piscine olympique, Aquadôme, etc.* • Planifier, chaque semaine, de petites sorties sur l'île de Montréal. *Ex. : Aréna, bibliothèques, Sentier Urbain, Petite maison Jaune,* insectarium, etc. • Voir à développer et à participer à des activités inter-organismes.	• Proposer des activités dans au moins 4 parcs de l'île de Montréal. • Faire découvrir aux enfants au moins 2 piscines publiques (autre que la piscine Baldwin). • Réaliser au moins 1 petite sortie sur l'île de Montréal chaque semaine. • Réaliser 1 à 2 activités inter-organismes durant l'été. • Amener les enfants à faire découvrir à leur famille des activités gratuites (ou peu coûteuses) pouvant être pratiquées à Montréal de même que de nouveaux espaces publics.
Proposer des activités correspondant aux nouvelles tendances en matière de camps de jour.	• Être un organisme local agréé DAFA. • Être membre de la Fédération québécoise des Centres communautaires de Loisirs (FQCCL) • Participer à différents programmes destinés aux camps de jour. *Ex. : « Tremplin santé » et « Un camp zéro déchet ».* • Maintenir notre implication auprès des tables de concertation jeunesse et de camps de jour du quartier. • Faire l'achat de nouveau matériel chaque année.	• 2 à 3 rencontres par année avec la table de camp de jour de l'arrondissement. • 7 organismes et 3 institutions sont membres de la table 6-12 (5 à 6 réunions par année). • Permettre à une quarantaine d'enfants de l'arrondissement Ville-Marie de découvrir de nouvelles activités sportives, récréatives, culturelles et scientifiques durant l'été.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184105006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec l'Association Les Chemins du soleil pour le programme camp de jour ;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution annuelle de 5 000 $ pour une contribution totale de 10 000 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 10 000,00 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		5 000,00 $	5 000,00 $					**10 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro 553007
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.21

2018/06/12
18:30

(2)

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

D'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour les clauses concernant les dates de versements monétaires et de délai de résiliation.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2015-11-25 10:57

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA15 240511 et approuver la convention modifiée avec la CDU du Faubourg Saint-Laurent afin d'ajuster le montant de la contribution accordée à sa contribution réelle de 63 700 $

De modifier la résolution CA15 24640 afin d'ajuster la contribution de 180 000 $ consentie à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la contribution réelle. Cette dernière s'étant établie à 63 700 $, il s'agit d'amputer la contribution maximale autorisée de 116 300 $;
D'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent concernant les clauses financières ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-05 10:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 octobre 2015	Résolution: CA15 240511

Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

Il est proposé par Karine Boivin-Roy

appuyé par Richard Bergeron

D'approuver la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour l'appuyer dans le fonctionnement de l'organisme;

D'accorder une contribution maximale de 180 000 $, jusqu'à un maximum de 60 000 $ par année durant 3 ans, à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la suite du dépôt des preuves de cotisations;

D'affecter un montant total de 180 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 CTA1156255030

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 octobre 2015

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 décembre 2015	Résolution: CA15 240640

Modifier la résolution CA15 240511 afin d'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour les clauses concernant les dates de versements monétaires et de délai de résiliation

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution adoptée à sa séance du 13 octobre 2015, approuvé la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour l'appuyer dans le fonctionnement de l'organisme et accordé une contribution maximale de 180 000 $, jusqu'à un maximum de 60 000 $ par année durant 3 ans, à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la suite du dépôt des preuves de cotisation :

Il est proposé par Steve Shanahan

appuyé par Karine Boivin-Roy

D'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour les clauses concernant les dates de versements monétaires et de délai de résiliation.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 CTA1156255030

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 18 décembre 2015

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation de développement urbain (CDU) du Faubourg Saint-Laurent est actuellement en restructuration, et de ce fait, l'obtention d'un délai plus raisonnable pour récolter les cotisations volontaires auprès de ses membres lui permettrait de bénéficier d'un plus grand apport financier provenant de l'arrondissement, puisque celui -ci en est un de contrepartie. La deuxième période de cotisation prise en compte serait rallongée jusqu'au 31 mars 2016, au lieu du 31 décembre 2015. Ce changement fait en sorte qu'environ 40 000$ sur les 60 000$ pour 2015 seront octroyés en 2016, en plus du 60 000$ prévu pour 2016.
Par ailleurs, dans l'éventualité où l'arrondissement mettrait fin à la convention liée au soutien financier, un délai également plus long serait aussi plus adéquat dans ce contexte de restructuration. Ce délai passera donc de 30 jours à 90 jours.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Commissaire adjointe au développement économique

514 868-5827
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA15 240511 et approuver la convention modifiée avec la CDU du Faubourg Saint-Laurent afin d'ajuster le montant de la contribution accordée à sa contribution réelle de 63 700 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a accordé, par la résolution CA15 240511, un soutien financier de 60 000 $ par an durant 3 ans, pour un maximum de 180 000 $ à la Corporation de développement urbain Faubourg Saint-Laurent. Ce soutien financier étant octroyé pour appuyer le fonctionnement de l'organisation. Dans le cadre de ce soutien financier de contrepartie, l'arrondissement s'est engagé à verser 1$ pour chaque dollar de cotisation recueilli par la CDU du Faubourg Saint-Laurent, sur production des pièces justificatives. La CDU s'est acquitté de ses obligations mais les contributions de ses membres se sont établies à 63 700 $ au 31 décembre 2017, date de fin de la convention reliée à cette subvention.
La présente consiste à modifier l'entente de 2015 pour établir le montant réel des sommes versées et d'amputer la contribution maximale autorisée de 116 300 $ et l'affecter au surplus de l'arrondissement. L'addenda retrouvé dans la section Document juridique modifie les articles pertinents à l'entente adoptée et amendée une première fois en 2015 par la résolution CA15 240640.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certificat du trésorier :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE

Commissaire - developpement economique

514 872-5603

Tél :

Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.21

2018/06/12
18:30

(2)

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

D'approuver la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour l'appuyer dans le fonctionnement de l'organisme;
D'accorder une contribution maximale de 180 000 $, jusqu'à un maximum de 60 000 $ par an durant 3 ans, à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la suite du dépôt des preuves de cotisations;

D'affecter un montant total de 180 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2015-10-06 10:33

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1156255030**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

CONTENU

CONTEXTE

La Corporation de développement urbain (CDU) du Faubourg Saint-Laurent regroupe les établissements commerciaux et les institutions présents sur le territoire du Faubourg Saint-Laurent. Elle a pour mission, dans un esprit de concertation, de collaboration et d'implication sociale, de promouvoir le développement économique, de stimuler la revitalisation et d'accroître la notoriété et la qualité de vie du Faubourg Saint-Laurent. Elle est formée de membres qui cotisent volontairement à la CDU sur le territoire compris entre les rues Saint-Hubert, Sherbrooke, Saint-Urbain et l'autoroute Ville-Marie.

À la demande de la direction de l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme a soumis en 2013 un plan de redressement financier pour assurer la pérennité de l'organisation. Le plan de redressement prévoyait que les cotisations des membres pour 2013 devraient atteindre 36 400 $. Ce plan, accompagné d'un soutien financier de contrepartie de l'arrondissement en 2013, s'est poursuivi en 2014.

La CDU a depuis renouvelé son Conseil d'administration, bonifié son Comité exécutif et a engagé une nouvelle directrice générale par intérim. À la suite de la création de comités pour traiter des enjeux économiques, de gouvernance, de sécurité urbaine et de synergie entre les membres, l'organisme a élaboré un plan d'action 2015-2017 basé su trois axes d'intervention: gouvernance et développement économique; communication, mobilisation et représentation; sécurité, propreté et embellissement.

Le plan d'action 2015-2017 de la CDU Faubourg Saint-Laurent vise les objectifs suivants:

- Stimuler l’activité économique et la synergie entre les établissements;
- Assumer le leadership d’un nouveau modèle de gouvernance pour le territoire de l’organisme;

- Améliorer l’aspect physique et l’expérience du quartier;

- Assurer le développement du quartier;

- Améliorer les sentiments de sécurité et d’appartenance;

- Accroître la notoriété de l’organisme et augmenter son membership.

La CDU s'est aussi donné comme objectif d'augmenter son membership de 20 nouveaux membres et d'implanter en 2015 un programme d'encouragement d'économie locale pour son territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 240560 - 14 octobre 2014 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 40 000 $ **;**
CA14 240080 - 11 mars 2014 - Modifier la résolution CA13 2400553 afin de diminuer à 35 800 $ la contribution accordée à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint -Laurent, puisqu'à cette date l'organisme n'avait reçu que 35 800 $ en cotisation et que la convention stipulait que l'arrondissement verserait 1$ pour chaque dollar de cotisation recueilli par l'organisme ;

CA12 240102 - 6 mars 2014 - Approuver les conventions avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et le Regroupement des commerçants et propriétaires de la rue Ontario pour les appuyer dans la réalisation de leur plan d'action 2012 et d'accorder, à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 35 000 $ à chacun des organismes ;

CA13 240553 - 2 octobre 2013 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 janvier 2014, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 40 000 $.

DESCRIPTION

Le financement octroyé par l'arrondissement à la Corporation du Faubourg Saint-Laurent doit être consacré aux dépenses de fonctionnement de l'organisme, c'est-à-dire : loyer, salaires de l'équipe permanente, frais généraux d'administration (téléphone, internet, assurances, etc.), honoraires professionnels liés à l'administration courante.

Pour ce soutien financier de contrepartie, l'arrondissement versera 1$ pour chaque dollar de cotisation recueilli par la CDU du Faubourg Saint-Laurent entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année, jusqu'à un montant maximal de 60 000 $ par an. Le montant total octroyé par l'arrondissement sera de 180 000 $ pour les trois années. L'organisme devra soumettre des preuves de cotisation de ses membres et faire état de l'utilisation du financement reçu, lors du dépôt du bilan clôturant l'exercice de chacune des années.

JUSTIFICATION

La contribution de 60 000 $ par an pendant trois ans, au fonctionnement de la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent permettra la mise en oeuvre du plan d'action 2015-2017 de l'organisme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Affecter un montant de total de 180 000 $, représentant 60 000 $ par an durant de 2015 à 2017, provenant des surplus de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette contribution soutiendra la mise en oeuvre du plan d'action de la CDU, contribuant au développement économique du Faubourg Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra donner à l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le versement du soutien financier se fera en deux temps, pour chacune des années, selon la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certificat du trésorier :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Johanne C BEAULIEU)

Avis favorable :
Ville-Marie , Direction d'arrondissement (Isabelle ROUGIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Commissaire au développement économique

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-10-01

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE

Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2015-10-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

Intervention financière_GDD no 1156255030.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTA1156255030

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Minouche ROY
Préposée à la gestion des contrats

Tél : 514-872-0768

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-12-01

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514-872-2995
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Objet :	Modifier la résolution CA15 240511 et approuver la convention modifiée avec la CDU du Faubourg Saint-Laurent afin d'ajuster le montant de la contribution accordée à sa contribution réelle de 63 700 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

Intervention financière_GDD no 1156255030_addenda.pdf

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTA1156255030

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financieres

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Avis favorable

COMMENTAIRES

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle ROUGIER
Chef de division - Communications et Relations avec les citoyens
Tél : 514 868-3217

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-10-05

Isabelle ROUGIER
Chef de division - Communications et Relations avec les citoyens
Tél : 514 868-3217
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1156255030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Développement économique
Objet :	Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2017, avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent et accorder une contribution de 60 000 $ par an, pour les années 2015, 2016 et 2017, pour un total de 180 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certificat du trésorier

COMMENTAIRES

Je certifie qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette décision conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.

D'approuver la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent (F.2683) pour l'appuyer dans le fonctionnement de l'organisme;

D'accorder une contribution maximale de 180 000 $, jusqu'à un maximum de 60 000 $ par an durant 3 ans, à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la suite du dépôt des preuves de cotisations;

D'affecter un montant total de 180 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement au financement de cette dépense;

D'imputer cette dépense conformément aux données financières inscrites ci-dessous;

Provenance : 2438.0.0.0.31025

Imputation : 2438.0012000.306105.06501.61900.016491
(surplus)

La demande d'achat 403747 a été fait pour la portion 2015 et sera transformée en bon de commande dès l'approbation du dossier au CA

Les crédits soit 120 000 $ pour 2016 et 2017 ont été réservés au système comptable de la ville avec l'engagement : VMDE255030

Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO

NUMÉRO DE CERTIFICAT (OU NOTE)

CTA1156255030

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johanne C BEAULIEU
Préposée au budget
Tél : 514 868-4953

ENDOSSÉ PAR Le : 2015-10-05

Dominique MARTHET
Chef de division
Tél : 514 872-2995
Division :



Addendum1156255030_CDU2015.doc



Addendum1156255030_CDU2018.doc



Convention_CDUFaubourg2015-2017.pdf

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305, succursale centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8 agissant et représentée par madame Nadine Gelly, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Arrondissement a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'Arrondissement pour obtenir un soutien financier au fonctionnement.

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier de contrepartie correspondant à 1$ de subvention pour chaque dollar de cotisation des membres perçu en 2015, 2016 et 2017 par l'Organisme.

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour soutenir son fonctionnement et ce, dans le but de :

- Stimuler l'activité économique et la synergie entre les établissements;
- Assumer le leadership d'un nouveau modèle de gouvernance pour le territoire de l'Organisme;
- Améliorer l'aspect physique et l'expérience du quartier;
- Assurer le développement du quartier;
- Améliorer les sentiments de sécurité et d'appartenance;
- Accroître la notoriété de l'Organisme.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 5 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses de fonctionnement;

3.2 tenir un registre comptable distinct faisant état de l'affectation des sommes versées par l'Arrondissement;

3.3 conserver toutes les pièces justificatives reliées aux dépenses effectuées couvertes par la présente convention;

3.4 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.5 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publications, annonces, publicités imprimées, médias électroniques, communiqués, site Internet, etc.) relatives aux activités de l'Organisme et correspondant aux paramètres décrits dans le document présenté à l'**Annexe A**.

3.6 soumettre à l'Arrondissement un bilan annuel des activités de l'Organisme avant le 1er mars de l'année suivante. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée. Advenant que le total des subventions versées par la Ville à l'Organisme soit égal ou supérieur à 100 000$,

l'Organisme devra présenter des états financiers vérifiés, conformément à la *Loi sur les cités et villes*. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou pièces justificatives;

3.7 prendre toutes les mesures requises pour éviter des situations de conflit d'intérêts et, à cette fin, notamment informer, par écrit, le Directeur de tout contrat conclu ou devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec l'Organisme;

3.8 prendre fait et cause pour l'Arrondissement dans toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la présente convention et le tenir indemne de tout jugement ou décision qui pourrait être prononcé à son encontre, en capital, intérêts et frais.

4. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine lorsque les parties ont entièrement rempli leurs obligations respectives.

5. CLAUSES FINANCIÈRES

5.1 La somme constitue un financement de contrepartie correspondant à 1 $ de contribution de l'Arrondissement pour chaque 1 $ de cotisations des membres de l'Organisme. La somme à verser par l'Arrondissement est calculée sur la base des informations et pièces justificatives fournies par l'Organisme. La contribution financière totale est de 180 000 $ pour trois ans.

5.2 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la **première année** une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), payable en deux versement :

5.2.1 Un premier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er janvier 2015 au 31 août 2015, dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement.

5.2.2 Un deuxième versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er septembre 2015 au 31 décembre 2015, après réception des preuves de cotisation et du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.6 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pourront être exigées;

5.3 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la **deuxième année** une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), payable en deux versement :

5.3.1 Un premier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, dans les plus brefs délais dès que l'Organisme et l'Arrondissement seront parvenus à un accord sur le contenu du plan d'action de la deuxième année;

5.3.2 Un deuxième versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er juillet 2016 au 31 décembre 2016, après réception des preuves de cotisation et du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.6 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pourront être exigées;

5.4 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la **troisième année** une somme maximale de soixante mille dollars (60 000 $), payable en deux versement :

5.4.1 Un premier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, dans les plus brefs délais dès que l'Organisme et l'Arrondissement seront parvenus à un accord sur le contenu du plan d'action de la troisième année;

5.4.2 Un deuxième versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2017, après réception des preuves de cotisation et du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.6 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pourront être exigées;

5.5 La responsabilité financière de l'Arrondissement ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 5.1.

5.6 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

5.7 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

6. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'Organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminées.

6.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission;

iv) si l'Organisme fait ou a fait l'objet, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants ou administrateurs de poursuites judiciaires aptes à mettre en cause le versement du soutien financier

v) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

6.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 6.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

6.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à v) du paragraphe 6.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

7. RÉSILIATION

7.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 6 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

7.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

7.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

8. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Marc Labelle, directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Nadine Gelly
Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent
209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305
Succursale centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

9. CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.2 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.3 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.4 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celui-ci ou le lier de quelque autre façon.

9.5 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

Par : _____
Nadine Gelly, présidente

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1156255030, cette convention a été approuvée par la résolution CA15 240_____ du conseil, lors de la séance du 13 octobre 2015.

RÉSOLUTION

Lors d'une réunion du conseil d'administration de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

, tenue le _____, il a été unanimement résolu de désigner

Nadine Gelly

(Nom de la personne désignée)

pour signer, au nom de

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURD SAINT-LAURENT

, une convention avec l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal relative à une contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme au montant maximal de soixante mille dollars (60 000 $).

_____ _____

président (signature) secrétaire (signature)

_____ _____

président (en lettres moulées) secrétaire (en lettres moulées)

ANNEXE A

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

PARTENAIRES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une entente de partenariat ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent, approuvée par la résolution CA15 240511.

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

(l'« **Arrondissement »)**

ET : **LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305, succursale centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8 agissant et représentée par madame Nadine Gelly, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint à la présente convention.;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

(l'« **Organisme** »**)**

Attendu que la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent est actuellement en restructuration, l'obtention d'un délai plus raisonnable pour récolter les cotisations volontaires auprès de ses membres lui permettrait de bénéficier d'un plus grand apport financier provenant de l'Arrondissement, puisque celui-ci en est un de contrepartie. Un délai plus long, dans l'éventualité où l'Arrondissement mettrait fin à la convention, serait aussi plus adéquat dans ce contexte de restructuration.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les parties conviennent de modifier la convention approuvée par la résolution CA15 240511 du 13 octobre 2015 :

1.1 En modifiant l'article 5.2.2 pour qu'il se lise :

5.2.2 Un deuxième versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues du 1er septembre 2015 **au 31 mars 2016**, après réception des preuves de cotisation et du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.6 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pourront être exigées;

1.2 En modifiant l'article 5.3.1 pour qu'il se lise :

5.3.1 Un premier versement correspondant à l'équivalent du montant des cotisations perçues **du 1er avril 2016** au 30 juin 2016, dans les plus brefs délais dès que l'Organisme et l'Arrondissement seront parvenus à un accord sur le contenu du plan d'action de la deuxième année;

1.3 En modifiant l'article 7.2 pour qu'il se lise :

7.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de **90 jours**;

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2015

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par :

_____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2015

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par :

_____
Nadine Gelly
Présidente

Cette convention a été approuvée par la résolution **CA15** votée au conseil d'arrondissement le 8 décembre 2015.

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1156255030

Nature du dossier : Contribution financière

Vérification faite : ☑ REQ

Financement : Affectation de surplus

Dépenses annuelles à prévoir : (Taxes incluses)

	2015	2016	2017	2018	2019	**Total**
Dépense	20 000,00 $	100 000,00 $	60 000,00 $			**180 000,00 $**

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1156255030

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur l'élément suivant de la recommandation:

D'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent pour les clauses concernant les dates de versements monétaires et de délai de résiliation.

Mise en contexte:

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 180 000,00 $

	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019	Années ultérieures	**Total**
Montant		20 000,00 $	100 000,00 $	60 000,00 $				**180 000,00 $**

Informations comptables:

La répartition de l'affectation des surplus se reflétera comme suit ; Le bon de commande 2015 a été diminué de 40 000,00 $ et l'engagement, pour les années 2016 et 2017, a été augmenté à 160 000,00 $.
Le montant total de la contribution demeure inchangé.

Responsable de l'intervention:

Minouche Roy

Préposée à la gestion de contrats

Tél.: 514 872-0768

Responsable de la vérification:

Nathalie Hébert

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 868-4567

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1156255030

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent	2683

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant	67 700,00 $							**67 700,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 36

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	13	octobre		Date de fin :	31	décembre	2017

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 31 mai 2018 09:48:26

Soutien financier de fontionnement - Tableau de suivi 2015-2017

CDU du Faubourg Saint-Laurent

Bénéficiaire	Raison du financement	Période de la convention	Soutien accordé	GDD	Convention			
					Entrée en vigueur	Addendum 1	Versements	Condition
CDU Faubourg St-Laurent	Fonctionnement de l'organisme	2015-2017	180 000 $ sur 3 ans	1156255030	1 oct. 2015	8 déc. 2015	60 000 $ / an Base 1$ / 1$	Proportionnel aux cotisatrions perçues

1er paiement			2e paiement			3e paiement			4e paiement			5e paiement			6e paiement			7e paiement			Total versé	Solde à payer	Somme non utilisée
Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date	Montant perçu	Soutien accordé	Date			
19 700,00 $	19 700,00 $	5-01-2016	8 200,00 $	8 200,00 $	12-07-2016	11 900,00 $	11 900,00 $	26-07-2016	600 $	c.f. paiement no. 5		11 900,00 $	12 500,00 $	4-07-2017	10 100 $	10 100,00 $	19-10-2017	1 300 $	1 300,00 $	9-3-2018	63 700,00 $	0 $	116 300 $

C:\Adlib Express\Work\5bfd2594-a877-4e3e-a7f8-24c764dc937e_6406460\50425document20.XLS

Convention – Modification à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent, approuvée par la résolution CA15 240640.

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ème étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du Règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

(l'« **Arrondissement »)**

ET : **LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le 209, rue Sainte-Catherine Est, 3e étage, bureau V-3305, succursale centre-ville, Montréal (Québec), H3C 3P8 agissant et représentée par madame Nadine Gelly, présidente du conseil, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration dont l'extrait est joint à la présente convention.;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :

(l'« **Organisme** »**)**

Attendu qu'en vertu de la convention signée en octobre 2015, l'arrondissement de Ville-Marie convenait de soutenir financièrement la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la hauteur de 1$ pour chaque dollar perçu auprès de ses membres ;

Attendu que la contribution des membres de la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent s'est élevée à 67 700 $ au terme de l'entente, le 31 décembre 2017 ;

Attendu que la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent a produit toutes les pièces justificatives sur ces cotisations perçues et que son rapport final a été déposé en mars 2018,

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De modifier la convention approuvée par la résolution CA15 240640 du 8 décembre 2015 :

1.1 En modifiant l'article 5.1 pour qu'il se lise :

5.1 La somme constitue un financement de contrepartie correspondant à 1 $ de contribution de l'Arrondissement pour chaque 1 $ de cotisations des membres de l'Organisme. La somme à verser par l'Arrondissement est calculée sur la base des informations et pièces justificatives fournies par l'Organisme. La contribution financière totale est de **63 700 $** pour trois ans.

1.2 En modifiant l'article 5.2 pour qu'il se lise :

5.2 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la première année une somme maximale de **dix neuf mille sept cent dollars (19 700 $)**, payable en deux versements

1.3 En modifiant l'article 5.3 pour qu'il se lise :

5.3 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la deuxième année une somme maximale de **vingt mille cent dollars (20 100 $)**, payable en deux versements

1.4 En modifiant l'article 5.4 pour qu'il se lise :

5.4 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser la **troisième année** une somme maximale de **vingt trois mille neuf cent dollars (23 900 $)**, payable en deux versements

2. Tous les autres termes et conditions de la convention continuent de s'appliquer.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)

Par :

_____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 2018

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT URBAIN DU FAUBOURG SAINT-LAURENT

Par :

_____
Nadine Gelly
Présidente

Cette convention a été approuvée par la résolution **CA18 240xxx** adoptée au conseil d'arrondissement le 12 juin 2018.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1156255030

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"De modifier la résolution CA15 24640 afin d'ajuster la contribution de 180 000 $ consentie à la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent à la contribution réelle. Cette dernière s'étant établie à 63 700 $, il s'agit d'amputer la contribution maximale autorisée de 116 300 $;

D'approuver les modifications à la convention avec la Corporation de développement urbain du Faubourg Saint-Laurent concernant les clauses financières."

- Ajustement de la dépense totale (taxes non applicables) -116 300,00 $

	Années antérieures	2018
Montant	180 000,00 $	-116 300,00 $

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 116 300,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0012000	306105	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 116 300,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél. : (514) 872-4512

Date: **2018-06-01**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.22

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1182840002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 24 949,58 $ au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) afin de coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre et autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $

D'autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $ pour coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre (contrat gré à gré);
D'accorder, à cette fin, un contrat au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) pour un montant total de 37 173,40 $, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-05 10:19

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1182840002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec les citoyens
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 24 949,58 $ au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) afin de coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre et autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie désire accroître le couvert végétal et les lieux de détente au coeur du Quartier des spectacles et ainsi favoriser la lutte contre les îlots de chaleur. Le site Eugène-Lapierre constitue l'un des rares terrains dont l'affectation actuelle, soit un stationnement, permet l'implantation d'un espace vert. La fermeture prochaine du jardin Domtar aux abords immédiats du site a amené l'administration à enclencher le processus de transformation d'un actif possédé par la Ville de Montréal. L'intention est d'impliquer les parties prenantes du secteur, les citoyens et les utilisateurs du Quartier des spectacles dans la définition des orientations d'aménagement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

En vue de réaliser un processus complet d'urbanisme participatif, la proposition développée par le Centre d'écologie urbaine inclut, en différentes phases, plusieurs activités de consultation, dont :
- Entrevues d'acteurs ciblés
- Kiosque de consultation mobile sur place
- Atelier de cocréation avec les citoyens

La coordination avec le Partenariat du Quartier des spectacles ainsi que des séances de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement sont également prévues.

JUSTIFICATION

Le contrat de base s'établit à 24 949,58$, auquel s'ajoutent 2 options (2950 $ pour une conférence de type panel+ 4743 $ pour un atelier de validation avec les citoyens) ainsi que des contingences de 10% totalisant 37 173,40 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total du mandat sera facturé comme suit :
- 25 % après les entrevues d'acteurs ciblés
- 50 % après l'atelier de cocréation avec les citoyens
- 25 % après la séance de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement.

L'organisme Centre d'écologie urbaine de Montréal figure au registre des entreprises sous le nom: *Société de développement communautaire de Montréal.* Les paiements devront se faire au nom de la Société.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

À la suite de ces activités participatives, les travaux d'aménagement permettront de contribuer à la réduction des îlots de chaleur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Été 2018 : Coordination avec les partenaires, dont le Partenariat du Quartier des spectacles, kiosques de consultation mobile in situ, plateforme interactive en ligne.
Automne 2018 : Atelier de cocréation avec les citoyens, séance de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les clauses particulières en prévention de la collusion et de la fraude ont été incluses au cahier des charges ou aux instructions aux soumissionnaires. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patrick-J. POIRIER
Chargé de communication

Tél : 514 872-9350
Télécop. : 514 868-5181

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Isabelle ROUGIER
Chef de division communication arr. ville-marie

Tél : 514 868-3217
Télécop. : 514 872-2351

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1182840002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec les citoyens
Objet :	Accorder un contrat de 24 949,58 $ au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) afin de coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre et autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière GDD no 1182840002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-04

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe et responsable des services administratifs

Tél : 514 872-9857
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

N° de dossier : 1182840002

Nature du dossier : Contrat de services professionnels

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre d'écologie urbaine de Montréal	130751

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

PROVENANCE : 2438-0010000-306100-01819-66501
Un montant de base de 24 949,58 $ pour un montant maximale de 33 794,03 $ et l'ajout d'une contingence de 10% pour un montant total de 37 173,40 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		37 173,40 $						**37 173,40 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : Anne-Renée Lamy

Prénom, nom

Date et heure système : 04 juin 2018 13:40:55

Offre de services

Processus de co-design
pour le site Eugène-Lapierre

Arrondissement Ville-Marie

4 juin 2018

Centre d'écologie urbaine de Montréal

À propos du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)

Depuis 20 ans, le CEUM a permis à des milliers de citoyens de participer activement aux projets d'aménagements urbains, et à des organisations et des décideurs de concevoir des espaces publics sécuritaires et conviviaux répondant aux besoins de leurs citoyens.

Dans son approche, le Centre favorise la conjugaison des savoirs citoyens et professionnels en proposant des solutions d'aménagement durable pour des villes à échelles humaines et en impliquant les citoyens dans la transformation de leur milieu de vie. Le CEUM favorise le développement d'une véritable culture de l'urbanisme participatif à Montréal, au Québec et au Canada.

Le CEUM agit dans l'espace public et intervient à l'échelle locale; espace où la ville s'expérimente à pied ou à vélo. C'est dans les rues, les parcs, les places publiques, les friches urbaines, etc. que converge notre vision de villes à échelle humaine.

Compréhension du mandat

L'arrondissement Ville-Marie désire accroître le couvert végétal et les lieux de détente en plein cœur du Quartier des Spectacles et tisser des liens entre les différents espaces verts actuels et futurs de ce secteur du centre-ville. Le site Eugène-Lapierre constitue un des derniers terrains dont l'affectation actuelle permet l'implantation d'un espace vert. La fermeture prochaine du jardin Domtar aux abords immédiats du site a amené l'administration à enclencher le processus de transformation d'un actif possédé par la ville de Montréal. L'intention est d'impliquer les parties prenantes du secteur, les citoyens et les utilisateurs du Quartier des Spectacles dans la définition des orientations d'aménagement.

L'arrondissement Ville-Marie fait appel au Centre d'écologie urbaine de Montréal pour son expertise de développement et d'animation de processus visant à réaménager la ville avec et pour ses citoyens afin de lui proposer un processus de codesign pour créer le site Eugène-Lapierre

Le processus développé par le CEUM vise à :

- Compléter le portrait-diagnostic du site.
- Révéler l'ampleur du site, ses potentiels et ses contraintes.
- Connaître les besoins et les attentes des partenaires, résidents, travailleurs et visiteurs du secteur concernant la création d'un parc.
- Identifier avec les professionnels les scénarios antérieurs pouvant contribuer à la vision actualisée de la transformation du site.
- Cerner une vision et des orientations d'aménagement pour le site.

IMPACT

Le Centre développe le pouvoir d'agir des citoyens et augmente les capacités des communautés *à agir ensemble pour* une ville à échelle humaine.

LEVIERS D'ACTION

Processus participatif : Nous outillons les citoyens et organisations à toutes les échelles de la participation citoyenne afin de créer les conditions au développement du pouvoir d'agir - informer et sensibiliser, consulter et recueillir de l'information, discuter, engager, codécider.

Expertise – Urbanisme participatif : Nous proposons des connaissances, des outils et techniques, des compétences pour former, accompagner et conseiller les citoyens et organisations afin de réaliser des projets et des interventions dans l'environnement bâti pour une ville à l'échelle humaine.

PROCESSUS ET MÉTHODES DE CONSULTATION

Développés par le CEUM et présentés dans les ouvrages suivants :

- Le guide *L'urbanisme participatif ; Aménager la ville avec et pour ses citoyens*
- La boîte à outils destinée aux intervenants

RÉSEAU DE COLLABORATEURS

Clients et partenaires municipaux

Ville de Beloeil
Ville de Brossard
Ville de Châteauguay
Ville de Montréal-Est
Municipalité de Saint-Basile-le-Grand
Arrondissements montréalais
Office municipal d'habitation de Longueuil et de Montréal
Ville de Saguenay
Ville de Shawinigan

APPROCHE – URBANISME PARTICIPATIF

Une équipe qui allie l'expertise de la planification participative et de l'aménagement des villes à échelle humaine

Le CEUM est reconnu pour son expertise dans les démarches de planification urbaine participative. Tant au Québec qu'ailleurs au Canada, il a formé et outillé des organisations pour mener des projets d'urbanisme participatif. Il offre des services pour aider les municipalités à planifier le futur des espaces publics, des parcs et des espaces verts. Le CEUM est partenaire de **l'Alliance québécoise du loisir public** dans le cadre du projet Espaces et a été identifié comme l'un des **10 leaders canadiens des parcs urbains** par le réseau national Park People en 2017. Le travail d'équipe multidisciplinaire en animation, urbanisme et communications est une force mise à profit dans les projets dans lesquels il s'engage.

La valeur ajoutée de la participation

Approche éprouvée dans l'aménagement de milieux de vie à échelle humaine, le processus participatif comporte des avantages indéniables vis-à-vis les processus conventionnels. Les citoyens et usagers apportent une perception et une connaissance différentes de celles des experts, enrichissant ainsi l'analyse. Les professionnels sont appelés à compléter le savoir expérientiel. Au-delà d'une simple étape de consultation, le processus participatif favorise un dialogue ouvert et une interaction productive entre les usagers, les experts et les décideurs, et ce, tout au long du processus. Les projets ainsi développés correspondent davantage aux besoins de la communauté.



Des outils d'animation éprouvés

Les processus et méthodes d'animation expérimentés par le CEUM sont présentés dans les ouvrages suivants : Le guide L'urbanisme participatif ; Aménager la ville avec et pour ses citoyens, la boîte à outils en ligne sur le site www.ecologieurbaine.net, ainsi que sur la nouvelle plateforme web bilingue urbanismeparticipatif.ca

Une connaissance fine du travail de concertation lié à la transformation des espaces publics :

Processus de planification participative d'espaces publics de proximité - Arrondissements variés et Direction des transports – Ville de Montréal - 2016-2018

- Piloter des processus de participation publique liés à cinq des projets du programme d'implantation des rues piétonnes et partagées. Dans le cadre des projets de la Place Shamrock et de la Placette Côte-des-Neiges, les consultations ont visé le développement d'orientations d'aménagements pour l'implantation permanentes. Tandis que pour Les Terrasses Roy, la Place Wellington et la rue Decelles, le CEUM a développé et mené un processus participatif visant à définir les besoins et les attentes des citoyens et des acteurs locaux pour la phase transitoire.

Plan directeur des parcs et espaces verts - Ville de Montréal-Est – 2017

- Proposer et animer un processus de consultation des acteurs et citoyens de Montréal-Est pour valider les constats et explorer leurs besoins pour les parcs et espaces verts de la municipalité et rédaction d'un plan directeur des parcs et espaces verts de la Ville et à proposer des aménagements pour chacun des parcs.

Évaluation du programme des rues piétonnes et partagées - Direction des transports –Ville de Montréal – 2017

- Récolter des données qualitatives auprès des utilisateurs et des commerçants de huit sites sur l'aménagement de la rue, sa fréquentation, la consommation et la satisfaction globale du site. Pour réaliser ce mandat, le CEUM a sondé les utilisateurs sur les sites à l'aide de la méthodologie et de l'outil de la Ville de Montréal, produit des rapports de résultats et des fiches d'analyse thématiques illustrées sous forme d'infographies. Il a de plus, proposé des bonifications à la méthodologie de caractérisation et d'évaluation proposée.

Grand parc urbain de Brossard - Ville de Brossard – 2015-2016

- Mener un processus de consultation lié à la transformation d'un ancien terrain de golf en quartier résidentiel et la création d'un grand parc collectif. Le processus effectué en trois phases, soit: comprendre les secteurs et ses besoins, explorer des solutions et bâtir ensemble l'avenir, a permis de rejoindre une diversité de parties prenantes : élus, gestionnaires, professionnels en aménagement, citoyens riverains, organismes communautaires et brossardois.



Atelier citoyen, Parc des Salines, Saint-Hyacinthe, 2017. Crédit : Arrondissement Verdun.

Un processus qui rejoint tous les publics

Dans une perspective de durabilité et de qualité de vie, l'espace public doit pouvoir répondre aux besoins des résidents, des visiteurs, des travailleurs qui s'y rendent, des acteurs économiques, etc. Dans l'objectif de prendre en compte ces besoins, le CEUM a développé un processus de consultation participatif qui interpelle les principaux acteurs du Quartier des Spectacles et de ses abords, concernés par la transformation du site Eugène-Lapierre.

Ainsi, les **acteurs locaux, municipaux et institutionnels** impliqués seront rejoints par des activités spécifiques : entrevues avec des acteurs ciblés pour cerner les enjeux, rencontre de représentants du Partenariat du Quartier des spectacles et tenue d'une séance de travail avec les professionnels en aménagement. Les **passants et visiteurs du quartier** seront interpellés sur le site grâce à la Bécane à idées, un kiosque mobile de consultation à vélo, un sondage en ligne et un atelier de codesign citoyen pour cerner les attentes et les besoins vis-à-vis du projet de transformation. À toutes les occasions, la promotion d'une plateforme interactive sera faite afin de sonder le **grand public** sur certains enjeux spécifiques et récolter les données pour bonifier le diagnostic, les besoins et les attentes.

Certaines activités sont proposées en options et pourront être sélectionnées à la suite des discussions sur les besoins du client. La production de **matériel de communication** permet de promouvoir aisément la démarche sur diverses plateformes médiatiques. Une **conférence grand public** mettra en lumière les tendances émergentes d'aménagement d'espace vert dans les centres-villes et attirera l'attention sur la démarche de codesign. Un **atelier de validation des scénarios** permettra d'avoir de la rétroaction des citoyens et des acteurs agissant dans le Quartier des Spectacles. Finalement, l'aménagement d'une **place publique transitoire** et d'un **événement festif d'inauguration** au public de pouvoir profiter d'un espace public en attente des travaux permanents prévus pour 2020.

Note : Certaines activités sont proposées en options et pourront être sélectionnées à la suite des discussions sur les besoins du client.

Une chargée de projets principale d'expérience appuyée d'une équipe multidisciplinaire

Isabelle Gaudette, organisatrice communautaire depuis plus de 20 ans et chargée de projets et développement au CEUM, sera la chargée de projets principale du mandat. Vous trouverez le détail de son expérience ainsi que son curriculum vitae en matière de processus de planification participative dans la section 5.

Une équipe de professionnels engagés :

- **Tristan Bougie** - Chargé de projets et développement
  Titulaire d'un baccalauréat en urbanisme à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), il détient plus de 8 années d'expérience en urbanisme, aménagement urbain et planification urbaine participative.
- **Mikael St-Pierre** -Chargé de projets et développement
  Urbaniste et designer, formé à l'École de design de l'Université du Québec à Montréal et l'École nationale d'administration publique. Sa pratique est centrée sur l'urbanisme communautaire et la participation citoyenne.
- **Julie Vibert** -Chargée de projets et développement
  Diplômée d'une maîtrise en Architecture de paysage de l'Université de Montréal et membre de l'Association des Architectes Paysagistes du Québec, elle a une expérience de plus de trois ans dans l'aménagement, le design urbain et l'architecture de paysage.

La proposition développée présente toutes les activités envisagées pour réaliser un processus complet d'urbanisme participatif. Certaines activités sont proposées en options et pourront être sélectionnées suite à des discussions sur les besoins du client. Seul le coût des phases 1, 2, 3 et 4 a été estimé.

PHASE 1 - DÉMARRER			
Activité	**Objectifs**	**Échéancier**	**Livrables**
Rencontres de démarrage avec l'arrondissement Rencontre de travail et exercice de cartographie des acteurs	• Prendre connaissance des données existantes disponibles. • Préciser les objectifs des activités. • Préciser le partage des rôles. • Préciser les messages-clés : objectifs du projet, balises d'aménagement (potentiels et contraintes), échéancier. • Identifier les acteurs clés et les enjeux à tenir compte dans le processus.	Mi-juin 2018	• Ordres du jour et animation de 2 rencontres de travail.
Communications (optionnel) Ce bloc comprend des activités à l'ensemble des étapes.	• Documenter la démarche à l'aide d'une vidéo permettant de cerner les grandes étapes de clé de consultation (3 activités pour une vidéo de 2 minutes) • Produire une signature graphique spécifique à la démarche.	À préciser au besoin	À préciser au besoin
PHASE 2 - COMPRENDRE			
Entrevues d'acteurs ciblés Entretien personnalisé d'échange	• Connaître les acteurs, leurs intérêts, leur influence, leurs besoins, leurs attentes et les motivations des organisations. • Identifier les enjeux à tenir compte dans le processus.	Juin-Juillet 2018	• 8 entrevues • Compte-rendu des échanges et faits saillants.
Coordination avec le Partenariat du Quartier des spectacles Échanges et participation à une rencontre (à valider)	• Informer les partenaires de la démarche • Comprendre les enjeux et problèmes vécus avec le projet de réaménagement • Mobiliser les partenaires pour contribuer réseau pour le processus	Été 2018	• À préciser selon la formule retenue. • Compte-rendu des faits saillants
Document synthèse d'information pour le public Document à diffuser largement qui résume les infos clés à communiquer.	• Synthétiser l'état de la situation et les intentions d'aménagement de l'arrondissement. • Vulgariser l'information disponible pour communiquer aux citoyens et acteurs. **L'arrondissement devra rassembler et résumer les informations pertinentes produites au fil des ans et effecteur la mise en page	Juin 2018	• Contenu pour un document de 4 pages avec cartographie : prochaines étapes, situation du site, potentiels, contraintes, usages, objectifs et balises d'aménagement du projet. • Proposer un modèle pour orienter la conception graphique • Liste de questions pour une Foire aux questions
Conférence de type panel/inspiration (optionnel) Présentation d'experts ou de chercheurs	• Cerner les enjeux (ex. cohabitation avec les populations itinérantes, entretien de sites très achalandés, etc.) et dernières tendances des aménagements d'espaces publics dans les centres-villes • Inspirer le grand public et les partenaires du projet • Contribuer à faire connaître le projet de transformation.	À préciser	À préciser au besoin • Accueil • Déroulement et animation • Logistique • Gestion des inscriptions

PHASE 3 - EXPLORER			
Activité	**Objectifs**	**Échéancier**	**Livrables**
Kiosques de consultation mobile in situ Présence sur le site avec la Bécane à idées. (6 périodes de 3h)	• Recueillir les besoins et attentes des passants du secteur pour les aménagements du site. • Informer et mobiliser aux autres activités. • Recueillir les contacts des citoyens pour les activités futures.	Juillet-septembre 2018	• Données qualitatives (attentes et besoins) et photos. • Compte-rendu des faits saillants • Profil des répondants • Cible : 300 personnes
Plateforme interactive en ligne Utilisation de la plateforme Réalisons Montréal	• Recueillir les besoins et attentes des usagers de la place pour les aménagements permanents. • Informer et mobiliser aux autres activités. • Recueillir les contacts des citoyens pour les activités futures.	Juillet – Septembre 2018	• Deux sondages • Gestion des inscriptions à l'atelier • Compte-rendu des faits saillants • Cible : 300 répondants (45 jours)
Atelier de cocréation avec les citoyens Visite sur le terrain, présentation et travail en sous-groupe. (ex. Samedi pm)	• Partager et valider le portrait des enjeux exprimés lors des autres activités. • Dégager des éléments de vision et des orientations d'aménagement	Septembre 2018	• Présentation PowerPoint • Guide d'animation et plan d'action détaillé • Questionnaire d'évaluation des participants • Compte-rendu des faits saillants
PHASE 4 - DÉCIDER			
Séance de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement Rencontre dans une approche de résolution de problème.	• Présenter les résultats des phases de travail précédentes (comprendre et explorer) réalisées avec les acteurs et les citoyens. • Faire le point sur les plans développés par le passé. • Identifier les idées porteuses pour l'avenir. • Définir ce qui pourrait être présenté aux citoyens.	Octobre 2018	• Ordre du jour • Matériel préparatoire • Animation • Faits saillants
Atelier de validation avec les citoyens (optionnel) Travail en atelier qui regroupe les citoyens et les acteurs (Formule à préciser selon les options)	Objectifs à préciser selon les options possibles ou développer. • Mesurer l'adhésion aux concepts ou idées présentés. • Recevoir les commentaires des citoyens pour permettre des ajustements aux propositions. • Faire des choix sur des options potentielles.	Novembre	À préciser au besoin • Présentation PowerPoint • Guide d'animation et plan d'action détaillé • Outils de consultations • Questionnaire d'évaluation des participants • Compte-rendu des faits saillants
Rapport synthèse de recommandations	• Présenter la synthèse des résultats (contenu, statistiques et photo) de la démarche de consultation. • Fournir une rétroaction sur la démarche. *La version préliminaire du rapport sera remise après l'atelier de cocréation. La version finale inclura les résultats de la séance de travail avec les professionnels et de l'atelier de validation.	Décembre 2018	• Ordre du jour et animation de la rencontre de rétroaction • Vision et orientations d'aménagement pour le site. • Illustration des orientations d'aménagement • Version préliminaire. • Version finale révisée. • Liste de contacts • Banque de photos.
PHASE 5 - AGIR			
Aménagement temporaire ou transitoire du site à préciser (optionnel)	• Révéler le potentiel du site. • Favoriser l'adaptation au changement en douceur.	À préciser au besoin	À préciser au besoin
PHASE 6 - INAUGURER			
Événement festif à préciser selon les besoins (optionnel)	• Souligner la création d'un nouvel espace public	À préciser au besoin	À préciser au besoin

Échéancier de travail

Étape/service	Juin 2018	Juillet 2018	Août 2018	Sept. 2018	Oct. 2018	Nov. 2018	Déc. 2018
Rencontres de démarrage avec l'arrondissement							
Communications **(optionnel)**	***À préciser au besoin***						
Entrevues d'acteurs ciblés							
Coordination avec le Partenariat du Quartier des spectacles							
Document synthèse d'information pour le public							
Conférence de type panel/inspiration **(optionnel)**	***À préciser***						
Kiosques de consultation mobile in situ							
Plateforme interactive en ligne							
Atelier de cocréation avec les citoyens							
Séance de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement							
Atelier de validation avec les citoyens **(optionnel)**							
Rapport synthèse de recommandations							
Aménagement temporaire ou transitoire du site à préciser **(optionnel)**	***À préciser au besoin***						
Événement festif à préciser selon les besoins **(optionnel)**	***À préciser au besoin***						

Partage des rôles

Services du CEUM	Rôles de l'arrondissement
• Proposer l'ordre du jour et animer les rencontres de travail. • Mobiliser les participants et gérer les inscriptions aux activités. • Concevoir et imprimer les outils utilisés lors des activités participatives. • Vulgariser l'information pour faciliter la participation de tous. • Relire et commenter le contenu et les documents produits par l'arrondissement. • Animer les activités participatives. • Prendre les notes, rédiger et fournir le compte-rendu des activités. • Assurer la logistique et prendre les photos des activités. • Préparer la rencontre de rétroaction. • Rédiger un rapport synthèse de la consultation avec tout le contenu (texte et photos) pouvant être mis en page par un graphiste.	• Identifier un responsable chargé de faire le lien entre le CEUM et les services internes. • Préciser les attentes sur la démarche. • Fournir tous les documents pertinents et résumer les informations pertinentes produites au fil des ans pour établir un portrait-diagnostic synthèse. • Développer un plan de communication du projet. • Communiquer la démarche et soutenir la mobilisation dans les médias sociaux, infolettre, etc. • Fournir une liste de contacts des acteurs (et citoyens si disponibles) à rejoindre. • Réserver et assumer les coûts de la location de salle et de repas, s'il y a lieu. • Développer une identité visuelle des outils de communication (feuillet d'information, site Internet, médias sociaux, etc.) • Réaliser et imprimer les outils de communication. • Créer une page d'information sur le site de l'arrondissement ou autre plateforme. • Valider le contenu et les documents produits par le CEUM. • Assurer le lien avec la Ville de Montréal, le Partenariat du Quartier des Spectacles et les différents services de l'arrondissement interpellés (dont les communications). • Commenter le rapport préliminaire. • Participer à l'évaluation de la démarche. • Réaliser la communication aux riverains du site et la distribution postale, s'il y a lieu. • Réaliser le graphisme professionnel du document synthèse et tout autre document non prévu au mandat. • Assumer les frais d'un photographe professionnel, s'il y a lieu.



Atelier de cocréation avec les citoyens, Place Wellington, 2017. Crédit : Arrondissement Verdun.

Une équipe d'expérience

Isabelle Gaudette Chargée de projets et développement	Isabelle Gaudette est organisatrice communautaire depuis 20 ans. Diplômée au baccalauréat en travail social de l'Université du Québec à Montréal, elle s'est spécialisée dans l'intervention auprès des communautés et les questions de démocratie. Leader dans le design de processus participatifs et l'acceptabilité sociale, elle travaille aussi avec des municipalités et des institutions. Arrivée au Centre d'écologie urbaine de Montréal en 2010, Isabelle met son expertise en participation citoyenne aux profits d'une ville plus durable. Elle développe des processus de mobilisation, de concertation et d'animation auprès de collectivités et de professionnels partout au Québec. Plus récemment, elle intervient dans des projets de budget participatif pour permettre aux citoyens de décider d'une partie du budget pour transformer leur ville. Auparavant, Isabelle a œuvré comme organisatrice communautaire à La Maison d'Aurore. Durant plusieurs années, elle y a accompagné un comité de citoyens préoccupés par l'apaisement de la circulation et la qualité de leur milieu de vie.
Tristan Bougie Chargé de projets et développement	Tristan Bougie est titulaire d'un baccalauréat en urbanisme à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il détient plus de 5 années d'expérience en urbanisme, aménagement urbain et planification urbaine participative. Il intègre le CEUM en 2010 comme conseiller en aménagement, il s'attèle à transformer les quartiers en impliquant les résidents qui y vivent. Dynamique, il a à cœur les besoins des citadins et les inspire tout en les outillant afin de les aider à entreprendre ce même virage au sein de leurs communautés. Depuis 2015, il est chargé de projets et de développement et participe au déploiement du budget participatif au Québec par des conférences auprès d'associations et de regroupements de professionnels, l'animation de tables rondes et l'adaptation de matériel pédagogique. Son rôle de formateur et conférencier l'amène à participer sur une base régulière au processus de transfert de connaissances par l'animation de séances de formation, la rédaction de recueils d'idées inspirantes et l'élaboration d'un ensemble d'outils d'animation destinés aux communautés désireuses de passer à l'action.
Mikael St-Pierre Chargé de projets et développement	Mikael St-Pierre est urbaniste et designer, formé à l'École de design de l'Université du Québec à Montréal et l'École nationale d'administration publique. Sa pratique de plus de 5 ans est centrée sur l'urbanisme communautaire et la participation citoyenne. Arrivé au Centre d'écologie urbaine en 2018. Mikael était précédemment directeur des mandats municipaux à la Société de développement environnemental de Rosemont, où il était responsable de la réalisation de projets en environnement, en médiation culturelle et en sécurité urbaine. Il est également cofondateur de Lande, une organisation qui vise la réappropriation citoyenne des terrains vacants à Montréal. En 2016, Mikael est identifié comme un des 20 Innovateurs émergents du Canada par l'Institut du Leadership American Express et Ashoka.
Julie Vibert Chargée de projets et développement	Diplômée d'une maîtrise en architecture de paysage de l'Université de Montréal en 2016 et membre de l'Association des architectes paysagistes du Québec, Julie a une expérience de plus de trois ans dans l'aménagement, le design urbain et l'architecture de paysage, elle s'est spécialisée en co-design et urbanisme tactique afin de contribuer à rendre la ville plus verte, plus humaine et plus flexible. Ses compétences de cartographie sont mises à profit dans les différents projets afin d'illustrer les données du territoire étudié.

D'autres animateurs ou ressources externes pourraient être mis à profit dans le processus

Le CEUM compte parmi ses collaborateurs l'entreprise Castor et Pollux, une agence de paysage et de design urbain. Leur vision : Transformer la ville en s'appuyant sur son territoire naturel et sur l'implication citoyenne.

Le CEUM collabore également avec l'équipe de Bleu forêt communication, une agence de communication qui aide à faire avancer une idée ou rayonner un projet ayant un impact positif pour la communauté et l'environnement.

Expérience et expertise de la chargée de projet principale Isabelle Gaudette

RÔLE ET RESPONSABILITÉS :
Mme Gaudette coordonnera l'organisation et l'animation des activités, et proposera une stratégie de mobilisation. Elle sera responsable de coordonner, développer, organiser, animer, rédiger les comptes- rendus et évaluer les ateliers.

Expérience et parcours professionnel
Depuis 20 ans, à titre d'organisatrice communautaire, elle développe des processus de mobilisation, de concertation et d'animation auprès de collectivités et de professionnels partout au Québec. Ses expériences diverses l'ont outillée pour faire face à une variété de contextes et de rôles : animation de groupes de tailles variées en situations consensuelles ou conflictuelles, encadrement de bénévoles, services professionnels auprès de municipalités, projets subventionnés, représentation, etc.

Ses apprentissages lui ont permis en janvier 2010 d'intégrer tout naturellement l'équipe du Centre d'écologie urbaine de Montréal et de contribuer au projet Quartiers verts, actifs et en santé. Ce projet d'urbanisme participatif combine les expertises d'urbanisme, d'animation de processus participatif et de communication. De plus, le CEUM peut compter sur son expérience de près de 10 ans à la Maison d'Aurore du Plateau Mont-Royal, tant sur le plan de la mobilisation citoyenne que sur les questions d'aménagement urbain favorables aux déplacements actifs et de milieux de vie de qualité.

Compétences - Partenariat avec diverses parties prenantes
Un des rôles importants de l'organisatrice communautaire est de mettre en lien, d'être médiatrice et facilitatrice des parties prenantes. Elle a joué ce rôle dans divers contextes :

- Médiation entre citoyens militants aux positions divergentes : consultation pour les aménagements permanents de la Place Shamrock, Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, etc.
- Animation de grandes assemblées de consultation ou d'information de 50 à 150 personnes où la dissidence s'exprime : Montréal pour tous, Ville de Brossard, Arrondissement du Plateau Mont-Royal, Comité circulation du Plateau Mont-Royal.
- Facilitation de groupes de travail et d'ateliers de design professionnel et citoyens

Compétences - Démarches collaboratives de planification urbaine
À titre de chargée de projets et développement au Centre d'écologie urbaine de Montréal (ex. Chemin des Prairies et consultation pour le développement d'un parc sur l'ancien Golf à Brossard, budget participatif à Saint-Basile-le-Grand, secteur Gauthier de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal), elle est appelée à faciliter la communication et le développement d'un travail de collaboration entre les citoyens, les élus municipaux et les professionnels en aménagement. Son rôle est de mettre en œuvre l'approche du CEUM qui vise à conjuguer tous les savoirs. Dans le cadre du projet Réseau Quartiers verts, elle a coordonné la production du portrait-diagnostic du quartier Saint-Marc à Shawinigan. Le CEUM a la conviction qu'une collaboration plus étroite entre les citoyens, les organisations de la société civile, les experts et les décideurs municipaux est l'approche à privilégier afin d'accélérer le nécessaire virage vers l'aménagement durable des milieux de vie.

Compétences – Facilitation et partage des savoirs
Une des particularités des projets qu'elle a menés est la mise en commun des expertises. Chaque projet requiert l'engagement d'un organisme porteur, de l'arrondissement et d'un comité d'acteurs représentatif du milieu provenant des milieux scolaire, communautaire, de la santé et des services sociaux. Cela permet, tout au long de la démarche, de favoriser l'échange d'information entre les différents milieux, d'établir une vision commune basée sur des savoirs citoyens et des savoirs spécialisés. Cette particularité permet également d'effectuer des choix éclairés en ce qui concerne les activités de participation et les pistes d'action à mettre de l'avant, qui sont en accord avec la culture et les pratiques locales.

Compétences – Design de projets d'intervention citoyenne dans l'espace public
En partenariat avec Fondation de la famille J.W. McConnell, elle a contribué à mettre sur pied l'initiative Transforme ta ville, un appel aux citoyens (voir la vidéo de mobilisation) à réaliser des interventions dans l'espace public à Montréal, Laval et Longueuil. Les deux éditions ont permis de recevoir 133 propositions et de rejoindre plusieurs centaines de citoyens autour de 69 projets d'appropriation de l'espace public plus variés et créatifs les uns des autres (voir la vidéo de la ruelle no 13). Elle a accompagné les villes de Saguenay et de Shawinigan pour des expériences similaires d'interventions dans l'espace public.

Démarche de consultation citoyenne autour du développement du futur parc (terrain de l'ancien Golf)







Ville de Brossard – 2015-2016

MANDAT : Mener comme responsable principal un processus de consultation en trois phases, soit: comprendre les secteurs et ses besoins, explorer des solutions et bâtir ensemble l'avenir, en incluant les parties prenantes impliquées: élus, gestionnaires, professionnels en aménagement, citoyens riverains, organismes communautaires et brossardois.

OBJECTIFS : La municipalité souhaite positionner ce nouvel équipement collectif de qualité pour l'ensemble de la population brossardoise et l'inscrire dans les objectifs du PMAD et de ceux du plan stratégique 2013-2030.
Spécifiquement, le processus vise :

- Connaître les besoins des citoyens qui utiliseront le parc.
- Définir en collaboration avec les citoyens et parties prenantes une vision et des paramètres de développement pour le site.
- Rallier un plus grand nombre de citoyens à un projet commun d'aménagement du parc.

PRINCIPALES ACTIVITÉS RÉALISÉES :

- Entrevues d'acteurs clés et de riverains
- Soirée de consultation : Comprendre les besoins du secteur
- Soirée de kiosques participatifs : Explorer des solutions
- Sondage d'adhésion au projet
- Présentation du projet et évaluation du processus: Bâtir ensemble l'avenir
- Rencontre d'information sur le budget du projet

PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES :

- Élus, décideurs-gestionnaires, professionnels en aménagement, citoyens riverains du Golf, organismes du milieu (associatifs, sportifs, communautés culturelles) et citoyens brossardois (secteur élargi).
- Rôles du CEUM : Planification, animation et réalisation d'une démarche consultative. Médiation et tierce partie neutre. Coordination du plan de travail.

POINTS FORTS DE LA DÉMARCHE:

- La démarche participative a permis l'adhésion au projet de grand parc urbain par ses plus grands opposants.

Planification participative des aménagements permanents de la place Shamrock



Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie – 2016

MANDAT : La place Shamrock est un projet du programme d'implantation de rues piétonnes et partagées de la Ville de Montréal. Le CEUM a été le mandataire du processus de consultation réalisé par plusieurs activités sur le site. La démarche a impliqué plusieurs parties prenantes et visait à recommander des principes et des orientations d'aménagement qui guideront les aménagements permanents de la rue. Des tensions étaient tangibles avec certains résidents riverains depuis l'implantation de la deuxième phase du projet.

OBJECTIFS : L'arrondissement souhaite recevoir des recommandations pour développer un aménagement permanent à réaliser en 2018. Les activités visaient principalement à :

- Comprendre sur le terrain les enjeux, les forces et les faiblesses des aménagements temporaires.
- Recueillir les besoins et attentes de la population pour les aménagements permanents.
- Identifier des éléments de vision pour les aménagements permanents.
- Explorer des pistes de solutions pour relever les défis identifiés avec un comité aviseur de résidents, d'acteurs et de commerçants.

PRINCIPALES ACTIVITÉS RÉALISÉES :

- Marche exploratoire et comité aviseur avec les riverains, commerçants et acteurs du milieu.
- Kiosque de consultation avec la Bécane à idées sur le site.
- Entrevues avec des commerçants sur leur lieu d'affaires.
- Plateforme interactive et sondages en ligne.
- Carte postale avec boîte à idées sur le site.
- Atelier de codesign citoyen.
- Rencontre d'information et de discussion avec des commerçants opposés au projet.

PARTIES PRENANTES IMPLIQUÉES :

- Résidents riverains, grand public, commerçants du secteur, représentants d'organismes et de comités de citoyens.
- Rôles du CEUM : Planification, animation et réalisation d'un processus de consultation. Médiation et tierce partie neutre. Coordination du plan de travail. Rédaction d'un rapport synthèse.

POINTS FORTS DE LA DÉMARCHE:

- Apaisement des tensions et relation de confiance avec les riverains grâce aux activités sur le site et aux rencontres d'un comité restreint.
- Orientations retenues différentes que celles envisagées au départ.
- Le processus a offert des activités sollicitant différents niveaux d'implication des personnes : information, sondage, comité aviseur, activités participatives.
- Prix remportés : Récipiendaire du prix Capsana *Défi-Santé 5/30* 2017 volet Municipalités et familles – Arrondissements de Montréal.

IMPORTANT

Cette proposition est une offre forfaitaire. Puisque le processus n'est pas défini précisément, qu'il s'agit d'une démarche à créer et à adapter selon les besoins du milieu, l'offre est estimée de façon à accompagner l'ensemble des étapes. Toutefois, nous tenons à mentionner que cette démarche innovante comporte également un risque partagé en termes de ressources et selon ce que l'on souhaite accomplir ensemble.

Grille tarifaire - Site Eugène-Lapierre	Chargé de projet principal 100 $/h	Professionnel aménagement 85 $/h	Animateur 60 $/h	Déplacements 50 $/h	Total heures	Total heures $	Total autres	Total final	
Rencontres (2) de démarrage avec l'arrond.									
Prise de connaissance documentation	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Préparation	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Organisation (Ppt, déroulement, activités, outils, conseil mobilisation)	2	0	2	0	4	320 $	- $		
Rencontre de travail (2*2h) - 2 chargés de projet	4	0	4	0	8	640 $	- $		
Compte rendu (2)	0	0	4	0	4	240 $	- $		
Sous-Total	10	0	10	0	20	1 600 $	- $	1 600 $	
Entrevues d'acteurs ciblés									
Coordination avec le client	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Mobilisation et développement des outils d'animation	0	0	2	0	2	120 $	- $		
Réalisation des entrevues (8*1)	0	0	8	0	8	480 $	- $		
Compte-rendu et faits saillants	0	0	4	0	4	240 $	- $		
Sous-Total	2	0	14	0	16	1 040 $	- $	1 040 $	
Coordination avec les partenaires du Quartier des spectacles									
Coordination avec la Ville	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Organisation (Ppt, déroulement, activités, outils, conseil mobilisation)	2	0	3	0	5	380 $	- $		
Animation de l'atelier - 2 chargés de projet	2	0	2	0	4	320 $	- $		
Transcription des notes et compte-rendu	0	0	3	0	3	180 $	- $		
Sous-Total	6	0	8	0	14	1 080 $	- $	1 080 $	
Document d'information synthèse pour le public									
Coordination avec le client	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Rédaction et validation avec le client	0	8	0	0	8	680 $	- $		
Cartographie	0	6	0	0	6	510 $	- $		
Impressions	0	0	0	0	0	- $	100 $		
Sous-Total	2	14	0	0	16	1 390 $	100 $	1 490 $	
Kiosques de consultation mobile in situ									
Organisation du kiosque et des outils	0	4	8	0	12	820 $	- $		
Animation du kiosque (6 x 3h x 2 animateurs)	0	0	36	12	48	2 760 $	- $		
Déplacement et entreposage de la Bécane	0	0	0	6	6	300 $	- $		
Frais d'activités	0	0	0	0	0	- $	75 $		
Compilation et compte-rendu	0	2	10	0	12	770 $	- $		
Sous-Total	0	6	54	18	78	4 650 $	75 $	4 725 $	
Plateforme interactive en ligne									
Coordination, recherche, rédaction et contenu	2	2	6	0	10	730 $	- $		
Rédaction 2 sondages pour plateforme Réalisons Mtl	2	0	8	0	10	680 $	- $		
Compilation données de la plateforme	2	2	5	0	9	670 $	- $		
Sous-Total	6	4	19	0	29	2 080 $	- $	2 080 $	
Atelier de cocréation avec les citoyens									
Organisation (Ppt, déroulement, activités, outils, etc.)	1	15	5	0	21	1 675 $	- $		
Mobilisation et gestion des inscriptions	0	0	7	0	7	420 $	- $		
Animation de l'atelier (1 maître de cérémonie et 4 animateurs)	3,5	3,5	10,5	0	17,5	1 278 $	- $		
Graphisme	0	0	2	0	2	120 $	- $		
Frais d'activités	0	0	0	0	0	- $	150 $		
Compilation et compte-rendu	1	6	6	0	13	970 $	- $		
Sous-Total	5,5	24,5	30,5	0	60,5	4 463 $	150 $	4 613 $	
Rapport synthèse de recommandations									
Rapport synthèse préliminaire	4	10	4	0	18	1 490 $	- $		
Rapport synthèse final	1	6	0	0	7	610 $	- $		
Illustration	0	0	0	0	0	- $	300 $		
Préparation de la rencontre de présentation des résultats	1	1	0	0	2	185 $	- $		
Rencontre de présentation et d'évaluation avec la Ville	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Sous-Total	8	17	4	0	29	2 485 $	300 $	2 785 $	
Séance de travail avec les professionnels sur les options d'aménagement									
Préparation de la rencontre avec le client, ppt, odj, etc.	4	6	0	0	10	910 $	- $		
Prise de connaissance des documents existants		5	0	0	5	425 $	- $		
Animation interactive	2,5	2,5	0	0	5	463 $	- $		
compilation des notes et compte-rendu	1	4	0	0	5	440 $	- $		
Frais de matériel	0	0	0	0	0	- $	50 $		
Sous-Total	7,5	17,5	0	0	25	2 238 $	50 $	2 288 $	
Total	47	83	139,5	18	287,5	21 025 $	675 $	21 700,00 $	avant taxes
								1 085,00 $	TPS 5%
								2 164,58 $	TVQ 9,975%
								24 949,58 $	avec taxes

Options									
Conférence de type panel (optionnel)									
Coordination avec la Ville	2	0	0	0	2	200 $	- $		
Organisation (Ppt, déroulement, activités, outils, conseil mobilisation)	4	0	3	0	7	580 $	- $		
Animation de l'atelier - (1 maître cérémonie et 3 soutien)	3	0	9	0	12	840 $	- $		
Promotion (outils de communications, partenariat	0	0	3	0	3	180 $	200 $		
Cachet conférencier	0	0	0	0	0	- $	650 $		
Compilation et compte-rendu	0	0	5	0	5	300 $			
Sous-Total	9	0	20	0	29	2 100 $	850 $	2 950 $	
Atelier de validation avec les citoyens (optionnel)									
rencontre de travail #3 (2 personnes)	3	3	0	0	6	555 $	- $		
Organisation (Ppt, déroulement, activités, outils, conseil mobilisation)	3	12	12	0	27	2 040 $	- $		
Animation de l'atelier(1 maître de cérémonie et 4 animateurs)	3,5	3,5	10,5	0	17,5	1 278 $	- $		
Mobilisation et gestion des inscriptions	0	0	7	0	7	420 $	- $		
Frais de matériel	0	0	0	0	0	- $	150 $		
Graphisme	0	0	5	0	5	300 $	- $		
Sous-Total	9,5	18,5	34,5	0	62,5	4 593 $	150 $	4 743 $	
Sous-Total des options	18,5	18,5	54,5	0	91,5	6 693 $	1 000 $	7 693 $	
Grand total	65,5	101,5	194	18	379	27 718 $	1 675 $	29 392,50 $	avant taxes
								1 469,63 $	TPS 5%
								2 931,90 $	TVQ 9,975%
								33 794,03 $	avec taxes

Modalités de paiement

Taxes applicables
Les frais de TPS et TVQ s'appliquent à la présente offre.

Numéros de taxes du CEUM
TPS : no 89491 6071 RT0001
TVQ: no 1018554883 TQ 0001

Numéro de fournisseur de la Ville de Montréal
127949

Les honoraires sont payables par chèque à l'ordre de la **Société de développement communautaire de Montréal*** dans les 30 jours suivant la réception de la facture. Pour tout retard de paiement, le CEUM se réserve le droit de facturer des intérêts de 1,5 % par mois.

*L'organisme Centre d'écologie urbaine de Montréal figure au registre des entreprises sous le nom: *Société de développement communautaire de Montréal.*

Versements
Le montant total du mandat sera facturé comme suit :

- 25 % après les entrevues d'acteurs ciblés
- 50 % après l'atelier de cocréation avec les citoyens
- 25 % après la remise du rapport synthèse de recommandations

Signature de l'entente

En signant cette offre et en la retournant, vous en acceptez les conditions d'application et les modalités. Nous vous remercions de votre confiance.

Centre d'écologie urbaine de Montréal	**Arrondissement Ville-Marie**
Adresse 3516 avenue du Parc Montréal (Québec) H2X 2H7	Adresse 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8
Fait à Montréal le 4 juin 2018	Fait à Montréal le / / 2018 Jour mois année
 …… **Véronique Fournier** Directrice générale	…….. **Alain Dufort** Directeur d'arrondissement

Les éléments clés d'une collaboration réussie

Nous sommes convaincus qu'une vision commune du projet est un gage de succès. C'est pourquoi nous privilégions une approche ouverte et collaborative chaque fois que cela est possible. Nous croyons aussi que de grands projets peuvent se réaliser simplement si chacun contribue à sa juste part, selon ses capacités.

Validité de l'offre
La présente offre n'est valable que pour un délai d'un mois à partir de la date d'émission. Passée cette date, celle-ci doit être révisée par le CEUM et communiquée de nouveau au client. La réalisation de chacune des tâches et la fourniture des livrables sont subordonnées au respect des prérequis éventuels et à l'existence du contexte énoncé dans l'offre. Si ces prérequis ou ce contexte changent, l'offre doit être révisée par le CEUM avant d'être déclarée de nouveau valide. Si les changements de contexte ou la remise en question des prérequis sont constatés pendant l'exécution des travaux, ceux-ci peuvent être arrêtés de plein droit par le CEUM.

Le client en est alors avisé par courriel ou courrier. Une évaluation de la situation doit alors être faite permettant la conclusion d'un avenant à l'offre de service qui prendra en compte les changements. C'est cet avenant qui devient alors le nouveau cadre contractuel de référence.

Frais de déplacement(s), d'hébergement(s) et d'envoi de marchandises
Aucuns frais de déplacement, d'hébergement ni de frais d'envoi de marchandises n'est inclus, sauf stipulation contraire écrite dans la présente offre.

Propriété des livrables.
Sauf stipulation contraire écrite dans la présente offre, le CEUM offre au client une licence exclusive, irrévocable, sans royauté et perpétuelle, lui permettant, dans le cadre du ou des projets visés par la présente offre de services, d'utiliser, de reproduire et communiquer les livrables fournis. Toute reproduction partielle du contenu des livrables doit identifier clairement la source, l'auteur et le projet. Chacune des parties conserve la totalité de ses droits de propriété intellectuelle sur ses données propres, les présentes conditions contenues dans la présente offre n'opérant aucun transfert de propriété.

Horaires réguliers de travail
Sauf stipulation contraire nécessaire à la réalisation du mandat, l'horaire est de travail est de 9h à 17h, du lundi au vendredi.

Responsabilité
Le CEUM respecte les obligations légales et réglementaires applicables. Ses travaux sont réalisés avec l'expertise, l'expérience et le degré de diligence requis pour des projets similaires. Dans le cas où un litige est constaté, le CEUM assume pleinement ses responsabilités pour les livrables, informations et préconisations dont elle est l'auteure et qui ont été fournies dans le cadre de la présente offre. La responsabilité du CEUM ne peut toutefois pas être engagée si les livrables sont utilisés dans un autre contexte que le projet identifié par la présente offre.

Les informations techniques fournies par le CEUM peuvent s'appuyer ou contenir des données officielles. Lorsque requis, ces éléments sont clairement identifiés auprès du client. Le CEUM ne peut garantir l'exactitude de ces éléments pour lesquels il n'est ni l'auteur, ni le propriétaire. Lorsque requis, le CEUM prendra toutes les mesures jugées nécessaires pour défendre les intérêts de son client, en concertation avec ce dernier.

Durée du contrat
Le présent contrat prend effet dès sa signature et prend fin une fois les heures complétées ou à la résiliation du présent contrat pour l'une des causes qui y sont prévues.

Droit applicable et règlement des conflits
En cas de litige ou de conflit qui ne pourrait se régler par entente mutuelle, les tribunaux compétents sont ceux de Montréal, Québec



3516 avenue du Parc

Montréal, Québec, H2X 2H7
514 282-8378

info@ecologieurbaine.net

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1182840002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Autoriser une dépense maximale de 37 173,40 $ pour coordonner le processus de consultation du site Eugène-Lapierre (contrat gré à gré);

Accorder, à cette fin, un contrat au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) pour un montant total de 37 173,40 $, taxes incluses."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 37 173,40 $

	Années antérieures	2018
Montant		37 173,40 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 33 944,27 $

	Années antérieures	2018
Montant		33 944,27 $

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 33 944,27 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 22 782,29 $ Contrat de base

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306156	01801	54390	000000	0000	003147	000000	00000	00000

Montant: 11 161,98 $ Conférence 3 097,13 $; atelier 4 979,56 $ et Contingences 3 085,29 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306156	01801	54390	000000	0000	003147	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion numéro VM82840002.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2018-06-04**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184951006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, avec la Société canadienne de la Croix-Rouge, pour les années 2018 à 2021 et un renouvellement subséquent de trois ans, en cas de sinistre dans l'arrondissement de Ville-Marie, accorder, à même le budget de fonctionnement une contribution de 6 241,90 $, pour l'année 2018-2019 et s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-20 et 2020-2021

Il est recommandé :

1. De conclure avec la Société canadienne de la Croix-Rouge une entente établissant les paramètres de collaboration entre elle et l'arrondissement en cas de sinistre pour une durée de trois (3) ans (2018-2021) et un (1) renouvellement subséquent de trois (3) ans;

2. De verser une contribution de 6 241,90 $, prise à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement, pour défrayer les coûts de l'entente pour l'année 2018-2019, dans le cadre de la collecte de fonds annuelle de la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec);

3. De s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-20 et 2020-2021;

4. D'imputer ces dépenses conformément aux renseignements inscrits au document d'intervention financière joint à ce dossier.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-29 15:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184951006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, avec la Société canadienne de la Croix-Rouge, pour les années 2018 à 2021 et un renouvellement subséquent de trois ans, en cas de sinistre dans l'arrondissement de Ville-Marie, accorder, à même le budget de fonctionnement une contribution de 6 241,90 $, pour l'année 2018-2019 et s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-20 et 2020-2021

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'arrondissement est prié d'autoriser Me Dominico Zambito, Secrétaire d'arrondissement, à signer l'entente de services aux sinistrés à intervenir entre la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec) et la Ville de Montréal, arrondissement de Ville-Marie, pour une période de trois (3) ans (2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021) et verser un montant de 6 241,90 $ à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement pour défrayer les coûts de l'entente pour l'année 2018-2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O

DESCRIPTION

L'entente de services aux sinistrés proposée par la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec) vise à aider l'arrondissement à assurer l'encadrement des citoyens lors d'un sinistre. L'entente établie les paramètres de collaboration entre l'arrondissement et la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec). Cette entente permet à l'arrondissement de Ville-Marie d'avoir accès aux services et au matériel d'urgence de la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec), comme stipulé dans l'entente.
L'entente est valide pour une période de trois (3) ans et entre en vigueur à la date de signature par l'arrondissement. L'entente se renouvelle automatiquement pour une seule période d'une même durée à moins d'un avis contraire par l'une des deux (2) parties, et ce, 90 jours avant sa date d'expiration.

L'arrondissement désigne la Directrice – Culture, sports, loisirs et développement social pour assurer le suivi opérationnel de la présente entente.

JUSTIFICATION

Le ministère de la Sécurité publique conseille aux municipalités de conclure des ententes formelles avec certains organismes et plus particulièrement avec la Société canadienne de la Croix-Rouge pour ce qui est des services aux sinistrés. L'entente proposée par la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec) permettra à l'arrondissement d'avoir accès à des ressources utiles en situation d'urgence comme l'organisation d'un service, le soutien bénévole et logistique incluant du matériel d'urgence (lits pliants, couvertures, oreillers et trousses d'hygiène). Enfin, la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec) possède une expertise en matière de situation de sinistre qui serait profitable à l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin que la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec) puisse prendre les dispositions nécessaires en vue de s'acquitter de ses obligations découlant de l'entente et de participer à l'établissement d'une culture de sécurité civile au Québec, l'arrondissement accepte de participer à chaque année à la collecte de fonds de la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec).
Ainsi, l'arrondissement de Ville-Marie s'engage à verser une contribution annuelle pour la durée de l'entente comme suit :

- 2018-2019 : 0,07 $ per capita pour les services lors de sinistres majeurs pour la population de son territoire.
- 2019-2020 : 0,08 $ per capita pour les services lors de sinistres majeurs pour la population de son territoire.
- 2020-2021 : 0,08 $ per capita pour les services lors de sinistres majeurs pour la population de son territoire.

Pour la première année de l'entente, la base de calcul de la population se fera à partir des données du recensement 2016 qui évalue la population de l'arrondissement de Ville-Marie à 89 170 résidents.

Sur cette base, le don de l'arrondissement pour la première année de l'entente sera de 6 241,90 $ payé à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Pour les années subséquentes, le don de l'arrondissement sera de 7 133, 60 $ et sera ajusté au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-2020 et 2020-2021.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'arrondissement ne signe pas l'entente, la Croix-Rouge ne peut pas garantir qu'elle pourra soutenir l'arrondissement en cas de sinistre puisque les villes et arrondissements ayant signé des ententes en bonne et due forme seront desservies en priorité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-25

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667

Approuvé le : 2018-05-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1184951006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, avec la Société canadienne de la Croix-Rouge, pour les années 2018 à 2021 et un renouvellement subséquent de trois ans, en cas de sinistre dans l'arrondissement de Ville-Marie, accorder, à même le budget de fonctionnement une contribution de 6 241,90 $, pour l'année 2018-2019 et s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-20 et 2020-2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1184951006.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres

Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe



Final - Convention Croix-Rouge - Ville-Marie.pdf



Ville-Marie Contribution.pdf



aspect financier_dossier 1184951006.pdf

LETTRE D'ENTENTE SERVICES AUX SINISTRÉS

Entre

VILLE DE MONTRÉAL
(ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE)

et

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE,
QUÉBEC

ENTENTE

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, (ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE) personne morale de droit public ayant une adresse au, **800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage** , Montréal, Québec, **H2L 4L8**, agissant et représentée par monsieur **Domenico Zambito**, **Secrétaire d'arrondissement**, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du règlement de délégation d'arrondissement #CA-24-009.

Partie ci-après désignée par l'« ARRONDISSEMENT »

ET : **La SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE**, société légalement constituée en vertu des lois du Canada et dont le centre administratif du Québec est au 6, place du Commerce, Montréal, Québec ici représentée par son vice-président, Québec, monsieur Pascal Mathieu, dûment autorisé à ces fins;

Partie ci-après désignée par « la CROIX-ROUGE »

ATTENDU que les villes / municipalités doivent prendre des mesures pour assurer la protection des personnes et des biens contre les sinistres, conformément à plusieurs textes législatifs, notamment la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3) et la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, c. C-47.1);

ATTENDU que les villes / municipalités doivent protéger la vie, la santé, l'intégrité des personnes et des biens lors de sinistres;

ATTENDU que l'approbation de la présente entente relève des arrondissements de la Ville de Montréal puisqu'ils sont compétents à l'égard de la gestion des ressources humaines et matérielles sur leurs territoires;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE est partie intégrante de la Société canadienne de la Croix-Rouge, dont la mission est d'assister des individus, des groupes ou des communautés qui vivent des situations d'urgence ou des sinistres en leur offrant une assistance humanitaire;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE, organisme à part entière du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, intervient selon les règles régissant l'aide humanitaire (Annexe A « Les principes et les règles régissant l'aide humanitaire de la Croix-Rouge »), conformément à ses principes fondamentaux et au code de conduite qu'elle a adopté;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE est un organisme humanitaire sans but lucratif possédant des ressources et de l'expertise susceptible d'aider et de supporter, à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics, les villes / municipalités, lors d'un sinistre mineur ou majeur et ce, selon la disponibilité de ses ressources humaines et matérielles;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE a une entente de partenariat avec le ministère de la Sécurité publique du Québec à titre d'auxiliaire des pouvoirs publics relativement à la préparation et à la mise en œuvre de services aux sinistrés lors de sinistre;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE a une entente avec le ministère de la Sécurité publique du Québec concernant la gestion de l'inventaire du matériel d'urgence appartenant au gouvernement du Québec et disponible en cas de sinistre pour aider une population sinistrée;

ATTENDU que la CROIX-ROUGE et la Ville de Montréal ont conclu une entente pour la prestation de l'aide aux personnes sinistrées suite à une intervention d'urgence du Service de sécurité incendie de Montréal sur le territoire de l'agglomération de Montréal (CG07 0507);

ATTENDU la volonté de l'ARRONDISSEMENT et de la CROIX-ROUGE de convenir d'une entente écrite.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS

Dans la présente entente, les termes ci-après sont définis comme suit :

1.1 **INTERVENTION D'URGENCE :** Toute activité d'urgence sur le territoire couvert par cette entente et nécessitant les services aux sinistrés offerts par la CROIX-ROUGE, tel que convenu dans la présente;

1.2 **SERVICES AUX SINISTRÉS :** Les services décrits à l'Annexe B « Description des Services aux sinistrés », soit : l'Inscription et renseignements (Rétablissement des liens familiaux), Accueil et information, Hébergement de secours, Alimentation de secours, Habillement de secours, Services généraux (Services personnels), lors de sinistres mineurs ou majeurs;

1.3 **SINISTRÉ** : Toute personne devant évacuer d'urgence un lieu par mesure préventive ou, suite à un événement, qui met en cause son intégrité physique. Les personnes devant respecter des mesures de confinement sont également considérées comme sinistrées. L'avis d'évacuation d'urgence ou les mesures de confinement doivent être émis par les autorités municipales;

1.4 **PERSONNEL DE LA CROIX-ROUGE :** Tout personnel de la CROIX-ROUGE, qu'il soit bénévole, employé permanent ou contractuel;

1.5 **SINISTRE MAJEUR :** Un événement dû à un phénomène naturel, une défaillance technologique ou un accident découlant ou non de l'intervention humaine, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité affectée des mesures inhabituelles, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie (conformément à la Loi sur la sécurité civile, RLRQ, chapitre S-2.3);

1.6 **SINISTRE MINEUR :** Un événement exceptionnel de même nature qu'un sinistre majeur, mais qui ne porte atteinte qu'à la sécurité d'une ou de quelques personnes (conformément à la Loi sur la sécurité civile RLRQ, chapitre S-2.3);

1.7 **JOURS :** Lorsque des délais sont indiqués, ils sont calculés en nombre de jours ouvrables, c'est-à-dire que les samedis, les dimanches et les jours fériés sont exclus.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente vise à établir les paramètres de collaboration entre l'ARRONDISSEMENT et la CROIX-ROUGE en ce qui a trait à l'assistance humanitaire aux personnes sinistrées suite à un sinistre majeur et dans la limite des compétences, les devoirs et les obligations de l'ARRONDISSEMENT.

Comme partenaire de l'ARRONDISSEMENT, la CROIX-ROUGE contribue, selon ses normes et dans la mesure de ses capacités, à aider les citoyens affectés par un sinistre en dispensant les services aux sinistrés demandés.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Obligations générales de la CROIX-ROUGE

LA CROIX-ROUGE doit :

3.1.1 Mettre à la disposition de l'ARRONDISSEMENT, dans la mesure de ses disponibilités et sans mettre en danger la santé ou la sécurité des ressources humaines composées principalement de bénévoles, pour l'aider à organiser et dispenser les services aux sinistrés. Le caractère volontaire de la participation des bénévoles et/ou une situation qui compromettrait leur santé ou leur sécurité et/ou une force majeure peuvent avoir pour effet de réduire sans préavis leur nombre et leur disponibilité;

3.1.2 Fournir à l'ARRONDISSEMENT l'information sur son système d'alerte afin qu'elle puisse, en tout temps, faire appel à elle pour obtenir les services aux sinistrés;

La CROIX-ROUGE a un centre d'appel fonctionnel 24 heures/7jours. Pour avoir recours aux services de la CROIX-ROUGE lors d'un sinistre majeur ou mineur, vous devez composer le 1 877 362-2433 (ligne d'urgence) pour rejoindre le personnel de garde;

3.1.3 Identifier tout son personnel et son matériel avec l'emblème de la CROIX-ROUGE sur le site de l'intervention;

3.1.4 Nommer, lors d'intervention d'urgence, un porte-parole autorisé qui travaillera de concert avec le responsable des communications de l'ARRONDISSEMENT;

3.1.5 Travailler en collaboration avec les organismes du milieu afin d'éviter les dédoublements de services offerts aux sinistrés;

3.1.6 Travailler avec les services gouvernementaux appropriés afin de venir en aide aux enfants non accompagnés de moins de 16 ans et/ou aux personnes adultes vulnérables jusqu'à ce qu'ils retrouvent un membre de leur famille qui n'est ni un enfant ni un adulte vulnérable ou pris en charge par le service gouvernemental approprié. Le personnel de la CROIX-ROUGE qui surveillera des enfants non accompagnés ou des adultes vulnérables aura fait l'objet d'une vérification de leurs antécédents judiciaires avant d'être habilités à effectuer de telles surveillances;

3.1.7 Informer l'ARRONDISSEMENT de tout changement pouvant modifier la prestation de services aux sinistrés.

3.2 **Obligations de la CROIX-ROUGE lors de sinistres majeurs**

En plus de ses obligations prévues à l'article 3.1, la CROIX-ROUGE doit :

3.2.1 Mettre à la disposition de l'ARRONDISSEMENT les ressources matérielles d'urgence (lit pliant, couverture, oreiller, trousse d'hygiène) dont elle dispose selon la disponibilité conformément à l'entente qu'elle a avec le ministère de la Sécurité publique du Québec en ce qui a trait aux priorités d'acheminement soit : centre d'hébergement d'urgence ouvert lors de la demande, isolement de la population sinistrée, probabilité de l'intensification du risque et finalement, l'ordre d'arrivée de la demande;

3.2.2 Agir selon les modalités prévues dans le formulaire d'offre de services aux sinistrés et de matériel d'urgence qui devra être signé par les parties lors de la survenance d'un sinistre majeur (ci-après le « Formulaire d'offre de services »). Les informations relatives au Formulaire d'offre de services sont décrites à l'Annexe C *«* Offre de services aux sinistrés et de matériel d'urgence »;

3.2.3 Si plusieurs arrondissements adressent simultanément une demande d'offres de services à la CROIX-ROUGE, réaliser les priorités d'acheminement des ressources humaines et matérielles d'urgence aux arrondissements concernés conformément aux orientations établies par le Coordonnateur de sécurité civile de l'agglomération de Montréal ou par le Centre de sécurité civile de Montréal.

3.3 **Obligations générales l'ARRONDISSEMENT**

L'ARRONDISSEMENT doit :

3.3.1 Fournir à la CROIX-ROUGE l'information sur son système d'alerte afin qu'elle soit en mesure de fournir les services demandés lors de sinistres;

3.3.2 Informer le personnel concerné de l'ARRONDISSEMENT de l'objet de la présente entente ainsi que des modalités de fonctionnement;

3.3.3 Informer la CROIX-ROUGE de tout développement pouvant modifier la prestation des services aux sinistrés;

3.3.4 Respecter les normes d'utilisation du logo de la CROIX-ROUGE pour l'identification des services, du personnel ainsi que pour le matériel, notamment par l'obtention du consentement écrit de la CROIX-ROUGE avant l'utilisation de celui-ci;

L'emblème de la CROIX-ROUGE est une croix rouge sur fond blanc, un signe reconnu internationalement comme un symbole de protection et de neutralité, tandis que le logo de la CROIX-ROUGE est constitué de l'emblème et la phrase « Croix-Rouge canadienne / Canadian Red Cross »;

3.3.5 Collaborer avec la CROIX-ROUGE dans l'application des règles relatives à l'aide et à la surveillance des enfants non accompagnés de moins de 16 ans ou des personnes adultes vulnérables;

3.3.6 Faire état auprès des citoyens de l'ARRONDISSEMENT de la nature et des avantages de la présente entente conclue avec la CROIX-ROUGE;

3.3.7 Transmettre à la CROIX-ROUGE une copie de la résolution de l'autorité compétente autorisant la signature de la présente entente dans les 30 jours suivant la signature de celle-ci.

3.4 **OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT LORS DE SINISTRES MAJEURS**

En plus de ses obligations prévues à l'article 3.3, l'ARRONDISSEMENT doit :

3.4.1 Signer, dans un délai raisonnable, le Formulaire d'offre de services lorsque les services de la CROIX-ROUGE sont requis dans le cadre de sinistres majeurs ou lorsque le plan de mesures d'urgence (section services aux sinistrés) est activé;

3.4.2 Convenir, avec la CROIX-ROUGE, des ressources humaines et matérielles de l'ARRONDISSEMENT pouvant supporter la prestation des services aux sinistrés.

4. MODALITÉS DE L'OFFRE DE SERVICE

4.1 Lors de sinistres majeurs ou lorsque l'ARRONDISSEMENT active son plan de sécurité civile (mission Aide aux personnes sinistrées) ou lorsqu'un besoin est soulevé par le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) ou le Centre de sécurité civile (CSC), la CROIX-ROUGE dispensera, à la demande de l'ARRONDISSEMENT et en appui à celle-ci, les services aux sinistrés requis.

4.2 L'ARRONDISSEMENT remboursera à la CROIX-ROUGE les dépenses relatives à la prestation des services aux sinistrés ainsi que les dépenses encourues relatives aux ressources humaines et matérielles utilisées et associées à la prestation de cette aide. La facturation sera effectuée selon l'Offre de services signée entre les parties et selon les paramètres décrits dans l'Annexe D « Frais assumés par une ville, municipalité ou tout autre demandeur lorsqu'il requiert les services de la Croix-Rouge lors d'interventions d'urgence ».

4.3 Afin d'aider la CROIX-ROUGE à bien préparer son personnel et à planifier les services à offrir, l'ARRONDISSEMENT identifie, à titre indicatif, les services et le niveau de l'aide demandée à la CROIX-ROUGE suivants : **(cochez)**

Services	Organisation du service	Soutien bénévole
Inscription et renseignements (Rétablissement des liens familiaux)		X
Accueil et information		X
Hébergement de secours		X
Alimentation de secours		X
Habillement de secours		X
Services généraux (Services personnels)		X

L'Annexe B « Description des services aux sinistrés » présente une description des services.

L'organisation d'un service signifie que la CROIX-ROUGE organise, supervise et fait la prestation du service.

Le soutien bénévole signifie que la CROIX-ROUGE met à la disposition de l'ARRONDISSEMENT des ressources bénévoles qui dispenseront le service sous la supervision de l'ARRONDISSEMENT

Lors d'une demande d'aide en cas d'un sinistre majeur, l'ARRONDISSEMENT pourra modifier ses choix en fonction des événements et selon les besoins.

4.4 Afin d'aider la CROIX-ROUGE à bien planifier sa logistique concernant le matériel d'urgence dont elle dispose, l'ARRONDISSEMENT identifie, à titre indicatif, le type de matériel qu'elle pourrait demander à la CROIX-ROUGE : **(cochez)**

X	Lits pliants	X	Couvertures	X	Oreillers	X	Trousses d'hygiène

5. MÉCANISMES DE SUIVI OPÉRATIONNEL DE L'ENTENTE

Afin de faciliter le travail de préparation et de planification de la prestation des services identifiés dans la présente entente :

5.1 La CROIX-ROUGE désigne madame Claudie Laberge, Directrice Service Gestion des urgences, pour assurer le suivi opérationnel de la présente entente.

5.2 L'ARRONDISSEMENT désigne **Dominique Archambault, Directrice de la culture, des sports, des loisirs**, pour assurer le suivi opérationnel de la présente entente.

6. DURÉE DE L'ENTENTE

6.1 Cette entente est valide pour **trois ans (3)** et entre en vigueur à la date de signature par le représentant de l'ARRONDISSEMENT.

6.2 La présente entente se renouvellera automatiquement pour une seule période d'une même durée, à moins que l'une des parties n'avise l'autre de son intention d'en revoir le contenu dans les quatre-vingt-dix (90) jours précédant l'expiration de celle-ci.

6.3 Toutefois, l'une ou l'autre des parties peut résilier la présente entente en tout temps par l'envoi, à l'autre partie, d'un avis écrit de résiliation transmis dans les quatre-vingt-dix (90) jours avant la date de sa prise d'effet.

6.4 La présente entente pourra être modifiée en tout temps avec le consentement mutuel et écrit des parties.

7. CONFIDENTIALITÉ

7.1 La CROIX-ROUGE et l'ARRONDISSEMENT reconnaissent que tous les renseignements personnels recueillis aux fins de la constitution des dossiers ont été divulgués à la CROIX-ROUGE en tant que renseignements personnels, protégés par la politique de confidentialité de la CROIX-ROUGE et par toute législation applicable protégeant la confidentialité des renseignements personnels.

7.2 La CROIX-ROUGE s'engage à informer les personnes sinistrées, de façon verbale ou écrite, de la raison de la cueillette de renseignements personnels, de la façon dont ils seront utilisés et qui y aura accès.

7.3 La CROIX-ROUGE et l'ARRONDISSEMENT reconnaissent qu'une personne sinistrée pourra exiger que les renseignements personnels qu'elle a divulgués à la CROIX-ROUGE ne puissent être transmis à l'ARRONDISSEMENT. Le cas échéant, la CROIX-ROUGE divulguera uniquement à l'ARRONDISSEMENT le nombre de personnes visées par une telle restriction.

7.4 Sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ,* chapitre A-2.1), l'ARRONDISSEMENT s'engage à respecter le caractère confidentiel de tous les renseignements et matériaux lui étant fournis par la CROIX-ROUGE qu'ils soient ou non expressément identifié comme étant «confidentiels». De plus, l'ARRONDISSEMENT convient d'utiliser ces renseignements seulement aux fins de la prestation de ses obligations selon la présente entente et à aucune autre fin.

7.5 Toutes les obligations de confidentialité demeurent valides une fois la présente entente échue.

8. DISPOSITIONS FINALES

Rien dans la présente entente ne fait naître une relation de travail ou un lien de subordination entre l'ARRONDISSEMENT et le personnel de la CROIX-ROUGE, sauf si cette situation est prévue dans la Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3), la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C.C.-19) ou une autre loi.

8.1 La CROIX-ROUGE s'engage à tenir l'ARRONDISSEMENT indemne de toute réclamation de tiers pour un préjudice découlant :

- D'une faute commise par le personnel de la CROIX-ROUGE mis à la disposition de l'ARRONDISSEMENT dans l'exécution de leurs fonctions.
- De l'utilisation, de l'usage ou de la manipulation du matériel ou de l'équipement fourni par la CROIX-ROUGE et sous sa supervision.

8.2 La CROIX-ROUGE s'engage à fournir à l'ARRONDISSEMENT du matériel en bon état de fonctionnement. Cependant, lorsque, à la demande de l'ARRONDISSEMENT, la CROIX-ROUGE fournit du matériel, sans que celui-ci ne soit utilisé sous sa supervision, l'ARRONDISSEMENT devra tenir la CROIX-ROUGE indemne de toute réclamation de tiers pour un préjudice découlant d'une utilisation, d'un usage ou d'une manipulation inapproprié ou abusif.

8.3 La CROIX-ROUGE est détentrice d'un droit d'auteur sur tous les documents qu'elle utilise lors d'une intervention d'urgence et en a l'usage exclusif.

8.4 La CROIX-ROUGE ne peut céder ses droits et obligations en vertu de la présente entente sans le consentement écrit de l'ARRONDISSEMENT.

8.5 La CROIX-ROUGE peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, mandater des fournisseurs pour remplir ses obligations de services aux personnes sinistrées découlant de cette entente. Cependant, la CROIX-ROUGE ne peut mandater des fournisseurs pour les services d'inscription, la tenue des dossiers et la production de rapports à moins d'avoir préalablement obtenu le consentement de l'ARRONDISSEMENT. La CROIX-ROUGE conservera la responsabilité des actions des mandataires.

8.6 Les parties ne sont pas tenues responsables des engagements contractuels pris par l'autre partie avec un tiers pour l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente entente.

8.7 Dans le cas d'une force majeure, c'est-à-dire lorsqu'un ensemble de circonstances entrave de manière significative la capacité de la CROIX-ROUGE à fournir des services aux personnes sinistrées en dépit d'efforts raisonnables incluant, mais sans restreindre, l'incapacité à accéder à du matériel d'urgence, la CROIX-ROUGE et l'ARRONDISSEMENT se consulteront pour décider des mesures appropriées pour le respect des obligations découlant de la présente entente.

8.8 L'une ou l'autre des parties peut résilier la présente entente en tout temps par l'envoi à l'autre partie d'un avis écrit de résiliation transmis par courrier recommandé ou certifié. La résiliation prendra effet de plein droit à l'expiration des quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réception de l'avis. La CROIX-ROUGE aura le droit, le cas échéant, au remboursement des dépenses encourues pour toutes activités réalisées dans le cadre de cette entente avant sa résiliation, sans autre compensation ni indemnité que ce soit.

8.9 La présente entente peut être signée en un ou plusieurs exemplaires, dont chacun sera réputé être un original, mais dont l'ensemble constitue une seule et même entente. Les fac-similés font foi d'une entente valide et exécutoire entre les parties.

8.10 Les annexes mentionnées à la présente entente font partie intégrante de celle-ci. En cas de conflit entre l'annexe et la présente entente, cette dernière prévaudra.

9. AUTRES DISPOSITIONS

9.1 Afin que la CROIX-ROUGE puisse prendre les dispositions nécessaires en vue de s'acquitter des obligations découlant de la présente entente et de participer à l'établissement d'une culture de sécurité civile au Québec, l'ARRONDISSEMENT accepte de participer, chaque année, à la collecte de fonds de la CROIX-ROUGE.

L'ARRONDISSEMENT s'engage à verser une contribution annuelle pour la durée de l'entente comme suit :

- 2018-2019 : 0,07 $ per capita
- 2019-2020 : 0,08 $ per capita
- 2020-2021 : 0,08 $ per capita

9.2 Le versement de la contribution annuelle se fera dans les trente (30) jours suivants la signature de l'entente et, par la suite, à la date d'anniversaire de la signature pour la durée de l'entente.

9.3 Pour être en mesure d'aider adéquatement les sinistrés, la CROIX-ROUGE pourra organiser une collecte de fonds si ses ressources sont insuffisantes pour répondre aux besoins des sinistrés. La CROIX-ROUGE informera l'ARRONDISSEMENT de ses démarches. La collecte de fonds et l'utilisation de ceux-ci se feront selon les normes de la CROIX-ROUGE.

9.4 Au besoin et à la demande de l'ARRONDISSEMENT, la CROIX-ROUGE pourra faire la gestion d'une collecte de fonds destinée à aider les sinistrés. La collecte de fonds et l'utilisation de ceux-ci se feront selon les normes de la CROIX-ROUGE.

10. GESTION DE L'ENTENTE

Les parties désignent les représentants suivants pour assurer la gestion et le suivi de la présente entente ainsi que pour recevoir tous les avis envoyés dans le cadre de cette entente :

Représentant de l'ARRONDISSEMENT :	Madame Dominique Archambault Directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social 800, boul. de Maisonneuve Est, 18e étage Montréal, QC H2L 4L8 Téléphone :514-872-7667 Télécopieur : 514-868-3292 Courriel : darchambault@ville.montreal.qc.ca

Représentant la CROIX-ROUGE :	Madame Claudie Laberge Directrice - Service de Gestion des urgences 6, place du Commerce Verdun, QC H3E 1P4 Téléphone : 418 648-9066, poste 6485302 Télécopieur : 418 648-1320 Courriel : ententesmunicipales@croixrouge.ca

11. RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS

11.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution à l'amiable de ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon les modalités à convenir, pour les assister dans la recherche de la solution.

11.2 La présente entente est régie par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES, APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE CETTE ENTENTE ET EN AVOIR ACCEPTÉ LES CONDITIONS, ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, EN DEUX (2) EXEMPLAIRES :

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE – Division du Québec

Québec ce 16 ième jour de mai mois 2018

Claudie Laberge
Directrice
Service, Gestion des urgences

Julie Gauthier
Directrice des finances et de l'administration
Service administratif

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE :

Montréal ce _____ ième jour de _____ mois 2018

Me Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Annexe A

LES PRINCIPES ET LES RÈGLES RÉGISSANT
L'AIDE HUMANITAIRE DE LA CROIX-ROUGE

Les principes et les règles de la Croix-Rouge proviennent d'un code de conduite formulé et adopté en 1994 par huit des plus anciens et importants organismes d'assistance du monde, dont la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge. Depuis, pas moins de 142 gouvernements ont donné leur appui au code.

Ce code n'a aucun caractère coercitif et peut être appliqué librement par toute organisation humanitaire. Il propose des principes d'action qui sont des normes professionnelles pour agir en cas de catastrophes.

Voici les dix principes essentiels que nous devons respecter et qui rejoignent nos principes fondamentaux :

1. **L'impératif humanitaire est une priorité absolue.**

2. **L'aide doit être apportée sans aucune distinction de race, de croyance ou de nationalité du bénéficiaire et sans discrimination d'aucune sorte. Les priorités en matière d'assistance sont déterminées en fonction des seuls besoins.**

   La Croix-Rouge, qui s'efforce de prévenir et d'alléger la souffrance humaine, considère comme un devoir essentiel de : secourir toutes les victimes de désastre sans discrimination et de façon indépendante; apporter une aide humanitaire aux sinistrés à la mesure de leur souffrance; procéder à une analyse des besoins sur le terrain et soulager, par priorité, les détresses les plus urgentes.

3. **L'aide ne doit pas être utilisée pour subvenir à des besoins de convictions politiques ou religieuses, quelles qu'elles soient.**

   L'aide humanitaire de la Croix-Rouge est apportée gratuitement et sans aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale ou d'appartenance politique et respecte les sept principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, volontariat, unité et universalité.

4. **Nous nous efforcerons de ne pas servir d'instrument à la politique étrangère des gouvernements.**

5. **Nous respecterons les cultures et les coutumes.**

6. **Nous chercherons à fonder nos interventions sur les capacités locales.**

7. **Nous nous emploierons à trouver les moyens d'associer les bénéficiaires des programmes à la gestion des secours.**

8. **Les secours doivent viser autant à limiter les vulnérabilités futures qu'à satisfaire les besoins essentiels.**

   L'aide de la Croix-Rouge a, en principe, un caractère auxiliaire et complémentaire et s'exerce en premier lieu durant la phase d'urgence. Des circonstances particulières lors d'un sinistre pourraient amener la Croix-Rouge à développer un programme d'assistance exceptionnelle à plus long terme et temporaire. Lors d'un sinistre majeur, l'aide de la Croix-Rouge comble les besoins non couverts par les décrets gouvernementaux ou les polices d'assurance, selon l'analyse des besoins essentiels de première nécessité. La Croix-Rouge, le cas échéant, couvre des projets de développement ou de prévention.

9. **Nous nous considérons responsables tant à l'égard des bénéficiaires potentiels de nos activités que vis-à-vis nos donateurs**

   La Croix-Rouge s'engage à ne divulguer aucune information sur l'aide spécifique apportée à un sinistré sans son consentement.

10. **Dans nos activités d'information, de promotion et de publicité, nous présentons les victimes comme des êtres humains dignes de respect et non comme des sujets de compassion.**

Annexe B

DESCRIPTION DES SERVICES AUX SINISTRÉS

Inscription et renseignements (Rétablissement des liens familiaux)

Ce service a pour objectif de réduire l'anxiété et la peur ressenties lorsque des proches sont séparés en raison d'un sinistre mineur ou majeur.

Il permet de recueillir des renseignements précis auprès des sinistrés (inscription) et de répondre aux demandes de renseignements de leurs proches au sujet de leur santé et à savoir comment entrer en contact avec eux.

L'inscription peut soutenir la prestation de d'autre type d'assistance, différents de ceux de la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge peut dispenser ou organiser le service d'Inscription et renseignements de ces façons :

- Avec un système de gestion informatisé incluant la possibilité d'effectuer l'inscription en ligne
- Selon le système d'Inscription et renseignements de Santé Canada;
- Par contact direct en donnant accès aux sinistrés à un téléphone, à un courrier électronique ou à la base de données des inscriptions de la Croix-Rouge.

Accueil et information

Ce service a pour objectif d'accueillir les sinistrés dans les lieux ou ils peuvent recevoir des services et ou de les informer sur les services qui sont disponibles qu'ils soient offerts par la Croix-Rouge ou d'autres organisations.

Ce service peut être organisé de ces façons :

- Dans un centre d'hébergement d'urgence (CHU) où dans tout autre lieu où des services sont disponibles pour les sinistrés
- Par la mise sur pied d'un Centre d'accueil et d'information pour les sinistrés (CAI)
- Par la mise en place d'un centre d'appel d'information et de renseignements à l'intention des sinistrés.

Hébergement de secours

Ce service permet d'offrir aux sinistrés un lieu d'hébergement temporaire, sécuritaire permettant de préserver leur dignité et de les supporter pendant l'évacuation.

La Croix-Rouge peut dispenser ou organiser ce service de deux (2) façons :

- Hébergement commercial, hôtel et motel
- Centre d'hébergement d'urgence (CHU)

La Croix-Rouge favorise l'utilisation des ressources personnelles en supportant les sinistrés afin qu'ils puissent retourner chez eux le plus tôt possible ou en leur suggérant d'avoir recours à des parents ou des amis pour leur hébergement. La distribution de couvertures, de trousses d'hygiène et d'oreillers est alors possible.

Alimentation de secours

Ce service permet de fournir une alimentation de secours aux sinistrés afin d'assurer leur subsistance.

La Croix-Rouge peut dispenser et organiser ce service de deux (2) façons :

- En référant les sinistrés dans des établissements commerciaux tels que : restaurant, cafétéria publique ou avec l'aide d'un traiteur
- En cafétéria gérée par la Croix-Rouge (Dans ce cas la Croix-Rouge confiera la responsabilité à des professionnels)

La Croix-Rouge voit à ce que la nourriture réponde aux exigences alimentaires des groupes à risques, notamment les nourrissons, les enfants, les femmes enceintes ou qui allaitent, les personnes âgées, les personnes devant suivre une diète particulière et le personnel d'intervention. La nourriture doit également respecter la culture de la population touchée et tenir compte des effets du stress que certains aliments peuvent provoquer.

Habillement de secours

Ce service permet de fournir des vêtements dans le but de préserver la dignité des sinistrés et qu'ils soient vêtus convenablement en fonction du climat.

La Croix-Rouge dispense ce service avec l'aide de fournisseurs en habillement. La Croix-Rouge ne fournit que des vêtements neufs.

Services généraux (Services personnels)

La Croix-Rouge peut s'occuper de prendre soin temporairement, des enfants non accompagnés et des adultes non autonomes, jusqu'à ce qu'ils soient pris en charge par leur famille ou un autre organisme.

La Croix-Rouge peut faciliter l'accès à des soins médicaux ou répondre aux besoins personnels tels que, le renouvellement d'une ordonnance de médicaments essentiels, le remplacement ou à la réparation de lunettes, dentier, prothèse ou appareil auditif ou de matériel ambulatoire lorsque aucune autre ressource financière n'est disponible.

La Croix-Rouge distribue au besoin des trousses d'hygiène et s'assure que les bébés et les personnes incontinentes aient tous les produits requis.

Annexe C

Demande de services aux sinistrés et de matériel d'urgence

Lorsqu'une ville / municipalité demande l'aide de la CROIX-ROUGE pour une intervention, un formulaire de *Offre de services aux sinistrés et de matériel d'urgence* sera alors complété par la CROIX-ROUGE et signée par les parties, dans les 24 heures, pour déterminer les services à dispenser, les modalités d'organisation, la durée ainsi que l'estimation des dépenses qui pourraient être facturées.

La ville / municipalité doit identifier les services aux sinistrés requis parmi les suivants et discuter des modalités d'organisation avec la CROIX-ROUGE :

- Inscription et renseignements (Rétablissement des liens familiaux)
- Accueil et information
- Hébergement de secours
- Alimentation de secours
- Habillement de secours
- Services généraux (Services personnels)

L'annexe B *Description des services aux sinistrés* présente une description des services.

La ville / municipalité doit déterminer le niveau de responsabilité d'intervention qui est confié à la CROIX-ROUGE pour chaque service. Ceci permet à la CROIX-ROUGE de planifier les ressources humaines et matérielles nécessaires. Les deux niveaux de responsabilités sont :

- **L'organisation d'un service** signifie que la CROIX-ROUGE organise, supervise et fait la prestation du service.

- **Le soutien bénévole** signifie que la CROIX-ROUGE met à la disposition de la ville / municipalité des ressources bénévoles qui dispenseront le service sous la supervision de la ville / municipalité.

La ville / municipalité doit identifier le type de matériel d'urgence ainsi que les quantités requises parmi le matériel suivant et devra s'entendre avec la CROIX-ROUGE sur les modalités pour le transport du matériel :

- Lits pliants
- Couvertures
- Oreillers
- Trousses d'hygiène

NOTE : La livraison du matériel d'urgence ne peut être faite à l'unité. Par exemple, pour les lits un minimum de 36 unités, équivalent à une palette de lits sera livré au demandeur.

L'identification des coûts à être assumés par la ville / municipalité est basée sur les paramètres définis dans l'Annexe D « *Frais assumés par une ville, municipalité ou tout autre demandeur lorsqu'il requiert les services de la CROIX-ROUGE lors d'interventions d'urgence* » et des directives nationales sur l'aide aux sinistrés, Phase d'urgence, Croix-Rouge canadienne.

Annexe D

FRAIS ASSUMÉS PAR UNE VILLE, MUNICIPALITÉ OU TOUT AUTRE DEMANDEUR LORSQU'IL REQUIERT LES SERVICES DE LA CROIX-ROUGE LORS D'INTERVENTIONS D'URGENCE

Cette annexe identifie les frais qu'un demandeur devra assumer, notamment mais sans restreindre, lors d'un sinistre majeur, lorsqu'il active son plan de sécurité civile (section services aux sinistrés) ou lorsqu'il place la CROIX-ROUGE en préalerte.

SERVICES GRATUITS

Ressources humaines bénévoles

Afin d'être prête à supporter les villes / municipalités ou tout autre demandeur à aider les sinistrés, la CROIX-ROUGE recrute, forme et anime un réseau de bénévoles et d'employés spécialisés dans l'organisation et la prestation des services aux sinistrés.

Les heures investies par les bénévoles pour organiser et dispenser les services lors de sinistres sont la contribution offerte par la CROIX-ROUGE à la ville / municipalité ou tout autre demandeur. Selon une étude de Statistiques Canada, le travail effectué par les bénévoles est estimé à 16,39 $/heure.

Prêt de matériel

Aucun frais de location ne sont facturés par la CROIX-ROUGE pour le matériel d'urgence prêté, tels que les lits pliants et couvertures.

Aucune dépense encourue par la CROIX-ROUGE pour la gestion et la préparation du matériel ne sera facturée.

Seuls les frais encourus et cités dans la partie « Dépenses relatives au matériel d'urgence prêté » sont facturés.

DÉPENSES POUVANT ÊTRE FACTURÉES

Dépenses relatives aux ressources humaines (personnel Croix-Rouge)

- Les frais de transport
- Les frais de subsistance
- Les frais de logement
- Le salaire des employés temporaires embauchés lors de l'intervention ainsi que le temps supplémentaire des employés réguliers, incluant les avantages sociaux. La raison de l'embauche ou du temps supplémentaire devra être reliée directement à l'intervention et acceptée par le demandeur.

Prêt de personnel régulier. À la demande de la ville / municipalité ou tout autre demandeur et suite à des discussions avec la CROIX-ROUGE, s'il est entendu que le mandat exige le prêt d'un membre du personnel régulier pour l'affecter à temps plein à l'intervention, la CROIX-ROUGE facture au demandeur le salaire de ce membre du personnel selon les échelles en vigueur, majoré de 25 % pour couvrir ses avantages sociaux. Les heures supplémentaires et les jours fériés travaillés sont facturés.

Dépenses relatives aux ressources matérielles

Ces dépenses comprennent, notamment, mais sans restreindre : la location ou l'achat de matériel réutilisable relié à l'intervention, l'achat de matériel de sécurité, le remplacement du matériel perdu ou détérioré appartenant à la CROIX-ROUGE, les locations diverses (véhicules, téléphones, entrepôts, photocopieurs, etc.), la location de locaux ou renouvellement de baux, les frais variables d'utilisation des véhicules appartenant déjà la CROIX-ROUGE (par exemple, les assurances, le déductible en cas de perte ou dommage, les frais d'utilisation par kilomètre, etc.), les frais d'interurbains, le remplacement de biens utilisés (papeterie ou autres articles), le nettoyage du matériel ou des équipements de la CROIX-ROUGE, ainsi que les frais d'installation temporaire d'équipement (ligne téléphonique, ordinateur, télécopieur, etc.).

Dépenses relatives au matériel d'urgence prêté

- Pour les lits pliants et les couvertures : les frais de transport, de réparation, de remplacement du matériel perdu ou détérioré ainsi que les frais de nettoyage.
- Pour les trousses d'hygiène et les oreillers : les frais de transport et d'utilisation.

Dépenses liées à l'aide directe aux personnes sinistrées

La CROIX-ROUGE facture les dépenses de l'aide directe aux personnes sinistrées (hébergement, alimentation, habillement, services généraux) selon ses normes d'assistance aux personnes sinistrées en vigueur. La CROIX-ROUGE fournit au demandeur une copie de ses normes d'assistance en vigueur lors de l'offre de service.

Autres dépenses nécessaires lors de l'intervention

Si le type d'intervention le requiert, d'autres dépenses pourraient être faites par la CROIX-ROUGE. Par exemple, des frais d'émission de communiqué de presse, d'assurances spéciales, d'un service de sécurité, etc.

Toutes les réclamations de dépenses seront appuyées par des factures détaillées accompagnées des preuves de paiement. Si la CROIX-ROUGE fait des dépenses en utilisant des cartes cadeaux, elle fournira au demandeur les reçus des cartes cadeaux ainsi que le détail général de leur utilisation.

Urgences 24 heures
1-877-362-2433

Québec, le 16 mai 2018

Contribution # de dossier: 569800

Ville de Montréal - Arrondissement Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal,QC H2L 4L8

Madame Dominique Archambault
Directrice de la culture, des sports, des loisirs

Envoi par courriel : darchambault@ville.montreal.qc.ca

Description	Population	Per Capita	Contribution
Entente Services aux sinistrés *Couvrant la période d'un an, à partir de la date de signature.*	89 170	0,07 $	6 241.90 $

Veuillez faire parvenir votre contribution à :

Suzie Lavoie
Coordonnatrice senior – Relations municipales et opérations
Croix-Rouge canadienne
325, rue de la Croix-Rouge
Québec (Québec) G1K 2L4

Pour information :
suzie.lavoie@croixrouge.ca
Tél. 418-648-9066, poste 6485328

MERCI DE CONTRIBUER AU MAINTIEN
ET À LA FORMATION DES ÉQUIPES
D'INTERVENTION - **SERVICES AUX SINISTRÉS**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184951006

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Société canadienne de la Croix-Rouge	118185

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Les contributions pour les années 2019 et 2020 pourraient êtres ajustées en fonction de la population de l'arrondissement recensée.

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		6 241,90 $	7 133,60 $	7 133,60 $				**20 509,10 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 35

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	12	juin	2018	Date de fin :	11	juin	2021

Formulaire complété par : Valérie Leduc

Prénom, nom

Date et heure système : 25 mai 2018 15:45:49

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1184951006

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"De conclure avec la Société canadienne de la Croix-Rouge une entente établissant les paramètres de collaboration entre elle et l'arrondissement en cas de sinistre pour une durée de trois (3) ans (2018-2021) et un (1) renouvellement subséquent de trois (3) ans;

De verser une contribution de 6 241,90 $, prise à même le budget de fonctionnement de l'arrondissement, pour défrayer les coûts de l'entente pour l'année 2018-2019, dans le cadre de la collecte de fonds annuelle de la Société canadienne de la Croix-Rouge (Québec);

De s'engager à verser une contribution de 7 133,60 $ ajustée au besoin selon la population recensée pour chacune des années 2019-20 et 2020-2021."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 509,10 $

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		6 241,90 $	7 133,60 $	7 133,60 $				**20 509,10 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 509,10 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par la demande d'achat numéro 553032
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-28**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180141004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'affectation du surplus libre de l'arrondissement de 1 800 000 $, à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019, afin de soutenir la réalisation des projets de piétonnisation entre 2019 et 2021

D'affecter une somme de 1 800 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement afin de financer les projets de piétonnisations dans l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2019 à 2021

D'intégrer ce montant au budget de fonctionnement à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-25 08:48

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180141004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'affectation du surplus libre de l'arrondissement de 1 800 000 $, à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019, afin de soutenir la réalisation des projets de piétonnisation entre 2019 et 2021

CONTENU

CONTEXTE

Véritable expérience urbaine de développement durable et de revitalisation de quartier en plein centre-ville de Montréal, le premier projet de piétonnisation a eu lieu sur la rue Sainte-Catherine Est, entre la rue Berri et l'avenue Papineau pour une période de 10 semaines dans le courant de l'été 2008.
Depuis plusieurs autres initiatives de cette nature ont été mises de l'avant et historiquement les dépenses attachées à ces projets ont été financées par affectation de surplus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240303 : réserver une somme de 1 500 000 $ à partir des surplus libres de l'arrondissement qui sera répartie sur les années 2016, 2017 et 2018 pour la tenue des piétonnisations;
CA16 240167 : approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2018, avec la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour les étés 2016 à 2018 et accorder des contributions totalisant 94 258,31 $

CA 18 240163 : approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2018, avec différents organismes pour la réalisation de projets d'aménagement de rues piétonnes pour l'été 2018 et accorder des contributions totalisant 80 000 $;

CA18 240152 : approuver la convention avec la Société de développement commercial du Village, se terminant le 31 décembre 2018, pour la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder une contribution de 340 000 $ pour la programmation Aires libres 2018 ;

CA18 240153 : approuver la convention, du 3 mai au 28 septembre 2018, avec le Service

de police de la Ville de Montréal pour l'embauche de six cadets policiers pour une durée de vingt et une semaines, dans le cadre de la piétonnisation de la rue Sainte-Catherine Est et accorder un versement de 95 349,78 $.

DESCRIPTION

Affecter un montant annuel de 600 000$ pour un total de 1 800 000 $pour couvrir les différentes dépenses relatives à la poursuite des projet de piétonnisation pour les années 2019 à 2020.
Le montant annuel sera intégré au budget de fonctionnement à partir de 2019 pour couvrir des dépenses telles que :

- Contributions financières aux promoteurs pour soutenir leur projet;
- Services professionnels afin d'assurer la sécurité publique;
- Dépenses de voirie (signalisation, équipement pour la sécurité des piétons, mobilier urbain, éléments décoratifs);
- Communication
- Location de terrain;

JUSTIFICATION

La piétonnisation de rues permet la création de nouveaux espaces publics de proximité et favorise l'augmentation de l'animation urbaine, de la sécurité, de la convivialité ainsi que la réappropriation de l'espace public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'intégration au budget des sommes requises pour la tenue des piétonnisations permettra de mieux planifier les activités et aussi dans certains cas de signer des ententes sur plusieurs années avec les partenaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Ghizlane KOULILA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Driss EZZAHER
chef de division

Tél : 514 868-4529
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-17

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint

Tél : 514-872-9763
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180141004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Objet :	Autoriser l'affectation du surplus libre de l'arrondissement de 1 800 000 $, à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019, afin de soutenir la réalisation des projets de piétonnisation entre 2019 et 2021

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180141004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghizlane KOULILA
Agente de gestion des ressources financières
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180141004

Nature du dossier : Autre

Précision: AFFAECTATION DE SURPLUS 2019-2021

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : Aucun

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

Financement : Affectation de surplus

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		600 000,00 $	600 000,00 $	600 000,00 $				**1 800 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) / mois / année

Date de fin : jour (si connu) / mois / année

Formulaire complété par : DRISS EZZAHER

Prénom, nom

Date et heure système : 16 mai 2018 11:39:57

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180141004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"D'affecter une somme de 1 800 000 $ provenant des surplus de l'arrondissement afin de financer les projets de piétonnisations dans l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2019 à 2021

D'intégrer ce montant au budget de fonctionnement à raison de 600 000 $ par année à compter de 2019."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 1 971 234,67 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		657 078,22 $	657 078,22 $	657 078,22 $				**1 971 234,67 $**

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 1 800 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		600 000,00 $	600 000,00 $	600 000,00 $				**1 800 000,00 $**

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 1 800 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
De:	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 1 350 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	06501	61900	016491	0000	000000	028049	00000	00000

Montant: 450 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306163	06501	61900	016491	0000	000000	028050	00000	00000

- Les crédits requis sont réservés par l'engagement de gestion no VM80141004
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Ghizlane Koulila

Agente de gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2018-05-17**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184657005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

D'offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:16

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184657005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire vise à offrir à la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT), en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, de prendre en charge la conception, le processus d'appel d'offres, l'octroi de contrat et la surveillance de l'ensemble des travaux de construction de saillies de trottoirs dans le cadre du programme de réfection d'artères (PRR artériel II).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

GDD 1160615005 - CM16 1452 adoptée le 20 décembre 2016 par le conseil municipal - Accepter les offres de service à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux de voirie dans les rues du réseau artériel administratif de la Ville conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.
GDD 1184657001 - CA18 240110 adoptée le 15 mars 2018 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4) ,au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018 .

GDD 1174657001 - CA17 - CA17 240105 adoptée le 16 mars 2017 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85, de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C 11.4), au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la réfection de la chaussée, des trottoirs et des bordures sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2017.

DESCRIPTION

Le changement de géométrie des rues artérielles relève de la compétence du conseil municipal et par conséquent, il est recommandé de se prévaloir de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal afin que l'arrondissement offre à la Ville centre de lui fournir les

services pour la réalisation des travaux de construction de saillies sur les trois rues artérielles suivantes :

- Fullum : de Ontario à Lafontaine
- Rouen : de Gascon à L'Espérance
- Hochelaga : de Gascon à Montgomery

Les plans de localisation des saillies seront transmis au SIVT.

JUSTIFICATION

L'ajout de saillies améliora la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses relatives aux travaux seront entièrement assumées par le Service des infrastructures, de la voirie et des transports. Les budgets requis à cet effet sont prévus au PTI 2018-2020 de la Direction des transports du SIVT

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'offre pas la prise en charge des travaux visés par le présent sommaire, leur réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans ce contexte de délégation de pouvoir en vertu de l'Article 85, les communications relatives aux chantiers seront confiées aux responsables de communication de l'arrondissement de Ville-Marie. Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux du programme de réfection routière du réseau local des projets susmentionnés seront informés, par lettre, de la nature et la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Travaux juin à octobre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérification effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain FELTON, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Sylvain FELTON, 1er juin 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rosie FATA
Ingénieure

Tél : 514 868-5188
Télécop. : 514 868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Christian BISSONNETTE
C/D voirie <<arr.>>

Tél : 514-872-5793
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur adjoint
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2018-06-04

Montréal

RE: Demande pour le dossier : 1184657005

Sylvain FELTON A : Rosie FATA 2018-06-01 14:28

Cc : Christian BISSONNETTE, Stéfan GALOPIN, hugues.bessette

Bonjour ,

Vous trouverez ci-dessous les commentaires de la Division de la sécurité et de l'aménagement du réseau artériel (DSARA) en lien avec le projet suivant :

Objet du dossier : Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l 'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal , au Service des infrastructures de la voirie et des transports , de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

La Division de la sécurité et de l'aménagement du réseau artériel (DSARA) est favorable, sous certaines conditions, à l'offre de service de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs dans diverses rues artérielles en 2018 et rédigera un sommaire décisionnel en ce sens pour une approbation au Conseil municipal du mois d'août en autant que l'arrondissement respecte spécifiquement les points suivants:

1. L'arrondissement devra obtenir l'approbation de la DSARA des plans finaux de géométrie et de marquage signés par un ingénieur avant d'effectuer les travaux.

2. L'arrondissement ne pourra pas effectuer les travaux aux intersections où il y a une présence de feux de circulation (De Rouen / Hogan, De Rouen / Bercy et Hochelaga / Hogan) avant que les modifications nécessaires aux feux de circulation ne soient apportées. Pour ce faire, l'arrondissement devra se coordonner avec la Division de l'exploitation du réseau artériel (DERA).

Salutations,

Sylvain Felton, ing.
Chef de division

Division sécurité et aménagement du réseau artériel
Direction des transports
Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Montréal

801, rue Brennan, 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

T. 514 872-7593
@ sylvain.felton@ville.montreal.qc.ca

Rosie FATA | Objet du dossier : Offrir, en vertu du deuxième aliné... | 2018-05-31 08:33:01

De : Rosie FATA/MONTREAL
A : sylvain.felton@ville.montreal.qc.ca,
Date : 2018-05-31 08:33
Objet : Demande pour le dossier : 1184657005

Objet du dossier : Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal,

au Service des infrastructures de la voirie et des transports, de prendre en charge la coordination et la réalisation des travaux relatifs à la construction de saillies de trottoirs sur diverses rues artérielles de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018

Merci de prendre connaissance du dossier mentionné en objet et de communiquer avec le responsable du dossier, si requis, au plus tard le 2018-05-31

Pour en prendre connaissance, cliquer sur le lien suivant :  .

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184951005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déléguer, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve la responsabilité de la gestion des réservations des plages horaires désignées des terrains sportifs extérieurs de l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'au 31 décembre 2020

Il est proposé de :

1. Déléguer à la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve la responsabilité de la gestion des réservations des plages horaires désignées des terrains sportifs extérieurs de l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'au 31 décembre 2020.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184951005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déléguer, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve la responsabilité de la gestion des réservations des plages horaires désignées des terrains sportifs extérieurs de l'arrondissement de Ville-Marie jusqu'au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des sports et des loisirs effectuait jusqu'en décembre 2003 la coordination des réservations de plateaux sportifs pour l'ensemble des neufs arrondissements du territoire Montréal-Concordia, (Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier –Hochelaga-Maisonneuve, Plateau-Mont-Royal, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, Rosemont–La Petite-Patrie, Sud-Ouest, Ville-Marie, Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension) et ceux du complexe sportif Claude-Robillard (CSCR), et ce, à partir des bureaux situés au complexe sportif Claude-Robillard (CSCR). Devant l'impossibilité de la Direction de poursuivre ce rôle, en raison du changement de sa mission, la Commission sportive de Montréal (CSM) s'est vu confier, de 2004 à 2017, le mandat de maintenir un système de gestion centralisée pour l'attribution des terrains sportifs extérieurs (soccer et football), par les arrondissements formant l'ex-Montréal. L'Asssociation des sports de balle de Montréal s'est, quant à elle, vu confier la réservation des terrains sportifs de balle pour les 9 arrondissements concernés.
Un comité du soutien aux associations sportives régionales (CSASR) formé d'un représentant de chaque arrondissement du territoire Montréal-Concordia, mis en place en 2006, témoigne que la mise en place d'un mécanisme des réservations inter-arrondissement, assure une gestion efficace et de qualité en ce qui a trait à l'utilisation des terrains sportifs extérieurs. D'ailleurs en 2016, ce comité a réalisé une analyse exhaustive concernant la pertinence de poursuivre le système de gestion centralisée touchant l'attribution des terrains sportifs (soccer et football). Le résultat de cette analyse ainsi que le bilan des treize dernières années étant positifs, les DCSLDS ont approuvé la poursuite du système de gestion centralisée.

Le 13 mars dernier, les élus du conseil d'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve approuvaient l'offre de prise en charge de la gestion des réservations des terrains sportifs extérieurs (soccer, football, rugby et sports de balle) par la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements du même arrondissement, à huit arrondissements : Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Plateau-Mont-Royal, Rivières-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite-Patrie,

Sud-Ouest, Ville-Marie et Villeray--Saint-Michel--Parc-Extension.

Après étude de l'offre, l'arrondissement désire donc déléguer à la Division des services techniques et du soutien logistique aux événements de l'arrondissement de Mercier - Hochelaga-Maisonneuve la responsabilité de la gestion centralisée des réservations de certaines plages horaires des terrains sportifs (soccer, football, rugby et sports de balle) extérieurs de l'arrondissement à travers un bureau des réservations jusqu'au 31 décembre 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 27 0057 Offrir, à compter du 1er janvier 2018 et en vertu de l'article 85.1 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), à huit arrondissements le service de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations de l'arrondissement de prendre en charge la gestion des réservations de terrains sportifs extérieurs (soccer, football, rugby et sports de balle).
CA14 27 0013 Attribuer à la Commission sportive Montréal-Concordia inc. (CSMC) le contrat de service de gestion des réservations des terrains sportifs extérieurs sur le territoire de Montréal-Concordia, conformément à l'appel d'offres sur invitation 13-13327, et ce, pour une durée de trois ans, soit du 10 février 2014 au 10 février 2016, et autoriser une dépense de 167 219,64 $, taxes incluses. Voir pièces jointes pour le détail de l'historique des décisions antérieures.

DESCRIPTION

Avant chaque saison estivale, la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie fait appel aux organismes sur son territoire afin de déterminer leurs besoins en terme d'utilisation des terrains sportifs extérieurs sur le territoire de l'arrondissement. Les plages restantes sont donc transmises au bureau des réservations pour une utilisation par les associations sportives régionales, les groupes de citoyens, les autres associations sportives, etc. Le partage des plages horaires se fait en conformité avec le Cadre de référence en matière de priorités d'attribution du soutien locatif et description des services aux organismes reconnus de la Division des sports, des loisirs et du développement social, adopté par le conseil d'arrondissement en mars 2018.

JUSTIFICATION

Une gestion centralisée des réservations a pour objectif de minimiser les interventions requises pour l'ensemble de la clientèle. De ce fait, l'arrondissement de Ville-Marie offrira un service de qualité et efficace au niveau de la réservation de ses terrains sportifs extérieurs, le tout au profit des citoyens et des organismes sportifs de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La source de financement, pour couvrir les frais de gestion administrative, sera perçue à même les locations des terrains et par conséquent, les sommes résiduelles seront remises aux arrondissements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En ne déléguant pas la gestion des terrains sportifs, l'arrondissement devra assumer une hausse des coûts pour assurer la prestation de service localement en plus d'être contraint à assumer la coordination des réseaux de compétition.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Acceptation par l'arrondissement de l'offre de service.

2. Acceptation de la prestation de service de la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations par les arrondissements.
3. Mise en place du service centralisé de gestion des réservations des terrains sportifs extérieurs (soccer, football, rugby et sports de balle) par la Division des services techniques et du soutien logistique aux installations de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEDUC
Agente de développement - Expertise

Tél : 514 868-5133
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-29

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2018

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 13:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 mai 2018

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement pour la période du 1er au 31 mai 2018.

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-23

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
2439-5584 QUEBEC INC.	1271510	03-MAI -2018	Soumission du 01-05-18 - Service d'entretien sanitaire pour toilettes urbaines - TP direction	22 594,88	CHARBONNEAU, GUY
				22 594,88	
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1274899	18-MAI -2018	Factures 53010 - 51373 frais de disposition des déchets solides et liquides (billets d'outillages 1160188 - 1146703)	2 271,09	MARTHET, DOMINIQUE
				2 271,09	
ACIER LACHINE INC	1275773	24-MAI -2018	CHRISTIAN BISSONNETTE TIGES MÉTAL 0879	5 045,41	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				5 045,41	
ACIER PICARD INC	1271710	04-MAI -2018	Achat de pièces, équipe parcs Ville-Marie.	5 977,16	MARTHET, DOMINIQUE
				5 977,16	
ACTION CENTRE-VILLE	1276292	25-MAI -2018	Convention 15 mai 2018 - cours de danse en ligne pour tous animés par un professeur du 28 juin au 16 août - parc Toussaint-Louverture	2 200,00	POIRIER, JOSEE
				2 200,00	
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES	1275887	24-MAI -2018	Recommandations, conception, plans et devis : correctifs aux aménagements de Quartier 21 aux abords de l'École des métiers de la restauration et du tourisme de Montréal.	18 897,75	DUFRESNE, ALAIN
				18 897,75	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1274779	17-MAI -2018	COMMANDE SPÉCIAL 0879 CHRISTIAN BISSONNETTE	8 487,30	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1275730	23-MAI -2018	CHRISTIAN BISSONNETTE INVENTAIRE AQUEDUC 0879	11 614,33	DUFRESNE, ALAIN
				20 101,63	
ALEXANDRA WHITTER	1271476	03-MAI -2018	Soumission 18.001 - Conception graphique et infographie bulletin et cahier des activités estivales	10 393,76	ANDRIEU, CORINNE
				10 393,76	
ALP MICROSYSTEMES	1271457	03-MAI -2018	facture 22364 - Contrat service annuel 2018 pour hébergement du site de réservation pour les artistes artisans - Place Jacques-Cartier	2 834,66	BOUCHARD, MARYSE
				2 834,66	
ANTOINE OLIVIER TRAITEUR INC.	1262831	07-MAI -2018	Devis 2454 - Forfait temps des sucres - Square Cabot - 28 avril 2018	2 044,11	POIRIER, JOSEE

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				2 044,11	
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1252834	04-MAI -2018	Commande ouverte 2018 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateaugeoires de l'Arrondissement Ville-Marie Produits hors-entente	2 624,69	POIRIER, JOSEE
				2 624,69	
ATELIER DE LOCATION TURBO INC	1270687	01-MAI -2018	2018 - BC ouvert pour la location de petits outils - TP aqueduc	5 249,37	MARTHET, DOMINIQUE
				5 249,37	
BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS	1276459	28-MAI -2018	Factures 1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1054 - retirer et entreposer les balises de repère - TP Voirie	10 946,00	MARTHET, DOMINIQUE
				10 946,00	
BMG METAUX OUVRES INC.	1272727	09-MAI -2018	Soumission # S-1821 - Démontage, transport et réinstallation de 5 supports à saleuse - TP direction	12 493,51	CHARBONNEAU, GUY
				12 493,51	
BOIS PUBLIC	1271960	07-MAI -2018	Achat de bois brut local (8/4 non-plané, non-dégauchi). Bacs à fleurs - axe Mont-Royal. Estimation : 1028	9 744,94	CHARBONNEAU, GUY
				9 744,94	
BRIQUE ET PIERRE MONTREAL INC.	1272963	10-MAI -2018	Soumission 962890 - Brique meridian Riverdale et Bétomix - TP Aqueduc	2 043,85	MARTHET, DOMINIQUE
				2 043,85	
CLAUDE MILLETTE	1273421	11-MAI -2018	Convention exposition temporaire - sculptures en acier - Parc Médéric-Martin jusqu'au 15 mai 2019	2 095,55	BOUCHARD, MARYSE
				2 095,55	
CLEAN WATER WORKS INC	1271634	04-MAI -2018	VMI-18-004 - Travaux de réhabilitation de la conduite d'égout boul. René-Lévesque Est - TP aqueduc	39 265,32	DUFORT, ALAIN
				39 265,32	
COLLEGE DE MONTREAL	1275157	22-MAI -2018	Location de la salle de l'Ermitage le jour 15 septembre pour un événement culturel	2 148,57	BOUCHARD, MARYSE
				2 148,57	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
COMPAGNIE CANADIENNE DE TABLEAUX NOIRS LTEE***	1270673	01-MAI -2018	Estimé # 000290 - Tableaux liège - TP voirie	4 312,68	MARTHET, DOMINIQUE
				4 312,68	
CONSTRUCTION DJL INC	1271000	02-MAI -2018	Disposition de rebut de ciment, d'asphalte à leur site pour l'année 2018 - Équipe Parcs VM	5 249,37	PIERRE, JOSE
				5 249,37	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1274957	18-MAI -2018	Soumission 374414 achat APPLE ipad et étui Otterbox -TP Respect de la règlementation	4 913,41	MARTHET, DOMINIQUE
				4 913,41	
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	1274158	16-MAI -2018	Facture18-05-07 - Frais pour le personnel (entraîneurs, accompagnateurs) pour les Jeux de Montréal 2018	2 617,00	POIRIER, JOSEE
				2 617,00	
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	1274917	18-MAI -2018	Service de sécurité sur appel dans le cadre du projet des toilettes urbaines autonettoyantes, dans l'arrondissement Ville-Marie (5 toilettes)	6 299,25	DUFRESNE, ALAIN
				6 299,25	
COTE ELECTRIQUE (1994) INC.	1272333	08-MAI -2018	2018 - BC ouvert pour divers travaux électrique au 1455 Bercy - TP voirie	3 149,62	MARTHET, DOMINIQUE
				3 149,62	
CREUSAGE RL	1272944	10-MAI -2018	soumission 7 mai 2018 - nettoyage de caniveaux Sainte-Catherine entre De Bleury et Saint-Dominique -TP Aqueduc	10 708,72	MARTHET, DOMINIQUE
				10 708,72	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1271226	03-MAI -2018	Location d'un Grue diesel 45 pieds, pour la période du 7 mai au 17 mai 2018. Réservation 084700008722	2 360,47	PIERRE, JOSE
	1271664	04-MAI -2018	Location de Camionnette 4X2 cabine simple (2 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500, RAM 1500, Ford F-150, GMC Sierra 150. Pierre Dubois, équipe parcs Ville-Marie. Entente 1266097 (CG18 0178)	3 649,37	PIERRE, JOSE
	1271668	04-MAI -2018	Location de Camionnette 4X2 cabine simple (2 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500, RAM 1500, Ford F-150, GMC Sierra 150. Lucie Ferland, Mont-Royal. Entente 1266097 (CG18 0178)	3 649,37	PIERRE, JOSE
	1276068	24-MAI -2018	Location de 2 véhicules pour une période de 6 mois - Entente 1266110 - TP aqueduc	13 845,75	MARTHET, DOMINIQUE
	1276672	29-MAI -2018	Location de pick up pour 6 mois - entente 1266097 - Brigade mobilité - TP Inspection	5 474,05	EZZAHER, DRISS

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				28 979,01	
DOMINIQUE GELINEAU	1274770	17-MAI -2018	Mandat de démarchage et négociation d'entente de visibilité au projet Ste-Catherine ouest et McGill College	22 572,31	ANDRIEU, CORINNE
				22 572,31	
EBI MONTREAL INC.	1276510	28-MAI -2018	Soumission 3 - Location de toilettes pour jardins et parcs - TP Parcs	1 815,25	DUFRESNE, ALAIN
		30-MAI -2018	Soumission 3 - Location de toilettes pour jardins et parcs - TP Parcs	291,87	DUFRESNE, ALAIN
				2 107,12	
EQUIPARC MANUFACTURIER D'EQUIPEMENT DE PARCS INC.	1271716	04-MAI -2018	SUPPORT À VÉLOS 18 PLACES, parcs Ville-Marie.	7 541,25	MARTHET, DOMINIQUE
				7 541,25	
EXCA-VAC	1276559	28-MAI -2018	Facture 503288 - Hidro-excavation, transport, disposition sol contaminé plus analyse - TP Aqueduc	2 157,33	MARTHET, DOMINIQUE
				2 157,33	
EXCAVATIONS PAYETTE LTEE	1275699	23-MAI -2018	Soumission 17-638 - Réparation de drain sanitaire forfait - TP aqueduc	20 157,60	MARTHET, DOMINIQUE
				20 157,60	
FOOTAGE TOOLS INC.	1271956	07-MAI -2018	Soumissions # 58663, 58664, 58665, 58668 et 58675 + 58811 - Pièces et réparation pour perçeuse à air - TP aqueduc	17 999,44	MARTHET, DOMINIQUE
		23-MAI -2018	Soumissions # 58663, 58664, 58665, 58668 et 58675 + 58811 - Pièces et réparation pour perçeuse à air - TP aqueduc	2 068,25	MARTHET, DOMINIQUE
				20 067,69	
GAZONNIERE BASTIEN & FILS INC.	1276618	28-MAI -2018	Soumission 2018-064 - Gazon sportif Trafik et pose au parc Walter - TP Parcs	8 877,27	PIERRE, JOSE
				8 877,27	
GAZ PROPANE MONIN INC.	1276741	29-MAI -2018	Soumission 28 mai 2018 - Location de 8 bonbonnes, transport, remplissage et taxe de fond vert - TP Aqueduc	2 099,75	MARTHET, DOMINIQUE
				2 099,75	
GENEVIEVE BOUCHER	1277086	30-MAI -2018	Convention de services professionnels - Consultante pour Quartier intégré - Grands projets	21 000,00	DUFORT, ALAIN

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				21 000,00	
GESTION NOVAFOR INC.	1272399	08-MAI -2018	Achat d'équipements et pièces pour émondeurs équipes parcs, Ville-Marie. Soumission : 1447687, 1447685, 1447683, 1447686, 1447682 et 1447684.	3 043,94	PIERRE, JOSE
				3 043,94	
GLM CONSEIL INC.	1275062	18-MAI -2018	Offre de service VMAMM201801 - Inspections chantiers mobilité Montréal - Escouade Mobilité -TP Circulation	5 879,30	DUFRESNE, ALAIN
	1275225	22-MAI -2018	Déploiement et accompagnement dans le déploiement de l'application mobile de gestion de parcs. Mise en place de la base de données de gestion. OS : VMAP201801	22 488,32	DUFRESNE, ALAIN
				28 367,62	
GROUPE EQUIPE MEDICALE INC.	1273309	11-MAI -2018	Soumission 1343 - services de premiers soins pendant les 6 événements Cyclovia 2018	2 204,74	POIRIER, JOSEE
				2 204,74	
GROUPE RNET	1273903	15-MAI -2018	Devis # 170, 14 mai 2018 service de nettoyage de graffitis gré a gré 3 adresses : 19-21 Saint Paul /2532 Saint Catherine est / 525 Sherbrooke est - TP Nettoyage	2 047,26	DUFRESNE, ALAIN
	1276219	25-MAI -2018	Devis 174 et 175- enlèvement des graffitis Théâtre TELUS et 434 René-Lévesque Est - TP entretien	3 464,58	DUFRESNE, ALAIN
				5 511,84	
INDIK INC	1272774	09-MAI -2018	Soumission 4993 - Marquage ludique temporaire de 650m sur Ste-Catherine ouest	3 149,62	POIRIER, JOSEE
				3 149,62	
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1250528	03-MAI -2018	Bon de commande ouvert 2018 pour divers achats au besoin pour l'équipe des parcs Ville-Marie.	3 149,62	PIERRE, JOSE
				3 149,62	
JMG CONSTRUCTION INC.	1274857	17-MAI -2018	Planage et pavage des traverse Notre-Dame Est - PRR 2018	6 089,27	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				6 089,27	
LABRADOR SOURCE	1248841	25-MAI -2018	2018 - BC ouvert pour eau embouteillée format 4L pour les situations d'urgence - TP aqueduc Entente 1263989	10 944,95	DUFRESNE, ALAIN
				10 944,95	
LAFARGE CANADA INC	1270646	24-MAI -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de pierre concassé de types divers Parcs VM. Entente 1195735 (CM17 0418)	88,49	PIERRE, JOSE

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
LAFARGE CANADA INC	1270646	01-MAI -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de pierre concassé de types divers Parcs VM. Entente 1195735 (CM17 0418)	5 225,65	PIERRE, JOSE
				5 314,14	
L'AIDE A L'AUTONOMIE PHYSIQUE ET PROFESSIONNELLE (A.A.P.P.) INC.	1276089	24-MAI -2018	Facture du 15-05-18 # 14329 -Évaluation ergonomique - division voirie 2 mars et 30 avril	3 937,03	BOIVIN, MARIE-EVE
				3 937,03	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1275426	22-MAI -2018	Soumission 159313 - Impression et installation des panneaux informatifs - Affichage cuisine de rue	2 197,04	ROUGIER, ISABELLE
	1276673	28-MAI -2018	Soumission # 159686, révision no1 - Affivhage dans les parcs-blocs rouge - Comm.	3 137,02	ROUGIER, ISABELLE
				5 334,06	
LA TETE DE PIOCHE	1273869	15-MAI -2018	Conception du programme d'animation sur la rue Ste-Catherine Ouest - du 25 juin au 2 septembre 2018	22 221,97	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				22 221,97	
LES CLOTURES ARBOIT INC.	1271671	04-MAI -2018	Soumission # 101152 - Achat et installation de barrière battante pour le 1455 Bercy - TP direction	3 283,63	MARTHET, DOMINIQUE
				3 283,63	
LES EDITIONS NITRAM INC	1270671	01-MAI -2018	Page publicitaire dans le Fuges mois de mai, août et décembre 2018	3 149,62	ANDRIEU, CORINNE
				3 149,62	
LES ENTREPRISES MARSOLAIS INC.	1262679	08-MAI -2018	BC ouvert 2018 - Produits d'horticulture -TP entretien arr. Ville-Marie	2 099,75	PIERRE, JOSE
				2 099,75	
LES ENTREPRISES SGL	1275163	22-MAI -2018	Entretien du 21 au 30 avril 2018 parc Dieppe (période hors contrat). Facture 178 du 30 avril 2018.	5 717,22	PIERRE, JOSE
				5 717,22	
LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION OLDCASTLE CANADA INC.	1273427	11-MAI -2018	Soumission MC 03218 - Pavé Boulevard - TP aqueduc	7 478,22	MARTHET, DOMINIQUE
				7 478,22	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
LES PAVAGES CHENAIL INC.	1267875	04-MAI -2018	Factures du 25-01-18 au 21-02-2018 - enrobés bitumineux CH10 et EC-10 hors entente - TP aqueduc	4 807,02	MARTHET, DOMINIQUE
				4 807,02	
LES SERVICES EXP INC.	1273160	10-MAI -2018	Suivi environnemental-Quartier des gares phase 2. Incidences VMP-18-002 Entente 1179804 (16-15232) Offre de service MTL-00015232-AO	83 868,21	HEBERT, NATHALIE
	1274809	18-MAI -2018	Services professionnels pour la conception et plans et devis : Projet ¿ Éclairage d¿ambiance au parc Citadin au pied du courant (parcs Bellerive) OS : 999-00058557-PP	20 735,03	DUFRESNE, ALAIN
	1275726	23-MAI -2018	Service professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux au parc Saint-Jacques. Incidences : VMP-18-005 Soumission : MTS00241801-A6 Entente : 1216641	11 918,18	DUFRESNE, ALAIN
	1275940	24-MAI -2018	Offre de services - Mise à jour et signature du plan de marquage/signalisation - Axe cyclable Larivière/de Rouen. Dans le projet du Quartier Intégré.	3 455,66	MONET, LOUIS-FRANCOIS
				119 977,08	
LES YMCA DU QUEBEC	1274413	16-MAI -2018	Cours de danse en ligne (8) entre le 27 juin et le 15 août - Place Sun-Yat-Sen et cours de zumba entre le 9 juillet et le 13 août square Cabot	2 438,86	POIRIER, JOSEE
	1277330	30-MAI -2018	Convention de service du 28 mai 2018 - Surveillance, coordination matériel et autres frais administratives du 8 mai jusqu'à 26 août 2018	10 432,70	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				12 871,56	
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1247180	09-MAI -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour la location d'outils divers - TP aqueduc	13 648,37	CHARBONNEAU, GUY
				13 648,37	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1275855	24-MAI -2018	Soumission du 23-05-18 - Location de 4 voitures avec flèche et gyrophare - entente 1263855 - TP inspection-Brigade mobilité	21 518,23	DUFRESNE, ALAIN
	1276086	24-MAI -2018	Factures du 30-04-18 pour location de 2 Crew cab pour 3 semaines - TP aqueduc	5 039,36	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1276311	25-MAI -2018	Commande # 47155 - Location Grand Caravan - TP Inspections	5 790,06	EZZAHER, DRISS
				32 347,65	
MACHINAGE PEPIN	1270774	01-MAI -2018	Achat de 30 bacs à fleurs, projet transit de Camilien-Houde.	11 968,57	MARTHET, DOMINIQUE
	1271247	03-MAI -2018	Soumission 07-nov-17 - Agrandir 200 poubelles - TP voirie	9 448,87	MARTHET, DOMINIQUE
				21 417,44	
MDL ENERGIE INC.	1273711	14-MAI -2018	Travaux pour réparation de deux transfos à la Place des festivals. Tel que la proposition du 10 mai.	11 548,62	DUFRESNE, ALAIN
				11 548,62	

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
MEDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C	1247702	08-MAI -2018	Compte 11429 -BC ouvert 2018 pour appels d'offre, journal constructo se@a en ligne.	6 299,25	ANDRIEU, CORINNE
				6 299,25	
MELTWATER NEWS CANADA INC.	1274242	16-MAI -2018	Service de plateforme de nouvelles -1er juin 2018 au 31 mai 2019	12 598,50	DUFORT, ALAIN
				12 598,50	
PEPINIERE VILLENEUVE INC	1270849	01-MAI -2018	Achats de plantes et arbustes tel que la soumission 1792, équipe parcs Ville-Marie.	4 764,70	PIERRE, JOSE
				4 764,70	
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1253953	10-MAI -2018	BC pour travaux réaménagement aux communications et au greffe au 19e étage et à l'aménagement urbain au 18e étage	4 136,51	MARTHET, DOMINIQUE
				4 136,51	
PLANTERRA LTEE	1251070	24-MAI -2018	Bon de commande ouvert 2018 / Achats de produits horticoles divers - TP entretien-HDV	2 099,75	PIERRE, JOSE
				2 099,75	
PROCURE ALLIANCE	1277025	30-MAI -2018	Soumission 28 mai 2018- Planification et réalisation de la Cyclovia du dimanche 17 juin	3 000,00	POIRIER, JOSEE
				3 000,00	
PRODUITS DELTA VICTO LTEE	1131106	04-MAI -2018	Logiciels, moniteurs 65", licence, micro ordinateurs (option B solution technologique haute gamme) pour le 1455 Bercy (entente gré à gré)	22 178,61	CHARBONNEAU, GUY
				22 178,61	
RCI ENVIRONNEMENT	1270945	02-MAI -2018	Service mensuel, charge essence et redevances. 2018 (site 15-Chalet du parc la cité du havre, client 108942)	3 674,56	PIERRE, JOSE
				3 674,56	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1271026	02-MAI -2018	Disposition des sols A-B dans le cadre du réaménagement du parc Marcelle-Barthe. Incidences VMP-17-043 Entente 1225134, CG17 0487 (fin décembre 2018)	4 094,51	PIERRE, JOSE
				4 094,51	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1270777	01-MAI -2018	Système multifonction numérique MX3070N - cabinet des élus -entente 949660	3 625,22	MARTHET, DOMINIQUE
				3 625,22	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
SIGNALISATION 10-10	1272213	08-MAI -2018	Soumission V-0766-2018 - Signalisation pour les 6 événements dans le cadre de Cyclovia 2018	22 782,29	ARCHAMBAULT, DOMINIQUE
				22 782,29	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1270663	01-MAI -2018	Facture 9651535046 - VLS envoi aux résidents - client 7308237	3 508,18	ANDRIEU, CORINNE
				3 508,18	
SOLMATECH INC.	1274808	17-MAI -2018	VM-CQ-002 arr. Ville-Marie - Frais incidents 1184657002 - Contrôle qualitatif des matériaux, entente 1186516 Montant total de 70 000$ avant taxes	73 491,25	DUFORT, ALAIN
				73 491,25	
SOLUTIONS GRAFFITI	1277102	30-MAI -2018	Soumissions 3, 4, 5 et 6 mai 2018 - et soumission S-180528-09 -intervention et nettoyage des graffitis en utilisant le procédé chimique ou peinture - TP entretien	9 994,82	DUFRESNE, ALAIN
				9 994,82	
SOUPAPES UNIVERSELLE VALVES	1276573	28-MAI -2018	Soumission 22 mai 2018- Bonnet de Vanne Cite spéciale complet avec opercule solide, remplacer, assembler et peinturer - TP Aqueduc	2 074,03	MARTHET, DOMINIQUE
				2 074,03	
SPECTRALITE	1270787	01-MAI -2018	Soumission # 16288 - Délinéateur Deflex Orange 48" - TP Inspections	5 039,40	EZZAHER, DRISS
				5 039,40	
STELEM	1275736	23-MAI -2018	CHRISTIAN BISSONNETTE INVENTAIRE AQUEDUC 0879	2 774,06	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				2 774,06	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1274565	17-MAI -2018	COMMANDE SPÉCIALE POUR CHRISTIAN BISSONNETTE	3 676,43	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1275715	23-MAI -2018	INVENTAIRE AQUEDUC 0879	9 788,16	DUFRESNE, ALAIN
	1276460	28-MAI -2018	RÉAPPROVISIONNEMENT DE MATÉRIEL D'AQUEDUC POUR MAGASIN VILLE-MARIE	1 422,58	BISSONNETTE, CHRISTIAN
		29-MAI -2018	RÉAPPROVISIONNEMENT DE MATÉRIEL D'AQUEDUC POUR MAGASIN VILLE-MARIE	831,29	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1277078	30-MAI -2018	INVENTAIRE AQUEDUC 0879	2 729,91	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				18 448,37	

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Mai 2018

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
STUDIO 88 SWING	1274360	16-MAI -2018	Organisation de 7 jeudis Swing avec des cours de danse style swing entre le 28 juin et le 9 août - square Cabot	6 173,26	POIRIER, JOSEE
				6 173,26	
TECHNIVAPEUR	1273900	15-MAI -2018	Facture du 12-05-18 # 17644 - Nettoyage de tapis à l'Hôtel-de-Ville - TP entretien	22 266,43	DUFRESNE, ALAIN
				22 266,43	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1257639	02-MAI -2018	Commande ouverte 2018 pour besoins produits horticoles - Parc du Mont-Royal. Ville-Marie.	8 399,00	PIERRE, JOSE
				8 399,00	
THERMO-DESIGN INC.	1274839	17-MAI -2018	Soumission # 18-044-01-R1 - Fourniture et mise en place de Traffic patterns XD - PRR 2018	19 922,43	DUFRESNE, ALAIN
				19 922,43	
TOILETTES LANAUDIERE	1275455	23-MAI -2018	Location de toilettes chimiques au parc Au pied du Courant lors des feux d'artifices et pour la période de l'été. Soumission 125, du 17 mai 2018.	7 149,65	PIERRE, JOSE
				7 149,65	
UNIVERSITE DE MONTREAL	1276650	28-MAI -2018	BC ouvert 2018 - Frais de soins vétérinaires pour chevaux - TP Inspections	2 099,75	EZZAHER, DRISS
				2 099,75	
VERTIKA INC.	1271709	04-MAI -2018	Service nettoyage de la falaise du parc du Mont-Royal, printemps 2018. Offre de service : V18GQC057	13 031,22	CHARBONNEAU, GUY
				13 031,22	
VIDEOTRON S.E.N.C	1248393	09-MAI -2018	Commande ouverte 2018, pour frais de télédistribution pour les différents comptes de Ville-Marie.	2 939,65	MARTHET, DOMINIQUE
				2 939,65	
WSP CANADA INC.	1272025	07-MAI -2018	Offre de service pour remplaçante de gestionnaire de projet temporaire. (Madame Natalie Boutin, durée de 4 à 5 semaines)	22 572,31	ANDRIEU, CORINNE
				22 572,31	

Ville-Marie
Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
ABOUKHEIR, ROBERT	rembempl1805	déplacement 15 mars	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	10-Mai -18	89,25
ALEXANDER BETANCUR OSORIO	180711	Spectacle musical 11 juillet square Dorchester	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	22-Mai -18	1 200,00
ANGLOCOM INC.	74504	Traduction en anglais Avis résidents	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	18-Mai -18	83,99
ANNE-LAURE NADIN	180429	Atelier d'art Kandinsly enfants réaliser une peinture	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	01-Mai -18	175,00
ANNE SOPHIE ROULEAU	170418	Préparation et animation d'une heure du conte 0-2 ans	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Mai -18	157,48
ASSOCIATION DES RESPONSABLES D'ESPACES VERTS DU QUEBEC	3674	formation d'entretien des terrains de soccer 13 juin 2018	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11-Mai -18	173,23
	3686	formation entretien des terrains de soccer	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	23-Mai -18	215,22
AUAMQ (L'ASSOCIATION DES URBANISTES ET DES AMENAGISTES MUNICIPAUX DU QUEBEC)	c0201820	cotisation AUAMQ municipalité entre 100000 et 200 000 hab	Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	01-Mai -18	715,00
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1318	service dégelage de conduite d'eau	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	30-Avr. -18	398,95
BEATRICE SWIFT	180425	Animation de lecture Les mots pargagés le 11 et 25 avril	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Avr. -18	550,00
BENOIST GUESDON	180505a	spectacle 10 juillet	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	700,00
	180717	présentation 17 juillet square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	1 100,00
	180814	présentation 14 août square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	1 100,00
BERCEURS DU TEMPS	180724	présentation 24 juillet square Chabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	1 500,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
BERCEURS DU TEMPS	180807	présentation 7 août square Chabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	1 500,00
BOIVIN, MARIE-EVE	rembempl1804	Facture Costco du 15-04-18 pour Ouverture clos 1455 Bercy	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10-Mai -18	38,94
	rembempl1805	déplacements le 12 et 13 avril	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	11-Mai -18	18,24
BOO! DESIGN INC.	20456	5000 impression des feuilles avis	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	18-Mai -18	698,17
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	16146	program soutien aux initiaves culturelles	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	03-Mai -18	72,28
	16312	Déjeuner-réunion de direction AUSE	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	23-Mai -18	149,08
	16320	Comité de sécurité du square Cabot 16 mai	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	23-Mai -18	82,42
CARON, KEVEN	rembempl1805	Achat de fournitures DeSerres pour dessin de plans	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	16-Mai -18	17,44
CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES	2	Location bureau le 17 mai 1.5h	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	23-Mai -18	60,00
CENTRE ST-PIERRE	f39669	Formation Intervention en milieu communautaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	30-Avr. -18	350,00
CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN.	206674	Conférence Philippe Couillard 4 mai 2018	Services administratifs	Conseil et soutien aux instances politiques	11-Mai -18	115,49
CHAMPIONNAT SWING DU CANADA	180809	Spectacle de swing 9 août square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	22-Mai -18	1 574,81
CHAN, ELIZABETH PUI-YEN	rembempl1804	remboursement outils St Jax	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	30-Avr. -18	43,68

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
CHRISTOPHER HUNTER	180501	Nuances en blues, spectacle de musique	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	10-Mai -18	1 250,00
CLAUDE MILLETTE	20180430	Exposition de l'oeuvre "L'envol au Parc Marthe-Thierry "	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	07-Mai -18	1 574,81
COLLEGE DE MONTREAL	20160277	location du 8 mai 2018	Services administratifs	Greffe	11-Mai -18	120,74
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	51234	2 bac roulant 360 litres	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	10-Mai -18	19,84
	51255	3 cabinets de sécurité	Services administratifs	Greffe	16-Mai -18	17,17
COPIE EXPRESS	in0002128	copies retroverso pliage insertion dans enveloppes	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	01-Mai -18	336,48
	in0002181	impression 800 avis aux résidents Parc Guy Paxton	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	69,29
	in0002182	impression 1500 avis résidents Parc Olivier Robert	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	127,03
	in0002186	8 impression sur coroplast	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	335,96
	in0002203	190 avis aux résidents (copies)	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	22-Mai -18	41,99
DANIEL BELLEGARDE	180501	spectacle musical 11 juillet	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	1 900,00
DANY MICHAUD	20180501dm	service animation cabane à sucre Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	03-Mai -18	153,00
	20181405dms	animation spectacle St Jax YMCA -31 mars - 12 mai	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	16-Mai -18	930,00
EBI MONTREAL INC.	t31152	toilette regulière avec barrure et cadenas	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	10-Mai -18	293,96
EMILE MASHAAL	r139277		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	07-Mai -18	500,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
ENSEIGNES DOMINION_8	r139282		Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections	14-Mai -18	147,50
ENTREPRENEUR PAYSAGISTES STRATHMORE (1997) LTEE	30674	Demande de relocalisation de la neige 18 avril	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	03-Mai -18	356,96
FATA, ROSIE	rembempl1804	déplacements 21 mars et 18 avril	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	01-Mai -18	37,75
FILIPO PUMA	r139281		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	14-Mai -18	1 655,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
	r139283		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	14-Mai -18	205,00
FOOTAGE TOOLS INC.	53222	joindre un adapteur S450 8 J	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	01-Mai -18	43,01
FRONT FROID	9881	Animation d'atelier	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Mai -18	375,00
	9883	Animation d'atelier	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Mai -18	375,00
GROUPE METROPOLITAIN POPCORN INC	149410	Location machine Barbe a papa - sucre erable 28 avril	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	03-Mai -18	249,95
GROUPE SURPRENANT	027392	traitement appliqué contre souris dans les ateliers	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	30-Avr. -18	131,23
GUILLEMETTE, FRANCE	rembempl1805	déplacements le 8 mai	Services administratifs	Greffe	11-Mai -18	19,73
IGA MARCHE LOUISE MENARD	2409	program soutien aux initiaves culturelles	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	03-Mai -18	18,82

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
IGA MARCHE LOUISE MENARD	2450	Rencontre -mesures urgence	Services administratifs	Sécurité civile	22-Mai -18	24,86
IMPRIMERIE G.G. INC.	72954corr	ref facture 72854 payé sans taxe et cred 72854cr correction du sans taxe	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	01-Mai -18	96,59
	73224	Impression affichette: Cuisine de rue	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	157,48
IRIS DEBAUVE	180425	Animation hiver printemps Heure du conte - garderie Kiri et CPE du Carrefour	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Avr. -18	300,00
JEFFREY MOSELEY	180505	spectacle 15 aout square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	1 950,00
JEUNESSES MUSICALES CANADA	201804076	Atelier musique au corps 26 avril 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Avr. -18	183,73
JOUDY HILAL	44	photographie et montage video	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	188,00
JR SERVICES SANITAIRES	15498	Sac 300L installation -vider cuve-Place Jacques Cartier	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	22-Mai -18	908,14
KARINE ROBERGE	f180428bob	service animation avec sculptures Square Chabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	03-Mai -18	419,95
KATTAM LARAKI-COTE	180712	Spectacle interactif 12 juillet - Parc Sainte- Marie	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	22-Mai -18	1 049,87
LAFARGE CANADA INC	708367734	Manutention hiver - 1195735 NC760115169	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	01-Mai -18	716,33
	708439021	1800 Chemin Remambrance - NC 760115169	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	01-Mai -18	757,47
	750052288	CA, Criblure Calcaire - 1195735	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	01-Mai -18	573,05
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00138688	Impression cmyk recto sur coroplast	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	03-Mai -18	340,24

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00138942	impression cmyk sur aut. perfore et installation	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Mai -18	647,13
	00139064	impression CMYK recto sur coroplast - Parc Médéric Martin	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	07-Mai -18	157,48
	00139393	installation de 4 panneaux	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	82,94
	00139424	Impression CMYK recto sur coroplast	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	129,66
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0077630418	5 coupons de taxi 30 avril 2018	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	15-Mai -18	82,39
	0147650418	services de taxi le 30 avril 2018	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	11-Mai -18	53,52
LAZURE, MARTIN	rembempl1804	ouverture nouveau clos 1455 Bercy	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	04-Mai -18	95,54
	rembempl1805	déplacements 12, 13 et 16 avril	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	10-Mai -18	20,52
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	176478	cartes d'affaires mois avril	Travaux publics	Autres - Transport	30-Avr. -18	43,04
	176480	cartes d'affaires mois avril	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	03-Mai -18	43,04
	176791	cartes d'affaires mois avril- Natalie Brault	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Mai -18	17,85
	177089	Cartes d'affaires M. Alain Dufresne et M. Guy Charbonneau	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	16-Mai -18	34,18
	177335	cartes d'affaires mois Mai	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	22-Mai -18	19,72
	177349	Cartes d'affaires mois mai	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	18-Mai -18	18,66
LES DISQUES BG	180821	Spectacle musical 21 août - Parc Médéric-Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	22-Mai -18	1 049,87
LES JEUX LUDOLD	220000000165	animation contractuelle cabane a sucre 28 avril	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	03-Mai -18	188,98

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2444	Rencontre de direction AUSE	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	17-Mai -18	4,40
	2445	Rencontre délai de paiements - séance d'optimisation 17 mai 2018	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	16-Mai -18	88,15
	2446	Rencontre mesures urgence 10 mai 2018	Services administratifs	Sécurité civile	16-Mai -18	43,09
	2448	Collation pour étudiants 2018- pour remercier de leurs aide déménagment	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	17-Mai -18	5,48
	2449	Rencontre de direction AUSE	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	17-Mai -18	12,97
LES PRODUCTIONS MARTINEZ	180505	The Cuban Martinez show 8 août 2018 - square Cabot (6 musiciens)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	10-Mai -18	1 679,80
LES PRODUCTIONS PASA MUSIK INC.	180501	spectacle musical 18 juillet	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	734,91
LES PRODUCTIONS RZ	180501	3 juillet cinéma et piano	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	1 259,85
	180501a	7 aout cinema et piano	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	11-Mai -18	1 259,85
LES SCIENTIFINES	20172018118	atelier scientifique 6 mai	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mai -18	160,00
LOCATION D'ABRIS MOBILES A.M. INC.	105209	Location roulotte 15 dec-14 jan18- 965	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	446,20
	105210	Location roulotte 15 dec-14 jan18- 1123	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	467,19
	105682	Location roulotte 15jan -14 fev - 965	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	446,20
	105683	Location roulotte 15jan -14 fev -1123	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	467,19
	106212	Location roulotte 15 fev - 14 mars - 965	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	446,20
	106213	Location roulotte 15 fev - 14 mars - 1123	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	15-Mai -18	467,19
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1805	Lettre pour un abonné de la bilbiothèque	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Mai -18	10,58

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
LOINTIER, CÉCILE	rembempl1805	achat de nourriture 3 mai 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	10-Mai -18	17,26
	rembempl1805	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	25-Mai -18	19,72
LOISIRS DE L'ACADIE MONTREAL	20121236	jeux de Montréal 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	14-Mai -18	80,00
LOUISE BEDARD DANSE INC.	180501	Spectacle musique et danse 15 août	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	10-Mai -18	1 574,81
		Spectacle musique et danse 15 août	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	-1 574,81
	180815	spectacle 15 août au square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	18-Mai -18	1 574,81
MACHINAGE PEPIN	860	pollard pin, tete a redressir et peindre bollars	Travaux publics	Autres - Prom. et dév. écon.	14-Mai -18	771,66
MAROIS, BRUNO	rembempl1712	Remb. pour achat d'un projecteur Epson chez Costco (19-12-2017)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	03-Mai -18	572,20
MARTHET, DOMINIQUE	rembempl1802	Lunch de départ Sandrine Villon	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	07-Mai -18	17,45
	rembempl1804	déplacements janvier à avril 2018 215 kms	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	07-Mai -18	165,58
	rembempl1805	Achat plaque de protection cellulaire	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	07-Mai -18	36,96
MARYSE PERRON	180516taxes	Remboursement de taxes non payées factures # ca180407 -14042018- ca180325-180320 - 052018-180504-180331-20180403-072018--Facture 180320 les taxes ont été remboursées- Vu avec Pierre Bolduc-18-05-18	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	17-Mai -18	14,96
MINISTRE DES FINANCES	20180430fvarin	Inscription au programme Préposé à l'aqueduc-OPA pour Frédérik Varin	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	30-Avr. -18	113,00
	20180430mlav	Inscription au programme Préposé à l'aqueduc-OPA pour Martine Lavigne	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	30-Avr. -18	113,00
	20180513rkrai	Programme- Préposé à l'aqueduc-OPA pour Ramzi Kraiem	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Mai -18	113,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
MP REPRODUCTIONS INC.	0182274	exonocrome thermocollage recto	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	275,19
NICK TZOTZIS	r139280		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	30-Avr. -18	565,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
ORDRE DES CONSEILLERS RESS HUMAINES & RELATIONS INDUSTRIELLES AGREES DU QUEBEC	386756	Formation Le sens politique au service du role conseil	Direction - Ville-Marie	Gestion du personnel	04-Mai -18	416,80
PHILIPPE PLOURDE	inv24	Journée Cabane à Sucre - Parc Médéric-Martin -21avril	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	28-Avr. -18	430,00
POPUPCAMP	1253	Halte garderie pour événement 8 avril 2018	Services administratifs	Greffe	11-Mai -18	498,75
PROMO 9E ART	03180514	Tables rondes des finalistes Québec et Indépendant des prix Bédélys 10mai	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	16-Mai -18	250,00
RATSDEVILLE	part182018010	promotion et communications sur site facebook année 2018	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Mai -18	200,00
ROMEO PROMO INC.	1893	Création de logo broderie	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Mai -18	504,28
SAMCON MTL 2 INC	r139278		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	07-Mai -18	56,50
SANIVAC	0000468257	Location des toilettes	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	25-Mai -18	178,00
SARAH KEMERER	180801	représentation 1 août square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	15-Mai -18	1 000,00

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
SERRURIERS AMHERST INC.	16188	40 cadenas guard	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Mai -18	503,94
SERVICE DE COURRIER TOP GUN INC.	222788	service courrier regulier 20 et 25 avril	Services administratifs	Greffe	07-Mai -18	16,06
	222792	services courrier - études techniques	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	03-Mai -18	67,18
SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTREAL (NOUVELLE CONVENTION)	180523	Frais d'accompagnement pour les jeux de Montréal	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	25-Mai -18	600,00
SIGNEL SERVICES INC	87160	Livraison et retour de la marchandise	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	14-Mai -18	520,74
SIMON BEAUDRY	180505	Exposition d'arte 25 avril - 3 juin	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	11-Mai -18	2 054,61
SIX CREATIVELAB	f1393c40	Nouveau visuel Lundis d'Edgar pour l'habillage extérieur	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Mai -18	134,38
	f1395c40	impression panneau horaire tennis	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	10-Mai -18	145,93
	f1396c40	signet promotionnel bibliotheque Frontenac	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	16-Mai -18	117,59
SONORISATION GPS	in00078	marche Gustave - trio Noubi - Duo Milot	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Mai -18	866,15
	in00082	micro sans fils Marche Gustave	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	15-Mai -18	73,49
	in00083	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	25-Mai -18	866,15
SPECTRE DE RUE INC .	750	Distribution des copies secteur St Francois Ilôt Overdale Saint Catherine Est	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	18-Mai -18	409,50

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
STEPHEN SCHOFIELD	180419	6 heures d'examen et préparation d analyse	Direction - Ville-Marie	Construction d'infrastructures de voirie	10-Mai -18	314,96
SZABO, ANDREA	rembempl1805	Achat de stylo Apple	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	24-Mai -18	136,49
	rembempl2018	Remboursement factures du 29-01-18 Bureau en gros et 09-02-18 CPC pour le 1455 Bercy	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	01-Mai -18	11,59
TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	51094	1 doublure et 1 gilet mi saison et réparation	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Mai -18	49,34
	51095	Gilet mi-saison - Francois Lussier	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Mai -18	23,10
	51096	5 gilet mi-saison	Services aux entreprises et aménagement urbain	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Mai -18	104,99
TECHNI-MAX INC	59668	réparation et ajustement d'appareil Widmer T3	Direction - Ville-Marie	Rel. avec les citoyens et communications	07-Mai -18	195,46
TELEVISION COMMUNAUTAIRE FRONTENAC	180504	Capsule entrevue avec le commissaire André Louis Paré	Direction - Ville-Marie	Autres - activités culturelles	10-Mai -18	377,95
TOILETTES LANAUDIERE	1454	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	24-Mai -18	314,96
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	12526	formation parler en public habilités oratoires 3 mai - Roxanne Dufour	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	10-Mai -18	467,19
VALERIE MELOCHE	18015	2 maquilleuses 28 avril Square Cabot	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - activités culturelles	03-Mai -18	390,00
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	18002002ri050	Chlore, DPD Libre, 25 ml, 1000/PQ	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	24-Mai -18	738,69

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Mai 2018

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt.	Montant
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	18002048ri050	Chlore, DPD Libre, 25ml,1000/PQT	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des piscines, plages et ports de plaisance	24-Mai -18	738,69
VISIACTION	9029	formation coaching 17 avril 2018 et maitrisez vos émotions 14 juin 2018	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	11-Mai -18	598,00
YOGA TOUT	3269	La prévention des chutes le 2 mai 14 heures	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	07-Mai -18	299,21
YU SAM WONG_1	r139284		Services aux entreprises et aménagement urbain	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	14-Mai -18	750,00
			Services aux entreprises et aménagement urbain	Émission des permis et inspections		500,00
ZESTE DU MONDE	a0031505	Rencontre projet pilote 15 mai 2018	Services administratifs	Administration, finances et approvisionnement	16-Mai -18	262,47
						64 146,30

Date Décision	Dossier	Objet	
Mai 2018			1861
Arrondissement Ville-Marie			110
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines			69
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			7
2018-05-28 09:58:25	**2187729109**	PROMOTION - GAUTHIER-LAFLAMME,MARTIN Matricule: 005456070 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72395	
2018-05-25 15:42:17	**2187729118**	PROMOTION - DUMEZ,PASCAL Matricule: 175045999 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: AGENT RESS.HUM. No poste: 30817	
2018-05-25 15:41:46	**2187729119**	PROMOTION - DORSAINVIL,MEDANS Matricule: 005451180 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 75056	
2018-05-25 15:39:56	**2187729113**	PROMOTION - VIGNEAU,LINA Matricule: 100215091 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 72401	
2018-05-25 15:39:26	**2187729112**	PROMOTION - LAPORTE,MATHIEU Matricule: 100214910 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 73326	
2018-05-15 13:47:47	**2187729106**	PROMOTION - LEMIEUX,NICOLAS Matricule: 100114007 A/C du: 2018-05-12 Titre d'emploi: AGENT CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES No poste: 50807	
2018-05-08 16:02:35	**2187729100**	EMBAUCHE - SACI,NESRINE Matricule: 100133129 A/C du: 2018-05-22 Titre d'emploi: RESPONSABLE SOUTIEN AUX ÉLUS I No poste: 75432	
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			40
2018-05-31 15:41:46	**2187729141**	REEMBAUCHE - FRANCILLON,ALYSON Matricule: 100146453 A/C du: 2018-05-22 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
2018-05-31 09:50:12	**2187729146**	REEMBAUCHE - GUNGADOO,TINSLEY Matricule: 100195412 A/C du: 2018-06-19 Titre d'emploi: ÉTUDIANT COL BLANCS - DEC SPÉCIALISÉ ANNÉE 1 No poste: 00000	
2018-05-31 09:49:40	**2187729147**	EMBAUCHE - LEPRINCE,ELIZABETH Matricule: 100221182 A/C du: 2018-06-04 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000	
2018-05-31 09:49:22	**2187729148**	EMBAUCHE - PARENT,OLIVIER Matricule: 100223896 A/C du: 2018-06-19 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000	
2018-05-30 15:18:36	**2187729140**	REEMBAUCHE - ROCHETTE,DOMINIC Matricule: 100118138 A/C du: 2018-05-22 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
2018-05-30 12:42:57	**2187729145**	EMBAUCHE - PRIME,JEREMY Matricule: 100223074 A/C du: 2018-05-30 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	

Date Décision	Dossier	Objet
2018-05-30 09:47:42	**2187729144**	EMBAUCHE - PARE,JEANNE Matricule: 100219211 A/C du: 2018-06-04 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000
2018-05-30 09:45:53	**2187729143**	REEMBAUCHE - MAGDA-CLEMENT,PATRICK Matricule: 100170284 A/C du: 2018-06-04 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - UNIVERSITAIRE No poste: 00000
2018-05-30 07:30:12	**2182944060**	TITULARISATION - SABIMBONA,CHARLES Matricule: 005428510 A/C du: 2018-05-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
2018-05-30 07:29:52	**2187729142**	EMBAUCHE - TACK,RYAN Matricule: 100165514 A/C du: 2018-05-24 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 60 A 89 CREDITS No poste: 00000
2018-05-29 09:10:39	**2187296016**	EMBAUCHE - LAFLEUR,KILSAINT Matricule: 100160715 A/C du: 2018-05-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
2018-05-29 09:08:55	**2187296015**	EMBAUCHE - MALTAIS-TROTTIER,MARTINE Matricule: 100066858 A/C du: 2018-05-29 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
2018-05-29 09:08:42	**2187296017**	EMBAUCHE - MAYES,FENN Matricule: 100215932 A/C du: 2018-05-29 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
2018-05-28 11:53:00	**2187729135**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - ROULLET,JACQUES Matricule: 100192436 A/C du: 2018-05-01 Titre d'emploi: TECHNICIEN(NE)EN CONTROLE DU BRUIT No poste: 75083
2018-05-28 09:48:27	**2187729136**	EMBAUCHE - LIBERSAN,SARAH Matricule: 100196763 A/C du: 2018-06-26 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000
2018-05-25 15:41:14	**2187729115**	EMBAUCHE - PICHET,VIRGINIE Matricule: 100209621 A/C du: 2018-05-23 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 63529
2018-05-25 15:40:39	**2187729125**	DEPLACEMENT - DUCHESNE,MAXIME Matricule: 100221695 A/C du: 2018-05-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-24 09:38:40	**2187729124**	EMBAUCHE - MUKWENDE,KEVIN Matricule: 100120340 A/C du: 2018-06-26 Titre d'emploi: ETUDIANT PROGRAMME GOUVERNEMENTAL - COLLEGIAL No poste: 00000
2018-05-23 13:05:41	**2187729117**	REEMBAUCHE - SOUCY,MARIANNE Matricule: 100094307 A/C du: 2018-05-22 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-23 10:16:07	**2187729116**	PROMOTION - MARCHAND,DAVID Matricule: 100010284 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 45576

Date Décision	Dossier	Objet
2018-05-22 19:01:59	**2182944057**	DEPLACEMENT - CORNEJO ARENAS,ANA MARIA DE LO Matricule: 100205538 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU BUDGET No poste: 74914
2018-05-22 09:23:56	**2185204007**	CHANGEMENT D'ACCRÉDITATION SYNDICALE - GODIN,MARC-ANDRE Matricule: 100058793 A/C du: 2018-05-26 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
2018-05-18 14:37:27	**2187729111**	EMBAUCHE - MONET-ALARCIA,GABRIEL Matricule: 100166071 A/C du: 2018-05-16 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-18 11:10:25	**2182944059**	PROMOTION - ROY,JULIE Matricule: 100071432 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA GESTION DES CONTRATS No poste: 75336
2018-05-18 08:55:04	**2182944058**	PROMOTION - AMALLAL,FAIZA Matricule: 100043720 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AU SOUTIEN ADMINISTRATIF No poste: 12085
2018-05-16 11:46:27	**2187729108**	EMBAUCHE - ROLLAND,CAMILLE Matricule: 100221472 A/C du: 2018-05-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-15 07:46:07	**2182944055**	DEPLACEMENT - VERREAULT,DENIS Matricule: 221182999 A/C du: 2018-04-09 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 75190
2018-05-11 15:06:12	**2187729104**	EMBAUCHE - ALLAIN,LOUIS-DAVID Matricule: 100219721 A/C du: 2018-05-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-11 15:05:58	**2187729105**	EMBAUCHE - LANGLOIS,MAXIME Matricule: 100221916 A/C du: 2018-05-07 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-11 08:50:29	**2187729103**	EMBAUCHE - DUCHARME,ANNABELLE Matricule: 100222260 A/C du: 2018-05-28 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-11 08:49:25	**2187729101**	EMBAUCHE - PROVENCHER,ANTHONY Matricule: 100220885 A/C du: 2018-05-28 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-11 08:48:08	**2187729102**	EMBAUCHE - BEGIN,MARIE-CHRISTYNE Matricule: 100221752 A/C du: 2018-06-26 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
2018-05-08 12:42:36	**2187729097**	PROMOTION - RANDRIAMIARY,MINOSOA Matricule: 100008616 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: SECRETAIRE DE DIRECTION No poste: 16324
2018-05-07 15:59:26	**2182944054**	REEMBAUCHE - GERMAIN,AMANDINE Matricule: 100035351 A/C du: 2018-06-26 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-07 09:59:53	**2187729095**	REEMBAUCHE - TROTTIER,JEAN-MICHEL Matricule: 100174473 A/C du: 2018-05-01 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
2018-05-04 09:01:17	**2182944053**	TITULARISATION - BEAUCHAMP,ISABELLE Matricule: 005326480 A/C du: 2018-05-05 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000	
2018-05-04 09:00:54	**2182944052**	TITULARISATION - YAROSZ,ROBERT Matricule: 100005553 A/C du: 2018-05-05 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000	
2018-05-02 12:00:09	**2187729089**	EMBAUCHE - DANEAULT-PILOTE,VANESSA Matricule: 100220180 A/C du: 2018-05-01 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
2018-05-02 07:48:39	**2182944051**	TITULARISATION - TREMBLAY,MAXIME Matricule: 005431470 A/C du: 2018-05-05 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000	
2018-05-01 14:47:42	**2187729094**	EMBAUCHE - MARCOUX,EMILIE Matricule: 100194397 A/C du: 2018-05-01 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000	
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-05-14 15:38:53	**2183536002**	Ratifier la suspension disciplinaire sans solde de 4 jours à l'employé détenant la matricule 739159000 à la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie	
Article 14.02.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-05-08 16:02:54	**2187729033**	Reporter les heures du solde de vacances des employés de l'arrondissement de Ville-Marie, du Service de la concertation des arrondissements et du centre de service 311, identifiés en pièce jointe, de l'exercice 2017-2018 à l'exercice 2018-2019 se terminant le 30 avril 2019.	
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2018-05-30 15:17:18	**2182944056**	Autoriser la transformation d'un poste permanent d'agent de recherche (63493) en un poste permanent de conseiller analyse et contrôle de gestion (400010) à la Division des ressources financières et matérielles de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement Ville-Marie, à compter de la signature du présent dossier.	
2018-05-01 13:38:32	**2183536001**	Autoriser la création de deux postes temporaires banque d'heures col blanc d'inspecteur d'arrondissement (720090) au sein de la Division de la circulation et de l'occupation du domaine public (52050600) de la Direction des travaux publics à l'arrondissement Ville-Marie à compter de la signature du présent dossier décisionnel	
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			9

Date Décision	Dossier	Objet
2018-05-31 13:48:59	**2187729149**	MISE EN DISPONIBILITE - ACHILLE,RICHARD Matricule: 161344000 A/C du: 2018-05-19 Titre d'emploi: CHEF DE DIVISION SOUTIEN TECHNIQUE ET OPÉRATIONNEL No poste: 75824
2018-05-28 11:19:42	**2187729128**	REEMBAUCHE - DESLAURIERS,VICKIE Matricule: 100043994 A/C du: 2018-06-06 Titre d'emploi: CHARGÉ(E) DE RÉDACTION ET DE DIFFUSION No poste: 74843
2018-05-25 10:56:33	**2187729120**	PROMOTION - VALLEE,NANCY Matricule: 100009274 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 74389
2018-05-24 14:39:28	**2187729123**	PROMOTION - BENYAHIA,NABIL Matricule: 100110643 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: AGENT(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 74390
2018-05-18 14:39:48	**2187729110**	PROMOTION - MC RAE,CATHIE Matricule: 100004712 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 75218
2018-05-18 14:36:22	**2187729114**	PROMOTION - TURNER,SYLVIE Matricule: 148333000 A/C du: 2018-06-02 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 75217
2018-05-16 12:02:34	**2187729107**	PROMOTION - BAVIERE,VANESSA Matricule: 100185772 A/C du: 2018-05-26 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN PLANIFICATION No poste: 74723
2018-05-04 10:20:38	**2187729091**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - BENYAHIA,NABIL Matricule: 100110643 A/C du: 2018-03-09 Titre d'emploi: PRÉPOSÉ(E) AUX INTERVENTIONS RAPIDES ET PRIORITAIRES No poste: 00000
2018-05-03 13:12:51	**2187729096**	RETOUR D'INTERRUPTION D'AFFECTATION - PREVOST,DOMINIC Matricule: 100197842 A/C du: 2018-05-14 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA PATROUILLE CANINE No poste: 69272
Article 15.03 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau B		9
2018-05-30 11:37:54	**2187729139**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - SEVERIN,MARC-DANIEL Matricule: 100100294 A/C du: 2018-05-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000
2018-05-28 11:59:20	**2187729134**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - LACOMBE,CAROLINE Matricule: 100101642 A/C du: 2017-11-30 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000
2018-05-28 11:20:22	**2187729137**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - LEMAY,ANDREE Matricule: 751821000 A/C du: 2017-11-30 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000
2018-05-25 11:25:53	**2187729121**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - BASTIEN,ALAIN Matricule: 100056344 A/C du: 2018-03-19 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-25 11:25:37	**2187729122**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - ABOU EL OUAFA EL IDRISSI,MOHAM Matricule: 100066174 A/C du: 2018-03-20 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
2018-05-25 11:25:26	**2187729130**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - EGHO,JOSEPHINE Matricule: 100053878 A/C du: 2018-03-19 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
2018-05-25 11:25:15	**2187729129**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - GAUTHIER,WILLIAM Matricule: 100046109 A/C du: 2018-03-19 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
2018-05-25 11:25:03	**2187729127**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - VERNET,VICK LEO Matricule: 100013177 A/C du: 2018-03-19 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
2018-05-25 11:24:48	**2187729126**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - BERUBE,GERARD Matricule: 100000323 A/C du: 2017-12-30 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX COMMUNICATIONS No poste: 00000	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme			15
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			11
2018-05-28 17:29:01	**2182682005**	Approuver la délivrance du permis 3001185800 relativement aux travaux extérieurs, pour l'immeuble situé au 1245, rue Saint-André, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-05-28 17:28:38	**2187524017**	Approuver la délivrance du permis 3001412386 relativement à la construction à l'aménagement d'une terrase au toit sur l'immeuble situé au 2000, rue Mansfield, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-28 17:28:06	**2187524016**	Approuver la délivrance du permis 3001414273 relativement à la modification de la toiture de l'immeuble siuté au 3461, rue McTavish, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-28 17:27:53	**2187524015**	Approuver la délivrance du permis 3001412209 relativement à la transformation d'un garde-corps sur l'immeuble situé au 3460, rue Simpson, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-28 17:27:27	**2187524014**	Approuver la délivrance du permis 3001406997 relativement à la modification de la façade d'un immeuble situé au 1255, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-28 17:27:14	**2187524013**	Approuver la délivrance du permis 3001417062 relativement à la modification de la façade d'un bâtiment situé au 69, rue de la Gauchetière Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-23 09:39:58	**2187524012**	Approuver la délivrance du permis 3001312131 relativement à la construction d'un immeuble de 8 étages situé au 50, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-22 16:34:29	**2187524011**	Approuver la délivrance du permis 3001343476 relativement à la construction d'un chalet de parc situé au 99999, rue Dufresne, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-22 16:34:14	**2187524010**	Approuver la délivrance du certificat 3001349792 relativement à l'installation d'une enseigne sur socle, pour le bâtiment situé au 2021, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-22 16:34:02	**2187524009**	Approuver la délivrance du certificat 3001349797 relativement l'installation d'une enseigne sur socle, pour le bâtiment situé au 2060, rue de la Montagne, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
2018-05-14 16:11:34	**2187524008**	Approuver la délivrance du certificat 3001414239 relativement à l'aménagement de passerelles et d'un quai, pour le bâtiment situé au 1194, chemin Remembrance, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Article 21.1.3 ainsi que de l'article 21.1.4 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			4
2018-05-28 17:28:49	**2182682011**	Approuver la délivrance du certificat 3001412006 relativement à l'installation d'une enseigne pour le bâtiment situé au 2045, rue Bishop, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-05-28 17:28:25	**2182682012**	Approuver la délivrance du certificat 3001417219 relativement à l'installation d'une enseigne pour le bâtiment situé au 276, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-05-28 17:27:40	**2182682013**	Approuver la délivrance du certificat 3001416533 relativement à l'installation d'une enseigne pour le bâtiment situé au 2045, rue Stanley, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
2018-05-28 17:27:01	**2182682014**	Approuver la délivrance du permis 3001417993 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé aux 1832-1834, rue Poupart, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme			14
Article 23.1 (RCA05-09017) - Fonctionnaire de niveau 2			2
2018-05-15 14:47:34	**2181066005**	Demande d'approbation, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), visant à autoriser des enseignes pour le local situé aux 1552-1558, rue Fleury Est, lot 2 495 371 du cadastre du Québec - Demande de certificat d'affichage 3001386008	

Date Décision	Dossier	Objet
2018-05-14 16:46:35	**2181066007**	Demande d'approbation, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (01-274), visant à autoriser une enseigne pour le local situé au 9741, boulevard Saint-Laurent, lot 1 998 631 du cadastre du Québec - Demande de certificat d'affichage 3001407275
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B		12
2018-05-30 12:34:05	**2187176044**	Approuver la délivrance du permis 3001393192 relativement à l'agrandissement du rez-de-chaussée et à la réfection des vitrines sur cour, pour l'ex-hôtel Maritime situé au 1155 rue Guy, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-28 09:31:06	**2187176045**	Approuver la délivrance du permis 3001278818 relativement à l'installation d'une marquise, pour l'hôtel Empire Suites situé au 1600, rue Saint-Hubert, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-25 14:41:17	**2187176043**	Approuver la délivrance du permis 3001324195 relativement à la construction d'un immeuble mixte de 14 étages, à situer au 325, boulevard René-Lévesque Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-25 10:08:57	**2187176038**	Approuver la délivrance du certificat 3001403649 relativement au remplacement de 2 enseignes "Off the hook", pour l'immeuble situé au 1021A, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-24 16:39:34	**2187176033**	Approuver la délivrance du permis 3001316819 relativement à la construction d'un bâtiment de 5 étages à vocation communautaire/résidentielle, au 1070, rue Mackay, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-24 09:12:58	**2187176035**	Approuver la délivrance du certificat 3001402114 relativement à l'instalation de l'enseigne DFA, pour le bâtiment situé au 328, rue Sainte-Catherine Est, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-24 09:12:44	**2187176034**	Approuver la délivrance du permis 3001209887 relativement à la reconstruction du balcon du 2e étage, pour le bâtiment situé au 1224, rue Saint-André, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
2018-05-15 13:48:15	**2181044037**	Approuver la délivrance du permis #3001416575 relativement aux nouvelles portes au niveau esplanade du 1, place Ville-Marie en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 9 mai 2018.

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-15 13:48:04	**2181044036**	Approuver la délivrance du permis #3001323868 relativement aux modifications apportées au bâtiment situé au 2109, boulevard Saint-Laurent (Centre de création et de production des 7 doigts de la main) en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 7 juillet 2017.	
2018-05-15 11:42:38	**2181044039**	Approuver la délivrance du permis #3001412746 relativement à la reconfiguration de la portion Nord et des marches à l'intersection de la rue Mansfield et du boulevard René-Lévesque Ouest de l'esplanade de la place Ville-Marie en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 9 mai 2018.	
2018-05-14 16:10:52	**2181044034**	Approuver la délivrance du certificat #3001402208 relativement à l'installation d'une enseigne "BOHO LAB" au bâtiment situé au 229, rue Notre-Dame Ouest en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 18 avril 2018.	
2018-05-14 16:10:28	**2181044035**	Approuver la délivrance du certificat #3001414111 relativement à l'installation de trois enseignes au bâtiment situé au 369, rue Ontario Est en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 5 avril 2018.	
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des			7
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2			7
2018-05-28 11:20:51	**2185082018**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 avril 2018, minute: 1883, pour le remplacement du lot 6 231 231 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 231 234 et 6 231 235.	
2018-05-28 11:20:38	**2185082021**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 avril 2018, minute: 1884, pour le remplacement du lot 6 231 234 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 231 236 et 6 231 237.	
2018-05-28 11:20:25	**2185082023**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 avril 2018, minute: 1885, pour le remplacement du lot 6 231 236 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 231 238 et 6 231 239.	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-25 08:26:01	**2185082013**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 avril 2018, minute: 1881, pour le remplacement du lot 1 179 383 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 231 229 et 6 231 230.	
2018-05-25 08:24:57	**2185082015**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Yves Chatelois, arpenteur-géomètre, le 3 avril 2018, minute: 1882, pour le remplacement du lot 1 179 382 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par les lots 6 231 231, 6 231 232 et 6 231 233	
2018-05-24 09:07:59	**2185082006**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Éric Deschamps, arpenteur-géomètre, le 11 janvier 2018, minute: 12201, pour le remplacement du lot 5 665 077 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot PC-39787.	
2018-05-15 11:41:17	**2175082047**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Éric Choinière, arpenteur-géomètre, le 29 mai 2017, minute: 14000, pour le remplacement des lots 1 182 039 et 1 182 040 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le lot 6 110 123.	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division Bureau de projets du centre-ville			1
Article 21.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			1
2018-05-18 16:16:38	**2187280001**	D'autoriser l'annulation de l'appel d'offre public VMP-18-006 - Réaménagement de la rue Sanguinet entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard René-Lévesque, de deux espaces extérieurs et leurs abords, et d'autoriser à titre de compensation et de règlement final pour les dépenses effectuées lors de la préparation de sa soumission, un montant de 5 000 $ aux Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public			1
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-05-10 07:52:07	**2185914001**	Agrandir une zone de stationnement interdit excepté motos du 1er avril au 31 octobre sur la rue Berri côté est, au nord du boulevard René-Lévesque	
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie			3
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			2
2018-05-17 08:51:50	**2185850002**	Imposer une suspension d'un (1) jour à une employée portant le numéro de matricule 005313650, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	

Date Décision	Dossier	Objet	
2018-05-17 08:51:36	**2185850001**	Imposer une suspension d'un (1) jour à un employé portant le numéro de matricule 004921560, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	
Article 12.2.2 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			1
2018-05-17 07:59:53	**2185850003**	Imposer un avis disciplinaire au dossier d'une employée portant le numéro de matricule 100050941, de la Division de la voirie, de la Direction des travaux publics.	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185384001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie et du dépôt de la liste des contrats de plus de 25 000 $

De prendre acte du rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie;

De décréter que ledit rapport est publié dans un journal diffusé dans l'arrondissement;

De déposer la liste des contrats comportant une dépense de plus de 25 000 $ conclus entre le 1er juin 2017 et le 31 mai 2018 ainsi que la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ conclus avec un même cocontractant pour la même période lorsque l'ensemble des contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 11:17

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1185384001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie et du dépôt de la liste des contrats de plus de 25 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 144.7 de la *Charte de la Ville de Montréal,* au moins quatre (4) semaines avant que le budget d'arrondissement ne soit transmis au comité exécutif, conformément à l'article 143.2, la mairesse de l'arrondissement fait, au cours d'une séance du conseil, rapport sur la situation financière de la Ville relative à l'arrondissement.

L'article 105.2.2 de la Loi sur les cités et villes prévoit que lors d'une séance ordinaire du conseil tenue en juin, la mairesse fait rapport aux citoyens des faits saillants du rapport financier, du rapport du vérificateur général et du rapport du vérificateur externe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA17 240403 en date du 7 juillet 2017 : prendre acte du rapport du maire sur la situation financière de l'arrondissement et du dépôt de la liste des contrats de plus de 25 000 $.

DESCRIPTION

Conformément à l'article 144.7 de la *Charte de la Ville de Montréal,* la mairesse de l'arrondissement fait, au cours d'une séance du conseil, rapport sur la situation financière de la ville relative à l'arrondissement.
Le rapport de la mairesse est un document traitant pour l'arrondissement des derniers résultats financiers (2017), du dernier programme triennal d'immobilisations (en l'occurrence 2017), des indications préliminaires quant aux résultats financiers de l'exercice précédant celui pour lequel le prochain budget sera dressé (2018) et des orientations générales du prochain budget (2019) ainsi que du prochain programme triennal d'immobilisations (2019 - 2021) dressé par le conseil d'arrondissement.
Le rapport doit divulguer les rémunérations et les allocations de dépenses des conseillers qui occupent un poste particulier au sein du conseil d'arrondissement.

De plus, conformément à ce même article de la Charte, la mairesse de l'arrondissement doit déposer une liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 25 000 $, que le conseil d'arrondissement a conclus depuis la dernière séance du conseil au cours de laquelle le maire de l'arrondissement a fait rapport de la situation financière de la ville relative à

l'arrondissement et la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ conclus avec un même cocontractant pour la même période lorsque l'ensemble des contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique MARTHET
Chef de divisions Ressources Financières & Matérielles
Direction des Services Administratifs et du Greffe

Tél : 514 872-2995

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-06-01

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe

Tél : 514-872-9857

Télécop. :	514-868-3330	**Télécop. :**	514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

RAPPORT DU MAIRE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 12 juin 2018

Juillet 2018

Rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie

La qualité de vie au centre de nos priorités

Chers citoyennes et citoyens de Ville-Marie,

Conformément à l'article 144.7 de la Charte de la Ville de Montréal, j'ai déposé le rapport sur la situation financière de Ville-Marie. Ce document fait état des résultats financiers de l'exercice 2017, des perspectives financières de l'exercice en cours et des orientations budgétaires.

Durant la dernière année, l'arrondissement a poursuivi sa mission première, soit d'améliorer la qualité de vie en mettant en œuvre une multitude de nouveaux projets visant à transformer le territoire. En plus de l'amélioration des infrastructures, soulignons le réaménagement de plusieurs parcs du centre-ville : le parc Rutherford, désormais doté d'un terrain multisports, les parcs Persillier-Lachapelle, Jovette-Marchessault et Julia-Drummond, tous réaménagés pour offrir de plus agréables espaces verts.

En matière d'agriculture urbaine, le projet Quartier nourricier est une réussite pour la collectivité : la serre multifonctionnelle du parc Walter-Stewart est à la fois un lieu d'apprentissage et de partage. D'autres réalisations sont d'ailleurs en voie de se terminer dans ce parc, avec la construction d'un chalet certifié LEED Argent et l'ajout de nouveaux équipements.

L'année du 375^{e} anniversaire de Montréal a été très active sur notre territoire avec les nombreux événements et festivités. Parmi les témoignages d'amitié provenant d'autres villes à travers le monde, je tiens à mentionner le legs de Paris à Ville-Marie : la sculpture *Les touristes*, de l'artiste Elisabeth Buffoli, installée dans le parc de La Presse qui a été aménagé en vue de la mettre en valeur.

Au détour d'une rue, vous aurez peut-être l'occasion d'admirer l'une des récentes murales qui égayent le centre-ville et rendent hommage à des artistes d'ici, dont Dominique Michel, Clémence Desrochers, Denise Pelletier, Yvon Deschamps, sans oublier Leonard Cohen.

Comme vous le savez, une toute nouvelle équipe politique est arrivée à Ville-Marie en novembre dernier. Mes collègues du conseil se joignent à moi pour réitérer que c'est avec grand enthousiasme que nous travaillons à développer le centre-ville pour qu'il soit, plus que jamais, un lieu unique où se côtoient les résidents, travailleurs, gens d'affaires et touristes. Finalement, je tiens à remercier tout le personnel de l'arrondissement qui œuvre au quotidien à faire de Ville-Marie cet endroit agréable et attrayant pour tous.

La mairesse de Montréal et de Ville-Marie,

Valérie Plante

RÉSULTATS FINANCIERS DE 2017

Budget de fonctionnement

L'exercice financier de l'arrondissement s'est terminé avec un surplus de 13 584 900 $.
Ce surplus est principalement attribuable à un dépassement des recettes générées par les revenus de source locale ainsi qu'à des économies au niveau des autres familles.

Activités de fonctionnement (en milliers de dollars)

Arrondissement de Ville-Marie. Exercice terminé le 31 décembre 2017.

(en milliers de dollars)

	Réel			Budget Original	Écart	Budget modifié
	2 015	**2 016**	**2 017**	2 017	**2017**	**2 0167**
Revenus						
Taxes et transferts centraux	66 586,1	66 078,0	65 974,5	65 625,0	349,5	66 052,5
Services rendus et autres revenus	20 897,4	19 734,9	18 244,2	17 283,4	420,8	18 032,4
Transferts	21,4	40,7	12,5	20,0	(7,5)	20,0
	87 504.9	**85 853,6**	**84 231,2**	**83 468,4**	**762,8**	**84 104.9**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	12 979,4	13 581,3	11 081,5	13 073,7	1 992,2	11 840,3
Sécurité publique	247,8	301,8	468,2	264,0	(204,2)	564,8
Transport	25 265,9	24 467,6	25 944,0	24 485,1	(1 458,9)	26 008,5
Hygiène du milieu	14 039,6	12 338,4	16 174,4	15 846,5	(327,9)	16 724,8
Santé et bien-être	789,7	753,2	787,4	530,7	(256,7)	851,3
Aménagement, urbanisme et développement	7 681,0	9 264,1	9 135,3	7 273,2	(1 862,1)	9 553,4
Loisirs et culture	22 623,0	23 057,5	25 507,2	22 904,3	(2 602,9)	27 750,1
	83 626,4	**83 763,9**	**89 098,0**	**84 377,5**	**(4 720,5)**	**91 293,2**
Affectation	**5 537,5**	**6 532,1**	**7 260,3**	**909,1**	**6 351,2**	**7 188,3**
Excédent (déficit) de gestion selon le budget orignal	**9 416,0**	**8 621,8**	**2 393,5**	**-**	**2 393,5**	**-**
Ajustements	**1 068,0**	**539,0**	**11 191,4**	**-**	**-**	**-**
Excédent (déficit) de gestion	**10 484,0**	**9 160,8**	**13 584,9**	**-**	**13 584,9**	**-**

Programme triennal d'immobilisations

Pour l'année 2017 du PTI 2017-2019 de l'arrondissement de Ville-Marie, ce sont **10,7 millions de dollars** d'investissements qui ont été réalisés.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT : 3,8 M$

- Quartier des Gares : travaux de construction des phases 1 & 2
- Quartier Chinois : fin de la restauration des arches et des travaux d'aménagement de la rue de la Gauchetière
- Programme d'installation de toilettes publiques autonettoyantes : travaux préparatoires de sites

PROGRAMMES : 6,9 M$

- Programme de réaménagement de parcs : 4,8 M$
  - Parc Rutherford : achèvement des travaux de construction d'un terrain multisports
  - Parc Persillier-Lachapelle : travaux de réaménagement des sols et éclairages, création d'une aire de jeux, de jeux d'eau et d'une aire à pique-nique
  - Parc Jovette-Marchessault : travaux de réaménagement des sols et éclairages, création d'une aire de jeux et d'une aire de repos et implantation de supports à vélos
  - Parc Julia-Drummond : travaux de réaménagement avec des jeux d'eau et un sentier
  - Parc Médéric-Martin : réfection des terrains de tennis
- Programme de réfection routière : 1,6 M$
- Programme de remplacement de véhicules : 0,4 M$
- Programme de protection des bâtiments : 0,1 M$
  - Maison de la culture Frontenac : mise en valeur du bâtiment
  - Centre récréatif Poupart : aménagement des locaux

Les services corporatifs investissent également une partie de leurs PTI pour la réalisation de projets sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le détail est présenté dans les résultats des chapitres Corporatifs. Ainsi, l'arrondissement de Ville-Marie a réalisé l'aménagement du parc de la Presse dans le cadre du 375ème de Montréal.

INDICATIONS PRÉLIMINAIRES POUR 2018

Budget de fonctionnement

Le budget de 2018 prévoit des dépenses de 88 256 900 $ alors que les revenus générés par l'arrondissement sont établis à 19 377 700 $.

L'évolution budgétaire réalisée au 31 mars permet de prévoir un surplus d'opération de 516 500 $ qui s'explique par un surplus au niveau des revenus des services techniques rendus ainsi qu'à une légère économie au niveau de la rémunération globale.

Programme triennal d'immobilisations 2018-2020

Le PTI 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie qui a été adopté prévoit des investissements totaux de 148 973 M$ dont 53 507 M$ pour l'année 2018.

Des changements organisationnels ont toutefois nécessité une révision de l'enveloppe PTI 2018-2020 de l'arrondissement. En effet, le transfert du Bureau de projets Centre-ville au Service des infrastructures, de la voirie et du transport (sommaire décisionnel 1185056001) a impliqué le transfert des budgets des projets de développement sous la responsabilité de cette unité.
Au terme de cette réorganisation, l'enveloppe révisée du PTI 2018-2020 représente 42 554 M$, dont 16 065 M$ pour l'année 2018.

L'arrondissement de Ville-Marie continuera de veiller au maintien et à la bonification de ses actifs. Ainsi, en 2018, 11 181 M$ seront consacrés au réaménagement de parcs, 3 884 M$ à la réfection routière, et 1 000 M$ à la protection des immeubles. L'arrondissement travaillera également à compléter les projets amorcés antérieurement.

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

L'enveloppe budgétaire 2019 sera établie en fonction du respect des paramètres et normes établis et en tenant compte des rationalisations prévues dans le cadre du plan quinquennal de main d'œuvre et des impacts de la réforme du financement des arrondissements.

En ce qui a trait au programme triennal d'immobilisations 2019-2021, les sommes seront réparties selon les priorités de l'administration.

RÉMUNÉRATION DES CONSEILLERS

Conformément à la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, le présent rapport indique les revenus des conseillers d'arrondissement. Ces revenus sont conformes au *Règlement établissant le traitement des conseillers d'arrondissement* (règlement n^{o} 2117) et à la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

La rémunération de base est de 53 843 $ pour le conseiller de la ville et 71 362 $ pour le conseiller de la ville choisi par le maire dans la composition du conseil de l'arrondissement de Ville-Marie.
À titre de mairesse suppléante, Mme Sophie Mauzerolle, reçoit une rémunération additionnelle de 3 000 $.
En tant que présidente du comité consultatif d'urbanisme (CCU), Mme Sophie Mauzerolle reçoit une rémunération additionnelle 5 590 $ alors que M. Richard Ryan touche une somme de 1 000 $ à titre de vice-président du CCU.
L'allocation de dépenses de chaque élu est de 16 595 $.



Juin 2018

Serre communautaire © Céline Provost

Rapport de la mairesse sur la situation financière de l'arrondissement de Ville-Marie

LA QUALITÉ DE VIE AU CENTRE DE NOS PRIORITÉS



Chers citoyennes
et citoyens de Ville-Marie,

Conformément à l'article 144.7 de la Charte de la Ville de Montréal, j'ai déposé le rapport sur la situation financière de Ville-Marie. Ce document fait état des résultats financiers de l'exercice 2017, des perspectives financières de l'exercice en cours et des orientations budgétaires.

Durant la dernière année, l'arrondissement a poursuivi sa mission première, soit d'améliorer la qualité de vie en mettant en œuvre une multitude de nouveaux projets visant à transformer le territoire. En plus de l'amélioration des infrastructures, soulignons le réaménagement de plusieurs parcs du centre-ville : le parc Rutherford, désormais doté d'un terrain multisports, les parcs Persillier-Lachapelle, Jovette-Marchessault et Julia-Drummond, tous réaménagés pour offrir de plus agréables espaces verts.

En matière d'agriculture urbaine, le projet Quartier nourricier est une réussite pour la collectivité : la serre multifonctionnelle du parc Walter-Stewart est à la fois un lieu d'apprentissage et de partage. D'autres réalisations sont d'ailleurs en voie de se terminer dans ce parc, avec la construction d'un chalet certifié LEED Argent et l'ajout de nouveaux équipements.

L'année du 375e anniversaire de Montréal a été très active sur notre territoire avec les nombreux événements et festivités. Parmi les témoignages d'amitié provenant d'autres villes à travers le monde, je tiens à mentionner le legs de Paris à Ville-Marie : la sculpture *Les touristes*, de l'artiste Elisabeth Buffoli, installée dans le parc de La Presse qui a été aménagé en vue de la mettre en valeur.

Au détour d'une rue, vous aurez peut-être l'occasion d'admirer l'une des récentes murales qui égayent le centre-ville et rendent hommage à des artistes d'ici, dont Dominique Michel, Clémence Desrochers, Denise Pelletier, Yvon Deschamps, sans oublier Leonard Cohen.

Comme vous le savez, une toute nouvelle équipe politique est arrivée à Ville-Marie en novembre dernier. Mes collègues du conseil se joignent à moi pour réitérer que c'est avec grand enthousiasme que nous travaillons à développer le centre-ville pour qu'il soit, plus que jamais, un lieu unique où se côtoient les résidents, travailleurs, gens d'affaires, étudiants et touristes. Finalement, je tiens à remercier tout le personnel de l'arrondissement qui œuvre au quotidien à faire de Ville-Marie cet endroit agréable et attrayant pour tous.

La mairesse de Montréal et de Ville-Marie,



Valérie Plante

Ville-Marie
Montréal

Résultats financiers de 2017

Budget de fonctionnement

L'exercice financier de l'arrondissement s'est terminé avec un surplus de 13 584 900 $.

Ce surplus est principalement attribuable à un dépassement des recettes générées par les revenus de source locale ainsi qu'à des économies au niveau des autres familles.

Activités de fonctionnement (en milliers de dollars)

Arrondissement de Ville-Marie. Exercice terminé le 31 décembre 2017.

		Réel		*(en milliers de dollars)*		
	2015	2016	2017	Budget original 2017	Écart 2017	Budget modifié 2017
Revenus						
Taxes et transferts centraux	66 586,1	66 078,0	65 974,5	65 625,0	349,5	66 052,5
Services rendus et autres revenus	20 897,4	19 734,9	18 244,2	17 283,4	420,8	18 032,4
Transferts	21,4	40,7	12,5	20,0	(7,5)	20,0
	87 504.9	**85 853,6**	**84 231,2**	**83 468,4**	**762,8**	**84 104.9**
Charges de fonctionnement						
Administration générale	12 979,4	13 581,3	11 081,5	13 073,7	1 992,2	11 840,3
Sécurité publique	247,8	301,8	468,2	264,0	(204,2)	564,8
Transport	25 265,9	24 467,6	25 944,0	24 485,1	(1 458,9)	26 008,5
Hygiène du milieu	14 039,6	12 338,4	16 174,4	15 846,5	(327,9)	16 724,8
Santé et bien-être	789,7	753,2	787,4	530,7	(256,7)	851,3
Aménagement, urbanisme et développement	7 681,0	9 264,1	9 135,3	7 273,2	(1 862,1)	9 553,4
Loisirs et culture	22 623,0	23 057,5	25 507,2	22 904,3	(2 602,9)	27 750,1
	83 626,4	**83 763,9**	**89 098,0**	**84 377,5**	**(4 720,5)**	**91 293,2**
Affectation	**5 537,5**	**6 532,1**	**7 260,3**	**909,1**	**6 351,2**	**7 188,3**
Excédent (déficit) de gestion selon le budget original	**9 416,0**	**8 621,8**	**2 393,5**	**-**	**2 393,5**	**-**
Ajustements	**1 068,0**	**539,0**	**11 191,4**	**-**	**-**	**-**
Excédent (déficit) de gestion	**10 484,0**	**9 160,8**	**13 584,9**	**-**	**13 584,9**	**-**



Parc Lapresse ©Joudy Hilal



Art public – Murale Dominique Michel ©Olivier Bousquet

Programme triennal d'immobilisations

Pour l'année 2017 du PTI 2017-2019 de l'arrondissement de Ville-Marie, ce sont 10,7 millions de dollars d'investissements qui ont été réalisés.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT : 3,8 M$

- Quartier des Gares : travaux de construction des phases 1 et 2
- Quartier Chinois : fin de la restauration des arches et des travaux d'aménagement de la rue de la Gauchetière
- Programme d'installation de toilettes publiques autonettoyantes : travaux préparatoires de sites

PROGRAMMES : 6,9 M$

Programme de réaménagement de parcs : 4,8 M$

- Parc Rutherford : achèvement des travaux de construction d'un terrain multisports
- Parc Persillier-Lachapelle : travaux de réaménagement des sols et éclairages, création d'une aire de jeux, de jeux d'eau et d'une aire à pique-nique
- Parc Jovette-Marchessault : travaux de réaménagement des sols et éclairages, création d'une aire de jeux et d'une aire de repos et implantation de supports à vélos
- Parc Julia-Drummond : travaux de réaménagement avec des jeux d'eau et un sentier
- Parc Médéric-Martin : réfection des terrains de tennis

Programme de réfection routière : 1,6 M$

Programme de remplacement de véhicules : 0,4 M$

Programme de protection des bâtiments : 0,1 M$

- Maison de la culture Frontenac : mise en valeur du bâtiment
- Centre récréatif Poupart : aménagement des locaux

Les services corporatifs investissent également une partie de leurs PTI pour la réalisation de projets sur le territoire de Ville-Marie. Ainsi, l'arrondissement a réalisé l'aménagement du parc de La Presse dans le cadre du 375ème de Montréal.

Indications préliminaires pour 2018

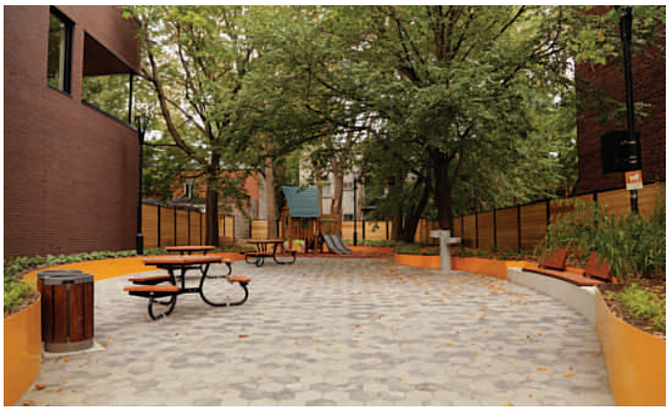
Budget de fonctionnement

Le budget de 2018 prévoit des dépenses de 88 256 900 $ alors que les revenus générés par l'arrondissement sont établis à 19 377 700 $.

L'évolution budgétaire réalisée au 31 mars permet de prévoir un surplus d'opération de 516 500 $ qui s'explique par un surplus au niveau des revenus des services techniques rendus ainsi qu'à une légère économie au niveau de la rémunération globale.

Programme triennal d'immobilisations 2018-2020

Le PTI 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie qui a été adopté prévoit des investissements totaux de 148 973 M$ dont 53 507 M$ pour l'année 2018.



Parc Jovette-Marchessault ©Joudy Hilal

Des changements organisationnels ont toutefois nécessité une révision de l'enveloppe PTI 2018-2020 de l'arrondissement. En effet, le transfert du Bureau de projets du centre-ville au Service des infrastructures, de la voirie et du transport (sommaire décisionnel 1185056001) a impliqué le transfert des budgets des projets de développement sous la responsabilité de cette unité.

Au terme de cette réorganisation, l'enveloppe révisée du PTI 2018-2020 représente 42 554 M$, dont 16 065 M$ pour l'année 2018.

L'arrondissement de Ville-Marie continuera de veiller au maintien et à la bonification de ses actifs. Ainsi, en 2018, 11 181 M$ seront consacrés au réaménagement de parcs, 3 884 M$ à la réfection routière, et 1 000 M$ à la protection des immeubles. L'arrondissement travaillera également à compléter les projets amorcés antérieurement.

Orientations budgétaires

L'enveloppe budgétaire 2019 sera établie en fonction du respect des paramètres et normes établis et en tenant compte des rationalisations prévues dans le cadre du plan quinquennal de main d'œuvre et des impacts de la réforme du financement des arrondissements.

En ce qui a trait au programme triennal d'immobilisations 2019-2021, les sommes seront réparties selon les priorités de l'administration.

Rémunération des conseillers

Conformément à la *Loi sur le traitement des élus municipaux*, le présent rapport indique les revenus des conseillers d'arrondissement. Ces revenus sont conformes au *Règlement établissant le traitement des conseillers d'arrondissement* (règlement n° 2117) et à la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

La rémunération de base est de 53 843 $ pour le conseiller de la ville et 71 362 $ pour le conseiller de la ville choisi par le maire dans la composition du conseil de l'arrondissement de Ville-Marie.

À titre de mairesse suppléante, Mme Sophie Mauzerolle, reçoit une rémunération additionnelle de 3 000 $.

En tant que présidente du comité consultatif d'urbanisme (CCU), Mme Sophie Mauzerolle reçoit une rémunération additionnelle de 5 590 $ alors que M. Richard Ryan touche une somme de 1 000 $ à titre de vice-président du CCU.

L'allocation de dépenses de chaque élu est de 16 595 $.

Ville-Marie
Montréal

LEXIQUE

REVENUS

Transferts

Cette rubrique comprend l'ensemble des subventions des gouvernements, des autres organismes publics, des entreprises privées et des personnes sans aucun service en contrepartie. On y retrouve notamment, les subventions gouvernementales pour les activités récréatives en loisirs et pour les bibliothèques.

Services rendus

Cette rubrique comprend l'ensemble des revenus pour les services rendus aux gouvernements ou leurs entreprises, aux particuliers et aux entreprises privées. On y retrouve notamment, les droits d'entrées, les inscriptions et abonnements, les ventes de documents, les locations de salles, d'immeubles et/ou terrains, les travaux effectués par la ville, les services juridiques et bien d'autres**.**

Imposition de droits

Cette rubrique comprend l'ensemble des revenus relatifs aux activités de l'organisme municipal en vertu de certains pouvoirs qui lui sont conférés par les lois municipales. On y retrouve notamment, les revenus pour l'émission des permis et inspections, l'émission des permis d'abattage d'arbres et les ventes de licences de chiens.

Amendes et pénalités

Cette rubrique comprend l'ensemble des revenus relatifs aux activités de l'organisme municipal en vertu de certains pouvoirs qui lui sont conférés par les lois municipales. On y retrouve notamment, les amendes pour la propreté, les amendes pour les bibliothèques**.**

Autres revenus

Cette rubrique comprend l'ensemble des revenus relatifs aux activités de l'organisme municipal en vertu de certains pouvoirs qui lui sont conférés par les lois municipales. On y retrouve notamment, les cessions d'actifs à long terme et tous autres revenus non décrits précédemment.

DÉPENSES

Administration générale

Cette fonction comprend essentiellement l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale comme organisme autonome. Les dépenses de cette fonction sont reliées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi, à la gestion financière et administrative ainsi que du personnel. Elle comprend les activités suivantes :

- Conseil municipal
- Application de la loi
- Gestion financière administrative
- Greffe
- Évaluation
- Gestion du personnel
- Autres

Sécurité publique

Cette fonction comprend l'ensemble des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. De plus, cette fonction regroupe toutes les autres dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile. Elle comprend les activités suivantes :

- Police
- Protection contre les incendies
- Sécurité civile
- Autres

Transport
Cette fonction comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers et de ses accessoires périphériques. Elle comprend les activités suivantes :

- Réseau routier
- Voirie municipale
- Enlèvement de la neige
- Éclairage des rues
- Circulation et stationnement
- Transport collectif
- Transport en commun
- Transport aérien
- Transport par eau

Hygiène du milieu
Cette fonction comprend l'ensemble des activités regroupant les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, aux matières résiduelles et à la protection de l'environnement.
L'activité « eau et égouts » regroupe les dépenses touchant l'approvisionnement, le traitement et la distribution de l'eau potable ainsi que les activités propres à la collecte et à l'assainissement des eaux usées. L'activité « matières résiduelles » regroupe les dépenses touchant la collecte et le traitement des déchets domestiques et des matières secondaires ainsi que l'élimination des matériaux secs.
On doit inclure également dans cette fonction les dépenses relatives à la protection de l'environnement et à l'amélioration des cours d'eau.

Aménagement, urbanisme et développement
Cette fonction comprend l'ensemble des activités économiques relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme. Cette fonction regroupe également les dépenses relatives à l'élaboration de divers programmes en vue de favoriser la situation économique du territoire.
Plus particulièrement, les dépenses de cette fonction sont reliées à la recherche, à l'élaboration, à la planification, à la gestion et à la participation financière en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement industriel, commercial et touristique. Elle regroupe les activités suivantes :

- Aménagement, urbanisme et zonage
- Rénovation urbaine
- Promotion et développement économique
- Autres

Loisirs et culture
Cette fonction comprend l'ensemble des activités économiques relatives à la planification, à l'organisation et à la gestion des programmes de loisirs et culture.
De plus, il faut y inclure tous les dons et subventions accordés à des organismes oeuvrant dans ces champs d'activités. Elle comprend également les dépenses relatives à la gestion des équipements et aux activités patrimoniales. Elle regroupe les activités suivantes :

Activités récréatives

- Centres communautaires
- Patinoires intérieures et extérieures
- Piscines, plages et ports de plaisance
- Parcs et terrains de jeux
- Expositions et foires
- Autres

Activités culturelles

- Centres communautaires
- Bibliothèques
- Patrimoine – musée et centres d'exposition

Ville-Marie Montréal

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

PÉRIODE : 01-06-2017 AU 31-05-2018

excluant les objets 54505 et 61900 ainsi que les ententes cadres

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
9290-8367 QUEBEC INC.	1226032	19-SEPT.-2017	CA17 240486 - Règlement hors cour - 1175289007	**365 000**	CA17 240486
				365 000	
ABC ENVIRONNEMENT INC.	1208949	25-MAI -2018	Contrat du 14 juin 2017 au 13 juin 2018 pour total de $ 254 205. avant taxes, pour les services de nettoyages de puisards, de drains et de chambres de vannes.-	**213 256**	CA17 240328
	1274899	18-MAI -2018	Factures 53010 - 51373 frais de disposition des déchets solides et liquides (billets d'outillages 1160188 - 1146703)	**2 271**	
				215 527	
AGENCE RELIEF DESIGN.CA INC.	1211536	28-JUIN -2017	Étude de potentiel de verdissement et proposition d'îlots de fraîcheur dans le quartier Ste-Marie/ Offre de services professionnels du 23 juin 2017 en référence au Dossier 17-0340/ TP-Grands Projets-Patrick Chalouhi	**22 809**	
	1246956	10-JANV.-2018	VMI-17-023-3 : élaboration des plans, cahier de charges, suivi et surveillance de chantier pour le réaménagement du parc Miville-Couture.	**79 140**	CA17 240664
				101 948	
ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION	1207752	13-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour l'achat de pièces pour égout tels Coude, manchon et fernco. /En référence à la soumission du 06 juin 2017/ Entrepôt Mill-Jonathan Labonté	**7 438**	
	1257173	19-FÉVR.-2018	2018 - BC ouvert pour achat de diverses pièces pour l'aqueduc-TP aqueduc	**5 249**	
	1274779	17-MAI -2018	COMMANDE SPÉCIAL 0879 CHRISTIAN BISSONNETTE	**8 487**	
	1275730	24-MAI -2018	CHRISTIAN BISSONNETTE INVENTAIRE AQUEDUC 0879	**11 614**	
				32 789	
ALEXANDRA WHITTER	1205404	06-JUIN -2017	Soumission 17.003 du 29 mai 17- Graphisme bulletin été et programmation des activités estivales 2017	**9 239**	
	1217880	28-JUIL.-2017	Conception graphique du bulletin de l'arrondissement Ville-Marie et du répertoire des activités de sports, loisirs et de plaisir/ Soumission 17.004 du 28 juillet 2017/ Div. Comm-Isabelle Rougier	**7 454**	
	1242569	06-DÉC. -2017	Conception graphique du bulletin de l'arrondissement Ville-Marie Hiver 2017-2018 / Div. Comm-Joan Lacasse	**2 646**	
	1271476	04-MAI -2018	Soumission 18.001 - Conception graphique et infographie bulletin et cahier des activités estivales	**10 394**	
				29 732	
AMENAGEMENT COTE JARDIN INC.	1121423	13-JUIN -2017	Doss.: 1160890005 - Travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement de la rue Emery. VMP-16-004.	**39 469**	CG16 0329
	1235997	14-NOV. -2017	Incidents 1177480002 : 17-137 installation banc rue du Havre.	**7 473**	
				46 942	
AMENAGEMENTS Y.C. INC.	1232285	24-OCT. -2017	Mobilier, (Cie Artopex) / Fourniture, livraison et installation , pour la Bibliothèque Frontenac (section des adolescents, enfants et adultes)/Soumission YC-17-3701 du 13 octobre 2017/ Marie-Ève Lima	**18 034**	
	1232286	23-OCT. -2017	Mobilier (mobilier Artopex) , pour la Maison de la Culture Frontenac (Fourniture, livraison et installation) / Soumission YC-17-3702 du 13 octobre 2017/ Louise Matte	**14 461**	

Ville-Marie Montréal

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

PÉRIODE : 01-06-2017 AU 31-05-2018

excluant les objets 54505 et 61900 ainsi que les ententes cadres

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
				32 495	
ARTILUX INNOVATION INC.	1182017	21-FÉVR.-2018	OS-VDM170130 Services pour expertise en éclairage et électricité au parc Aristide-Beaugrand-Champagne.	**2 102**	
	1211574	30-JUIN -2017	OS-VDM170524R1 : services pour expertise en électricité-ajout de services Parc Marcelle-Barthe.	**3 906**	
	1213964	11-JUIL.-2017	Offre de services en ingénierie électrique-Remplacement de mobilier d'éclairage au Square-Victoria - PTI 1757022100	**14 823**	
	1228211	29-SEPT.-2017	Travaux préparatoires 1734220090-Service d'ingénierie électrique Place Jean-Paul-Riopelle-Correctifs aux infrastructures électriques	**19 471**	
				40 302	
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	1242512	22-JANV.-2018	Commande ouverte 2017-2018 / Surveillance et l'encadrement des patinoires et chalets des Parc des Vétérans et Walter Stewart/ Montant max: $ 48 954. sans taxes/ Du 03 décembre 2017 au 17 mars 2018 (selon météo)/	**48 954**	
				48 954	
AXE CONSTRUCTION INC.	1229626	13-OCT. -2017	Travaux relatifs à la réfection du mur de maçonnerie ainsi qu'à la rénovation du chalet du parc Percy-Walters - Contrat 15159	**1 439 047**	CA17 240530
				1 439 047	
AXIA SERVICES	1248399	22-JANV.-2018	Contrat 2018-2020, pour le service d'entretien ménager des bureaux de la Cour de services de l'arr. Ville-Marie située au 1455 Bercy./ Montant max: $ 297 325.44 avant taxes / De janvier 2018 à janvier 2020./	**149 574**	CA17 240649
				149 574	
AXOR EXPERTS-CONSEILS INC.	1223063	15-SEPT.-2017	1176140004 - Réalisation des plans et devis et surveillance des travaux d'infrastructures et aménagements de l'avenue Goulet entre les rues Ontario et Cartier. VMP-17-035.	**113 586**	CA17 240459
				113 586	
BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS	1208033	13-JUIN -2017	Paiement des factures no: 17483 à 17489,17492,17494 à 17499,17510 à 17594/Balises de repère (retirer, nettoyer, réparer, emballer, entreposer.) / TP-Voirie-Annie Picard	**8 225**	
	1232119	07-NOV. -2017	Balises de repère R-6 comprenant tige de repère 64" jaune, connecteur, bouchon et autres. Pour le Quartier des spectacles "Promenade des festival parterre".	**5 887**	
	1237092	13-NOV. -2017	Paiement de diverses factures en novembre 2017 ,pour installation de tiges de repère R-6 ,pour divers projet/ TP-Voirie-Marie-Ève Boivin	**4 408**	
	1249207	15-JANV.-2018	Facture du 18-12-17 # 17-916 - Installation de réceptacles de bordure et tige de repère - TP voirie	**2 662**	
	1276459	28-MAI -2018	Factures 1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-103 - retirer et entreposer les balises de repère - TP Voirie	**10 946**	
				32 128	
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1212284	30-JUIN -2017	Étude sur les besoins en espace et la logistique d'événement au QDS	**20 998**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
BC2 GROUPE CONSEIL INC.	1224739	18-SEPT.-2017	D:1170093006 / CA17 240465 / VMI-17-017-2/ Contrat et contingences en 2017, au montant de $ 86 520.00 avant taxes, pour la réalisation d'une stratégie d'aménagement des rues de Boisbriand et Saint-Dominique.	**5 165**	CA17 240465
				26 163	
BELISLE, GIRARD SCHERRER (B.G.S.) & ASSOCIES INC.	1095312	02-FÉVR.-2018	Service d'entretien ménager et de surveillance du Pavillon du Lac aux Castors et du chalet du Mont Royal. Montant total maximum de 698 381.,70$ avant taxes 1er janvier 2016 au 31 déc. 2018	**244 405**	CA15 240574
				244 405	
BETON MOBILE RIVE-SUD INC.	1173436	15-NOV. -2017	2017 - BC ouvert pour l'achat de béton pré mélangé lors de travaux urgent (contrat gré à gré) - TP aqueduc	**21 484**	
	1261404	12-MARS -2018	2018 - BC ouvert pour l'achat de béton pré mélangé lors de travaux urgent (contrat gré à gré) - TP aqueduc	**10 499**	
				31 983	
BOO! DESIGN INC.	1095083	14-MARS -2018	D: 1156347112/ CA15 240062/ AOI-15-14875/ Contrat 2016-2017, fin. le 07 déc 2017, pour un montant maximum de $ 64 145.00 avant taxes , pour frais d'installation et désinstallation d'affiches plastifiées requises pour certains projets.	**8 041**	CA15 240062
	1211649	19-JUIL.-2017	Service pour impression, montage et installation de bannière ,Vieux-Montréal, pour projet Édicule Champs de Mars , en référence à la soumission# 14741 et # 14945 Div. Comm-Céline Provost.	**2 787**	
	1215063	19-JUIL.-2017	Soumission 14781- Panneaux réfection routière conception plus impression - devis 14781	**2 236**	
	1216700	28-JUIL.-2017	Panneaux et feuillets pour formule E - soumission 14957 - 14978 -15000	**12 302**	
				25 367	
CEGEP DU VIEUX MONTREAL	1058223	10-JANV.-2018	Location de plateaux sportifs, pour la Division des Sports Loisirs de l'arr. Ville-Marie/ Montant maximum : $ 497 202. avant taxes,/ Du 01 juillet 2015 au 30 juin 2018/	**87 000**	CA15 240364
	1257908	23-FÉVR.-2018	Formation "AutoCad 2013" se tenant le 8 et 9 mars 2018 pour M. Donald Girard. (Durée de 14 heures)	**2 352**	
	1274087	16-MAI -2018	Location de plateaux sportifs 1er juillet 2018 au 30 juin 2021 total convention: 526 509 $ + taxes	**92 128**	CA18 240242
				181 480	
CENTRE DE TRI MELIMAX INC.	1228046	29-SEPT.-2017	Facture du 15-05-2017 # 212081-2 - Disposition de déchets pour les travaux rue de la Commune du 1er au 5 mai 2017	**20 366**	
	1228049	29-SEPT.-2017	Facture du 15-05-2017 # 212081-3 - Disposition de déchets pour les travaux rue St-Antoine et rue St-Paul du 8 au 12 mai 2017	**9 757**	
				30 123	
CEVECO INC.	1121421	12-MARS -2018	Doss.: 1160890006 - CA16 240245 Travaux d'aménagement de la rue De La Gauchetière phase 2 Début des travaux : Juin 2016 Fin : Octobre 2016	**223 270**	CA16 240245
	1216492	27-JUIL.-2017	Installation d'un buste au parc Toussain-Louverture. VM	**20 647**	
	1217208	26-JUIL.-2017	Installation d'un plaque commémorative au Parc de Dieppe, socle et ses travaux.	**14 582**	
	1245430	06-AVR. -2018	Fouilles exploratoires, aménagement du secteur Pasteur/UQAM. Incidences 1170093005.	**21 885**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
CEVECO INC.	892734	18-AVR. -2018	TRAVAUX CORRECTIFS ET D'ENTRETIEN À LA PLACE JEAN-PAUL RIOPELLE - GDD #1134173002 / CA13 240489 - VMP-13-019	**41 052**	CA13 240489
				321 437	
CHEVALIER MORALES ARCHITECTES INC.	1246291	05-JANV.-2018	Services d'architecture et ingénierie pour la réalisation du projet de rénovation de la salle de spectacle de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac - Contrat 14796	**269 141**	CA17 240659
				269 141	
CLEAN WATER WORKS INC	1206755	08-JUIN -2017	Travaux de réhabilitation par gainage structural d'une conduite dans le Parc Marcelle-Barthe/ Soumission du 01 juin 2017/ TP-Jonathan Labonté	**7 853**	
	1213342	07-JUIL.-2017	Travaux de réparation sans tranchée de la conduite d'égout en brique rue Lincoln et University , en référence à l'appel d'offres sur invitation du 08 juin 2017/ TP-Jonathan Labonté	**18 663**	
	1213843	11-JUIL.-2017	Travaux de réparation sans tranchée de la conduite d'égout rue Ontario à l'intersection de Amherst.	**14 803**	
	1216326	20-JUIL.-2017	Travaux de réhabilitation par gainage de trois drains de puisards rue Ontario - TP aqueduc	**9 428**	
	1216781	24-JUIL.-2017	Réhabilitation de 2 regards à l'intersection de Wurtele et de Rouen - TP aqueduc	**7 349**	
	1225191	14-SEPT.-2017	Travaux de réparation de la conduite d'égout rue Notre-Dame E. entre Panet et Papineau	**19 003**	
	1225526	27-NOV. -2017	D:1176937005/CA17 240475/VMI 17-018-2 -Contrat en 2017, au montant de $ 81 650. avant taxes, incluant contingences, pour travaux de réparation sans tranchée de la conduite d'égout de la Côte Beaver Hall entre Belmont et Viger Ouest.	**91 230**	CA17 240475
	1226250	20-SEPT.-2017	Travaux de réhabilitation du drain de 8" au 1733 Cedar sur une longueur de 12m	**11 313**	
	1229378	05-OCT. -2017	Travaux de réhabilitation par gainage structural de 8 drains de puisards sur University au nord de l'avenue des Pins - TP aqueduc	**18 814**	
	1234873	02-NOV. -2017	Bon de commande ouvert pour le gainage du drain rue Wolfe, 1078-1086 en référence à la soumission du 26 octobre 2017/ TP-Jonathan Labonté	**8 373**	
	1237152	13-NOV. -2017	Travaux de réhabilitation de regard René-Lévesque/Champlain, en référence à la soumisson courriel du 17 octobre 2017/ TP-Jonathan Labonté	**4 593**	
	1239894	24-NOV. -2017	Gainage drain 1038 Sherbrooke E, en référence à la soumission courriel du 01 novembre 2017/ TP-Jonathan Labonté	**8 373**	
	1249961	18-JANV.-2018	Paiement de 2 factures: W64928 et W64927 du 11 janvier 2018/ pour travaux d'égout/ Krystel Martin	**4 462**	
	1256592	14-FÉVR.-2018	Travaux de réparation de la conduite d'égout rue Gauvin et rue St-Jacques-soumission du 18-01-18 - TP aqueduc	**10 263**	
	1259689	01-MARS -2018	Soumission du 20-02-2018 - Réhabilitation de la conduite d'égout dans la ruelle entre le 2190 et 2194 Sherbrooke E. près de Parthenais-TP aqueduc	**17 577**	
	1259825	01-MARS -2018	Soumission du 07-02-18 - Réhabilitation du drain au 434-444 St-Antoine E. - TP aqueduc	**9 974**	
	1271634	11-MAI -2018	VMI-18-004 - Travaux de réhabilitation de la conduite d'égout boul. René-Lévesque Est - TP aqueduc	**39 265**	
				301 335	
COFORCE INC.	1233238	26-OCT. -2017	Bon de commande ouvert au montant de $ 46 958.80 sans taxes pour services ménagers à la Cour Municipale/basé ur soum révisée du 12 oct 2017/ TP-Manon Ouellet	**39 132**	
	1245837	06-MARS -2018	Service d'entretien ménager à la Cour Municipale 1 déc 2017 au 16 déc 2020 Montant max de 1 371 600.18$ toutes taxes incluses	**475 984**	CA17 240654

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
COFORCE INC.	1257012	21-FÉVR.-2018	Contrat gré à gré pour l'entretien sanitaire du tunnel Champs-de-Mars Montant total de 45 000$ (incluant toutes taxes applicables s'il y a lieu) 15 février 2018 au 14 février 2019	**44 999**	CA18 240028
				560 114	
COMEAU EXPERTS CONSEILS	1054020	27-NOV. -2017	Conception des plans et devis de l'aménagement d'un terrain multisports sur surface synthétique au Parc Rutherford (1150225001, CA15 240282, VMP-15-007)	**40 541**	CA17 240586
				40 541	
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	1252544	30-JANV.-2018	BC 2018 pour la location de salle, de gymnases dans les écoles de la CSDM-Sports-Loisirs	**20 998**	
	1262079	15-MARS -2018	Offre de service 20-02-2018- Formation sur mesure-Préparation et mise en place de trottoirs, pavés et bordures -TP aqueduc	**9 629**	
				30 627	
CONSTRUCTION DJL INC	1261837	14-MARS -2018	Achat d'enrobés bitumineux de type EC-10 hors entente - TP aqueduc Montant estimé de 20 000$ avant taxes Période du 1er janvier au 31 mars 2018	**19 965**	
	1271000	03-MAI -2018	Disposition de rebut de ciment, d'asphalte à leur site pour l'année 2018 - Équipe Parcs VM	**5 249**	
				25 214	
CONSTRUCTION URBEX INC.	1255249	16-FÉVR.-2018	VMP-17-043 : Travaux de réaménagement du parc Marcelle-Barthe. Période prévue des travaux : début juin 2018, fin octobre 2018.	**476 376**	CA18 240021
				476 376	
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1232279	23-OCT. -2017	D: 1165384003/CA16 240634/ CG16 0622/ I Pad pro 256 GO Wi-Fi et Cell(12.9") sur entente 1163361 et 64 GO Wi-Fi + Cell gris cosmique (12.9")hors-entente / RFM-Céline Sirois	**18 463**	CG16 0622
	1235423	06-NOV. -2017	I Pad Pro 12.9-256 Go (Pierre-François David) et I Pad Air 32 go(Christian Larivière)et étuis correspondants / Entente 1163361-TP-Alain Dufresne	**2 358**	
	1243170	11-DÉC. -2017	I Pad Pro 10.5" selon l'entente 1163361 et étui robuste , pour Yann Bouchard/ Pen pour IPAD Pro pour les Élus/ RFM-Céline Sirois	**2 156**	
	1257715	23-FÉVR.-2018	Achat de dix iPad et claviers pour l'équipe TP arr.Ville-Marie. Soumission : 371518 Sur entente : 1163361	**17 606**	CG16 0622
	1274957	18-MAI -2018	Soumission 374414 achat APPLE ipad et étui Otterbox -TP Respect de la règlementation	**4 913**	
				45 497	
CORPORATION DE CONSTRUCTION GERMANO	1230615	16-OCT. -2017	Reconstruction et la mise aux normes de la pataugeoire et du chalet du parc Olivier-Robert - Contrat 15210	**3 251 187**	CA17 240533
				3 251 187	
CREUSAGE RL	1185066	03-OCT. -2017	BC ouvert 2017 - Disposition des boues lors de nettoyage de puisards	**12 977**	
	1254061	02-FÉVR.-2018	2018 - Contrat gré à gré pour service de combiné pour le nettoyage d'égouts - TP aqueduc	**20 998**	
	1272944	10-MAI -2018	soumission 7 mai 2018 - nettoyage de caniveaux Sainte-Catherine entre De Bleury et Saint-Dominique -TP Aqueduc	**10 709**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
				44 683	
DASSYLOI	1205944	05-JUIN -2017	Réhabilitation de la cheminée du regard d'égout sur la rue Lariviere, en référence à la soumission du 31 mai 2017/ TP-Jonathan Labonté	**4 777**	
	1216706	26-JUIL.-2017	Travaux de réparation de la conduite d'égout en brique sur Notre-Dame O. entre McGill et St-Pierre - VMI-17-014	**24 273**	
	1237159	13-NOV. -2017	Travaux de réparation sans tranchée de l'égout rue Notre-Dame en face de Panet/ Appel d'offre sur Invitation du 01 novembre 2017/ TP-Jonathan Labonté	**12 756**	
	1248018	10-JANV.-2018	Travaux de réparation sans tranchée de l'égout rue De Bullion entre Ontario et Saint-Norbert/ Soum du 02 janv 2018/ TP-Jonathan Labonté	**17 063**	
	1249845	17-JANV.-2018	Travaux de réparation de conduite d'égout Boul. de Maisonneuve O entre Towers et Saint-Marc/soumission du 12 janvier 2018/ TP- Jonathan Labonté	**10 026**	
	1259687	01-MARS -2018	Soumission du 20-02-2018 - Réhabilitation de regard d'égout sur Notre-Dame en face de Molson - TP aqueduc	**4 672**	
	1260403	07-MARS -2018	Réhabilitation de regard d'égout rue Florian au sud de la rue Hochelaga - TP aqueduc	**8 661**	
	1263091	21-MARS -2018	Béton fibre pour travaux Olivier-Robert et Montgomery - TP aqueduc	**5 743**	
	1263717	26-MARS -2018	Soumission 15-03-18 - Réhabilitation de regards d'égout rue Carmichael-TP aqueduc	**8 661**	
				96 633	
DEMIX AGREGAT	1232184	12-JANV.-2018	2017 - BC ouvert pour abrasifs-TP voirie Entente 1222415	**9 272**	CM17 0953
	1252354	01-FÉVR.-2018	2018 - BC ouvert pour achat d'abrasifs-TP voirie Entente 1222415 Quantité estimée: 3 000 tonnes Fin de l'entente: 30 avril 2018	**26 087**	
				35 359	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1216272	02-NOV. -2017	Location de 2 Ford Up Cab. équipé boîte longue. Demandé par Lorraine Tremblay et Alain Turmel à partir du 12 mai 2017	**7 023**	
	1271226	03-MAI -2018	Location d'un Grue diesel 45 pieds, pour la période du 7 mai au 17 mai 2018. Réservation 084700008722	**2 360**	
	1271664	07-MAI -2018	Location de Camionnette 4X2 cabine simple (2 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500, RAM 1500, Ford F-150, GMC Sierra 150. Pierre Dubois, équipe parcs Ville-Marie. Entente 1266097 (CG18 0178)	**3 649**	
	1271668	07-MAI -2018	Location de Camionnette 4X2 cabine simple (2 portes), Marques et modèles de référence : Chevrolet Silverado 1500, RAM 1500, Ford F-150, GMC Sierra 150. Lucie Ferland, Mont-Royal. Entente 1266097 (CG18 0178)	**3 649**	
	1276068	28-MAI -2018	Location de 2 véhicules pour une période de 6 mois - Entente 1266110 - TP aqueduc	**13 846**	
	1276672	29-MAI -2018	Location de pick up pour 6 mois - entente 1266097 - Brigade mobilité - TP Inspection	**5 474**	
				36 002	
DXP POSTEXPERTS	1208816	23-OCT. -2017	D:2172840001/ VMI-17-008-2 / DGA172840001/ Contrat, en 2017, pour l'impression du bulletin de l'été 2017 et du calendrier des activités estivales/ Div. Comm-Isabelle Rougier .	**35 758**	DGA172840001
	1224742	18-SEPT.-2017	D:1172840002/ CA17 240463 / VMI-17-013-1/ Contrat de service prof. en 2017 au montant de $ 33 022. avant taxes, pour l'impression du bulletin de l'automne 2017 et répertoire des organismes.	**34 669**	CA17 240463
				70 427	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
ENERGIR S.E.C.	1225197	15-SEPT.-2017	Incidences 1160890009 : modification au réseau de distribution de Gaz Métro, rue Drummond entre l'avenue des Canadiens et René-Lévesque ouest. Projet Quartier des Gares VMP-16-020. Facture 0301-102524	**57 760**	CM16 0669
				57 760	
ENGLOBE CORP.	1154610	27-NOV. -2017	D:1167203008/CA16 240492/ Contrat de $ 478 364.87 avant taxes d'oct 2016 à sept. 2017 + addenda CA17 240587 pour l¿élimination et le traitement de sols contaminés découlant des travaux de réparation et d'entretien des infrastructures.	**55 668**	CA17 240587
	1181378	19-JANV.-2018	Réf.: 2017-P025-0021-01 VMP17-003. Préparation d'un devis technique, support et travaux de réhabilitation environnementale des sols. Réaménagement du parc La Presse. Saint-Antoine Ouest/côte de la Places d'armes.	**6 903**	
	1212964	06-JUIL.-2017	Incidents VMP-17-005 : Parc Persillier-Lachapelle, disposition des sol de type C-RESC. En lien à l'attente 1159088 CG16 0575.	**34 121**	CG16 0575
	1221156	05-SEPT.-2017	Incidences 1176143002 - VMP-17-017 - Disposition de sol contaminé Parc Julia-Drummond (entente 1159088)	**6 510**	
	1231097	23-OCT. -2017	Dispositions de sols contaminés au parc Aristide-Beaugrand-Champagne VMP17-004. Sur entente 1159088.	**7 846**	CG16 0575
	1238078	16-NOV. -2017	Incidents 1176164003 : devis 30542 Dispositions de sol contaminé, 17-005 Parc Persillier-Lachapelle. En lien à l'entente 1229286.	**3 360**	CM17 1167
	1268440	18-AVR. -2018	Disposition de sol contaminé de type C-RESP. Réaménagement parc Marcelle-Barthe (VMP-17-043). Entente 1229286 Devis no. 32629	**10 852**	
	1269641	25-AVR. -2018	Services de disposition de sol B-C, dans le cadre du projet d'installation de toilettes autonettoyantes. Incidences VMP-18-008 Entente 1229286 (CG17 0487)	**6 299**	
	1270381	01-MAI -2018	2018 - Entente 1229286 - BC ouvert pour traitement des sols caractérisés de type BC - TP aqueduc	**5 249**	
				136 807	
ENTREPRENEUR PAYSAGISTES STRATHMORE (1997) LTEE	1132742	08-FÉVR.-2018	AOP-16-15230 : Entretien horticole et le maintien de la propreté de la Place du Canada. Montant max. 467 684,18$ av.tx. Pour une durée de 48 mois, 2016 à mai 2020.	**122 752**	CA16 240314
	1208924	11-DÉC. -2017	Service - entretien 3e sommet, parc de Mont-Royal. Ville-Marie.	**5 707**	
				128 459	
ENTREPRISE ROBERT GREEN INC	1221883	25-AOÛT -2017	Morceaux de téflon noir picoté 1" X 1-1/2" X 3" avec un trou de 7/16" - Spacer pour nouvelle poubelle en référence à la soum du 22 août 2017/ TP-Voirie-Marie-Laine Forcier	**2 067**	
	1226170	21-SEPT.-2017	Bois traité "Terra brun" 2" X 10" X 14", parcs VM.	**2 239**	
	1226465	29-SEPT.-2017	1177480002/CM17 0601 -Incidences - Fabrication de 9 bancs en bois Ipé	**15 921**	
				20 228	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1207731	12-JUIN -2017	Facture 19547 : Expertise neuropsychologique. Dr Stephan Kennepohl du 1er mai 2017.	**2 572**	
	1209305	15-JUIN -2017	Facture 19562 - Expertise psychiatrique - Dr Frédéric Benoit	**3 150**	
	1211460	28-JUIN -2017	Facture 19567 : Expertise psych. Dr M.A. Laliberté du 5 juin 2017.	**3 150**	
	1212387	30-JUIN -2017	Étude de dossier MAL290617 et rapport complémentaire : Expertise psych. Dr M.A.	**4 231**	CA16 240634
	1224863	15-SEPT.-2017	Factures du 25 et du 31 août 2017 # 19786 et # 19833 - Expertise médicale	**4 871**	
	1231323	18-OCT. -2017	Expertise psychiatrique par Dre Marie-Claude Côté	**3 360**	CA16 240634

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1243862	13-DÉC. -2017	Expertise psychiatrique par Dr M.A. Laliberté - facture 20185	**3 360**	CA16 240634
	1265317	03-AVR. -2018	Facture 20504 - Expertise psychiatrique de Dr M Tremblay - réf: 7369	**4 095**	
				28 788	
FONDERIE FONDALCO INC.	CAR86457	15-NOV. -2017	MATERIEL DE BANC DE PARC POUR VILLE MARIE COMMANDER PAR LA MENUISERIE	**13 648**	
	CAR86582	15-NOV. -2017	Pattes pour bancs de parc Arrondissement Ville Marie	**20 998**	
	CAR86627	22-DÉC. -2017	ENJOLIVEUR DROIT ET GAUCHE POUR VILLE MARIE	**13 648**	
				48 294	
FONDERIE LAPERLE DIR. TUYAUTERIES CANADA LTEE	1204389	19-JUIL.-2017	D:1165384003/ CA16 240634/ Pièces d'aqueduc et égoûts diverses pour livraison à l'entrepôt Mill, en référence à l'entente #1005686, CG14 0450/ TP-Jonathan Labonté	**12 371**	CG14 0450
	1216774	24-JUIL.-2017	1165384003/CA16 240634 -Cadres, guideurs et grilles anti-vélo pour puisards - entente cadre # 1005686, CG14 0450 - TP aqueduc	**10 404**	CG14 0450
	1228814	05-OCT. -2017	1165384003/CA16 240634 - Grilles de puisard - TP aqueduc (entente cadre 1005686, CG14 0450)	**14 918**	CG14 0450
	1268467	20-AVR. -2018	Entente 1005686 - Cadres et couvercles en fonte - TP aqueduc	**10 152**	
	1270585	01-MAI -2018	Entente 1005686 - cadres et grilles de puisards - TP aqueduc	**6 062**	
				53 907	
GAZ METRO PLUS	1176383	26-JANV.-2018	Contrat de service pour entretien annuel, Inspection mensuelle et main-d'oeuvre des réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - TP (Études Techniques)	**3 505**	
	1228729	19-DÉC. -2017	Remplacement des 22 têtes de réverbères rue Ste-Hélène, Vieux Montréal.	**16 119**	
	1251756	26-JANV.-2018	Contrat de service pour entretien annuel, inspection mensuelle et main-d'oeuvre des 22 réverbères au gaz naturel dans le Vieux-Montréal - rue Ste-Hélène.	**6 313**	
				25 937	
GBI EXPERTS-CONSEILS INC.	1200821	08-JUIN -2017	Honoraires professionnels pour la mise en valeur de la Maison de la Culture Frontenace (8662) - Incidences 15187	**12 659**	
	1213790	25-AOÛT -2017	1177480005/CE17 1211 - Plans et devis et surveillance des travaux d'infrastructures et aménagements des rues Anderson, de la Concorde et Burke - appel d'offre public VMP-17-031-6	**198 636**	CE17 1211
				211 295	
GHD CONSULTANTS LTEE	1230911	01-NOV. -2017	Devis et surveillance : Aménagement d'une aire de jeux (phase 1-partie nord) au parc Jos-Montferrand. Entente 1188796	**26 760**	CG16 0710
				26 760	
GLM CONSEIL INC.	1275062	23-MAI -2018	Offre de service VMAMM201801 - Inspections chantiers mobilité Montréal - Escouade Mobilité -TP Circulation	**5 879**	
	1275225	22-MAI -2018	Déploiement et accompagnement dans le déploiement de l'application mobile de gestion de parcs. Mise en place de la base de données de gestion. OS : VMAP201801	**22 488**	
				28 368	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
GO CUBE	1024105	01-FÉVR.-2018	Enlèvement, transport, entreposage, fumigation et destruction des objets et effets mobiliers Montant maximum de 309 802,48$ avant taxes Prolongation nouveau total de 413 069.98$ avant taxes Addenda CA17 240529	**108 418**	CA14 240692
				108 418	
GROUPE ABF INC.	1213677	11-JUIL.-2017	1176140003/CA17 240398 - Travaux de reconstruction de trottoirs du boul. De Maisonneuve O. et des rues Mansfield et Metcalfe autour de la maison Manuvie - appel d'offre VMP-17-027-3	**347 743**	CA17 240398
	1272429	16-MAI -2018	VMP-18-010 - Travaux de reconstruction de trottoirs dans différentes rues de l'arrondissement Ville-Marie Montant total: 2 216 901.50$ avant taxes Juin 2018 à Octobre 2018	**2 327 469**	CA18 240262
				2 675 212	
GROUPE ABS INC.	1112143	29-SEPT.-2017	Frais incidents 1156164001 - tel que la soumission C4-14-0676-20 VMP-15-009 Réaménagement parc des Royaux - Intervention sporadique contrôle qualitatif des matériaux	**2 413**	
	1211248	27-JUIN -2017	Services professionnels au montant de $ 19 703.10 avant taxes pour "Évaluations environnementales de site(ÉES)-Phase I et II ", selon l'Offre de services révisée | 162207-Rév01 | MTL124 | Phases I et II/ DAUSE-Marc Labelle.	**20 686**	
	1251920	25-JANV.-2018	Caractérisation environnementale, dans le cadre du projet d'installation de toilettes autonettoyantes. (1170225005, VMP17-037). OS 173432-rév02.	**7 346**	
				30 445	
GROUPE CONSEIL BERMAN INC. (LE)	1232383	24-OCT. -2017	Proposition 17VDM04-1 : correctifs et réaménagement mineur Place Jean-Paul-Riopelle.	**19 979**	
	1244059	19-DÉC. -2017	Remplacement du dispositif anti-refoulement (DAR) pour la distribution d'eau domestique des fontaines du Square-Victoria. (projet remplacement du mobilier d'éclairage, Square Vic) Proposition 18VDM01-0	**6 506**	
				26 485	
GROUPE MARCHAND ARCHITECTURE & DESIGN INC.	1206005	16-AVR. -2018	VMP-17-029 Élaboration des plans, du cahier de charges, de l'estimé des coûts ainsi que pour le suivi et surveillance de chantier pour le projet d'aménagement parc Walter-Stewart, phase 2.	**81 470**	CA17 240315
				81 470	
GROUPE NICKY	1008102	27-NOV. -2017	D:114405007/ CA14 240629/ AO14-13945/ Entretien du Quartier des spectacles pour une période de 3 ans (2014-à 2017) , se terminant le 28-nov-2017/ Montant total : $ 834 545.37 .	**26 247**	CA14 240629
	1117696	07-FÉVR.-2018	AOP16-15186 : Services d'arrosage d'arbres, saillies, jardinières suspendus, paniers au sol et terre plein et entretien de carrés d'arbres. Au montant max.de 680 526,60$ av.tx. Se terminant en décembre 2018.	**238 156**	CA16 240173
	1161057	16-JANV.-2018	Contrat, déneigement et chargement de la neige sur l'Esplanade du Champs de Mars. / Montant max: $ 20 000. avant taxes./ Nouveau montant: $ 40 000 avant taxes. / Saison 2016-2017 Prolongation: Saison 2017-2018/ Addenda-CA17 240524	**20 998**	CA17 240541
	1188767	05-FÉVR.-2018	AOP 17-15672 / Contrat pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du Square Cabot. Pour un montant max. de 235 484,57$ av.taxes. Durée de 32 mois, se terminant en décembre 2019.	**91 541**	CA17 240081

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
GROUPE NICKY	1194676	08-FÉVR.-2018	AOP 17-15968 : Entretien horticole et maintien de la propreté du Square Dorchester. Montant max.de 443 279,10$ av.tx. Période du 16 avril 2017 au 15 avril 2020.	**145 998**	CA17 240153
	1194779	05-FÉVR.-2018	AOP 17-15969 : Entretien horticole et maintien de la propreté du QIM-projet de la Promenade Fleuve-Montagne. Montant maximal de 410 850.53$ av.tx. Contrat du 16 avr.2017 se terminant 14 nov.2020.	**215 671**	CA17 240152
	1225788	30-JANV.-2018	Contrat 2017-2020 pour l'entretien horticole et maintien de la propreté du Quartier des spectacles./ Montant max: $ 1 195 572.84 avant taxes/ Pour une période de 36 mois, novembre 2017 à novembre 2020.	**432 165**	CA17 240466
	1229172	05-FÉVR.-2018	VMP17-16360 : Entretien horticole et le maintien de la propreté des îlots Bonaventure. Arr. Ville-marie. Montant maximum de 1 187 044,54$ tx.inc. pour 37 mois se terminant en novembre 2020.	**267 893**	CA17 240541
	1233927	02-NOV. -2017	Travaux d'horticulture en référence aux 101 bacs de plantation le long de la Promenade Fleuve-Montagne/tels que décrit dans la soumission du 24 octobre 2017./ TP-Parcs-Benoit Lepage	**5 039**	
	1249765	17-JANV.-2018	Travaux de déneigement de différents bâtiments appartenant à la Ville de Montréal situés à proximité de l'Esplanade du Champs de Mars/ Contrat Gré à Gré , Montant: $ 12 500 avant taxes/ Du 12 janvier au 15 avril 2018/	**13 123**	
				1 456 831	
GROUPE RNET	1112864	09-FÉVR.-2018	Contrat pour enlèvement de graffitis sur les domaines public et privé pour le district de Sainte-Marie. Montant de 102 263.75$ avant taxes Prolongation Addenda CA17 240082 et CA17 240639	**107 364**	CA16 240107
	1206881	08-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente- -Soumission # 2017-05-06 du 06 mai 2017 /TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**2 682**	
	1210562	23-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur , au 66, rue Ste-Catherine Est, Montréal /Hors-entente-En référence au Devis 104 du 01 juin 2017/TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**8 808**	
	1214390	13-JUIL.-2017	Service de nettoyage de graffitis en hauteur sur les rues St-Jacques, McGill, Prince, Notre-Dame et de Brésol - TP entretien	**3 045**	
	1216013	20-JUIL.-2017	Nettoyage de graffiti en hauteur - adresses sur De Maisonneuve O., Lincoln, CDN, Guy, du Souvenir, Peel, Sherbrooke O., de la Montagne, Ste-Catherine O. et Drummond - TP entretien (Manon Ouellet)	**8 530**	
	1230219	11-OCT. -2017	Nettoyage et peinture de la structure supérieure du Pont Mills - TP entretien	**16 828**	
	1230542	13-OCT. -2017	Nettoyage de graffiti en hauteur sur bâtiments situés rue Ste-Catherine E, St-Antoine, Ontario, Sherbrooke et Amherst	**2 367**	
	1234299	31-OCT. -2017	Enlèvement de graffitis en hauteur, pour le 815 Mills, / Gré à Gré, en référence au Devis no 120 du 17 oct 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet.	**6 364**	
	1234303	31-OCT. -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente- -Soumission # 2017-09-17 du 17 sept 2017 /TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**2 677**	
	1238729	20-NOV. -2017	Bon de commande ouvert pour enlèvement de graffitis en hauteur , pour diverses adresses dans l'arr. Ville-Marie / Gré à Gré, en référence au Devis no 132 du 13 novembre 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet.	**2 730**	
	1241415	01-DÉC. -2017	Bon de commande ouvert pour enlèvement de graffitis en hauteur , pour le 2055 et 2067 de Bleury, Montréal / Gré à Gré, en référence au Devis no 133 du 13 novembre 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet.	**4 173**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
GROUPE RNET	1241442	01-DÉC. -2017	Bon de commande ouvert pour enlèvement de graffitis en hauteur , pour le 680-700 Ste-Catherine O. / Gré à Gré, en référence au Devis no 134 du 13 novembre 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet.	**2 205**	
	1243365	11-DÉC. -2017	Nettoyage de graffiti en hauteur rue St-Denis, Ontario, St-Laurent et Mackay	**2 189**	
	1253122	31-JANV.-2018	Soumission # 2018-01-01 - Nettoyage de graffiti en hauteur rue Ste-Catherine et rue Drummond-TP entretien	**2 310**	
	1258278	22-FÉVR.-2018	Devis 151 et 152 - Nettoyage de graffiti en hauteur rues St-Laurent, Clark et De Maisonneuve E. - TP entretien	**4 997**	
	1258629	26-FÉVR.-2018	2018 - contrat gré à gré - BC ouvert pour le nettoyage de graffiti dans divers parcs de l'arr. Ville-Marie Montant maximum de 21 000$ avant taxes	**22 047**	
	1261009	12-MARS -2018	Devis 154 et 155 - Nettoyage de graffiti en hauteur sur rues diverses (Peel, Savoie, HDV, St-Denis, Ontario. St-Laurent, Berri, Cypress et Ste-Catherine O.) - TP entretien	**8 661**	
	1263708	22-MARS -2018	Devis 157-Enlèvement de graffiti en hauteur rue St-Dominique, Christin, Amherst et St-Denis - TP entretien	**2 520**	
	1265038	03-AVR. -2018	Devis 160 et 162 -Enlèvement de graffiti en hauteur - 9 adresses- TP entretien	**4 074**	
	1267978	17-AVR. -2018	Devis # 163 gré à gré - Enlèvement de graffiti en hauteur rues Clark, Ste-Catherine Est et Crescent - TP entretien	**16 273**	
	1268183	18-AVR. -2018	Devis # 165 et # 166 - contrat gré à gré pour enlèvement de graffiti en hauteur rues Ste-Catherine E., Square-Philippe, Savoie et Ontario - TP entretien	**3 360**	
	1273903	15-MAI -2018	Devis # 170, 14 mai 2018 service de nettoyage de graffitis gré a gré 3 adresses : 19-21 Saint Paul /2532 Saint Catherine est / 525 Sherbrooke est - TP Nettoyage	**2 047**	
	1276219	25-MAI -2018	Devis 174 et 175- enlèvement des graffitis Théâtre TELUS et 434 René-Lévesque Est - TP entretien	**3 465**	
				239 717	
GROUPE SDM INC	1250277	05-FÉVR.-2018	2018 - BC ouvert pour service de plombier et/ou électricien - TP aqueduc	**20 892**	
	1259827	01-MARS -2018	Factures du 30-12-17 et du 31-12-18 - Dégel de conduites d'eau - TP aqueduc	**2 241**	
	1263870	26-MARS -2018	Contrat gré à gré pour le dégel de conduites d'eau pour diverses adresses de l'arr. Ville-Marie - TP aqueduc	**20 707**	
				43 840	
IMPRIMERIE G.G. INC.	1205875	05-JUIN -2017	5000 Accroches-portes et 5000 Cartons " Interruption temporaire de l'alimentation en eau/ Devis 131197-1-1 et 131254-1-1/ Isabelle Rougier	**2 829**	
	1215979	19-JUIL.-2017	Dépliant "square Cabot" 26 000 copies en français et 1 000 copies en anglais	**3 902**	
	1225318	15-SEPT.-2017	Impression dépliant culture "Peter-McGill"	**3 053**	
	1227722	27-SEPT.-2017	Impression étiquette pour sac de déchets et auto-collant recyclage - vert.	**4 406**	
	1253546	21-FÉVR.-2018	Dépliant culture "Peter McGill" - Devis 132766-1-1	**2 982**	
				17 173	
INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED	1208838	19-JUIN -2017	D:1176937001/ VMI-17-010 -2/ CA17 240319 / Contrat en 2017, au montant de $ 45 227.22 avant taxes, pour travaux de réhabilitation sans tranchée d'une conduite d'égout -chemin Remembrance, près du chemin Côte des Neiges.	**40 645**	CA17 240319
				40 645	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
JMG CONSTRUCTION INC.	1162199	12-JUIL.-2017	Travaux correction des pentes et asphaltage(ruelle coin Larivière et Harmony)/ Soumission E00143 du 13 oct 2016/TP-Aqueduc-Alejandro Restrepo	**2 047**	
	1211363	27-JUIN -2017	Travaux (incluant contingences) de planage et pavage rue Lucien L'Allier, en référence à la soumission" Rue Lucie-L'Allier" du 2017-06-07-TP-Jonathan Labonté	**10 814**	
	1221072	19-SEPT.-2017	Travaux de pavage de l'avenue des Pins entre Peel et Docteur-Penfield	**9 543**	
	1242490	06-DÉC. -2017	Travaux de pavage 425 Maisonneuve O, en référence au bordereau de prix et à la soum courriel du 23 nov 2017/ TP-Jonathan Labonté	**11 508**	
	1274857	17-MAI -2018	Planage et pavage des traverse Notre-Dame Est - PRR 2018	**6 089**	
				40 002	
KELLY SANI-VAC INC	1208285	12-DÉC. -2017	Location d'une toilette chimique standard avec 3 nettoyages /semaine , selon l'entente 1201908/Livraison à l'édicule du Métro Champs de Mars à compter du 19 juin 2017 pour environ 7 mois / Sp-Loisirs-Frédéric Beaudry	**3 098**	
	1224740	07-FÉVR.-2018	Contrat 2017-2018, au montant de $ 353 640. avant taxes maximum, pour service de nettoyage et inspection par caméra des conduites d'égouts incluant transport et disposition de résidus-Entente 1225748 Fin de contrat: 15 mars 2018	**42 662**	CA17 240474
				45 760	
LAFARGE CANADA INC	1198566	21-DÉC. -2017	2017 - BC ouvert pour achat de pierre concassée-TP aqueduc (entente cadre 1195735, CM17 0418)	**145 333**	CM17 0418
	1203163	27-NOV. -2017	1165384003 / CA16 240634 - Béton remblai pour TP-Aqueduc (entente cadre 1196643, CG17 0141)	**26 412**	CG17 0141
	1217181	13-OCT. -2017	Achat de Béton pré mélangé 35mpa 20mm, hors entente/ TP-aqueduc	**8 164**	
	1249570	18-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour achat de pierre concassée-TP aqueduc (entente cadre 1195735, CM17 0418) Fin de l'entente: 23 avril 2020	**231 986**	CM17 0418
	1268672	20-AVR. -2018	2018 - Béton remblai - entente 1196643 - TP-Aqueduc Montant estimé de 17 437.50$ avant taxes	**18 307**	
	1270646	25-MAI -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de pierre concassé de types divers Parcs VM. Entente 1195735 (CM17 0418)	**5 314**	
				435 516	
LANGEVIN & FOREST LTEE	CAR86473(	15-NOV. -2017	MADRIER EN IPRE POUR TRAVAUX EFFECTUER PAR LA MENUISERIE	**14 520**	
	CAR87034(	15-NOV. -2017	MADRIER IPE POUR TRAVAUX EFFECTUER POUR VILLE MARIE PAR LA MENUISERIE	**17 753**	
	ROS86889:	15-NOV. -2017	Madrier en Ipe pour bancs de parc arrondissement Ville Marie	**22 797**	
				55 070	
LASHLEY + ASSOCIATES CORPORATION	1245309	18-DÉC. -2017	VMP-17-044 : Élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du parc Guy /Paxton.	**91 026**	CA17 240667
				91 026	
LA TETE DE PIOCHE	1269196	23-AVR. -2018	Offre de service - Phase 1 recherche et évaluation du projet d'animation sur la rue Ste-Catherine durant les travaux de réfection	**4 588**	
	1273869	16-MAI -2018	Conception du programme d'animation sur la rue Ste-Catherine Ouest - du 25 juin au 2 septembre 2018	**22 222**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
				26 810	
LAVAGE DE VITRES DE L'EST LTEE	1273340	11-MAI -2018	VMI-18-16471 - Lavage de vitre des différents édifices municipaux dans l'arrondissement Ville-Marie Montant total de 28 126$ avant taxes Année 2018	**29 529**	CA18 240265
				29 529	
LE DEVOIR INC.	1172937	28-AOÛT -2017	Commande ouverte 2017- Placement média (Avis publics, Appels d'offres , etc...)	**41 826**	CA16 240634
				41 826	
LEMAY CO INC.	1245191	10-JANV.-2018	VMI-17-019-1/ Réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière du secteur des rues de Boisbriand et Saint-Dominique / Montant Max: $ 78 781.03 avant taxes Date de fin : 2018	**82 710**	CA17 240628
				82 710	
LES BETONS LONGUEUIL (1982) INC.	1230812	13-OCT. -2017	Glissière clé d'acier 15M pour la voie Camilien-Houde - TP inspections	**9 512**	
	1267246	08-MAI -2018	Soumission # 2296 - Base pyramidale pour tuyaux et transport pour le 1455 Bercy - TP direction	**9 066**	
				18 578	
LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES JESKAR INC.	1213259	07-JUIL.-2017	1174657002/CA17 240334 - appel d'offre VMP-17-014 - Contrat pour la réalisation des travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement Ville-Marie	**153 293**	CA17 240334
				153 293	
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	1223066	15-SEPT.-2017	1170225005 - Travaux de préparation des trois sites en prévision de l'installation des toilettes autonettoyantes. VMP-17-037.	**512 759**	CA17 240461
	1266713	24-AVR. -2018	VMP-18-008 : Travaux de préparation d'un site pour l'installation d'une toilette autonettoyante.	**240 211**	CA18 240171
				752 970	
LES ENTREPRISES SGL	1254129	05-FÉVR.-2018	AOP 17-16533 : Entretien horticole et le maintien de la propreté du parc de Dieppe. Au montant max.de 236 978,64$ av.tx. Durée de 36 mois, à partir du mai 2018, se terminant le 30 avril 2021.	**82 324**	CA17 240641
	1259137	28-FÉVR.-2018	Entretien hivernale du parc de Dieppe, lavage des poubelles chaque semaine et transport hors-lieux, du 16 octobre 2017 au 15 avril 2018. Et déneigement du site selon contrat saison 2017-2018. Facture 171 du 22 février 2018.	**3 436**	
	1275163	22-MAI -2018	Entretien du 21 au 30 avril 2018 parc Dieppe (période hors contrat). Facture 178 du 30 avril 2018.	**5 717**	
				91 477	
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1211162	23-JUIN -2017	SO 326801 - 1176140002 - CA17 240313 - Travaux d'égout, conduites d'eau et voirie dans la rue Baile, de Du Fort à St-Mathieu - Arr: Ville-Marie	**68 888**	CM17 0776
	1211525	29-JUIN -2017	Achat et main d'oeuvre pour plantations (Bain Mathieu)./en référence au VMP-15-025 du 13 juin 2017/ Patrick Chalouhi	**6 732**	
	1212696	07-JUIL.-2017	1176164004 : Aménagement du parc Aristide-Beaugrand-Champagne. VMP-17-004.	**693 582**	CA17 240390

Ville-Marie Montréal

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

PÉRIODE : 01-06-2017 AU 31-05-2018

excluant les objets 54505 et 61900 ainsi que les ententes cadres

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
LES ENTREPRISES VENTEC INC	1229182	14-MAI -2018	VMP17-038 : Réalisation des travaux d¿aménagement du parc Walter-Stewart - Phase II dans l¿arrondissement de Ville-Marie. Addenda CA18 240269 : autoriser dépenses supplémentaire de 140 125,21$ tx.inc.	**1 580 151**	CA17 240538
	1230230	11-OCT. -2017	Travaux d'élagage et d'abattage au Parc de Dieppe.	**22 572**	
				2 371 924	
LES PAVAGES CHENAIL INC.	1246127	21-DÉC. -2017	Facture du 18-10-17 # 428385 pour enrobés bitumineux EC-10 (PRR)	**7 123**	
	1267875	04-MAI -2018	Factures du 25-01-18 au 21-02-2018 - enrobés bitumineux CH10 et EC-10 hors entente - TP aqueduc	**16 007**	
				23 130	
LES SERRES Y.G. PINSONNEAULT INC	1240179	27-NOV. -2017	D:1176071008/ CA17 240579/ AOI 17-16485 / Contrat au montant de $ 74 783.85 avant taxes, pour la fourniture des fleurs annuelles 2018.	**78 514**	CA17 240579
				78 514	
LES SERVICES EXP INC.	1182776	19-SEPT.-2017	Services prof . en ingénierie-gestion de projets, en 2017, pour un montant maximum de $ 14 587. avant taxes, en référence à l'Offre de services du 13 février 2017 " Aménagement du Parc Messier et des Saillies " Bur-Projets-Sandra Picard.	**7 349**	
	1213450	07-JUIL.-2017	OS - MTR/999-00049471-PP révision 01 : Hôpital pour enfants-Étude de circulation, Réaménagement de la rue Sussex.	**22 702**	
	1213496	07-JUIL.-2017	Services Prof. en ingénierie pour le mandat-"Portrait de l'accessibilité sectorielle, de l'occ. du domaine public et Mesures de mitigation relativement aux activités du 375ème pour Juillet et Août 2017/ Inspections-Driss Ezzaher/	**19 908**	
	1233541	01-NOV. -2017	Réf.: 999-00055529-PP Offre service projet Parc Jos-Montferrand, pour l'éclairage du parc. Volet électrique pour plans et devis, surveillance des travaux.	**11 092**	
	1259290	08-MARS -2018	Offre services professionnels pour production de croquis de fosses d'arbres. Réfection partielle de trottoirs.	**5 200**	
	1269995	27-AVR. -2018	Réaménagement du parc Raymond-Blain : infrastructures urbaine et éclairage. OS : MTR-00358490-AO	**22 824**	
	1274809	18-MAI -2018	Services professionnels pour la conception et plans et devis : Projet ¿ Éclairage d¿ambiance au parc Citadin au pied du courant (parcs Bellerive) OS : 999-00058557-PP	**20 735**	
	1275940	24-MAI -2018	Offre de services - Mise à jour et signature du plan de marquage/signalisation - Axe cyclable Larivière/de Rouen. Dans le projet du Quartier Intégré.	**3 456**	
				113 266	
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES	1228091	28-SEPT.-2017	Remise en état d'un terrain, circuit Gilles-Villeneuve - TP aqueduc	**3 294**	
	1272335	14-MAI -2018	VMP-18-009 : Travaux de réaménagement du parc Miville-Couture.	**406 397**	CA18 240255
				409 691	
LES YMCA DU QUEBEC	1205829	23-JUIN -2017	Contrat de surveillance du terrain multisports du Parc Rutherford du 17 juin au 30 novembre 2017	**19 252**	
	1207854	12-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour cours de Yoga et de Tai Chi pour l'Été 2017 à L'Espace Faubourg-Québec/Convention-Animation du 06 juin 2017/ Div. Sports-Loisirs-Linda Goulet	**2 399**	
	1274098	25-MAI -2018	Location de plateaux sportifs du 16 avril 2018 au 30 avril 2019 montant total contrat: 69 600$ non taxable	**46 400**	CA18 240254

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
LES YMCA DU QUEBEC	1274413	17-MAI -2018	Cours de danse en ligne (8) entre le 27 juin et le 15 août - Place Sun-Yat-Sen et cours de zumba entre le 9 juillet et le 13 août square Cabot	**2 439**	
	1277330	31-MAI -2018	Convention de service du 28 mai 2018 - Surveillance, coordination matériel et autres frais administratives du 8 mai jusqu'à 26 août 2018	**10 433**	
				80 922	
LOCATION GUAY	1095500	10-JANV.-2018	Location, de 2 pelles avec opérateur, entretien et accessoires pour les travaux d'aqueduc / Montant: $ 881 895. avant taxes, / Nouveau montant: $ 1 322 842.50 avant taxes./ Fin: 08 déc 2017. Fin: 31 oct 2018. Addenda / CA17 240645/	**852 388**	CA15 240651
	1251748	25-JANV.-2018	Contrat de déneigement , du nouveau stationnement du 1455 Bercy, Mtl/ Soumission du 19 janvier 2018/ Montant max: $ 17 900. avant taxes/ Du 29 janvier au 15 avril 2018/	**18 793**	
				871 181	
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1202926	10-JUIL.-2017	Location 6 mois-- Fourgonnette T250 et Ram Pro Master -3 passagers, avec grillage et équipement pour léquipe de béton/ TP-Aqueduc-Alain Dufresne	**17 412**	
	1208472	08-DÉC. -2017	Location d'un véhicule Ford T-150 pour une durée d'environ 6 mois à partir du 29 mai 2017	**7 448**	
	1208518	06-DÉC. -2017	Location de 2 véhicules Grand Caravan pour les contremaîtres Propreté pour une durée d'environ 5 mois - TP voirie	**13 382**	
	1222406	11-DÉC. -2017	Location de trois véhicules pour l'équipe des parcs Ville-Marie. De juillet à fin novembre	**9 109**	
	1249485	23-JANV.-2018	Location de 2 véhicules Grand Caravan pour les contremaîtres Propreté pour une durée d'environ 6 mois - TP voirie déc.2017 à juin 2018	**15 441**	
	1249543	18-JANV.-2018	Location d'un véhicule Ford T-150 pour une durée d'environ 12 mois en 2018 - TP aqueduc	**14 652**	
	1249966	18-JANV.-2018	Location d'une camionnette Grand Caravan Blanche/avec flèche de signalisation, environ 5 mois, soum du 15 janvier 2018/ TP-Martin Lazure	**5 816**	
	1252492	26-MARS -2018	Location en 2018 d'une fourgonnette -7 passagers , Dodge Grand Caravan, modèle Crew avec bancs Stow'n'go Du 1er janvier au 30 juin 2018	**6 287**	
	1275855	24-MAI -2018	Soumission du 23-05-18 - Location de 4 voitures avec flèche et gyrophare - entente 1263855 - TP inspection-Brigade mobilité	**21 518**	
	1276086	28-MAI -2018	Factures du 30-04-18 pour location de 2 Crew cab pour 3 semaines - TP aqueduc	**5 039**	
	1276311	29-MAI -2018	Commande # 47155 - Location Grand Caravan - TP Inspections	**5 790**	
				121 893	
LOISELLE INC.	1129108	13-JUIN -2017	116089007 VMP-16-020 Travaux d'infrastructures souterraine et d'aménagement du Quartier des Gares. Phase 1	**877 782**	CG16 0393
	1269049	24-AVR. -2018	VMP-18-002 : Travaux d'égouts, de conduites d'eau, de voirie, d'éclairage et feux de circulation dans le Quartier des Gares phase 2. (rues Overdale, Mackay, Lucien-L'Allier, Peel, Stanley et Ave.des Canadiens de Montréal)	**13 772 519**	CE18 0651
				14 650 300	
LOUIS DEUMIE	1226038	19-SEPT.-2017	CA17 240487 - Règlement hors cour - 1175289008	**65 000**	CA17 240487
				65 000	
LUKYLUC AUTO INC.	1226212	15-MAI -2018	Location de 3 remorqueuses avec opérateurs pour les opérations de déneigement saison 2017-2018_TP voirie . Montant max 155 976$ avant taxes Nouveau montant max 200 624.13$ Addenda CA18 240104	**215 441**	CA17 240455

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
				215 441	
LV CONSTRUCTION	1246957	10-JANV.-2018	VMP-17-042 : Travaux d'aménagement d'une aire de jeux au parc Jos-Montferrand.	**617 817**	CA17 240657
				617 817	
MACHINAGE PEPIN	1214181	21-JUIL.-2017	Achats et réparation de bollards pour la piétonisation Vieux-Montréal	**10 158**	
	1220691	18-AOÛT -2017	1177480002 - Incidences - Protecteurs d'arbre à peinturer et manchons carvel	**5 186**	
	1235646	06-NOV. -2017	Paiement de la facture # 821 du 30 oct 2017/ Supports à canettes avec livraison / Création d'un prototype / TP-Voirie- Marie-Ève Boivin	**3 780**	
	1264843	29-MARS -2018	Soumission du 27 mars 18 - supports à cannette pour corbeilles	**2 415**	
	1270774	01-MAI -2018	Achat de 30 bacs à fleurs, projet transit de Camilien-Houde.	**11 969**	
	1271247	03-MAI -2018	Soumission 07-nov-17 - Agrandir 200 poubelles - TP voirie	**9 449**	
				42 956	
MANOREX INC.	1132599	15-MARS -2018	VMP-16008/ Réfection de cadres et couvercles de regards dégouts, de chambre de vannes et têtes de puisards Montant total de 371 799.95$ avant taxes Nouveau montant max de 557 699,93 avant taxes Période 2016-2017 Prolongation pour 2018	**195 172**	CA16 240298
	1221199	24-AOÛT -2017	Remplacement de la conduite d'égout dans la ruelle entre Crescent et Bishop	**10 446**	
	1251782	25-JANV.-2018	Travaux d'égout face au 3135 Le Boulevard/ Soumission du 17 janvier 2018/ TP-AqueducJ/Jonathan Labonté	**19 685**	
	1261686	13-MARS -2018	BC ouvert pour ajustement de tête de regard urgent rue Ontario entre Lespérance et Moreau - TP aqueduc Montant estimé de 5000$ max. avant taxes	**5 249**	
				230 553	
MARTEL EXPRESS (MONTREAL) INC.	1229292	04-OCT. -2017	Entreposage du mobilier et terrasse de la promenade urbaine, pour la saison hivernale. Promenade fleuve-montagne.	**18 898**	
	1268479	18-AVR. -2018	Livraison de mobilier urbain à divers endroits de l'arrondissement Ville-Marie : Place D'Youville, Square Victoria, Côte du Beaverhall, Mc Mill College et au parc Rutherford.	**15 617**	
				34 515	
MATERIAUX DE PLOMBERIE RAY-JEAN INC.	1175874	20-DÉC. -2017	Bon de commande ouvert 2017 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM.	**3 469**	
	1252255	26-JANV.-2018	Bon de commande ouvert 2018 pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par équipe Parcs VM.	**8 504**	
	1253567	02-FÉVR.-2018	Commande pour inventaire 2018, équipes Parcs VM. Tel que soumission 102183.	**14 319**	
				26 292	
MECANO-INDUSTRIE INC.	1240272	27-NOV. -2017	D:1170225006/ CA17 240585/ VMI 17-012-1/ Contrat pour une durée de 3 ans (2017 à 2020) au montant de $ 52 536. avant taxes , pour la réparation et l'entretien d'installation électro-mécanique à la Place d'Armes.	**36 320**	CA17 240585
				36 320	
M.J. CONTACH ENR.	1014167	21-JUIN -2017	Prolongation contrat de location de remorqueuses avec opérateurs lors de déneigement - CA16 240522 - Dossier 1114379021	**23 123**	CA16 240522

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
M.J. CONTACH ENR.	1169263	14-MAI -2018	Location de deux remorqueuses avec opérateurs pour opération de déneigement-entente 1163696 Montant total $ 82 800. avant taxes Nouveau montant total 95 220$ avant taxes Fin: avril 2018 Addenda CA18 240022	**79 566**	CA17 240013
	1248682	12-JANV.-2018	Contrat gré à gré (courriel du 21-12-17-Martin Lazure) pour une remorqueuse pour opérations de déneigement à 110$/h secteur 201 - TP voirie Montant total: 21 310$ avant taxes Fin saison hiver 2017-2018	**22 373**	
	1256939	16-FÉVR.-2018	VMI-18-16711 - Location d'une remorqueuse avec opérateurs, entretien et accessoires lors d'opérations de déneigement. Montant total de 22 000$ avant taxes Période: février au 30 avril 2018	**23 097**	CA18 240014
				148 159	
MMS LASER	CAR871840	24-NOV. -2017	STRUCTURE DE COBEILLE POUR LA MENUISERIE	**20 466**	
	ROS868885	15-NOV. -2017	Structure en aluminium pour corbeilles Arrondissement Ville Marie	**22 327**	
				42 794	
MUSEE DES BEAUX-ARTS DE MONTREAL	1242770	06-DÉC. -2017	CA16 240604 - Acquisition du mobilier muséographique urbain de l'événement La Balade pour la Paix.	**273 940**	ca16 240604
				273 940	
NORDIKEAU INC	1209078	05-FÉVR.-2018	Contrat et contingences pour l'entretien des fontaines et diverses installations du QIM et du QDS Montant total de 745 173$ avant taxes juin 2017 à juin 2020	**412 436**	CA17 240327
				412 436	
NOVEM DISTRIBUTION INC	1214774	17-JUIL.-2017	1165384003/CA16 240634 - Matériel de cadenassage pour chambre de vanne - TP aqueduc (entente cadre 1180264)	**44 816**	CE17 0180
	1239397	22-NOV. -2017	Moraillons pour bouchons de verouillages compressibles, selon la soumission 51020 du 31 octobre 2017/ TP-Karl Saulnier	**4 883**	
				49 699	
ONOMAT CANADA INC.	1227454	26-SEPT.-2017	Panneaux Publi-Adapt "défense de stationner" pour les opérations de déneigement	**22 453**	
	1248835	15-JANV.-2018	Panneaux Publi-Adapt et supports d' attaches diverses/ Soumission courriel du 10 janvier 2018/ TP-Voirie-Michel Chénier	**9 503**	
				31 956	
PAYSAGISTE PROMOVERT INC.	1272351	14-MAI -2018	VMP-18-005 : Travaux d'aménagement du parc Saint-Jacques.	**1 100 905**	CA18 240237
				1 100 905	
PEPINIERE ROUGEMONT ENR	1223271	13-OCT. -2017	AO sur invitation 17-16502 (4) : Achat 60 Gymnocladus dioicus 50MM pour la plantation de l'automne 2017 (rue Dupuy) dans le cadre du budget Agrile du Frêne.	**11 234**	
	1254335	06-FÉVR.-2018	Plantation été 2018 : achat de Gymnocladus dioicus et Robinia speudoacacia. Projet Agrile du frêne (José Pierre). Svp, communiquez avec M. Daniel Pelletier pour toutes questions et détails de livraison. 514-872-7335.	**22 709**	
				33 942	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
PROCOVA INC	1229978	20-MARS -2018	1175965004/CA17 240539 / CA18 240100 / AO # VMP-17-040 - Travaux relatifs à la mise en valeur du bâtiment de la Maison de la culture et bibliothèque Frontenac - Contrat 14797	**94 887**	CA17 240539
				94 887	
PRODUITS SANY	1213343	02-OCT. -2017	Produits d'entretien sur entente 1048199 et hors entente(soum 1279742 du 29 juin 2017./ TP-Entretien HDV-Johanne Mailloux	**2 823**	
	1231139	16-OCT. -2017	Produits d'entretien sur entente 1048199 et hors-entente en référence à la soumission 1337944 du 06 octovre 2017-Liv HDV-TP-Johanne Mailloux	**6 803**	
	1234790	02-NOV. -2017	Produits d'entretien divers -Hors-entente , en référence à la soum 1348312 du 25 octobre 2017/ TP-entretien-HDV-J-Mailloux	**3 557**	
	1238470	20-NOV. -2017	Produits d'entretien et hygiénique sur entente # 1048199 ,et hors-entente en référence à la soumission #1361316 du 15 nov 2017) / TP-entretien-Johanne Mailloux	**2 519**	
	1256630	15-FÉVR.-2018	Soumissions # 1408089 et # 1408083 - Distributeurs de papier main et distributeurs de papier hygiénique pour TP au 1455 Bercy	**5 424**	
	1257816	20-FÉVR.-2018	Autorécureuse 26" à disque avec accessoires pour le 1455 Bercy - TP direction	**20 100**	
	1260215	12-AVR. -2018	Papier hygiénique et produits nettoyants divers - TP entretien	**3 459**	
	1263830	23-MARS -2018	BC ouvert 2018 - Réparations diverses sur les appareils d'entretien - TP entretien	**2 100**	
	1264816	28-MARS -2018	Facture 3407940 - réparation appareil centre JC Malépart	**2 727**	
				49 511	
PROVENCHER ROY URBANISME INC.	1227942	16-AVR. -2018	Conception, plans et devis et assurer la surveillance des travaux de réaménagement de la rue Sanguinet, Christin et Savignac, ainsi que de l'aménagement de 2 esp. publics incluant l'instal. de 4 bornes électriques. VMP-17-023.	**336 852**	CM17 1244
				336 852	
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1173462	04-JUIL.-2017	2017 - Bon de commande ouvert pour l'achat de quincaillerie diverse - TP aqueduc	**18 674**	
	1174462	08-DÉC. -2017	2017 - BC ouvert pour quincaillerie diverse. TP-Voirie-Annie Picard	**6 823**	
	1246935	20-MARS -2018	2018 - Bon de commande ouvert pour l'achat de quincaillerie diverse - TP aqueduc	**15 748**	
	1250294	23-JANV.-2018	2018 - BC ouvert pour quincaillerie diverse. TP-Voirie	**10 499**	
				51 743	
R3D CONSEIL INC.	1241935	04-DÉC. -2017	Bon de commande ouvert au montant de $ 19 700 avant taxes pour service d'accompagnement pour la mise en ¿uvre du déploiement de" Aïdi ", selon la proposition de service du 27 novembre 2017/ Direction-Corinne Andrieu.	**20 683**	
	1252470	29-JANV.-2018	Accompagnement pour le déploiement du projet Aïdi en 2018 - Q-villemarie-o-002vf20180118 - montant maximal de 21 300$ avant tx	**14 698**	
				35 381	
RAWDON METAL INC.	1209911	20-JUIN -2017	12 Supports à bicyclette , système d'ancrage et outil de pose/ Soumission VM-170601 du 31 mai 2017	**5 586**	
	1214865	13-JUIL.-2017	Support à bicyclette CP-3 - TP-voirie	**11 197**	
	1276049	28-MAI -2018	Soumission VM-180505 - Supports à vélo (en lien avec affectation pour fond de stationnement GDD 1187128003) - TP voirie	**21 045**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
				37 827	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1190606	12-JANV.-2018	2017 - BC ouvert pour résidus de balais et dépôt de neige - TP Voirie (entente 951328, CG16 0705)	**15 262**	CG16 0705
	1203133	31-JUIL.-2017	1176143001 - Frais incidents pour disposition de sols de type AB - Aménagement du lot 1 180838 - Parc La Presse	**3 158**	CG16 0575
	1205242	02-JUIN -2017	Parc Jovette-Marchessault (PAQ 19) VMP-17-006 incidences : Disposition des sols de type BC. sur entente 1159087.	**2 321**	CG16 0575
	1212971	07-NOV. -2017	Incidents VMP-17-005 : Parc Persillier-Lachapelle, disposition des sol de type BC. En lien à l'attente 1159087 CG16 0575.	**31 310**	CG16 0575
	1226553	14-DÉC. -2017	1165384003/CA16 240634 - BC ouvert pour disposition de sols de type BC sans odeur (entente 1159087, CG16 0575) - TP aqueduc	**33 676**	CG16 0575
	1228585	26-OCT. -2017	Facture finale 016520 pour la période du 1er au 15 août 2017. Service rendu au parc Julia-Drummond.	**7 356**	
	1248822	12-JANV.-2018	Factures du 15 et 30 nov. 2017 # 017439 et # 017580 - Résidus de balais et dépôts de neige - TP voirie	**14 802**	
	1248833	17-JANV.-2018	Factures sans BC - Disposition de sols caractérisés en nov. et déc. 2017 - TP aqueduc Entente 1225134, CG17 0487	**38 336**	CG17 0487
	1255555	24-MAI -2018	2018 - Disposition de résidus de balai et dépôts à neige - TP voirie arr. Ville-Marie Entente 1253996 Quantité estimée pour 2018 Fin de l'entente: 25 janvier 2021	**162 426**	
	1257464	20-FÉVR.-2018	2018 - Disposition de sols de type AB - Entente 1225134 - TP aqueduc arr. Ville-Marie Quantité estimée pour 2018: 10 000 tonnes Fin de l'entente: 31 déc. 2018	**272 968**	
	1271026	07-MAI -2018	Disposition des sols A-B dans le cadre du réaménagement du parc Marcelle-Barthe. Incidences VMP-17-043 Entente 1225134, CG17 0487 (fin décembre 2018)	**4 095**	
				585 709	
REMORQUAGE CENTRE-VILLE	1170017	19-DÉC. -2017	Service de remorquage pour les entrées charretières et voies publiques pour les PDQ 12.20.21 et 22 Montant total incluant la prolongation: 86553.36$ avant taxes 15 déc 16 au 1er déc. 17	**7 573**	CA17 240393
	1226180	20-MARS -2018	Location d'une remorqueuse avec opérateur pour les opérations de déneigement de la saison 2017-2018 - TP voirie Montant total de 54 000$ avant taxes Nouveau montant: 76 241.25$ avant taxes Addenda CA18 240104	**80 044**	CA17 240455
	1245799	22-JANV.-2018	Services 2017-2018, de dépanneuses avec opérateur pour les entrées charretières, voies publiques, les véhicules abandonnés, voies réservées : Pour PDQ 12,et 20 / Montant max: $ 23 400. avant taxes Date de fin: mi-juin 2018	**22 998**	CA17 240650
				110 614	
RODRIGUE, PEINTRE DECORATEUR LTEE	1218309	02-AOÛT -2017	VMI-17-007 /Fourniture et application de peinture sur les bornes d'incendie, au montant maximum de $ 41 965. avant taxes, pour différents endroits dans l'arrondissement Ville-Marie/ TP-Jonathan Labonté	**38 016**	
				38 016	
ROTOPLAST	1225273	24-OCT. -2017	54 cylindres de corbeille à déchet-gris-TP voirie	**4 362**	
	1236420	26-MARS -2018	Service de conception et fabrication de moule en aluminium complet avec châssis et fermoirs pour couvercle des poubelles de type Ville-Marie/ Soum 17099 du 14 novembre 2017, version RT1-TP-Parcs-Vincent Lemay	**15 377**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
ROTOPLAST	1260414	09-MARS -2018	Cylindres pour paniers de rue - TP voirie	**16 173**	
				35 913	
SANIVAC	1263075	29-MARS -2018	Contrat 2017-2018 - nettoyage et inspection par caméra des conduites d'égouts incluant transport et disposition de résidus Montant total de 353 640$ avant taxes (- 40 635.53$ payé sur BC 1224740) Fin de contrat: septembre 2018	**220 715**	CA18 240095
				220 715	
SCIAGE MONTREAL INC.	1117690	16-JANV.-2018	Contrat , pour service de sciage de béton dans l'arrondissement Ville-Marie./ Montant max: $ 229 500. avant taxes./ DE : avril 2016 à avril 2019./	**80 315**	CA16 240171
				80 315	
SERVICE D'ENTRETIEN PERFORM-NET	1178920	16-JANV.-2018	Contrat ,au montant maximum de $ 1 369 400. avant taxes,pour les années 2017-2018 à 2020-2021 soient 48 mois (4 ans) pour un programme d'entretien ménager à la Cour Municipale/ Lalao Randrianarivelo.	**288 121**	CA16 240617
				288 121	
SIFOREX	1256960	27-FÉVR.-2018	Service de sciage de béton, là où requis, dans l'arr. Ville-Marie Montant total de 517 800$ avant taxes Période de février 2018 à février 2021	**164 346**	CA18 240015
				164 346	
SIGNALISATION 10-10	1210631	22-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour signalisation lors du " Cyclovia " le 18 juin, le 16 juillet et le 17 septembre 2017, en référence à la soumission V-0579-2017 du 28 janvier 2017/ Div. Sp-Loisirs-Linda Goulet	**11 676**	
	1233152	26-OCT. -2017	D:1170679006/ CG17 0138/ Paiement de la facture FM-1010-0728 du 17 oct 2017/ Signalisation et services s'y rapportant pour Événement " La Boucle 2017 GDPL ", pour la participation de l'arr. Ville-Marie au projet/ Corinne Andrieu	**99 896**	CG17 0138
	1272213	08-MAI -2018	Soumission V-0766-2018 - Signalisation pour les 6 événements dans le cadre de Cyclovia	**22 782**	
				134 354	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1215922	19-JUIL.-2017	C157852701 - lettre aux résidents - renouvellement SRRR	**6 863**	
	1224998	13-SEPT.-2017	Distribution - Programmation culture dans Peter-McGill	**2 678**	
	1226637	25-SEPT.-2017	C159964778- client 7308237 - livraison calendrier maison de la culture Frontenac	**2 139**	
	1246683	04-JANV.-2018	Facture 9640048217 - Envoi programmation hivernale	**8 585**	
	1250860	24-JANV.-2018	Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux - TP (Inspections)	**5 249**	
	1252519	09-FÉVR.-2018	Convention 40064063 - C166291382 - Client 7308237 - Distribution de la programmation de la Maison de la culture Frontenac	**2 208**	
	1253119	05-FÉVR.-2018	Commande ouverte 2018 pour frais d'envois postaux (bulletins d'arrondissement envoyés 4 fois par année aux résidents de Ville-Marie) - Communications	**36 746**	
	1256786	15-FÉVR.-2018	Soumission C167426529 - Convention 40064063 - client 7308237 - Distribution document culture Peter-McGill	**2 717**	
	1270663	01-MAI -2018	Facture 9651535046 - VLS envoi aux résidents - client 7308237	**3 508**	
				70 693	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1225544	18-SEPT.-2017	1177170002/CA17 240467 - Contrat de fourniture de 30 000 boîtes de sacs de polyéthylène pour la collecte sélective de recyclage à l'arr. Ville-Marie	**172 914**	CA17 240467
				172 914	
SOLOTECH INC	1222899	13-MARS -2018	Achat de divers matériel de sono , pour spectacles à l'église St-Jax(1439 Ste-Catherine O.), en référence à la soumission 564061 du 22 août 2017/ Div. Cult-Liz Chan/	**15 866**	
	1233550	30-OCT. -2017	Fourniture et installation d'un système audiovisuel au hall d'entrée de la Maison de la culture et Bibliothèque Frontenac - Incidence 14797	**28 478**	
	1243016	20-DÉC. -2017	Achat de lampes de 375 à 1000 W pour la Maison de la Culture Frontenac/soum 572144 du 29 nov 2017/ Div Culture-Louise Matte	**2 406**	
	1269182	23-AVR. -2018	Soumission 583450 - matériel et accessoires d'éclairage pour la maison de la culture	**18 665**	
				65 415	
SOLUTIONS GRAFFITI	1176633	15-FÉVR.-2018	2017/Enlèvement des graffitis pour dom. privés et publics, pour district de St-Jacques et de Peter McGill./ Montant max: $ 219 875.avant txs/ N. montant:$ 439 750. avant txs/ Fin: 31-12-2017 N.date de fin: 31-12-2018 CA17 240640	**401 021**	CA16 240599
	1207168	08-JUIN -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente- -Soumission # 2017-05-07 du 07 mai 2017 /TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**2 095**	
	1214550	13-JUIL.-2017	Service de nettoyage de graffitis en hauteur rues Messier, Papineau, Ontario, Champlain, D'Iberville, de Rouen, Frontenac, Ste-Catherine et Dorion - TP entretien - Manon Ouellet	**4 346**	
	1214561	13-JUIL.-2017	Service de nettoyage de graffitis en hauteur rues Wolfe, St-Hubert, Amherst et De Maisonneuve E. - TP entretien - Manon Ouellet	**2 116**	
	1214573	13-JUIL.-2017	Service de nettoyage de graffitis en hauteur rues Ontario E., Ste-Catherine E., René-Lévesque et Sanguinet - TP entretien-Manon Ouellet	**2 042**	
	1221331	24-AOÛT -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente- -Soumission # 2017-07-14 /TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**2 808**	
	1221340	24-AOÛT -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente-Soumission # 2017-07-15/ TP-Entretien-Lalao Randrianarivelo.	**2 913**	
	1234307	01-NOV. -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente-Soumission # 2017-10-18 / TP-Entretien-Manon Ouellet	**2 803**	
	1236690	10-NOV. -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente-Soumission # 2017 du 09 nov 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet	**3 806**	
	1241522	01-DÉC. -2017	Bon de commande ouvert pour l'enlèvement de graffittis en hauteur pour différentes adresses dans l'Arr. Ville-Marie/ Hors-entente-Soumission #S-2017-11-21 du 21 nov 2017/ TP-Entretien-Manon Ouellet	**3 228**	
	1254083	05-FÉVR.-2018	Soumission 2018-01-02 - Nettoyage de graffiti en hauteur rues Stanley, St-Denis, Peel, Ste-Catherine, St-Laurent, HDV, Amherst et Montcalm -TP entretien	**3 034**	
	1265957	06-AVR. -2018	Soumission S-2018-03-28 - Enlèvement de graffitis en hauteur - 4 adresses	**2 257**	
	1268263	18-AVR. -2018	S-180416-07 - contrat gré à gré pour nettoyage de graffiti rue St-Laurent et rue Clark - TP entretien	**4 357**	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
SOLUTIONS GRAFFITI	1277102	30-MAI -2018	Soumissions 3, 4, 5 et 6 mai 2018 - et soumission S-180528-09 -intervention et nettoyage des graffitis en utilisant le procédé chimique ou peinture - TP entretien	**9 995**	
				446 822	
(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX	1252895	31-JANV.-2018	Convention de services animaliers signée le 29 janvier 2018 Montant total de 4 740$ avant taxes Pour la période du 1er au 15 février 2018	**4 740**	
	1256962	19-FÉVR.-2018	Convention : Exercice du contrôle animalier sur le territoire de l'arr. de Ville-Marie. Pour un montant maximal de 272 000$ taxes incluses. Débutant le 13 février 2018, se terminant le 31 janvier 2020. (option prolongation 2 X 1 an)	**113 500**	CA18 240025
				118 240	
STELEM	1239521	22-NOV. -2017	Manipulateur électrique, clé de vanne et extension 36", en référence à la soumission !14342 du 31 oct 2017/ TP-Alejandro Restrepo	**21 423**	
	1254065	02-FÉVR.-2018	Soumission # 14592 -Détartreur de tuyau, bouchon et graisse-TP aqueduc	**5 077**	
	1275736	24-MAI -2018	CHRISTIAN BISSONNETTE INVENTAIRE AQUEDUC 0879	**2 774**	
				29 274	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1188049	30-AOÛT -2017	Bon de commande ouvert pour achat de pièces aqueduc et égout hors entente et urgence/ TP-Jonathan Labonté	**4 465**	
	1208209	15-JUIN -2017	Anneaux de puisard en béton de différentes dimensions /Entente 1191511/TP-Entrpôt Mill-Jonathan Labonté	**2 530**	
	1209967	20-JUIN -2017	Pièces égout, anneaux caoutchouc pour puisard et regard, pour l'entrepôt Mill, en référence à la soumission SC-59853 du 12 juin 2017/ TP -Jonathan Labonté	**5 157**	
	1213850	13-JUIL.-2017	1177487001/CG17 0073 -Bases connecteurs de puisard - TP aqueduc (entente cadre	**4 147**	CG17 0073
	1216488	24-JUIL.-2017	1165384003/CA16 240634 - Anneaux de puisards - TP aqueduc (entente cadre # 1191511)	**5 281**	CA16 240634
	1216794	24-JUIL.-2017	Bases de puisard G-Lock, butyle et trappe de puisard - TP aqueduc	**2 153**	
	1217489	27-JUIL.-2017	Anneaux de regard en béton, mâles ou femelles, de différents formats/ Entente 1191511/ Entrepôt Mill-Jonathan Labonté	**3 237**	
	1228917	05-OCT. -2017	1165384003/CA16 240634 - Bases de puisard -TP aqueduc (entente cadre 1191511, CG17 0073)	**2 441**	CG17 0073
	1260120	17-AVR. -2018	Soumission SC-62673 - Cadres et couvercles en fonte grise - TP aqueduc	**7 752**	
	1265799	05-AVR. -2018	Bon de commande ouvert 2018 pour achat en urgence de pièce d'égout et d'aqueduc	**10 499**	
	1274565	17-MAI -2018	COMMANDE SPÉCIALE POUR CHRISTIAN BISSONNETTE	**3 676**	
	1275715	24-MAI -2018	INVENTAIRE AQUEDUC 0879	**9 788**	
	1276460	29-MAI -2018	RÉAPPROVISIONNEMENT DE MATÉRIEL D'AQUEDUC POUR MAGASIN VILLE-MARIE	**2 254**	
	1277078	30-MAI -2018	INVENTAIRE AQUEDUC 0879	**2 730**	
				66 110	
TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.	1237312	16-NOV. -2017	Achat de NetSpot 6 IPAD inclus avec lecteur code barre, matériel divers , installation de puce anti vol, licence annuelle pour la Bibliothèque Père-Ambroise, selon soum. SC_10112017 du 17 oct 2017/Re: **Fournisseur unique/	**35 087**	
				35 087	

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
TENAQUIP LIMITED	1231298	17-OCT. -2017	Barricades galvanisée 102"L X 40"H - / Livraison à l' l'entrepôt du 2925 Ste-Catherine E./ Soumission 11070344-00 du 02 octobre 2017/ TP-Yannick Raymond Parent	**11 244**	
	1231304	17-OCT. -2017	Lampe de poche, mini-mag-led, noire, 2 piles AA/ Soumission 11066525-00 du 29 sept 2017/ TP-Marie-Laine Forcier	**6 102**	
	1248093	10-JANV.-2018	3 chariots à outils - TP aqueduc	**2 139**	
	1254076	05-FÉVR.-2018	Soumission # 11284129-00 - outils et accessoire divers - TP aqueduc	**6 181**	
				25 667	
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	1243897	12-DÉC. -2017	Achat de matériel d'horticulture divers, selon soumission #352025 du 23 nov 2017/ TP-Parcs-José Pierre	**3 697**	
	1257639	03-MAI -2018	Commande ouverte 2018 pour besoins produits horticoles - Parc du Mont-Royal. Ville-Marie.	**8 399**	
	1259716	05-MARS -2018	Commande ouverte 2018 pour besoins produits horticoles - Équipe parcs. Ville-Marie.	**12 599**	
				24 695	
TGA MONTREAL INC.	786713	29-JUIN -2017	PRR 2012 - RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS LÀ OÙ REQUIS (1124657005, CA12 240521, VMP-12-010)	**102 679**	CA12 240251
				102 679	
TRANSELEC / COMMON INC.	1172753	21-SEPT.-2017	D1165384003/CA16 240634 - Bon de commande ouvert 2017 - Service de signalisation lors de travaux d'aqueduc (entente 1045712, CE15 0882)	**104 943**	CE15 0882
	1218128	20-MARS -2018	Service de signalisation pour fermeture du tunnel St-Marc - TP entretien graffiti - Manon Ouellet - hors entente	**2 331**	
	1249976	18-JANV.-2018	11 factures datées du 31-12-16 au 30-11-17 pour signalisation routière en 2017 (entente échue) - TP aqueduc	**20 061**	
	1263027	21-MARS -2018	Factures 2017 pour service de signalisation - TP aqueduc	**4 321**	
				131 656	
TURBOCRISTAL INC.	1231765	19-OCT. -2017	1175876006 - Achat de deux canons à neige de type "enneigeurs-ventilateurs". Parc du Mont-Royal, Ville-Marie. VMP-17-16401	**86 242**	CA17 240537
				86 242	
UNIBETON	1206956	10-JANV.-2018	Achat de béton prémélangé pour les TP-aqueduc (entente cadre # 1196052, CG17 0141)	**199 224**	CG170141
	1208205	16-JUIN -2017	Factures pour achat de béton gré à gré du 8 au 11 mai 2017 (entente 1193312 maintenant fermée)	**8 464**	
	1254047	14-MAI -2018	Achat de béton prémélangé pour les TP-aqueduc arr. Ville-Marie(entente cadre # 1196052) Quantités estimées pour 2018 Fin de l'entente: 27 avril 2019	**191 802**	
	1267528	17-AVR. -2018	Achat de béton prémélangé pour les besoins de l'équipe des parc, arr.VM. Entente no.: 1196052, CG17 0141	**10 885**	
				410 374	
WSP CANADA INC.	1188925	08-FÉVR.-2018	VMP-17-009 : Fourniture de services professionnels en gestion de projets-PTI-2017-2019. Montant maximum de 308 000,00$ avtx. sur divers projets.	**143 716**	CA17 240085
	1191657	16-JUIN -2017	OS professionnels (étude d'impact) n.P17-11014-15 Projet mise en valeur des ruelles : mise en sens unique rue de la Montagne.	**4 514**	

Ville-Marie Montréal

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

PÉRIODE : 01-06-2017 AU 31-05-2018

excluant les objets 54505 et 61900 ainsi que les ententes cadres

Fournisseur	BC	Date	Description	Montant	Numero Résolution
WSP CANADA INC.	1216955	22-SEPT.-2017	Traitement des vidéos dans le cadre de la formule E - Ref : Anna Vizioli	**21 685**	
	1227726	06-AVR. -2018	1170093005 Réalisation plans et devis et surveillance pour les travaux du secteur Pasteur / UQAM, Phases 1 et 2. VMP-17-030, CA17 240473/CM17 1237.	**820 985**	CM17 1237
	1230961	16-NOV. -2017	Service pour la supervision technique de l'intervention sur la membrane du réservoir. Projet Rutherford, projet 171-13230-00.	**5 082**	
	1241115	30-NOV. -2017	Services Professionnels ,incluant contingences ,pour une étude en structure du belvédère de Mont-Royal, en référence à:P17-00012BG-1769544R1 / TP-José Pierre	**2 417**	
	1272025	07-MAI -2018	Offre de service pour remplaçante de gestionnaire de projet temporaire. (Madame Natalie Boutin, durée de 4 à 5 semaines)	**22 572**	
	1274432	16-MAI -2018	VMP-18-012 - Services prof. pour surveillance de travaux de réfection routière de différentes rues de l'arrondissement Ville-Marie Montant total de 194 400$ avant taxes juin 2018 à octobre 2018	**204 096**	CA18 240236
				1 225 069	
				43 502 311	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187209007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 3e partie, B)

Il est recommandé :

1. d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 3e partie, B)
2. d'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 571, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites et les horaires des événements identifiés à l'annexe;
3. d''édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance P-1, o. 521 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;.
4. d'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. 123 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés
5. d'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), l'ordonnance CA-24-085, o. 111 permettant la distribution d'articles promotionnels selon les sites, dates et horaires des événements identifiés

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-25 08:56

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187209007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2018, 3e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un deuxième dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2018. Pour les dérogations, voici les règlements concernés :
· Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
· Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
· Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), article 45;
· Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
· Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085), l'ordonnance CA-24-085, o, 87 permettant la distribution d'échantillons des commanditaires reliés.
· Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 90 permettant la peinture sur la chaussé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240204 - -du 10 avril 2018 pour les mêmes demande
CA17 240690 - -du 12 décembre 2017 pour les mêmes demande
CA17 240607 - du 22 novembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240506 - du 12 septembre 2017 pour les mêmes demandes
CA17 240353 - du 14 juin 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240273 - du 9 mai 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240182 - du 11 avril 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240125 - 14 mars 2017 pour les mêmes demandes.
CA17 240053 - 14 février 2017 pour les mêmes demandes.

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive, historique, de développement social. Les événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale ou se réalisent sur le mont Royal. Les événements concernés sont :

Événements	Organismes	Dates
Tour la Nuit	Vélo Québec Événements	31-mai au 18 au 3 juin-18
Tour de l'Île	Vélo Québec Événements	31-mai au 18 au 3 juin-18
Marche pour l'humanité	Comité canadien du Centenaire du Génocide des arméniens	03-juin-18
Soirée hommage Québécor	Québécor	4-5 juin - 18
Mondial de la Bière	Mondial de la Bière	6-9- juin 2018
Concert au lever du soleil	Corporation Musique du Bout du Monde	07-juin-18
Grand Vélo	Heart & Stroke	07-juin-18
Journée yoga et bien être	Fondation du cancer du sein	09-juin-18
Petit Bateau	Amis de la Montagne	10-juiin-18
Marche pour la santé mentale	Réseau Qualaxia	10-juin-18
Pédalez pour les enfants	Fondation de l'hopital pour enfants de Mtl	11-15 juin-18
Chapeau du Mont-Royal	Amis de la Montagne	14-juin-18
Duathlon Urbain	Fondation CHU Sainte-Justine	14-juin-18
Arts métissés	Les Productions Feux sacrés	13-18 juin-18
La Grande Récompense	GDPL	16-17 juin-18
La Marche de l'Espoir	Foyer pour Femmes Autochtones	16-juin-18
Arrivée du 1000 km	GDPL	17-juin-18
Marche Procure	Fondation Procure	17-juin-18
Fête nationale	Comité de la Fête nationale	24-juin-18
Concert Capbell	Amis de la Montagne	27 mai, 17 juin et 15 juillet-18
Défilé - Fête du Canada	Association musicale Feuille d'érable	01-juil-18
Défilé de la Carifiesta	Association des Festivités Culturelles des Caraïbes	07-juil-18
Concerts d'été	Harmonie de Laval	5-12 juilet-18
Marche pour Jésus	Hope for Glory Church	30-juin-18

Les projets d'événements ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Dominique ARCHAMBAULT, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514 872-5189
Télécop. : 514 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-09

Daniel BISSONNETTE
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-1153

SERVICE DE LA CULTURE
Division des événements publics

Événements	Organismes	Dates
Tour la Nuit	Vélo Québec Événements	31-May-18 01-Jun-18 02-Jun-18 03-Jun-18 03-Jun-18
Tour de l'Île	Vélo Québec Événements	31-May-18 01-Jun-18 02-Jun-18 03-Jun-18 03-Jun-18
Marche pour l'humanité	Comité canadien du Centenaire du Génocide des arméniens	03-Jun-18
Soirée hommage Québécor	Québécor	4-5 juin - 18
Mondial de la Bière	Mondial de la Bière	6-9- juin 2018
Concert au lever du soleil	Corporation Musique du Bou	07-Jun-18

Grand Vélo	Heart & Stroke	07-Jun-18
Journée yoga et bien être	Fondation du cancer du sein	09-Jun-18
Petit Bateau	Amis de la Montagne	10-juiin-18
Marche pour la santé mentale	Réseau Qualaxia	10-Jun-18
Pédalez pour les enfants	Fondation de l'hopital pour enfants de Mtl	11-15 juin-18
Chapeau du Mont-Royal	Amis de la Montagne	14-Jun-18
Duathlon Urbain	Fondation CHU Sainte-Justine	14-Jun-18
Arts métissés	Les Productions Feux sacrés	13-18 juin-18
La Grande Récompense	GDPL	16-17 juin-18
La Marche de l'Espoir	Foyer pour Femmes Autochtones	16-Jun-18
Arrivée du 1000 km	GDPL	17-Jun-18
Marche Procure	Fondation Procure	17-Jun-18
Fête nationale	Comité de la Fête nationale	24-Jun-18
Concert Capbell	Amis de la Montagne	27 mai -17 juin -15 juillet-18
Défilé - Fête du Canada	Association musicale Feuille d'érable	01-Jul-18
Défilé de la Carifiesta	Association des Festivités Culturelles des Caraïbes	07-Jul-18
Concerts d'été	Harmonie de Laval	5-12 juilet-18
Marche pour Jésus	Hope for Glory Church	30-Jun-18

Mise à jour le 09 mai 2018

	Demandes au Conseil d'arrondissement			
				Ordonnances
Lieux	**P-1 art. 8 (vente)**			**P-1 art. 3**
	Marchandises	**Aliments et boissons non alcooliques**	**Boissons alcooliques**	**Consommation d'alcool**
parc Jeanne-Mance				
	17 h à 00 h	17 h à 00 h	17 h à 00 h	17 h à 00 h
	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h
av. du Parc, Saint-Joseph, St-Laurent, Bellechasse, Des Carrières, Boyer, St-Zotique, Marquette, Villeray, Christophe-Colomb, Fleury, Charton, Port-Royal, De Lorimier, Champdoré, des Prairies, D'Iberville, É.-Journault, 7e Av., 8e Av., 2e Av., Jarry, Crémazie, Louis-Hébet, Cartier, St-Grégoire, Brébeuf, Laurier Est, Drolet, De l'Esplanade				
parc Jeanne-Mance				
	17 h à 00 h	17 h à 00 h	17 h à 00 h	17 h à 00 h
	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h	7h30 à 18 h
av. du Parc, St-Viateur, St-Laurent, des Carrières, Holt, Dandurand, Rosemont, 30e Avenue, Provencher, Des Grandes-Prairies, Salk, Gouin, Boul. Rivières-des-Prairies, Av. Broadway, boul. Métropolitain, Bourget, Georges-V, Souligny, Hochelaga, Sicard, Adam, Sainte-Catherine, René-Lévesque, Berri, Laval, Rachel				
Square Cabot Rue Ste-Catherine/rue Peel Place du Canada				
chalet du Mont-Royal				
rue Côté, Chenneville et Côté	12h à 23h	12h à 23h	12h à 23h	12h à 23h
chalet du Mont-Royal,Belvédère				

Square Cabot Rue Ste-Catherine/rue Bishop/rue Sherbrooke/rue Atwater/rue Ste-Catherine/rue Du Fort/boul. René-Lévesque/ rue Atwater				
Parc du mont-royal				
Parc du Mont-Royal, Lac aux Castor				
Parc du Mont-Royal, Chemin Olmsted				
Aylmer, De Maisonneuvre, Peel, Ste-Catherine,Cathcart				
chalet du Mont-Royal				20h-23h
Rue Square Victorai, Notre-Dame Ouest,Gauvin				
Parc de la Dauversière				
Rue Pierre-de-Coubertin				
Parc du mont-royal				
Stade Olympique Rue Pierre-de-Coubertin côté Nord Boul. Pie-IX côté Est Rue Sherbrooke côté Nord et Sud, rue Viau côté Est				
Parc du Mont-Royal, Chemin Olmsted				
rue de Maisonneuve entre Berri et Peel. Place des Festivals et Promenade des artistes	17h à 23h59	17h à 23h59	17h à 23h59	17h à 23h59
parc du mont-royal				
Ste-Catherine, Peel, Dufort, Parc du Canada				
René-Léveque entre Saint-Marc et Bleury	12h à 16h			
parc du mont-royal, Pavillon Mordecai Ritchler,				
Parc du Canada, Square Cabot, René-Lévesque, Lambert-Close				

B-3 art. 20	P-12,2	CA-24-085 art. 45
Bruit	**Peinture sur la chaussée**	**Échantillons**
8 h à 17 h		
8 h à 01 h		17 h à 00 h
8 h à 18 h		
6 h 30 à 21 h		7h30 à 18 h
19 h à 00h		
8 h à 17 h		
8 h à 01 h		17 h à 00 h
8 h à 18 h		
6 h 30 à 21 h		7h30 à 18 h
10 h à 18 h		
7h à 19h		
12h à 23h		12h à 23h
5h-10h		

6h à 19h		
8h-18h		
8h-12h		8h-12h
6h-19h		6h-19h
8h-1h		
6h-19h		
14h à 23h		
16 juin : 12h à 16h 17 juin : 6h à 9h		
12h-17h		
10h à 19h		
6h-17h		6h-17h
17h à 23h59	17h à 23h59	17h à 23h59
8h-17h		
8h-17h		
11h à 16h		
15h-22		
8h-16h		8h-16

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3, o.

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3E PARTIE, B)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 juin 2018 , le conseil d'arrondissement:

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3E PARTIE, B)

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 12 juin 2018 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des marchandises, des aliments, des boissons alcooliques ou non et de consommer des boissons alcooliques sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons alcoolisées ou non doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

– –

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-12.2, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 3E PARTIE, B).

Vue l'article 7 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2, article 7)

À la séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de peindre sur la surface de la chaussée des fresques sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT SUR LE CIVISME, LE RESPECT ET LA PROPRETÉ
CA-24-085, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018 3E PARTIE, B)

Vu l'article 45 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085).

À la séance du 12 juin 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

2. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.

4. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186255007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à l'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant du bâtiment situé au 1800, rue Bercy

Accorder une dérogation mineure relativement à l'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant situé au 1800, rue Bercy, et ce, en conformité au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) et en dérogation à l'article 381.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186255007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à l'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant du bâtiment situé au 1800, rue Bercy

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise la reconstruction d'une piscine et l'aménagement d'une aire de jeux d'eau qui dérogent à l'occupation en cour avant de la propriété située au 1800, rue Bercy. Le demandeur bénéficie actuellement d'un droit acquis pour la piscine qui a été construite en 1972.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Les Tours Frontenac occupent le lot transversal situé entre les rues du Havre et Bercy, au sud de la rue Ontario. Le bâtiment construit en 1972 est composé de 3 tours de 14 à 16 étages qui sont orientées dans l'axe du nord géographique, présentant ainsi une implantation atypique par rapport au front bâti traditionnel. Ce retrait d'alignement laisse place à de grandes cours avant aménagées, offrant des équipements récréatifs et une piscine aux locataires des 784 logements.

L'immeuble résidentiel se trouve au cœur d'un secteur d'usages diversifiés, à proximité de la rue commerciale Ontario et du pôle Frontenac composé de la station de métro, de la maison de la culture et de la bibliothèque, et du centre sportif Jean-Claude Malépart. Quelques industries se situent aussi au sud des rues du Havre et Bercy.

Le projet
Avec le changement de normes d'Hydro-Québec en termes de voltage, le demandeur doit effectuer des travaux pour l'aménagement d'une nouvelle salle mécanique en sous-sol qui accueillera un dévolteur. L'acheminement de l'électricité depuis la rue Bercy se fera en souterrain et passera à proximité de l'actuelle piscine extérieure construite en 1972, qui devra ainsi être démolie. La piscine, qui à l'époque de sa construction a obtenu un permis, fait actuellement l'objet d'un droit acquis par rapport à son occupation en cour avant. Sa démolition engendrerait donc la perte de ce statut. Le demandeur souhaite toutefois reconstruire la piscine tout juste à côté de l'emplacement initial, afin de continuer à offrir ce service à ses 1 200 locataires. La nouvelle piscine sera de plus petite dimension et décalée

vers le nord-ouest de façon à dégager l'aire de la chambre mécanique qui sera construite en souterrain. Une distance d'environ une trentaine de mètres la séparera du domaine public. Afin d'accommoder les ménages avec enfants, une aire de jeux d'eau sera aussi aménagée dans l'emplacement de la piscine à démolir.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment à l'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant, au lieu d'une autre cour (article 381).

JUSTIFICATION

Considérant que :
· L'implantation du bâtiment fait en sorte que le site ne possède que des cours avant et aucune autre cour ;
· Le respect du Règlement d'urbanisme ne permet pas l'aménagement d'une piscine et d'un équipement récréatif conforme et qu'il cause ainsi un préjudice sérieux au requérant;
· La piscine actuelle bénéficiant d'un droit acquis doit être démolie pour des travaux de mise à niveau pour l'approvisionnement en électricité de l'immeuble;
· La piscine et les jeux d'eau seraient très peu visibles de la voie publique, compte tenu de leur retrait d'une trentaine de mètres;
· L'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.

Le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable lors de la séance du 10 mai 2018. Le CCU a émis une suggestion invitant le demandeur à évaluer la possibilité d'augmenter le verdissement des cours, notamment sur la terrasse minéralisée adjacente à la piscine (dalle de toit du stationnement). Cependant, le demandeur fait état que cet espace est utilisé par les enfants qui habitent les tours pour différentes activités demandant une surface minérale comme le ballon, le hockey balle, la bicyclette, la trottinette ou le patin. Des bacs à fleurs y sont aussi aménagés durant l'été.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
· Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
· Émission du permis de transformation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec suggestion

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001419217
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1800, rue Bercy
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André (présenté par Étienne Longtin)
Description :	La demande vise la reconstruction d'une piscine et l'aménagement d'une aire de jeux d'eau qui dérogent à l'occupation en cour avant de la propriété située au 1800, rue Bercy. Le demandeur bénéficie actuellement d'un droit acquis pour la piscine qui a été construite en 1972. Les Tours Frontenac occupent le lot transversal situé entre les rues du Havre et Bercy, au sud de la rue Ontario. Le bâtiment construit en 1972 est composé de trois tours de 14 à 16 étages qui sont orientées dans l'axe du nord géographique, présentant ainsi une implantation atypique par rapport au front bâti traditionnel. Ce retrait d'alignement laisse place à de grandes cours avant aménagées, offrant des équipements récréatifs et une piscine aux locataires des 784 logements. Avec le changement de normes d'Hydro-Québec en termes de voltages, le demandeur doit effectuer des travaux pour l'aménagement d'une nouvelle salle mécanique en sous-sol qui accueillera un dévolteur. L'acheminement de l'électricité depuis la rue Bercy se fera en souterrain et passera à proximité de la piscine extérieure actuelle construite en 1972, qui devra ainsi être démolie. La piscine, qui à l'époque de sa construction a obtenu un permis, fait actuellement l'objet d'un droit acquis par rapport à son occupation en cour avant. Sa démolition engendrerait donc la perte de ce statut. Le demandeur souhaite toutefois reconstruire la piscine tout juste à côté de l'emplacement initial, afin de continuer à offrir ce service à ses 1 200 locataires. La nouvelle piscine sera de plus petite dimension et décalée vers le nord-ouest de façon à dégager l'aire de la chambre mécanique qui sera construite en souterrain. Une distance d'environ une trentaine de mètres la séparera du domaine public. Afin d'accommoder les ménages avec enfants, une aire de jeux d'eau sera aussi aménagée dans l'emplacement de la piscine à démolir.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'implantation du bâtiment fait en sorte que le site ne possède que des cours avant et aucune autre cour.
Considérant que :	Le respect du Règlement d'urbanisme ne permet pas l'aménagement d'une piscine et d'un équipement récréatif conforme et qu'il cause ainsi un préjudice sérieux au requérant.

Considérant que : La piscine actuelle bénéficiant d'un droit acquis doit être démolie pour des travaux de mise à niveau pour l'approvisionnement en électricité de l'immeuble.

Considérant que : La piscine et les jeux d'eau seraient très peu visibles de la voie publique, compte tenu de leur retrait d'une trentaine de mètres.

Considérant que : L'occupation d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur d'évaluer la possibilité d'augmenter le verdissement de ses cours, notamment sur la terrasse minéralisée adjacente à la piscine (dalle de toit du stationnement).

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment portant le numéro 87, rue Ontario Ouest, une dérogation permettant l'implantation d'un équipement mécanique sur la façade Est du bâtiment, et ce, notamment en dérogation à l'article 381 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* et à l'article 6 du *Règlement modifiant le règlement sur la construction d'un atrium et sur l'occupation du bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest (98-176)* [1183332003];
- pour le bâtiment situé au 1800, rue Bercy, une dérogation permettant la construction d'une piscine et d'un équipement récréatif en cour avant, et ce, en dérogation à l'article 381 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1186255007];
- pour le bâtiment occupant les lots 1 340 566 et 2 203 668 du cadastre du Québec, actuellement aux 355, boulevard De Maisonneuve Ouest et 350- 360, avenue du Président-Kennedy, une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur, qui comprend un débarcadère et qui ne comprend aucun quai de chargement, et ce, en dérogation aux articles 58, 381, 583 et 584 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1187303002];
- pour le bâtiment portant le numéro 700, rue Saint-Antoine Est, une dérogation permettant un quai de chargement d'une profondeur de 10 m, au lieu de 16 m, et ce, en dérogation à l'article 579 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1180607002];
- pour le bâtiment portant le numéro 1800, avenue McGill Collège, une dérogation permettant un revêtement de toiture de couleur brune, au lieu de blanche, et ce, en dérogation à l'article 128.1 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1180607003].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 12 juin 2018, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Fait à Montréal, le 26 mai 2018

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186255008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels, relativement à la demande de l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est

De refuser pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est, l'usage « résidence de tourisme », et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels et en considérant des critères d'évaluation non respectés.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:13

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels, relativement à la demande de l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre l'occupation de deux unités résidentielles par l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Le bâtiment de 3 étages se situe sur la rue Ontario Est, entre les rues Panet et Plessis. Le secteur est zoné M.7C autorisant les commerces et services de proximité de moyenne intensité. Les immeubles adjacents sont le Théâtre Prospero à l'ouest et à l'est un restaurant, un établissement cultuel et des bureaux.

Un restaurant occupe le rez-de-chaussée de l'immeuble et 6 appartements, chacun répartis sur 2 étages et comportant 2 chambres, se trouvent au dessus. La moitié des logements donnent sur la façade du côté de la rue Ontario et l'autre moitié donnent sur le passage privé à l'arrière. Les espaces de vie sont situés au 2^{e} étage et les chambres au 3^{e}. Une terrasse commune se situe au cœur de l'immeuble, au 3^{e} étage, accessible par les chambres.

Le projet
Le propriétaire de l'immeuble demande l'usage résidence de tourisme pour les unités #1 et #3, toutes deux localisées en façade sur Ontario. Les logements sont présentement vacants à la suite d'une entente de résiliation de bail comprenant une compensation financière (logement #1). Les espaces communs qui seraient partagés entre les locataires et la clientèle des résidences de tourisme sont le corridor menant aux logements et la terrasse. Pour cette dernière, le demandeur a prévu aménager une palissades afin de conserver une certaine intimité des locataires.

La clientèle devra se conformer au règlement d'utilisation de l'immeuble, notamment à

l’interdiction de bruit excessif et de fêtes et les locataires de l'immeuble seront avisés qu’ils pourront contacter l'équipe de gestion dans le cas de non respect des consignes. La gestion des matières résiduelles sera assumée par le demandeur afin de se coordonner avec les jours de collecte.

Le cadre réglementaire

- Le bâtiment se trouve dans un secteur de la catégorie M.7C avec une densité de 3.
- L’usage résidence de tourisme est permis comme usage conditionnel selon le paragraphe 7° de l’article 136 du Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Ville-Marie (01-282) et selon le respect de certaines conditions relativement à la catégorie d’usage, à la proportion du nombre total d’unités d’un bâtiment ainsi qu’à la densité prescrite pour le secteur.
- Une demande pour l’implantation de résidence de tourisme doit satisfaire aux critères d’évaluation prévus à l’article 316 tenant compte notamment du milieu résidentiel environnant, de la quiétude du voisinage et des espaces partagés avec les logements existants.

JUSTIFICATION

La proposition ne satisfait pas aux critères permettant d’assurer une bonne intégration des 2 unités de résidences de tourisme au bâtiment, considérant que :

- La clientèle des résidences de tourisme partagerait le corridor et la terrasse de petite dimension avec les locataires des logements;
- Malgré l’installation de palissades sur cette terrasse, l’intimité et la quiétude de ces locataires seraient compromises puisque l’espace se situe au cœur du bâtiment, au même niveau que les chambres des logements.

Le Comité consultatif d'urbanisme a aussi émis un avis défavorable lors de la séance du 15 février 2018.

Par conséquent, la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises est d’avis que l’on devrait donner une suite défavorable à l’égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage sur le site 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
Conseil d'arrondissement et adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1186255008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels, relativement à la demande de l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est

PV CCU - 2018-02-15 - UC - 3001346309.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
3001346309
4.5.3

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1379, rue Ontario Est
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	La demande vise à autoriser l'occupation de deux unités résidentielles par l'usage « résidence de tourisme » pour le bâtiment situé au 1379, rue Ontario Est. Le bâtiment de 3 étages se situe sur la rue Ontario Est, entre les rues Panet et Plessis. Le secteur est zoné M.7C autorisant les commerces et services de proximité de moyenne intensité. Les immeubles adjacents sont le Théâtre Prospero à l'ouest et à l'est un restaurant, un établissement cultuel et des bureaux. Un restaurant occupe le rez-de-chaussée de l'immeuble et 6 appartements, chacun réparti sur 2 étages et comportant 2 chambres, se trouvent au-dessus. La moitié des logements donnent sur la façade du côté de la rue Ontario et l'autre moitié donnent sur le passage privé à l'arrière. Les espaces de vie sont situés au 2^{e} étage et les chambres au 3^{e}. Une terrasse commune se situe au cœur de l'immeuble, au 3^{e} étage, accessible par les chambres. Le propriétaire de l'immeuble demande l'usage résidence de tourisme pour les unités #1 et #3, toutes deux localisées en façade sur Ontario. Le logement #3 est présentement vacant et l'autre le sera à partir du 15 février, à la suite d'une entente de résiliation de bail comprenant une compensation financière. Les espaces communs qui seraient partagés entre les locataires et la clientèle des résidences de tourisme sont le corridor menant aux logements et la terrasse. Cette dernière sera aménagée de palissades afin de conserver une certaine intimité des locataires. La clientèle devra se conformer au règlement d'utilisation de l'immeuble, notamment à l'interdiction de bruit excessif et de fêtes et les locataires de l'immeuble seront avisés qu'ils pourront contacter l'équipe de gestion dans le cas de non respect des consignes. La gestion des matières résiduelles sera assumée par le demandeur afin de se coordonner avec les jours de collecte.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que : Les critères d'évaluation prévus à l'article 316 tenant compte notamment du milieu résidentiel environnant, de la quiétude du voisinage et des espaces partagés avec les logements existants doivent être respectés.

Considérant que : La clientèle des résidences de tourisme partagerait le corridor et la terrasse de petite dimension avec les locataires des logements.

Considérant que : Malgré l'installation de palissades sur cette terrasse, l'intimité et la quiétude de ces locataires seraient compromises puisque l'espace se situe au cœur du bâtiment, au même niveau que les chambres des logements.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1183332003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu du Règlement sur les dérogations mineurs (CA-24-008), l'implantation d'un équipement mécanique sur la façade Est du bâtiment portant le numéro 87, rue Ontario Ouest

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest, une dérogation mineure permettant l'implantation une cheminée apparente en cour avant, et ce notamment en dérogation à l'article 6 du Règlement modifiant le règlement sur la construction d'un atrium et sur l'occupation du bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest (98-176) et à la norme 1 de l'article 381 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- déposer les détails du parement de la nouvelle cheminée;
- réviser fortement la proposition de persienne afin d'inclure une meilleure intégration aux découpages verticaux et horizontaux caractérisant les façades affectées.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-29 14:03

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1183332003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu du Règlement sur les dérogations mineurs (CA-24-008), l'implantation d'un équipement mécanique sur la façade Est du bâtiment portant le numéro 87, rue Ontario Ouest

CONTENU

CONTEXTE

L'évolution rapide des technologies et les normes canadiennes relativement à la continuité des services en télécommunications amènent de nouveaux équipements de redondance en cas de pannes électriques. La présente demande de dérogation mineure fait suite à l'installation d'une nouvelle génératrice qui requiert une cheminée longeant le mur nord-est de l'emplacement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO9902285– 20 septembre 1999 - Règlement modifiant le règlement sur la construction d'un atrium et sur l'occupation du bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest (98-176).

DESCRIPTION

Compris entre les rues Ontario, Evans, de Bleury et Clark, ce site comprend un bâtiment d'intérêt patrimonial le central téléphonique Plateau Exchange de Bell Canada. Deux agrandissements on été réalisés le premier en 1968 et le second, en 1999 autorisant la construction d'un 7^{e} étage.

Le projet

L'implantation d'une nouvelle génératrice demande l'installation d'une cheminée et de trappes de ventilation. Une démonstration a été faite qu'aucune autre localisation n'était possible.

Le cadre réglementaire

Paramètres réglementaires

· La nouvelle installation déroge au Règlement modifiant le règlement sur la construction d'un atrium et sur l'occupation du bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest (98-176), notamment à l'article 6.

· Le projet déroge à la norme 1 de l'article 381 qui prescrit qu'aucun équipement mécanique ne doit être situé dans une cour avant.

· Une dérogation mineure quant à l'implantation peut être accordée en vertu de l'article 2 8^{e} du Règlement sur les dérogations mineures (CA24-008); les conditions suivantes doivent cependant être respectées :

  - o l'application des dispositions a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
  - o que la dérogation mineure ne cause pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
  - o la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
  - o la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

· La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme stipule à l'article 145.8 que le permis de construction ne pourra être délivré que si le reste du projet est conforme à la réglementation d'urbanisme.

· Le projet a déjà fait aussi l'objet d'une révision architecturale en avis préliminaire tel que prévu au titre VIII du règlement d'urbanisme et a obtenu un avis favorable avec conditions.

JUSTIFICATION

· Cette partie du bâtiment est bordée par trois rues et par conséquent, possède le même nombre de cours avant, causant ainsi un préjudice pour l'implantation d'un équipement mécanique;
· la dérogation ne porte pas atteinte aux propriétaires voisins;
· comme le démontrent les documents fournis par le demandeur, aucune autre localisation n'est possible;
· qu'il s'agit d'un équipement essentiel à la firme de télécommunication pour assurer le service en cas de panne électrique.

En conséquence, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** au projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Avis public;
- Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-05-29
Christine RACINE Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises		Marc LABELLE Directeur	
Tél :	872-5485	**Tél :**	514 872-2698
Télécop. :	872-4912	**Télécop. :**	

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 avril 2018
3001380125 et 3001364115
4.4.2 et 4.6.23

Objet : **DÉROGATION MINEURE ET DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 87, rue Ontario Ouest

Responsables : Thomas Fontaine et Christine Racine

Description : La demande vise l'installation d'une nouvelle cheminée de ventilation et de persiennes aux façades Est et Nord de l'agrandissement d'un édifice désigné « Immeuble d'intérêt » à la réglementation d'urbanisme. L'édifice « Plateau Exchange » conçu par l'architecte en chef de la compagnie Bell téléphone William Carmichael fut inauguré en 1923 et agrandi à deux reprises, en 1968 et 1999.

Les interventions à l'étude sont requises suite à l'installation d'une nouvelle génératrice d'urgence. La nouvelle cheminé à la façade Est est recouverte de plaques métalliques de différents tons de gris, sur 5 étages et la cheminée est apparente aux étages supérieurs. Les persiennes, de dimensions importantes (6 mètres par 2,8 mètres et 5 mètres par 3 mètres, respectivement) sont en métal de couleur beige.

Paramètres réglementaires

- La nouvelle installation déroge au Règlement modifiant le règlement sur la construction d'un atrium et sur l'occupation du bâtiment situé au 87, rue Ontario Ouest (98-176), notamment à l'article 6.

- Le projet déroge à la norme 1 de l'article 381 qui prescrit qu'aucun équipement mécanique ne doive être situé dans une cour avant.

- Une dérogation mineure quant à l'implantation peut être accordée en vertu de l'article 2 8[e] du Règlement sur les dérogations mineures (CA24-008); les conditions suivantes doivent cependant être respectées :

    - l'application des dispositions a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;
    - que la dérogation mineure ne cause pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
    - la dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol
    - la demande respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

- La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme stipule à l'article 145.8 que le permis de construction ne pourra être délivré que si le reste du projet est conforme à la règlementation d'urbanisme.

- Le projet a déjà fait l'objet d'un avis préliminaire en 2015 et il a obtenu un avis favorable.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune.

Considérant que : Cette partie du bâtiment est bordée par trois rues et par conséquent, possède le même nombre de cours avant, causant ainsi un préjudice pour l'implantation d'un équipement mécanique.

Considérant que : La dérogation ne porte pas atteinte aux propriétaires voisins.

Considérant qu' Il s'agit d'un équipement essentiel à la firme de télécommunication pour assurer le service en cas de panne électrique.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 105, 127, 127.8, 127.23, 713 du R*èglement d'urbanisme 01-282.*

Considérant que : Les documents fournis par le demandeur démontrent qu'aucune autre localisation n'est possible.

Considérant que : La cheminée est installée sur une façade latérale qui pourrait éventuellement être moins visible si le terrain situé sur la portion Est du lot était construit.

Considérant que : Les persiennes pourraient par contre présenter une meilleure qualité d'intégration aux façades, qui présentent des découpages précis.

Considérant que : La proposition pour le revêtement de la cheminée est peu détaillée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de la dérogation mineure et de la demande de permis de travaux extérieurs aux conditions suivantes :

- **Déposer les détails du parement de la nouvelle cheminée.**
- **Réviser fortement la proposition de persienne afin d'induire une meilleure intégration aux découpages verticaux et horizontaux caractérisant les façades affectées.**

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180394008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

D'édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement.
De prendre acte de son engagement à verser 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 16:15

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1180394008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'exemption en matière de stationnement (3001419193) a été déposée afin d'exempter le propriétaire de l'obligation de fournir une unité de stationnement exigible pour l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel. À cet effet, une demande de permis d'agrandissement est en cours d'analyse (3001417116) afin de porter un bâtiment résidentiel de 5 logements à 8 logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande concerne l'agrandissement d'un bâtiment, situé au coin de la rue Olivier-Robert et de la rue Dufresne, sur le lot 1 424 417 du cadastre du Québec. Le bâtiment existant sera agrandi sur 3 étages et 3 nouveaux logements seront aménagés afin d'implanter 8 logements au total sur le lot.
La demande vise à exempter le propriétaire de fournir une unité de stationnement exigée par la réglementation. Le projet ne prévoit aucune unité de stationnement pour véhicule et déroge donc aux dispositions de l'article 605 du Règlement d'urbanisme 01-282 concernant le nombre minimal d'unités de stationnement exigé pour véhicule.

Le requérant est admissible à une demande d'exemption et assujetti à une compensation monétaire calculée en multipliant le nombre d'unités de stationnement faisant l'objet de l'exemption (1 unité) par la somme établie par unité (3 500$) dans l'ordonnance 5984, o.100, soit 3 500$.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- Le projet prévoit la densification d'un bâtiment de 5 logements ;
- Les travaux projetés contribueront à la mise en valeur de cette partie d'îlot et du secteur ;

- Les contraintes d'aménagement ne permettent pas de stationnement en cour arrière;
- Le bâtiment n'a aucun accès à une voie publique à l'arrière;
- L'emplacement est bien desservi par le transport en commun;
- Le projet cadre parfaitement avec les objectifs de planification de l'arrondissement visant à conserver le parc de logements locatifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir document « Aspect financier » en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public relatif à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sera affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir, suite au conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline CANTIN
Agente de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180394008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180394008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

N° de dossier : 1180394008

Nature du dossier : Contribution Fonds parcs ou stationnement

Financement : Fonds parcs ou stationnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		3 500,00 $						**3 500,00 $**

5984, o.	**Ordonnance sur une exemption de fournir le nombre d'unités de stationnement exigé relativement au bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert**

Vu le Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert est exempté de fournir 1 unité de stationnement exigés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et ce, en contrepartie du versement de 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180394008) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2018, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180394008

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2375, rue Olivier-Robert, de l'obligation de fournir 1 unité de stationnement.

Prendre acte de son engagement à verser 3 500 $ au fonds de compensation pour le stationnement."

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 3 500,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		3 500,00 $

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 3 500,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	33501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date : 2018-05-28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184869009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment situé au 320, rue Notre-Dame Est

Autoriser, dans le bâtiment situé au 320, rue Notre-Dame Est, l'usage « nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et du sous-sol, et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels et au paragraphe 8° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869009**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), d'exercer l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et du sous-sol du bâtiment situé au 320, rue Notre-Dame Est

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin de permettre l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et sous-sol comme déjà autorisé aux étages. Le bâtiment est situé dans une zone de mixité à dominante résidentielle (M.5) autorisant les commerces et les services dans le Vieux-Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240617 – 10 novembre 2015 – Accorder une dérogation mineure relativement à l'aménagement d'une aire de stationnement pour le bâtiment situé au 320, rue Notre-Dame Est.

DESCRIPTION

Le site
Le site se trouve en bordure de la rue Notre-Dame compris dans le site patrimonial déclaré de Montréal. La maison William-Maitland, aussi connue sous le nom de maison Beaujeu a été construite en 1796 suite à la démolition de la vieille maison en pierre d'un étage, construite par la famille Ramezay. À l'époque, la maison compte deux étages et est entourée d'un grand terrain donnant sur la rue Notre-Dame sur lequel un vaste jardin y est aménagé, qui est considéré comme l'un des plus beaux jardins privés intra-muros.

Le projet
Une demande de permis de transformation afin d'agrandir le bâtiment existant à tous les niveaux ainsi que d'ajouter un 4^{e} et 5^{e} étage pour aménager un hôtel de 28 chambres a été enregistrée le 18 août 2015. Depuis le dépôt de cette demande de permis, la propriété a été vendue et le projet a été modifié. Le projet actuel consiste dans une première phase à aménager 3 logements locatifs afin d'occuper la totalité du bâtiment dont un logement projeté au rez-de-chaussée et sous-sol, un second au deuxième et finalement un troisième logement au dernier étage. Des travaux à l'extérieur sont prévus, principalement l'aménagement d'une terrasse commune à l'arrière. Dans une phase ultérieure,

l’agrandissement prévu initialement pour le projet hôtelier serait remplacé par un projet résidentiel.

Le cadre réglementaire

· Selon l’article 214 : dans un secteur de la catégorie M.5, un local situé au rez-de-chaussée sur les rues Notre-Dame ou Saint-Paul, adjacent à une façade faisant face à un terrain situé dans un secteur de la catégorie M.1 à M.11, doit être occupé par un usage commercial ou un usage équipement collectif et institutionnel.
· Selon le paraphe 8^{o} de l’article 136 : un usage résidentiel situé au rez-de-chaussée dans un secteur de la catégorie M.5 à M.8 peut être autorisé en respectant la procédure des usages conditionnels selon certains critères prévus à l’article 320.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande considérant que :
· L’architecture du bâtiment se prête davantage à un usage résidentiel qu’à un usage commercial de par son rez-de-chaussée élevé par rapport à la rue, son alignement de construction en retrait des bâtiments voisins, et sa petite fenestration;
· À l’origine, le bâtiment a été construit comme résidence privée;
· Le bâtiment se trouve sur un tronçon de la rue Notre-Dame où l’activité commerciale est plutôt faible comparativement au secteur plus à l’ouest.

Lors de la séance qui s'est tenue le 10 mai 2018, les membres du comité consultatif d'urbanisme ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Affichage sur le site 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

- Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;
- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-14

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001400610
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	320, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à permettre l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » au niveau du rez-de-chaussée et sous-sol comme déjà autorisé aux étages, par la procédure des usages conditionnels. Le site se trouve en bordure de la rue Notre-Dame compris dans le site patrimonial déclaré de Montréal. La maison William-Maitland, aussi connue sous le nom de maison Beaujeu a été construite en 1796 suite à la démolition de la vieille maison en pierre d'un étage, construite par la famille Ramezay. À l'époque, la maison compte deux étages et est entourée d'un grand terrain donnant sur la rue Notre-Dame sur lequel un vaste jardin y est aménagé, qui est considéré comme l'un des plus beaux jardins privés intra-muros. Une demande de permis de transformation afin d'agrandir le bâtiment existant à tous les niveaux ainsi que d'ajouter un 4^{e} et 5^{e} étage pour aménager un hôtel de 28 chambres a été enregistrée le 18 août 2015. Depuis le dépôt de cette demande de permis, la propriété a été vendue et le projet a été modifié. Le projet actuel consiste dans une première phase à aménager trois logements locatifs afin d'occuper la totalité du bâtiment dont un logement projeté au rez-de-chaussée et sous-sol, un second au deuxième et finalement un troisième logement au dernier étage. Des travaux à l'extérieur sont prévus, principalement l'aménagement d'une terrasse commune à l'arrière. Dans une phase ultérieure, l'agrandissement prévu initialement pour le projet hôtelier serait remplacé par un projet résidentiel.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'architecture du bâtiment se prête davantage à un usage résidentiel qu'à un usage commercial de par son rez-de-chaussée élevé par rapport à la rue, son alignement de construction en retrait des bâtiments voisins, et sa petite fenestration.
Considérant qu' :	À l'origine, le bâtiment a été construit comme résidence privée.
Considérant que :	Le bâtiment se trouve sur un tronçon de la rue Notre-Dame, où l'activité commerciale est plutôt faible comparativement au secteur plus à l'ouest de cette même rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité ont exprimé le souhait que la cour avant soit davantage végétalisée lors de la demande du permis de transformation.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1164869003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), quant à l'usage «résidence de tourisme» pour l'appartement no. 3109 situé au 1288, avenue des Canadiens-de-Montréal

Refuser, pour l'appartement no. 3109 dans le bâtiment situé au 1288, avenue des Canadiens-de-Montréal, l'usage « résidence de tourisme », et ce, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), considérant que le demandeur n'a pas fourni la lettre d'autorisation du syndicat de copropriété.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:14

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164869003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), quant à l'usage «résidence de tourisme» pour l'appartement no. 3109 situé au 1288, avenue des Canadiens-de-Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée le 8 septembre 2016 afin d'autoriser une résidence de tourisme visant l'appartement no. 3109 au 1288, avenue des Canadiens-de-Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA-24-282.113 - 3 août 2017 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de revoir les conditions et les critères d'autorisation de l'usage conditionnel « résidence de tourisme »
- CA-24-282.76 – 17 juin 2009 – Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) introduisant l'usage conditionnel « résidence de tourisme »

DESCRIPTION

Conditions actuelles

· Le bâtiment est adjacent au Centre Bell à l'intersection de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la rue de la Montagne;
· La tour compte 53 étages et comprend 556 appartements aménagés à partir du 13e étage jusqu'au 52e étage;
· Le rez-de-chaussée est occupé par un restaurant tandis qu'on compte 262 unités de stationnement aménagées à partir du 4e étage jusqu'au 12e étage;

Projet

· Exploiter une résidence de tourisme dans l'appartement no. 3109 de la tour des Canadiens;
· L'appartement d'une superficie de 39 m^2 comprend une chambre à coucher.

Paramètres réglementaires au moment de la demande d'usage conditionnel (2016 -09-08)

· Le bâtiment visé se trouve dans un secteur de la catégorie M.7 C;
· Le 7^e paragraphe de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) autorise l'usage « résidence de tourisme » dans un secteur où sont autorisés un usage résidentiel et un usage commercial. Cet usage doit être situé à une distance minimale de 150 m d'une autre résidence de tourisme;
· Les critères d'évaluation pour l'implantation d'une résidence de tourisme par la procédure d'usage conditionnel sont les suivants :
    o L'usage proposé doit être compatible et complémentaire avec le milieu environnant;
    o L'apparence extérieure de la construction et l'aménagement et l'occupation des espaces extérieurs doivent favoriser l'intégration du projet dans son milieu environnant;
    o Les impacts du projet ne doivent pas porter atteinte à la quiétude du voisinage;
    o Un affichage de qualité bien intégré doit être favorisé.

Paramètre réglementaire 2018 - Projet de Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-282) - Adoption prévue au CA de juin 2018
La proposition vise à réduire substantiellement les possibilités d'autorisation de futures résidences de tourisme compte tenu des nombreux enjeux de cohabitation qui sont survenus récemment entre certains occupants de résidences de tourisme et les résidents permanents. Ainsi, bien que la procédure des usages conditionnels comme processus d'autorisation des résidences de tourisme serait maintenue, les conditions s'y rattachant seraient modifiées. Tout d'abord, l'usage devrait être situé à l'ouest de la rue Amherst et être situé dans un secteur de la catégorie M.9. Ce territoire limité correspondraient essentiellement aux propriétés situées le long de la rue Sainte-Catherine, entre approximativement les rues Guy à l'ouest et la rue Amherst à l'est. De plus, il n'y aurait plus de proportion (% par bâtiment) maximale de résidences de tourisme à respecter au sein d'un même bâtiment puisqu'un contingentement d'une distance de 150 m entre deux résidences de tourisme serait désormais applicable sur l'ensemble du secteur visé.

JUSTIFICATION

CCU 17 octobre 2016
Lors de la séance, les membres ont émis un avis favorable à la condition de fournir à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une lettre d'autorisation, visant l'appartement no. 3109, émise par le syndicat de copropriété qui sera éventuellement formé.

CCU 14 décembre 2017
Une demande d'usage conditionnel afin d'autoriser l'usage « résidence de tourisme » dans les appartements no. 1105, 1415, 1416, 1503, 1803, 3314, 3509, 3512, 4112 et 4311 a obtenu un avis défavorable de membres du CCU considérant que:

- Les présentes demandes ne satisfont pas aux critères permettant d'assurer une bonne intégration des résidences de tourisme dans le bâtiment.
- La dispersion des demandes à travers les différents niveaux du bâtiment ne permet pas d'éviter les espaces partagés entre les résidences de tourisme et les logements permanents.
- Les allées et venues risquent d'avoir un impact négatif sur la quiétude des résidents permanents du bâtiment malgré les efforts mis en place tels que l'aménagement d'un accès distinct réservé aux résidences de tourismes.
- La demande ne respecte pas l'ensemble des critères énoncés à l'article 316 du Règlement d'urbanisme 01-282, dont les suivants:
  - 3^{o} les impacts du projet ne doivent pas porter atteinte à la quiétude du voisinage;
  - 5^{o} les espaces partagés entre les résidences de tourisme et les logements permanents doivent être évités.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est défavorable à la demande considérant qu'aucune lettre d'autorisation de la part du syndicat de copropriété n'a été fournie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public et affichage 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-16

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
17 octobre 2016
3001183568
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1288, avenue des Canadiens-de-Montréal, n° 3109
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à exploiter une résidence de tourisme dans l'appartement n° 3109 de la Tour des Canadiens, qui est d'une superficie de 39 m^2 et qui comprend une chambre à coucher. Le bâtiment est adjacent au Centre Bell à l'intersection de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la rue de la Montagne. La tour compte 53 étages et comprend 556 appartements aménagés à partir du 13^e étage jusqu'au 52^e étage. Le rez-de-chaussée est occupé par un restaurant tandis qu'on compte 262 unités de stationnement aménagées à partir du 4^e étage jusqu'au 12^e étage. À ce jour, la construction de la tour est quasi achevée. Le bâtiment visé se trouve dans un secteur de la catégorie M.7 C. Le 7^e paragraphe de l'article 136 du *Règlement d'urbanisme 01-282* autorise l'usage « résidence de tourisme » dans un secteur où sont autorisés un usage résidentiel et un usage commercial. Cet usage doit être situé à une distance minimale de 150 m d'une autre résidence de tourisme. Le fait d'autoriser une résidence de tourisme pour l'appartement n° 3109 vient contingenter dans un rayon de 150 m toutes les résidences, incluant dans la tour elle-même.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « résidence de tourisme » est compatible avec le milieu environnant du Centre des affaires, à proximité d'équipements de divertissement tel le Centre Bell.
Considérant qu' :	Un extrait du règlement de l'immeuble stipule que dans le respect des lois et règlements municipaux, la location des fractions comprenant des parties privatives résidentielles est autorisée, même à court terme.
Considérant qu' :	Aucune résidence de tourisme ne se trouve à moins de 150 m du bâtiment visé par la demande.

Considérant qu' : Aucun affichage outre le panonceau du ministère du Tourisme ne sera installé.

Considérant que : Le bâtiment est bien desservi par le transport en commun et plusieurs services de proximité sont accessibles à faible distance de marche.

Considérant que : Son emplacement au cœur du Centre des affaires peut favoriser un bassin de clientèle de passage diversifiée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Fournir à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une lettre d'autorisation, visant l'appartement n° 3109, émise par le syndicat de copropriété qui sera éventuellement formé.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 décembre 2017
3001341307, 3001342531, 3001349476, 3001350125 et 3001356436
4.5.1

Objet :	**USAGE CONDITIONNEL**
Endroit :	1288, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Catherine Beaulieu et Olivier Légaré
Description :	La demande vise à autoriser l'usage « résidence de tourisme » dans les appartements no. 1105, 1415, 1416, 1503, 1803, 3314, 3509, 3512, 4112 et 4311. La tour des Canadiens I est adjacente au Centre Bell à l'intersection de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la rue de la Montagne. La tour compte 53 étages et comprend 553 appartements aménagés à partir du 13^{e} étage jusqu'au 52^{e} étage. Le rez-de-chaussée est occupé par un restaurant tandis qu'on compte 262 unités de stationnement aménagées à partir du 4^{e} étage jusqu'au 12^{e} étage.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les présentes demandes ne satisfont pas aux critères permettant d'assurer une bonne intégration des résidences de tourismes dans le bâtiment.
Considérant que :	La dispersion des demandes à travers les différents niveaux du bâtiment ne permet pas d'éviter les espaces partagés entre les résidences de tourisme et les logements permanents.
Considérant que :	Les allées et venues risquent d'avoir un impact négatif sur la quiétude des résidents permanents du bâtiment malgré les efforts mis en place telle que l'aménagement d'un accès distinct réservé aux résidences de tourismes.
Considérant que :	La demande ne respecte pas l'ensemble des critères énoncés à l'article 316 du Règlement d'urbanisme 01-282, dont les critères suivants : 3° les impacts du projet ne doivent pas porter atteinte à la quiétude du voisinage; 5° les espaces partagés entre les résidences de tourisme et les logements permanents doivent être évités.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 avril 2018	Résolution: CA18 240221

Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder pour les immeubles situés dans le territoire d'application définit en annexe A et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation:
   a) de déroger notamment aux articles 5 et 10 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation de la phase II de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans les quadrilatères compris entre le boulevard De Maisonneuve, la rue Berri, le boulevard Dorchester, les rues Saint-Denis, Sainte-Catherine et Sanguinet (Règlement 7489), relativement aux aménagements paysagers et aux usages autorisés;
   b) de déroger notamment à l'article 4 et aux plans en annexes portant la numérotation A-100 et A-101 du Règlement portant approbation d'un projet de construction et d'occupation d'un bâtiment à des fins universitaires sur un emplacement situé du côté est de la rue Sanguinet entre les rues Christin et Sainte-Catherine Est, et autorisant la démolition des bâtiments situés aux 1225 à 1237 rue Sanguinet (Règlement 96-017), relativement aux aménagements paysagers autorisés;
   c) de déroger notamment aux articles 134, 170, 369.1, 382, 565 et 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement aux usages prescrits, à l'apparence d'un équipement mécanique ou son installation en cour avant, aux enseignes temporaires et à la prohibition d'aménager une aire de stationnement extérieure pour aménager le site Christin délimité en annexe A (lot 2 161 942);
   d) d'aménager le site Christin de manière substantiellement conforme au plan en annexe B, réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie;
   e) d'occuper les immeubles du territoire Abords du clocher Saint-Jacques et Parvis sud, selon les dispositions en vigueur du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

   a) l'implantation, la hauteur minimum et la composition architecturale doivent être substantiellement conformes au plan en annexe B;

   b) les bornes de recharge électrique devront être dans les tons de gris;

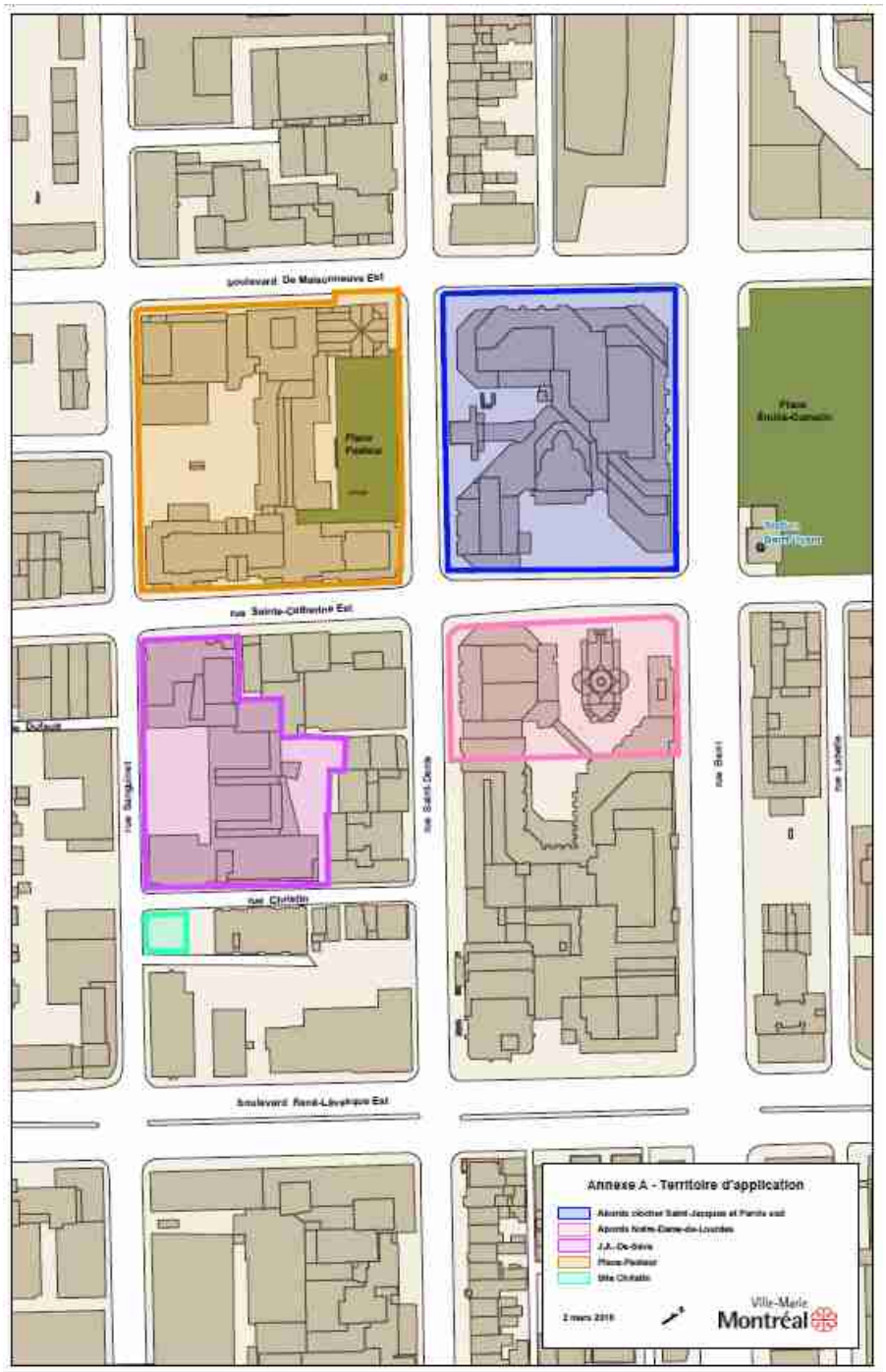
   c) le transformateur sera intégré à même le bâtiment proposé et ne devra pas être visible de la voie publique.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

ANNEXES

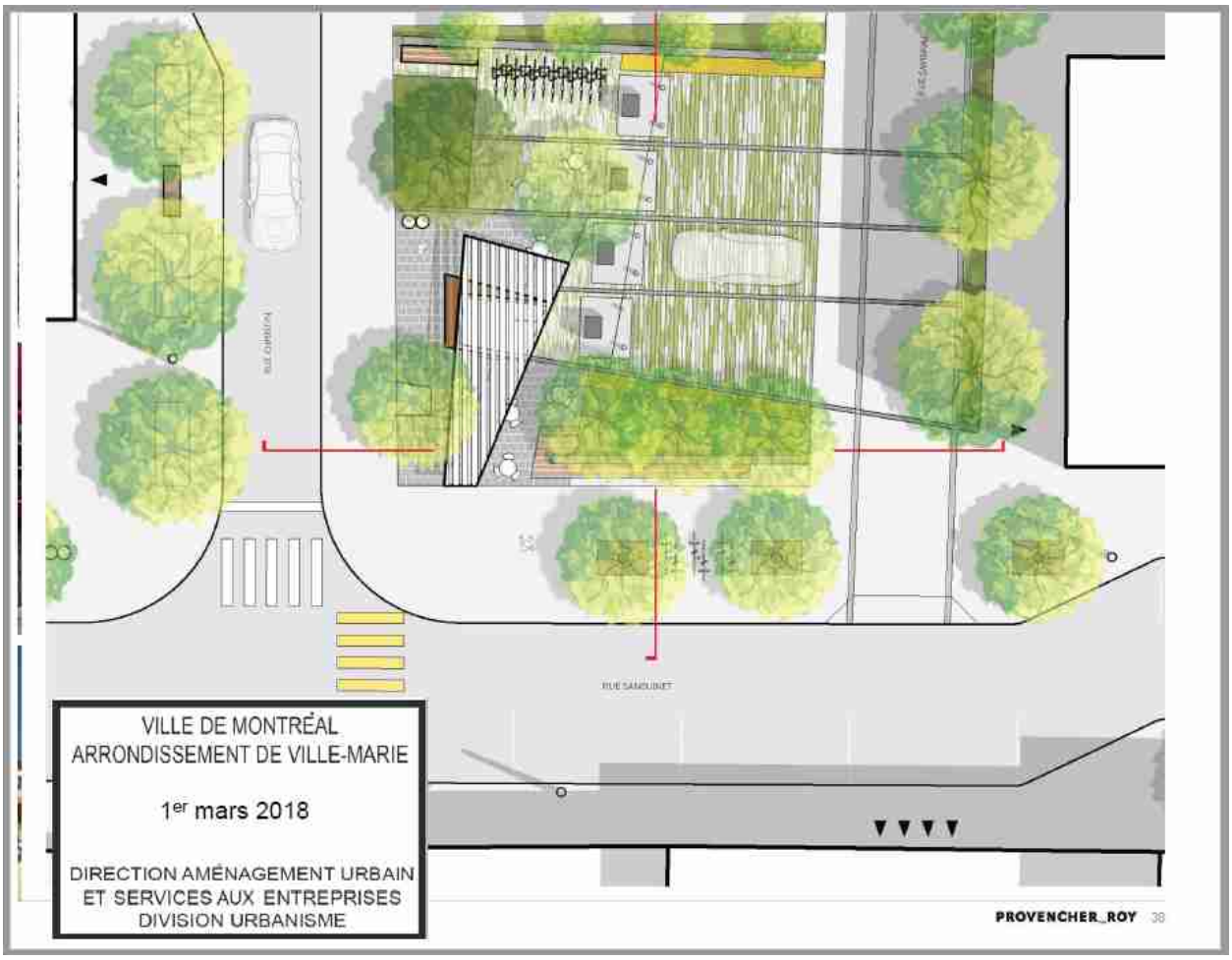
ANNEXE A

Territoire d'application



ANNEXE B

Plan réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain.



Adoptée à l'unanimité.

40.32
1183332001
pp 379

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 avril 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240284

Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

De modifier le projet de résolution par la suppression du paragraphe c) de l'article 2);

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit ;

1) D'accorder pour les immeubles situés dans le territoire d'application définit en annexe A et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation:

a) de déroger notamment aux articles 5 et 10 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation de la phase II de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans les quadrilatères compris entre le boulevard de Maisonneuve, la rue Berri, le boulevard Dorchester, les rues Saint-Denis, Sainte-Catherine et Sanguinet (Règlement 7489), relativement aux aménagements paysagers et aux usages autorisés.

b) de déroger notamment à l'article 4 et aux plans en annexes portant la numérotation A-100 et A-101 du Règlement portant approbation d'un projet de construction et d'occupation d'un bâtiment à des fins universitaires sur un emplacement situé du côté est de la rue Sanguinet entre les rues Christin et Sainte-Catherine Est, et autorisant la démolition des bâtiments situés aux 1225 à 1237 rue Sanguinet (Règlement 96-017), relativement aux aménagements paysagers autorisés.

c) de déroger notamment aux articles 134, 170, 369.1, 382, 565 et 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement aux usages prescrits, à l'apparence d'un équipement mécanique ou son installation en cour avant, aux enseignes temporaires et à la prohibition d'aménager une aire de stationnement extérieure pour aménager le site Christin délimité en annexe A (lot 2 161 942).

d) d'aménager le site Christin de manière substantiellement conforme au plan en annexe B, réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie.

e) d'occuper les immeubles du territoire Abords du clocher Saint-Jacques et Parvis sud, selon les dispositions en vigueur du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

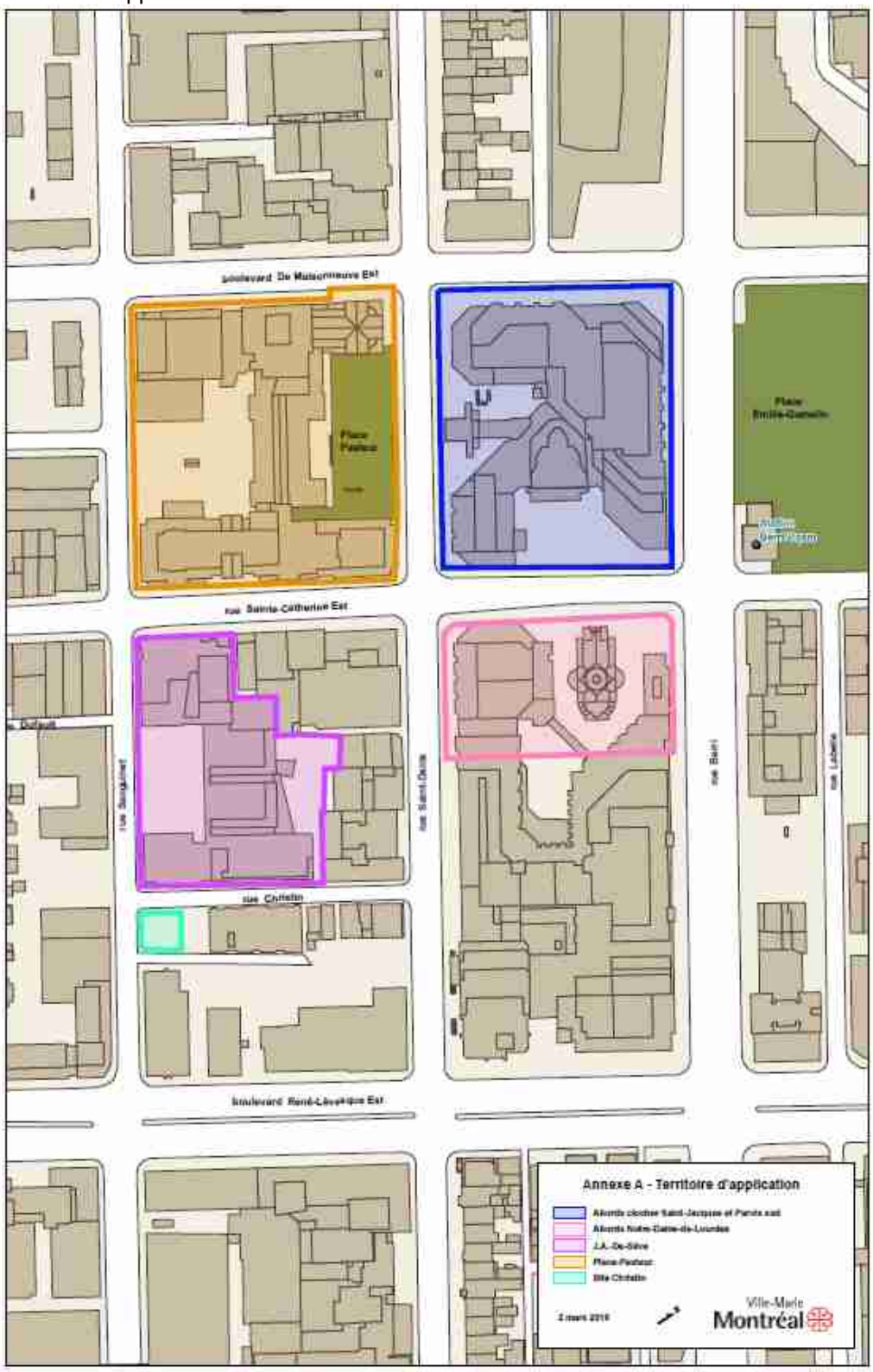
a) l'implantation, la hauteur minimum et la composition architecturale doit être substantiellement conforme au plan en annexe B;

b) les bornes de recharge électrique devront être dans les tons de gris;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

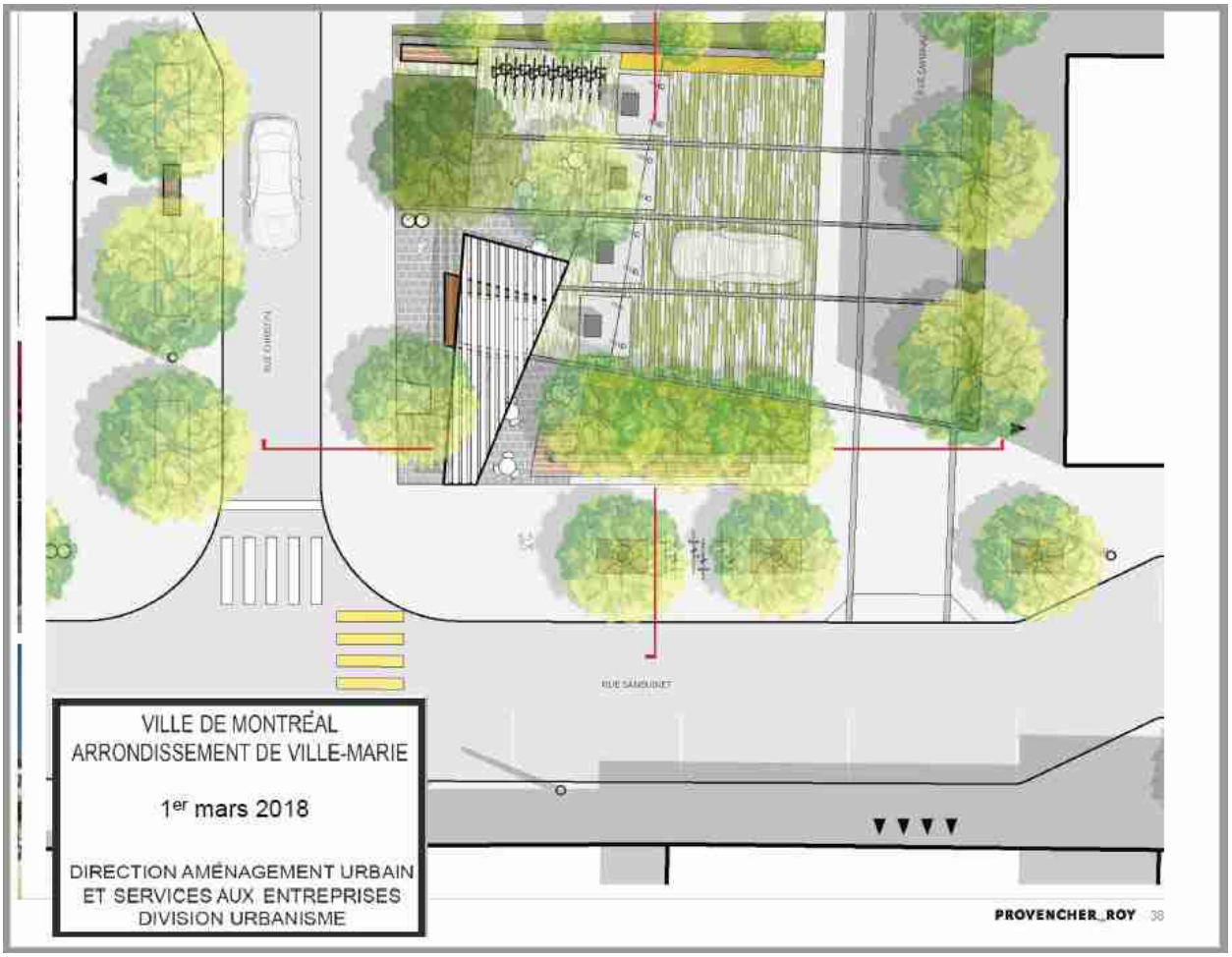
ANNEXE A

Territoire d'application



ANNEXE B

Plan réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain.



Adoptée à l'unanimité.

40.04
1183332001
pp 379

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

Dossier # : 1183332001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

1) D'accorder pour les immeubles situés dans le territoire d'application définit en annexe A et ce, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) l'autorisation:

a) de déroger notamment aux articles 5 et 10 du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation de la phase II de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) dans les quadrilatères compris entre le boulevard de Maisonneuve, la rue Berri, le boulevard Dorchester, les rues Saint-Denis, Sainte-Catherine et Sanguinet (Règlement 7489), relativement aux aménagements paysagers et aux usages autorisés.

b) de déroger notamment à l'article 4 et aux plans en annexes portant la numérotation A-100 et A-101 du Règlement portant approbation d'un projet de construction et d'occupation d'un bâtiment à des fins universitaires sur un emplacement situé du côté est de la rue Sanguinet entre les rues Christin et Sainte-

Catherine Est, et autorisant la démolition des bâtiments situés aux 1225 à 1237 rue Sanguinet (Règlement 96-017), relativement aux aménagements paysagers autorisés.

c) de déroger notamment aux articles 134, 170, 369.1, 382, 565 et 609 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement aux usages prescrits, à l'apparence d'un équipement mécanique ou son installation en cour avant, aux enseignes temporaires et à la prohibition d'aménager une aire de stationnement extérieure pour aménager le site Christin délimité en annexe A (lot 2 161 942).

d) d'aménager le site Christin de manière substantiellement conforme au plan en annexe B, réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie.

e) d'occuper les immeubles du territoire Abords du clocher Saint-Jacques et Parvis sud, selon les dispositions en vigueur du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) l'implantation, la hauteur minimum et la composition architecturale doit être substantiellement conforme au plan en annexe B;

b) les bornes de recharge électrique devront être dans les tons de gris;

c) le transformateur sera intégré à même le bâtiment proposé et ne devra pas être visible de la voie publique.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente résolution à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

ANNEXES

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Plan réalisé par la firme Provencher Roy et estampillé le 1er mars 2018 par la Direction de

l’aménagement urbain.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-02 13:30

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1183332001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant le réaménagement de la Place-Pasteur, des abords du clocher Saint-Jacques, du parvis sud de l'Église Saint-Jacques et de la cour du Pavillon J.A.-De-Sève et permettant la construction d'une station de recharge électrique sur l'îlot situé à l'intersection des rues Sanguinet et Christin, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Le Bureau de projets du centre-ville de l'arrondissement de Ville-Marie a entrepris de mettre sur pied un programme visant à rendre accessibles au public plusieurs terrains appartenant à des propriétaires privés ou institutionnels afin de bonifier substantiellement l'offre en matière d'espaces de détente et de loisirs au centre-ville. Dans un contexte où les espaces vacants et propices à la création de nouveaux espaces publics sont peu nombreux et très coûteux, la formule d'un réseau impliquant des propriétaires partenaires permet d'atteindre cet objectif avec beaucoup de flexibilité. L'UQÀM figure parmi les premiers partenaires du programme.

Le projet prévoit l'aménagement d'un petit terrain appartenant à l'UQÀM à l'angle des rues Sanguinet et Christin afin d'y installer quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, une placette avec un kiosque et des stationnements pour vélos. Il prévoit également le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève afin de la rendre plus invitante et conviviale. De plus, la rue Sanguinet, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, ainsi que les rues Christin et Savignac, seront réaménagées de manière à les rendre plus conviviales et à les verdir.

Enfin, le remplacement des infrastructures d'aqueduc et d'égouts de ces rues, qui sont en mauvais état, est intégré aux travaux. L'UQÀM, quant à elle, prévoit de construire un tunnel piéton sous la rue Sanguinet afin de relier le pavillon J.A.-De-Sève à l'ancien CLSC de la rue Sanguinet, dont elle a fait l'acquisition afin d'agrandir son École des sciences de la gestion (ESG). Cet ouvrage sera réalisé lors des travaux de reconstruction d'infrastructures souterraines

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 1244 – 25 septembre 2017 - Autoriser une dépense de 265 103,61 pour une portion de la fourniture de services professionnels pour la conception, la production de plans et

devis et la surveillance des travaux de réaménagement des rues Sanguinet, Christin et Savignac, ainsi que de l'aménagement de 2 espaces publics incluant l'installation de 4 bornes de recharge rapide pour véhicules électriques sur des terrains appartenant à l'UQÀM / Accorder un contrat de services professionnels à Provencher Roy Urbanisme inc. à cette fin pour la somme maximale de 551 305 $ - Appel d'offres public VMP-17-023.

CA17 240401 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement du projet du Quartier latin dans le cadre de la mise en œuvre du PPU du Quartier latin.

DESCRIPTION

Les sites : les abords de l'UQÀM

Le projet est situé à la fois dans un secteur mixte M7C (commerces et services de moyenne intensité) ainsi que dans un secteur de grandes institutions E.6 (établissements opérant dans les domaines de l'éducation et de la culture, ainsi que les services des gouvernements fédéral, provincial et municipal de même que des sociétés paragouvernementales). La partie nord du secteur visé, qui inclut la cour du pavillon J.A.-De-Sève, est située dans l'aire de protection du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques.

Le projet

Le projet prévoit l'installation de quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques sur un petit terrain appartenant à l'UQAM à l'angle des rues Sanguinet et Christin. Suite aux commentaires du comité consultatif d'urbanisme, des négociations et des recherches se sont mises en place afin de voir à la diminution du volume des bornes et à un meilleur design. Le programme d'études supérieures de design a été mis à contribution et des négociations se sont poursuivies entre le service de la Mise en valeur du territoire et Hydro-Québec.

Hydro-Québec est actuellement en appel d'offres pour ces équipements. Au moins deux firmes devraient être retenues. Même si la demande d'équipement moins volumineux et plus design a été faite et il est possible que le produit retenu en avril soit dans les mêmes gabarits. Il a été clairement exigé par l'arrondissement que la couleur soit plus sobre, dans les tons de gris.

De plus l'exercice de design fait en collaboration avec l'UQÀM a permis de mettre sur le site d'autres usages qui diminueront l'impact de ces équipements et assureront une meilleure intégration urbaine.

Les bornes seront alignées sur la portion sud du site et accessibles par la rue Savignac. Le reste du site sera aménagé pour accueillir une placette, du verdissement, des supports à vélos, une biciborne, ainsi qu'un petit kiosque trois-saisons. Le kiosque, qui sera géré en partenariat avec l'Accueil Bonneau, occupant du bâtiment voisin de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), abritera une petite bibliothèque de livres et de jeux de société disponibles pour consultation et utilisation sur place, de manière à assurer l'animation du site.

La cour du pavillon J.A.-De-Sève, quant à elle, conçue et réalisée en 1998, a perdu son cachet depuis de nombreuses années et ne parvient pas à jouer un rôle structurant dans le quartier. Elle sera transformée de manière à permettre son verdissement et pour la rendre plus conviviale et agréable à fréquenter, tant pour les étudiants que les résidents et les

visiteurs du quartier.

La rue Sanguinet sera réaménagée de manière à ce que des élargissements de trottoirs accompagnent les façades des bâtiments de l'UQAM qui s'y succèdent. Les élargissements, qui seront verdis et meublés, amélioreront le confort des piétons et fourniront des occasions de rassemblement et de détente, en plus de sécuriser les traverses piétonnes.

La rue Christin sera également élargie par endroits, notamment devant le bâtiment de la SHDM, de manière à permettre son verdissement et l'aménagement de pauses.

La rue Savignac, quant à elle, beaucoup moins fréquentée puisqu'il ne s'agit pas d'une voie de transit sera traitée de manière à structurer son espace et permettre son verdissement. La circulation devra y être maintenue puisqu'elle dessert plusieurs espaces de stationnement. Son accès, par la rue Sanguinet, sera toutefois traité de manière à ce que les véhicules traversent l'espace piéton ininterrompu.

Le cadre réglementaire

Cette phase de développement de l'UQÀM a fait aussi l'objet de plans d'ensemble. Dans ce cadre, le projet particulier viendra modifier les règlements antérieurs, de la manière suivante :

· de déroger aux articles 5 (aménagements paysagers) et 10 (usages) du Règlement 7489;
· de déroger à l'article 4, plus spécifiquement aux plans annexés portant la numérotation A-100 et A-101 du Règlement 96-017;

· pour le site délimité par les rues Christin, Savignac et Sanguinet le projet particulier dérogera aux articles suivants du Règlement d'urbanisme :
  - o Les usages prescrits (art.134);
  - o Les opérations reliées à l'exploitation de l'usage (art. 170);
  - o Équipement mécanique dans une cour avant (369.1);
  - o Les normes relatives à l'implantation dans la cour avant et les autres cours (art 382);
  - o Les enseignes et enseignes publicitaires (art. 565);
  - o L'emplacement d'une aire de stationnement (art.609).

Un avis est requis par le ministère de la Culture et des Communications.

JUSTIFICATION

· Le projet s'inscrit dans les orientations et objectifs de la deuxième phase du Quartier des spectacles- Pôle Quartier latin et devient partie constituante de sa mise en œuvre;
· Il permettra l'installation des premières bornes de recharge rapide pour véhicules électriques au centre-ville, une mesure répondant aux objectifs de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020;
· Le projet permettra le verdissement d'un secteur très minéralisé du centre-ville, ainsi que la consolidation d'une partie du campus urbain de l'UQAM, notamment en renforçant les liens et en assurant la cohérence entre les divers pavillons de l'université de part et d'autre de la rue Sanguinet;
· Le projet permettra le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève, dont l'aménagement défraîchi ne permet plus de jouer un rôle structurant à l'échelle du quartier;
· Le projet permettra le verdissement des rues Christin et Savignac, bordées par

plusieurs bâtiments résidentiels en cours de rénovation ou de construction, une mesure cohérente avec les objectifs de la Stratégie centre-ville d'accueillir de nouveaux résidents au centre-ville;
· Le plan d'aménagement multifonctionnel de l'îlot vert, ainsi que conditions exigées dans le projet particulier permettront une intégration urbaine du projet et le remplacement d'un espace de stationnement vétuste et non aménagé.
· Le projet intégrera la reconstruction d'infrastructures souterraines en mauvais état.

Pour ces raisons**, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** au projet tel que présenté.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CA - Avis de motion et adoption du projet de règlement
Avis public annonçant l'assemblée publique
Assemblée publique sur le projet de règlement
CA - Adoption du deuxième projet de règlement
Avis public décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire
Délai de 8 jours requis pour recevoir une demande signée d'ouverture d'un registre menant à la tenue d'un référendum
CA - Adoption du règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-François MONET, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-03-02
Christine RACINE Conseillère en aménagement - Aménagement urbain et services aux entreprises		Marc LABELLE Directeur	
Tél :	872-5485	**Tél :**	514 872-2698
Télécop. :	872-4912	**Télécop. :**	

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
s.o
4.2.4

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : Abords de l'UQÀM, rues Sanguinet, Christin et Savignac

Responsable : Christine Racine

Description : La demande vise à modifier le plan d'ensemble de cette phase de développement de l'UQÀM ainsi que d'autoriser des dérogations au Règlement d'urbanisme.

Le Bureau de projets du centre-ville de l'arrondissement de Ville-Marie a entrepris de mettre sur pied un programme visant à rendre accessibles au public plusieurs terrains appartenant à des propriétaires privés ou institutionnels afin de bonifier substantiellement l'offre en matière d'espaces de détente et de loisirs au centre-ville. Dans un contexte où les espaces vacants et propices à la création de nouveaux espaces publics sont peu nombreux et très coûteux, la formule d'un réseau impliquant des propriétaires partenaires permet d'atteindre cet objectif avec beaucoup de flexibilité. L'UQÀM figure parmi les premiers partenaires du programme.

Le projet prévoit l'aménagement d'un petit terrain appartenant à l'UQÀM à l'angle des rues Sanguinet et Christin afin d'y installer quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, une placette avec un kiosque et des stationnements pour vélos. Il prévoit également le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève afin de la rendre plus invitante et conviviale. De plus, la rue Sanguinet, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, ainsi que les rues Christin et Savignac, seront réaménagées de manière à les rendre plus conviviales et à les verdir.

Le projet prévoit l'installation de quatre (4) bornes de recharge rapide pour véhicules électriques sur un petit terrain appartenant à l'UQAM à l'angle des rues Sanguinet et Christin. Suite aux commentaires du comité consultatif d'urbanisme, des négociations et des recherches se sont mises en place afin de voir à la diminution du volume des bornes et à un meilleur design. Le programme d'études supérieures de design a été mis à contribution et des négociations se sont poursuivies entre le service de la Mise en valeur du territoire et Hydro-Québec. Même si la demande d'équipement moins volumineux et plus design a été faite et il est possible que le produit retenu en avril soit dans les mêmes gabarits. Il a été clairement exigé par l'arrondissement que la couleur soit plus sobre, dans les tons de gris.

L'exercice de design fait en collaboration avec l'UQÀM a permis de mettre sur le site d'autres usages qui diminueront l'impact de ces équipements et assureront une meilleure intégration urbaine.

Les bornes seront alignées sur la portion sud du site et accessibles par la rue Savignac. Le reste du site sera aménagé pour accueillir une placette, du verdissement, des supports à vélo, une biciborne, ainsi qu'un petit kiosque trois-saisons. Le kiosque, qui sera géré en partenariat avec l'Accueil Bonneau, occupant du bâtiment voisin de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), abritera une petite bibliothèque de livres et de jeux de sociétés disponibles pour consultation et utilisation sur place, de manière à assurer l'animation du site.

La cour du pavillon J.A.-De-Sève, quant à elle, conçue et réalisée en 1998, a perdu son cachet depuis de nombreuses années et ne parvient pas à jouer un rôle structurant dans le quartier. Elle sera transformée de manière à permettre son verdissement et pour la rendre plus conviviale et agréable à fréquenter, tant pour les étudiants que les résidents et les visiteurs du quartier.

La rue Sanguinet sera réaménagée de manière à ce que des élargissements de trottoirs accompagnent les façades des bâtiments de l'UQAM qui s'y succèdent. Les élargissements, qui seront verdis et meublés, amélioreront le confort des piétons et fourniront des occasions de rassemblement et de détente, en plus de sécuriser les traverses piétonnes.

La rue Christin sera également élargie par endroits, notamment devant le bâtiment de la SHDM, de manière à permettre son verdissement et l'aménagement de pauses.

La rue Savignac, quant à elle, beaucoup moins fréquentée puisqu'il ne s'agit pas d'une voie de transit sera traitée de manière à structurer son espace et permettre son verdissement. La circulation devra y être maintenue puisqu'elle dessert plusieurs espaces de stationnement. Son accès, par la rue Sanguinet, sera toutefois traité de manière à ce que les véhicules traversent l'espace piéton ininterrompu.

Le projet particulier viendra modifier les règlements antérieurs, de la manière suivante :

- Déroger aux articles 5 et 10 du Règlement 7489, portant sur les aménagements paysagers et les usages respectivement.

- Déroger à l'article 4, plus spécifiquement aux plans annexés portant la numérotation (A-100 et A-101) montrant les aménagements actuels du parc J.A.-De-Sève;

- le projet particulier pour l'aménagement du site délimité par les rues Christin, Savignac et Sanguinet prévoira les dérogations aux articles suivants du Règlement d'urbanisme :

    - Les usages prescrits (art.134);
    - Les opérations reliées à l'exploitation de l'usage (art. 170);
    - Équipement mécanique dans une cour avant (369.1);
    - Les normes relatives à l'implantation dans la cour avant et les autres cours (art 382);
    - Les enseignes et enseignes publicitaires (art. 565);
    - L'emplacement d'une aire de stationnement (art.609).

- À ces dérogations seront assorties les conditions suivantes :
  - De réaliser le projet selon les plans en annexe;
  - Des bornes de recharge de couleur grise;
  - Le transformateur devra être camouflé à l'intérieur du bâtiment proposé.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation pour cette demande.

Remarque importante : À la séance du 14 décembre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à cette demande. À la séance du 10 mars 2016, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis préliminaire favorable conditionnel à l'égard de la station de recharge électrique.

Considérant que : Le projet s'inscrit dans le plan d'action du PPU du Quartier des spectacles - Pôle Quartier Latin.

Considérant que : Les modifications permettront l'installation des premières bornes de recharge rapide pour véhicules électriques au centre-ville, une mesure répondant aux objectifs de la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020.

Considérant que : Le projet permettra le verdissement d'un secteur très minéralisé du centre-ville, ainsi que la consolidation d'une partie du campus urbain de l'UQAM, notamment en renforçant les liens et en assurant la cohérence entre les divers pavillons de l'université de part et d'autre de la rue Sanguinet.

Considérant que : Le projet permettra le réaménagement de la cour du pavillon J.A.-De-Sève, dont l'aménagement défraîchi ne permet plus de jouer un rôle structurant à l'échelle du quartier

Considérant que : Le verdissement des rues Christin et Savignac est prévu.

Considérant que : Le plan d'aménagement multifonctionnel de l'îlot vert, ainsi que conditions exigées dans le projet particulier permettront une intégration urbaine du projet et le remplacement d'un espace de stationnement vétuste et non aménagé.

Considérant que : Le projet intégrera la reconstruction d'infrastructures souterraines en mauvais état.

Considérant que : Les bornes de recharge rapide sont imposantes et ne permettent pas une intégration du site à l'échelle humaine.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Le comité déplore la dimension des bornes à recharge rapide et est très préoccupé par leur intégration en milieu urbain de haute densité. Le comité suggère que les bornes soient remplacées lorsque la technologie le permettra.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

boulevard De Maisonneuve Est

Place Pasteur

Place Émilie-Gamelin

Station Berri-Uqam

rue Sainte-Catherine Est

le Dufault

rue Sanguinet

rue Saint-Denis

rue Berri

rue Labelle

rue Christin

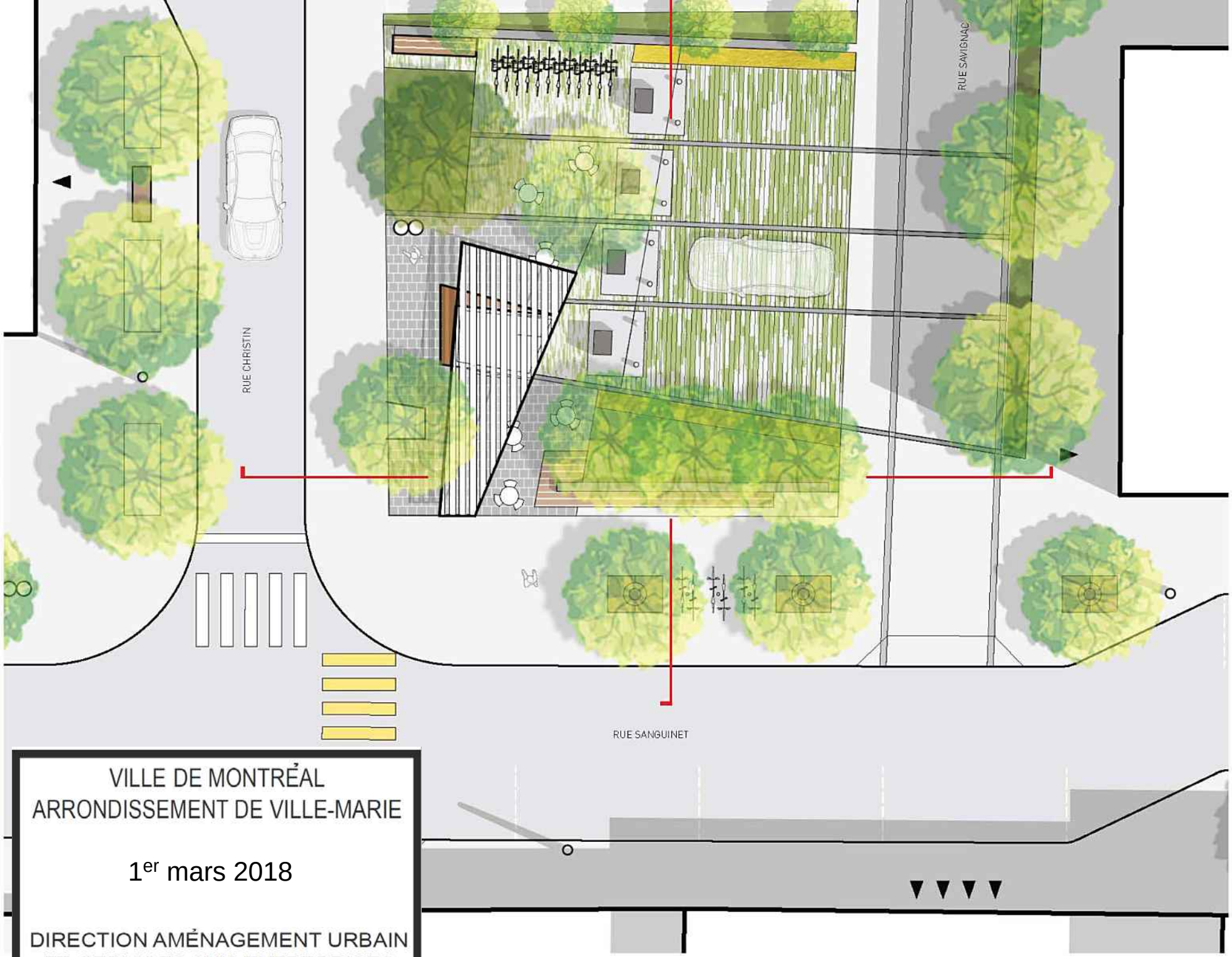
boulevard René-Lévesque Est

Annexe A - Territoire d'application

- Abords clocher Saint-Jacques et Parvis sud
- Abords Notre-Dame-de-Lourdes
- J.A.-De-Sève
- Place-Pasteur
- Site Christin

2 mars 2018

Ville-Marie Montréal



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

1er mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES
DIVISION URBANISME

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240286

Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) – 1er projet de résolution

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), pour le Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, l'autorisation :

   a) de déroger au Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié);
   b) de transformer le Musée d'art contemporain de Montréal conformément aux plans numérotés 1 à 18, réalisé par Saucier + Perrotte / GLCRM architectes en consortium et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 24 avril 2018.

Adoptée à l'unanimité.

40.06
1180867003
pp 380

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180867003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

D'accorder, pour le Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger au Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié);
b) de transformer le Musée d'art contemporain de Montréal conformément aux plans numérotés 1 à 18, réalisé par Saucier + Perrotte / GLCRM architectes en consortium et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie le 24 avril 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-25 15:26

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180867003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la transformation et l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal, situé au 1400, rue Saint-Urbain, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une requête a été déposée afin d'autoriser l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal (MACM) malgré les dispositions du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié). Ce projet peut être autorisé en deux lectures par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

L'autorisation vise à amender l'annexe des plans de construction du règlement 6764 afin de permettre l'agrandissement du musée. Étant par ailleurs conforme au règlement d'urbanisme, cet agrandissement peut être autorisé en deux lectures par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
Le projet proposé est le fruit d'un concours d'architecture et correspond dans les grandes lignes aux objectifs, principes et orientations d'aménagement tant du Quartier des spectacles que du projet initial de la Place des Arts. Cette transformation vise essentiellement à corriger plusieurs problèmes liés à l'implantation actuelle du musée, soit notamment :
· l'insuffisance d'espaces pour les expositions;
· l'insuffisance d'espaces dédiés à l'éducation
· l'absence de décorum et la faible identité du musée;
· la visibilité déficiente de l'entrée principale et l'absence de présence sur rue.

Rappelons que le musée accueille plus de 300 000 visiteurs par année et qu'il compte une réserve de plus de 7 800 œuvres, dont seulement 1,5 % est exposé. Notons également que le musée occupe un des emplacements les plus stratégiques au cœur du Quartier des spectacles et que sa relation avec le contexte urbain est déterminante. Le projet de

transformation proposé vise donc à répondre aux attentes du grand public, ainsi qu'à mieux intégrer le musée au Quartier des spectacles, et particulièrement à la Place des Arts et à la place des Festivals.

JUSTIFICATION

Cette requête est justifiable à de nombreux égards. Tout d'abord, il importe de rappeler que l'autorisation de 1985 (règlement 6764, modifié) visait à assurer qu'aucune autre construction que le musée existant ne soit possible sur cet emplacement. Essentiellement, ce règlement visait à assurer que toute modification à l'architecture du bâtiment soit soumise à une nouvelle autorisation des instances municipales.
Parmi les qualités du projet de transformation, mentionnons les éléments suivants :

· L'implantation, la volumétrie et le traitement architectural proposés offrent un décorum spectaculaire d'accès au musée.

· La fenestration au sol est très généreuse sur l'ensemble des façades.

· L'ouverture surdimensionnée du niveau 02 sur la Place des festivals offre une compensation notable au caractère fermé de cette façade.

· La topographie accidentée du site est habilement prise en charge par la simplification de l'implantation de l'édifice. Le nivellement du parvis en bordure du musée est accompagné d'un emmarchement graduel qui reprend en plan le bâti en porte-à-faux. Ce détail permet d'augmenter la présence du rez-de-chaussée du musée aussi bien sur le parvis qu'à partir de la Place des festivals.

· Le grand emmarchement est agrandi pour rejoindre la vitrine du rez-de-chaussée de façon à exprimer la continuation du musée sous l'Esplanade de la Place des Arts, laquelle est elle-même révélée davantage par cet artifice.

· Le front bâti sur la rue Sainte-Catherine présente une volumétrie orthogonale extrêmement épurée qui assure un encadrement spatial très efficace tant pour la Place des festivals que pour le parvis de la rue Sainte-Catherine.

· Dans le cas de l’esplanade, il importe de souligner la contribution du projet au concept d'implantation axiale original de la Place des Arts. Cette mise en valeur apporte une plus-value magistrale au milieu urbain et rehausse l'attrait non seulement du musée, mais également de l'ensemble du complexe de la Place des Arts. Par la pureté et l'orthogonalité de ses lignes de composition, la volumétrie proposée assure une continuité morphologique cohérente avec le Théâtre Maisonneuve et une mise en scène structurée de la grande colonnade de la Salle Wilfrid-Pelletier.

· Dans l'ensemble, le traitement architectural proposé est en symbiose avec la récente signature architecturale du Quartier des spectacles. La relation avec le bâti conservé du musée est notamment assurée par la juxtaposition de la colonnade de la rue Jeanne-Mance par dessus la nouvelle intervention.

· Le rythme soutenu des subdivisions verticales dans le traitement architectural des façades de la rue Sainte-Catherine et de l'Esplanade contribue à rehausser la présence de la Salle Wilfrid-Pelletier et du Théâtre Maisonneuve, qui partagent la même expression architecturale. Cette mise en valeur du bâti iconique le plus significatif du site ne peut faire autrement que de rejaillir sur le musée lui-même, assurant une intégration urbaine extrêmement efficace.

· Le revêtement, principalement composé de verre clair et d'aluminium prépeint blanc, est accompagné au niveau 02 par une série de lames métalliques pliées et dotées d'une face couleur bronze qui assure un lien marqué avec le couronnement du musée. Ce lien subtil

permet d'encrer la transformation dans une continuité architectonique qui ne laisse aucun doute.

· Après analyse, le comité consultatif d'urbanisme s'est montré unanimement favorable à ce projet.

Pour ces raisons, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises considère que la réalisation de ce projet est éminemment souhaitable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Adoption par le conseil d'arrondissement d'un premier projet de résolution le 8 mai 2018;
· affichage sur l'emplacement et publication d'un avis annonçant une assemblée publique portant sur le projet;
· assemblée publique le 23 mai 2018;
· adoption de la résolution le 12 juin 2018;
· demande, analyse et délivrance du permis de transformation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme. / Avis favorable.

Parties prenantes

Lecture :

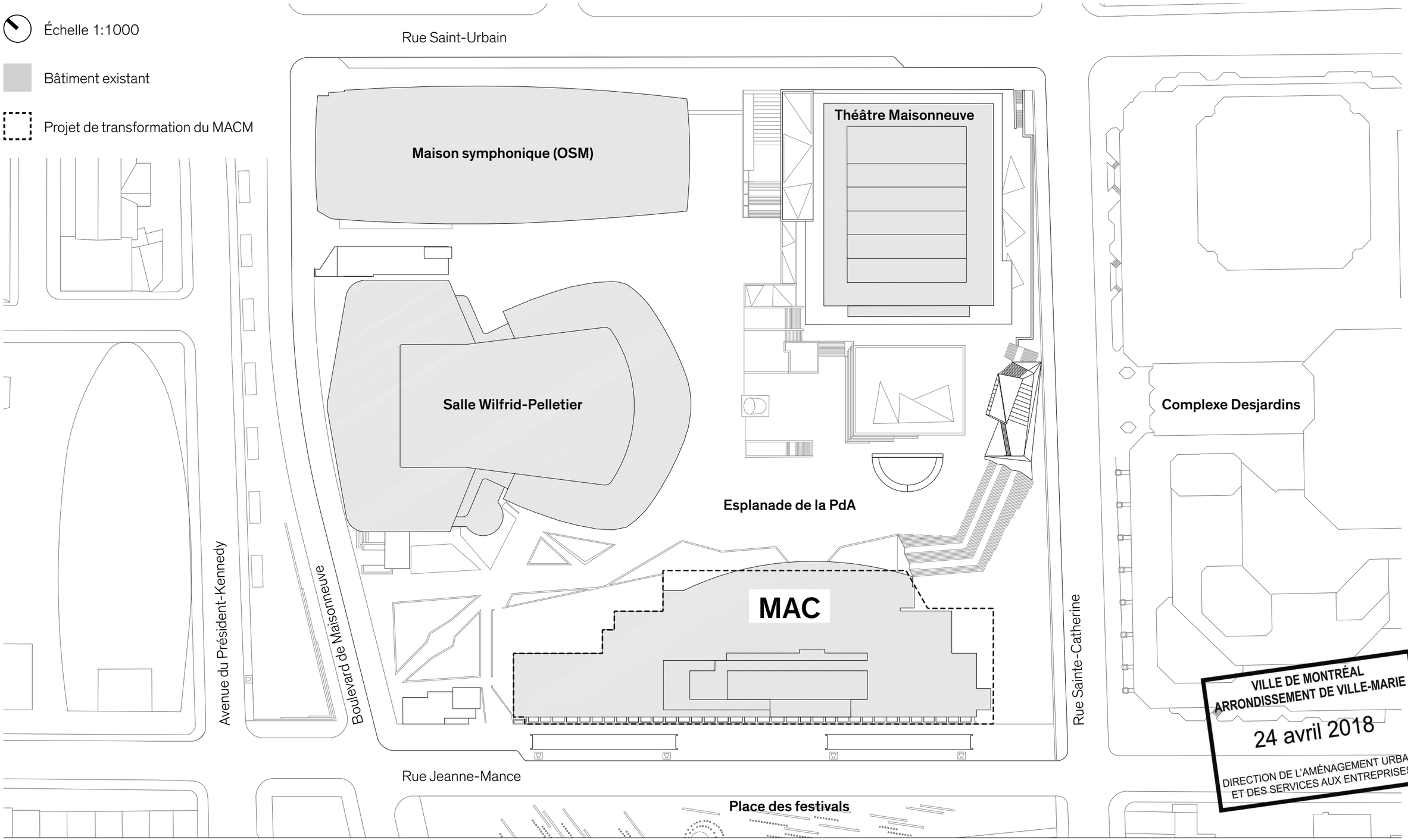
RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2018-04-20
Bruno COLLIN Conseiller en aménagement - chef d'équipe		Marc LABELLE Directeur	
Tél : **Télécop. :**	872-7998 868-4912	**Tél :** **Télécop. :**	514 872-2698

PLAN DE SITE

Échelle 1:1000

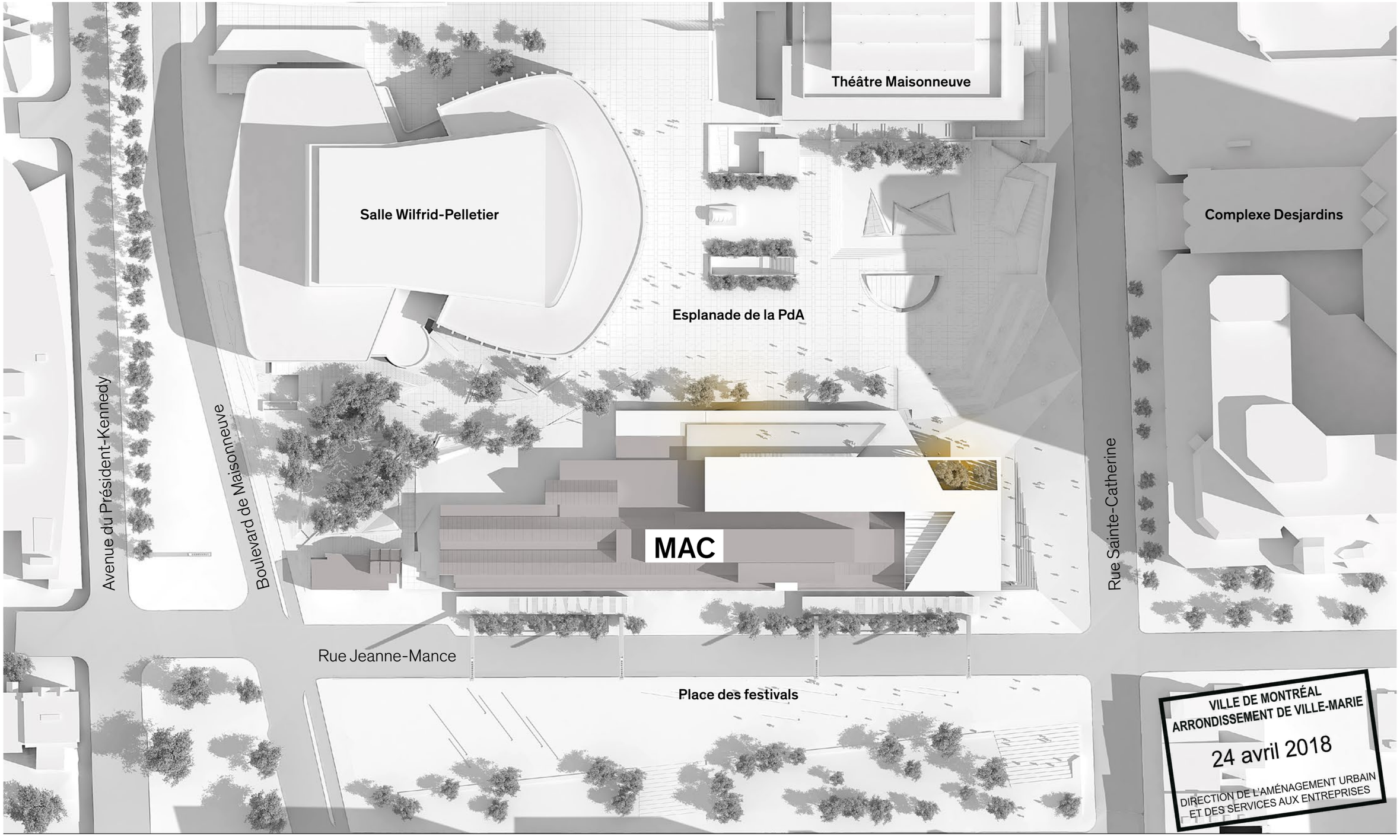
Bâtiment existant

Projet de transformation du MACM



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN DE SITE


Théâtre Maisonneuve
Salle Wilfrid-Pelletier
Complexe Desjardins
Esplanade de la PdA
MAC
Avenue du Président-Kennedy
Boulevard de Maisonneuve
Rue Sainte-Catherine
Rue Jeanne-Mance
Place des festivals
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

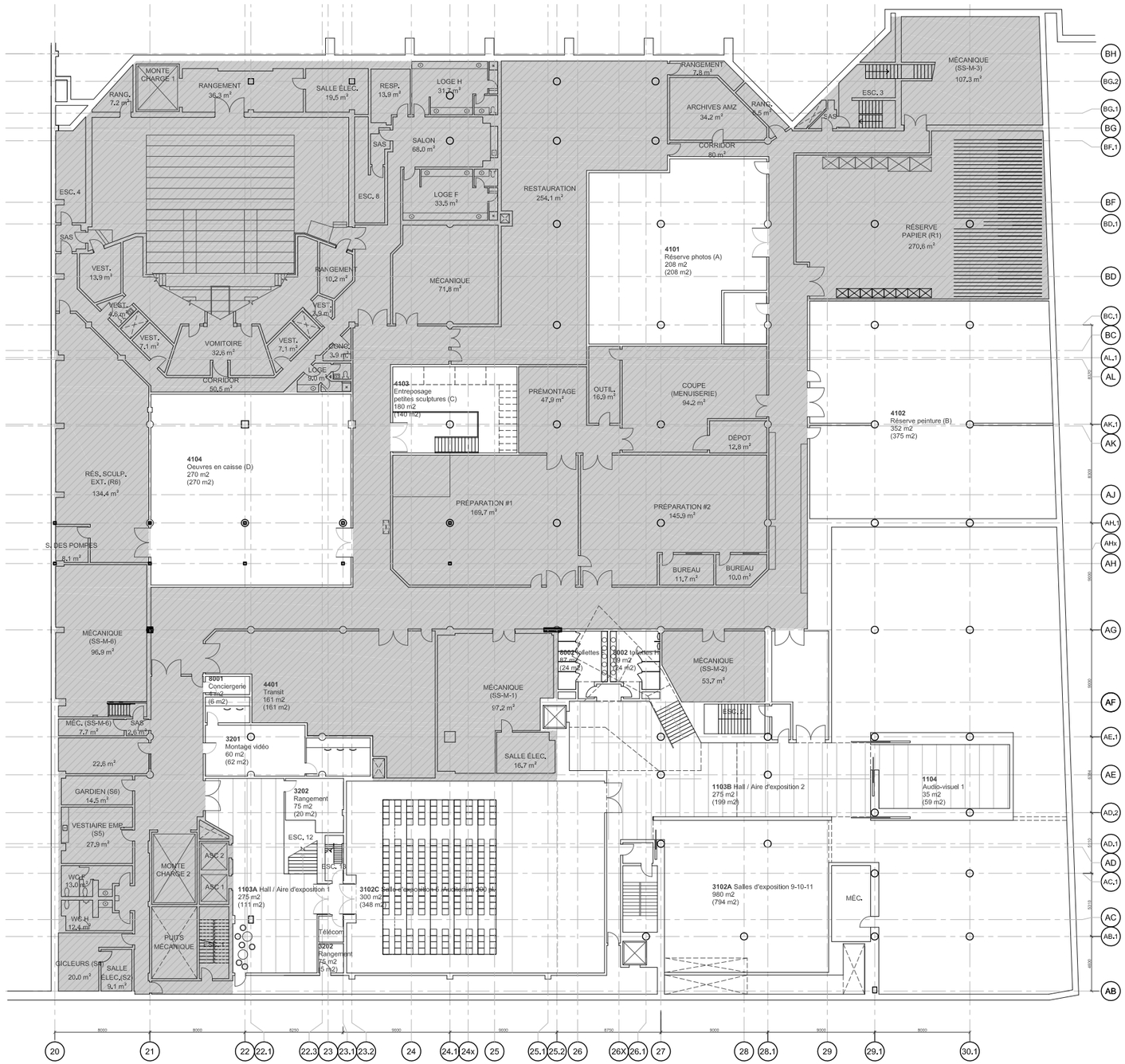
PLAN DU SOUS-SOL 1 / SALLE BWR

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

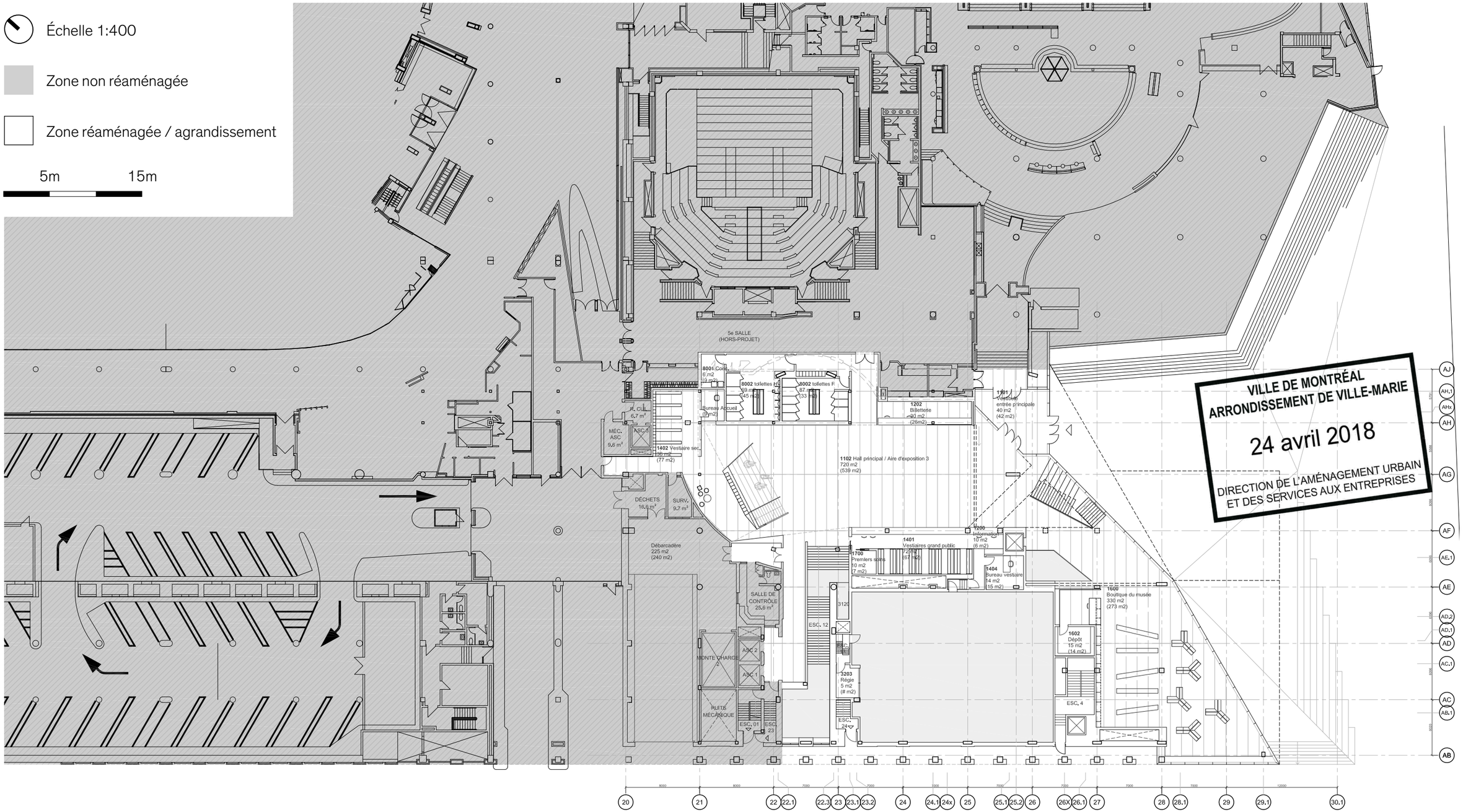
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE / PARVIS STE-CATHERINE

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m



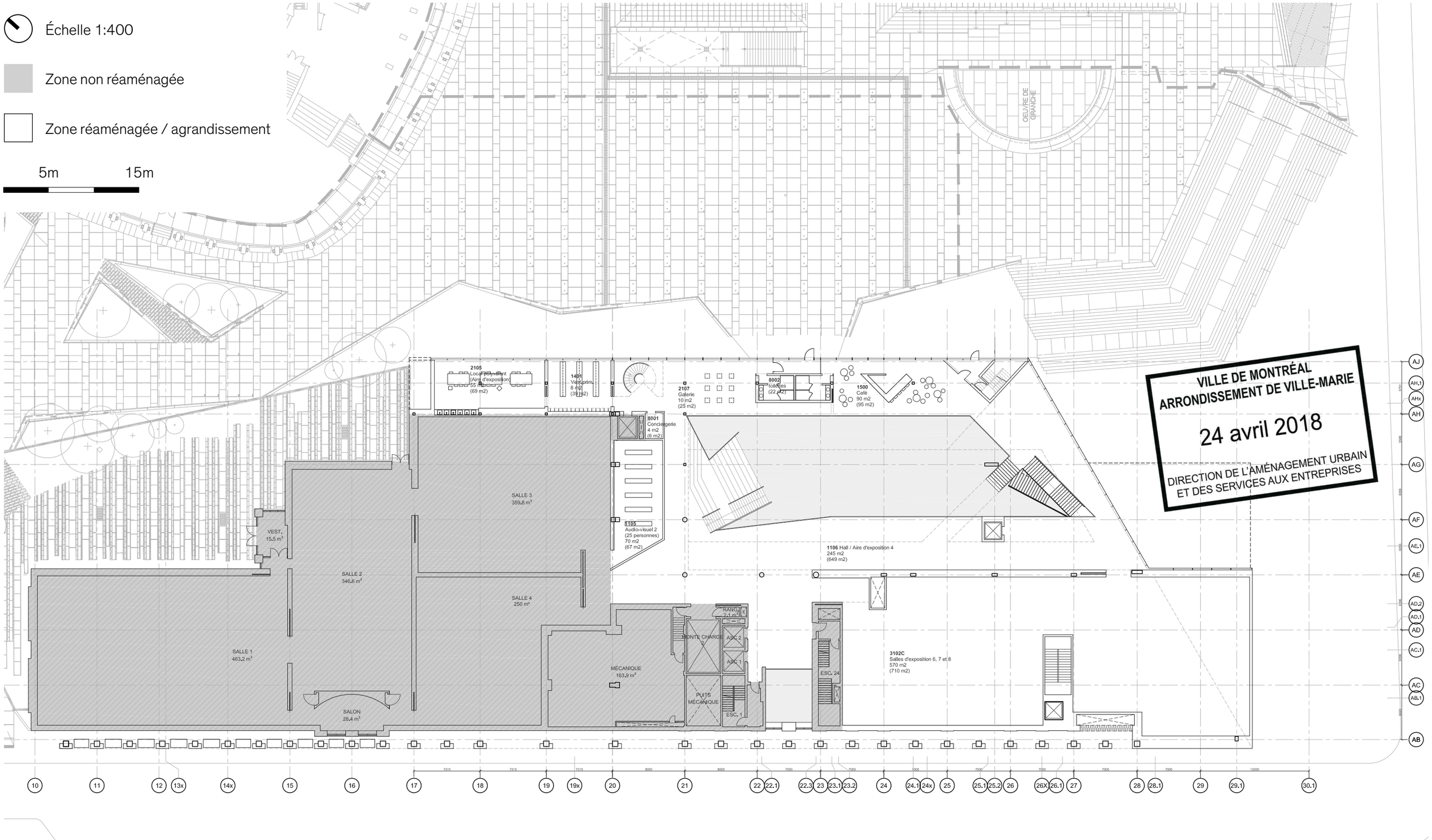
PLAN DU NIVEAU ESPLANADE

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

PLAN DU NIVEAU INTERMÉDIAIRE / ATELIERS

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

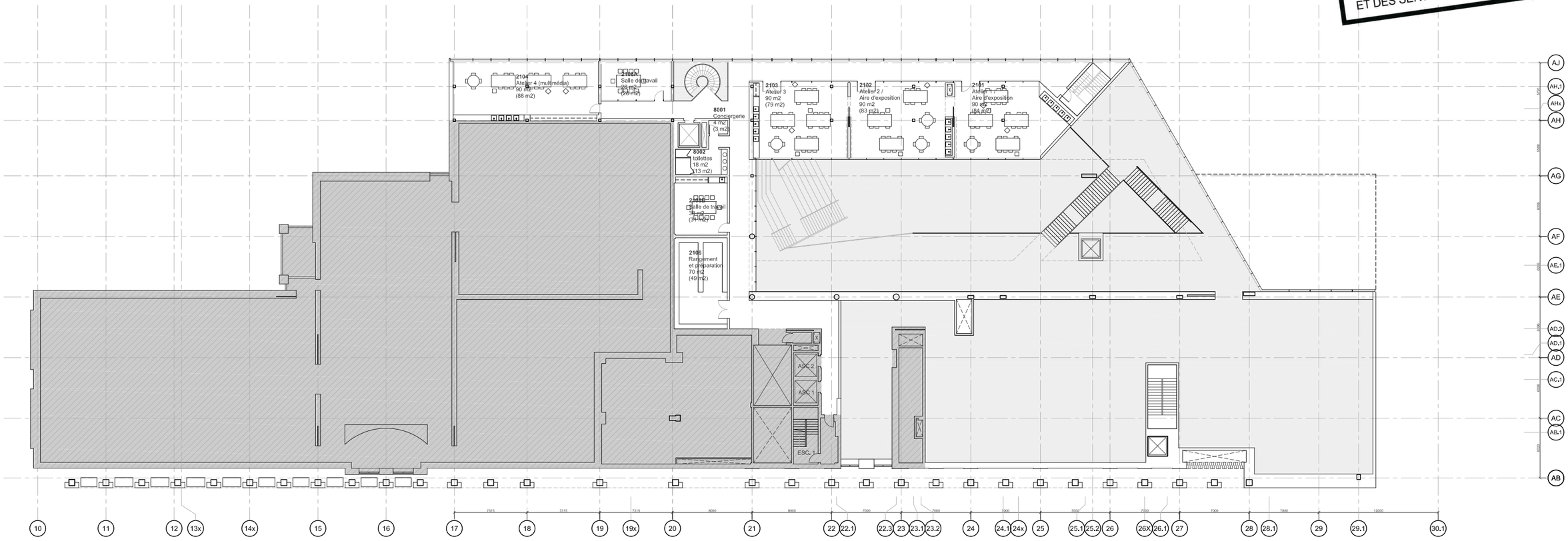
Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN DU NIVEAU 2 / RESTAURANT

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

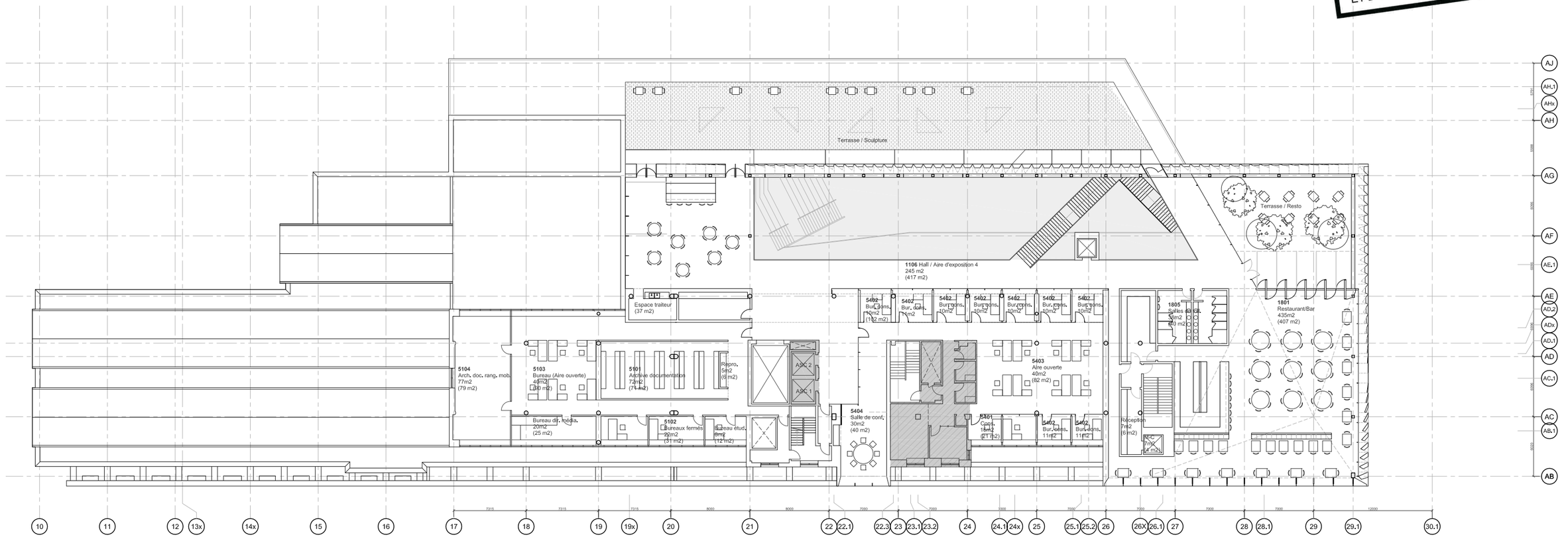
Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN DU NIVEAU 3 / ADMINISTRATION

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

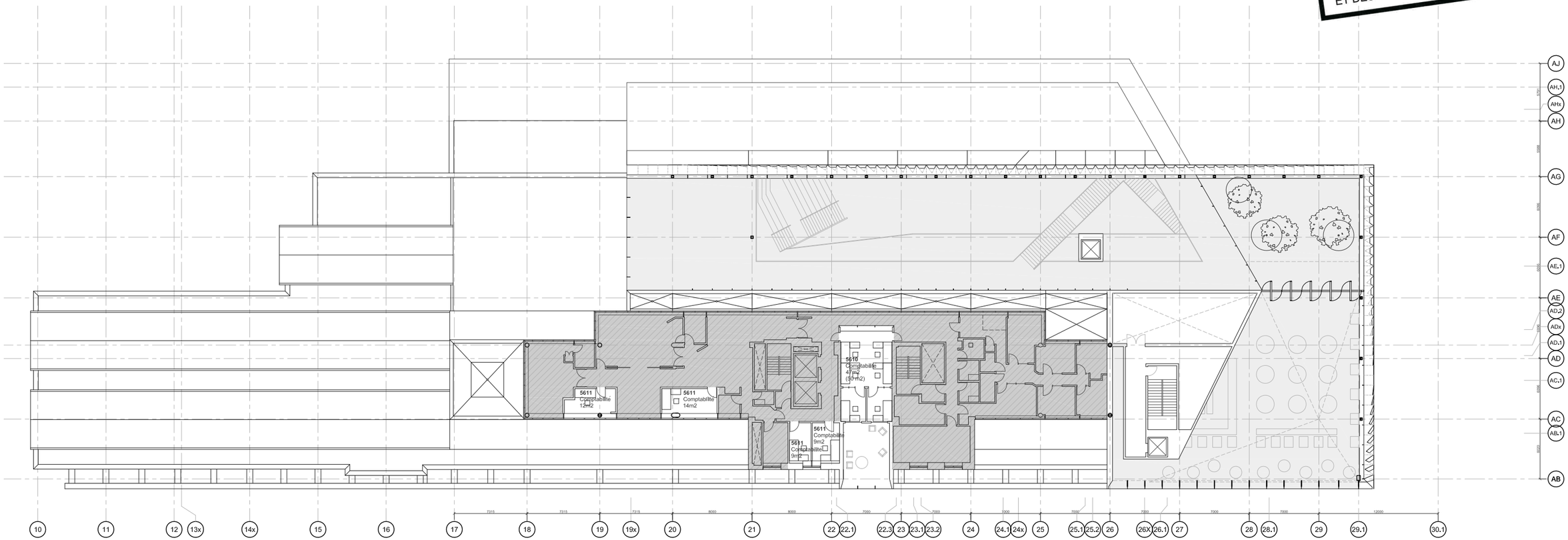
Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN DU NIVEAU 4 / ADMINISTRATION

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

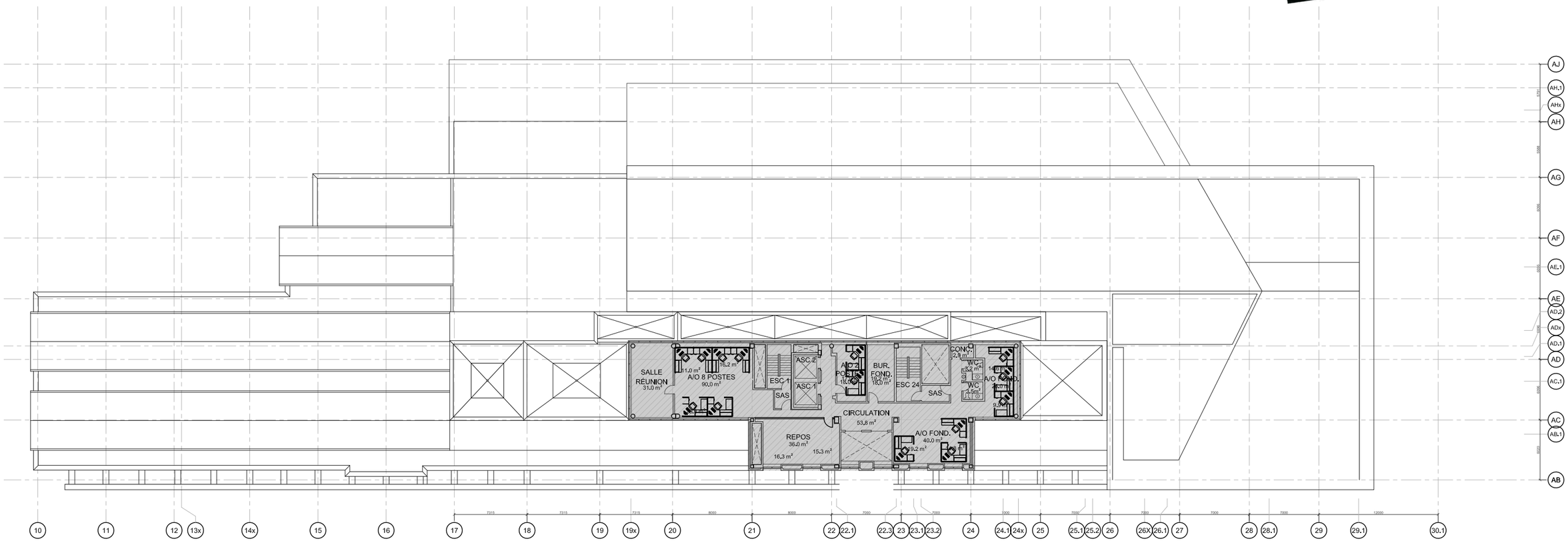
Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN DU NIVEAU 5 / MÉCANIQUE

Échelle 1:400

Zone non réaménagée

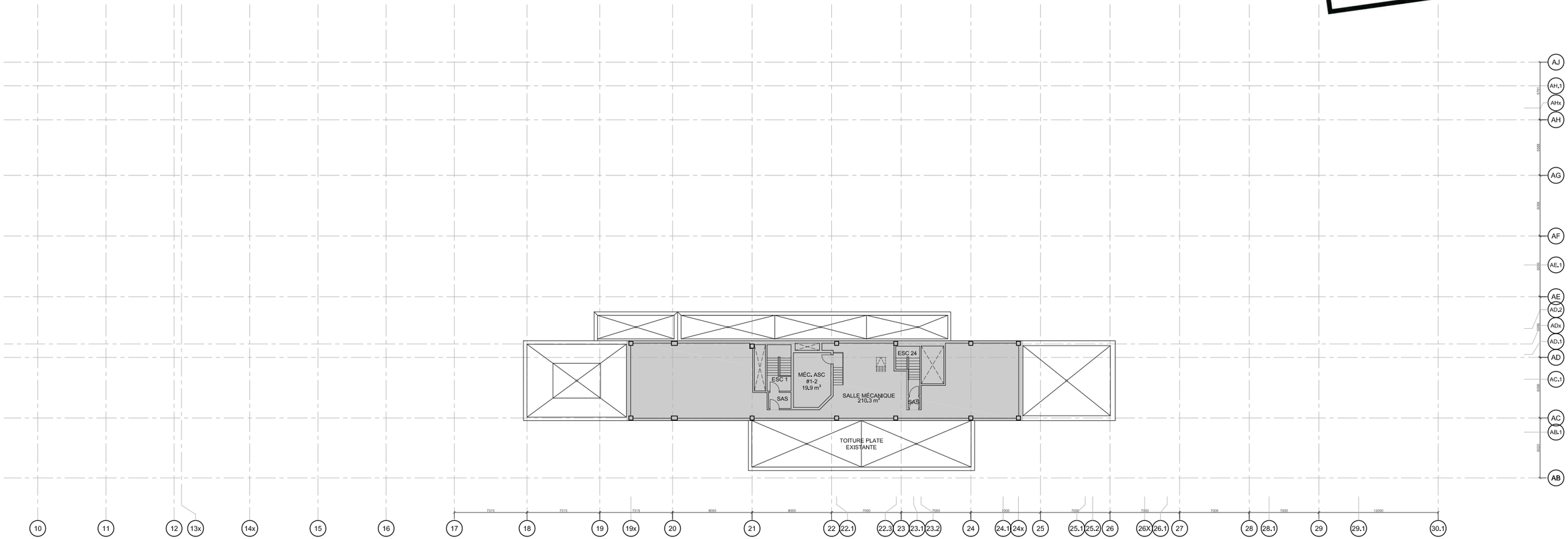
Zone réaménagée / agrandissement

5m 15m

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 avril 2018

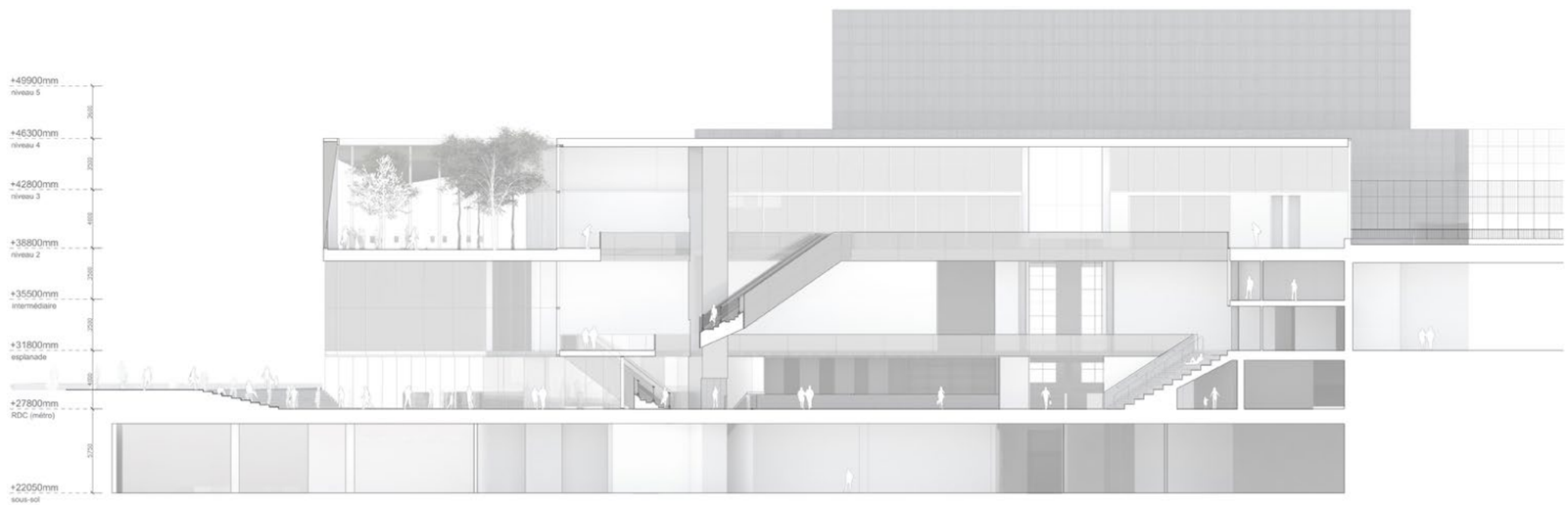
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES



COUPE LONGITUDINALE

Échelle 1:400

5m 15m

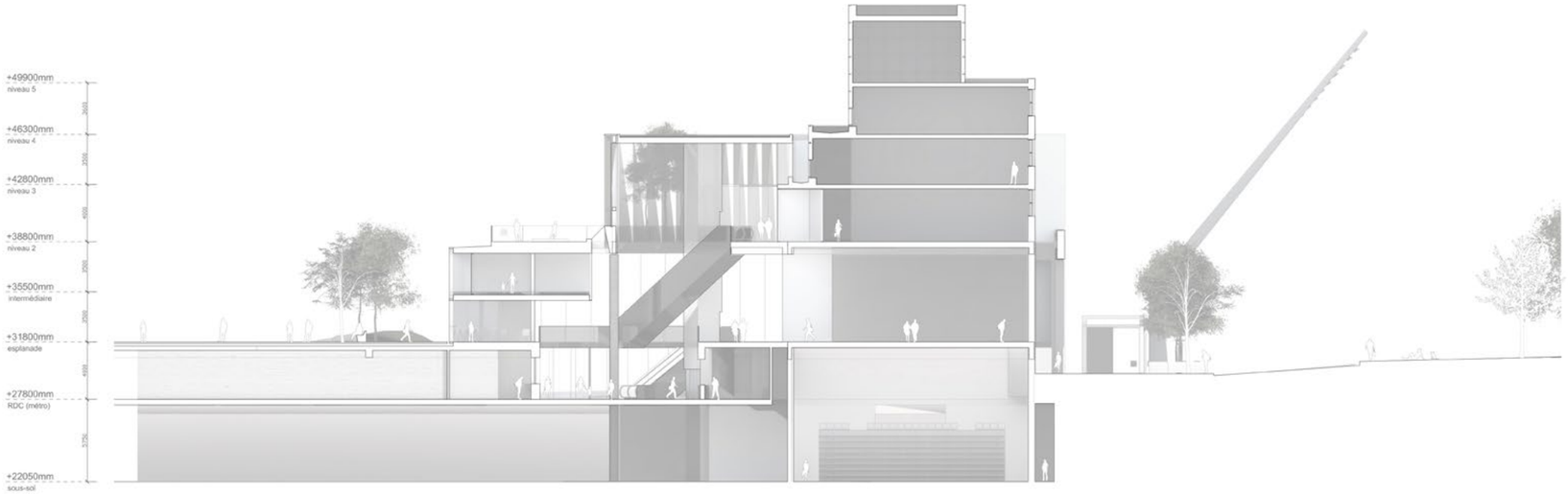


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

COUPE TRANSVERSALE

Échelle 1:400

5m 15m

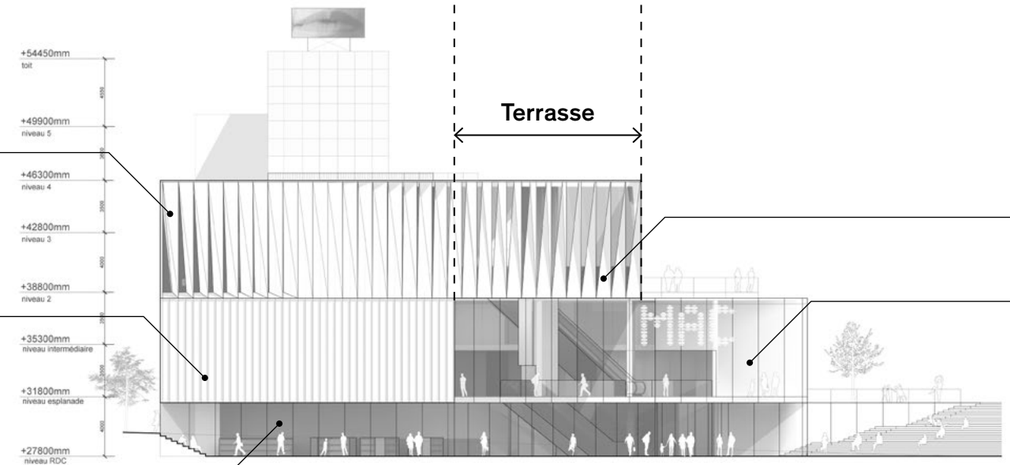


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION RUE SAINTE-CATHERINE

Échelle 1:400

5m 15m



Lames en aluminium verticales devant verre clair

Panneaux d'aluminium haut-de-gamme

Verre clair

Lames en aluminium verticales

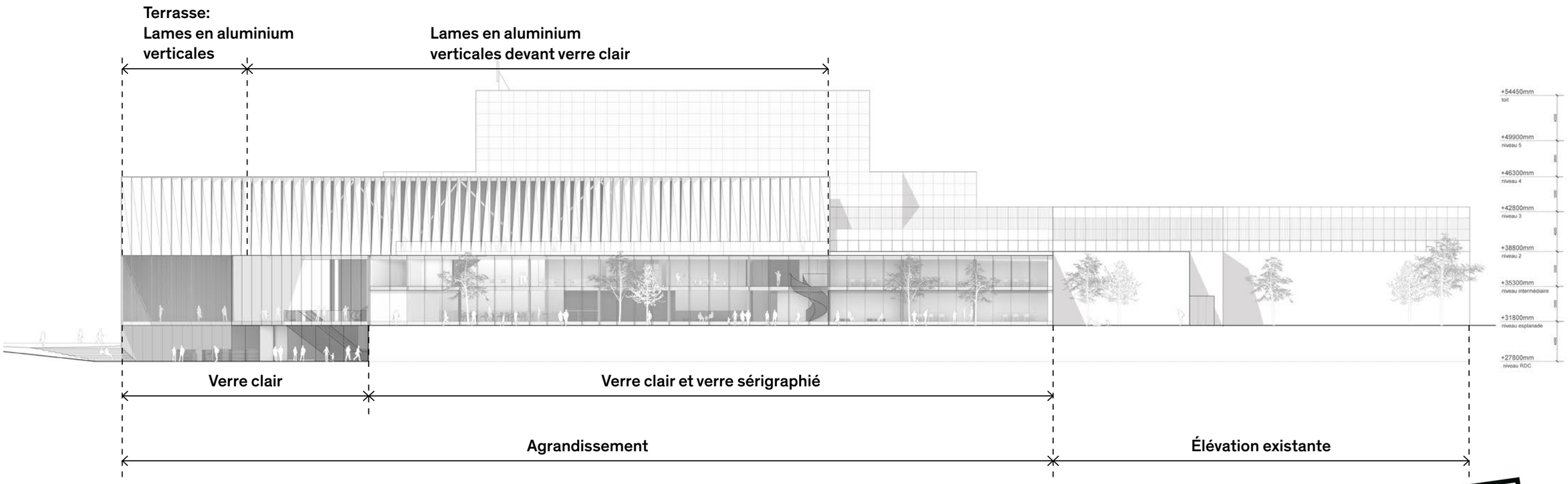
Verre clair

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION PLACE DES ARTS

Échelle 1:400

5m 15m

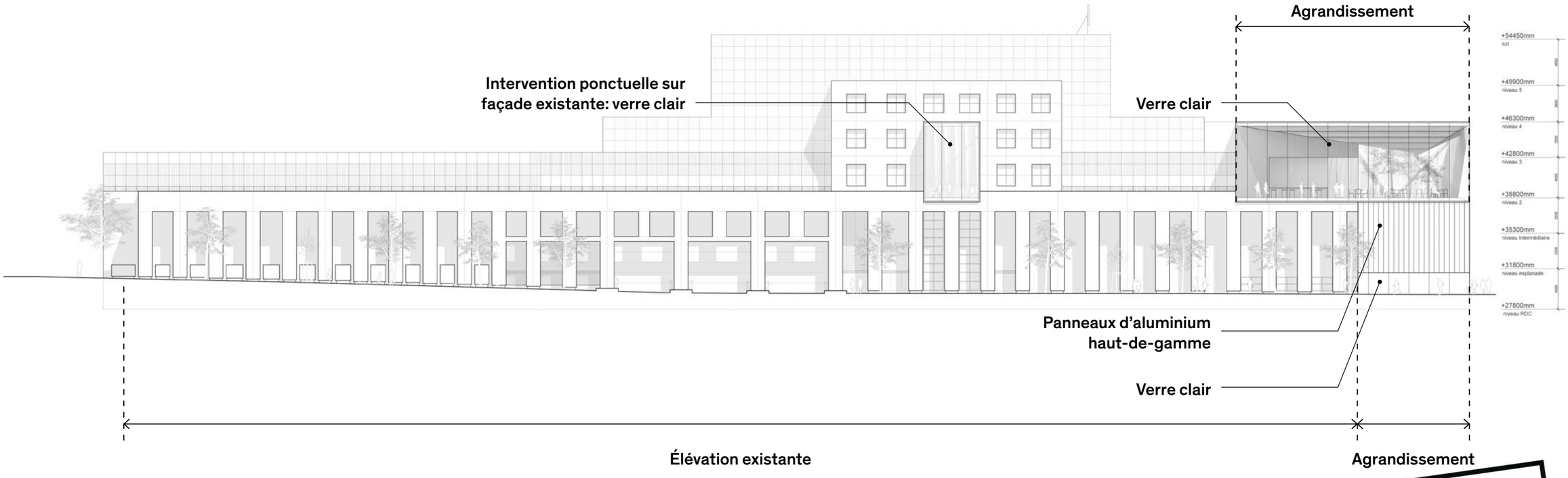


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

ÉLÉVATION RUE JEANNE-MANCE

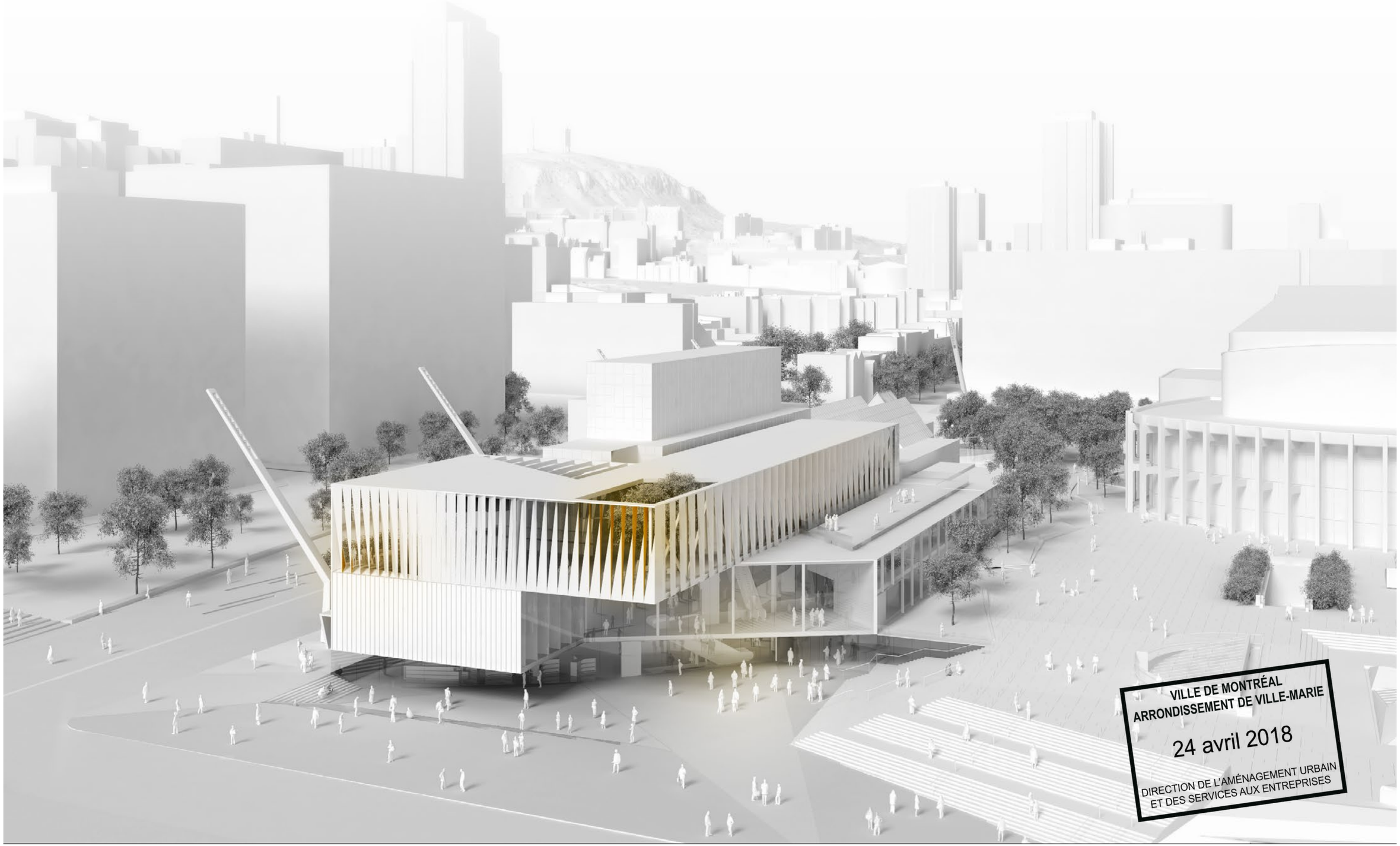
Échelle 1:400

5m 15m



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 avril 2018
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DES SERVICES AUX ENTREPRISES

VUE AÉRIENNE



VUE DEPUIS LA RUE SAINTE-CATHERINE / PARVIS DU MUSÉE



VUE DEPUIS LA PLACE DES FESTIVALS



Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
12 avril 2018
n° à venir
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1400, rue Saint-Urbain

Responsables : Bruno Collin et Thomas Fontaine

Description : La demande vise à autoriser l'agrandissement du Musée d'art contemporain de Montréal (MACM) malgré les dispositions du Règlement portant approbation du plan de construction et d'occupation du Musée d'art contemporain dans le quadrilatère délimité par le boulevard De Maisonneuve et les rues Jeanne-Mance, Sainte-Catherine et Saint-Urbain (6764, modifié).

L'autorisation vise à amender l'annexe des plans de construction du règlement 6764 afin de permettre l'agrandissement du musée. Étant par ailleurs conforme au règlement d'urbanisme, cet agrandissement peut être autorisé en deux lectures par le conseil d'arrondissement en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

Le projet proposé est le fruit d'un concours d'architecture et correspond dans les grandes lignes aux objectifs et orientations d'aménagement tant du Quartier des spectacles que du projet initial de la Place des Arts. Cette transformation vise à corriger plusieurs problèmes liés à l'implantation actuelle du musée, soit notamment :

- l'insuffisance d'espaces pour les expositions;
- l'insuffisance d'espaces dédiés à l'éducation;
- l'absence de décorum et la faible identité du musée;
- la visibilité déficiente de l'entrée principale et l'absence de présence sur rue.

Rappelons que le musée accueille plus de 300 000 visiteurs par année et qu'il compte une réserve de plus de 7 800 œuvres, dont seulement 1,5 % est exposé. Notons également que le musée occupe un des emplacements les plus stratégiques au cœur du Quartier des spectacles et que sa relation avec le contexte urbain est déterminante. Le projet de transformation proposé vise donc à répondre aux attentes du grand public, ainsi qu'à mieux intégrer le musée au Quartier des spectacles, et particulièrement à la Place des Arts et à la place des Festivals.

Cette requête est justifiable à de nombreux égards. Tout d'abord, il importe de rappeler que l'autorisation de 1985 (règlement 6764, modifié) visait à assurer qu'aucune autre construction que le musée existant ne soit possible sur cet emplacement. Essentiellement, ce règlement visait à

assurer que toute modification à l'architecture du bâtiment soit soumise à une nouvelle autorisation des instances municipales.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : De par son implantation aussi bien que sa volumétrie et son traitement architectural, la proposition présente un décorum d'accès étonnant, voire spectaculaire.

Considérant que : La fenestration au sol est très généreuse sur l'ensemble des façades et que l'ouverture surdimensionnée du niveau 02 sur la Place des festivals offre une compensation notable au caractère fermé de cette façade.

Considérant que : La topographie accidentée du site est habilement prise en charge par la simplification de l'implantation de l'édifice.

Considérant que : Le grand emmarchement est agrandi pour rejoindre la vitrine du rez-de-chaussée, de façon à exprimer la continuation du musée sous l'Esplanade de la Place des Arts, laquelle est elle-même révélée davantage par cet artifice.

Considérant que : Le front bâti sur la rue Sainte-Catherine présente une volumétrie orthogonale extrêmement épurée qui assure un encadrement spatial très efficace tant pour la Place des festivals que pour le parvis de la rue Sainte-Catherine.

Considérant que : Dans le cas de l'esplanade, le projet contribue au concept d'implantation axiale original de la Place des Arts apportant ainsi, une plus-value au milieu urbain et rehaussant l'attrait du musée ainsi que de l'ensemble du complexe de la Place des Arts.

Considérant que : Le traitement architectural proposé est en symbiose avec la récente signature architecturale du Quartier des spectacles.

Considérant que : Le rythme soutenu des subdivisions verticales dans le traitement architectural des façades de la rue Sainte-Catherine et de l'Esplanade contribue à rehausser la présence de la Salle Wilfrid-Pelletier et du Théâtre Maisonneuve, qui partagent la même expression architecturale.

Considérant que : Le revêtement, principalement composé de verre clair et d'aluminium prépeint blanc, est accompagné au niveau 02 par une série de lames métalliques pliées et dotées d'une face couleur bronze qui assure un lien marqué avec le couronnement du musée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 avril 2018	Résolution: CA18 240218

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » - Avis de motion

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Anne-Marie Sigouin

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » et pour lequel ce dossier décisionnel en fait la présentation.

Adoptée à l'unanimité.

40.31
1184869006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 avril 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 avril 2018	Résolution: CA18 240220

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » - 1er projet de règlement

Attendu que, à cette même séance, un avis de motion de l'adoption du règlement ci-dessous a été donné et qu'une copie de celui-ci a été remise aux membres du conseil et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel:

Il est proposé par Valérie Plante

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le Règlement CA-24-282.114 intitulé Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme ».

Adoptée à l'unanimité.

40.31.2 1184869006

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 avril 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240285

Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme » - 2e projet de règlement

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ,c.A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de règlement le 10 avril 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 1er mai 2018 quand à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Valérie Plante

D'adopter le second projet de Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme ».

Adoptée à l'unanimité.

40.05
1184869006
CA-24-282.114

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 24 mai 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1184869006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme »

D'adopter un Règlement modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme ».

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-03 10:40

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1184869006**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage « résidence de tourisme »

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier les dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatives à l'usage « résidence de tourisme » afin de revoir la procédure d'approbation pour cet usage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA-24-282.113 – 3 août 2017 – Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de revoir les conditions et les critères d'autorisation de l'usage conditionnel « résidence de tourisme » (1177303006)
CA-24-282.76 – 17 juin 2009 – Adopter un Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) introduisant l'usage conditionnel « résidence de tourisme » (1084400069)

DESCRIPTION

Situation actuelle
Le Règlement d'urbanisme (01-282) définit une résidence de tourisme comme étant « un établissement qui offre, à une clientèle de passage, de l'hébergement dans des appartements ou des maisons tel que prévu par la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (L.R.Q., chapitre E-14.2). »

Cet usage est autorisé dans l'arrondissement de Ville-Marie selon la procédure des usages conditionnels. Les conditions préalables à une telle autorisation sont les suivantes :

· être situé dans un secteur de la catégorie M.4 ou M.6 à M.9;
· respecter la proportion de résidences de tourisme présentes au sein d'un même bâtiment soit :
  - o un maximum de 35% du nombre total d'unités d'un bâtiment comportant au plus 8 logements;
  - o un maximum de 25% du nombre total d'unités d'un bâtiment comportant plus de 8 logements;
· être situé à une distance minimale de 150 m d'une autre résidence de tourisme calculé conformément aux articles 263 et 264, lorsque situé dans un secteur où est prescrite une densité maximale inférieure à 9.

Des critères d'évaluation relatifs à la compatibilité avec le milieu, l'apparence extérieure et le respect de la quiétude du voisinage doivent être pris en considération dans l'évaluation d'une demande. Cette dernière doit être accompagnée d'une autorisation du propriétaire du logement visé et, le cas échéant, d'une autorisation du syndicat de copropriété régissant ce logement.

Proposition
La proposition vise à réduire substantiellement les possibilités d'autorisation de futures résidences de tourisme compte tenu des nombreux enjeux de cohabitation qui sont survenus récemment entre certains occupants de résidences de tourisme et les résidents permanents. Ainsi, bien que la procédure des usages conditionnels comme processus d'autorisation des résidences de tourisme serait maintenue, les conditions s'y rattachant seraient modifiées. Tout d'abord, l'usage devrait être situé à l'ouest de la rue Amherst et être situé dans un secteur de la catégorie M.9. Ce territoire limité correspondraient essentiellement aux propriétés situées le long de la rue Saint-Catherine, entre approximativement les rues Guy à l'ouest et la rue Amherst à l'est. De plus, il n'y aurait plus de proportion (% par bâtiment) maximale de résidences de tourisme à respecter au sein d'un même bâtiment puisqu'un contingentement d'une distance de 150 m entre deux résidences de tourisme serait désormais applicable sur l'ensemble du secteur visé.

JUSTIFICATION

Le phénomène mondial de location de résidences de tourisme sur des plates-formes comme *Airbnb* par exemple, peut occasionner des avantages pour certains et des inconvénients pour d'autres.
Bien que le Règlement d'urbanisme de Ville-Marie prévoit des dispositions afin de réduire les nuisances pouvant être associées à cette occupation, le Conseil d'arrondissement souhaite à court terme limiter substantiellement l'implantation de futures résidences de tourisme.

Cela permettrait à la Commission d'étude de la Ville de Montréal d'entamer une réflexion globale sur les résidences de tourisme en partenariat avec les principaux arrondissements concernés par ce phénomène et ainsi établir un projet de règlement qui répondrait à la volonté de la Ville de Montréal pour l'ensemble de son territoire.

Bien que la *Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique et à définir une nouvelle gouvernance en ce qui a trait à la promotion internationale* , a été adoptée le 1er décembre 2015, l'application de la réglementation municipale doit être révisée pour mieux paliers aux contraintes engendrées par la présence de résidences de tourisme sur le territoire.

En attente de la réflexion pour l'ensemble de la Ville de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie propose de réduire substantiellement les possibilités d'autorisation de futures résidences de tourisme en révisant les conditions et les secteurs admissibles à un tel usage.

En conséquence, la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises est d'avis que cette modification réglementaire devrait recevoir une suite favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement;

- Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
- Assemblée publique de consultation et deuxième lecture du conseil d'arrondissement;
- Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
- Conseil d'arrondissement pour adoption.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-29

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545

Télécop. :

Pour Olivier Légaré, conseiller en aménagement

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-29

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.XX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de modifier les conditions d'autorisation de l'usage conditionnel « résidence de tourisme »**

Vu les articles 113, 119, 145.15 et 145.16 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C -11.4) et l'article 169 de l'annexe C de cette charte.

À sa séance du XX XXXX 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le paragraphe 7° de l'article 136 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) est remplacé par le suivant:

7° l'usage résidence de tourisme aux conditions suivantes :

a) l'usage doit être situé à l'ouest de la rue Amherst dans un se cteur de la catégorie M.9;

b) l'usage doit être situé à une distance minimale de 150 m d'une autre résidence de tourisme calculé conformément aux articles 263 et 264.

_ _

_____

PROJET

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie – Avis de motion

Il est recommandé d'adopter un règlement autorisant un emprunt de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-04-26 13:27

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1187128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018 -2020 de l'arrondissement de Ville-Marie – Avis de motion

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour but l'adoption d'un règlement d'emprunt de 6 901 000 $ afin de permettre la réalisation des projets inscrits au volet local du programme de réfection routière.dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'Arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240617 – 12 décembre 2017 – Adopter la planification budgétaire du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie.;
CA15 240591 - 12 novembre 2015 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 1 621 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière 2016-2018 de l'arrondissement de Ville-Marie.

DESCRIPTION

Le montant de 1 621 000 $ nécessaire à la réalisation du programme de réfection routière 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie comprend les honoraires professionnels, les frais d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant. Les travaux sont, de façon non limitative, des travaux de pavage, planage et revêtement, reconstruction de trottoirs et corrélatifs, aménagement de saillies de trottoirs.
Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder vingt ans.

Les dépenses imputées à ce règlement d'emprunt seront effectuées sur le territoire de l'arrondissement, dans la portion non-délimitée comme étant le "Centre-Ville, et seront à la charge des citoyens de l'arrondissement. En effet, les dépenses visant des travaux d'aménagement du domaine public dans le territoire délimité comme étant le "Centre-Ville" sont, quant à elles, à la charge de la Ville-Centre et sont financées par des règlements d'emprunts corporatifs.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent règlement d'emprunt est nécessaire à la réalisation du programme de réfection routière prévu dans la planification du PTI 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La planification budgétaire pour la partie du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 dédiée au programme de réfection routière (volet local) est répartie comme suit:

2018 2019 2020
2 621.0 1 061.0 3 759.0 = **7 441.0**

Le règlement d'emprunt CA-24-244 adopté en novembre 2015 visait la réalisation du PRR 2015-20**18**

comme suit :

2016 2017 2018
541,0 $ 540,0 $ 540,0 $

Étant donné que nous ne pouvons pas emprunter deux fois sur la même planification budgétaire,
le montant de l'emprunt faisant l'objet du présent dossier décisionnel sera de 6 901 000 $ réparti comme suit:

2018 2019 2020
2 081.0 1 061.0 3 759.0 = **6 901.0**
(2 621.0- 540.0)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2018 - Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement

- Juin 2018 - Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement
- Août 2018 - Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des affaires municipales, régions et occupation du territoire (MAMROT)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie N HÉBERT
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 868-4567
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-23

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Corinne ANDRIEU
Directrice d'arrondissement adjointe
Tél : 514 872-9052
Approuvé le : 2018-04-23

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187128002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie – Avis de motion

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1187128002 - Programme réfection routière 2018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-04-26

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières



Règlement d'emprunt PRR 2018-2020 VM -1187128002.doc

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 901 000 $ POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RÉFECTION ROUTIÈRE

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement de Ville-Marie;

À la séance du _____ 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 6 901 000 $ est autorisé pour le financement du programme de réfection routière dans l'arrondissement de Ville-Marie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement prendra effet à compter de la date de sa publication.

_____

GDD 1187128002

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 901 000 $ POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE RÉFECTION ROUTIÈRE

Vu les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement de Ville-Marie;

À la séance du _____ 2018, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Un emprunt de 6 901 000 $ est autorisé pour le financement du programme de réfection routière dans l'arrondissement de Ville-Marie.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux ainsi que les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1187128002

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 8 mai 2018	Résolution: CA18 240290

Adopter un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière local dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de l'arrondissement de Ville-Marie - Avis de motion

Une copie du projet de règlement ayant été remise aux membres du conseil, la mairesse Valérie Plante donne avis de motion de l'adoption du règlement autorisant un emprunt de 6 901 000 $ pour la réalisation du programme de réfection routière et pour lequel ce dossier décisionnel en fait la presentation.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1187128002

Domenico ZAMBITO

_____

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 11 mai 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.12

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186255004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger aux articles 201 et 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de février 2018, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 28 mai 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
a) bonifier le couvert végétal de la cour;
b) prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
c) soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
i) opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;
ii) favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
iii) assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-29 14:09

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 février 2018	Résolution: CA18 240073

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant et un café-terrasse dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Anne-Marie Sigouin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 201, 266 et 391 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment ainsi que l'usage « café-terrasse » dans une cour, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de décembre 2017, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 31 janvier 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) bonifier le couvert végétal de la cour;
b) prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
c) restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;
d) soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
   i) opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;
   ii) favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
   iii) assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

Adoptée à l'unanimité.

40.26
1186255004
pp 373

Domenico ZAMBITO

_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 février 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186255004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble – 2e projet de résolution

CONTENU

CONTEXTE

Suite à l'assemblée publique de consultation du 28 février 2018, le demandeur a accepté de modifier son projet afin de retirer le café-terrasse dans la cour, et ainsi répondre aux préoccupations des riverais quant au bruit.
Ainsi, il est proposée de modifier le 1er projet de résolution en remplaçant les sous-paragraphes du premier paragraphe "a) de déroger aux articles 201, 266 et 391 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282); b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment ainsi que l'usage « café-terrasse » dans une cour, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de décembre 2017, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 31 janvier 2018;" par les sous-paragraphe suivants:

"a) de déroger aux articles 201 et 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282); b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de février 2018, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 28 mai 2018;"

Il est aussi proposée de supprimer le sous-paragraphe c) du 2e paragraphe se lisant comme suit " c) restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;".

Les plans sont remplacés par ceux annotés et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie en date du 28 mai 2018.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis partiellement favorable, mais défavorable à l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit et à l'enseigne projetés.

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

514 868-5827
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186255004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant et un café-terrasse dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 201, 266 et 391 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment ainsi que l'usage « café-terrasse » dans une cour, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de décembre 2017, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le 31 janvier 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) bonifier le couvert végétal de la cour;
b) prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
c) restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;
d) soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
i) opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;
ii) favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
iii) assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-02-05 08:45

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186255004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant et un café-terrasse dans une cour latérale pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier (3001358550) a été déposée afin d'autoriser l'usage restaurant, des cafés-terrasses sur une toiture et dans une cour latérale ainsi qu'une enseigne commerciale (oeuvre artistique). Suivant la présentation au comité consultatif d'urbanisme, la demande a été revue pour retirer le café-terrasse sur toiture ainsi que l'enseigne commerciale projetés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Le site
Il s'agit d'un lot transversal qui rejoint les rues de l'Hôpital et du Saint-Sacrement, dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Il est occupé par 4 parties de bâtiment construites à différentes périodes entre 1810 et 1981. La Maison Silvain-Laurent dit Bérichon, bâtiment en pierre de 2 étages, est construite en 1810 à des fins résidentielles pour ensuite prendre un caractère commercial dès 1822. C'est à partir de 1944 que l'ensemble des bâtiments du terrain est regroupé pour un même usage, soit le siège social de l'entreprise de transport maritime Robert Reford & Co. En 1981, un agrandissement est réalisé afin de créer le lien avec le 222, rue de l'Hôpital, le magasin-entrepôt Henry-Judah.

La zone dans laquelle se trouve l'immeuble est catégorisée comme secteur mixte M.3C regroupant les établissements de vente au détail et de services généraux ainsi que les établissements répondant à des besoins courants en secteur mixte à dominante résidentielle. Actuellement, le bâtiment du 222, rue de l'Hôpital est occupé par des logements, les 2 bâtiments du centre du lot contiennent des espaces à bureaux vacants et le sous-sol du bâtiment en crépis blanc compte 15 unités de stationnement. La maison au 221, rue du Saint-Sacrement est quant à elle occupée à des fins résidentielles. Huit unités de stationnement extérieur occupent l'ouest du terrain.

Concernant les bâtiments voisins, tous ceux à l'est sont résidentiels, dont certains avec un rez-de-chaussée commercial, et ceux à l'ouest accueillent des bureaux, sauf pour celui au sud-ouest qui est résidentiel.

On trouve à proximité du site un nombre important de terrains de stationnement extérieur ainsi qu'un terrain aménagé temporairement en parc.

Le projet
Le projet vise la partie du bâtiment en crépis blanc et l'annexe composée d'un mur-rideau noir, toutes deux situées au centre du lot. Le requérant souhaite aménager un restaurant et une galerie d'art sur les 2 étages, ainsi qu'un café-terrasse dans la partie reculée de la cour. Les superficies du restaurant et de la galerie d'art seraient respectivement de 282 m^2 et 191 m^2, et celle du café-terrasse de 80 m^2. La présence du restaurant Venice à moins de 25 m, sur la rue Saint-François-Xavier, ne permet pas au présent projet d'obtenir de plein droit l'usage restaurant.

La terrasse de la cour latérale pourrait accueillir une cinquantaine places assises. À noter que le mur sud du bâtiment du 222, rue de l'Hôpital ne comporte pas de fenêtres donnant sur la terrasse.

En plus du café-terrasse, la cour latérale conserverait des unités de stationnement, mais le nombre de celles-ci passerait de 8 à 4. Des bancs fixes restreindraient l'accès véhiculaire à l'entrée de la rue de l'Hôpital seulement.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· à la superficie de plancher maximale de 200 m² pour un usage commercial spécifique (article 201);
· à la distance minimale de 25 mètres d'un autre restaurant exigée (article 266);
· à l'interdiction d'aménager un café-terrasse ailleurs qu'en cour avant (article 391).

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de projets particulier. En effet, il permettrait d'occuper des locaux commerciaux vacants, respectant ainsi les orientations du Plan d'urbanisme puisqu'il favorise le maintien et la consolidation l'activité commerciale du Centre. L'aménagement du café-terrasse dans la cour latérale serait peu visible des logements voisins puisqu'il serait dans la partie reculée et encadrée d'un mur aveugle, de la galerie d'art et du restaurant.
Toutefois, compte tenu d'une présence importante de terrains de stationnement extérieur tout autour du site, un effort supplémentaire pourrait être apporté à la végétalisation de la cour.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à cette demande, aux conditions suivantes :
· bonifier le couvert végétal de la cour;
· prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
· restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;
· soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
- opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;
- favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
- assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
· Affichage sur l'emplacement;
· Avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis partiellement favorable, mais défavorable à l'aménagement d'un café-terrasse sur le toit et à l'enseigne projetés.

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-02-02

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
18 janvier 2018
n° à venir
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 221, rue du Saint-Sacrement

Responsable : Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à autoriser une enseigne commerciale, l'usage café-terrasse dans une autre cour et sur un toit et l'usage restaurant, ainsi que de déroger aux superficies maximales permises.

Le lot transversal rejoint les rues de l'Hôpital et du Saint-Sacrement, dans le site patrimonial déclaré du Vieux-Montréal. Il est occupé par 4 parties de bâtiments construits entre 1810 et 1981. La Maison Silvain-Laurent dit Bérichon, est construite en 1810 à des fins résidentielles pour ensuite prendre un caractère commercial dès 1822. À partir de 1944 l'ensemble des bâtiments du terrain est regroupé pour le siège social de l'entreprise de transport maritime Robert Reford & Co. En 1981, un agrandissement est réalisé afin de créer le lien avec le 222 de l'Hôpital, le magasin-entrepôt Henry-Judah.

La zone est catégorisée comme secteur mixte M.3C regroupant les établissements de vente au détail et de services généraux ainsi que les établissements répondant à des besoins courants en secteur mixte à dominante résidentielle. Actuellement, le bâtiment du 222, rue de l'Hôpital est occupé par des condos, les 2 bâtiments du centre du lot contiennent des espaces à bureaux qui sont vacants et le sous-sol du bâtiment en crépis blanc compte 15 unités de stationnement. La maison au 221, rue du Saint-Sacrement est occupée à des fins résidentielles. Huit unités de stationnement extérieur occupent l'ouest du terrain.

Le projet vise le bâtiment en crépis blanc et l'annexe composée d'un mur-rideau noir, situés au centre du lot. Le requérant souhaite aménager un restaurant et une galerie d'art sur les 2 étages, ainsi qu'un café-terrasse sur le toit et dans la partie reculée de la cour. Les superficies du restaurant et de la galerie d'art seraient respectivement de 282 m2 et 191 m2, et celles du café terrasse sur le toit et dans la cour de 170 m2 et de 80 m2. La présence du restaurant Venice à moins de 25 m, sur la rue Saint-François-Xavier, ne permet pas au présent projet d'obtenir de plein droit l'usage restaurant.

La terrasse sur le toit pourrait accueillir 59 places assises et une cinquantaine pour celle dans la cour. Un écran végétalisé serait érigé le long de la limite ouest du toit terrasse afin d'atténuer les nuisances sonores et visuelles pour les logements à l'Est du site. À noter que le mur sud du bâtiment du 222 de l'Hôpital ne comporte pas de fenêtres donnant

sur la terrasse. Une fresque peinte serait réalisée sur le mur latéral du bâtiment sur de l'Hôpital et se prolongerait sur l'ensemble du sol de la cour, ainsi que sur un écran ajouté devant le mur longeant la limite ouest du terrain. L'œuvre réalisée par un artiste est considérée comme une enseigne commerciale puisqu'elle est rattachée à l'usage galerie d'art. En plus du café-terrasse, la cour conserverait des unités de stationnement, mais le nombre de celles-ci passerait de 8 à 4. Des bancs fixes restreindraient l'accès véhiculaire à l'entrée de la rue de l'Hôpital seulement.

Élément particulier : Le ministère de la Culture et des Communications doit émettre une autorisation, car le bâtiment est situé dans le site patrimonial déclaré du Vieux-Montréal.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet permettrait d'occuper des locaux commerciaux vacants.

Considérant que : La présence importante de terrains de stationnement extérieur tout autour du site, un effort supplémentaire pourrait être apporté à la végétalisation de la cour.

Considérant que : La présence importante d'immeubles résidentiels autour du projet.

Considérant que : Les impacts sonores et visuels sur le voisinage immédiat ne favorisent pas une cohabitation harmonieuse des usages.

Considérant que : L'aménagement d'un café-terrasse dans la cour serait reculé et peu visible des logements voisins.

Considérant que : La réalisation d'une fresque contribue à animer le domaine public, mais ne favorise pas l'intégration du projet en continuité avec les caractéristiques du Vieux-Montréal.

Considérant que : La peinture au sol ne représente pas une option durable de qualité à l'aménagement de l'espace.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'usage « restaurant » d'une superficie de 282 m², à l'usage « café-terrasse» dans une autre cour, aux conditions suivantes :

- **Bonifier le couvert végétal de la cour.**
- **Prohiber l'utilisation de peinture sur les murs et le sol.**
- **Favoriser du mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site.**
- **Assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et automobiles.**
- **Restaurer le mur en pierre mitoyen ouest.**
- **Opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour.**

De plus, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de l'aménagement d'un « café-terrasse» sur le toit.

Richard Ryan 25/1/2018
Richard Ryan
Vice-président

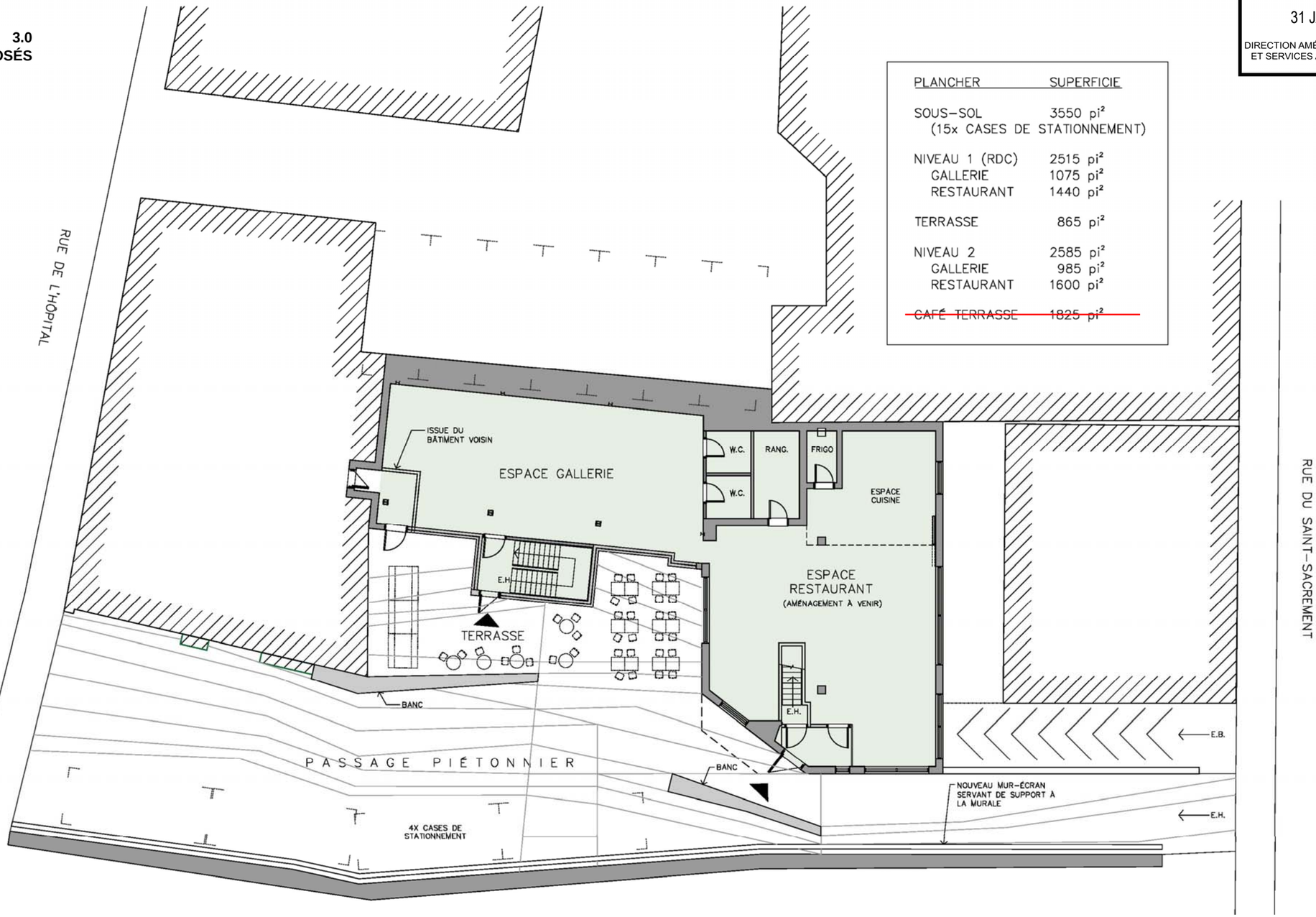
Caroline Cantin 25-01-2018
Caroline Cantin
Secrétaire

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

31 JAN. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

3.0
PLANS PROPOSÉS



PLANCHER	SUPERFICIE
SOUS-SOL	3550 pi²
(15x CASES DE STATIONNEMENT)	
NIVEAU 1 (RDC)	2515 pi²
GALLERIE	1075 pi²
RESTAURANT	1440 pi²
TERRASSE	865 pi²
NIVEAU 2	2585 pi²
GALLERIE	985 pi²
RESTAURANT	1600 pi²
~~CAFÉ TERRASSE~~	~~1825 pi²~~

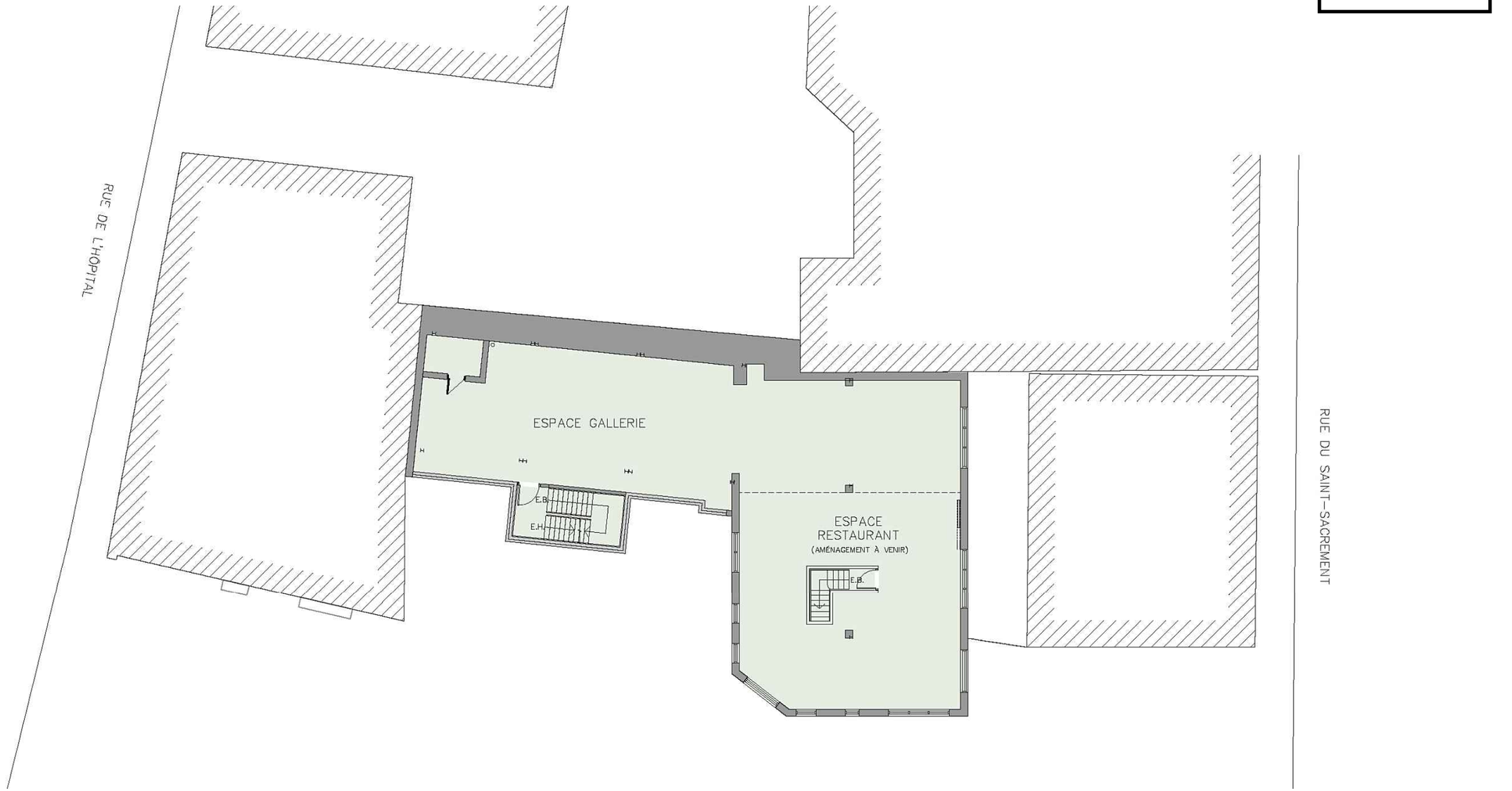
PLAN PROPOSÉ DU REZ-DE-CHAUSSÉE
ÉCHELLE 1/16''=1'-0''

Annotation en rouge par l'arrondissement de Ville-Marie le 2018-01-31

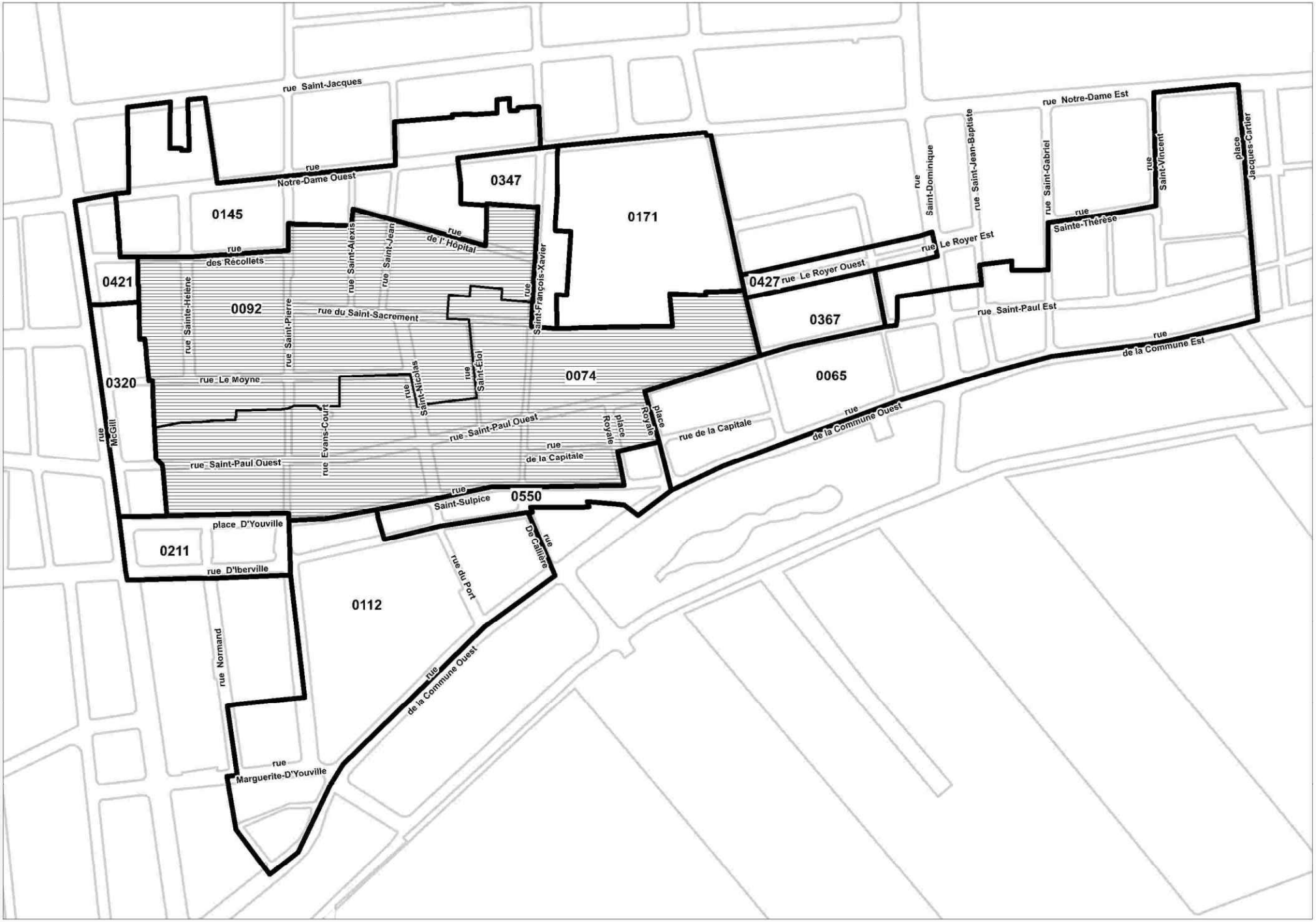
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

31 JAN. 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN PROPOSÉ DE L'ÉTAGE
ÉCHELLE 1/16''=1'-0''



Localisation | **Dossier: 1186255004** | **Date: 1 février 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

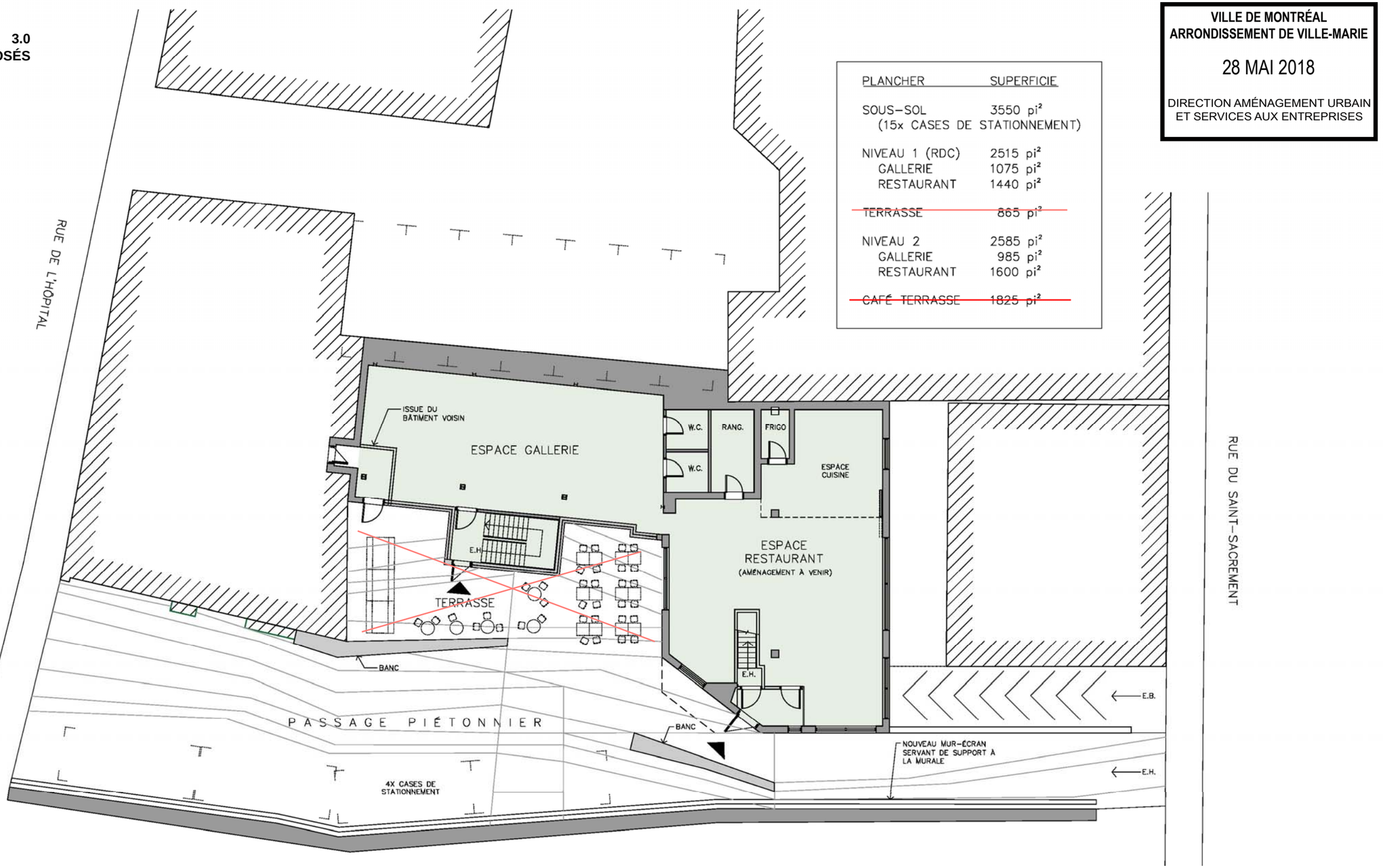
3.0
PLANS PROPOSÉS

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 MAI 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

PLANCHER	SUPERFICIE
SOUS-SOL	3550 pi²
(15x CASES DE STATIONNEMENT)	
NIVEAU 1 (RDC)	2515 pi²
GALLERIE	1075 pi²
RESTAURANT	1440 pi²
~~TERRASSE~~	~~865 pi²~~
NIVEAU 2	2585 pi²
GALLERIE	985 pi²
RESTAURANT	1600 pi²
~~CAFÉ TERRASSE~~	~~1825 pi²~~



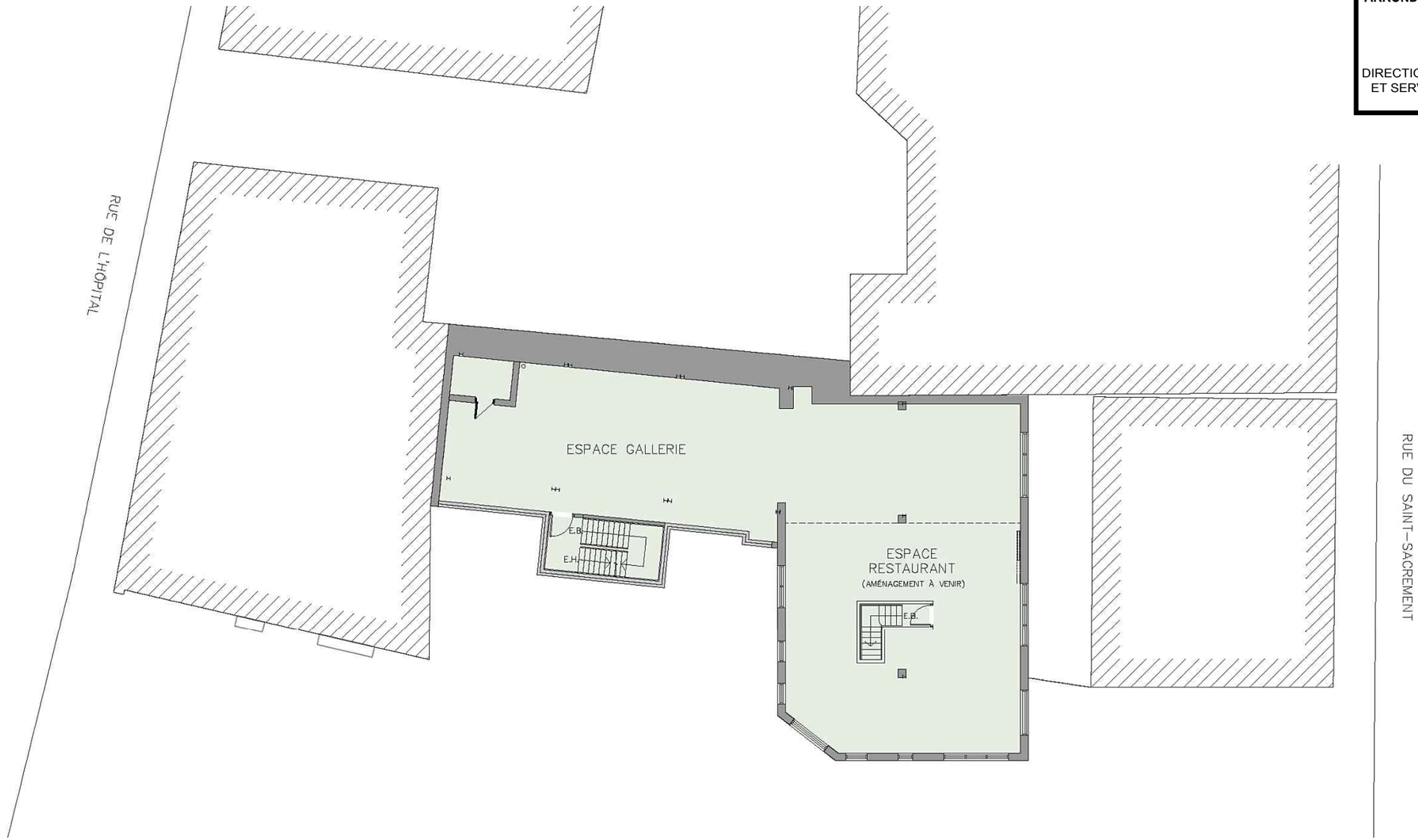
PLAN PROPOSÉ DU REZ-DE-CHAUSSÉE
ÉCHELLE 1/16''=1'-0''

Annotations en rouge par l'arrondissement de Ville-Marie

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 MAI 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES



PLAN PROPOSÉ DE L'ÉTAGE
ÉCHELLE 1/16''=1'-0''

Annotations en rouge par l'arrondissement de Ville-Marie

Modifications proposées au 1er projet de résolution pour le dossier # 1186255004

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 221, rue du Saint-Sacrement, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger aux articles 201~~,~~ et 266 ~~et 391~~ du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) d'exploiter, en plus des usages prescrits, l'usage commercial « restaurant » dans une partie du bâtiment ~~ainsi que l'usage « café terrasse » dans une cour~~, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par CGA architectes inc., datés de ~~décembre 2017~~ février 2018, et estampillés ainsi qu'annotés par l'arrondissement le ~~31 janvier~~ 28 mai 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
a) bonifier le couvert végétal de la cour;
b) prohiber l'utilisation de peinture sur les murs extérieurs et le sol;
~~c) restaurer le mur en pierre mitoyen ouest;~~
c) soumettre le projet d'aménagement du café-terrasse et des cours à une révision de projet prévu au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants:
i) opter pour des matériaux sobres et durables pour l'aménagement de la cour;
ii) favoriser un mobilier qui s'harmonise à l'échelle piétonne du site;
iii) assurer une bonne cohabitation des zones piétonnes et véhiculaires.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186399004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition d'un bâtiment vacant et la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur le lot 3 361 087 actuellement au 2395-2397, rue Bercy , et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA -24-011)

1) D'accorder, pour le bâtiment à être situé sur le lot 3 361 087 actuellement au 2395-2397, rue Bercy, et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:

a) de démolir le bâtiment vacant actuel;
b) de construire un nouveau bâtiment de 1 étage abritant un poste de ventilation mécanique pour le réseau du métro le tout substantiellement conforme aux plans et documents préparés par M.Monika Kuhnigk, architecte, du Bureau de projets Équipements fixes Métro, numérotés de 1 à 10 et estampillés par l'arrondissement le 22 mai 2018;
c) de déroger notamment aux articles 9, 129, 134 et 369.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
d) d'occuper l'ensemble du bâtiment projeté, son tréfonds et le tréfonds d'une partie de la rue Bercy et d'une partie d'une ruelle située au nord du terrain à construire aux fins de l'usage « poste de ventilation mécanique »;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) soumettre l'aménagement paysager à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
i. le mobilier proposé doit être durable, assurer la convivialité de la placette et le confort des usagers;

ii. les installations collectives doivent être sécuritaires, éclairées et accessibles universellement;
iii. la sélection arboricole doit contribuer à l'amélioration du confort des usagers et être compatible avec les activités de la placette.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-31 16:29

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186399004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition d'un bâtiment vacant et la construction ainsi que l'occupation d'un nouveau poste de ventilation mécanique nécessaire au réseau du métro de Montréal à être situé sur le lot 3 361 087 actuellement au 2395-2397, rue Bercy , et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser la démolition d'un bâtiment résidentiel et commercial vacant de 2 étages. Certaines dérogations seront requises pour la construction et l'occupation du poste de ventilation mécanique à construire sur le lot 3 361 087 du cadastre du Québec, actuellement le 2395-2397, rue Bercy, et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

Le site
Les immeubles visés sont constitués des lots 3 361 087, 3 361 107 et 3 361 015 du cadastre du Québec. Le lot 3 361 087 qui accueille un bâtiment résidentiel et commercial de 2 étages est actuellement vacant. Le terrain accueillait également jusqu'à tout récemment un bâtiment secondaire en fond de lot dérogatoire pour lequel un certificat d'autorisation de démolition a été délivré le 23 février 2018. L'emplacement visé est adjacent au tunnel de la ligne-1 (verte) du métro et est situé à proximité du poste de ventilation mécanique Hogan.

Le projet
La demande vise à autoriser la démolition du bâtiment actuel et la construction d'un nouvel immeuble abritant un poste de ventilation mécanique. Ce dernier sera complémentaire aux fonctions de poste de redressement et d'entrée électrique du poste Hogan actuel bordant le côté nord de la rue Hochelaga.

L'édifice existant a été construit en 1910, mais aurait été partiellement rebâti suite aux

dommages considérables subis lors de graves incendies survenus en 1961 et 1963; il est vraisemblable que le local commercial ait été aménagé à ce moment. L'état de la construction semble relativement bon; le revêtement en façade principale date assurément des années 1950 ou 60, mais la brique des façades latérales et arrière est d'origine.

L'intérêt artistique de la façade de l'immeuble n'est pas très important; quoique les matériaux soient de bonne qualité, la composition n'est pas évoluée, et l'ensemble n'est pas original. La façade latérale, qui fait face à la ruelle, a été murée au rez-de-chaussée au moment de l'aménagement du dépanneur. Dans l'ensemble, l'intérêt patrimonial et l'intégrité du bâtiment existant sont faibles.

Le bâtiment projeté de 1 étage pour environ 6,6 m de hauteur est implanté en contiguïté avec les limites latérales du terrain et en retrait de l'alignement dominant soit à 9,1 m de la rue Bercy. Cette implantation est en partie guidée par la présence du tunnel du métro en tréfonds de la partie arrière du terrain, mais elle découle également du fait que l'usage ne nécessite pas une grosse empreinte au sol, et que si la façade avait été alignée sur le bâti environnant, on se serait retrouvé avec une cour arrière inutile et de dimensions imposantes.

Par conséquent, on a opté pour une implantation permettant l'aménagement d'une placette accessible au public en cour avant du poste de ventilation mécanique. Une entente avec l'arrondissement pour l'occupation et l'entretien de celle-ci sera convenue ultérieurement.

Sur cet espace public, le demandeur propose la plantation d'arbres et d'arbustes, l'intégration de deux bancs et un recouvrement de sol en pavé de brique. Les surfaces minérales et végétales se partagent l'occupation du sol de façon à peu près égale selon un patron basé sur les diagonales. Les aménagements proposés seront soumis à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) lors d'une séance ultérieure.

La cour arrière est recouverte d'un revêtement de sol en pavés perméables. Une aire de stationnement accessoire au poste de ventilation y est aménagée. Cette dernière sera accessible par la ruelle adjacente à la limite latérale du terrain et servira à l'entretien ponctuel du poste.

Le volume du poste de ventilation serait de la même hauteur que celle du bâtiment contigu; sa façade loge la porte d'issue du puits, et est ponctuée de fausses ouvertures et de persiennes permettant une animation contemporaine, ce qui permet de minimiser la perceptibilité de la fonction du bâtiment. Le projet prévoit une fenestration de verre opaque et un revêtement de brique avec des insertions de béton fini au jet de sable.

Des portes d'accès doubles en acier inoxydable permettant l'accès de l'équipement au puits sont aménagées sur le mur arrière du bâtiment. Le mur latéral accueille des persiennes et est animé par un jeu de briques contemporain qui est repris sur le mur latéral du bâtiment contigu. Celui-ci doit être revêtu pour en assurer la pérennité.

La proposition vise l'occupation de l'ensemble du bâtiment projeté, son tréfonds et le tréfonds d'une partie de la rue Bercy et d'une partie d'une ruelle située au nord du terrain à construire aux fins de l'usage « poste de ventilation mécanique » (poste souterrain rejoignant en sous-sol le tunnel du métro).

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :
· la hauteur minimale en étage (article 9);
· la superficie végétalisée à l'avant de la propriété (article 129)

· les usages prescrits ne prévoyant aucun usage pour le métro (article 134);
· la présence d'équipements mécaniques apparents sur une façade (article 369.1)

L'alignement de construction proposé déroge à la réglementation, mais peut être approuvé conformément au titre VIII et selon les critères prévus à l'article 76.

Les travaux visés doivent tendre à respecter les critères prévus aux articles 102, 103, 103.1, 106, 108, 116, 117, 120, 121, 127.9 et 713.

JUSTIFICATION

La demande satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier. La volumétrie et l'implantation atypique découlent de la fonction du bâtiment et répondent aux impératifs techniques en tréfonds. L'implantation retenue permet l'aménagement d'une placette et répond ainsi à un besoin d'augmentation des espaces verts dans cette portion de l'arrondissement à dominante résidentielle. Le système de ventilation respectera les normes applicables du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3). Finalement, le projet respecte les objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie ainsi que ceux du Plan d'urbanisme.
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

Fournir un plan d'aménagement paysager pour les espaces extérieurs accessible au public lors du dépôt de la demande de permis de construction et soumettre ce projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :
· le mobilier proposé doit être durable, assurer la convivialité de la placette et le confort des usagers;
· les installations collectives doivent être sécuritaires, éclairées et accessibles universellement;
· la sélection arboricole doit contribuer à l'amélioration du confort des usagers et être compatible avec les activités de la placette.

Lors de sa séance du 10 mai 2018, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Conseil d'arrondissement;
· Affichage et publication d'un avis d'assemblée publique de consultation;
· Assemblée publique de consultation;
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
· Publication d'un avis décrivant le projet et le mécanisme d'approbation référendaire;
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie COURNOYER
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

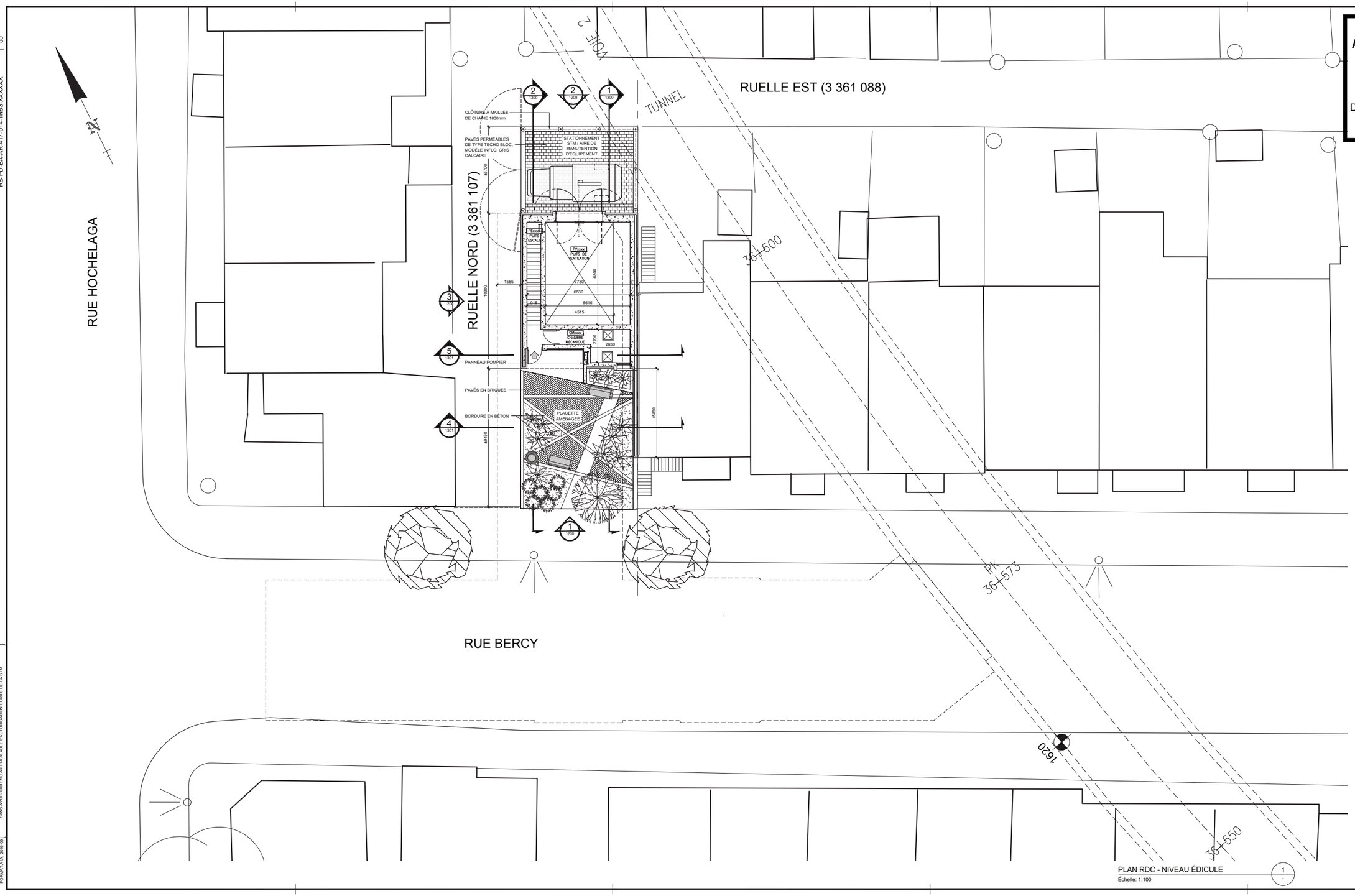
Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



PLAN RDC - NIVEAU ÉDICULE (1 / -)
Échelle: 1:100

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22-05-2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0E	2018-05-18	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

Titre du dessin:

Plan de l'édicule

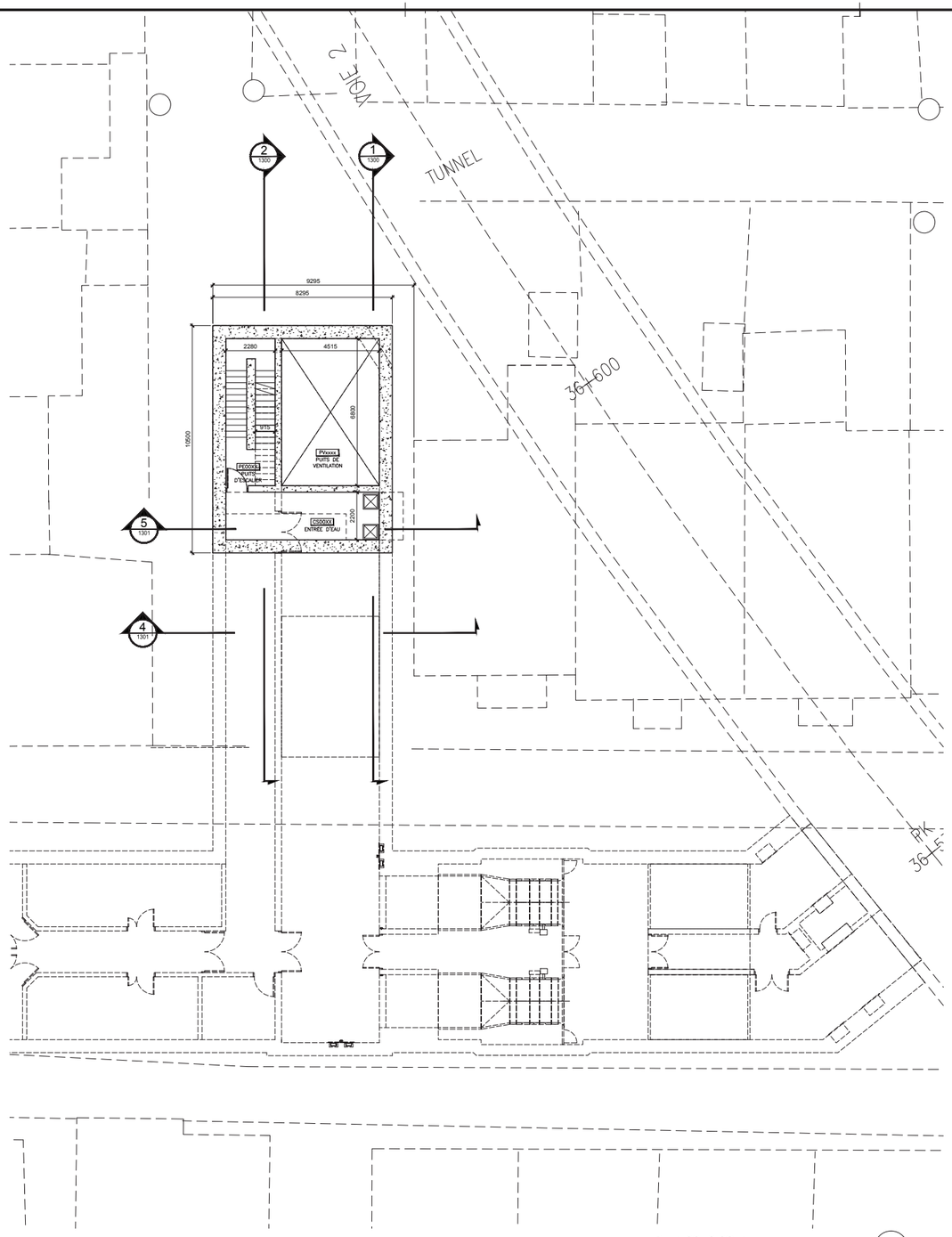
Préparé par:	Approbation administrative:
Monika Kuhnigk arch.	Oanh Nguyen ing.
Dessiné par: Monika Kuhnigk	Vérifié par: Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	Échelle: 1:100 / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30	Référence STM: STM-9999-99-99-99
	Feuille: 1100

1/10

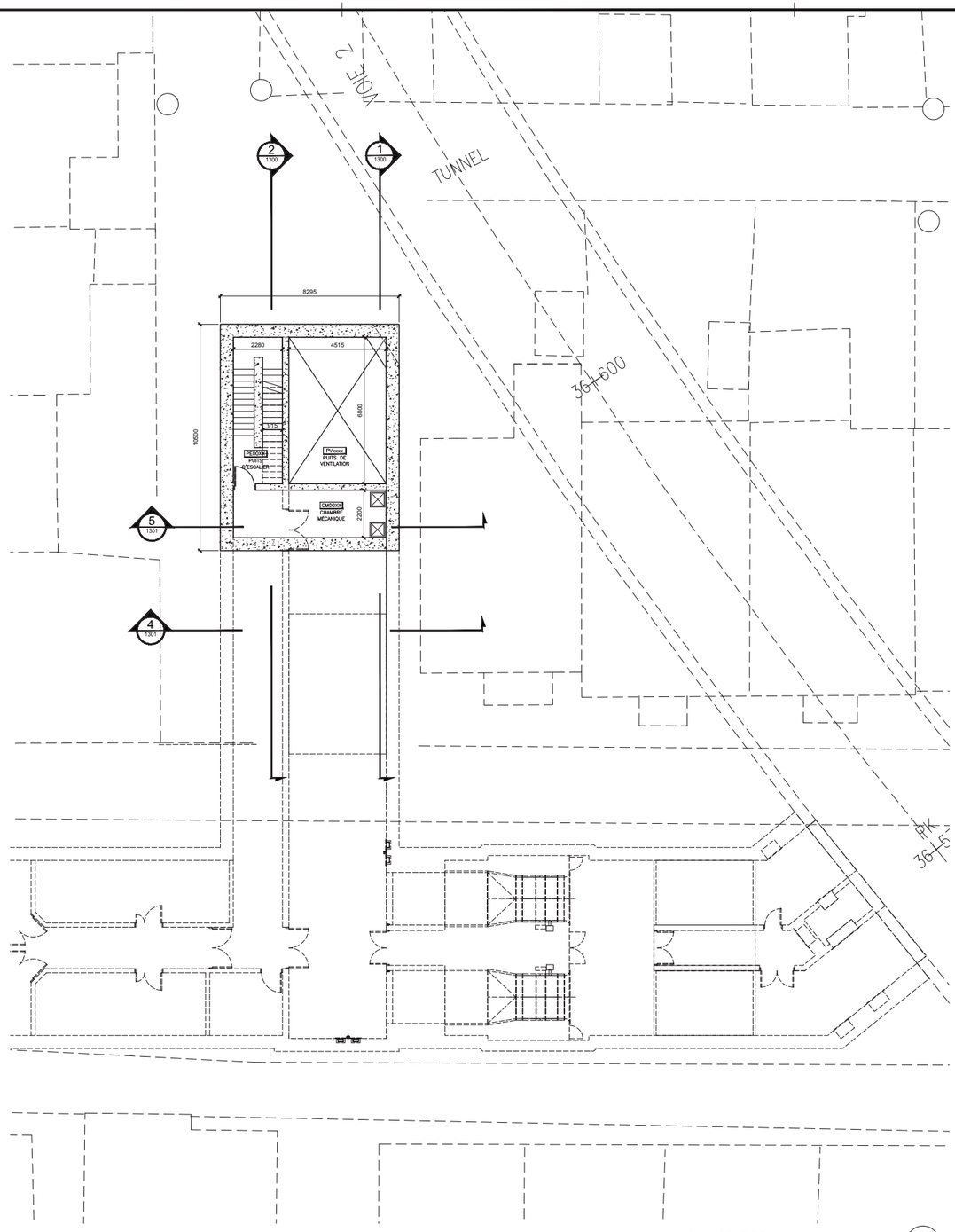
CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET EST PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLE POUR LAQUELLE IL A ÉTÉ PRÉPARÉ EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2016-09

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



PLAN SOUS-SOL 1
Échelle: 1:100
1
-



PLAN SOUS-SOL 2
Échelle: 1:100
2
-

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

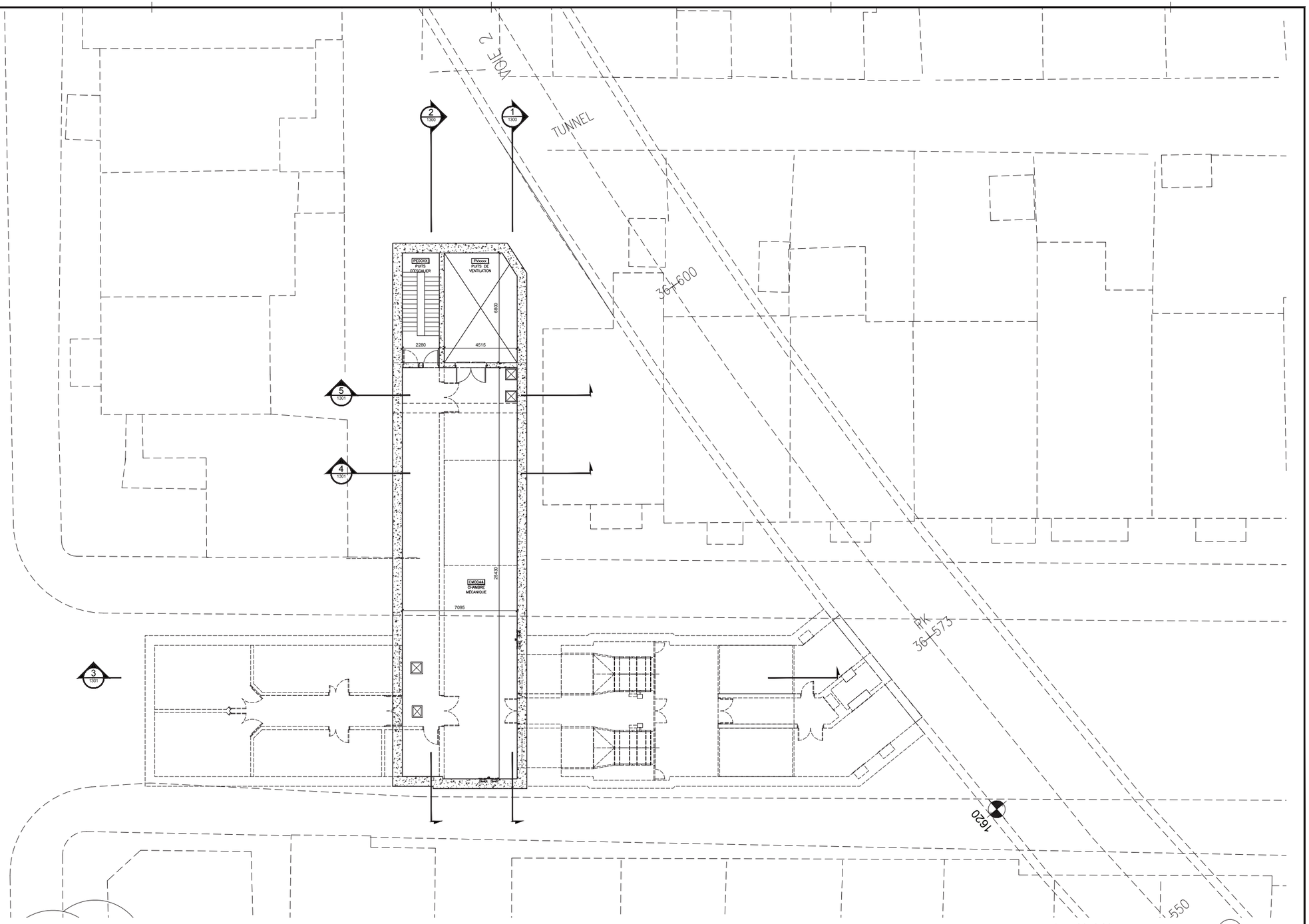
Titre du dessin:

Plan sous-sol 1 et 2

Préparé par:	Approbation administrative:
Monika Kuhnigk arch.	Oanh Nguyen ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Monika Kuhnigk	Martin Allard arch.
Date:	Échelle: / Dimension:
2017-07-10	1:100 / mm
Numéro du plan:	Révision:
RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	0C
Numéro du projet:	Référence STM: / Feuille:
29 04 30	STM-9999-99-99-99 / 1102

2/10

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION, TOUTE MODIFICATION OU TOUTE UTILISATION À D'AUTRES FINS SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

stm

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

Titre du dessin:

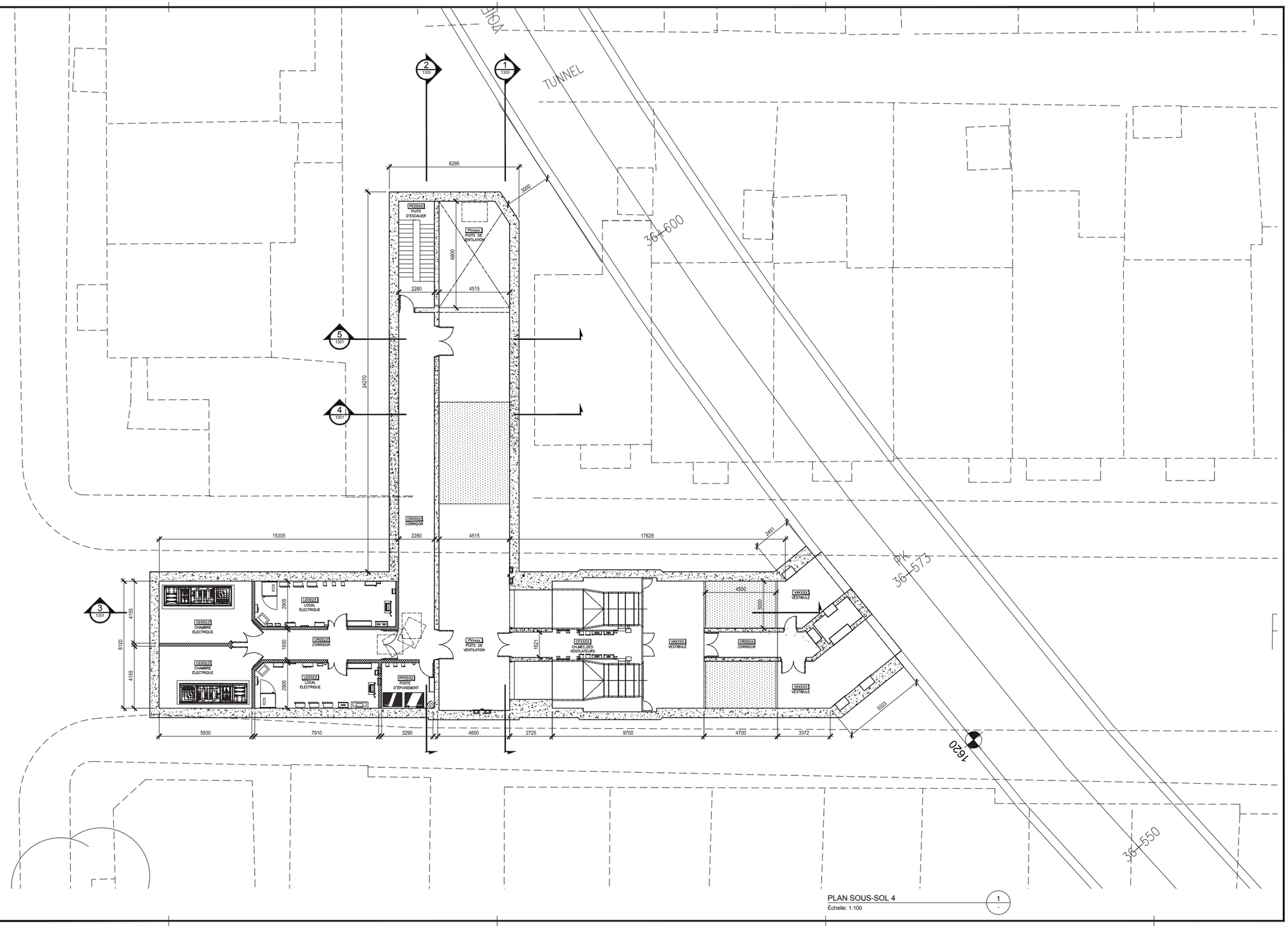
Plan sous-sol 3

Préparé par: Monika Kuhnigk arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen ing.
Dessiné par: Monika Kuhnigk	Vérifié par: Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	Échelle: 1:100 / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30	Référence STM: STM-9999-99-99-99
	Feuille: 1103

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM, ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU MODIFICATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09



PLAN SOUS-SOL 4 — 1 / -
Échelle: 1:100

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

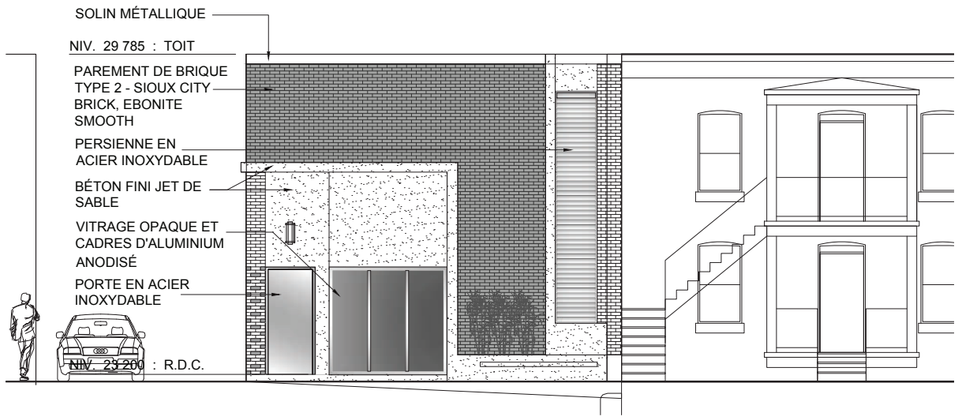
Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

Titre du dessin:

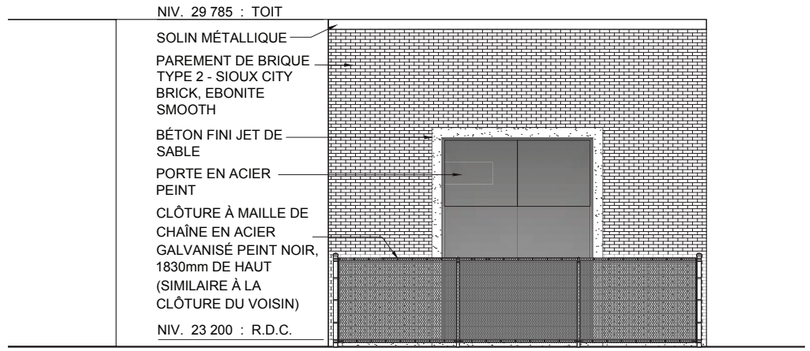
Plan sous-sol 4

Préparé par: Monika Kuhnigk arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen ing.
Dessiné par: Monika Kuhnigk	Vérifié par: Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	Échelle: 1:100 / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30	Référence STM: STM-9999-99-99-99
	Feuille: 1104

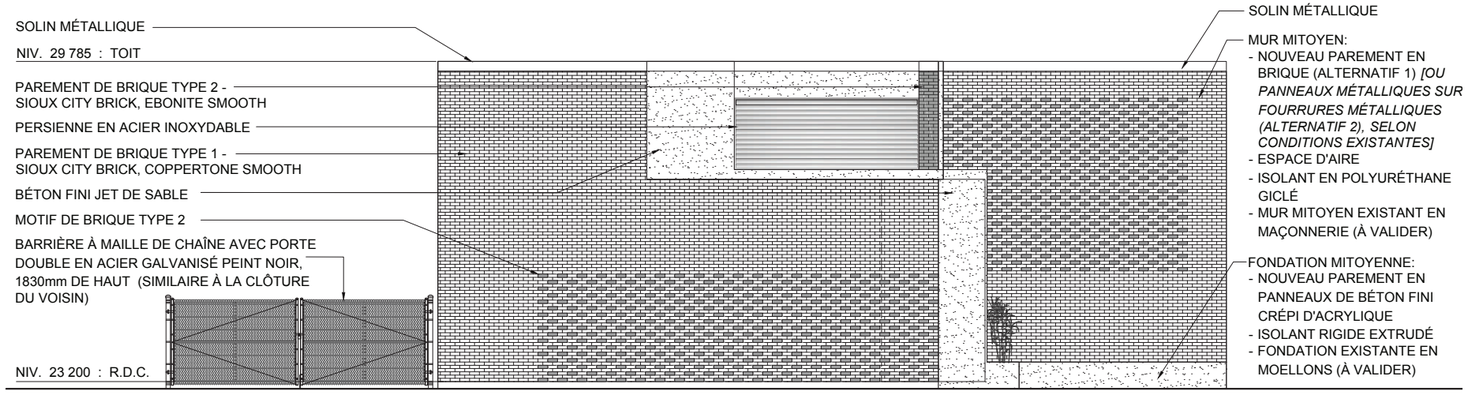
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



ÉLÉVATION RUE BERCY — 1 / -
Échelle: 1:50



ÉLÉVATION RUELLE EST — 2 / -
Échelle: 1:50



ÉLÉVATION RUELLE NORD - ALTERNATIVE 1 — 3A / -
Échelle: 1:50

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLES AUTORISÉES EXPRESSÉMENT PAR LA STM EST STRICTEMENT INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0E	2018-05-18	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client: stm

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

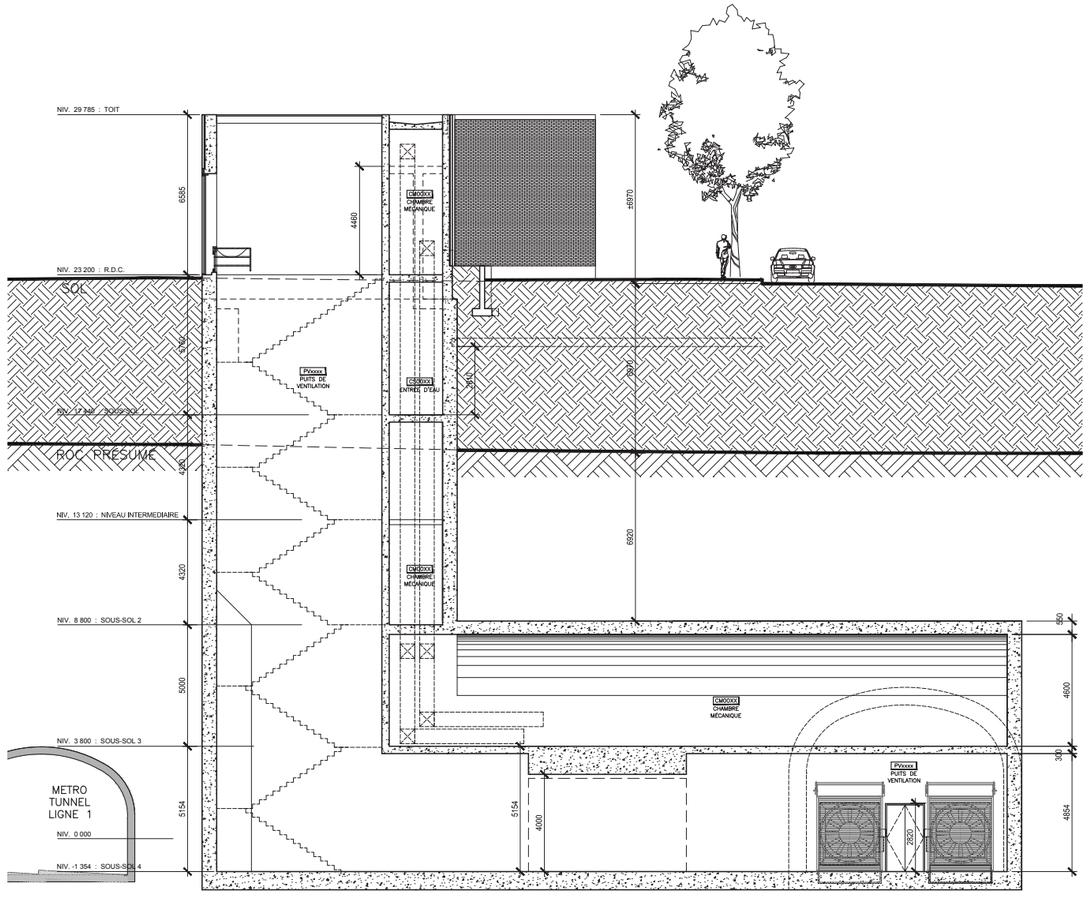
Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

Titre du dessin:

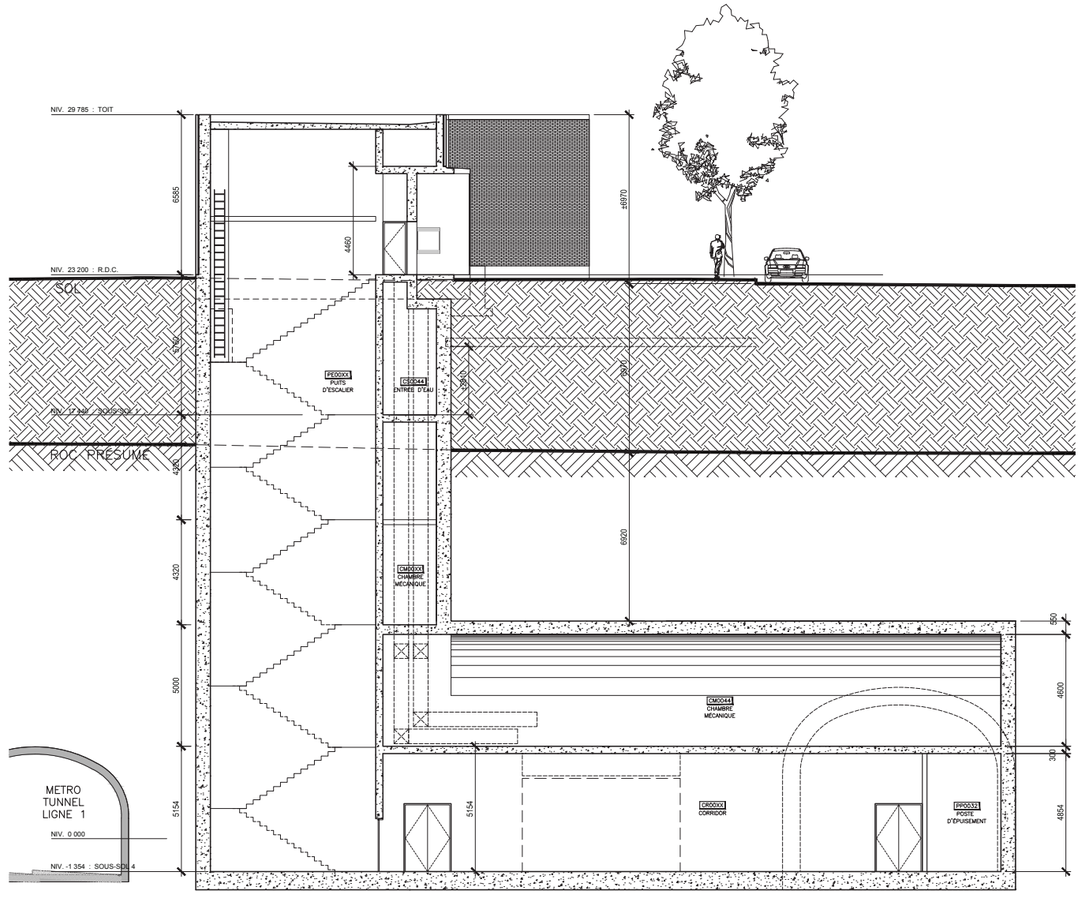
Élévations

Préparé par:	Approbation administrative:
Monika Kuhnigk arch.	Oanh Nguyen ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Monika Kuhnigk	Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	Échelle: 1:50 — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 — Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 1200

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



COUPE LONGITUDINALE 1
Échelle: 1:100



COUPE LONGITUDINALE 2
Échelle: 1:100

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLES AUTORISÉES EST FORMELLEMENT INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A, 2016-09

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:
Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

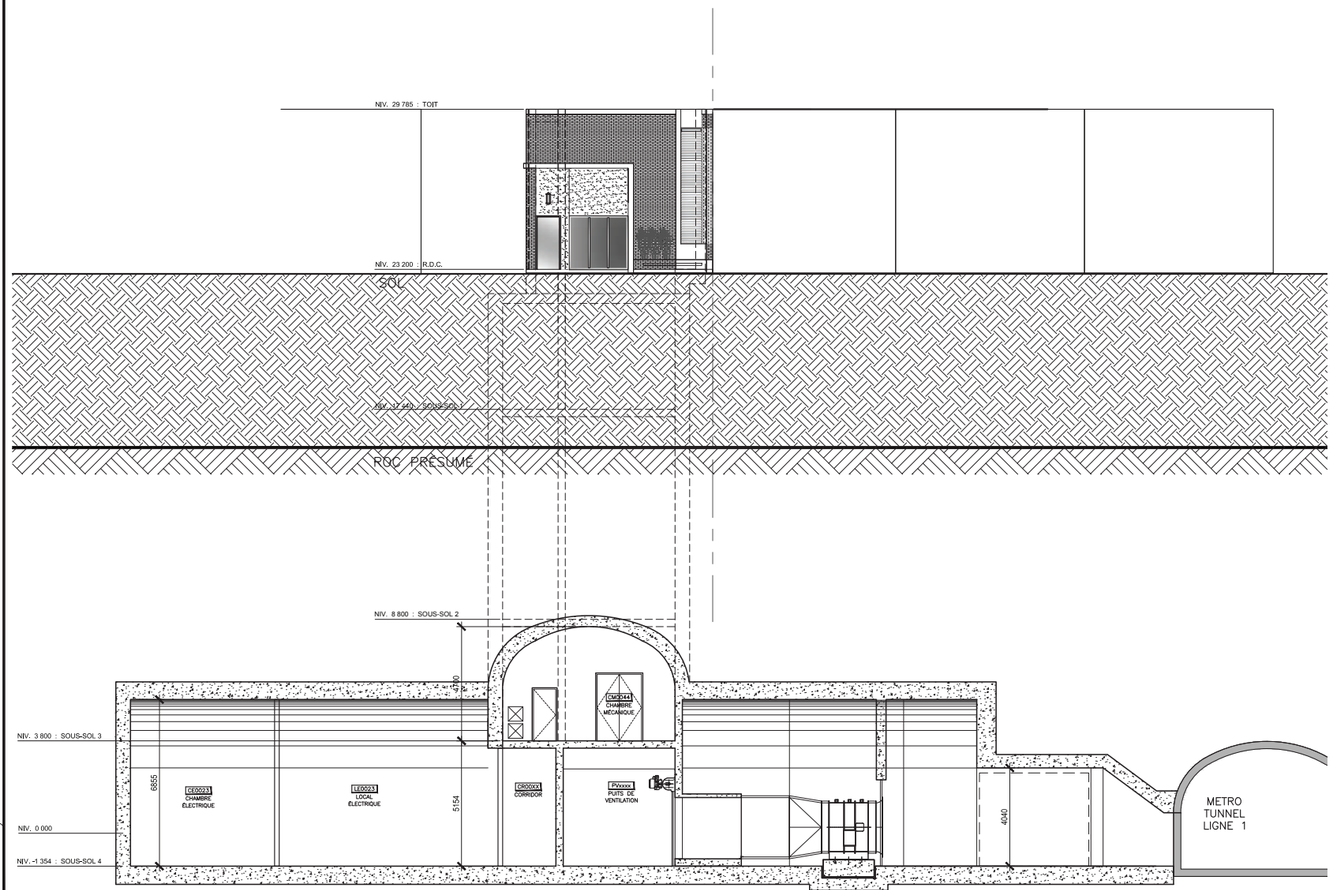
Titre du projet:
VENTILATION

Titre du contrat:
Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

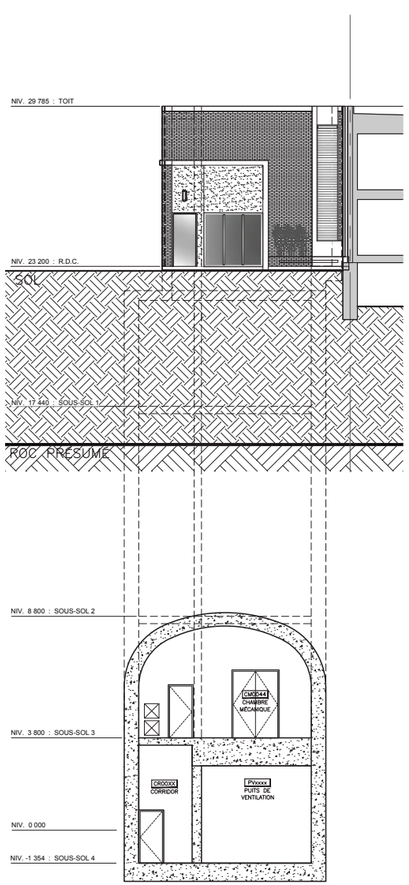
Titre du dessin:
Coupes longitudinales

Préparé par: Monika Kuhnigk arch.	Approbation administrative: Oanh Nguyen ing.
Dessiné par: Monika Kuhnigk	Vérifié par: Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	Échelle: 1:100 / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	Révision: 0C
Numéro du projet: 29 04 30 / Référence STM: STM-9999-99-99-99	Feuille: 1300

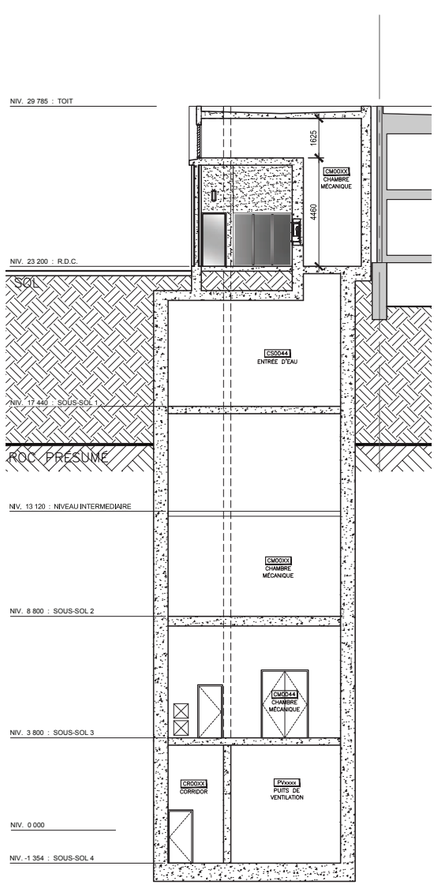
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX | Révision: 0C



COUPE TRANSVERSALE 3
Échelle: 1:100



COUPE TRANSVERSALE 4
Échelle: 1:100



COUPE TRANSVERSALE 5
Échelle: 1:100

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLES ÉTABLIES PRÉCÉDEMMENT SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A: 2016-09

Plan clé:

Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
0D	2018-03-16	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0C	2017-07-11	Émis pour discussion avec l'arrondissement Ville-Marie		
0B	2016-02-19	Émis pour RC1 et RC2 29 04 30 C06		
0A	2015-09-23	Émis pour coordination		

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES-MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

Ligne 1
1N53 - Frontenac - Préfontaine

Titre du projet:

VENTILATION

Titre du contrat:

Construction des infrastructures
Poste de Ventilation Mécanique Hogan

Titre du dessin:

Coupes transversales

Préparé par:	Approbation administrative:
Monika Kuhnigk arch.	Oanh Nguyen ing.
Dessiné par: Monika Kuhnigk	**Vérifié par:** Martin Allard arch.
Date: 2017-07-10	**Échelle:** 1:100 / **Dimension:** mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-014-1N53-XXXXXX	**Révision:** 0C
Numéro du projet: 29 04 30 / **Référence STM:** STM-9999-99-99-99	**Feuille:** 1301

RUELLE NORD

RUE BERCY

RUELLE EST

PLACETTE AMÉNAGÉE

FExxxx
PUITS D'ESCALIER

CMxxxx
CHAMBRE MÉCANIQUE

PVxxxx
PUITS DE VENTILATION

STATIONNEMENT STM / AIRE DE MANUTENTION D'ÉQUIPEMENT

N

BUREAU DE PROJETS
ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

PVM HOGAN - PLAN

POSTE DE VENTILATION MÉCANIQUE HOGAN

MAI 2018



PVM HOGAN - ÉLÉVATION RUE BERCY



PVM HOGAN - ÉLÉVATION RUELLE EST



PVM HOGAN - ÉLÉVATION RUELLE NORD - ALTERNATIVE 1

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises

PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET
2395-2397, rue Bercy
District électoral : Sainte-Marie
Demande : 3001410806

Demandeur : Monsieur Alain Bilodeau, urbaniste, pour la STM
Concepteur : Bureau de projets Équipements fixes - Métro
Investissement : 18M$

Contexte

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser la démolition d'un bâtiment résidentiel et commercial vacant de 2 étages. Certaines dérogations seront requises pour la construction et l'occupation du poste de ventilation mécanique à construire sur le lot 3 361 087 du cadastre du Québec, actuellement le 2395-2397, rue Bercy, et en tréfonds d'une partie du lot 3 361 107 (ruelle) et d'une partie du lot 3 361 015 (emprise de la rue Bercy).

Localisation



Situation actuelle







Description

Le site

Les immeubles visés sont constitués des lots 3 361 087, 3 361 107 et 3 361 015 du cadastre du Québec. Le lot 3 361 087 qui accueille un bâtiment résidentiel et commercial de 2 étages est actuellement vacant. Le terrain accueillait également jusqu'à tout récemment un bâtiment secondaire en fond de lot dérogatoire pour lequel un certificat d'autorisation de démolition a été

délivré le 23 février 2018. L'emplacement visé est adjacent au tunnel de la ligne-1 (verte) du métro et est situé à proximité du poste de ventilation mécanique Hogan.

Le projet
La demande vise à autoriser la démolition du bâtiment actuel et la construction d'un nouvel immeuble abritant un poste de ventilation mécanique. Ce dernier sera complémentaire aux fonctions de poste de redressement et d'entrée électrique du poste Hogan actuel bordant le côté nord de la rue Hochelaga.

L'édifice existant a été construit en 1910, mais aurait été partiellement rebâti suite aux dommages considérables subis lors de graves incendies survenus en 1961 et 1963; il est vraisemblable que le local commercial ait été aménagé à ce moment. L'état de la construction semble relativement bon; le revêtement en façade principale date assurément des années 1950 ou 60, mais la brique des façades latérales et arrière est d'origine.

L'intérêt artistique de la façade de l'immeuble n'est pas très important; quoique les matériaux soient de bonne qualité, la composition n'est pas évoluée, et l'ensemble n'est pas original. La façade latérale, qui fait face à la ruelle, a été murée au rez-de-chaussée au moment de l'aménagement du dépanneur. Dans l'ensemble, l'intérêt patrimonial et l'intégrité du bâtiment existant sont faibles.

Le bâtiment projeté de 1 étage pour environ 6,6 m de hauteur est implanté en contiguïté avec les limites latérales du terrain et en retrait de l'alignement dominant soit à 9,1 m de la rue Bercy. Cette implantation est en partie guidée par la présence du tunnel du métro en tréfonds de la partie arrière du terrain, mais elle découle également du fait que l'usage ne nécessite pas une grosse empreinte au sol, et que si la façade avait été alignée sur le bâti environnant, on se serait retrouvé avec une cour arrière inutile et de dimensions imposantes.

Par conséquent, on a opté pour une implantation permettant l'aménagement d'une placette accessible au public en cour avant du poste de ventilation mécanique. Une entente avec l'arrondissement pour l'occupation et l'entretien de celle-ci sera convenue ultérieurement.

Sur cet espace public, le demandeur propose la plantation d'arbres et d'arbustes, l'intégration de deux bancs et un recouvrement de sol en pavé de brique. Les surfaces minérales et végétales se partagent l'occupation du sol de façon à peu près égale selon un patron basé sur les diagonales. Les aménagements proposés seront soumis à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) lors d'une séance ultérieure.

La cour arrière est recouverte d'un revêtement de sol en pavés. Une aire de stationnement accessoire au poste de ventilation y est aménagée. Cette dernière sera accessible par la ruelle adjacente à la limite latérale du terrain et servira à l'entretien ponctuel du poste.

Le volume du poste de ventilation serait de la même hauteur que celle du bâtiment contigu; sa façade loge la porte d'issue du puits, et est ponctuée de fausses ouvertures et de persiennes permettant une animation contemporaine, ce qui permet de minimiser la perceptibilité de la fonction du bâtiment. Le projet prévoit une fenestration de verre opaque et un revêtement de brique avec des insertions de béton fini au jet de sable.

Des portes d'accès doubles en acier inoxydable permettant l'accès de l'équipement au puits sont aménagées sur le mur arrière du bâtiment. Le mur latéral accueille des persiennes et est animé par un jeu de briques contemporain qui est repris sur le mur latéral du bâtiment contigu. Celui-ci doit être revêtu pour en assurer la pérennité.

La proposition vise l'occupation de l'ensemble du bâtiment projeté, son tréfonds et le tréfonds d'une partie de la rue Bercy et d'une partie d'une ruelle située au nord du terrain à construire aux fins de l'usage « poste de ventilation mécanique » (poste souterrain rejoignant en sous-sol le tunnel du métro).

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

- la hauteur minimale en étage (article 9);
- la superficie végétalisée à l'avant de la propriété (article 129)
- les usages prescrits ne prévoyant aucun usage pour le métro (article 134);
- la présence d'équipements mécaniques apparents sur une façade (article 369.1)

L'alignement de construction proposé déroge à la réglementation, mais peut être approuvé conformément au titre VIII et selon les critères prévus à l'article 76.

Les travaux visés doivent tendre à respecter les critères prévus aux articles 102, 103, 103.1, 106, 108, 116, 117, 120, 121, 127.9 et 713.

Analyse et avis

Considérant que :

- La demande satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier;
- La volumétrie et l'implantation atypique découlent de la fonction du bâtiment et répondent aux impératifs techniques en tréfonds;
- L'implantation retenue permet l'aménagement d'une placette et répond ainsi à un besoin d'augmentation des espaces verts dans cette portion de l'arrondissement à dominante résidentielle;
- Le système de ventilation respectera les normes applicables du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3);
- Le projet respecte les objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie ainsi que ceux du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les espaces extérieurs privés situés à l'arrière du bâtiment doivent être clôturés et aménagés de végétaux plantés en pleine terre ou d'un revêtement de sol en pavés perméables;**
- **La placette située à l'avant devrait également être partiellement clôturée pour protéger les plantations et permettre de développer un sentiment d'appartenance;**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour les espaces extérieurs accessible au public lors du dépôt de la demande de permis de construction et soumettre ce projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :**
  - **le mobilier proposé doit être durable, assurer la convivialité de la placette et le confort des usagers;**
  - **les installations collectives doivent être sécuritaires, éclairées et accessibles universellement;**
  - **la sélection arboricole doit contribuer à l'amélioration du confort des usagers et être compatible avec les activités de la placette.**

Responsables du dossier
Sophie Cournoyer, urbaniste, conseillère en aménagement

Francis Lefebvre, architecte

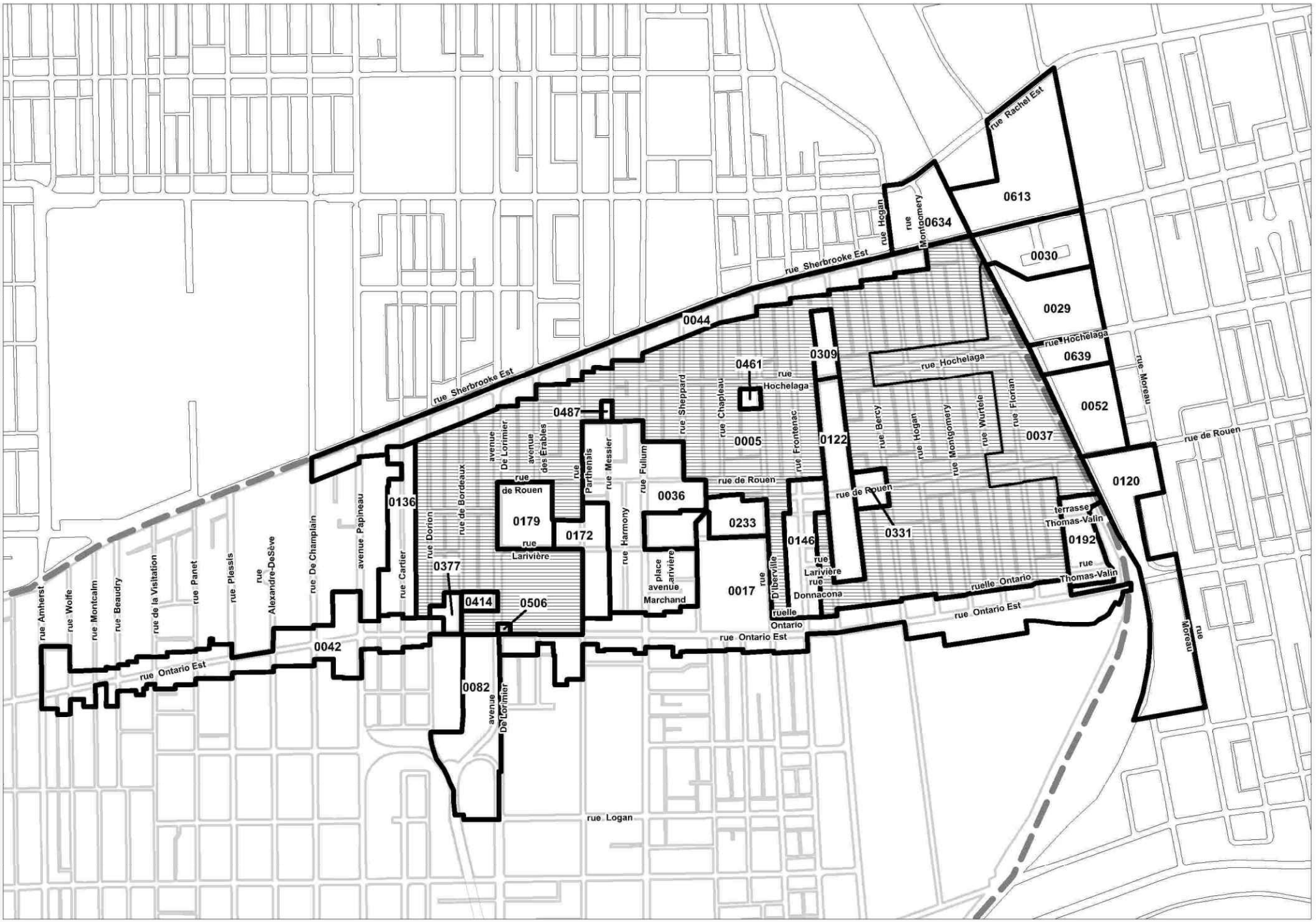
Mise à jour au 4 mai 2018

Situation projetée





PVM HOGAN - ÉLÉVATION RUE BERCY



Localisation | **Dossier: 1186399004** | **Date: 23 mai 2018**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001410806
4.2.1 et 4.6.37

Objet : **PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 2395-2397, rue Bercy

Responsables : Sophie Cournoyer et Francis Lefebvre

Description : La demande vise à autoriser par la procédure des projets particuliers la démolition d'un bâtiment résidentiel et commercial vacant de deux étages et la construction d'un nouvel immeuble abritant un poste de ventilation mécanique. La proposition déroge à la hauteur minimale (article 9), à la superficie végétalisée à l'avant de la propriété (article 129), aux usages prescrits ne prévoyant aucun usage pour le métro (article 134), à l'alignement de construction (pouvant être approuvé conformément au Titre VIII) et à la présence d'équipements mécaniques apparents sur une façade (article 369.1).

Le projet prévoit l'occupation de l'ensemble du bâtiment projeté, son tréfonds et le tréfonds d'une partie de la rue Bercy et d'une partie de la ruelle située au nord du terrain aux fins de l'usage « poste de ventilation mécanique » (poste souterrain rejoignant en sous-sol le tunnel du métro).

Le lot accueille un bâtiment résidentiel et commercial de 2 étages, actuellement vacant, en plus d'un bâtiment secondaire en fond de lot dérogatoire pour lequel un certificat d'autorisation de démolition a été délivré en février 2018. L'édifice existant a été construit en 1910, mais aurait été partiellement rebâti suite aux dommages considérables subis lors de graves incendies survenus en 1961 et 1963. L'état de la construction semble relativement bon. Dans l'ensemble, l'intérêt patrimonial et l'intégrité du bâtiment existant sont faibles.

Le bâtiment projeté d'un étage est implanté en contiguïté avec les limites latérales du terrain et en retrait de l'alignement dominant soit à 9,1 m de la rue. Cette implantation est en partie guidée par la présence du tunnel du métro en tréfonds en partie arrière du terrain et également par le fait que si la façade avait été alignée sur le bâti environnant, la cour arrière aurait été inutilement de grande dimension. Par conséquent, une implantation permettant l'aménagement d'une placette accessible au public en cour avant a été privilégié. En cour arrière, une aire de stationnement accessoire au poste de ventilation, accessible par la ruelle adjacente, y est aménagée et sera recouverte d'un revêtement de sol en pavés.

On retrouvera sur l'espace public en cour avant, des arbres et d'arbustes, l'intégration de deux bancs et un recouvrement de sol en pavé de brique. Les surfaces minérales et végétales se partagent l'occupation du sol de façon à peu près égale. L'aménagement de cette placette sera revu en révision de projet à une séance ultérieure.

Le volume du poste de ventilation serait de la même hauteur que celle du bâtiment contigu; sa façade loge la porte d'issue du puits, et est ponctuée de fausses ouvertures et de persiennes permettant une animation contemporaine, ce qui permet de minimiser la perceptibilité de la fonction du bâtiment. Le projet prévoit une fenestration de verre opaque et un revêtement de brique avec des insertions de béton fini au jet de sable. Des portes d'accès doubles en acier inoxydable permettant l'accès de l'équipement au puits sont aménagées sur le mur arrière du bâtiment. Le mur latéral accueille des persiennes et est animé par un jeu de briques contemporain qui est repris sur le mur latéral du bâtiment contigu. Celui-ci doit être revêtu pour en assurer la pérennité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La demande satisfait à l'ensemble des critères d'évaluation applicables pour une demande de projet particulier.

Considérant que : La volumétrie et l'implantation atypique découlent de la fonction du bâtiment et répondent aux impératifs techniques en tréfonds.

Considérant que : L'implantation retenue permet l'aménagement d'une placette et répond ainsi à un besoin d'augmentation des espaces verts dans cette portion de l'arrondissement à dominante résidentielle.

Considérant que : Le système de ventilation respectera les normes applicables du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie ainsi que ceux du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Les espaces extérieurs privés situés à l'arrière du bâtiment doivent être clôturés et aménagés de végétaux plantés en pleine terre ou d'un revêtement de sol en pavés perméables.**
- **La placette située à l'avant devrait également être partiellement clôturée pour protéger les plantations et permettre de développer un sentiment d'appartenance.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager pour les espaces extérieurs accessible au public lors du dépôt de la demande de permis de construction et soumettre ce projet à une révision de projet prévue au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), en ajoutant les critères suivants :**
  - **Le mobilier proposé doit être durable, assurer la convivialité de la placette et le confort des usagers.**
  - **Les installations collectives doivent être sécuritaires, éclairées et accessibles universellement.**
  - **La sélection arboricole doit contribuer à l'amélioration du confort des usagers et être compatible avec les activités de la placette.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1174869012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation à des fins d'hôtel pour les bâtiments situés aux 1567 et 1571-1575, rue Saint-André, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

D'accorder, pour les bâtiments situés aux 1567 et 1571-1575, rue Saint-André, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'occuper la totalité des deux bâtiments aux fins de l'usage « hôtel ».
D'assortir cette autorisation à la condition de déposer un permis de transformation pour régulariser la conformité à la compartimentation au feu et au parcours des moyens d'évacuation des deux bâtiments.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-31 15:41

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174869012**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation à des fins d'hôtel pour les bâtiments situés aux 1567 et 1571-1575, rue Saint-André, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin d'autoriser l'aménagement de deux établissements hôteliers dans les bâtiments situés aux 1567 et 1571-1575, rue Saint-André.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Les bâtiments sont situés sur la rue Saint-André, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Robin. Bien que le site se trouve dans un zonage résidentiel (R.2), l'activité commerciale à proximité contribue à la vitalité et au dynamisme du secteur. L'établissement hôtelier *Le Chasseur,* situé au 1567, rue Saint-André est un des premiers gîtes montréalais. À l'époque, soit à la fin du 19e siècle, cette maison a été propriété du Diocèse de Montréal pendant une dizaine d'années et servait à héberger les étudiants en attendant la fin de la construction d'un séminaire. Au début du 20e siècle, l'industrialisation de la ville à la recherche de meilleur revenu et un grand nombre de maisons comme celle-ci se transforme en pension pour les recevoir. La maison conservera son caractère de « maison de chambres » pratiquement sans interruption depuis 1895. L'établissement hôtelier *Le Simone,* situé au 1571-1575, rue Saint-André est également en opération depuis plusieurs années.

Projet
La demande vise à régulariser, selon le Règlement d'urbanisme (01-282), deux établissements hôteliers, soit *Le Simone* et *Le Chasseur* qui ne détiennent pas le certificat d'occupation adéquat pour opérer deux hôtels de 18 chambres au total.

Paramètres réglementaires
Les deux établissements sont situés dans la catégorie d'usage R.2 dans laquelle l'usage hôtel n'est pas autorisé.

La proposition déroge aux articles 134 et 149 du Règlement d'urbanisme (01-282) :

· L'usage « hôtel » n'est pas autorisé dans la catégorie R.2.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

· L'usage « hôtel » viendrait confirmer l'activité hôtelière qui est en vigueur depuis des décennies, et ce, dans les deux établissements;
· Le demandeur, qui est l'exploitant depuis près d'une quinzaine d'années avait obtenu à l'époque un certificat d'occupation de « maison de chambre » bien que l'activité depuis le tout début demeure un usage hôtelier. À cet effet, ce même exploitant détient ses deux attestations distinctes de la CITQ, soit :
  · *Le Simone* au 1571-1575, rue Saint-André – Attestation hôtelière pour 10 unités
  · *Le Chasseur* au 1567, rue Saint-André – Attestation hôtelière pour 8 unités

· Les établissements visés par la demande bien qu'ils sont situés dans un secteur de catégorie R.2, plusieurs établissements hôteliers se trouvent à moins de 200 mètres soit :

  o Hôtel Eureka – 1553, rue Saint-André
  o Hôtel Stay – 910, boulevard De Maisonneuve Est
  o Auberge Le Pomerol – 819, boulevard De Maisonneuve Est
  o Hôtel Le Breton – 1609, rue Saint-Hubert
  o Hôtel Visitel – 1617, rue Saint-Hubert
  o Hôtel des Gouverneurs – 1415, rue Saint-Hubert
  o Hôtel de l'Élysé – 1633, rue Saint-Hubert
  o LELUX Hôtel – 1600, rue Saint-Hubert
  o Hôtel Européenne – 1620, rue Saint-Hubert
  o Hôtel Élégant – 1683, rue Saint-Hubert

· Les deux bâtiments sont bien entretenus et aucun travaux majeur n'est prévu à court terme.
· Aucune plainte de nuisance n'est répertoriée à l'arrondissement de Ville-Marie. L'exploitant habite un appartement situé dans le même bâtiment où se trouve l'établissement *Le Chasseur* ce qui permet d'assurer une surveillance quotidienne en plus des employés sur place.

Lors de la séance qui s'est tenue le 23 novembre 2017, les membres du CCU ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - 1er projet de résolution

- Affichage et avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - 2e projet de résolution
- Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution -
- Émission du certificat d'occupation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-4987
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-30

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 novembre 2017
3001347556
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	1567 et 1571-1575, rue Saint-André
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	La demande vise à régulariser, selon le *Règlement d'urbanisme 01-282*, deux établissements hôteliers, soit *Le Simone* et *Le Chasseur* qui ne détiennent par le certificat d'occupation adéquat pour opérer deux hôtels de 18 chambres au total. Les bâtiments sont situés sur la rue Saint-André, entre le boulevard De Maisonneuve et la rue Robin. Bien que le site se trouve dans un zonage résidentiel (R.2), l'activité commerciale à proximité, contribue à la vitalité et le dynamisme du secteur. L'établissement hôtelier *Le Chasseur*, situé au 1567, rue St-André, est un des premiers gîtes montréalais. À l'époque, soit à la fin du 19e siècle, cette maison était propriété du Diocèse de Montréal pendant une dizaine d'années et servait à héberger les étudiants en attendant la fin de la construction d'un séminaire. Au début du 20e siècle, l'industrialisation de la ville à la recherche de meilleur revenu et un grand nombre de maisons comme celle-ci se transforme en pension pour les recevoir. La maison conservera son caractère de « maison de chambres » pratiquement sans interruption depuis 1895. L'établissement hôtelier *Le Simone,* situé au 1571, rue St-André, est également en opération depuis plusieurs années. Les deux établissements sont situés dans la catégorie d'usage R.2 dans laquelle l'usage hôtel n'est pas autorisé. De plus, l'établissement *Le Simone* possède une terrasse sur laquelle sont aménagées plusieurs tables et chaises permettant aux clients de prendre leur repas à l'extérieur. À moins d'indication contraire, toutes les opérations reliées à l'exploitation d'un usage commercial ou industriel doivent se faire à l'intérieur d'un bâtiment (art. 170).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage « hôtel » viendrait confirmer l'activité hôtelière qui est en vigueur depuis des décennies, et ce, dans les deux établissements.
Considérant que :	Le demandeur, qui est l'exploitant depuis près d'une quinzaine d'années avait obtenu à l'époque un certificat d'occupation de « maison de chambre » bien que l'activité depuis le tout début demeure un usage hôtelier.

Considérant que : Plusieurs établissements hôteliers se trouvent à moins de 200 mètres des établissements visés.

Considérant que : Les deux bâtiments sont bien entretenus et aucun travaux majeur n'est prévu à court terme.

Considérant que : L'établissement n'a fait l'objet d'aucune plainte de nuisance à l'arrondissement de Ville-Marie.

Considérant que : L'exploitant habite un appartement situé dans le même bâtiment où se trouve l'établissement *Le Chasseur* ce qui permet d'assurer une surveillance quotidienne en plus des employés sur place.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180607002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant l'aménagement d'un des quais de chargement avec une profondeur moindre que prescrite, pour un bâtiment projeté au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'aménagement d'un des quais de chargement avec une profondeur moindre que prescrite, pour un bâtiment projeté au 700, rue Saint-Antoine Est (Gare Viger), et ce, en dérogation à l'article 579 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 09:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180607002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant l'aménagement d'un des quais de chargement avec une profondeur moindre que prescrite, pour un bâtiment projeté au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant dépose à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une demande de dérogation mineure concernant la dimension d'un des deux quais de chargement exigés dans le projet situé entre les rue Berri, Saint-Antoine Est, Saint-Hubert et Notre-Dame (Gare Viger)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Comité consultatif d'urbanisme : agrandissement en surhauteur, 11 mai 2017 (3001302296)
Comité consultatif d'urbanisme : révision architecturale, 12 avril 2018 (3001302296)

DESCRIPTION

Il s'agit du projet d'un complexe multifonctionnel comportant des usages de types résidentiel et commercial (hôtel, bureau et commerce de détail). L'implantation se fait autour d'une cour intérieure aménagée. Le projet est prévu en deux phases : la première, coin sud-est, avec un volume en L le long des rues Saint-Hubert et Notre-Dame, la seconde avec un bâtiment de 7 étages à l'est du site. La hauteur à son point le plus haut est de 65 m. On note, côté sud, les deux niveaux d'accès du bâtiment, avec la rue du Glacis qui se situe sous la rue Notre-Dame. Le projet prévoit deux aires de chargement par la rue du Glacis, sous la rue Notre-Dame.
Cette demande de dérogation mineure est relative à l'article 579 du règlement. En effet, l'un des deux quais de chargement ne respecte pas la longueur minimale prescrite, sa longueur de 10,10 m à 11 m étant inférieure à la longueur minimale exigée de 16 m.

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de dérogation mineure;

- Les requérants se voient dans l'impossibilité d'agrandir l'aire de chargement car la profondeur du bâtiment à cet emplacement est de 17 m. Un agrandissement intérieur compromettrait l'architecture et le fonctionnement du projet; un

grandissement vers l'extérieur est impossible, car la voie d'accès (rue du Glacis), qui connecte les aires de chargement au réseau viaire, comprend une servitude de passage (lot 3677 245) assurant l'accès en tout temps aux aires de livraison;
- Dans ces conditions, le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant;
- La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
- La dérogation ne concerne ni l'usage ni la densité d'occupation du sol ni la hauteur du bâtiment;
- La demande respecte les objectifs du Plan d'Urbanisme.
- Le Comité consultatif d'urbanisme du 10 mai 2018 a émis un avis favorable à ce projet de dérogation mineure.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001419908
4.4.1

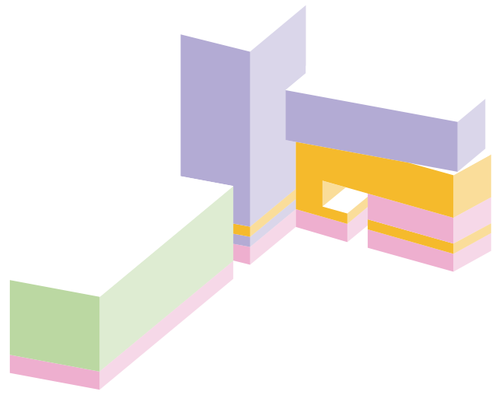
Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	700, rue Saint-Antoine Est
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	La demande vise l'aménagement d'un quai de chargement, qui ne respecte pas la longueur minimale prescrite, dans le cadre d'un projet d'un complexe multifonctionnel comportant des usages de types résidentiel et commercial (hôtel, bureau et commerce de détail). Le projet prévoit deux aires de chargement par la rue du Glacis, sous la rue Notre-Dame, dont l'un deux a une longueur de 10,10 m à 11 m, ce qui est inférieure à la longueur minimale exigée de 16 m.
Élément particulier :	À la séance du 11 mai 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'agrandissement en surhauteur. À la séance du 12 avril 2018, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la révision architecturale.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'agrandissement de l'aire de chargement est impossible, car la profondeur du bâtiment à cet emplacement est de 17 m. Cela compromettrait l'architecture et le fonctionnement du projet.
Considérant que :	La voie d'accès (rue du Glacis), qui connecte les aires de chargement au réseau viaire, comprend une servitude de passage (lot 3677 245) permettant ainsi l'accès en tout temps aux aires de livraison.
Considérant que :	La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.
Considérant que :	Dans ces conditions, le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire

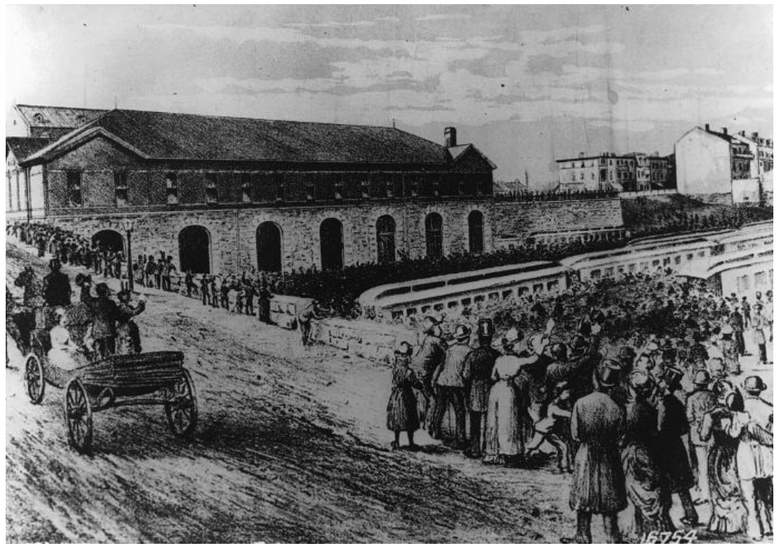
GARE VIGER



CONTEXTE

Histoire du site

La gare Dalhousie
Inconnu. *La gare Dalhousie en 1885*. 1885. Deux anciennes gares. Vieux-Montréal. Consulté le 22 novembre, 2016. http://www.vieux.montreal.qc.ca/tour/etape3/3z6.htm



La rue Berri
Gariépy, Edgar. *La rue Berri et la gare Dalhousie BM42-G1225*. 1905. Chronique Montréalité no 26 : La gare-hôtel Viger. Archives Montréal. Consulté le 22 novembre, 2016. http://archivesdemontreal.com/documents/2015/02/003_BM42-G1225_pl-ver.jpg

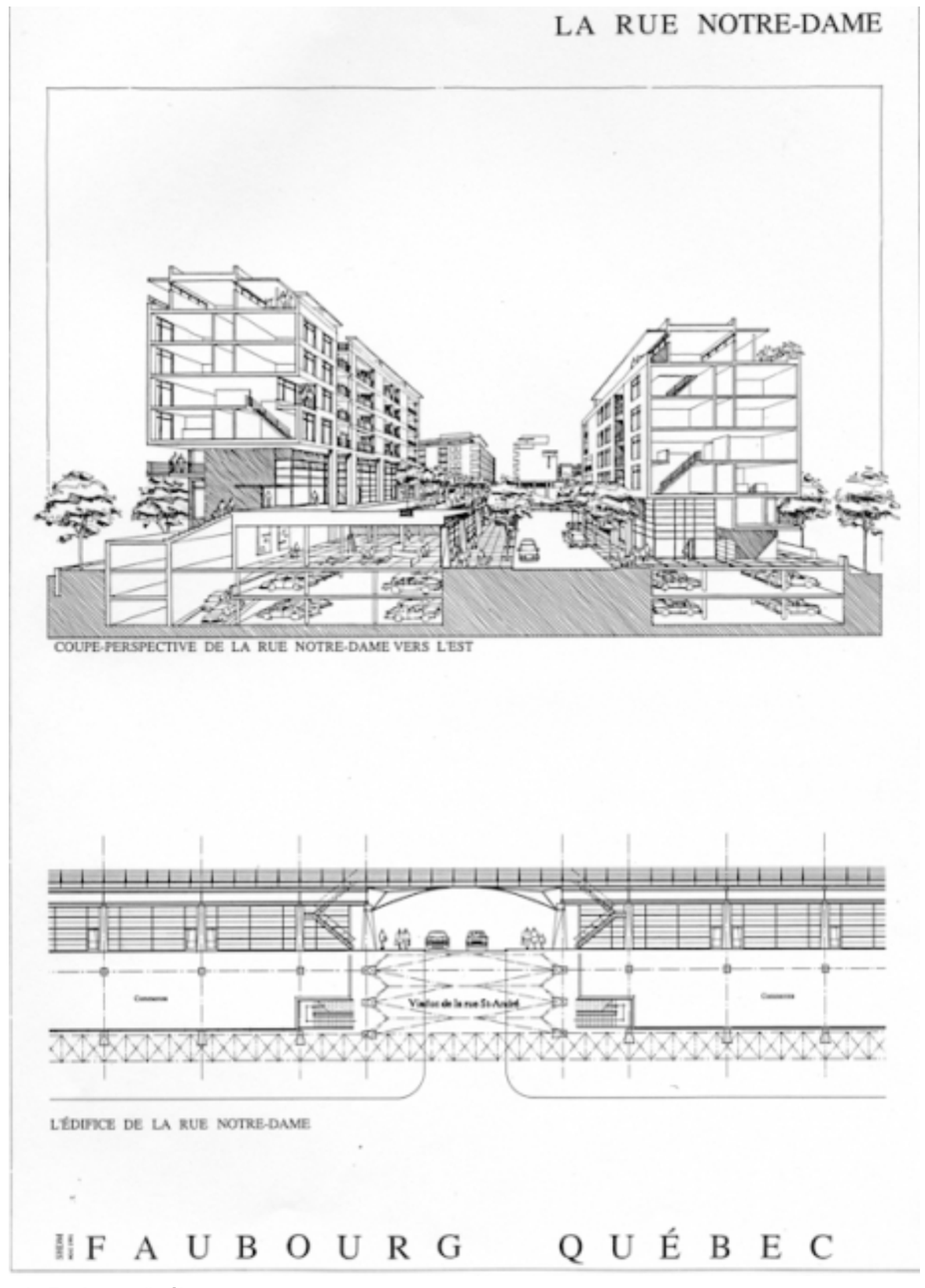


Gare Viger
Inconnu. *Gare-hôtel de l'hôtel Viger P500-Y-1_20-011*. Début 20e siècle. Chronique Montréalité no 26 : La gare-hôtel Viger. Archives Montréal. Consulté le 22 novembre, 2016. http://archivesdemontreal.com/documents/2015/02/005_P500-Y-1_20-011.jpg

Faubourg Québec

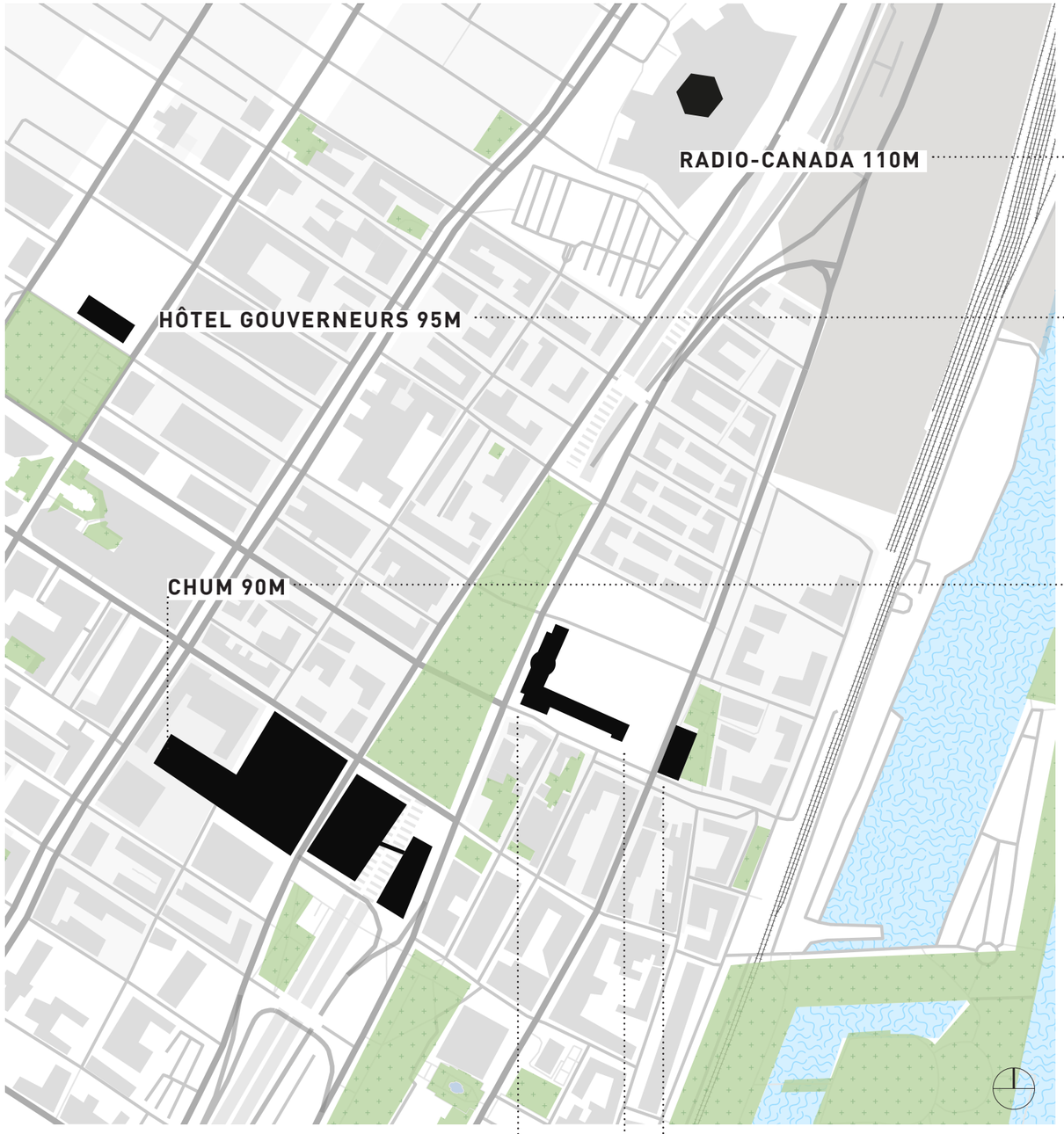


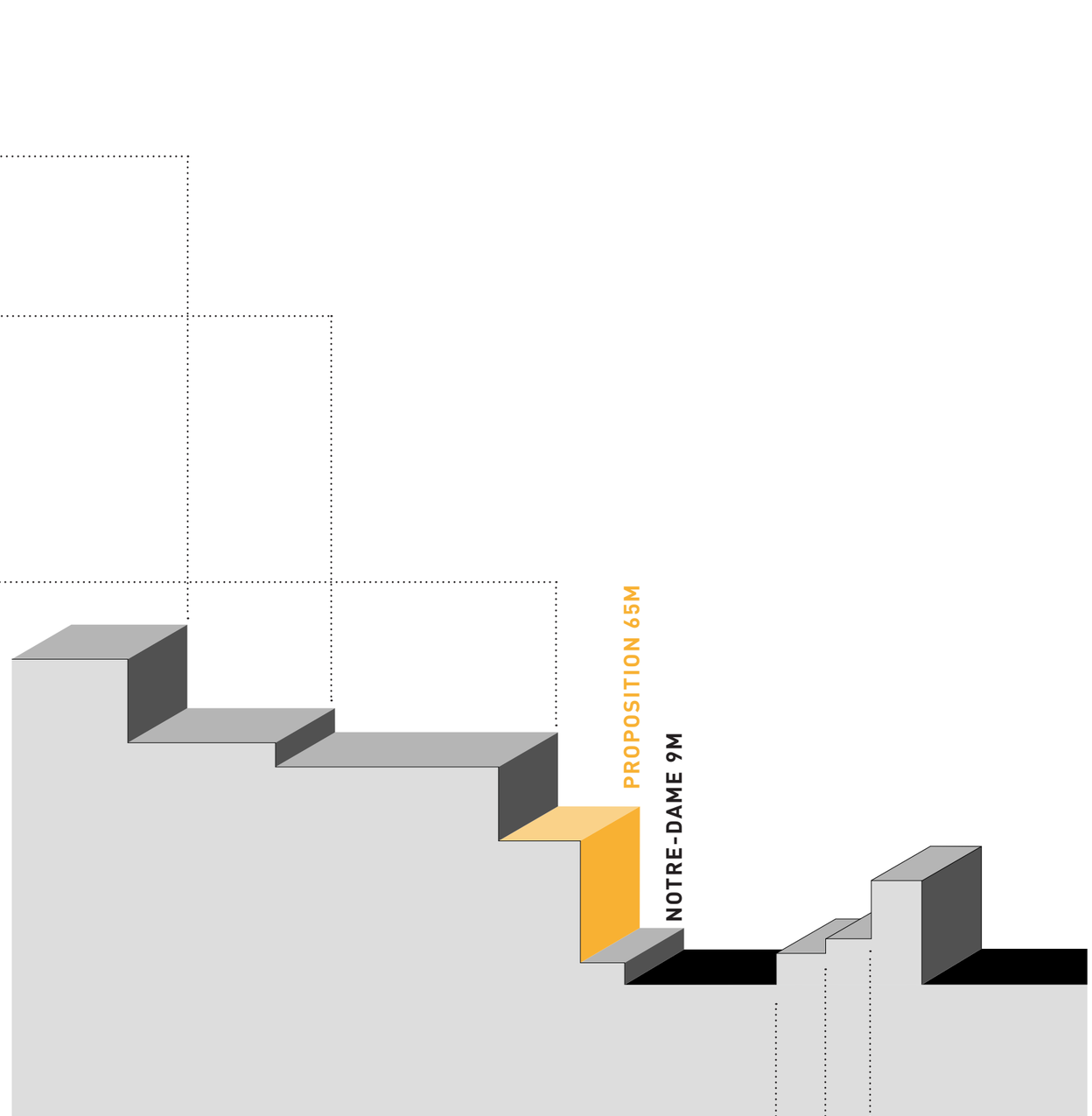
Étude Faubourg Québec
Provencher_Roy 1991



Étude Faubourg Québec
Provencher_Roy 1991

Contexte du bâti urbain: grande hauteur avoisinante





GARE DALHOUSIE 18M

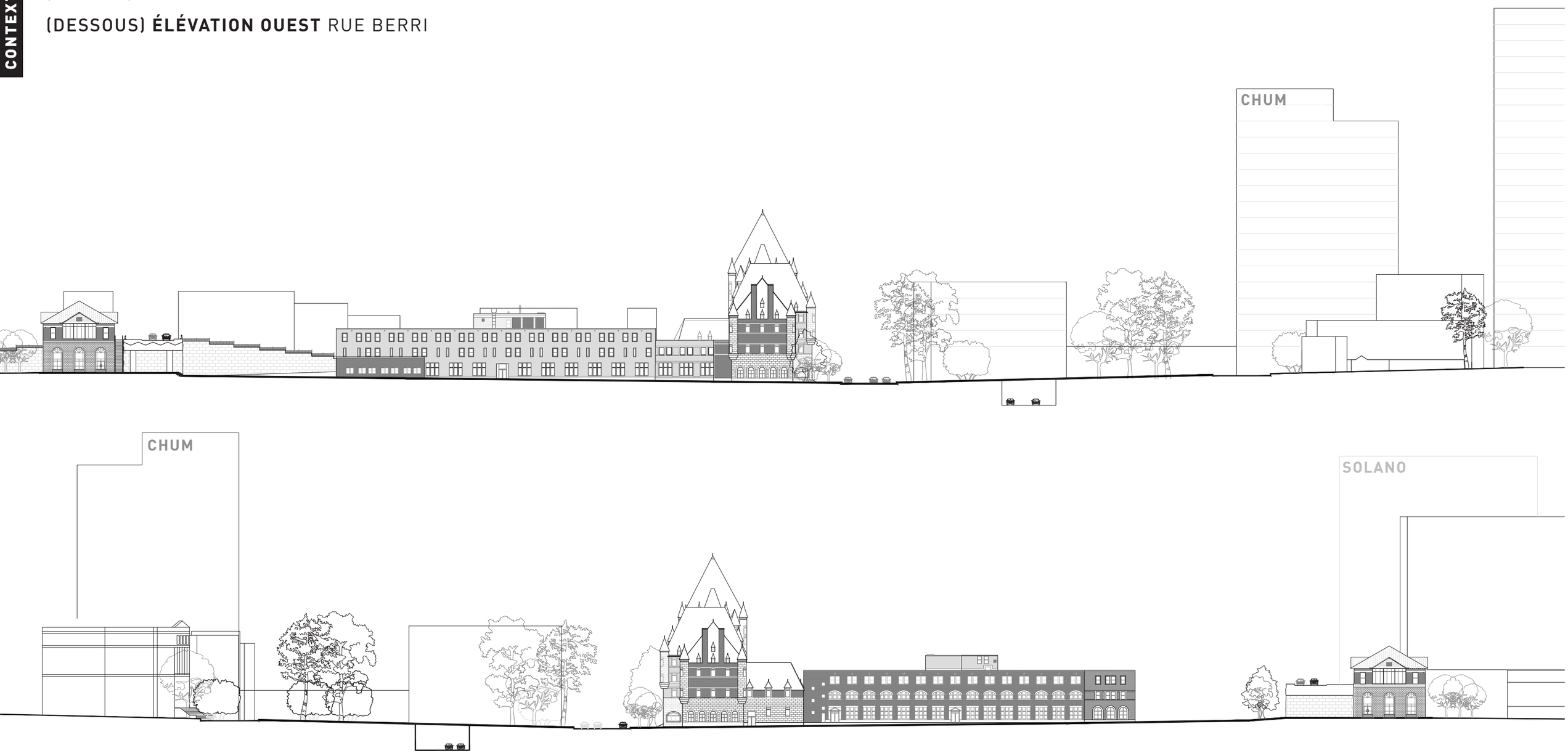
GARE BERRI 13M

CHÂTEAU VIGER 42M

Contexte du bâti urbain: basilaire

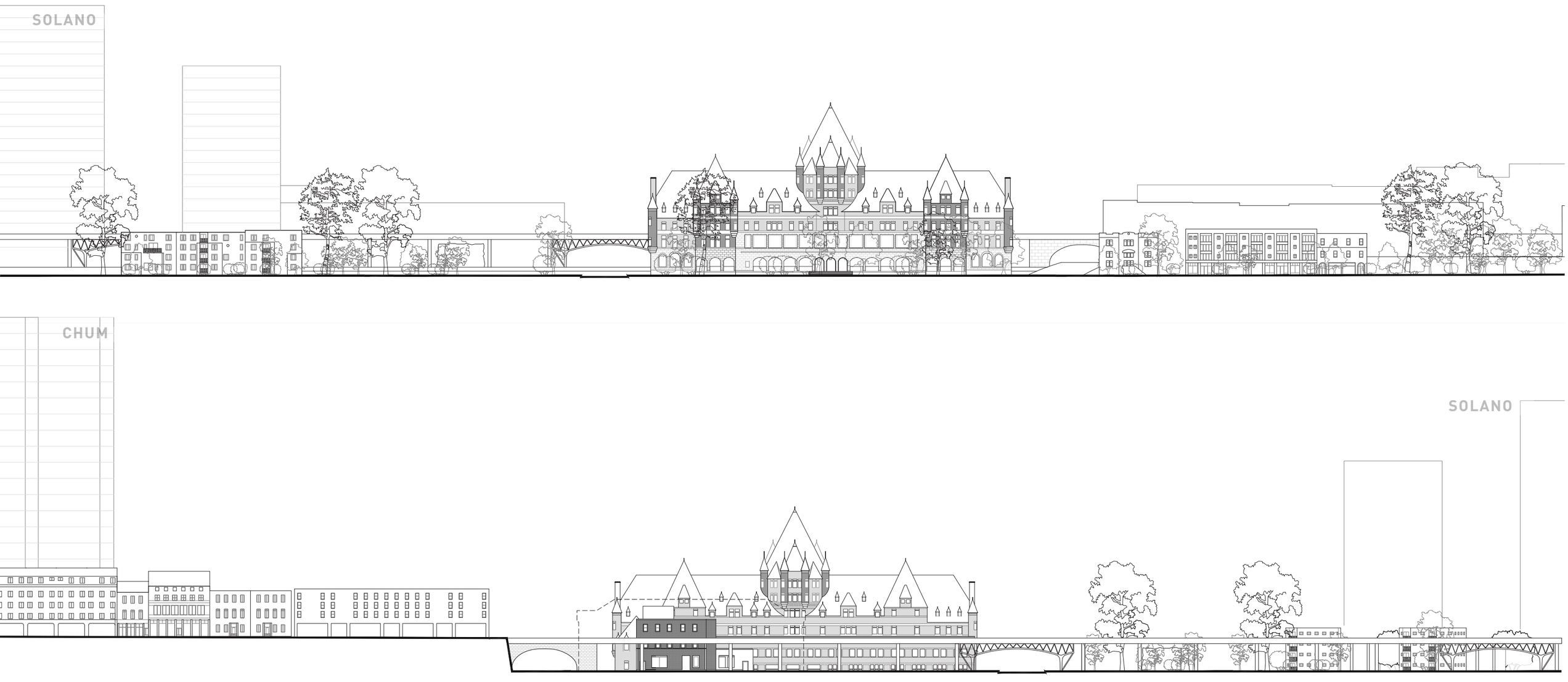
(DESSUS) **ÉLÉVATION EST** RUE SAINT HUBERT

(DESSOUS) **ÉLÉVATION OUEST** RUE BERRI



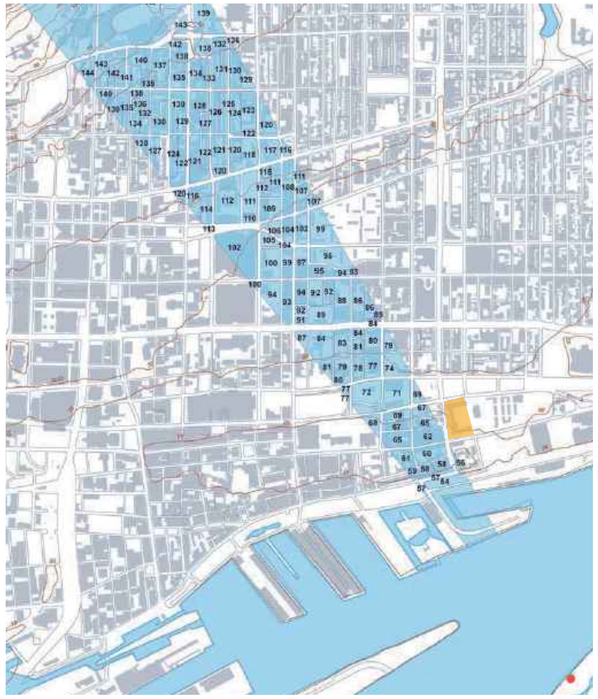
(DESSUS) **ÉLÉVATION NORD** RUE SAINT-ANTOINE

(DESSOUS) **ÉLÉVATION SUD** RUE NOTRE-DAME

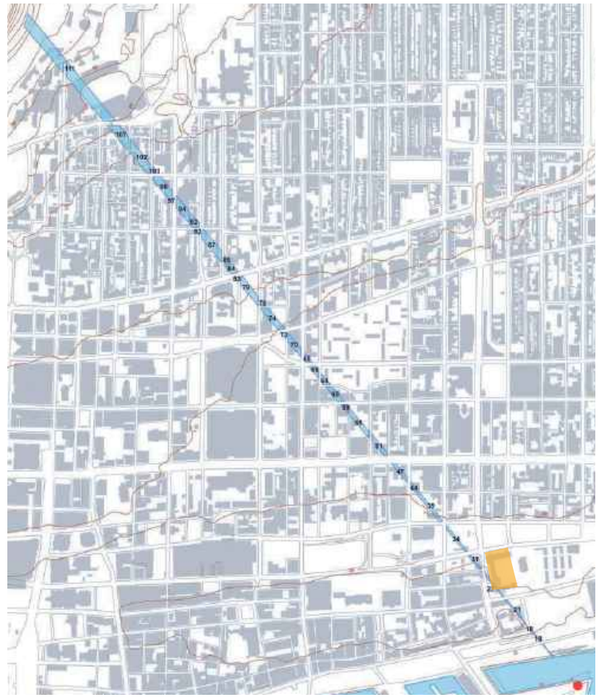


Zone des vues protégées

BELVÉDÈRE DES ÎLES



QUAI DE L'HORLOGE

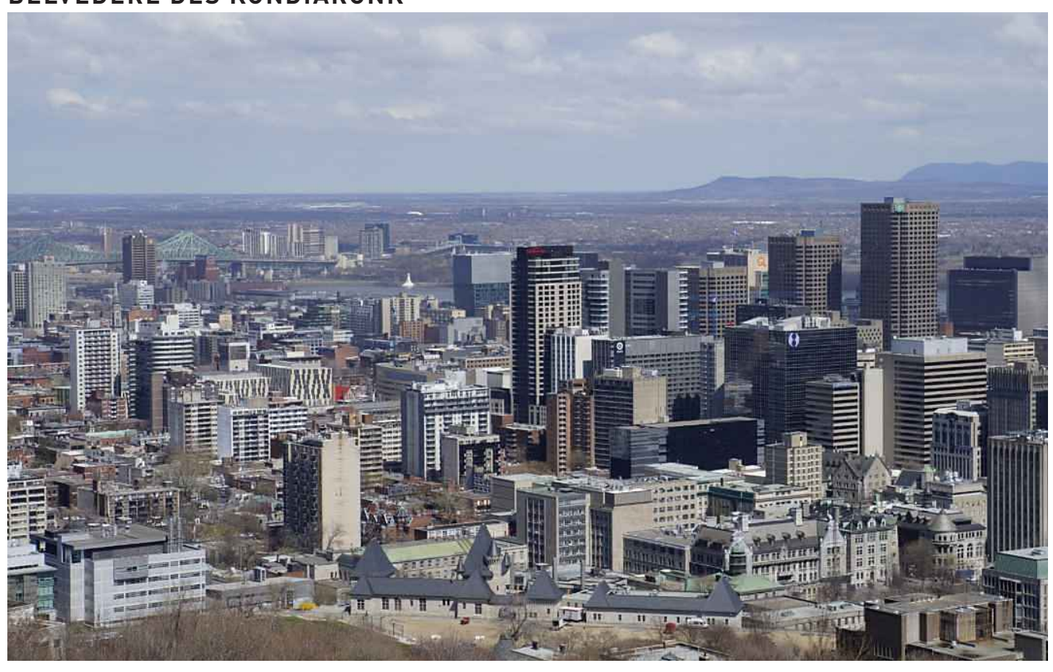




QUAI DE L'HORLOGE

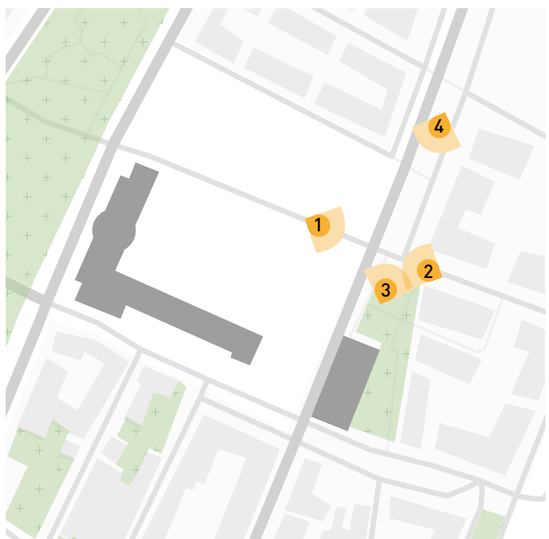


BELVÉDÈRE DES KONDIARONK



Vues

1 + 2 Sous rue Notre-Dame via rue Saint-Hubert
3 Parc Dalhousie et brasserie Molson via rue Porte-de-Québec
4 Cirque Éloize via rue Porte-de-Québec



1



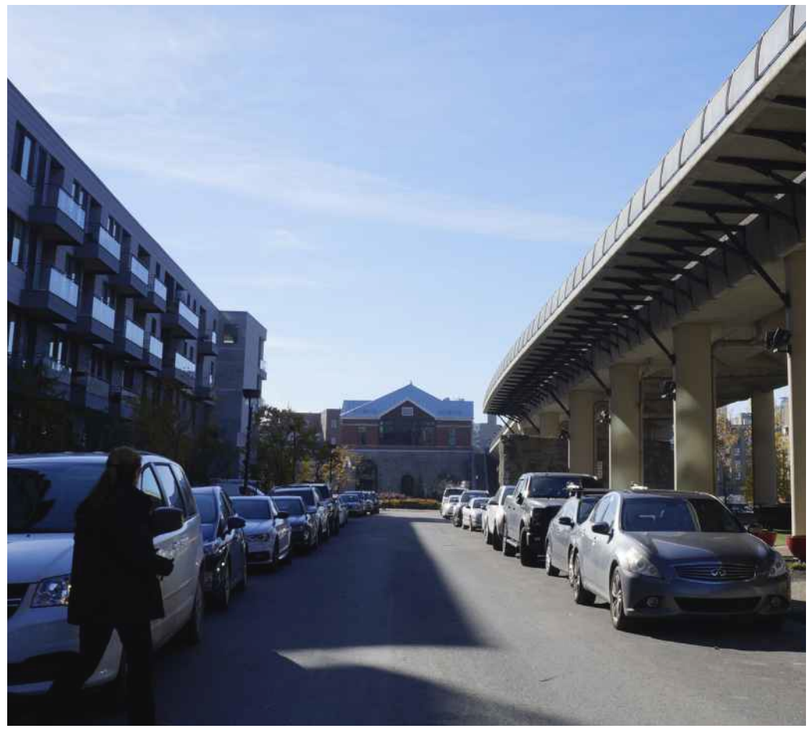
2



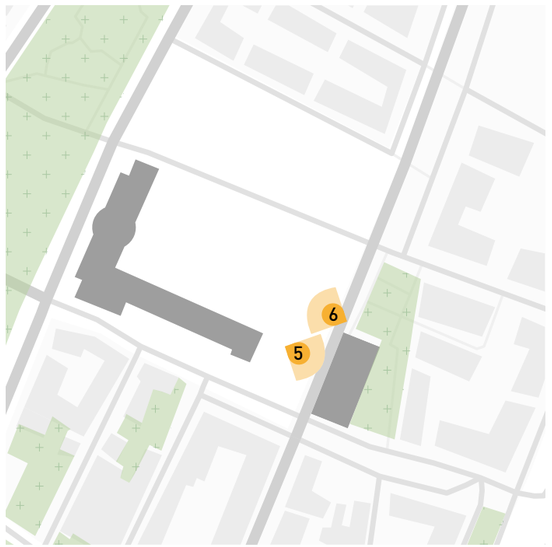
3



4



5 Gare Viger via rue Notre-Dame
6 Rue du Glacis et sous rue Notre-Dame



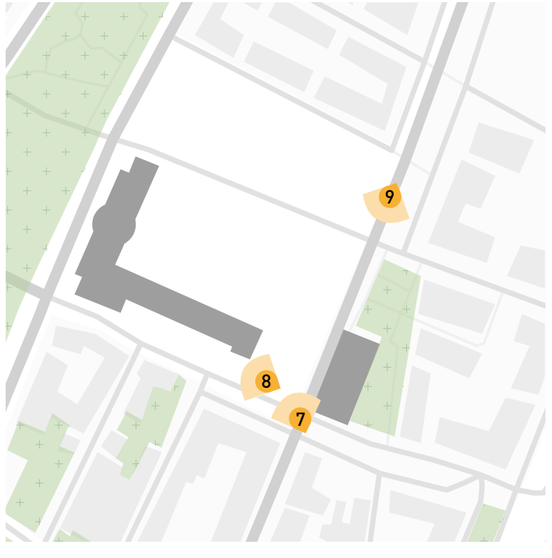
5



6



7 Le coin de la rue Berri
8 Limite de la rue Berri
9 Limite de la rue du Glacis

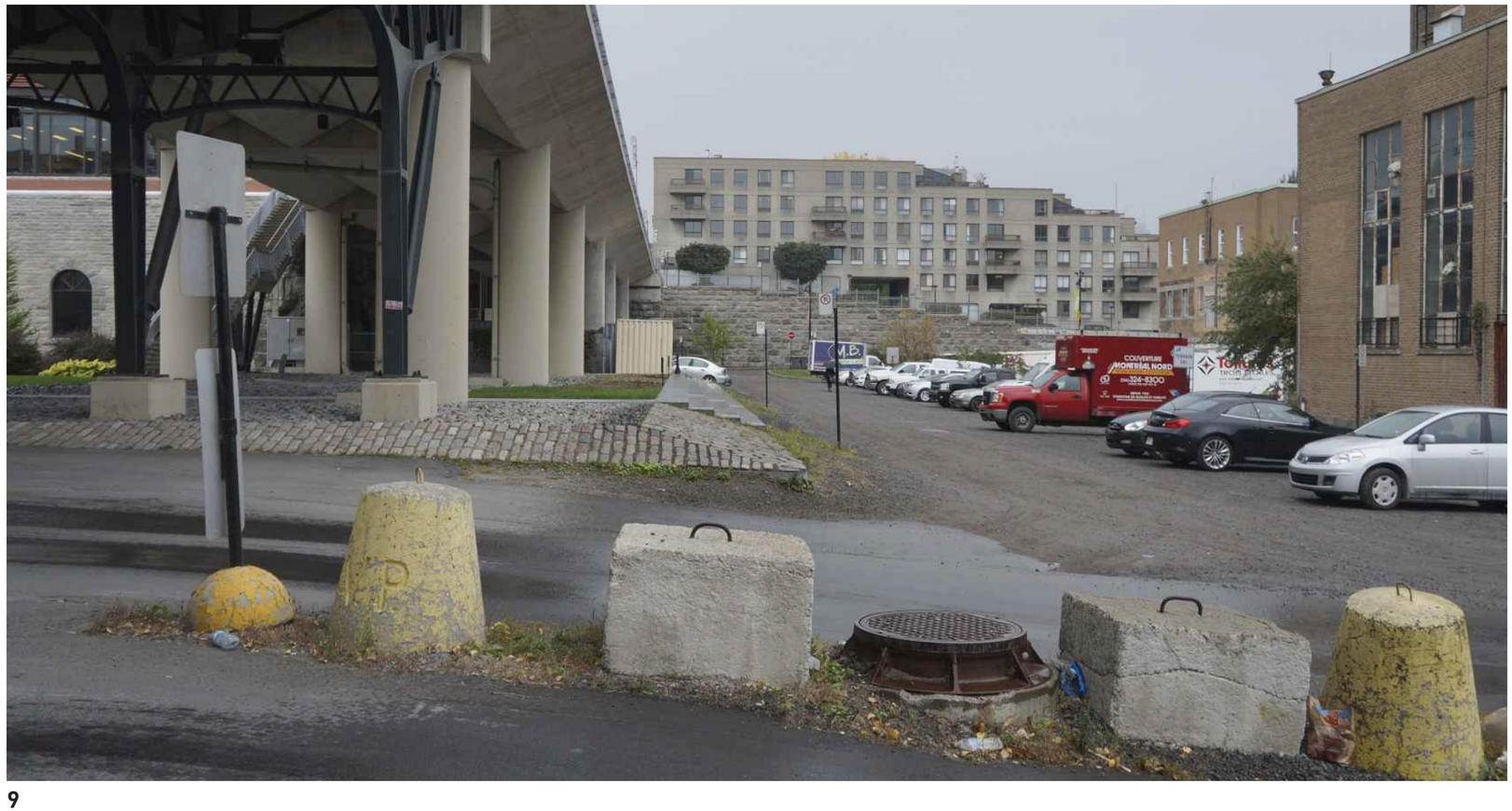


7



8





9

IMPLANTATION ET PROGRAMME

Éléments du programme

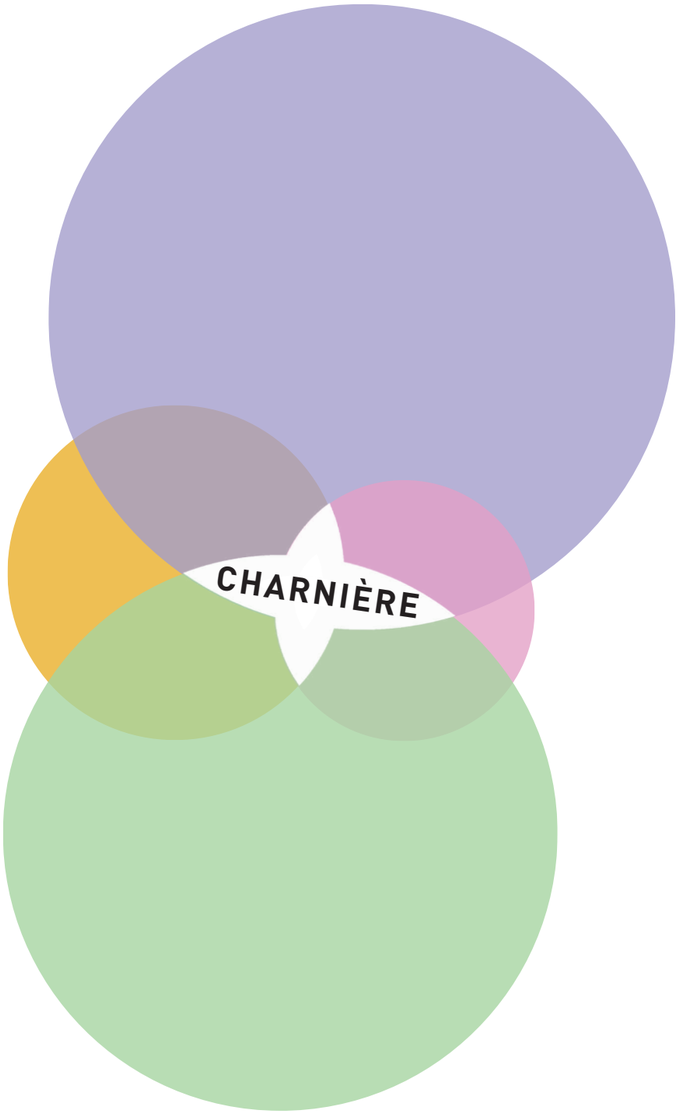
Requis

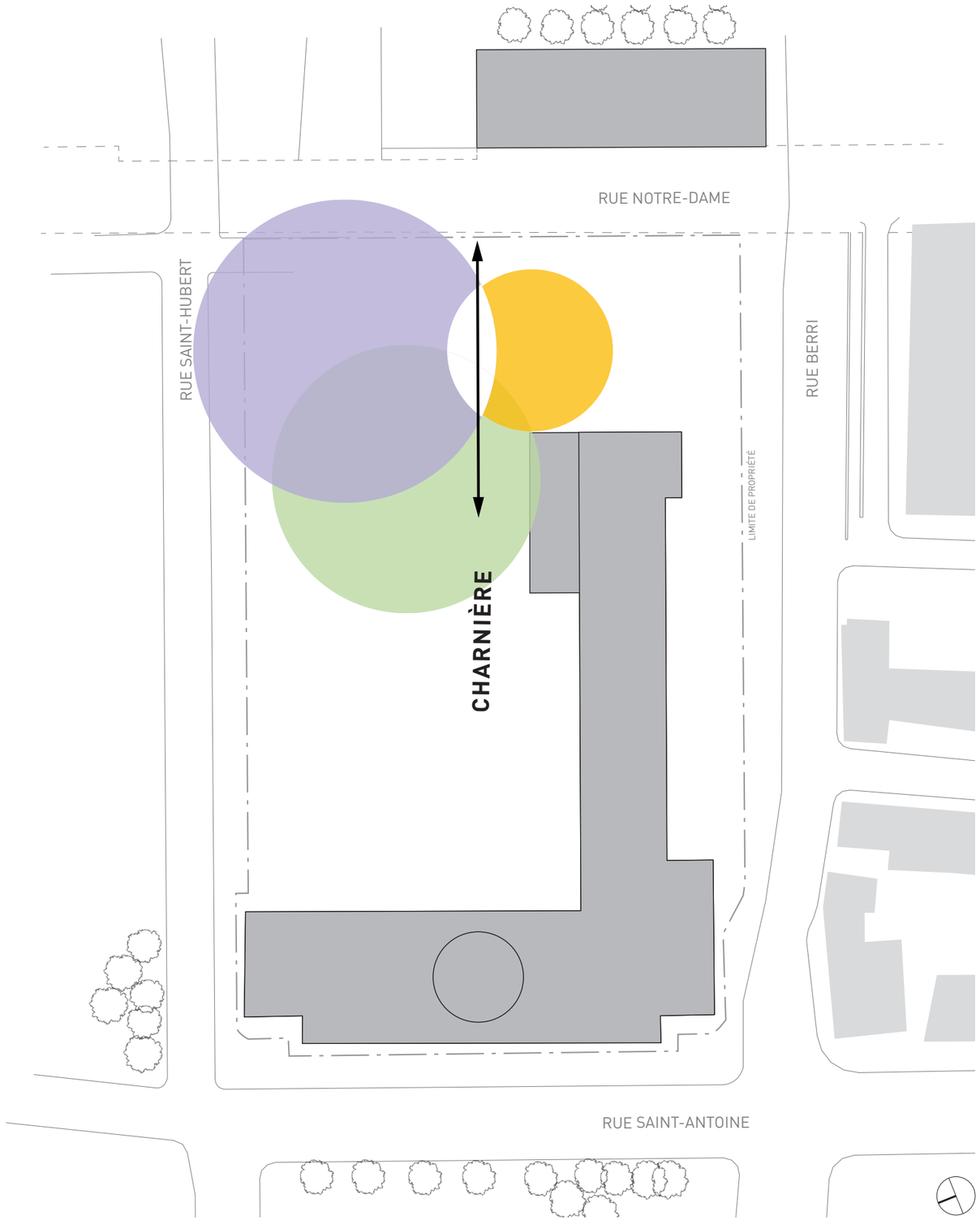
HOTEL

BUREAU

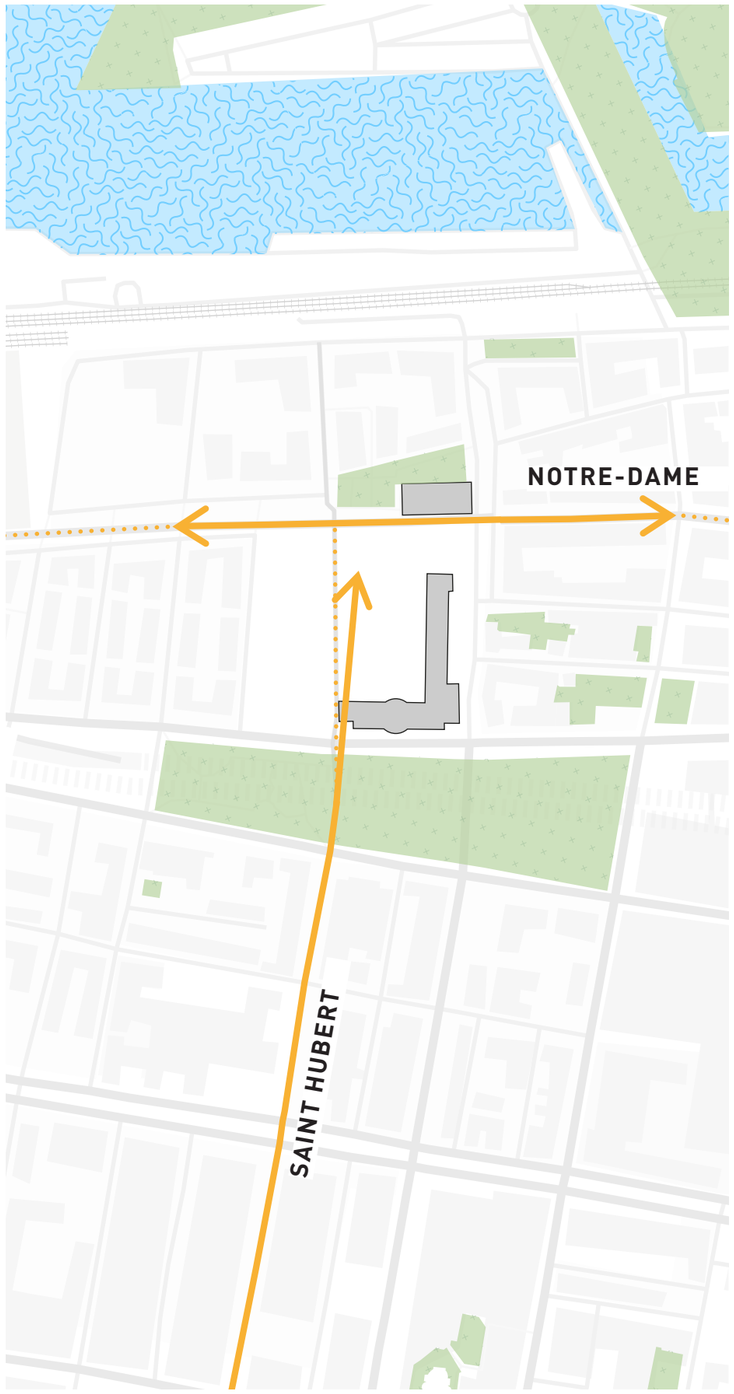
RÉSIDENTIEL

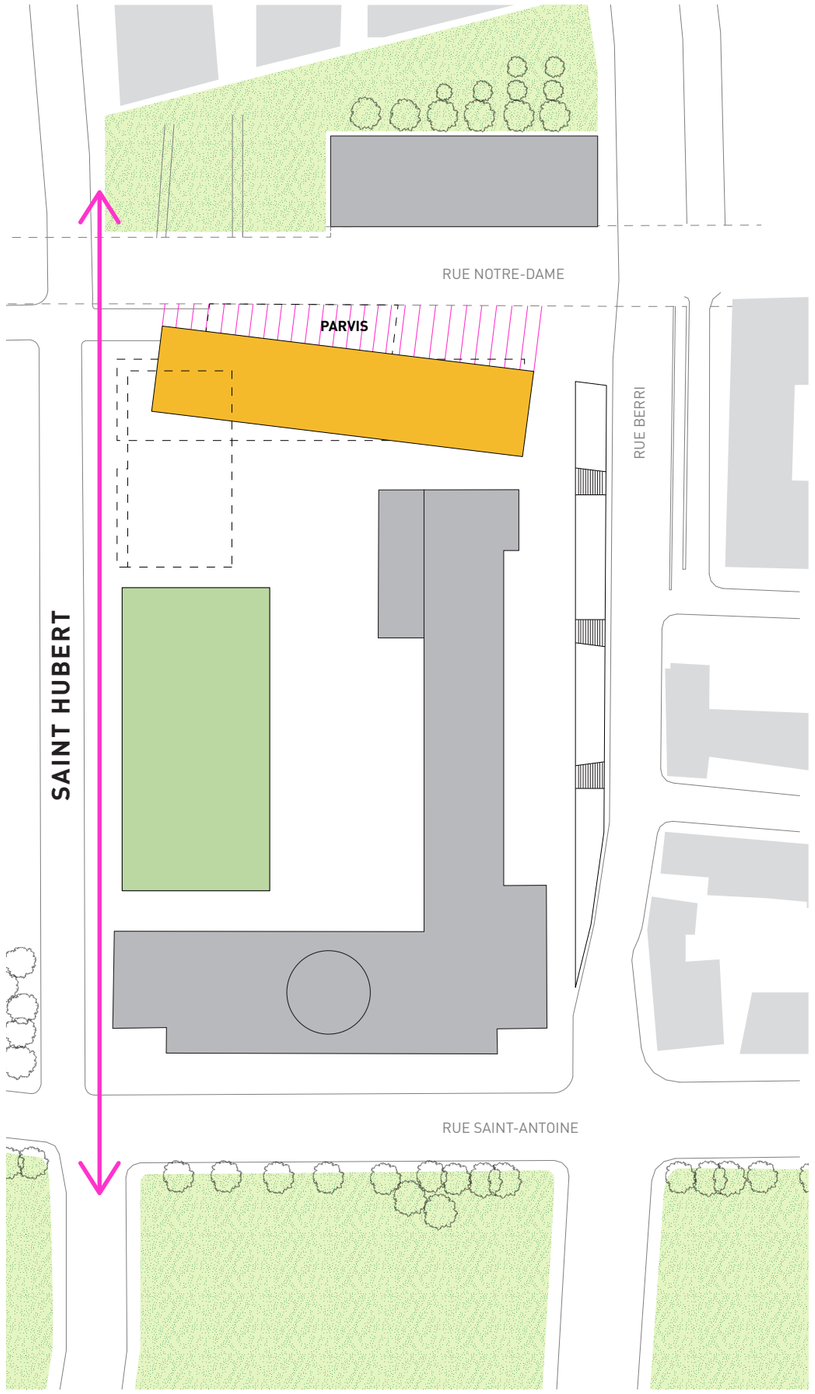
COMMERCIAL

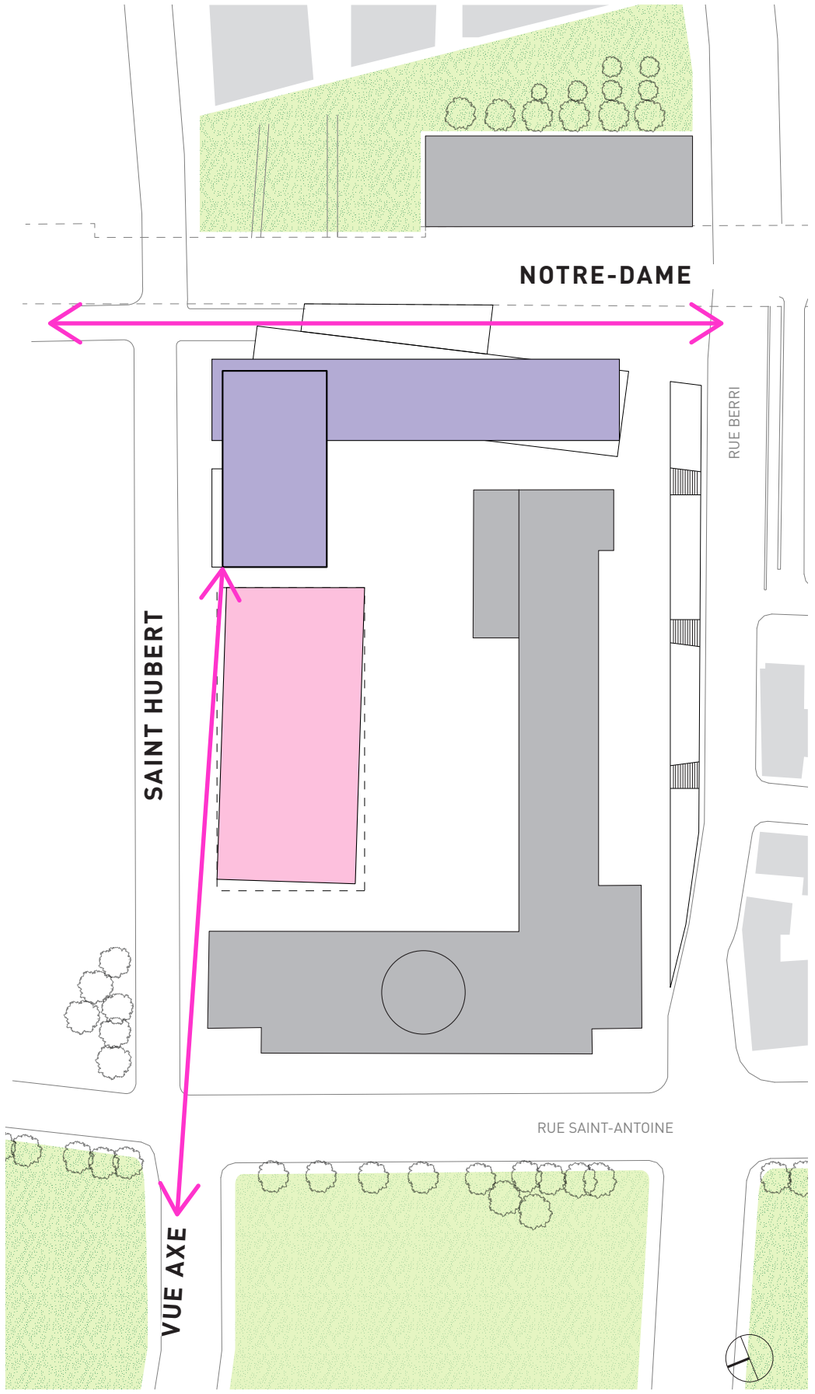




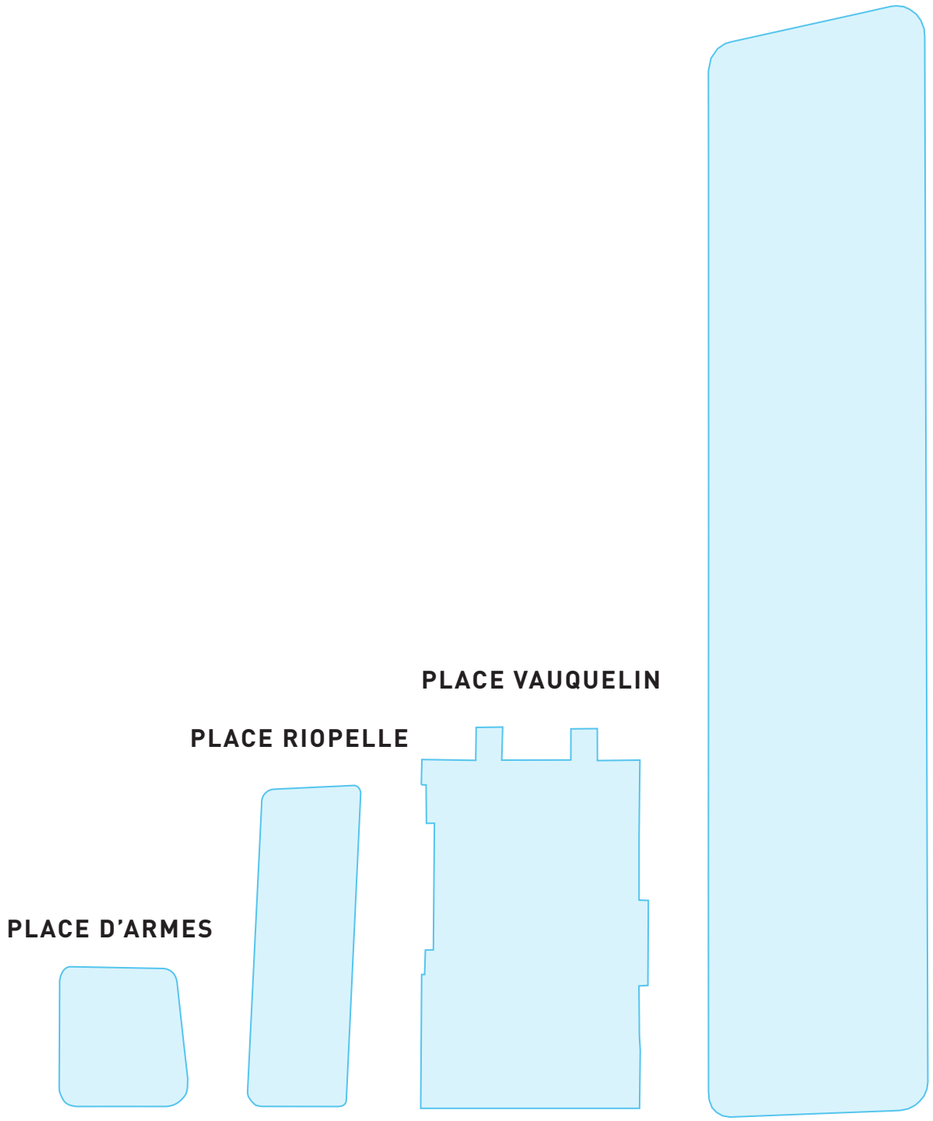
Definir le basilaire: articuler en hauteur

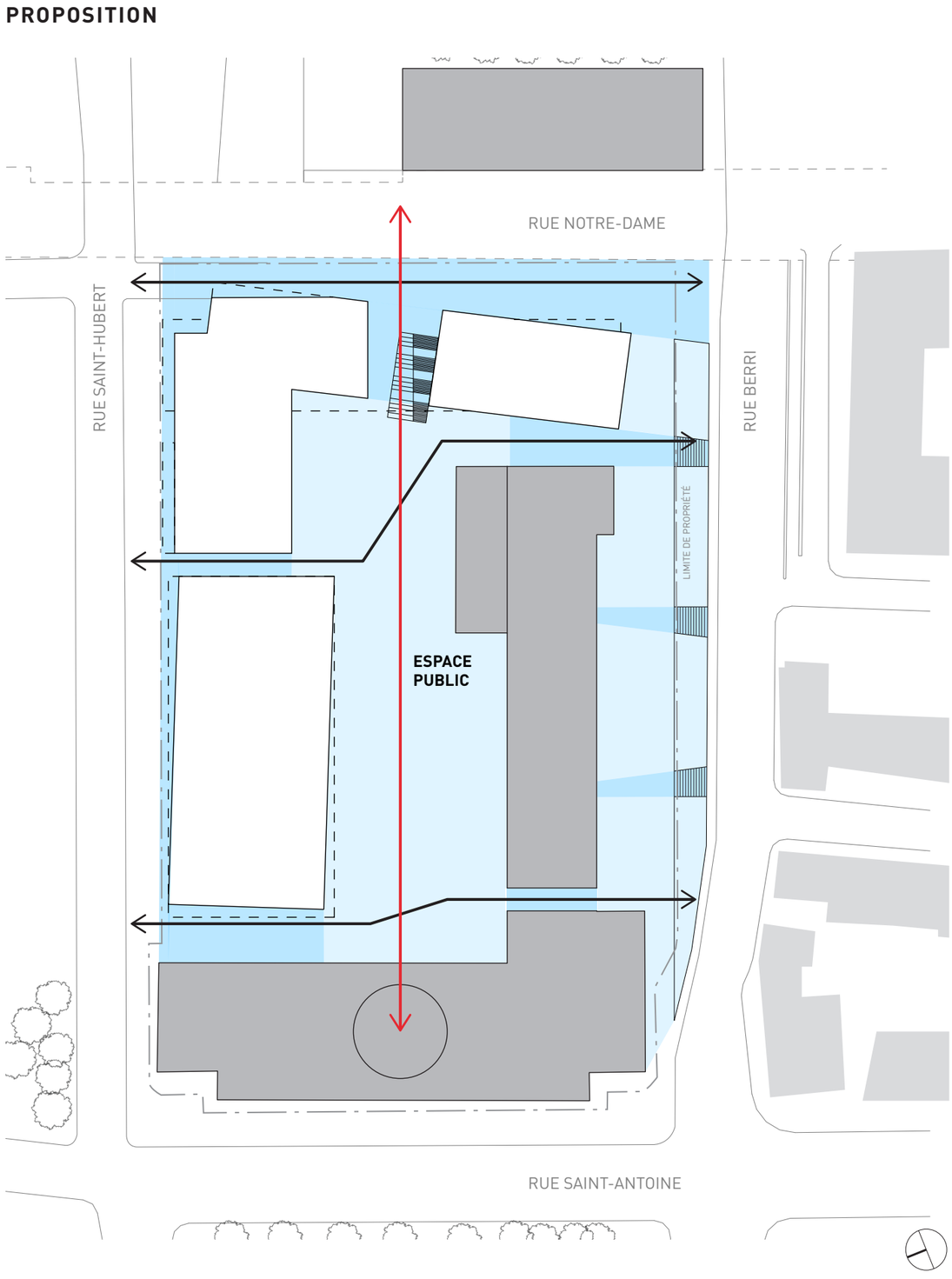




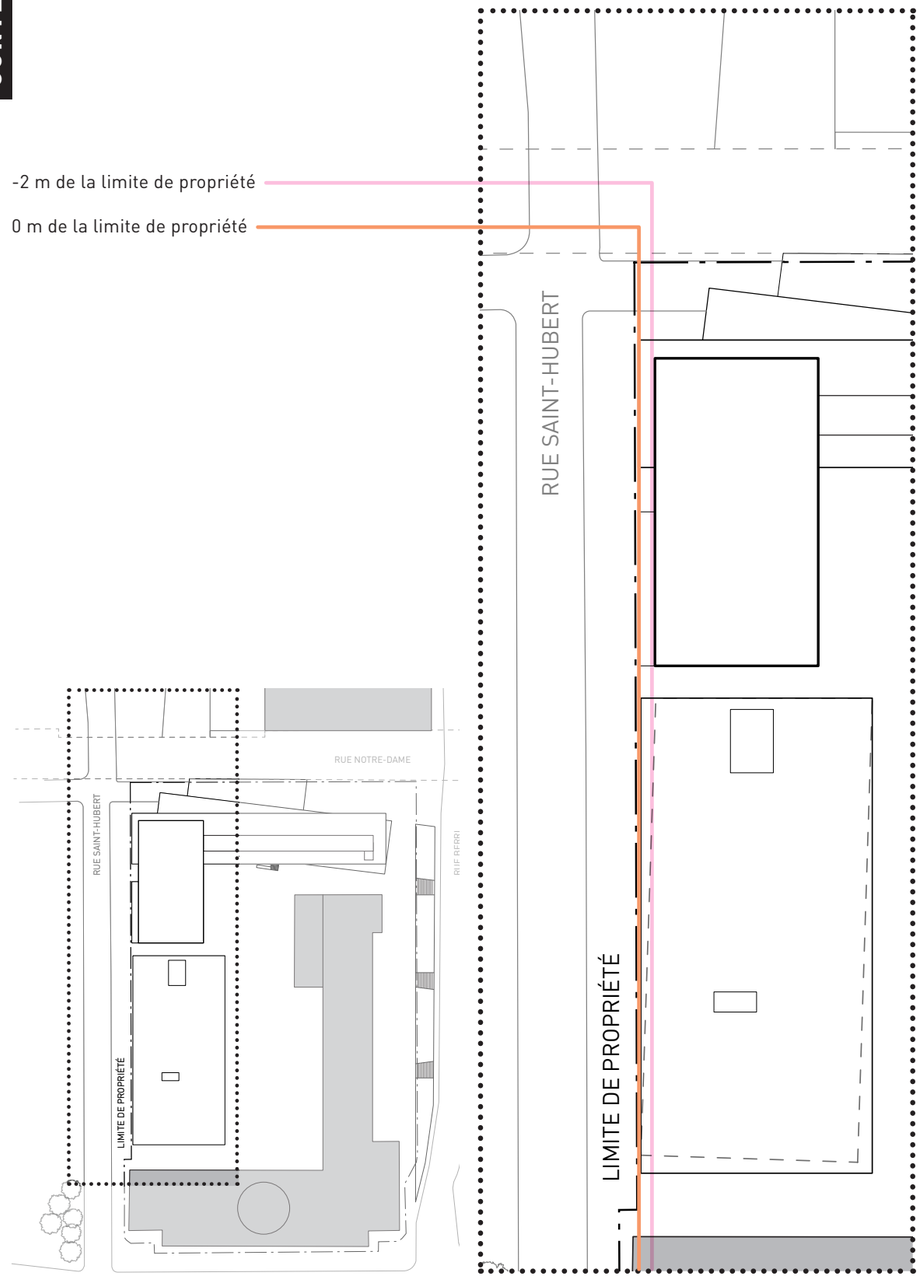


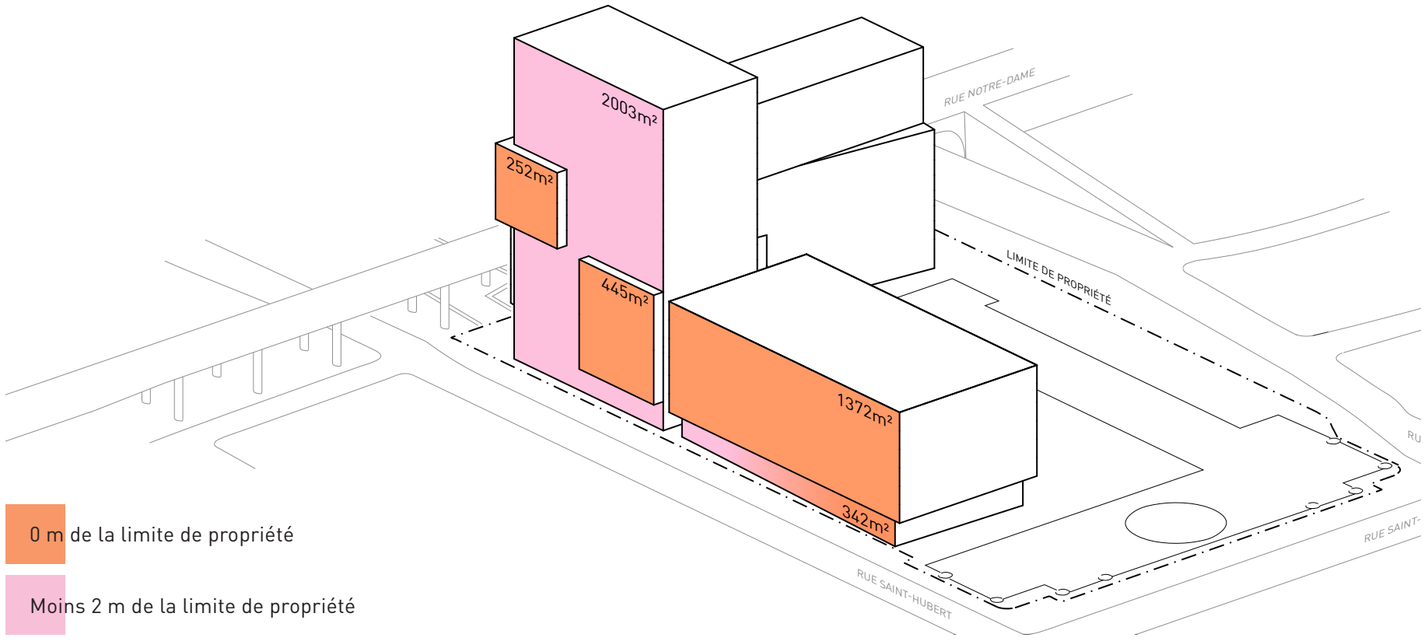
Espace public





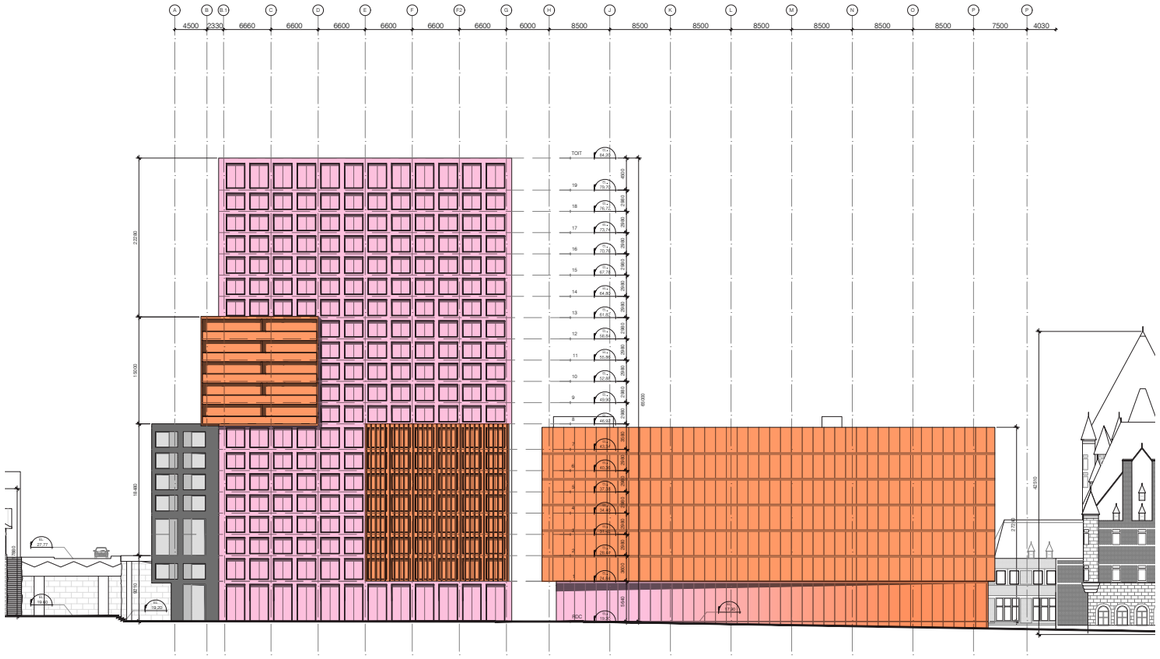
Retraits des façades sur Saint-Hubert





ZONAGE

SUR	65 m
HAUTEUR	
MAX	30 m
MIN	11 m
RDC	0 m



Proposition

HOTEL 179 chambres
9,466m²
101,891pi²

BUREAU
11,904m²
128,134pi²

RÉSIDENTIEL 334 unités
20,322m²
218,744pi²

COMMERCIAL
3,605m²
38,804pi²

BOH PARTAGÉ
332m²
3,574pi²

GRAND TOTAL
45,629m² / 491,146pi²

COS = 3.22

+ 46,000pi² gare Berri
+ 82,146pi² château Viger
490,178pi² proposition

= 618,323pi² grand total
191,856pi² site

CES = 42%

+ 17,400pi² gare Berri
+ 22,800pi² château Viger
41,200pi² proposition

= 81,400pi² grand total
191,856pi² site

SOUS-SOL
15,410m²
165,872pi²
451 place de stationnement (min requis 220, max requis 705



Liens programmatiques

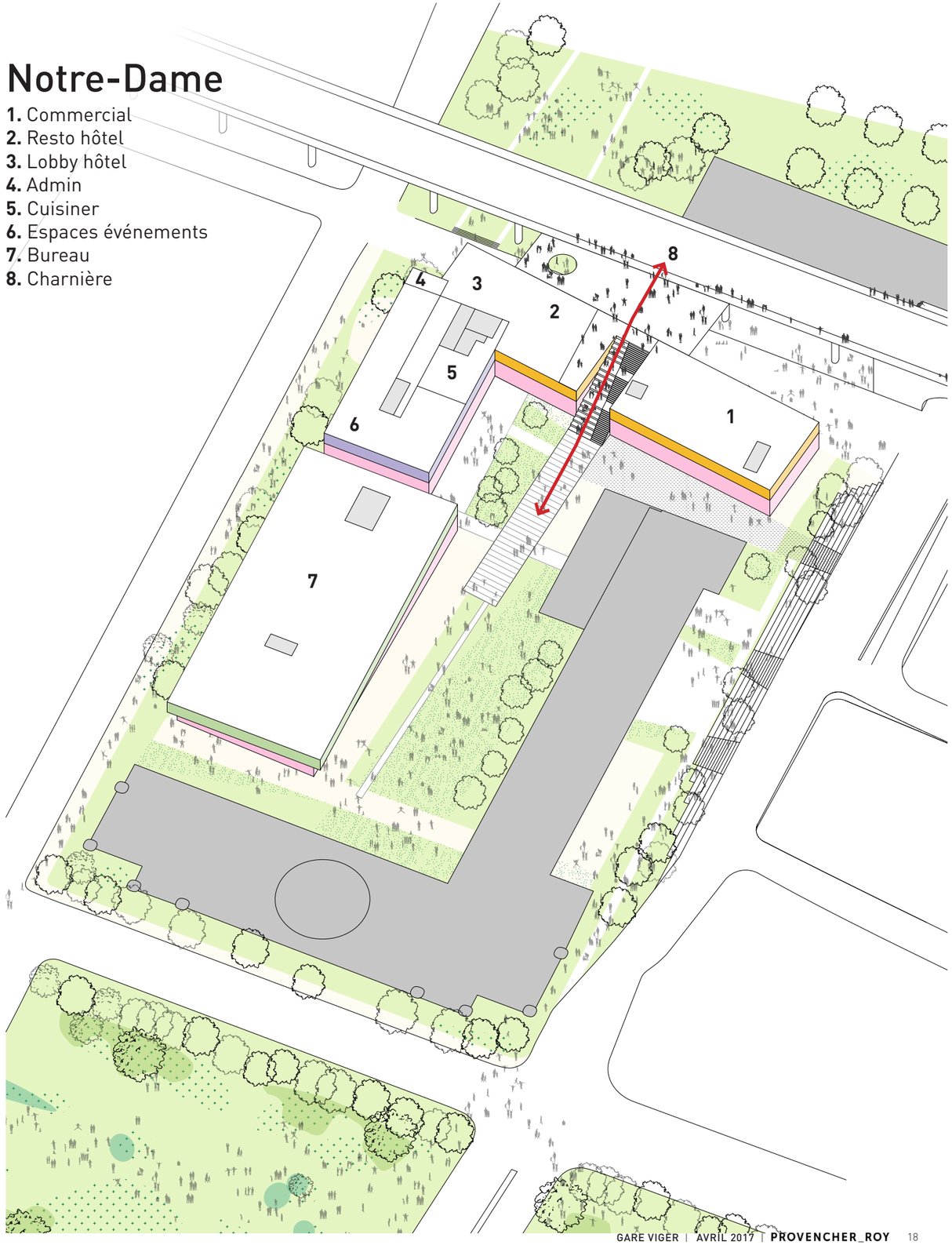
RDC

1. Commercial
2. Lobby commun
3. Débarcadère
4. BOH partagé
5. Entrée de stationnement



Notre-Dame

1. Commercial
2. Resto hôtel
3. Lobby hôtel
4. Admin
5. Cuisiner
6. Espaces événements
7. Bureau
8. Charnière

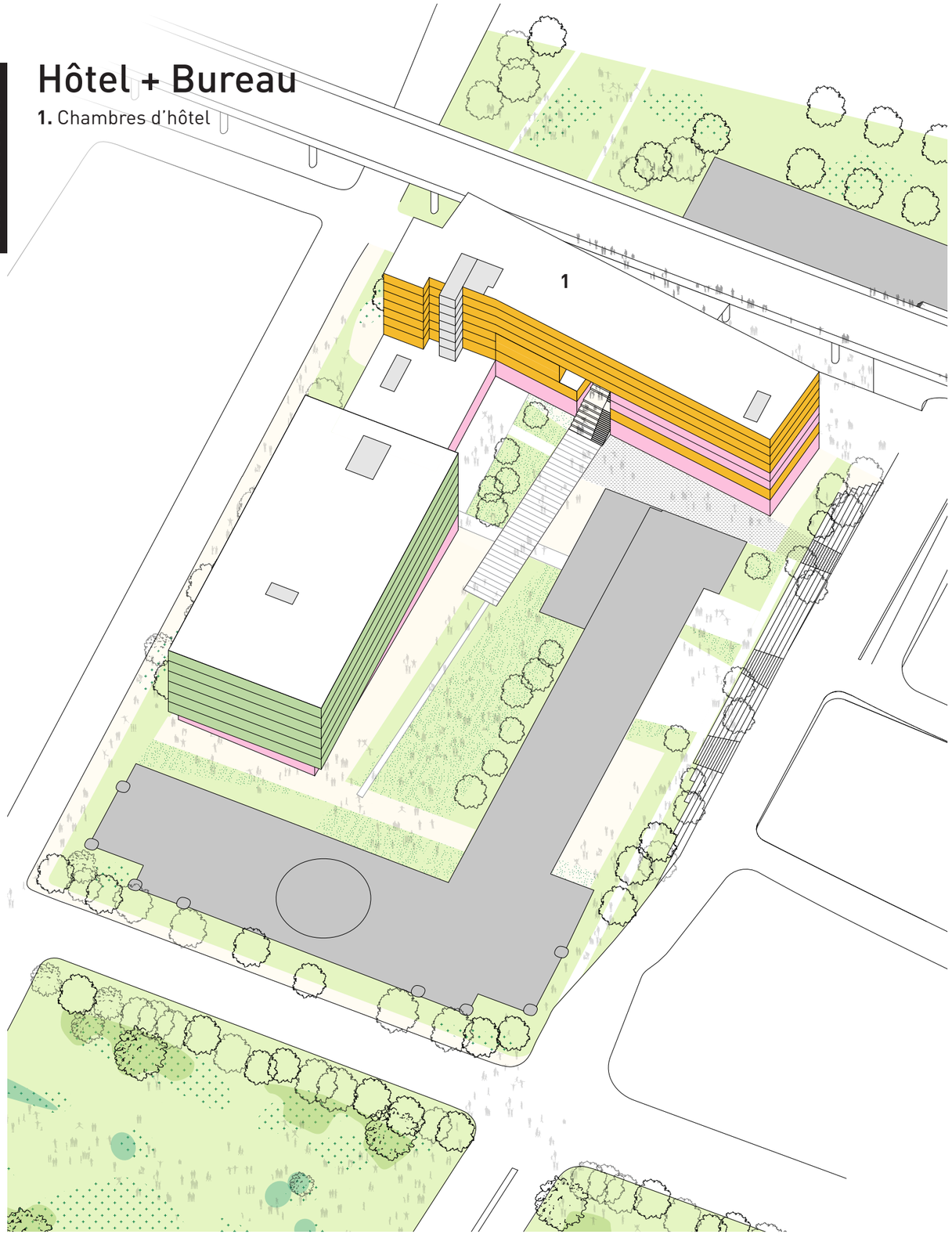






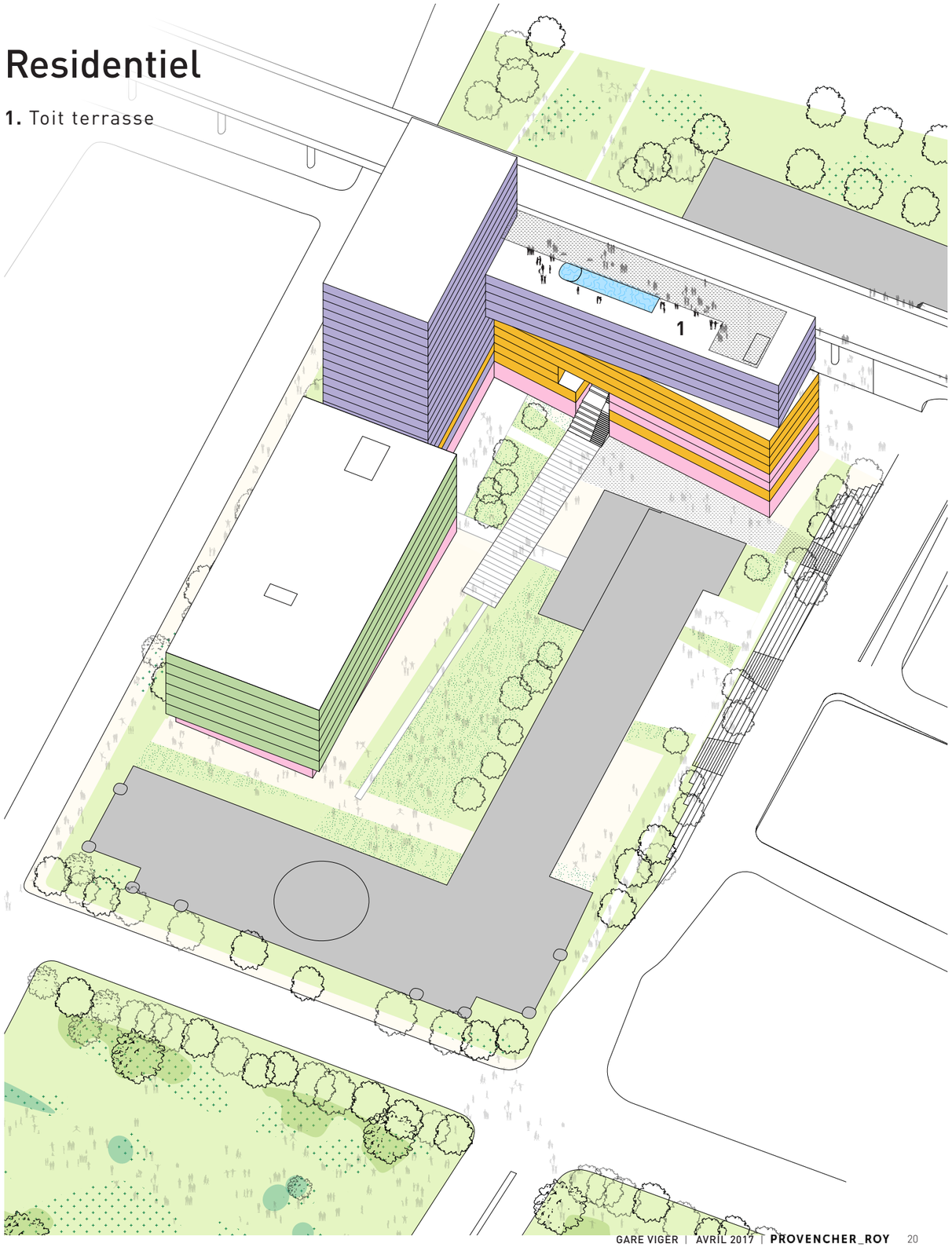
Hôtel + Bureau

1. Chambres d'hôtel



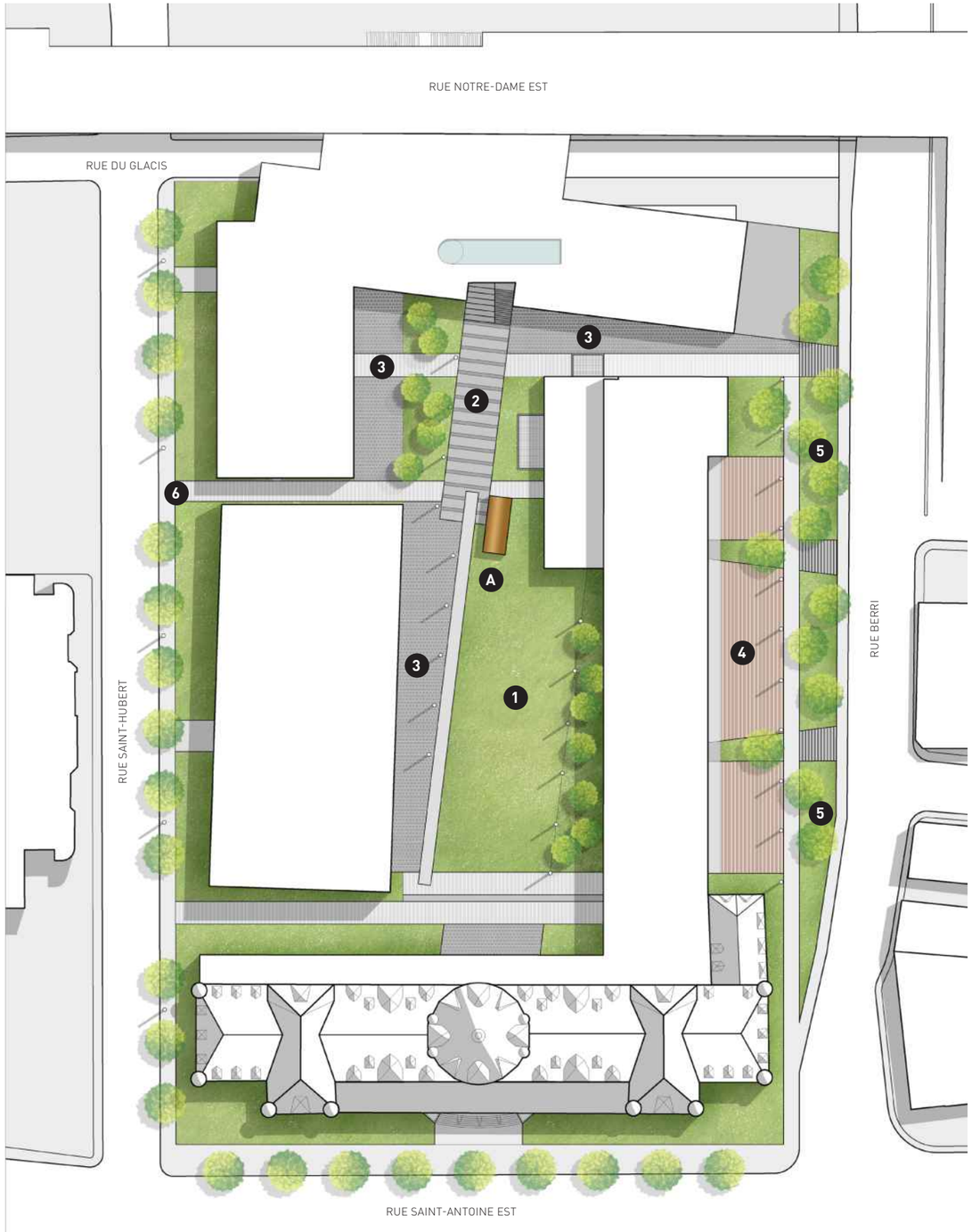
Residentiel

1. Toit terrasse



PAYSAGE ET MATÉRIALITÉ

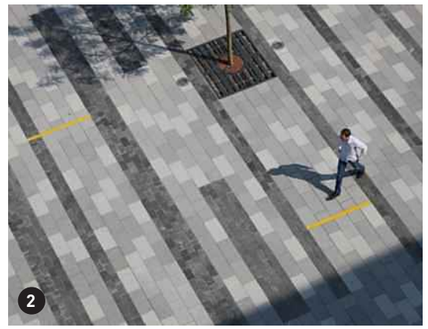
Architecture de paysage

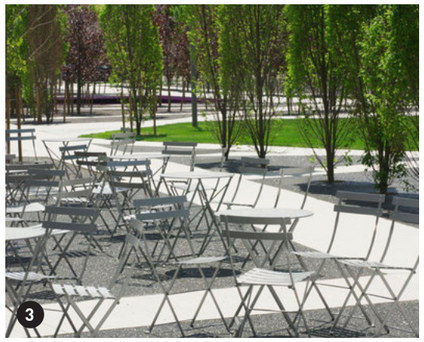












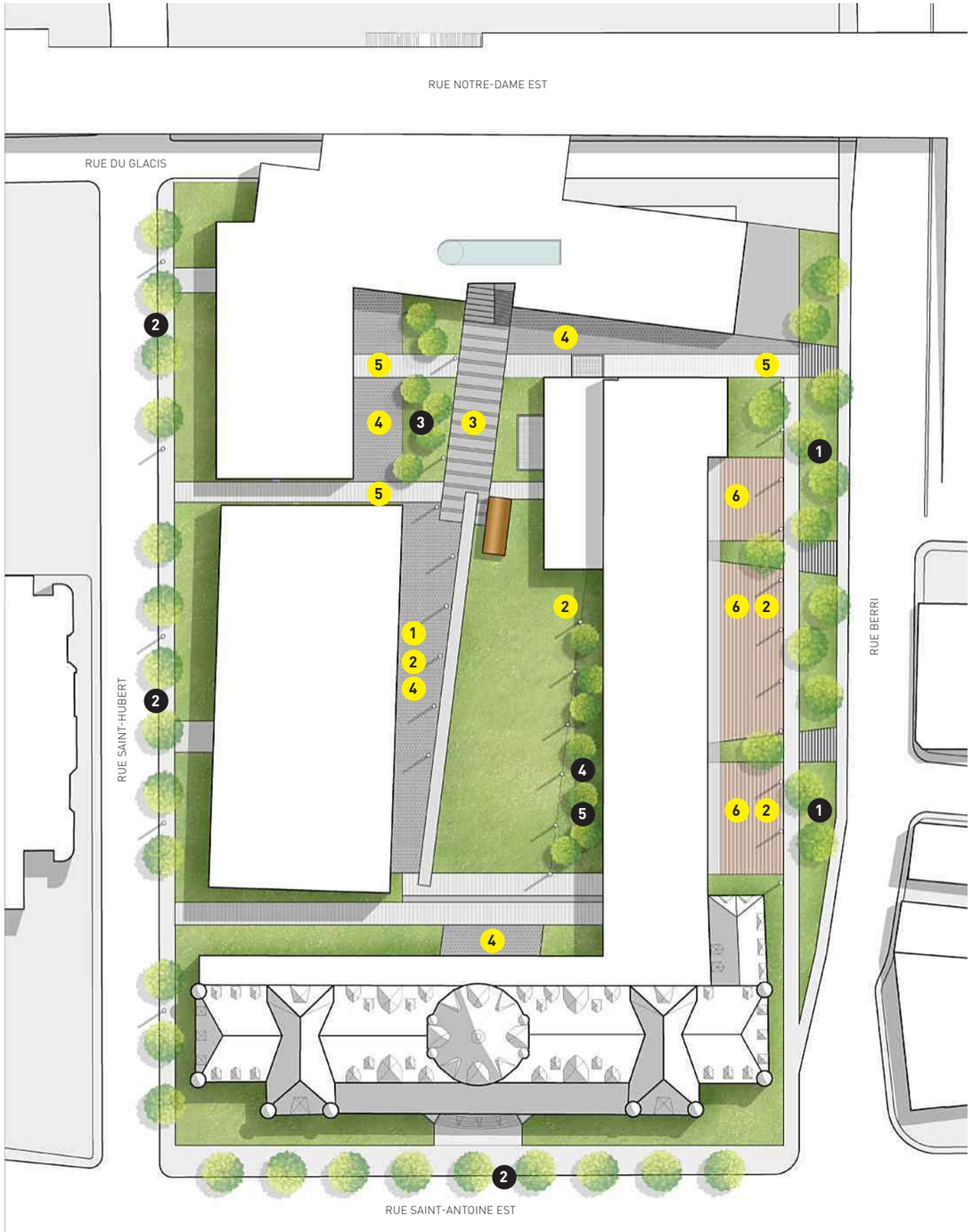






- A CHAUDIÈRE EXISTANTE / 3.65M X 9.1M X 7.3M HAUT.
- 1 PARTERRE VERT
- 2 AXE DIAGONAL - MISE EN VALEUR DE L'ESCALIER MONUMENTAL
- 3 TERRASSES SUR COUR INTÉRIEURE
- 4 TERRASSES EXTÉRIEURES
- 6 AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC - ARBRES DE RUE

Matérialité



PALETTE VÉGÉTALE

1. FÉVIER D'AMÉRIQUE
2. ORME 'NEW HORIZON'
3. AMÉLANCHIER CANADENSIS
4. ÉRABLE DE L'AMUR
5. CLÈTHRE À FEUILLES D'AULNE

PALETTE MINÉRALE

1. MOBILIER URBAIN
2. COLONNE LUMINEUSE
3. PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ - TYPE DISTINCTIF
4. PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ - TYPE À CARREAUX
5. PAVÉS DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ - TYPE LINÉAIRE
6. SURFACE DE BOIS

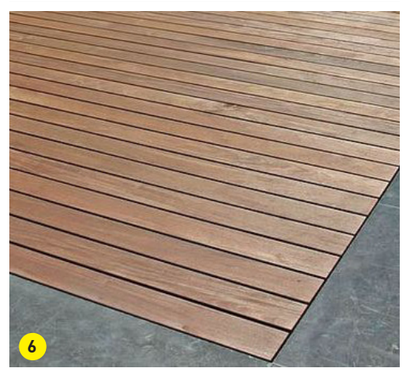




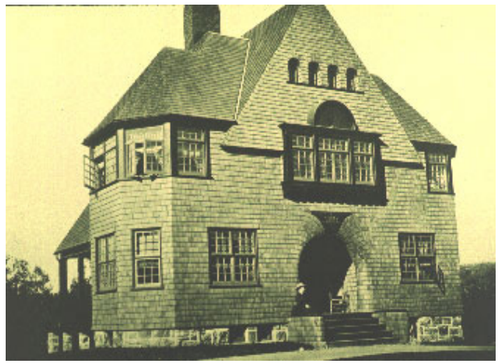








Contexte Éclectique de Bruce Price







La composition des références:

«The style frequently features buildings incongruously ornamented by the elaborate towers, spires, and steeply-pitched roofs of sixteenth century châteaux, themselves influenced by late Gothic and Italian Renaissance architecture. Despite their French ornamentation, as a revival style, buildings in the châteauesque style do not attempt to completely emulate a French château. Châteauesque buildings are typically built on an asymmetrical plan with a roof-line broken in several places and a facade composed of advancing and receding planes.»

Châteauesque-Wiki

Nouvelles références









Nous proposons de composer le projet avec des volumes clairs qui identifient chaque élément du programe. La matérialité est défini par une organisation éclectique inspiré de l'approche du chateau viger, mais prenant comme référence le langage du Vieux-Port de Montréal.

Composition matérielle



1

BÉTON POLI BLANC





2

ALUMINUM





3

BRIQUE NORMANDE





ESPACE PUBLIC



ENTRÉE DE LA RUE NOTRE-DAME



RUE SAINT HUBERT



NOTRE-DAME EST



NOTRE-DAME OUEST



RDC SUD
RUE DU GLACIS



SOUS NOTRE-DAME
RUE SAINT-HUBERT



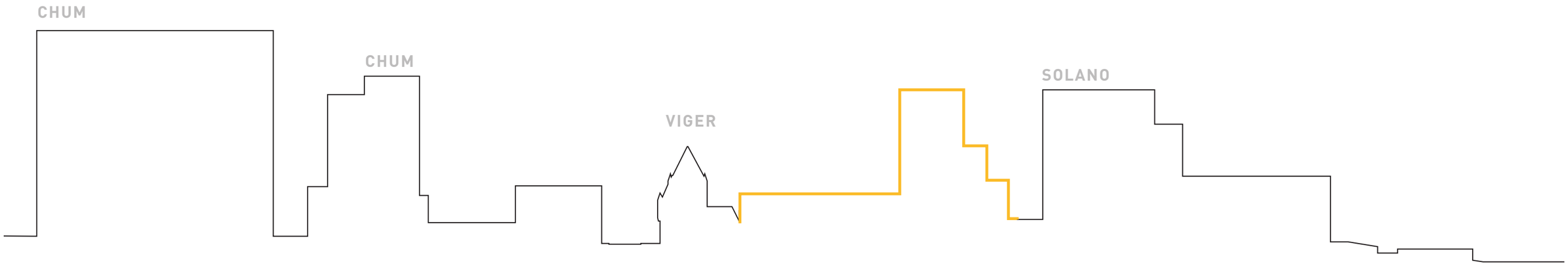
SAINT-HUBERT

PLACE PUBLIQUE

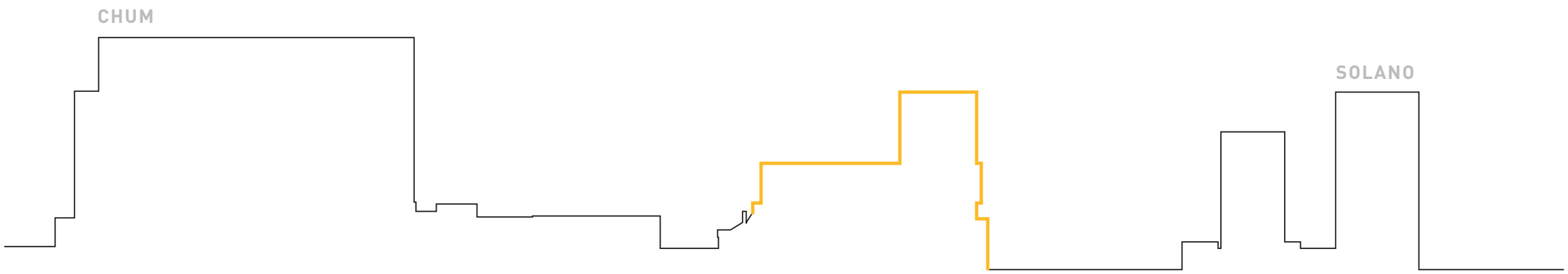




Contexte du bâti urbain: basilaire



NORD-SUD

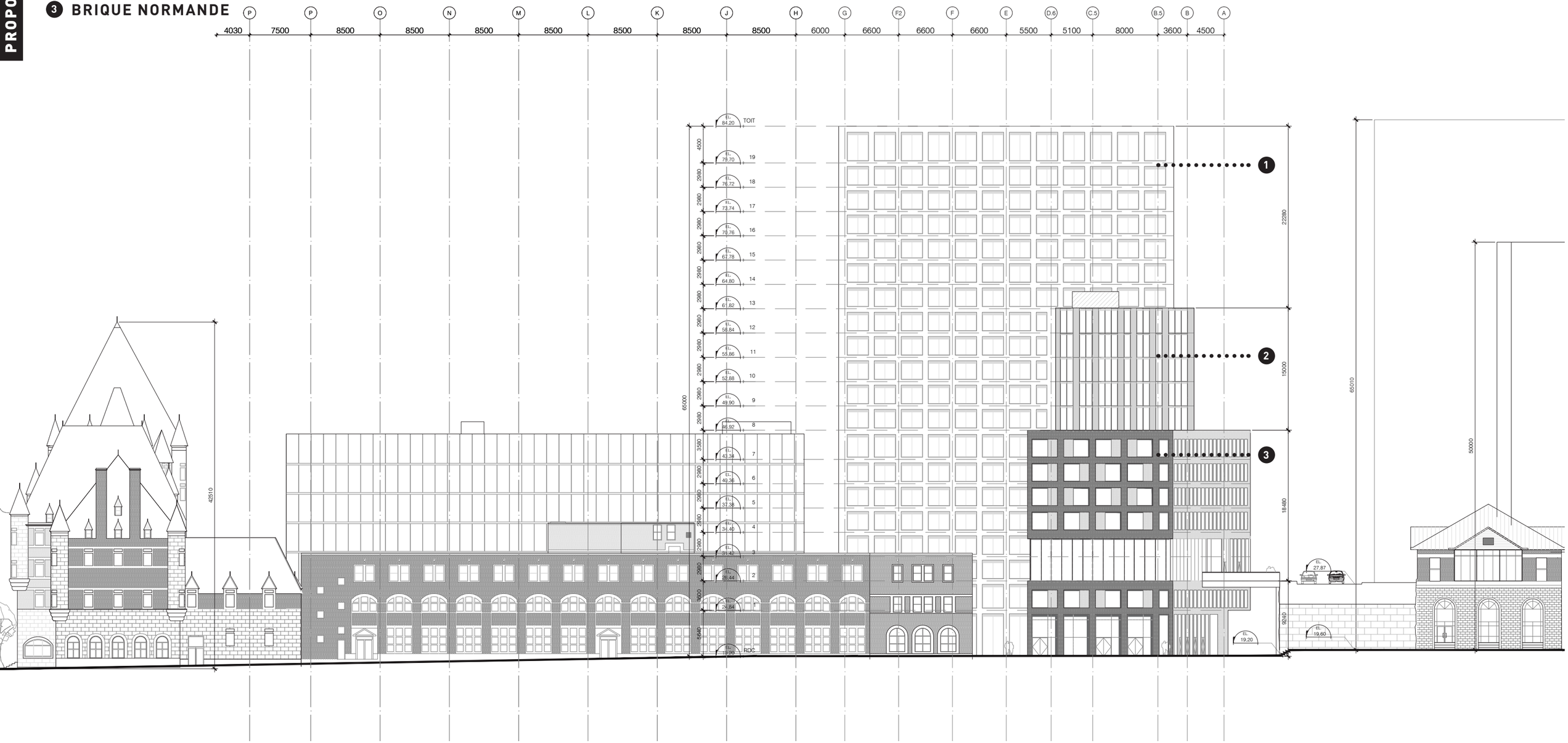


EST-OUEST

PROPOSITION

ÉLÉVATION OUEST

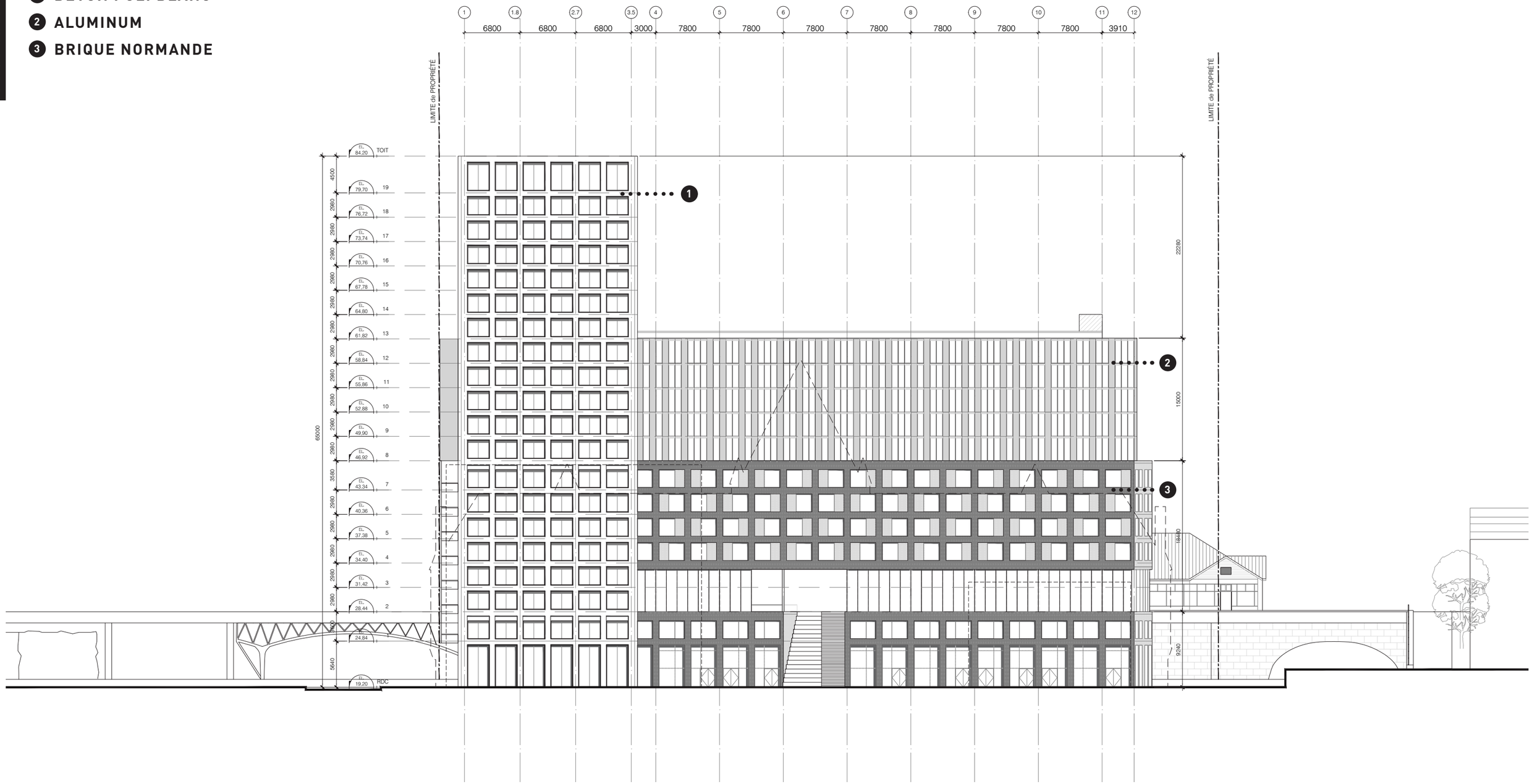
1. BÉTON POLI BLANC
2. ALUMINUM
3. BRIQUE NORMANDE



PROPOSITION

ÉLÉVATION NORD

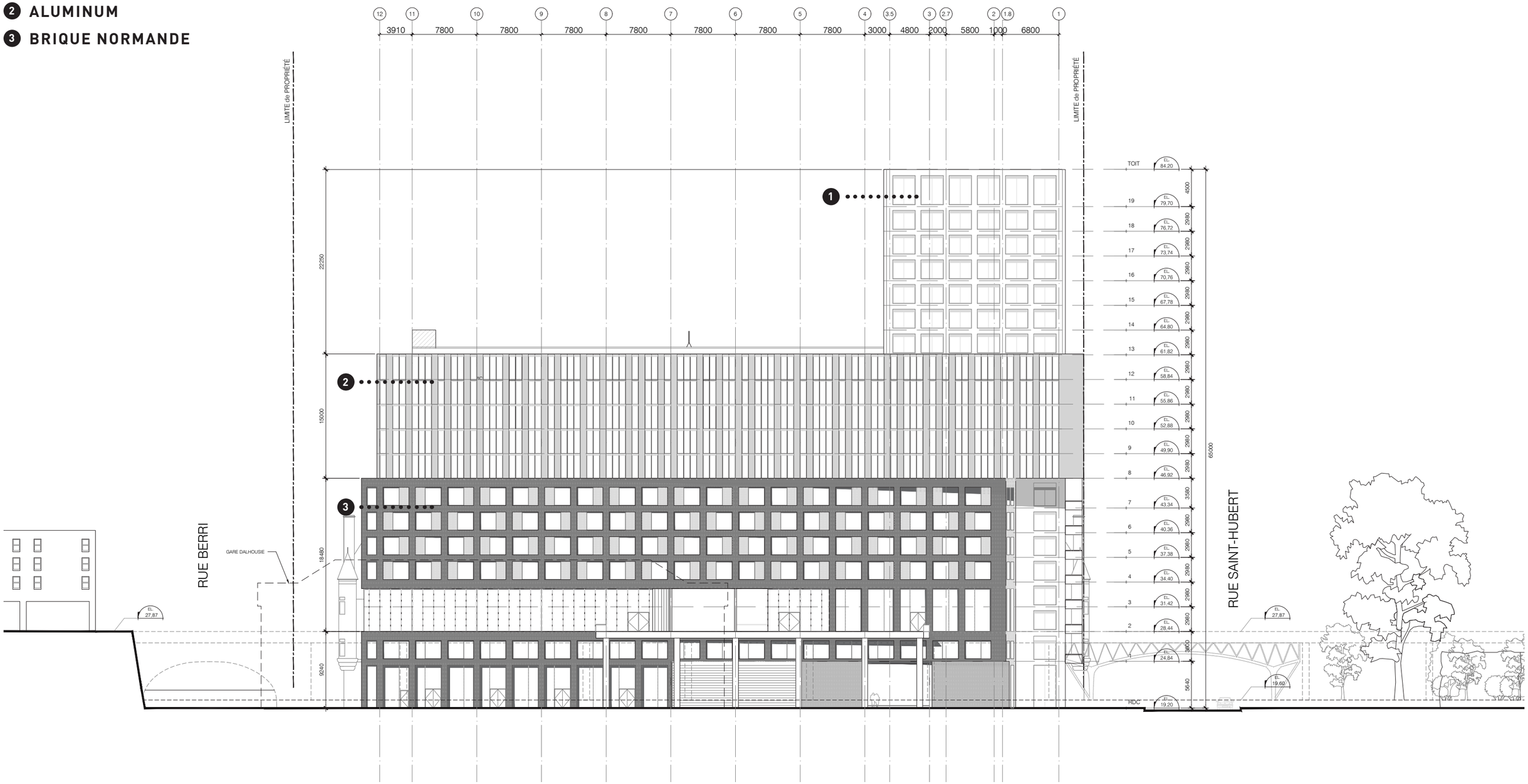
1. **BÉTON POLI BLANC**
2. **ALUMINUM**
3. **BRIQUE NORMANDE**



PROPOSITION

ÉLÉVATION SUD

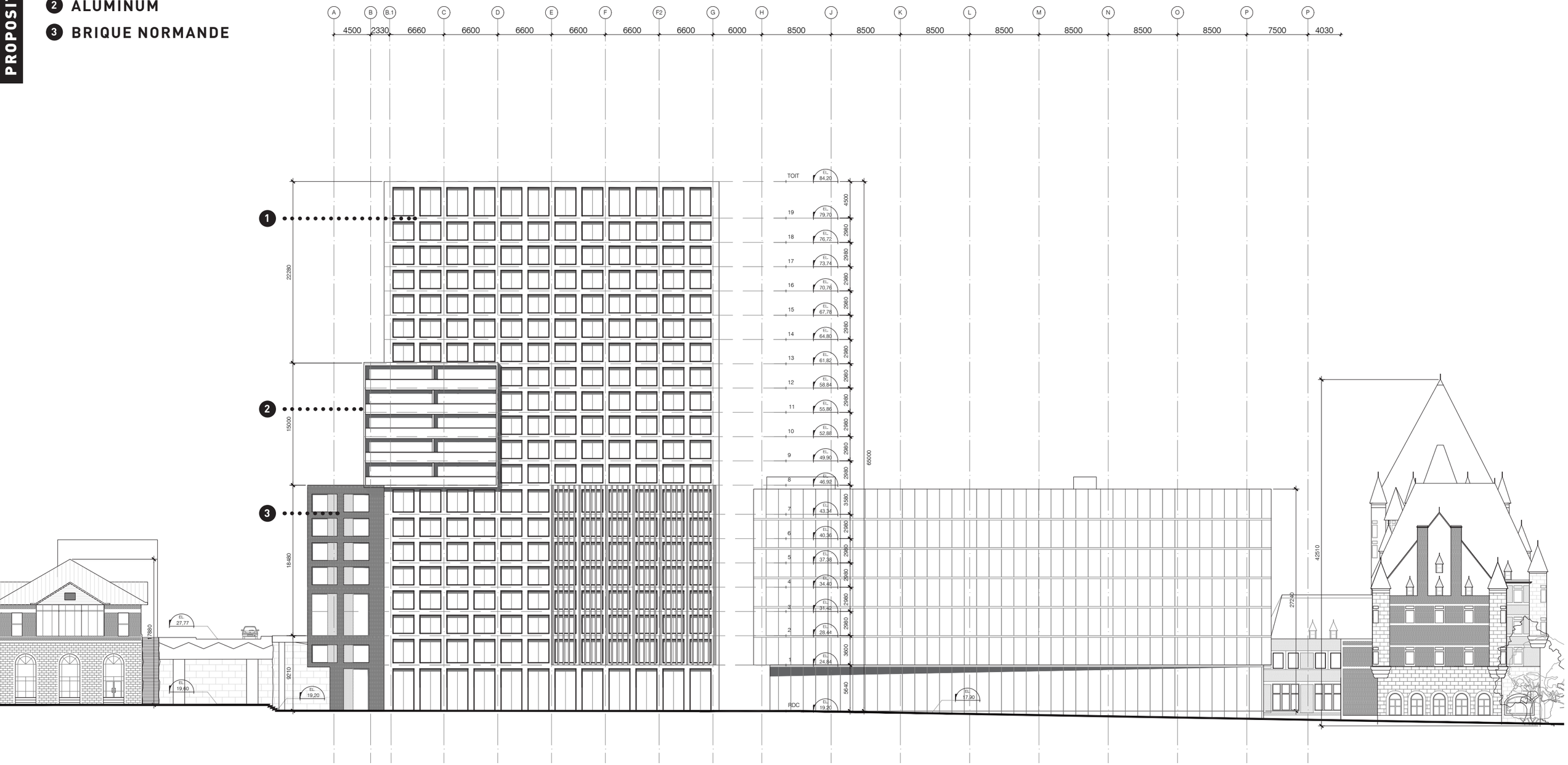
1. **BÉTON POLI BLANC**
2. **ALUMINUM**
3. **BRIQUE NORMANDE**

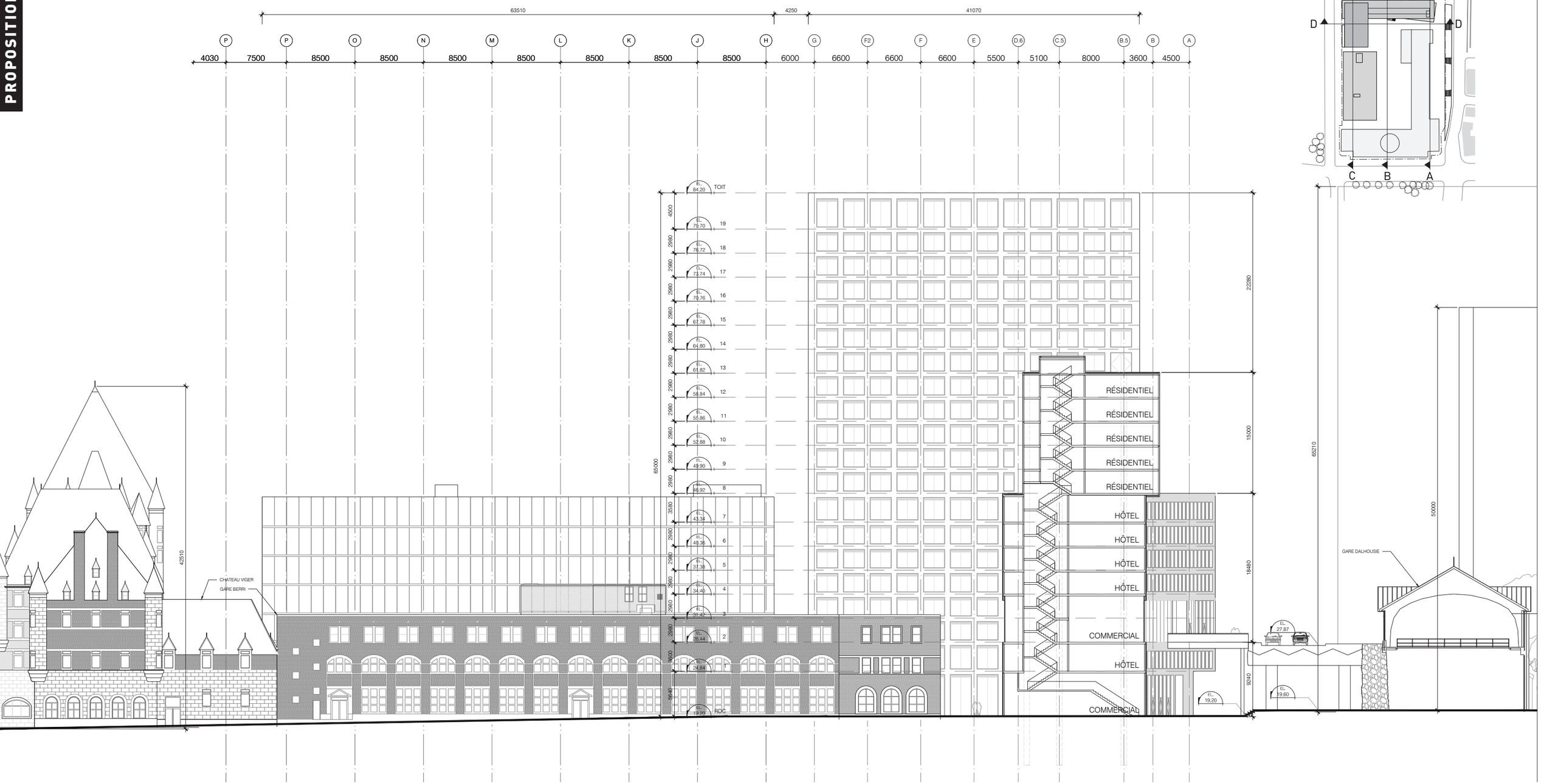


PROPOSITION

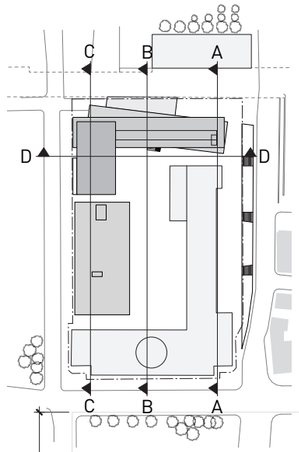
ÉLÉVATION EST

1. **BÉTON POLI BLANC**
2. **ALUMINUM**
3. **BRIQUE NORMANDE**



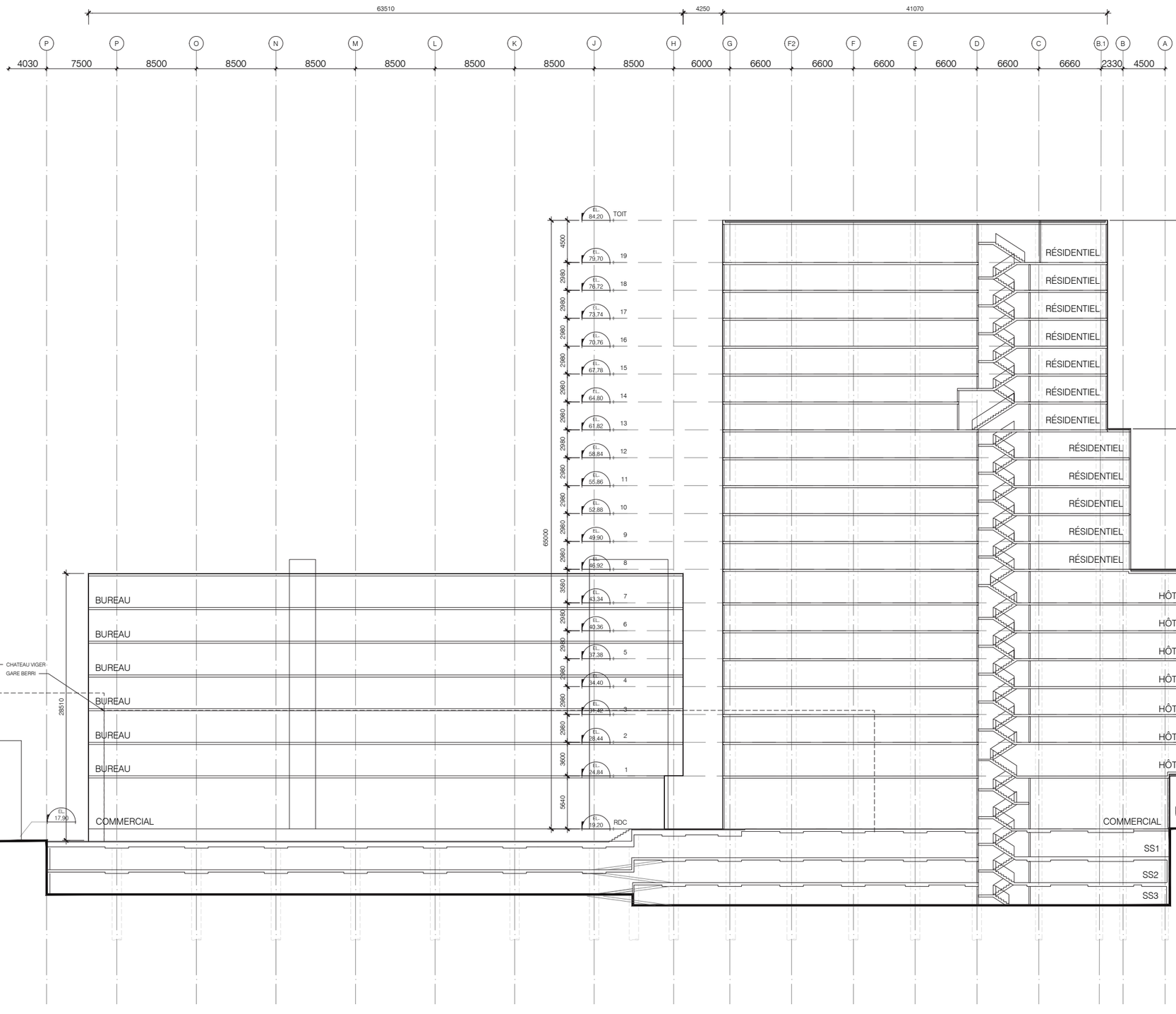

63510
4250
41070
P P O N M L K J H G F2 F E D.6 C.5 B.5 B A
4030 7500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 6000 6600 6600 6600 5500 5100 8000 3600 4500
TOIT
EL. 84.20
19
EL. 79.70
18
EL. 76.72
17
EL. 73.74
16
EL. 70.76
15
EL. 67.78
14
EL. 64.80
13
EL. 61.82
12
EL. 58.84
11
EL. 55.86
10
EL. 52.88
9
EL. 49.90
8
EL. 46.92
7
EL. 43.34
6
EL. 40.36
5
EL. 37.38
4
EL. 34.40
3
EL. 31.42
2
EL. 28.44
EL. 24.84
RDC
EL. 19.20
4500
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
3580
2950
2980
2960
2960
2980
9600
9540
65000
22280
15000
65210
50000
18480
9240
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
HÔTEL
HÔTEL
HÔTEL
HÔTEL
COMMERCIAL
HÔTEL
COMMERCIAL
EL. 27,87
EL. 19,20
EL. 19,60
42510
CHATEAU VIGER
GARE BERRI
GARE DALHOUSIE
C B A
D D
C B A

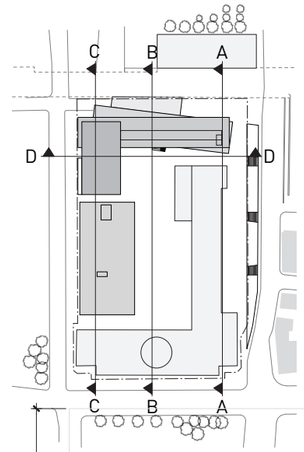
A-A


C
B
A
D
D
C
B
A

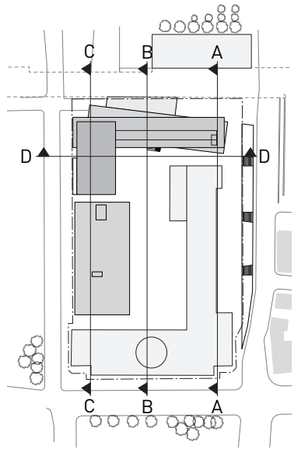
63510
4250
41070
P
P
O
N
M
L
K
J
H
G
F2
F
E
D.6
C.5
B.5
B
A
4030
7500
8500
8500
8500
8500
8500
8500
8500
6000
6600
6600
6600
5500
5100
8000
3600
4500
TOIT
EL. 84.20
EL. 79.70
19
EL. 76.72
18
EL. 73.74
17
EL. 70.76
16
EL. 67.78
15
EL. 64.80
14
EL. 61.82
13
EL. 58.84
12
EL. 55.86
11
EL. 52.88
10
EL. 49.90
9
EL. 46.92
8
EL. 43.34
7
EL. 40.36
6
EL. 37.38
5
EL. 34.40
4
EL. 31.42
3
EL. 28.44
2
EL. 24.84
1
EL. 19.20
RDC
4500
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
2980
3580
2980
2980
2980
2980
3600
5640
65000
22260
15000
18480
9240
65210
50000
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
HÔTEL
HÔTEL
HÔTEL
HÔTEL
HÔTEL
BOH
BUREAU
SS1
SS2
SS3
CHATEAU VIGER
GARE BERRI
28510
EL. 17.90
EL. 19.20
EL. 27.87
EL. 19.60
GARE DALHOUSIE

B-B


63510
4250
41070
P P O N M L K J H G F2 F E D C B.1 B A
4030 7500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 8500 6000 6600 6600 6600 6600 6600 6660 2330 4500
EL. 84.20 TOIT
EL. 79.70 19
EL. 76.72 18
EL. 73.74 17
EL. 70.76 16
EL. 67.78 15
EL. 64.80 14
EL. 61.82 13
EL. 58.84 12
EL. 55.86 11
EL. 52.88 10
EL. 49.90 9
EL. 46.92 8
EL. 43.34 7
EL. 40.36 6
EL. 37.38 5
EL. 34.40 4
EL. 31.42 3
EL. 28.44 2
EL. 24.84 1
EL. 19.20 RDC
4500
2980
3580
3600
5640
65000
RÉSIDENTIEL
BUREAU
HÔTEL
COMMERCIAL
SS1
SS2
SS3
CHATEAU VIGER
GARE BERRI
EL. 17.90
28510
22280
15000
22980
5610
EL. 19.20
EL. 19.60
EL. 27.87
66210
50000

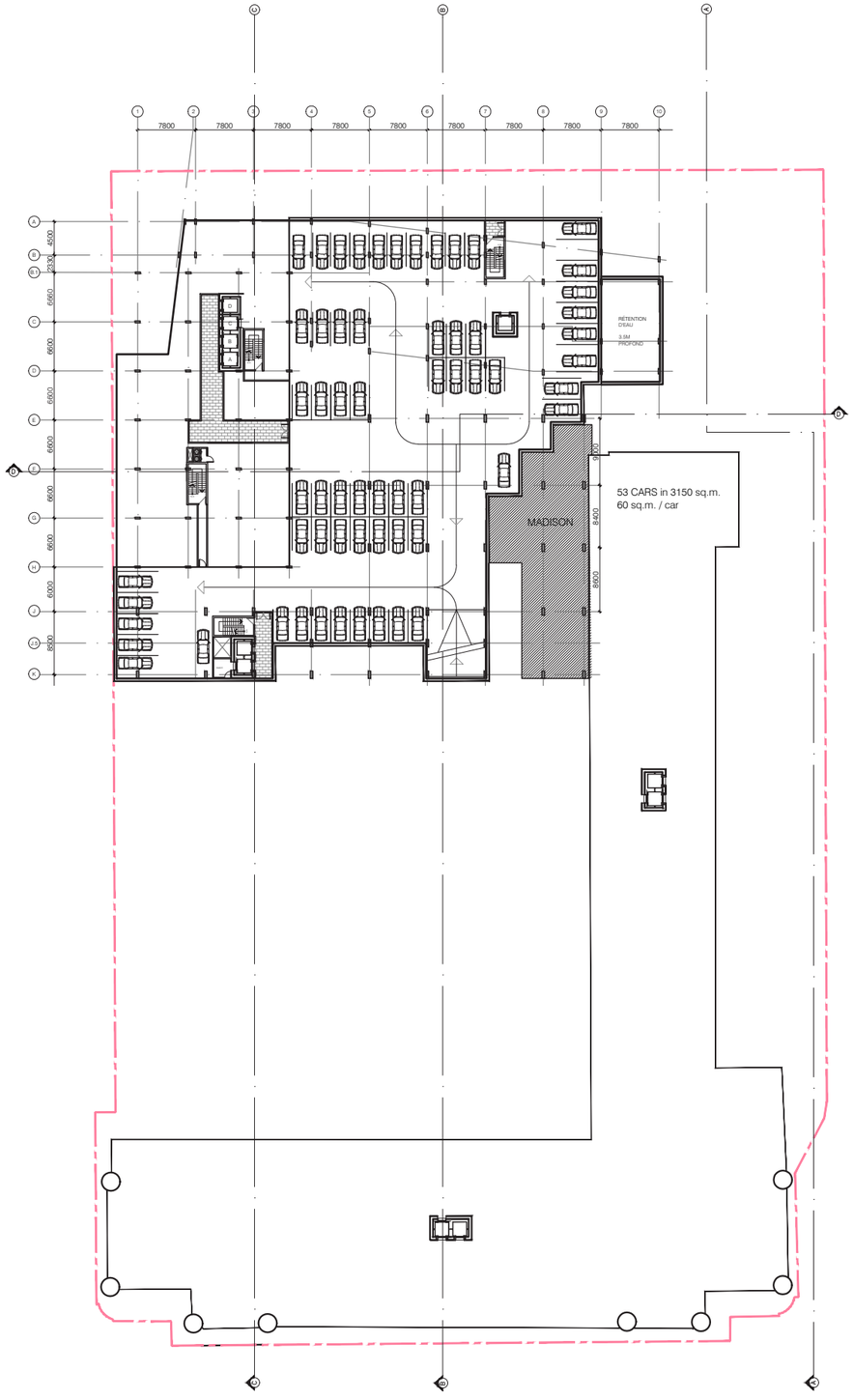

C B A
D D
C B A

C-C

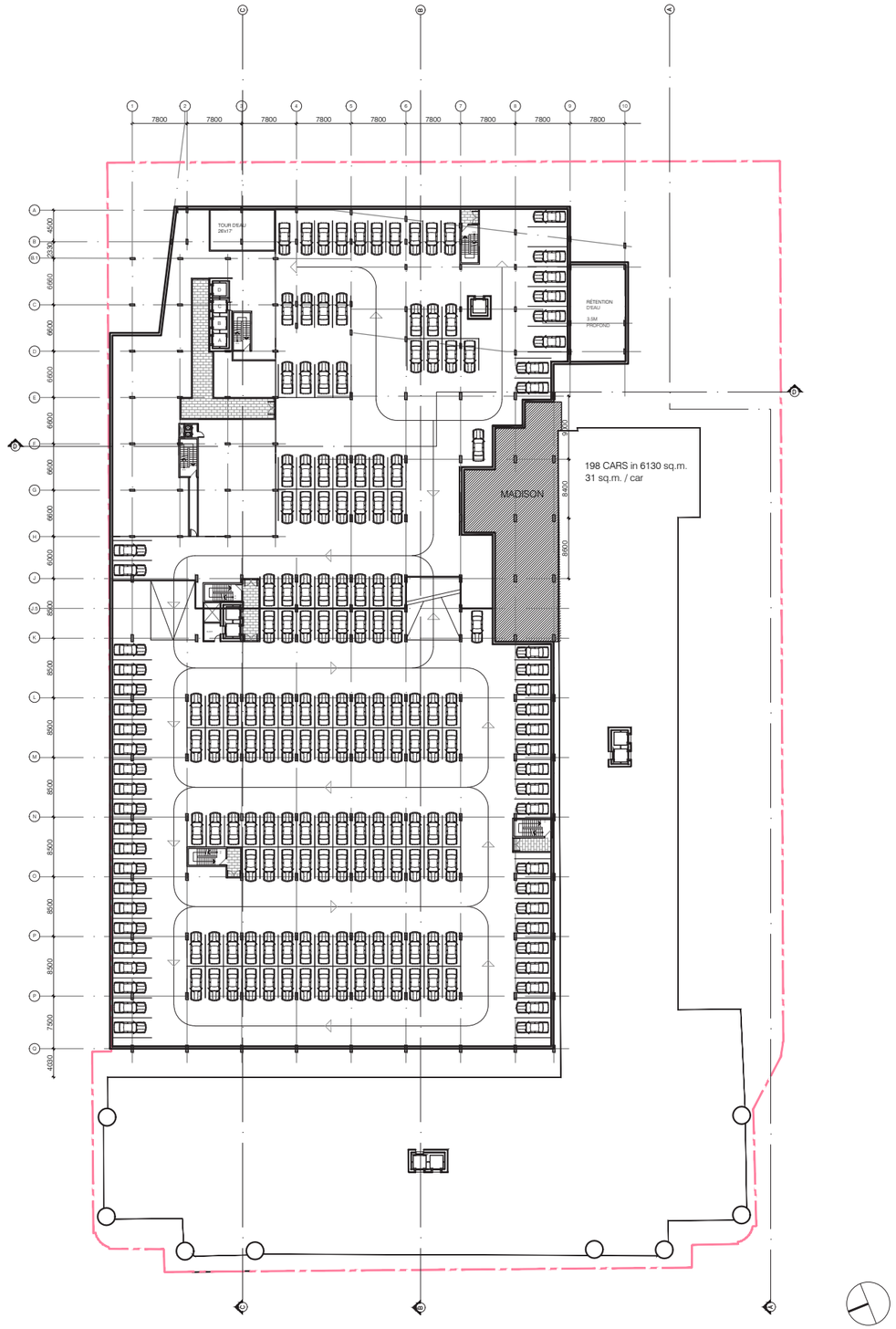

C
B
A
D
D
C
B
A

21160
61100
1
1.8
2.7
3.5
4
5
6
7
8
9
10
11
12
6800
6800
6800
3000
7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
3910
LIMITE de PROPRIÉTÉ
LIMITE de PROPRIÉTÉ
TOIT
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
RÉSIDENTIEL
HÔTEL
RÉSIDENTIEL
COMMERCIAL
RDC
SS1
SS2
SS3
65000
22280
15000
18180
9240

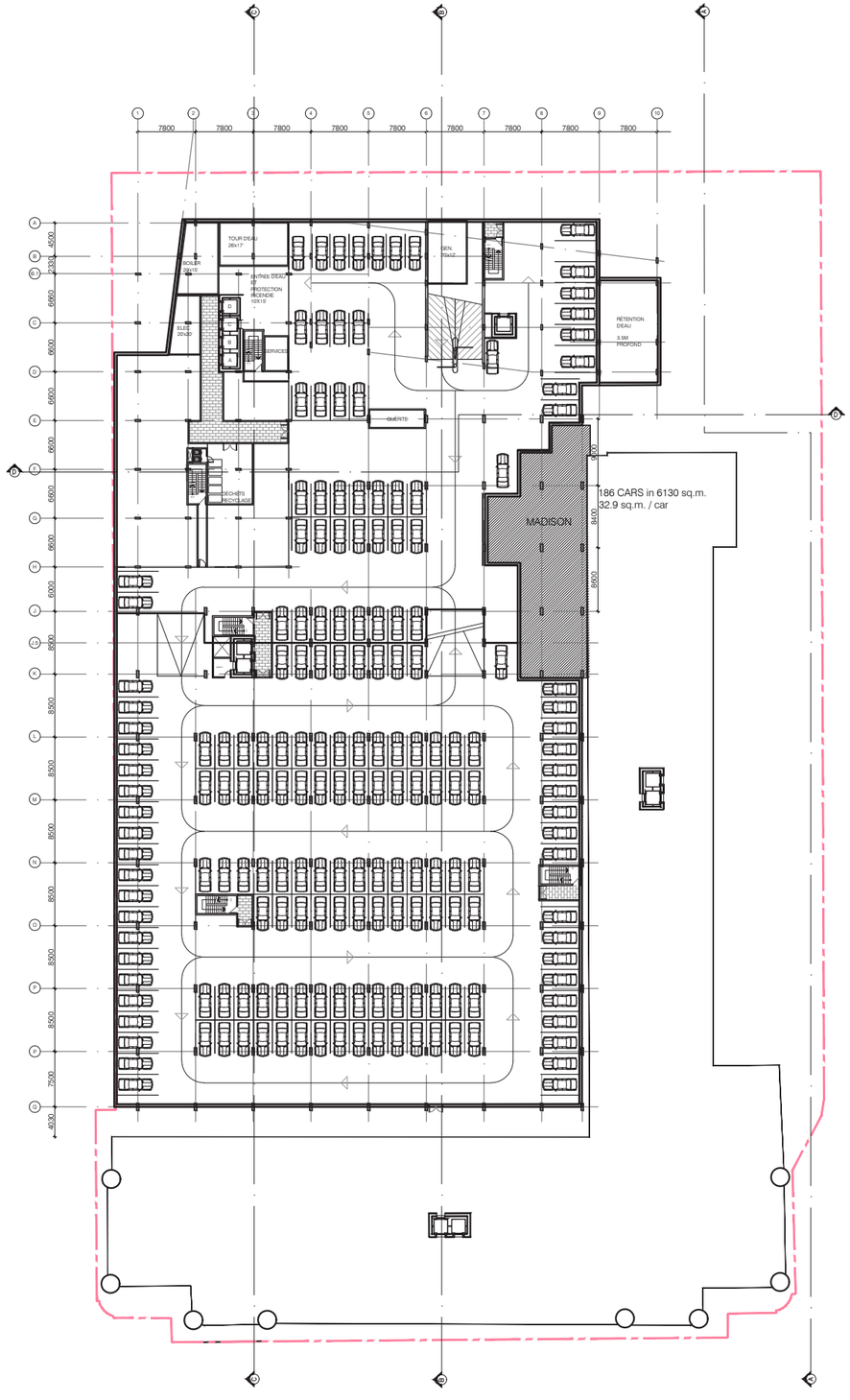
D-D


RÉTENTION D'EAU
3.6M PROFOND
MADISON
53 CARS in 3150 sq.m.
60 sq.m. / car

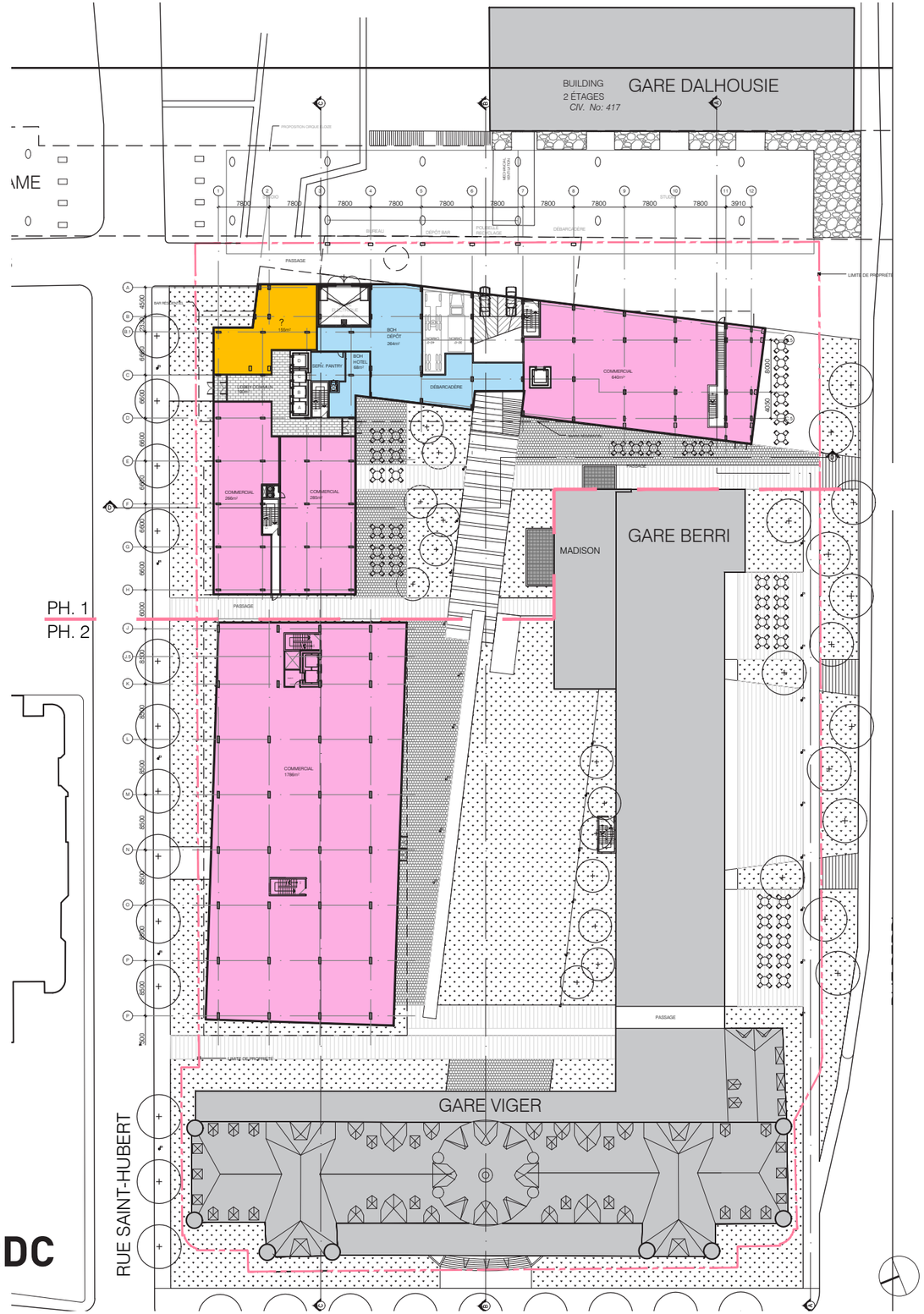
SS3


TOUR D'EAU
26m FT
RÉTENTION D'EAU
3.6M PROFOND
MADISON
198 CARS in 6130 sq.m.
31 sq.m. / car

SS2

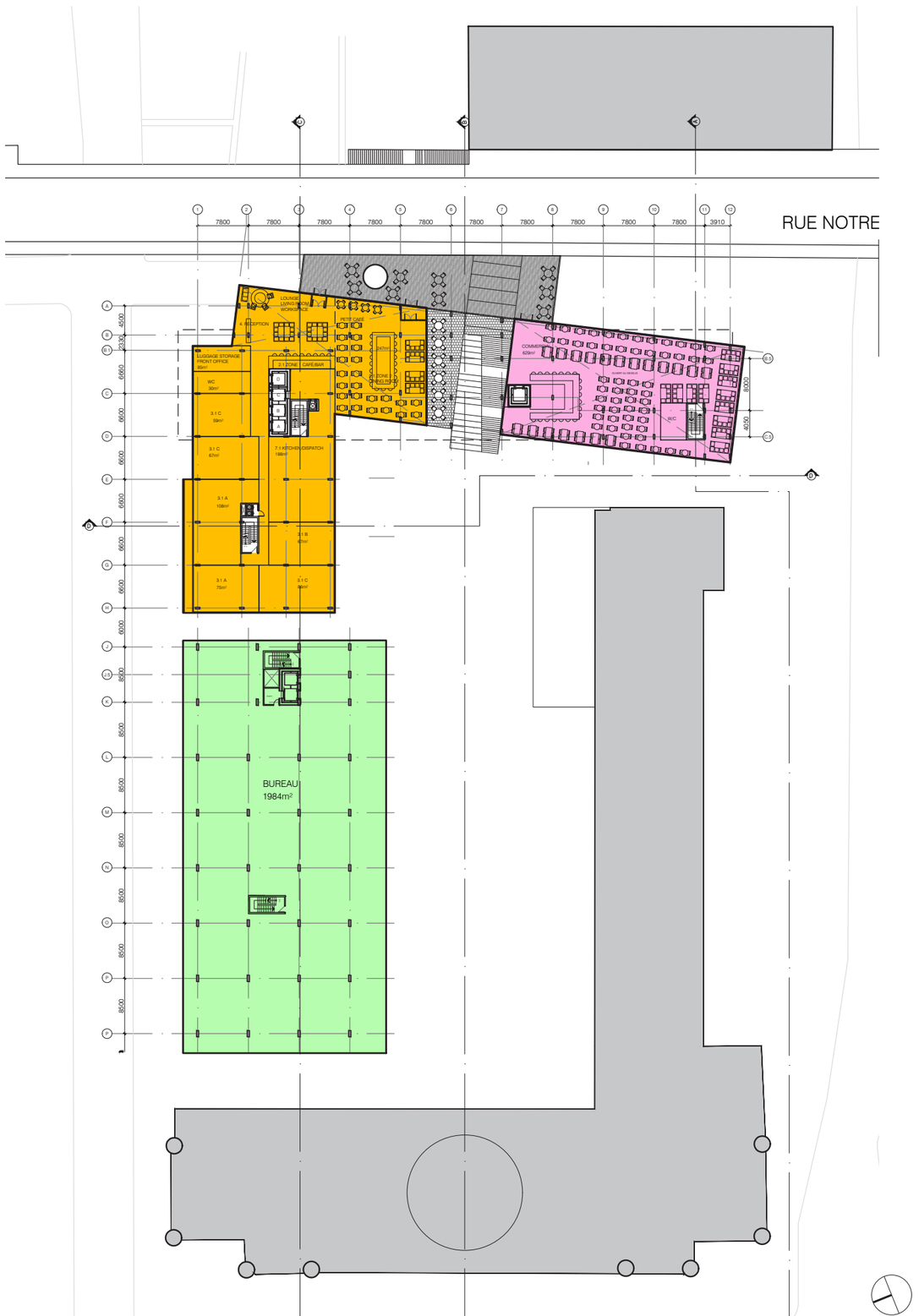

TOUR D'EAU
26x17
BOILER
10x10
ENTRÉE D'EAU ET PROTECTION INCENDIE
10'X15'
ELEC.
20x20
SERVICES
GÉN.
10x10
RÉTENTION D'EAU
3.5M PROFOND
OUVERTE
DÉCHETS
RECYCLAGE
MADISON
186 CARS in 6130 sq.m.
32.9 sq.m. / car

SS1


BUILDING
2 ÉTAGES
CIV. No: 417
GARE DALHOUSIE
PROPOSITION CIRQUE LUNE
PASSAGE
LIMITE DE PROPRIÉTÉ
BCH
DÉPOT
264m²
BCH
HOTEL
58m²
DÉBARCADÈRE
COMMERCIAL
640m²
COMMERCIAL
266m²
COMMERCIAL
266m²
COMMERCIAL
176m²
MADISON
GARE BERRI
PH. 1
PH. 2
GARE VIGER
RUE SAINT-HUBERT

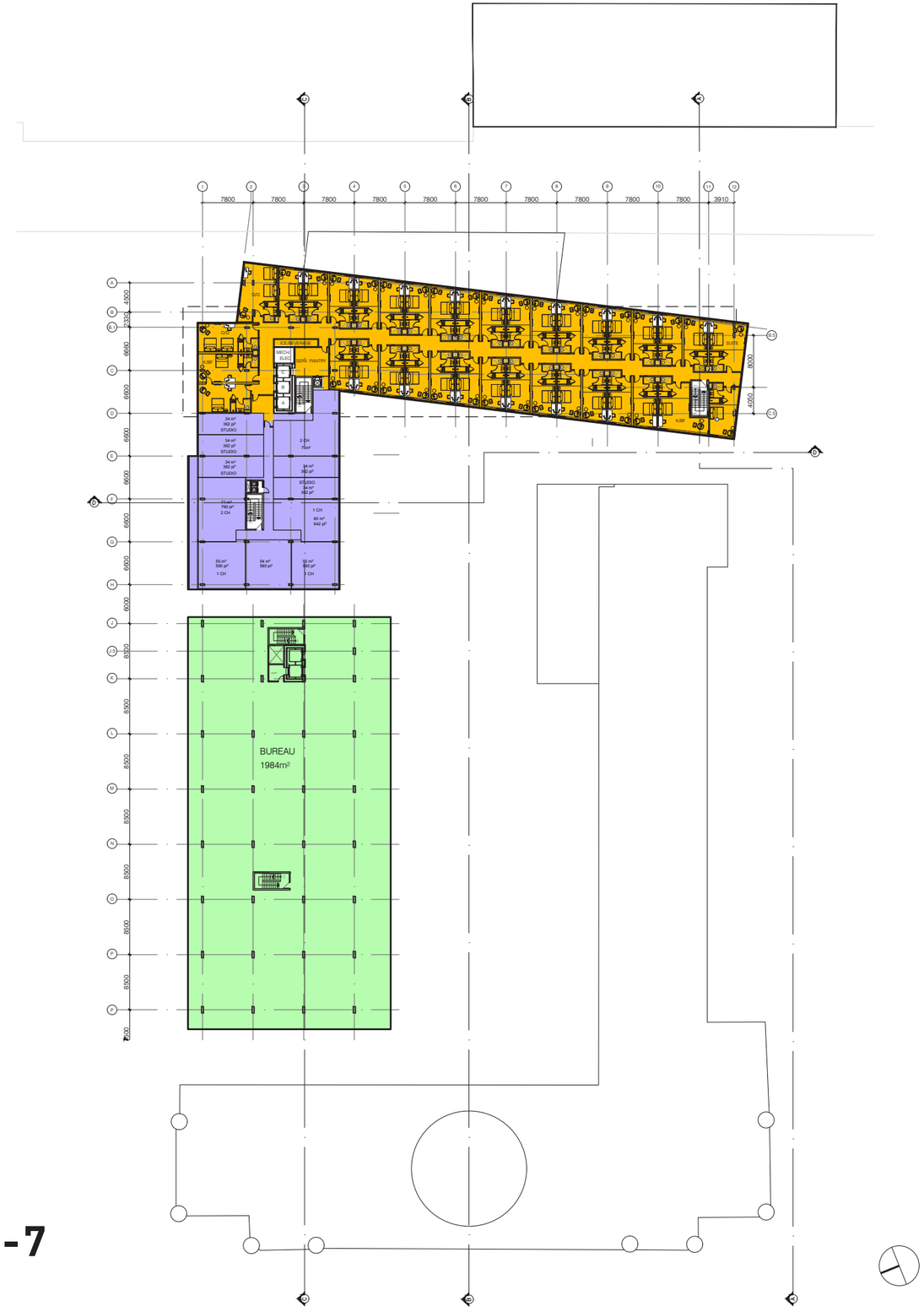
RDC


GARE DALHOUSIE
GARE BERRI
GARE VIGER
6. ADMIN + 7.3 ENGINEERING OFFICES
6.8 EMPLOYEE FACILITIES
7.2 HOUSEKEEP.
CONF. / PANTRY
BUREAU
1984m²
1
7800
3910
6600
8500
4500
8000

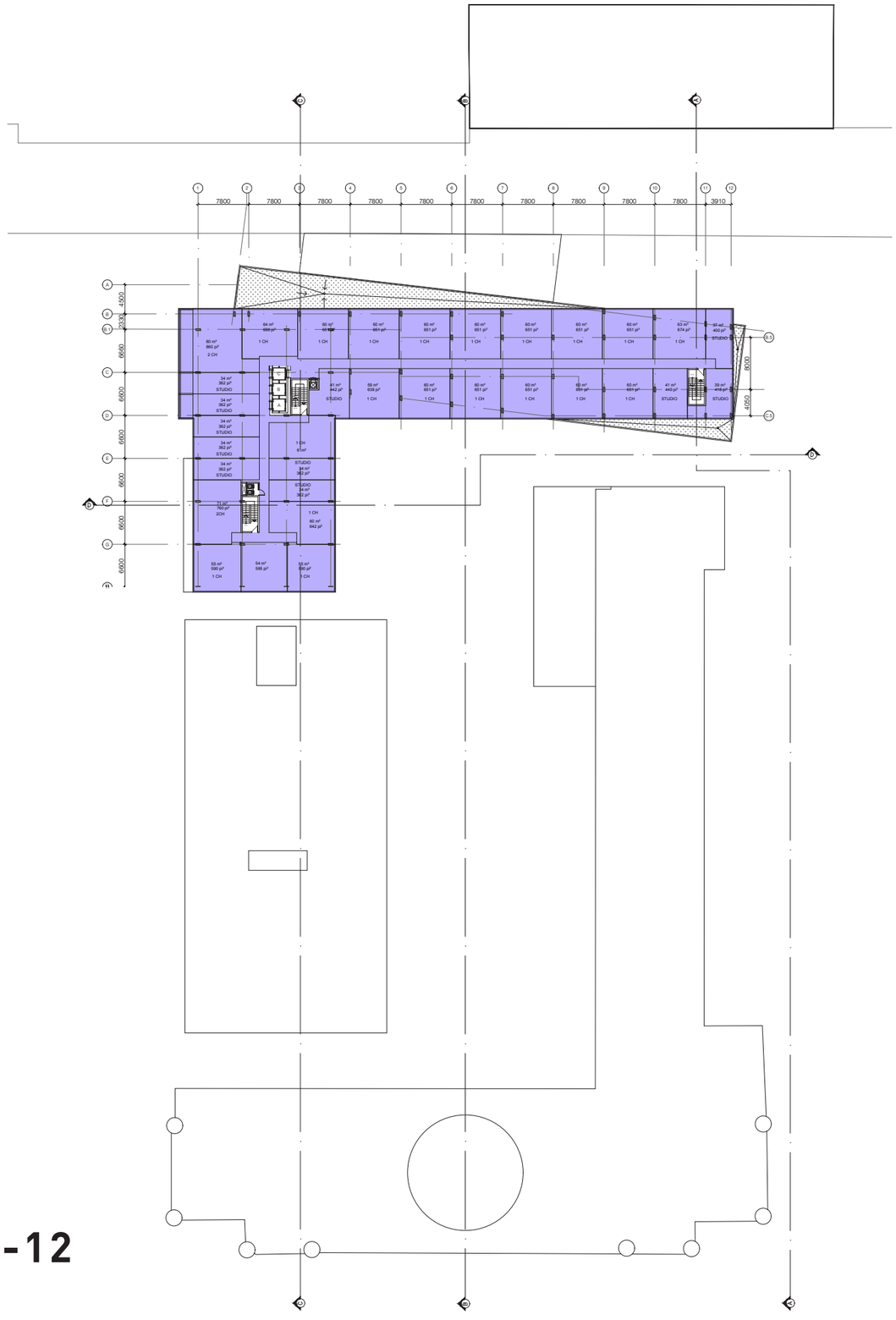

RUE NOTRE
LOUNGE / LIVING ROOM / WORKSPACE
RECEPTION
POSTE CAFÉ
LUGGAGE STORAGE / FRONT OFFICE
F & B ZONE / CAFE/BAR
7.1 KITCHEN / DISPATCH
COMMERCIAL
BUREAU
1984m²
2
7800
3910
6600
8500
4500
8000



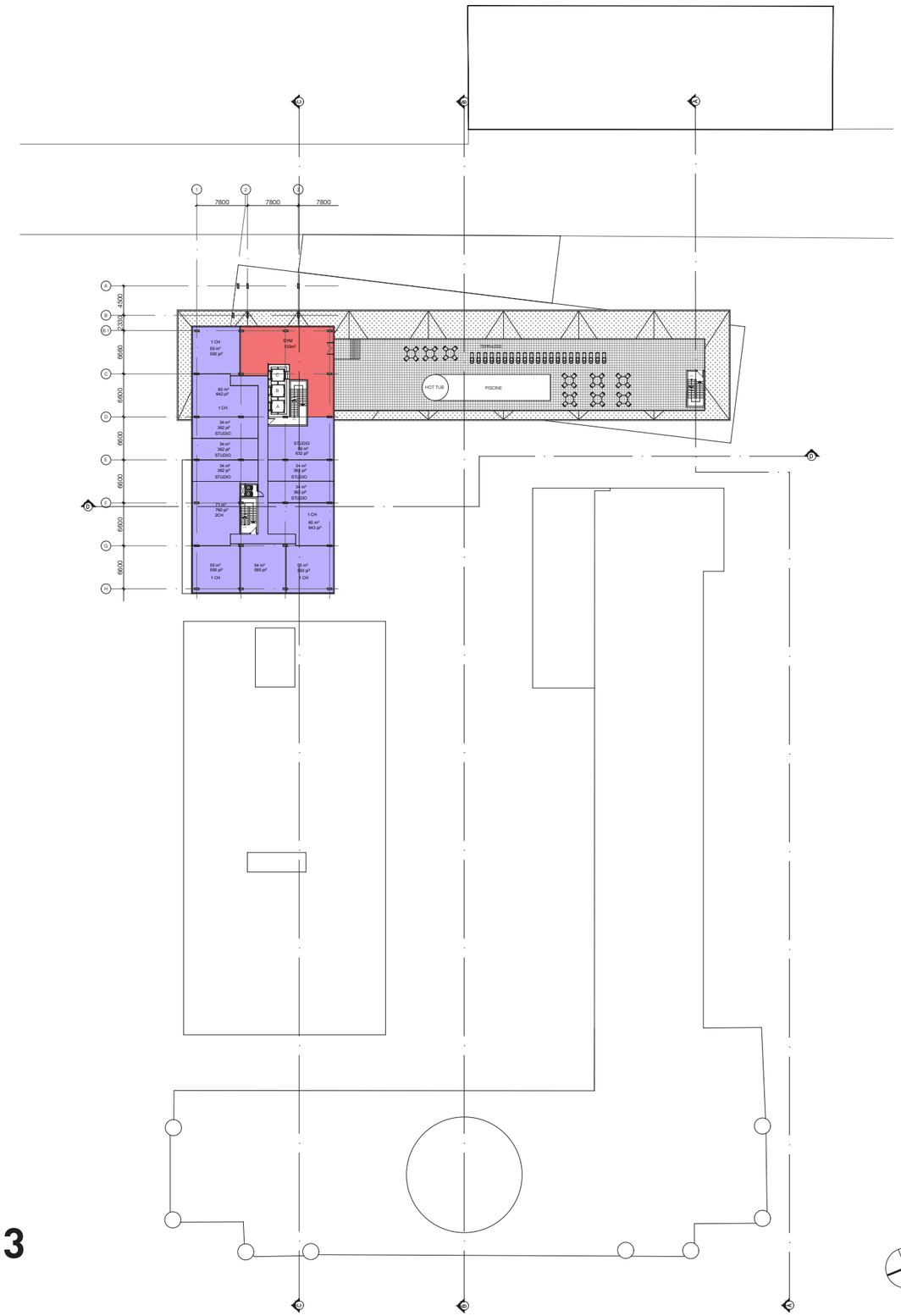
3



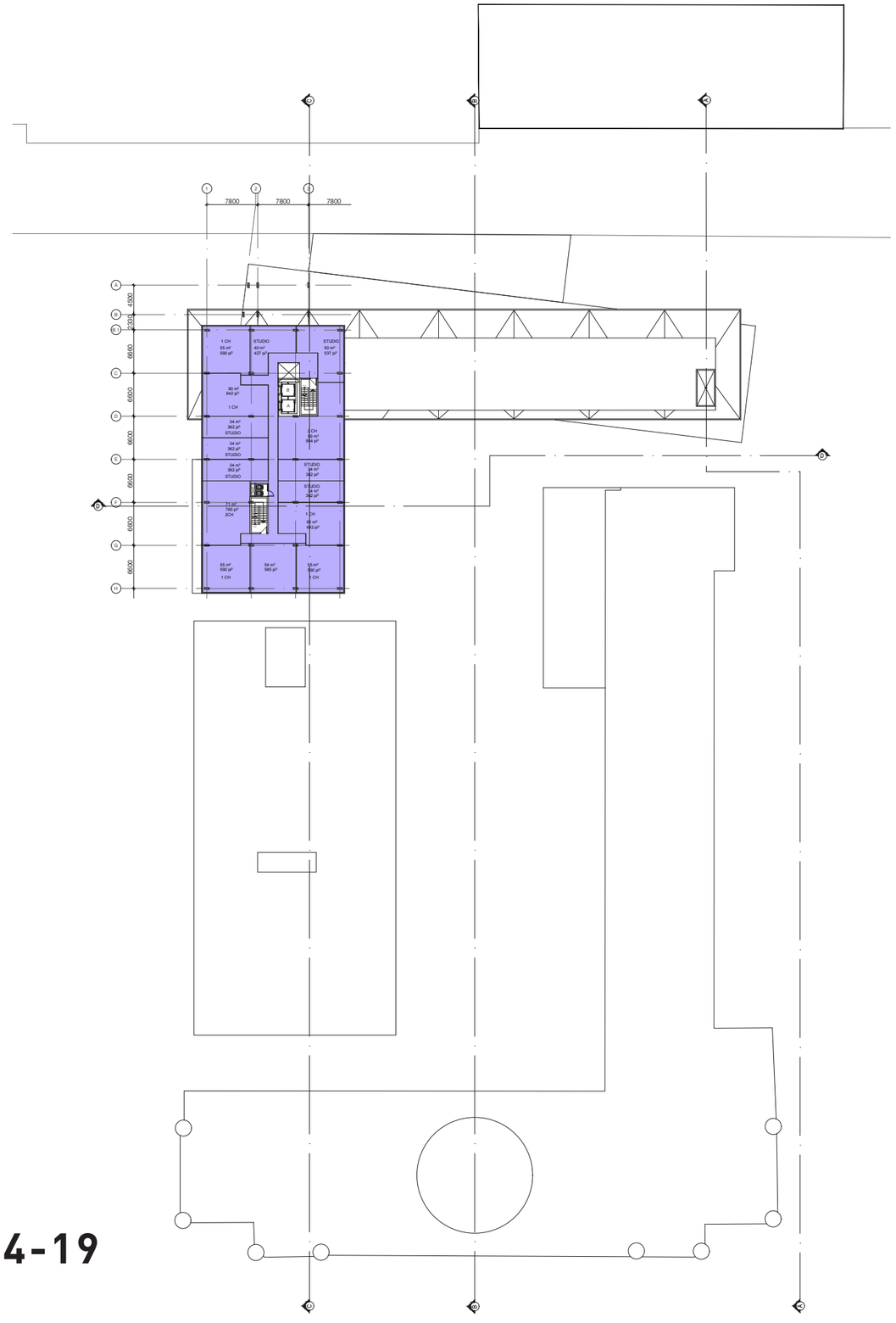
4-7


7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
7800
3910
4500
3330
6600
6600
6600
6600
6600
6600
6600
8000
5007
STUDIO
1 CH
2 CH

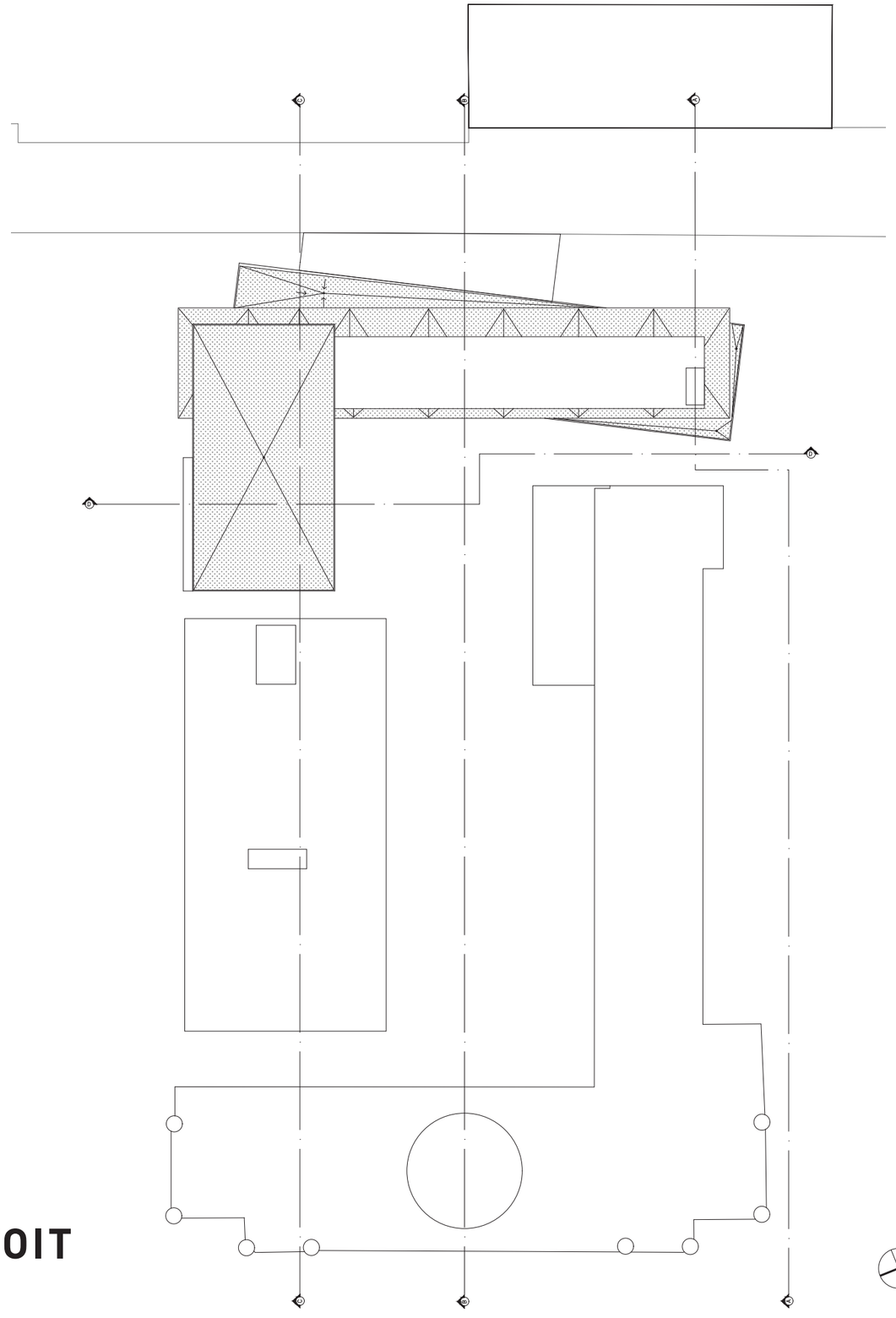
8-12


7800
7800
7800
4500
3330
6600
6600
6600
6600
6600
6600
6600
GYM
133m²
TERRASSE
HOT TUB
PISCINE
STUDIO
1 CH
2 CH

13


1
2
3
7800
7800
7800
A
B
B.1
C
D
E
F
G
H
4300
2350
6600
6600
6600
6600
6600
1 CH
55 m²
590 pi²
STUDIO
40 m²
427 pi²
STUDIO
50 m²
537 pi²
60 m²
642 pi²
1 CH
34 m²
362 pi²
STUDIO
34 m²
362 pi²
STUDIO
34 m²
362 pi²
STUDIO
71 m²
760 pi²
2CH
2 CH
69 m²
744 pi²
STUDIO
34 m²
362 pi²
STUDIO
34 m²
362 pi²
1 CH
60 m²
652 pi²
55 m²
590 pi²
1 CH
54 m²
583 pi²
55 m²
590 pi²
1 CH

14-19

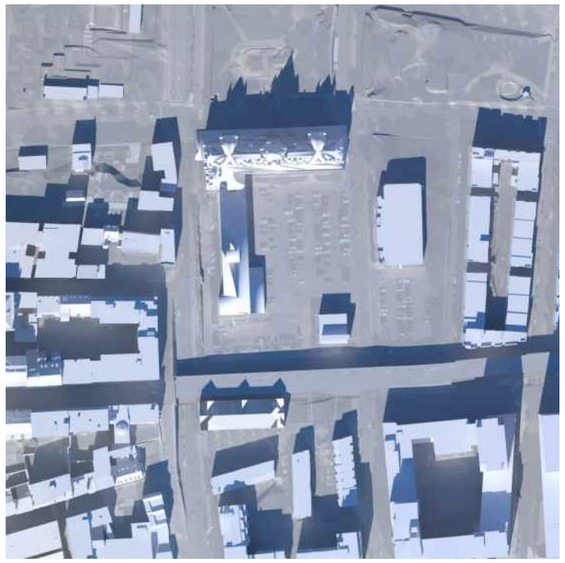


TOIT



Étude d’ensoleillement

ACTUEL



ACTUEL 900HRE



ACTUEL 1200HRE

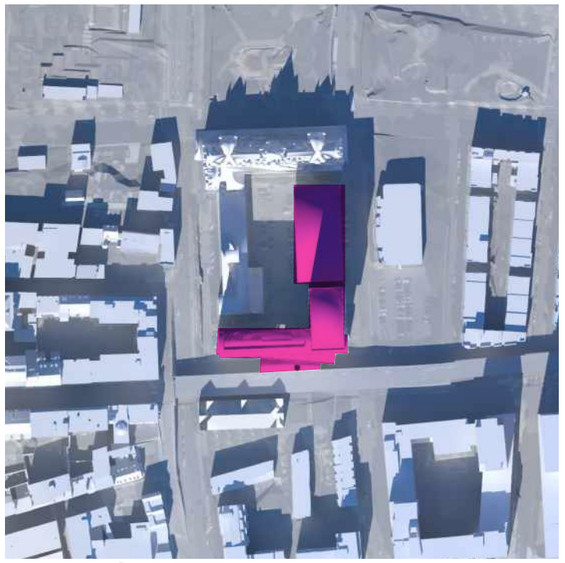


ACTUEL 1500HRE

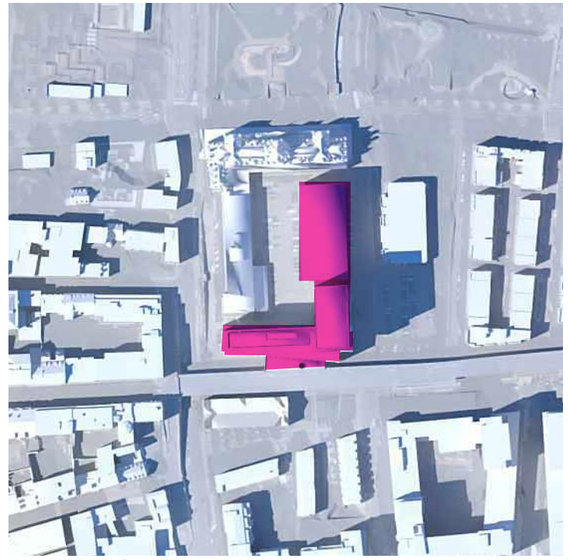


ACTUEL 1700HRE

PROPOSÉ



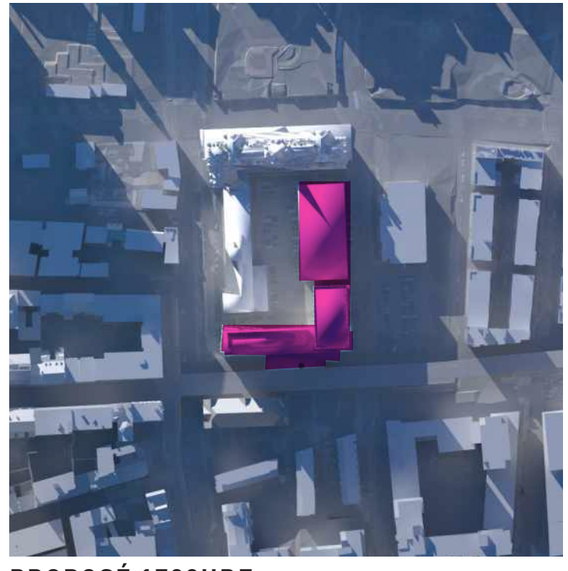
PROPOSÉ 900HRE



PROPOSÉ 1200HRE



PROPOSÉ 1500HRE



PROPOSÉ 1700HRE

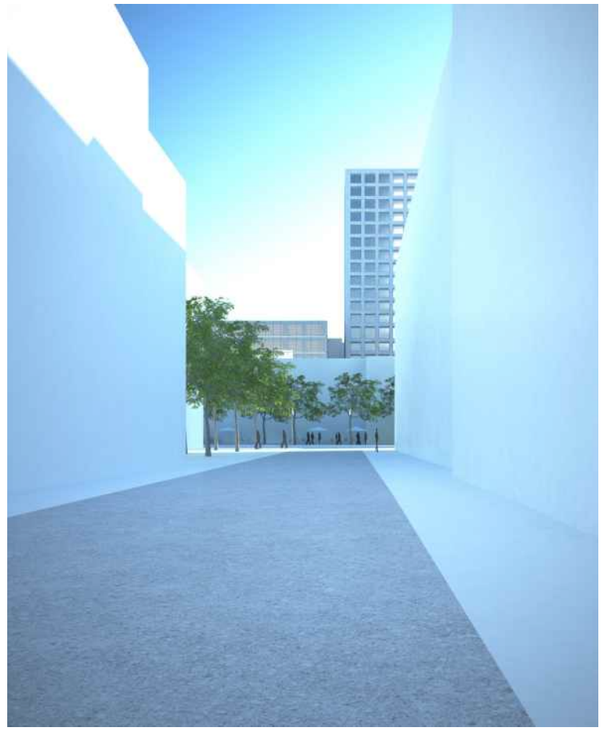
Étude des vues



SQUARE VIGER OUEST



RUE SAINT-LOUIS



RUE CHAMP-DE-MARS

Rapport éolien

Marc-Arthur Laplante, M. Arch.
V-P Construction
GROUPE JESTA

EFFET POTENTIEL DES VENTS

Afin de fournir une évaluation adéquate des conditions générales de vent au projet d'aménagement proposé ainsi qu'aux environs, RWDI a examiné les données météorologiques à long terme pour la région, tel que décrit ci-dessus. Les plans du bâtiment existant et de l'ajout proposé, en date du 4 avril 2017, ont également été passés en revue, en plus des informations afférentes à l'environnement existant. Nous sommes d'avis que:

- Les bâtiments de plus grande hauteur que ceux situés dans l'environnement immédiat ont tendance à intercepter les vents de haute altitude et à les détourner au niveau du sol, provoquant ainsi une activité éolienne accrue aux coins des bâtiments, entre les bâtiments et au niveau du passage situé sous le bâtiment. Les diagrammes de l'Image 4 illustrent les modèles d'écoulement du vent les plus communs.



Image 4 : Modèles d'écoulement du vent les plus communs autour des bâtiments

- Comme le démontre l'Image 5, l'Entrée A1 se trouve au coin intérieur, là où la vitesse des vents est censée être relativement faible. Les entrées A2, A3 et A4 sont situées du côté de la rue Saint-Hubert, tandis que l'Entrée A5 se trouve au milieu de la façade intérieure de l'immeuble de 11 étages. Les bâtiments proposés protégeront les entrées A1 – A4 des vents prédominants du sud-ouest et de l'ouest. En contrepartie, on s'attend à une activité éolienne accrue lorsque les vents proviennent du nord-est. Dans l'ensemble, les conditions de vent devraient convenir pour toutes les entrées décrites ci-dessus.

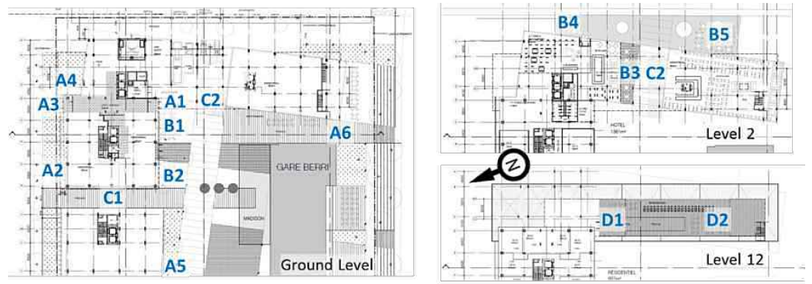


Image 5 : Plans de référence au niveau du sol (à gauche), Niveau 2 (en haut à droite) et Niveau 12 (en bas à droite)

Marc-Arthur Laplante, M. Arch.
V-P Construction
GROUPE JESTA

- En revanche, l'Entrée A6 (Image 5) fera l'objet d'une activité éolienne accrue entre la Gare Berri actuelle et l'immeuble de 11 étages proposé. Si l'on s'attend à ce que cette entrée soit utilisée fréquemment, l'utilisation de mesures d'atténuation du vent, comme des entrées en retrait, des auvents ou des écrans, pourrait être requise.

- On compte plusieurs places assises et aires d'agrément au projet d'aménagement proposé ainsi qu'aux alentours. Les conditions de vent en été devraient convenir dans la cour centrale publique, qui sera délimitée par les bâtiments proposé et existants, et en ce qui a trait aux places assises le long de la rue Berri devant la Gare Berri existante. Cependant, on prévoit une activité éolienne plus élevée que ce que l'on aurait désiré pour les places assises au pied de la tour de 22 étages (B1 et B2) en raison du rabattement de panache au niveau de la tour ainsi qu'au Niveau 2 (B3, B4 et B5) en raison de la canalisation du vent et de l'exposition au vent. Parmi les mesures d'atténuation du vent possibles, on compte des éléments horizontaux tels que des auvents, des treillis et des parasols ainsi que des éléments verticaux tels que des paravents, des éléments d'aménagement paysager en plus d'autres mesures.

- Des conditions hivernales de vent considérées comme étant inconfortables peuvent se produire le long du passage entre la tour de 22 étages, l'immeuble de bureaux (C1) et l'escalier situé à l'intérieur de l'immeuble de 11 étages (C2). En hiver, il se peut que les conditions de vent pour la circulation piétonnière ne soient pas sécuritaires et, en revanche, il sera nécessaire d'élaborer certaines solutions en matière de protection contre le vent dans ces espaces.

- L'activité éolienne autour de la piscine au sommet de l'immeuble de 11 étages (D1 et D2 à l'Image 5) devrait être plus élevée que souhaité en ce qui a trait aux places assises à l'extérieur pendant l'été. Des mesures typiques d'atténuation du vent pourraient être alors utilisées, telles que de hauts parapets/garde-corps le long du périmètre de la toiture du bâtiment.

- Les conditions de vent le long des trottoirs publics autour du projet d'aménagement ne devraient pas être affectées par ce dernier.

- Par conséquent, nous recommandons l'élaboration de solutions en matière de protection contre le vent pour les zones piétonnes d'intérêt ainsi que pour les essais en soufflerie à venir dans le but de créer des conditions de vent plus favorables au projet d'aménagement et aux alentours.

Marc-Arthur Laplante, M. Arch.
V-P Construction
GROUPE JESTA

Conclusion de remarques

Aux alentours du projet d'aménagement proposé, en raison de la climatologie locale du vent et de l'environnement existant, on s'attend à des conditions de vent convenables le long des trottoirs publics, dans la plupart des entrées du bâtiment, au niveau de la cour centrale publique et pour les places assises face à la Gare Berri existante.

On s'attend aussi à une activité éolienne plus élevée que désirée dans les aires d'agrément extérieurs, y compris pour les places assises au pied de la tour de 22 étages, ainsi qu'au Niveau 2 et sur le toit de l'immeuble de 11 étages. Des conditions de vent considérées comme étant inconfortables sont également attendues entre l'immeuble de 22 étages et le bâtiment de 6 étages, ainsi qu'au long de l'escalier intérieur de l'immeuble de 11 étages.

Les essais en soufflerie à venir permettront de quantifier de telles conditions de vent ainsi que d'en arriver à une série de solutions en matière de protection contre le vent.

Nous espérons que la présente lettre répond à vos exigences pour le projet. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin de renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Cordialement,

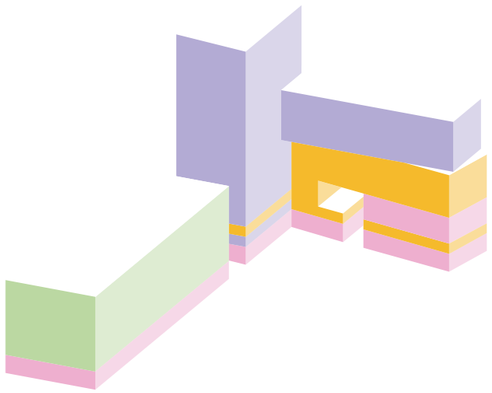
RWDI



Hanqing Wu, Ph.D., P.Eng.
Directeur technique / Associé Corporatif



Sonia Beaulieu, M.Sc., P.Eng., ing.
Gestionnaire de projet / Associée Corporatif



PROVENCHER_ROY

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2018/06/12
18:30

(3)

Dossier # : 1186493003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la période estivale 2018

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du «vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la période estival 2018

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 15:22

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1186493003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance permettant le bruit d'appareils sonores sur les sites du Vieux-Port de Montréal, selon les horaires des événements identifiés pour la période estivale 2018

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée à l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur. Les événements tenus sur le territoire du Vieux-Port de Montréal font l'objet d'ordonnance en respect de la réglementation municipale. Un travail de collaboration avec la Société du Vieux-Port de Montréal permet, lors des événements, une diffusion sonore respectueuse des citoyens et en conformité avec les exigences réglementaires de l'arrondissement. Aussi, l'article 20.2 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités.
Le gestionnaire du site à la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son territoire les limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Les événement qui se tiendront sur les site du Vieux-Port de Montréal entre le mois de juin à septembre sont des événements familiaux. Durant cette période, il y aura de la musique, de la nourriture et des activités pour toute la famille.

Afin de contrôler les niveaux sonores sur les sites d'événements, les responsables du Vieux-Port de Montréal s'engagent à faire l'acquisition de sonomètres pour l'année 2019.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent

aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut édicter une ordonnance en matière de gestion du bruit en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c.B-3)
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2018-06-04

Pierre-André VOLCY
Technicien en contôle du bruit

Tél : 514-872-4429
Télécop. : 514-872-3567

Stéphanie TURCOTTE
Chef de division permis et inspections

Tél : 514 868-5164
Télécop. : 514 868-4912

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-06-04

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. XXX **Ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la période estival 2018.**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 8 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour l'événement est un Leq de 1 minute de 80 dBA et 100 dBC à 35 mètres de la scène;

2. Le LCeq 1 minutes ne doit pas dépasser le bruit de fond $LC_{90\%}$ de plus 15 dBC dans les bandes d'octave de 31.5 à 125 Hz à un mètre des résidences sensibles, soit les immeubles d'habitation situés sur la rue de la commune entre les rue Saint-Sulpice et Saint-Hubert, identifiées sur la carte en annexe.

3. Mettre en place un plan de communication afin d'informer le résidentiel voisin impacté par le bruit des horaires d'événement et des tests de son. Ils devront établir une procédure de gestion des plaintes qui inclura le numéro de téléphone d'une personne à rejoindre durant l'événement;

4. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis jusqu'à 23h au Vieux-Port de Montréal aux dates des événements identifiés à l'annexe1.

5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL POUR LA SAISON ESTIVAL 2018

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186493003) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le ____ juin 2018, date de son entrée en vigueur.*

Événement	Compagnie organisatrice	Personne contact	Site web	Lieu(x)	Étape contractuelle	Type d'occupation	Début	Fin	Payant	Achalandage prévu	Description - Événement	Événement bruyant
Ride and Drive, Movin'On	C2 International	Antoine Protat aprotat@c2.biz	http://www.rideanddrive.biz/	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	22-May-18	29-May-18	PRIVÉ	2000	Démonstrations de véhicules innovants dans le cadre du sommet Movin'On sur la mobilité durable. Le sommet se tient à L'Arsenal.	Non
						Evenement	30-May-18	03-Jun-18				
						Démontage	03-Jun-18	05-Jun-18				
Événement privé Nissan	Debut Group	Soma Su somas@debutgroup.com	http://debutgroup.com/	Stationement Quai de l'Horloge (supérieur)	Conclus	Evenement	24-May-18	24-May-18	PRIVÉ	350	Dans le cadre de Movin' On. 400 invités par groupe de 100 entre 10am et 5pm. 30 voitures en exposition au quai de l'Horloge.	Non
Lancement de la saison estivale du Vieu	VPM	0	0	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Evenement	26-May-18	26-May-18	OUI	5000	Lancement de la saison estivale. Événement: 19 mai ou remis au 20 mai en cas de pluie.	Non
Festival Eurêka! 2018	CSM	0	http://festivaleureka.ca/	Promenade (Alex. à St-Laurent), Carré de l'étang, Carré des vestiges, Promenade (St-	Conclus	Montage	01-Jun-18	07-Jun-18	NON	100000	Grande célébration de la science et la technologie pour les petits et grands. Organisé conjointement par l'Ile du savoir et le CSM. Le vendredi, le festival accueillera plus de 5000 écoliers. Occupe aussi le parvis du	Non
						Evenement	08-Jun-18	10-Jun-18				
						Démontage	11-Jun-18	15-Jun-18				
Fonds du souvenir 2018	Champ d'honneur national	Serge Gélinas sgelinas@lastpost.ca	http://www.champdhonneurnational.ca/ch n/monuments_fr		Conclus	Montage	02-Jun-18	02-Jun-18	0	0	Cérémonie en l'honneur des vétérans de la Marine canadienne disparus en mer.	Non
Relais pour la vie 2018	Société canadienne du cancer	Catherine Prémont catherine.premont@quebec.cancer.ca	http://convio.cancer.ca/site/PageServer?pagename=RFL_CAN_NATL_homepage&s_locale=fr_CA	Carré St-Pierre Carré St-Pierre Carré St-Pierre	Conclus Conclus Conclus	Montage	15-Jun-18	15-Jun-18	OUI	500	Une marche de nuit magique et rassembleuse de 12h afin de célébrer les êtres chers qui ont survécu à la maladie, rendre hommage à ceux qui ont perdu le combat et lutter ensemble afin de combattre tous les cancers.	Non
						Evenement	15-Jun-18	16-Jun-18				
						Démontage	16-Jun-18	16-Jun-18				
Nissan Kicks test drive	MCI Group	Carrina Tsui carrina.tsui@mci-group.com	https://www.mci-group.com/	Plage de l'Horloge, Place du quai de	En rédaction	Montage	12-Jun-18	12-Jun-18	0	0	Test de la Nissan Kicks pour les médias	Non
						Evenement	12-Jun-18	13-Jun-18				
						Démontage	13-Jun-18	13-Jun-18				
Course pour les Femmes Pharmaprix 201	Flow Marketing	Ted Jarvis ted.jarvis@flowmarketing.ca	http://www.pharmaprixaimezvous.ca/evene	Place du quai de l'Horloge, Parcours sur le	Conclus	Montage	15-Jun-18	15-Jun-18	OUI	1500	Course pour femmes organisée par le Coin des coureurs	Non
						Evenement	16-Jun-18	16-Jun-18				
						Démontage	16-Jun-18	16-Jun-18				
Interprétation animée militaire	Les Anciennes troupes militaires de Montréal	Philipp Portelance pportelance@atmmontreal.com	http://atmmontreal.com/historique/	Quai Jacques-Cartier, Parcours sur le site	En rédaction	Evenement	23-Jun-18	24-Jun-18	NON	0	Prestations musicales et de tirs à blanc. Dans le cadre de nos activités, le but serait de pouvoir, les samedis et dimanches, du 23 juin 2018 au 2 septembre 2018, à 14h, faire des prestations musicales et de tirs à blanc	Oui
						Evenement	30-Jun-18	01-Jul-18				
						Evenement	14-Jul-18	15-Jul-18				
						Evenement	21-Jul-18	22-Jul-18				
						Evenement	28-Jul-18	29-Jul-18				
						Evenement	04-Aug-18	05-Aug-18				
						Evenement	11-Aug-18	12-Aug-18				
						Evenement	18-Aug-18	19-Aug-18				
						Evenement	25-Aug-18	26-Aug-18				
						Evenement	01-Sep-18	02-Sep-18				
Fête du Canada 2018	Tandem	Pierre Michaud pmichaud@tandemevenements.com	http://www.feteducanadamontreal.org/	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	26-Jun-18	30-Jun-18	NON	56500	Célébrations de la fête du Canada.	Oui
						Evenement	01-Jul-18	01-Jul-18				
						Démontage	02-Jul-18	03-Jul-18				

Festival de startup 2018	Fondation du Startup de Montréal	Maud Bouthillette [illegible].com	http://www.startupfestival.com/fr/	Port d'escale, Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	09-Jul-18	09-Jul-18	OUI	2000	Startupfest est un événement de 4 jours dédié à entrepreneuriat technologique et son écosystème. L'édition 2018 a lieu au Parc Dieppe (Cité du Havre) mais nous accueillerons sur notre site un kiosque d'enregistrement ainsi qu'un service de navettes.	Non
						Evenement	10-Jul-18	14-Jul-18				
						Démontage	14-Jul-18	15-Jul-18				
Un goût des caraïbes 2018	Un goût des Caraïbes	Cezar Brumeanu cezar@totc.ca	http://www.totc.ca/fr/accueil/	Place du quai de l'Horloge	Conclus	Montage	10-Jul-18	11-Jul-18	NON	50000	Un Goût des Caraïbes (TOTC) est bien l'événement culturel caraïbe le plus en vue au Québec. TOTC s'étalera sur cinq jours pour offrir un vrai festin culturel fait de mets, de musique, d'arts et d'artisanat représentant	Oui
						Evenement	12-Jul-18	15-Jul-18				
						Démontage	16-Jul-18	17-Jul-18				
Festival Le Monde des enfants (A Kids Wo	Fondation A kids world	Cezar Brumeanu cezar@totc.ca	https://www.facebook.com/AKWFestival/	Place du quai de l'Horloge	Conclus	Montage	16-Jul-18	17-Jul-18	NON	20000	The first annual A Kids' World Festival opens the door to children of all ages for a celebration of joy and imagination. While fun for Montreal families is at the forefront of this celebration, our team's intention in organizing A Kids' World Festival is to accommodate and create an	Non
						Evenement	18-Jul-18	22-Jul-18				
						Démontage	23-Jul-18	23-Jul-18				
Mac'n Cheese fest	Festco	Roger Hubert HUBERT-ROGER@hotmail.com	0	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	23-Jul-18	24-Jul-18	NON	50000	Festival culinaire ou restos et foodtrucks sont invités faire découvrir leur version du Mac'n Cheese.	Oui
						Evenement	24-Jul-18	29-Jul-18				
						Démontage	29-Jul-18	30-Jul-18				
Festival Holi 2018	Festoval de l'inde	Nikolai Chipovalov nc8108@yahoo.ca	0	Place du quai de l'Horloge	Conclus	Montage	27-Jul-18	27-Jul-18	OUI	4000	We are planning to hold the 1st official Montreal Festival of Colors. The festival consists of a musical show of one day, during which the festival	Oui
						Evenement	28-Jul-18	28-Jul-18				
						Démontage	29-Jul-18	30-Jul-18				
Poutine Fest 2018	Festco	Roger Hubert HUBERT-ROGER@hotmail.com	http://www.legrandpoutinefest.com/	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	30-Jul-18	31-Jul-18	NON	95000	Festival culinaire ou restos et foodtrucks sont invités faire découvrir leur version de la poutine.	Oui
						Evenement	31-Jul-18	05-Aug-18				
						Démontage	05-Aug-18	06-Aug-18				
Orientalys 2018	Alchimies, créations et cultures	Henda Ben Salah henda@festivalarabe.co	http://www.festivalorientalys.com/	Place du quai de l'Horloge	Conclus	Montage	31-Jul-18	01-Aug-18	NON	130000	Festival gratuit entièrement dédié à la rencontre des cultures orientales et occidentales, Orientalys célèbre une Montréal plurielle, avant-gardiste et ouverte à l'Autre.	Non
						Evenement	02-Aug-18	05-Aug-18				
						Démontage	06-Aug-18	06-Aug-18				
Festival reggae 2018	Festival international de reggae de Montréal	Itasha Skerritt j.j.skerritt@gmail.com	https://www.facebook.com/Montreal-International-Reggae-	Quai Jacques-Cartier	En rédaction	Montage	08-Aug-18	10-Aug-18	OUI	21000	Festival de rythmes jamaïcains joués par des musiciens reggae de réputation internationale et la présentation "d'ambassadeurs reggae" d'à travers la planète.	Oui
						Evenement	10-Aug-18	12-Aug-18				
						Démontage	13-Aug-18	13-Aug-18				
Lole White Tour 2018	L'Arena des Canadiens	Angelo Ruffolo ARuffolo@evenko.ca	http://www.lolewhitetour.com/fr/		Conclus	Montage	14-Aug-18	17-Aug-18	OUI	6000	Depuis 2012, le Lolë White Tour est une tournée internationale de yoga unique dédiée à la paix.	Non
						Evenement	18-Aug-18	18-Aug-18				
						Démontage	18-Aug-18	19-Aug-18				
Marché de nuit 2018	Les productions Deuces Wild inc	Yifang Hu foodfestmtl@gmail.com	https://www.facebook.com/events/1505972422268516/		Conclus	Montage	16-Aug-18	17-Aug-18	NON	20000	Un festival culinaire dans la tradition des marchés de nuit asiatique.	Non
						Evenement	17-Aug-18	19-Aug-18				
						Démontage	19-Aug-18	20-Aug-18				
Triathlon 2018	Triathlon international de montréal	Ghislain Mélançon ghislain.melancon@triathlonmontreal.com	https://montreal.triathlon.org/	Quai Jacques-Cartier, Place du quai de l'Horloge, Parcours sur le site, Extérieur du site	En rédaction	Montage	20-Aug-18	24-Aug-18	OUI	5000	Compétition de triathlon s'inscrirant dans l'ITU.	Non
						Evenement	25-Aug-18	26-Aug-18				
						Démontage	27-Aug-18	28-Aug-18				

Fête des Amériques	Feria de las americas LLC	Herb Levin herb@feriadelasamericas.com	http://www.feriadelasamericas.com/#	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	04-Sep-18	06-Sep-18	OUI	20500	Festival célébrant la culture de l'amérique latine du Mexique au Chili. Spectacles, spécialités culinaires et artisanat sont au rendez-vous.	Oui
						Evenement	07-Sep-18	09-Sep-18				
						Démontage	10-Sep-18	10-Sep-18				
Salon du bateau à flot 2018	Association maritime du Québec	Alain Roy aroy@nautismequebec.com	http://www.salondubateau.com/index-flot.php	Carré St-Laurent, Port d'escale	En rédaction	Montage	04-Sep-18	06-Sep-18	OUI	4000	Le plus grand salon du bateau en extérieur au Québec. Le Salon du bateau à flot invite les plaisanciers et les amateurs de sports nautiques à s'émerveiller devant plus d'une centaine d'embarcations.	Non
						Evenement	07-Sep-18	09-Sep-18				
						Démontage	10-Sep-18	11-Sep-18				
BBQ Accueil Bonneau - Wells Fargo 2018	Wells Fargo	Chantal Cyr cyrc@accueilbonneau.com		Place du quai de l'Horloge	Conclus	Montage	06-Sep-18	06-Sep-18	NON	0	Pique-nique annuel offert aux bénéficiaires de l'Accueil Bonneau. Cet événement philanthropique est un BBQ à caractère festif où hamburgers, hot-dogs, breuvages et épis de maïs sont servis.	Non
						Evenement	06-Sep-18	06-Sep-18				
						Démontage	06-Sep-18	06-Sep-18				
Rib Fest 2018	Festco	Roger Hubert HUBERT-ROGER@hotmail.com	http://www.legrandribfest.com/	Quai Jacques-Cartier	Conclus	Montage	12-Sep-18	13-Sep-18	NON	65000	Festival de la côte levée rassemblant des "ribbers" venus de nos voisins du sud.	Oui
						Evenement	13-Sep-18	16-Sep-18				
						Démontage	16-Sep-18	17-Sep-18				
Course nightrace 2018	Flow Marketing	Ted Jarvis ted.jarvis@flowmarketing.ca	https://www.ultranightrun.ca/?language=fr	Place du quai de l'Horloge, Parcours sur le site	Conclus	Montage	13-Sep-18	14-Sep-18	OUI	700	Course la nuit organisée par le Coin des coureurs	Non
						Evenement	14-Sep-18	14-Sep-18				
						Démontage	14-Sep-18	15-Sep-18				
Journée Terry-Fox 2018	Fondation Terry Fox	Peter Sheremeta Peter.Sheremeta@terryfoxrun.org	http://www.terryfox.org/french/la-journee-terry-fox/	Carré McGill, Parcours sur le site	En rédaction	Evenement	16-Sep-18	16-Sep-18	NON	1500	Marche et activités au profit de la recherche sur le cancer dans le cadre de la Journée Terry-Fox .	Non
Marathon 2018	Iron man	Dominique Piché dominique.piche@ironman.com	http://www.runrocknroll.com/montreal/	Promenade (St-Pierre à Alex.), Promenade (Alex. à St-Laurent), Promenade (St-Laurent	En rédaction	Evenement	22-Sep-18	23-Sep-18	OUI	50000	Marathon Rock and Roll de Montréal. Rue de la Commune entre Place Jacques-Cartier et Pont Mill le 23 septembre du début de la journée jusqu'à environ midi.	Non
Party du nouvel an 2018	BiteSize	Jean-François Durocher jfd@bitesizeinc.com	http://www.montrealenfetes.com/fr/party-jour-nouvel-an/	Quai Jacques-Cartier, Entrée Jacques-Cartier, Promenade (J.-C. à Hodge), Carré des	En rédaction	Montage	20-Dec-18	30-Dec-18	NON	45000	Dates tentatives uniquement. Un spectacle grandiose mettant en vedette une douzaine d'artistes de	Oui
						Evenement	31-Dec-18	01-Jan-19				
						Démontage	01-Jan-19	02-Jan-19				











Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180607003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant un revêtement de couleur brune pour une partie des toitures du bâtiment situé au 1800, avenue McGill Collège, et ce, en dérogation à l'article 128.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant un revêtement de couleur brune pour une partie des toitures du bâtiment situé au 1800, avenue McGill Collège, et ce, en dérogation à l'article 128.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 09:43

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180607003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures, une dérogation permettant un revêtement de couleur brune pour une partie des toitures du bâtiment situé au 1800, avenue McGill Collège, et ce, en dérogation à l'article 128.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant dépose à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une demande de dérogation mineure concernant la couleur du revêtement de toiture du bâtiment situé au 1800, McGill Collège.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il s'agit d'un bâtiment comportant plusieurs retraits par rapport à la rue, ce qui crée 33 toits distincts à 7 étages différents, en plus du toit principal au sommet de la tour. Actuellement, les revêtements de ces toits sont des membranes d'étanchéité bi-couches de couleur brune. Le toit principal est de couleur verte.
Le projet de réfection des bassins de toiture comporte le re-surfaçage des membranes d'étanchéité sur la plupart des bassins avec installation d'une membrane élastomère granulée de couleur brune, pour éviter l'éblouissement, lorsque les occupants ont une vue directe sur ces toitures. Une couverture membrane de couleur blanche est prévue sur tous les autres bassins ne constituant pas un risque pour les occupants. En conséquence, 64% de la superficie totale des toitures seront tout de même de couleur blanche contribuant à diminuer les îlots de chaleur urbains.

Le projet déroge à l'article 128.1 du règlement, chapitre IX du Règlement « Environnement et développement durable », pour une partie de l'ouvrage envisagé. Cet article exige que les toits horizontaux soient recouverts d'un toit végétalisé, d'un revêtement de couleur blanche ou grise, d'un revêtement ayant un indice de réflectance solaire d'au moins 78, et/ou d'une combinaison de ces revêtements.

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande de dérogation mineure;

- Il est impossible pour les requérants de se conformer à la réglementation sans nuire à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique des occupants. En effet, une toiture hautement réfléchissante ou de couleur blanche ou pâle pourrait entraîner des inconforts et inconvénients dus à l'éblouissement et au rayonnement, lorsque cette toiture est située à proximité d'espaces locatifs occupés. Par ailleurs, la Loi sur la Santé et la sécurité du Travail aurait préséance sur le règlement d'urbanisme;
- On note que la couleur grise aurait aussi pu être proposée, mais de tonalité aussi foncée que la couleur brune, préférée afin de maintenir l'uniformité. Le règlement ne précise pas en effet la clarté ou la tonalité du gris;
- Il est également impossible d'intégrer un toit végétalisé car la structure existante ne permet pas l'ajout de poids. En effet, la charge additionnelle qu'occasionnerait la pose de ballasts ou bassins serait excessive. Il n'y a pas non plus de possibilité d'augmenter la profondeur nécessaire des bassins existants de toiture. De plus, les dimensions des toits sont trop restreintes pour aménager des bassins végétalisés avec les dégagements requis (drain et entretien). Enfin, la forme arrondie du toit principal, les vents forts et la difficulté d'accès ne permettent pas de le végétaliser;
- En conclusion, le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant;
- La dérogation mineure demandée ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
- La dérogation ne concerne ni l'usage ni la densité d'occupation du sol ni la hauteur du bâtiment;
- La demande respecte les objectifs du Plan d'Urbanisme;
- Le Comité consultatif d'urbanisme du 10 mai 2018 a émis un avis favorable à ce projet de dérogation mineure.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public publié 15 jours avant la date de la séance du conseil d'arrondissement;

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comit consultatif d'urbanisme / Avis favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-28

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2018
3001407087
4.4.2

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1800, avenue McGill Collège
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	La demande vise la réfection des bassins de toiture sur un bâtiment comportant plusieurs retraits par rapport à la rue, ce qui crée 33 toits distincts à sept étages différents, en plus du toit principal au sommet de la tour. Actuellement, les revêtements de ces toits sont des membranes d'étanchéité bi-couches de couleur brune. Le toit principal est de couleur verte. Le projet de réfection des bassins de toiture comporte le re-surfaçage des membranes d'étanchéité sur la plupart des bassins avec installation d'une membrane élastomère granulée de couleur brune, pour éviter l'éblouissement, lorsque les occupants ont une vue directe sur ces toitures. En effet, une toiture hautement réfléchissante ou de couleur blanche ou pâle pourrait entraîner des inconforts et inconvénients dus à l'éblouissement et au rayonnement, lorsque cette toiture est située à proximité d'espaces locatifs occupés. On note que la Loi sur la Santé et la sécurité du Travail aurait préséance sur le règlement d'urbanisme. Une couverture en membrane de couleur blanche est prévue sur tous les autres bassins ne constituant pas un risque pour les occupants. En conséquence, 64% de la superficie totale des toitures seront tout de même de couleur blanche contribuant à diminuer les îlots de chaleur urbains.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Il est impossible pour les requérants de se conformer à la réglementation sans nuire à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique des occupants.
Considérant que :	L'aménagement d'un toit végétalisé est impossible, car la structure existante ne permet pas l'ajout de poids.
Considérant que :	Le respect de la réglementation causerait un préjudice au requérant.
Considérant que :	La dérogation ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

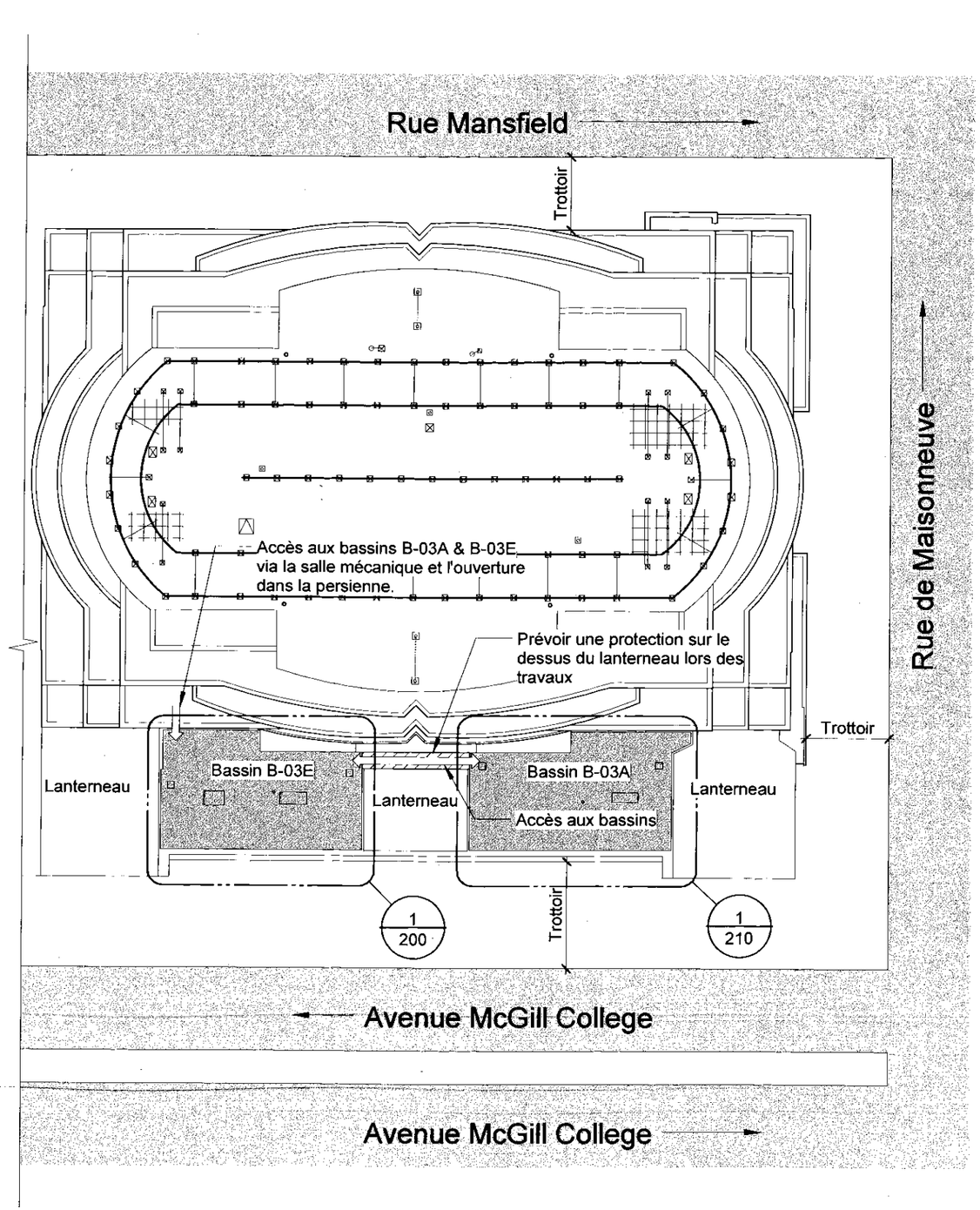
Sophie Mauzerolle
Présidente

Marie-Ève Gravel
Secrétaire



A 4887
COLIN J. HANLEY
ARCHITECTE

ÉMIS POUR SOUMISSION - 12 MARS 2018



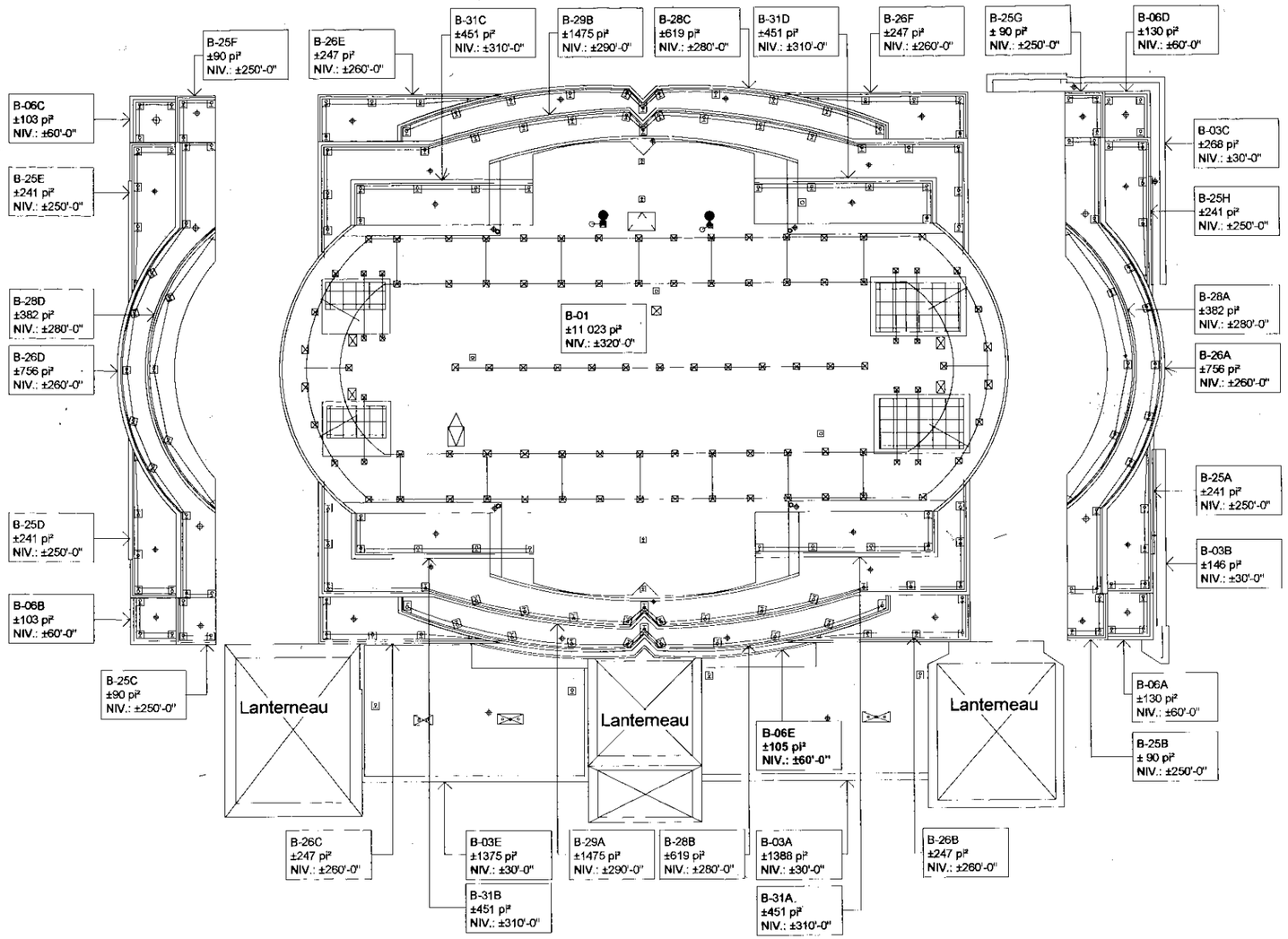
TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Plan clef

PROJET / PROJECT
1800 McGill College - Réfection des toitures

DMA architectes sencr.

DESSINÉ PAR / DRAWN BY: JR
DATE: 07/05/17
ÉCHELLE / SCALE: 1/32" = 1'-0"
APPROUVÉ / APPROVED: LB/CJH

N° PROJET / PROJECT N°: 2017-039
RÉFÉRENCE / REFERENCE:
DESSIN / DRAWING: A-001 r0



Note : En cas de disparité entre les superficies des bassins indiquées sur ce dessin et celui au tableau de synthèse à page A-010, cette dernière à priorité.

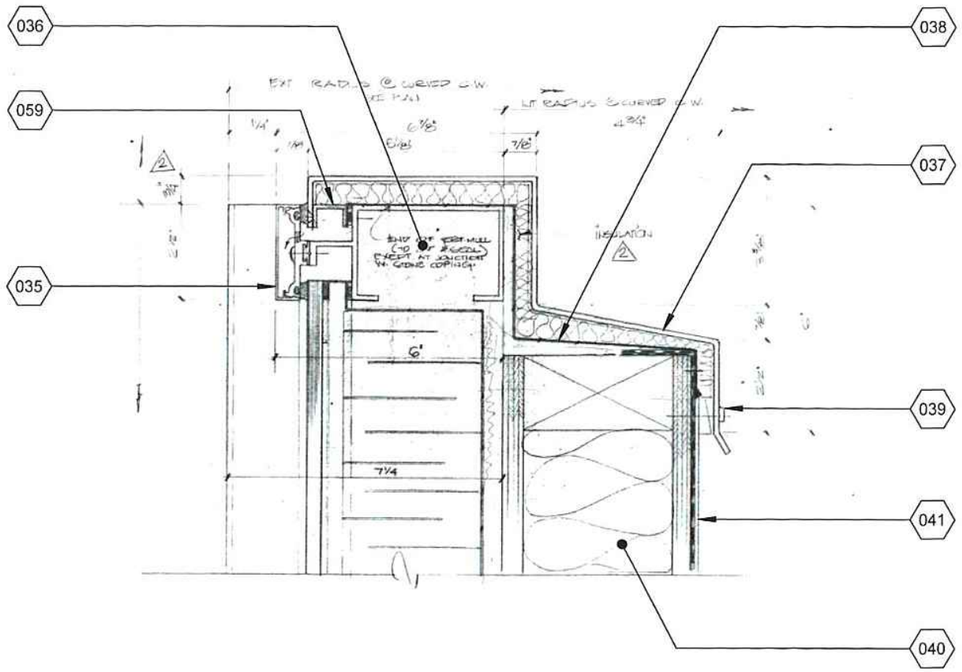
TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Plan d'ensemble des bassins

PROJET / PROJECT
1800 McGill College - Réfection des toitures

DMA architectes senc.

DESSINÉ PAR / DRAWN BY: JR
DATE: 11/13/17
ÉCHELLE / SCALE: 1" = 30'-0"
APPROUVÉ / APPROVED: LB/CJH

N° PROJET / PROJECT N°: 2017-039
RÉFÉRENCE / REFERENCE:
DESSIN / DRAWING: A-002





Vue générale



Tôle en acier galvanisé sous le solin de couronnement en tôles d'aluminium à conserver.

Parapet P-1

1
Aucune 030

No.	Description
035	Capuchon de finition du mur-rideau.
036	Meneaux horizontaux à la tête du mur-rideau.
037	Solin de couronnement en tôles d'aluminium de 1/8" d'épaisseur à enlever et conserver pour réinstallation (à moins d'une indication contraire).
038	Tôle en acier galvanisé qui recouvre le dessus du mur-rideau ainsi que le dessus du bâti de bois, à conserver en place. Enlever tout l'isolant de fibre de verre sous les tôles.

No.	Description
039	Vis à bois à retirer et disposer.
040	Parapet en bâti de bois isolé.
041	Système d'imperméabilisation du bassin. Voir tableau synthèse des bassins de toiture
059	Profilé continu en extrusion d'aluminium en "U".

TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Parapet P-1 - Détail présumé de l'existant - Extrait des dessins d'atelier de Zimmcor

PROJET / PROJECT
1800 McGill College - Réfection des toitures

DMA architectes sencii

DESSINÉ PAR / DRAWN BY: JR
DATE: 11/03/17
ÉCHELLE / SCALE: 3" = 1'-0"
APPROUVÉ / APPROVED: LB/CJH

N° PROJET / PROJECT N°: 2017-039
RÉFÉRENCE / REFERENCE:
DESSIN / DRAWING: A-030













TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Photos de références d'exemples de différentes configurations de bossoir pour câbles de vie

PROJET / PROJECT 1800 McGill College - Réfection des toitures	DESSINÉ PAR / DRAWN BY JR	N° PROJET / PROJECT N° 2017-039
	DATE 11/03/17	RÉFÉRENCE / REFERENCE
DMA architectes sencrl	ÉCHELLE / SCALE 12" = 1'-0"	DESSIN / DRAWING A-050
	APPROUVÉ / APPROVED LB/CJH	



TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Photos du bassin B-01 - Vue d'ensemble du bassin

PROJET / PROJECT 1800 McGill College - Réfection des toitures	DESSINÉ PAR / DRAWN BY JR	N° PROJET / PROJECT N° 2017-039
	DATE 01/23/18	RÉFÉRENCE / REFERENCE
DMA architectes sencti	ÉCHELLE / SCALE Aucune	DESSIN / DRAWING A-105
	APPROUVÉ / APPROVED LB/CJH	



Photo 6

aucune **A-111** **6**



Drain de toit partiellement encastré dans le parapet.

Photo 5

aucune **A-111** **5**



Transition particulière avec le bas de la cloison vitrée/ solins d'aluminium du lanterneau et le fond du bassin.

Photo 4

aucune **A-111** **4**



Transition particulière avec le bas de la cloison vitrée/ solins d'aluminium du lanterneau et le fond du bassin.

Photo 3

aucune **A-111** **3**



Transition particulière avec le bas de la cloison vitrée/ solins d'aluminium du lanterneau et le fond du bassin.

Photo 2

aucune **A-111** **2**



Photo 1

aucune **A-111** **1**

TITRE DU DESSIN / DRAWING TITLE
Photos bassin B-03B

PROJET / PROJECT
1800 McGill College - Réfection des toitures

DMA architectes sencrl

DESSINÉ PAR / DRAWN BY: JR
DATE: 11/13/17
ÉCHELLE / SCALE: aucune
APPROUVÉ / APPROVED: LB/CJH

N° PROJET / PROJECT N°: 2017-039
RÉFÉRENCE / REFERENCE:
DESSIN / DRAWING: A-111

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1180394007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement

D'édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement.
De prendre acte de son engagement à verser 7 000 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 08:42

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180394007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'exemption en matière de stationnement (3001422288) a été déposée afin d'exempter le propriétaire de l'obligation de fournir deux unités de stationnement exigibles pour la transformation d'un bâtiment résidentiel. À cet effet, une demande de permis de transformation est en cours d'analyse (3001394947) afin de transformer un bâtiment résidentiel de 5 logements en 9 logements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande concerne la transformation d'un bâtiment situé au coin des rues Sainte-Catherine Est et d'Iberville, sur le lot 1 424 922 du cadastre du Québec. L'intérieur du bâtiment existant de 5 étages sera réaménagé afin d'implanter 9 logements au total sur le lot.
La demande vise à exempter le propriétaire de fournir les deux unités de stationnement exigées par la réglementation. Le projet ne prévoit aucune unité de stationnement pour véhicule et déroge donc aux dispositions de l'article 605 du Règlement d'urbanisme 01-282 concernant le nombre minimal d'unités exigées.

Le requérant est admissible à une demande d'exemption et assujetti à une compensation monétaire calculée en multipliant le nombre d'unités de stationnement faisant l'objet de l'exemption (2 unités) par la somme établie par unité (3 500$) dans l'ordonnance 5984, o.100, soit 7 000$.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- Le projet prévoit la densification d'un bâtiment de 5 logements;
- Les travaux projetés contribueront à la mise en valeur de cette partie d'îlot et du secteur;

- Les contraintes d'aménagement ne permettent pas de stationnement;
- L'emplacement est bien desservi par le transport en commun;
- Le projet cadre parfaitement avec les objectifs de planification de l'arrondissement visant à conserver le parc de logements locatifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir document « Aspect financier » en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un avis public relatif à l'entrée en vigueur de l'ordonnance sera affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir, suite au conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement – Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 29 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Caroline CANTIN
Agente de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-05-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1180394007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1180394007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financieres
Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe
Tél : (514) 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-29

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs et du greffe

N° de dossier : 1180394007

Nature du dossier : Contribution Fonds parcs ou stationnement

Financement : Fonds parcs ou stationnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant		7 000,00 $						**7 000,00 $**

5984, o.	**Ordonnance sur une exemption de fournir le nombre d'unités de stationnement exigé relativement au bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est**

Vu le Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est est exempté de fournir 2 unités de stationnement exigés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), et ce, en contrepartie du versement de 7 000 $ au fonds de compensation pour le stationnement.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1180394007) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2018, date de son entrée en vigueur.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1180394007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation :

"Édicter, en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), une ordonnance exemptant le propriétaire du bâtiment situé au 2503, rue Sainte-Catherine Est, de l'obligation de fournir 2 unités de stationnement;

Prendre acte de son engagement à verser 7 000 $ au fonds de compensation pour le stationnement."

- Montant total à encaisser pour ce dossier : 7 000,00 $

	Années antérieures	2018
Montant		7 000,00 $

Informations comptables:

Le montant perçu sera déposé au compte de bilan indiqué ci-dessous.

Montant: 7 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0000000	000000	00000	33501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date : 2018-05-29

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1186673015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), une ordonnance permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, pour chaque événement identifié au dossier;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282 Art. 560), l'ordonnance permettant l'installation d'enseignes publicitaires à l'occasion d'un événement, une fête ou d'une manifestation, conformément à l'article 2.1;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance jointe à la présente permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-05-30 15:08

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1186673015**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le neuvième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2018 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1) ;
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1186673014 / CA18 240251 adopté le 8 mai 2018 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 4e partie, A) et édicter les ordonnances
1186673005 / CA18 240200 adopté le 10 avril 2018 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2018, 3e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et

d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de projets

Tél : 514.868.4925
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-28

Maryse BOUCHARD
C/d cult.biblio.& dev.social_arr.<60m

Tél : 514 872-0831
Télécop. : 514 868-3292

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique ARCHAMBAULT
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2018-05-28

Ville-Marie
Montréal

01-282, o. **Ordonnance relative à la programmation des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 5e partie, A)**

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures autoportantes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 493.

Ces bannières doivent être fixées solidement, elles doivent être faites d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673015) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5E PARTIE, A)

Vu les articles 3 et 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673015) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5^{E} PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

_ _

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673015) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5E PARTIE, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1, édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), est autorisée.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance *(dossier 1186673015)* a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-12-2

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5E PARTIE, A)

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur la chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allées de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons ;

2° la peinture doit être à l'eau et ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable du 15 juin au 15 novembre 2018.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1186673015) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs et Ville de Montréal	2 juin - Inauguration	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal - Chapiteau situé près de l'arrêt d'autobus de la Maison Smith	24h	6h - 23h59					10h à 22h	Affiche de la programmation et signalitique conçues par la Pépinière Affichage projet pilote VdM				Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	2 juin au 31 octobre	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde (stationnement) -Belvédère Soleil - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59						Affiche de la programmation et signalitique conçues par la Pépinière					N-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	3 à 7 jours par semaine du 2 juin au 31 octobre	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieux d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement)	24h	6h - 23h59		10h à 22h	à compter du 14 juin 12h à 22h		17h à 22h (mercredi et jeudi à l'occasion) 12h à 22h (vendredi, samedi et dimanche)		Affiche de la programmation et signalétique conçues par la Pépinière - en tout temps			Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Du 2 juin au 31 octobre 3 jours semaine - du jeudi au dimanche	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59					17h à 22h (jeudi) 12h à 22h (vendredi, samedi et dimanche)		Affiche de la programmation et signalétique conçues par la Pépinière - en tout temps			Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
Place publique Installation d'une œuvre d'art Soirées de performance **Conditionnel à l'approbation par la Division des travaux publics, Division circulation et inspection du domaine public et par le SIM.**	Fonderie Darling	13 juin au 5 octobre 21 et 28 juin; 5, 6, 12, 19, 26 juillet; 2, 9, 16 août;	Rue Ottawa entre Prince et Queen - voie de stationnement nord Rue Ottawa entre Prince et Queen	24 h / 24 18 h à 23 h 59	18 h à 23 h 59	-	-	-	-	18 h à 23 h 59	-	-	-	-	-	R-A-MA
Montréal en vitrines (Panneaux d'exposition)	Musée McCord d'histoire canadienne	13 juin au 15 novembre	Avenue McGill College entre Ste-Catherine et Président Kennedy (trottoir côté ouest)	24 h / 24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R-GA
Fête de l'été	Centre Sainte-Catherine d'Alexandrie	15-Jun-18	Parvis du Centre communautaire de loisirs Ste-Catherine d'Alexandrie / 1700 rue Amherst	15h à 21h			15h à 21h			15h à 21h						R-A-PA
Bannière - Bienvenue sur le site	La Pépinière & Co	15 juin au 30 septembre	Sur la clôture du site du dépôt à neige Notre-Dame / Fullum	24 h / 24 h (sur la clôture)	-	-	-	-	-	-	-	24 h / 24 h	-	-	-	N-GA
Projet Résonance	Conscience urbaine	du 15 juin au 15 novembre	**Marquage au sol (pochoirs sur les trottoirs) et installation éphémère (bancs):** Rue Ontario entre Frontenac et Dufresne, Dufresne entre Ontario et Champagne; Champagne entre Ontario et Poupart; Poupart entre Champagne et Notre-Dame; Notre-Dame, côté sud, entre Poupart et Frontenac pour arriver à l'entrée de la Friche	24 h / 24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	du 15 juin au 15 novembre	N-PA
Concerts Zone musique	La SDC du Vieux-Montréal	Du 19 juin au 7 septembre (du mardi au vendredi) du 19 au 21 juin; du 26 au 29 juin; du 3 au 6 juillet; du 10 au 13 juillet; du 16 au 20 juillet; du 23 au 27 juillet; le 31 juillet; du 1er au 3 août; du 7 au 10 août; du 14 au 17 août; du 21 au 24 août; du 28 au 31 août; du 4 au 7 sept.;	Place d'Armes	10 h à 14 h	-	-	-	-	-	12 h à 13 h	-	-	-	-	-	R-A-MA

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement													
				Dérogations													
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Exposition Métis-sur-Montréal Exposition " Montréal 14-18 "	Musée du Château Ramezay	19 juin au 15 décembre	Place de la Dauversière Rue Le Royer entre St-Claude et Pl. Jacques-Cartier (trottoir nord); Rue St-Claude et entre Le Royer et St-Paul (trottoir ouest)	24 h / 24 h	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	R-PA
Anniversaire de la guerre de la Corée	Consulat général de la Corée	20-Jun	Place du Canada	10 h à 13 h 30	-	-	-	-	-	11 h à 13 h	-	-	-	-	-	R-AF-PA

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
						P-1 art. 8 (vente)										
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique	P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
Journée mondiale des réfugiés	Centre social d'aide aux immigrants	20-Jun	Square Cabot Déambulatoire sur les trottoirs : De la Gauchetière, Peel, Ste-Catherine.	10 h à 23 h	-	-	-	-	-	12 h à 21 h	-	-	-	-	-	N-A-GA
Journée nationale des autochtones	Foyer des femmes autochtones	21-Jun	Square Cabot	9 h à 21		15 h à 19 h	15 h à 19 h			11 h à 20 h						R-A- GA
Animations estivales au square Cabot	DSLDS	21 juin au 21 septembre	Square Cabot	11 h à 23 h	-	-	-	-	-	11 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-A-GA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Week-emd de la St-Jean Baptiste 21-22-23-24-25 juin	"Destination Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59			21 - jeudi - 16h à 22h 22- 23 - 24 - 12h à 22h 25 - lundi - 12h à 22h		21 - jeudi - 19h à 22h 22- 23 - 24 - 17h à 22h 25 - lundi - 17h à 22h					Dessin de craie (ou produit qui s'efface sur la chaussée)	N-A-MA
Circuits déambulatoires dans le Vieux-Montréal	Compagnies franches de la Marine et du 78th Fraser Highlander	23 juin au 2 septembre (mercredi au dimanche)	Trottoir avant du Chateau Ramezay, rue Notre-Dame, côté sud, entre Gosfort de Place Jacques-Cartier; Champ-de-Mars; place Vauquelin, place Royale, **Déambulation vers Pointe-à-Callière: A**ller / Retour du musée Château Ramezay, Place Jacques-Cartier, rue Saint-Paul jusqu'à Saint-Laurent, rue de la Commune jusqu'à la rue D'Youville; **Déambulation vers le Champ-de-Mars:** Aller / Retour du musée du hâteau Ramezay, traverser vers la place Vauquelin et au Champ-de-Mars; **Déambulation vers le Vieux-Port:** Aller/retour du Château	11 h à 17 h	-	-	-	-	-	11 h à 17 h	-	-	-	-	-	R-A-PA
Fête Nationale du Québec	Maison du Père	23-Jun	Rue Labelle entre René-Lévesque et De la Gauchetière	8 h à 23 h	8 h à 23 h	-	-	-	-	10 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Fête Nationale du Québec	Au coup de pouce Centre-Sud	23-Jun	Parc Olivier-Robert	8 h 30 à 21 h	-	-	13 h à 16 h	13 h à 16 h	13 h à 16 h	11 h à 16 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Fête Nationale du Québec	Comité social Centre-Sud	23-Jun	Rue Beaudry entre Robin et Lafontaine Rue Robin entre Beaudry et Montcalm Parc des Joyeux Vikings	7 h à 23 h 59	7 h à 23 h 59	13 h à 23 h	13 h à 23 h	13 h à 23 h	13 h à 23 h	10 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Fête Nationale du Québec	Centre d'études des religions et croyances de la Chine à Montréal	24-Jun	Place Sun Yat Sen Rue Clark entre René-Lévesque et Viger	8 h à 21 h	8 h à 21 h	-	-	-	-							R-A-MA
Animation sur la rue Sainte-Catherine	Arrondissement de Ville-Marie	26 juin au 1er septembre	Square Phillips Déambulation entre rue Ste-Catherine entre Mansfield et City-Councillors (Du mardi au samedi)	12 h à 17 h	-	-	-	-	-	12 h à 17 h	-	-	-	-	-	N-AF-MA
Marquage au sol	DSLDS	26 juin au 10 août 2018	sur le trottoir côté Sud rue Ste-Catherine Ouest entre les rue Pierce et Lambert-Closs												En tout temps	
Cours de Zumba	DSLDS	Les mardis 26 juin au 28 août	Parc Médéric-Martin Sud	17h30 à 19h30						17h30 à 19h30						R-A-PA
Cours de Core de force	DSLDS	Les mercredis 27 juin au 29 août	Parc Médéric-Martin Sud	17h30 à 19h30						17h30 à 19h30						R-A-PA
Roues sportives	DSLDS	27-Jun	Parc Joyeux-Vikings	18h à 20h						18h à 20h						N-A-PA
Concerts Midi	Destination centre-ville	28 juin; 5, 12, 19, 26 juillet; 2, 9, 16, 23, 30 août; 6, 13 septembre;	Square Victoria	10 h à 14 h	-	-	-	-	-	10 h à 14 h	-	-	-	-	-	R-A-MA
Dînons ensemble	DSLDS	28-Jun	Parc Robert-Prévost	10h à15h			10h à 15h			10h à 15h						R-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Week-end de la Fête du Canada 28-29-30 juin + 1-2 juillet	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59			12h à 22h		12h à 22h					Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
Célébration de la Fête du Canada	Evangel Pentercostral	01-Jul	Square-Cabot	10h à 17h			11h à 16h			11h - 16h						R-A-GA

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
Yoga en soirée	DSLDS	Tous les mardis du 3 juillet au 21 août	Parc Raymod-Blain	18h30 à 19h30	-	-	-	-	-	18h30 à 19h30						R-A-PA
Les mardis de Médéric	Arrondissement de Ville-Marie	3 juillet au 21 août (les mardis)	Parc Médéric-Martin	18 h à 20 h	-	-	-	-	-	19 h à 20 h	-	-	-	-	-	R-AM-MA
Projection de films avec piano public	Division de la culture	3 juillet et 7 août	square Cabot	18h à 23h	-	-	-	-	-	18h à 23h						R-AM-MA
Yoga midi	DSLDS	Tous les mercredis du 4 juillet au 22 août	Parc Raymod-Blain	12h à 13h	-	-	-	-	-	12h à 13h						R-A-PA
Concert Campbell	Division de la culture	04-Jul	square Cabot	9h à 9h	-	-	-	-	-	midi à 21h						R-A-PA
Les midis musicaux	Arrondissement de Ville-Marie	4 juillet au 5 septembre	Square Dorchester (les mercredis)	10 h à 13 h 30	-	-	-	-	-	12 h à 13 h	-	-	-	-	-	R-AF-GA
Yoga	DSLDS	4 juillet au 29 août 2018	Faubourg-Québec	12h à 13h												R-PA
Les surprises urbaines	Arrondissement de Ville-Marie	du 5 juillet au 23 août (les jeudis)	Place Jacques-Cartier	19 h à 21 h	-	-	-	-	-	19 h à 21 h	-	-	-	-	-	R-AM-GA
Les jeudis musicaux	Arrondissement de Ville-Marie	du 5 juillet au 30 août (les jeudis)	Place des Montréalaises	10 h à 13 h 30	-	-	-	-	-	12 h à 13 h	-	-	-	-	-	N-AM-MA
Fête familiale	DSLDS	05-Jul	Parc Joyeux-Vikings	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Arts en plein air	CCLSCA	5 et 6 juillet	Parvis du CCLSCA - 1700 rue Amherst	10h à 15h			10h à 15h			10h à 15h						R-A-PA
La ruche d'art en plein air	DSLDS	9, 23 juillet, 13 août	Parc Robert-Prévost	18h à 20h	-	-	-	-	-	18h à 20h						R-A-PA
théatre déambulatoire	Division de la culture	9 et 16 juillet	square Cabot	18h à 19h30	-	-	-	-	-	18h à 19h30						R-A-PA
Projection de film - Vélo paradiso wapikoni	Division de la culture Wapikoni Vélo Paradiso	9, 16, 23 juillet 3, 10, 17, 24 juillet 12-juillet 14-juillet 19-juillet 21 juillet	Square Cabot Parc Médéric-Martin Square Dorchester Place du Canada Square Philips Square Dorchester	17h à 23h	-	-	-	-	-	17h à 23h						R-A-PA
Cours de Yoga	DSLDS	Les lundis 9 juillet au 27 août	Parc Médéric-Martin Sud	9h30 à 11h30												R-PA
Pénombre	Théâtre de la botte trouée	9 juillet 19 juillet 23 juillet 30 juillet	Parc des Faubourgs; Espace vert St-André / Robin; parc Médéric-Martin; Habitations Jeanne-Mance;	9 h 30 à 17 h	-	-	-	-	-	10 h 30 à 17 h	-	-	-	-	-	N-AF-PA
Spectacle clownesque	Division de la culture	10, 17 juillet et 14 août	square Cabot	16h à 19h	-	-	-	-	-	16h à 19h						
spectacle de danse	Division de la culture	11-Jul	square Cabot	13h30 à 18h	-	-	-	-	-	13h30 à 18h						
Mercredis musicaux	Division de la culture	11, 18, 25 juillet, 1, 8, 15 août	square Cabot	16h30 à 21h	-	-	-	-	-	16h30 à 21h						
Corpuscule danse	Corpuscule danse	11 juillet 14 juillet 16 juillet	Square Cabot Marché solidaire Frontenac Parc des Faubourgs	12 h à 17 h 11 h à 13 h 19 h à 20 h	-	-	-	-	-	12 h à 17 h 11 h à 13 h 19 h à 20 h	-	-	-	-	-	N-AF - PA

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, XX PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	O-0.1 art. 2.1 Occ. Affichage	01-282 art. 560 Aff. dom. privé	CA-24-085 art. 45 Échantillons	17-079 art.55 Circulation de véhiclules hippomobiles	P-12.2 art.7 Peinture sur chaussée	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcoolique	Boisson alcoolique								
La Roulotte - théatre pour familles	Division de la culture	12 juillet 19 juillet 31 juillet	Parc Médéric-Martin Habitations Jeanne-Mance Square Cabot	8 h à 12 h 8 h à 12 h 16 h à 21 h 30	-	-	-	-	-	10 h 30 à 11 h 30 10 h 30 à 11 h 30 19 h à 20 h 30	-	-	-	-	-	R-A- GA
Fête familiale	DSLDS	12-Jul	Parc Sainte-Marie	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Fête Nationale des Français	Union Francaise de Montréal	14-Jul	Place Jean-Ernest-Laforce	8 h à 23 h 59	-	12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h	12 h à 23 h	-	-	-	-	-	R-AM-MA
Cérémonie aux ancêtres	L'Association chinoise de Montréal	15-Jul	Place Sun Yat Sen Rue Clark entre Viger et René-Lévesque	10 h à 18 h 30	-	-	-	-	-	11 h 30 à 18 h 30	-	-	-	-	-	R-AF-MA
Fête de l'été	CCLSCA	15-Jul	Parvis du CCLSCA - 1700 rue Amherst	15h à 21h			15h à 21h			15h à 21h						R-A-PA
La ruche d'art en plein air	DSLDS	16 et 20 juillet, 6 et 20 août	Parc Joyeux-Vickings	18h à 20h						18h à 20h						R-A-PA
Fête familiale	DSLDS	19-Jul	Espace vert rue Saint-André	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Vacances de la construction 26-27-28-29-30 juillet 2-3-4-5-6 août	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59		10h à 22h	12h à 22h	26 - jeudi - 16h à 22h 27-28-29-30 - 12h à 22h 2 - jeudi - 16h à 22h 3-4-5-6 - 12h à 22	10h à 22h					Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
Journée culturelle - Île aux épices	Spice Island Cultural Day Association of Quebec	21-Jul	Parc Toussaint-Louverture	7 h à 22 h	-	12 h à 21 h	12 h à 21 h	12 h à 21 h	12 h à 21 h	12 h à 21 h	-	-	-	-	-	N-A-MA
Installation participatif - Berceur du temps	Division de la culture	24 juillet et 7 août	square Cabot	midi à 20h	-	-	-	-	-	midi à 20h						R-A-MA
Bingo BBQ	DSLDS	26-Jul	Ruelle la ligne verte	16h30 à 19h30			16h30 à 19h30			16h30 à 19h30						R-A-MA
Cinéma sous les étoiles	Division de la culture	30 juillet, 6, 13, 20, 27 août	Square Cabot	17h à 23h	-	-	-	-	-	17h à 23h						R-A-GA
Fête familiale	DSLDS	02-Aug	Parc Félix-Antoine-Savard	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Fête du Divin sauveur du Monde	Paroisse Notre-Dame-de-Guadalupe	05-Aug	Parc des Faubourgs	7 h à 18 h 30	-	11 h à 18 h	11 h à 18 h	-	-	11 h à 18 h	11 h à 18 h	-	-	-	-	R-A-GA
Les lundis de Casteliers	Casteliers	6, 13 et 20 août	Habitations Jeanne-Mance	9 h à 12 h	-	-	-	-	-	10 h 30 à 11 h 30	-	-	-	-	-	R-AF-MA
Fête familiale	DSLDS	09-Aug	Parc Robert-Prévost	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
Fête de quartier	DSLDS	14-Aug	Parc Charles-S. Campbell	10h à 20h			10h à 20h			10h à 20h						R-A-GA
spectacle de danse	Division de la culture	15-Aug	square Cabot	13h30 à 18h	-	-	-	-	-	13h30 à 18h						R-A-MA
Espace libre	La Grande épluchette d'Espace libre	les 23 et 24 août	Rue Coupal entre Dufresne et Fullum Parc Coupal	7 h à 23 h 59	7 h à 23 h 59		11 à 23 h	11 h à 23 h	11 h à 23 h	11 h à 23 h						R-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Week-end de la Fête du travail 30-31 août + 1-2-3 septembre	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59		10h à 22h	12h à 22h		10h à 22h					Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
Épluchette interculturelle	DSLDS	15-Sep-18	Parc des Royaux	17h à 20h			17h à 20h			17h à 20h						R-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Action de Grâce 8 octobre	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59	10h à 22h	10h à 22h	12h à 22h		10h à 22h					Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA
"Destination Mont-Royal" Programmation et animation pour le projet-pilote de la voie Camillien-Houde	La Pépinière | Espaces Collectifs	Fête d'Halloween 31 octobre	"Destinaltion Mont-Royal" : la voie Camillien-Houde : Lieu d'interventions : - **Le Café Suspendu du Belvédère Camillien-Houde** (stationnement) -**Belvédère Soleil** - aux abors de la voie Camillien-Houde et vue sur Cimetière du Mont-Royal	24h	6h - 23h59		10h à 22h	12h à 22h		10h à 22h					Dessins de craie (ou produit qui s'efface) sur la chaussée	N-A-MA

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes

GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 118)6673015 a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2018/06/12
18:30

(3)

Dossier # : 1187303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur, ne comprenant pas de quais de chargement et comprenant un débarcadère hors-rue dans un secteur non autorisé, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur, ne comprenant pas de quais de chargement et comprenant un débarcadère hors-rue dans un secteur non autorisé, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest.

Signé par Corinne ANDRIEU **Le** 2018-03-27 13:23

Signataire : Corinne ANDRIEU

Directrice d'arrondissement adjointe
Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187303002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant la construction d'un bâtiment ne respectant pas les conditions prévues pour le mode d'implantation contigu requis par le secteur, ne comprenant pas de quais de chargement et comprenant un débarcadère hors-rue dans un secteur non autorisé, pour le bâtiment situé au 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest

CONTENU

CONTEXTE

La présente demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 35 étages (120 m) en bordure du boulevard De Maisonneuve qui déroge à des dispositions réglementaires relatives au mode d'implantation, à l'absence de quai de chargement et au débarcadère. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). Le projet doit également être soumis à la procédure de révision conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) puisqu'il comprend un volume en surhauteur et qu'il est situé dans l'unité de paysage Centre-Ville (CV). (3001370506)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
Le site du projet, qui comprend un édicule de métro de la station Place-des-Arts, a été aménagé en jardin en 2002 en attendant une nouvelle construction. Après l'acquisition du terrain en 2001, afin de se conformer à la réglementation, le propriétaire du terrain a mis fin à l'exploitation du stationnement du site et y a aménagé un espace vert temporaire : le Jardin Domtar. Ainsi, cet usage transitoire avait pour objectif d'assurer une occupation du site respectueuse du domaine public adjacent jusqu'à la construction d'un projet immobilier.

Le projet
Le bâtiment proposé comprend un basilaire fragmenté en un premier palier d'une hauteur de 4 étages (17 m) et un second atteignant 12 étages (46 m) ainsi qu'une tour de 23 étages supplémentaires. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 35 étages et de 120 m en incluant des équipements mécaniques. Les usages proposés, tous autorisés par la réglementation, sont les suivants :

· un rez-de-chaussée commercial d'une superficie de 1019 m²;
· 3 étages dédiés aux services de l'hôtel (restaurant, salles de conférences) et à du bureau pour une superficie totale de 2 558 m²;
· 8 étages occupés par un hôtel de 143 chambres;
· 20 étages résidentiels de 252 logements locatifs;
· 6 étages souterrains de stationnement pour un total 191 cases.

La présence du métro entraîne quelques contraintes pour le développement du site, notamment les étages souterrains. En effet, le tracé du tunnel de la ligne verte est adjacent au site puisqu'il passe sous le boulevard De Maisonneuve et deux postes de ventilation ainsi que des locaux annexes occupent de larges portions des niveaux de sous-sol 1, 2 et 3. De plus, l'édicule d'accès à la station sera intégré au projet, mais, surtout, les prises d'air, l'écoutille et l'évacuateur de la STM imposent des contraintes supplémentaires liées à l'implantation.

L'organisation du rez-de-chaussée prévoit que l'entrée principale de l'hôtel se trouvera du côté du boulevard De Maisonneuve où un débarcadère sera également aménagé. L'entrée des appartements se fera du côté de l'avenue du Président-Kennedy et l'accès au métro, comme c'est déjà le cas, sera du côté de la rue De Bleury. L'accès au stationnement se fait du côté ouest du bâtiment à l'intérieur de l'îlot : une voie d'accès traversante reliera le boulevard De Maisonneuve à l'avenue du Président-Kennedy.

En ce qui concerne les matériaux, sur la rue De Bleury, le verre sera prédominant avec un trait de maçonnerie de couleur foncée (béton préfabriqué) auquel viennent s'accrocher des balcons positionnés en retrait. Du côté sud, face au projet Louis Bohème, le basilaire proposé comprend une forte proportion de maçonnerie de béton noir alors que du côté nord, avenue du Président-Kennedy, cette proportion est moins élevée quoique toujours dominante. Enfin, la tour, sur toutes ses faces, est dominée par le verre.

Cadre réglementaire
Le projet, tel que proposé, déroge à quatre articles du règlement d'urbanisme soit :

· l'article 58 référant à la carte « Densités et implantation » de l'annexe A qui prévoit qu'un bâtiment situé dans le secteur « Règles d'insertion » visé par le projet doit avoir une implantation contigüe;
· les articles 583 et 584 qui prévoient que le bâtiment proposé doit fournir des unités de chargement;
· l'article 381 qui prévoit qu'un débarcadère n'est pas autorisé dans un secteur M.7 où se situe le projet.

Il convient de noter que toutes les dérogations sont liées à des contraintes issues de la présence du métro et des particularités du site.

JUSTIFICATION

Les trois dérogations mineures demandées sont justifiées en raison des caractéristiques du site visé. En effet, la présence de l'édicule pose des contraintes liées au passage des autobus et leur aire de débarquement en lien avec la station de métro. Du côté du boulevard De Maisonneuve, puisque le bâtiment est contraint par les infrastructures du métro d'être en retrait, l'interdiction du débarcadère causerait un préjudice lié à l'éloignement de l'accès à l'hôtel par rapport à la rue. De plus, la solution du débarcadère est justifiée afin d'atténuer l'impact sur la circulation. Pour les mêmes raisons, la présence d'un quai de chargement aurait un impact sur la circulation, mais également sur la convivialité des aménagements piétons adjacents. Enfin, la fenestration du bâtiment voisin, la Maison Domtar, l'aire de jeu de la garderie et une servitude de passage rendent la

dérogation au mode d'implantation nécessaire.

Au niveau architectural, le projet proposé réussit à tirer parti des contraintes physiques posées par le site tout en s'intégrant dans son contexte. D'abord, la façade effilée ayant front sur la rue De Bleury permet de mettre l'édicule du métro en valeur et de compléter la perspective vers l'ouest qui est offerte par l'espace libre de la Promenade des Artistes comprise entre le boulevard De Maisonneuve et l'avenue du Président-Kennedy. Ensuite, la prédominance de la maçonnerie dans la portion basse ayant front sur le boulevard De Maisonneuve s'intègre bien dans le contexte bâti de fort gabarit du secteur et alimente le dialogue avec le bâtiment du Louis Bohème.

Le bâtiment en lui-même présente un bon équilibre entre les surfaces pleines et surfaces fenêtrées qui se trouvent plus présentes dans la portion supérieure. De plus, la majeure partie des balcons projettent peu ou sont plutôt en retrait à l'exception de la façade ayant front sur le boulevard De Maisonneuve où les balcons constituent un élément architectural. Enfin, le projet ne présente aucun impact sur les vues protégées et respecte les critères d'ensoleillement.

Ainsi, puisque les dérogations sont justifiées par le site et que le projet respecte les conditions d'autorisation, **la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à la demande de dérogation mineure.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514872-8524
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-03-20

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. : 514 123-4567

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-23

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 mars 2018
3001370465, 3001370506 et 3001370071
4.4.2, 4.6.29 et 4.7.1

Objet : **DÉROGATION MINEURE, RÉVISION DE PROJET ET SURHAUTEUR**

Endroit : 99999, boulevard De Maisonneuve Ouest

Responsables : Bruno Collin et Olivier Légaré

Description : La demande vise la construction d'un bâtiment résidentiel de 35 étages (120 m) en bordure du boulevard De Maisonneuve qui déroge à des dispositions réglementaires relatives au mode d'implantation, à l'absence de quai de chargement et au débarcadère. Ces dérogations peuvent être obtenues conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008). Le projet doit également être soumis à la procédure de révision conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) puisqu'il comprend un volume en surhauteur et qu'il est situé dans l'unité de paysage Centre-Ville (CV).

Le site du projet, qui comprend un édicule de métro de la station Place-des-Arts, a été aménagé en jardin en 2002 en attendant une nouvelle construction. En 2002, afin de se conformer à la réglementation, le propriétaire du terrain a mis fin à l'exploitation du stationnement du site et y a aménagé un espace vert temporaire : le Jardin Domtar. Ainsi, cet usage transitoire avait pour objectif d'assurer une occupation du site respectueuse du domaine public adjacent jusqu'à la construction d'un projet immobilier.

Le bâtiment proposé comprend un basilaire fragmenté en un premier palier d'une hauteur de 4 étages (17 m) et un second de 12 étages (46 m) ainsi qu'une tour de 23 étages supplémentaires. Au total, le bâtiment aura une hauteur de 35 étages et de 120 m en incluant des équipements mécaniques. Les usages proposés, tous autorisés par la réglementation, sont les suivants :

- un rez-de-chaussée commercial d'une superficie de 1019 m²;
- 3 étages dédiés aux services de l'hôtel (restaurant, salles de conférences) et à du bureau pour une superficie totale de 2 558 m²;
- 8 étages occupés par un hôtel de 143 chambres;
- 20 étages résidentiels de 252 logements locatifs;
- 6 étages souterrains de stationnement pour un total 191 unités.

La présence du métro présente quelques contraintes pour le développement du site, notamment les étages souterrains. En effet, le tracé du tunnel de la ligne verte est adjacent au site puisqu'il passe sous le boulevard De Maisonneuve et deux postes de ventilation ainsi que des locaux annexes occupent de larges portions des niveaux de sous-sol 1, 2 et 3. De plus, l'édicule d'accès à la station sera intégré au projet, mais,

surtout, les prises d'air, l'écoutille et l'évacuateur de la STM imposent des contraintes supplémentaires liées à l'implantation.

Le projet, tel que proposé, déroge à quatre articles du règlement d'urbanisme soit :

- l'article 58 référant à la carte « Densités et implantation » de l'annexe A qui prévoit qu'un bâtiment situé dans le secteur « Règles d'insertion » visé par le projet doit avoir une implantation contigüe;
- les articles 583 et 584 qui prévolent que le bâtiment proposé doit fournir des unités de chargement;
- l'article 381 qui prévoit qu'un débarcadère n'est pas autorisé dans un secteur M.7 où se situe le projet.

Il convient de noter que toutes les dérogations sont liées à des contraintes issues de la présence du métro sur le site.

Les trois dérogations mineures demandées sont justifiées en raison des caractéristiques du site visé. En effet, la présence de l'édicule pose des contraintes liées au passage des autobus et leur aire de débarquement en lien avec la station de métro. Du côté du boulevard De Maisonneuve, puisque le bâtiment est contraint par les infrastructures du métro d'être en retrait, l'interdiction du débarcadère causerait un préjudice lié à l'éloignement de l'accès à l'hôtel par rapport à la rue. La solution du débarcadère est justifiée afin d'atténuer l'impact sur la circulation. Pour les mêmes raisons, la présence d'un quai de chargement aurait un impact sur la circulation, mais également sur la convivialité des aménagements piétons adjacents. Enfin, la fenestration du bâtiment voisin, la Maison Domtar, et une servitude de passage rendent la dérogation au mode d'implantation nécessaire.

Au niveau architectural, le projet proposé réussit à tirer parti des contraintes physiques posées par le site tout en s'intégrant dans son contexte. D'abord, la façade effilée ayant front sur la rue De Bleury permet de mettre en valeur l'édicule du métro et de compléter la perspective vers l'ouest qui est offerte par l'espace libre de la Promenade des Artistes comprise entre le boulevard De Maisonneuve et l'avenue du Président-Kennedy. Ensuite, la prédominance de la maçonnerie, dans la portion basse ayant front sur le boulevard De Maisonneuve, s'intègre bien dans le contexte bâti de fort gabarit du secteur et alimente le dialogue avec le bâtiment du Louis-Bohème. Par contre, du côté de la rue De Bleury, la proposition aurait avantage à accentuer le retrait d'alignement par rapport au basilaire pour respecter la volumétrie dominante du secteur.

Le bâtiment présente un bon équilibre entre les surfaces pleines et surfaces fenêtrées qui se trouvent plus présentes dans la portion supérieure. De plus, la majeure partie des balcons projettent peu ou sont plutôt en retrait à l'exception de la façade ayant front sur le boulevard De Maisonneuve où les balcons constituent un élément architectural. Enfin, le projet ne présente aucun impact sur les vues protégées, respecte les critères d'ensoleillement et une étude d'impacts éoliens en cours de production devra faire la démonstration que le projet respecte les paramètres réglementaires.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune.

Considérant que :	Les trois dérogations mineures demandées sont justifiées en raison des caractéristiques du site visé contenu que la présence de l'édicule du métro pose des contraires au développement du site.
Considérant que :	Le débarcadère est justifié afin d'atténuer l'impact sur la circulation.
Considérant que :	La fenestration du bâtiment voisin, la maison Domtar, et une servitude de passage rendent la dérogation au mode d'implantation nécessaire.
Considérant que :	Le projet proposé réussit à tirer parti des contraintes physiques posées par le site tout en s'intégrant dans son contexte.
Considérant que :	La prédominance de la maçonnerie dans la portion basse ayant front sur le boulevard De Maisonneuve, s'intègre bien dans le contexte bâti de fort gabarit du secteur et alimente le dialogue avec le bâtiment du Louis-Bohème.
Considérant que :	Le retrait d'alignement par rapport au basilaire devrait être accentué davantage afin de respecter la volumétrie dominante du secteur, du côté de la rue De Bleury.
Considérant que :	Le projet ne présente aucun impact sur les vues protégées, respecte les critères d'ensoleillement et une étude d'impacts éoliens est en cours de production afin de démontrer le respect des paramètres réglementaires.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Accentuer le retrait d'alignement par rapport au basilaire.**
- **Fournir un plan d'aménagement paysager démontrant les espaces verts et les bonifier avec du mobilier urbain.**

Le comité suggère qu'une œuvre d'art pourrait être envisagée dans l'aménagement des espaces verts.

pour Sophie Mauzerolle
Présidente

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1187176001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer, relativement à la demande d'autorisation de démolition du bâtiment portant les numéros 2175 à 2177, rue Montgomery la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 27 mars 2018

De confirmer, conformément au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), aux fins de la délivrance du certificat, la décision rendue par le Comité d'étude des demandes de démolition à sa séance du 27 mars 2018 relativement à la demande d'autorisation de démolition 3001404254, visant le bâtiment portant les numéros 2175 à 2177, rue Montgomery.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-04 10:11

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187176001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer, relativement à la demande d'autorisation de démolition du bâtiment portant les numéros 2175 à 2177, rue Montgomery la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 27 mars 2018

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne la demande de démolition 3001404254, déposée le 6 mars 2018, et visant l'immeuble portant les adresses 2175 à 2177, rue Montgomery.
Cette demande d'appel fait suite à la décision favorable à la démolition du bâtiment rendue par le Comité d'étude des demandes de démolition de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 27 mars 2018.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

L'immeuble visé par la demande de démolition est un bâtiment résidentiel de 2 étages doté d'un toit plat, comprenant 2 logements de 6 pièces et demie, et dont le rez-de-chaussée était consacré à un usage industriel à la construction en 1948. Le bâtiment est grevé de nombreuses défectuosités, parmi lesquelles les plus importantes sont un affaissement des fondations à l'avant, la présence de nombreuses fissures dans les murs extérieurs et les planchers du sous-sol, et la présence d'un taux d'humidité anormal, la présence de moisissures ainsi que la présence d'amiante. De plus, sa structure ne lui permet pas d'ajouter les étages supplémentaires autorisés au zonage (qui permet une hauteur de trois étages alors que le bâtiment existant n'en a que deux). L'implantation actuelle est dérogatoire parce que l'immeuble existant, construit sur un terrain d'une largeur double de 15,24 m, n'est pas contigu du côté nord, étant en retrait d'environ 2,5 m en marge latérale. La dernière version des dessins accompagnant la demande à l'étude illustre que les bâtiments proposés, d'une hauteur de 3 étages surmontés d'une construction hors toit, sont alignés sur la hauteur et les niveaux des immeubles situés du côté sud de leur terrain. Le plan de façade principal serait également aligné sur celui des mêmes voisins. Le lot actuel

serait subdivisé en 2 lots d'une largeur standard de 7,62 m, comportant chacun un édifice de 3 étages abritant 8 appartements locatifs répondant aux critères de logement abordable.

Le projet de démolition, incluant le projet de remplacement, a été présenté au Comité consultatif d'urbanisme le 15 février 2018 en point d'information, et a reçu un avis préliminaire favorable de la part du comité. Par la suite, il a été présenté au Comité d'étude des demandes de démolition le 27 mars 2018, et celui-ci a rendu une décision favorable à la démolition.

Par la suite, l'arrondissement a reçu une demande d'appel de cette décision en provenance d'un couple d'amis des propriétaires du bâtiment situé du côté nord de l'immeuble à démolir, qui étaient présents à la séance publique du Comité d'étude des demandes de démolition, et qui s'opposent pour les motifs suivants :

- la nouvelle construction aurait un effet négatif sur l'ensoleillement et la vue depuis le bâtiment situé du côté nord et depuis la ruelle nouvellement aménagée en ruelle verte;
- la construction de deux bâtiments plus grands que l'immeuble existant amènera inévitablement une perte d'espaces gazonnés et une consolidation de l'îlot de chaleur;
- la nouvelle construction, de par sa hauteur, ne s'intégrera pas bien aux quelques bungalows présents sur l'îlot;
- le bâtiment existant est doté d'une très grande cour et abrite deux grands logements familiaux bien éclairés qu'il serait préférable, à leur avis, de conserver, en acceptant de payer le prix imposant de leur remise en état, plutôt que de construire beaucoup de petits logements abordables.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande le maintien de la décision favorable du Comité d'étude des demandes de démolition pour les motifs suivants:

- l’intérêt architectural et patrimonial de l’immeuble est très modeste; sa composition est irrégulière, la fenestration est insuffisante et le couronnement est inadapté au type de bâtiment, le bâtiment ne fait pas partie d’un ensemble, ni d'un courant notable, et son implantation ainsi que son alignement ne reprennent pas un modèle existant dans le contexte.
- les dépenses liées à la remise en état du bâtiment dépassent la valeur de l'immeuble, ce qui explique que l'édifice ait été affiché à vendre pendant presque un an sans trouver preneur ;
- dans son état actuel, le bâtiment présente un intérêt locatif peu attrayant pour un propriétaire;
- la qualité de vie du voisinage ne serait pas mise en danger par la construction des nouveaux bâtiments, permettant un meilleur encadrement de la voie publique, tout en exploitant le potentiel de développement du terrain;
- les nouveaux logements créés répondent aux critères de la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables;
- le gabarit et la matérialité proposés permettront une intégration adéquate du projet de remplacement aux bâtiments du secteur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution;
Délivrance du certificat d'autorisation de démolition.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francis LEFEBVRE
Architecte

Tél : 514 872-0544
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-06-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

27 mars 2018
17 h

salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Caroline Déom, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Karl Dorais Kinkaid, membre

M. Antonin Labossière, membre

Mme Claudia Atomei, membre

Mme Cloë Cousineau, membre

M. Jean-François Morin, chef de division Urbanisme

M. Francis Lefebvre, architecte – planification

M. Louis Routhier, architecte – planification

M[e] Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 4 personnes

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 15. Il présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le vice-président fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Maria Karteris eut proposé son adoption et que madame Caroline Déom eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

Le vice-président précise qu'après la présentation de la demande une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

a) 2175, rue Montgomery

Le vice-président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 12 mars 2018, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

Le vice-président invite alors monsieur Francis Lefebvre, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 2175, rue Montgomery, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction de deux immeubles résidentiels de 3 étages comprenant 16 appartements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, le vice-président remercie monsieur Lefebvre et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *aux inconvénients liés aux travaux de construction du projet de remplacement;*
- *à la hauteur du projet de remplacement;*
- *à la typologie des logements (logements de petites tailles);*

Le vice-président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que madame Claudia Atomei eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment présente un intérêt architectural et historique faible;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 2175, rue Montgomery.

Adoptée à l'unanimité

Le vice-président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

b) 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest

Le vice-président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 12 mars 2018, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement et précise que le nombre d'étages du projet de réutilisation du sol est de 40 et non de 23.

Le vice-président invite alors monsieur Louis-Routhier, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 40 étages comprenant 183 logements et 4 niveaux de stationnement.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, le vice-président remercie monsieur Routhier et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'importance de préserver les façades des bâtiments existant.*

Le vice-président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que madame Cloë Cousineau eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que les façades des quatre maisons ainsi que la façade sur la rue Mackay sont conservées et restaurées;

Considérant que les espaces intérieurs et les volumes arrière des maisons ont été grandement transformés dans le temps et n'ont plus d'intérêt;

Considérant les maisons retrouvent leur fonction résidentielle d'origine;

Considérant que l'implantation et l'approche architecturale de la tour exploitent habilement les qualités du site,

Considérant l'intégration et la restauration des façades des anciennes maisons victoriennes;

Considérant la composition architecturale de la tour est originale et offre une fragmentation volumétrique qui atténue la masse de l'ensemble;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 1471 à 1475, boulevard René-Lévesque Ouest, et ce, aux conditions suivantes :

- *Que la portion de la façade arrière de la maison de coin surmontée d'une fausse mansarde soient conservées in situ et protégées;*
- *Qu'avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition :*
  - *Qu'un devis de restauration soit déposé concernant les interventions sur la façade patrimoniale, et plus particulièrement les escaliers de pierre, la fausse mansarde en ardoise et le traitement des ouvertures;*
  - *Qu'une demande de permis de construction du projet de remplacement soit déposée;*
  - *Qu'une stratégie et un plan de protection des façades conservées in situ soient déposés;*
  - *Qu'un plan d'aménagement paysager soit déposé.*

Adoptée à l'unanimité

Le vice-président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

c) 2025, rue de Rouen

Le vice-président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 12 mars 2018, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

Le vice-président invite alors monsieur Louis-Routhier, architecte en planification de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 2025, rue de Rouen, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un bâtiment résidentiel de 3 étages comprenant 14 logements.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présentation terminée, le vice-président remercie monsieur Routhier et invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'architecture simple du projet de remplacement;*
- *à la hauteur du projet de remplacement;*
- *à l'importance de conserver les oeuvres d'art en férail.*

Le secrétaire d'arrondissement fait lecture du projet de décision; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que madame Maria Karteris eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment présente un intérêt architectural et historique faible;

Considérant que le projet de remplacement présente des qualités architecturales supérieures au bâtiment démoli, et est adéquatement intégré à son environnement;

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 2025, rue de Rouen.

Adoptée à l'unanimité

Le vice-président rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 17 h 48.

2018/03/04
Me Domenico Zambito date
Secrétaire d'arrondissement

2018/04/10
M. Richard Ryan date
Vice-président du comité

Les travaux ont été évalués selon les critères énumérés à l'article 16 du Règlement sur la démolition d'immeubles, et à l'article 127.9 du Règlement d'urbanisme, en ce qui concerne l'apparence de l'immeuble projeté:

***Art.16**. Le comité accorde l'autorisation de démolition s'il est convaincu de l'opportunité de la démolition compte tenu de l'intérêt public et de l'intérêt des parties. Avant de se prononcer sur une demande d'autorisation de démolition, le comité doit considérer les critères suivants :*

1° l'état de l'immeuble visé par la demande;
2° la détérioration de l'apparence architecturale, du caractère esthétique ou de la qualité de vie du voisinage;
3° le coût de la restauration;
4° l'utilisation projetée du sol dégagé;
5° tout autre critère pertinent, notamment, lorsque le bâtiment comprend un ou plusieurs logements, le préjudice causé aux locataires, les besoins de logements dans les environs et la possibilité de relogement des locataires.

*Art. **127.9.** Dans l'unité de paysage Frontenac (F), les travaux visés à l'article 102 doivent tendre à respecter les caractéristiques suivantes :*

1° une implantation privilégiant un alignement en continuité avec le bâti caractéristique de l'unité de paysage;
2° la définition d'une cour avant par une clôture basse lorsque cette caractéristique est dominante dans le secteur;
3° des ouvertures aux proportions verticales d'un minimum de 20 % de la superficie de la façade et d'un maximum de 40 % de la superficie de la façade ;
4° des matériaux de revêtement de brique d'argile ou de pierre grise.

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises

DEMANDE DE PERMIS DE DÉMOLITION/CONSTRUCTION
2175, rue Montgomery
District électoral : Sainte-Marie
Demande de permis : À venir

Demandeur : Anne-Marie Desmeules
Concepteur : Doucet + Turcotte architectes
Investissements : 1 000 000 $

Contexte
Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage Frontenac







Voisins côté Sud



Voisins côté Nord

Description
Sur le lot double à l'étude se trouve actuellement un duplex de 2 étages construit en 1947, dont l'état de délabrement est très documenté, et dont l'assise est entièrement à refaire. Le rapport d'inspection écrit par un ingénieur et déposé par la requérante mentionne une multitude de problèmes :

1. Affaissement du mur de fondation en façade avant dû à un mouvement de sol;
2. Infiltrations d'eau multiples à l'intérieur du sous-sol à travers les fissures résultantes;

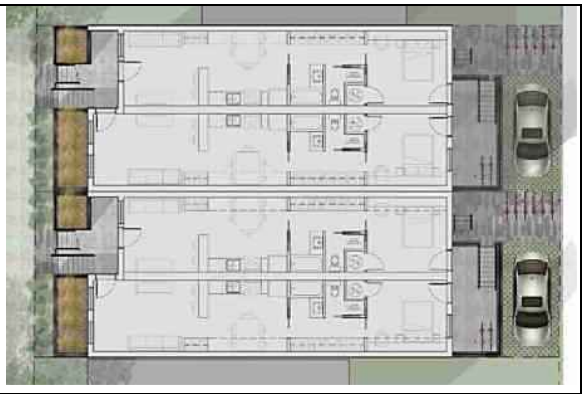
3. Absence d'un système de drainage des fondations;
4. Présence d'un taux d'humidité anormalement élevé au sous-sol et dans toute la maison;
5. Présence de moisissures sur les murs de fondation, les finis intérieurs et à l'intérieur de certains éléments de structure en bois, et possibilité de contamination;
6. Hauteur du sous-sol insuffisante pour l'occupation (1,9 m);
7. Présence d'amiante autour des tuyaux du chauffage abandonné;
8. Présence d'une odeur d'huile liée au système de chauffage à l'huile abandonné, et possibilité d'une contamination;
9. Présence de fissures dans la dalle de sous-sol qui n'est plus au niveau;
10. Présence de nombreuses fissures aux murs et plafonds, et autour des portes et fenêtres;
11. Présence de fissures dans le revêtement de brique à refaire;
12. Nécessité de remplacer les portes, fenêtres, balcons ainsi que la toiture;
13. Absence de ventilation mécanique, et désuétude des systèmes électriques et de plomberie.

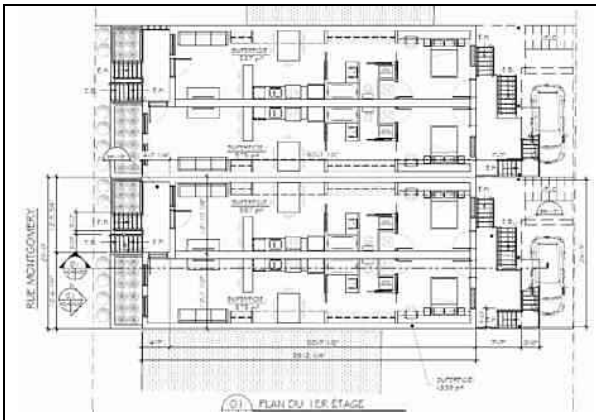
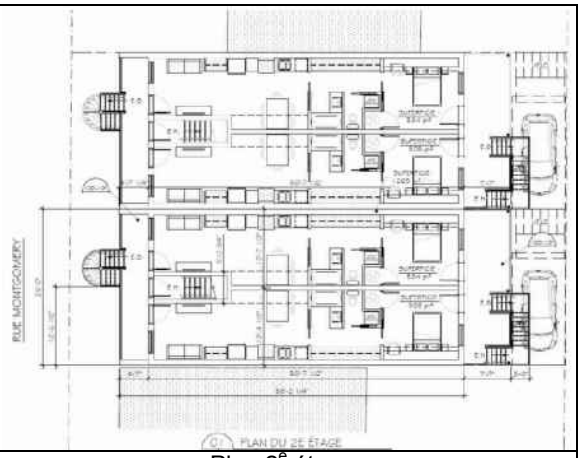
D'autre part, l'intérêt architectural et patrimonial de l'immeuble est très modeste; sa composition est irrégulière, la fenestration est insuffisante et le couronnement est inadapté au type de bâtiment, le bâtiment ne fait pas partie d'un groupe, et son implantation ainsi que son alignement ne reprennent pas un modèle existant dans le contexte. Il devient alors logique d'en envisager la démolition, plutôt que d'injecter un montant dépassant de moitié le montant de l'évaluation foncière sur un bâtiment qui ne contribue pas à l'identité du quartier, dont il faudrait remplacer un grand nombre de composantes, et qui ne propose que deux logements.

La requérante propose la construction de 2 immeubles identiques de 3 étages reposant sur un demi sous-sol reprenant sensiblement la hauteur des bâtiments de hauteur comparable du côté Sud; on propose 8 logements abordables dans chacun, soit un total de 12 appartements de 1 cc et 4 de 2 cc. Les bâtiments nouveaux seraient implantés à égalité avec ceux-ci, et ils seraient munis d'un escalier extérieur permettant l'accès au 3^{e} étage. Une cour anglaise très exigüe permettrait l'accès direct aux logements du sous-sol, qui jouiraient d'une certaine intimité puisqu'ils sont en recul de 2,5 m du trottoir, et ils seraient également desservis par une cour en contrebas à l'arrière. Une construction hors toit ajouterait une chambre à coucher aux logements du dernier étage.

L'entièreté de la façade serait en recul au 2^{e} étage pour accommoder les 6 portes d'entrée de logements, ce qui créerait une sorte de coursive continue qui déséquilibre la composition. Un mur ferme les balcons situés à l'extrémité Nord, mais il est partiellement ajouré pour permettre une certaine perméance de ce côté.

La haute densité envisagée pour le site est induite par la volonté des promoteurs de participer au programme de logement abordable, qui est très exigeant à ce niveau, plutôt que de construire un autre immeuble de condos.

	
Perspective proposée	Plan sous-sol

	
Plan rez-de-chaussée	Plan 2e étage

Analyse et avis

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 105 et 127.9 du *règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : L'intervention permet l'insertion de 16 logements abordables dans le secteur de Sainte-Marie.

Considérant que : Il serait préférable d'aérer la composition et d'opter pour un autre type de brique.

Considérant que : L'état du bâtiment existant est délabré et contaminé au point d'en envisager la démolition.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :

- **Agrandir les cours anglaises à l'avant, tout en favorisant la végétation;**
- **Éliminer le mur situé à l'extrémité Nord des balcons;**
- **Opter pour une brique plus chaude et plus rectiligne;**
- **Revoir la composition pour en souligner la verticalité.**

Francis Lefebvre
Architecte

DÉMOLITION DU 2175 – 2177 MONTGOMERY

Appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition à sa réunion du 27 mars 2018 qui a accordé le certificat d'autorisation de démolition du bâtiment situé au 2175-2177 rue Montgomery

Motivation

Nous avons assisté à la réunion du Comité le 27 mars dernier. Dans sa présentation, l'architecte de la ville a présenté essentiellement les aspects négatifs de la propriété faisant l'objet d'une demande de démolition : fissures dans la fondation et dans les murs, présence de moisissures et d'amiante. Il n'a pas traité des possibilités de restauration de l'immeuble. Son témoignage était convaincant. Mais à bien y penser, cette démolition serait malvenue et inappropriée.

Notre argumentation se fonde sur les **principes** suivants :

- Restaurer quand c'est possible au lieu de démolir
- Conserver ou augmenter l'offre de grands logements pour les familles
- Ne pas créer des îlots de chaleur en place d'espaces verts aménagés
- Limiter l'impact négatif sur le voisinage

Argumentation

- La maison en question n'est pas un taudis comme pourrait presque le laisser croire la présentation au Comité. Elle a été construite en 1947. Elle a belle apparence (voir la photo no. 1 ci-jointe), même si on voit des fissures dans la fondation et dans le mur de briques. Lors de la mise en vente, nous avons vu les photos de l'intérieur; c'est vieillot mais les planchers en bois franc sont beaux et l'intérieur a du potentiel. Dans l'annonce de Remax (photo no. 1 ci-dessous), on dit bien que cette « propriété a besoin de rénovation » et non d'être démolie.
- Présence de moisissures et d'amiante. Cette maison est-elle insalubre? La vieille dame qui a vendu la maison en juin 2017 y habitait depuis 1968, soit depuis 49 ans, Elle avait environ 85 ans lors de la vente et elle était en excellente santé et en pleine forme. Son mari est mort en 2011 à 79 ans, âge respectable. Ils y ont élevé leur famille, trois filles, sans aucun problème de santé connu. Pour remettre cette propriété aux normes, une entreprise de décontamination peut certainement résoudre ce problème.
- Les locataires du haut sont partis suite à la vente de la maison. Ils étaient très heureux dans leur logement, ils y seraient volontiers restés.

- Cette maison est atypique : elle est construite en largeur, environ 35 pieds de large, plutôt qu'en profondeur ce qui donne de grands logements clairs laissant entrer beaucoup de lumière.
- La maison contient deux grands logements (aire d'étages de 225,40 mètres carrés ou 2,426 pieds carrés). La ville veut favoriser l'accès à de grands logements pour les familles, en voici deux grands, avec en prime une grande cour aménagée. Pourquoi permettre de démolir ces deux grands logements et les remplacer par des logements d'un maximum de 12,5 pieds de large (4 logements de large sur un terrain de 50 pieds de largeur).
- La cour est très grande. Le terrain est en fait constitué de deux terrains de 25 pieds pour une largeur totale de 50 pieds; le terrain fait 4,025 pieds carrés. La cour est bien aménagée : deux espaces de stationnement sur un côté puis le reste est un jardin de gazon, de fleurs et d'arbustes. C'est un bel espace vert. La ruelle en arrière a été aménagée en ruelle verte il y a quelques années. Il serait illogique de détruire ce superbe espace vert, la cour, quand on essaie d'un autre côté de verdir la ruelle.
- L'impact sera brutal sur le voisinage mais en particulier sur le voisin immédiat côté nord. Installer un bâtiment de 4 étages, occupant pratiquement tout le terrain, imposera une masse imposante dans le voisinage. Côté nord, le mur du nouveau bâtiment dominera de haut le petit bungalow d'un étage; en plus il lui cachera la vue loin en avant et loin derrière, du côté sud c'est-à-dire du côté du soleil, une perte importante de qualité de vie pour ce propriétaire (photo no. 2) Derrière, sur la rue Wurtele, les voisins auront une bâtisse plus haute et plus proche derrière eux.
- Il y a des dizaines de petits bungalows construits au début des années 1950 dans ce quartier, ce qui en fait le charme. On trouve un joli alignement de trois bungalows côté nord de la propriété en question sur la rue Montgomery, et 16 bungalows rue Wurtele juste en arrière (voir la photo no. 3 ci-jointe). Cette nouvelle construction briserait l'harmonie architecturale et la quiétude du quartier.
- Lors de la présentation, il n'a pas été question de savoir si techniquement cette maison peut être restaurée, ni combien les travaux pourraient coûter. Pourtant nous pensons qu'obtenir cette information est essentielle pour prendre une décision éclairée.
- **Alternative à la démolition: consolider, décontaminer et rénover cette grande demeure.**

CONCLUSION

Nous portons en appel la décision d'accorder le certificat d'autorisation de démolir la maison du 2175 - 2177 rue Montgomery.

Christian Lessard
4648 Deforimier
Montréal
H2H 2B5
514-520-9140

Nicole Tardivel
" idem

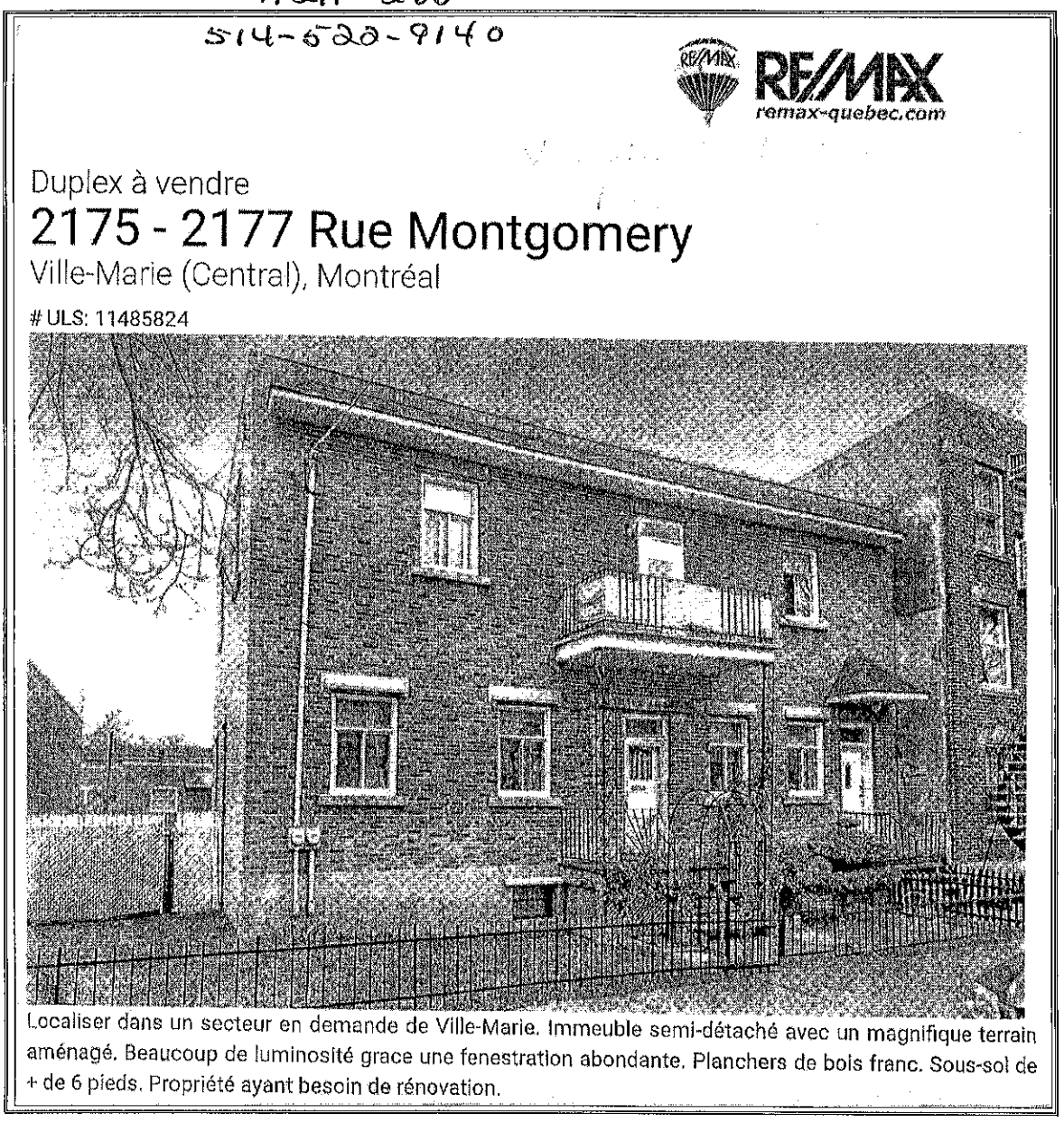


Photo no.1 - Publicité de l'agence immobilière Remax lors de la mise en vente

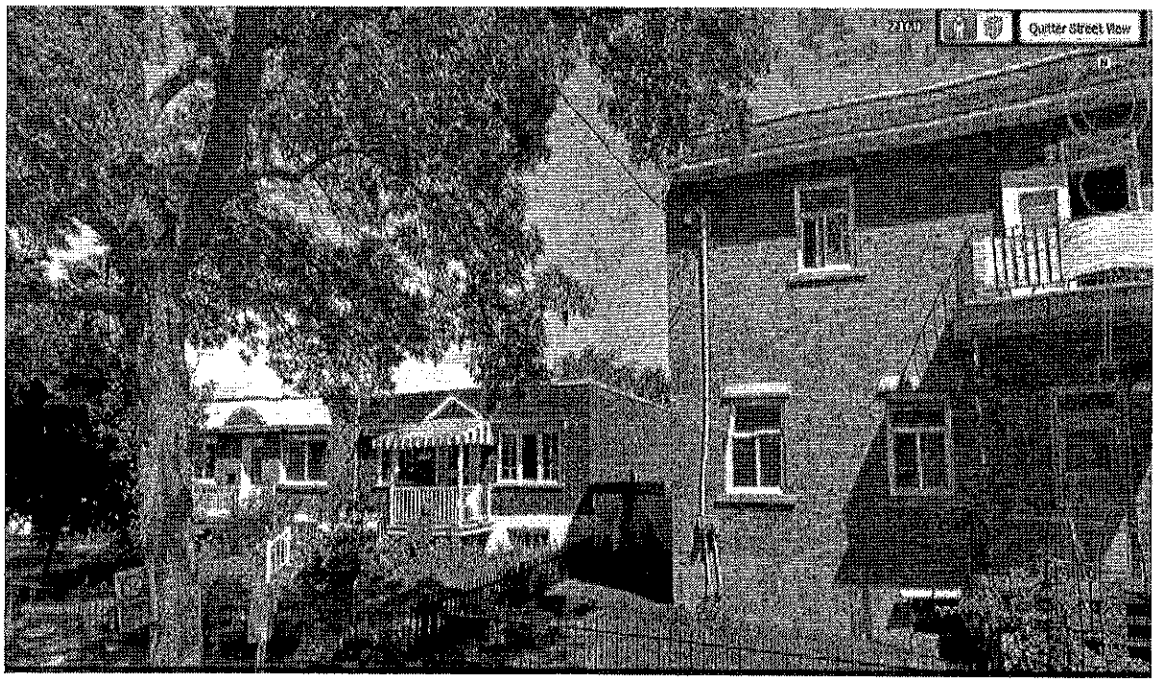


Photo no. 2 – Bungalows côté nord de la propriété, rue Montgomery

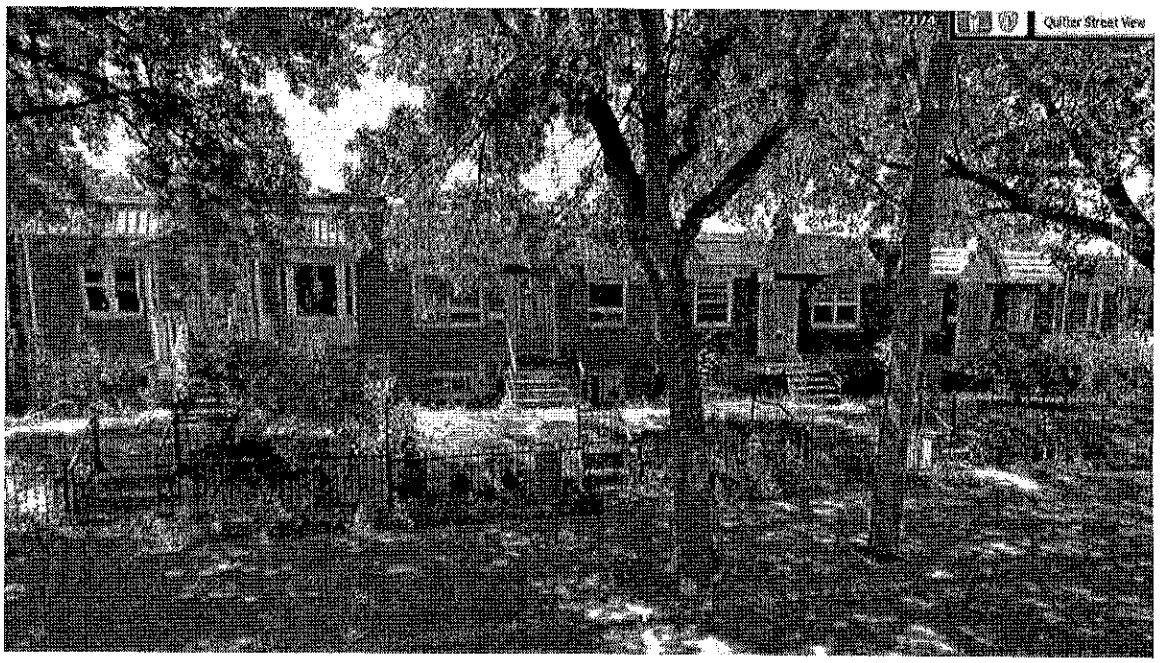
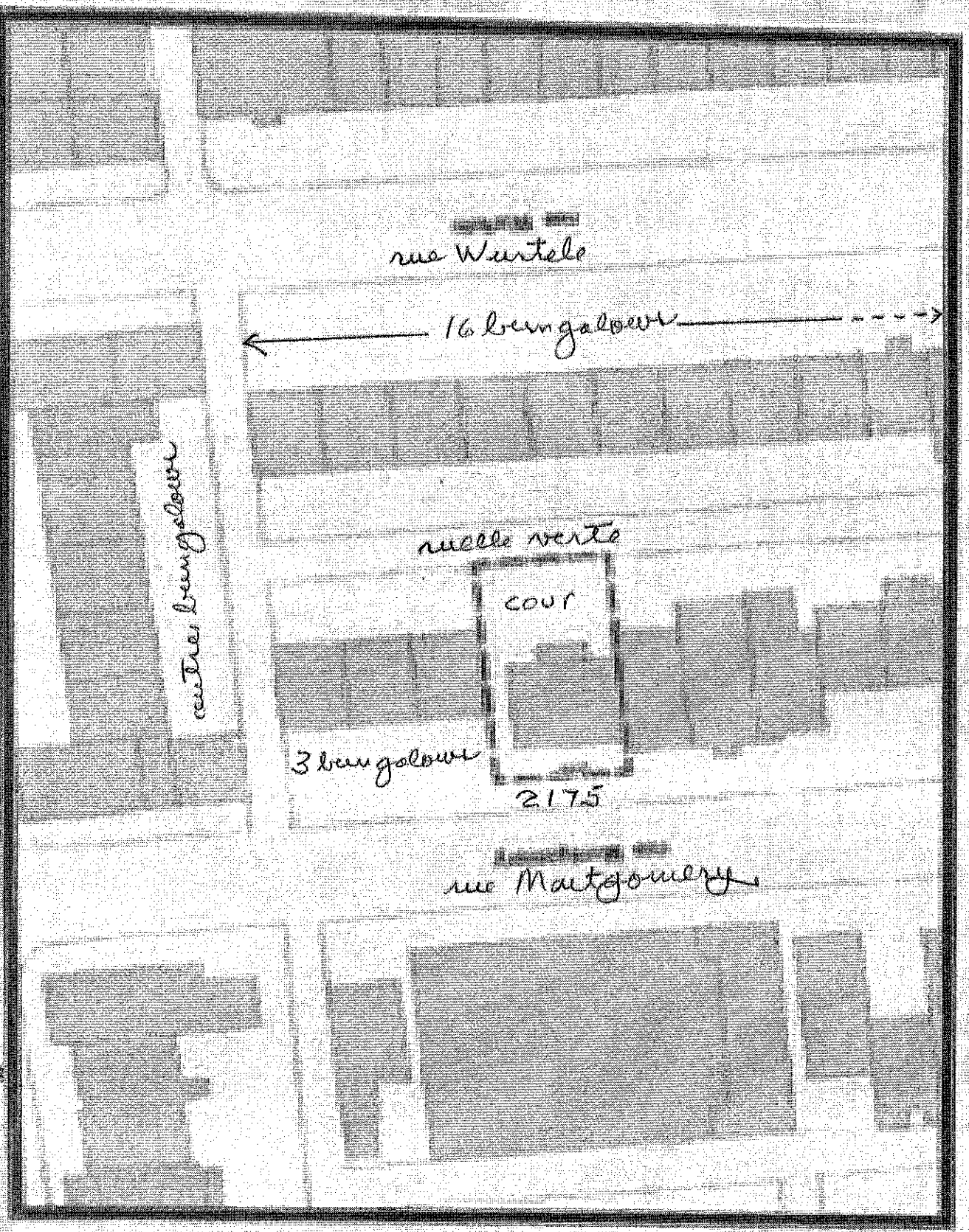


Photo no. 3 - Rue Wurtele, derrière la construction projetée, ensemble de 16 petits bungalows

Emplacement



Projet de remplacement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.22

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1181204001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 5e partie C)

Il est recommandé :

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance jointe à la présente permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., 01-282, article 560) l'ordonnance jointe à la présente permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance jointe à la présente permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, de boissons alcooliques et non alcooliques ainsi que la consommation de boissons alcooliques, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance jointe à la présente permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 15:12

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1181204001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue des festivals et des événements culturels sur le domaine public (saison 2018, 5e partie C)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de consolider et d'harmoniser les actions de la Ville en matière de soutien et d'encadrement des festivals et des grands événements de calibre métropolitain, national et international, le comité exécutif rapatriait, le 30 mars 2005, le pouvoir d'appliquer les règlements relatifs à l'occupation du domaine public pour les festivals et les événements de calibre métropolitain, national et international, en plus de ses pouvoirs prévus en vertu de l'article 69.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville.
Les autres autorisations habituellement nécessaires à la tenue des événements identifiés, soit les dérogations aux règlements sur le bruit, sur l'affichage, sur la paix et l'ordre sur le domaine public, sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain, doivent être obtenues auprès de l'arrondissement concerné. À cet effet, nous présentons un dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.
Voici les règlements dont il est question :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8;
- Règlement sur l'urbanisme concernant l'affichage, R.R.V.M., 01-282, article 560;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain R.R.V.M. chapitre P-12-2, article 7;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté CA-24-285 article 29.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Des décisions antérieures du Bureau des festivals et des événements culturels de la Direction associée Cinéma - Festivals - Événements ont été approuvées.

DESCRIPTION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.

Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

JUSTIFICATION

De nombreux festivals et événements culturels se déroulent dans l'arrondissement de Ville-Marie et plus particulièrement dans le Quartier des spectacles.
Ces événements sont d'envergure métropolitaine, nationale et internationale et requièrent des autorisations de vendre, d'afficher et de bruit.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des directions concernées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces événements favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel); encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables destinés à se conformer à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les événements en annexe ont été soumis ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.

- De plus, ces événements sont gratuits et favorisent l'accessibilité de tous.
- Le promoteur mettra en place sur les sites des événements un système de cueillette des matières recyclables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs, du greffe et des relations avec les citoyens.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de rues et informeront les citoyens concernés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut déroger à la réglementation municipale.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Pierre-André VOLCY, Ville-Marie
Driss EZZAHER, Ville-Marie

Lecture :

Driss EZZAHER, 29 mai 2018
Pierre-André VOLCY, 28 mai 2018
Alain DUFRESNE, 28 mai 2018
Stéphanie TURCOTTE, 28 mai 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mylène NASSER
Agente de développement culturel

Tél : 514 872-2074
Télécop. : 872-1153

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-25

Daniel BISSONNETTE
Directeur associé Cinéma-Festivals-Événements

Tél : 514 872-2884
Télécop. : 514 872-3409

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT VILLE-MARIE

01-282, xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5e partie C)

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);

À la séance du 12 juin 2018 le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe). Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5e partie C)

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (voir en pièce jointe).

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est un Leq 1 minute de 80 dBA et 100dBC mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur ce site.



4. projet de modélisation du bruit.eml

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-24-285

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5e partie C)

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
p-12-2,

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5e partie C)

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. Durant l'exécution des travaux de peinture **:**

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS CULTURELS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2018, 5e partie C)

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 12 juin 2018, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcoolisées et non alcoolisées ainsi que la consommation de boissons alcoolisées selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture, les boissons non alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1 (Voir en pièce jointe).

SERVICE DE LA CULTURE
Bureau des festivals et des événements culturels

Programmation des événements publics, 5e partie, C
Sommaire 1181204001 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 juin 2018

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Lancement prêt vinyle	BAnQ	12 juin (19 juin en cas de pluie)	Parvis de la BAnQ	n/a	12 juin de 10h à 17h (19 juin en cas de pluie)	n/a	n/a	12 juin de 10h à 17h (19 juin en cas de pluie)	12 juin de 10h à 17h (19 juin en cas de pluie)	n/a	n/a	n/a	n/a
Party des 1000	ACCT (Académie Canadienne du Cinéma et de la Télévision)	14-Jun	Rue Place du Marché, entre St-Laurant et St-Dominique	n/a	n/a	n/a	17h à 23h	17h à 23h	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Le Festival International de Jazz de Montréal	Le Festival International de jazz de Montréal inc.	Montage: du 18 au 27 juin Événement: du 28 juin au 7 juillet Démontage: du 8 au 12 juillet	QDS: Pôle PDA, délimité par le quadrilatère suivant: Président-Kennedy, René-Lévesque, Saint-Laurent et De Bleury	du 28 juin au 7 juillet de 12h à 01h30	du 28 juin au 7 juillet de 12h à 01h30	du 28 juin au 7 juillet de 12h à 01h30	du 28 juin au 7 juillet de 12h à 01h30	Du 28 juin au 7 juillet, incluant les tests de son et l'événement : la Scène rue Sainte-Catherine de 10h30h à 23h, Scène Petit Parterre de 15h30 h à 23h, Scène Parterre du 13h30h à 24h et Place des festivals de 13h30h à 24h.	du 18 juin de 00h01 jusqu'au 12 juillet 23h59	du 18 juin de 00h01 jusqu'au 12 juillet 23h59	du 28 juin au 7 juillet de 12h à 01h30	du 18 juin de 00h01 jusqu'au 12 juillet 23h59	du 18 juin de 00h01 jusqu'au 12 juillet 23h59
La Fête nationale	Le Comité de la Fête nationale	Montage : du 18 au 22 juin Événement le 23 juin Démonatge le 24 juin	QDS: Pôle PDA: quadrilatère délimité par les rues: Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain	12h à 24h	12h à 24h	12h à 24h	12h à 24h	21 juin : tests de son entre 10h et 20h 22 juin : tests de son et répétition: entre 10h et 22h30 23 juin: de 9h à 24h, incluant les tests de son et l'événement	18 juin de 00h01 jusqu'au 24 juin 23h59	18 juin de 00h01 jusqu'au 24 juin 23h59	le 23 juin de 12h à 24h	18 juin de 00h01 jusqu'au 24 juin 23h59	18 juin de 00h01 jusqu'au 24 juin 23h59
Montréal Complètement Cirque	La Tohu/Cité des Arts du Cirque inc.	Montage Gamelin: 21 juin au 4 juillet Montage St-Denis: 1er au 4 juillet Événement: 5 au 15 juillet Démontage: 15 au 17 juillet	Rue St-Denis, entre Sherbrooke et de Maisonneuve. Rue Emery, entre Sanguinet et St-Denis, Place Émilie-Gamelin	5 au 15 juillet entre 16h à 23h30	5 au 15 juillet entre 16h à 23h30	5 au 15 juillet entre 16h à 23h30	5 au 15 juillet entre 16h à 23h30	Rue St-Denis et Emery du 1er au 17 juillet entre 6h et 23h Place Émilie-Gamelin du 21 juin au 17 juillet entre 8h et 23h	21 juin 8h au 17 juillet 23h59	21 juin 8h au 17 juillet 23h59	5 au 15 juillet entre 16h à 23h30	21 juin 8h au 17 juillet 23h59	Rue St-Denis seulement 1er 8h au 17 juillet 23h59
Festival Montréal Baroque	Festival Montréal Baroque	21 au 24 juin	Rue Victoria 21 juin Square Philipps 22 au 24 juin	n/a	n/a	n/a	n/a	Rue Victoria 21 juin entre 11h et 14h Square Philipps 22 juin entre 10h et 15h Square Philipps 23 et 24 juin 10h à 19h	n/a	Rue Victoria 21 juin entre 11h et 14h Square Philipps 22 juin entre 10h et 15h Square Philipps 23 et 24 juin 10h à 19h	n/a	n/a	n/a
		Événement extérieur: Montage: 9 au 11 juillet Événement: 12 au 22 juillet, Démontage: 23 au 24 juillet	Place de la Paix, quadrilatère délimité par les rues St-Laurent, Sainte-Dominique, Juliette Béliveau et Place du Marché et rue Saint-Dominique entre Juliette-Béliveau et Place du Marché ainsi que la rue Place du Marché entre Saint-Dominique et Saint-Laurent	12 au 22 juillet de 12h à 23h	12 au 22 juillet de 12h à 23h	12 au 22 juillet de 12h à 23h	12 au 22 juillet de 12h à 23h	12 au 22 juillet de 12h à 23h	Du 9 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59	Du 9 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59	12 au 22 juillet de 12h à 23h	Du 9 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59	Du 9 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59

Programmation des événements publics, 5e partie, C
Sommaire 1181204001 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 juin 2018

Ordonnances													
				P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
Événements	**Organismes**	**Dates**	**Lieux**	**Marchandises**	**boissons non alcooliques**	**Boissons alcooliques**	**Consommation d'alcool**	**Bruit**	**Affichage domaine privé**	**Affichage domaine public**	**Échantillons**	**Peinture sur chaussée**	**Affichage sur lampadaire**
Festival Zoofest	Zoofest	**Événement en salles:** 5 au 28 juillet	Sur le domaine public, panneaux sandwich à l'entrée des salles suivantes: Katacombes(1635 boul. Saint-Laurent); Monument National - cabaret et balustrade (1182 boul. Saint-Laurent); Café Cléopâtre (1230 Saint-Laurent); Théâtre Sainte-Catherine (264 Sainte-Catherine Est); Théâtre La Chapelle (3700 Saint-Dominique); Le balcon (463 Sainte-Catherine Ouest); Meanline Théatre (3997 Boul. Saint-Laurent); Bureau de JPR (2101 Saint-Laurent); Newspeak (1403 Sainte-Élisabeth); Salle Claude-Léveillé (175 Sainte-Catherine Ouest); Montréal Improv (3697 Boul. Saint-Laurent); La Vitrine (2 Sainte-Catherine Est); The Comedy Nest (2313 rue Sainte-Catherine).	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	30 juin 00h01 jusqu'au 29 juillet 23h59	30 juin de 00h01 jusqu'au 29 juillet 23h59	n/a	n/a	n/a
Programmation de la SAT, les mardis Skate Jam et les projections	Société des Arts Technologiques	Montage, événement et démontage de 10h à 23h aux dates suivantes: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août et 4 septembre	Place de la Paix, quadrilatère délimité par les rues St-Laurent, Sainte-Dominique, Juliette Béliveau et Place du Marché et rue Saint-Dominique entre Juliette-Béliveau et Place du Marché ainsi que la rue Place du Marché entre Saint-Dominique et Saint-Laurent	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	n/a	n/a	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	Aux dates suivantes de 10h à 23h: 3,10,17,24,31 juillet 7,14,21,28 août 4 septembre	n/a	n/a
Festival Juste pour rire	Festival Juste pour rire	**Rue Sainte-Catherine, entre Jeanne-Mance de Saint-Urbain**: Montage: 11 au 14 juillet Événement: 14 au 29 juillet Démontage: 29 juillet au 5 août **QDS:** Pôle PDA; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain Montage: 13 au 18 juillet Événement: 18 au 29 juillet Démontage: 29 juillet au 5 août	Sur le domaine public, panneaux sandwich, devant le bureau de JPR (2101 Saint-Laurent): QDS: Pôle PDA; quadrilatère délimité par les rues: Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 11 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 13 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 11 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 13 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 14 au 29 juillet de 12h à 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 18 au 29 juillet de 12h à 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 11 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 13 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59	**Rue Sainte-Catherine**, entre Jeanne-Mance et Saint-Urbain: 11 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59 **QDS: Pôle PDA**; quadrilatère délimité par les rues Président-Kennedy, René-Lévesque, De Bleury et Saint-Urbain: 13 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 5 août 23h59
Festival International Nuits d'Afrique	Production Nuits d'Afrique inc.	Montage: 12 au 16 juillet Événement: 17 au 22 juillet Démontage: 22 au 25 juillet	QDS: Pôle PDA: Parterre et petit Parterre; délimités par les rues Président-Kennedy, Clark, St-Urbain et De Montigny,	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	12 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 25 juillet 23h59	12 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 25 juillet 23h59	17 au 19 juillet de 14h à 23h 20 juillet de 14h à 23h30 21 juillet de 11h à 23h30 22 juillet de 11h à 23h00	12 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59	12 juillet à compter de 00h01 jusqu'au 24 juillet 23h59
Parade des jumeaux	Festival Juste pour rire	28 juillet de 14h à 18h	Mise en place et départ: rue Jeanne-Mance (entre Sainte-Catherine Ouest et rue de Maisonneuve Ouest) Parcours: De Maisonneuve Ouest (intersection Jeanne-Mance/Maisonneuve Ouest à Clark/Maisonneuve Ouest), ensuite rue Clark (Clark/De Maisonneuve Ouest à Clark/Sainte-Catherine Ouest.) Arrivée sur la Place des Festivals	n/a	n/a	n/a	n/a	14h à 18h	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a

Programmation des événements publics, 5e partie, C
Sommaire 1181204001 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 juin 2018

Ordonnances													
Événements	Organismes	Dates	Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
				Marchandises	boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
Marché public Pointe-à-Callière	Musée Pointe-à-Callière	Montage: 22 au 24 août de 8h à 23h59 Événement: 25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h Démontage: 26 août à 18h jusqu'au 28 août 23h59	Place Royale et aux abords du Musée	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	22 août de 7h jusqu'au 28 août 23h59	22 août de 7h jusqu'au 28 août 23h59	25 août de 10h à 20h 26 août de 10h à 18h	n/a	n/a
Rythmopolis	Sixtrum	Montage: 2 au 6 septembre Événement: 6 au 8 septembre Démontage: 9 au 11 septembre	QDS: Pôle PDA: Place des festivals, quadrilatère délimités par les rues suivantes: Jeanne-Mance, Sainte-Catherine, De Bleury et De Maisonneuve	6 au 8 septembre de 12h à 23h	6 au 8 septembre de 12h à 23h	6 au 8 septembre de 12h à 23h	6 au 8 septembre de 12h à 23h	Répétition et tests de son: 3 au 5 septembre de 14h à 22h Spectacles: 6 au 8 septembre de 20h00 à 22h30	2 septembre à compter de 00h01 jusqu'au 11 septembre 23h59	2 septembre à compter de 00h01 jusqu'au 11 septembre 23h59	6 au 8 septembre de 12h à 23h	2 septembre à compter de 00h01 jusqu'au 11 septembre 23h59	2 septembre à compter de 00h01 jusqu'au 11 septembre 23h59

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2018/06/12
18:30

(1)

Dossier # : 1185237038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 30 novembre 2018

De désigner un conseillère à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 4 novembre 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-06-01 13:55

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1185237038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Désigner la conseillère Sophie Mauzerolle à titre de mairesse suppléante du 1er juillet au 30 novembre 2018

CONTENU

CONTEXTE

L'article 20.2 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit la désignation d'un maire suppléant dans l'arrondissement.
L'article 56 de la *Loi sur les cités et villes* (L.R.Q., chapitre C-19) permet au conseil de désigner, pour la période qu'il détermine, un conseiller comme maire suppléant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240380 (1172701037) - Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 4 novembre 2017
CA16 240677 (1162701065) - Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er janvier au 30 juin 2017
CA16 240341 (1162701033) - Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 31 décembre 2016

DESCRIPTION

Désigner un conseiller à titre de maire suppléant du 1er juillet au 4 novembre 2018.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandy PINNA
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-05-24

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607